

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Année 2018

Tome I – Volume I-2

TABLE NOMINATIVE

ÉTABLIE PAR LA DIVISION DES ARCHIVES DU SÉNAT



PALAIS DU LUXEMBOURG

15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06

Division des Archives du Sénat : tél. 01 42 34 36 18
mél. archives@senat.fr

<http://www.senat.fr>

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

Clôture de la session ordinaire 2017-2018	30 juin 2018
Première session extraordinaire	2 juillet 2018
Réunion du Parlement en congrès	9 juillet 2018
Seconde session extraordinaire	12 septembre 2018
Ouverture de la session ordinaire 2018-2019.....	2 octobre 2018

NOTA - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	III
AVERTISSEMENT	V
ABRÉVIATIONS	VII
TABLE NOMINATIVE 2018 – DÉBATS DU SÉNAT	1
INDEX DES NOMS	657

AVERTISSEMENT

Les tables des débats du Sénat se composent de trois tomes distincts respectivement consacrés à la table nominative, à la table thématique et à la composition et aux activités des organes du Sénat.

La **table nominative** (tome I) contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs, un récapitulatif chronologique, durant l'année considérée, des nominations dont ils ont fait l'objet, des dépôts de propositions de loi ou de rapports, de leurs interventions en commission et en séance publique : projets de loi, propositions de loi, propositions de résolution, questions, débats, mises au point au sujet d'un vote et rappels au règlement.

Depuis le 11 octobre 2017 (séance du 10 octobre 2017), deux changements ont été opérés afin d'enrichir cette table puisque :

- les interventions sont signalées y compris lorsque le président de séance n'a pas accordé la parole à l'orateur, afin de rendre compte fidèlement des interventions dans leur variété, et des centres d'intérêt des sénateurs ;
- le sujet sur lequel portent les articles additionnels est précisé.

Les projets de loi déposés par Mmes et MM. les ministres, ainsi que l'ensemble de leurs interventions en séance publique, sont également répertoriés dans la table nominative.

Celle-ci est consultable sur le site internet du Sénat (www.senat.fr) :

- en version intégrale par année (rubrique Travaux parlementaires/Comptes rendus des débats/Indexation des débats par thème et nom de sénateur ou rubrique Connaître le Sénat/Rôle et fonctionnement/Les documents de référence : Les informations parlementaires/Composition et activités du Sénat) ;
- et par extraits sur la fiche de chaque sénateur (rubrique Vos sénateurs/Sénateurs ; sélectionner une fiche et cliquer sur l'année dans Extrait de la table nominative).

La **table thématique** (tome II) fournit une présentation par thème des débats qui se sont déroulés au Sénat au cours de l'année. Elle récapitule également les questions, les déclarations du Gouvernement, les allocutions, communications, éloges funèbres et souhaits de bienvenue prononcés ainsi que les motions de procédure examinées.

Le volume **Composition et activités des organes du Sénat** (tome III) recense les listes des sénateurs et des organes du Sénat. Il présente l'évolution de la composition du Bureau, des groupes politiques, des commissions permanentes et autres commissions, des structures temporaires, de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, des délégations, de la Cour de justice de la République, des organismes extraparlimentaires, ainsi que les pétitions et la liste des rapports remis au Parlement. Il est établi à partir du *Journal officiel Lois et décrets* et de l'*Agenda du Sénat* publié chaque jour de séance jusqu'au 31 juillet 2018.

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRCE.....	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
LaREM	Groupe La République en marche
RDSE.....	Groupe du Rassemblement démocratique et social européen
Les indépendants	Groupe Les indépendants - République et territoires
SOCR.....	Groupe socialiste et républicain
UC	Groupe Union centriste
NI.....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe
- A	Apparenté à un groupe politique
- R.....	Rattaché administrativement à un groupe politique

Autres :

CE.....	Commission d'enquête
CS	Commission spéciale
MCI	Mission commune d'information
MI	Mission d'information

TABLE NOMINATIVE 2018 - DÉBATS DU SÉNAT

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Délégué de la Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 147 tome 3 annexe 23 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la société anonyme Bpifrance.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des finances*) : Les nouveaux usages et la régulation des chaînes de blocs (blockchain) - Audition.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement de la délégation en Savoie le 12 février 2018.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Guillaume Boudy, secrétaire général pour l'investissement.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Maisons de l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de Mme Véronique Bédague-Hamilius, MM. Ross McInnes et Frédéric Mion, co-présidents du Comité action Publique 2022.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Remboursements et dégrèvements » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la typologie des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission «

Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » ; communication sur le contrôle budgétaire sur le coût des programmes de France Télévisions - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » (et article 72) et CCF « Prêts à des États étrangers » - Compte rendu de déplacement dans le cadre du contrôle budgétaire sur le système multilatéral de l'aide publique au développement - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 78 et 78 bis) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 3 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Outre-mer » (et à l'article 77 quinquies), « Aide publique au développement » (et à l'article 72) et le compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers », « Action extérieure de l'État » (et à l'article 71 ter), et « Recherche et enseignement supérieur » (et aux articles 78 et 78 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Tome III du rapport général - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1064

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3171 p. 3172

- **Mises au point au sujet de votes** - (11 avril 2018) : p. 3618

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité des bâtiments à usage industriel** - (12 juin 2018) : p. 5726 p. 5727

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (*art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-*

13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15395

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16644 p. 16645

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article 9** (*art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre Ier du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement*) : p. 17001 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-245** (*Contribution de solidarité numérique - Création*) : p. 17018 - **Article 14** (*art. 39, 39 terdecies, 44 sexies 0-A, 73 E, 93, 93 quater, 199 ter D, 201, 209, 219, 221 bis, 223 C, 223 H, 238, 238 bis G, 1668, 1740-0 C [nouveau] du code général des impôts, et art. L. 13 BA du livre des procédures fiscales - Réforme du régime d'imposition des produits de cession ou concession de brevets*) : p. 17059 p. 17060 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-946** (*Cessions des parts sociales - Taux unique pour les droits d'enregistrement*) : p. 17079 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement s n° I-107 rectifié, n° I-224 rectifié bis, n° I-259 et n° 701 rectifié bis** (*Biens ruraux - Fiscalité*) : p. 17080 - **Article 18** (*art. 71, 72 D, 72 D bis, 72 D ter, 72 D quater, 73, 73 E, 75 du code général des impôts, art. L. 781-15 du code rural et de la pêche maritime - Réforme des aides fiscales en faveur de la gestion des risques et de l'investissement agricoles*) : p. 17154 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-286** (*Dépenses éligibles au CIR*) : p. 17170

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 18 quater (nouveau)** (*art. 39 decies A [nouveau] du code général des impôts - Suramortissement temporaire de 40 % pour les investissements de transformation numérique et de robotisation des PME*) : p. 17206 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-178, n° I-254 rectifié, n° I-304 rectifié ter, n° I-435 rectifié bis et n° I-483** (*Bois énergie présentant un taux d'humidité inférieur à 20 % - Taux réduit de TVA*) : p. 17232

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2018) : p. 17756 p. 17770 - **État B** : p. 17776 p. 17777 - **Article 78** (*Renforcement de la mobilité étudiante*) : p. 17783

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (*art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement*) : p. 17963 p. 17964 p. 17970 p. 17972 - **Article additionnel après l'article 79 nonies - Amendements n° II-316 rectifié quater, n° II-400 rectifié, n° II-571 rectifié bis et n° II-674 rectifié** (*Prélèvement au titre du Fonds national*

de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Déduction du potentiel financier agrégé, PFLA) : p. 18002 - **Article additionnel après l'article 79 nonies - Amendement n° II-360 rectifié bis** (*Outre-mer - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Manque à gagner*) : p. 18004

Articles non rattachés

- (11 décembre 2018) - **Article 39 et état B** (*Crédits du budget général*) : p. 18515

- **Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21621 p. 21622

ALLIZARD (Pascal)
sénateur (Calvados)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République du 11 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense (19 juin 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre du Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Vice-président de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays jusqu'au 6 juin 2018.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part [**n° 229 (2017-2018)**] (18 janvier 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Economie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [**n° 187 (2017-2018)**] autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part [**n° 283 (2017-2018)**] (7 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [**n° 343 (2017-2018)**] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [**n° 333 (2017-2018)**] en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [**n° 374 (2017-2018)**] (21 mars 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [**n° 392 (2017-2018)**] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [**n° 431 (2017-2018)**] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [**n° 460 (2017-2018)**] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [**n° 466 (2017-2018)**] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? [n° 520 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Défense : Environnement et prospective de la politique de défense [n° 149 tome 5 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1316/2013 en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union, COM (2018) 568 final [n° 172 (2018-2019)] - Quelles liaisons maritimes entre l'Union européenne et l'Irlande après le Brexit ? [n° 171 (2018-2019)] (30 novembre 2018) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1316/2013 en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union, COM (2018) 568 final [n° 172 (2018-2019)] (30 novembre 2018) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Mandats de négociation en vue d'un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

(*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Pierre-Noël Giraud, professeur d'économie à l'école des Mines Paris-Tech et à l'université Paris-Dauphine.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Agences de surveillance européennes : avis politique de MM. Jean-François Rapin et Claude Raynal.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération renforcée entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Syrie - Audition de M. Jérôme Bonnafont, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de M. Jean-Claude Requier en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur : rapport de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Politique étrangère et de défense - Mission d'observation électorale de l'AP-OSCE en Russie : communication de M. Pascal Allizard.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelles routes de la soie - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, ancien président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général André Lanata, chef d'état-major de l'Armée de l'air.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de loi portant transposition de la directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulguées contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites (procédure accélérée) : Observations de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de S.E. Mme Patricia O'Brien, ambassadeur d'Irlande en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, Secrétaire général pour l'administration.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Travaux de la Task

force « subsidiarité et proportionnalité » : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Cybersécurité : proposition de résolution européenne, avis politique et rapport d'information de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

Questions sociales et santé - Convergence sociale dans l'Union européenne : proposition de résolution européenne, avis politique et rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition sur l'industrie et le secteur financier.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense -. Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Evaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution de la situation en Libye - Examen du rapport d'information.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean-Luc Videlaïne, préfet du Var.

Audition de M. Roland Peylet, président de la commission de déontologie de la fonction publique.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère des Etats Unis - Audition de Mme Maya Kandel, responsable des Etats-Unis et des relations transatlantiques au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2018.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

(*CS Suppression surtranspositions directives*) : Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen des amendements de séance au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » (vote réservé) - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission de la commission à l'Assemblée générale des Nations unies - Communication.

Situation en Ukraine et en particulier sur les incidents dans le détroit de Kertch - Audition de S.E. M. Oleg Shamshur, ambassadeur d'Ukraine.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (Pacte) : observations de M. Jean-François Rapin.

Politique de voisinage - Le partenariat oriental et le Caucase du Sud : rapport d'information de M. René Danesi et Mme Gisèle Jourda.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la crise migratoire dans le Calvados** - (16 janvier 2018) : p. 35 p. 35

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport Taché sur les migrations européennes** - (20 février 2018) : p. 1572 p. 1573

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2757

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4101 p. 4107

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4428 - **Article 18** (*art. L. 46, L. 231 et L. 237 du code électoral ; art. L. 2122-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4121-3 [nouveau] du code de la défense - Éligibilité des militaires en position d'activité au mandat de conseiller municipal*) : p. 4472 p. 4479

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 1 rectifié quinquies - Amendement n° 119 rectifié** (*Supplétifs de statut civil de droit commun - Allocation de reconnaissance*) : p. 4534 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 2 rectifié quinquies** (*Supplétifs de statut civil de droit commun - Rapport au Parlement*) : p. 4535 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 115** (*Supplétifs de statut civil de droit commun - Rapport au Parlement*) : p. 4536 - **Article 32** (*art. L. 151-4, L. 154-4 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - Réforme du contentieux des pensions militaires d'invalidité*) : p. 4541 - **Rapport annexé** : p. 4605

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et*

du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides : p. 6284 p. 6285

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018** - (26 juin 2018) : p. 6763

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Commission mixte paritaire [n° 582 (2017-2018)]** - (28 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 7499

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 364 rectifié bis, n° 414 rectifié bis, n° 878 rectifié bis et n° 1068 rectifié ter (Travaux d'extension - Seuil dérogatoire)** : p. 10919

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13945

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 93 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Article 3 (Régime applicable aux travaux de construction et d'aménagement rendus nécessaires par le Brexit)** : p. 14918

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14929

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte de Marrakech** - (13 décembre 2018) : p. 21530 p. 21531

AMIEL (Michel)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
LaREM

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate à son renouvellement à la direction générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la profession de physicien médical et à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rapport de la Cour des comptes relatif à la prise en charge de l'autisme - Audition de M. Patrick Lefas, président de chambre maintenu.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, Mme Anne Burstin, directrice générale, et M. Simon Kieffer, directeur des établissements et services médico-sociaux, sur la situation dans les Ehpad.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Communications diverses.

Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Véronique Blanchard, historienne, spécialiste de la justice des mineurs, ancienne éducatrice, enseignante à l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (15 novembre 2018).

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (sida) et des hépatites virales chroniques jusqu'au 15 septembre 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés le 14 mars 2018 ; puis rapporteur du 21 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la MI réinsertion des mineurs enfermés : Une adolescence entre les murs : l'enfermement, dans les limites de l'éducatif, du thérapeutique et du répressif (Rapport) [n° 726 tome 1 (2017-2018)] (25 septembre 2018) - **Éducation - Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la MI réinsertion des mineurs enfermés : Une adolescence entre les murs : l'enfermement, dans les limites de l'éducatif, du thérapeutique et du répressif (Auditions) [n° 726 tome 2 (2017-2018)] (25 septembre 2018) - **Éducation - Justice**.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

Audition de Mme Anne Berard, adjointe au directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Jean-Marie Delarue, conseiller d'État, ancien contrôleur général des lieux de privations et de liberté, auteur du livre « Prisons, quel avenir? ».

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Madeleine Mathieu, directrice de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), accompagnée de Mme Catherine D'Herin, cheffe du bureau de la législation et des affaires juridiques et de Mme Aurore Daniel, adjointe à la cheffe du bureau des méthodes et de l'action éducative.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Laurent Solini, sociologue, auteur de l'ouvrage « Faire sa peine à l'établissement pour mineurs de Lavour », et de Mme Léonore LE Caisne, ethnologue, auteure de l'ouvrage « Avoir 16 ans à Fleury, une ethnographie d'un centre de jeunes détenus ».

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Pierre Joxe ancien ministre, avocat spécialisé dans la défense des mineurs, médiateur au conseil départemental de Seine-Saint-Denis, auteur de « Pas de quartier ? Délinquance juvénile et justice des mineurs ».

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Geneviève Avenard, Défenseuse des enfants.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Audition du Pr. Sophie Caillat-Zucman en vue de sa reconduction à la présidence du conseil d'administration de l'Agence de la biomédecine, (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées - Procédure de législation en commission (Articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Jean-Michel Rapinat, directeur des politiques sociales de l'Association des départements de France.

Audition de M. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire.

Audition de Mme Sophie Bouttier-Veron, vice-présidente du tribunal pour enfants de Marseille en charge du milieu fermé, vice-présidente de l'Association française des magistrats de la jeunesse et de la famille (AFMJF).

(*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2017) - Audition de MM. Denis Morin, président, David Appia, conseiller maître, Jean-Pierre Laboueix, président de section à la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Nicolas Sallée, professeur de sociologie à l'université de Montréal, spécialiste du traitement de la délinquance des mineurs.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition du docteur Damien Mauillon et du docteur Valérie Kanoui, représentants de l'Association des professionnels de santé exerçant en prison (APSEP) et du docteur David Sechter, représentant de l'Association des secteurs de psychiatrie en milieu pénitentiaire (ASPMP).

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition conjointe de M. Clément Vives,

adjoint au Conseiller judiciaire à la Direction générale de la Police nationale (DGNP) et Mme Christelle Simon, Commandant divisionnaire de la Direction centrale de la sécurité publique ; du Colonel Jude Vinot, du Chef d'escadron Erik Salvadori et de Mme Sandrine Guillon, Conseillère juridique et judiciaire de la Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN).

Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Audition de Mme Sylvie Escalon, adjointe au sous-directeur de la Régulation de l'offre de soins et Mme Sophie Terquem, adjointe au bureau « prises en charge post-aigües, pathologies chroniques et santé mentale » à la Direction générale de l'Offre de soins (DGOS).

Audition de Mmes Catherine Pautrat, inspectrice générale de la justice, Isabelle Poinso, inspectrice des services judiciaires et Sophie du Mesnil-Adelee, inspectrice de la protection judiciaire de la jeunesse, co-auteurs en 2015 d'un rapport d'inspection sur le dispositif des centres éducatifs fermés (CEF).

(*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Accès précoce à l'innovation en matière de produits de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Laetitia Dhervilly, vice-procureur, chef de la section des mineurs au Parquet de Paris.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Etienne Lesage, président, et de Mme Sylvie Garde-Lebreton, membre du groupe de travail "Mineurs" au Conseil national des barreaux.

Audition de M. Marc Lifchitz, magistrat, secrétaire général adjoint, et de Mme Sophie Levine, magistrat, syndicat de l'Unité Magistrats (FO Magistrats).

Audition de Mme Anaïs Vrain, secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de MM. Jean-Patrick Gille, président et Serge Kroichvili, délégué général de l'Union nationale des missions locales (UNML).

Audition de Mme Sophie Diehl, conseillère technique « justice des enfants et des adolescents » à la fédération des associations socio-judiciaires Citoyens et Justice.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace - Audition de M. Christian Charpy, secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Examen du rapport.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi n° 489 (2017-2018), adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Déplacement de la commission en Guyane et en Guadeloupe - Communication.

Santé au travail - Audition de Mme Charlotte Lecocq, députée, MM. Bruno Dupuis, consultant senior en management, Henri Forest, ancien secrétaire confédéral de la CFDT et Hervé Lanouzière, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav).

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen d'une note scientifique de l'Office sur les enjeux sanitaires et environnementaux de l'huile de palme.

Suite de l'examen du rapport sur l'évaluation de l'application de la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique de Mme Annie Delmont-Koropoulis, sénatrice et de M. Jean-François Eliaou, député.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'offre de soins - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du vendredi 21 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 108

- **Mises au point au sujet d'un vote** - (10 avril 2018) : p. 3531

- **Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 524 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 5517

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation humanitaire au Yémen** - (7 juin 2018) : p. 5597

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6003

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion** - (26 juin 2018) : p. 6732

- **Proposition de loi relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes [n° 725 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Fin de section** : p. 13347

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations** - (16 octobre 2018) : p. 13829

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14698

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15260

Deuxième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 4** (*art. L. 138-16, L. 221-1 et L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale ; art. 95 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suppression du fonds de financement de l'innovation pharmaceutique, FFIP*) : p. 15291

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'habitat insalubre** - (13 novembre 2018) : p. 15321 p. 15322

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] (suite)**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. L. 131-6-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 411-9 et L. 411-10 du code du tourisme - Régime social des avantages relevant des activités sociales et culturelles*) : p. 15332 - **Article 8** (*art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs*) : p. 15367

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 168 rectifié quater** (*Médecins retraités - Cotisations retraite - Exonération partielle*) : p. 15408 - **Article 9 bis (nouveau)** (*art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone*) : p. 15416

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 19** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-*

21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0-S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État et entre régimes de sécurité sociale) : p. 15503 - **Article 26 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 15539 p. 15540

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 27** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale - Extension du dispositif de paiement à la qualité des établissements de santé) : p. 15545 - **Article 28** (art. L. 162-22-6-2 [nouveau], L. 162-22-10, L. 162-22-12 et L. 162-22-15 du code de la sécurité sociale - Financement forfaitaire de pathologies chroniques) : p. 15555 - **Article 29** (art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale - Amplifier la portée du dispositif d'innovation du système de santé) : p. 15561 - **Article 29 quater (nouveau)** (art. L. 162-5 et L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale - Inclusion des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires dans le champ des accords-cadres) : p. 15578 - **Article 29 quinquies (nouveau)** (Création d'un forfait expérimental de réorientation pour les urgences hospitalières) : p. 15584 p. 15586 p. 15587 p. 15588 - **Article 29 sexies (nouveau)** (art. L. 162-22-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Remboursement à l'assurance maladie des actes et séjours réalisés par des établissements non autorisés) : p. 15589

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 529** (Dépassements d'honoraires - Sanctions financières) :

p. 15640 - **Article 38** (art. L. 137-27 et L. 221-1-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds de lutte contre les addictions liées aux substances psychoactives) : p. 15644 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 341** (Prévention pour les assurés âgés de 11 à 14 ans - Financement par le fonds d'intervention régional d'une consultation unique - Expérimentation) : p. 15650 p. 15651 - **Article 39 bis (nouveau)** (Soutien au développement de la vaccination contre les infections liées aux papillomavirus humains) : p. 15652 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendements n° 342 et n° 343** (Amélioration de la couverture vaccinale des soignants - Expérimentation) : p. 15657 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendement n° 344** (Vaccination antigrippale des enfants - Expérimentations) : p. 15658 - **Article 41 (suite)** : p. 15671 - **Article 42** (art. L. 133-4, L. 162-4, L. 162-16-5, L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-1-1 [nouveau], L. 162-16-5-2 à L. 162-16-5-4 [nouveau], L. 162-17, L. 162-17-1-2 [nouveau], L. 162-17-2-1, L. 162-17-2-2 [nouveau], L. 162-17-4, L. 162-18, L. 162-22-7-3, L. 165-1-4 [nouveau] et L. 165-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Adaptations diverses des modalités de prise en charge des produits de santé) : p. 15683

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15824 p. 15825

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18537

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21675

ANTISTE (Maurice)
sénateur (Martinique)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 avril 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Antoine Petit, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Centre national de recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports, dans le cadre de l'étude de la délégation sur la jeunesse des outre-mer et le sport.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ancien Premier ministre, président de la mission de la mémoire de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions.

Réunion du vendredi 2 février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Visite de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la baisse des contrats aidés dans le secteur associatif - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Audition des opérateurs de réseaux.

Réunion du vendredi 9 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs en outre-mer - Visite de Météo France.

Risques naturels majeurs en outre-mer - Visite du Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations outre-mer et de la direction générale de la prévention des risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Réunion du jeudi 22 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Visioconférence avec la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Visioconférence avec les îles Wallis et Futuna.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Visioconférence avec la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs - Audition des acteurs du numérique.

Risques naturels majeurs - Audition des acteurs humanitaires.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « L'action du CSA sur les droits des femmes - bilan et perspectives » - Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le bilan et les perspectives de l'action du CSA sur les droits des femmes.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de M. Jean Maison, négociant-herboriste, fondateur du Comptoir d'Herboristerie, M. Michel Pierre, herboriste, directeur de l'Herboristerie du Palais Royal et président du syndicat Synaplante, M. Thierry Thévenin, producteur-cueilleur de plantes médicinales, herboriste et botaniste, porte-parole du syndicat des Simples.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de M. Thomas Échantillac pour l'Association française des cueilleurs (AFC), Mme Catherine Segretain pour le Mouvement d'agriculture biodynamique (MABD), M. Vincent Segretain pour la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB), Mme Nadine Leduc pour le Comité des plantes aromatiques et médicinales (CPPARM), un représentant de PPAM de France.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de Mme Carole Brousse, docteur en anthropologie sociale, M. Jean-Baptiste Gallé, pharmacien et docteur en chimie des substances naturelles et Mme Isabelle Robard, docteur en droit et avocat en droit de la santé.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de la mission d'information sur l'état du système éducatif en Guyane.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Financement du programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI) - Audition des représentants des filières agricoles des régions ultrapériphériques françaises.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur la formation à l'heure du numérique - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition du docteur Henry Joseph, pharmacien et pharmacographe en Guadeloupe.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion de programmation pour la session 2018-2019.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Audition du Général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violence dans les établissements scolaires - Audition conjointe de professeurs de l'enseignement secondaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux** [n° 244 (2017-2018)] - (30 janvier 2018) - **Article 1er** (art. L. 321-13 A [nouveau], L. 321-14 et L. 321-15 et L. 321-16 [nouveaux] du code de l'environnement - *Stratégie nationale et stratégies locales de gestion intégrée du trait de*

côte) : p. 663 - **Article 9** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérégulations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes) : p. 680 p. 682 p. 683 p. 684

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 235 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3142-25-1 [nouveau] du code du travail - Don de jours de congés payés non pris à un proche aidant) : p. 775

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 877

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le chlordécone** - (6 février 2018) : p. 949

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Article 1er et annexe** (Approbation des orientations de la politique de protection des mineurs contre les violences sexuelles présentées dans le rapport annexé à la proposition de loi) : p. 3088 - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs) : p. 3107 - **Article 4** (paragraphe 3 du chapitre II du titre II du livre II et art. 222-31-1 du code pénal - Extension de la surqualification pénale d'inceste) : p. 3115 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2** (Circonstance aggravante en cas de viol ou agression sexuelle - Inceste) : p. 3115

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer [n° 380 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Article 1er** (Mise en place d'un dispositif dérogatoire de sortie d'indivision au champ d'application limité) : p. 3435 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 750 bis C du code général des impôts - Exonération des droits portant sur les actes de partage des indivisions) : p. 3442

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3565 p. 3576

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3647 p. 3648

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic ») : p. 4302

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 1er** (Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER ») : p. 5854

- **Suite de la discussion** (14 juin 2018) - **Article 2** (art. L. 325-1 du code de l'urbanisme - Création de l'Agence nationale pour les centres-villes et centres-bourgs (ANCC) et extension du champ d'intervention de l'EPARECA dans les périmètres des conventions OSER) : p. 5990

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant

l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6277

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) : p. 6322 - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6381

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 8** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6416 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 94 rectifié** (Placement de mineurs en zone d'attente - Interdiction) : p. 6487 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction) : p. 6489

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 19 ter (supprimé)** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers) : p. 6602

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article 30** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 316, 316-1 à 316-5 [nouveaux] et 2499-1 à 2499-5 [abrogés] du code civil - Lutte contre les reconnaissances frauduleuses du lien de filiation) : p. 6672 p. 6674 - **Intitulé du projet de loi** : p. 6712

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (28 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 octies (supprimé) - Amendements n° 21 rectifié quinquies, n° 125 rectifié quinquies et n° 327 rectifié bis** (Rapport de l'ANSES au Gouvernement sur les taux de TVA) : p. 7581 p. 7583

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 undecies** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Divers objectifs de la politique agricole) : p. 7709 - **Article 11 septdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 230-3 du code rural et de la pêche maritime - Recentrage des missions de l'Observatoire de l'alimentation sur le suivi de la qualité nutritionnelle des produits) : p. 7743 - **Article 13 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Possibilité de mettre en place, à titre expérimental, des abattoirs mobiles) : p. 7792

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10813 p. 10820 - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10829 - **Article 6 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-2 du code de l'urbanisme - Promotion du principe de conception universelle et de l'élimination des obstacles à l'accessibilité) : p. 10860 p. 10861 p. 10862

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 16** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Encadrement des pièces exigibles dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme) : p. 11003

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11034

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexes, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11207 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11238 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 701 rectifié ter** (Convention territoriale de coopération - Régime) : p. 11248 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 700 rectifié bis** (Fonds national des aides à la pierre - Exonération des bailleurs sociaux ultra-marins) : p. 11249 p. 11250

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 43 bis - Amendement n° 838 rectifié** (Comité régional de l'habitat, de l'hébergement et de l'aménagement du territoire) : p. 11344 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 516 rectifié** (Crédit d'impôt pour financer les opérations de construction et de réhabilitation des logements locatifs sociaux outre-mer) : p. 11345 - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11378

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (11 octobre 2018) - **Article 37** (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 13646 p. 13649 p. 13651

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Article 1er** (art. L. 821-1 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration du plafond de cumul de l'AAH et de la rémunération garantie en Esat lorsque le bénéficiaire est en couple) : p. 14700

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Article 1er** (art. L. 2241-1 et L. 2242-1 du code du travail - Intégration du thème des proches aidants à la négociation collective) : p. 14745 - **Article 5** (Expérimentation du relayage) : p. 14751

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16774 p. 16801 p. 16802

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 4** (art. 197 et 204 H du code général des impôts - Plafonnement de

la réduction d'impôt sur le revenu dans les DOM) : p. 16928 - **Article 5** (art. 295 A du code général des impôts - Suppression de la TVA non perçue récupérable, TVA NPR) : p. 16938 p. 16941 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-590 rectifié** (Fiscalité applicable aux biens culturels dans les départements et collectivités d'Outre-mer) : p. 16943 - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 278-0 bis du code général des impôts - Comptabilisation de l'énergie solaire thermique dans l'énergie renouvelable ouvrant droit à TVA à 5,5 %) : p. 16943 - **Article 6** (art. 44 octies A, 44 quaterdecies, 44 quindecies, 244 quater M, 1388 quinquies, 1395 H, 1465 A, 1466 F du code général des impôts - Création de zones franches d'activité nouvelle génération, ZFANG) : p. 16947 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-619 rectifié** (Guadeloupe et Martinique - Locations de bateaux de plaisance de courte durée - Exonération de TVA) : p. 16950

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2018) - **État B** : p. 17700 - **Article 77 quinquies (nouveau)** (Demande de rapport sur les résultats et l'effectivité réelle des aides aux entreprises outre-mer) : p. 17702

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 nonies - Amendement n° II-360 rectifié bis** (Outre-mer - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Manque à gagner) : p. 18005

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) : p. 18019 p. 18020

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) - **Article 83** (art. L. 821-1-1, L. 821-1-1-2, L. 821-4, L. 821-5, L. 821-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 241-6, L. 244-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 35-1, 35-2 de l'ordonnance n°2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Simplification des compléments à l'allocation aux adultes handicapés) : p. 18071

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 55** (art. 199 undecies B, 217 undecies, 217 duodecies, 242 septies, 244 quater W, 244 quater X, 1740-00A, 1740-00 AB du code général des impôts, article L. 135 Z du livre des procédures fiscales - Prorogation des aides fiscales à l'économie ultra-marine, assortie de mesures anti-abus) : p. 18274 p. 18276 p. 18276 p. 18277 p. 18278 p. 18279 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-926 rectifié bis** (Investissements outre-mer - Aide de nature fiscale) : p. 18282 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendements n° II-363, n° II-482 rectifié bis et n° II-886** (Investissement réalisé outre-mer - Aide fiscale - Condition d'application) : p. 18282 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-531 rectifié ter** (Oeuvres effectuées par les artistes résidant fiscalement dans des départements ou collectivités d'Outre-mer - Fiscalité - Allègement) : p. 18286 - **Article 55 quater (nouveau)** (art. 44 sexes A, 44 octies A, 44 duodecies, 44 terdecies, 44 quindecies, 44 sexdecies, 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecies, 204 G, 220 terdecies, 220 quinquies, 244 quater B, 244 quater C, 244 quater E, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater W, 302 nonies, 1417, 1463 A, 1463 B, 1466 A, 1466 B bis, 1586 ter, 1639 A ter, 1640, 1647 C septies du code général des impôts ; art. L. 80 B du livre des procédures fiscales ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 - Création d'un dispositif d'exonération fiscale pour les entreprises qui se créent dans les zones de développement prioritaires) : p. 18301 - **Article additionnel**

après l'article 56 - Amendement n° II-406 (EHPAD privés non lucratifs - Taxe d'habitation) : p. 18345

- Suite de la discussion (10 décembre 2018) - Article 62 ter (nouveau) (art. 117 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Stabilisation à 5 % du taux de la taxe sur les entrées en salle de cinéma appliquée en outre-mer) : p. 18472 p. 18473 - Article 65 (Augmentation maîtrisée des prestations sociales) : p. 18487 p. 18488

- Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer - Deuxième lecture [n° 200 (2018-2019)] - (18 décembre 2018) - Discussion générale : p. 21589 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 21601

APOURCEAU-POLY (Cathy)
sénatrice (Pas-de-Calais)
CRCE

Devenu sénateur le 1er juillet 2018 (en remplacement de M. Dominique Watrin, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 2 juillet 2018.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 12 décembre 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 434 (2017-2018)] portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 44 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalités [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (commission des affaires sociales) : Accueil d'une nouvelle commissaire.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (commission des affaires sociales) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (commission des affaires sociales) : Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (n° 434, 2017-2018) - Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Régimes sociaux et de retraite - compte d'affectation spéciale pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 21 décembre 2018 (commission des affaires sociales) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 15** (Schémas d'optimisation fiscale - Communication à l'administration fiscale) : p. 8905

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 9427 - **Discussion générale** : p. 9429 p. 9430 - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9460 p. 9461 - **Article 3** (art. L. 6111-6 et L. 6111-6-1 [nouveau] du code du travail - Réforme du conseil en évolution professionnelle) : p. 9491 - **Article 4** (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences) : p. 9497

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 6** (art. L. 2312-26, L. 6312-1, L. 6315-1, L. 6321-2, L. 6321-6 à L. 6321-16 du code du travail - Plan de développement des compétences et aménagement du régime de l'entretien professionnel) : p. 9524 p. 9527 - **Article 7** (art. L. 6211-1, L. 6211-4, L. 6221-2, L. 6222-22-1, L. 6224-1, L. 6224-2 à L. 6224-8, L. 6227-11 et L. 6227-12 du code du travail - Simplification des conditions de conclusion d'un contrat d'apprentissage) : p. 9534 - **Article 8** (art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage) : p. 9539 - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveaux], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9554 - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9567 - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis) : p. 9601 - **Article 12** (art. L. 6222-38, L. 6243-1 et L. 6243-1-1 du code du travail ; art. 244 quater G du code général des impôts - Aide unique aux employeurs d'apprentis) : p. 9615

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 14 bis** (art. L. 112-2 du code de l'éducation - Attestation de compétences professionnelles pour les personnes en situation de handicap) : p. 9649 p. 9649 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 313, n° 559 rectifié bis, n° 578 rectifié et n° 712 rectifié** (Copilotage de l'apprentissage par les régions et les branches professionnelles) : p. 9673 - **Article 16** (art. L. 2271-1, L. 2272-1, L. 2272-2, L. 6123-3 à L. 6123-7 et L. 6123-8, L. 6123-8-1, L. 6123-8-2, L. 6123-9, L. 6123-10, L. 6123-11, L. 6123-12 et L. 6123-13 [nouveaux] du code du

travail - Réforme de la gouvernance du système de formation professionnelle et création de France compétences) : p. 9738 - **Article 20** (Habilitation à confier par ordonnances le recouvrement des contributions des employeurs au financement de la formation professionnelle aux URSSAF) : p. 9782 - **Article 33 (priorité)** (Mesures transitoires relatives à l'assurance chômage fixées par décret en Conseil d'Etat) : p. 9796 p. 9800

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article 27** (art. L. 5422-1-1 et L. 5426-1-2 [nouveaux] du code du travail - Droits et obligations des démissionnaires) : p. 9817 - **Article 28** (art. L. 5312-1, L. 5422-3, L. 5423-1, L. 5424-24 à L. 5424-27 [nouveaux], L. 5425-1, L. 5427-1 du code du travail, L. 135-2, L. 173-1-4 [nouveau], L. 643-3-1 [nouveau], L. 723-10-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 732-21 du code rural et de la pêche maritime - Indemnisation des travailleurs indépendants par Pôle emploi en cas de cessation d'activité) : p. 9820 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 480** (Encadrement du recours aux contrats à durée déterminée) : p. 9824 - **Article 30** (art. L. 5422-9, L. 5422-10, L. 5422-14, L. 5422-24, L. 5424-20, L. 5427-1, L. 5429-2, L. 6332-17 du code du travail et L. 213-1 du code de la sécurité sociale - Suppression des contributions salariales d'assurance chômage) : p. 9838 - **Article 35** (art. L. 5411-6-1, L. 5411-6-3 et L. 5411-6-4 du code du travail - Simplification des règles de l'offre raisonnable d'emploi) : p. 9849 - **Article 37** (art. L. 5524-2 du code du travail - Adaptation des règles relatives à l'assurance chômage en outre-mer) : p. 9856 - **Article 40** (art. L. 5212-2, L. 5212-5, L. 5212-5-1, L. 5212-6, L. 5212-9, L. 5212-10, L. 5212-10-1 [nouveau], L. 5212-11, L. 5212-12, L. 5523-4 du code du travail - Redéfinition de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, OETH) : p. 9867 - **Article 42 quater** (art. 98 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Modification du calcul de la contribution annuelle des écoles et des universités) : p. 9880

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (24 juillet 2018) - **Article 55 ter** (art. L. 111-10-5 du code de la construction et de l'habitation - Règles applicables au carnet numérique d'information, de suivi et d'entretien du logement) : p. 11575

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Nouvelle lecture [n° 692 (2017-2018)]** - (30 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13188

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des ports français face au projet européen** - (2 octobre 2018) : p. 13339 p. 13340

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14690 - **Article 1er** (art. L. 821-1 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration du plafond de cumul de l'AAH et de la rémunération garantie en Esat lorsque le bénéficiaire est en couple) : p. 14701 - **Article 4** (Compensation financière des charges engendrées par les mesures proposées) : p. 14702

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14740

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14851

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15261

Deuxième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 5** (Rectification des tableaux d'équilibre 2018) : p. 15293

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 482** (Assujettissement des revenus financiers des sociétés financières et des sociétés non financières à une contribution d'assurance vieillesse) : p. 15310 - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15343 p. 15351

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Alignement du régime social de la rupture conventionnelle collective sur celui des plans de sauvegarde de l'emploi en matière d'assujettissement au forfait social) : p. 15412 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 494** (Hausse de la CSG - Annulation) : p. 15433 - **Article 11** (art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Atténuation du franchissement du seuil d'assujettissement de la CSG au taux normal sur les revenus de remplacement) : p. 15435 p. 15436 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 497** (Contribution de Solidarité des Actionnaires (CSA) - Création) : p. 15446 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 498** (Etablissements publics de santé - Exonération de la taxe sur les salaires (TS)) : p. 15447 - **Article 12** (art. L. 242-2 et L. 862-4-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sécurisation de la participation des organismes complémentaires santé au financement des nouveaux modes de rémunérations) : p. 15451

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 17** (art. L. 133-4-2 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale - Modulation des sanctions) : p. 15491 - **Article 18** (art. L. 114-6, L. 114-8-1 [nouveau], L. 114-9 à L. 114-22-1, L. 122-1 à L. 122-3, L. 122-7, L. 122-9, L. 123-1 à L. 123-3, L. 216-6, L. 217-3, L. 217-3-1, L. 217-4, L. 217-5, L. 217-6, L. 221-1, L. 221-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 224-5-1, L. 224-5-2, L. 225-1-1, L. 225-1-4, L. 228-1, L. 281-2, L. 382-2, L. 641-3, L. 641-3-1 et L. 641-7 du code de la sécurité sociale ; art. 25-1 et 26 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ; art. 15 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Mesure d'efficacité de la gestion financière des organismes de sécurité sociale) : p. 15496 - **Article 20** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Reprise par la Cades des déficits portés en

trésorerie par l'Acos) : p. 15522 - **Article 21** (Approbation du montant de la compensation des exonérations mentionnées à l'annexe 5) : p. 15526

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 27** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale - Extension du dispositif de paiement à la qualité des établissements de santé) : p. 15544 p. 15545 - **Article 29 quinquies (nouveau)** (Création d'un forfait expérimental de réorientation pour les urgences hospitalières) : p. 15584 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 46 rectifié quater, n° 287 rectifié ter, n° 475 rectifié bis et n° 523 rectifié** (Indemnité journalière - Absence d'activité professionnelle donnant lieu à des rémunérations) : p. 15608

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 528** (Dépassements d'honoraires médicaux - Plafond) : p. 15639 - **Article 40** (art. L. 2112-8 et L. 2135-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 174-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Prise en charge de l'intervention précoce pour l'autisme et les troubles du neuro-développement) : p. 15660 - **Article 41** (art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Accélérer la convergence tarifaire des forfaits soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Ehpad) : p. 15669 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 41 rectifié bis et n° 539** (ESMS (Établissements et services médico-sociaux) - Homogénéisation des règles de présentation budgétaire) : p. 15673

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17895 - **Travail et emploi - État B** : p. 17912

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21477

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat) : p. 21659 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1er janvier 2019) : p. 21671

ARNELL (Guillaume)
sénateur (Saint-Martin)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (15 novembre 2018).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer : Risques naturels majeurs : urgence déclarée outre-mer - Rapport [n° 688 tome 1 (2017-2018)] (24 juillet 2018) - **Environnement - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer : Risques naturels majeurs : urgence déclarée outre-mer - Auditions [n° 688 tome 2 (2017-2018)] (24 juillet 2018) - **Environnement - Outre-mer.**

Proposition de loi permettant la régionalisation du statut des grands ports maritimes [n° 698 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à préciser les dispositions de l'article 459 du code de procédure pénale [n° 703 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Justice.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 29 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Déplacement au Bureau de recherches géologiques et minières à Orléans.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - audition de M. Jacques Witkowski, préfet, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).

Risques naturels majeurs dans les outre-mer - audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Dominique Rivière, Mmes Ernestine Ronai et Mme Raphaëlle Manière.

Réunion du lundi 19 février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Visite du siège de Météo France à Saint-Mandé.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Audition des représentants des forces armées.

Risques naturels majeurs en outre-mer - Visioconférence avec Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs - Visioconférence avec la Polynésie française.

Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Audition des opérateurs de réseaux.

Réunion du vendredi 9 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs en outre-mer - Visite de Météo France.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Communication gouvernementale.

Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Mission d'information du service public.

Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Visioconférence avec Wallis-et-Futuna.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs en outre-mer - Visioconférence avec La Réunion.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Visioconférence avec la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Visioconférence avec la Guyane.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs - Audition des acteurs du numérique.

Risques naturels majeurs - Audition des acteurs humanitaires.

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs en outre-mer - Visioconférence avec Mayotte.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion de programmation pour la session 2018-2019.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Visioconférence de M. Philippe Gustin, préfet de la région Guadeloupe, représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, et délégué interministériel à la reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (24 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 157** (*Dispositions spécifiques à Saint-Martin et Saint-Barthélemy*) : p. 299

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 235 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 768

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Article 2** (*Création et organisation du Fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques*) : p. 869 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 877

- **Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 239 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 883

- **Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 300 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1838

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer [n° 380 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3431 - **Article 2** (*Modalités de mise en oeuvre du dispositif dérogatoire de sortie d'indivision*) : p. 3439 p. 3440 -

Article 2 bis (nouveau) (*art. 750 bis C du code général des impôts - Exonération des droits portant sur les actes de partage des indivisions*) : p. 3443 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3446

- **Débat** : « **Quelles perspectives pour les études de médecine ?** » - (5 avril 2018) : p. 3502

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen*) : p. 3572 p. 3576

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Rapport annexé** : p. 4596 - **Article 2 et rapport annexé** (*précédemment réservés*) : p. 4623

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les urgences dans les hôpitaux en outre-mer** - (29 mai 2018) : p. 4657

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (31 mai 2018) - **Article 2 nonies (nouveau)** (*art. L. 2121-4-1 [abrogé] du code des transports - Transfert des matériels roulants et des ateliers de maintenance*) : p. 5105 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement n° 125 rectifié** (*Comité de pôles d'échanges multimodaux*) : p. 5114 - **Article 3 bis B** (*art. L. 2121-2 et L. 2121-12 du code des transports - Information de l'État et des collectivités territoriales concernées en cas de modification de la consistance d'un service librement organisé*) : p. 5115 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 138 rectifié** (*Intégration aux conventions de service public de stipulations en cas de grève*) : p. 5129 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 190 rectifié bis** (*Mécanisme d'évaluation préalable à la fermeture ou au déclassement d'une ligne par SNCF-Réseau*) : p. 5138 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 192 rectifié bis** (*Dossier préalable à la fermeture d'une ligne*) : p. 5139

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6231 - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel sur les orientations de la politique migratoire*) : p. 6243 p. 6244 - **Article 4** (*art. L. 611-13 [nouveau], L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, et L. 713-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clauses d'exclusion et de cessation de la protection internationale et mesures administratives permettant leur mise en oeuvre*) : p. 6268

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6310 p. 6312 p. 6316 p. 6318 - **Article 6** (*art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile*) : p. 6357 p. 6358 - **Article 6 bis A (nouveau)** (*art. L. 743-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décision définitive de rejet de la demande d'asile valant obligation de quitter le territoire français*) : p. 6362 p. 6363 - **Article 7** (*art. L. 733-5, L. 741-1, L. 741-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Choix de la langue utilisée lors de la procédure et demande d'asile conjointe pour les parents et leurs enfants mineurs*) : p. 6373 p. 6377 - **Article 7 bis (supprimé)** (*art. L. 742-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accroissement de sept à quinze jours du délai de recours contre une décision de transfert vers un autre État européen au titre du règlement « Dublin III »*) : p. 6379

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise migratoire avec l'Allemagne** - (21 juin 2018) : p. 6432

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)] (suite)** - (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6449 p. 6453 - **Article 10 AA (nouveau)** (art. L. 251-1 à L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-5 [abrogés] et L. 253-1 à L. 253-4 du code de l'action sociale et des familles - Transformation de l'aide médicale d'État (AME) en aide médicale d'urgence, AMU) : p. 6475 - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 222-5 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai d'appel et maintien à la disposition de la justice en zone d'attente) : p. 6484

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 11 A (nouveau)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditionnalité de la délivrance des visas de long séjour) : p. 6541 - **Article 15 ter (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction du placement en rétention des mineurs isolés) : p. 6561 p. 6563 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Encadrement du placement en rétention des mineurs accompagnant leur famille) : p. 6566 - **Article 16** (art. L. 512-1, L. 551-1, L. 551-2, L. 552-1, L. 552-3 à L. 552-7 et L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités et régime juridique de la rétention administrative) : p. 6571 p. 6572 p. 6583 - **Article 19** (art. L. 611-1-1, L. 611-3 et L. 621-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 441-8 du code pénal - Retenue pour vérification du droit de circulation et de séjour et autres mesures de contrôle) : p. 6593 - **Article 19 ter (supprimé)** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers) : p. 6603 p. 6605 - **Article 20** (art. L. 313-20, L. 313-21, L. 313-27 et L. 313-28 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du « passeport talent ») : p. 6613 p. 6614 - **Article 23** (art. L. 311-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Regroupement de la demande d'asile et de l'admission au séjour à un autre titre) : p. 6625 - **Article 26 ter (supprimé)** (art. L. 744-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et L. 5221-5 du code du travail - Régime de l'autorisation de travail des demandeurs d'asile majeurs et des mineurs non accompagnés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) : p. 6635

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article 26 quater (nouveau)** (art. L. 611-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un fichier national biométrique des étrangers déclarés majeurs à l'issue de leur évaluation par un département) : p. 6658 - **Article 30** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 316, 316-1 à 316-5 [nouveaux] et 2499-1 à 2499-5 [abrogés] du code civil - Lutte contre les reconnaissances frauduleuses du lien de filiation) : p. 6673 - **Article 38** (art. L. 111-2, L. 221-2-1, L. 611-11, L. 762-1, L. 763-1, L. 764-1, L. 766-1, L. 766-2, L. 767-1 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 711-1 du code pénal ; art. 78-2 du code de procédure pénal ; art. L. 552-6, L. 562-6 et L. 573-2 du code des relations entre le public et l'administration - Diverses coordinations outre-mer) : p. 6704 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 551 rectifié, n° 549 rectifié et n° 550 rectifié** (Statut des réfugiés climatiques) : p. 6709 p. 6710

- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6724

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des**

personnes en situation irrégulière [n° 692 (2017-2018)] - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13054

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Nouvelle lecture [n° 697 (2017-2018)]** - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13258

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (11 octobre 2018) - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 567, 567-2, 574-1 et 574-2, 584 et 585 [abrogés], 585-1, 586, 588, 590-1 et art. 858 [abrogé] du code de procédure pénale, art. 58 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 49 [abrogé] de la loi n° 83-520 du 27 juin 1983 rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) : p. 13695 - **Article 43** (art. 131-3, 131-5-1, 131-6, 131-7 [abrogé], 131-8, 131-9, 131-16, 131-35-1 et 131-35-2 [abrogés], 131-36, 221-8, 222-44, 222-45, 224-9, 225-19, 225-20, 227-32 [abrogé], 311-14, 312-13, 321-9, 322-15 du code pénal ; l'art. 32 et l'art. 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Echelle des peines correctionnelles) : p. 13701 p. 13702

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prévention des inondations** - (16 octobre 2018) : p. 13830

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Article 4** (Compensation financière des charges engendrées par les mesures proposées) : p. 14702

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14738 p. 14742 - **Article 2** (art. L. 3142-16, L. 3142-19, L. 3142-20-1 [nouveau], L. 3142-25-2 [nouveau] et L. 3142-26 du code du travail - Indemnisation du congé de proche aidant) : p. 14748 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14758

- **Débat sur la scolarisation des enfants en situation de handicap** - (25 octobre 2018) : p. 14766

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15360 p. 15365

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone) : p. 15417 p. 15419 p. 15424

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 30** (art. L. 213-1, L. 642-4-2 [nouveau] et L. 644-2 du code de la sécurité sociale - Simplification de l'exercice libéral à titre accessoire pour les médecins remplaçants, régime simplifié des professions médicales) : p. 15595 - **Article 31** (art. L. 4041-2, L. 4041-3 et L. 4042-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale - Étendre l'objet des Sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires (SISA) aux pratiques avancées) : p. 15600 - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 161-35

et L. 323-3 du code de la sécurité sociale - Prescription dématérialisée des arrêts de travail et simplification des conditions d'accès au temps partiel thérapeutique) : p. 15606

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 581 rectifié** (*Travail temporaire des praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé - Bilan*) : p. 15630 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendements n° 10 rectifié quater, n° 50 rectifié ter, n° 288 rectifié, n° 368 rectifié ter et n° 590 rectifié** (*Télé-orthophonie - Expérimentation*) : p. 15656 p. 15657 - **Article 40** (art. L. 2112-8 et L. 2135-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 174-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - *Prise en charge de l'intervention précoce pour l'autisme et les troubles du neuro-développement*) : p. 15663 p. 15665

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15828

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - *Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16777 p. 16782 - **Article 8 (priorité)** (art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - *Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets*) : p. 16840 p. 16852 - **Articles additionnels après l'article 8 (priorité) -**

Amendements n° I-47 rectifié, n° I-110 rectifié bis et n° I-989 (*Produits non recyclables - TGAP*) : p. 16859

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 4** (art. 197 et 204 H du code général des impôts - *Plafonnement de la réduction d'impôt sur le revenu dans les DOM*) : p. 16935

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1008** (*Saint-Martin - Investisseurs français - Réduction d'impôt*) : p. 17026 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1000** (*Saint-Martin - Travaux de rénovation et réhabilitation d'hôtels - Réduction d'impôt*) : p. 17026 p. 17027 p. 17028

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 74 bis - Amendements n° II-218 rectifié, n° II-244 rectifié ter et n° II-278 rectifié bis** (*Rénovation des logements des zones d'opération de revitalisation du territoire - Incitation fiscale*) : p. 17467

Outre-mer

- (3 décembre 2018) : p. 17681 - **État B** : p. 17691 p. 17697

Immigration, asile et intégration

- (6 décembre 2018) : p. 18138

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (6 décembre 2018) : p. 18156

ARTANO (Stéphane)

*sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
RDSE*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant ordonnances renforcement dialogue social (24 janvier 2018).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé le 21 février 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au recours à la vidéoprotection à des fins de lutte contre les infractions à la salubrité publique [n° 192 (2018-2019)] (12 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - audition de M. Jacques Witkowski, préfet, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).

Risques naturels majeurs dans les outre-mer - audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Audition des représentants des forces armées.

Risques naturels majeurs en outre-mer - Visioconférence avec Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et sport - Visioconférence avec Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Déplacement de la commission en Guyane et en Guadeloupe - Communication.

Santé au travail - Audition de Mme Charlotte Lecocq, députée, MM. Bruno Dupuis, consultant senior en management, Henri Forest, ancien secrétaire confédéral de la CFDT et Hervé Lanouzière, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie** [n° 288 (2017-2018)] - (13 février 2018) - **Discussion générale** : p.1458 p.1459 - **Article 3** (*Bureaux de vote « délocalisés »*) : p.1464 p.1465

- **Suite de la discussion** (20 février 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1566

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires**

[n° 298 (2017-2018)] - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1810 p. 1810 - **Article 2 (supprimé)** (*art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Saisine obligatoire de la commission de déontologie de la fonction publique pour les demandes de mobilité de fonctionnaires soumis à déclaration auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*) : p. 1814 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5** (*Obligation d'engager une procédure disciplinaire en cas de non-respect par des fonctionnaires des avis de la commission de déontologie*) : p. 1815 - **Article 4** (*art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Extension du contrôle de la commission de déontologie de la fonction publique*) : p. 1817 p. 1818 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 16 rectifié bis** (*Transfert des compétences de la commission de déontologie de la fonction publique à une commission spécialisée de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*) : p. 1822 - **Article 6 (supprimé)** (*art. 13 bis de la loi n° 83-64 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 64 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 51 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Limitation à cinq ans de la durée maximale d'un détachement*) : p. 1823 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 9 rectifié bis** (*Respect de l'avis de la commission de déontologie pendant toute la mise en disponibilité des hauts fonctionnaires*) : p. 1825 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 13** (*Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités*) : p. 1826 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 15** (*Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités*) : p. 1827

- **Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique** [n° 536 (2017-2018)] - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5807

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (21 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis** (*Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions*) : p. 6467

- **Attribution à une commission des prérogatives d'une commission d'enquête** - (23 juillet 2018) : p. 11361

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires** [n° 99 (2018-2019)] - (8 novembre 2018) - **Article 5** (*art. L. 1232-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Organisation territoriale de l'agence*) : p. 15140

- **Débat sur les Conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA)** - (20 novembre 2018) : p. 15868

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Seconde partie :

Défense

- (1er décembre 2018) : p. 17568

Outre-mer

- (3 décembre 2018) : p. 17686 - **État B** : p. 17696

seconde partie :

Santé

- (6 décembre 2018) : p. 18082

Seconde partie :

Articles non rattachés

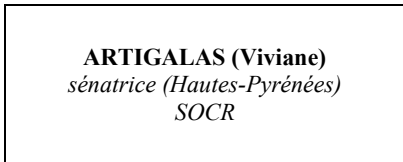
- (7 décembre 2018) - **Article 50** (art. 1681 F du code général des impôts - *Élargissement du dispositif du crédit-vendeur*) : p. 18223 - **Article 51** (art. 167 bis du code général des impôts - *Imposition des plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux en cas de transfert du domicile fiscal hors de France*) : p. 18231

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article 55** (art. 199 undecies B, 217 undecies, 217 duodecies, 242 septies, 244 quater W, 244 quater X, 1740-00A, 1740-00 AB du code général des impôts, article L. 135 Z du livre des procédures fiscales - *Prorogation des aides fiscales à l'économie ultra-marine, assortie de mesures anti-abus*) : p. 18276 p. 18278 p. 18280 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-840 rectifié ter** (*Outre-mer - Maisons de retraite pour personnes âgées dépendantes - Aide fiscale à l'investissement*) : p. 18281 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendements n° II-363, n° II-482 rectifié bis et n° II-886** (*Investissement réalisé outre-mer - Aide fiscale*

- *Condition d'application*) : p. 18283 - **Article 55 quater (nouveau)** (art. 44 sexies A, 44 octies A, 44 duodecies, 44 terdecies, 44 quinquies, 44 sexdecies, 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quater A, 204 G, 220 terdecies, 220 quinquies, 244 quater B, 244 quater C, 244 quater E, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater W, 302 nonies, 1417, 1463 A, 1463 B, 1466 A, 1466 B bis, 1586 ter, 1639 A ter, 1640, 1647 C septies du code général des impôts ; art. L. 80 B du livre des procédures fiscales ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 - *Création d'un dispositif d'exonération fiscale pour les entreprises qui se créent dans les zones de développement prioritaires*) : p. 18300

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer - Deuxième lecture [n° 200 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21586 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Atribution préférentielle - Conditions*) : p. 21600



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays jusqu'au 6 juin 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Airbnb, Booking... : pour une régulation équilibrée et efficace [n° 587 (2017-2018)] (20 juin 2018) - **PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports, dans le cadre de l'étude de la délégation sur la jeunesse des outre-mer et le sport.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Louis Schweitzer, ancien Commissaire général à l'investissement, Président d'honneur de Renault et Président d'Initiative France.

Réunion du vendredi 2 février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Visite de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur-général d'Alstom.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 22 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Visioconférence avec la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Adoption du rapport d'étape.

(*commission des affaires économiques*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation de la proposition de loi.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Adoption du rapport final de la mission, portant sur le volet « stratégie industrielle ».

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur le tourisme - Communication.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Avenir de la chaîne France Ô - Audition de Mme Isabelle Giordano et de M. Frédéric Lenica, membres de la commission de concertation sur la réforme de l'audiovisuel public.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du groupe Michelin.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Internet très haut débit par satellite - Table ronde autour de MM. Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques d'Orange, Riadh Cammoun, vice-président en charge des relations institutionnelles de Thales Alenia Space et

Jean-François Bureau, directeur des affaires institutionnelles et internationales d'Eutelsat.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Logement » Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les prêts de la Caisse des dépôts et consignations aux collectivités territoriales** - (16 janvier 2018) : p. 8

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 1er** (*Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER »*) : p. 5854 p. 5855

- **Question orale sans débat sur l'avenir des concessions hydroélectriques** - (3 juillet 2018) : p. 8826 p. 8827

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 335-6-1 [nouveau] du code de l'éducation - Campus des métiers et des qualifications*) : p. 9591 p. 9593 - **Article 11** (*art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis*) : p. 9605

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 14** (*art. L. 6113-1 à L. 6113-10 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 335-6 du code de l'éducation - Nouvelle organisation de la certification professionnelle*) : p. 9646 p. 9647 - **Article 15** (*art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle*) : p. 9662

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 11** (*art. L. 642-1, L. 642-3, L. 642-4, L. 642-5, L. 642-15, L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation - Extension de la procédure de réquisition avec attributaire à l'hébergement d'urgence de personnes sans abri et dispositions diverses relatives à la réquisition avec attributaire*) : p. 10888 p. 10890

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 17 quater (nouveau)** (*art. L. 151-5 du code de l'urbanisme - Prise en compte de la taille des parcelles dans la fixation des objectifs du projet d'aménagement et de développement durables*) : p. 11025 - **Article 24** (*art. L. 421-9, L. 442-14, L. 480-13, L. 600-1-1, L. 600-1-2, L. 600-3, L. 600-5, L. 600-5-1, L. 600-5-2 [nouveau], L. 600-6, L. 600-7, L. 600-8, L. 600-12, L. 600-12-1 [nouveau], L. 600-13 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses visant à réformer le contentieux de l'urbanisme*) : p. 11111

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11194 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11228 - **Article 34** (art. 2 et articles 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11265

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements

décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11365 - **Article 51** (art. L. 324-1-1 et L. 324-2-1 du code de tourisme - Encadrement des locations meublées touristiques) : p. 11430 p. 11433 p. 11435 - **Article 51 bis A (nouveau)** (art. L. 631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation - Clarification du régime d'autorisation temporaire de changement d'usage) : p. 11438

- **Débat sur la politique industrielle et l'avenir de notre industrie** - (3 octobre 2018) : p. 13402 p. 13403

- **Question orale sans débat sur le développement des trains intercités de nuit** - (20 novembre 2018) : p. 15797

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut des maires** - (22 novembre 2018) : p. 16651 p. 16652

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17437 p. 17438 p. 17444 p. 17446

Ecologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17616

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
CRCE

Présidente du Groupe communiste républicain citoyen et écologiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure le 17 janvier 2018 ; puis vice-présidente du 30 janvier 2018 au 30 juin 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (17 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (7 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (26 novembre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (26 novembre 2018).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) le 17 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés le 14 mars 2018 ; puis vice-présidente du 21 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° 347 (2017-2018)] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Jean-Marie Godard, journaliste, auteur de l'ouvrage : « Paroles de flics ».

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de la fédération syndicale de la police nationale - CFDT.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - FO.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition du Colonel Bruno Arviset, secrétaire général, et de représentants du Conseil de la fonction militaire de la gendarmerie (CFMG).

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Table ronde de représentants de syndicats de la police municipale : Association nationale des cadres de la police municipale (ANCPM) ; CFTC-Police municipale ; Syndicat de défense des policiers municipaux (SDPM) ; Syndicat national des policiers municipaux (SNPM) ; Syndicat national de la sécurité publique (SNSP) ; Union syndicale professionnelle des policiers municipaux.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de la fédération CFE-CGC, organisation professionnelle de la police nationale.

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de MM. Michel Lalande, préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, et Luc-Didier Mazoyer, directeur départemental de la sécurité publique du Nord.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 50

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la plateforme « Parcoursup » (I)** - (16 janvier 2018) : p. 53

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration et le droit d'asile** - (16 janvier 2018) : p. 58

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la plateforme « Parcoursup » (II)** - (16 janvier 2018) : p. 59

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 75

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 101 p. 104 p. 106 p. 113

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la population kurde (II)** - (23 janvier 2018) : p. 149

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (24 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 53** (*Licenciement économique sans cause réelle et sérieuse*) : p. 274 - **Article additionnel après l'article**

6 - Amendement n° 55 (*Encadrement du recours des entreprises aux contrats de travail à durée déterminée*) : p. 275 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 58** (*Majoration de la rémunération des heures de travail en cas de durée hebdomadaire inférieure à 24 heures*) : p. 277

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen [n° 219 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Article 1er** (*art. L. 551-1, L. 552-3, L. 553-6, L. 554-1, L. 556-1, L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de placement en rétention et d'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin »*) : p. 590 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 600

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de départ volontaire dans la fonction publique** - (6 février 2018) : p. 941

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation*) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur*) : p. 1101 p. 1103 p. 1106 p. 1110

- **Suite de la discussion** (8 février 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1196

- **Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 288 (2017-2018)]** - (13 février 2018) - **Discussion générale** : p.1454 p.1458

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 199 (2017-2018)]** - (15 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1520 p. 1523

- **Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 288 (2017-2018)]** - (20 février 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1568

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1678

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (*Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts*) : p. 1830 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1831

- **Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 300 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1839

- **Rappel au règlement** - (7 mars 2018) : p. 1976 p. 1977

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2008

- **Demande de vote unique** - (7 mars 2018) : p. 2010

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** (suite) - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2016 p. 2023 - **Rappel au règlement** : p. 2024

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2038

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de détention des femmes** - (8 mars 2018) : p. 2069

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce [n° 658 (2015-2016)]** - (8 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2079

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte** - (13 mars 2018) : p. 2198

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation d'Aéroports de Paris** - (13 mars 2018) : p. 2200

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 32** (*art. L. 544-4, L. 544-5, L. 544-6 et L. 613-52-6 du code monétaire et financier, et art. L. 225-100-1, L. 232-1 et L. 950-1 du code de commerce - Habilitation pour la simplification des règles de mention et de sanction du taux effectif global - Simplification du régime de responsabilité des agences de notation de crédit - Suppression du rapport de gestion pour les petites entreprises*) : p. 2320

- **Suite de la discussion** (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2427 p. 2429

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renforcement du contrôle et des sanctions des chômeurs** - (20 mars 2018) : p. 2435

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des Kurdes** - (20 mars 2018) : p. 2438

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur [n° 349 (2017-2018)]** - (22 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3044 p. 3051

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Mayotte** - (27 mars 2018) : p. 3096

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat terroriste** - (27 mars 2018) : p. 3098

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les événements à la faculté de Montpellier** - (27 mars 2018) : p. 3099

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Trèbes** - (27 mars 2018) : p. 3100

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Question préalable** : p. 3188 p. 3190 - **Discussion générale** : p. 3192 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3** (*Déclaration d'intérêt général du trafic par wagon isolé*) : p. 3202 p. 3203 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 4** (*Inclusion des charges d'entretien des infrastructures et des coûts externes dans le prix du transport public routier de marchandises*) : p. 3204 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9** (*Moratoire sur la fermeture des gares de triages, les points de desserte fret et la suppression des effectifs à Fret SNCF*) : p. 3205 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 7** (*Rapport au Parlement sur l'opportunité et les modalités de création d'une structure d'amortissement de la dette ferroviaire*) : p. 3206 p. 3207

- **Suite de la discussion** (29 mars 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 5** (*Interdiction des contrats de partenariat pour la réalisation d'infrastructures de transport*) : p. 3218 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 11** (*TVA à 5,5 % sur les transports*) : p. 3220 -

Article 1er (art. L. 2141-1 du code des transports - Suppression du monopole de SNCF Mobilités sur l'exploitation des services de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 3221 p. 3222 - **Article 2** (sous-section 1A de la section 1 du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code des transports - Procédure d'attribution des contrats de service public) : p. 3224 p. 3227 p. 3229 - **Article 7** (section 7 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er de la deuxième partie [nouvelle], art. L. 2111-14-1 [nouveau] et L. 1264-7 du code des transports - Transmission, par l'opérateur historique, des informations nécessaires aux autorités organisatrices) : p. 3239 - **Article 8** (art. L. 2163-1 et L. 2163-2 [nouveaux] du code des transports - Transfert de personnel entre entreprises ferroviaires) : p. 3241 p. 3241 p. 3246

- **Débat sur la constitutionnalisation de l'IVG** - (3 avril 2018) : p. 3376

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mouvements sociaux** - (5 avril 2018) : p. 3462 p. 3463

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3546

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mouvement social dans les universités** - (10 avril 2018) : p. 3554

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)] (suite)** - (10 avril 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 1 et n° 47 (Abaissement du seuil d'éligibilité à 3 % des suffrages exprimés)** : p. 3562 p. 3563 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 36 et n° 54 (Pouvoir de recommandation du CSA - Consultations citoyennes)** : p. 3587 p. 3588 - **Article 2 bis** (art. L. 167-1 du code électoral - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections législatives à la radio et à la télévision) : p. 3601

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Règles du plafonnement des dépenses électorales et de leur remboursement forfaitaire pour les élections européennes) : p. 3628 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3646

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3754 p. 3757 p. 3762 p. 3764 p. 3765

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Question préalable** : p. 3882

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les projets de relance de la construction européenne** - (19 avril 2018) : p. 4113

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile et le nouveau centre d'accueil à la Villette** - (19 avril 2018) : p. 4116

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le blocage dans les universités** - (19 avril 2018) : p. 4121

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4227 p. 4228

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du fret** - (15 mai 2018) : p. 4243

- **Rappel au règlement** - (16 mai 2018) : p. 4265 p. 4265

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Rappel au règlement** : p. 4299 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic ») : p. 4304 p. 4319 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4321 p. 4322 p. 4323 p. 4324 p. 4326

- **Débat sur l'évolution des droits du Parlement face au pouvoir exécutif** - (16 mai 2018) : p. 4327 p. 4328 p. 4330 p. 4334

- **Question orale sans débat sur les dysfonctionnements de la Caisse d'allocations familiales de Seine-Saint-Denis** - (22 mai 2018) : p. 4402

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Commission mixte paritaire [n° 444 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4514 p. 4515 p. 4516

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan pour les banlieues (I)** - (24 mai 2018) : p. 4631

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4655

- **Rappel au règlement** - (29 mai 2018) : p. 4667

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Question préalable** : p. 4673 p. 4676 p. 4677 - **Discussion générale** : p. 4682 p. 4684 p. 4686 p. 4687 p. 4688 - **Article 1er A** (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire) : p. 4694 p. 4695 p. 4696 p. 4697 p. 4698 p. 4699 p. 4712 p. 4713 p. 4717

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4942 p. 4958 p. 4960 p. 4961 p. 4963 p. 4964 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 131 rectifié (Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau)** : p. 4967 p. 4970 p. 4971 - **Article 1er B (nouveau) (Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié)** : p. 4976 - **Article 1er (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réformer le groupe public ferroviaire et le régime juridique des personnels)** : p. 4991 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 90 (Fermeture des gares de triage - Moratoire)** : p. 4996 - **Article 1er bis** (art. L. 2111-25 du code des transports - Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure) : p. 5002

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article 1er ter** (art. L. 1263-2, L. 2121-12, L. 2122-9 et L. 2133-1 du code des transports - Droit d'accès au réseau pour les services librement organisés) : p. 5039 p. 5042 p. 5043 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 66 rectifié bis (Rapport du Haut Comité du système de transport ferroviaire sur la situation du système ferroviaire national)** : p. 5049 - **Article 2 ter** (art. L. 2121-1, L. 2121-1-1 [nouveau] et L. 2121-3 du code des transports - Autorités organisatrices des services d'intérêt national et des services d'intérêt régional de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 5058 - **Article 2 quater** (art. L. 1263-2, L. 1264-7 et L. 2121-13 à L. 2121-16 [nouveaux] du code des transports - Attribution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 5063 p. 5068 p. 5069 - **Article 2 quinquies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2121-16-1 [nouveau] du code des transports - Obligation de détention d'une autorisation d'exploitation pour l'exécution d'un service ferroviaire) : p. 5070 p. 5071 - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires) : p. 5074 p. 5081 p. 5084 p. 5094 - **Article 2 sexes A** (art. L. 2102-22 et L. 2102-23 [nouveaux] du code des transports - Portabilité de la garantie de l'emploi et de l'affiliation au régime spécial de retraite de la SNCF en cas de

changement d'employeur) : p. 5095 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° 92** (TVA à 5,5 % sur les transports) : p. 5100 - **Article 2 septies** (Attribution des contrats de service public par les régions entre 2019 et 2023) : p. 5102 - **Article 3** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour définir les autres aspects de l'ouverture à la concurrence des services conventionnés) : p. 5108 p. 5109 p. 5110 p. 5110 - **Article 3 bis A** (art. L. 2121-9-1 [nouveau] du code des transports - Comités de suivi des dessertes) : p. 5113 p. 5114 - **Article 3 quater** (Demande de rapport sur les lignes les moins circulées) : p. 5123 p. 5124 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 113** (Demande de rapport sur les trains de nuit) : p. 5130 p. 5131 - **Article 4** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour adapter le système ferroviaire dans le cadre de l'ouverture à la concurrence) : p. 5132 p. 5132 p. 5134 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 85** (Interdiction des modulations de tarifs selon l'heure de connexion) : p. 5139 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 86** (Interdiction de la modulation des tarifs en fonction de données collectées précédemment) : p. 5140 - **Intitulé du projet de loi** : p. 5154

- **Suite de la discussion** (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5166 p. 5170 p. 5173

- **Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs** [n° 518 (2017-2018)] - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5550 p. 5551 p. 5555 - **Article 1er** (art. 23 bis du Règlement - Ajustement du mécanisme de retenue financière en cas d'absences répétées à la suite de la suppression de l'indemnité représentative de frais de mandat) : p. 5559 - **Article 4** (art. 91 ter [nouveau] du Règlement - Prévention des conflits d'intérêts et départ résultant d'un conflit d'intérêts) : p. 5560 - **Article 8** (art. 91 septies [nouveau] du Règlement - Procédures de saisine du comité de déontologie parlementaire par le Bureau du Sénat ou par tout sénateur et publicité des avis du comité) : p. 5561 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5562

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le handicap et l'accessibilité des logements sociaux** - (7 juin 2018) : p. 5589

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport parlementaire sur la Seine-Saint-Denis** - (7 juin 2018) : p. 5592

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce de la suppression des pensions de réversion** - (12 juin 2018) : p. 5723

- **Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique** [n° 536 (2017-2018)] - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5806 p. 5810 p. 5811

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Commission mixte paritaire** [n° 495 (2017-2018)] - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5964 p. 5965 p. 5968

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (19 juin 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6218 p. 6219 p. 6221 - **Question préalable** : p. 6225 - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel sur les orientations de la politique migratoire) : p. 6239 p. 6241 - **Article 2** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de résident aux bénéficiaires d'une protection internationale et aux membres de leur famille) : p. 6256 - **Article 3** (art. L. 723-5, L. 752-1 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réunification familiale des personnes protégées - Protection des mineurs contre les risques de mutilation sexuelle) : p. 6257 p. 6258 p. 6260 - **Article 4** (art. L. 611-13 [nouveau], L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, et L. 713-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clauses d'exclusion et de cessation de la

protection internationale et mesures administratives permettant leur mise en oeuvre) : p. 6268 - **Rappel au règlement** : p. 6271 - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6277 p. 6280 p. 6282 p. 6285

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) : p. 6317 p. 6325 p. 6331 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 412 rectifié ter** (Persécutions liées au genre) : p. 6338 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 459 rectifié bis** (Demande d'asile - Dépôt auprès du réseau consulaire) : p. 6342 - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile) : p. 6343 p. 6344 p. 6348 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 351 rectifié** (Demande d'asile par une personne inscrite dans la base EURODAC hors de France - Abandon du délai de cinq mois) : p. 6364 - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6381

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 8** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6418

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi « PACTE » et les privatisations** - (21 juin 2018) : p. 6430

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la représentation parlementaire ultramarine** - (21 juin 2018) : p. 6436

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] (suite) - (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6448 p. 6450 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 484 rectifié** (Droit du sol - Suppression) : p. 6459 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 113 rectifié bis** (Mineur étranger né en France - Acquisition automatique de la nationalité française à sa majorité) : p. 6460 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis** (Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions) : p. 6464 p. 6465 p. 6466 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-9, L. 222-4 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Vidéo-audience et traitement des appels irrecevables dans le contentieux de la non-admission) : p. 6481 - **Organisation des travaux** : p. 6486 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 94 rectifié** (Placement de mineurs en zone d'attente - Interdiction) : p. 6487 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction) : p. 6489 p. 6490 p. 6491 p. 6493 p. 6494

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 6535 - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement de la condition de séjour sur le territoire français pour bénéficier d'un regroupement familial) : p. 6539 - **Article 11 A (nouveau)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditionnalité de la délivrance des visas de long séjour) : p. 6541 p. 6542 - **Article 15 ter (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction du placement en rétention des mineurs isolés) :

p. 6560 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Encadrement du placement en rétention des mineurs accompagnant leur famille) : p. 6564 p. 6566

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article 26 quater (nouveau)** (art. L. 611-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un fichier national biométrique des étrangers déclarés majeurs à l'issue de leur évaluation par un département) : p. 6655 p. 6657 p. 6658 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 302 rectifié ter** (Conditions d'admission au séjour - Suppression de la condition liée à la nature des liens avec la famille) : p. 6660 - **Article 33 (supprimé)** (art. L. 314-5-1 et L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du bénéfice du renouvellement de plein droit de la carte de séjour temporaire en cas de violences familiales) : p. 6682 p. 6683 - **Article 33 bis (supprimé)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu et date de dépôt du rapport annuel sur la situation des étrangers en France) : p. 6684 - **Article additionnel après l'article 33 bis (supprimé) - Amendement n° 77 rectifié** (Abrogation du retrait de la carte de séjour au motif de la rupture de la vie commune) : p. 6685 - **Article 33 ter A (nouveau)** (art. L. 313-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de l'admission exceptionnelle au séjour) : p. 6687 - **Article additionnel après l'article 33 ter A - Amendement n° 115 rectifié** (Octroi d'un titre de séjour aux travailleurs sans papiers sur présentation d'un contrat de travail) : p. 6689 - **Article 33 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles - Admission exceptionnelle au séjour des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires) : p. 6692 - **Article additionnel avant l'article 38 - Amendement n° 116 rectifié** (Identité de régime entre la métropole et les outre-mer en matière de flux migratoires) : p. 6700 - **Article 38** (art. L. 111-2, L. 221-2-1, L. 611-11, L. 762-1, L. 763-1, L. 764-1, L. 766-1, L. 766-2, L. 767-1 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 711-1 du code pénal ; art. 78-2 du code de procédure pénal ; art. L. 552-6, L. 562-6 et L. 573-2 du code des relations entre le public et l'administration - Diverses coordinations outre-mer) : p. 6703 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 150** (Répartition du contentieux entre la CNDA et le juge administratif de droit commun - Amélioration) : p. 6709 - **Intitulé du projet de loi** : p. 6711 p. 6712

- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6723 p. 6727 p. 6728 p. 6729

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (2 juillet 2018) - **Article 14 ter** (art. L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime - Autorisation de plantes comestibles comme substances naturelles à usage biostimulant) : p. 7825 - **Article 14 quater AA (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Dérogation aux interdictions de ventes et d'utilisation pour les personnes publiques de produits phytopharmaceutiques en cas d'absence d'efficacité des substituts à lutter contre les dangers sanitaires) : p. 7830

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de la référence à la sécurité sociale dans la Constitution** - (5 juillet 2018) : p. 9200 p. 9201

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Rappel au règlement** : p. 9422 - **Question préalable** : p. 9427

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les assises de l'outre-mer** - (10 juillet 2018) : p. 9431

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du partage des richesses en France** - (10 juillet 2018) : p. 9433

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)] (suite)** - (11 juillet 2018) - **Article 6** (art. L. 2312-26, L. 6312-1, L. 6315-1, L. 6321-2, L. 6321-6 à L. 6321-16 du code du travail - Plan de développement des compétences et aménagement du régime de l'entretien professionnel) : p. 9524 - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9568

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2018) - **Article 61** (art. L. 3221-11 à L. 3221-14 [nouveaux], L. 2232-9, L. 2242-8, L. 2312-26 du code du travail, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1 du code du commerce - Mesure des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes salariés d'une même entreprise) : p. 9938 p. 9939 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° 484 rectifié** (Rémunération au sein d'une même entreprise - Encadrement des écarts) : p. 9940 - **Article 62** (art. L. 1153-5, L. 1153-5-1 [nouveau], L. 2314-1, L. 2315-18 du code du travail - Prévention des faits de harcèlement sexuel) : p. 9942 - **Article 63 (supprimé)** (art. 51 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Réforme de la disponibilité des fonctionnaires d'État) : p. 9953 p. 9954 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9963

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9984

- **Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les écoles et les collèges [n° 625 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9997

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10817 p. 10818 p. 10819

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (I)** - (19 juillet 2018) : p. 11048 p. 11049

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (II)** - (19 juillet 2018) : p. 11050

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences et les dégradations commises le 15 juillet** - (19 juillet 2018) : p. 11052

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (19 juillet 2018) - **Article 19 ter** (art. L. 271-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Étude géotechnique préalable à la vente d'un terrain constructible et à la construction d'un nouvel immeuble dans les zones exposées au retrait-gonflement des sols argileux) : p. 11075

- **Rappel au règlement** - (20 juillet 2018) : p. 11213

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (20 juillet 2018) - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11233

- **Rappel au règlement** - (23 juillet 2018) : p. 11323

- **Rappel au règlement** - (23 juillet 2018) : p. 11324

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (23 juillet 2018) - **Article 48** (art. 3, 16, 17, 17-2 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et article L. 631-5 du code de la construction et de l'habitation - Conditions de délivrance de l'agrément aux observatoires locaux des loyers - Suppression du dispositif d'encadrement des loyers dans le code de la construction et de l'habitation) : p. 11357 p. 11358

- **Attribution à une commission des prérogatives d'une commission d'enquête** - (23 juillet 2018) : p. 11361

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 659 rectifié** (Loi SRU - Taux de logements sociaux - Communes bénéficiant de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) : p. 11397 - **Article 46 bis A (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation - Uniformisation des seuils permettant de déterminer les communes éligibles à la loi SRU) : p. 11401

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla et ses conséquences politiques** - (24 juillet 2018) : p. 11515 p. 11516

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (III)** - (24 juillet 2018) : p. 11520

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 674 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13087 p. 13088

- **Projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Commission mixte paritaire [n° 687 (2017-2018)]** - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13239

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Nouvelle lecture [n° 697 (2017-2018)]** - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13254 p. 13255 p. 13257

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Aquarius** - (25 septembre 2018) : p. 13277

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13443 p. 13445 - **Article 1er** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022) : p. 13457 - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 13487 p. 13490 p. 13491 p. 13492 - **Article 6** (Expérimentation de la révision des pensions alimentaires par les organismes débiteurs des prestations familiales) : p. 13501 p. 13503 p. 13504 - **Article 13** (art. 2-1 et 2-2 [nouveaux] la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation et de simplification de la justice du XXI^e siècle, art. L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Procédure sans audience devant le tribunal de grande instance et procédure dématérialisée de règlement de petits litiges) : p. 13522

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 13536 - **Article 15** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour unifier et harmoniser les procédures au fond à bref délai devant les juridictions judiciaires) : p. 13540 - **Article 18** (art. 373-2, 373-2-6 et 373-2-10 du code civil - Renforcement de l'efficacité des décisions prises en matière

d'exercice de l'autorité parentale) : p. 13547 - **Article 26** (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 13569 p. 13571 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 13585 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 106 rectifié bis** (Légitime défense - Cas de présomption de légitime défense) : p. 13621

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 35** (art. 81, 97, 142-6, 142-7 et 706-71 du code de procédure pénale et art. 51-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Mesures diverses de simplification du déroulement de l'instruction) : p. 13635 p. 13637 p. 13638 - **Article 36** (art. 41-4, 41-6, 84-1, 170-1 [nouveau], 175, 180-1, 185, 706-153 et 778 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la clôture et au contrôle de l'instruction) : p. 13642 - **Article 37** (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 13646 p. 13647

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des retraites** - (11 octobre 2018) : p. 13665

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)] (suite)** - (11 octobre 2018) - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 13681 p. 13682 p. 13684

- **Question d'actualité au Gouvernement sur un adolescent tué dans une rixe (I)** - (16 octobre 2018) : p. 13836

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)] (suite)** - (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 139** (Peines alternatives - Groupes de travail) : p. 13863 - **Article 48 (Supprimé)** (art. 713-42 à 713-44 du code de procédure pénale - Modalités d'exécution de la peine de détention à domicile sous surveillance électronique) : p. 13876 - **Article 51** (art. 100 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Allègements des procédures en matière de construction des établissements pénitentiaires et report du moratoire sur l'encellulement individuel) : p. 13895

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 75 rectifié bis** (Aide juridictionnelle - Auteurs d'actes terroristes - Suppression) : p. 13958 - **Article 52 ter (nouveau)** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) : p. 13962 - **Article 53** (art. L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-1 [nouveau], L. 211-4-2 [nouveau], L. 211-5 [abrogé], L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-9-3 [nouveau], L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-6-1 [nouveau], L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-6, L. 213-7, L. 213-8-1 [nouveau], L. 213-9, L. 215-1 et L. 215-3 à L. 215-7 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1, L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. 39-4 [nouveau], 52-1, 80 et 712-2 du code de procédure pénale et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3,

L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10, L. 744-1 du code de commerce et L. 121-1 du code des procédures civiles d'exécution et L. 1134-10, L. 1422-1, L. 1423-11, L. 1454-2, L. 1521-3, L. 2323-4, L. 2323-39, L. 2325-38, L. 2325-40, L. 2325-55, L. 3252-6 [abrogé], L. 7112-4 du code du travail et art. L. 4261-2, L. 4262-2 du code des transports - Fusion du tribunal de grande instance avec les tribunaux d'instance de son ressort, maintenus sous forme de chambres détachées, suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance, possibilité de spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière civile et pénale, désignation de procureurs de la République chefs de file au niveau départemental et regroupement départemental des juges d'instruction et des juges de l'application des peines) : p. 13970

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2018) - **Explications de vote communes** : p. 14053

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14064 p. 14065 p. 14071 p. 14073 p. 14074 - **Article 1er** (art. L. 211-3-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Instauration de périmètres de contrôle lors des manifestations) : p. 14075 - **Article 3** (art. L. 211-4-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier répertoriant les mesures d'interdiction administrative et judiciaire de manifester) : p. 14080 - **Article 4** (art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - Délit de dissimulation du visage dans une manifestation) : p. 14082 p. 14083 - **Article 6** (art. 131-32-1 [nouveau], 222-47, 322-15, 431-11, 434-38-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 211-13 [abrogé] du code de la sécurité intérieure - Peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique et élargissement des peines complémentaires applicables aux délits de participation délictueuse à une manifestation) : p. 14086 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14089 p. 14090

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14698 - **Article 1er** (art. L. 821-1 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration du plafond de cumul de l'AAH et de la rémunération garantie en Esat lorsque le bénéficiaire est en couple) : p. 14701 - **Article 4** (Compensation financière des charges engendrées par les mesures proposées) : p. 14702

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Ascoval et la politique industrielle** - (25 octobre 2018) : p. 14727

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14740

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité verte** - (30 octobre 2018) : p. 14813

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'information sur les modes d'abattage des animaux** - (30 octobre 2018) : p. 14815

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14851

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 3** (Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Conseil d'administration) : p. 15134

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2018) : p. 15285

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone) : p. 15417

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 26 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 15538 p. 15539

- **Question orale sans débat sur les personnes en situation de handicap en Seine-Saint-Denis** - (20 novembre 2018) : p. 15800 p. 15801

- **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16562 p. 16567 p. 16571 p. 16572 p. 16573

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]** - (22 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 16639

Discussion générale :

: p. 16641 p. 16643

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la Réunion (II)** - (22 novembre 2018) : p. 16648

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut de l'élu** - (22 novembre 2018) : p. 16651

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse du Gouvernement aux attentes sociales de la population** - (27 novembre 2018) : p. 16892

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article 38 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 17335 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 17343

Seconde partie :

Justice

- (1er décembre 2018) : p. 17512 p. 17519

- **Rappel au règlement** - (3 décembre 2018) : p. 17675

- **Question orale sans débat relative au nouveau retard sur le prolongement de la ligne 12 du métro à Aubervilliers** - (4 décembre 2018) : p. 17825 p. 17826

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, portant sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat** - (6 décembre 2018) : p. 18092 p. 18096 p. 18098 p. 18100

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (6 décembre 2018) : p. 18140

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (6 décembre 2018) : p. 18155

Articles non rattachés

- (11 décembre 2018) - **Rappel au règlement** : p. 18501 p. 18502 - **Article 39 et état B** (Crédits du budget général) : p. 18517

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21448

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21458 p. 21460 p. 21463 p. 21464 p. 21468

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-**

mer - Deuxième lecture [n° 200 (2018-2019)] - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21585

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 21645 p. 21646 p. 21647 - **Discussion générale** : p. 21653 p. 21655 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat)** : p. 21660 p. 21661 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21674

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOCR

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 17, 23 janvier, 1er, 7, 22 février, 13, 21, 28 mars, 18 avril, 17, 30 mai, 19, 22, 25, 27, 29 juin, 3, 10, 17, 20, 23, 25 juillet, 9, 23 octobre, 12, 27, 29 novembre, 1er, 3, 7, 17 et 18 décembre 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (7 février 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse [n° 705 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : sur la mission de la commission effectuée en Israël et dans les Territoires palestiniens du 10 au 16 octobre 2018 [n° 145 (2018-2019)] (21 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Tony Estanguet, co-président du comité de candidature Paris 2024.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Michèle Benbunan, présidente-directrice générale de Presstalis.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Pierre Roger, président, et Guy Delivet, directeur général, du Conseil supérieur des messageries de presse (CSMP).

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Pollution de l'air - Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de la ville de Paris.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Fottorino, directeur de la publication de l'hebdomadaire « Le 1 », dans le cadre du suivi par la commission de la situation de la distribution de la presse.

Situation de la distribution de la presse - Audition de M. Marc Schwartz.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. José Ferreira, président des Messageries Lyonnaises de presse (MLP).

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations - Table ronde avec les représentants du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN), du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) et de Reporters sans frontières (RSF).

Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations - Table ronde avec les responsables de l'information de France Télévisions, M6, CNews, France 24, Europe 1 et Franceinfo.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur la formation à l'heure du numérique - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de Mme Catherine Morin-Desailly, présidente, sur le colloque du 12 juillet 2018 relatif à l'avenir de l'audiovisuel public.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Fabrice Fries, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Audition conjointe.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Médias, Livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public », « Presse » et « Livre et Industries culturelles » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violence dans les établissements scolaires - Audition conjointe de professeurs de l'enseignement secondaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la population kurde (II)** - (23 janvier 2018) : p. 149

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen [n° 219 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Article 1er** (art. L. 551-1, L. 552-3, L. 553-6, L. 554-1, L. 556-1, L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de placement en rétention et d'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin ») : p. 589 p. 591 p. 592 - **Article 2** (art. L. 742-2, L. 742-4, L. 742-5, et L. 742-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordinations - Interdiction de transférer un demandeur d'asile dans un État « Dublin » faisant preuve de « défaillances systémiques » - Délai de saisine du juge administratif) : p. 596 p. 597 - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 561-1, L. 561-2 et L. 111-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. 39 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, art. 41 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française et art. 41 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Sécurisation juridique des assignations à résidence des étrangers faisant l'objet d'une interdiction judiciaire du territoire) : p. 598 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 600

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 263 (2017-2018)]** - (6 février 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Reconnaissance de la qualité d'organisateur des Jeux Olympiques et Paralympiques au comité d'organisation, au Comité international olympique et au Comité international paralympique - Conséquences en matière de droits d'exploitation et de commercialisation) : p. 958

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L. 621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation) - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur) : p. 1074 p. 1076 p. 1077 p. 1080 p. 1086 p. 1093

- **Suite de la discussion** (8 février 2018) : p. 1146 - **Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - *Rapports annuel et quinquennal des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants*) : p. 1160
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la carte scolaire** - (15 février 2018) : p. 1529
- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants** - *Commission mixte paritaire* [n° 295 (2017-2018)] - (15 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1539 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1550
- **Débat sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (20 février 2018) : p. 1607 p. 1611 p. 1612
- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat** [n° 589 (2016-2017)] - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1648 - **Article 1er** (*Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif*) : p. 1654 p. 1658 p. 1659 p. 1660 p. 1661 - **Article 2** (*Contrôle des établissements hors contrat - Clarification des procédures*) : p. 1670 p. 1671 - **Article 3** (*Conditions d'accès aux postes de directeur d'un établissement d'enseignement scolaire privé*) : p. 1674 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1678
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la montée des actes antisémites** - (27 mars 2018) : p. 3092
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Trèbes** - (27 mars 2018) : p. 3099 p. 3100
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux voies sur berges à Paris** - (5 avril 2018) : p. 3467 p. 3468
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la neutralité des services de l'éducation nationale** - (10 avril 2018) : p. 3556
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité et le pacte républicain** - (10 avril 2018) : p. 3558
- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen** [n° 397 (2017-2018)] - (10 avril 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen*) : p. 3575 p. 3582 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendements n° 36 et n° 54** (*Pouvoir de recommandation du CSA - Consultations citoyennes*) : p. 3586 p. 3587 p. 3588 - **Article 2** (art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision*) : p. 3594 p. 3595 p. 3597 p. 3598 p. 3599 p. 3600
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3764
- **Souhaits de bienvenue à une délégation de la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc** - (18 avril 2018) : p. 3877
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Notre-Dame-des-Landes** - (19 avril 2018) : p. 4112
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile et le nouveau centre d'accueil à la Villette** - (19 avril 2018) : p. 4116
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les accompagnatrices voilées en sortie scolaire** - (19 avril 2018) : p. 4118
- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy »** [n° 376 (2017-2018)] - (16 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement 1** (*Autorité judiciaire - Engagement de poursuite sans autorisation préalable de l'administration*) : p. 4294 p. 4297
- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup** - (24 mai 2018) : p. 4629 p. 4630
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires** - (24 mai 2018) : p. 4632
- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup** - (29 mai 2018) : p. 4658
- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire** [n° 495 (2017-2018)] - (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5173
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport parlementaire sur la Seine-Saint-Denis** - (7 juin 2018) : p. 5592
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'audiovisuel public** - (7 juin 2018) : p. 5595
- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6215 - **Article additionnel après l'article 1er A** - **Amendement n° 404 rectifié** (*Droits inconditionnels des personnes - Rappel*) : p. 6247 - **Rappel au règlement** : p. 6271 p. 6272 - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6280 p. 6281 p. 6284
- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) : p. 6311 p. 6312 p. 6319 p. 6324 p. 6332 p. 6333 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 459 rectifié bis** (*Demande d'asile - Dépôt auprès du réseau consulaire*) : p. 6341 - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - *Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile*) : p. 6343 p. 6344 p. 6345 p. 6346 p. 6348 p. 6358 - **Article additionnel avant l'article 7** - **Amendement n° 351 rectifié** (*Demande d'asile par une personne inscrite dans la base EURODAC hors de France - Abandon du délai de cinq mois*) : p. 6365 p. 6367 p. 6368
- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 8** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6418 p. 6419 - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - *Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile*) : p. 6426 p. 6427 p. 6456 p. 6457 p. 6458 - **Article 10 AA (nouveau)** (art. L. 251-1 à L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-5 [abrogés] et L. 253-1 à L. 253-4 du code de l'action sociale et des familles - *Transformation de l'aide médicale d'Etat (AME) en aide médicale d'urgence, AMU*) : p. 6472 p. 6473 - **Article additionnel après l'article 10 AA** - **Amendement n° 29 rectifié ter** (*Bénéficiaire de l'aide médicale d'urgence - Absence de droit à réduction tarifaire dans les transports - Décorrélation*) : p. 6478 p. 6479 - **Article 10 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Périmètre de non-admission sur le territoire national*) : p. 6481 - **Article additionnel après l'article 10 bis** - **Amendement n° 254 rectifié ter** (*Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction*) : p. 6491
- **Mises au point au sujet de votes** - (22 juin 2018) : p. 6568
- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] (suite) - (22 juin 2018) - **Article 16** (art. L. 512-1, L. 551-1, L. 551-2, L. 552-1, L. 552-3 à L. 552-7 et L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modalités*

et régime juridique de la rétention administrative) : p. 6569 p. 6570 p. 6574 p. 6577 p. 6579 p. 6581 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 571-4 et L. 777-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Exécution des mesures d'éloignement prononcées pour des motifs de menace grave à l'ordre public à l'encontre de demandeurs d'asile) : p. 6590 - **Article 19** (art. L. 611-1-1, L. 611-3 et L. 621-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 441-8 du code pénal - Retenue pour vérification du droit de circulation et de séjour et autres mesures de contrôle) : p. 6592

- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6724 p. 6724 p. 6725

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 32 rectifié** (Impact des violences sexuelles sur les suicides - Rapport au Parlement) : p. 9190

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du partage des richesses en France** - (10 juillet 2018) : p. 9433

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion (I)** - (10 juillet 2018) : p. 9434

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle du Premier ministre** - (10 juillet 2018) : p. 9436

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article additionnel avant l'article 6 A - Amendement n° 994 rectifié ter** (Promotion de la santé - Prise en compte dans les documents d'urbanisme) : p. 10860

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 623 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 629 (2017-2018)** : p. 13108 p. 13109 p. 13110

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 629 (2017-2018)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 623 (2017-2018)** - (26 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 13119

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget 2019** - (25 septembre 2018) : p. 13285

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup** - (2 octobre 2018) : p. 13338

- **Débat sur le thème « La crise migratoire : quelle gestion européenne ? »** - (30 octobre 2018) : p. 14825 p. 14826 p. 14827

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 30 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 29 (2018-2019)** : p. 14877 - **Question préalable** : p. 14887

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 29 (2018-2019)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 30 (2018-2019)** - (6 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 14889

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15829

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16754

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-332 rectifié** (Taux de TVA applicable aux agences de presse - Rétablissement) : p. 17237 - **Article 29** (Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricics, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre 1er du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 17289 p. 17291 p. 17293 - **Article 35** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Stabilisation du tarif de la contribution à l'audiovisuel public (CAP), actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public, compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») : p. 17312

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2018) - **Aide publique au développement - État B** : p. 17716

Culture

- (4 décembre 2018) - **État B** : p. 17847

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2018) : p. 17854 p. 17855 - **Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public - État D** : p. 17867 - **Article 84 quinquies (nouveau)** (Remise au Parlement d'un rapport sur la réforme de la contribution à l'audiovisuel public) : p. 17868

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, portant sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat** - (6 décembre 2018) : p. 18092 p. 18095 p. 18097 p. 18099

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (11 décembre 2018) - **Rappel au règlement** : p. 18502 p. 18503

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup et les frais d'inscription à l'université** - (13 décembre 2018) : p. 21522

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la préparation du débat national** - (18 décembre 2018) : p. 21596 p. 21597

ATTAL (Gabriel)
*secrétaire d'État auprès du ministre de
l'éducation nationale et de la jeunesse
(à partir du 16 octobre 2018)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la scolarisation des enfants en situation de handicap** - (25 octobre 2018) : p. 14770 p. 14771
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des enseignants** - (13 novembre 2018) : p. 15323
- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2018) : p. 17656 - **Article additionnel après l'article 83 quater - Amendement n° II-154 rectifié ter (Moyens alloués par le FDVA - Bilan par département - Rapport au Parlement)** : p. 17665

- **Question orale sans débat sur le harcèlement scolaire** - (4 décembre 2018) : p. 17795
- **Question orale sans débat sur l'intervention du centre psychothérapeutique de l'Orne dans une unité de « déradicalisation »** - (4 décembre 2018) : p. 17796
- **Question orale sans débat sur la fin des contrats aidés au sein des centres sociaux** - (4 décembre 2018) : p. 17797
- **Question orale sans débat sur les plaques personnalisées payantes** - (4 décembre 2018) : p. 17798
- **Question orale sans débat sur la gestion de l'accroissement du taux migratoire à la frontière franco-espagnole** - (4 décembre 2018) : p. 17799
- **Question orale sans débat sur le statut des sapeurs-pompiers volontaires** - (4 décembre 2018) : p. 17800
- **Question orale sans débat sur l'avenir des missions locales** - (4 décembre 2018) : p. 17801
- **Question orale sans débat sur le produit des amendes routières et les intercommunalités rurales** - (4 décembre 2018) : p. 17802

BABARY (Serge)
*sénateur (Indre-et-Loire)
Les Républicains*

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.
- Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.
- Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.
- Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.
- Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.
- Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences économiques du retrait de la candidature française à l'Exposition universelle de 2025 - Audition de M. Jean-Christophe Fromantin, président du conseil d'administration d'EXPOFRANCE 2025.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'Alimentation du ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation, du ministère de l'agriculture et de l'alimentation (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation de la proposition de loi.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Politique de la ville » Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Weill, président-directeur général d'Altice France.

(*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Sébastien Jean, directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 95

- **Débat sur la politique de concurrence dans une économie mondialisée** - (17 mai 2018) : p. 4383

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 8** (art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage) : p. 9546 - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveau], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9557 - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9580 p. 9581 - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 335-6-1 [nouveau] du code de l'éducation - Campus des métiers et des qualifications) : p. 9592 - **Article 12** (art. L. 6222-38, L. 6243-1 et L. 6243-1-1 du code du travail ; art. 244 quater G du code général du impôts - Aide unique aux employeurs d'apprentis) : p. 9616

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 9979

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 364 rectifié bis, n° 414 rectifié bis, n° 878 rectifié bis et n° 1068 rectifié ter** (Travaux d'extension - Seuil dérogatoire) : p. 10919

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3

[abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11143

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11184

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54** (art. L. 303-2 [nouveau] et L. 304-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 751-1-1 et L. 751-1-12 [nouveaux] et L. 752-2 du code de commerce - Opérations de revitalisation de territoire) : p. 11502 p. 11506 p. 11507 p. 11508 p. 11509 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 690** (Instruction de demande de permis de construire - Commission départementale d'aménagement commercial ou, le cas échéant, de la Commission nationale d'aménagement commercial - Pièces nécessaires pour examiner la conformité de la demande) : p. 11510 - **Article 54 bis F (nouveau)** (art. L. 752-6 du code de commerce - Évaluation des projets d'implantation commerciale) : p. 11537 p. 11538 - **Article 54 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 752-1 du code de commerce - Augmentation du seuil d'autorisation d'exploitation commerciale pour les réouvertures de surfaces commerciales inexploitées pendant trois ans) : p. 11541 - **Article 54 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-2-1 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. 19 de la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Pérennisation des contrats de revitalisation artisanale et commerciale) : p. 11545

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14100

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (art. L. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15346

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 29** (art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale - Amplifier la portée du dispositif d'innovation du système de santé) : p. 15561

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17429

- **Question orale sans débat sur la situation de l'entreprise Sandvik à Fondettes** - (4 décembre 2018) : p. 17812 p. 17813

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81** (*Soutien à l'investissement local*) : p. 18184 p. 18185

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 50** (*art. 1681 F du code général des impôts - Élargissement du dispositif du crédit-vendeur*) : p. 18223

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article 51 octies (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Prorogation d'une année du taux renforcé de la réduction d'impôt « Madelin »*) : p. 18251 p. 18252 - **Article 56** (*art. 1406, 1499-00 A, 1500, 1517, 1518, 1518 A sexies [nouveau] du code général des impôts - Aménagement des règles d'évaluation de la valeur locative des locaux industriels*) : p. 18329

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21485

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat*) : p. 21661

BANSARD (Jean-Pierre)
sénateur (Français établis hors de
France (Série 1))
Les Républicains-R

Élection annulée par le Conseil Constitutionnel le 27 juillet 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 27 juillet 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la composition du conseil d'administration de Business France [n° 389 (2017-2018)] (29 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

BARGETON (Julien)
sénateur (Paris)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance le 17 janvier 2018 ; puis vice-président du 24 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (14 mars 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (27 juillet 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2019 (7 décembre 2018).

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3577

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective : Inventer les solidarités de demain face à la nouvelle donne générationnelle [n° 38 (2018-2019)] (11 octobre 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Culture [n° 147 tome 3 annexe 8 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Louis Chauvel, sociologue, professeur à l'Université du Luxembourg, auteur de « La spirale du déclassement », dans le cadre de la préparation du rapport d'information sur le pacte des générations.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'Etat.

(*commission des finances*) : Rapport du Conseil des prélèvements obligatoires relatif aux prélèvements obligatoires sur le capital des ménages - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hakim El Karoui, consultant, auteur de La lutte des âges, comment les retraités ont pris le pouvoir.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant

l'efficacité de l'administration pour une relation de confiance avec le public.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2018) 147 établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative, et COM (2018) 148 concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numériques - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2018) 147 établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative, et COM (2018) 148 concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : L'avenir des relations entre les générations : démocratie, patrimoine, emploi.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP), sur le rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation du rapport sur l'avenir des relations entre les générations.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » ; communication sur le contrôle budgétaire sur le coût des programmes de France Télévisions - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la fonction publique** - (6 février 2018) : p. 947

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 263 (2017-2018)]** - (6 février 2018) - **Article 8** (*Procédure intégrée de mise en conformité de documents d'urbanisme et de documents prescriptifs de niveau supérieur pour les opérations d'aménagement et de construction nécessaires à la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques*) : p. 980

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2181 p. 2182 - **Annexe** : p. 2193 - **Article 1er et**

annexe (Texte non modifié par la commission) (*Approbation de la stratégie nationale d'orientation de l'action publique*) : p. 2209 - **Article 2** (*art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration*) : p. 2212 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 36 rectifié** (*Publication des enquêtes de satisfaction des usagers de l'administration*) : p. 2217

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 211 rectifié** (*Publication d'indicateurs de résultats et de qualité de service des administrations recevant du public*) : p. 2273 - **Article 16** (*Limitation, à titre expérimental, de la durée des contrôles administratifs sur les petites et moyennes entreprises*) : p. 2274 - **Article 32** (*art. L. 544-4, L. 544-5, L. 544-6 et L. 613-52-6 du code monétaire et financier, et art. L. 225-100-1, L. 232-1 et L. 950-1 du code de commerce - Habilitation pour la simplification des règles de mention et de sanction du taux effectif global - Simplification du régime de responsabilité des agences de notation de crédit - Suppression du rapport de gestion pour les petites entreprises*) : p. 2319 p. 2321 - **Article 33** (*Simplification, à titre expérimental, des modalités de consultation du public concernant des projets soumis aux réglementations ICPE ou IOTA nécessaires à l'exercice d'une activité agricole*) : p. 2323 - **Article 33 bis** (*art. L. 121-16 et L. 123-19 du code de l'environnement - Information du public de l'ouverture d'une concertation préalable ou d'une consultation par voie électronique par publication locale*) : p. 2323 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendements n° 103 rectifié ter, n° 191 rectifié ter et n° 193 rectifié quater** (*Limitation des recours abusifs contre les décisions relatives aux ICPE et IOTA*) : p. 2351

- **Suite de la discussion** (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2430

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat antisémite de Paris** - (27 mars 2018) : p. 3095

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3762

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3928 p. 3935 p. 3937 p. 3938

- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4290

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup** - (24 mai 2018) : p. 4629

- **Suite de la discussion** (29 mai 2018) : p. 4658 p. 4659

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Article 1er (supprimé)** (*art. L. 313-11, L. 313-13 [abrogé], L. 313-18, L. 313-25 et L. 313-26 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de la carte de séjour pluriannuelle aux bénéficiaires de la protection subsidiaire et aux apatrides ainsi qu'aux membres de leur famille*) : p. 6252 - **Article 2** (*art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de résident aux bénéficiaires d'une protection internationale et aux membres de leur famille*) : p. 6256 - **Article 3** (*art. L. 723-5, L. 752-1 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Rénification familiale des personnes protégées - Protection des mineurs contre les risques de mutilation sexuelle*) : p. 6258

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure*

devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6317 - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile) : p. 6355

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6451

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Durée de validité de l'ordonnance autorisant une visite domiciliaire) : p. 6588

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article 33 (supprimé)** (art. L. 314-5-1 et L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du bénéfice du renouvellement de plein droit de la carte de séjour temporaire en cas de violences familiales) : p. 6683 - **Article 33 quater (supprimé)** (art. L. 131-5 du code de l'éducation - Refus de scolarisation d'un mineur étranger) : p. 6693

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9448

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9688 p. 9689 p. 9690 p. 9691 p. 9693 p. 9695 p. 9696 p. 9702 p. 9703 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9732

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11061 p. 11062

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sixies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11196 p. 11197 p. 11198 p. 11201 p. 11206 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié** (Prestations de notaires relatives à des transactions entre professionnels - Négociation) : p. 11213 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11225 - **Article 34 bis (supprimé)** (art. L. 302-1, L. 631-12-1 à L. 631-12-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, articles L. 151-34 et L. 151-35 du code de l'urbanisme, art. 10 loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 - du 23 décembre 1986 - Création des résidences junior) : p. 11279 p. 11280 - **Article 34 ter** (art. 13 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23

décembre 1986 - Congé délivré par une SCI familiale) : p. 11282 - **Article 35** (art. L. 441-2 et L. 442-5-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Adaptation des missions des commissions d'attribution de logements) : p. 11285 - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-1-5 et L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la pré-commission d'attribution dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) : p. 11298

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54** (art. L. 303-2 [nouveau] et L. 304-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 751-1-1 et L. 751-1-12 [nouveaux] et L. 752-2 du code de commerce - Opérations de revitalisation de territoire) : p. 11502

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11655 p. 11656

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Nouvelle lecture [n° 672 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 11660 p. 11662 p. 11663

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Nouvelle lecture [n° 659 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 11680 p. 11681 p. 11684 - **Article 2** (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration) : p. 11691 - **Article 2 bis A** (art. L. 1113-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Extension du droit à régularisation en cas d'erreur au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs groupements dans leurs relations avec l'État et les organismes de sécurité sociale) : p. 11695 - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 et 19 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État ; art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 11720 p. 11720

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du GIEC (II)** - (11 octobre 2018) : p. 13670

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux taxes sur le gazole non routier** - (25 octobre 2018) : p. 14729

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat** - (30 octobre 2018) : p. 14807

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 29 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 14889

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15753

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16645 p. 16662 p. 16663

Première partie :

- (22 novembre 2018) - **article 37** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) : p. 16680

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2018) - **Article 2** (art. 196 B, 197 et 204 H du code général des impôts - Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la

source, PAS) : p. 16698 p. 16699 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux)** : p. 16708 p. 16709 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-812 (Covoiturage - Aides patronales - Exonération fiscale)** : p. 16711 p. 16713 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-886 (Dons ouvrant droit à la réduction d'impôt)** : p. 16715

- **Suite de la discussion (26 novembre 2018) - Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption)** : p. 16758 - **Article 19 (priorité) (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecimes du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier)** : p. 16781 p. 16795 - **Article 19 quater (nouveau) (priorité) (art. 39 decies A du code général des impôts - Prolongation et élargissement du dispositif de suramortissement pour l'achat par des entreprises de véhicules fonctionnant au moyen d'énergies plus respectueuses de l'environnement)** : p. 16828 - **Article additionnel après l'article 7 (priorité) - Amendement n° I-890 (Benches à ordures - Véhicule électrique ou hydrogène - Sur-amortissement)** : p. 16828

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 159 (2018-2019)] - (27 novembre 2018) - Discussion générale** : p. 16884 p. 16885

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article 9 (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 vicies, 1609 quinquies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre Ier du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement)** : p. 17004 p. 17005 p. 17006 - **Article 11 (art. 39 A, 30 quinquies A, 30 quinquies H, 40 sexies, 81, 83, 163 bis G, 199 undecies C, 209, 217 undecies, 217 duodecimes, 223 L, 244 quater X, 296 ter, 1051 et 1594 I quater du code général des impôts, L. 80 B du livre des procédures fiscales, L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale, art. 4 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Suppression de dépenses fiscales inefficaces)** : p. 17022 - **Article additionnel après l'article 16 septies - Amendement n° I-476 rectifié (Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF)** : p. 17101 p. 17102 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-897 rectifié (Mécénat opéré par les PME)** : p. 17134 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-330 rectifié, n° 568 rectifié et n° 770 rectifié (Mécénat d'entreprise - Déduction d'impôt - Plafond)** : p. 17137 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-4 rectifié bis, n° I-19 rectifié, n° I-397 rectifié et n° I-521 rectifié bis (Sociétés de capitaux détenues exclusivement par les collectivités territoriales - Bénéfice du**

régime fiscal en faveur du mécénat) : p. 17138 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-76 rectifié (Multiplication des investisseurs dans les SCT et sécurisation des business angels)** : p. 17143 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-402 (Dispositif de suramortissement exceptionnel - Renouvellement pour 2 ans)** : p. 17158

- **Suite de la discussion (29 novembre 2018) - Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006 (Relance de la trufficulture)** : p. 17202 - **Article 18 quater (nouveau) (art. 39 decies A [nouveau] du code général des impôts - Suramortissement temporaire de 40 % pour les investissements de transformation numérique et de robotisation des PME)** : p. 17204 - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendement n° I-894 (Caisses de retraite et prévoyance - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux)** : p. 17209 p. 17210 - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendements n° I-895 et n° I-1010 (Sociétés d'économie mixte non agréées - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux)** : p. 17211 - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendements n° I-896 et n° I-1011 rectifié (Compagnies d'assurances - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux)** : p. 17212 - **Article 29 (Intitulé de la section XI du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public)** : p. 17301 - **Article 38 et état A (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** : p. 17335 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 17340 p. 17341

- **Mise au point au sujet d'un vote - (30 novembre 2018)** : p. 17359

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17363 p. 17365 p. 17366 - **Rappel au règlement** : p. 17371 p. 17371

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17377 p. 17378 p. 17385 p. 17389 - **Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - État D** : p. 17396

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17404 p. 17409

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17426 p. 17427

Culture

- (4 décembre 2018) : p. 17829 p. 17840 - **État B** : p. 17844 p. 17846 p. 17849

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17972 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France - Création d'une seconde enveloppe) : p. 17981 p. 17984 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-656 rectifié bis** (Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) - Ville de Paris - Ajustements) : p. 17985 - **Article 79 quinquies (nouveau)** (art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Suppression, en 2019, de la dotation de soutien à l'investissement territorial versée par la métropole du Grand Paris) : p. 17994 p. 17995 p. 17996

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, portant sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat** - (6 décembre 2018) : p. 18095

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81 ter (nouveau)** (Fonds de stabilisation des départements pour les années 2019 à 2021) : p. 18194 p. 18196

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 51** (art. 167 bis du code général des impôts - Imposition des plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux en cas de transfert du domicile fiscal hors de France) : p. 18229 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-593** (Régime des plus-values de cessions) : p. 18234 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-888** (Lutte contre la fraude - Document de politique transversale - Élargissement du périmètre) : p. 18235

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-361 rectifié** (Logements locatifs sociaux situés outre-mer - Cotisation CGLLS - Assiette) : p. 18289 - **Article 56 bis (nouveau)** (art. L. 2333-34, L. 2333-34-1 [nouveau], L. 2333-35 et L. 2333-38 du code général des collectivités territoriales - Aménagements à la taxe de séjour) : p. 18366 - **Article additionnel après l'article 56 ter - Amendement n° II-113 rectifié bis** (Date limite de vote de la taxe GEMAPI) : p. 18375

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18526

- **Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21617 p. 21622 p. 21624 - **Question préalable** : p. 21628

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Président de la Délégation parlementaire au renseignement ; puis membre le 20 juillet 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (31 janvier 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques de 2024 (7 février 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (22 février 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (17 avril 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (19 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptation à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (10 juillet 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (26 novembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (26 novembre 2018).

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 717 (2016-2017)] relative au développement durable des territoires littoraux [n° 254 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 210 (2017-2018)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'État pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'État Islamique [n° 261 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 152 (2017-2018)] relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 287 (2017-2018)] (7 février 2018) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 390 (2017-2018)] (30 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 371 (2017-2018)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 398 (2017-2018)] (4 avril 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2017 [n° 424 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle parlementaire du renseignement [n° 470 (2017-2018)] (11 mai 2018) - **Défense - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 364 (2017-2018)] relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs [n° 517 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports**.

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la demande d'attribution des prérogatives d'une commission d'enquête Octroi à la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable des prérogatives d'une commission d'enquête pour une mission d'information sur la sécurité des ponts [n° 728 (2017-2018)] (25 septembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 734 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Culture - Société.**

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 24 (2018-2019)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France [n° 50 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transnationale à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des lois*) : Communication.

Organismes extraparlimentaires - Désignation de candidats.

Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Délégation au fond de l'examen d'articles.

Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurité routière - Création d'un groupe de travail commun.

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

(*commission des lois*) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Nomination de rapporteurs.

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Désignation de candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'État pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'État islamique - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur la situation des prisons.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs - Examen du rapport d'information.

Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des lois*) : Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol - Désignation de candidats.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des lois*) :
Nomination de rapporteurs.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des instances de régulation et de contrôle.

Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

(*commission des lois*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des instances de régulation et de contrôle.

Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des lois*) :
Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 16 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales - Communication.

Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Fausses informations « fake news » - Diffusion d'un message et audition.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) :
Mission de contrôle et de suivi de la mise en oeuvre de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du vendredi 6 avril 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la protection des données personnelles.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) :
Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) :
Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) :
Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen de l'amendement de seconde délibération.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la Défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité

de la démocratie locale - Délégation au fond de l'examen d'articles.

Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2017.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Création d'un groupe de travail sur l'amélioration de l'efficacité des fiches S - Communication.

Dématérialisation des documents de travail de la commission - Communication.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (commission des lois) : Différenciation territoriale - Table ronde.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (commission des lois) : Droit local d'Alsace-Moselle - Table ronde.

Groupe de travail sur l'amélioration de l'efficacité des fiches S - Nomination du rapporteur et des membres.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (commission des lois) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (délégation aux droits des femmes) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (commission des lois) : Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (commission des lois) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (commission des lois) : Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement

et à simplifier les modalités de leur nomination - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 juin 2018 (commission des lois) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (commission des lois) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et la vitalité de la démocratie locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (commission des lois) : Comité de suivi de la réforme institutionnelle - Nomination des membres.

Mission de réflexion sur les enjeux de l'évolution de la fonction publique territoriale - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (commission des lois) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Présentation par Mmes Annick Billon, Laure Darcos et Laurence Rossignol, co-rapporteuses, de l'avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 26 juin 2018 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (commission des lois) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen des amendements sur les articles délégués au fond (art. 1er, 8 et 9) du texte de la commission des finances.

Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie.

Réunion du mardi 17 juillet 2018 (commission des lois) : Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (commission des lois) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du lundi 23 juillet 2018 (commission des lois) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont

pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Échange de vues, nomination de rapporteurs et demande d'octroi à la commission des lois, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération CFDT, organisation professionnelle de la police nationale.

Audition de la fédération de Force ouvrière (FO), organisation professionnelle de policiers.

Audition de la fédération de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), organisation professionnelle de policiers.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de la fédération CFE-CGC, organisation professionnelle de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Audition de M. Frédéric Auréal, chef du service de la protection.

Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Audition de M. Michel Delpuech, préfet de police de Paris.

Audition de Mme Marie-France Monéger-Guyomarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements -

Audition de M. Alexis Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République.

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Girier, chef de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et ancien directeur de la campagne de M. Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.

Audition de M. Olivier de Mazières, préfet de police des Bouches-du-Rhône.

Audition du Colonel Lionel Lavergne, chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Stéphane Fratacci, directeur de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de MM. Michel Lalande, préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, et Luc-Didier Mazoyer, directeur départemental de la sécurité publique du Nord.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Dépouillement simultané, au sein des commissions des lois des deux assemblées, des scrutins sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean-Raphaël Alventosa aux fonctions de médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 1er août 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Échange de vues.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Maxence Creusat, commissaire de police à la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Eric Bio Farina, commandant militaire de la Présidence de la République.

Nature, efficacité et mise en oeuvre des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Vincent Crase, chef d'escadron dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Yann Drouet, ancien chef de cabinet du préfet de police de Paris.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*commission des lois*) : Demande d'attribution des prérogatives d'une commission d'enquête à la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable pour mener une mission d'information sur la sécurité des ponts - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur sa recevabilité.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Paul Celet, préfet, ancien directeur du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS).

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Michel Besnard, préfet, ancien chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République (GSPR).

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information.

Commission mixte paritaire sur la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Suite de l'examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Sophie Hatt, ancienne cheffe du groupe de sécurité de la présidence de la République, directrice des services actifs de la police nationale, directrice de la coopération internationale au ministère de l'intérieur.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote électronique - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Nomination de rapporteurs.

Organisation des travaux de la commission - Communication.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M.

Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et informations administratives » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen des amendements.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi d'orientation des mobilités - Échanges de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des funérailles républicaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Proposition de loi instituant des funérailles républicaines - Examen des amendements.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions.

Réunion du mardi 18 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des lois*) : Amélioration de l'efficacité des fiches S - Examen du rapport d'information.

Mission de contrôle et de suivi de la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen [n° 219 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 600

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 649 p. 651 p. 653 - **Article 9** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 679 p. 680

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 246 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 799 p. 802 p. 803 p. 805 p. 809

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 263 (2017-2018)]** - (6 février 2018) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Dérogations aux interdictions et restrictions en matière d'affichage publicitaire dans le périmètre et aux abords des sites olympiques et paralympiques*) : p. 971 - **Article 6** (*Consultation du public sur les impacts environnementaux des projets, plans ou programmes nécessaires à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques*) : p. 976 - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 24** (*Compétence de la cour d'appel de Paris pour les litiges sur les constructions et aménagements*) : p. 982

- **Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 288 (2017-2018)]** - (13 février 2018) - **Discussion générale** : p.1453 p.1458 p.1459 p.1459 - **Article 2** (art. 218-3 [nouveau] de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Inscription d'office sur la liste électorale spéciale à la consultation*) : p. 1463 - **Article 3** (*Bureaux de vote « délocalisés »*) : p.1464 - **Article 5** (art. 219 et 221 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Adaptation du droit électoral à la nature du scrutin - Informations transmises aux commissions administratives*) : p.1465 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 3** (*Modalités de remboursement des dépenses de campagne*) : p.1466 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 4** (*Répartition des temps d'antenne - octroi d'une marge de manœuvre plus importante aux acteurs locaux*) : p.1467 - **Article 6** : p.1467

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Spinetta relatif à l'avenir du transport ferroviaire** - (20 février 2018) : p. 1576

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1804 p. 1807 p. 1809 p. 1810 - **Article 1er (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Subordination de la recevabilité d'une demande de fonctionnaire souhaitant cesser définitivement ses fonctions à sa démission préalable de la fonction publique avant son examen par la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1813 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts) : p. 1828 p. 1829

- **Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 300 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1832 p. 1836 p. 1838 p. 1839 p. 1841

- **Rappel au règlement** - (7 mars 2018) : p. 1976 p. 1977 p. 1978

- **Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 318 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1988 p. 1989 - **Article 1er (Supprimé)** (Indicateurs de richesse - Critères étude d'impact) : p. 1991 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 4 et n° 5** (Note de synthèse - Avis du Conseil d'État - Étude d'impact) : p. 1995 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1996

- **Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2006 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2007

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la représentation proportionnelle** - (8 mars 2018) : p. 2072

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce [n° 658 (2015-2016)]** - (8 mars 2018) - **Article 9** (art. 1844-6 du code civil - Création d'une procédure de régularisation de la prorogation d'une société en cas d'omission des formalités de prorogation par les associés) : p. 2086

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier et art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 2300

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Commission mixte paritaire [n° 313 (2017-2018)]** - (15 mars 2018) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2388

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2447 p. 2452 p. 2454 p. 2456 p. 2459 - **Demande de réserve** : p. 2461 - **Article 11** (art. 9 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données relatives aux condamnations pénales, aux infractions ou mesures de sûreté) : p. 2505

- **Suite de la discussion** (21 mars 2018) - **Article 12** (art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques) : p. 2768 p. 2769

p. 2770 - **Article 13** (art. 53 à 63 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 1122-1, L. 1123-7, L. 1124-1 et L. 1461-7 du code de la santé publique - Données de santé) : p. 2777 - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. L. 311-3-1 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 612-3 du code de l'éducation - Décisions prises sur le fondement d'algorithmes) : p. 2789 p. 2791 - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 2335-17 [nouveau], L. 3662-4, L. 5211-35-3 [nouveau], L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation communale et intercommunale pour la protection des données à caractère personnel) : p. 2819 p. 2820 p. 2821 p. 2822 - **Article 19 ter (nouveau)** (art. L. 5111-1 et L. 5111-1-1 du code général des collectivités territoriales - Mutualisation des services fonctionnels des collectivités territoriales et de leurs groupements) : p. 2823 - **Article 20 (supprimé)** (Habilitation à réviser par ordonnance la législation relative à la protection des données personnelles) : p. 2827 p. 2828 - **Article 20 bis (supprimé)** (art. L. 242-20 et L. 224-42-1 à L. 224-42-4 du code de la consommation ; art. 48 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique - Droit à la portabilité des données personnelles et des données non personnelles) : p. 2829 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 44 rectifié sexies** (Accès au répertoire national - Contrôle de l'authenticité des pièces communiquées dans le cadre d'une demande de logement locatif social) : p. 2834

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3070 p. 3075 p. 3084 - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs) : p. 3106 p. 3107 - **Article 3** (art. 222-23 du code pénal - Répression du viol lorsqu'il est commis à l'encontre d'un mineur) : p. 3109 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (Pénalisation de tout acte de pénétration sexuelle commise par un majeur sur mineur) : p. 3114 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3118

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3471 p. 3476 p. 3482 - **Article unique** : p. 3485 p. 3486 p. 3488

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence [n° 334 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3534 p. 3537 p. 3539

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3540 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3578 - **Article 2** (art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision) : p. 3600

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Commission mixte paritaire [n° 248 (2017-2018)]** - (11 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3623

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (11 avril 2018) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 14 rectifié** (Liste de candidats - Conditions de retrait) : p. 3637 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 18**

rectifié (*Remplacement des députés européens - Application du principe de parité*) : p. 3638 p. 3638

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3777 p. 3785 p. 3788 - **Article 1er** (*art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération*) : p. 3789 p. 3790 p. 3793 p. 3795 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié ter** (*Eau et assainissement - Régie unique*) : p. 3805 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 11 et n° 12** (*Transfert automatique des soldes positifs de budgets annexés eau et assainissement aux EPCI au moment du transfert de compétence*) : p. 3811

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Article 1er** (*art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile*) : p. 3895 p. 3902 - **Article 1er quater (nouveau)** (*art. 314-4-1 [nouveau], 314-10 et 314-12 du code pénal - Instauration d'un délit de détournement d'une information économique protégée*) : p. 3958 - **Demande de seconde délibération** : p. 3962

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4109 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 4137 p. 4138

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article unique** : p. 4276 p. 4277

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Intitulé du chapitre III ter - Article 22 ter (nouveau)** (*Renforcement des moyens de contrôle de la délégation parlementaire au renseignement, DPR*) : p. 4492 p. 4493

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Commission mixte paritaire [n° 444 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4518

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (5 juin 2018) : p. 5182 p. 5183

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5208 p. 5211 p. 5219 p. 5220

- **Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs [n° 518 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5548 p. 5549 p. 5551 p. 5552 p. 5553 - **Article 1er** (*art. 23 bis du Règlement - Ajustement du mécanisme de retenue financière en cas d'absences répétées à la suite de la suppression de l'indemnité représentative de frais de mandat*) : p. 5557 p. 5558 p. 5559 - **Article 4** (*art. 91 ter [nouveau] du Règlement - Prévention des conflits d'intérêts et déport résultant d'un conflit d'intérêts*) : p. 5560 - **Article 6** (*art. 91 quinquies [nouveau] du Règlement - Obligation de déclarer au Bureau du Sénat les invitations, cadeaux, dons et avantages en nature*) : p. 5560 - **Article 7** (*art. 91 sexies [nouveau] du Règlement - Mission et composition du comité de déontologie parlementaire*) : p. 5561 - **Article 8** (*art. 91 septies [nouveau] du Règlement - Procédures de saisine du comité de déontologie parlementaire par le Bureau du Sénat ou par tout sénateur et publicité des avis du comité*) : p. 5561 - **Article 9** (*art. 94, 99 [abrogé], 99 bis [abrogé] et 99 ter du Règlement - Actualisation*

des sanctions disciplinaires en cas de manquement déontologique) : p. 5562

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5708 p. 5709 p. 5712 p. 5713 - **Question préalable** : p. 5715 p. 5716 - **Discussion générale** : p. 5730 p. 5731 p. 5733 p. 5736 - **Article 9** (*art. L. 5211-17-1 à L. 5211-17-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Exercice territorialisé des compétences intercommunales*) : p. 5743 - **Article 10** (*art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement*) : p. 5749 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 41 et n° 52** (*Présence de parlementaires dans les commissions départementales de coopération intercommunales*) : p. 5756

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Article 24** (*art. L. 422-8 et L. 423-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Droit de timbre en matière d'autorisations d'urbanisme*) : p. 5830

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6227 - **Article 3** (*art. L. 723-5, L. 752-1 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réunification familiale des personnes protégées - Protection des mineurs contre les risques de mutilation sexuelle*) : p. 6259 p. 6260 - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6282 p. 6283

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) : p. 6312 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 412 rectifié ter** (*Persécutions liées au genre*) : p. 6338 p. 6339 - **Article 6** (*art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile*) : p. 6345 p. 6348 - **Article 6 bis A (nouveau)** (*art. L. 743-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décision définitive de rejet de la demande d'asile valant obligation de quitter le territoire français*) : p. 6362 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 351 rectifié** (*Demande d'asile par une personne inscrite dans la base EURODAC hors de France - Abandon du délai de cinq mois*) : p. 6367 - **Article 7 bis (supprimé)** (*art. L. 742-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accroissement de sept à quinze jours du délai de recours contre une décision de transfert vers un autre État européen au titre du règlement « Dublin III »*) : p. 6380

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (*art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile*) : p. 6427 p. 6457 p. 6458 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis** (*Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions*) : p. 6463 p. 6467 p. 6468 - **Article additionnel après l'article 10 AA - Amendement n° 29 rectifié ter** (*Bénéficiaire de l'aide médicale d'urgence - Absence de droit à réduction tarifaire dans les transports - Décorrélation*) : p. 6479 - **Article 10 bis (nouveau)** (*art. L. 222-5 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai d'appel et maintien à la disposition de la justice en zone d'attente*) : p. 6485 - **Organisation des travaux** : p. 6485 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 24 rectifié bis** (*Mineur non accompagné - Maintien en zone d'attente - Impossibilité*) : p. 6488 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (*Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction*) : p. 6493 p. 6494

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 6535 - **Article 11 A (nouveau)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditionnalité de la délivrance des visas de long séjour) : p. 6542 - **Article 15 ter (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction du placement en rétention des mineurs isolés) : p. 6560 p. 6562 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Encadrement du placement en rétention des mineurs accompagnant leur famille) : p. 6565 p. 6567 - **Article 16** (art. L. 512-1, L. 551-1, L. 551-2, L. 552-1, L. 552-3 à L. 552-7 et L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités et régime juridique de la rétention administrative) : p. 6570 p. 6574 p. 6581 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 571-4 et L. 777-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Exécution des mesures d'éloignement prononcées pour des motifs de menace grave à l'ordre public à l'encontre de demandeurs d'asile) : p. 6590 - **Article 19 ter (supprimé)** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers) : p. 6607 - **Article additionnel après l'article 19 quater - Amendement n° 108 rectifié** (Interdiction du recours aux tests osseux pour la détermination de l'âge) : p. 6611 - **Article 22** (art. L. 313-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire pour les jeunes au pair) : p. 6624 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 100 rectifié** (Attribution d'une tutelle à tout mineur non accompagné) : p. 6638

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7405

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9085 p. 9089 p. 9090 p. 9096 p. 9098 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 18 rectifié** (Caractère transversal et obligatoire de la politique de lutte contre les violences sexistes et sexuelles) : p. 9103 - **Article 1er A (nouveau) et rapport annexé** (Approbation des orientations de la politique de lutte contre les violences sexuelles et sexistes présentées dans le rapport annexé au projet de loi) : p. 9106 p. 9107 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 55 rectifié bis** (Offre d'hébergement dédiée aux femmes victimes de violences - Augmentation) : p. 9109 p. 9110 - **Article 1er** (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs) : p. 9114 p. 9117 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9128 p. 9129 p. 9130 p. 9135 p. 9137 p. 9138 p. 9139 p. 9148

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 17 rectifié** (Mise en place d'une chambre spécialisée dans le jugement des infractions sexuelles - Rapport au Parlement) : p. 9180 - **Article additionnel après l'article 2 bis C - Amendements n° 2 rectifié quater et n° 14 rectifié bis** (Protection des professionnels soumis à une obligation de signalement) : p. 9184 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 40 rectifié** (Interdiction des punitions et châtements corporels) : p. 9196 p. 9197 - **Article 4** (art. 131-3, 131-5-1, 225-4-11, 225-19 du code pénal ; art. 41-2 du code de procédure pénale - Répression de l'outrage sexiste) : p. 9219 p. 9220 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié bis, n° 7 rectifié sexies, n° 81 rectifié bis, n° 93**

rectifié et n° 108 rectifié bis (Aide sociale à l'enfance - Repérage et orientation des mineurs victimes ou menacées de mutilations sexuelles) : p. 9226 - **Article 4 quater** (Évaluation de la loi et annexe budgétaire) : p. 9236 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9239

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral) : p. 10932 - **Article 12 sexies** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles, forestières, et les cultures marines du littoral) : p. 10944 p. 10948

- **Attribution à une commission des prérogatives d'une commission d'enquête** - (23 juillet 2018) : p. 11360 p. 11362

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 623 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 629 (2017-2018)** : p. 13101 - **Question préalable** : p. 13116

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 629 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 623 (2017-2018)**.

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Nouvelle lecture [n° 676 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13125 p. 13127 p. 13130 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien du caractère optionnel du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13132

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Nouvelle lecture [n° 697 (2017-2018)]** - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13259 - **Question préalable** : p. 13260

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13446 p. 13452 p. 13454 p. 13456 p. 13457 - **Article 1er** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022) : p. 13459 p. 13461 - **Rapport annexé** : p. 13480

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 15** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour unifier et harmoniser les procédures au fond à bref délai devant les juridictions judiciaires) : p. 13541 - **Article 18** (art. 373-2, 373-2-6 et 373-2-10 du code civil - Renforcement de l'efficacité des décisions prises en matière d'exercice de l'autorité parentale) : p. 13545 p. 13546 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 230** (Victimes d'acte de terrorisme - Simplification du parcours procédural) : p. 13580 p. 13581 p. 13582 p. 13583 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 13586 - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 13610

- **Président - Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 105 rectifié bis** (Légitime défense - Prise en compte de l'état de la victime au moment de la riposte) : p. 13619 - **Article additionnel après l'article 33** -

Amendement n° 106 rectifié bis (*Légitime défense - Cas de présomption de légitime défense*) : p. 13620 p. 13621

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 35** (art. 81, 97, 142-6, 142-7 et 706-71 du code de procédure pénale et art. 51-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Mesures diverses de simplification du déroulement de l'instruction) : p. 13638 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 184** (*Parquet national antiterroriste - Création*) : p. 13689 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 365** (*Lutte contre le terrorisme - Organisation judiciaire - Amélioration*) : p. 13690 p. 13691 p. 13692 p. 13693 - **Article 43** (art. 131-3, 131-5-1, 131-6, 131-7 [abrogé], 131-8, 131-9, 131-16, 131-35-1 et 131-35-2 [abrogés], 131-36, 221-8, 222-44, 222-45, 224-9, 225-19, 225-20, 227-32 [abrogé], 311-14, 312-13, 321-9, 322-15 du code pénal ; l'art. 32 et l'art. 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Échelle des peines correctionnelles) : p. 13702 p. 13703

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 58 rectifié bis** (*Etat de récidive légale*) : p. 13839 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 57 rectifié bis et 72 rectifié bis** (*Révocation du sursis - Limitation*) : p. 13841 - **Article 51** (art. 100 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Allègement des procédures en matière de construction des établissements pénitentiaires et report du moratoire sur l'encellulement individuel) : p. 13892

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 75 rectifié bis** (*Aide juridictionnelle - Auteurs d'actes terroristes - Suppression*) : p. 13959 - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) : p. 13961 - **Intitulé du projet de loi** : p. 13987

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions** [n° 12 (2018-2019)] - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019)**.

- **Question orale sans débat sur le stationnement des personnes handicapées dans les hôpitaux** - (23 octobre 2018) : p. 14042 p. 14043

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice** [n° 13 (2018-2019)] (suite) - (23 octobre 2018) - **Explications de vote communes** : p. 14054 p. 14057 p. 14058

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs** [n° 52 (2018-2019)] - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14063 p. 14066 - **Article 3** (art. L. 211-4-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier répertoriant les mesures d'interdiction administrative et judiciaire de manifester) : p. 14080 p. 14081

- **Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux**

d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] - (30 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14801 p. 14805

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture** [n° 30 (2018-2019)] - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 29 (2018-2019)** : p. 14874 p. 14884 p. 14885 - **Question préalable** : p. 14885 p. 14888

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture** [n° 29 (2018-2019)] - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 30 (2018-2019)**. - (6 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 14889

- **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs** [n° 744 (2017-2018)] - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16562 p. 16566 p. 16567 p. 16568 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié** (*Suppléants de députés ou de sénateurs - Cumul de mandats - Règles d'incompatibilité - Aménagement*) : p. 16573

- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par les professionnels équins** - (4 décembre 2018) : p. 17804

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17965 p. 17966 p. 17967 - **Article 81** (*Soutien à l'investissement local*) : p. 18011

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires** [n° 180 (2018-2019)] - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18558 p. 18559 - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Installation d'une commission permanente dans les plus grandes communes nouvelles*) : p. 18563 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18578

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outremer - Deuxième lecture** [n° 200 (2018-2019)] - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21581 p. 21584

BASCHER (Jérôme)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 16 janvier 2018.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 15 janvier 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République du 11 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant transposition de la directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2018 (19 novembre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 376 (2017-2018)] renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 446 (2017-2018)] (18 avril 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Pouvoirs publics [n° 147 tome 3 annexe 22 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la société anonyme Bpifrance.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine de Kersauson, Présidente de la 2ème Chambre de la Cour des Comptes, sur la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des finances*) : Les nouveaux usages et la régulation des chaînes de blocs (blockchain) - Audition.

Les risques et enjeux liés à l'essor des monnaies virtuelles - Audition.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Heyer, préalable à sa nomination au Haut Conseil des finances publiques par le Président de la commission des finances du Sénat.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Éric Heyer, préalable à sa nomination au Haut Conseil des finances publiques par le Président de la commission des finances du Sénat (voir à la rubrique de la commission des finances).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Audition.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des finances*) : Impacts de la montée en charge de la contribution climat énergie (« taxe carbone ») - Audition conjointe de M. Alain Quinet, inspecteur général des finances et président de la commission sur la valeur tutélaire du carbone, M. Benjamin Delozier, sous-directeur des politiques sectorielles à la direction générale du Trésor et M. Kurt Van Dender, chef du service de la fiscalité environnementale à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) - Communication.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen des amendements de séance.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Luc Rouban, sociologue, directeur de recherche au CNRS-Cevipof.

Audition de M. Pierre Delvolvé, professeur émérite de l'université de Paris II, membre de l'Institut.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition commune avec Mme Ghislaine Ottenheimer, rédactrice en chef de Challenges, et MM. Vincent Jauvert, journaliste à l'Obs, auteur de Les Intouchables d'État, bienvenue en Macronie (Robert Laffont, 2018) et Laurent Mauduit, journaliste à Mediapart.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean Gicquel, professeur des universités.

Audition de M. Stéphane Braconnier, professeur des universités.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Augustin de Romanet de Beaune, Président-directeur général du groupe ADP.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maïté Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Marc El Nouchi, président de la commission des infractions fiscales.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des

centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Travail et emploi » et du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition commune de Mme Manon Aubry, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France, de MM. Lionel Bretonnet, administrateur d'Anticor, et Jacques FABRE, membre du bureau de Transparency international France, et de Mme Lison Rehinder, chargée de plaidoyer financement du développement au Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre solidaire.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP), sur le rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Examen du rapport.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Bruno Bézard, managing partner du fonds d'investissement Cathay capital private equity.

Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Maisons de l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réseau de l'enseignement français à l'étranger - Communication.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes, Éric Morvan, directeur général de la police nationale et Christian Rodriguez, major général de la gendarmerie nationale, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les équipements de la police et de la gendarmerie (acquisition et utilisation).

Audition de Mme Véronique Bédague-Hamilius, MM. Ross McInnes et Frédéric Mion, co-présidents du Comité action Publique 2022.

Réunion du mardi 2 octobre 2018 (*commission des finances*) : Rapport relatif aux taxes affectées, transmis en application de l'article L.331-3 du code des juridictions financières - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Répartition et utilisation des aides à la pierre - Communication.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Examen du projet de rapport.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la lutte contre la fraude.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Engagements financiers de l'État » (et article 77) ; compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Investissements d'avenir » (et communication sur son contrôle budgétaire sur les avances remboursables dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Enjeux budgétaires et fiscaux de la transition énergétique et écologique - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » (et article 72) et CCF « Prêts à des États étrangers » - Compte rendu de déplacement dans le cadre du contrôle budgétaire sur le système multilatéral de l'aide publique au développement - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Culture » et article 74 bis (et communication sur le contrôle budgétaire sur la gestion déconcentrée des crédits du ministère) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Travail et emploi » (et article 84) et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen de l'article 19, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 75 à 76 quinquies) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) », « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 78 et 78 bis) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du vendredi 30 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Économie » (et articles 76 sexies et septies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et l'article 85), « Remboursements et dégrèvements », « Engagements financiers de l'État » (et articles 77 à 77 ter) et les comptes d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce », « Participations financières de l'État », et les comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », les missions « Investissements d'avenir », « Cohésion des territoires » (et articles 74 à 74 sexies) et « Administration générale et territoriale de l'État » (et l'article 71 quater) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen d'amendements du Gouvernement sur les articles appelés en seconde délibération.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 50

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017**

d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)] - (24 janvier 2018) - **Article 4** (*art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - Adaptation du cadre juridique du comité social et économique*) : p. 222

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse de la CSG** - (15 février 2018) : p. 1536

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (21 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 5 rectifié septies et n° 74** (*Mise en œuvre d'une technique de recueil de renseignement - Garanties en matière de transfert des renseignements*) : p. 2817 - **Article 19 bis (nouveau)** (*art. L. 2335-17 [nouveau], L. 3662-4, L. 5211-35-3 [nouveau], L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation communale et intercommunale pour la protection des données à caractère personnel*) : p. 2820 p. 2822

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur [n° 349 (2017-2018)]** - (22 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3049 - **Article 1er ter A (nouveau)** (*art. L. 522-7-2 [nouveau] du code monétaire et financier - Obligation d'assurance et d'immatriculation pour les prestataires et établissements qui initient des ordres ou permettent d'accéder aux données concernant des comptes et produits autres que les comptes de paiement*) : p. 3053

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (29 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3265 p. 3267

- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4280 p. 4293 - **Article 1er** (*Livre des procédures fiscales - Modification*) : p. 4294 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement 1** (*Autorité judiciaire - Engagement de poursuite sans autorisation préalable de l'administration*) : p. 4294 - **Article 2** : p. 4297 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4298

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le communautarisme et le respect de la laïcité** - (24 mai 2018) : p. 4639

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4964

- **Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs [n° 518 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5555

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (22 juin 2018) - **Article 19 ter (supprimé)** (*art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers*) : p. 6604 p. 6605 p. 6607 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 100 rectifié** (*Attribution d'une tutelle à tout mineur non accompagné*) : p. 6638

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8843 p. 8844 - **Article 6** (*art. 1653 G et 1729 A bis [nouveaux] du code général des impôts - Publication des sanctions administratives appliquées aux personnes morales à raison de*

manquements fiscaux d'une particulière gravité) : p. 8884 - **Article 11** (art. 238-0 A, 39 terdecies, 125-0 A, 182 A bis, 182 A ter, 182 B, 244 bis, 244 bis B, 39 duodecies, 119 bis, 125 A, 145, 150 ter, 187, 163 quinquies C, 163 quinquies C bis, 219, 792-0 bis du code général des impôts, et art. L. 62 A du livre des procédures fiscales - *Élargissement de la liste des États et territoires non coopératifs*) : p. 8911 - **Article 13 (nouveau)** (art. L. 141 B [nouveau], L. 228, L. 228 A et L. 232 du livre des procédures fiscales, article 1er de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 - *Conditions du dépôt des plaintes pour fraude fiscale par l'administration*) : p. 8927 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8930

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (5 juillet 2018) - **Article 4** (art. 131-3, 131-5-1, 225-4-11, 225-19 du code pénal ; art. 41-2 du code de procédure pénale - *Répression de l'outrage sexiste*) : p. 9218 p. 9219 p. 9220 p. 9221

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9694 p. 9695

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Article 63 (supprimé)** (art. 51 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - *Réforme de la disponibilité des fonctionnaires d'État*) : p. 9953 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9967

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - *Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement*) : p. 10824

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (I)** - (19 juillet 2018) : p. 11049

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendement n° 460 rectifié bis** (*Abrogation de l'art. L. 2252-2 du code général des collectivités territoriales*) : p. 11351 - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - *Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions*) : p. 11363 p. 11376 p. 11382 p. 11390 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 44 rectifié** (*Loi SRU - Objectifs de construction de logements sociaux - Choix du type des logements*) : p. 11400 - **Article 46 bis B (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation - *Calendrier d'application de la loi SRU*) : p. 11407

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13423

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 57 rectifié bis et 72 rectifié bis** (*Révocation du sursis - Limitation*) : p. 13841

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Article 4** (art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - *Délit de dissimulation du visage dans une manifestation*) : p. 14082 p. 14083

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2018) - **Article additionnel avant l'article 44 - Amendement n° 93** (*Âge minimum légal de départ à la retraite - Relèvement progressif*) : p. 15704

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15761 - **Article 2** (art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - *Ajustement des recettes du compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique »*) : p. 15766

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (*Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux*) : p. 16707 p. 16708 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-812** (*Covoiturage - Aides patronales - Exonération fiscale*) : p. 16712

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (*Contribution climat énergie*) - *Gaz issus de la biomasse - Exemption*) : p. 16751 p. 16756 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - *Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16777 p. 16786 p. 16787 p. 16788 p. 16791 p. 16796 p. 16799 - **Article 18 quinquies (nouveau) (priorité)** (art. 39 decies C [nouveau] du code général des impôts - *Création d'un dispositif d'amortissement fiscal pour les investissements réalisés par les armateurs dans des navires ou des équipements répondant à des enjeux de transition écologique*) : p. 16818 p. 16819 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-536 rectifié, n° I-600, n° I-635, n° I-816, n° I-875 et n° I-1001** (*Opérations d'« arbitrage de dividendes »*) : p. 16868

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tweet du ministre de l'action et des comptes publics** - (27 novembre 2018) : p. 16895 p. 16896

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-433 rectifié et n° I-745** (*Prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - Rectification*) : p. 17260

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17369 - **Rappel au règlement** : p. 17371

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17378 p. 17381 p. 17390

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17409 - **Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - État D** : p. 17413 p. 17414 p. 17416

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17425

- **Rappel au règlement** - (1er décembre 2018) : p. 17555

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2018) : p. 17758 p. 17761 - **État B** : p. 17775 - **Article 78** (*Renforcement de la mobilité étudiante*) : p. 17782

- **Question orale sans débat sur la carte hospitalière et médico-sociale dans l'Oise** - (4 décembre 2018) : p. 17802 p. 17803

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2018) - **État B** : p. 17847

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17869

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 81 ter - Amendement n° II-25 rectifié ter** (*Collectivité territoriale - Maître d'ouvrage d'une opération d'investissement - Participation minimale au financement*) : p. 18199

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (7 décembre 2018) - **Article 47** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) : p. 18217

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 51** (*art. 167 bis du code général des impôts - Imposition des plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux en cas de transfert du domicile fiscal hors de France*) : p. 18227

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article 52** (*art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 995 et 1001 du code général des impôts - Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurances (TSCA) sur la garantie décès des contrats d'assurance emprunteur*) : p. 18258 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-897 rectifié** (*Fonds national de garantie individuelle des ressources - Taux de contribution des communes - Modulation*) : p. 18352 - **Article 56 bis (nouveau)** (*art. L. 2333-34, L. 2333-34-1 [nouveau], L. 2333-35 et L. 2333-38 du code général des collectivités territoriales - Aménagements à la taxe de séjour*) : p. 18358 p. 18363 p. 18365 - **Article 56 ter (nouveau)** (*art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris*) : p. 18371 - **Article additionnel après l'article 56 ter - Amendement n° II-113 rectifié bis** (*Date limite de vote de la taxe GEMAPI*) : p. 18376

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 57 - amendement n° II-243 rectifié** (*Cartes grises - Fiscalité - Base taxable*) : p. 18420 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-683 rectifié** (*Prêts étudiants - Intérêts - Suppression*) : p. 18427

- **Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]** - (19 décembre 2018) - **Question préalable** : p. 21629

BAZIN (Arnaud)
sénateur (Val-d'Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 25 juin 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompier volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 460 (2017-2018)] portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 543 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Aide alimentaire : un dispositif vital, un financement menacé ? Un modèle associatif fondé sur le bénévolat à préserver [n° 34 (2018-2019)] (10 octobre 2018) - **Budget - Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 147 tome 3 annexe 29 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine de Kersauson, Présidente de la 2ème Chambre de la Cour des Comptes, sur la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des finances*) : Rapport du Conseil des prélèvements obligatoires relatif aux prélèvements obligatoires sur le capital des ménages - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017, portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017, portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Guillaume Boudy, secrétaire général pour l'investissement.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Thierry Dallard, candidat pressenti pour exercer les fonctions de Président du directoire de l'établissement public Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022 - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modernisation de la navigation aérienne - Communication de M. Vincent Capo-Canellas.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Maisons de l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des finances*) : Déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission au Canada du 29 avril au 5 mai 2018 - Compte rendu.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de Mme Véronique Bédague-Hamilius, MM. Ross McInnes et Frédéric Mion, co-présidents du Comité action Publique 2022.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif aux projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mardi 2 octobre 2018 (*commission des finances*) : Rapport relatif aux taxes affectées, transmis en application de l'article L.331-3 du code des juridictions financières - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement de l'aide alimentaire - Communication.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 37) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » ; communication sur le contrôle budgétaire sur le coût des programmes de France Télévisions - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » et CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et article 85) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 82 et 83) - Examen du rapport spécial.

(CS transformation entreprises) : Table ronde consacrée aux privatisations réunissant MM. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, Emmanuel de Rohan Chabot, président de l'association française des jeux en ligne (FJEL), François Ecalte, président de FIPECO et Yves Crozet, économiste des transports.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Travail et emploi » (et article 84) et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen de l'article 19, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 78 et 78 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et aux articles 82 à 83 quater), « Santé » (et aux articles 81 quater et 81 quinquies), « Gestion des finances publiques et ressources humaines » (et aux articles 77 bis et 77 ter), « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (et aux articles 84 ter et 84 quater), « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions », « Immigration, asile et intégration » (et à l'article 77 quater) et « Sécurités » et le compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen d'amendements du Gouvernement sur les articles appelés en seconde délibération.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 72 p. 73

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (*Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts*) : p. 1829

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation d'Aéroports de Paris** - (13 mars 2018) : p. 2200

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Article unique** : p. 3483

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4226

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 21 ter (nouveau)** (*art. L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales - Élection du maire et de ses adjoints par un conseil municipal incomplet*) : p. 5824

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5839 p. 5840

- **Suite de la discussion** (14 juin 2018) - **Article 3 (supprimé)** (*art. 278-0 bis A, 278 sexies A, 279-0 bis, et 199 novovicies du code général des impôts - Allègement de la fiscalité sur les logements dans les périmètres des conventions OSER*) : p. 5997 p. 5999

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 1er (supprimé)** (*art. 3 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Obligation pour les associations ayant une activité culturelle de se constituer sous le régime de la loi du 9 décembre 1905*) : p. 6012

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 10 rectifié bis, n° 8 rectifié bis, n° 7 rectifié bis, n° 9 rectifié bis, n° 6 rectifié bis et n° 11 rectifié bis** (*Locations saisonnières - Micro-entrepreneurs - Abattement d'impôt; Rénovation de logement ancien - Crédit d'impôt; intérêts des prêts contractés pour l'acquisition d'un logement - Crédit d'impôt; Bailleurs sociaux - Rénovation d'immeubles anciens - Crédit d'impôt; Acquisition d'immeubles anciens - Exonération de droits de mutations à titre onéreux (DMTO); Location de résidence principale - Limitation à six mois*) : p. 6031 - **Article 9** (*section II du chapitre IV du titre Ier de la première partie du livre Ier du code général des impôts - Accompagnement de la modernisation des artisans et commerçants de détail - Crédit d'impôt formation au commerce numérique*) : p. 6048 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 12 rectifié bis** (*Micro-entrepreneurs - Exonérations de cotisation foncière des entreprises, CFE*) : p. 6050 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 41** (*Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Exonération de cotisations sociales aux entreprises*) : p. 6053 - **Article 26** (*section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Institution d'une contribution pour la lutte contre l'artificialisation des terres*) : p. 6066 p. 6067 p. 6068 - **Article 27** (*section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER »*) : p. 6070 p. 6071 p. 6074 - **Article 28** (*art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Exonération et modulation de la taxe sur les surfaces commerciales dans les territoires signataires d'une convention « OSER »*) : p. 6076 - **Article 29 (supprimé)** (*art. L. 225-102-1 du code de commerce - Renforcer les SIIC face aux risques spéculatifs et les encourager à investir dans les centres-villes*) : p. 6077

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (28 juin 2018) - **Article 11** (*art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L. 230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique*) : p. 7600 p. 7611 p. 7613

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 undecies** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Divers objectifs de la politique agricole) : p. 7711 p. 7714 - **Article 11 septdecies** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 230-3 du code rural et de la pêche maritime - Recentrage des missions de l'Observatoire de l'alimentation sur le suivi de la qualité nutritionnelle des produits) : p. 7744 - **Article additionnel après l'article 11 septdecies** - **Amendement n° 593 rectifié** (Rapport sur la généralisation du Nutri-score au niveau européen) : p. 7750 - **Article 13** (Texte non modifié par la commission) (art. 2-13 du code de procédure pénale et L. 215-11 du code rural et de la pêche maritime - Bien-être animal) : p. 7772 - **Article additionnel après l'article 13** - **Amendements n° 208 rectifié bis, n° 513 rectifié et n° 113 rectifié sexies** (Limitation du temps de transport des animaux vivants pour les transports se déroulant exclusivement sur le territoire français) : p. 7776 - **Article additionnel après l'article 13** - **Amendement n° 212 rectifié** (Interdiction de la castration à vif des porcelets) : p. 7780 - **Article 13 bis A** (art. L. 214-11 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de construction ou de réaménagement de tout bâtiment d'élevage de poules pondeuses en cage) : p. 7782 - **Article additionnel après l'article 13 bis A** - **Amendements n° 112 rectifié septies, n° 426 rectifié septies et n° 204 rectifié** (Interdiction de l'élevage en cage des lapins) : p. 7785 - **Article 13 quater A** (Texte non modifié par la commission) (Expérimentation de la vidéosurveillance dans les abattoirs) : p. 7790 p. 7791 - **Article 13 quinquies** (Texte non modifié par la commission) (Possibilité de mettre en place, à titre expérimental, des abattoirs mobiles) : p. 7793 - **Article additionnel après l'article 13 quinquies** - **Amendement n° 501 rectifié** (Obligation d'information et de consultation régulière sur les services d'abattage d'urgence existants) : p. 7796

- **Question orale sans débat sur l'affaissement du viaduc de Genevilliers** - (3 juillet 2018) : p. 8824 p. 8825

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 4** - **Amendements n° 6 rectifié bis, n° 7 rectifié sexies, n° 81 rectifié bis, n° 93 rectifié et n° 108 rectifié bis** (Aide sociale à l'enfance - Repérage et orientation des mineures victimes ou menacées de mutilations sexuelles) : p. 9226

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et le lien avec le territoire** - (19 juillet 2018) : p. 11051 p. 11052

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 21 bis C (supprimé)** - **Amendement n° 717 rectifié ter** (Diagnostic technique "assainissement" - Immeubles raccordés au réseau public de collecte) : p. 11095 - **Article 23 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 511-7 du code de la consommation ; art. L. 241-8 et L. 271-1 du code de la construction et de l'habitation - Extension des pouvoirs des enquêteurs de la DGCCRF et renforcement des sanctions pour non-respect des règles applicables aux contrats de construction de maison individuelle) : p. 11108 - **Article 24** (art. L. 421-9, L. 442-14, L. 480-13, L. 600-1-1, L. 600-1-2, L. 600-3, L. 600-5, L. 600-5-1, L. 600-5-2 [nouveau], L. 600-6, L. 600-7, L. 600-8, L. 600-12, L. 600-12-1 [nouveau], L. 600-13 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses visant à réformer le contentieux de l'urbanisme) : p. 11111 p. 11112 - **Article additionnel après l'article 24** - **Amendement n° 25 rectifié ter** (Suspension du paiement de la taxe d'aménagement par tout titulaire d'une autorisation d'urbanisme contestée devant la juridiction administrative) : p. 11115

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11377

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (II)** - (24 juillet 2018) : p. 11519

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Article 1er** (art. L. 821-1 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration du plafond de cumul de l'AAH et de la rémunération garantie en Esat lorsque le bénéficiaire est en couple) : p. 14701

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article 2** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France télécom - Extension de la mission d'aménagement du territoire de La Poste) : p. 16545

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2** - **Amendement n° I-832** (Maires des communes de moins de 2000 habitants - Indemnité de fonction - Exonération fiscale) : p. 16704 - **Article additionnel après l'article 2** - **Amendement n° I-437 rectifié bis** (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux) : p. 16707

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16803

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre Ier du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 17006

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 22 bis** - **Amendement n° I-75** (Aliments préparés destinés aux animaux domestiques - Taux réduit de TVA) : p. 17232 - **Article 27** (art. L. 522.19 [nouveau] et L. 542-6 du code de l'action sociale et des familles, 4 et 52 de la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité, 7 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, art. L. 3334-16-2, L. 3335-3, L. 4425-23 du code général des collectivités territoriales, section 3 ter [nouvelle] du chapitre IV du titre III du livre III de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, 46 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, 59 de la loi

n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) en Guyane et à Mayotte) : p. 17277

- **Question orale sans débat sur le rôle de la France dans la lutte contre le braconnage des éléphants d'Afrique** - (4 décembre 2018) : p. 17816

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-583** (Ressources du Fonds de solidarité pour les départements de la région Île-de-France (FSDRIF) - Augmentation) : p. 17978 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendements n° II-614 rectifié et n° II-645** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France (FSDRIF) - Augmentation) : p. 17979 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France - Création d'une seconde enveloppe) : p. 17981

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) : p. 18050 - **État B** : p. 18060 p. 18061 p. 18064 p. 18065 p. 18067 p. 18068 p. 18069 - **Article 83** (art. L. 821-1-1, L. 821-1-1-2, L. 821-4, L. 821-5, L. 821-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 241-6, L. 244-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 35-1, 35-2 de l'ordonnance

n°2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Simplification des compléments à l'allocation aux adultes handicapés) : p. 18071 - **Article additionnel après l'article 83 - Amendement n° II-758** (Lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Outrage sexiste - Amende) : p. 18073 - **Article additionnel après l'article 83 - Amendement n° II-87 rectifié** (Groupements d'intérêt public maison départementale des personnes handicapées - Taxes sur les salaires - Exonération) : p. 18074 - **Article 83 ter (nouveau)** (art. L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles - Expérimentation d'un nouveau mode de délivrance du RSA en Guyane, Saint-Martin et Mayotte) : p. 18076 p. 18077 - **Article 83 quater (nouveau)** (art. L. 842-8 du code de la sécurité sociale - Rétablissement de la prise en compte des rentes AT-MP) : p. 18077 - **Article additionnel après l'article 83 quater - Amendement n° II-407 rectifié ter** (Période de mise en situation en milieu professionnel - Financements des organismes qui accompagnent le bénéficiaire - Sécurisation) : p. 18078

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-191 rectifié et n° II-347 rectifié bis** (Acquisition de logements par les organismes d'HLM - Exonération fiscale) : p. 18339 - **Article 56 ter (nouveau)** (art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris) : p. 18369 p. 18370 - **Article additionnel après l'article 56 ter - Amendement n° II-113 rectifié bis** (Date limite de vote de la taxe GEMAPI) : p. 18376

de BELENET (Arnaud)
sénateur (Seine-et-Marne)
LaREM

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'action et des comptes publics et du secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics le 4 octobre 2018.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure le 17 janvier 2018 ; puis vice-président du 30 janvier 2018 au 30 juin 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (22 février 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (10 juillet 2018).

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes le 17 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 23 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Échange de vues, nomination de rapporteurs et demande d'octroi à la commission des lois, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des lois*) : Amélioration de l'efficacité des fiches S - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 43

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 68 p. 71

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen** [n° 219 (2017-2018)] - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 572

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Deuxième lecture** [n° 248 (2017-2018)] - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 833

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants** [n° 242 (2017-2018)] - (8 février 2018) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur) : p. 1139

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles** [n° 351 (2017-2018)] - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2453 p. 2454 - **Article 6** (art. 45, 46, 47 et 48 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; article 226-16 du code pénal - Mesures correctrices et sanctions) : p. 2483 - **Article 11** (art. 9 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données relatives aux condamnations pénales, aux infractions ou mesures de sûreté) : p. 2503

- **Suite de la discussion** (21 mars 2018) - **Article 12** (art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques) : p. 2765 p. 2768 p. 2770 - **Article 13** (art. 53 à 63 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 1122-1, L. 1123-7, L. 1124-1 et L. 1461-7 du code de la santé publique - Données de santé) : p. 2775 - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. L. 311-3-1 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 612-3 du code de l'éducation - Décisions prises sur le fondement d'algorithmes) : p. 2789 - **Article 19 bis** (nouveau) (art. L. 2335-17 [nouveau], L. 3662-4, L. 5211-35-3 [nouveau], L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation communale et intercommunale pour la protection des données à caractère personnel) : p. 2822

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles** [n° 373 (2017-2018)] - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3075 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (Pénalisation de tout acte de pénétration sexuelle commise par un majeur sur mineur) : p. 3113 - **Article 4** (paragraphe 3 du chapitre II du titre II du livre II et art. 222-31-1 du code pénal - Extension de la surqualification pénale d'inceste) : p. 3115

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Commission mixte paritaire** [n° 248 (2017-2018)] - (11 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3621

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes** [n° 422 (2017-2018)] - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3779 p. 3780 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communauté de communes et des communautés d'agglomération) : p. 3798 - **Article 2** (art. L. 5214-16,

L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Sécabilité de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » et suppression de l'inclusion des « eaux de ruissellement urbaines » au sein de la compétence « assainissement » pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération) : p. 3813

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Article 1er** (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) : p. 3914

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4107 p. 4108 - **Article 10 bis** (art. 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Incitation au chiffrement pour remplir l'obligation de sécurité à laquelle sont tenus les responsables de traitement de données personnelles) : p. 4131 - **Article 11** (art. 9 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données relatives aux condamnations pénales, aux infractions ou mesures de sûreté) : p. 4132

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5208 p. 5209

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Question préalable** : p. 5714 p. 5715 - **Discussion générale** : p. 5731 p. 5732 - **Article 1er** (Agence nationale pour la cohésion des territoires - Missions et statut) : p. 5738 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 238, L. 255-2 à 255-4 [abrogés] et L. 429 du code électoral - Suppression de l'obligation de déclaration des candidatures aux élections municipales dans les communes de moins de 1 000 habitants) : p. 5759 - **Article 20 ter (nouveau)** (art. L. 1621-3 et L. 2123-12-1 du code général des collectivités territoriales - Droit à la formation des élus locaux) : p. 5773 - **Article 20 quater (nouveau)** (art. L. 3313-1 et L. 4313-1 du code général des collectivités territoriales - Publicité de l'état récapitulatif des subventions attribuées par les départements et les régions) : p. 5774

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5802

- **Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 536 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5809

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 5211-4-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Participation des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à des groupements de commandes) : p. 5822 - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales - Élection du maire et de ses adjoints par un conseil municipal incomplet) : p. 5823

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction) : p. 6489 p. 6490

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9090 - **Article 1er** (art. 7 et 9-1 du

code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs) : p. 9119 p. 9120 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié bis** (Régime dérogatoire de prescription pour les victimes mineures) : p. 9121 - **Rappel au règlement** : p. 9150 p. 9151 p. 9152

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 106 rectifié** (Prostitution - Définition) : p. 9176 - **Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3 du code de l'action sociale et des familles - Sensibilisation et prévention des violences sexuelles) : p. 9180 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 40 rectifié** (Interdiction des punitions et châtiments corporels) : p. 9197

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration** - (5 juillet 2018) : p. 9199

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)] (suite)** - (5 juillet 2018) - **Article 3** (art. 222-33 et 222-33-2-2 du code pénal ; art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Répression du harcèlement sexuel et moral) : p. 9211 - **Article 4** (art. 131-3, 131-5-1, 225-4-11, 225-19 du code pénal ; art. 41-2 du code de procédure pénale - Répression de l'outrage sexiste) : p. 9219 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9239

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10827

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Nouvelle lecture [n° 676 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13125 p. 13126 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien du caractère optionnel du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13131

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (16 octobre 2018) - **Article 45** (art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-7-1, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement) : p. 13855

- **Question orale sans débat sur l'électrification de la ligne P du réseau transilien** - (23 octobre 2018) : p. 14026

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14098

- **Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)]** - (30 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14801

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17927 p. 17928 - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30,

L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17952 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Ile-de-France - Création d'une seconde enveloppe) : p. 17980 p. 17984 p. 17985

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (6 décembre 2018) : p. 18154

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18552 p. 18553 - **Article 6 (nouveau)** (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Lissage des effets de seuil subis par les communes nouvelles) : p. 18572

BELLOUBET (Nicole)
garde des sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 462 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Justice**.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 463 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Justice**.

Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2018-310 du 27 avril 2018 relative à l'exercice par les avocats inscrits aux barreaux d'États non membres de l'Union européenne de l'activité de consultation juridique et de rédaction d'actes sous seing privé pour autrui [n° 59 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Justice**.

Projet de loi portant ratification de deux ordonnances prises sur le fondement du 1° du I de l'article 109 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle [n° 90 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 103 p. 104 p. 105 p. 106 p. 106 p. 107 p. 108 p. 109 p. 110 p. 110 p. 111 p. 112 p. 113 p. 114 p. 114 p. 115 p. 115 p. 116 p. 117

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Deuxième lecture [n° 248 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 829 p. 830 p. 835 - **Article 8** (art. 1195 du code civil et art. L. 211-40-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Régime de l'imprévision et exclusion des titres et contrats financiers) : p. 837 p. 838 - **Article 15** (art. 9 de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Conditions du maintien de la loi ancienne pour les contrats conclus avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance et conditions d'entrée en vigueur des modifications des dispositions issues de l'ordonnance) : p. 840

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conseil des prud'hommes à Mayotte** - (1er février 2018) : p. 845

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intervenants extérieurs dans les prisons** - (1er février 2018) : p. 846

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de moyens des parquets** - (6 février 2018) : p. 943 p. 944

- **Question orale sans débat sur le retour en France des djihadistes de nationalité française** - (13 février 2018) : p. 1432

- **Question orale sans débat sur le choix de la ville de la nouvelle prison de Vendée** - (13 février 2018) : p. 1433

- **Question orale sans débat sur l'insuffisance en moyens humains du tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse** - (13 février 2018) : p. 1433

- **Question orale sans débat sur la situation du tribunal de Saint-Nazaire** - (13 février 2018) : p. 1434

- **Question orale sans débat sur la protection de l'enfance et les contrats locaux de sécurité** - (13 février 2018) : p. 1435

- **Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 300 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1833

- **Question orale sans débat sur le projet de réforme de la carte judiciaire dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie** - (6 mars 2018) : p. 1900

- **Question orale sans débat sur la réinstallation d'un tribunal de commerce à Dreux** - (6 mars 2018) : p. 1901

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les centres éducatifs fermés pour les jeunes filles mineures** - (8 mars 2018) : p. 2065

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de détention des femmes** - (8 mars 2018) : p. 2070

- **Question orale sans débat sur la situation du tribunal de Thonon et de la cour d'appel de Chambéry** - (20 mars 2018) : p. 2402

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2444 p. 2447 p. 2459 p. 2460 p. 2461 - **Demande de réserve** : p. 2461 - **Article 1er** (art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Missions et outils de la Commission nationale de l'informatique et des libertés) : p. 2463 p. 2464 p. 2465 p. 2466 p. 2467 p. 2468 p. 2469 p. 2470 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 122 rectifié** (Statut et rôle des futurs délégués à la protection des données) : p. 2471 - **Article 1er bis (supprimé)** (art. 4 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Procédure de saisine de la CNIL sur certaines propositions de loi) : p. 2471 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 124** (Saisie de la CNIL par les commissions permanentes et les

présidents des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat sur les PPL relatives à la protection ou au traitement des données personnelles) : p. 2472 - **Article 2 bis** (art. 15 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Délégation de certaines missions au secrétaire général et publicité de l'ordre du jour des réunions plénières de la CNIL) : p. 2472 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 17 et 18 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Conditions de délibération de la formation restreinte de la CNIL chargée des sanctions) : p. 2473 - **Article 4** (art. 44 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Modalités d'exercice des pouvoirs de contrôle de la CNIL) : p. 2474 p. 2475 p. 2476 p. 2478 - **Article 6** (art. 45, 46, 47 et 48 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; article 226-16 du code pénal - Mesures correctrices et sanctions) : p. 2482 p. 2484 p. 2485 - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. 49 et art. 49-1 à 49-5 [nouveaux] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Procédure de coopération entre la CNIL et d'autres autorités de contrôle de l'Union européenne) : p. 2487 p. 2488 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 48 rectifié bis** (Établissement par le président de la CNIL d'une charte de déontologie pour les délégués à la protection des données dans les administrations publiques) : p. 2489 - **Article 7** (art. 8 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitement des données personnelles dites « sensibles ») : p. 2489 p. 2490 p. 2492 p. 2493 p. 2493 - **Article additionnel avant le chapitre Ier - Amendement n° 58 rectifié** (Harmonisation rédactionnelle entre le RGPD et la loi Informatique et libertés) : p. 2494 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 59 rectifié** (Uniformisation de la terminologie entre le RGPD et la loi Informatique et libertés) : p. 2494 - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5-1 [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Champ d'application des règles françaises adaptant ou complétant le règlement) : p. 2496 - **Article 9** (art. 22, 23, 24, 25 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. 226-16-1-A du code pénal - Suppression des régimes de formalités administratives préalables, sauf exceptions) : p. 2498 - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 39** (Obligations de transparence des responsables de traitement à l'égard des personnes concernées par un traitement des données personnelles) : p. 2498 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 7 rectifié septies et n° 66** (Chiffrement des données de bout en bout - Accès au moyen d'une clef) : p. 2499 - **Article additionnel avant l'article 11 - Amendement n° 36** (Possibilité pour le législateur d'interdire le traitement de données sensibles rendues publiques) : p. 2500 - **Article 11** (art. 9 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données relatives aux condamnations pénales, aux infractions ou mesures de sûreté) : p. 2502 p. 2502 p. 2503 p. 2505 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 9 rectifié ter** (Mise à disposition des éditeurs juridiques des jugements et décisions judiciaires non anonymisés) : p. 2506 - **Article 12** (art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques) : p. 2506

- **Suite de la discussion** (21 mars 2018) : p. 2765 p. 2767 p. 2768 p. 2769 p. 2770 p. 2771 - **Article 13** (art. 53 à 63 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 1122-1, L. 1123-7, L. 1124-1 et L. 1461-7 du code de la santé publique - Données de santé) : p. 2774 p. 2775 p. 2776 p. 2777 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 94** (Système d'autorisation des fichiers mentionnant la qualité de militaire - Refonte) : p. 2778 p. 2779 - **Article additionnel après l'article 14 AA - Amendements n° 68 rectifié, n° 37 rectifié et n° 38 rectifié** (Traitement des données à caractère personnel - Consentement - Précision sur la notion de consentement) : p. 2781 - **Article additionnel après l'article 14 AA - Amendements n° 54 rectifié bis, n° 75 rectifié bis et n° 76 rectifié bis** (Traitement

des données à caractère personnel - Consentement d'un mineur) : p. 2782 - **Article additionnel après l'article 14 AA - Amendement n° 26 rectifié ter** (Traitement des données à caractère personnel - Consentement - Droits moraux sur les données personnelles) : p. 2783 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 24 rectifié bis** (Listes des traitements automatisés de données à caractère personnel effectués par les établissements d'enseignement scolaire - Communication) : p. 2794 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Drogations à l'obligation de divulgation de certaines violations de données personnelles) : p. 2796 p. 2797 p. 2797 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1 rectifié ter** (Dispositifs de comptage - Consentement explicite des personnes concernées) : p. 2797 - **Article 16 A** (art. 43 ter de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Action de groupe en réparation) : p. 2798 p. 2799 - **Article 16** (art. 43 quater [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Recours par mandataire) : p. 2800 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32, 41 et 42 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Droit à l'information en matière pénale - Suppression de certains régimes d'exercice indirect du droit d'accès) : p. 2804 - **Article 19** (art. 70-1 à 70-27 [nouveaux] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données à caractère personnel en matière pénale) : p. 2810 p. 2811 p. 2813 p. 2814 p. 2815 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 3 rectifié septies et n° 71** (Mise en œuvre d'une technique de recueil de renseignement - Information a posteriori des intéressés) : p. 2816 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 4 rectifié septies et n° 73** (Mise en œuvre d'une technique de recueil de renseignement - Droit à un recours effectif) : p. 2817 - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 2335-17 [nouveau], L. 3662-4, L. 5211-35-3 [nouveau], L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation communale et intercommunale pour la protection des données à caractère personnel) : p. 2818 p. 2821 p. 2823 - **Article 19 ter (nouveau)** (art. L. 5111-1 et L. 5111-1-1 du code général des collectivités territoriales - Mutualisation des services fonctionnels des collectivités territoriales et de leurs groupements) : p. 2823 - **Article additionnel après l'article 19 ter - Amendement n° 81** (Stratégie du numérique dans les territoires - Incitation des collectivités locales) : p. 2825 - **Article 20 (supprimé)** (Habilitation à réviser par ordonnance la législation relative à la protection des données personnelles) : p. 2826 p. 2827 p. 2828 - **Article 20 bis (supprimé)** (art. L. 242-20 et L. 224-42-1 à L. 224-42-4 du code de la consommation ; art. 48 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique - Droit à la portabilité des données personnelles et des données non personnelles) : p. 2829 - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Publication du « fichier des fichiers » par la CNIL) : p. 2830 - **Article 23** (art. 230-8, 230-9 et 804 du code de procédure pénale - Modification du cadre légal des traitements d'antécédents judiciaires) : p. 2831 p. 2832 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 44 rectifié sexies** (Accès au répertoire national - Contrôle de l'authenticité des pièces communiquées dans le cadre d'une demande de logement locatif social) : p. 2833

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outremer [n° 380 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3424 p. 3434 - **Article 1er** (Mise en place d'un dispositif dérogatoire de sortie d'indivision au champ d'application limité) : p. 3437 p. 3438 - **Article 2** (Modalités de mise en œuvre du dispositif dérogatoire de sortie d'indivision) : p. 3439 p. 3440 p. 3441 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 750 bis C du code général des impôts - Exonération des droits portant sur les actes de partage des indivisions) : p. 3443 - **Article 5 A (nouveau)** (Autorisation du partage par souche en Polynésie française) : p. 3444 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3447

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Commission mixte paritaire [n° 248 (2017-2018)] - (11 avril 2018) - Discussion générale :** p. 3619 - **Explications de vote sur l'ensemble :** p. 3625

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)] - (18 avril 2018) - Discussion générale :** p. 3875 p. 3877 - **Question préalable :** p. 3882 - **Demande de renvoi à la commission :** p. 3891 - **Article 1er (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) :** p. 3895 p. 3896 p. 3899 p. 3900 p. 3901 p. 3903 p. 3905 p. 3907 p. 3909 p. 3910 p. 3911 p. 3912 p. 3913 p. 3914 p. 3916 p. 3917 p. 3918 p. 3919 p. 3921 p. 3922 p. 3944 p. 3945 p. 3946 p. 3947 p. 3951 p. 3953 - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 483-2 et L. 483-3 du code de commerce - Suppression du régime spécifique de protection du secret des affaires devant les juridictions civiles et commerciales en cas d'instance en réparation d'un dommage causé par une pratique anticoncurrentielle) :** p. 3954 - **Article 1er ter (art. L. 611-1 [nouveau], L. 741-4 [nouveau], L. 775-1, L. 775-2 et L. 77-13-1 à L. 77-13-2 [nouveaux] du code de justice administrative - Protection du secret des affaires devant les juridictions administratives) :** p. 3955 - **Article 1er quater (nouveau) (art. 314-4-1 [nouveau], 314-10 et 314-12 du code pénal - Instauration d'un délit de détournement d'une information économique protégée) :** p. 3956 - **Article 2 (art. L. 930-1 et L. 950-1 du code de commerce - Application outre-mer du régime de protection du secret des affaires) :** p. 3959 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 111-2 du code du cinéma et de l'image animée, art. 349 sexies du code des douanes, art. L. 233-1 du code de l'énergie, art. L. 120-1, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-17, L. 521-7, L. 523-1 et L. 592-46-1 du code de l'environnement, art. L. 283 D du livre des procédures fiscales, art. L. 213-2 du code du patrimoine, art. L. 615-5-1 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 311-6 et L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 201-3, L. 253-2 et L. 612-5 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 1313-2, L. 1313-3, L. 1333-29, L. 1413-9, L. 1413-12-3, L. 5311-2 et L. 5324-1 du code de la santé publique, art. L. 162-18 et L. 455-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 1511-4 du code des transports et art. 44 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Coordinations dans les textes législatifs en vigueur traitant de la protection du secret industriel ou commercial - Intitulé de la proposition de loi - Simplification et clarification de l'intitulé) :** p. 3961 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 90 rectifié (Applications outre-mer) :** p. 3961 - **Intitulé de la proposition de loi :** p. 3962 - **Article 1er (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) :** p. 3965

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)] - (19 avril 2018) - Discussion générale :** p. 4099

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens de la justice - (19 avril 2018) :** p. 4120

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)] (suite) - (19 avril 2018) - Article 1er (art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Missions et outils de la Commission nationale de l'informatique et des libertés) :** p. 4124 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Compétences des personnalités qualifiées nommées par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat) :** p. 4125 - **Article 2 bis (art. 15 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Délégation de certaines missions et publicité de l'ordre du jour**

des réunions plénières de la CNIL) : p. 4126 - **Article 7 (Texte non modifié par la commission) (art. 8 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitement des données personnelles dites « sensibles ») :** p. 4130 - **Article 10 bis (art. 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Incitation au chiffrement pour remplir l'obligation de sécurité à laquelle sont tenus les responsables de traitement de données personnelles) :** p. 4131 - **Demande de renvoi à la commission :** p. 4137 - **Article 14 (art. 10 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 612-3 du code de l'éducation - Décisions prises sur le fondement d'algorithmes) :** p. 4139 - **Article 14 bis (art. 32 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Information des mineurs de moins de 15 ans) :** p. 4141 - **Article 16 A (art. 43 ter de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Action de groupe en réparation) :** p. 4142 - **Titre IV (Habilitation à améliorer l'intelligibilité de la législation applicable à la protection des données) :** p. 4149 - **Article 24 (Entrée en vigueur) :** p. 4150

- **Débat sur l'évolution des droits du Parlement face au pouvoir exécutif - (16 mai 2018) :** p. 4337 p. 4339

- **Question orale sans débat sur les délais de délivrance des certificats de nationalité française - (22 mai 2018) :** p. 4406 p. 4407

- **Question orale sans débat sur le régime juridique des dons entre partis politiques - (22 mai 2018) :** p. 4408

- **Question orale sans débat sur le respect de la législation en vigueur sur les « devis modèles » relatifs aux obsèques - (22 mai 2018) :** p. 4409

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la contractualisation entre les collectivités territoriales et l'État - (22 mai 2018) :** p. 4410

- **Question orale sans débat sur les charges d'état civil des communes disposant d'une maternité - (22 mai 2018) :** p. 4411

- **Question orale sans débat sur l'impossibilité pour un policier municipal de consulter les fichiers adéquats - (22 mai 2018) :** p. 4412

- **Question orale sans débat sur la demande d'effectifs supplémentaires dans les commissariats de police de Vendée - (22 mai 2018) :** p. 4413

- **Question orale sans débat sur le remboursement des frais de transport des membres de l'exécutif des intercommunalités - (22 mai 2018) :** p. 4414

- **Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires - Commission mixte paritaire [n° 506 (2017-2018)] - (21 juin 2018) - Discussion générale :** p. 6401 - **Article 1er (Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) :** p. 6414 - **Article 4 (Application outre-mer) :** p. 6414

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les trafiquants de drogue - (26 juin 2018) :** p. 6738

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)] - (4 juillet 2018) - Discussion générale :** p. 9084 p. 9085 p. 9096 p. 9100 p. 9101 - **Article 1er (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs) :** p. 9113 p. 9114 p. 9118 p. 9120 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié bis (Régime dérogatoire de prescription pour les victimes mineures) :** p. 9121 - **Article 1er bis (nouveau) (art. 706-48 du code de procédure pénale - Expertise médico-psychologique pour apprécier l'existence d'un obstacle de fait insurmontable) :** p. 9122 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 73 rectifié bis, n° 85 rectifié et n° 103**

rectifié bis (*Infraction sexuelle - Possibilité de diligenter une enquête après le délai de prescription*) : p. 9124 p. 9125 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9133 p. 9134 p. 9136 p. 9138 p. 9139 p. 9140 p. 9140 p. 9143 - **Rappel au règlement** : p. 9151 p. 9153

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évasion de Redoine Faïd (I)** - (5 juillet 2018) : p. 9198

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évasion de Redoine Faïd (II)** - (5 juillet 2018) : p. 9207

- **Question orale sans débat sur la création d'une juridiction interrégionale spécialisée à Toulouse** - (24 juillet 2018) : p. 11461

- **Question orale sans débat sur l'avenir des contrats à durée déterminée d'usage** - (24 juillet 2018) : p. 11462

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du procureur de Paris** - (2 octobre 2018) : p. 13340

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13440 p. 13441 p. 13442 p. 13443 p. 13449 p. 13454 p. 13455 p. 13456 - **Article 1er** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022*) : p. 13459 p. 13461 - **Rapport annexé** : p. 13477 p. 13478 p. 13479 p. 13480 p. 13481 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Programmation de la progression du nombre des conciliateurs de justice sur la période 2018-2022*) : p. 13482 - **Article 2** (art. 22-1, 22-2 et 22-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et art. 4 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Développement du recours aux modes alternatifs de règlement des différends) : p. 13484 p. 13485 p. 13486 - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 13487 p. 13488 p. 13489 p. 13490 p. 13491 p. 13492 - **Article 4** (art. 83 de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation agricole à son environnement économique, art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. L. 1453-1 A [nouveau] du code du travail, art. L. 722-5-1 [nouveau] du code de commerce, paragraphe 4 de la section 2, paragraphe 1 de la section 5 du chapitre III du titre XII et art. 364 [nouveau] du code des douanes, art. L. 121-4 du code des procédures civiles d'exécution, art. L. 142-9 du code de la sécurité sociale, art. 12 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, et art. L. 134-4 du code de l'action sociale et des familles - Extension de la représentation obligatoire) : p. 13494 p. 13496 p. 13497 - **Article 5** (art. 46, 311-20 et 317 du code civil, art. L. 2141-10 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, loi du 20 juin 1920 ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil dont les originaux ont été détruits ou sont disparus par suite de faits de guerre et art. 1er et 2 de l'ordonnance n° 62-800 du 16 juillet 1962 facilitant la preuve des actes de l'état civil dressés en Algérie - Compétence des notaires pour délivrer certains actes de notoriété et recueillir le consentement dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) : p. 13498 p. 13499 p. 13500 - **Article 6** (*Expérimentation de la révision des pensions alimentaires par les organismes débiteurs des prestations familiales*) : p. 13501 p. 13502 p. 13503 p. 13504 - **Article 7** (art. 1397 du code civil - Modification des conditions de changement de régime matrimonial) : p. 13504 p. 13505 -

Article 8 (art. 116, 507, 507-1 et 836 du code civil - Allègement du contrôle a priori du juge des tutelles pour certains actes de gestion du patrimoine de personnes protégées, présumées absentes ou éloignées) : p. 13507 p. 13509 - **Article 9 (supprimé)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour transférer à la Caisse des dépôts et consignations la gestion de certaines saisies des rémunérations et des sommes consignées pour frais d'expertise*) : p. 13509 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 214** (*Procédure de saisie immobilière - Amélioration*) : p. 13510 - **Article 12 (supprimé)** (art. 233, 238, 246, 247-2, 247-3 [nouveau], section 3 du chapitre II du titre VI du livre Ier, art. 251, 252, 253, 254, 257, 262-1, 311-20, 313, 375-3 et 515-12 du code civil - Simplification de la procédure de divorce par la suppression de la tentative de conciliation préalable à l'assignation) : p. 13513 p. 13514 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 8 rectifié** (*Divorce par consentement mutuel - Sécurisation*) : p. 13519 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 7 rectifié** (*Procédure de séparation de corps par consentement mutuel - déjudiciarisation*) : p. 13520 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 9 rectifié bis et 51 rectifié quater** (*Divorce par consentement mutuel - Signature électronique*) : p. 13521 - **Article 13** (art. 2-1 et 2-2 [nouveaux] la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation et de simplification de la justice du XXI^e siècle, art. L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Procédure sans audience devant le tribunal de grande instance et procédure dématérialisée de règlement de petits litiges) : p. 13522 p. 13523 p. 13524

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 13537 p. 13538 p. 13539 p. 13540 - **Article 15** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour unifier et harmoniser les procédures au fond à bref délai devant les juridictions judiciaires*) : p. 13541 - **Article 17** (art. 486, 503, 511, 512, 513, 513-1 [nouveau], 514 du code civil - Réforme des modalités d'inventaire et de contrôle des comptes de gestion des personnes protégées) : p. 13543 - **Article 18** (art. 373-2, 373-2-6 et 373-2-10 du code civil - Renforcement de l'efficacité des décisions prises en matière d'exercice de l'autorité parentale) : p. 13544 p. 13546 p. 13547 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 10 rectifié, 246 rectifié et 304 rectifié bis** (*Modalités d'exercice de l'autorité parentale - Jouissance du domicile en cas de séparation de parents non mariés*) : p. 13548 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 302 rectifié et 303 rectifié** (*Mineurs isolés étrangers - Délégation de l'autorité parentale*) : p. 13549 p. 13550 - **Article 19** (art. L. 10, L. 751-1 et L. 751-2 [nouveaux] du code de justice administrative, art. L. 111-13 et L. 111-14 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire et art. 11-1, 11-2 et 11-3 de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile - Renforcement de la protection de la vie privée dans le cadre de la mise à disposition du public des décisions de justice, de la délivrance de copie des décisions de justice et de la publicité des débats) : p. 13551 - **Titre II bis - Dispositions relatives aux juridictions commerciales** : p. 13551 - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 713-7, L. 713-11, L. 723-4 et L. 723-7 du code de commerce - Extension du corps électoral des tribunaux de commerce aux agriculteurs et professionnels indépendants) : p. 13552 - **Article 19 ter (nouveau)** (art. L. 611-2, L. 611-2-1 [abrogé], L. 611-3, L. 611-4, L. 611-5, L. 621-2, L. 662-3, L. 662-6, L. 713-6, L. 713-7, L. 713-11, L. 713-12, L. 721-1, L. 721-2, L. 721-3, L. 721-3-1, L. 721-4, L. 721-5 [abrogé], L. 721-6, L. 721-7, L. 721-8, L. 722-1, L. 722-2, L. 722-3, L. 722-3-1, L. 722-4, L. 722-5, L. 722-6, L. 722-6-1, L. 722-6-2, L. 722-6-3, L. 722-7, L. 722-8, L. 722-9, L. 722-10, L. 722-11, L. 722-12, L. 722-13, L. 722-14, L. 722-15, L. 722-16, L. 722-17, L. 722-18, L. 722-19, L. 722-20, L. 722-21, L. 723-1, L. 723-3, L. 723-4, L. 723-7, L. 723-9, L. 723-10, L. 723-11, L. 723-12, L. 724-1, L. 724-1-1, L. 724-2, L. 724-3, L. 724-3-1, L. 724-3-3, L. 724-4, L. 724-7, L. 731-2, L. 731-4, L. 732-1, L. 732-2, L. 732-3, L. 732-4, L. 732-5, L. 732-6, L. 732-7, L. 741-1, L. 741-2, L. 742-1,

L. 742-2, L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3, L. 743-4, L. 743-5, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-12, L. 743-12-1, L. 743-13, L. 743-14, L. 743-15, L. 744-1 et L. 744-2 du code de commerce, art. L. 351-2 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 215-1 et L. 261-1 du code de l'organisation judiciaire, art. L. 145 A du livre des procédures fiscales, art. L. 2325-55 et L. 7322-5 du code du travail et art. L. 215-1 et L. 261-1 du code de l'organisation judiciaire - Extension de la compétence des tribunaux de commerce, renommés tribunaux des affaires économiques, aux agriculteurs, professionnels indépendants et personnes morales de droit privé non commerçantes) : p. 13555 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 52 rectifié ter** (Consultation juridique - Définition) : p. 13556 - **Article 21** (art. L. 222-2-1, L. 222-2-2 et L. 222-2-3 [nouveaux], L. 222-5 et L. 222-6 [nouveaux] du code de justice administrative - Recours aux magistrats honoraires au sein des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) : p. 13558 - **Article 22** (art. L. 122-3 et L. 228-1 [nouveau] du code de justice administrative - Création de juristes assistants au sein des juridictions administratives) : p. 13561 p. 13562 - **Article 24** (art. L. 511-2 du code de justice administrative - Recours à la collégialité en matière de référés précontractuels et contractuels) : p. 13563 - **Article 25** (art. L. 911-1 et L. 911-2 à L. 911-5 du code de justice administrative, art. L. 2333-87-8-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement de l'effectivité des décisions de justice administratives) : p. 13564 - **Articles additionnel après l'article 25 - Amendement n° 226** (Code de la sécurité intérieure - Sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme (SILT) - Procédure de renouvellement des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance) : p. 13565 p. 13566 p. 13567 - **Articles additionnel après l'article 25 - Amendement n° 228** (Code de la sécurité intérieure - SILT - Procédure de visites et saisies) : p. 13567 - **Articles additionnel après l'article 25 - Amendement n° 227** (Code de la sécurité intérieure - SILT - Application en outre-mer) : p. 13568 - **Article 26** (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 13570 p. 13571 p. 13572 p. 13573 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 99 rectifié bis** (Cour d'assises - Droit d'appel pour les victimes) : p. 13575 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 98 rectifié bis** (Droit d'appel pour les victimes - Cas de relaxe) : p. 13575 - **Article additionnel après l'article 26 - 70 rectifié bis** (Personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public victime, dans l'exercice de ses fonctions, de faits susceptibles de recevoir une qualification délictuelle ou criminelle - Dépôt de plainte de façon anonyme) : p. 13576 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 103 rectifié ter** (Système d'information post-sentencielle des victimes d'agression) : p. 13577 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 100 rectifié bis** (Application de la peine - Participation de la partie civile) : p. 13578 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 230** (Victimes d'acte de terrorisme - Simplification du parcours procédural) : p. 13579 p. 13582 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 13585 p. 13587 p. 13589 p. 13590 - **Article 28** (art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme) : p. 13591 p. 13592 - **Article 29** (art. 230-45, 706-95-1, 706-95-2, 706-95-4 [abrogé], 706-95-11 à 706-95-20 [nouveaux], 706-96, 706-96-1, 706-98, 706-98-1 [abrogé], 706-99 [abrogé], 706-100 à 706-102 [abrogés], 706-102-1, 706-102-2 [abrogé], 706-102-3, 706-102-4 [abrogé], 706-102-6 à 706-102-9 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 226-3 du code pénal - Extension et harmonisation du régime des techniques spéciales d'enquête) : p. 13595 p. 13596 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 73 rectifié** (Protection des interprètes et

traducteurs) : p. 13597 - **Article 30** (art. 16, 18, 28, 60, 60-1, 60-3, 76-2, 77-1, 77-1-1, 77-1-2, 77-1-3 du code de procédure pénale et art. L. 130-7 du code de la route - Statut et compétence de la police judiciaire) : p. 13599 p. 13600 p. 13601 - **Article 31** (art. 63 et 63-4-3-1 du code de procédure pénale - Simplification du régime de la garde à vue) : p. 13602 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 102 rectifié quater** (Droits des victimes - Assistance d'un avocat dès le dépôt de plainte) : p. 13603 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 4 rectifié quater** (Poursuite des opérations policières et judiciaires - Droit à l'information - Langue) : p. 13604 - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 13606 p. 13607 p. 13608 p. 13609 p. 13610 p. 13611 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 31 rectifié bis**, (Perquisition pénale - Présence de l'avocat) : p. 13612 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 111 rectifié bis** (Contrebande de tabac - Délits - Contrebande de tabac - Délits commis en bande organisée) : p. 13613 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 12 rectifié quater** (Procès-verbal dématérialisé prenant la forme d'un enregistrement audio - Expérimentation) : p. 13613 p. 13614 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 166 rectifié ter** (Données issues d'objets connectés dans le cadre d'une enquête judiciaire - Remise rapport au Parlement) : p. 13614 - **Article 33** (art. 43 et 60 du code de procédure pénale, art. L. 234-4, L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route - Dispositions diverses de simplification) : p. 13615 p. 13616 p. 13617 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 105 rectifié bis** (Légitime défense - Prise en compte de l'état de la victime au moment de la riposte) : p. 13618 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 106 rectifié bis** (Légitime défense - Cas de présomption de légitime défense) : p. 13619 p. 13620 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 107 rectifié bis** (Périodes de sûreté - Incompressibilité) : p. 13622 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 32 rectifié** (Enquête préliminaire - Accès au dossier) : p. 13622 - **Article 34** (art. 85, 86, 392-1, 706-104 [nouveau] et 706-24-2 [abrogé] du code de procédure pénale - Continuité des actes d'enquête lors de la saisine du juge d'instruction et recevabilité des plaintes avec constitution de partie civile) : p. 13624 p. 13625 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 71 rectifié** (Grief - Démonstration) : p. 13625

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 35** (art. 81, 97, 142-6, 142-7 et 706-71 du code de procédure pénale et art. 51-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Mesures diverses de simplification du déroulement de l'instruction) : p. 13636 p. 13638 p. 13639 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 270 rectifié** (Irresponsabilité pour troubles psychiques ou neuropsychiques - Précisions) : p. 13640 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 271 rectifié** (Sursis probatoire - Développement) : p. 13641 - **Article 36** (art. 41-4, 41-6, 84-1, 170-1 [nouveau], 175, 180-1, 185, 706-153 et 778 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la clôture et au contrôle de l'instruction) : p. 13642 p. 13643 p. 13644 - **Article 37** (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 13648 p. 13649 p. 13650 p. 13651 - **Article 38** (art. 41-1, 41-1-1 [abrogé], 41-2, 41-3-1 [nouveau], 495-8 et 495-11 [nouveaux] du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites, à la composition pénale et à la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) : p. 13653 p. 13654 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 296 rectifié** (art. 459 du code de procédure pénale - Actualisation) : p. 13655 - **Article 39** (art. 388-5, 393, 393-1, 394, 397-1-1 [nouveau] et 397-2 du code de procédure pénale - Dispositions relatives au tribunal correctionnel) : p. 13657 p. 13658 p. 13659 p. 13660

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019).**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (11 octobre 2018) : p. 13671

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)] (suite)** - (11 octobre 2018) - **Article 40** (art. 398-1, 495, 495-1 et 495-3 du code de procédure pénale - Extension du champ d'application de la procédure de jugement à juge unique et de l'ordonnance pénale) : p. 13674 p. 13675 p. 13676 - **Article 41** (art. 502 et 509 du code de procédure pénale - Effet dévolutif de l'appel en matière correctionnelle et formation à juge unique de la chambre des appels correctionnels) : p. 13677 - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 13680 p. 13681 p. 13682 p. 13682 p. 13683 p. 13684 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 179** (Délit d'entreprise individuelle terroriste - Définition) : p. 13685 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 181 rectifié** (Surveillance et livraisons surveillées - Cadre procédural - Clarification) : p. 13686 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 184** (Parquet national antiterroriste - Création) : p. 13688 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 365** (Lutte contre le terrorisme - Organisation judiciaire - Amélioration) : p. 13692 p. 13693 p. 13694 - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 567, 567-2, 574-1 et 574-2, 584 et 585 [abrogés], 585-1, 586, 588, 590-1 et art. 858 [abrogé] du code de procédure pénale, art. 58 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 49 [abrogé] de la loi n° 83-520 du 27 juin 1983 rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) : p. 13695 - **Article 43** (art. 131-3, 131-5-1, 131-6, 131-7 [abrogé], 131-8, 131-9, 131-16, 131-35-1 et 131-35-2 [abrogés], 131-36, 221-8, 222-44, 222-45, 224-9, 225-19, 225-20, 227-32 [abrogé], 311-14, 312-13, 321-9, 322-15 du code pénal ; l'art. 32 et l'art. 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Échelle des peines correctionnelles) : p. 13698 p. 13699 p. 13700 p. 13701 p. 13702 p. 13703

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 56 rectifié bis** (Délits et crimes punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement - Peine complémentaire générale) : p. 13838 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 58 rectifié bis** (Etat de récidive légale) : p. 13839 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 57 rectifié bis et 72 rectifié bis** (Révocation du sursis - Limitation) : p. 13840 p. 13842 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 119 rectifié bis** (Révision in defavorem - Création) : p. 13843 - **Article 44** (art. 41 et 81 du code de procédure pénale ; art. 132-70-1 du code pénal - Développement des enquêtes pré-sentencielles) : p. 13844 p. 13845 p. 13846 - **Article 45** (art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-7-1, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement) : p. 13850 p. 13852 p. 13853 p. 13854 p. 13856 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° 268 rectifié bis** (Auteurs de violences conjugales - Maintien à distance des victimes) : p. 13859 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° 140** (Cour de révision - Saisine - Élargissement) : p. 13860 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° 141** (Réhabilitation judiciaire - Élargissement) : p. 13861 - **Article 45 bis (nouveau)** (art. 709-2 du code de procédure pénale - Rapport annuel sur l'exécution des peines) : p. 13861 p. 13862 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 139** (Peines alternatives - Groupes de travail) : p. 13863 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 142** (Peines alternatives - Groupes de travail) : p. 13863 - **Article 45 ter (nouveau)**

(art. 131-36-1, art. 131-36-2 et 132-36-3 [abrogés], 131-36-4, 131-36-12, art. 221 9-1 et 221-15 [abrogés], art. 222-48-1, art. 222-65, 224-10, 227-31 et 421-8 [abrogés] du code pénal et art. 763-3, 763-5 et 763-10 du code de procédure pénale - Élargissement du champ d'application du suivi socio-judiciaire) : p. 13864 p. 13865 - **Article additionnel après l'article 45 ter - Amendement n° 114 rectifié ter** (Recours à la surveillance électronique - Extension) : p. 13866 - **Article additionnel après l'article 45 ter - Amendement n° 115 rectifié ter** (Recours à la surveillance électronique - Extension) : p. 13866 - **Article 46** (art. 132-40, 132-41, 132-41-1 [nouveau], 132-42, 132-43, 132-45, 132-47, 132-48, 132-50, 132-52, 132-53 ; art. 132-54 à 132-57 du code pénal et art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création du sursis probatoire) : p. 13869 p. 13870 p. 13871 p. 13872 - **Article 47** (art. 739, 740, 741-1, 741-2 [nouveau], 742, 743, 745 et 747 du code de procédure pénale - Création du sursis probatoire) : p. 13874 p. 13875 - **Article 48 (Supprimé)** (art. 713-42 à 713-44 du code de procédure pénale - Modalités d'exécution de la peine de détention à domicile sous surveillance électronique) : p. 13876 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° 108 rectifié bis** (Seconde libération conditionnelle - Impossibilité) : p. 13877 - **Article 49** (art. 720 du code de procédure pénale - Libération sous contrainte) : p. 13878 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 60 rectifié bis** (Risque de trouble à l'ordre public - Aménagement des peines - Rejet) : p. 13879 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 63 rectifié bis** (Surveillance électronique de fin de peine - Rétablissement) : p. 13880 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 61 rectifié bis** (Libération conditionnelle - Nécessité d'avoir effectué deux tiers de sa peine) : p. 13880 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 104 rectifié bis** (Détenus radicalisés condamnés pour des faits de terrorisme - Régime spécial d'exécution des peines) : p. 13881 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 62 rectifié bis** (Examen obligatoire de libération conditionnelle aux deux-tiers de la peine - Suppression) : p. 13882 - **Article 50** (art. 710, 711, 712-4-1 [nouveau], 712-5, 723-1, 723-3, 723-7, 730-2, 747-1 747-1-1, 747-1-2 et 747-2 [abrogé] du code de procédure pénale - Simplification des procédures) : p. 13883 - **Article 50 bis (nouveau)** (art. 707-1-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Création d'une agence de l'exécution des peines) : p. 13884 p. 13885 p. 13886 - **Article additionnel après l'article 50 bis - Amendement n° 203 rectifié** (Exercice du droit de vote pour les détenus - Nouvelle modalité) : p. 13887 p. 13888 - **Article additionnel après l'article 50 bis - Amendement n° 202 rectifié bis** (Affectation de prévenus en établissement pour peines) : p. 13889 - **Article 51** (art. 100 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Allègement des procédures en matière de construction des établissements pénitentiaires et report du moratoire sur l'encellulement individuel) : p. 13891 p. 13892 p. 13893 p. 13894 p. 13895 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 64 rectifié ter** (Palpations systématiques des visiteurs) : p. 13897

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2018) - **Article additionnel avant l'article 52 - Amendement n° 66 rectifié bis** (Abaissement de la majorité pénale à 16 ans) : p. 13954 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 14 rectifié** (Jeunes délinquants - Encadrement militaire volontaire) : p. 13956 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 75 rectifié bis** (Aide juridictionnelle - Auteurs d'actes terroristes - Suppression) : p. 13957 - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) : p. 13961 - **Article 52 ter (nouveau)** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) : p. 13962 - **Article 52 quater (nouveau)** (art. 21 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire des organismes sociaux par les bureaux d'aide juridictionnelle pour apprécier les ressources du demandeur) : p. 13963 - **Article 52 quinquies (nouveau)** (art. 44 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Attribution au Trésor public du recouvrement des sommes à

recupérer versées au titre de l'aide juridictionnelle) : p. 13963 - **Article additionnel après l'article 52 quinquies - Amendement n° 74 rectifié** (Aide juridictionnelle - Personnes morales - Encadrement) : p. 13964 - **Article additionnel après l'article 52 quinquies - Amendement n° 134** (Aide juridictionnelle - Rapport au Parlement) : p. 13965 - **Article additionnel avant l'article 53 - Amendement n° 306 rectifié** (Greffes de tribunaux - Délocalisation) : p. 13966 - **Article 53** (art. L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-1 [nouveau], L. 211-4-2 [nouveau], L. 211-5 [abrogé], L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-9-3 [nouveau], L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-6-1 [nouveau], L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-6, L. 213-7, L. 213-8-1 [nouveau], L. 213-9, L. 215-1 et L. 215-3 à L. 215-7 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1, L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. 39-4 [nouveau], 52-1, 80 et 712-2 du code de procédure pénale et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10, L. 744-1 du code de commerce et L. 121-1 du code des procédures civiles d'exécution et L. 1134-10, L. 1422-1, L. 1423-11, L. 1454-2, L. 1521-3, L. 2323-4, L. 2323-39, L. 2325-38, L. 2325-40, L. 2325-55, L. 3252-6 [abrogé], L. 7112-4 du code du travail et art. L. 4261-2, L. 4262-2 du code des transports - Fusion du tribunal de grande instance avec les tribunaux d'instance de son ressort, maintenus sous forme de chambres détachées, suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance, possibilité de spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière civile et pénale, désignation de procureurs de la République chefs de file au niveau départemental et regroupement départemental des juges d'instruction et des juges de l'application des peines) : p. 13970 p. 13973 p. 13976 p. 13977 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 301 rectifié** (Juristes assistants à temps partiel - Suppression) : p. 13977 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 251** (TGI compétents en matière de marques) : p. 13978 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 250** (Délits de contrefaçon - Tribunaux compétents) : p. 13979 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 252** (Tribunal de la propriété intellectuelle - Création) : p. 13980 - **Article 54 (Supprimé)** (Expérimentation dans deux régions de l'attribution de fonctions d'animation et de coordination à certains chefs de cour pour plusieurs cours d'appel et de la spécialisation de certaines cours d'appel en matière civile) : p. 13981 - **Article 55** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour tirer les conséquences de la suppression du tribunal d'instance et de sa fusion au sein du tribunal de grande instance) : p. 13982 p. 13983 - **Article 55 bis (nouveau)** (art. L. 111-5 du code des procédures civiles d'exécution - Force exécutoire des actes dressés par un notaire exerçant dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, au sujet d'une prétention ayant pour objet le paiement d'une somme d'argent déterminable) : p. 13983 - **Article 56** (Modalités particulières d'entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) : p. 13984 - **Article 57** (art. 11-4 [nouveau] de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile, art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, art. L. 243-1, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-2, L. 245-1 et L. 245-2 du code de la route, art. L. 3826-3 du code de la santé publique, art. 69 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 44 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Application dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises de certaines dispositions du projet de loi) : p. 13985 p. 13986 p. 13987 - **Intitulé du projet de loi** : p. 13987

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (17 octobre 2018) - **Article 1er A (nouveau)** (art. 2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durées minimale et maximale d'affectation des magistrats au sein d'une même juridiction) : p. 13995 p. 13996 - **Article**

1er B (nouveau) (art. 2-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Règles de mobilité des magistrats au terme de leur durée maximale d'affectation au sein d'une même juridiction) : p. 13997 - **Article 1er** (art. 3 et 3-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Suppression des fonctions de premier vice-président chargé du service d'un tribunal d'instance) : p. 13998 - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 3-2 et 21-2 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nouvelles possibilités de collaboration entre magistrats du siège) : p. 13998 - **Article 1er ter (nouveau)** (art. 12-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Articulation entre les critères de nomination et d'évaluation des chefs de juridiction) : p. 13999 - **Article 1er quater (nouveau)** (art. 14 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Obligation de formation pour les chefs de cour et de juridiction) : p. 13999 - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. 3-2 et 21-2 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nouvelles possibilités de collaboration entre magistrats du siège) : p. 13999 - **Article 1er sexies (nouveau)** (art. 28 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de conseiller référendaire ou d'avocat général référendaire à la Cour de cassation) : p. 14000 - **Article 1er septies (nouveau)** (art. 28-1 A et 28-1 B [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Critères de nomination des chefs de juridiction) : p. 14001 - **Article 1er octies (nouveau)** (art. 28-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de chef de juridiction, pour les magistrats du premier grade) : p. 14001 - **Article 2** (art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance et introduction d'une durée minimale de quatre années pour l'exercice des fonctions spécialisées dans la même juridiction) : p. 14002 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 37 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de premier président d'une même cour d'appel) : p. 14002 - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 37-1 A et 38-1-1 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Critères de nomination des chefs de cour) : p. 14003 - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de procureur général près une même cour d'appel) : p. 14004 - **Article 2 quinquies (nouveau)** (art. 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de chef de juridiction, pour les magistrats hors hiérarchie) : p. 14004 - **Article 4** (art. 41-10 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Possibilité pour les magistrats à titre temporaire d'exercer leurs fonctions dans les chambres détachées du tribunal de première instance) : p. 14004 - **Article 5** (art. 41-11 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Coordinations avec la suppression du tribunal d'instance dans le régime des magistrats à titre temporaire) : p. 14005 - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 2, 3, 3-1, 12-1, 13, 28, 28-2, 28-3, 32, 38-2, 41-10, 41-13, 41-14, 41-25, 41-26, 41-28, 41-29, 72-3 et 76-1-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Coordinations concernant la création du tribunal de première instance) : p. 14006 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 19** (Procureur de la République antiterroriste - Création) : p. 14006 - **Article 8 A (nouveau)** (art. 1er, 2, 4-1 et 15 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature -

Coordinations concernant la création du tribunal de première instance) : p. 14007 - **Article 8** (art. 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et art. 1er de la loi organique n° 2016-1047 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - *Coordinations concernant la fusion des tribunaux d'instance de Paris et la création du tribunal de première instance*) : p. 14007 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 22** (*Juge des contentieux de la protection*) : p. 14008 - **Article 10** (*Conditions d'entrée en vigueur différée de certaines dispositions du projet de loi organique*) : p. 14008

- **Question orale sans débat sur l'accueil des mineurs non accompagnés en Haute-Savoie** - (23 octobre 2018) : p. 14017

- **Question orale sans débat sur les mineurs non accompagnés** - (23 octobre 2018) : p. 14018

- **Question orale sans débat sur la vente aux enchères publiques judiciaires par voie électronique** - (23 octobre 2018) : p. 14019

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Explications de vote communes** : p. 14056 p. 14059

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences des décisions du comité des droits de l'homme de l'ONU** - (25 octobre 2018) : p. 14722

- **Question orale sans débat sur les prises de vues aériennes des prisons françaises accessibles sur internet** - (20 novembre 2018) : p. 15817

- **Question orale sans débat sur la sécurité dans les prisons** - (20 novembre 2018) : p. 15819

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Justice

- (1er décembre 2018) : p. 17517 p. 17519 - **État B** : p. 17521 p. 17522 p. 17524 - **Article additionnel après l'article 77 quater - Amendement n° II-403** (*Aide juridictionnelle - Remise à flot*) : p. 17525 - **Article additionnel après l'article 77 quater - Amendement n° II-394 rectifié** (*Aide juridictionnelle - Financement - Taxe sur l'ensemble des contrats et clauses de responsabilité civile et de protection juridique*) : p. 17526

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Paris)
CRCE-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (31 janvier 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (10 juillet 2018).

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018 ; puis vice-présidente le 15 novembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° 347 (2017-2018)] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant une bonne application du régime d'asile européen - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur la situation des prisons.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Constitution.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Présentation par Mmes Annick Billon, Laure Darcos et Laurence Rossignol, co-rapporteuses, de l'avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 23 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Échange de vues, nomination de rapporteurs et demande d'octroi à la commission des lois, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération CFDT, organisation professionnelle de la police nationale.

Audition de la fédération de Force ouvrière (FO), organisation professionnelle de policiers.

Audition de la fédération de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), organisation professionnelle de policiers.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de la fédération CFE-CGC, organisation professionnelle de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Audition de M. Frédéric Auréal, chef du service de la protection.

Audition de Mme Marie-France Monéger-Guyomarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (commission des lois) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexis Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (commission des lois) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Maxence Creusat, commissaire de police à la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Eric Bio Farina, commandant militaire de la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (commission des lois) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Vincent Crase, chef d'escadron dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (commission des lois) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Michel Besnard, préfet, ancien chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République (GSPR).

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (commission des lois) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la

justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (commission des lois) : Audition de Mme Sophie Hatt, ancienne cheffe du groupe de sécurité de la présidence de la République, directrice des services actifs de la police nationale, directrice de la coopération internationale au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (commission des lois) : Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (commission des lois) : Organisation des travaux de la commission - Communication.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (commission des lois) : Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs) : Audition de M. Jean-Marie Delarue, conseiller d'État, ancien contrôleur général des lieux de privation de liberté, président de la commission d'audition sur les auteurs de violences sexuelles (prévention, évaluation, prise en charge) et du docteur Sabine Mouchet-Mages, présidente du comité d'organisation de celle-ci.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (commission des lois) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Caстанer, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (commission des lois) : Amélioration de l'efficacité des fiches S - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 108

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen [n° 219 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 573 - **Article 1er** (art. L. 551-1, L. 552-3, L. 553-6, L. 554-1, L. 556-1, L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de placement en rétention et d'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin ») : p. 580 p. 583 p. 592 - **Article 1er bis** (art. L. 741-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Information et conditions de placement en rétention des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin ») : p. 593 - **Article 2** (art. L. 742-2, L. 742-4, L. 742-5, et L. 742-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordinations - Interdiction de transférer un demandeur d'asile dans un État « Dublin » faisant preuve de « défaillances systémiques » - Délai de saisine du juge administratif) : p. 595 p. 597 - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 561-1, L. 561-2 et L. 111-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. 39 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles

Wallis et Futuna, art. 41 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française et art. 41 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Sécurisation juridique des assignations à résidence des étrangers faisant l'objet d'une interdiction judiciaire du territoire : p. 598 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 599 p. 600

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Commission mixte paritaire [n° 275 (2017-2018)]** - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1497 p. 1498

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2009 p. 2010 p. 2011 p. 2012 p. 2013 p. 2022 p. 2023 p. 2024

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 32** (art. L. 544-4, L. 544-5, L. 544-6 et L. 613-52-6 du code monétaire et financier, et art. L. 225-100-1, L. 232-1 et L. 950-1 du code de commerce - *Habilitation pour la simplification des règles de mention et de sanction du taux effectif global - Simplification du régime de responsabilité des agences de notation de crédit - Suppression du rapport de gestion pour les petites entreprises*) : p. 2321

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2454 p. 2454 p. 2455 - **Article 1er** (art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Missions et outils de la Commission nationale de l'informatique et des libertés*) : p. 2466 p. 2469 - **Article 7** (art. 8 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Traitement des données personnelles dites « sensibles »*) : p. 2491 p. 2493 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 7 rectifié septies et n° 66** (*Chiffrement des données de bout en bout - Accès au moyen d'une clef*) : p. 2499 - **Article 11** (art. 9 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Traitements de données relatives aux condamnations pénales, aux infractions ou mesures de sûreté*) : p. 2501

- **Suite de la discussion** (21 mars 2018) - **Article 12** (art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques*) : p. 2768 p. 2769 p. 2770 - **Article additionnel après l'article 14 AA - Amendements n° 68 rectifié, n° 37 rectifié et n° 38 rectifié** (*Traitement des données à caractère personnel - Consentement - Précision sur la notion de consentement*) : p. 2780 p. 2781 - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. L. 311-3-1 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 612-3 du code de l'éducation - *Décisions prises sur le fondement d'algorithmes*) : p. 2788 p. 2789 p. 2791 p. 2793 - **Article 19** (art. 70-1 à 70-27 [nouveaux] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - *Traitements de données à caractère personnel en matière pénale*) : p. 2811 p. 2813 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 3 rectifié septies et n° 71** (*Mise en œuvre d'une technique de recueil de renseignement - Information a posteriori des intéressés*) : p. 2815 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 72** (*Mise en œuvre d'une technique de recueil de renseignement - Contrôle des informations collectées à l'international*) : p. 2816 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 5 rectifié septies et n° 74** (*Mise en œuvre d'une technique de recueil de renseignement - Garanties en matière de transfert des renseignements*) : p. 2817 - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 2335-17 [nouveau], L. 3662-4, L. 5211-35-3 [nouveau], L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales - *Dotations communales et intercommunales pour la protection des données à caractère personnel*) : p. 2821

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3076

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les événements à la faculté de Montpellier** - (27 mars 2018) : p. 3099

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)] (suite)** - (27 mars 2018) - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - *Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs*) : p. 3103 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10 rectifié quinquies** (*Amnésie traumatique - Obstacle insurmontable à la mise en mouvement ou l'exercice de l'action publique*) : p. 3109 - **Article 3** (art. 222-23 du code pénal - *Répression du viol lorsqu'il est commis à l'encontre d'un mineur*) : p. 3109

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mouvement social dans les universités** - (10 avril 2018) : p. 3554

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité et le pacte républicain** - (10 avril 2018) : p. 3558

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen*) : p. 3566 - **Article 2** (art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision*) : p. 3590

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3765

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4102 p. 4108

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile et le nouveau centre d'accueil à la Villette** - (19 avril 2018) : p. 4116

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le blocage dans les universités** - (19 avril 2018) : p. 4121

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)] (suite)** - (19 avril 2018) - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 612-3 du code de l'éducation - *Décisions prises sur le fondement d'algorithmes*) : p. 4138 p. 4139

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières** - (9 mai 2018) : p. 4193 p. 4194 p. 4199

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - *Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »*) : p. 4306 p. 4307 p. 4319

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Question préalable** : p. 4674

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5999 p. 6004 - **Article 1er (supprimé)** (art. 3 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - *Obligation pour les associations ayant une activité cultuelle de se constituer sous le régime de la loi du 9 décembre 1905*) :

p. 6011 p. 6012 - **Article 2** (art. 25 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Extension aux locaux loués par une association cultuelle de la législation applicable aux locaux lui appartenant ou mis à sa disposition concernant la célébration publique du culte) : p. 6014 p. 6015 - **Article 3 bis (nouveau)** (Création d'un conseil consultatif des cultes auprès du Gouvernement) : p. 6015 p. 6017 p. 6018 - **Article 4 (supprimé)** (art. 25-2 [nouveau] de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Obligation pour tout ministre du culte de justifier d'une formation qualifiante, délivrée par une instance cultuelle représentative, et définition de la notion de ministre du culte) : p. 6020 p. 6021 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6026

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6214 - **Question préalable** : p. 6223 p. 6225 - **Discussion générale** : p. 6226 p. 6227 - **Article 3** (art. L. 723-5, L. 752-1 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réunification familiale des personnes protégées - Protection des mineurs contre les risques de mutilation sexuelle) : p. 6258 p. 6259 - **Article additionnel avant l'article 4 - Amendement n° 119 rectifié** (Persécutions liées à la transidentité) : p. 6266 - **Article 4** (art. L. 611-13 [nouveau], L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, et L. 713-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clauses d'exclusion et de cessation de la protection internationale et mesures administratives permettant leur mise en oeuvre) : p. 6267 - **Rappel au règlement** : p. 6269 - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6277 p. 6279 p. 6280 p. 6282 p. 6283 p. 6285 p. 6286

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) : p. 6314 p. 6319 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 412 rectifié ter** (Persécutions liées au genre) : p. 6337 p. 6338 p. 6339 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 124 rectifié bis** (Protection subsidiaire - Elargissement au passage par des pays tiers) : p. 6340 p. 6341 - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile) : p. 6343 - **Article 6 bis A (nouveau)** (art. L. 743-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décision définitive de rejet de la demande d'asile valant obligation de quitter le territoire français) : p. 6361 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 351 rectifié** (Demande d'asile par une personne inscrite dans la base EURODAC hors de France - Abandon du délai de cinq mois) : p. 6365 - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 742-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accroissement de sept à quinze jours du délai de recours contre une décision de transfert vers un autre État européen au titre du règlement « Dublin III ») : p. 6379 - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6382

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6423 p. 6424 p. 6425 p. 6427 p. 6428 p. 6442 p. 6443 p. 6458 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 164 rectifié bis** (Acquisition de la nationalité française - Conditions - Manifestation d'adhésion aux valeurs et à la langue de la République) : p. 6461 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis** (Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions) : p. 6465 p. 6466 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-9, L. 222-4 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Vidéo-

audience et traitement des appels irrecevables dans le contentieux de la non-admission) : p. 6482 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 24 rectifié bis** (Mineur non accompagné - Maintien en zone d'attente - Impossibilité) : p. 6488 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction) : p. 6490 p. 6491 p. 6494

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement de la condition de séjour sur le territoire français pour bénéficier d'un regroupement familial) : p. 6539 - **Article 11 A (nouveau)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditionnalité de la délivrance des visas de long séjour) : p. 6543 - **Article 11** (art. L. 511-1 et L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités d'éloignement des étrangers : renforcement des OQTF et précision de la notion de « risque de fuite ») : p. 6544 p. 6547 p. 6549 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Surveillance de l'étranger sous OQTF avec délai de départ volontaire) : p. 6555 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Encadrement du placement en rétention des mineurs accompagnant leur famille) : p. 6564 p. 6565 - **Article 16** (art. L. 512-1, L. 551-1, L. 551-2, L. 552-1, L. 552-3 à L. 552-7 et L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités et régime juridique de la rétention administrative) : p. 6569 p. 6571 p. 6574 p. 6582 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-5, L. 541-3 et L. 561-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités de l'assignation à résidence de longue durée) : p. 6587 - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Durée de validité de l'ordonnance autorisant une visite domiciliaire) : p. 6588 - **Article 19** (art. L. 611-1-1, L. 611-3 et L. 621-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 441-8 du code pénal - Retenue pour vérification du droit de circulation et de séjour et autres mesures de contrôle) : p. 6590 p. 6591 - **Article 19 ter (supprimé)** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers) : p. 6600 p. 6604 p. 6605 p. 6606 p. 6607

- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6725

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9090 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 55 rectifié bis** (Offre d'hébergement dédiée aux femmes victimes de violences - Augmentation) : p. 9110 - **Article 1er** (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs) : p. 9111 p. 9114 p. 9119 p. 9120 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9128 p. 9141 p. 9144 p. 9149 - **Rappel au règlement** : p. 9150 p. 9151

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 106 rectifié** (Prostitution - Définition) : p. 9176 - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 48 rectifié** (Évaluation de l'éducation sexuelle - Rapport au Parlement) : p. 9191 - **Article 3** (art. 222-33 et 222-33-2-2 du code pénal ; art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Répression du harcèlement sexuel et moral) : p. 9211 - **Article 4** (art. 131-3, 131-5-1, 225-4-11, 225-19 du code pénal ; art. 41-2 du code de procédure pénale - Répression de l'outrage sexiste) : p. 9218 p. 9220 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 99 rectifié bis** (Lutte contre la pédophilie - Renforcement) : p. 9224 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 121 rectifié bis** (Délivrance de titres de séjour aux personnes victimes de violences - Elargissement) :

p. 9233 p. 9234 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 117 rectifié** (*Reconnaissance du statut de réfugié aux femmes persécutées - Extension*) : p. 9234 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 118 rectifié ter** (*Prévention des violences faites aux femmes - Objectif national*) : p. 9235

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion (II)** - (10 juillet 2018) : p. 9441

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 12 quinquies** (*art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral*) : p. 10931

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du Comité Action publique (CAP) 22** - (19 juillet 2018) : p. 11055

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (19 juillet 2018) - **Article 18** (*art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité*) : p. 11061

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (I)** - (24 juillet 2018) : p. 11517

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique et l'affaire Benalla** - (24 juillet 2018) : p. 11518

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13447 p. 13448 - **Article 6** (*Expérimentation de la révision des pensions alimentaires par les organismes débiteurs des prestations familiales*) : p. 13500 - **Article 8** (*art. 116, 507, 507-1 et 836 du code civil - Allègement du contrôle a priori du juge des tutelles pour certains actes de gestion du patrimoine de personnes protégées, présumées absentes ou éloignées*) : p. 13505

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 27** (*art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation*) : p. 13588 - **Article 28** (*art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme*) : p. 13590 - **Article 29** (*art. 230-45, 706-95-1, 706-95-2, 706-95-4 [abrogé], 706-95-11 à 706-95-20 [nouveaux], 706-96, 706-96-1, 706-98, 706-98-1 [abrogé], 706-99 [abrogé], 706-100 à 706-102 [abrogés], 706-102-1, 706-102-2 [abrogé], 706-102-3, 706-102-4 [abrogé], 706-102-6 à 706-102-9 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 226-3 du code pénal - Extension et harmonisation du régime des techniques spéciales d'enquête*) : p. 13594 p. 13596 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 31 rectifié bis**, (*Perquisition pénale - Présence de l'avocat*) : p. 13612 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 106 rectifié bis** (*Légitime défense - Cas de présomption de légitime défense*) : p. 13621 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 32 rectifié** (*Enquête préliminaire - Accès au dossier*) : p. 13622

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 271 rectifié** (*Sursis probatoire - Développement*) : p. 13641 - **Article 37** (*art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1*

[nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 13645 p. 13647 p. 13648

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2018) - **Article 45** (*art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-7-1, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement*) : p. 13848 p. 13856 - **Article additionnel après l'article 50 bis - Amendement n° 203 rectifié** (*Exercice du droit de vote pour les détenus - Nouvelle modalité*) : p. 13888 - **Article 51** (*art. 100 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Allègement des procédures en matière de construction des établissements pénitentiaires et report du moratoire sur l'encellulement individuel*) : p. 13894

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14069 p. 14073 p. 14074 - **Article 1er** (*art. L. 211-3-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Instauration de périmètres de contrôle lors des manifestations*) : p. 14075 - **Article 3** (*art. L. 211-4-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier répertoriant les mesures d'interdiction administrative et judiciaire de manifester*) : p. 14079 p. 14080 p. 14081

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Article 1er** (*art. L. 821-1 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration du plafond de cumul de l'AAH et de la rémunération garantie en Esat lorsque le bénéficiaire est en couple*) : p. 14701

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7** (*art. L. 241-17 [nouveau] et L. 241-18 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations salariales sur le recours aux heures supplémentaires et complémentaires*) : p. 15299 p. 15308

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 27** (*art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale - Extension du dispositif de paiement à la qualité des établissements de santé*) : p. 15543

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2018) : p. 17680 - **État B** : p. 17697 p. 17699

Immigration, asile et intégration

- (6 décembre 2018) : p. 18140 p. 18141 - **État B** : p. 18145 p. 18146 p. 18147

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat*) : p. 21659 - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 81 quater et 1417 du code général des impôts et art. 7 de la loi de financement de sécurité sociale pour 2019 - Anticipation de l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires et exonération d'impôt sur le revenu*) : p. 21663 - **Article 4** (**Texte non**

modifié par la commission (*Rapport sur la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1er janvier 2019*) : p. 21671 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21673

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Rapporteur de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 7 février 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2017 [n° 483 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport et du texte de la commission, en première lecture.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution Audition de M. Arnaud Leroy, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communications diverses.

L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail « Lutte contre la pollution de l'air » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen d'un amendement du rapporteur.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Mauguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique de cohésion de l'Union européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (ICE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » et « Prévention des risques » - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 44

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article 1er** (art. L. 321-13 A [nouveau], L. 321-14 et L. 321-15 et L. 321-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Stratégie nationale et stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte) : p. 664 - **Article 9** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes) : p. 682

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1920 p. 1921

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2008 p. 2010 p. 2013

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Question préalable** : p. 3191

- **Suite de la discussion** (29 mars 2018) - **Article 1er** (art. L. 2141-1 du code des transports - Suppression du monopole de SNCF Mobilités sur l'exploitation des services de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 3222 p. 3223 - **Article 2** (sous-section 1A de la section 1 du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code des transports - Procédure d'attribution des contrats de service public) : p. 3225 p. 3226 p. 3229 - **Article 5** (art. L. 2121-12, L. 2133-1 et L. 1263-2 du code des transports - Exercice du droit d'accès au réseau, open access) : p. 3234 - **Article 8** (art. L. 2163-1 et L. 2163-2 [nouveaux] du code des transports - Transfert de personnel entre entreprises ferroviaires) : p. 3245 - **Article 10** (art. L. 2141-15-2 [nouveau] du code des transports - Transfert

de la propriété des ateliers de maintenance de SNCF Mobilités aux autorités organisatrices de transport) : p. 3248 p. 3249 - **Article 11** (art. L. 2111-27, L. 2111-28, L. 2111-29, L. 2111-30, L. 2111-31, L. 2111-32, L. 2111-33, L. 2111-34 et L. 2111-35 [nouveaux] du code des transports - Transformation de Gares et Connexions en société anonyme à capitaux publics) : p. 3253

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié bis** (Rétrocession des redevances d'occupation du domaine public des biens et équipements mis à la disposition de l'EPCI à la commune antérieurement compétente) : p. 3809

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic ») : p. 4317

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Article 1er A** (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire) : p. 4711 p. 4715

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4942 p. 4945 p. 4949 - **Article 1er B (nouveau)** (Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié) : p. 4979 p. 4981 - **Article 1er bis** (art. L. 2111-25 du code des transports - Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure) : p. 5005

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) : p. 5035 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 209** (Renforcement du rôle du Haut Comité du système de transport ferroviaire) : p. 5046 - **Article 2** (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures nécessaires à la transposition de la directive modifiée 2012/34/UE) : p. 5052 p. 5053 - **Article 2 ter** (art. L. 2121-1, L. 2121-1-1 [nouveau] et L. 2121-3 du code des transports - Autorités organisatrices des services d'intérêt national et des services d'intérêt régional de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 5061 - **Article 2 quater** (art. L. 1263-2, L. 1264-7 et L. 2121-13 à L. 2121-16 [nouveaux] du code des transports - Attribution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 5066 p. 5068 p. 5070 - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires) : p. 5080 p. 5081 p. 5090

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7393 p. 7398 p. 7402 p. 7408 p. 7409 - **Article 2** (art. L. 631-25 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions des manquements aux obligations contractuelles) : p. 7426 - **Article 4** (art. L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) : p. 7437 - **Article 5** (art. L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Rôle des organisations interprofessionnelles agricoles) : p. 7441 p. 7443 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 230 rectifié, n° 311 rectifié bis, n° 369 rectifié bis et n° 416 rectifié ter** (Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension) : p. 7445 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 252 rectifié** (Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension) : p. 7446 p. 7447 - **Article 5 bis** (art. L. 533-5 du

code rural et de la pêche maritime - Échanges d'informations stratégiques des organisations de producteurs) : p. 7449 - **Article 5 ter (supprimé)** (art. L. 632-1 du code rural et de la pêche maritime - Représentation des organisations de producteurs au sein des organisations interprofessionnelles agricoles) : p. 7452 - **Article 5 quinquies** (art. L. 611-2 du code de commerce et art. L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Sanction du défaut de publication des comptes) : p. 7456 p. 7457 - **Article 9** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance afin de procéder, pendant deux ans, au relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions) : p. 7471 p. 7473

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10** (Habilitation du Gouvernement à clarifier et à adapter, par ordonnance, les dispositions du code de commerce relatives aux relations commerciales) : p. 7556 p. 7557 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 235 rectifié ter** (Interdiction relative au taux de service des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine) : p. 7564 - **Article 10 bis A (nouveau)** (art. L. 441-7 et L. 442-6 du code de commerce - Application des dispositions relatives à la convention unique et aux pratiques restrictives de concurrence prohibée aux négociations internationales) : p. 7566 - **Article 10 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 462-10 du code de commerce - Bilan concurrentiel des accords d'achat ou de référencement entre distributeurs) : p. 7570 - **Article additionnel après l'article 10 nonies - Amendement n° 615 rectifié** (Rapport sur les communes sortant de la carte des zones défavorisées simples) : p. 7587 - **Article additionnel après l'article 10 nonies - Amendement n° 312 rectifié** (rapport annuel de l'Observatoire de la formation des prix et des marges - Impact des mesures de la loi) : p. 7589

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exonération de charges pour les saisonniers agricoles** - (25 septembre 2018) : p. 13280

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (2 octobre 2018) : p. 13344

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Explications de vote communes** : p. 14055

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 312-75 et L. 351-3 du code de la consommation - Suppression de l'obligation de vérification tri-annuelle de la solvabilité de l'emprunteur en matière de crédit renouvelable à la consommation) : p. 14936 - **Article 2** (art. L. 313-3 et L. 341-21 du code de la consommation - Suppression de mentions légales dans les publicités relatives au crédit immobilier) : p. 14938 - **Article 6** (art. L. 127-5-1 du code des assurances et L. 224-5-1 du code de la mutualité - Suppression de l'interdiction générale faite aux assureurs de participer à la négociation des honoraires des avocats intervenant en protection juridique) : p. 14942

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2018) - **Article 16** (art. L. 424-2 du code de l'environnement - Dérogations à l'interdiction de chasser certains oiseaux) : p. 15002

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 10** (Agence nationale de la cohésion des territoires - Objectifs) : p. 15113 p. 15114

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche

maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15395

- **Question orale sans débat sur le recyclage des déchets plastiques lourds en Dordogne** - (20 novembre 2018) : p. 15794

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat (I)** - (27 novembre 2018) : p. 16893 p. 16894

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement s n° I-107 rectifié, n° I-224 rectifié bis, n° I-259 et n° 701 rectifié bis (Biens ruraux - Fiscalité)** : p. 17080 - **Article 18** (art. 71, 72 D, 72 D bis, 72 D ter, 72 D quater, 73, 73 E, 75 du code général des impôts, art. L. 781-15 du code rural

et de la pêche maritime - Réforme des aides fiscales en faveur de la gestion des risques et de l'investissement agricoles) : p. 17155 p. 17156 - Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-627 rectifié et n° I-855 (Définitions juridiques et fiscales de l'activité agricole) : p. 17160

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006 (Relance de la trufficulture)** : p. 17199 p. 17201

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Article unique** : p. 21441

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21452 p. 21454

BERTHET (Martine)
sénatrice (Savoie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (13 juillet 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins le 27 juin 2018 ; puis vice-présidente du 28 juin 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle parlementaire du renseignement [n° 470 (2017-2018)] (11 mai 2018) - **Défense - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation aux entreprises : La délégation sénatoriale aux entreprises fidèle aux rencontres avec les entrepreneurs [n° 682 (2017-2018)] (19 juillet 2018) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 201 (2018-2019)] visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne [n° 205 (2018-2019)] (13 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement de la délégation en Savoie le 12 février 2018.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR), et de Mme Yannick Moreau, présidente du Comité de suivi des retraites (CSR).

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Politiques de lutte contre la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy de l'INSEE et de Mme Hélène Périer de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation, par MM. les rapporteurs Rémy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de Mme Hélène Sallon, Journaliste au Monde.

Audition du Dr Serge Hefez, psychiatre.

(*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de MM. Bruno Coquet et Stéphane Carcillo.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de M. Bertrand Martinot, directeur général adjoint des services de la région Ile-de-France chargé du développement économique, de l'emploi et de la formation et de Mme Anne-Valérie Aujames et M. Alain Bao, représentants de la Fédération nationale des associations régionales de directeurs de centres de formation d'apprentis (Fnadir).

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition du Pr. Sophie Caillat-Zucman en vue de sa reconduction à la présidence du conseil d'administration de l'Agence de la biomédecine, (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Accès précoce à l'innovation en matière de produits de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Michel Forissier et Mme Catherine Fournier sur les dispositions intéressant les entreprises du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Compte-rendu, par M. Éric Jeansannetas, du déplacement de la délégation dans la Creuse le 25 mai 2018.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition du docteur Patrick Maison, directeur de la surveillance, et de Mme Dominique Debourges, ancienne cheffe du pôle défaut qualité et rupture de stock de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Réunion du jeudi 12 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de M. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques et de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), Mmes Anne Carpentier,

directrice des affaires pharmaceutiques, Fanny de Belot, responsable des affaires publiques et Annaïk Lesbats, chargée de mission affaires publiques, représentants du syndicat Les entreprises du médicament (LEEM).

Réunion du jeudi 27 septembre 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Examen du rapport de M. Jean-Pierre Decool, rapporteur de la mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Martial Bourquin sur le déplacement dans le Doubs de la délégation aux entreprises.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, des déplacements de la délégation à Bruxelles, le 26 octobre 2018, et Berlin, le 19 novembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

(*commission des affaires sociales*) : Perspectives de la future loi santé et organisation de la protection sociale. Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'offre de soins - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 21 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les finances des territoires touristiques de montagne** - (13 février 2018) : p. 1446 p. 1447

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 115** (*Supplétifs de statut civil de droit commun - Rapport au Parlement*) : p. 4535

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4945

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 140 rectifié bis** (*Centres de formation d'apprentis et établissements de l'enseignement supérieur - Conventions pour l'aménagement de doubles cursus*) : p. 9590

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement*) : p. 10824

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 55** (*art. L. 111-10-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition et modalités d'application de l'obligation de rénovation énergétique pour les bâtiments tertiaires*) : p. 11554 p. 11555 p. 11556 p. 11557 p. 11560 - **Article additionnel après l'article 56 quater - Amendement n° 350** (*Création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant - Suppression de l'autorisation préalable*) : p. 11584

- **Question orale sans débat sur le cadencement des trains à grande vitesse en Auvergne-Rhône-Alpes** - (23 octobre 2018) : p. 14027 p. 14028

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mineurs non accompagnés** - (8 novembre 2018) : p. 15109 p. 15110

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (*art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs*) : p. 15389 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 117 rectifié et 316 rectifié bis** (*Professionnels libéraux pluriactifs - Cotisation proportionnelle au premier euro*) : p. 15431 - **Article 15** (*art. L. 138-10 à L. 138-15 du code de la sécurité sociale - Refonte du mécanisme*

de sauvegarde applicable aux dépenses de médicaments) : p. 15469

Quatrième partie :

- (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 39 rectifié bis, n° 238 rectifié bis et n° 401 rectifié** (*Étudiants en orthoptie - Possibilité de stages pratiques en cabinet d'orthoptie de ville*) : p. 15626 - **Article 39** (*art. L. 4161-1 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique ; art. L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation de l'expérimentation portant sur la vaccination antigrippale par les pharmaciens*) : p. 15650

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 8 (priorité)** (*art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets*) : p. 16843

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-486 rectifié** (*Droits de succession dans l'hôtellerie*) : p. 17080

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (*art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement*) : p. 17951 p. 17958 p. 17959

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18533

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 11 rectifié bis** (*Petites communes - Application du régime des communes déléguées*) : p. 18575

- **Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne [n° 201 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21571 - **Article unique** (*Texte non modifié par la commission*) : p. 21580

BERTRAND (Alain)
sénateur (Lozère)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

BERTRAND (Anne-Marie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (3 juillet 2018).

Membre titulaire de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 229 (2017-2018)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part [n° 301 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Françoise Thébaud, historienne, professeure émérite à l'université d'Avignon.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Mutilations sexuelles féminines - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Maryvonne Blondin et Marta de Cidrac, co-rapporteuses.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part** [n° 301 (2017-2018)] - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1688 - **Texte de la commission** : p. 1706 p. 1707 p. 1709 p. 1712 p. 1713 p. 1713 p. 1714 p. 1715

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3374

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer** [n° 316 (2017-2018)] - (16 mai 2018) - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4321

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise** [n° 516 (2017-2018)] - (7 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5611

- **Question orale sans débat sur le devenir du recrutement en école d'orthophonie** - (31 juillet 2018) : p. 13226 p. 13227

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14842 p. 14843

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019** [n° 106 (2018-2019)]

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (*art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs*) : p. 15394

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Seconde partie :

Justice

- (1er décembre 2018) : p. 17515

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17535

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs** [n° 86 (2018-2019)] - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21451 p. 21452

BIGNON (Jérôme)
sénateur (Somme)
Les Indépendants

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire le 3 août 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement le 30 janvier 2018.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française de la biodiversité.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire Conseil de surveillance de la société du canal Seine-Nord Europe.

DÉPÔTS

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janaillac, Président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport et du texte de la commission, en première lecture.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine de Kersauson, Présidente de la 2ème Chambre de la Cour des Comptes, sur la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution Audition de M. Arnaud Leroy, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Chantal Jouanno, candidate proposée aux fonctions de Présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur la gestion et le stockage des déchets radioactifs, autour de M. Pierre-Franck Chevet, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire, M. Jean-Christophe Niel, Directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, M. Pierre-Marie Abadie, Directeur général de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, M. Jean-Claude Delalonde, Président de l'Association nationale des comités et commissions locales d'information, Mme Manon Besnard, chargée d'études à l'agence d'information WISE-Paris.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Les

nouvelles tendances de la recherche sur l'énergie : I - L'avenir du nucléaire - Compte rendu de l'audition publique du 24 mai 2018.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Mauguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport sur les États généraux de la bioéthique du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE) par M. Jean-François Delfraissy, président, ainsi que des opinions du comité citoyen constitué dans le cadre des États généraux de la bioéthique.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Équilibre relations commerciales dans secteur agricole et alimentaire - Examen rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond (11 ter, 11 septies B, 11 sexdecies, 12 à 12 quinquies, 15 bis et 16 B).

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur le suivi des négociations internationales sur le climat et l'environnement et de la mise en oeuvre des objectifs de développement durable, relative à l'intégration des objectifs de développement durable dans les processus budgétaires - Communication de M. Jérôme Bignon.

Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » et « Prévention des risques » - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition publique, ouverte à la presse, sur le bilan du fonctionnement des algorithmes de la plateforme Parcoursup, dans le prolongement de l'audition publique du 16 novembre 2017 sur les algorithmes au service de l'action publique (le cas du portail Admission Post-Bac).

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 653 p. 658 p. 659 - **Article 9** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 683 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 37** (*Augmentation de 1 000 à 1 500 hectares de la superficie des plans d'eau intérieurs soustraits à la loi Littoral*) : p. 698

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 246 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 805 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3** (*Responsabilité civile des propriétaires ou gestionnaires de sites naturels*) : p. 809 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 2** (*Responsabilité civile des propriétaires ou gestionnaires de sites naturels*) : p. 809 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (*Responsabilité civile des propriétaires ou gestionnaires de sites naturels*) : p. 810 p. 811

- **Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 288 (2017-2018)]** - (13 février 2018) - **Discussion générale** : p.1461

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des collectivités territoriales dans la préservation de l'environnement** - (27 mars 2018) : p. 3092

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (29 mars 2018) - **Article 1er** (*art. L. 2141-1 du code des transports - Suppression du monopole de SNCF Mobilités sur l'exploitation des services de transport ferroviaire de voyageurs*) : p. 3221 p. 3222 - **Article 2** (*sous-section IA de la section 1 du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code des transports - Procédure d'attribution des contrats de service public*) : p. 3226 p. 3227 - **Article 4** (*art. L. 2121-2 du code des transports - Contrats de service public répondant aux besoins d'aménagement du territoire*) : p. 3232 p. 3233 - **Article 6** (*Dispositions transitoires*) : p. 3236 p. 3237 - **Article 7** (*section 7 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er de la deuxième partie [nouvelle], art. L. 2111-14-1 [nouveau] et L. 1264-7 du code des transports - Transmission, par l'opérateur historique, des informations nécessaires aux autorités organisatrices*) : p. 3237 - **Article 8** (*art. L. 2163-1 et L. 2163-2 [nouveaux] du code des transports - Transfert de personnel entre entreprises ferroviaires*) : p. 3245 p. 3246 - **Article 11** (*art. L. 2111-27, L. 2111-28, L. 2111-29, L. 2111-30, L. 2111-31, L. 2111-32, L. 2111-33, L. 2111-34 et L. 2111-35 [nouveaux] du code des transports - Transformation de Gares et Connexions en société anonyme à capitaux publics*) : p. 3255 p. 3256 p. 3257 p. 3258 - **Article 15** (*art. L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-3, L. 2102-4, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-10, L. 2102-19, L. 2102-20, L. 2123-1-1, L. 2123-4 et L. 2133-11 du code des transports - Coordinations relatives à la transformation de Gares et Connexions en société anonyme*) : p. 3264

- **Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau prévue à l'article 28 de la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 [n° 378 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3418

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Article 1er** (art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Missions et outils de la Commission nationale de l'informatique et des libertés) : p. 4124 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Compétences des personnalités qualifiées nommées par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat) : p. 4125 - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitement des données personnelles dites « sensibles ») : p. 4130 - **Article 14 bis** (art. 32 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Information des mineurs de moins de 15 ans) : p. 4140 p. 4141

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4271 p. 4272

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis (Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions)** : p. 6467

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (2 juillet 2018) - **Article 14 (supprimé)** (art. L. 253-5-1 et L. 253-5-2 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 511-12 du code de la consommation - Pratiques commerciales prohibées en matière de vente de produits phytopharmaceutiques, PPP) : p. 7816 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 128 rectifié septies (Usage des drones pour les producteurs agricoles - Dérogation)** : p. 7849 - **Article 14 septies (supprimé)** (art. L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Champ d'interdiction des néonicotinoïdes) : p. 7861 p. 7863 p. 7864

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 12 ter** (art. L. 161-4, L. 111-4, L. 151-12 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones non urbanisées) : p. 10915

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Articles additionnels après l'article 23 bis - Amendement n° 396 (Acquisition immobilière - Délai de rétractation commun de 10 jours)** : p. 11108

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13359 p. 13360

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (11 octobre 2018) - **Article 43** (art. 131-3, 131-5-1, 131-6, 131-7 [abrogé], 131-8, 131-9, 131-16, 131-35-1 et 131-35-2 [abrogés], 131-36, 221-8, 222-44, 222-45, 224-9, 225-19, 225-20, 227-32 [abrogé], 311-14, 312-13, 321-9, 322-15 du code pénal ; l'art. 32 et l'art. 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Échelle des peines correctionnelles) : p. 13703

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la surveillance des déplacements maritimes** - (25 octobre 2018) : p. 14724

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15840

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17592 p. 17593

Écologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **Mise au point au sujet d'un vote** : p. 17632 - **Article 76 quinquies (nouveau)** (art. 128 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, art. 136 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 et art. L. 561-3 du code de l'environnement - Prorogation et extension des mesures financées par le Fonds de prévention des risques naturels majeurs) : p. 17640

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2018) : p. 17651

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP24** - (18 décembre 2018) : p. 21591

BIGOT (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (22 février 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptation à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (26 novembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (26 novembre 2018).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection du 17 janvier 2018 au 12 septembre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Vice-président de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays jusqu'au 6 juin 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le mécanisme de protection civile de l'Union européenne [n° 557 (2017-2018)] (7 juin 2018) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Nature, efficacité et mise en oeuvre des peines : en finir avec les illusions ! [n° 713 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : France-Allemagne : quelle coopération à l'heure du 56ème anniversaire du Traité de l'Élysée ? [n° 181 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations- Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Agences de surveillance européennes : avis politique de MM. Jean-François Rapin et Claude Raynal.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur la situation des prisons.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs - Examen du rapport d'information.

Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrats de vente de biens en ligne : projet de rapport d'information, de proposition de résolution européenne et d'avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Groupe de

contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de M. Jacques Bigot.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Suite de l'examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen de l'amendement de seconde délibération.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission des lois*) : Différenciation territoriale - Table ronde.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des lois*) : Droit local d'Alsace-Moselle - Table ronde.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Détachement des travailleurs : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Adoption du rapport final de la mission, portant sur le volet « stratégie industrielle ».

(*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Mécanisme de protection civile de l'Union européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des

caméras mobiles par les autorités de sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Supercalculateur européen : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ouzoulias et Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil COM (2018) 218 sur la protection des personnes dénonçant les infractions au droit de l'Union (E13046) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 23 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Échange de vues, nomination de rapporteurs et demande d'octroi à la commission des lois, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Girier, chef de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et ancien directeur de la campagne de M. Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Stéphane Fratacci, directeur de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Éric Bio Farina, commandant militaire de la Présidence de la République.

Nature, efficacité et mise en oeuvre des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Suite de l'examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de Mme Sophie Joissains.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Règles européennes et statut des sapeurs-pompiers volontaires : avis politique de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

Recherche et propriété intellectuelle - Programme de recherche et d'innovation Horizon Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin et Jean-François Rapin.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 246 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Article 1er** (*Responsabilité du gardien de l'espace, du site ou de l'itinéraire pour les dommages causés à l'occasion d'un sport de nature ou d'une activité de loisirs*) : p. 812

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Deuxième lecture [n° 248 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 831 - **Article 8** (*art. 1195 du code civil et*

art. L. 211-40-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Régime de l'imprévision et exclusion des titres et contrats financiers) : p. 838

- **Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accès à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 288 (2017-2018)]** - (13 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1457 p. 1458

- **Suite de la discussion** (20 février 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1570

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Article 1er** (*Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif*) : p. 1653 p. 1661 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 1677

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1806 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5** (*Obligation d'engager une procédure disciplinaire en cas de non-respect par des fonctionnaires des avis de la commission de déontologie*) : p. 1816 - **Article 4** (*art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Extension du contrôle de la commission de déontologie de la fonction publique*) : p. 1818 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 16 rectifié bis** (*Transfert des compétences de la commission de déontologie de la fonction publique à une commission spécialisée de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*) : p. 1823 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (*Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts*) : p. 1828 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1830

- **Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 300 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1841

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 92 rectifié** (*Télédéclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024*) : p. 2221

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Article 2** (*art. 7 et 8 du code de procédure pénale - Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs*) : p. 3103 - **Article 3** (*art. 222-23 du code pénal - Répression du viol lorsqu'il est commis à l'encontre d'un mineur*) : p. 3109 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (*Pénalisation de tout acte de pénétration sexuelle commise par un majeur sur mineur*) : p. 3112

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3479 p. 3480

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Commission mixte paritaire [n° 248 (2017-2018)]** - (11 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3623

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Question préalable** : p. 3882 - **Discussion générale** : p. 3889 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3890 - **Article 1er** (*art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de*

protection du secret des affaires en matière civile) : p. 3896 p. 3897 p. 3901 p. 3902 p. 3919 p. 3922

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3942

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)] (suite)** - (18 avril 2018) - **Article 1er** (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) : p. 3943 p. 3944 p. 3946 - **Article 1er ter** (art. L. 611-1 [nouveau], L. 741-4 [nouveau], 314-10 et 314-12 du code pénal - Instauration d'un délit de détournement d'une information économique protégée) : p. 3956 p. 3958 - **Article 1er** (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) : p. 3965

- **Question orale sans débat sur la situation financière des étudiants en capacité en droit** - (22 mai 2018) : p. 4401 p. 4402

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Aquarius** - (12 juin 2018) : p. 5717 p. 5718

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 5 rectifié** (Réunion annuelle d'information de tous les conseillers municipaux d'un EPCI) : p. 5755

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6005 - **Article 1er (supprimé)** (art. 3 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Obligation pour les associations ayant une activité culturelle de se constituer sous le régime de la loi du 9 décembre 1905) : p. 6012 - **Article 3 bis (nouveau)** (Création d'un conseil consultatif des cultes auprès du Gouvernement) : p. 6017 - **Article 4 (supprimé)** (art. 25-2 [nouveau] de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Obligation pour tout ministre du culte de justifier d'une formation qualifiante, délivrée par une instance culturelle représentative, et définition de la notion de ministre du culte) : p. 6022 - **Article 4 bis (nouveau)** (Institution d'une formation obligatoire pour les aumôniers intervenant dans les armées, les établissements pénitentiaires et les centres hospitaliers) : p. 6024 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6026

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 6275 p. 6276 - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6284

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile) : p. 6359 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 351 rectifié** (Demande d'asile par une personne inscrite dans la base EURODAC hors de France - Abandon du délai de cinq mois) : p. 6366 p. 6367 p. 6368

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du

séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6447 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 484 rectifié** (Droit du sol - Suppression) : p. 6459 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis** (Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions) : p. 6463 p. 6464 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction) : p. 6489

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Encadrement du placement en rétention des mineurs accompagnant leur famille) : p. 6566 p. 6567

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article 38** (art. L. 111-2, L. 221-2-1, L. 611-11, L. 762-1, L. 763-1, L. 764-1, L. 766-1, L. 766-2, L. 767-1 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 711-1 du code pénal ; art. 78-2 du code de procédure pénal ; art. L. 552-6, L. 562-6 et L. 573-2 du code des relations entre le public et l'administration - Diverses coordinations outre-mer) : p. 6703 - **Article 39** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour procéder à des coordinations outre-mer) : p. 6706 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 150** (Répartition du contentieux entre la CNDA et le juge administratif de droit commun - Amélioration) : p. 6709

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 1er** (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs) : p. 9117 p. 9120 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié bis** (Régime dérogatoire de prescription pour les victimes mineures) : p. 9121 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9127 p. 9137 p. 9139 p. 9146 - **Rappel au règlement** : p. 9152

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 17 rectifié** (Mise en place d'une chambre spécialisée dans le jugement des infractions sexuelles - Rapport au Parlement) : p. 9179 - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 32 rectifié** (Impact des violences sexuelles sur les suicides - Rapport au Parlement) : p. 9190 - **Article 4** (art. 131-3, 131-5-1, 225-4-11, 225-19 du code pénal ; art. 41-2 du code de procédure pénale - Répression de l'outrage sexiste) : p. 9220

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11386

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13448 p. 13449 - **Article 1er** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022) : p. 13458 p. 13460 - **Article 2** (art. 22-1, 22-2 et 22-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et art. 4 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Développement du recours aux modes alternatifs de règlement des différends) : p. 13485 - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 13490 - **Article 4** (art. 83 de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation agricole à son

environnement économique, art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. L. 1453-1 A [nouveau] du code du travail, art. L. 722-5-1 [nouveau] du code de commerce, paragraphe 4 de la section 2, paragraphe 1 de la section 5 du chapitre III du titre XII et art. 364 [nouveau] du code des douanes, art. L. 121-4 du code des procédures civiles d'exécution, art. L. 142-9 du code de la sécurité sociale, art. 12 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, et art. L. 134-4 du code de l'action sociale et des familles - Extension de la représentation obligatoire) : p. 13494 p. 13497 - **Article 6** (Expérimentation de la révision des pensions alimentaires par les organismes débiteurs des prestations familiales) : p. 13501 p. 13502 p. 13503 - **Article 7** (art. 1397 du code civil - Modification des conditions de changement de régime matrimonial) : p. 13505 - **Article 12 (supprimé)** (art. 233, 238, 246, 247-2, 247-3 [nouveau], section 3 du chapitre II du titre VI du livre I^{er}, art. 251, 252, 253, 254, 257, 262-1, 311-20, 313, 375-3 et 515-12 du code civil - Simplification de la procédure de divorce par la suppression de la tentative de conciliation préalable à l'assignation) : p. 13515 p. 13516 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 7 rectifié** (Procédure de séparation de corps par consentement mutuel - déjudiciarisation) : p. 13520 - **Article 13** (art. 2-1 et 2-2 [nouveaux] la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation et de simplification de la justice du XXI^e siècle, art. L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Procédure sans audience devant le tribunal de grande instance et procédure dématérialisée de règlement de petits litiges) : p. 13524

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 13536 p. 13538 - **Article 18** (art. 373-2, 373-2-6 et 373-2-10 du code civil - Renforcement de l'efficacité des décisions prises en matière d'exercice de l'autorité parentale) : p. 13547 - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 713-7, L. 713-11, L. 723-4 et L. 723-7 du code de commerce - Extension du corps électoral des tribunaux de commerce aux agriculteurs et professionnels indépendants) : p. 13552 - **Article 26** (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 13573 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 230** (Victimes d'acte de terrorisme - Simplification du parcours procédural) : p. 13581 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 13589 - **Article 30** (art. 16, 18, 28, 60, 60-1, 60-3, 76-2, 77-1, 77-1-1, 77-1-2, 77-1-3 du code de procédure pénale et art. L. 130-7 du code de la route - Statut et compétence de la police judiciaire) : p. 13598 p. 13599 p. 13601 - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 13607 p. 13608 p. 13609

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 35** (art. 81, 97, 142-6, 142-7 et 706-71 du code de procédure pénale et art. 51-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Mesures diverses de simplification du déroulement de l'instruction) : p. 13637 - **Article 37** (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 13647 p. 13651 - **Article 39** (art. 388-5, 393, 393-1, 394, 397-1-1 [nouveau] et 397-2 du code de procédure pénale - Dispositions relatives au tribunal correctionnel) : p. 13658 p. 13660 - **Article 40** (art. 398-1, 495, 495-1 et 495-3 du code de procédure pénale - Extension du champ

d'application de la procédure de jugement à juge unique et de l'ordonnance pénale) : p. 13673 p. 13674 p. 13675 p. 13676 - **Article 41** (art. 502 et 509 du code de procédure pénale - Effet dévolutif de l'appel en matière correctionnelle et formation à juge unique de la chambre des appels correctionnels) : p. 13676 p. 13677 p. 13678 - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 13681 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 365** (Lutte contre le terrorisme - Organisation judiciaire - Amélioration) : p. 13694 - **Article 43** (art. 131-3, 131-5-1, 131-6, 131-7 [abrogé], 131-8, 131-9, 131-16, 131-35-1 et 131-35-2 [abrogés], 131-36, 221-8, 222-44, 222-45, 224-9, 225-19, 225-20, 227-32 [abrogé], 311-14, 312-13, 321-9, 322-15 du code pénal ; l'art. 32 et l'art. 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Échelle des peines correctionnelles) : p. 13699 p. 13700

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 56 rectifié bis** (Délits et crimes punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement - Peine complémentaire générale) : p. 13838 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 58 rectifié bis** (Etat de récidive légale) : p. 13839 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 57 rectifié bis et 72 rectifié bis** (Révocation du sursis - Limitation) : p. 13841 - **Article 44** (art. 41 et 81 du code de procédure pénale ; art. 132-70-1 du code pénal - Développement des enquêtes pré-sentencielles) : p. 13845 - **Article 45** (art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement) : p. 13852 p. 13856 - **Article 45 bis (nouveau)** (art. 709-2 du code de procédure pénale - Rapport annuel sur l'exécution des peines) : p. 13862 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 139** (Peines alternatives - Groupes de travail) : p. 13863 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 142** (Peines alternatives - Groupes de travail) : p. 13863 - **Article 45 ter (nouveau)** (art. 131-36-1, art. 131-36-2 et 132-36-3 [abrogés], 131-36-4, 131-36-12, art. 221 9-1 et 221-15 [abrogés], art. 222-48-1, art. 222-65, 224-10, 227-31 et 421-8 [abrogés] du code pénal et art. 763-3, 763-5 et 763-10 du code de procédure pénale - Élargissement du champ d'application du suivi socio-judiciaire) : p. 13864 p. 13865 - **Article 46** (art. 132-40, 132-41, 132-41-1 [nouveau], 132-42, 132-43, 132-45, 132-47, 132-48, 132-50, 132-52, 132-53 ; art. 132-54 à 132-57 du code pénal et art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création du sursis probatoire) : p. 13871 - **Article 47** (art. 739, 740, 741-1, 741-2 [nouveau], 742, 743, 745 et 747 du code de procédure pénale - Création du sursis probatoire) : p. 13875 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 63 rectifié bis** (Surveillance électronique de fin de peine - Rétablissement) : p. 13880 - **Article 51** (art. 100 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Allègement des procédures en matière de construction des établissements pénitentiaires et report du moratoire sur l'encellulement individuel) : p. 13895

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 75 rectifié bis** (Aide juridictionnelle - Auteurs d'actes terroristes - Suppression) : p. 13957 - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) : p. 13960 - **Article additionnel après l'article 52 quinquies - Amendement n° 134** (Aide juridictionnelle - Rapport au Parlement) : p. 13965 - **Article 53** (art. L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-1 [nouveau], L. 211-4-2 [nouveau], L. 211-5 [abrogé], L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-9-3 [nouveau], L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-6-1 [nouveau], L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-6, L. 213-7, L. 213-8-1 [nouveau], L. 213-9, L. 215-1 et L. 215-3 à L. 215-7 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1, L. 217-2 du code de

*l'organisation judiciaire et art. 39-4 [nouveau], 52-1, 80 et 712-2 du code de procédure pénale et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10, L. 744-1 du code de commerce et L. 121-1 du code des procédures civiles d'exécution et L. 1134-10, L. 1422-1, L. 1423-11, L. 1454-2, L. 1521-3, L. 2323-4, L. 2323-39, L. 2325-38, L. 2325-40, L. 2325-55, L. 3252-6 [abrogé], L. 7112-4 du code du travail et art. L. 4261-2, L. 4262-2 du code des transports - Fusion du tribunal de grande instance avec les tribunaux d'instance de son ressort, maintenus sous forme de chambres détachées, suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance, possibilité de spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière civile et pénale, désignation de procureurs de la République chefs de file au niveau départemental et regroupement départemental des juges d'instruction et des juges de l'application des peines) : p. 13970 p. 13976 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 371 rectifié (Livre foncier - Alsace-Moselle)** : p. 13979 - **Article 54 (Supprimé) (Expérimentation dans deux régions de l'attribution de fonctions d'animation et de coordination à certains chefs de cour pour plusieurs cours d'appel et de la spécialisation de certaines cours d'appel en matière civile)** : p. 13981*

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2018) - **Explications de vote communes** : p. 14054 p. 14055

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019)**.

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-8, L. 312-9, L. 312-10 et L. 351-3 du code de la consommation - *Allègement du formalisme et suppression de l'interdiction de certaines mentions dans les publicités relatives au crédit à la consommation*) : p. 14934 - **Article 6** (art. L. 127-5-1 du code des assurances et L. 224-5-1 du code de la mutualité - *Suppression de l'interdiction générale faite aux assureurs de participer à la négociation des honoraires des avocats intervenant en protection juridique*) : p. 14941 p. 14943

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2018) - **Article 44** (*Ajustement exceptionnel de la revalorisation des prestations sociales*) : p. 15710 p. 15711

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Strasbourg (I)** - (13 décembre 2018) : p. 21523

BIGOT (Joël)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique le 29 novembre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janaillac, Président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, Ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Arnaud Leroy, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition M. Christophe Béchu, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures des transports de France.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Véronique Blanchard, historienne, spécialiste de la justice des mineurs, ancienne éducatrice, enseignante à l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Mauguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 780

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3394

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4229

- **Débat sur la politique de concurrence dans une économie mondialisée** - (17 mai 2018) : p. 4379

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires** - (24 mai 2018) : p. 4631

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4701 p. 4705

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article 1er** (*Agence nationale pour la cohésion des territoires - Missions et statut*) : p. 5737 p. 5738

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (*art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation*) : p. 7403 - **Article 5 quinquies** (*art. L. 611-2 du code de commerce et art. L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Sanction du défaut de publication des comptes*) : p. 7454

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater** (*Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations*) : p. 10954

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 621 rectifié bis** (*OACAS (Organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires)*) : p. 11341

- **Question orale sans débat sur la fermeture des centres d'information et d'orientation** - (23 octobre 2018) : p. 14034

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14844

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (7 novembre 2018) - **Article 22** (*art. L. 2123-3-6 du code des transports - Procédure applicable en cas d'inutilisation d'une installation de service ferroviaire pendant au moins deux ans*) : p. 15011

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15842 p. 15847

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-255 rectifié ter, n° I-290 rectifié ter, n° I-406 rectifié et n° I-436 rectifié ter** (*Composante carbone des taxes intérieures de consommation*) : p. 16749 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (*« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption*) : p. 16749 p. 16757 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-849 rectifié** (*Transition énergétique - Accompagnement des ménages*)

modestes) : p. 16762 p. 16764 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-77 rectifié bis, n° I-263 rectifié bis, n° I-431 rectifié bis et n° I-846 rectifié** (*Attribution d'une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques aux collectivités compétentes en matière de transition énergétique*) : p. 16766 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-404 rectifié et n° I-432 rectifié** (*Contrats territoriaux bas carbone*) : p. 16768 p. 16769 p. 16771 - **Article 8 (priorité)** (*art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets*) : p. 16843 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-48 rectifié et n° I-111 rectifié bis** (*Produits non alimentaires et non couverts par la REP - éco-contribution*) : p. 16861 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-12 rectifié bis, n° I-652 et n° I-865** (*Opérations de tri et de recyclage - Taux réduit de TVA*) : p. 16864

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 7** (*art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM*) : p. 16962 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-369 et n° I-911** (*Taxe sur les surfaces commerciales - Majoration*) : p. 16970 p. 16971 - **Article additionnels après l'article 8 - Amendement n° I-370** (*Taxe sur les surfaces commerciales - Extension*) : p. 16971 - **Article additionnels après l'article 8 - Amendement n° I-912** (*Établissements de stockage et de logistique servant à la vente de biens à distance - TASCOM - Assujettissement*) : p. 16972

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17596

Ecologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17605

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Article 4** (*art. L. 2113-5, L. 2113-9, L. 2113-9-1-I [nouveau], L. 2113-20, L. 2333-55, L. 5210-1-1, L. 5210-1-2 et L. 5741-1 du code général des collectivités territoriales, art. 44 sexdecies et 302 bis ZG du code général des impôts - « Commune-communauté »*) : p. 18567

Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges (16 juillet 2018).

Membre suppléant du Conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

BILLON (Annick)
sénatrice (Vendée)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 589 (2016-2017)] visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 277 (2017-2018)] (7 février 2018) - **Culture - Éducation - Famille.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Le 8 mars 2018 au Sénat : honneur aux élues des territoires [n° 480 (2017-2018)] (16 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité pour les associations de locataires, non affiliées à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation, de présenter des listes aux élections des représentants des locataires [n° 509 (2017-2018)] (28 mai 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter la prise de garanties immobilières [n° 534 (2017-2018)] (1er juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 487 (2017-2018)] - *Projet de loi* renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes : contribution au débat [n° 574 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Réforme des institutions : quelle place pour l'égalité et la parité ? [n° 670 (2017-2018)] (17 juillet 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à favoriser la transparence dans l'attribution des places de crèche [n° 707 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier l'appellation Relais assistants maternels en Relais petite enfance, et à en préciser le champ de compétence [n° 139 (2018-2019)] (20 novembre 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Les femmes pendant la Grande Guerre (Actes du colloque du 18 octobre 2018) [n° 165 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Anciens combattants - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Tony Estanguet, co-président du comité de candidature Paris 2024.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sandrine Rousseau, présidente de l'association Parler.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de la Fédération Nationale Solidarité Femmes.

Audition de Mme Élisabeth Moiron-Braud, secrétaire générale de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains, sur la Mission de consensus.

Audition du Docteur Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol.

Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des Droits, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marilyn Baldeck, déléguée générale de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation de la rencontre du 8 mars 2018 avec des élues.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les mutilations sexuelles féminines.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Dominique Rivière, Mmes Ernestine Ronai et Mme Raphaëlle Manière.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. François Molins, procureur de la République.

Audition de Mme Christelle Hamel, chercheuse à l'INED, sur les statistiques de violences faites aux femmes.

Échange de vues sur les conclusions du groupe de travail de la commission des Lois du Sénat sur les infractions commises sur les mineurs.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Erik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport « Voyage au pays des bibliothèques, Lire aujourd'hui, Lire demain... ».

Réunion du jeudi 29 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la révision constitutionnelle.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Françoise Thébaud, historienne, professeure émérite à l'université d'Avignon.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Damerval, président-directeur général de l'Agence nationale de la recherche.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation, par MM. les rapporteurs Rémy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

(*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le parcours de sortie de la prostitution.

(*Délégation aux entreprises*) : Présentation, par MM. les rapporteurs Rémy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « L'action du CSA sur les droits des femmes - bilan et perspectives » - Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le bilan et les perspectives de l'action du CSA sur les droits des femmes.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Eric Fottorino, directeur de la publication de l'hebdomadaire « Le 1 », dans le cadre du suivi par la commission de la situation de la distribution de la presse.

Audition de Mme Céline Calvez, députée, et M. Régis Marcon, cuisinier restaurateur, sur leur rapport sur la voie professionnelle scolaire : « Viser l'excellence », remis au ministre de l'éducation nationale le 22 février 2018.

(*délégation aux droits des femmes*) : Mutilations sexuelles féminines - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Maryvonne Blondin et Marta de Cidrac, co-rapporteuses.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Mercier sur les conclusions du groupe de travail de la commission des lois sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs.

Échange de vues sur le projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant (COFRADE).

Réunion du lundi 11 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-Pierre Rixain, présidente, et de M. Erwan Balanant, co-rapporteur, de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Denis Rapone, président de la Haute autorité pour la diffusion des oeuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi).

(*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Présentation par Mmes Annick Billon, Laure Darcos et Laurence Rossignol, co-rapporteuses, de l'avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur la formation à l'heure du numérique - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Réunion, ouverte à la presse, conjointe avec les délégations aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale et du Sénat, sur les femmes et les sciences, en présence de femmes scientifiques.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges.

Réunion du jeudi 19 juillet 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan de la session 2017-2018 et programme de travail de la session 2018-2019.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur le métier d'enseignant - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 2 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation pour 2018-2019.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Fabrice Fries, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteurs.

Table ronde avec UNICEF France.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Mons, présidente du Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO).

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale, délégué interministériel à l'égalité femmes-hommes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Audition conjointe.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteur-es sur le football féminin dans la perspective du Mondial 2019.

Désignation d'un vice-président.

Échange de vues sur les évolutions prévues dans le PLFSS 2019 en matière de congé maternité des travailleuses indépendantes.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (crédits « Enseignement technique agricole » de la mission « Enseignement scolaire » et crédits « Enseignement supérieur et recherche agricoles » de la mission « Recherche et enseignement supérieur »).

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Gilles Bloch, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de M. Éric Guéret, réalisateur du documentaire « Enfance abusée » et de Mme Christine Pedotti, directrice de la rédaction de Témoignage chrétien.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

(*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Elisabeth Lamure, du déplacement de la délégation à Caen, le 29 novembre 2018, pour la finale nationale des 45^e Olympiades des métiers.

Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, des déplacements de la délégation à Bruxelles, le 26 octobre 2018, et Berlin, le 19 novembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Audition du Général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les violences faites aux femmes handicapées.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Edouard Durand, juge des enfants au tribunal de grande instance de Bobigny, membre du Conseil national de la protection de l'enfance (CNPE) et membre du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh).

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des Sports.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean Castex, délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024, Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) et Claude Onesta, en charge de la performance des athlètes français au sein du ministère des sports.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 656

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation) - **Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur** : p. 1105

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1582 p. 1584 p. 1586

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1639 p. 1646 - **Article 1er** (*Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif*) : p. 1657 p. 1660 - **Article additionnel après l'article 1er** (*Interdiction de tout lien avec un établissement d'enseignement privé pour toute personne ayant des antécédents judiciaires*) : p. 1667 - **Article 2** (*Contrôle des établissements hors contrat - Clarification des procédures*) : p. 1669 p. 1670 - **Article 3** (*Conditions d'accès aux postes de directeur d'un établissement d'enseignement scolaire privé*) : p. 1673 - **Deuxième article additionnel après l'article 3** (*Sanction envers les directeurs d'établissement privé hors contrat - Renforcement*) : p. 1676 - **Troisième article additionnel après l'article 3** (*Mise en conformité des établissements d'enseignement privé hors contrat - Délai de six mois*) : p. 1676 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 1677 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1678

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens humains et financiers mis en oeuvre par le Gouvernement pour lutter contre les violences faites aux femmes** - (8 mars 2018) : p. 2064

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3081 - **Article 1er et annexe** (*Approbation des orientations de la politique de protection des mineurs contre les violences sexuelles présentées dans le rapport annexé à la proposition de loi*) : p. 3089 - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - *Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs*) : p. 3106 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (*Pénalisation de tout acte de pénétration sexuelle commise par un majeur sur mineur*) : p. 3114

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (29 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3266

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4271 - **Article unique** : p. 4276

- **Question orale sans débat sur la demande d'effectifs supplémentaires dans les commissariats de police de Vendée** - (22 mai 2018) : p. 4412 p. 4413

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6328 p. 6329 p. 6331 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 412 rectifié ter** (*Persécution liée au genre*) : p. 6338

- **Mises au point au sujet de votes** - (22 juin 2018) : p. 6568

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9089 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Offre d'hébergement dédiée aux femmes victimes de violences - Augmentation*) : p. 9110 - **Article 1er** (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - *Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs*) : p. 9110 p. 9117 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 73 rectifié bis, n° 85 rectifié et n° 103 rectifié bis** (*Infraction sexuelle - Possibilité de diligenter une enquête après le délai de prescription*) : p. 9124 p. 9125 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de

procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9140 p. 9141 p. 9148 - **Rappel au règlement** : p. 9152

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 106 rectifié** (*Prostitution - Définition*) : p. 9176 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 17 rectifié** (*Mise en place d'une chambre spécialisée dans le jugement des infractions sexuelles - Rapport au Parlement*) : p. 9179 - **Article 2 bis E (supprimé)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur les dispositifs locaux d'aide aux victimes d'agressions sexuelles*) : p. 9192 - **Article 2 bis (supprimé)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur les dispositifs locaux d'aide à la mobilité des victimes de violences sexuelles*) : p. 9194 - **Article 3** (art. 222-33 et 222-33-2-2 du code pénal ; art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - *Répression du harcèlement sexuel et moral*) : p. 9210 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 61 rectifié bis** (*Sensibilisation aux problématiques de cyber-harcèlement*) : p. 9213 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendements n° 63 rectifié, n° 78 rectifié, n° 87 rectifié et n° 115 rectifié bis** (*Aggressions sexuelles autre que le viol - Circonstance aggravante*) : p. 9215 - **Article 4** (art. 131-3, 131-5-1, 225-4-11, 225-19 du code pénal ; art. 41-2 du code de procédure pénale - *Répression de l'outrage sexiste*) : p. 9217 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié bis, n° 7 rectifié sexies, n° 81 rectifié bis, n° 93 rectifié et n° 108 rectifié bis** (*Aide sociale à l'enfance - Repérage et orientation des mineures victimes ou menacées de mutilations sexuelles*) : p. 9225 p. 9226 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 80 rectifié bis et n° 89 rectifié** (*Associations diffusant un message de haine à l'égard des femmes - Dissolution*) : p. 9227 - **Article 4 bis (supprimé)** (art. 2-2 du code de procédure pénale - *Exercice des droits reconnus à la partie civile pour les associations en matière de répression de l'outrage sexiste*) : p. 9229 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 82 rectifié quinquies et n° 113 rectifié** (*Éducation à la sexualité dans les établissements scolaires*) : p. 9231 - **Article additionnel - Amendements n° 64 rectifié bis et n° 88 rectifié bis** (*Information et éducation à la sexualité dans les établissements scolaires*) : p. 9233 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 118 rectifié ter** (*Prévention des violences faites aux femmes - Objectif national*) : p. 9235 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9238

- **Question orale sans débat sur la mise en place des commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains** - (23 octobre 2018) : p. 14023 p. 14024

- **Débat sur la scolarisation des enfants en situation de handicap** - (25 octobre 2018) : p. 14760

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14841

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 30 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 14876

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 19** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0 S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale, pour 2018 - *Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État entre régimes de sécurité sociale*) : p. 15516 p. 15517

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article 2** (art. 196 B, 197 et 204 H du code général des impôts - Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source, PAS) : p. 16695 p. 16696 p. 16698 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-21** (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux) : p. 16705 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux) : p. 16706 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-546 rectifié bis** (Conseillers municipaux non défrayés - Frais de déplacement - Déduction fiscale) : p. 16718 p. 16719

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code

général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière) : p. 17118

- **Question orale sans débat sur le harcèlement scolaire** - (4 décembre 2018) : p. 17795 p. 17796

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) : p. 18021 - **État B** : p. 18040 p. 18042

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Président de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018 ; puis président le 11 octobre 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance mesures préparation retrait Royaume-Uni de l'UE (12 décembre 2018).

Membre titulaire du Comité de bassin Seine-Normandie.

Membre du Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : 2018, une nouvelle année de défis pour l'Union européenne [n° 253 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2018 (COM (2017) 650 final) [n° 268 (2017-2018)] - Programme de travail de la Commission européenne pour 2018 [n° 267 (2017-2018)] (1er février 2018) - **Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2018 (COM (2017) 650 final) [n° 268 (2017-2018)] (1er février 2018) - **Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de l'Initiative citoyenne européenne (COM (2017) 482 final) [n° 269 (2017-2018)] (1er février 2018) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le Sénat influent dans les négociations à Bruxelles [n° 325 (2017-2018)] (21 février 2018) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les Pays-Bas et la relance de l'Union européenne : quel rôle après le Brexit ? [n° 362 (2017-2018)] (15 mars 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 390 (2017-2018)] (30 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Repenser l'action de l'Union : la plus-value européenne - contribution du Sénat au groupe de travail « Subsidiarité et proportionnalité » de la Commission européenne (version française) [n° 456 tome 1 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Repenser l'action de l'Union : la plus-value européenne - contribution du Sénat au groupe de travail « Subsidiarité et proportionnalité » de la Commission européenne (version anglaise) [n° 456 tome 2 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Union européenne.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : LA RELANCE DE L'EUROPE : LE TEMPS PRESSE ; Suivi des recommandations du groupe de suivi du Sénat sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne [n° 592 (2017-2018)] (20 juin 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : Brexit : Une course contre la montre - Rapport [n° 660 tome 1 (2017-2018)] (12 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : Brexit : Une course contre la montre - Auditions [n° 660 tome 2 (2017-2018)] (12 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne, Serbie, Monténégro : pour un avenir gagnant-gagnant [n° 661 (2017-2018)] (12 juillet 2018) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les défis européens du nouveau gouvernement italien [n° 170 (2018-2019)] (30 novembre 2018) - **Union européenne**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : France-Allemagne : quelle coopération à l'heure du 56ème anniversaire du Traité de l'Élysée ? [n° 181 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 156 (2018-2019)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 217 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des lois et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Julian King, commissaire européen pour l'Union de la sécurité.

Politique commerciale - Mandats de négociation en vue d'un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Julian King, commissaire européen pour l'Union de la sécurité.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de MM. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman et Guntram Wolff, directeur de l'Institut Bruegel (en commun avec la commission des affaires étrangères).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au

développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport et du texte de la commission, en première lecture.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La relation franco-allemande face aux défis de l'Union européenne » - Audition de MM. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman et Guntram Wolff, directeur de l'Institut Bruegel.

Réunion du jeudi 25 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec les institutions européennes (déplacement à Bruxelles des 15 et 16 janvier 2018) : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnecarrère, André Gattolin, Mmes Gisèle Jourda, Fabienne Keller et M. Pierre Médevielle.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Agences de surveillance européennes : avis politique de MM. Jean-François Rapin et Claude Raynal.

Institutions européennes - Initiative citoyenne européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2018 : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Anguel Tcholakov, ambassadeur de Bulgarie en France.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrats de vente de biens en ligne : projet de rapport d'information, de proposition de résolution européenne et d'avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Stéphane Crouzat, ambassadeur de France en Irlande.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Elisabeth Lamure, en commun avec la délégation aux entreprises.

Justice et affaires intérieures - Observations sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la protection des données personnelles (n° 296, 2017-2018) : communication de M. Simon Sutour.

Questions diverses.

(*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rencontre avec des parlementaires de la Chambre des Communes.

(Délégation aux entreprises) : Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Elisabeth Lamure.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Initiative « Wifi pour tous » à destination des collectivités territoriales : communication de Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Déplacement aux Pays-Bas : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Benoît Huré, Mme Sylvie Robert et M. Simon Sutour.

Questions diverses.

Questions sociales et santé - Évaluation des technologies de santé : proposition de résolution portant avis motivé de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de M. Jean-Claude Requier en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur : rapport de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Politique étrangère et de défense - Mission d'observation électorale de l'AP-OSCE en Russie : communication de M. Pascal Allizard.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de S.E. M. Jean-Pierre Jouyet, ambassadeur de France au Royaume-Uni.

Réunion du jeudi 29 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Cadre financier pluriannuel : réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

Économie, finances et fiscalité - Proposition de loi portant transposition de la directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulguées contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites (procédure accélérée) : Observations de M. Philippe Bonnecarrère.

Justice et affaires intérieures - Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de M. Jacques Bigot.

Questions diverses.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, Secrétaire générale des affaires européennes.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de S.E. Mme Patricia O'Brien, ambassadeur d'Irlande en France.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune : examen de la proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi (en commun avec la commission des affaires économiques).

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe : rapport de M. André Gattolin.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition conjointe sur l'agriculture et la pêche.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des questions de l'Union européenne du Bundesrat de la République fédérale d'Allemagne.

Institutions européennes - Travaux de la Task force « subsidiarité et proportionnalité » : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnecarrère et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Cybersécurité : proposition de résolution européenne, avis politique et rapport d'information de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

Questions sociales et santé - Convergence sociale dans l'Union européenne : proposition de résolution européenne, avis politique et rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition sur l'industrie et le secteur financier.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Double standard en matière alimentaire : communication de MM. Yannick Botrel et Michel Raison.

Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne de Mme Gisèle Jourda sur les indemnités compensatoires de handicaps naturels (Ichn) : rapport de Mme Gisèle Jourda et M. Michel Raison.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Économie, finances et fiscalité - Union bancaire : communication de Mme Fabienne Keller et M. Claude Raynal.

Questions diverses.

(commission des finances) : Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition du groupe « The 3 million », association de citoyens européens vivant au Royaume-Uni.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Détachement des travailleurs : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Mauguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Composition de la commission.

Économie, finances et fiscalité - Règlement « cosmétiques » : proposition de résolution européenne et avis politique de M. Jean-Pierre Leleux.

Justice et affaires intérieures - Mécanisme de protection civile de l'Union européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Questions diverses.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Équilibre relations commerciales dans secteur agricole et alimentaire - Examen rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Activités de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée : communication de M. Jean-Pierre Grand.

Recherche et propriété intellectuelle - Supercalculateur européen : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ouzoulias et Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Communication de MM. Jean Bizet et Christian Cambon sur le suivi des propositions du Sénat sur la refondation de l'Union européenne.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique de cohésion de l'Union européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, ouverte aux membres de la commission des finances).

(*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Ed Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable).

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Transposition en droit interne d'actes législatifs européens applicables aux entreprises : rapport d'information de M. René Danesi (en commun avec la délégation aux entreprises).

Institutions européennes - Réunion plénière de la LIXe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (Cosac) : communication de M. Jean Bizet.

(*Délégation aux entreprises*) : Économie, finances et fiscalité - Transposition en droit interne d'actes législatifs européens applicables aux entreprises : rapport d'information de M. René Danesi (en commun avec la commission des affaires européennes).

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S. E. M. Walter Grahammer, ambassadeur d'Autriche en France.

Réunion du jeudi 12 juillet 2018 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement en Serbie et au Monténégro : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Claude Kern et Simon Sutour.

Politique de coopération - Les relations entre l'Union européenne et Israël : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Questions diverses.

(*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rapport d'information de MM. Jean Bizet et Christian Cambon.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politiques commerciales - Audition commune sur l'Union européenne et l'extraterritorialité des sanctions américaines de Mmes Claire Cheremetinski (direction générale du Trésor), Christine Lepage (MEDEF), Karine Demonet (Banque publique d'investissement) et de M. Thomas Lenk (ambassade d'Allemagne).

Questions diverses.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Extraterritorialité des sanctions américaines : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnacarrère.

Subsidiarité - Proposition de la task force « subsidiarité » : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Relations entre les entreprises et les plateformes en ligne : proposition de résolution européenne et avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Justice et affaires intérieures - Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de Mme Sophie Joissains.

Réunion du mardi 16 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Audition sur les conséquences du Brexit en France en matière de transport de biens et de personnes de MM. Jacques Gounon, président-directeur général de GetLink SE (Eurotunnel), Antoine Berbain, directeur général délégué d'HAROPA (Ports de Paris Seine Normandie), Olivier Thouard, président de la Commission Brexit et de Mme Anne Sandretto, déléguée générale TLF Overseas de l'Union des entreprises de Transport et de Logistique de France (TLF).

Audition sur les conséquences du Brexit sur les services financiers de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Mme Marie-Anne Barbat-Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), ainsi que MM. Arnaud de Bresson, délégué général, et Alain Pithon, secrétaire général, de Paris Europlace.

Composition du Bureau de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 18 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Espace Schengen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Reichardt, Jean-Yves Leconte et Olivier Henno.

Politique commerciale - Union européenne et réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : communication de M. Jean Bizet.

Questions diverses.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre déléguée aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2018.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la responsabilisation partielle des hébergeurs : rapport de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Réunion du « Triangle de Weimar » à Varsovie des 21 et 22 octobre : Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume Uni de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

Recherche et propriété intellectuelle - Programme de recherche et d'innovation Horizon Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin et Jean-François Rapin.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Communication sur la réunion conjointe avec la commission pour l'Union européenne du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Mme Gisèle Jourda, MM. Jean-François Rapin et Simon Sutour.

Institutions européennes - Réunion de la LXe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) : communication de M. Jean Bizet.

Questions diverses.

Transports - Adaptation des corridors de transports dans l'Union européenne : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard, Didier Marie et Jean-François Rapin.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réponse de la Commission européenne à l'avis politique relatif à la réforme de la politique agricole commune : communication et avis politique de M. Jean Bizet.

Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à

prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Économie, finances et fiscalité - Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (Pacte) : observations de M. Jean-François Rapin.

Politique de voisinage - Le partenariat oriental et le Caucase du Sud : rapport d'information de M. René Danesi et Mme Gisèle Jourda.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mardi 18 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de M. Bruno Retailleau relative à un appui européen à un mécanisme de justice transitionnelle en Irak : rapport de M. Jean Bizet.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et des membres français du Parlement européen : bilan de la 8e législature du Parlement européen.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 650 p. 653 p. 656 p. 659 p. 660 p. 661 p. 662 - **Article 9** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 678 p. 686 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 18 rectifié quater** (*Hébergement des travailleurs saisonniers - Dérogation à la loi Littoral*) : p. 688 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 24 rectifié quater** (*Autorisation de centrales solaires au sol ou sur des sites dégradés*) : p. 691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 8 rectifié bis** (*Construction de nouvelles résidences en zones de montagne, à proximité des étendues d'eau artificielles*) : p. 694 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 14 rectifié decies** (*Harmonisation du traitement des ouvrages de communications électroniques avec celui des ouvrages électriques*) : p. 695 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 23 rectifié** (*Création d'un fonds de péréquation entre les communes littorales*) : p. 703

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dénormalisation du vin** - (15 février 2018) : p. 1531

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part [n° 301 (2017-2018)]** - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1687 p. 1701 - **Texte de la commission** : p. 1708 p. 1711 p. 1712 p. 1713 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1715 p. 1716

- **Question orale sans débat sur le projet d'effacement des ouvrages hydroélectriques sur la Sélune** - (20 mars 2018) : p. 2411 p. 2412
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2753 p. 2754 p. 2757 p. 2763
- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 7 (Rapport au Parlement sur l'opportunité et les modalités de création d'une structure d'amortissement de la dette ferroviaire)** : p. 3206
- **Suite de la discussion** (29 mars 2018) - **Article 2 (sous-section 1A de la section 1 du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code des transports - Procédure d'attribution des contrats de service public)** : p. 3225 - **Article 4 (art. L. 2121-2 du code des transports - Contrats de service public répondant aux besoins d'aménagement du territoire)** : p. 3229 p. 3232 - **Article 8 (art. L. 2163-1 et L. 2163-2 [nouveaux] du code des transports - Transfert de personnel entre entreprises ferroviaires)** : p. 3242
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3766 p. 3767
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dimension écologique de la future proposition de résolution de la France sur la PAC** - (19 avril 2018) : p. 4115
- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières** - (9 mai 2018) : p. 4188 p. 4202
- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la compétitivité, de l'innovation, du numérique et de l'intelligence artificielle** - (9 mai 2018) : p. 4203 p. 4209 p. 4210 p. 4211 p. 4214
- **Débat sur la politique de concurrence dans une économie mondialisée** - (17 mai 2018) : p. 4373 p. 4377 p. 4378
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (29 mai 2018) : p. 4665 p. 4666
- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (31 mai 2018) - **Article 1er ter (art. L. 1263-2, L. 2121-12, L. 2122-9 et L. 2133-1 du code des transports - Droit d'accès au réseau pour les services librement organisés)** : p. 5044
- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (5 juin 2018) : p. 5183 p. 5184
- **Proposition de loi visant à attribuer la carte de combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 512 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5524 p. 5528
- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5530 p. 5543
- **Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs [n° 518 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5549 p. 5551 - **Article 1er (art. 23 bis du Règlement - Ajustement du mécanisme de retenue financière en cas d'absences répétées à la suite de la suppression de l'indemnité représentative de frais de mandat)** : p. 5557
- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6726
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018** - (26 juin 2018) : p. 6763 p. 6766 p. 6772 p. 6774 p. 6775 p. 6776 p. 6778 p. 6780 p. 6784
- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 5 bis (art. L. 553-5 du code rural et de la pêche maritime - Échanges d'informations stratégiques des organisations de producteurs)** : p. 7448 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 420 rectifié (Dérogation à l'interdiction de cession à titre onéreux de contrat laitier)** : p. 7450 - **Article 9 (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance afin de procéder, pendant deux ans, au relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions)** : p. 7472
- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 12 quinquies (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral)** : p. 10932 p. 10934 - **Article 12 sexies (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles, forestières, et les cultures marines du littoral)** : p. 10947 p. 10948
- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Nouvelle lecture [n° 659 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 11679
- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Discussion générale** : p. 13289
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13937 p. 13939 p. 13940 p. 13945 p. 13947 p. 13948 p. 13951 p. 13952
- **Débat sur le thème « La crise migratoire : quelle gestion européenne ? »** - (30 octobre 2018) : p. 14816 p. 14828
- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14837 p. 14840 p. 14842 p. 14846 p. 14847
- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 93 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14897 p. 14898 p. 14899 p. 14901 p. 14902 p. 14903 - **Article 1er (Conséquences d'un Brexit sans accord sur les Britanniques soumis au droit français)** : p. 14911 p. 14914 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14919 p. 14920
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Strasbourg (I)** - (13 décembre 2018) : p. 21523
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le revenu agricole et le suivi de la loi « ÉGALIM »** - (13 décembre 2018) : p. 21529
- **Rappel au règlement** - (17 décembre 2018) : p. 21537
- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 13 et 14 décembre 2018** - (17 décembre 2018) : p. 21542 p. 21543 p. 21547 p. 21553
- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 21647 - **Discussion générale** : p. 21650 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. 81 quater et 1417 du code général des impôts et art. 7 de la**

loi de financement de sécurité sociale pour 2019 - Anticipation de l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires et exonération d'impôt sur le revenu) : p. 21664

BLANQUER (Jean-Michel)
ministre de l'éducation nationale
(jusqu'au 16 octobre 2018)
ministre de l'éducation nationale et de la
jeunesse
(à partir du 16 octobre 2018)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur la réforme de l'apprentissage - (16 janvier 2018) : p. 17
- Question orale sans débat sur la lutte contre l'illettrisme dans l'Aisne - (16 janvier 2018) : p. 18
- Question orale sans débat sur la situation du milieu associatif face à la diminution du nombre de contrats aidés - (16 janvier 2018) : p. 19
- Question orale sans débat sur le fonds de soutien au développement des activités périscolaires - (16 janvier 2018) : p. 20
- Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de classes en zones rurales - (15 février 2018) : p. 1528
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la carte scolaire - (15 février 2018) : p. 1529
- Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] - (21 février 2018) - Discussion générale : p. 1640 p. 1641 - Article 1er (Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif) : p. 1656 p. 1657 p. 1660 - Article additionnel après l'article 1er (Interdiction de tout lien avec un établissement d'enseignement privé pour toute personne ayant des antécédents judiciaires) : p. 1667 - Article 2 (Contrôle des établissements hors contrat - Clarification des procédures) : p. 1669 - Article 3 (Conditions d'accès aux postes de directeur d'un établissement d'enseignement scolaire privé) : p. 1674 - Deuxième article additionnel après l'article 3 (Sanction envers les directeurs d'établissement privé hors contrat - Renforcement) : p. 1676 - Troisième article additionnel après l'article 3 (Mise en conformité des établissements d'enseignement privé hors contrat - Délai de six mois) : p. 1676 - Intitulé de la proposition de loi : p. 1677
- Question orale sans débat sur la situation du lycée professionnel Jean-Monnet de Montrouge - (6 mars 2018) : p. 1889
- Question orale sans débat sur la suppression des emplois aidés auprès des professeurs de langues dans les collèges « Français langue étrangère » - (6 mars 2018) : p. 1890
- Question d'actualité au Gouvernement sur les événements à la faculté de Montpellier - (27 mars 2018) : p. 3099
- Question d'actualité au Gouvernement sur le contrat d'apprentissage des moins de 16 ans - (5 avril 2018) : p. 3465
- Question d'actualité au Gouvernement sur la scolarité des jeunes enfants - (5 avril 2018) : p. 3466
- Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre l'éducation nationale et les géants du web - (10 avril 2018) : p. 3552
- Question d'actualité au Gouvernement sur la neutralité des services de l'éducation nationale - (10 avril 2018) : p. 3556
- Question d'actualité au Gouvernement sur les accompagnatrices voilées en sortie scolaire - (19 avril 2018) : p. 4118
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de la semaine scolaire - (15 mai 2018) : p. 4244
- Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup en Ile-de-France - (12 juin 2018) : p. 5722
- Question orale sans débat sur la situation de la psychiatrie publique - (3 juillet 2018) : p. 8827
- Question orale sans débat sur le financement des services municipaux de santé scolaire - (3 juillet 2018) : p. 8828
- Question orale sans débat sur l'enseignement des langues vivantes à l'école primaire - (3 juillet 2018) : p. 8829
- Question orale sans débat sur la situation scolaire des enfants dyslexiques - (3 juillet 2018) : p. 8831
- Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)] - (11 juillet 2018) - Article 10 (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9563 p. 9564 p. 9567 p. 9568 p. 9569 p. 9570 p. 9571 p. 9572 p. 9573 p. 9574 p. 9575 p. 9576 p. 9577 p. 9578 p. 9579 p. 9580 p. 9581 p. 9582 p. 9584 p. 9585 p. 9586 p. 9587 p. 9588 - Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 17 rectifié quater (Stages d'observation en milieu professionnel - Jeunes de moins de quatorze ans) : p. 9589 - Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 108 rectifié bis (Périodes d'observation en milieu professionnel - Étudiants) : p. 9589 - Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 140 rectifié bis (Centres de formation d'apprentis et établissements de l'enseignement supérieur - Conventions pour l'aménagement de doubles cursus) : p. 9590 - Article 10 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 335-6-1 [nouveau] du code de l'éducation - Campus des métiers et des qualifications) : p. 9593 - Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 154 (Promotion des filières d'apprentissage) : p. 9594 - Article 10 ter (supprimé) (Remise au Parlement d'un rapport annuel sur les politiques régionales de lutte contre l'illettrisme) : p. 9595 - Article 10 quater (supprimé) (Remise au Parlement d'un rapport sur la situation et les perspectives des centres d'information et d'orientation) : p. 9596 - Article 10 quinquies (nouveau) (Formation continue des enseignants aux filières de formation, aux métiers et au monde économique et professionnel) : p. 9597
- Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les écoles et les collèges [n° 625 (2017-2018)] - (16 juillet 2018) - Discussion générale : p. 9992 - Question préalable : p. 9996 - Discussion générale : p. 10005 - Article 1er (art. L. 511-5 et L. 511-6 [nouveau] du code de l'éducation - Encadrement de l'utilisation du téléphone mobile à l'école primaire et au collège) : p. 10007 p. 10009 p. 10010 - Article 3 (art. L. 312-9 et L. 371-1 du code de l'éducation - Formation à l'utilisation responsable des outils numériques) : p. 10010 - Article 4 (art. L. 401-1 du code de l'éducation - Expérimentations en matière d'utilisation des ressources numériques) : p. 10010

- Question orale sans débat sur le dédoublement de certaines classes de l'école primaire - (24 juillet 2018) : p. 11477 p. 11478

- Question orale sans débat sur l'éducation à la propriété intellectuelle - (24 juillet 2018) : p. 11478

- Question d'actualité au Gouvernement sur le droit aux vacances pour les jeunes - (24 juillet 2018) : p. 11525

- Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement scolaire - *Commission mixte paritaire [n° 681 (2017-2018)]* - (26 juillet 2018) - Discussion générale : p. 13059 p. 13064

- Débat sur la réforme du baccalauréat - (3 octobre 2018) : p. 13381 p. 13382 p. 13383 p. 13384 p. 13385 p. 13386 p. 13387 p. 13388 p. 13389 p. 13390 p. 13391 p. 13392 p. 13393

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur l'école - (16 octobre 2018) : p. 13831

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'évaluation des élèves en CP et CE1 - (16 octobre 2018) : p. 13834

- Question orale sans débat sur l'avenir des sections d'études pour jeunes sapeurs-pompiers - (23 octobre 2018) : p. 14033 p. 14034

- Question orale sans débat sur la fermeture des centres d'information et d'orientation - (23 octobre 2018) : p. 14034

- Question orale sans débat sur la nécessaire revalorisation salariale des professeurs des écoles - (23 octobre 2018) : p. 14035

- Question orale sans débat sur les substances indésirables dans les fournitures scolaires - (23 octobre 2018) : p. 14036

- Question orale sans débat sur la mise en place de concertations avec les élus sur la question de l'avenir des classes - (23 octobre 2018) : p. 14037

- Question orale sans débat sur l'harmonisation de la couverture en fibre optique - (23 octobre 2018) : p. 14038

- Question orale sans débat sur la situation financière des collectivités territoriales - (23 octobre 2018) : p. 14039

- Question d'actualité au Gouvernement sur les violences en milieu scolaire - (25 octobre 2018) : p. 14728

- Question orale sans débat sur la mise en place du service national universel pour les jeunes Français établis hors de France - (20 novembre 2018) : p. 15807

- Question orale sans débat sur la fusion des rectorats de Nice et d'Aix-Marseille - (20 novembre 2018) : p. 15808

- Question orale sans débat sur le financement des accompagnants d'enfants handicapés sur les temps périscolaires - (20 novembre 2018) : p. 15809

- Question orale sans débat sur l'option sport au baccalauréat - (20 novembre 2018) : p. 15810

- Question orale sans débat sur l'avenir de la diffusion des compétitions sportives féminines - (20 novembre 2018) : p. 15811

- Question d'actualité au Gouvernement sur le financement par les communes de l'abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire - (27 novembre 2018) : p. 16896

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) : p. 18025 p. 18027 - **État B** : p. 18029 p. 18030 p. 18033 p. 18035 p. 18039 p. 18040 p. 18041 p. 18043

BLONDIN (Maryvonne)
sénatrice (Finistère)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République du 11 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre titulaire du Conseil national des professions du spectacle jusqu'au 3 juillet 2018.

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Mutilations sexuelles féminines : une menace toujours présente, une mobilisation à renforcer [n° 479 (2017-2018)] (16 mai 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du Docteur Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation de la rencontre du 8 mars 2018 avec des élues.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture

des établissements privés hors contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les mutilations sexuelles féminines.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. François Molins, procureur de la République.

Audition de Mme Christelle Hamel, chercheuse à l'INED, sur les statistiques de violences faites aux femmes.

Échange de vues sur les conclusions du groupe de travail de la commission des Lois du Sénat sur les infractions commises sur les mineurs.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Sandrine Dauphin, directrice de projet Virage Dom, et Stéphanie Condon, responsable scientifique de l'enquête Virage Dom (INED), sur l'étude VIRAGE en outre-mer.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Érik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport « Voyage au pays des bibliothèques, Lire aujourd'hui, Lire demain... ».

Réunion du jeudi 22 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition des co-fondateurs de Women Safe - Institut en Santé Génésique, le Docteur Pierre Foldès, urologue, et Frédérique Martz, directrice générale, sur les mutilations sexuelles féminines et le fonctionnement de l'Institut.

Réunion du jeudi 29 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la révision constitutionnelle.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Damerval, président-directeur général de l'Agence nationale de la recherche.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le parcours de sortie de la prostitution.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur le patrimoine et le rôle des architectes des bâtiments de France.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « L'action du CSA sur les droits des femmes - bilan et perspectives » - Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le bilan et les perspectives de l'action du CSA sur les droits des femmes.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Dominique Chagnollaude de Sabouret, professeur de droit constitutionnel à l'université de Paris Panthéon Assas.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Céline Calvez, députée, et M. Régis Marcon, cuisinier restaurateur, sur leur rapport sur la voie professionnelle scolaire : « Viser l'excellence », remis au ministre de l'éducation nationale le 22 février 2018.

(délégation aux droits des femmes) : Mutilations sexuelles féminines - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Maryvonne Blondin et Marta de Cidrac, co-rapporteuses.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition commune avec Mme Ghislaine Ottenheimer, rédactrice en chef de Challenges, et MM. Vincent Jauvert, journaliste à l'Obs, auteur de Les Intouchables d'État, bienvenue en Macronie (Robert Laffont, 2018) et Laurent Mauduit, journaliste à Mediapart.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de Mme Marie-Anne Cohendet, professeur des universités.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant (COFRADE).

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations - Table ronde avec les représentants du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN), du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) et de Reporters sans frontières (RSF).

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

(CE mutations Haute fonction publique) : Audition de M. Jérôme Goldenberg, chef de service adjoint à la directrice des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances.

Audition de Mme Marie-Christine Lepetit, chef du service de l'Inspection générale des finances.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-Pierre Rixain, présidente, et de M. Erwan Balanant, co-rapporteur, de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport pour avis.

(CE mutations Haute fonction publique) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ancien ministre.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean-Christophe Thiery, président du directoire de Canal +.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur les établissements publics de coopération culturelle - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission

d'information sur le mécénat - Présentation du rapport d'information.

Mission d'information sur le métier d'enseignant - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Bühler, président de l'Institut français.

Réunion du mardi 2 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation pour 2018-2019.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 16 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Audition sur les conséquences du Brexit en France en matière de transport de biens et de personnes de MM. Jacques Gounon, président-directeur général de GetLink SE (Eurotunnel), Antoine Berbain, directeur général délégué d'HAROPA (Ports de Paris Seine Normandie), Olivier Thouard, président de la Commission Brexit et de Mme Anne Sandretto, déléguée générale TLF Overseas de l'Union des entreprises de Transport et de Logistique de France (TLF).

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Mons, présidente du Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO).

Pass culture - Communication.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale, délégué interministériel à l'égalité femmes-hommes.

(CS retrait Royaume Uni de l'UE) : Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre déléguée aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteur-es sur le football féminin dans la perspective du Mondial 2019.

Désignation d'un vice-président.

Échange de vues sur les évolutions prévues dans le PLFSS 2019 en matière de congé maternité des travailleuses indépendantes.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (crédits « Enseignement technique agricole » de la mission « Enseignement scolaire » et crédits « Enseignement supérieur et recherche agricoles » de la mission « Recherche et enseignement supérieur »).

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Gilles Bloch, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de M. Éric Guéret, réalisateur du documentaire « Enfance abusée » et de Mme Christine Pedotti, directrice de la rédaction de Témoignage chrétien.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Édouard Durand, juge des enfants au tribunal de grande instance de Bobigny, membre du Conseil national de la protection de l'enfance (CNPE) et membre du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh).

(*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violence dans les établissements scolaires - Audition conjointe de professeurs de l'enseignement secondaire.

Violence dans les établissements scolaires - Audition de M. Benjamin Moignard, universitaire.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des Sports.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Mathias Lamarque, sous-directeur de l'éducation populaire, et de Mme Sandrine Ottavj, adjointe du chef du bureau de la protection des mineurs en accueils collectifs et des politiques locales, de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de départ volontaire dans la fonction publique** - (6 février 2018) : p. 941

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation*) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur* : p. 1082 p. 1084 p. 1108

- **Suite de la discussion** (8 février 2018) : p. 1145 p. 1146

- **Question orale sans débat sur les difficultés des correctrices et des correcteurs d'édition** - (13 février 2018) : p. 1430 p. 1431

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1597

- **Débat sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (20 février 2018) : p. 1614

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Article 2** (*Contrôle des établissements hors contrat - Clarification des procédures*) : p. 1671

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3118

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3173

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4109

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 412 rectifié ter** (*Persécutations liées au genre*) : p. 6337

- **Question orale sans débat sur la situation de la psychiatrie publique** - (3 juillet 2018) : p. 8827 p. 8828

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 2** (*art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles*) : p. 9126 p. 9129 p. 9130 p. 9137

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 25 rectifié** (*Enregistrement audiovisuel des auditions de victimes d'infractions sexuelles*) : p. 9178 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 38 rectifié** (*Dénonciation d'infraction à caractère sexuel - Prise de plainte obligatoire*) : p. 9195 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié bis, n° 7 rectifié sexies, n° 81 rectifié bis, n° 93 rectifié et n° 108 rectifié bis** (*Aide sociale à l'enfance - Repérage et orientation des mineurs victimes ou menacées de mutilations sexuelles*) : p. 9225

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9975

- **Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les écoles et les collèges [n° 625 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9994 - **Question préalable** : p. 9995

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (24 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 32 rectifié bis** (*Librairie indépendante de référence - Subventions*) : p. 11511

- **Débat sur la réforme du baccalauréat** - (3 octobre 2018) : p. 13388

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de postes à l'AFPA** - (30 octobre 2018) : p. 14814

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 93 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14901

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 35 bis du code général des impôts - Abrogation de l'exonération d'impôt pour les produits de la location d'une partie de la résidence principale ou d'une chambre d'hôte) : p. 16720

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière) : p. 17115 p. 17118 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-746 rectifié** (Structures spécialisées dans l'accueil des victimes de violences sexuelles ou sexistes - Financement privé - Incitation fiscale) : p. 17133 p. 17134 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-330 rectifié, n° 568 rectifié et n° 770 rectifié** (Mécénat d'entreprise - Déduction d'impôt - Plafond) : p. 17136 p. 17137 - **Article additionnel après l'article 18 -**

Amendement n° I-396 (Taxe sur le chiffre d'affaires des GAFA) : p. 17165

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2018) : p. 17765

Culture

- (4 décembre 2018) : p. 17832 p. 17838 - **État B** : p. 17844

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) - **État B** : p. 18043

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence française de développement le 16 janvier 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Actes du colloque du 15 mars 2018 [n° 579 (2017-2018)] (19 juin 2018) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : enjeux et perspectives » [n° 642 tome 1 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Défense : Préparation et emploi des forces [n° 149 tome 6 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Audition de MM. Loïc Cauret, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et Charles-Eric Lemaigen, premier vice-président.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur « L'Arabie Saoudite dans son environnement régional ».

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9 octobre 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Syrie - Audition de M. Jérôme Bonnafont, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur les évolutions politiques et diplomatiques de la Turquie.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne ».

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Eric Trappier, président du Conseil des Industries de Défense Françaises (CIDEF).

OPEX - Audition du Général Grégoire de Saint-Quentin, sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Joël Barre, délégué général à la direction générale de l'armement.

Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général André Lanata, chef d'état-major de l'Armée de l'air.

Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'Armée de terre.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Responsabilité pénale des élus et déontologie ».

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation, par MM. les rapporteurs Rémy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

Table ronde réunissant des auteurs de travaux parlementaires et des chercheurs, dans le cadre des travaux de la délégation sur le statut des élus locaux.

(*Délégation aux entreprises*) : Présentation, par MM. les rapporteurs Rémy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication.

Service national universel - Communication.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense -. Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, sur l'incidence sur les collectivités territoriales du programme Action publique 2022, et sur plusieurs aspects de la réforme de la fonction publique territoriale.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Turquie - Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Richard sur le rapport « Refonte de la fiscalité locale ».

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Patrick Weiten, vice-président de l'Assemblée des départements de France (ADF) et président du conseil départemental de la Moselle, dans le cadre du cycle d'auditions des associations d'élus locaux sur l'actualité des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Faciliter l'exercice des mandats locaux ».

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 septembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Rémy Pointereau : bilan des travaux du groupe de travail « Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs ».

Questions diverses.

Table ronde inaugurale : rapport d'information sur le rôle des communes dans les intercommunalités.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental (cyber ; SGDSN) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Relations entre les collectivités territoriales membres de la métropole de Lyon près de quatre ans après sa mise en place ».

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de

l'Etat » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Serge Morvan, commissaire général à l'égalité des territoires, sur la mise en oeuvre de l'Agence nationale des territoires.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission de la commission à l'Assemblée générale des Nations unies - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance des titres et diplômes universitaires des réfugiés irakiens en France** - (16 janvier 2018) : p. 21 p. 22

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3759

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4420 - **Article 18** (*art. L. 46, L. 231 et L. 237 du code électoral ; art. L. 2122-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4121-3 [nouveau] du code de la défense - Éligibilité des militaires en position d'activité au mandat de conseiller municipal*) : p. 4474 p. 4476 p. 4479

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 113-6, L. 164-1, L. 612-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - Mises en conformité constitutionnelle et organique de certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre*) : p. 4533 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 30** (*Militaires ne participant pas directement aux combats - Décorations - Rapport au Parlement*) : p. 4539 - **Rapport annexé** : p. 4594 - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4611 p. 4620

- **Suite de la discussion** (29 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4651

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 1er** (*Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER »*) : p. 5854

- **Débat sur le thème « La crise migratoire : quelle gestion européenne ? »** - (30 octobre 2018) : p. 14822 p. 14823 p. 14826

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
CRCE

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (14 mars 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant transposition de la directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2018 (19 novembre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance mesures préparation retrait Royaume-Uni de l'UE (12 décembre 2018).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° 347 (2017-2018)] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Aide alimentaire : un dispositif vital, un financement menacé ? Un modèle associatif fondé sur le bénévolat à préserver [n° 34 (2018-2019)] (10 octobre 2018) - **Budget - Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 147 tome 3 annexe 29 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des finances*) : Les risques et enjeux liés à l'essor des monnaies virtuelles - Audition.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Heyer, préalable à sa nomination au Haut Conseil des finances publiques par le Président de la commission des finances du Sénat.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Éric Heyer, préalable à sa nomination au Haut Conseil des finances publiques par le Président de la commission des finances du Sénat (voir à la rubrique de la commission des finances).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Audition.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des finances*) : « Adapter les règles de l'impôt sur les sociétés au nouveau contexte international et européen » : audition conjointe de M. Grégory Abate, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la Direction de la législation fiscale, M. Bernard Bacci, directeur fiscal du groupe Vivendi, Mme Béatrice Deshayes, directrice fiscale du groupe LVMH, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS Francis Lefebvre Avocats et de Mme Stéphanie Robert, directeur de l'Association française des entreprises privées (AfeP).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen des amendements de séance.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2018) 147 établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative, et COM (2018) 148 concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Rapport relatif au budget de l'État en 2017, certification des comptes de l'État pour l'exercice 2017 et avis du Haut Conseil des finances publiques relatif au solde structurel des administrations publiques présenté dans le projet de loi de règlement de 2017 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes et président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan de l'action de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations (CIVS) - Communication.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maïté Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance.

Rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Marc El Nouchi, président de la commission des infractions fiscales.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Travail et emploi » et du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition commune de Mme Manon Aubry, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France, de MM. Lionel Bretonnet, administrateur d'Anticor, et Jacques FABRE, membre du bureau de Transparency international France, et de Mme Lison Rehbindler, chargée de plaidoyer financement du développement au Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre solidaire.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Examen du rapport d'information préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP).

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Girier, chef de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et ancien directeur de la campagne de M. Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.

Réunion du mardi 2 octobre 2018 (*commission des finances*) : Rapport relatif aux taxes affectées, transmis en application de l'article L.331-3 du code des juridictions financières - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la lutte contre la fraude.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement de l'aide alimentaire - Communication.

(*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Engagements financiers de l'État » (et article 77) ; compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 37) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par

ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume Uni de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » ; communication sur le contrôle budgétaire sur le coût des programmes de France Télévisions - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 82 et 83) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Culture » et article 74 bis (et communication sur le contrôle budgétaire sur la gestion déconcentrée des crédits du ministère) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des amendements de séance à l'article liminaire et à l'article 37.

Réunion du vendredi 23 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et aux articles 82 à 83 quater), « Santé » (et aux articles 81 quater et 81 quinquies), « Gestion des finances publiques et ressources humaines » (et aux articles 77 bis et 77 ter), « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (et aux articles 84 ter et 84 quater), « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions », « Immigration, asile et intégration » (et à l'article 77 quater) et « Sécurités » et le compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 93

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (24 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 56** (*Encadrement du recours au travail intérimaire*) : p. 239

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au plan gouvernemental sur la fonction publique** - (6 février 2018) : p. 946

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 199 (2017-2018)]** - (15 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1521

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les hôpitaux** - (15 février 2018) : p. 1532

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2025 p. 2030

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2182 - **Annexe** : p. 2192 - **Article 2** (*art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration*) : p. 2213 p. 2215 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1727 du code général des impôts - Droit à l'erreur en matière fiscale - Réduction de moitié des intérêts de retard en cas de rectification spontanée*) : p. 2220 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1763 du code général des impôts - Non-application en cas de première infraction de l'amende prévue pour défaut de souscription ou inexactitudes dans les documents propres aux bénéficiaires industriels et commerciaux et à l'impôt sur les sociétés*) : p. 2224 - **Article 4 bis A (nouveau)** (*art. L. 49 du livre des procédures fiscales - Mention expresse des points considérés comme validés par l'administration à l'issue d'un contrôle fiscal*) : p. 2233 - **Article 4 quater** (*art. 440 bis du code des douanes - Réduction des intérêts de retard en cas de régularisation pour les droits et taxes prévus par le code des douanes*) : p. 2236 - **Article 6** (*art. L. 440-1 [nouveau] du code des douanes - Droit à l'erreur en matière de contributions indirectes perçues sur le fondement du code des douanes et de droits douaniers*) : p. 2239 - **Article 8** (*art. L. 1242-2, L. 8115-1, L. 8115-3, L. 8115-4 et L. 8115-6 du code du travail - Possibilité pour l'autorité administrative d'adresser un avertissement en cas de manquement à certaines dispositions du code du travail*) : p. 2245 - **Article 13** (*art. L. 423-2 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Encadrement du recours à la transaction par l'administration*) : p. 2255 - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. L. 59 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la compétence des commissions des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires*) : p. 2255

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 15 A** (*Interdiction, pour les administrations de l'État, de recourir à un numéro surtaxé dans leurs relations avec le public*) : p. 2269 - **Article 15** (*Expérimentation de la mise en place d'un référent unique au sein de l'administration*) : p. 2271 p. 2272 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 211 rectifié** (*Publication d'indicateurs de résultats et de qualité de service des administrations recevant du public*) : p. 2273 - **Article 16** (*Limitation, à titre expérimental, de la durée des contrôles administratifs sur les petites et moyennes entreprises*) : p. 2276 p. 2277 - **Article 18** (*Habilitation à légiférer par*

ordonnance en vue de préciser et harmoniser la rectification des déclarations en matière de prestations sociales) : p. 2281

- **Question orale sans débat sur la situation du centre hospitalier de Valenciennes** - (20 mars 2018) : p. 2405 p. 2406

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2461

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence [n° 334 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3538

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Question préalable** : p. 3880 p. 3881 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3890 - **Article 1er (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile)** : p. 3895 p. 3904 p. 3905 p. 3908 p. 3914 p. 3915 p. 3917 p. 3918 p. 3920

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3932 p. 3933 p. 3940

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)] (suite)** - (18 avril 2018) - **Article 1er (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile)** : p. 3943 p. 3944 p. 3949 - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 483-2 et L. 483-3 du code de commerce - Suppression du régime spécifique de protection du secret des affaires devant les juridictions civiles et commerciales en cas d'instance en réparation d'un dommage causé par une pratique anticoncurrentielle)** : p. 3954

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)]** - (15 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4250

- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4284 p. 4285

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Rappel au règlement** : p. 4299

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6221

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 37 rectifié bis (Composition du conseil d'administration de l'OFPPRA - Doublement du nombre de parlementaires membres)** : p. 6334

- **Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires - Commission mixte paritaire [n° 506 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6407

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8839

p. 8840 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 6 et n° 19 (Obligation pour le juge de l'impôt de statuer sur l'ensemble des moyens soulevés par les parties)** : p. 8850 p. 8851 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 11 et n° 20 (Articulation des procédures pénales avec les procédures de contentieux fiscal)** : p. 8851 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 14 (Information des représentants syndicaux sur la situation fiscale de l'entreprise)** : p. 8854 p. 8855 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 2 (Instances représentatives du personnel - Information sur les mouvements fiscaux et sociaux de l'entreprise)** : p. 8855 - **Article 1er (supprimé) (art. 28-2 du code de procédure pénale - Renforcement de la police fiscale)** : p. 8858 p. 8859 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n°16 rectifié (Information de l'Agence des participations de l'État)** : p. 8863 - **Article 3 (art. L. 135 ZJ [nouveau] et art. L. 135 ZK [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 59 octies du code des douanes, et art. L. 114-12-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Échange d'informations entre administrations à des fins de lutte contre la fraude)** : p. 8866 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 (Obligation déclarative afférente aux comptes à l'étranger - Portée)** : p. 8867 - **Article 5 (art. 1741 du code général des impôts - Peine complémentaire obligatoire de publication pour fraude fiscale)** : p. 8881 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 8 rectifié (Incitation à la fraude fiscale - Sanction)** : p. 8891 - **Article 9 (art. 495-16 et 804 du code de procédure pénale - Extension de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité à la fraude fiscale)** : p. 8894 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 117 (Fabrication, détention, vente ou transport illicites de tabac - Amendes)** : p. 8898 p. 8899 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 38 rectifié ter (Régime fiscal dérogatoire applicable au tabac en Corse - Suppression)** : p. 8904 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 15 (Schémas d'optimisation fiscale - Communication à l'administration fiscale)** : p. 8905 - **Article 11 (art. 238-0 A, 39 terdecies, 125-0 A, 182 A bis, 182 A ter, 182 B, 244 bis, 244 bis B, 39 duodecies, 119 bis, 125 A, 145, 150 ter, 187, 163 quinquies C, 163 quinquies C bis, 219, 792-0 bis du code général des impôts, et art. L. 62 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la liste des États et territoires non coopératifs)** : p. 8909 p. 8911 - **Article 12 (nouveau) (art. L. 247 et art. L. 251 A du livre des procédures fiscales - Rétablissement de la faculté transactionnelle de l'administration fiscale en cas de poursuites pénales)** : p. 8917 p. 8918 p. 8919 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 7 rectifié et n° 60 rectifié (Sécurisation des règlements transactionnels fiscaux)** : p. 8919 p. 8920 - **Article 13 (nouveau) (art. L. 141 B [nouveau], L. 228, L. 228 A et L. 232 du livre des procédures fiscales, article 1er de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 - Conditions du dépôt des plaintes pour fraude fiscale par l'administration)** : p. 8921 p. 8925 p. 8926 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8930

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'égalité des territoires et les transports aériens** - (10 juillet 2018) : p. 9432

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9684

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2019** - (25 septembre 2018) : p. 13281

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13421 p. 13423

- **Question orale sans débat sur les funérailles des personnes décédées à l'étranger** - (23 octobre 2018) : p. 14020

- **Débat sur le thème « Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »** - (24 octobre 2018) : p. 14708

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 93 (2018-2019)]** - (6

novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14899 - **Article additionnel avant l'article 1er** (*Répartition des sièges au sein du Parlement européen*) : p. 14905 - **Article 1er** (*Conséquences d'un Brexit sans accord sur les Britanniques soumis au droit français*) : p. 14906

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 509** (*Fraude patronale aux cotisations sociales - Rapport au Parlement*) : p. 15494 - **Article 20** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - *Reprise par la Cades des déficits portés en trésorerie par l'Acoss*) : p. 15521 p. 15522

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15754 - **Article 2** (art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - *Ajustement des recettes du compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique »*) : p. 15764 p. 15766 p. 15767

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16529 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 7** (*Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - Evaluation régulière des établissements bancaires*) : p. 16534 - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - *Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales*) : p. 16538

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]** - (22 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 16637 p. 16638 - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2019, prévisions d'exécution 2018 et exécution 2017*) : p. 16673 p. 16674

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article 2** (art. 196 B, 197 et 204 H du code général des impôts - *Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source, PAS*) : p. 16694 p. 16700 p. 16701 p. 16702 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1002** (*Fiscalité applicable aux sportifs retenus en sélection nationale*) : p. 16704 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (*Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux*) : p. 16707 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 35 bis du code général des impôts - *Abrogation de l'exonération d'impôt pour les produits de la location d'une partie de la résidence principale ou d'une chambre d'hôte*) : p. 16720 p. 16723

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodécies (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (*Contribution climat énergie*) - *Gaz issus de la biomasse - Exemption*) : p. 16758 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quinquies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - *Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16775 p. 16781 p. 16804 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendement n° I-474** (*Vols intérieurs - Exonération de taxe intérieure de consommation - Suppression*) : p. 16806 - **Article 8 (priorité)** (art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - *Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets*) : p. 16839 p. 16840 p. 16841 p. 16845 p. 16849 p. 16852 p. 16856 p. 16858 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-536 rectifié, n° I-600, n° I-635, n° I-816, n° I-875 et n° I-1001** (*Opérations d'arbitrage de dividendes*) : p. 16867

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-603**

quinquies et I-986 (*Concessions hydroélectriques - Redevance*) : p. 17010 - **Article 11** (art. 39 A, 30 quinquies A, 30 quinquies H, 40 sexies, 81, 83, 163 bis G, 199 undécies C, 209, 217 undécies, 217 duodécies, 223 L, 244 quater X, 296 ter, 1051 et 1594 I quater du code général des impôts, L. 80 B du livre des procédures fiscales, L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale, art. 4 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - *Suppression de dépenses fiscales inefficaces*) : p. 17022 - **Article 12** (art. 216, 219, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 Q et 223 R du code général des impôts - *Réforme du régime de l'intégration fiscale*) : p. 17034 p. 17038 - **Article 13** (art. 112, 209, 209-0 B, 212, 212 bis, 223 B, 223 B bis, 223 I, 223 Q et 223 S du code général des impôts - *Réforme des dispositifs de limitation des charges financières*) : p. 17044 - **Article 16** (art. 787 B du code général des impôts - *Adaptation de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit « Dutreil » en cas de transmission d'entreprises*) : p. 17067 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° I-270 et n° I-654 rectifié** (*Élargissement de l'assiette de la TTF aux transactions infrajournalières*) : p. 17084 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° I-271 et n° I-375** (*Aide publique au développement*) : p. 17084 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° I-607** (*Cessions de biens immobiliers au profit d'organisme de logement social - Exonération fiscale*) : p. 17085 - **Article 16 quater (nouveau)** (art. 150 duodécies, 158 et 200 A du code général des impôts - *Précision du champ des gains soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU) ou, sur option du contribuable, au barème de l'impôt sur le revenu*) : p. 17087 p. 17090 - **Article 16 sexies (nouveau)** (art. 793 bis du code général des impôts - *Relèvement du seuil au-delà duquel l'exonération de droits de mutation sur certaines transmissions d'entreprises agricoles est réduite à 50 %*) : p. 17091 - **Article additionnel après l'article 16 septies - Amendement n° I-460 rectifié** (*Rétablissement de l'ISF*) : p. 17097 - **Article additionnel après l'article 16 septies - Amendement n° I-476 rectifié** (*Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF*) : p. 17099 p. 17100 - **Article 16 nonies (nouveau)** (*Aménagement du dispositif « Dutreil-ISF »*) : p. 17119 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendements n° I-473 et n° I-477** (*Contribution supplémentaire et contribution additionnelle des entreprises*) : p. 17132 p. 17132 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-330 rectifié, n° 568 rectifié et n° 770 rectifié** (*Mécénat d'entreprise - Déduction d'impôt - Plafond*) : p. 17136 p. 17137 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-398** (*Dirigeants de sociétés - Taxation des augmentations de salaires - Indemnités de départ*) : p. 17163 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-396** (*Taxe sur le chiffre d'affaires des GAFA*) : p. 17166

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 163 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 17197

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 octies - Amendement n° I-713** (*Transmission de patrimoine - Limitation de l'exonération*) : p. 17208 - **Article 18 duodécies (nouveau)** (art. 246 bis du code général des impôts - *Règles d'assiette applicables aux entreprises exploitant des satellites de communication*) : p. 17212 - **Articles additionnel après l'article 18 duodécies - Amendement I-463** (*Quotient de la taxe sur les logements vacants - Relèvement*) : p. 17213 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-282** (*Développement du sport pour les personnes en situation de handicap - Taux réduit de TVA*) : p. 17229 - **Article 23** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 41 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, et 1648 A du code général des impôts - *Fixation pour 2019 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 17240 p. 17244

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) : p. 18051 - **Article additionnel après l'article 83 - Amendement n° II-87 rectifié** (*Groupements d'intérêt public maison départementale des personnes handicapées - Taxes sur les salaires - Exonération*) : p. 18074

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (6 décembre 2018) : p. 18117 p. 18118

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81 ter (nouveau)** (*Fonds de stabilisation des départements pour les années 2019 à 2021*) : p. 18195 p. 18196

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 50** (*art. 1681 F du code général des impôts - Élargissement du dispositif du crédit-vendeur*) : p. 18222 p. 18223 - **Article 51** (*art. 167 bis du code général des impôts - Imposition des plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux en cas de transfert du domicile fiscal hors de France*) : p. 18227 p. 18228 p. 18229 p. 18230 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-748 rectifié bis** (*Conventions fiscales - État des lieux pays par pays - Rapport de la Cour des comptes*) : p. 18237

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 51 bis - Amendements n° II-380 rectifié bis et n° II-381 rectifié bis** (*Écart maximal de rémunération - Encadrement*) : p. 18240 - **Article additionnel après l'article 51 bis - Amendement n° II-796 rectifié** (*Taxe sur les salaires - 3e taux majoré - Rétablissement*) : p. 18241 p. 18242 - **Article 51 octies (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Prorogation d'une année du taux renforcé de la réduction d'impôt « Madelin »*) : p. 18251

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article 56 sexies (nouveau)** (*art. 113 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 et art. 106 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances*

rectificative pour 2015 - Remise d'un rapport annuel au Parlement sur les dépenses et les ressources de la Société du Grand Paris) : p. 18395 - **Article additionnel après l'article 56 terdecies - Amendement n° II-308 rectifié bis** (*Finances locales - Contribution des entreprises - Ajustement*) : p. 18403 - **Article 57** (*art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation d'un an du crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique, CITE*) : p. 18411 p. 18414 p. 18418 - **Article 58** (*art. 244 quater U du code général des impôts et art. 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation pour trois ans et ajustement du crédit d'impôt « éco-prêt à taux zéro », éco-PTZ*) : p. 18424 - **Article 58 bis (nouveau)** (*art. 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Maintien du prêt à taux zéro pour les signataires d'un contrat de location-accession*) : p. 18429 - **Article additionnel après 58 ter - Amendement n° II-815 rectifié** (*Complémentaire santé - Fonction publique - Crédit d'impôt - Création*) : p. 18435 - **Article 62 bis (nouveau)** : p. 18472 - **Article 63** (*art. 1680 du code général des impôts, art. L. 2343-1, L. 3342-1 et L. 4342-1 du code général des collectivités territoriales - Encaissement des recettes fiscales par un organisme autre que le comptable public*) : p. 18475 - **Article 64** (*art. 568, 575 A, 575 C et 575 E bis du code général des impôts et art. 17 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Rationalisation et simplification de la fiscalité du tabac*) : p. 18482 - **Article 65** (*Augmentation maîtrisée des prestations sociales*) : p. 18487 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendements n° II-185 rectifié bis et n° II-341 rectifié** (*Réduction de loyer de solidarité - Recentrage sur les bénéficiaires ce l'APL*) : p. 18491

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2018) - **Article 39 et état B** (*Crédits du budget général*) : p. 18514

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 191 (2018-2019)]** - (17 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21560

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les sociétés gestionnaires d'autoroutes** - (18 décembre 2018) : p. 21589 p. 21589

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude fiscale** - (18 décembre 2018) : p. 21592

BONFANTI-DOSSAT (Christine)
sénateur (Lot-et-Garonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
- Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**
- Proposition de loi* relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**
- Proposition de loi* d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail**.

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate à son renouvellement à la direction générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sandrine Rousseau, présidente de l'association Parler.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Katia Julienne, candidate pressentie pour le poste de directrice de la Haute Autorité de santé, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de M. Bertrand Martinot, directeur général adjoint des services de la région Ile-de-France chargé du développement économique, de l'emploi et de la formation et de Mme Anne-Valérie Aujames et M. Alain Bao, représentants de la Fédération nationale des associations régionales de directeurs de centres de formation d'apprentis (Fnadir).

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale, délégué interministériel à l'égalité femmes-hommes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les évolutions prévues dans le PLFSS 2019 en matière de congé maternité des travailleuses indépendantes.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Perspectives de la future loi santé et organisation de la protection sociale. Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la PAC et la diminution des dotations** - (20 février 2018) : p. 1580 p. 1580

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1597

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2013

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Article 1er et annexe** (*Approbation des orientations de la politique de protection des mineurs contre les violences sexuelles présentées dans le rapport annexé à la proposition de loi*) : p. 3087 p. 3088

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3374

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse des dotations communales** - (10 avril 2018) : p. 3557 p. 3558

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article 1er** (*art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération*) : p. 3790

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 12 rectifié bis** (*Médaille d'honneur du monde combattant* -

Création) : p. 4537 - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4610

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 1er** (*Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER »*) : p. 5858 p. 5859

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - *Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle*) : p. 9575 p. 9576 - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - *Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis*) : p. 9603

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 14** (art. L. 6113-1 à L. 6113-10 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 335-6 du code de l'éducation - *Nouvelle organisation de la certification professionnelle*) : p. 9645 - **Article 15**

(art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - *Rôle des acteurs de la formation professionnelle*) : p. 9654

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (24 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 526 rectifié** (*Colonnes montantes d'électricité dans les immeubles d'habitation - Préconisations - Rapport sur la mise en oeuvre*) : p. 11564

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi** - (11 octobre 2018) : p. 13667 p. 13668

- **Question orale sans débat sur le projet de rénovation du centre vétuste de formation des apprentis de La Palme à Agen** - (23 octobre 2018) : p. 14041

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14739

BONHOMME (François)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (22 février 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (17 avril 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (10 juillet 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire du Comité des finances locales le 17 janvier 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 260 (2017-2018)] relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 421 (2017-2018)] (11 avril 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 481 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : la formation et la reconversion » [n° 642 tome 4 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 643 (2017-2018)] relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 675 (2017-2018)] (18 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Loïc Cauret, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et Charles-Eric Lemaigen, premier vice-président.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur la situation des prisons.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des instances de régulation et de contrôle.

Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

(*commission des lois*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des instances de régulation et de contrôle.

Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Responsabilité pénale des élus et déontologie ».

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde réunissant des auteurs de travaux parlementaires et des chercheurs, dans le cadre des travaux de la délégation sur le statut des élus locaux.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2017.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et la vitalité de la démocratie locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de

maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexis Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 27 septembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde inaugurale : rapport d'information sur le rôle des communes dans les intercommunalités.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et informations administratives » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations

avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des funérailles républicaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la plateforme « Parcoursup » (II)** - (16 janvier 2018) : p. 59

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 63

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 90 p. 92 p. 93

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 137

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture dans les zones défavorisées (II)** - (1er février 2018) : p. 851

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1067

- **Question orale sans débat sur la nouvelle carte des zones défavorisées pour l'agriculture** - (6 mars 2018) : p. 1892 p. 1893

- **Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2002

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2009 p. 2024

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes (II)** - (8 mars 2018) : p. 2069

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la représentation proportionnelle** - (8 mars 2018) : p. 2073

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Article 7** (*art. 8 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitement des données personnelles dites « sensibles »*) : p. 2491 - **Article 8** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 5-1 [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Champ d'application des règles françaises adaptant ou complétant le règlement*) : p. 2495 p. 2496 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 7 rectifié septies et n° 66** (*Chiffrement des données de bout en bout - Accès au moyen d'une clef*) : p. 2499

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3389

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3545 p. 3548 p. 3549 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen*) : p. 3566 p. 3567 p. 3569 p. 3573 p. 3575

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3647 p. 3648

- **Proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3776 p. 3777 p. 3778 p. 3789 - **Article 1er** (*art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communauté de communes et des communautés d'agglomération*) : p. 3794 p. 3798 p. 3799 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié, n° 33 rectifié bis, n° 6 rectifié ter, n° 28 rectifié, n° 3 rectifié, n° 19 et n° 25 rectifié bis** (*Subventions et aides - Éligibilité des communes qui conservent les compétences eau/assainissement*) : p. 3803 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié ter** (*Eau et assainissement - Régie unique*) : p. 3804 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 20 rectifié et n° 21 rectifié** (*Régie commune à plusieurs services publics*) : p. 3806 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié ter** (*Exceptions au principe d'équilibre des EPCI - Suppression du seuil à 500 habitants*) : p. 3806 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 24 rectifié ter, n° 9 rectifié et n° 17 rectifié ter** (*Exceptions au principe d'équilibre des EPCI - Seuil*) : p. 3808 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié bis** (*Rétrocession des redevances d'occupation du domaine public des biens et équipements mis à la disposition de l'EPCI à la commune antérieurement compétente*) : p. 3809 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 11 et n° 12** (*Transfert automatique des soldes positifs de budgets annexés eau et assainissement aux EPCI au moment du transfert de compétence*) : p. 3811 - **Article 2** (*art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Sécabilité de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » et suppression de l'inclusion des « eaux de ruissellement urbaines » au sein de la compétence « assainissement » pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération*) : p. 3814 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22** (*Eau et assainissement - Retour à la répartition des compétences antérieure à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence*) : p. 3814 - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 5214-21 et L. 5216-7 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des règles de représentation-substitution des communes par les communautés de communes et d'agglomération au sein de syndicats compétents en matière d'« eau » et d'« assainissement »*) : p. 3815

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3937 p. 3941

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Article 1er** (*art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile*) : p. 3945

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Notre-Dame-des-Landes** - (19 avril 2018) : p. 4111

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)]** - (15 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4253

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article unique** : p. 4277

- **Débat sur l'évolution des droits du Parlement face au pouvoir exécutif** - (16 mai 2018) : p. 4328 p. 4333 p. 4336

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article 18** (art. L. 46, L. 231 et L. 237 du code électoral ; art. L. 2122-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4121-3 [nouveau] du code de la défense - *Éligibilité des militaires en position d'activité au mandat de conseiller municipal*) : p. 4480

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Commission mixte paritaire [n° 444 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4515 p. 4517 p. 4518 p. 4519

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de députés de l'Assemblée nationale législative de Thaïlande** - (29 mai 2018) : p. 4670

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article 1er bis** (art. L. 2111-25 du code des transports - *Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure*) : p. 5003

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (5 juin 2018) : p. 5188 p. 5189

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5208 p. 5210 p. 5211 p. 5212 p. 5214

- **Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs [n° 518 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5551

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Question préalable** : p. 5715 p. 5716

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le concert du rappeur Médine au Bataclan** - (12 juin 2018) : p. 5719

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole et l'huile de palme** - (12 juin 2018) : p. 5720

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)] (suite)** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5732 - **Article 10** (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement*) : p. 5745 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 41 et n° 52** (*Présence de parlementaires dans les commissions départementales de coopération intercommunales*) : p. 5757 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 12** (*Mode d'élection des conseillers communautaires dans les communes de moins de 1 000 habitants*) : p. 5763 - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 48** (*Inscription dans le code général des collectivités territoriales d'un statut de l'élu*) : p. 5776

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 2122-8 du code général des

collectivités territoriales - Élection du maire et de ses adjoints par un conseil municipal incomplet) : p. 5824 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 21 rectifié bis** (*Communauté urbaine - Compétences de voirie - Restriction*) : p. 5826 - **Article 24** (art. L. 422-8 et L. 423-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Droit de timbre en matière d'autorisations d'urbanisme*) : p. 5830 p. 5831 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 29 rectifié bis** (*Commission de dotation des équipements ruraux, DETR - Subventions - Avis*) : p. 5832 p. 5833 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5835

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6218 - **Discussion générale** : p. 6226 p. 6227

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6330 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 412 rectifié ter** (*Persécutions liées au genre*) : p. 6338 p. 6339

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la contractualisation entre l'État et les collectivités** - (21 juin 2018) : p. 6433

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier du Grand Paris Express et le logement en Ile-de-France** - (21 juin 2018) : p. 6435

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)] (suite)** - (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - *Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile*) : p. 6442

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6751

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - *Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation*) : p. 7405

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 octies (supprimé) - Amendements n° 21 rectifié quinquies, n° 125 rectifié quinquies et n° 327 rectifié bis** (*Rapport de l'ANSES au Gouvernement sur les taux de TVA*) : p. 7582 p. 7583 - **Article 11** (art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L.230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - *Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique*) : p. 7594 - **Article 11 bis A (supprimé)** (*Affichage de la composition des menus dans les services de restauration collective gérés par les collectivités territoriales*) : p. 7634 p. 7635 - **Article 11 ter** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - *Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique*) : p. 7639 p. 7640 p. 7642

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 11 octies - Amendement n° 322 rectifié** (*Valorisation des appellations d'usage courant du type « chocolatine » parmi les objectifs de la politique promouvant la qualité et l'origine des produits alimentaires*) : p. 7690 - **Article additionnel après l'article 11 undecies - Amendements n° 100 rectifié septies, n° 241 rectifié bis, n° 268 rectifié bis,**

n° 325 rectifié bis et n° 607 rectifié (*Nomination par le Gouvernement d'une commission d'experts chargée d'évaluer les effets de la ratification d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur*) : p. 7721 - **Article 11 septdécies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 230-3 du code rural et de la pêche maritime - Recentrage des missions de l'Observatoire de l'alimentation sur le suivi de la qualité nutritionnelle des produits) : p. 7746 - **Article additionnel après l'article 11 septdécies - Amendement n° 658 rectifié** (*Information sur le niveau de transformation et la modification des qualités nutritionnelles des produits par des additifs divers*) : p. 7747 - **Article additionnel après l'article 11 septdécies - Amendements n° 328 rectifié et n° 669 rectifié** (*Affichage obligatoire du Nutri-score*) : p. 7749 - **Article additionnel après l'article 11 septdécies - Amendement n° 593 rectifié** (*Rapport sur la généralisation du Nutri-score au niveau européen*) : p. 7750 - **Article additionnel après l'article 11 septdécies - Amendements n° 499 rectifié, n° 545 rectifié, n° 324 rectifié, n° 326 rectifié, n° 417 rectifié ter, n° 606 rectifié bis et n° 679 rectifié bis** (*Interdiction de la publicité auprès des jeunes pour des produits alimentaires manufacturés*) : p. 7751 p. 7752 - **Article additionnel après l'article 11 septdécies - Amendement n° 546 rectifié** (*Rapport sur la limitation de la publicité auprès du jeune public pour des boissons et des produits alimentaires manufacturés*) : p. 7753 - **Article additionnel après l'article 11 septdécies - Amendements n° 193 rectifié, n° 355 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 572 rectifié et n° 680 rectifié bis** (*Interdiction de la publicité auprès des jeunes pour des produits alimentaires manufacturés*) : p. 7755

- **Question orale sans débat sur les vols de câbles en cuivre dans le département de Tarn-et-Garonne** - (3 juillet 2018) : p. 8811 p. 8812

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8832

- **Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les écoles et les collèges [n° 625 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9999 - **Article 1er** (art. L. 511-5 et L. 511-6 [nouveau] du code de l'éducation - Encadrement de l'utilisation du téléphone mobile à l'école primaire et au collège) : p. 10005 p. 10006 p. 10008

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et le lien avec le territoire** - (19 juillet 2018) : p. 11051

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences et les dégradations commises le 15 juillet** - (19 juillet 2018) : p. 11052

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'imam de Toulouse** - (19 juillet 2018) : p. 11058

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 63 quinquies - Amendement n° 480 rectifié** (*Communications électroniques mobiles, carte des déploiements fibre - Carte de la couverture mobile*) : p. 11646

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 623 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 629 (2017-2018)** : p. 13098 p. 13115 - **Question préalable** : p. 13117

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 629 (2017-2018)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 623 (2017-2018)** - (26 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 13119

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Nouvelle lecture [n° 676 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13122 p. 13124 p. 13125

p. 13126 p. 13129 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien du caractère optionnel du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13132 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 15** (*Exploitation des services publics de l'eau et de l'assainissement - Constitution d'une régie unique*) : p. 13133 p. 13134 - **Article 1er quater** (*Extension transitoire de la faculté, pour une communauté de communes ou d'agglomération, de financer les services d'eau et d'assainissement par leur budget général*) : p. 13135 - **Article 1er quinquies** (art. L. 5211-5, L. 5211-17, L. 5211-18 et L. 5721-6-1 du code général des collectivités territoriales - *Reversement du produit des redevances d'occupation du domaine public*) : p. 13135 - **Article 1er sexies** (art. L. 5211-5, L. 5211-17 et L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales - *Transfert facultatif du solde budgétaire d'un service public*) : p. 13136 - **Article 2** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales ; art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - *Gestion des eaux pluviales urbaines*) : p. 13136 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 13137

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de simplification de la carte départementale** - (25 septembre 2018) : p. 13277

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exonération de charges pour les saisonniers agricoles** - (25 septembre 2018) : p. 13280

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13445 p. 13448 p. 13455 - **Article 1er** (*Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022*) : p. 13460 p. 13461

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - *Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation*) : p. 13586 - **Article 30** (art. 16, 18, 28, 60, 60-1, 60-3, 76-2, 77-1, 77-1-1, 77-1-2, 77-1-3 du code de procédure pénale et art. L. 130-7 du code de la route - *Statut et compétence de la police judiciaire*) : p. 13600 p. 13601 - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Extension des pouvoirs des enquêteurs*) : p. 13610 p. 13611 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 110 rectifié bis**, (*Contrebande de tabac - Délits commis en bande organisée*) : p. 13612 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 111 rectifié bis** (*Contrebande de tabac - Délits - Contrebande de tabac - Délits commis en bande organisée*) : p. 13613 - **Article 33** (art. 43 et 60 du code de procédure pénale, art. L. 234-4, L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route - *Dispositions diverses de simplification*) : p. 13617

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019)**.

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13719 p. 13722

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 45 ter - Amendement n° 114 rectifié ter** (*Recours à la surveillance électronique - Extension*) : p. 13865 p. 13866 - **Article additionnel après l'article 45 ter - Amendement n° 115 rectifié ter** (*Recours à la*

surveillance électronique - Extension) : p. 13866 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 60 rectifié bis** (*Risque de trouble à l'ordre public - Aménagement des peines - Rejet*) : p. 13879 - **Article 51** (*art. 100 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Allègement des procédures en matière de construction des établissements pénitentiaires et report du moratoire sur l'encellulement individuel*) : p. 13893 p. 13895

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2018) - **Article additionnel avant l'article 52 - Amendement n° 66 rectifié bis** (*Abaissement de la majorité pénale à 16 ans*) : p. 13953 p. 13954 - **Article additionnel avant l'article 52 - Amendement n° 67 rectifié bis** (*Travaux d'intérêt général - Abaissement à l'âge de 13 ans*) : p. 13955

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14065 - **Article 1er** (*art. L. 211-3-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Instauration de périmètres de contrôle lors des manifestations*) : p. 14075

- **Débat sur le thème « Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »** - (24 octobre 2018) : p. 14711

- **Débat sur le thème « La crise migratoire : quelle gestion européenne ? »** - (30 octobre 2018) : p. 14829

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14837

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 30 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 29 (2018-2019)** : p. 14881

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 29 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 30 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15078 p. 15083 p. 15085 - **Article 2** (*art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence*) : p. 15119 p. 15120 p. 15126 - **Article 3** (*Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Conseil d'administration*) : p. 15133 p. 15135

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (*art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse*

pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15390 p. 15398

Quatrième partie :

- (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 306 rectifié** (« *Taxe soda* » - *Amélioration*) : p. 15647 p. 15648

- **Question orale sans débat sur les prises de vues aériennes des prisons françaises accessibles sur internet** - (20 novembre 2018) : p. 15817 p. 15818

- **Question orale sans débat sur le malaise des élus locaux** - (20 novembre 2018) : p. 15819

- **Débat sur les Conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA)** - (20 novembre 2018) : p. 15875

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16526 p. 16529 - **Article 1er** (*art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales*) : p. 16535

- **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16561 p. 16562 - **Article 1er** (*Age d'éligibilité des sénateurs*) : p. 16574

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16671 - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2019, prévisions d'exécution 2018 et exécution 2017*) : p. 16674

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° I-331 rectifié** (*Don à un organisme d'intérêt général ou reconnu d'utilité publique - Réduction d'impôt*) : p. 16905

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 9** (*art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexes, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre Ier du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement*) : p. 17006 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-219 rectifié** (*Agence de financement des infrastructures de transport de France - Suppression*) : p. 17014 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-314 rectifié** (*Donation grands parents/petits-enfants - Exonération de droits de*

mutation) : p. 17125 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-1065** (Loto du patrimoine - Contributions et prélèvements sur les jeux - Exonération) : p. 17130

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006** (Relance de la trufficulture) : p. 17201 p. 17202 - **Article 18 quater (nouveau)** (art. 39 *decies A* [nouveau] du code général des impôts - Suramortissement temporaire de 40 % pour les investissements de transformation numérique et de robotisation des PME) : p. 17205 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-752 rectifié et n° 751 rectifié** (Passagers en correspondance - Taxe d'aéroport - Exonération totale ou abattement) : p. 17218 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-961** (Produits pour incontinence urinaire - Taux réduit de TVA) : p. 17229 - **Article 25** (art. 3 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Modernisation du mécanisme de compensation de perte de ressources de contribution économique territoriale (CET) et création d'un fonds de compensation horizontale pour l'accompagnement à la fermeture des centrales de production d'électricité d'origine nucléaire et thermique) : p. 17257 p. 17258 - **Article 29** (Intitulé de la section XI du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 17291 p. 17296 p. 17297 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 17342

Seconde partie :

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17407

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17431

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2018) : p. 17474 p. 17476 p. 17477 - **État B** : p. 17482 p. 17483

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17540 p. 17541

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17895

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17969

Immigration, asile et intégration

- (6 décembre 2018) : p. 18141 p. 18142 p. 18143

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (6 décembre 2018) : p. 18157 p. 18158 - **Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers - État D** : p. 18165 p. 18166 - **Article additionnel après l'article 84 bis - Amendement n° II-613 rectifié ter** (Recettes des « amendes radars » - Contribution à l'amélioration du réseau routier et de ses zones les plus accidentogènes) : p. 18167

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18539

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Article unique** : p. 21437 p. 21438 p. 21439 p. 21440 p. 21441

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le loto du patrimoine** - (18 décembre 2018) : p. 21595 p. 21596

BONNE (Bernard)
sénateur (Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (15 novembre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire Conseil d'administration de l'agence nationale de santé publique le 30 janvier 2018.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Ehpad : quels remèdes ? [n° 341 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Exposé général [n° 111 tome 1 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Examen des articles [n° 111 tome 2 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Tableau comparatif [n° 111 tome 3 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, Mme Anne Burstin, directrice générale, et M. Simon Kieffer, directeur des établissements et services médico-sociaux, sur la situation dans les Ehpad.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR), et de Mme Yannick Moreau, présidente du Comité de suivi des retraites (CSR).

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation du milieu associatif face à la diminution du nombre de contrats aidés** - (16 janvier 2018) : p. 19 p. 20

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 107

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 235 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 769

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3359

- **Question orale sans débat sur la protection sociale des agents territoriaux sapeurs-pompiers volontaires** - (3 juillet 2018) : p. 8811

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15251

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 29 quater (nouveau)** (*art. L. 162-5 et L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale - Inclusion des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires dans le champ des accords-cadres*) : p. 15580

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article 40** (*art. L. 2112-8 et L. 2135-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 174-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Prise en charge de l'intervention précoce pour l'autisme et les troubles du neuro-développement*) : p. 15659 p. 15661 p. 15662 p. 15664 p. 15665 p. 15666 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 141 rectifié bis** (*Structures médico-sociales - Délégation de la compétence tarifaire par conventionnement - Expérimentation*) : p. 15667 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 398 rectifié** (*Enfants souffrant de troubles neuro-comportementaux ou neuro-cognitifs - Diagnostic et accompagnement - Prise en charge par la sécurité sociale*) : p. 15668 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 399 rectifié** (*Troubles psychiques - Prise en charge à 100 % des troubles associés*) : p. 15669 - **Article 41** (*art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Accélérer la convergence tarifaire des forfaits soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Ehpad*) : p. 15669 - **Article 41 (suite)** : p. 15671 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 42 rectifié bis** (*Conclusion d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec l'Agence régionale de santé - Élargissement du champ de l'obligation*) : p. 15672 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 41 rectifié bis et n° 539** (*ESMS (Établissements et services médico-sociaux) - Homogénéisation des règles de présentation budgétaire*) : p. 15673 p. 15674 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 169 rectifié ter** (*CESU (Chèque emploi service universel) - Fiche de paie - Simplification*) : p. 15675 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 420 rectifié** (*EHPAD - Délai de convergence tarifaire - Maintien du délai initial*) : p. 15676

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendement n° I-217 rectifié** (*Rémunération perçue au titre de la permanence des soins - Exonération fiscale - Extension*) : p. 16909

seconde partie :

Santé

- (6 décembre 2018) : p. 18085

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Article unique** : p. 21441

- **Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne [n° 201 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21578 p. 21579

BONNECARRÈRE (Philippe)
sénateur (Tarn)
 UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018 ; puis secrétaire le 11 octobre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (31 janvier 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (17 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense (19 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptation à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence (28 juin 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : 2018, une nouvelle année de défis pour l'Union européenne [n° 253 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 274 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires [n° 388 (2017-2018)] - Observations sur la proposition de loi transposant la directive « secrets d'affaires » [n° 406 (2017-2018)] (6 avril 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Repenser l'action de l'Union : la plus-value européenne - contribution du Sénat au groupe de travail « Subsidiarité et proportionnalité » de la Commission européenne (version française) [n° 456 tome 1 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Repenser l'action de l'Union : la plus-value européenne - contribution du Sénat au groupe de travail « Subsidiarité et proportionnalité » de la Commission européenne (version anglaise) [n° 456 tome 2 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 383 (2017-2018)] relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 472 (2017-2018)] (15 mai 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité pour les associations de locataires, non affiliées à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation, de présenter des listes aux élections des représentants des locataires [n° 509 (2017-2018)] (28 mai 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à favoriser la transparence dans l'attribution des places de crèche [n° 707 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'extraterritorialité des sanctions américaines [n° 18 (2018-2019)] - Extraterritorialité des sanctions américaines : Quelles réponses de l'Union européenne ? [n° 17 (2018-2019)] (4 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'extraterritorialité des sanctions américaines [n° 18 (2018-2019)] (4 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mérule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier l'appellation Relais assistants maternels en Relais petite enfance, et à en préciser le champ de compétence [n° 139 (2018-2019)] (20 novembre 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les défis européens du nouveau gouvernement italien [n° 170 (2018-2019)] (30 novembre 2018) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : France-Allemagne : quelle coopération à l'heure du 56ème anniversaire du Traité de l'Élysée ? [n° 181 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des lois et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Julian King, commissaire européen pour l'Union de la sécurité.

Politique commerciale - Mandats de négociation en vue d'un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Julian King, commissaire européen pour l'Union de la sécurité.

Réunion du jeudi 25 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec les institutions européennes (déplacement à Bruxelles des 15 et 16 janvier 2018) : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, André Gattolin, Mmes Gisèle Jourda, Fabienne Keller et M. Pierre Médevielle.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Agences de surveillance européennes : avis politique de MM. Jean-François Rapin et Claude Raynal.

Institutions européennes - Initiative citoyenne européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du lundi 5 février 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de M. Jean-Claude Requier en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur : rapport de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du jeudi 29 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en oeuvre de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris.

Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de loi portant transposition de la directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulguées contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites (procédure accélérée) : Observations de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Travaux de la Task force « subsidiarité et proportionnalité » : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère et Simon Sutour.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la Défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense -. Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la

mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Économie, finances et fiscalité - Union bancaire : communication de Mme Fabienne Keller et M. Claude Raynal.

(*commission des finances*) : Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion plénière de la LIXe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (Cosac) : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie.

Réunion du mardi 17 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politiques commerciales - Audition commune sur l'Union européenne et l'extraterritorialité des sanctions américaines de Mmes Claire Cheremetinski (direction générale du Trésor), Christine Lepage (MEDEF), Karine Demonet (Banque publique d'investissement) et de M. Thomas Lenk (ambassade d'Allemagne).

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexis Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er août 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Échange de vues.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Maxence Creusat, commissaire de police à la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Yann Drouet, ancien chef de cabinet du préfet de police de Paris.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Extraterritorialité des sanctions américaines : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de Mme Sophie Joissains.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Règles européennes et statut des sapeurs-pompiers volontaires : avis politique de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Communication sur la réunion conjointe avec la commission pour l'Union européenne du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Mme Gisèle Jourda, MM. Jean-François Rapin et Simon Sutour.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des lois*) : Amélioration de l'efficacité des fiches S - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen** [n° 219 (2017-2018)] - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 574

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024** [n° 263 (2017-2018)] - (6 février 2018) - **Article 6** (*Consultation du public sur les impacts environnementaux des projets, plans ou programmes nécessaires à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques*) : p. 975

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité** - *Commission mixte paritaire* [n° 275 (2017-2018)] - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1493 p. 1498

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement** - *Commission mixte paritaire* [n° 199 (2017-2018)] - (15 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1521

- **Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi** [n° 318 (2017-2018)] - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 198

- **Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être** [n° 611 (2016-2017)] - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2003

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2748

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen** [n° 397 (2017-2018)] - (10 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3560 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen*) : p. 3571 p. 3579

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3646

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites** [n° 420 (2017-2018)] - (18 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3879 - **Question préalable** : p. 3882 - **Article 1er** (*art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile*) : p. 3952 - **Article 1er quater** (**nouveau**) (*art. 314-4-1 [nouveau], 314-10 et 314-12 du code pénal - Instauration d'un délit de détournement d'une information économique protégée*) : p. 3958

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières** - (9 mai 2018) : p. 4194

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4231

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense** [n° 477 (2017-2018)] - (22 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4421 - **Article 18** (*art. L. 46, L. 231 et*

L. 237 du code électoral ; art. L. 2122-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4121-3 [nouveau] du code de la défense - Éligibilité des militaires en position d'activité au mandat de conseiller municipal) : p. 4474 - **Article 19** (art. L. 33-14 [nouveau], L. 36-7, L. 36-14 [nouveau], L. 130, L. 131, L. 132 du code des postes et des communications électroniques, L. 2321-2-1 [nouveau], L. 2321-2-2 [nouveau] L. 2321-3, L. 2321-5 [nouveau] du code de la défense - Mise en oeuvre de dispositifs de détection des cyberattaques) : p. 4484 p. 4486

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen** - Commission mixte paritaire [n° 444 (2017-2018)] - (23 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4515

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6227 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 404 rectifié** (Droits inconditionnels des personnes - Rappel) : p. 6248

- **Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires** - Commission mixte paritaire [n° 506 (2017-2018)] - (21 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6402

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (21 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis** (Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions) : p. 6464

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article 26 quater (nouveau)** (art. L. 611-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un fichier national biométrique des étrangers déclarés majeurs à l'issue de leur évaluation par un département) : p. 6658 - **Article 33 ter A (nouveau)** (art. L. 313-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de l'admission exceptionnelle au séjour) : p. 6688

- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6728 p. 6729

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018** - (26 juin 2018) : p. 6767

- **Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au**

Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Commission mixte paritaire [n° 699 (2017-2018)] - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13070

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** - *Nouvelle lecture* [n° 697 (2017-2018)] - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13255

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice** [n° 13 (2018-2019)] - (11 octobre 2018) - **Article 35** (art. 81, 97, 142-6, 142-7 et 706-71 du code de procédure pénale et art. 51-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Mesures diverses de simplification du déroulement de l'instruction) : p. 13637

- **Rappel au règlement** - (17 octobre 2018) : p. 13935

- **Débat sur le thème « La crise migratoire : quelle gestion européenne ? »** - (30 octobre 2018) : p. 14826 p. 14827

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les sanctions américaines contre l'Iran** - (8 novembre 2018) : p. 15107 p. 15108

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Première partie :

- (22 novembre 2018) - **article 37** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) : p. 16678

- **Question orale sans débat sur le produit des amendes routières et les intercommunalités rurales** - (4 décembre 2018) : p. 17801 p. 17802

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)] (suite)

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17874

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (3 juillet 2018).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française de la biodiversité.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Transports [n° 152 tome 3 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janailac, Président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

(*commission des lois*) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communications diverses.

L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Gilles Leblanc, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (Acnusa).

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Mauguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Équilibre relations commerciales dans secteur agricole et alimentaire - Examen rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) le 18 septembre 2018 - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (24 janvier 2018) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention - Ratification de l'ordonnance relative au compte professionnel de prévention) : p. 284

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 857 - **Article 1er (Champ des personnes éligibles au dispositif d'indemnisation)** : p. 865 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 878

- **Question orale sans débat sur le refus de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle en Charente** - (20 mars 2018) : p. 2410 p. 2411

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4233

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic ») : p. 4318

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6754

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 367 rectifié bis, n° 386 rectifié ter et n° 423 rectifié (Mentions figurant sur les bouteilles de vin ou d'eau-de-vie d'appellation d'origine - Pratiques commerciales déloyales)** : p. 7479

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 11 ter** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique) : p. 7636

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 nonies A (supprimé)** (art. L. 412-7 [nouveau] du code de la consommation - Renforcement de l'obligation d'affichage du pays d'origine sur l'étiquette des vins) : p. 7693 - **Article additionnel après l'article 11 decies - Amendements n° 566 rectifié ter, n° 160 rectifié bis, n° 206 rectifié, n° 248 rectifié ter, n° 466 rectifié ter, n° 648 rectifié ter, n° 161 rectifié bis (Interdictions selon diverses modalités de la mise à la vente de produits traités ou issus de modes de production non autorisés)** : p. 7702 - **Article additionnel après l'article 11 septdecies - Amendements n° 499 rectifié, n° 545 rectifié, n° 324 rectifié, n° 326 rectifié, n° 417 rectifié ter, n° 606 rectifié bis et n° 679 rectifié bis (Interdiction de la publicité auprès des jeunes pour des produits alimentaires manufacturés)** : p. 7751 - **Article additionnel après l'article 13 ter - Amendements n° 433 rectifié sexies et n° 601 rectifié (Certificat de compétence en matière de protection animale pour les opérateurs chargés de la mise à mort en abattoir)** : p. 7788

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article 14 (supprimé)** (art. L. 253-5-1 et L. 253-5-2 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 511-12 du code de la consommation - Pratiques commerciales prohibées en matière de vente de produits phytopharmaceutiques, PPP) : p. 7812 p. 7816 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 570 rectifié (Création d'un fonds européen des agences sanitaires communautaires - Rapport au Parlement)** : p. 7819 - **Article additionnel après l'article 14 bis - Amendement n° 557 rectifié (Prise en compte des effets cocktails - Rapport au Parlement)** : p. 7824 - **Article 14 quater AA (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Dérogation aux interdictions de ventes et d'utilisation pour les personnes publiques de produits phytopharmaceutiques en cas d'absence d'efficacité des substituts à lutter contre les dangers sanitaires) : p. 7828 - **Article additionnel après l'article 14 quinquies - Amendement n° 554 rectifié bis (Dispositif de soutien aux entreprises engagées dans le biocontrôle - Rapport au Parlement)** : p. 7835 - **Article additionnel après l'article 14 quinquies - Amendement n° 555 rectifié ter, (Biocontrôle - Création de pôles de recherche et développement)** : p. 7835 - **Article additionnel après l'article 14 quinquies - Amendement n° 556 rectifié ter (Biocontrôle - Création de pôles de recherche et développement)** : p. 7836 - **Article additionnel après l'article 14 quinquies - Amendements n° 559 rectifié bis et n° 560 rectifié bis (Fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Création)** : p. 7838 p. 7840 p. 7841 p. 7842 p. 7844 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendements n° 495 rectifié bis et n° 562 rectifié (Utilisation de produits phytopharmaceutiques - Encadrement)** : p. 7850 - **Article 14 septies (supprimé)**

(art. L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Champ d'interdiction des néonicotinoïdes) : p. 7864 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 565 rectifié (Produits contenant des substances actives non approuvées par l'Union européenne - Interdiction)** : p. 7867 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 564 rectifié bis (Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction)** : p. 7870 - **Article 15 (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures relatives à la séparation des activités de vente et de conseil en matière de produits phytopharmaceutiques, d'extension des pouvoirs confiés à certains agents publics et de lutte contre le gaspillage alimentaire)** : p. 7882

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries en Charente et les aides exceptionnelles** - (10 juillet 2018) : p. 9440

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater (Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations)** : p. 10952

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Discussion générale** : p. 13298

- **Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail le 18 septembre 2018 [n° 126 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16583 p. 16584 - **Article unique** : p. 16588 p. 16589

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21464

BORIES (Pascale)
sénatrice (Gard)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (7 juin 2018).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 12 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisées par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications

électroniques à très haut débit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur la gestion et le stockage des déchets radioactifs, autour de M. Pierre-Franck Chevet, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire, M. Jean-Christophe Niel, Directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, M. Pierre-Marie Abadie, Directeur général de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, M. Jean-Claude Delalonde, Président de l'Association nationale des comités et commissions locales d'information, Mme Manon Besnard, chargée d'études à l'agence d'information WISE-Paris.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer).

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Équilibre relations commerciales dans secteur agricole et alimentaire - Examen rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Japon - Communication.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat des retraités** - (6 février 2018) : p. 948 p. 949

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3163

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4683

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4957

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 15** (*art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encounter*) : p. 10989

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15841

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) - **État B** : p. 18042

Articles non rattachés

- (10 décembre 2018) - **Article 60** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Renforcement du supplément de TGAP relatif aux biocarburants*) : p. 18452

BORNE (Élisabeth)
*ministre auprès du ministre d'État,
 ministre de la transition écologique et
 solidaire, chargée des transports*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi d'orientation des mobilités [n° 157 (2018-2019)]
 (26 novembre 2018) - **Transports.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 37 p. 39 p. 40 p. 40 p. 41 p. 42 p. 42 p. 43 p. 43 p. 44 p. 45 p. 46 p. 47 p. 47 p. 48 p. 49 p. 49 p. 50 p. 50
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du transport ferroviaire** - (16 janvier 2018) : p. 57
- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 62 p. 63 p. 64 p. 64 p. 65 p. 66 p. 67 p. 67 p. 68 p. 69 p. 69 p. 70 p. 70 p. 71 p. 71 p. 72 p. 72 p. 73 p. 74 p. 74 p. 75 p. 76
- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 778 p. 780 p. 781 p. 782 p. 783 p. 784 p. 785 p. 786 p. 787 p. 788 p. 789 p. 790 p. 791
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dématérialisation du service d'immatriculation des véhicules** - (6 février 2018) : p. 942
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Duron** - (15 février 2018) : p. 1534
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Spinetta relatif à l'avenir du transport ferroviaire** - (20 février 2018) : p. 1576
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Spinetta** - (20 février 2018) : p. 1577
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de la hausse du gazole en zone rurale** - (20 février 2018) : p. 1578
- **Question orale sans débat sur le raccordement ferroviaire de l'aéroport de Vatry** - (6 mars 2018) : p. 1902
- **Question orale sans débat sur l'avenir de la RN 147** - (6 mars 2018) : p. 1903
- **Question orale sans débat sur le contournement du Teil et la RN 102** - (6 mars 2018) : p. 1904
- **Question orale sans débat sur les projets d'infrastructures ferroviaires en Charente-Maritime** - (6 mars 2018) : p. 1905
- **Question orale sans débat sur la pollution des sols constatée dans différentes écoles et crèches d'Île-de-France** - (6 mars 2018) : p. 1906
- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3168 p. 3170 p. 3171 p. 3172 p. 3173 p. 3174 p. 3175 p. 3176 p. 3177 p. 3178 p. 3179 p. 3180 p. 3181 p. 3182 p. 3183
- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3186 p. 3187 - **Question préalable** : p. 3191 - **Discussion générale** : p. 3199 p. 3200 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 2** (*Demande d'un bilan sur la libéralisation du transport ferroviaire aux instances européennes*) : p. 3201 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3** (*Déclaration d'intérêt général du trafic par wagon isolé*) : p. 3202 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 4** (*Inclusion des charges d'entretien des infrastructures et des coûts externes dans le prix du transport public routier de marchandises*) : p. 3204 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9** (*Moratoire sur la fermeture des gares de triages, les points de desserte fret et la suppression des effectifs à Fret SNCF*) : p. 3205 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 7** (*Rapport au Parlement sur l'opportunité et les modalités de création d'une structure d'amortissement de la dette ferroviaire*) : p. 3206 p. 3208
- **Suite de la discussion** (29 mars 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 8** (*Rapport au Parlement - Création de nouvelles sources de financement du système ferroviaire*) : p. 3218 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 10** (*Généralisation du versement transport*) : p. 3220 - **Article 1er** (art. L. 2141-1 du code des transports - *Suppression du monopole de SNCF Mobilités sur l'exploitation des services de transport ferroviaire de voyageurs*) : p. 3221 p. 3222 - **Article 2** (sous-section 1A de la section 1 du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code des transports - *Procédure d'attribution des contrats de service public*) : p. 3223 p. 3224 p. 3226 p. 3228 - **Article 4** (art. L. 2121-2 du code des transports - *Contrats de service public répondant aux besoins d'aménagement du territoire*) : p. 3230 p. 3231 p. 3232 p. 3233 - **Article 5** (art. L. 2121-12, L. 2133-1 et L. 1263-2 du code des transports - *Exercice du droit d'accès au réseau, open access*) : p. 3235 - **Article 6** (*Dispositions transitoires*) : p. 3236 p. 3237 - **Article 7** (section 7 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er de la deuxième partie [nouvelle], art. L. 2111-14-1 [nouveau] et L. 1264-7 du code des transports - *Transmission, par l'opérateur historique, des informations nécessaires aux autorités organisatrices*) : p. 3237 p. 3238 p. 3240 - **Article 8** (art. L. 2163-1 et L. 2163-2 [nouveaux] du code des transports - *Transfert de personnel entre entreprises ferroviaires*) : p. 3242 p. 3244 p. 3245 - **Article 9** (section 8 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er de la deuxième partie [nouvelle] et art. L. 2121-4-1 du code des transports - *Transfert de la propriété des matériels roulants de SNCF Mobilités aux autorités organisatrices de transport*) : p. 3247 - **Article 10** (art. L. 2141-15-2 [nouveau] du code des transports - *Transfert de la propriété des ateliers de maintenance de SNCF Mobilités aux autorités organisatrices de transport*) : p. 3248 - **Article 11** (art. L. 2111-27, L. 2111-28, L. 2111-29, L. 2111-30, L. 2111-31, L. 2111-32, L. 2111-33, L. 2111-34 et L. 2111-35 [nouveaux] du code des transports - *Transformation de Gares et Connexions en société anonyme à capitaux publics*) : p. 3253 p. 3255 p. 3256 p. 3257 p. 3258 p. 3259 p. 3260 - **Article 12** (*chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code des transports - Système commun d'information des voyageurs et de vente des billets*) : p. 3260 p. 3261 - **Article 15** (art. L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-3, L. 2102-4, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-10, L. 2102-19, L. 2102-20, L. 2123-1-1, L. 2123-4 et L. 2133-11 du code des transports - *Coordonnations relatives à la transformation de Gares et Connexions en société anonyme*) : p. 3265 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3268
- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4224 p. 4225 p. 4226 p. 4227 p. 4228 p. 4229 p. 4230 p. 4231 p. 4232 p. 4233 p. 4234 p. 4235
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du fret** - (15 mai 2018) : p. 4243
- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4667 p. 4668 p. 4669 p. 4670 - **Question préalable** : p. 4676

p. 4677 - **Discussion générale** : p. 4687 p. 4688 - **Article 1er A** (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire) : p. 4694 p. 4695 p. 4696 p. 4697 p. 4698 p. 4707 p. 4716 p. 4717

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4941 p. 4942 p. 4943 p. 4945 p. 4946 p. 4947 p. 4951 p. 4952 p. 4953 p. 4954 p. 4955 p. 4956 p. 4958 p. 4959 p. 4960 p. 4961 p. 4963 p. 4964 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 254** (Equilibre financier de SNCF Réseau - Redressement progressif) : p. 4966 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 131 rectifié** (Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau) : p. 4967 p. 4969 p. 4971 - **Article 1er B (nouveau)** (Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié) : p. 4974 p. 4975 p. 4976 p. 4977 p. 4978 p. 4979 p. 4980 p. 4981 - **Article 1er C (nouveau)** (art. L. 2161-1 et L. 2162-1 du code des transports - Champ d'application du « décret-socle » et de la convention collective de la branche ferroviaire) : p. 4982 p. 4983 - **Article additionnel après l'article 1er C - Amendement n° 65** (Effets de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire - Bilan) : p. 4984 - **Article 1er** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réformer le groupe public ferroviaire et le régime juridique des personnels) : p. 4991 p. 4992 p. 4993 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 26** (Mise en œuvre de la politique ferroviaire - Avis de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, du Conseil économique, social et environnemental et du Parlement) : p. 4994 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 87** (Fret ferroviaire - Déclaration d'intérêt général) : p. 4995 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 90** (Fermeture des gares de triage - Moratoire) : p. 4996 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 230 rectifié** (Bilan de la situation du fret ferroviaire - Rapport au Parlement) : p. 4998 p. 4999 - **Article 1er bis** (art. L. 2111-25 du code des transports - Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure) : p. 5001 p. 5002 p. 5004 p. 5005

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) : p. 5031 p. 5032 p. 5033 p. 5034 p. 5035 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 185 rectifié** (Rapport sur les coûts pour les autorités organisatrices) : p. 5036 - **Article 1er ter A (nouveau)** (art. L. 2122-4-1 du code des transports - Modification des critères pris en compte lors de la répartition des capacités d'infrastructure) : p. 5037 - **Article 1er ter** (art. L. 1263-2, L. 2121-12, L. 2122-9 et L. 2133-1 du code des transports - Droit d'accès au réseau pour les services librement organisés) : p. 5039 p. 5040 p. 5041 p. 5044 p. 5046 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 209** (Renforcement du rôle du Haut Comité du système de transport ferroviaire) : p. 5047 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 226 rectifié** (Bilan de la mise en œuvre de la loi) : p. 5048 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 66 rectifié bis** (Rapport du Haut Comité du système de transport ferroviaire sur la situation du système ferroviaire national) : p. 5049 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 208** (Extension du champ de compétence et des missions du comité des opérateurs du réseau) : p. 5050 - **Article 2** (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures nécessaires à la transposition de la directive modifiée 2012/34/UE) : p. 5052 - **Article 2 bis** (art. L. 1241-7-1 [nouveau] du code des transports - Ouverture à la concurrence des services ferroviaires en Île-de-France) : p. 5054 p. 5056 - **Article 2 ter** (art. L. 2121-1, L. 2121-1-1 [nouveau] et L. 2121-3 du code des transports - Autorités organisatrices des services d'intérêt national et des services d'intérêt régional de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 5058 p. 5059 p. 5060 p. 5061 p. 5062 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 169 rectifié** (Comptabilité analytique ligne par ligne pour les services non conventionnés) : p. 5062 - **Article 2 quater** (art. L. 1263-2, L. 1264-7 et L. 2121-13 à L. 2121-16 [nouveaux] du code des transports - Attribution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 5064 p. 5065 p. 5066 p. 5067 p. 5069 p. 5070 - **Article 2 quinques A (Texte non modifié par la commission)** (art. L.2121-16-1 [nouveau] du

code des transports - Obligation de détention d'une autorisation d'exploitation pour l'exécution d'un service ferroviaire) : p. 5071 - **Article 2 quinques** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires) : p. 5075 p. 5076 p. 5077 p. 5078 p. 5079 p. 5080 p. 5081 p. 5082 p. 5083 p. 5084 p. 5085 p. 5086 p. 5087 p. 5089 p. 5090 p. 5092 p. 5093 p. 5094 p. 5095 - **Article 2 sexies A** (art. L. 2102-22 et L. 2102-23 [nouveaux] du code des transports - Portabilité de la garantie de l'emploi et de l'affiliation au régime spécial de retraite de la SNCF en cas de changement d'employeur) : p. 5095 - **Article 2 sexies** (Attribution des contrats de service public par l'État entre 2019 et 2023) : p. 5096 p. 5097 p. 5098 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° 91** (Généralisation du versement transport) : p. 5099 - **Article 2 septies** (Attribution des contrats de service public par les régions entre 2019 et 2023) : p. 5101 p. 5102 - **Article 2 octies** (art. L. 2101-1-1 [nouveau] du code des transports - Incompatibilité des fonctions de membre d'un organe de gouvernance de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités) : p. 5102 - **Article 2 nonies (nouveau)** (art. L. 2121-4-1 [abrogé] du code des transports - Transfert des matériels roulants et des ateliers de maintenance) : p. 5104 p. 5105 - **Article 3** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour définir les autres aspects de l'ouverture à la concurrence des services conventionnés) : p. 5106 p. 5108 p. 5110 p. 5111 - **Article 3 bis A** (art. L. 2121-9-1 [nouveau] du code des transports - Comités de suivi des dessertes) : p. 5112 p. 5113 p. 5114 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement n° 125 rectifié** (Comité de pôles d'échanges multimodaux) : p. 5114 - **Article 3 bis B** (art. L. 2121-2 et L. 2121-12 du code des transports - Information de l'État et des collectivités territoriales concernées en cas de modification de la consistance d'un service librement organisé) : p. 5117 p. 5118 p. 5119 - **Article additionnel après l'article 3 bis B - Amendements n° 111 rectifié et n° 7 rectifié sexies** (Extension de l'avis des départements et communes concernés sur toute suppression d'un guichet ou d'un service organisé par une région) : p. 5120 - **Article 3 ter** (art. L. 2251-1-1 du code des transports - Liste des acteurs pouvant recourir aux services de la « Suge ») : p. 5121 - **Article 3 quater** (Demande de rapport sur les lignes les moins circulées) : p. 5123 p. 5124 p. 5125 p. 5126 p. 5129 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 138 rectifié** (Intégration aux conventions de service public de stipulations en cas de grève) : p. 5129 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 113** (Demande de rapport sur les trains de nuit) : p. 5130 - **Article 4** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour adapter le système ferroviaire dans le cadre de l'ouverture à la concurrence) : p. 5132 p. 5133 p. 5134 p. 5137 p. 5138 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 192 rectifié bis** (Dossier préalable à la fermeture d'une ligne) : p. 5139 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 86** (Interdiction de la modulation des tarifs en fonction de données collectées précédemment) : p. 5140 - **Article 5** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre le droit national en conformité avec les trois textes du pilier « technique » du quatrième paquet ferroviaire européen) : p. 5141 - **Article 5 bis A (nouveau)** (art. L. 2221-13 [nouveau] du code des transports - Coopération en matière de sécurité ferroviaire) : p. 5142 - **Article 5 bis** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour préciser les conditions de négociation collective au sein de la branche ferroviaire) : p. 5143 - **Article 6** (art. L. 2133-8 du code des transports - Habilitation à modifier par ordonnance les règles et la procédure applicables à la fixation des redevances d'infrastructure) : p. 5144 p. 5145 p. 5146 p. 5147 p. 5148 p. 5149 - **Article 7** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour prendre les mesures de coordination rendues nécessaires par les dispositions de la présente loi et des ordonnances) : p. 5150 - **Article 8** (Délai de dépôt des projets de loi de ratification des ordonnances) : p. 5150 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 140 rectifié bis** (Délégation aux régions de la maîtrise d'ouvrage de certaines opérations de maintenance du réseau) : p. 5151 - **Article 9 (supprimé)** (Demande de rapport sur les conséquences des partenariats public-privé dans le domaine ferroviaire) : p. 5152 - **Article 10 (supprimé)** (Demande de rapport sur la diminution des émissions de carbone du matériel roulant) :

p. 5152 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 210 rectifié bis** (*Demande de rapport sur les indicateurs relatifs aux nuisances sonores des infrastructures ferroviaires*) : p. 5153 - **Intitulé du projet de loi** : p. 5154 p. 5155

- **Suite de la discussion** (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5174

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5191 p. 5193 p. 5194 p. 5195 p. 5196 p. 5197 p. 5198 p. 5199 p. 5200 p. 5201

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 495 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5961 p. 5962 p. 5967 p. 5968 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5986

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'égalité des territoires et les transports aériens** - (10 juillet 2018) : p. 9432 p. 9433

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes** - (10 juillet 2018) : p. 9439

- **Question orale sans débat sur l'état d'avancement du projet de la Bassée** - (24 juillet 2018) : p. 11463

- **Question orale sans débat sur l'installation de parcs photovoltaïques sur d'anciennes décharges** - (24 juillet 2018) : p. 11464

- **Question orale sans débat sur la rénovation du tunnel routier du Col de Tende** - (24 juillet 2018) : p. 11465

- **Question orale sans débat sur la desserte ferroviaire de l'ouest de l'Aveyron** - (24 juillet 2018) : p. 11466

- **Question orale sans débat sur les travaux d'infrastructures de la ligne Paris-Clermont -Ferrand** - (24 juillet 2018) : p. 11467

- **Question orale sans débat sur le canal Seine-Nord Europe** - (24 juillet 2018) : p. 11468

- **Question orale sans débat sur la réalisation de l'autoroute A31 bis en Moselle** - (24 juillet 2018) : p. 11469

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le corridor mer du Nord-Méditerranée** - (2 octobre 2018) : p. 13337

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des transports en Île-de-France** - (2 octobre 2018) : p. 13339

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des ports français face au projet européen** - (2 octobre 2018) : p. 13339

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les routes nationales non concédées** - (2 octobre 2018) : p. 13342

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les péages urbains** - (8 novembre 2018) : p. 15110

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les perspectives pour la ligne à grande vitesse Lyon-Turin** - (13 novembre 2018) : p. 15318

- **Question orale sans débat sur l'envasement de la Rance** - (20 novembre 2018) : p. 15793 p. 15794

- **Question orale sans débat sur le recyclage des déchets plastiques lourds en Dordogne** - (20 novembre 2018) : p. 15794

- **Question orale sans débat sur l'aménagement de la liaison routière entre Saint-Nazaire et Laval** - (20 novembre 2018) : p. 15795

- **Question orale sans débat sur l'axe Rhône-Saône-Moselle et la place des transports en Lorraine** - (20 novembre 2018) : p. 15796

- **Question orale sans débat sur le développement des trains intercités de nuit** - (20 novembre 2018) : p. 15797

- **Question orale sans débat sur l'aménagement de la nationale 19** - (20 novembre 2018) : p. 15798

- **Question orale sans débat relative à la circulation sur l'autoroute A10** - (20 novembre 2018) : p. 15798

- **Question orale sans débat sur les marnières du plateau de Caux** - (20 novembre 2018) : p. 15799

- **Question orale sans débat sur la modification du contrôle technique pour les véhicules associatifs assurant les services d'urgence aux personnes** - (20 novembre 2018) : p. 15800

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17598 p. 17600 p. 17601

Écologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17602 p. 17610 p. 17613 p. 17614

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21460 p. 21462 p. 21470 - **Article unique** : p. 21471 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Service minimum - Astreinte de 50 % de l'effectif opérationnel*) : p. 21472 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 3 rectifié** (*Programmes de modernisation des outils de contrôle de la navigation aérienne - État d'avancement - Rapport au Parlement*) : p. 21473 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 21473

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les sociétés gestionnaires d'autoroutes** - (18 décembre 2018) : p. 21589

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Réparer la chaîne de paiement des aides agricoles, un devoir pour nos finances publiques et notre agriculture [n° 31 (2018-2019)] (10 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Budget**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 147 tome 3 annexe 3 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la société anonyme Bpifrance.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

(*commission des finances*) : Les risques et enjeux liés à l'essor des monnaies virtuelles - Audition.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Angel Tcholakov, ambassadeur de Bulgarie en France.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Guillaume Boudy, secrétaire général pour l'investissement.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune : examen de la proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi (en commun avec la commission des affaires économiques).

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Soutien aux énergies renouvelables - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Double standard en matière alimentaire : communication de MM. Yannick Botrel et Michel Raison.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Communication sur la réunion conjointe avec la commission pour l'Union européenne du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Mme Gisèle Jourda, MM. Jean-François Rapin et Simon Sutour.

Transports - Adaptation des corridors de transports dans l'Union européenne : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard, Didier Marie et Jean-François Rapin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux** [n° 244 (2017-2018)] - (30 janvier 2018) - **Article 9** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 677 p. 687

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part** [n° 301 (2017-2018)] - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1700 - **Texte de la commission** : p. 1715

- **Question orale sans débat sur la situation fiscale des « américains accidentels »** - (6 mars 2018) : p. 1895 p. 1896

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices** [n° 411 (2017-2018)] - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4091

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités territoriales** - (15 mai 2018) : p. 4245

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en**

compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] - (15 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4251

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Seconde partie :

BOUCHET (Gilbert)
sénateur (Drôme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme jusqu'au 12 septembre 2018.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française de développement le 16 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail**.

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17527 - **État B** : p. 17548 p. 17552

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société**.

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail**.

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de MM. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman et Guntram Wolff, directeur de l'Institut Bruegel (en commun avec la commission des affaires étrangères).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La relation franco-allemande face aux défis de l'Union européenne » - Audition de MM. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman et Guntram Wolff, directeur de l'Institut Bruegel.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation aux entreprises*) : État d'avancement des travaux du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Bilan de la Journée des entreprises au Sénat le 29 mars 2018.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Communication.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Michel Forissier et Mme Catherine Fournier sur les dispositions intéressant les entreprises du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux services aériens, de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Kazakhstan relatif aux services aériens et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif aux services aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dénormalisation du vin** - (15 février 2018) : p. 1531

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer** [n° 316 (2017-2018)] - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2009 p. 2010 p. 2024

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes (II)** - (8 mars 2018) : p. 2069

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4278

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4325 p. 4326

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5212 p. 5213 p. 5217 p. 5218

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 6271

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13324

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 121 rectifié et n° 182 (Sapeur-pompier volontaire - Exonération de charges patronales)** : p. 15312

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15399

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dialogue entre les élus locaux et le gouvernement** - (22 novembre 2018) : p. 16655 p. 16656

BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline)
sénatrice (Paris)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Membre titulaire Conseil supérieur de l'Agence France Presse ; nouvelle nomination le 17 octobre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection de la vie privée des mineurs [n° 461 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sandrine Rousseau, présidente de l'association Parler.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moiron-Braud, secrétaire générale de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains, sur la Mission de consensus.

Réunion du jeudi 25 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des Droits, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation de la rencontre du 8 mars 2018 avec des élues.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Christelle Hamel, chercheuse à l'INED, sur les statistiques de violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Érik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport « Voyage au pays des bibliothèques, Lire aujourd'hui, Lire demain... ».

Réunion du jeudi 29 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la révision constitutionnelle.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « L'action du CSA sur les droits des femmes - bilan et perspectives » - Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le bilan et les perspectives de l'action du CSA sur les droits des femmes.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant (COFRADE).

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur la formation à l'heure du numérique - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Fabrice Fries, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteur-es sur le football féminin dans la perspective du Mondial 2019.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des Sports.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (20 février 2018) : p. 1612 p. 1613

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes (II)** - (8 mars 2018) : p. 2068 p. 2069

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - *Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs*) : p. 3102 p. 3107

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (29 juin 2018) - **Article 13** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 2-13 du code de procédure pénale et L. 215-11 du code rural et de la pêche maritime - *Bien-être animal*) : p. 7772 - **Article 13 bis A** (art. L. 214-11 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction de construction ou de réaménagement de tout bâtiment d'élevage de poules pondeuses en cage*) : p. 7780 p. 7781 - **Article additionnel après l'article 13 bis A - Amendements n° 112 rectifié septies, n° 426 rectifié septies et n° 204 rectifié** (*Interdiction de l'élevage en cage des lapins*) : p. 7784 - **Article additionnel après l'article 13 ter - Amendements n° 433 rectifié sexies et n° 601 rectifié** (*Certificat de compétence en matière de protection animale pour les opérateurs chargés de la mise à mort en abattoir*) : p. 7788 - **Article 13 quater A** (**Texte non modifié par la commission**) (*Expérimentation de la vidéosurveillance dans les abattoirs*) : p. 7789 p. 7790 - **Article additionnel après l'article 13 quinquies - Amendements n° 209, n° 438 rectifié et n° 550 rectifié** (*Organisation d'un service d'abattage d'urgence*) : p. 7795

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 8 rectifié septies** (*Mutilations sexuelles féminines - Peines encourues*) : p. 9223 p. 9224 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié bis, n° 7 rectifié sexies, n° 81 rectifié bis, n° 93 rectifié et n° 108 rectifié bis** (*Aide sociale à l'enfance - Repérage et orientation des mineurs victimes ou menacées de mutilations sexuelles*) : p. 9225

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - *Mesures de simplification pour les organismes HLM*) : p. 11190

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2018) - **État B** : p. 17848 p. 17849

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 56 ter (nouveau)** (art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales -

Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris) : p. 18373

BOULOUX (Yves)
sénateur (Vienne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 16 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Internet très haut débit par satellite - Table ronde autour de MM. Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques d'Orange, Riadh Cammoun, vice-président en charge des relations institutionnelles de Thales Alenia Space et Jean-François Bureau, directeur des affaires institutionnelles et internationales d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Weill, président-directeur général d'Altice France.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la RN 147** - (6 mars 2018) : p. 1902 p. 1903

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1924

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Nouvelle lecture [n° 676 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13128 p. 13129

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14930 p. 14931

- **Question orale sans débat sur la sécurisation des bouteilles de gaz** - (20 novembre 2018) : p. 15815 p. 15816

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21486

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 13 et 14 décembre 2018** - (17 décembre 2018) : p. 21550

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises ; puis membre le 10 octobre 2018.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier jusqu'au 12 septembre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Rapporteur de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays jusqu'au 6 juin 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur Alstom : SIEMENS-ALSTOM : pour un géant du ferroviaire véritablement franco-allemand (tome I : volet Alstom) [n° 449 (2017-2018)] (18 avril 2018) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation aux entreprises et de la délégation aux collectivités territoriales, sur la proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] - Travaux relatifs à la proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 526 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur Alstom : Faire gagner la France dans la compétition industrielle mondiale (tome II : volet Stratégie industrielle) [n° 551 (2017-2018)] (6 juin 2018) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Économie [n° 148 tome 3 (2018-2019)]** (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Pierre-Noël Giraud, professeur d'économie à l'école des Mines Paris-Tech et à l'université Paris-Dauphine.

(*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu de Madame Anne-Catherine Loisier, sénatrice de la Côte-d'Or, sur le déplacement de la délégation en Côte-d'Or le 15 décembre 2017.

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), accompagnée de M. Loïc Tanguy, directeur de cabinet.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Bertrand Escoffier, directeur général du Slip français.

Audition de M. Louis Schweitzer, ancien Commissaire général à l'investissement, Président d'honneur de Renault et Président d'Initiative France.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bourdillon, directeur général de Santé publique France, et du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la santé.

Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, directeur général de Santé publique France, et du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la santé.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur-général d'Alstom.

Audition de M. Philippe Varin, Président de France Industrie, Vice-président du Conseil national de l'industrie.

(Délégation aux entreprises) : État d'avancement des travaux du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du mercredi 21 février 2018 *(commission des affaires économiques)* : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 *(mission commune d'information sur Alstom)* : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Débat d'orientation.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 *(commission des affaires économiques)* : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 *(commission des affaires économiques)* : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 *(commission des affaires économiques)* : Conclusions de M. Alain Milon, président, et de Mme Sophie Primas, présidente, à l'issue des auditions des commissions des affaires sociales et des affaires économiques sur les procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 *(commission des affaires économiques)* : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du jeudi 5 avril 2018 *(commission des affaires économiques)* : Procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire - Suite des conclusions à l'issue des auditions.

(Délégation aux entreprises) : Accompagnement du cycle de vie des entreprises - Rapport d'information de M. Olivier Cadic.

(commission des affaires sociales) : Procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire - Suite des conclusions à l'issue des auditions.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 *(commission des affaires européennes)* : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune : examen de la proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi (en commun avec la commission des affaires économiques).

(délégation aux collectivités territoriales) : Présentation, par MM. les rapporteurs Rémy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 *(mission commune d'information sur Alstom)* : Adoption du rapport d'étape.

(commission des affaires économiques) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation de la proposition de loi.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 *(commission des affaires économiques)* : Proposition de résolution européenne sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 *(commission des affaires économiques)* : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juin 2018 *(commission des finances)* : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 *(mission commune d'information sur Alstom)* : Adoption du rapport final de la mission, portant sur le volet « stratégie industrielle ».

(commission des affaires économiques) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

(commission des finances) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 *(commission des affaires économiques)* : Audition de M. Emmanuel Besnier, président du conseil de surveillance du groupe Lactalis.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 *(commission des affaires économiques)* : Audition de Mme Élisabeth Ayrault, candidate proposée aux fonctions de président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mardi 26 juin 2018 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 juillet 2018 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 *(commission des affaires économiques)* : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 *(Délégation aux entreprises)* : Communication de M. Martial Bourquin sur le déplacement dans le Doubs de la délégation aux entreprises.

Communication de M. Martial Bourquin sur les apports du Sénat à la loi ELAN relatifs aux centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 *(commission des affaires économiques)* : Internet très haut débit par satellite - Table ronde autour de MM. Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques d'Orange, Riadh Cammoun, vice-président en charge des relations institutionnelles de Thales Alenia Space et Jean-François Bureau, directeur des affaires institutionnelles et internationales d'Eutelsat.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Logement » Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Politique de la ville » Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Weill, président-directeur général d'Altice France.

(*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Article 2** (art. L. 2231-11, L. 2241-5, L. 2141-7-1 [nouveau], L. 2242-11, L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2254-2 du code du travail - Aménagement des règles issues de l'ordonnance relative au renforcement de la négociation collective) : p. 183 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales - Ratification de l'ordonnance réformant la représentation du personnel dans l'entreprise) : p. 188 p. 189 p. 190

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2018) - **Article 4** (art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - Adaptation du cadre juridique du comité social et économique) : p. 221 p. 222 p. 226 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail - Ratification de l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail) : p. 244

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (15 février 2018) : p. 1530

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Spinetta relatif à l'avenir du transport ferroviaire** - (20 février 2018) : p. 1576

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de l'enseignement dans le primaire** - (20 février 2018) : p. 1582

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du**

Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part [n° 301 (2017-2018)] - (21 février 2018) - Texte de la commission : p. 1710

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Afrine en Syrie face à l'intervention militaire de la Turquie** - (13 mars 2018) : p. 2196

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les concessions hydro-électriques** - (13 mars 2018) : p. 2202

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2429

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations et le climat social** - (20 mars 2018) : p. 2436

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3199 p. 3200 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3 (Déclaration d'intérêt général du trafic par wagon isolé)** : p. 3203

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la SNCF** - (5 avril 2018) : p. 3459

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mouvements sociaux** - (5 avril 2018) : p. 3463

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'écrivain et blogueur saoudien Raif Badawi** - (10 avril 2018) : p. 3555

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Article 1er A** (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire) : p. 4694 p. 4698

- **Suite de la discussion** (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5171

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5837 p. 5842 p. 5852 p. 5853

- **Suite de la discussion** (14 juin 2018) - **Article 3 (supprimé)** (art. 278-0 bis A, 278 sexies A, 279-0 bis, et 199 novovicies du code général des impôts - Allègement de la fiscalité sur les logements dans les périmètres des conventions OSER) : p. 5997 p. 5998 - **Article 5** (art. L. 1111-11 et L. 1511-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 1435-5-6 [nouveau] du code la santé publique et article 27-3 [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Maintien des services publics dans les centres-villes) : p. 6035 p. 6036 - **Article 7** (art. L. 621-31 et L. 632-2 du code du patrimoine - Institution d'une procédure visant à simplifier la prise en compte des protections patrimoniales dans le périmètre des opérations OSER) : p. 6040 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 14 rectifié** (Librairie indépendante de référence - Subventions) : p. 6047 - **Article 9** (section II du chapitre IV du titre Ier de la première partie du livre Ier du code général des impôts - Accompagnement de la modernisation des artisans et commerçants de détail - Crédit d'impôt formation au commerce numérique) : p. 6049 - **Article 11** (art. L. 147-1 [nouveau] du code du code de commerce - Institution d'un nouveau contrat liant un propriétaire à un exploitant commercial) : p. 6052 - **Article 13** (art. L. 751-2 du code de commerce - Modifier la composition des CDAC pour mieux représenter le tissu économique) : p. 6055 p. 6056 - **Article 14** (art. L. 752-1 et L. 752-4 du code de commerce - Abaisser les seuils d'autorisation d'exploitation commerciale) : p. 6057 - **Article 16** (art. L. 752-23 du code de commerce - Garantir le respect des décisions des CDAC et sanctionner les cas d'exploitation illicite en permettant à des personnels municipaux

habilités de les constater) : p. 6058 - **Article 17** (art. L. 752-1 du code de commerce - Renforcer l'obligation de démantèlement et de remise en état des sites sur lesquels une exploitation commerciale a cessé) : p. 6059 - **Article 20** (art. L. 752-2 du code de commerce - Exonération d'autorisation d'exploitation commerciale en centre-ville pour certains types de commerces) : p. 6060 - **Article 21 (supprimé)** (Instituer des moratoires locaux d'implantation de nouvelles activités commerciales dans des zones en difficulté) : p. 6062 - **Article 27** (section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER ») : p. 6072 p. 6075 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6079

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dépense publique** - (26 juin 2018) : p. 6737

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7391 p. 7405 p. 7415 p. 7416 - **Article 8** (titre II du livre V du code rural et de la pêche maritime - Habilitation du Gouvernement à rénovier, par ordonnances, la coopération agricole) : p. 7462 p. 7463

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation du travail législatif** - (5 juillet 2018) : p. 9201

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 7** (art. L. 6211-1, L. 6211-4, L. 6221-2, L. 6222-22-1, L. 6224-1, L. 6224-2 à L. 6224-8, L. 6227-11 et L. 6227-12 du code du travail - Simplification des conditions de conclusion d'un contrat d'apprentissage) : p. 9533

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10818 - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement) : p. 10825 - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10841 p. 10846 - **Article 8** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 212-1, L. 240-1, L. 321-4, L. 324-1 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses relatives aux acquisitions foncières et aux droits de préemption, de priorité et de délaissement) : p. 10870 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10900 p. 10901 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 59 rectifié bis, n° 97 rectifié quater, n° 481 rectifié et n° 521 rectifié bis** (Zones de montagne - Limitation de la progression des résidences secondaires) : p. 10903

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 -

Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11042 p. 11043 p. 11045

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (I)** - (19 juillet 2018) : p. 11049

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (19 juillet 2018) - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres) : p. 11081 p. 11082 p. 11084

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11198 p. 11199 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11222 p. 11223 - **Article 34** (art. 2 et articles 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11268

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 47 bis** (art. L. 623-1 du code de la consommation - Action de groupe en matière de logement) : p. 11355 - **Article 48** (art. 3, 16, 17, 17-2 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et article L. 631-5 du code de la construction et de l'habitation - Conditions de délivrance de l'agrément aux observatoires locaux des loyers - Suppression du dispositif d'encadrement des loyers dans le code de la construction et de l'habitation) : p. 11358

- **Question orale sans débat sur les obligations de General Electric vis-à-vis de l'État** - (24 juillet 2018) : p. 11480 p. 11481

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (24 juillet 2018) - **Article 54** (art. L. 303-2 [nouveau] et L. 304-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 751-1-1 et L. 751-1-12 [nouveaux] et L. 752-2 du code de commerce - Opérations de revitalisation de territoire) : p. 11495 p. 11499 p. 11500 p. 11503 p. 11504 p. 11505 p. 11506 - **Article additionnel après l'article 54 bis AC - Amendement n° 257 rectifié bis** (Locaux inhabités en étages de commerce - Mesures diverses visant à permettre le retour sur le marché du logement) : p. 11515 - **Article 54 bis C (nouveau)** (art. 751-2 et L. 751-6 du code de commerce - Modification de la composition des commissions départementales d'aménagement commercial et de la commission nationale d'aménagement commercial) : p. 11534 - **Article 54 bis F (nouveau)** (art. L. 752-6 du code de commerce - Évaluation des projets d'implantation commerciale) : p. 11537 - **Article 54 bis G (nouveau)** (art. L. 752-17 et L. 752-19 du code de commerce - Portée des décisions des commissions

départementales d'aménagement commercial) : p. 11538 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendement n° 529** (Lutte contre l'artificialisation des terres) : p. 11547 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendement n° 857** (Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) - Relèvement du seuil) : p. 11551

- **Débat sur la politique industrielle et l'avenir de notre industrie** - (3 octobre 2018) : p. 13395 p. 13396 p. 13407

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13827

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat** - (30 octobre 2018) : p. 14807 p. 14808

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transition énergétique et le pouvoir d'achat** - (8 novembre 2018) : p. 15100

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des enseignants** - (13 novembre 2018) : p. 15323

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15827

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut des maires** - (22 novembre 2018) : p. 16652

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendement n° I-949 rectifié** (Achat d'un véhicule électrique, hydrogène ou hybride rechargeable - Avance remboursable) : p. 16816

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat (I)** - (27 novembre 2018) : p. 16894

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tweet du ministre de l'action et des comptes publics** - (27 novembre 2018) : p. 16896

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat (II)** - (27 novembre 2018) : p. 16897

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article 29** (Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 17287 p. 17292 - **Article 38 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 17334 p. 17335

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17362 p. 17363 p. 17367 p. 17368 p. 17369

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17376 p. 17379 p. 17383 p. 17386 - **Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - État D** : p. 17397

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17405

Articles non rattachés

- (11 décembre 2018) - **Rappel au règlement** : p. 18503

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rétablissement de l'ISF** - (18 décembre 2018) : p. 21590

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude fiscale** - (18 décembre 2018) : p. 21592

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure le 17 janvier 2018 ; puis président du 30 janvier 2018 au 30 juin 2018.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : Chrétiens et minorités au Moyen-Orient, entre espoir, courage et prudence [n° 147 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure [n° 125 (2017-2018)] - Vaincre le malaise des forces de sécurité intérieure : une exigence républicaine [n° 612 tome 1 (2017-2018)] (27 juin 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure [n° 125 (2017-2018)] - Vaincre le malaise des forces de sécurité intérieure : une exigence républicaine [n° 612 tome 2 (2017-2018)] (27 juin 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 616 (2017-2018)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la mobilité des jeunes [n° 46 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Défense : Environnement et prospective de la politique de défense [n° 149 tome 5 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution des politiques publiques de promotion des exportations et de l'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers - Audition de M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Audition conjointe sur « L'Arabie Saoudite dans son environnement régional ».

Réunion du mardi 6 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Jean-Marie Godard, journaliste, auteur de l'ouvrage : « Paroles de flics ».

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de la fédération syndicale de la police nationale - CFDT.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - FO.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - UNSA-FASMI.

Audition de M. Guillaume Lebeau et de Mme Maggy Biskupski.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie appliquée au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), à New-York et à Shanghai.

Audition de M. Laurent-Franck Liénard, avocat.

Audition de Mme Catherine Pinson, psychologue clinicienne, chef du Service de soutien psychologique opérationnel (SSPO).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Christian Mouhanna, chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).

Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Audition du Colonel Bruno Arviset, secrétaire général, et de représentants du Conseil de la fonction militaire de la gendarmerie (CFMG).

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de syndicats de policiers municipaux.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition d'associations nationales professionnelles de militaires.

Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Jacques Beaume, procureur général honoraire, et Franck Natali, avocat au Barreau de l'Essonne et ancien bâtonnier, coauteurs du rapport « Amélioration et simplification de la procédure pénale » (livre 2 des chantiers de la justice).

Audition de MM. Pierre-Édouard Colliex, médiateur interne de la police nationale, et Philippe Buchin, adjoint au médiateur interne.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de représentants de l'Union des policiers nationaux indépendants (UPNI).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de représentants de la fédération syndicale CFE-CGC police nationale - Alliance.

Audition du Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN), et du Colonel Laurent Bernard, adjoint à la sous-direction administrative et financière.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Ivan Gombert, secrétaire

national du syndicat national pénitentiaire Force ouvrière-Direction.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelles routes de la soie - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, ancien président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Table ronde d'associations de l'« Entente gendarmerie ».

Table ronde de représentants de syndicats de la police municipale : Association nationale des cadres de la police municipale (ANCPM) ; CFTC-Police municipale ; Syndicat de défense des policiers municipaux (SDPM) ; Syndicat national des policiers municipaux (SNPM) ; Syndicat national de la sécurité publique (SNSP) ; Union syndicale professionnelle des policiers municipaux.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Gérard Clérissi, directeur des ressources et compétences de la police nationale, Thomas Fourgeot, chef du bureau des gradés et gardiens de la paix et de Mme Noémie Angel, sous-directrice de la prévention, de l'accompagnement et du soutien.

Audition du général de corps d'armée Hervé Renaud, directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale, et du colonel Charles Bourillon, adjoint au sous-directeur de la politique des ressources humaines.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice, de Mme Béatrice Bossard, sous-directrice de la justice pénale générale et de Mme Marie-Céline Lawrysz, chef du bureau de la police judiciaire.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Joël Barre, délégué général à la direction générale de l'armement.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Pascal Lalle, directeur central de la sécurité publique.

Audition du Dr Gaëlle Encrenaz, docteure en épidémiologie, et du Dr Alain Miras, médecin légiste, maître de conférences des universités, expert agréé par la cour de cassation.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Philippe Klayman, directeur central des compagnies républicaines de sécurité (DCCRS).

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Éric Vouilleminot, directeur central adjoint de la police judiciaire.

Audition de M. Fernand Gontier, directeur central de la police aux frontières, et de Mme Brigitte Lafourcade, directrice centrale adjointe.

Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de

programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense -. Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Michel Delpuech, préfet de police de Paris, Thibaut Sartre, préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police de Paris, Frédéric Dupuch, directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, Christian Sainte, directeur régional de la police judiciaire, Éric Belleut, directeur adjoint de l'ordre public et de la circulation, Philippe Dalvavie, conseiller technique chargé des affaires juridiques, Lucas Demurger, conseiller technique chargé de la prospective au cabinet du préfet, Denis Safran, conseiller technique, professeur agrégé de médecine chargé des questions de santé en matière de sécurité intérieure.

Table ronde d'organisations syndicales des surveillants pénitentiaires.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Evaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? » - Examen du rapport d'information.

Situation en Turquie - Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de Me Thibault de Montbrial, avocat au barreau de Paris, président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure.

Audition de Mme Marie-France Moneger-Guhamarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation sur l'Europe face aux crises : commerce international, migrants, dissémination nucléaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la mobilité des jeunes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet

de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » (vote réservé) - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jânis Sârts, directeur du Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN.

intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)] - (22 mai 2018) - **Article 22** (*art. L. 2371-2 du code de la défense - Essais des appareils et dispositifs techniques permettant la mise en oeuvre de techniques ou mesures de renseignement*) : p. 4488 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 91 rectifié** (*Surveillance des communications électroniques - Exploitation des données*) : p. 4490 - **Intitulé du chapitre III ter - Article 22 ter (nouveau)** (*Renforcement des moyens de contrôle de la délégation parlementaire au renseignement, DPR*) : p. 4494 p. 4495

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique** - (11 octobre 2018) : p. 13665

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations avec l'Arabie saoudite (affaire Khashoggi)** - (25 octobre 2018) : p. 14723 p. 14724

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

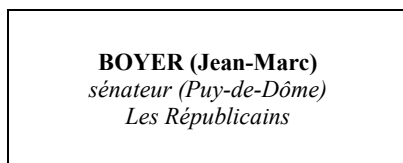
Seconde partie :

Défense

- (1er décembre 2018) : p. 17559

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions**



BOYER (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre suppléant du Comité de massif du Massif central.

DÉPÔTS

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Economie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une politique régionale européenne ambitieuse au service de la cohésion territoriale [n° 580 (2017-2018)] (19 juin 2018) - **Aménagement du territoire - Union européenne.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, Ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Stéphane Bouillon, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, coordonnateur du plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond (11 ter, 11 septies B, 11 sexdecies, 12 à 12 quinquies, 15 bis et 16 B).

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » et « Prévention des risques » - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Duron** - (15 février 2018) : p. 1533 p. 1534

- **Question orale sans débat sur la téléphonie fixe et la téléphonie mobile** - (20 mars 2018) : p. 2417

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3176

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic ») : p. 4301

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5210 p. 5211

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5732 p. 5735 - **Article 10** (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement) : p. 5747

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 8** (titre II du livre V du code rural et de la pêche maritime - Habilitation du Gouvernement à révoquer, par ordonnances, la coopération agricole) : p. 7463

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 9428

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article additionnel avant l'article 6 A - Amendements n° 280 rectifié, n° 281 rectifié et n° 1000 rectifié bis** (Fin de l'artificialisation nette du territoire - Échéance) : p. 10858 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10899

- **Question orale sans débat sur les travaux d'infrastructures de la ligne Paris-Clermont -Ferrand** - (24 juillet 2018) : p. 11467

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Article 2** (art. 22-1, 22-2 et 22-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et art. 4 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Développement du recours aux modes alternatifs de règlement des différends) : p. 13486

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (11 octobre 2018) : p. 13661 p. 13662

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14860

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 1er** (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15095

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales) : p. 16543

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

BRISSON (Max)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 19 septembre 2018 ; membre de la commission jusqu'au 18 septembre 2018.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges (16 juillet 2018).

Membre suppléant du Conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 18 avril 2018.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17931 p. 17934

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18556

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Métier d'enseignant : un cadre rénové pour renouer avec l'attractivité [n° 690 (2017-2018)] (25 juillet 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi permettant la régionalisation du statut des grands ports maritimes [n° 698 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 57 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres des instances représentatives des Français établis hors de France [n° 120 (2018-2019)] (13 novembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Tony Estanguet, co-président du comité de candidature Paris 2024.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Un nouveau baccalauréat pour construire le lycée des possibles » - Audition de M. Pierre Mathiot, professeur des universités en science politique à Sciences Po Lille.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation de la rencontre du 8 mars 2018 avec des élues.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture

des établissements privés hors contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Erik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport « Voyage au pays des bibliothèques, Lire aujourd'hui, Lire demain... ».

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « L'action du CSA sur les droits des femmes - bilan et perspectives » - Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le bilan et les perspectives de l'action du CSA sur les droits des femmes.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Céline Calvez, députée, et M. Régis Marcon, cuisinier restaurateur, sur leur rapport sur la voie professionnelle scolaire : « Viser l'excellence », remis au ministre de l'éducation nationale le 22 février 2018.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de la mission d'information sur l'état du système éducatif en Guyane.

Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur la formation à l'heure du numérique - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur le métier d'enseignant - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violence dans les établissements scolaires - Audition conjointe de professeurs de l'enseignement secondaire.

Violence dans les établissements scolaires - Audition de M. Benjamin Moignard, universitaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article 1er** (art. L. 321-13 A [nouveau], L. 321-14 et L. 321-15 et L. 321-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Stratégie nationale et stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte) : p. 664 - **Article 4** (art. L. 562-1 et L. 562-2 du code de l'environnement, art. L. 421-9 et L. 480-13 du code de l'urbanisme - Création de zones d'activité résiliente et temporaire en raison du risque de recul du trait de côte) : p. 668 - **Article 9** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes) : p. 677 p. 686 p. 687

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L. 621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation) - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur) : p. 1078

- **Suite de la discussion** (8 février 2018) : p. 1144 - **Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - Rapports annuel et quinquennal des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants) : p. 1159 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1196

- **Question orale sans débat sur l'utilisation de l'eusko par la ville de bayonne** - (13 février 2018) : p. 1448 p. 1449

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Article 1er** (Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif) : p. 1652 p. 1661 - **Article 2** (Contrôle des établissements hors contrat - Clarification des procédures) : p. 1667 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1678

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la représentation proportionnelle** - (8 mars 2018) : p. 2072 p. 2073

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3182

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3569 p. 3576 p. 3577 - **Article 2** (art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision) : p. 3595

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 64 rectifié** (Code de l'éducation - Éducation morale et civique - Aspects européens) : p. 3641 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3644

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération) : p. 3789 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié, n° 33 rectifié bis, n° 6 rectifié ter, n° 28 rectifié, n° 3 rectifié, n° 19 et n° 25 rectifié bis** (Subventions et aides - Éligibilité des communes qui conservent les compétences eau/assainissement) : p. 3803

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 20 rectifié bis** (Étudiant réserviste - Aménagement des études) : p. 4461 p. 4462

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 2 (précédemment réservé)** (Approbation du rapport annexé) : p. 4556

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 5211-17-1 à L. 5211-17-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Exercice territorialisé des compétences intercommunales) : p. 5742 - **Article 10** (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement) : p. 5744 p. 5746

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5849 - **Article 1er** (Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER ») : p. 5858

- **Suite de la discussion** (14 juin 2018) - **Article 7** (art. L. 621-31 et L. 632-2 du code du patrimoine - Institution d'une procédure visant à simplifier la prise en compte des protections patrimoniales dans le périmètre des opérations OSER) : p. 6039

- **Question orale sans débat sur le désengorgement de l'axe autoroutier entre Bordeaux et Biriato** - (19 juin 2018) : p. 6209

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (28 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 nonies** -

Amendement n° 615 rectifié (*Rapport sur les communes sortant de la carte des zones défavorisées simples*) : p. 7589

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9148

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9448 - **Article 3** (art. L. 6111-6 et L. 6111-6-1 [nouveau] du code du travail - Réforme du conseil en évolution professionnelle) : p. 9492

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 4** (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences) : p. 9517 - **Article 5** (art. L. 6316-1 et L. 6316-2 à L. 6316-5 [nouveaux] du code du travail - Qualité des actions de formation) : p. 9520 - **Article 7** (art. L. 6211-1, L. 6211-4, L. 6221-2, L. 6222-22-1, L. 6224-1, L. 6224-2 à L. 6224-8, L. 6227-11 et L. 6227-12 du code du travail - Simplification des conditions de conclusion d'un contrat d'apprentissage) : p. 9530 - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveaux], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9558 p. 9559 - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9565 p. 9585 p. 9587 - **Article 10 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 335-6-1 [nouveau] du code de l'éducation - Campus des métiers et des qualifications) : p. 9591 p. 9593 - **Article 10 quinquies** (**nouveau**) (*Formation continue des enseignants aux filières de formation, aux métiers et au monde économique et professionnel*) : p. 9597 - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis) : p. 9604 - **Article 12** (art. L. 6222-38, L. 6243-1 et L. 6243-1-1 du code du travail ; art. 244 quater G du code général des impôts - Aide unique aux employeurs d'apprentis) : p. 9616 - **Article additionnel après l'article 12** - **Amendement n° 266 rectifié bis** (*Cotisation et contribution sociales - Exonérations pour l'embauche du premier apprenti*) : p. 9619

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 14** (art. L. 6113-1 à L. 6113-10 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 335-6 du code de l'éducation - Nouvelle organisation de la certification professionnelle) : p. 9646 - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9656 p. 9661 p. 9665 - **Article 16** (art. L. 2271-1, L. 2272-1, L. 2272-2, L. 6123-3 à L. 6123-7 et L. 6123-8, L. 6123-8-1, L. 6123-8-2, L. 6123-9, L. 6123-10, L. 6123-11, L. 6123-12 et L. 6123-13 [nouveaux] du code du travail - Réforme de la gouvernance du système de formation professionnelle et création de France compétences) : p. 9747 - **Article 17** (art. L. 6131-1 à L. 6131-3 [nouveaux], L. 6241-2 à L. 6241-12 et L. 6331-1 à L. 6331-8 du code du travail, art. 44 quaterdecies, 231 bis T, 235 ter C à 235 ter KM, 237 quinquies, 1599 ter C, 1678 quinquies, 1679 bis B du code général des impôts, art. L. 361-5 du code de l'éducation, art. L. 3414-5 du code de la défense, art. L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 716-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 20 de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, art. 76 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la

modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et art. 38 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - Réforme du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage) : p. 9753 p. 9761 p. 9762 - **Article 19** (art. L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3, L. 6332-2, L. 6332-2-1, L. 6332-3, L. 6332-3-1 à L. 6332-4, L. 6332-6, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16, L. 6332-16-1, L. 6332-17, L. 6332-17-1 du code du travail - Transformation des organismes paritaires collecteurs agréés en opérateurs de compétences) : p. 9768 p. 9769 p. 9771 p. 9779 p. 9780 p. 9781

- **Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les écoles et les collèges [n° 625 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 10004 p. 10005 - **Article 1er** (art. L. 511-5 et L. 511-6 [nouveau] du code de l'éducation - Encadrement de l'utilisation du téléphone mobile à l'école primaire et au collège) : p. 10008

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 bis** - **Amendement n° 59 rectifié bis, n° 97 rectifié quater, n° 481 rectifié et n° 521 rectifié bis** (*Zones de montagne - Limitation de la progression des résidences secondaires*) : p. 10902

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 53** - **Amendement n° 82 rectifié bis** (*Logement intermédiaire - Régime fiscal des sociétés d'économie mixte*) : p. 11445

- **Débat sur la réforme du baccalauréat** - (3 octobre 2018) : p. 13391

- **Question orale sans débat sur la surveillance des plages** - (23 octobre 2018) : p. 14024 p. 14025

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences en milieu scolaire** - (25 octobre 2018) : p. 14728

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 30 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 29 (2018-2019)** : p. 14884 p. 14885 - **Question préalable** : p. 14888

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 29 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 30 (2018-2019)**.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 128 rectifié quater** (*Territoires ruraux - Association entre médecins à la retraite et jeunes médecins*) : p. 15404 - **Article additionnel après l'article 8** - **Amendement n° 168 rectifié quater** (*Médecins retraités - Cotisations retraite - Exonération partielle*) : p. 15406 - **Article additionnel après l'article 11** - **Amendement n° 427 rectifié bis** (*Cotisations sociales pour les artistes-auteurs - Compensation*) : p. 15443

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 28** (art. L. 162-22-6-2 [nouveau], L. 162-22-10, L. 162-22-12 et L. 162-22-15 du code de la sécurité sociale - Financement forfaitaire de pathologies chroniques) : p. 15554 - **Article 29** (art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale - Amplifier la portée du dispositif d'innovation du système de santé) : p. 15560 p. 15561 - **Article 29 quater** (**nouveau**) (art. L. 162-5 et L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale - Inclusion des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires dans le champ des accords-cadres) : p. 15576 p. 15578 - **Article additionnel après l'article 29 sexies** - **Amendement n° 538**

rectifié (*Fermeture des services de santé - Moratoire*) : p. 15591 p. 15592

- **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16572 p. 16573

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-730 rectifié** (*Déductibilité de la coTAM*) : p. 17121 p. 17122 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-627 rectifié et n° I-855** (*Définitions juridiques et fiscales de l'activité agricole*) : p. 17160

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 29** (*Intitulé de la section XI du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 17300 p. 17301 p. 17303

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2018) : p. 17768

- **Question orale sans débat sur le respect des engagements pris pour le réseau routier du sud de la Nouvelle Aquitaine** - (4 décembre 2018) : p. 17824 p. 17825

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) : p. 18022 - **État B** : p. 18030 p. 18036

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 83 - Amendement n° II-87 rectifié** (*Groupements d'intérêt public maison départementale des personnes handicapées - Taxes sur les salaires - Exonération*) : p. 18074 p. 18075

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21466 p. 21467 p. 21470

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénatrice (Hérault)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Pierre Roger, président, et Guy Delivet, directeur général, du Conseil supérieur des messageries de presse (CSMP).

Audition de Mme Élisabeth Flury-Hérad, présidente de l'Autorité de régulation et de la distribution de la presse (ARDP).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réseau culturel extérieur de la France - Audition de M. Pierre Vimont, ambassadeur de France.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Françoise Thébaud, historienne, professeure émérite à l'université d'Avignon.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Fottorino, directeur de la publication de l'hebdomadaire « Le 1 », dans le cadre du suivi par la commission de la situation de la distribution de la presse.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant (COFRADE).

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde avec UNICEF France.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Pass culture - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la réforme de l'apprentissage** - (16 janvier 2018) : p. 16 p. 17

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article 1er** (art. L. 321-13 A [nouveau], L. 321-14 et L. 321-15 et L. 321-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Stratégie nationale et stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte) : p. 663 - **Article 9** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Drogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes) : p. 674 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 18 rectifié quater** (Hébergement des travailleurs saisonniers - Dérogation à la loi Littoral) : p. 688 p. 689

- **Question orale sans débat sur les lignes à grande vitesse en Occitanie** - (19 juin 2018) : p. 6210

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile) : p. 6344

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6426 p. 6427 p. 6441 p. 6447

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. L. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du

travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15398 p. 15399

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-318 rectifié ter** (Zones de montagne - Classement en zones de revitalisation rurale - Exception) : p. 16952 p. 16953 - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 1609 vicies, 1609 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre 1er du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16981

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-858 rectifié** (Fiscalité sur les logements de centre-ville - Réduction) : p. 17234

BRULIN (Céline)
sénatrice (Seine-Maritime)
CRCE

Devenu sénateur le 1er juin 2018 (en remplacement de M. Thierry Foucaud, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 juin 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations - Table ronde avec les représentants du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN), du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) et de Reporters sans frontières (RSF).

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Mons, présidente du Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO).

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Audition du Général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violence dans les établissements scolaires - Audition de M. Benjamin Moignard, universitaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce de la suppression des pensions de réversion** - (12 juin 2018) : p. 5722 p. 5723

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7398

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 quater A - Amendement n° 78** (Critères d'évaluation du bilan concurrentiel) : p. 7572

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n°10 rectifié** (Amélioration de la procédure de rescrit fiscal) : p. 8860 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n°18 rectifié et n° 106 rectifié** (Sécurisation de la procédure de rescrit fiscal - Amélioration du dialogue entre l'administration et les contribuables) : p. 8861 - **Article 8** (art. 1741 du code général des impôts - Aggravation des peines d'amende encourues en cas de fraude fiscale) : p. 8892 p. 8893 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 17** (Lutte contre les montages fiscaux fondés sur les transferts anormaux de bénéfices) : p. 8904 - **Article 11** (art. 238-0 A, 39 terdecies, 125-0 A, 182 A bis, 182 A ter, 182 B, 244 bis, 244 bis B, 39 duodecies, 119 bis, 125 A, 145, 150 ter, 187, 163 quinquies C, 163 quinquies C bis, 219, 792-0 bis du code général des impôts, et art. L. 62 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la liste des États et territoires non coopératifs) : p. 8908

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 7** (art. L. 6211-1, L. 6211-4, L. 6221-2, L. 6222-22-1, L. 6224-1, L. 6224-2 à L. 6224-8, L. 6227-11 et L. 6227-12 du code du travail - Simplification des conditions de conclusion d'un contrat d'apprentissage) : p. 9530 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 434** (Formation par apprentissage au sein d'ateliers en établissement pénitentiaire - Expérimentation) : p. 9535 - **Article 8 bis** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Création d'une classe de troisième dite « prépa-métiers ») : p. 9550 - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveaux], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9555 - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9565 p. 9578 p. 9583 - **Article 10 ter (supprimé)** (Remise au Parlement d'un rapport annuel sur les politiques régionales de lutte contre l'illettrisme) : p. 9595 - **Article 10 quater (supprimé)** (Remise au Parlement d'un rapport sur la situation et les perspectives des centres d'information et d'orientation) : p. 9595 - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis) : p. 9602 - **Article 11 bis** (art. L. 711-1 du code de l'éducation - Valorisation de l'offre de formation continue et d'apprentissage dans les établissements publics d'enseignement supérieur) : p. 9614

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du

travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9671 - Article 19 (art. L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3, L. 6332-2, L. 6332-2-1, L. 6332-3, L. 6332-3-1 à L. 6332-4, L. 6332-6, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16, L. 6332-16-1, L. 6332-17, L. 6332-17-1 du code du travail - Transformation des organismes paritaires collecteurs agréés en opérateurs de compétences) : p. 9769

- **Débat sur la réforme du baccalauréat** - (3 octobre 2018) : p. 13388

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur l'école** - (16 octobre 2018) : p. 13831

- **Débat sur la scolarisation des enfants en situation de handicap** - (25 octobre 2018) : p. 14764

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 485** (« *Objectif 32 heures* » - *Expérimentation*) : p. 15328

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° I-449** (*Abattement proportionnel sur le montant des dividendes perçus*) : p. 16907

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17621 p. 17624

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2018) : p. 17649 - **État B** : p. 17658 p. 17660

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2018) : p. 17857

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) : p. 18018 - **État B** : p. 18029 p. 18037

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 131-8 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - *Taux de CSG applicable aux revenus de remplacement*) : p. 21668

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Président de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (26 novembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (26 novembre 2018).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 149 (2017-2018)] permettant une bonne application du régime d'asile européen [n° 218 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle parlementaire du renseignement [n° 470 (2017-2018)] (11 mai 2018) - **Défense - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 464 (2017-2018)] - Rapport [n° 552 tome 1 (2017-2018)] (6 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 464 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 552 tome 2 (2017-2018)] (6 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 636 (2017-2018)] (4 juillet 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 697 (2017-2018)] pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 700 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Nature, efficacité et mise en oeuvre des peines : en finir avec les illusions ! [n° 713 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 462 (2017-2018)] - Rapport [n° 11 tome 1 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 462 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 11 tome 2 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 57 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres des instances représentatives des Français établis hors de France [n° 120 (2018-2019)] (13 novembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Asile, immigration, intégration et nationalité [n° 153 tome 2 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 202 (2018-2019)] (13 décembre 2018) - **Justice.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant une bonne application du régime d'asile européen - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie.

Réunion du lundi 23 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Échange de vues, nomination de rapporteurs et demande d'octroi à la commission des lois, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements -

Audition de M. Alexis Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Nature, efficacité et mise en oeuvre des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Suite de l'examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Mathias Lamarque, sous-directeur de l'éducation populaire, et de Mme Sandrine Ottavj, adjointe du chef du bureau de la protection des mineurs en accueils collectifs et des politiques locales, de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie

associative (DJPVA) du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen [n° 219 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 570 - **Article 1er** (art. L. 551-1, L. 552-3, L. 553-6, L. 554-1, L. 556-1, L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de placement en rétention et d'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin ») : p. 580 p. 582 p. 583 p. 584 p. 585 p. 587 p. 588 p. 589 p. 590 p. 591 p. 592 - **Article 1er bis** (art. L. 741-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Information et conditions de placement en rétention des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin ») : p. 593 p. 594 - **Article 2** (art. L. 742-2, L. 742-4, L. 742-5, et L. 742-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordinations, - Interdiction de transférer un demandeur d'asile dans un État « Dublin » faisant preuve de « défaillances systémiques » - Délai de saisine du juge administratif) : p. 596 p. 597 - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 561-1, L. 561-2 et L. 111-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. 39 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, art. 41 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française et art. 41 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Sécurisation juridique des assignations à résidence des étrangers faisant l'objet d'une interdiction judiciaire du territoire) : p. 598

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la police de proximité** - (6 février 2018) : p. 945

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3084 - **Article 1er et annexe** (Approbation des orientations de la politique de protection des mineurs contre les violences sexuelles présentées dans le rapport annexé à la proposition de loi) : p. 3088 - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs) : p. 3102 p. 3105 - **Article additionnel après l'article 2** - **Amendement n° 10 rectifié quinquies** (Amnésie traumatique - Obstacle insurmontable à la mise en mouvement ou l'exercice de l'action publique) : p. 3108 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3118 p. 3119

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la neutralité des services de l'éducation nationale** - (10 avril 2018) : p. 3555 p. 3556

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6215 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6220 - **Question préalable** : p. 6225 - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel sur les orientations de la politique migratoire) : p. 6240 p. 6243 p. 6244 p. 6244 p. 6245 p. 6246 - **Article additionnel après l'article 1er A** - **Amendement n° 404 rectifié** (Droits inconditionnels des personnes - Rappel) : p. 6247 - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 313-11, L. 313-13 [abrogé], L. 313-18, L. 313-25 et L. 313-26 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de la carte de séjour pluriannuelle aux bénéficiaires de la protection subsidiaire et aux apatrides ainsi qu'aux membres de leur famille) : p. 6253 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 185 rectifié ter** (Carte de séjour - Délai de délivrance - Apatrides) : p. 6254 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 187 rectifié bis** (Carte de séjour temporaire - Délai de délivrance -

Bénéficiaires de la protection subsidiaire) : p. 6254 - **Article 2** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de résident aux bénéficiaires d'une protection internationale et aux membres de leur famille) : p. 6255 - **Article 3** (art. L. 723-5, L. 752-1 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réunification familiale des personnes protégées - Protection des mineurs contre les risques de mutilation sexuelle) : p. 6257 p. 6258 p. 6261 p. 6262 p. 6263 p. 6264 - **Article additionnel avant l'article 4** - **Amendement n° 119 rectifié** (Persécutions liées à la transidentité) : p. 6266 - **Article 4** (art. L. 611-13 [nouveau], L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, et L. 713-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clauses d'exclusion et de cessation de la protection internationale et mesures administratives permettant leur mise en oeuvre) : p. 6268 - **Rappel au règlement** : p. 6269 p. 6270 p. 6271 p. 6272 p. 6273 p. 6274 p. 6275 p. 6276 - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6279 p. 6280 p. 6281 p. 6283 p. 6286

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) : p. 6311 p. 6314 p. 6316 p. 6318 p. 6322 p. 6326 p. 6327 p. 6328 p. 6329 p. 6330 p. 6331 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 140 rectifié ter** (Composition du conseil d'administration de l'OFPRA - Personnalités qualifiées - Magistrats) : p. 6335 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 412 rectifié ter** (Persécutions liées au genre) : p. 6336 p. 6337 p. 6338 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 87 rectifié** (Associations luttant contre les discriminations sexuelles - Rôle de conseil auprès de l'OFPRA) : p. 6340 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 124 rectifié bis** (Protection subsidiaire - Elargissement au passage par des pays tiers) : p. 6341 - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 731-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile) : p. 6346 p. 6355 p. 6356 p. 6358 p. 6359 - **Article additionnel après l'article 6** - **Amendement n° 377 rectifié bis** (Classement en ordonnance par la Cour nationale du droit d'asile - Possibilité de recours) : p. 6360 - **Article 6 bis A (nouveau)** (art. L. 743-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décision définitive de rejet de la demande d'asile valant obligation de quitter le territoire français) : p. 6363 - **Article additionnel avant l'article 7** - **Amendement n° 351 rectifié** (Demande d'asile par une personne inscrite dans la base EURODAC hors de France - Abandon du délai de cinq mois) : p. 6364 p. 6369 - **Article 7** (art. L. 733-5, L. 741-1, L. 741-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Choix de la langue utilisée lors de la procédure et demande d'asile conjointe pour les parents et leurs enfants mineurs) : p. 6371 p. 6372 p. 6373 p. 6374 p. 6375 p. 6376 p. 6377 - **Article additionnel après l'article 7** - **Amendement n° 127 rectifié bis** (Demandeur d'asile - Procédure « Dublin » - Notification dans une langue qu'il comprend) : p. 6378 - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6382

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 8** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6416 p. 6417 p. 6419 - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 5223-3 du code du travail - Représentation des collectivités territoriales au conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, OFII) : p. 6420 - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) :

p. 6424 p. 6428 p. 6445 p. 6449 p. 6451 p. 6452 p. 6453 p. 6454 p. 6455 p. 6456 p. 6457 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 484 rectifié** (*Droit du sol - Suppression*) : p. 6459 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis** (*Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions*) : p. 6462 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 31 rectifié bis** (*Île de Mayotte - Acte de naissance - Mention de la situation régulière d'au moins un des parents*) : p. 6469 - **Article additionnel avant l'article 10 AA - Amendement n° 491 rectifié** (*Délivrance d'un titre de séjour - Paiement d'une taxe et dépôt d'une caution*) : p. 6470 - **Article 10 AA (nouveau)** (art. L. 251-1 à L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-5 [abrogés] et L. 253-1 à L. 253-4 du code de l'action sociale et des familles - Transformation de l'aide médicale d'État (AME) en aide médicale d'urgence, AMU) : p. 6475 p. 6476 - **Article additionnel après l'article 10 AA - Amendement n° 29 rectifié ter** (*Bénéficiaire de l'aide médicale d'urgence - Absence de droit à réduction tarifaire dans les transports - Décorrélation*) : p. 6477 p. 6479 - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime juridique applicable aux refus d'entrée sur le territoire notifiés aux frontières terrestres) : p. 6480 - **Article 10 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Périmètre de non-admission sur le territoire national) : p. 6481 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-9, L. 222-4 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Vidéo-audience et traitement des appels irrecevables dans le contentieux de la non-admission) : p. 6482 p. 6483 - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 222-5 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai d'appel et maintien à la disposition de la justice en zone d'attente) : p. 6484 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (*Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction*) : p. 6488

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 10 ter (nouveau)** (art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contrôles effectués dans le cadre des procédures de « refus d'entrée ») : p. 6536 - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement de la condition de séjour sur le territoire français pour bénéficier d'un regroupement familial) : p. 6537 p. 6538 p. 6539 - **Article 11 A (nouveau)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditionnalité de la délivrance des visas de long séjour) : p. 6541 p. 6542 - **Article 11** (art. L. 511-1 et L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités d'éloignement des étrangers : renforcement des OQTF et précision de la notion de « risque de fuite ») : p. 6547 p. 6548 p. 6549 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réduction de 30 à 7 jours du délai de départ volontaire pouvant assortir une OQTF) : p. 6550 - **Article 12** (art. L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure administrative et contentieuse de l'éloignement) : p. 6551 p. 6552 p. 6554 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 272 rectifié bis** (*Information du demandeur sur ses droits et obligations dans une langue compréhensible*) : p. 6554 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Surveillance de l'étranger sous OQTF avec délai de départ volontaire) : p. 6555 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension de l'interdiction de circulation sur le territoire français à certains étrangers non européens) : p. 6556 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 53 rectifié bis** (*Obligation d'expulsion d'un étranger condamné à une peine de prison supérieure ou égale à cinq ans*) : p. 6557 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 54 rectifié bis** (*Obligation d'expulsion des personnes répertoriées sur le fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste, FSPRT*) : p. 6557 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 141 rectifié ter** (*Recours à la*

vidéo, audience devant la commission d'expulsion) : p. 6558 - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 114-10-2 du code de la sécurité sociale - Information des organismes de sécurité sociale concernant les mesures d'éloignement ou de transfert prises par les préfets) : p. 6558 - **Article 15 ter (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction du placement en rétention des mineurs isolés) : p. 6561 p. 6563 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Encadrement du placement en rétention des mineurs accompagnant leur famille) : p. 6565 - **Article 16** (art. L. 512-1, L. 551-1, L. 551-2, L. 552-1, L. 552-3 à L. 552-7 et L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités et régime juridique de la rétention administrative) : p. 6571 p. 6573 p. 6574 p. 6575 p. 6576 p. 6577 p. 6580 p. 6583 p. 6583 p. 6584 - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 553-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accessibilité des lieux de rétention) : p. 6585 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 456 rectifié bis** (*Protection contre l'expulsion pour raisons médicales*) : p. 6586 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-5, L. 541-3 et L. 561-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités de l'assignation à résidence de longue durée) : p. 6587 - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Durée de validité de l'ordonnance autorisant une visite domiciliaire) : p. 6588 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 571-4 et L. 777-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Exécution des mesures d'éloignement prononcées pour des motifs de menace grave à l'ordre public à l'encontre de demandeurs d'asile) : p. 6589 p. 6590 - **Article 19** (art. L. 611-1-1, L. 611-3 et L. 621-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 441-8 du code pénal - Retenue pour vérification du droit de circulation et de séjour et autres mesures de contrôle) : p. 6591 p. 6594 p. 6595 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 154 rectifié** (*Rétablissement du délit de séjour illégal en France*) : p. 6595 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 341 rectifié bis** (*Modification de la liste des autorités et personnes devant transmettre des informations au préfet en matière de contrôle de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile*) : p. 6596 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 154 rectifié** (*Inexécution d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) - Élargissement*) : p. 6596 - **Article 19 bis A** (art. L. 624-1-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanctions pénales applicables aux étrangers méconnaissant une mesure d'éloignement) : p. 6597 - **Article 19 bis** (art. 131-30, 131-30-2, 222-48, 225-21, 414-16 et 435-14, et 213-2, 215-2, 221-11, 221-16, 222-64, 311-15, 312-14, 321-11, 322-16, 324-8, 431-27, 434-46, 442-12 et 443-7 [abrogés] du code pénal, art. L. 541-1 [abrogé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Élargissement du champ d'application et prononcé obligatoire de la peine d'interdiction du territoire français) : p. 6598 p. 6599 - **Article additionnel après l'article 19 bis - Amendement n° 144 rectifié bis** (*Lutte contre l'immigration clandestine - Autorisation des contrôles de personnes et de véhicules*) : p. 6599 - **Article 19 ter (supprimé)** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers) : p. 6603 - **Article additionnel après l'article 19 ter - Amendement n° 366 rectifié bis** (*Création d'un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile, l'entrée, ou le séjour d'un étranger en France*) : p. 6609 - **Article additionnel après l'article 19 quater - Amendement n° 108 rectifié** (*Interdiction du recours aux tests osseux pour la détermination de l'âge*) : p. 6610 p. 6611 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 367 rectifié bis** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur la réponse des services des visas*) : p. 6611 - **Article 20** (art. L. 313-20, L. 313-21, L. 313-27 et L. 313-28 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du « passeport talent ») : p. 6613 p. 6614 p. 6614 - **Article 21** (art. L. 313-8, art. L. 313-29 et L. 313-30 [nouveaux] et art. L. 531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Titres de séjour des étudiants - Chercheurs et étudiants souhaitant

prolonger leur séjour en France) : p. 6618 p. 6620 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 342 rectifié bis** (Modifications dans le CESEDA - Dispense de visa de long séjour) : p. 6621 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 436 rectifié bis** (Prolongation du dispositif autorisant les praticiens titulaires de diplômés hors Union européenne à poursuivre leurs fonctions jusqu'au 31 décembre 2020) : p. 6612 - **Article 22** (art. L. 313-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire pour les jeunes au pair) : p. 6623 p. 6624 - **Article 23** (art. L. 311-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Regroupement de la demande d'asile et de l'admission au séjour à un autre titre) : p. 6625 p. 6626 - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-3, L. 321-4, L. 321-5 [nouveau] et L. 321-6 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification du régime des documents de circulation délivrés aux étrangers mineurs et dispositions spécifiques à Mayotte) : p. 6628 p. 6629 - **Article 26 bis A** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement du contrat d'intégration républicaine) : p. 6630 - **Article 26 bis B (nouveau)** (art. L. 313-17 et L. 314-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 21-24 du code civil - Exigences linguistiques pour la délivrance des titres de séjour et les naturalisations) : p. 6631 - **Article 26 bis** (art. L. 744-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et L. 5221-5 du code du travail - Régime de l'autorisation de travail des demandeurs d'asile majeurs et des mineurs non accompagnés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) : p. 6633 p. 6634 p. 6635 - **Article 26 ter (supprimé)** (art. L. 744-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et L. 5221-5 du code du travail - Régime de l'autorisation de travail des demandeurs d'asile majeurs et des mineurs non accompagnés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) : p. 6635 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 343 rectifié ter** (Délivrance de plein droit d'un titre de séjour temporaire portant la mention « étudiant » aux jeunes étrangers confiés à l'aide sociale à l'enfance, ASE, entre 16 et 18 ans) : p. 6637 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 99 rectifié** (Facilitation de l'évaluation de minorité des jeunes migrants non accompagnés) : p. 6638

- Suite de la discussion (25 juin 2018) - **Article 26 quater (nouveau)** (art. L. 611-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un fichier national biométrique des étrangers déclarés majeurs à l'issue de leur évaluation par un département) : p. 6655 p. 6658 p. 6659 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 102 rectifié ter** (Conditions d'admission au séjour - Attribution d'un contrat jeune majeur) : p. 6660 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendements n° 301 rectifié bis, 362 rectifié ter et 303 rectifié bis** (Conditions d'admission au séjour pour les étrangers bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance, ASE) : p. 6661 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 82 rectifié bis** (Accès pour les fonctionnaires au traitement automatisé de données à caractère personnel, VISABIO) : p. 6662 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 395 rectifié** (Mineurs non accompagnés - Prise d'empreintes et de photographies) : p. 6663 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 345 rectifié bis** (Accès à la déclaration de nationalité par mariage lorsque le conjoint français du déclarant a acquis la nationalité française par possession d'état) : p. 6663 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 346 rectifié bis** (Personnes ayant obtenu qualité de pupille de la Nation avant 21 ans - Octroi de la nationalité par déclaration) : p. 6663 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 396 rectifié** (Déjudiciarisation de la décision d'organiser le retour des mineurs non accompagnés) : p. 6664 - **Article 27** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour procéder à une nouvelle codification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, fusionner les cartes de séjour « salarié » et « travailleur temporaire » et simplifier le régime des autorisations de travail) : p. 6665 - **Article additionnel après l'article 27 -**

Amendement n° 309 rectifié ter (Contrats de travail des étrangers - Rétablissement du droit antérieur à la réforme de 2016) : p. 6666 - **Article additionnel avant l'article 28 - Amendement n° 55 rectifié ter** (Obligation de retrait de la carte de séjour aux individus menaçant gravement l'ordre public) : p. 6667 - **Article additionnel avant l'article 28 - Amendement n° 83** (Interdiction de délivrance de carte de séjour à tout étranger inscrit au Fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste) : p. 6667 - **Article additionnel avant l'article 28 - Amendement n° 163 rectifié** (Expulsion automatique du territoire de tout étranger inscrit au Fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste) : p. 6668 - **Article additionnel avant l'article 28 - Amendement n° 304 rectifié bis** (Retrait de la carte de séjour aux étrangers qui ne défèrent pas aux convocations sans motif légitime) : p. 6668 - **Article 28** (art. L. 313-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement des conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire « visiteur ») : p. 6669 - **Article 29** (art. L. 313-7-2 et L. 313-24 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement des conditions de délivrance des titres de séjour « ICT ») : p. 6670 p. 6671 - **Article 30** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 316, 316-1 à 316-5 [nouveaux] et 2499-1 à 2499-5 [abrogés] du code civil - Lutte contre les reconnaissances frauduleuses du lien de filiation) : p. 6673 p. 6674 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 444 rectifié bis** (Droit au séjour temporaire pour les étrangers ni régularisables, ni expulsables au-delà d'un délai de cinq ans) : p. 6675 p. 6675 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 393 rectifié ter** (Obligation de signaler tout mariage d'un étranger en situation irrégulière) : p. 6675 p. 6676 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 49 rectifié ter** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur le nombre de mariages présumés frauduleux) : p. 6676 - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités de l'échange d'informations médicales pour la procédure « étrangers malades » - Motivation spéciale de la décision du préfet) : p. 6677 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 312 rectifié bis** (Délivrance de plein droit de la carte de résident permanent au bout de 15 ans de présence sur le territoire) : p. 6678 - **Article 32** (art. L. 314-8, L. 316-3 et L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sécurisation du droit au séjour des victimes de violences conjugales, des victimes de mariages forcés bénéficiant d'un ordonnance de protection et des victimes de traite des êtres humains ou de proxénétisme) : p. 6679 p. 6680 p. 6681 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 316 rectifié bis** (Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » à l'étranger qui dépose plainte contre une personne des faits de certains délits) : p. 6681 - **Article 33 (supprimé)** (art. L. 314-5-1 et L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du bénéfice du renouvellement de plein droit de la carte de séjour temporaire en cas de violences familiales) : p. 6683 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 319 rectifié bis** (Suppression du titre pluriannuel d'une durée de deux ans) : p. 6683 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 320 rectifié ter** (Suppression de dispositions relatives au renouvellement de la carte de séjour pluriannuelle) : p. 6684 - **Article 33 bis (supprimé)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu et date de dépôt du rapport annuel sur la situation des étrangers en France) : p. 6684 - **Article additionnel après l'article 33 bis (supprimé) - Amendement n° 77 rectifié** (Abrogation du retrait de la carte de séjour au motif de la rupture de la vie commune) : p. 6685 - **Article additionnel après l'article 33 bis (supprimé) - Amendement n° 376 rectifié bis** (Accès aux concours de la fonction publique pour les étrangers non communautaires) : p. 6686 - **Article additionnel après l'article 33 bis (supprimé) - Amendement n° 50 rectifié** (Rapport au Parlement sur le financement de la prise en charge par l'État ou par les départements du problème des mineurs non accompagnés) : p. 6686 - **Article 33 ter A (nouveau)** (art. L. 313-14 du code de l'entrée et du

séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de l'admission exceptionnelle au séjour) : p. 6687 p. 6688 - **Article additionnel après l'article 33 ter A - Amendement n° 115 rectifié** (Octroi d'un titre de séjour aux travailleurs sans papiers sur présentation d'un contrat de travail) : p. 6689 - **Article additionnel après l'article 33 ter A - Amendement n° 388 rectifié bis** (Suppression du principe de pluriannualité des titres de séjour délivrés par admission exceptionnelle au séjour) : p. 6690 - **Article additionnel après l'article 33 ter A - Amendement n° 447 rectifié bis** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la circulaire du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2012) : p. 6690 - **Article 33 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles - Admission exceptionnelle au séjour des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires) : p. 6691 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 370 rectifié ter** (Suppression du versement par les employeurs de la taxe OFII) : p. 6692 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 166 rectifié** (Suppression de la naturalisation pour les personnes ayant séjourné de manière irrégulière sur le territoire) : p. 6692 - **Article 33 quater (supprimé)** (art. L. 131-5 du code de l'éducation - Refus de scolarisation d'un mineur étranger) : p. 6693 - **Article additionnel après l'article 33 quater (supprimé) - Amendement n° 344 rectifié bis** (Procédure de délivrance du visa de long séjour - Assouplissement) : p. 6695 - **Article additionnel après l'article 33 quater (supprimé) - Amendement n° 171 rectifié bis** (Validation des attestations d'accueil - Suppression de la taxe de 30 euros) : p. 6696 - **Article 34** (art. L. 213-9, L. 313-10, L. 313-11-1, L. 314-8, L. 556-1, L. 731-1 et L. 742-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Diverses coordinations) : p. 6697 - **Article 34 bis (supprimé)** (art. L. 311-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Présomption de continuité du droit au séjour) : p. 6698 - **Article additionnel après l'article 34 bis (supprimé) - Amendements n° 97 rectifié quater et n° 151 rectifié** (Octroi de la carte de résident aux militaires non citoyens européens, appartenant à la Légion étrangère) : p. 6698 - **Article 35** (art. L. 111-7, L. 213-3, L. 311-1, L. 311-11 [abrogé], L. 311-13, L. 313-2, L. 313-4-1, L. 313-11-1, L. 313-17, L. 514-1, L. 552-7, L. 561-2 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordinations relatives aux titres de séjour et aux mesures d'éloignement) : p. 6699 - **Article additionnel avant l'article 38 - Amendement n° 116 rectifié** (Identité de régime entre la métropole et les outre-mer en matière de flux migratoires) : p. 6701 - **Article 38** (art. L. 111-2, L. 221-2-1, L. 611-11, L. 762-1, L. 763-1, L. 764-1, L. 766-1, L. 766-2, L. 767-1 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 711-1 du code pénal ; art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. L. 552-6, L. 562-6 et L. 573-2 du code des relations entre le public et l'administration - Diverses coordinations outre-mer) : p. 6702 p. 6703 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 90** (Utilisation de l'aide au développement française pour lutter contre les causes des migrations) : p. 6705 - **Article 39** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour procéder à des coordinations outre-mer) : p. 6706 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 441 rectifié** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur les conditions d'accueil des demandeurs d'asile en Guyane) : p. 6706 - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités d'entrée en vigueur) : p. 6707 - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (Prise en compte des migrations climatiques) : p. 6708 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 150** (Répartition du contentieux entre la CNDA et le juge administratif de droit commun - Amélioration) : p. 6709 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 551 rectifié, n° 549 rectifié et n° 550 rectifié** (Statut des réfugiés climatiques) : p. 6710 - **Intitulé du projet de loi** : p. 6711

- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6725 p. 6726 p. 6727

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) -

Article 1er (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs) : p. 9112 p. 9113 p. 9115 p. 9118 - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 706-48 du code de procédure pénale - Expertise médico-psychologique pour apprécier l'existence d'un obstacle de fait insurmontable) : p. 9122 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9148

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (V)** - (24 juillet 2018) : p. 11522

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Nouvelle lecture [n° 697 (2017-2018)]** - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13252 p. 13253 - **Question préalable** : p. 13260

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13444 p. 13445 p. 13454 p. 13456 - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 13491 p. 13492 - **Article 8** (art. 116, 507, 507-1 et 836 du code civil - Allègement du contrôle a priori du juge des tutelles pour certains actes de gestion du patrimoine de personnes protégées, prsumées absentes ou éloignées) : p. 13508 - **Article 12 (supprimé)** (art. 233, 238, 246, 247-2, 247-3 [nouveau], section 3 du chapitre II du titre VI du livre Ier, art. 251, 252, 253, 254, 257, 262-1, 311-20, 313, 375-3 et 515-12 du code civil - Simplification de la procédure de divorce par la suppression de la tentative de conciliation préalable à l'assignation) : p. 13514 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 8 rectifié** (Divorce par consentement mutuel - Sécurisation) : p. 13518 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 7 rectifié** (Procédure de séparation de corps par consentement mutuel - déjudiciarisation) : p. 13520 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 9 rectifié et 51 rectifié ter** (Divorce par consentement mutuel - Signature électronique) : p. 13520

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 18** (art. 373-2, 373-2-6 et 373-2-10 du code civil - Renforcement de l'efficacité des décisions prises en matière d'exercice de l'autorité parentale) : p. 13545 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 10 rectifié, 246 rectifié et 304 rectifié bis** (Modalités d'exercice de l'autorité parentale - Jouissance du domicile en cas de séparation de parents non mariés) : p. 13548 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 302 rectifié et 303 rectifié** (Mineurs isolés étrangers - Délégation de l'autorité parentale) : p. 13549 - **Titre (Titre II bis - Dispositions relatives aux juridictions commerciales)** : p. 13551 - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 713-7, L. 713-11, L. 723-4 et L. 723-7 du code de commerce - Extension du corps électoral des tribunaux de commerce aux agriculteurs et professionnels indépendants) : p. 13552 - **Article 19 ter (nouveau)** (art. L. 611-2, L. 611-2-1 [abrogé], L. 611-3, L. 611-4, L. 611-5, L. 621-2, L. 662-3, L. 662-6, L. 713-6, L. 713-7, L. 713-11, L. 713-12, L. 721-1, L. 721-2, L. 721-3, L. 721-3-1, L. 721-4, L. 721-5 [abrogé], L. 721-6, L. 721-7, L. 721-8, L. 722-1, L. 722-2, L. 722-3, L. 722-3-1, L. 722-4, L. 722-5, L. 722-6, L. 722-6-1, L. 722-6-2, L. 722-6-3, L. 722-7, L. 722-8, L. 722-9, L. 722-10, L. 722-11, L. 722-12, L. 722-13, L. 722-14, L. 722-15, L. 722-16, L. 722-17, L. 722-18, L. 722-19, L. 722-20, L. 722-21, L. 723-1, L. 723-3, L. 723-4, L. 723-7, L. 723-9, L. 723-10, L. 723-11, L. 723-12, L. 724-1, L. 724-1-1, L. 724-2, L. 724-3, L. 724-3-1, L. 724-3-3, L. 724-4, L. 724-7, L. 731-2, L. 731-4, L. 732-1, L. 732-2, L. 732-3, L. 732-4, L. 732-5, L. 732-6, L. 732-7, L. 741-1, L. 741-2, L. 742-1, L. 742-2, L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3, L. 743-4, L. 743-5, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-12, L. 743-12-1, L. 743-13, L. 743-14, L. 743-15, L. 744-1 et L. 744-2 du code de commerce, art. L. 351-2 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 215-1 et L. 261-1 du code de

l'organisation judiciaire, art. L. 145 A du livre des procédures fiscales, art. L. 2325-55 et L. 7322-5 du code du travail et art. L. 215-1 et L. 261-1 du code de l'organisation judiciaire - Extension de la compétence des tribunaux de commerce, renommés tribunaux des affaires économiques, aux agriculteurs, professionnels indépendants et personnes morales de droit privé non commerçantes) : p. 13555 - Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 52 rectifié ter (Consultation juridique - Définition) : p. 13555 - Article 21 (art. L. 222-2-1, L. 222-2-2 et L. 222-2-3 [nouveaux], L. 222-5 et L. 222-6 [nouveaux] du code de justice administrative - Recours aux magistrats honoraires au sein des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) : p. 13558 p. 13559 - Article 24 (art. L. 511-2 du code de justice administrative - Recours à la collégialité en matière de référés précontractuels et contractuels) : p. 13563 - Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 226 (Code de la sécurité intérieure - Sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme (SILT) - Procédure de renouvellement des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance) : p. 13566 - Articles additionnel après l'article 25 - Amendement n° 228 (Code de la sécurité intérieure - SILT - Procédure de visites et saisies) : p. 13568 - Article additionnel avant l'article 26 - Amendement n° 290 rectifié (Matérialisation des plaintes en ligne - Commissariat ou gendarmerie) : p. 13568 - Article 26 (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 13570 p. 13571 p. 13572 p. 13573 - Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 99 rectifié bis (Cour d'assises - Droit d'appel pour les victimes) : p. 13574 - Article additionnel après l'article 26 - 70 rectifié bis (Personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public victime, dans l'exercice de ses fonctions, de faits susceptibles de recevoir une qualification délictuelle ou criminelle - Dépôt de plainte de façon anonyme) : p. 13576 - Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 103 rectifié ter (Système d'information post-sentencielle des victimes d'agression) : p. 13577 - Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 101 rectifié bis (Application de la peine - Participation de la partie civile) : p. 13578 - Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 230 (Victimes d'acte de terrorisme - Simplification du parcours procédural) : p. 13580 p. 13581 - Article 27 (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 13585 p. 13589 p. 13590 - Article 28 (art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme) : p. 13591 - Article 29 (art. 230-45, 706-95-1, 706-95-2, 706-95-4 [abrogé], 706-95-11 à 706-95-20 [nouveaux], 706-96, 706-96-1, 706-98, 706-98-1 [abrogé], 706-99 [abrogé], 706-100 à 706-102 [abrogés], 706-102-1, 706-102-2 [abrogé], 706-102-3, 706-102-4 [abrogé], 706-102-6 à 706-102-9 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 226-3 du code pénal - Extension et harmonisation du régime des techniques spéciales d'enquête) : p. 13595 p. 13596 - Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 73 rectifié (Protection des interprètes et traducteurs) : p. 13597 - Article 30 (art. 16, 18, 28, 60, 60-1, 60-3, 76-2, 77-1, 77-1-1, 77-1-2, 77-1-3 du code de procédure pénale et art. L. 130-7 du code de la route - Statut et compétence de la police judiciaire) : p. 13599 p. 13600 p. 13601 - Article 31 (art. 63 et 63-4-3-1 du code de procédure pénale - Simplification du régime de la garde à vue) : p. 13602 - Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 102 rectifié quater (Droits des victimes - Assistance d'un avocat dès le dépôt de plainte) : p. 13603 - Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 4 rectifié quater (Poursuite des opérations policières et judiciaires - Droit à l'information - Langue) : p. 13604 - Article 32 (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 13606 p. 13607 p. 13608 p. 13609 p. 13610 p. 13611 - Article additionnel après l'article 32 -

Amendement n° 31 rectifié bis, (Perquisition pénale - Présence de l'avocat) : p. 13612 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 111 rectifié bis** (Contrebande de tabac - Délits - Contrebande de tabac - Délits commis en bande organisée) : p. 13613 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 12 rectifié quater** (Procès-verbal dématérialisé prenant la forme d'un enregistrement audio - Expérimentation) : p. 13613 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 166 rectifié ter** (Données issues d'objets connectés dans le cadre d'une enquête judiciaire - Remise rapport au Parlement) : p. 13614 - **Article 33** (art. 43 et 60 du code de procédure pénale, art. L. 234-4, L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route - Dispositions diverses de simplification) : p. 13615 p. 13616 p. 13617 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 105 rectifié bis** (Légitime défense - Prise en compte de l'état de la victime au moment de la riposte) : p. 13618 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 106 rectifié bis** (Légitime défense - Cas de présomption de légitime défense) : p. 13619 p. 13620 p. 13621 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 107 rectifié bis** (Périodes de sûreté - Incompressibilité) : p. 13621 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 32 rectifié** (Enquête préliminaire - Accès au dossier) : p. 13622 - **Article 34** (art. 85, 86, 392-1, 706-104 [nouveau] et 706-24-2 [abrogé] du code de procédure pénale - Continuité des actes d'enquête lors de la saisine du juge d'instruction et recevabilité des plaintes avec constitution de partie civile) : p. 13624 p. 13625 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 71 rectifié** (Grief - Démonstration) : p. 13625

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 35** (art. 81, 97, 142-6, 142-7 et 706-71 du code de procédure pénale et art. 51-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Mesures diverses de simplification du déroulement de l'instruction) : p. 13635 p. 13636 p. 13637 p. 13639 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 270 rectifié** (Irresponsabilité pour troubles psychiques ou neuropsychiques - Précisions) : p. 13640 - **Article 36** (art. 41-4, 41-6, 84-1, 170-1 [nouveau], 175, 180-1, 185, 706-153 et 778 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la clôture et au contrôle de l'instruction) : p. 13642 p. 13643 p. 13644 - **Article 37** (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 13648 p. 13649 p. 13650 p. 13651 - **Article 38** (art. 41-1, 41-1-1 [abrogé], 41-2, 41-3-1 [nouveau], 495-8 et 495-11 [nouveaux] du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites, à la composition pénale et à la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) : p. 13653 p. 13654 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 296 rectifié** (art. 459 du code de procédure pénale - Actualisation) : p. 13655 - **Article 39** (art. 388-5, 393, 393-1, 394, 397-1-1 [nouveau] et 397-2 du code de procédure pénale - Dispositions relatives au tribunal correctionnel) : p. 13656 p. 13658 p. 13659 p. 13660 - **Article 40** (art. 398-1, 495, 495-1 et 495-3 du code de procédure pénale - Extension du champ d'application de la procédure de jugement à juge unique et de l'ordonnance pénale) : p. 13674 p. 13675 - **Article 41** (art. 502 et 509 du code de procédure pénale - Effet dévolutif de l'appel en matière correctionnelle et formation à juge unique de la chambre des appels correctionnels) : p. 13677 p. 13678 - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 13680 p. 13681 p. 13682 p. 13683 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 179** (Délit d'entreprise individuelle terroriste - Définition) : p. 13685 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 181 rectifié** (Surveillance et livraisons surveillées - Cadre procédural - Clarification) : p. 13687 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 365** (Lutte contre le terrorisme - Organisation judiciaire - Amélioration) : p. 13690 - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 567, 567-2, 574-1 et 574-2, 584 et 585

[abrogés], 585-1, 586, 588, 590-1 et art. 858 [abrogé] du code de procédure pénale, art. 58 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 49 [abrogé] de la loi n° 83-520 du 27 juin 1983 rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) : p. 13695 - **Article 43** (art. 131-3, 131-5-1, 131-6, 131-7 [abrogé], 131-8, 131-9, 131-16, 131-35-1 et 131-35-2 [abrogés], 131-36, 221-8, 222-44, 222-45, 224-9, 225-19, 225-20, 227-32 [abrogé], 311-14, 312-13, 321-9, 322-15 du code pénal ; l'art. 32 et l'art. 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Echelle des peines correctionnelles) : p. 13699 p. 13700 p. 13701 p. 13702

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 56 rectifié bis** (Délits et crimes punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement - Peine complémentaire générale) : p. 13838 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 58 rectifié bis** (Etat de récidive légale) : p. 13839 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendements n° 57 rectifié bis et 72 rectifié bis** (Révocation du sursis - Limitation) : p. 13840 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 119 rectifié bis** (Révision in favorem - Création) : p. 13843 - **Article 44** (art. 41 et 81 du code de procédure pénale ; art. 132-70-1 du code pénal - Développement des enquêtes pré-sentencielles) : p. 13844 p. 13845 - **Article 45** (art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-7-1, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement) : p. 13851 p. 13852 p. 13853 p. 13854 p. 13856 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° 268 rectifié bis** (Auteurs de violences conjugales - Maintien à distance des victimes) : p. 13859 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° 140** (Cour de révision - Saisine - Elargissement) : p. 13860 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° 141** (Réhabilitation judiciaire - Elargissement) : p. 13861 - **Article 45 bis (nouveau)** (art. 709-2 du code de procédure pénale - Rapport annuel sur l'exécution des peines) : p. 13861 p. 13862 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 139** (Peines alternatives - Groupes de travail) : p. 13863 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 142** (Peines alternatives - Groupes de travail) : p. 13863 - **Article 45 ter (nouveau)** (art. 131-36-1, art. 131-36-2 et 132-36-3 [abrogés], 131-36-4, 131-36-12, art. 221 9-1 et 221-15 [abrogés], art. 222-48-1, art. 222-65, 224-10, 227-31 et 421-8 [abrogés] du code pénal et art. 763-3, 763-5 et 763-10 du code de procédure pénale - Elargissement du champ d'application du suivi socio-judiciaire) : p. 13864 p. 13865 - **Article additionnel après l'article 45 ter - Amendement n° 114 rectifié ter** (Recours à la surveillance électronique - Extension) : p. 13866 - **Article additionnel après l'article 45 ter - Amendement n° 115 rectifié ter** (Recours à la surveillance électronique - Extension) : p. 13866 - **Article 46** (art. 132-40, 132-41, 132-41-1 [nouveau], 132-42, 132-43, 132-45, 132-47, 132-48, 132-50, 132-52, 132-53 ; art. 132-54 à 132-57 du code pénal et art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Création du sursis probatoire) : p. 13870 p. 13871 p. 13872 - **Article 47** (art. 739, 740, 741-1, 741-2 [nouveau], 742, 743, 745 et 747 du code de procédure pénale - Création du sursis probatoire) : p. 13875 - **Article 48 (Supprimé)** (art. 713-42 à 713-44 du code de procédure pénale - Modalités d'exécution de la peine de détention à domicile sous surveillance électronique) : p. 13876 - **Article additionnel après l'article 48 - Amendement n° 108 rectifié bis** (Seconde libération conditionnelle - Impossibilité) : p. 13877 - **Article 49** (art. 720 du code de procédure pénale - Libération sous contrainte) : p. 13878 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 60 rectifié bis** (Risque de trouble à l'ordre public - Aménagement des peines - Rejet) : p. 13879 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 61 rectifié bis** (Libération conditionnelle - Nécessité d'avoir effectué deux tiers de sa peine) : p. 13880 - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 104 rectifié bis** (Détenus radicalisés condamnés pour des faits de terrorisme - Régime spécial d'exécution des peines) : p. 13881 - **Article additionnel après**

l'article 49 - Amendement n° 62 rectifié bis (Examen obligatoire de libération conditionnelle aux deux-tiers de la peine - Suppression) : p. 13882 - **Article 50** (art. 710, 711, 712-4-1 [nouveau], 712-5, 723-1, 723-3, 723-7, 730-2, 747-1 747-1-1, 747-1-2 et 747-2 [abrogé] du code de procédure pénale - Simplification des procédures) : p. 13883 p. 13884 - **Article 50 bis (nouveau)** (art. 707-1-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Création d'une agence de l'exécution des peines) : p. 13884 p. 13885 - **Article additionnel après l'article 50 bis - Amendement n° 203 rectifié** (Exercice du droit de vote pour les détenus - Nouvelle modalité) : p. 13887 - **Article additionnel après l'article 50 bis - Amendement n° 202 rectifié bis** (Affectation de prévenus en établissement pour peines) : p. 13889 - **Article 51** (art. 100 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Allègement des procédures en matière de construction des établissements pénitentiaires et report du moratoire sur l'encellulement individuel) : p. 13895 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 64 rectifié ter** (Palpations systématiques des visiteurs) : p. 13897

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2018) - **Article additionnel avant l'article 52 - Amendement n° 66 rectifié bis** (Abaissement de la majorité pénale à 16 ans) : p. 13953 - **Article additionnel avant l'article 52 - Amendement n° 67 rectifié bis** (Travaux d'intérêt général - Abaissement à l'âge de 13 ans) : p. 13954 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 14 rectifié** (Jeunes délinquants - Encadrement militaire volontaire) : p. 13956 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 75 rectifié bis** (Aide juridictionnelle - Auteurs d'actes terroristes - Suppression) : p. 13957 p. 13959 - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 1635 bis O [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) : p. 13961 - **Article 52 ter (nouveau)** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) : p. 13962 - **Article 52 quater (nouveau)** (art. 21 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire des organismes sociaux par les bureaux d'aide juridictionnelle pour apprécier les ressources du demandeur) : p. 13963 - **Article 52 quinquies (nouveau)** (art. 44 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Attribution au Trésor public du recouvrement des sommes à récupérer versées au titre de l'aide juridictionnelle) : p. 13964 - **Article additionnel après l'article 52 quinquies - Amendement n° 74 rectifié** (Aide juridictionnelle - Personnes morales - Encadrement) : p. 13964 p. 13965 - **Article additionnel avant l'article 53 - Amendement n° 306 rectifié** (Greffes de tribunaux - Délocalisation) : p. 13966 - **Article 53** (art. L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-1 [nouveau], L. 211-4-2 [nouveau], L. 211-5 [abrogé], L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-9-3 [nouveau], L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-6-1 [nouveau], L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-6, L. 213-7, L. 213-8-1 [nouveau], L. 213-9, L. 215-1 et L. 215-3 à L. 215-7 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1, L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. 39-4 [nouveau], 52-1, 80 et 712-2 du code de procédure pénale et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10, L. 744-1 du code de commerce et L. 121-1 du code des procédures civiles d'exécution et L. 1134-10, L. 1422-1, L. 1423-11, L. 1454-2, L. 1521-3, L. 2323-4, L. 2323-39, L. 2325-38, L. 2325-40, L. 2325-55, L. 3252-6 [abrogé], L. 7112-4 du code du travail et art. L. 4261-2, L. 4262-2 du code des transports - Fusion du tribunal de grande instance avec les tribunaux d'instance de son ressort, maintenus sous forme de chambres détachées, suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance, possibilité de spécialisation de certains tribunaux de grande instance en matière civile et pénale, désignation de procureurs de la République chefs de file au niveau départemental et regroupement départemental des juges d'instruction et des juges de l'application des peines) : p. 13970 p. 13974 p. 13977 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 301 rectifié** (Juristes assistants à temps partiel

- *Suppression*) : p. 13977 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 251** (TGI compétents en matière de marques) : p. 13978 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 250** (Délits de contrefaçon - Tribunaux compétents) : p. 13979 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 252** (Tribunal de la propriété intellectuelle - Création) : p. 13980 - **Article 54 (Supprimé)** (Expérimentation dans deux régions de l'attribution de fonctions d'animation et de coordination à certains chefs de cour pour plusieurs cours d'appel et de la spécialisation de certaines cours d'appel en matière civile) : p. 13981 - **Article 55** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour tirer les conséquences de la suppression du tribunal d'instance et de sa fusion au sein du tribunal de grande instance) : p. 13982 p. 13983 - **Article 55 bis (nouveau)** (art. L. 111-5 du code des procédures civiles d'exécution - Force exécutoire des actes dressés par un notaire exerçant dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, au sujet d'une prétention ayant pour objet le paiement d'une somme d'argent déterminable) : p. 13983 - **Article 56** (Modalités particulières d'entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) : p. 13984 - **Article 57** (art. 11-4 [nouveau] de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile, art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, art. L. 243-1, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-2, L. 245-1 et L. 245-2 du code de la route, art. L. 3826-3 du code de la santé publique, art. 69 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 44 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Application dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises de certaines dispositions du projet de loi) : p. 13986 p. 13987

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019).** - (17 octobre 2018) - **Article 1er A (nouveau)** (art. 2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durées minimale et maximale d'affectation des magistrats au sein d'une même juridiction) : p. 13995 - **Article 1er B (nouveau)** (art. 2-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Règles de mobilité des magistrats au terme de leur durée maximale d'affectation au sein d'une même juridiction) : p. 13997 - **Article 1er** (art. 3 et 3-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Suppression des fonctions de premier vice-président chargé du service d'un tribunal d'instance) : p. 13998 - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 3-2 et 21-2 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nouvelles possibilités de collaboration entre magistrats du siège) : p. 13998 - **Article 1er ter (nouveau)** (art. 12-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Articulation entre les critères de nomination et d'évaluation des chefs de juridiction) : p. 13999 - **Article 1er quater (nouveau)** (art. 14 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Obligation de formation pour les chefs de cour et de juridiction) : p. 13999 - **Article 1er quinquies (nouveau)** (art. 3-2 et 21-2 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nouvelles possibilités de collaboration entre magistrats du siège) : p. 13999 - **Article 1er sixies (nouveau)** (art. 28 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de conseiller référendaire ou d'avocat général référendaire à la Cour de cassation) : p. 14000 - **Article 1er septies (nouveau)** (art. 28-1 A et 28-1 B [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Critères de nomination des chefs de juridiction) : p. 14001 - **Article 1er octies (nouveau)** (art. 28-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi

organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de chef de juridiction, pour les magistrats du premier grade) : p. 14001 - **Article 2** (art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Suppression de la fonction spécialisée de juge d'instance et introduction d'une durée minimale de quatre années pour l'exercice des fonctions spécialisées dans la même juridiction) : p. 14002 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 37 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de premier président d'une même cour d'appel) : p. 14002 - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 37-1 A et 38-1-1 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Critères de nomination des chefs de cour) : p. 14003 - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de procureur général près une même cour d'appel) : p. 14004 - **Article 2 quinquies (nouveau)** (art. 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Durée minimale d'exercice des fonctions de chef de juridiction, pour les magistrats hors hiérarchie) : p. 14004 - **Article 4** (art. 41-10 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Possibilité pour les magistrats à titre temporaire d'exercer leurs fonctions dans les chambres détachées du tribunal de première instance) : p. 14005 - **Article 5** (art. 41-11 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Coordinations avec la suppression du tribunal d'instance dans le régime des magistrats à titre temporaire) : p. 14005 - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 2, 3, 3-1, 12-1, 13, 28, 28-2, 28-3, 32, 38-2, 41-10, 41-13, 41-14, 41-25, 41-26, 41-28, 41-29, 72-3 et 76-1-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Coordinations concernant la création du tribunal de première instance) : p. 14006 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 19** (Procureur de la République antiterroriste - Création) : p. 14006 - **Article 8 A (nouveau)** (art. 1er, 2, 4-1 et 15 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Coordinations concernant la création du tribunal de première instance) : p. 14007 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 22** (Juge des contentieux de la protection) : p. 14008 - **Article 10** (Conditions d'entrée en vigueur différée de certaines dispositions du projet de loi organique) : p. 14008

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** - (23 octobre 2018) - **Explications de vote communes** : p. 14051 p. 14052 p. 14054 p. 14055

- **Débat sur le thème « La crise migratoire : quelle gestion européenne ? »** - (30 octobre 2018) : p. 14824 p. 14825

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suicides dans la police** - (13 novembre 2018) : p. 15321

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Justice

- (1er décembre 2018) : p. 17509 p. 17514

Santé

- (6 décembre 2018) - **État B** : p. 18109

Immigration, asile et intégration

- (6 décembre 2018) : p. 18136

BUIS (Bernard)
sénateur (Drôme)
LaREM

Devenu sénateur le 17 novembre 2018 (en remplacement de M. Didier Guillaume, membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 21 novembre 2018.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Russie - Communication.

BUZYN (Agnès)
ministre des solidarités et de la santé

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1179 du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation outre-mer de dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et adaptant certaines dispositions relatives à l'interruption volontaire de grossesse en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française [n° 212 (2017-2018)] (12 janvier 2018) - **Outre-mer - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1178 du 19 juillet 2017 relative à l'adaptation du code de la santé publique à Mayotte [n° 214 (2017-2018)] (12 janvier 2018) - **Outre-mer - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2018-3 du 3 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie, n° 2018-4 du 3 janvier 2018 relative à la simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds et n° 2018-17 du 12 janvier 2018 relative aux conditions de création et de fonctionnement des centres de santé [n° 578 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation de la taxe d'habitation pour les communes** - (22 novembre 2018) : p. 16654

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) - **État B** : p. 17546

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79 ter (nouveau)** (*art. L. 2334-22-1 du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un mécanisme de « sortie en sifflet » pour la troisième fraction de la dotation de solidarité rurale*) : p. 17992

l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Nouvelle lecture [n° 217 (2017-2018)] - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 601

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les EHPAD (I)** - (1er février 2018) : p. 841

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût et le financement des EHPAD** - (1er février 2018) : p. 843

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'expérimentation de la CPAM sur les arrêts maladie** - (1er février 2018) : p. 844

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les EHPAD (II)** - (1er février 2018) : p. 846 p. 847

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 855 p. 856 p. 863 - **Article 1er** (*Champ des personnes éligibles au dispositif d'indemnisation*) : p. 865 p. 866 p. 867 - **Article 2** (*Création et organisation du Fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques*) : p. 868 - **Article 3** (*Droits et devoirs du demandeur*) : p. 869 p. 870 p. 871 p. 872 - **Article 4** (*Présentation des offres et paiement par le fonds*) : p. 873 - **Article 5** (*Droit d'action en justice des demandeurs contre le fonds*) : p. 874 - **Article 6** (*Recours du fonds contre des tiers, actions subrogatoires*) : p. 874 - **Article 7** (*art. L. 253-8-2 du code rural et de la pêche maritime - Modalités de financement du fonds*) : p. 876 - **Article 8** (*Régime de la prescription*) : p. 876 - **Article 9 (nouveau)** (*Modalités d'application de la loi et dispositions transitoires*) : p. 877 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 880

- **Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 239 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 882 - **Article 22** : p. 892

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le chlordécone** - (6 février 2018) : p. 950

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les hôpitaux** - (15 février 2018) : p. 1532
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux** - (15 février 2018) : p. 1533
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la santé en Guadeloupe** - (15 février 2018) : p. 1535
- **Question orale sans débat sur la baisse de la densité médicale dans 86 départements** - (6 mars 2018) : p. 1885
- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par les donneurs d'organes ultramarins** - (6 mars 2018) : p. 1886
- **Question orale sans débat sur la toxicomanie dans le nord-est parisien** - (6 mars 2018) : p. 1887
- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2008 p. 2009 p. 2023 p. 2023 p. 2024
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les maladies rares et la politique de santé publique** - (13 mars 2018) : p. 2201
- **Question orale sans débat sur la fermeture de la maternité de Creil** - (20 mars 2018) : p. 2403
- **Question orale sans débat sur la reconnaissance des maladies des dockers** - (20 mars 2018) : p. 2404
- **Question orale sans débat sur la situation du centre hospitalier de Valenciennes** - (20 mars 2018) : p. 2405
- **Question orale sans débat sur le risque d'une crise sanitaire sans précédent** - (20 mars 2018) : p. 2406 p. 2407
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le système de santé des travailleurs transfrontaliers** - (20 mars 2018) : p. 2439
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la médecine** - (20 mars 2018) : p. 2440
- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3361 p. 3363 p. 3364 p. 3365 p. 3366 p. 3367 p. 3368 p. 3369 p. 3370 p. 3371 p. 3372 p. 3373 p. 3374 p. 3375
- **Débat sur la constitutionnalisation de l'IVG** - (3 avril 2018) : p. 3385 p. 3386
- **Débat : « Quelles perspectives pour les études de médecine ? »** - (5 avril 2018) : p. 3495 p. 3497 p. 3498 p. 3499 p. 3500 p. 3501 p. 3502 p. 3503 p. 3504 p. 3505
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la seconde journée de solidarité** - (19 avril 2018) : p. 4113 p. 4114
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les plans régionaux de santé** - (19 avril 2018) : p. 4119
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le SAMU de Strasbourg** - (15 mai 2018) : p. 4239
- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)] (suite)** - (16 mai 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement 4 (Pension minimale des conjoints collaborateurs non salariés agricoles - Revalorisation)** : p. 4300 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement 5 (Assurés reconnus inaptes au travail - Points gratuits de retraite complémentaire)** : p. 4301 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »)** : p. 4319 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4321 p. 4324 p. 4325 p. 4326
- **Débat sur le thème : « Comment repenser la politique familiale en France ? »** - (17 mai 2018) : p. 4361 p. 4363 p. 4364 p. 4365 p. 4366 p. 4367 p. 4368 p. 4370 p. 4371 p. 4372
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des personnes handicapées** - (24 mai 2018) : p. 4635
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les urgences dans les hôpitaux en outre-mer** - (29 mai 2018) : p. 4657
- **Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 524 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5516
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce de la suppression des pensions de réversion** - (12 juin 2018) : p. 5722 p. 5723
- **Question orale sans débat sur le statut des psychologues** - (19 juin 2018) : p. 6197
- **Question orale sans débat sur la situation dans les établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du département du Puy-de-Dôme** - (19 juin 2018) : p. 6199
- **Question orale sans débat sur la société commerciale MédecinDirect** - (19 juin 2018) : p. 6199
- **Question orale sans débat sur le dépistage néonatal de la drépanocytose** - (19 juin 2018) : p. 6200
- **Question orale sans débat sur la pénurie de médicaments** - (19 juin 2018) : p. 6201
- **Question orale sans débat sur la rupture d'approvisionnement et de stock dans les pharmacies d'officine** - (19 juin 2018) : p. 6203
- **Question orale sans débat sur les conditions d'accueil dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (19 juin 2018) : p. 6204
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gabegie des mutuelles** - (21 juin 2018) : p. 6429
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'expérimentation du revenu de base et la pauvreté** - (21 juin 2018) : p. 6434
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion** - (21 juin 2018) : p. 6438
- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) : p. 6733
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la désertification médicale** - (26 juin 2018) : p. 6733 p. 6734
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux en Guyane et en métropole** - (26 juin 2018) : p. 6734
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion (I)** - (10 juillet 2018) : p. 9434
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion (II)** - (10 juillet 2018) : p. 9441
- **Question orale sans débat sur le statut des aides à domicile et des aides-soignants** - (31 juillet 2018) : p. 13218
- **Question orale sans débat sur la situation des salariés du secteur de l'accompagnement à domicile** - (31 juillet 2018) : p. 13219
- **Question orale sans débat sur la remise en cause du droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Sarthe** - (31 juillet 2018) : p. 13220
- **Question orale sans débat sur l'augmentation des agressions de professionnels de santé** - (31 juillet 2018) : p. 13221

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la clause de conscience IVG** - (2 octobre 2018) : p. 13344

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des retraites** - (11 octobre 2018) : p. 13664 p. 13665

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du comité interministériel du handicap** - (8 novembre 2018) : p. 15104

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15243 p. 15246 p. 15274

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2018) : p. 15285

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] (suite)**

Deuxième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 4** (art. L. 138-16, L. 221-1 et L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale ; art. 95 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - *Suppression du fonds de financement de l'innovation pharmaceutique, FFIP*) : p. 15291 - **Article 6** (Rectification de l'ONDAM et des sous-objectifs de l'ONDAM 2018) : p. 15296

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - *Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs*) : p. 15403 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 491** (Taxation des retraites chapeau les plus importantes - *Augmentation*) : p. 15403 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 168 rectifié quater** (Médecins retraités - *Cotisations retraite - Exonération partielle*) : p. 15405 p. 15406 p. 15407 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 242 rectifié ter** (Rattrapage de la fiscalité pesant sur les spiritueux produits en Outre-mer - *Etalement sur 10 ans - Concertation et négociation*) : p. 15414 - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - *Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone*) : p. 15418 p. 15422 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié bis** (Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente des produits alimentaires à référence alcoolique - *Taxation*) : p. 15426 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié ter** (Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente des produits alimentaires à référence alcoolique - *Taxation*) : p. 15428 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 103 rectifié ter** (Taxe existante sur les « Premix » - *Extension*) : p. 15430 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 117 rectifié et 316 rectifié bis** (Professionnels libéraux pluriactifs - *Cotisation proportionnelle au premier euro*) : p. 15431 - **Article 10 bis (nouveau)** (Rapport au Parlement sur les régimes sociaux applicables aux activités saisonnières de courte durée des travailleurs indépendants) : p. 15432 p. 15433 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 494** (Hausse de la CSG - *Annulation*) : p. 15434 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 495** (Cotisations salariales supprimées dans le cadre du PLFSS 2018 - *Rétablissement*) : p. 15434 - **Article 11** (art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - *Atténuation du franchissement du seuil d'assujettissement de la CSG au taux normal sur les revenus de remplacement*) : p. 15435 p. 15438 p. 15440 p. 15441 - **Article additionnel après l'article 11 -**

Amendement n° 427 rectifié bis (Cotisations sociales pour les artistes-auteurs - *Compensation*) : p. 15442 p. 15444 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 376 rectifié ter** (Taxe sur les distributeurs de tabac - *Réintégration dans les droits d'accise*) : p. 15445 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 500** (Revenus financiers des sociétés - *Cotisation sociale*) : p. 15446 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 497** (Contribution de Solidarité des Actionnaires (CSA) - *Création*) : p. 15446 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 501** (Assurances santé à but lucratif - *Taxation*) : p. 15447 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 498** (Etablissements publics de santé - *Exonération de la taxe sur les salaires (TS)*) : p. 15448 - **Article 11 ter (nouveau)** (art. L. 137-6 du code de la sécurité sociale - *Limitation du forfait social dans les petites et moyennes entreprises*) : p. 15449 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° 499 rectifié**, (Allègement de la fiscalité sur les actions gratuites - *Suppression*) : p. 15450 - **Article 12** (art. L. 242-2 et L. 862-4-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Sécurisation de la participation des organismes complémentaires santé au financement des nouveaux modes de rémunérations*) : p. 15451 p. 15452 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 504** (Contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises exploitant une ou plusieurs spécialités pharmaceutiques - *Augmentation*) : p. 15453 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 59** (Participation exceptionnelle des organismes complémentaires d'assurance maladie à l'équilibre des comptes de la sécurité sociale) : p. 15453 p. 15454 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 185 rectifié ter, 207 rectifié bis, 221 rectifié ter et 251 rectifié ter** (Pratiques de différenciation des remboursements opérées par certains organismes complémentaires - *Limitation*) : p. 15456 - **Article 13** (art. L. 133-5-6, L. 133-5-10, L. 243-16 [nouveau], L. 244-2, L. 613-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 712-2, L. 712-3, L. 724-7-2 [nouveau], L. 725-3 et L. 725-24 du code rural et de la pêche maritime ; art. 42 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 ; art. 14 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - *Poursuivre la simplification de la déclaration et du recouvrement des cotisations*) : p. 15458 p. 15459 p. 15460 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 274 rectifié bis** (Comité des abus de droit - *Information des professionnels*) : p. 15461 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 273 rectifié bis** (Travail dissimulé - *Signature du procès-verbal par le directeur de l'organisme effectuant le recouvrement*) : p. 15462 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 279 rectifié bis** (Procédure d'annulation de la commission de recours amiable par l'autorité de tutelle - *Amélioration*) : p. 15462 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 267 rectifié bis** (Cas de difficultés rencontrées au cours de la vérification URSSAF - *Vérification - Interlocuteur saisi par le cotisant*) : p. 15463 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 264 rectifié bis** (URSSAF - *Prolongation de la procédure contradictoire*) : p. 15464 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 272 rectifié bis** (URSSAF - *Recouvrement des cotisations - Contentieux du recouvrement - Saisine préalable de la commission de recours amiable par le débiteur*) : p. 15464 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 266 rectifié bis** (URSSAF - *Possibilité d'un débat oral et contradictoire avec l'inspecteur du recouvrement*) : p. 15465 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 263 rectifié bis** (URSSAF - *Contrôle - Lettre mentionnant les observations - Caractère suspensif - Délai*) : p. 15466 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 278 rectifié bis** (Travail dissimulé - *Constataion de l'infraction - Transmission obligatoire du PV au contrevenant*) : p. 15466 - **Article 15** (art. L. 138-10 à L. 138-15 du code de la sécurité sociale - *Refonte du mécanisme de sauvegarde applicable aux dépenses de médicaments*) : p. 15469 p. 15470 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 19 rectifié bis, 150 rectifié quater, 216 rectifié et 443 rectifié** (Médicaments génériques - *Exclusion de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) : p. 15472 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 215**

rectifié (Taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros de médicaments - Diminution) : p. 15474 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 531 rectifié** (Contribution sur les laboratoires qui fabriquent les vaccins) : p. 15475 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 233 rectifié quinquies** (Entreprises pharmaceutiques s'engageant sur des investissements en France - Abattement de contributions) : p. 15476

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 16** (art. L. 131-6 et L. 136-3 du code de la sécurité sociale ; art. 15 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Clarification des modalités de calcul des cotisations sociales des travailleurs indépendants) : p. 15489 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 4 rectifié decies** (Agents des organismes de sécurité sociale - Jour de carence) : p. 15520 - **Article 20** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Reprise par la Cades des déficits portés en trésorerie par l'Acoss) : p. 15522 p. 15523 - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 421-21 et L. 757-1 du code de l'éducation - Maintien dans le régime spécial des marins des élèves et étudiants des lycées professionnels maritimes et de l'école nationale supérieure maritime) : p. 15523 - **Article 20 ter (nouveau)** (art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Exception à l'affiliation au régime général de sécurité sociale pour les experts désignés par le juge judiciaire pour accomplir des expertises médicales, psychiatriques ou psychologiques) : p. 15524 - **Article additionnel après l'article 20 quater - Amendement n° 466 rectifié bis** (Transfert de la protection sociale des travailleurs indépendants au régime général - Compensation financière) : p. 15525 - **Article additionnel après l'article 20 quater - Amendement n° 468 rectifié bis** (CIPAV - Droit d'option - Report au 1er janvier 2021) : p. 15525 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 513** (Impact des mesures d'exonération - Rapport au Parlement) : p. 15527 - **Article 26 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 15531 p. 15537 p. 15541

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 27** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale - Extension du dispositif de paiement à la qualité des établissements de santé) : p. 15544 p. 15546 p. 15547 p. 15548 p. 15549 p. 15550 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 516** (Non respect du CAQES - Sanctions financières - Abrogation) : p. 15551 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 260 rectifié bis** (Dispositif de sanction du CAQES - Suppression) : p. 15552 - **Article 28** (art. L. 162-22-6-2 [nouveau], L. 162-22-10, L. 162-22-12 et L. 162-22-15 du code de la sécurité sociale - Financement forfaitaire de pathologies chroniques) : p. 15554 p. 15555 p. 15556 - **Article 29** (art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale - Amplifier la portée du dispositif d'innovation du système de santé) : p. 15558 p. 15559 p. 15560 p. 15561 p. 15563 p. 15564 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 126 rectifié ter** (Actes de télémédecine et de téléconsultation - Intégration dans le droit commun tarifaire) : p. 15565 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 127 rectifié bis** (Commissions de contrôle de la tarification à l'activité - Composition paritaire) : p. 15565 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 51 rectifié bis, n° 110 rectifié ter et n° 584 rectifié** (Transports inter-établissements - Publication annuelle des tarifs) : p. 15567 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 412 rectifié** (Comité technique de l'innovation en santé - Composition) : p. 15568 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 397 rectifié bis et n° 571 rectifié bis** (Fédérations hospitalières - Possibilité d'expérimentation) : p. 15569 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 572 rectifié bis** (Tarifs des actes médicaux - Avis préalable des fédérations hospitalières) : p. 15570 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 124 rectifié ter et n° 178 rectifié ter** (Absence de publication des tarifs des établissements de santé au 1er mars - Avance automatique de trésorerie) : p. 15571 -

Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 564 rectifié bis (Fonds d'intervention régional - Utilisation des dotations - Bilan annuel) : p. 15571 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 109 rectifié bis** (Établissements d'hospitalisation à domicile - Continuité des soins - Rapport au Parlement) : p. 15572 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 395 rectifié** (Évolution des dépenses de personnels des établissements de santé - Rapport) : p. 15573 - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 6122-5 du code de la santé publique et art. L. 162-30-3 du code de la sécurité sociale - Obligation d'élaborer un programme d'amélioration de la pertinence des soins en cas d'écart significatifs de pratiques constatés dans un établissement de santé) : p. 15574 - **Article 29 ter (nouveau)** (art. L. 6145-16-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les établissements publics de santé de déroger au plafond du taux d'usure) : p. 15574 p. 15575 p. 15576 - **Article 29 quater (nouveau)** (art. L. 162-5 et L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale - Inclusion des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires dans le champ des accords-cadres) : p. 15577 p. 15580 p. 15581 p. 15582 p. 15583 - **Article 29 quinquies (nouveau)** (Création d'un forfait expérimental de réorientation pour les urgences hospitalières) : p. 15586 - **Article 29 sexies (nouveau)** (art. L. 162-22-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Remboursement à l'assurance maladie des actes et séjours réalisés par des établissements non autorisés) : p. 15589 - **Article additionnel après l'article 29 sexies - Amendement n° 538 rectifié** (Fermeture des services de santé - Moratoire) : p. 15590 p. 15592 - **Article 29 septies (nouveau)** (art. L. 162-31-1 du code de la santé publique - Inscription de l'éducation thérapeutique dans le champ des expérimentations) : p. 15593 - **Article 29 octies (nouveau)** : p. 15594 - **Article 30** (art. L. 213-1, L. 642-4-2 [nouveau] et L. 644-2 du code de la sécurité sociale - Simplification de l'exercice libéral à titre accessoire pour les médecins remplaçants, régime simplifié des professions médicales) : p. 15595 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 165 rectifié bis** (Installation des médecins libéraux - Régulation) : p. 15597 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 166 rectifié ter et n° 365 rectifié** (Refus d'installation - Déremboursement) : p. 15598 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 366 rectifié bis** (Besoins médicaux - Rapport au Parlement) : p. 15599 - **Article 31** (art. L. 4041-2, L. 4041-3 et L. 4042-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale - Étendre l'objet des Sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires (SISA) aux pratiques avancées) : p. 15600 p. 15601 - **Article 32** (art. L. 161-38, L. 162-2-3 [nouveau], L. 162-5, L. 162-5-15, L. 162-5-16, L. 162-5-18 [nouveau] et L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale - Renforcer l'usage du numérique et le partage d'information pour améliorer la qualité de la prise en charge) : p. 15603 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 132 rectifié quater** (Téléradiologie - Définition des actes) : p. 15604 p. 15605 - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 161-35 et L. 323-3 du code de la sécurité sociale - Prescription dématérialisée des arrêts de travail et simplification des conditions d'accès au temps partiel thérapeutique) : p. 15606 p. 15607 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 46 rectifié quater, n° 287 rectifié ter, n° 475 rectifié bis et n° 523 rectifié** (Indemnité journalière - Absence d'activité professionnelle donnant lieu à des rémunérations) : p. 15608 - **Article 33** (art. L. 133-4, L. 162-9, L. 165-1, L. 165-1-4 [nouveau], L. 165-2, L. 165-9 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale ; L. 2132-2-1 et L. 2134-1 du code de la santé publique - Une santé sans frais en optique, aides auditives et prothèses dentaires) : p. 15611 p. 15612 p. 15613 p. 15614 p. 15615 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 439 rectifié** (Outre-mer - Coefficients géographiques - Tarifs de sécurité sociale) : p. 15616

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 39 rectifié bis, n° 238 rectifié bis et n° 401 rectifié** (Étudiants en orthoptie - Possibilité de stages pratiques en cabinet d'orthoptie de ville) : p. 15627 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 576 rectifié bis** (Modalités de prise en charge intégrale de tous les moyens de contraception existants par

l'assurance maladie - Rapport) : p. 15628 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 581 rectifié** (*Travail temporaire des praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé - Bilan*) : p. 15630 - **Article 34** (art. L. 114-17-1, L. 142-3, L. 160-1, L. 160-3, L. 160-15, L. 162-1-21, L. 162-9, L. 162-16-7, L. 162-40, L. 165-6, L. 211-1, L. 752-4 ; L. 861-1 à L. 861-8, L. 861-10, L. 861-11 [nouveau], L. 862-1, L. 862-2, L. 862-4, L. 862-6, L. 862-7, L. 863-1, L. 863-7-1, L. 864-1, L. 864-2, L. 871-1 et L. 911-7-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 723-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 251-1 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 1110-3, L. 1511-1 et L. 6122-15 du code de la santé publique ; art. L. 1113-1 du code des transports ; art. 34 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle - Amélioration du recours aux dispositifs d'aide à la couverture complémentaire santé) : p. 15635 p. 15636 p. 15638 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 566 rectifié** (*Taux de non-recours aux droits pour les personnes sortant du dispositif de l'aide sociale à l'enfance - Rapport*) : p. 15638 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 528** (*Dépassements d'honoraires médicaux - Plafond*) : p. 15640 - **Article 36** (art. L. 169-14 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales ; art. 20-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte - Gestion et financement des dispositifs de prise en charge exceptionnelle par l'assurance maladie) : p. 15642 - **Article 37** (art. L. 2132-2 et L. 2421-1 du code de la santé publique ; art. L. 160-9, L. 160-14 et L. 162-1-22 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Modification du calendrier des examens de santé obligatoires des jeunes de moins de dix-huit ans) : p. 15643 - **Article 38** (art. L. 137-27 et L. 221-1-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds de lutte contre les addictions liées aux substances psychoactives) : p. 15645 p. 15646 p. 15647 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 306 rectifié** (« Taxe soda » - Amélioration) : p. 15647 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 135 rectifié** (*Cancers pédiatriques - Suivi des assurés après leur majorité et cinq ans après le dernier traitement - Rapport*) : p. 15648 - **Article 38 bis (nouveau)** (*Rapport au Parlement sur les dépenses de prévention des addictions*) : p. 15649 - **Article 39** (art. L. 4161-1 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique ; art. L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation de l'expérimentation portant sur la vaccination antigrippale par les pharmaciens) : p. 15650 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 341** (*Prévention pour les assurés âgés de 11 à 14 ans - Financement par le fonds d'intervention régional d'une consultation unique - Expérimentation*) : p. 15651 - **Article 39 bis (nouveau)** (*Soutien au développement de la vaccination contre les infections liées aux papillomavirus humains*) : p. 15652 p. 15653 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendements n° 10 rectifié quater, n° 50 rectifié ter, n° 288 rectifié, n° 368 rectifié ter et n° 590 rectifié** (*Télé-orthophonie - Expérimentation*) : p. 15656 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendement n° 344** (*Vaccination antigrippale des enfants - Expérimentations*) : p. 15658 - **Article 40** (art. L. 2112-8 et L. 2135-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 174-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Prise en charge de l'intervention précoce pour l'autisme et les troubles du neuro-développement) : p. 15661 p. 15662 p. 15664 p. 15666 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 141 rectifié bis** (*Structures médico-sociales - Délégation de la compétence tarifaire par conventionnement - Expérimentation*) : p. 15667 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 398 rectifié** (*Enfants souffrant de troubles neuro-comportementaux ou neuro-cognitifs - Diagnostic et accompagnement - Prise en charge par la sécurité sociale*) : p. 15668 - **Article additionnel après l'article 40 -**

Amendement n° 399 rectifié (*Troubles psychiques - Prise en charge à 100 % des troubles associés*) : p. 15669 - **Article 41** (art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - Accélérer la convergence tarifaire des forfaits soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Ehpad) : p. 15670 - **Article 41 (suite)** : p. 15671 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 42 rectifié bis** (*Conclusion d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec l'Agence régionale de santé - Élargissement du champ de l'obligation*) : p. 15672 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 41 rectifié bis et n° 539** (*ESMS (Établissements et services médico-sociaux) - Homogénéisation des règles de présentation budgétaire*) : p. 15673 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 424 rectifié et n° 537** (*Établissements publics relevant de l'article l. 312-12-2 du code de l'action sociale - Suppression de l'obligation de transmission d'un budget primitif*) : p. 15674 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 169 rectifié ter** (*CESU (Chèque emploi service universel) - Fiche de paie - Simplification*) : p. 15675 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 420 rectifié** (*EHPAD - Délai de convergence tarifaire - Maintien du délai initial*) : p. 15676 - **Article additionnel avant l'article 42 - Amendement n° 234 rectifié quater** (*Sécurité sanitaire - Abattements sur l'assiette des contributions au bénéfice des entreprises pharmaceutiques s'engageant sur des investissements consacrés au développement de nouvelles capacités de production situées en France*) : p. 15677 - **Article 42** (art. L. 133-4, L. 162-4, L. 162-16-5, L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-1-1 [nouveau], L. 162-16-5-2 à L. 162-16-5-4 [nouveau], L. 162-17, L. 162-17-1-2 [nouveau], L. 162-17-2-1, L. 162-17-2-2 [nouveau], L. 162-17-4, L. 162-18, L. 162-22-7-3, L. 165-1-4 [nouveau] et L. 165-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Adaptations diverses des modalités de prise en charge des produits de santé) : p. 15683 p. 15684 p. 15686 p. 15687 p. 15689 p. 15690 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 540** (*Élargissement des critères pris en compte pour la fixation du prix des médicaments*) : p. 15691 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 542** (*Révision périodique du prix des médicaments*) : p. 15692 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 167 rectifié ter** (*Conditionnement de la régulation des dépenses de produits de santé à un critère de non justification de ces dépenses au regard de la pertinence des soins*) : p. 15693 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 628** (*Utilisation testimoniale éclairée et surveillée des médicaments*) : p. 15695 - **Article 42 bis (nouveau)** (*Rapport au Parlement sur la mise en oeuvre de l'ouverture des autorisations temporaires d'utilisation à de nouvelles indications*) : p. 15696 - **Article 43** (art. L. 5121-1, L. 5121-10, L. 5125-23, L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 du code de la santé publique ; art. L. 162-16, L. 162-16-7 et L. 162-22-7-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Favoriser le recours aux médicaments génériques, hybrides et biosimilaires) : p. 15699 p. 15700 p. 15701 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 544** (*Ruptures d'approvisionnement en médicaments - Cellule nationale de gestion des ruptures d'approvisionnement - Création*) : p. 15702 - **Article 43 bis (nouveau)** (art. L. 1151-1 du code de la santé publique - Encadrement de l'utilisation de certains médicaments innovants) : p. 15703 - **Article additionnel avant l'article 44 - Amendement n° 93** (*Âge minimum légal de départ à la retraite - Relèvement progressif*) : p. 15703 - **Article 44** (*Ajustement exceptionnel de la revalorisation des prestations sociales*) : p. 15709 p. 15710 p. 15711 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 444 rectifié bis** (*Expérimentation dans les outre-mer de l'exclusion de la résidence principale de l'assiette de récupération de l'Allocation de solidarité aux personnes âgées, ASPA*) : p. 15713 - **Article 46** (art. L. 531-5, L. 531-6 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale ; art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales ; art. 8 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - Effets de l'abaissement

de l'instruction obligatoire à trois ans sur le CMG et l'allocation de rentrée scolaire et recours au tiers payant pour le CMG « structure ») : p. 15716 - **Article 47** (art. L.623-1, L. 623-4 et L. 663-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 722-10, L. 732-10, L. 732-10-1 et L. 732-12-2 du code rural et de la pêche maritime - Harmonisation des modalités d'indemnisation du congé maternité) : p. 15718 p. 15719 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 408 rectifié** (Consultation de spécialistes dans le parcours de soins sur prescription d'une sage-femme) : p. 15720 - **Article 47 quater (nouveau)** : p. 15721 - **Article 47 quinquies (nouveau)** (Expérimentation d'une possibilité de reprise progressive de l'activité des travailleuses indépendantes pendant leur congé de maternité) : p. 15721 - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 133-4-1, L. 161-17-1-1, L. 355-3, L. 553-2, L. 815-11, L. 821-5-1, L. 835-3, L. 845-3, L. 861-3 et L. 863-7-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation ; art. 20-5-6 et 20-8-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ; art. 13 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et à la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte ; art. 20, 35-3 et 42-1 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte ; art. 104-1 de l'ordonnance n° 2006-1588 du 13 décembre 2006 relative au régime de prévention, de réparation et de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles à Mayotte ; art. 1er de l'ordonnance n° 2016-160 du 18 février 2016 portant adaptation de la prime d'activité au département de Mayotte ; art. 8-4 [nouveau], 9-6 et 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales ; art. 5 et 7 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Amélioration du recouvrement de diverses sommes par les organismes de sécurité sociale) : p. 15726 - **Article 53** (ONDAM et sous-ONDAM) : p. 15729 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendements n° 387 rectifié et n° 558** (Élargissement du champ de compétences de la commission d'évaluation de la sous-reconnaissance des maladies professionnelles aux pathologies psychiques) : p. 15731 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 181 rectifié ter** (Restriction du pouvoir d'injonction et de sanction des CARSAT auprès des entreprises dans la prévention des risques professionnels) : p. 15732 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 465 rectifié bis** (Amélioration du dispositif de reconnaissance des maladies professionnelles) : p. 15732 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 550 rectifié** (Clarification des conditions d'accès à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) : p. 15733 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 440 rectifié** (Reconnaissance de l'exposition

au chlordécone comme maladie professionnelle) : p. 15734 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 474 rectifié** (Indemnisation des préjudices liés à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques) : p. 15736 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 559** (Institution d'un malus sanctionnant les employeurs en matière de prévention des accidents du travail) : p. 15737 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 473 rectifié** (Non-recours aux minimas sociaux - Rapport) : p. 15738 p. 15739

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15833 p. 15834

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) : p. 18058 - **État B** : p. 18060 p. 18061 p. 18062 p. 18063 p. 18064 p. 18065 p. 18066 p. 18067 p. 18068 p. 18070 - **Article additionnel après l'article 83 - Amendement n° II-758** (Lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Outrage sexiste - Amende) : p. 18073 - **Article 83 ter (nouveau)** (art. L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles - Expérimentation d'un nouveau mode de délivrance du RSA en Guyane, Saint-Martin et Mayotte) : p. 18076

Santé

- (6 décembre 2018) : p. 18079

Seconde partie :

- (6 décembre 2018) : p. 18105 - **État B** : p. 18107 p. 18110 p. 18111 - **Article additionnel avant l'article 81 quater - Amendement n° II-43** (Aide médicale d'État - Droit de timbre annuel - Rétablissement) : p. 18112 - **Article additionnel après l'article 81 quinquies - Amendement n° II-762** (Victimes du valproate de sodium ou de ses dérivés - Indemnisation) : p. 18112

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21657 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4 rectifié bis** (Prestations sociales - Revalorisation en fonction de l'inflation) : p. 21664 p. 21665 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 131-8 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Taux de CSG applicable aux revenus de remplacement) : p. 21667 p. 21668 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 14 rectifié** (Exonération de cotisations sur les heures supplémentaires - Compensation par l'État à la sécurité sociale) : p. 21672

CABANEL (Henri)
sénateur (Hérault)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018 ; puis secrétaire le 11 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (3 juillet 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre suppléant du Comité de pilotage de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires le 30 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu et visant à renforcer les droits et les devoirs des élus et la participation à la vie démocratique [n° 530 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique relative au statut de l'élu et visant à préciser les conditions d'éligibilité à l'élection présidentielle et aux élections législatives et sénatoriales, et à renforcer la participation des citoyens aux travaux législatifs [n° 531 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 148 tome 1 (2018-2019)]** (22 novembre 2018) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), accompagnée de M. Loïc Tanguy, directeur de cabinet.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune : examen de la proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi (en commun avec la commission des affaires économiques).

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Stéphane Bouillon, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, coordonnateur du plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, candidat proposé à la fonction d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation de la proposition de loi.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien

Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Besnier, président du conseil de surveillance du groupe Lactalis.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Ayrault, candidate proposée aux fonctions de président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

(*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et du compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Weill, président-directeur général d'Altice France.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la nécessaire traçabilité du glyphosate présent dans les produits importés** - (16 janvier 2018) : p. 15 p. 16

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 18 rectifié quater** (*Hébergement des travailleurs saisonniers - Dérogation à la loi Littoral*) : p. 689

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 862

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 19** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture*) : p. 2283

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »*) : p. 4316

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5539

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 5** (*Drones défibrillateurs - Mise en oeuvre - Rapport au Parlement*) : p. 5800 p. 5801

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6749 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 533 rectifié bis** (*Code rural - Principe d'exception agricole*) : p. 6758

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 1er** (*art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation*) : p. 7393 p. 7399 p. 7403 p. 7413 - **Article 2** (*art. L. 631-25 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions des manquements aux obligations contractuelles*) : p. 7425 p. 7428 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 252 rectifié** (*Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension*) : p. 7447 - **Article 5 ter (supprimé)** (*art. L. 632-1 du code rural et de la pêche maritime - Représentation des organisations de producteurs au sein des organisations interprofessionnelles agricoles*) : p. 7450 - **Article 9** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance afin de procéder, pendant deux ans, au relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions*) : p. 7473

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10 quater A** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 462-10 du code de commerce - Bilan concurrentiel des accords d'achat ou de référencement entre distributeurs*) : p. 7568 p. 7569 p. 7570 - **Article 10 quinquies (supprimé)** (*Promotion de l'agriculture de groupe*) : p. 7577 - **Article 11** (*art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L.230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique*) : p. 7600 p. 7611 p. 7613 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 537 rectifié** (*Mise en place obligatoire d'un plan de progrès dans chaque établissement de restauration collective publique*) : p. 7649

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 septies A** (*supprimé*) (*art. L. 115-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation d'affichage environnemental des denrées alimentaires*) : p. 7670 - **Article 11 octies** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - Etiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation*) : p. 7688 - **Article 11 nonies A** (*supprimé*) (*art. L. 412-7 [nouveau] du code de la consommation - Renforcement de l'obligation d'affichage du pays d'origine sur l'étiquette des vins*) : p. 7692 - **Article additionnel après l'article 11 nonies A - Amendement n° 574 rectifié bis** (*Renforcement de l'obligation d'affichage du pays d'origine sur l'étiquette des vins*) : p. 7695 - **Article additionnel après l'article 11 decies - Amendements n° 566 rectifié ter, n° 160 rectifié bis, n° 206 rectifié, n° 248 rectifié ter, n° 466**

rectifié ter, n° 648 rectifié ter et n° 161 rectifié bis (Interdictions selon diverses modalités de la mise à la vente de produits traités ou issus de modes de production non autorisés) : p. 7705 p. 7708 - **Article 11 duodecimes (supprimé)** (art. L. 611-6 du code rural et de la pêche maritime - Valorisation des démarches agroécologiques par la certification environnementale) : p. 7723 p. 7724 p. 7725 - **Article additionnel après l'article 11 quinzies - Amendement n° 544 rectifié** (Publication sur un site unique des produits concernés par un rappel ordonné par l'autorité administrative compétente) : p. 7736 p. 7736 - **Article additionnel après l'article 11 septdecies - Amendement n° 548 rectifié** (Volet consacré à l'alimentation dans le projet régional de santé) : p. 7748 - **Article additionnel après l'article 11 septdecies - Amendement n° 546 rectifié** (Rapport sur la limitation de la publicité auprès du jeune public pour des boissons et des produits alimentaires manufacturés) : p. 7752 - **Article additionnel après l'article 11 septdecies - Amendements n° 193 rectifié, n° 355 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 572 rectifié et n° 680 rectifié bis** (Interdiction de la publicité auprès des jeunes pour des produits alimentaires manufacturés) : p. 7755 - **Article additionnel après l'article 11 duovicies - Amendement n° 596 rectifié** (Opposition du ministre de l'environnement à la mise sur le marché d'un produit phytopharmaceutique) : p. 7761 - **Article 12 bis AA (nouveau)** (art. L. 541-15-3 du code de l'environnement - Plan de lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration collective) : p. 7766 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 599 rectifié bis** (Régime des exportations d'animaux vivants à destination de pays tiers hors de l'Union européenne) : p. 7777 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 598 rectifié et n° 214 rectifié** (Interdiction du broyage de certaines espèces animales) : p. 7778 - **Article 13 quater A (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation de la vidéosurveillance dans les abattoirs) : p. 7791 - **Article 13 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Possibilité de mettre en place, à titre expérimental, des abattoirs mobiles) : p. 7794

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article 14 (supprimé)** (art. L. 253-5-1 et L. 253-5-2 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 511-12 du code de la consommation - Pratiques commerciales prohibées en matière de vente de produits phytopharmaceutiques, PPP) : p. 7814 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 570 rectifié** (Création d'un fonds européen des agences sanitaires communautaires - Rapport au Parlement) : p. 7819 - **Article 14 quinquies** (art. L. 253-6 du code rural et de la pêche maritime - Promotion des solutions de biocontrôle dans le plan Ecophyto) : p. 7834 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 789** (Utilisation de produits phytopharmaceutiques - Encadrement) : p. 7852 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 494 rectifié** (Traitements dangereux - Information des riverains) : p. 7858 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 346 rectifié** (Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction) : p. 7873 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° 3 rectifié bis** (Création de réserves d'eau à usage agricole - Dérogation aux dispositions du schéma régional des carrières) : p. 7890 p. 7891 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° 4 rectifié bis** (Projets de réserves d'eau - Simplification) : p. 7891 - **Article 16** (Entrée en vigueur et dispositions transitoires) : p. 7901

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 12 quater** (art. L. 142-4, L. 111-5, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Consultation de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) : p. 10927 - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral) : p. 10937 p. 10938

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 46 bis B** (précédemment réservé) -

Amendement n° 72 rectifié (Loi SRU - Objectifs de proportion de logements sociaux - Fraude au prélèvement) : p. 11407 p. 11408

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 55 bis B** (art. L. 111-8-5 [nouveau] et L. 111-9-1 du code de la construction et de l'habitation - Caractéristiques relatives aux produits de construction) : p. 11566 - **Article 55 bis D** (art. L. 228-4 du code de l'environnement - Prise en compte des exigences environnementales dans la commande publique relative à la construction et à la rénovation des bâtiments) : p. 11570

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Nouvelle lecture [n° 659 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Annexe** : p. 11688

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Question préalable** : p. 13302

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (16 octobre 2018) - **Article 44** (art. 41 et 81 du code de procédure pénale ; art. 132-70-1 du code pénal - Développement des enquêtes pré-sententielles) : p. 13845 p. 13846

- **Question orale sans débat sur la mise en place de concertations avec les élus sur la question de l'avenir des classes** - (23 octobre 2018) : p. 14037 p. 14038

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14840

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (7 novembre 2018) - **Article 8** (art. L. 511-73, L. 533-30, L. 745-1-1, L. 755-1-1, L. 765-1-1, L. 745-11, L. 755-11 et L. 765-11 du code monétaire et financier - Suppression de l'obligation de consultation de l'assemblée générale des actionnaires sur l'enveloppe globale des rémunérations versées aux preneurs de risque du secteur bancaire et financier) : p. 14993

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15387 p. 15393

- **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)]** - (21 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié ter** (Conditions d'éligibilité des sénateurs) : p. 16575 p. 16576

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article 18 quater (nouveau)** (art. 39 decies A [nouveau] du code général des impôts - Suramortissement temporaire de 40 % pour les investissements de transformation numérique et de robotisation des PME) : p. 17203

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17529 - **État B** : p. 17549 p. 17552 p. 17553 p. 17554

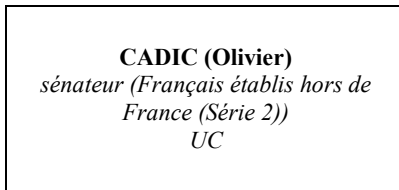
Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17594

Écologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **Article 76 (art. L. 213-10-8 du code de l'environnement - Évolution du régime de la redevance pour pollution diffuse)** : p. 17638

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21452 p. 21453



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018 ; puis rapporteur le 11 octobre 2018.

Membre du Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi relative à la composition du conseil d'administration de Business France [n° 389 (2017-2018)] (29 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation aux entreprises : Pour une France libre d'entreprendre [n° 405 (2017-2018)] (5 avril 2018)

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 303 (2017-2018)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la viabilité des routes nationales 20, 320 et 22 entre Tarascon-sur-Ariège et la frontière franco-andorrane [n° 417 (2017-2018)] (11 avril 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail**.

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 645 (2017-2018)] autorisant l'adhésion au protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adopté à New York le 31 mai 2001 [n° 6 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 10 (2018-2019)] portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 96 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Direction de l'action du Gouvernement : Coordination du travail gouvernemental [n° 149 tome 9 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution des politiques publiques de promotion des exportations et de l'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers - Audition de M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France.

Mission à la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Communication.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Corée du Nord - Audition de Mme Juliette Morillot, spécialiste de la Corée du Nord, et M. Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9 octobre 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Syrie - Audition de M. Jérôme Bonnafont, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Stéphane Crouzat, ambassadeur de France en Irlande.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Élisabeth Lamure, en commun avec la délégation aux entreprises.

(*Délégation aux entreprises*) : Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Élisabeth Lamure.

Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les dispositions intéressant les entreprises et propositions d'amendements.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réseau culturel extérieur de la France - Audition de M. Pierre Vimont, ambassadeur de France.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelles routes de la soie - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, ancien président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de S.E. M. Jean-Pierre Jouyet, ambassadeur de France au Royaume-Uni.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Accompagnement du cycle de vie des entreprises - Rapport d'information de M. Olivier Cadic.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, Secrétaire générale des affaires européennes.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de S.E. Mme Patricia O'Brien, ambassadeur d'Irlande en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, Secrétaire général pour l'administration.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition sur l'industrie et le secteur financier.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Évaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition du groupe « The 3 million », association de citoyens européens vivant au Royaume-Uni.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? » - Examen du rapport d'information.

Situation en Turquie - Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Libye - Audition de M. Frédéric Desagneaux, envoyé spécial pour la Libye au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Communication de MM. Jean Bizet et Christian Cambon sur le suivi des propositions du Sénat sur la refondation de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Ed Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution de la situation en Libye - Examen du rapport d'information.

Point de situation sur l'Europe face aux crises : commerce international, migrants, dissémination nucléaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Situation humanitaire en Afrique de l'Ouest - Audition de M. Patrick Youssef, directeur régional adjoint du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Afrique.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Transposition en droit interne d'actes législatifs européens applicables aux entreprises : rapport d'information de M. René Danesi (en commun avec la délégation aux entreprises).

(*Délégation aux entreprises*) : Économie, finances et fiscalité - Transposition en droit interne d'actes législatifs européens applicables aux entreprises : rapport d'information de M. René Danesi (en commun avec la commission des affaires européennes).

Réunion du jeudi 12 juillet 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rapport d'information de MM. Jean Bizet et Christian Cambon.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adopté à New York le 31 mai 2001 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition conjointe de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

(*CS Suppression surtranspositions directives*) : Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français (suite) - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD).

Proposition de résolution européenne sur l'extraterritorialité des sanctions américaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen des amendements de séance au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental (cyber ; SGDSN) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission de la commission à l'Assemblée générale des Nations unies - Communication.

Situation en Ukraine et en particulier sur les incidents dans le détroit de Kertch - Audition de S.E. M. Oleg Shamshur, ambassadeur d'Ukraine.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jānis Sārts, directeur du Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de l'accord de coopération en matière de défense entre le Gouvernement de la République

française et le Gouvernement de la République de Chypre - Examen du rapport et du texte de la commission.

négociation des honoraires des avocats intervenant en protection juridique) : p. 14942

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 89

- **Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 239 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Article 1er** (art. L. 762-1 du code de la sécurité sociale - *Extension aux citoyens européens salariés de la faculté de s'assurer en maladie et maternité*) : p. 889

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article 2** (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - *Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration*) : p. 2212

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2752 p. 2762

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Article 2** (précédemment réservé) (*Approbation du rapport annexé*) : p. 4554 - **Article 2 et rapport annexé** (précédemment réservés) : p. 4619

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Article 8** (art. 787 B du code général des impôts - *Modernisation du Pacte Dutreil*) : p. 5621 - **Article 14** (*Abrogation de dispositions du code de commerce relatives à l'information préalable des salariés en cas de cession d'entreprise*) : p. 5630 p. 5631 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5638

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière [n° 692 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13052

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13944 p. 13945

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 93 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 14893 - **Question préalable** : p. 14895 - **Article 1er** (*Conséquences d'un Brexit sans accord sur les Britanniques soumis au droit français*) : p. 14907

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14922 p. 14929 - **Article 1er** (art. L. 312-8, L. 312-9, L. 312-10 et L. 351-3 du code de la consommation - *Allègement du formalisme et suppression de l'interdiction de certaines mentions dans les publicités relatives au crédit à la consommation*) : p. 14933 - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 312-75 et L. 351-3 du code de la consommation - *Suppression de l'obligation de vérification tri-annuelle de la solvabilité de l'emprunteur en matière de crédit renouvelable à la consommation*) : p. 14935 p. 14936 - **Article 2** (art. L. 313-3 et L. 341-21 du code de la consommation - *Suppression de mentions légales dans les publicités relatives au crédit immobilier*) : p. 14937 p. 14938 - **Article 5** (art. L. 123-16 et L. 232-25 du code de commerce - *Allègement des obligations comptables des moyennes entreprises*) : p. 14940 - **Article 6** (art. L. 127-5-1 du code des assurances et L. 224-5-1 du code de la mutualité - *Suppression de l'interdiction générale faite aux assureurs de participer à la*

Suite de la discussion (7 novembre 2018) - **Article 8** (art. L. 511-73, L. 533-30, L. 745-1-1, L. 755-1-1, L. 765-1-1, L. 745-11, L. 755-11 et L. 765-11 du code monétaire et financier - *Suppression de l'obligation de consultation de l'assemblée générale des actionnaires sur l'enveloppe globale des rémunérations versées aux preneurs de risque du secteur bancaire et financier*) : p. 14993 - **Article 11** (art. 14, 96, 97, 98 et 99 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. 13, 65, 66, 67 et 68 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - *Exclusion du champ de la commande publique de certaines prestations en matière de représentation légale d'un client par un avocat dans le cadre d'un contentieux et de conseil juridique par un avocat en amont d'une probable procédure contentieuse*) : p. 14995 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15014

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - *Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16784 p. 16788 p. 16791 - **Article 19 quater (nouveau) (priorité)** (art. 39 decies A du code général des impôts - *Prolongation et élargissement du dispositif de suramortissement pour l'achat par des entreprises de véhicules fonctionnant au moyen d'énergies plus respectueuses de l'environnement*) : p. 16827 - **Article 8 (priorité)** (art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - *Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets*) : p. 16836

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 3** (Art. 1663 C et 1665 bis du code général des impôts - *Mesures d'accompagnement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) : p. 16921 - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 182 A, 182 A bis, 197 A, 197 B et 1417 du code général des impôts - *Imposition sur le revenu des salaires, pensions et rentes viagères à titre gratuit de source française perçus par les non-résidents fiscaux*) : p. 16926 p. 16927

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre Ier du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - *Suppression de taxes à faible rendement*) : p. 17005 - **Article 16 quater (nouveau)** (art. 150 duodecimes, 158 et 200 A du code général des impôts - *Précision du champ des gains soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU) ou, sur option du contribuable, au barème de l'impôt sur le revenu*) : p. 17087 p. 17088 - **Article additionnel après l'article 16 septies** -

Amendement n° I-476 rectifié (Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF) : p. 17101 - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière) : p. 17110 p. 17117 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-68** (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Plus-values sur titres - Exclusion) : p. 17122 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-71 rectifié** (Business angels - Dispositif IR-PME) : p. 17126 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-69 rectifié** (Imposition des plus-values sur titres) : p. 17126 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-511 rectifié bis** (Mécénat d'entreprise - Plafond) : p. 17135 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-330 rectifié, n° 568 rectifié et n° 770 rectifié** (Mécénat d'entreprise - Déduction d'impôt - Plafond) : p. 17137 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-510 rectifié bis** (Défense

du patrimoine national - Régime du mécénat d'entreprise) : p. 17142 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-76 rectifié** (Multiplication des investisseurs dans les SCT et sécurisation des business angels) : p. 17143

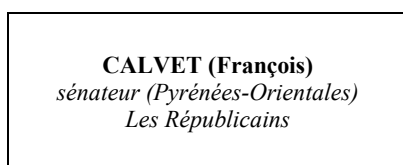
Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17729 p. 17730 - **État B** : p. 17735 p. 17742 p. 17745 p. 17746 p. 17747 p. 17748 p. 17749

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17871



CALVET (François)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier jusqu'au 12 septembre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de massif du massif des Pyrénées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation de la proposition de loi.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée aux fonctions de président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

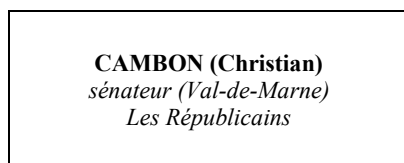
Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde inaugurale : rapport d'information sur le rôle des communes dans les intercommunalités.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi** visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)] - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18558



CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense (19 juin 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre du Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : France-Russie : dialogue parlementaire pour rétablir la confiance (version française) [n° 387 tome 1 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : France-Russie : dialogue parlementaire pour rétablir la confiance (version russe) [n° 387 tome 2 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 390 (2017-2018)] (30 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle parlementaire du renseignement [n° 470 (2017-2018)] (11 mai 2018) - **Défense - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 383 (2017-2018)] relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 476 (2017-2018)] (16 mai 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 581 (2017-2018)] (19 juin 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : LA RELANCE DE L'EUROPE : LE TEMPS PRESSE ; Suivi des recommandations du groupe de suivi du Sénat sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne [n° 592 (2017-2018)] (20 juin 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : Actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018 [n° 657 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : Brexit : Une course contre la montre - Rapport [n° 660 tome 1 (2017-2018)] (12 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom du Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE : Brexit : Une course contre la montre - Auditions [n° 660 tome 2 (2017-2018)] (12 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution des politiques publiques de promotion des exportations et de l'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers - Audition de M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France.

Mission à la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Communication.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif à la coopération technique et à l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile et à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière entre la France et la principauté d'Andorre - Examen du rapport et des textes de la commission.

Questions diverses.

Situation en Birmanie - Audition de M. Thierry Mathou, directeur d'Asie et Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

(*commission des lois*) : Communication.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des lois et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Julian King, commissaire européen pour l'Union de la sécurité.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Julian King, commissaire européen pour l'Union de la sécurité.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan

de la Réforme de l'expertise internationale-Expertise France - Examen du rapport d'information.

Corée du Nord - Audition de Mme Juliette Morillot, spécialiste de la Corée du Nord, et M. Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9 octobre 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Syrie - Audition de M. Jérôme Bonnafont, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Stéphane Cruzat, ambassadeur de France en Irlande.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Eric Trappier, président du Conseil des Industries de Défense Françaises (CIDEF).

OPEX - Audition du Général Grégoire de Saint-Quentin, sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rencontre avec des parlementaires de la Chambre des Communes.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelles routes de la soie - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, ancien président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de S.E. M. Jean-Pierre Jouyet, ambassadeur de France au Royaume-Uni.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie - Communication.

Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Joël Barre, délégué général à la direction générale de l'armement.

Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général André Lanata, chef d'état-major de l'Armée de l'air.

Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'Armée de terre.

Questions diverses.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, Secrétaire générale des affaires européennes.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de S.E. Mme Patricia O'Brien, ambassadeur d'Irlande en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, Secrétaire général pour l'administration.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication.

Service national universel - Communication.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Application des lois au 31 mars 2018 - Communication du Président.

Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Evaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Projet de loi autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? » - Examen du rapport d'information.

Questions diverses.

Situation en Turquie - Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Libye - Audition de M. Frédéric Desagneaux, envoyé spécial pour la Libye au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Communication de MM. Jean Bizet et Christian Cambon sur le suivi des propositions du Sénat sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Yémen - Audition de M. Jérôme Bonnafont, ministre plénipotentiaire, directeur de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et de M. Patrick Maisonnave, ambassadeur, secrétaire général de la conférence humanitaire sur le Yémen.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Ed Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution de la situation en Libye - Examen du rapport d'information.

Point de situation sur l'Europe face aux crises : commerce international, migrants, dissémination nucléaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Situation humanitaire en Afrique de l'Ouest - Audition de M. Patrick Youssef, directeur régional adjoint du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Afrique.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Adoption des actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018 avec le Conseil de la Fédération de Russie.

Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias-Monde.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2019 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Réunion du jeudi 12 juillet 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rapport d'information de MM. Jean Bizet et Christian Cambon.

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Girier, chef de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et ancien directeur de la campagne de M. Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens de l'Agence française de développement - Nomination de rapporteurs.

Nomination de rapporteurs.

Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adopté à New York le 31 mai 2001 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition conjointe de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Questions diverses.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD).

Proposition de résolution européenne sur l'extraterritorialité des sanctions américaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental (cyber ; SGDSN) » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » (vote réservé) - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Audition du Général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission de la commission à l'Assemblée générale des Nations unies - Communication.

Situation en Ukraine et en particulier sur les incidents dans le détroit de Kertch - Audition de S.E. M. Oleg Shamshur, ambassadeur d'Ukraine.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jānis Sārts, directeur du Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte** - (8 mars 2018) : p. 2075

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2752 p. 2753 p. 2754 p. 2757

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3765 p. 3766

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4417 p. 4419 p. 4420 - **Demande de réserve** : p. 4421 - **Discussion générale** : p. 4431 - **Article 3** (*Programmation des ressources financières pour 2019-2023*) : p. 4435 p. 4436 - **Article 4** (*Provision annuelle pour les OPEX et MISSINT (2019-2023)*) : p. 4439 p. 4442 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Clause de sauvegarde sur le coût des carburants*) : p. 4442 p. 4443 - **Article 5** (*Effectifs*) : p. 4444 - **Article 6** (*Actualisations de la LPM*) : p. 4445 p. 4446 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 15** (*Revue stratégique de défense - Actualisation*) : p. 4447 - **Article 6 bis** (*art. 17 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Exclusion de la défense du dispositif général de la LPFP sur les restes à payer*) : p. 4447 - **Article 6 quater** (*Bilans semestriels de l'exécution de la LPM*) : p. 4448 - **Article 6 quinquies (nouveau)** (*Information du Parlement sur les tableaux d'équipements actualisés*) : p. 4449 - **Article 6 sexies (nouveau)** (*Information du Parlement sur la version actualisée du référentiel, VAR*) : p. 4450 - **Article additionnel après l'article 6 sexies - Amendement n° 113** (*Effort financier - Document unique*) : p. 4450 - **Article 7** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 4138-16, L. 4211-1 et L. 4221-6 du*

code de la défense ; art. L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Ouverture de la possibilité d'engagement à servir la réserve en congé pour convenance personnelle) : p. 4452 - **Article 9** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 4139-16 du code de la défense - Relèvement de la limite d'âge de certains militaires infirmiers et techniciens des hôpitaux des armées*) : p. 4453 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 28 rectifié** (*Réserve citoyenne - Français de l'étranger*) : p. 4454 - **Article 10 bis** (*art. L. 3142-89 du code du travail - Rehaussement de l'autorisation d'absence annuelle d'un salarié au titre de ses activités dans la réserve opérationnelle*) : p. 4456 p. 4457 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 92 rectifié** (*Journées défense et citoyenneté - Français de l'étranger*) : p. 4457 - **Article 11** (*art. L. 4143-1, L. 4221-2, L. 4221-4, L. 4251-2, L. 4251-7 du code de la défense - Mesures destinées à promouvoir la réserve opérationnelle*) : p. 4459 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 24 rectifié ter** (*Journée défense et citoyenneté - Exemptions*) : p. 4459 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 68 rectifié bis** (*Réserve opérationnelle - Professionnels de l'informatique*) : p. 4460 - **Article 11 bis A (nouveau)** (*Rehaussement de l'âge d'accessibilité à la période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale*) : p. 4461 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 20 rectifié bis** (*Étudiant réserviste - Aménagement des études*) : p. 4461 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 8** (*Écoles de fonctionnaires - Période d'engagement militaire ou civique - Rapport au Parlement*) : p. 4462 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 87** (*Congés de longue maladie - Service militaire effectif*) : p. 4463 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 3 rectifié** (*Militaire réformé pour raison de santé - Reclassement dans un emploi civil*) : p. 4463 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 6 rectifié ter** (*Suivi médical des militaires et de leur famille*) : p. 4465 - **Article 14 bis** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L.4123-8 du code de la défense - Interdiction de mentionner l'appartenance à une APNM dans le dossier administratif du militaire*) : p. 4466 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 70 rectifié bis** (*Réserve opérationnelle - militaires bénéficiant d'une pension afférente au grade supérieur*) : p. 4467 - **Article additionnel avant l'article 16 - Amendement n° 11 rectifié quinquies** (*Carte des zones de défense - Adaptation aux nouvelles régions*) : p. 4468 - **Article 17** (*Texte non modifié par la commission*) (*Dispositions relatives au service militaire volontaire*) : p. 4470 p. 4471 - **Article 18** (*art. L. 46, L. 231 et L. 237 du code électoral ; art. L. 2122-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4121-3 [nouveau] du code de la défense - Éligibilité des militaires en position d'activité au mandat de conseiller municipal*) : p. 4474 p. 4476 p. 4478 p. 4480 p. 4481 - **Article 19** (*art. L. 33-14 [nouveau], L. 36-7, L. 36-14 [nouveau], L. 130, L. 131, L. 132 du code des postes et des communications électroniques, L. 2321-2-1 [nouveau], L. 2321-2-2 [nouveau] L. 2321-3, L. 2321-5 [nouveau] du code de la défense - Mise en oeuvre de dispositifs de détection des cyberattaques*) : p. 4484 p. 4485 p. 4486 - **Article 22** (*art. L. 2371-2 du code de la défense - Essais des appareils et dispositifs techniques permettant la mise en oeuvre de techniques ou mesures de renseignement*) : p. 4487 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 91 rectifié** (*Surveillance des communications électroniques - Exploitation des données*) : p. 4490 - **Intitulé du chapitre III ter** : p. 4490 - **Article 22 ter (nouveau)** (*Renforcement des moyens de contrôle de la délégation parlementaire au renseignement, DPR*) : p. 4492 p. 4494 p. 4495 - **Article 23** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 2381-1 du code de la défense - Prélèvements biologiques en opération*) : p. 4496 p. 4497 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 7 rectifié** (*Partenariats stratégiques - Rapport au Parlement*) : p. 4498 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 41** (*Contrôle des entreprises productrices et commerçants d'armes - Renforcement du rôle des commissaires du Gouvernement*) : p. 4500 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 39** (*Vente d'armement - Interdiction*) : p. 4501 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 40** (*Exportation d'armes - Débat annuel au*

Parlement) : p. 4502 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 42** (*Non-respect d'un embargo déterminé par l'Union Européenne, l'ONU ou l'OSCE - Délit*) : p. 4503

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 26** (art. 6, 16, 47, 56 et 59 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Conditions d'attributions de marchés publics de défense ou de sécurité) : p. 4524 p. 4525 p. 4526 - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. 73 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Prorogation du régime de cession des immeubles du ministère des armées) : p. 4527 - **Article 28 bis (nouveau)** : p. 4528 p. 4530 p. 4531 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-6, L. 164-1, L. 612-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - Mises en conformité constitutionnelle et organique de certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) : p. 4533 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 115** (Supplétifs de statut civil de droit commun - Rapport au Parlement) : p. 4535 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 21 rectifié bis** (Médaille d'honneur du monde combattant - Rapport au Parlement) : p. 4537 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 30** (Militaires ne participant pas directement aux combats - Décorations - Rapport au Parlement) : p. 4539 - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (Application du SOFA OTAN pour les activités internationales se déroulant en France) : p. 4540 - **Article 32** (art. L. 151-4, L. 154-4 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - Réforme du contentieux des pensions militaires d'invalidité) : p. 4542 p. 4543 p. 4544 - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-2 du code des pensions militaires et des victimes de guerre - Présomption d'imputabilité au service en cas de blessures ou maladies survenues pendant le service) : p. 4546 p. 4547 - **Article 36** (ordonnances n° 2051-1534 du 26 novembre 2015 prise en application de l'art. 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 et portant diverses dispositions concernant la défense, les anciens combattants et l'action de l'État en mer, n° 2015-1781 du 28 décembre 2015 relative à la partie législative du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et n° 2016-982 du 20 juillet 2016 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Ratification d'ordonnances) : p. 4547 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 99 rectifié** (Ministère des armées - Lutte contre les discriminations et violences sexistes) : p. 4548 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 89** (Conseil national de l'ordre des pharmaciens - Représentation du ministère des armées) : p. 4549 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendement n° 90** (Coordination entre les différents codes) : p. 4550 - **Article 42** (Applicabilité outre-mer) : p. 4554 - **Article 2 (précédemment réservé)** (Approbation du rapport annexé) : p. 4555 p. 4556 - **Rapport annexé** : p. 4592 p. 4595 p. 4596 p. 4598 p. 4599 p. 4600 p. 4601 p. 4602 p. 4603 p. 4604 p. 4605 p. 4606 - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4607 p. 4608 p. 4609 p. 4610 p. 4611 p. 4612 p. 4613 p. 4614 p. 4615 p. 4617 p. 4619 p. 4620 p. 4621 p. 4622 p. 4623

- **Suite de la discussion** (29 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4648 p. 4649 p. 4652

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (5 juin 2018) : p. 5179 p. 5180

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Commission mixte paritaire [n° 582**

(2017-2018)] - (28 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 7492 p. 7494

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13937

- **Débat sur le thème « La crise migratoire : quelle gestion européenne ? »** - (30 octobre 2018) : p. 14816 p. 14830

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les péages urbains** - (8 novembre 2018) : p. 15110

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15757 p. 15760 - **Article 2** (art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Ajustement des recettes du compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique ») : p. 15766

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) - **État D** : p. 17554

Défense

- (1er décembre 2018) : p. 17559 p. 17560 p. 17561 p. 17563 p. 17571

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2018) : p. 17705 p. 17706 p. 17710

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17720 p. 17723 p. 17724 p. 17725 p. 17726

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France - Création d'une seconde enveloppe) : p. 17981 p. 17984 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-656 rectifié bis** (Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) - Ville de Paris - Ajustements) : p. 17986 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-680** (Flux financiers entre les collectivités) : p. 17987 - **Article 79 quinquies (nouveau)** (art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Suppression, en 2019, de la dotation de soutien à l'investissement territorial versée par la métropole du Grand Paris) : p. 17994 p. 17996

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, portant sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat** - (6 décembre 2018) : p. 18097 p. 18099

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 13 et 14 décembre 2018** - (17 décembre 2018) : p. 21539 p. 21542

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21643 p. 21644

CANAYER (Agnès)
sénateur (Seine-Maritime)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (19 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptation à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence (28 juin 2018).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 276 (2017-2018)] relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 381 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la méréule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 503 (2017-2018)] visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 179 (2018-2019)] (5 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Échanges sur le programme de la journée des entreprises.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation aux entreprises*) : État d'avancement des travaux du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Raphaël Alventosa dont la nomination aux fonctions de médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques est envisagée par le Président de la République.

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Girier, chef de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et ancien directeur de la campagne de M. Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.

Audition de M. Olivier de Mazières, préfet de police des Bouches-du-Rhône.

Audition du Colonel Lionel Lavergne, chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements -

Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Vincent Crase, chef d'escadron dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Elisabeth Lamure, du déplacement de la délégation à Caen, le 29 novembre 2018, pour la finale nationale des 45e Olympiades des métiers.

Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, des déplacements de la délégation à Bruxelles, le 26 octobre 2018, et Berlin, le 19 novembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 660

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 29** (*Expérimentation du relayage*) : p. 2316 p. 2317 - **Article 34** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables*) : p. 2330

- **Question orale sans débat sur les moyens alloués aux missions locales** - (20 mars 2018) : p. 2400 p. 2401

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3396

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3470 p. 3471 - **Article unique** : p. 3487 - **Article additionnel après l'article unique** - **Amendements n° 1 et n° 2** (*Régime des incompatibilités entre un emploi salarié au sein d'une commune membre et un mandat de conseiller communautaire*) : p. 3489 - **Article additionnel après l'article unique** - **Amendements n° 3, n° 6, n° 4 et n° 5** (*Modalités de désignation des conseillers communautaires par le conseil municipal*) : p. 3491

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5194 p. 5195

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 11 bis** - **Amendement n° 12** (*Mode d'élection des conseillers communautaires dans les communes de moins de 1 000 habitants*) : p. 5763

- **Question orale sans débat sur la situation du groupement hospitalier du Havre** - (3 juillet 2018) : p. 8819 p. 8820

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 11** (*art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis*) : p. 9608

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 39** - **Amendement n° 750 rectifié bis** (*Cohabitation intergénérationnelle solidaire*) : p. 11327 - **Article additionnel après l'article 39** - **Amendement n° 70 rectifié quater** (*Convention d'occupation précaire - Régime fiscal*) : p. 11328

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Nouvelle lecture [n° 659 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Article 40 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur la surtransposition de directives*) : p. 11722

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 674 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13090

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13364

- **Question orale sans débat sur le rapprochement des missions locales et de Pôle emploi** - (23 octobre 2018) : p. 14048 p. 14049

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (25 octobre 2018) : p. 14729 p. 14730

- **Question orale sans débat sur la mise en place des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les petites et moyennes villes** - (4 décembre 2018) : p. 17807 p. 17808

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (*art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement*) : p. 17948

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18546 p. 18547 - **Article 1er** (*art. L. 2113-8 du code général des collectivités territoriales, art. L. 290-2 du code électoral - Relèvement de l'effectif transitoire du conseil municipal des*

communes nouvelles) : p. 18560 - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Instauration d'une commission permanente dans les plus grandes communes nouvelles*) : p. 18563 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13 rectifié** (Commune nouvelle - *Compétence PLU*) : p. 18565 - **Article 4** (art. L. 2113-5, L. 2113-9, L. 2113-9-1-1 [nouveau], L. 2113-20, L. 2333-55, L. 5210-1-1, L. 5210-1-2 et L. 5741-1 du code général des collectivités territoriales, art. 44 sexdecies et 302 bis ZG du code général des impôts - « Commune-communauté ») : p. 18567 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 5** (Commune nouvelle - *Création - Accord des conseils municipaux nécessaire*) : p. 18568 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 4 et n° 3 devenus les amendements n° 4 rectifié et n° 3 rectifié** (Données financières relatives à la commune - *Information du conseil municipal*) : p. 18569 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1** (Commune nouvelle - *Création - Consultation citoyenne*) : p. 18570 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2** (Redécoupage des circonscriptions électorales - *Codification*) : p. 18571 - **Article 6 (nouveau)** (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des

collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Lissage des effets de seuil subis par les communes nouvelles) : p. 18573 - **Article 7 (nouveau)** (art. L. 2113-11-1 [nouveau] et L. 2113-15 du code général des collectivités territoriales - *Suppression d'une partie des annexes de la mairie*) : p. 18574 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 16 rectifié** (Commune nouvelle - *EPCI à fiscalité propre*) : p. 18575 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 11 rectifié bis** (Petites communes - *Application du régime des communes déléguées*) : p. 18575 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 8 rectifié** (Commune nouvelle - *Communes déléguées - Maintien partiel*) : p. 18576 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 9 rectifié sexies** (Commune nouvelle - *Conseil municipal - Lieux de délibération*) : p. 18576 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 18 rectifié** (Saint-Palais-du-Né - *Charente-Maritime - Rattachement*) : p. 18577

CANEVET (Michel)
sénateur (Finistère)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises ; puis membre le 10 octobre 2018 ; puis rapporteur le 11 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2018 (19 novembre 2018).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe le 18 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 366 (2017-2018)] (19 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité pour les associations de locataires, non affiliées à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation, de présenter des listes aux élections des représentants des locataires [n° 509 (2017-2018)] (28 mai 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à modifier l'appellation Relais assistants maternels en Relais petite enfance, et à en préciser le champ de compétence [n° 139 (2018-2019)] (20 novembre 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 147 tome 3 annexe 10 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu de Madame Anne-Catherine Loisier, sénatrice de la Côte-d'Or, sur le déplacement de la délégation en Côte-d'Or le 15 décembre 2017.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Missions et moyens de la Douane - Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des finances*) : Les nouveaux usages et la régulation des chaînes de blocs (blockchain) - Audition.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Accompagnement du cycle de vie des entreprises - Rapport d'information de M. Olivier Cadic.

Bilan de la Journée des entreprises au Sénat le 29 mars 2018.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des finances*) : Impacts de la montée en charge de la contribution climat énergie (« taxe carbone ») - Audition conjointe de M. Alain Quinet, inspecteur général des finances et président de la commission sur la valeur tutélaire du carbone, M. Benjamin Delozier, sous-directeur des politiques sectorielles à la direction générale du Trésor et M. Kurt Van Dender, chef du service de la fiscalité environnementale à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) - Communication.

Projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022 - Communication.

Soutien aux énergies renouvelables - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Utilisation et ouverture des données et des algorithmes en matière fiscale - Audition commune de MM. Antoine BOZIO, directeur de l'Institut des politiques publiques, Yannick Girault, directeur du service « Cap numérique » à la direction générale des finances publiques (DGFIP), Jean Lessi, secrétaire général de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et Henri Verdier, directeur interministériel du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Recours aux personnels contractuels dans l'éducation nationale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Marc El Nouchi, président de la commission des infractions fiscales.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modernisation de la navigation aérienne - Communication de M. Vincent Capo-Canellas.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Michel Forissier et Mme Catherine Fournier sur les dispositions intéressant les entreprises du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Compte-rendu, par M. Éric Jeansannetas, du déplacement de la délégation dans la Creuse le 25 mai 2018.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réseau de l'enseignement français à l'étranger - Communication.

Réunion du mardi 2 octobre 2018 (*commission des finances*) : Rapport relatif aux taxes affectées, transmis en application de l'article L.331-3 du code des juridictions financières - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des finances*) : « État et perspectives de la générosité en France » - Audition commune de MM. Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, Edouard Marcus, chef du service juridique de la fiscalité à la direction générale des finances publiques, Jean-Benoît Dujol, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, et Daniel Bruneau, auteur de l'étude « Panorama national des générosités » d'avril 2018, Mme Sylvaine Parriaux, déléguée générale de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical) et M. Olivier Cueille, directeur général de l'entreprise MicroDON.

Contrôle budgétaire - Répartition et utilisation des aides à la pierre - Communication.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des finances*) : Chaîne de paiement des aides agricoles versées par l'Agence de services et de paiement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Contrôle budgétaire - Financement de l'aide alimentaire - Communication.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Engagements financiers de l'État » (et article 77) ; compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Remboursements et dégrèvements » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la typologie des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 37) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Martial Bourquin sur le déplacement dans le Doubs de la délégation aux entreprises.

(*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du groupe Michelin.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » ; communication

sur le contrôle budgétaire sur le coût des programmes de France Télévisions - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Outre-mer » (et article 77 bis) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Travail et emploi » (et article 84) et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 78 et 78 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen définitif de l'équilibre, des missions (dont la mission « Défense » précédemment examinée et réservée), des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Culture » (et à l'article 74 septies), « Médias, livre et industries culturelles » et le compte d'affectation spéciale « Avances à l'audiovisuel public » (et à l'article 84 quinquies), « Pouvoirs publics », « Conseil et contrôle de l'État », « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative », et « Travail et emploi » (et aux articles 84 et 84 bis) et le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2019 - Tome III du rapport général - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, des déplacements de la délégation à Bruxelles, le 26 octobre 2018, et Berlin, le 19 novembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur la compétitivité des ports maritimes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (24 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 56** (*Encadrement du recours au travail intérimaire*) : p. 240 - **Article 6** (art. L. 1222-9, L. 1233-3, L. 1235-3, L. 1235-3-2, L. 1236-9, L. 1237-18, L. 1237-19-1, L. 1237-19-2, L. 1237-19-3, L. 1237-19-6, L. 4624-7 et L. 8241-3 du code du travail ; art. 1er de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation

des relations de travail - Modification des règles issues de l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail) : p. 265 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 58** (Majoration de la rémunération des heures de travail en cas de durée hebdomadaire inférieure à 24 heures) : p. 277 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 195** (Mobilité internationale des apprentis) : p. 296

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article 9** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes) : p. 673 p. 676 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 24 rectifié quater** (Autorisation de centrales solaires au sol ou sur des sites dégradés) : p. 691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 8 rectifié bis** (Construction de nouvelles résidences en zones de montagne, à proximité des étendues d'eau artificielles) : p. 693

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce [n° 658 (2015-2016)]** - (8 mars 2018) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 2103

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 34 sexies (nouveau)** (art. L. 341-2 du code de l'énergie - Exclusion des projets d'électricité renouvelable soutenus dans le cadre d'une procédure concurrentielle du bénéfice de la réfaction tarifaire) : p. 2343

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2761

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur [n° 349 (2017-2018)]** - (22 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3046

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3186

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3776 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3817

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentés » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)]** - (15 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4250

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4620 p. 4622

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article 1er A** (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire) : p. 4964 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 230 rectifié** (Bilan de la situation du fret ferroviaire - Rapport au Parlement) : p. 4998 p. 4999

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5610 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5637

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (28

juin 2018) - **Article 11** (art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L. 230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique) : p. 7599 p. 7602 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 83** (Menu végétarien quotidien dans les cantines des établissements scolaires, universitaires et d'accueil de la petite enfance - Expérimentation) : p. 7624 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 317 rectifié** (Nouvelle mention « démarche agricole de progrès nutritionnel ») : p. 7630 - **Article 11 ter** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique) : p. 7638 p. 7640 p. 7643

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendement n° 37 rectifié sexies** (Étiquetage obligatoire de l'utilisation d'OGM dans le processus de fabrication d'un produit alimentaire) : p. 7676 - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 7685 p. 7687 - **Article additionnel après l'article 11 decies - Amendement n° 33 rectifié septies** (Limitation de l'usage des symboles ou emblèmes faisant référence à la France aux produits alimentaires entièrement élaborés en France à partir de matières premières françaises) : p. 7699

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance du « tilde »** - (3 juillet 2018) : p. 8808 p. 8809

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article 4** (art. 242 bis, art. 1649 quater A bis, art. 1731 ter, art. 1736 et art. 1754 du code général des impôts, art. L. 114-19-1 du code de la sécurité sociale, et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Précision des obligations déclaratives fiscales des plateformes d'économie collaborative) : p. 8873 p. 8874 p. 8875 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 69** (Notion de vente d'occasion) : p. 8876 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8930

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 13** (art. L. 5132-3, L. 6324-1, L. 6324-2, L. 6324-5 à L. 6324-9, L. 6325-4, L. 6325-11 L. 6325-14-1, L. 6325-24, L. 6325-25 [nouveau], L. 6326-2, L. 6326-3 et L. 6326-4 du code du travail - Contrats de professionnalisation, périodes de professionnalisation et préparation opérationnelle à l'emploi) : p. 9626

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Article 3** (Résultat de l'exercice 2017 - Affectation au bilan et approbation du bilan et de l'annexe) : p. 9710 - **Article 6** (Comptes spéciaux - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement, aux crédits de paiement et aux découverts autorisés. Affectation des soldes) : p. 9731

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Article 16** (art. L. 2271-1, L. 2272-1, L. 2272-2, L. 6123-3 à L. 6123-7 et L. 6123-8, L. 6123-8-1, L. 6123-8-2, L. 6123-9, L. 6123-10, L. 6123-11, L. 6123-12 et L. 6123-13 [nouveaux] du code du travail - Réforme de la gouvernance du système de formation professionnelle et création de France compétences) : p. 9746

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article 34** (Expérimentation du journal de bord des demandeurs d'emploi) : p. 9847

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10898 p. 10899

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral) : p. 10931 p. 10934 p. 10935 - **Article 12 sexies** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles, forestières, et les cultures marines du littoral) : p. 10941 p. 10942 p. 10943 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 336 rectifié bis** (Installation d'éoliennes sur des territoires de taille réduite) : p. 10949 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 990 rectifié ter** (Installation d'éoliennes sur des territoires de taille réduite) : p. 10951

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11062 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 883** (Opération d'autoconsommation collective - Périmètre fixé par arrêté) : p. 11087 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11121 p. 11122 p. 11126 p. 11129 p. 11136 p. 11138 p. 11144

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2-1 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation - Mesures pour faciliter les possibilités de fusions et d'absorption des organismes d'habitation à loyer modéré et sociétés d'économie mixte entre eux) : p. 11161 - **Article additionnel après l'article 27 bis - Amendement n° 762 rectifié** (Réduction d'impôt - Logements situés dans les communes caractérisées par des besoins particuliers en logement locatif, qui ont fait l'objet d'un agrément du représentant de l'État) : p. 11166 p. 11167 - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11199 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11241 - **Article 34** (art. 2 et articles 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11268 p. 11270 p. 11272 p. 11275 - **Article 34 bis (supprimé)** (art. L. 302-1, L. 631-12-1 à L. 631-12-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, articles L. 151-34 et L. 151-35 du code de l'urbanisme, art. 10 loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 - du 23 décembre 1986 - Création des résidences junior) : p. 11279 p. 11280 - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-1-5 et L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la pré-commission d'attribution dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) : p. 11299 - **Article 38** (art. L. 313-35 et L. 441-1 du code de la construction

et de l'habitation - Gestion en flux des contingents de logements sociaux - Obligations de mixité sociale dans les attributions de logements sociaux - Délégation du contingent préfectoral) : p. 11303 p. 11304

- **Question orale sans débat sur le numerus clausus et les déserts médicaux** - (23 octobre 2018) : p. 14044

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14743 p. 14744 - **Article 3** (art. L. 351-4-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Majoration de durée d'assurance) : p. 14751

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. L. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15399

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article 2** (art. 196 B, 197 et 204 H du code général des impôts - Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source, PAS) : p. 16697

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 159 (2018-2019)]** - (27 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16882

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article 2 nonies (nouveau)** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Extension de l'application du dispositif d'investissement locatif « Pinel » dans les communes couvertes par un contrat de redynamisation de site de défense) : p. 16912 - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre Ier du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16978

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-219 rectifié**

(Agence de financement des infrastructures de transport de France - Suppression) : p. 17013 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-25 (Droits de succession - Résidence principale - Abattement)** : p. 17123 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-90 rectifié (Donations - Montant de l'abattement - Possibilité de réitération)** : p. 17124 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-867 (Entreprises - Mécénat - Plafond)** : p. 17135 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-330 rectifié, n° 568 rectifié et n° 770 rectifié (Mécénat d'entreprise - Déduction d'impôt - Plafond)** : p. 17136 p. 17137 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-286 (Dépenses éligibles au CIR)** : p. 17170

- **Suite de la discussion (29 novembre 2018) - Article 18 quater (nouveau) (art. 39 decies A [nouveau] du code général des impôts - Suramortissement temporaire de 40 % pour les investissements de transformation numérique et de robotisation des PME)** : p. 17203 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-674 rectifié (Installation d'une TVA compétitivité)** : p. 17222 p. 17223 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-321 rectifié bis, n° I-220 rectifié bis et n° I-803 (Archéologie préventive - Fiscalité)** : p. 17227 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-708 rectifié (Intégration des locaux sanitaires dans le cadre de l'art. 279-0 bis A du code général des impôts)** : p. 17236 p. 17237 - **Article 29 (Intitulé de la section XI du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public)** : p. 17287 p. 17288 p. 17292 p. 17296 p. 17297 - **Article 29 quater (nouveau) (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Baisse de taux des taxes affectées aux CTI et aux CPDE et possibilité de réviser ceux-ci par arrêté dans la limite d'une fourchette déterminée)** : p. 17306 - **Article 36 (art. L 131-8, L. 225-1-1, L. 241-2 et L. 241-11 du code de la sécurité sociale ; art. L 6243-2, L. 6325-16 et L. 6325-17 du code du travail ; art. L 741-16 et L. 741-5 du code rural et de la pêche maritime ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 ; art. 116 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale)** : p. 17314

- **Question orale sans débat sur l'évolution des ports français et notamment bretons après la mise en œuvre du Brexit** - (4 décembre 2018) : p. 17823 p. 17824

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17870 - **Direction de l'action du Gouvernement - État B** : p. 17884 p. 17884 p. 17886 p. 17888 p. 17888 - **Article additionnel après l'article 74 septies** -

Amendements n° II-501 et n° II-507 (Indemnisation de victimes des essais nucléaire (CIVEN)) : p. 17889

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17893

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81 (Soutien à l'investissement local)** : p. 18187 - **Article additionnel après l'article 81 bis - Amendement n° II-601 rectifié ter (Base de calcul de répartition de la DETR)** : p. 18190 p. 18191

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 49 (art. 220 nonies du code général des impôts - Assouplissement des conditions d'éligibilité au crédit d'impôt pour le rachat des entreprises par leurs salariés)** : p. 18220 p. 18221 p. 18222

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article 51 quater (nouveau) (art. 150-0 B ter du code général des impôts - Aménagement du champ de réinvestissement du régime de « l'apport-cession »)** : p. 18245 p. 18246 p. 18248 - **Article additionnel après l'article 51 octies - Amendement n° II-953 (Emprunt dans le cadre d'une opération de reprise - Réduction d'impôt)** : p. 18252 - **Article 52 (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 995 et 1001 du code général des impôts - Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurances (TSCA) sur la garantie décès des contrats d'assurance emprunteur)** : p. 18256 - **Article 52 bis (nouveau) (art. 421-4-2 du code des assurances - Relèvement à 25 % du plafond légal de la contribution des assureurs au fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages)** : p. 18258 - **Article additionnel après l'article 53 quater - Amendement n° II-807 rectifié bis et n° II-921 (Unités de compostage agricole - Taxes foncières - Exonérations)** : p. 18267 - **Article additionnel après l'article 55 quaterdecies - Amendement n° II-790 (Aide aux commerçants et artisans pour prendre le virage du numérique - Crédit d'impôt)** : p. 18310 - **Article additionnel après l'article 55 novodecies - Amendement n° II-298 rectifié (Organismes du secteur culturel, social, humanitaire ou patrimonial - Mécénat - Rapport annuel)** : p. 18316 p. 18317 - **Article 56 bis (nouveau) (art. L. 2333-34, L. 2333-34-1 [nouveau], L. 2333-35 et L. 2333-38 du code général des collectivités territoriales - Aménagements à la taxe de séjour)** : p. 18364

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Article unique** : p. 21436

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21478

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux revenus modestes non salariés** - (13 décembre 2018) : p. 21525 p. 21526

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21622 p. 21623

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure du 17 janvier 2018 au 30 juin 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Retards du contrôle aérien : la France décroche en Europe [n° 568 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 147 tome 3 vol. 3 annexe 11 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Missions et moyens de la Douane - Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI).

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine de Kersauson, Présidente de la 2ème Chambre de la Cour des Comptes, sur la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de la fédération syndicale de la police nationale - CFDT.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - FO.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - UNSA-FASMI.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Eric Morvan, directeur général de la police nationale.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de représentants de l'Union des policiers nationaux indépendants (UPNI).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017, portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice, de Mme Béatrice Bossard, sous-directrice de la justice pénale générale et de Mme Marie-Céline Lawrysz, chef du bureau de la police judiciaire.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022 - Communication.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de Me Thibault de Montbrial, avocat au barreau de Paris, président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modernisation de la navigation aérienne - Communication de M. Vincent Capo-Canellas.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réseau de l'enseignement français à l'étranger - Communication.

Déplacements à Washington du 15 au 18 mai 2018, et à Berlin les 13 et 14 juin 2018 - Communication.

Réunion du lundi 24 septembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif aux projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Investissements d'avenir » (et communication sur son contrôle budgétaire sur les avances remboursables dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Enjeux budgétaires et fiscaux de la transition énergétique et écologique - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Table ronde consacrée aux privatisations réunissant MM. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, Emmanuel de Rohan Chabot, président de l'association française des jeux en ligne (FJEL), François Ecalle, président de FIPECO et Yves Crozet, économiste des transports.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 75 à 76 quinquies) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) », « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen d'amendements du Gouvernement sur les articles appelés en seconde délibération.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 263 (2017-2018)]** - (6 février 2018) - **Discussion générale** : p. 937

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de moyens des parquets** - (6 février 2018) : p. 943

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 263 (2017-2018)] (suite)** - (6 février 2018) - **Article 7** (*Simplification des procédures*

d'urbanisme pour la réalisation de constructions, d'installations et d'aménagements temporaires) : p. 978 - **Article 7 bis (nouveau)** (*Raccordement des péniches parisiennes au réseau public de collecte des eaux usées*) : p. 979 - **Article 13 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2111-3 du code des transports - Dérogation à l'ordonnance « concessions » pour la fixation des tarifs à la charge des usagers du « Charles de Gaulle Express » (CDG Express) - Dérogation au code des transports concernant les compétences de l'ARAFER sur le CDG Express*) : p. 984

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les projets de relance de la construction européenne** - (19 avril 2018) : p. 4112

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (22 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 436 rectifié bis** (*Prolongation du dispositif autorisant les praticiens titulaires de diplômes hors Union européenne à poursuivre leurs fonctions jusqu'au 31 décembre 2020*) : p. 6622

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1115** (*Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Réquisition temporaire*) : p. 10850

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 14 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 113 de la loi n° 2017-36 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté - Transfert différé de la compétence de politique de l'habitat à la métropole du Grand Paris*) : p. 10978

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (*art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions*) : p. 11381 p. 11382 p. 11385 p. 11388 p. 11390

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article 2** (*art. 196 B, 197 et 204 H du code général des impôts - Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source, PAS*) : p. 16700 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (*Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux*) : p. 16708 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-812** (*Covoiturage - Aides patronales - Exonération fiscale*) : p. 16713 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-546 rectifié bis** (*Conseillers municipaux non défrayés - Frais de déplacement - Déduction fiscale*) : p. 16719 - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 35 bis du code général des impôts - Abrogation de l'exonération d'impôt pour les produits de la location d'une partie de la résidence principale ou d'une chambre d'hôte*) : p. 16722

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (*« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption*) : p. 16753 - **Article 19 (priorité)** (*art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecimes du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16788 p. 16791 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendement n° I-474** (*Vols intérieurs - Exonération de taxe intérieure de consommation - Suppression*) : p. 16807 - **Article 18 quinquies (nouveau) (priorité)** (*Art. 39 decies C [nouveau] du code général des impôts - Création d'un dispositif d'amortissement fiscal pour les investissements réalisés par les armateurs dans des navires ou des équipements répondant à des*

enjeux de transition écologique) : p. 16817 - **Article additionnel après l'article 18 quinquies (priorité) - Amendement n° I-754 (Acquisition de véhicules et d'engins de piste à faibles émissions - Incitation fiscale)** : p. 16820

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sociale** - (27 novembre 2018) : p. 16890

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-755 rectifié (Assiette de la TVA applicable aux services de transport aérien)** : p. 17214 p. 17216 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-752 rectifié et n° 751 rectifié (Passagers en correspondance - Taxe d'aéroport - Exonération totale ou abattement)** : p. 17217 p. 17218

Seconde partie :

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17407

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17584 p. 17600

Écologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17609 p. 17610 p. 17622 p. 17625 - **Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - État C** : p. 17641

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625 (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France - Création d'une seconde enveloppe)** : p. 17983

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 55 duodecimes - Amendement n° II-938 rectifié ter, devenu l'amendement n° II-398 rectifié quater (Crédit d'impôt en faveur de la production phonographique - Critère de francophonie - Clarification)** : p. 18307 - **Article additionnel après l'article 55 quaterdecies - Amendement n° II-790 (Aide aux commerçants et artisans pour prendre le virage du numérique - Crédit d'impôt)** : p. 18310 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-16 rectifié (Contribution environnementale sur le mégot - Création)** : p. 18349 - **Article 56 bis (nouveau) (art. L. 2333-34, L. 2333-34-1 [nouveau], L. 2333-35 et L. 2333-38 du code général des collectivités territoriales - Aménagements à la taxe de séjour)** : p. 18365 - **Article 56 ter (nouveau) (art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris)** : p. 18371

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 56 septdecies - Amendement n° II-868 rectifié (Passagers en correspondance - Taxe d'aéroport - Taux d'abattement)** : p. 18410

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21465 - **Article unique** : p. 21471 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 1 rectifié bis (Service minimum - Astreinte de 50 % de l'effectif opérationnel)** : p. 21472 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 3 rectifié (Programmes de modernisation des outils de contrôle de la navigation aérienne - État d'avancement - Rapport au Parlement)** : p. 21472 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 21473

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21674

CAPUS (Emmanuel)
sénateur (Maine-et-Loire)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance le 17 janvier 2018 ; puis vice-président du 24 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi pour un État au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018 ; puis membre le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République le 11 avril 2018 ; puis vice-président du 17 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la prise de garanties immobilières [n° 534 (2017-2018)] (1er juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les maisons de l'emploi : renforcer leur gouvernance et pérenniser leur financement pour une politique territoriale de l'emploi vraiment efficace [n° 652 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Travail et emploi [n° 147 tome 3 annexe 31 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la société anonyme Bpifrance.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition conjointe des organisations syndicales de la fonction publique.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017, portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des finances*) : « Adapter les règles de l'impôt sur les sociétés au nouveau contexte international et européen » : audition conjointe de M. Grégory Abate, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la Direction de la législation fiscale, M. Bernard Bacci, directeur fiscal du groupe Vivendi, Mme Béatrice Deshayes, directrice fiscale du groupe LVMH, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS Francis Lefebvre Avocats et de Mme Stéphanie Robert, directeur de l'Association française des entreprises privées (AfeP).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Fabrice Melleray, professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris.

Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan de l'action de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations (CIVS) - Communication.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Travail et emploi » et du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Maisons de l'emploi - Communication.

Examen du rapport d'information préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP).

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de Mme Véronique Bédague-Hamilius,

MM. Ross McInnes et Frédéric Mion, co-présidents du Comité action Publique 2022.

Réunion du lundi 24 septembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif aux projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des finances*) : « État et perspectives de la générosité en France » - Audition commune de MM. Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, Edouard Marcus, chef du service juridique de la fiscalité à la direction générale des finances publiques, Jean-Benoît Dujol, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, et Daniel Bruneau, auteur de l'étude « Panorama national des générosités » d'avril 2018, Mme Sylvaine Parriaux, déléguée générale de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical) et M. Olivier Cueille, directeur général de l'entreprise MicroDON.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Engagements financiers de l'État » (et article 77) ; compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Travail et emploi » (et article 84) et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen de l'article 19, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Culture » (et à l'article 74 septies), « Médias, livre et industries culturelles » et le compte d'affectation spéciale « Avances à l'audiovisuel public » (et à l'article 84 quinquies), « Pouvoirs publics », « Conseil et contrôle de l'État », « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative », et « Travail et emploi » (et aux articles 84 et 84 bis) et le compte d'affectation spéciale

« Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen d'amendements du Gouvernement sur les articles appelés en seconde délibération.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la « French Tech » et le commerce extérieur** - (16 janvier 2018) : p. 54

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2179 - **Article 8** (art. L. 1242-2, L. 8115-1, L. 8115-3, L. 8115-4 et L. 8115-6 du code du travail - Possibilité pour l'autorité administrative d'adresser un avertissement en cas de manquement à certaines dispositions du code du travail) : p. 2248

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 26 rectifié bis et n° 210** (Limitation à trois mois de la durée des contrôles opérés par les URSSAF) : p. 2277 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 27 rectifié** (Transmission des fichiers des écritures comptables (FEC) dans le cadre d'un examen de comptabilité - Délai étendu à 30 jours) : p. 2279 - **Article 34** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables) : p. 2326 p. 2333 - **Article 34 sexies (nouveau)** (art. L. 341-2 du code de l'énergie - Exclusion des projets d'électricité renouvelable soutenus dans le cadre d'une procédure concurrentielle du bénéfice de la réfaction tarifaire) : p. 2343 p. 2344

- **Suite de la discussion** (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2428

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3193

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3933

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices [n° 411 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4092

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences pour les entreprises françaises en Iran du retrait américain de l'accord de Vienne** - (15 mai 2018) : p. 4241

- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4288 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement 1** (Autorité judiciaire - Engagement de poursuite sans autorisation préalable de l'administration) : p. 4296

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article 18** (art. L. 46, L. 231 et L. 237 du code électoral ; art. L. 2122-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4121-3 [nouveau] du code de la défense -

Éligibilité des militaires en position d'activité au mandat de conseiller municipal) : p. 4479

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5607 - **Article 8** (art. 787 B du code général des impôts - Modernisation du Pacte Dutreil) : p. 5621 p. 5623 - **Article 14** (Abrogation de dispositions du code de commerce relatives à l'information préalable des salariés en cas de cession d'entreprise) : p. 5633 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5638

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la zone euro** - (26 juin 2018) : p. 6735 p. 6736

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8842 p. 8843 - **Article additionnel après l'article 4 sexies - Amendement n° 55 rectifié** (Traitement automatisé de lutte contre la fraude - Rapport au Parlement) : p. 8880 p. 8881 - **Article 7** (art. 1740 A bis [nouveau] et 1753 du code général des impôts, L. 80 E du livre des procédures fiscales, L. 114-18-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sanction à l'égard des tiers complices de fraude fiscale et sociale) : p. 8886 p. 8887 p. 8889 p. 8890 p. 8891 - **Article 11** (art. 238-0 A, 39 terdecies, 125-0 A, 182 A bis, 182 A ter, 182 B, 244 bis, 244 bis B, 39 duodecies, 119 bis, 125 A, 145, 150 ter, 187, 163 quinquies C, 163 quinquies C bis, 219, 792-0 bis du code général des impôts, et art. L. 62 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la liste des États et territoires non coopératifs) : p. 8912 - **Article 12 (nouveau)** (art. L. 247 et art. L. 251 A du livre des procédures fiscales - Rétablissement de la faculté transactionnelle de l'administration fiscale en cas de poursuites pénales) : p. 8918 - **Article 9 ter (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Possibilité pour le parquet d'engager la poursuite du délit de blanchiment de fraude fiscale) : p. 8928 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8931

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du partage des richesses en France** - (10 juillet 2018) : p. 9433

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9690

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13419

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (16 octobre 2018) - **Article 51** (art. 100 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Allègement des procédures en matière de construction des établissements pénitentiaires et report du moratoire sur l'encellulement individuel) : p. 13893

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget des armées** - (8 novembre 2018) : p. 15101

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15757

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16657 p. 16658 p. 16666

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article 2** (art. 196 B, 197 et 204 H du code général des impôts - Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source, PAS) : p. 16699 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 35 bis du code général des impôts - Abrogation de l'exonération d'impôt pour les produits de la location d'une partie de la résidence principale ou d'une chambre d'hôte) : p. 16720

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendements n° I-554 et n° I-613 rectifié ter** (Biogaz - TICPE - Exonération) : p. 16747 - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16756 p. 16760 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16776 p. 16779 p. 16780 p. 16795 p. 16796 p. 16797 p. 16800 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendement n° I-558 rectifié** (Gazoles paraffiniques de synthèse) : p. 16809 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-536 rectifié, n° I-600, n° I-635, n° I-816, n° I-875 et n° I-1001** (Opérations d'« arbitrage de dividendes ») : p. 16867

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 159 (2018-2019)]** - (27 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16882 p. 16882

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article 3** (Art. 1663 C et 1665 bis du code général des impôts - Mesures d'accompagnement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu) : p. 16921 - **Article 4** (art. 197 et 204 H du code général des impôts - Plafonnement de la réduction d'impôt sur le revenu dans les DOM) : p. 16930 - **Article 5** (art. 295 A du code général des impôts - Suppression de la TVA non perçue récupérable, TVA NPR) : p. 16940 - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre 1er du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16975 p. 16976

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 12** (art. 216, 219, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 Q et 223 R du code général des impôts - Réforme du régime de l'intégration fiscale) : p. 17035 p. 17036 - **Article 13** (art. 112, 209, 209-0 B, 212, 212 bis, 223 B, 223 B bis, 223 I, 223 Q et 223 S du code général des impôts - Réforme des dispositifs de limitation des charges financières) : p. 17050 - **Article 14** (art. 39, 39 terdecies, 44 sexies 0-A, 73 E, 93, 93 quater, 199 ter D, 201, 209, 219, 221 bis, 223 C, 223 H, 238, 238 bis G, 1668, 1740-0 C [nouveau] du code général des impôts, et art. L. 13 BA du livre des procédures fiscales - Réforme du régime d'imposition des produits de cession ou concession de brevets) : p. 17059 p. 17060 p. 17061 p. 17062 p. 17063 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-148** (Holding animatrice - Définition) : p. 17075 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-555 rectifié** (Dispositif « Madelin » - Pérennisation) : p. 17077 p. 17078 - **Article additionnel après l'article 16 septies - Amendement n° I-476 rectifié**

(Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF) : p. 17102

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-557 rectifié (TVA sociale - Instauration)** : p. 17221 - **Article 29 (Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricics, 1647 et 1609 sextricics du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre 1er du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public)** : p. 17296 p. 17297 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 17339

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17365 p. 17370

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17381

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17404 - **Investissements d'avenir - État B** : p. 17419 p. 17420

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17425 - **État B** : p. 17451 p. 17452

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2018) : p. 17473

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17875

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17890 p. 17891 - **Travail et emploi - État B** : p. 17905 p. 17907 p. 17909 p. 17911 p. 17916

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 51 bis - Amendement n° II-796 rectifié (Taxe sur les salaires - 3e taux majoré - Rétablissement)** : p. 18241 - **Article 52 bis (nouveau) (art. 421-4-2 du code des assurances - Relèvement à 25 % du plafond légal de la contribution des assureurs au fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages)** : p. 18259 - **Article 53 (art. 73 B du code général des impôts - Plafonnement de l'abattement sur les bénéfices en faveur des jeunes agriculteurs)** : p. 18262 - **Article additionnel après l'article 53 quater - Amendement n° II-807 rectifié bis et n° II-921 (Unités de compostage agricole - Taxes foncières - Exonérations)** : p. 18267 - **Article additionnel après l'article 53 quater - Amendements n° II-127 rectifié quater, n° II-331 rectifié et n° II-395 rectifié bis (Veuves d'anciens combattants - Demi-part fiscale supplémentaire - Limite d'âge - Abaissement)** : p. 18268 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendements n° II-363, n° II-482 rectifié bis et n° II-886 (Investissement réalisé outre-mer - Aide fiscale - Condition d'application)** : p. 18283 - **Article 56 (art. 1406, 1499-00 A, 1500, 1517, 1518, 1518 A sexies [nouveau] du code général des impôts - Aménagement des règles d'évaluation de la valeur locative des locaux industriels)** : p. 18329 p. 18331 p. 18332 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-296 rectifié ter et n° 908 rectifié (Taxes funéraires - Paiement dématérialisé - Généralisation)** : p. 18353

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2018) - **Article 39 et état B (Crédits du budget général)** : p. 18514 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18523 p. 18524

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Article 1er (art. L. 2113-8 du code général des collectivités territoriales, art. L. 290-2 du code électoral - Relèvement de l'effectif transitoire du conseil municipal des communes nouvelles)** : p. 18562 - **Article 2 (supprimé) (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Instauration d'une commission permanente dans les plus grandes communes nouvelles)** : p. 18565

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21487

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21616

CARCENAC (Thierry)
sénateur (Tarn)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2019 (7 décembre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques [n° 147 tome 3 vol. 1 annexe 15 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Compte d'affectation spéciale : gestion du patrimoine immobilier de l'Etat [n° 147 tome 3 vol. 2 annexe 15 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Missions et moyens de la Douane - Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des finances*) : Rapport du Conseil des prélèvements obligatoires relatif aux prélèvements obligatoires sur le capital des ménages - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des finances*) : Programme « Habiter mieux » - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Utilisation et ouverture des données et des algorithmes en matière fiscale - Audition commune de MM. Antoine BOZIO, directeur de l'Institut des politiques publiques, Yannick Girault, directeur du service « Cap numérique » à la direction générale des finances publiques (DGFIP), Jean Lessi, secrétaire général de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et Henri Verdier, directeur interministériel du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat (DINSIC).

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Recours aux personnels contractuels dans l'éducation nationale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan de l'action de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations (CIVS) - Communication.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maïté Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Marc El Nouchi, président de la commission des infractions fiscales.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modernisation de la navigation aérienne - Communication de M. Vincent Capo-Canellas.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de Mme Solange Moracchini et M. Dominique Gaillardot, avocats généraux à la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Disponibilité des hélicoptères du ministère des armées - Communication.

Contrôle budgétaire - Maisons de l'emploi - Communication.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes, Éric Morvan, directeur général de la police nationale et Christian Rodriguez, major général de la gendarmerie nationale, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les équipements de la police et de la gendarmerie (acquisition et utilisation).

Audition de Mme Véronique Bédague-Hamilius, MM. Ross McInnes et Frédéric Mion, co-présidents du Comité action Publique 2022.

Réunion du lundi 24 septembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Répartition et utilisation des aides à la pierre - Communication.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des finances*) : Chaîne de paiement des aides agricoles versées par l'Agence de services et de paiement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et CAS « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Culture » et article 74 bis (et communication sur le contrôle budgétaire sur la gestion déconcentrée des crédits du ministère) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Travail et emploi » (et article 84) et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 75 à 76 quinquies) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) », « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen définitif de l'équilibre, des missions (dont la mission « Défense » précédemment examinée et réservée), des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et aux articles 82 à 83 quater), « Santé » (et aux articles 81 quater et 81 quinquies), « Gestion des finances publiques et ressources humaines » (et aux articles 77 bis et 77 ter), « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et le compte d'affectation spéciale «

Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (et aux articles 84 ter et 84 quater), « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions », « Immigration, asile et intégration » (et à l'article 77 quater) et « Sécurités » et le compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2034

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8847 - **Article 1er (supprimé)** (art. 28-2 du code de procédure pénale - Renforcement de la police fiscale) : p. 8858 - **Article 6** (art. 1653 G et 1729 A bis [nouveaux] du code général des impôts - Publication des sanctions administratives appliquées aux personnes morales à raison de manquements fiscaux d'une particulière gravité) : p. 8884

- **Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13425

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article 12** (art. 216, 219, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 Q et 223 R du code général des impôts - Réforme du régime de l'intégration fiscale) : p. 17035 p. 17036 - **Article 13** (art. 112, 209, 209-0 B, 212, 212 bis, 223 B, 223 B bis, 223 I, 223 Q et 223 S du code général des impôts - Réforme des dispositifs de limitation des charges financières) : p. 17047 - **Article 16** (art. 787 B du code général des impôts - Adaptation de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit « Dutreil » en cas de transmission d'entreprises) : p. 17069 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-394 rectifié bis** (Épargne de partage) : p. 17120 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-631 rectifié bis** (Épargne de partage) : p. 17121

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (6 décembre 2018) : p. 18113 p. 18114 p. 18124 - **Article 84 quater (nouveau)** (Hôtel du commandement de la Marine (Papeete)- Transfert de propriété à la Polynésie française) : p. 18134

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81** (Soutien à l'investissement local) : p. 18184 p. 18185 p. 18186 - **Article 81 ter (nouveau)** (Fonds de stabilisation des départements pour les années 2019 à 2021) : p. 18195

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 56 ter (nouveau)** (art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris) : p. 18371 p. 18372

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article 56 quater** (art. 231 ter et 1599 quater C du code général des impôts - Taxe annuelle sur les bureaux, commerces, locaux de stockages et de stationnement et taxe additionnelle sur les surfaces de stationnement en Île-de-France) : p. 18392 - **Article additionnel après l'article 57 - amendement n° II-243 rectifié** (Cartes grises - Fiscalité - Base taxable) : p. 18420 - **Article 58** (art. 244 quater U du code général des impôts et art. 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances

pour 2009 - Prorogation pour trois ans et ajustement du crédit d'impôt « éco-prêt à taux zéro », éco-PTZ) : p. 18424

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 191 (2018-2019)]** - (17 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21559

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
Les Républicains

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire et du ministre de l'agriculture et de l'alimentation le 5 novembre 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Président de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale le 30 janvier 2018.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Dominique Giorgi, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les Outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR), et de Mme Yannick Moreau, présidente du Comité de suivi des retraites (CSR).

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Patricia Ferrand, présidente, Jean-Michel Pottier, vice-président et M. Vincent Destival, directeur général de l'Unédic.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur et M. Alain Gubian, directeur financier de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos).

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2017) - Audition de MM. Denis Morin, président, David Appia, conseiller maître, Jean-Pierre Laboueix, président de section à la 6e chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - table ronde des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav).

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Désignation d'un membre du bureau.

Échange de vues sur le programme de travail et nomination de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article 3** (art. L. 135 ZJ [nouveau] et art. L. 135 ZK [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 59 octies du code des douanes, et art. L. 114-12-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Échange d'informations entre administrations à des fins de lutte contre la fraude) : p. 8865 p. 8866

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9669

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Extension de la dispense du recours à un architecte pour les constructions de faible surface des coopératives d'utilisation de matériel agricole) : p. 11029

- **Suite de la discussion (24 juillet 2018) - Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-19 du code de l'environnement - Rétablissement des préenseignes relatives à la vente des produits du terroir dans les restaurants) : p. 11527

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 674 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13089

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les boucheries** - (2 octobre 2018) : p. 13336 p. 13337

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Article 4** (Compensation financière des charges engendrées par les mesures proposées) : p. 14702

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (7 novembre 2018) - **Article 16** (art. L. 424-2 du code de l'environnement - Dérogations à l'interdiction de chasser certains oiseaux) : p. 15002 p. 15004

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ;

art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15399 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 7 rectifié** (Médecins retraités - Exonération fiscale) : p. 15404 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 168 rectifié quater** (Médecins retraités - Cotisations retraite - Exonération partielle) : p. 15408

- **Suite de la discussion (15 novembre 2018) - Article 16** (art. L. 131-6 et L. 136-3 du code de la sécurité sociale ; art. 15 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Clarification des modalités de calcul des cotisations sociales des travailleurs indépendants) : p. 15490 - **Article 19** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0-S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État et entre régimes de sécurité sociale) : p. 15502 - **Article 20** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Reprise par la Cades des déficits portés en trésorerie par l'Acoss) : p. 15521

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15847

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17948 p. 17949

CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
Les Républicains

Démissionnaire le 6 août 2018.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 6 août 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (7 février 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Antoine Petit, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Centre national de recherche scientifique (CNRS).

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Un nouveau baccalauréat pour construire le lycée des possibles » - Audition de M. Pierre Mathiot, professeur des universités en science politique à Sciences Po Lille.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de la mission d'information sur l'état du système éducatif en Guyane.

Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur le métier d'enseignant - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 37

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024** [n° 263 (2017-2018)] - (6 février 2018) - **Discussion générale** : p. 928

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants** [n° 242 (2017-2018)] - (7 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1065 p. 1066

- **Suite de la discussion** (8 février 2018) - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendement n° 189 rectifié** (*Définition de l'offre et des besoins régionaux des formations supérieures - Conférence régionale de l'orientation post-bac*) : p. 1161 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 129 rectifié quater** (*Droit au maintien aux bourses - Contrôle de l'assiduité des étudiants*) : p. 1166

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat** [n° 589 (2016-2017)] - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1648 - **Article 1er** (*Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif*) : p. 1656 p. 1658 p. 1659 - **Article 2** (*Contrôle des établissements hors contrat - Clarification des procédures*) : p. 1669

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la contractualisation entre les collectivités territoriales et l'État** - (22 mai 2018) : p. 4409 p. 4410

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6726

CARRÈRE (Maryse)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (31 janvier 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques de 2024 (7 février 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (22 février 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (10 juillet 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (26 novembre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (26 novembre 2018).

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 30 mai 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à préciser les dispositions de l'article 459 du code de procédure pénale [n° 703 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Protection judiciaire de la jeunesse [n° 153 tome 9 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du Docteur Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Article 2** (*art. L. 2231-11, L. 2241-5, L. 2141-7-1 [nouveau], L. 2242-11, L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2254-2 du code du travail - Aménagement des règles issues de l'ordonnance relative au renforcement de la négociation collective*) : p. 173

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Deuxième lecture [n° 248 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 832

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L. 621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation*) - **Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur** : p. 1109 p. 1114 p. 1115

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Commission mixte paritaire [n° 275 (2017-2018)]** - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1496

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la friche industrielle de Vallourec à Tarbes** - (20 février 2018) : p. 1579

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1800 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 12** (*Rapport au Parlement - Caractéristiques statutaires et indiciaires de la catégorie A+ au sein de la fonction publique d'Etat*) : p. 1810 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 rectifié** (*Rapport au Parlement - Remboursement des traitements perçus pendant la scolarité des élèves de l'ENS, l'ENA et l'X en cas de non-respect de la durée minimale au service de l'Etat*) : p. 1813 - **Article 2 (supprimé)** (*art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Saisine obligatoire de la commission de déontologie de la fonction publique pour les demandes de mobilité de fonctionnaires soumis à déclaration auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*) : p. 1814 p. 1815 - **Article 4** (*art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Extension du contrôle de la commission de déontologie de la fonction publique*) : p. 1818 - **Article 4 bis (nouveau)** (*art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Publicité des avis rendus par la commission de déontologie de la fonction publique*) : p. 1819 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 16 rectifié bis** (*Transfert des compétences de la commission de déontologie de la fonction publique à une commission spécialisée de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*) : p. 1822 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 14** (*Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités*) : p. 1827

- **Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 318 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1982 p. 1983

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2451 p. 2452 - **Article 1er** (*art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Missions et outils de la Commission nationale de l'informatique et des libertés*) : p. 2463 p. 2465 p. 2466 p. 2467 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 17 et 18 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Conditions de délibération de la formation restreinte de la CNIL chargée des sanctions*) : p. 2473 - **Article 4** (*art. 44 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Modalités d'exercice des pouvoirs de contrôle de la CNIL*) : p. 2477 p. 2478 - **Article 6** (*art. 45, 46, 47 et 48 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; article 226-16 du code pénal - Mesures correctrices et sanctions*) : p. 2482 - **Article 5 (précédemment réservé)** (*art. 49 et art. 49-1 à 49-5 [nouveaux] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Procédure de coopération entre la CNIL et d'autres autorités de contrôle de l'Union européenne*) : p. 2487 - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 39** (*Obligations de transparence des responsables de traitement à l'égard des personnes concernées par un traitement des données personnelles*) : p. 2498 p. 2499 - **Article additionnel avant l'article 11 - Amendement n° 36** (*Possibilité pour le législateur d'interdire le traitement de données sensibles rendues publiques*) : p. 2500

- **Suite de la discussion** (21 mars 2018) - **Article 12** (*art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques*) : p. 2769 - **Article additionnel après l'article 14 AA - Amendements n° 68 rectifié, n° 37 rectifié et n° 38 rectifié** (*Traitement des données*)

à caractère personnel - Consentement - Précision sur la notion de consentement) : p. 2780 - **Article additionnel après l'article 14 AA - Amendement n° 38 rectifié** (Droit de cession de l'utilisation des données personnelles - Consentement) : p. 2781 - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. L. 311-3-1 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 612-3 du code de l'éducation - Décisions prises sur le fondement d'algorithmes) : p. 2787 - **Article 19** (art. 70-1 à 70-27 [nouveaux] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données à caractère personnel en matière pénale) : p. 2813 p. 2814 - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 2335-17 [nouveau], L. 3662-4, L. 5211-35-3 [nouveau], L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation communale et intercommunale pour la protection des données à caractère personnel) : p. 2823

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3079

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Commission mixte paritaire [n° 248 (2017-2018)]** - (11 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3620

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3783 p. 3784 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié, n° 33 rectifié bis, n° 6 rectifié ter, n° 28 rectifié, n° 3 rectifié, n° 19 et n° 25 rectifié bis** (Subventions et aides - Éligibilité des communes qui conservent les compétences eau/assainissement) : p. 3802 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 24 rectifié ter, n° 9 rectifié et n° 17 rectifié ter** (Exceptions au principe d'équilibre des EPCI - Seuil) : p. 3807

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4105 p. 4106

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5730

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 313-11, L. 313-13 [abrogé], L. 313-18, L. 313-25 et L. 313-26 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de la carte de séjour pluriannuelle aux bénéficiaires de la protection subsidiaire et aux apatrides ainsi qu'aux membres de leur famille) : p. 6252

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6325 - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile) : p. 6355 - **Article 7** (art. L. 733-5, L. 741-1, L. 741-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Choix de la langue utilisée lors de la procédure et demande d'asile conjointe pour les parents et leurs enfants mineurs) : p. 6375

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 8** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6417

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9094 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 73 rectifié bis, n° 85 rectifié et n° 103 rectifié bis** (Infraction sexuelle - Possibilité de diligenter une enquête après le délai de prescription) : p. 9124

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 juillet 2018) : p. 9173

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)] (suite)** - (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendements n° 63 rectifié, n° 78 rectifié, n° 87 rectifié et n° 115 rectifié bis** (Agressions sexuelles autre que le viol - Circonstance aggravante) : p. 9215 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié bis, n° 7 rectifié sexies, n° 81 rectifié bis, n° 93 rectifié et n° 108 rectifié bis** (Aide sociale à l'enfance - Repérage et orientation des mineurs victimes ou menacées de mutilations sexuelles) : p. 9225 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 100 rectifié bis** (Prévention et répression des actes pédophiles commis dans les établissements et institutions publics ou privés recevant des mineurs) : p. 9226 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 80 rectifié bis et n° 89 rectifié** (Associations diffusant un message de haine à l'égard des femmes - Dissolution) : p. 9227 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9239

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9468 p. 9469

- **Attribution à une commission des prérogatives d'une commission d'enquête** - (23 juillet 2018) : p. 11361

- **Projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Commission mixte paritaire [n° 687 (2017-2018)]** - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13242

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13327

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Article 12 (supprimé)** (art. 233, 238, 246, 247-2, 247-3 [nouveau], section 3 du chapitre II du titre VI du livre Ier, art. 251, 252, 253, 254, 257, 262-1, 311-20, 313, 375-3 et 515-12 du code civil - Simplification de la procédure de divorce par la suppression de la tentative de conciliation préalable à l'assignation) : p. 13514 p. 13516 - **Article 13** (art. 2-1 et 2-2 [nouveaux] la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation et de simplification de la justice du XXI^e siècle, art. L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Procédure sans audience devant le tribunal de grande instance et procédure dématérialisée de règlement de petits litiges) : p. 13523 p. 13524

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14068

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 3** (Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Conseil d'administration) : p. 15132 - **Article 7** (art. L. 1233-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conventions pluriannuelles conclues entre l'ANCT, l'État et les

établissements publics intervenant sur des périmètres connexes et complémentaires, ANRU, ANAH, ADEME, CEREMA) : p. 15147

- **Débat sur la ruralité, une chance pour la France** - (21 novembre 2018) : p. 16557

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article 7** (art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM) : p. 16965

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-968**

(*Subventions et primes d'équipement reçues au titre du « plan Loup » - Régime d'imposition*) : p. 17161

Seconde partie :

Justice

- (1er décembre 2018) : p. 17510

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21429 p. 21430

CARTRON (Françoise)
sénatrice (Gironde)
SOCR, puis LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 16 octobre 2018.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly jusqu'au 19 mars 2018.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 290 (2017-2018)] visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau prévue à l'article 28 de la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 [n° 377 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail le 18 septembre 2018 [n° 25 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective : Mettre les nouvelles mobilités au service de tous les territoires [n° 117 (2018-2019)] (8 novembre 2018) - **Société - Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janailac, Président-directeur général du groupe Air France-KLM.

(*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Louis Chauvel, sociologue, professeur à l'Université du Luxembourg, auteur de « La spirale du déclassement », dans le cadre de la préparation du rapport d'information sur le pacte des générations.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport et du texte de la commission, en première lecture.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Martin Vanier, géographe, professeur à l'École d'Urbanisme de Paris.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Éric Chareyron, directeur prospective, modes de vie et mobilité dans les territoires du groupe Keolis.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Christelle Hamel, chercheuse à l'INED, sur les statistiques de violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Chantal Jouanno, candidate proposée aux fonctions de Présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la révision constitutionnelle.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant (COFRADE).

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Point d'étape sur le rapport « nouvelles mobilités ».

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport d'information sur les nouvelles mobilités.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat (DGEC) au Ministère de la Transition écologique et solidaire, directeur de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC).

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de résolution européenne n° 172 présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1316-2013 en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, COM (2018) 568 final - Communication de M. Michel Vaspert.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 661 - **Article 3** (*Indemnisation des interdictions définitives d'habiter ou d'occuper des lieux pour cause de recul du trait de côte*) : p. 667 - **Article 9** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 680

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 788

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1647 - **Article 1er** (*Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif*) : p. 1662

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2427

- **Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau prévue à l'article 28 de la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 [n° 378 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3412

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4266 p. 4267 p. 4269 p. 4270 - **Article unique** : p. 4276 p. 4277

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries en Nouvelle-Aquitaine** - (29 mai 2018) : p. 4666

- **Question orale sans débat sur le statut des pêcheurs professionnels en eau douce** - (31 juillet 2018) : p. 13213 p. 13214

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup** - (2 octobre 2018) : p. 13338

- **Débat sur la réforme du baccalauréat** - (3 octobre 2018) : p. 13386

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8

novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15084

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du comité interministériel du handicap** - (8 novembre 2018) : p. 15103

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7 (art. L. 241-17 [nouveau] et L. 241-18 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations salariales sur le recours aux heures supplémentaires et complémentaires)** : p. 15303 p. 15305 p. 15306

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16528 p. 16529

- **Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail le 18 septembre 2018 [n° 126 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16578 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 16590

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17626 p. 17627 - **Compte d'affectation spéciale : transition énergétique - État D** : p. 17644 p. 17645 - **Article additionnel après l'article 84 quater - Amendement n° II-62 (Compte d'affectation spéciale « transition énergétique » - Titre - Modification)** : p. 17645

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'usine Ford de Blanquefort** - (18 décembre 2018) : p. 21594

CASTANER (Christophe)

ministre de l'intérieur

(à partir du 16 octobre 2018)

secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement

(jusqu'au 16 octobre 2018)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du lycée Joseph-Gallieni à Toulouse** - (16 janvier 2018) : p. 59

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la plateforme « Parcoursup » (II)** - (16 janvier 2018) : p. 59

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la population kurde (II)** - (23 janvier 2018) : p. 149

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les immigrés en situation irrégulière et déboutés du droit d'asile** - (6 février 2018) : p. 942

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la police de proximité** - (6 février 2018) : p. 944 p. 945

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones agricoles défavorisées** - (15 février 2018) : p. 1536

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière forêt-bois** - (20 février 2018) : p. 1575

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la PAC et la diminution des dotations** - (20 février 2018) : p. 1580

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte scolaire** - (20 février 2018) : p. 1581

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de l'enseignement dans le primaire** - (20 février 2018) : p. 1581 p. 1582

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2021 p. 2022 p. 2023

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la psychiatrie en France** - (8 mars 2018) : p. 2073

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la responsabilité des acteurs privés dans la lutte contre la précarité énergétique** - (20 mars 2018) : p. 2437

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte judiciaire dans le Cantal** - (27 mars 2018) : p. 3097

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la SNCF** - (5 avril 2018) : p. 3459

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le traitement par dialyse** - (5 avril 2018) : p. 3464

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte des zones défavorisées simples** - (19 avril 2018) : p. 4114

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile et le nouveau centre d'accueil à la Villette** - (19 avril 2018) : p. 4116

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)] (suite)** - (16 mai 2018) - **Rappel au règlement** : p. 4299

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (5 juin 2018) : p. 5177 p. 5178 p. 5179 p. 5180 p. 5181 p. 5182 p. 5183 p. 5184 p. 5185 p. 5186 p. 5187 p. 5188 p. 5189

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le handicap et l'accessibilité des logements sociaux** - (7 juin 2018) : p. 5589

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la panthéonisation de Roland Garros** - (7 juin 2018) : p. 5591

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lycées professionnels** - (7 juin 2018) : p. 5593
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les EHPAD** - (7 juin 2018) : p. 5594
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'audiovisuel public** - (7 juin 2018) : p. 5595
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux** - (7 juin 2018) : p. 5596 p. 5597
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mépris envers les institutions** - (7 juin 2018) : p. 5598
- **Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 504 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5701
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de l'« exit tax »** - (21 juin 2018) : p. 6437
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique** - (21 juin 2018) : p. 6439
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux et les EHPAD en période estivale** - (5 juillet 2018) : p. 9206
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les heures supplémentaires non récupérées dans la police** - (10 juillet 2018) : p. 9435
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle du Premier ministre** - (10 juillet 2018) : p. 9436
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de la taxe sur les pylônes électriques** - (10 juillet 2018) : p. 9437
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence sociale** - (24 juillet 2018) : p. 11523
- **Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Commission mixte paritaire [n° 699 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13067 p. 13069
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécheresse** - (25 septembre 2018) : p. 13279
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les boucheries** - (2 octobre 2018) : p. 13336
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations** - (16 octobre 2018) : p. 13830
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans l'Aude** - (16 octobre 2018) : p. 13832
- **Question d'actualité au Gouvernement sur un adolescent tué dans une rixe (I)** - (16 octobre 2018) : p. 13836
- **Question d'actualité au Gouvernement sur un adolescent tué dans une rixe (II)** - (16 octobre 2018) : p. 13837
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'antisémitisme** - (30 octobre 2018) : p. 14808
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les flux migratoires dans les Pyrénées-Atlantiques** - (8 novembre 2018) : p. 15103
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des forces de sécurité** - (8 novembre 2018) : p. 15107
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suicides dans la police** - (13 novembre 2018) : p. 15321
- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2018) : p. 17478 - **État B** : p. 17481 p. 17482 p. 17483 - **Article 71 quater (nouveau)** (*Demande de rapport dressant le bilan du plan préfecture nouvelle génération, PPNG*) : p. 17484
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Strasbourg (I)** - (13 décembre 2018) : p. 21523
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat à Strasbourg (II)** - (13 décembre 2018) : p. 21525
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la malaise dans la police et la gendarmerie** - (18 décembre 2018) : p. 21593

CASTELLI (Joseph)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

CAZABONNE (Alain)
sénateur (Gironde)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure le 17 janvier 2018 ; puis vice-président du 30 janvier 2018 au 30 juin 2018.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 188 (2017-2018)] autorisant l'approbation du protocole annexe à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie [n° 285 (2017-2018)] (7 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Corée du Nord - Audition de Mme Juliette Morillot, spécialiste de la Corée du Nord, et M. Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Jean-Marie Godard, journaliste, auteur de l'ouvrage : « Paroles de flics ».

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole annexe à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de la fédération syndicale de la police nationale - CFDT.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - FO.

Audition de M. Guillaume Lebeau et de Mme Maggy Biskupski.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : OPEX - Audition du Général Grégoire de Saint-Quentin, sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition d'associations nationales professionnelles de militaires.

Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Pierre-Edouard Colliex, médiateur interne de la police nationale, et Philippe Buchin, adjoint au médiateur interne.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Gérard Clérissi, directeur des ressources et compétences de la police nationale, Thomas Fourgeot, chef du bureau des gradés et gardiens de la paix et de Mme Noémie Angel, sous-directrice de la prévention, de l'accompagnement et du soutien.

Audition du général de corps d'armée Hervé Renaud, directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale, et du colonel Charles Bourillon, adjoint au sous-directeur de la politique des ressources humaines.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice, de Mme Béatrice Bossard, sous-directrice de la justice pénale générale et de Mme Marie-Céline Lawrysz, chef du bureau de la police judiciaire.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Joël Barre, délégué général à la direction générale de l'armement.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Pascal Lalle, directeur central de la sécurité publique.

Audition du Dr Gaëlle Encrenaz, docteure en épidémiologie, et du Dr Alain Miras, médecin légiste, maître de conférences des universités, expert agréé par la cour de cassation.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication.

Service national universel - Communication.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Philippe Klayman, directeur central des compagnies républicaines de sécurité (DCCRS).

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Michel Delpuech, préfet de police de Paris, Thibaut Sartre, préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police de Paris, Frédéric Dupuch, directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, Christian Sainte, directeur régional de la police judiciaire, Éric Belleut, directeur adjoint de l'ordre public et de la circulation, Philippe Dalvavie, conseiller technique chargé des affaires juridiques, Lucas Demurger, conseiller technique chargé de la prospective au cabinet du préfet, Denis Safran, conseiller technique, professeur agrégé de médecine chargé des questions de santé en matière de sécurité intérieure.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de Mme Marie-France Moneger-Guhomarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution de la situation en Libye - Examen du rapport d'information.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Audition du Général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'usine Ford de Blanquefort** - (20 mars 2018) : p. 2438 p. 2439

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aléas climatiques pour les viticulteurs** - (29 mai 2018) : p. 4661 p. 4662

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la malaise dans la police et la gendarmerie** - (18 décembre 2018) : p. 21593

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
LaREM

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat Islamique [n° 210 (2017-2018)] - Menace terroriste : pour une République juste mais plus ferme [n° 639 (2017-2018)] (4 juillet 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : Actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018 [n° 657 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Action extérieure de l'Etat : Action de la France en Europe et dans le monde [n° 149 tome 1 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Culture - Economie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission à la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Communication.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Constitution.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur les évolutions politiques et diplomatiques de la Turquie.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : OPEX - Audition du Général Grégoire de Saint-Quentin, sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mardi 6 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. François-Bernard

Huyghe, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Audition de M. Nicolas Hénin, président d'Action résilience.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de Mme Myriam Benraad, professeure en science politique et chercheuse.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Romain Sèze, chargé de recherches à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Mohamed Sifaoui, journaliste-écrivain-réalisateur, dirigeant de la société Terromag.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Manuel Valls, député, ancien Premier ministre.

Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de Mme Hélène Sallon, Journaliste au Monde.

Audition du Dr Serge Hefez, psychiatre.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Evaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Turquie - Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du transport ferroviaire** - (16 janvier 2018) : p. 57

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1592

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie (II)** - (10 avril 2018) : p. 3552

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les heurts en Israël** - (15 mai 2018) : p. 4238

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions**

intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)] - (22 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4423 - **Article 1er** (*Objectifs de la politique de défense et de la programmation financière*) : p. 4433 - **Article 3** (*Programmation des ressources financières pour 2019-2023*) : p. 4434 - **Article 4** (*Provision annuelle pour les OPEX et MISSINT (2019-2023)*) : p. 4437 - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L.4123-8 du code de la défense - *Interdiction de mentionner l'appartenance à une APNM dans le dossier administratif du militaire*) : p. 4465 p. 4466 - **Article 18** (art. L. 46, L. 231 et L. 237 du code électoral ; art. L. 2122-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4121-3 [nouveau] du code de la défense - *Éligibilité des militaires en position d'activité au mandat de conseiller municipal*) : p. 4472

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4609 p. 4610 p. 4611

- **Suite de la discussion** (29 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4649

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact du prix de l'énergie sur l'industrie** - (25 octobre 2018) : p. 14726

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17720

CHAIN-LARCHÉ (Anne)
sénatrice (Seine-et-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises ; puis membre le 10 octobre 2018 ; puis vice-présidente le 11 octobre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences économiques du retrait de la candidature française à l'Exposition universelle de 2025 - Audition de M. Jean-Christophe Fromantin, président du conseil d'administration d'EXPOFRANCE 2025.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Michel Forissier et Mme Catherine Fournier sur les dispositions intéressant les entreprises du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Internet très haut débit par satellite - Table ronde autour de MM. Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques d'Orange, Riadh Cammoun, vice-président en charge des relations institutionnelles de Thales Alenia Space et Jean-François Bureau, directeur des affaires institutionnelles et internationales d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen d'un amendement du rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de classes en zones rurales** - (15 février 2018) : p. 1528 p. 1529

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer** [n° 316 (2017-2018)] - (16 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4326

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale** [n° 547 (2017-2018)] - (12 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 24** (*Présence de parlementaires dans les commissions départementales de coopération intercommunales*) : p. 5755 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 41 et n° 52** (*Présence de parlementaires dans les commissions départementales de coopération intercommunales*) : p. 5757

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 5211-4-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Participation des établissements*

publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à des groupements de commandes) : p. 5823

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs** [n° 549 (2017-2018)] - (14 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 1111-11 et L. 1511-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 1435-5-6 [nouveau] du code de la santé publique et article 27-3 [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - *Maintien des services publics dans les centres-villes*) : p. 6036

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous** [n° 571 (2017-2018)] - (2 juillet 2018) - **Article 14 quater AA (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - *Dérogation aux interdictions de ventes et d'utilisation pour les personnes publiques de produits phytopharmaceutiques en cas d'absence d'efficacité des substituts à lutter contre les dangers sanitaires*) : p. 7830

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle du Premier ministre** - (10 juillet 2018) : p. 9435 p. 9436 p. 9436 p. 9437

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel** [n° 610 (2017-2018)] - (11 juillet 2018) - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - *Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle*) : p. 9569 p. 9570 p. 9584 p. 9585 p. 9586

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - *Rôle des acteurs de la formation professionnelle*) : p. 9656 p. 9657 p. 9661 p. 9662 p. 9663 p. 9665 p. 9666 p. 9667

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 47 - Amendements n° 532 rectifié bis et n° 560 rectifié ter** (*Mesures relatives à l'emploi - Délégation aux régions*) : p. 9895

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article 29** (*Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 17302 p. 17303

Seconde partie :

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17374 p. 17376

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à

divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17403

- Suite de la discussion (11 décembre 2018) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 18529

CHAIZE (Patrick)
sénateur (Ain)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (27 juillet 2018).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 21 septembre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre suppléant du Comité de massif du massif du Jura.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'information du public sur les affaires locales [n° 491 (2017-2018)] (18 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la participation aux groupements de commandes des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 493 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi instituant une obligation d'information des maires et des présidents de conseils départementaux, des interventions effectuées par les services d'incendie et de secours sur le territoire de leur collectivité [n° 532 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 567 (2017-2018)] portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 608 (2017-2018)] (27 juin 2018) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

(*commission des lois*) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine de Kersauson, Présidente de la 2ème Chambre de la Cour des Comptes, sur la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Visioconférence avec Wallis-et-Futuna.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Thierry Dallard, candidat pressenti pour exercer les fonctions de Président du directoire de l'établissement public Société du Grand Paris.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Stéphane Bouillon, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, coordonnateur du plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique -

Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond (11 ter, 11 septies B, 11 sexdecies, 12 à 12 quinquies, 15 bis et 16 B).

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Japon - Communication.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion de programmation pour la session 2018-2019.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Marie-France Bellin, candidate pressentie pour exercer les fonctions de Président du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 14 rectifié decies** (*Harmonisation du traitement des ouvrages de communications électroniques avec celui des ouvrages électriques*) : p. 695

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 788 p. 789

- **Question orale sans débat sur l'insuffisance en moyens humains du tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse** - (13 février 2018) : p. 1433 p. 1434

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1911 - **Article 6** (*art. L. 47 du code des postes et des communications électroniques - Occupation du domaine public routier*) : p. 1930 - **Article 9** (*art. 1519 H du code général des impôts - Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux applicable aux stations radioélectriques - Plafonnement*) : p. 1935

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 92 rectifié** (*Télédéclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024*) : p. 2221

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier du plan Très haut débit** - (20 mars 2018) : p. 2443

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié bis** (*Rétrocession des redevances d'occupation du domaine public des biens et équipements mis à la disposition de l'EPCI à la commune antérieurement compétente*) : p. 3810

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des**

infrastructures du 1er février 2018 - (15 mai 2018) : p. 4230 p. 4231

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 44** (*Agence nationale pour la cohésion des territoires - Consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement*) : p. 5738 p. 5739

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Article 21 bis (nouveau)** (*art. L. 5211-4-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Participation des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à des groupements de commandes*) : p. 5823 - **Article 21 ter (nouveau)** (*art. L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales - Election du maire et de ses adjoints par un conseil municipal incomplet*) : p. 5823 p. 5824 - **Art. 21 quinquies (nouveau)** (*art. L. 5212-26-1 et L. 5722-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Fonds de concours entre un syndicat de communes ou un syndicat mixte de gestion forestière et ses membres*) : p. 5825 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 57 rectifié** (*Taxe d'enlèvement des ordures ménagères*) : p. 5827 p. 5828 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 58 rectifié bis** (*Section de communes - Régime*) : p. 5834

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 382 rectifié** (*Allongement du délai de paiement pour les ventes de produits ou les prestations de services relevant du secteur viticole*) : p. 7444

- **Question orale sans débat sur l'accueil touristique de montagne et l'utilisation de l'eau** - (3 juillet 2018) : p. 8817 p. 8818

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9976

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 juillet 2018) : p. 10912

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** (suite) - (18 juillet 2018) - **Article 15** (*art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre*) : p. 10985 p. 10994

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 18 A (supprimé) - Amendement n° 704 rectifié** (*Extension des parties privatives sur les parties communes inutilisées ou désaffectées - Décision de l'assemblée générale des copropriétaires*) : p. 11032 - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 243-1-1 du code des assurances - Clarification de la portée de l'assurance construction*) : p. 11072 - **Article 19 ter** (*art. L. 271-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Étude géotechnique préalable à la vente d'un terrain constructible et à la construction d'un nouvel immeuble dans les zones exposées au retrait-gonflement des sols argileux*) : p. 11076 - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 111-3-2 du code de la construction et de l'habitation - Hausse du seuil de recours à la cotraitance*) : p. 11103

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 29** (*art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction*)

et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11242

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11379 p. 11383 - **Article 51** (art. L. 324-1-1 et L. 324-2-1 du code de tourisme - Encadrement des locations meublées touristiques) : p. 11432 p. 11434

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 55 bis** (art. L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation - Exigences en matière de constructions neuves) : p. 11571 p. 11573 - **Article 58 ter (nouveau)** (art. 226-4 du code pénal et art. 38 de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Lutte contre l'occupation illicite de domiciles et de locaux à usage d'habitation) : p. 11607 p. 11608

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Délais de dépôt du dossier d'information du maire préalablement à l'installation ou à la modification d'une installation radioélectrique) : p. 11636 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 636 rectifié** (Itinérance - Mise en place au niveau national) : p. 11643 p. 11644 - **Article additionnel après l'article 63 quinquies - Amendement n° 480 rectifié** (Communications électroniques mobiles, carte des déploiements fibre - Carte de la couverture mobile) : p. 11645 p. 11646 - **Article 64** (art. L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - Sanctions du non-respect d'engagements de déploiement de réseaux de communications électroniques) : p. 11647 - **Article additionnel après l'article 64 bis - Amendement n° 303 rectifié** (Déploiement des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique) : p. 11647 p. 11648

- Rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 64 quater (nouveau)** (code des postes et des communications électroniques - Création d'une base normalisée des adresses au niveau national) : p. 11648 - **Article additionnel après l'article 64 quinquies - Amendement n° 476 rectifié bis** (Déploiement de réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique) : p. 11650

- **Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13721

- **Débat sur le thème « Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »** - (24 octobre 2018) : p. 14713

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence) : p. 15115

- **Question orale sans débat sur le processus de construction de nouvelles casernes de gendarmerie** - (20 novembre 2018) : p. 15821

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article 2** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France télécom - Extension de la mission d'aménagement du territoire de La Poste) : p. 16545

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article 7** (art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM) : p. 16960 p. 16961 p. 16962 p. 16963 p. 16964 p. 16967

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-245** (Contribution de solidarité numérique - Création) : p. 17017 p. 17018 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1017** (Taxe sur les téléphones mobiles multifonctions haut et très haut de gamme - Création) : p. 17018

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-321 rectifié bis, n° I-220 rectifié bis et n° I-803** (Archéologie préventive - Fiscalité) : p. 17227

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17360

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17387 p. 17388 p. 17389 p. 17390

CHARON (Pierre)
sénateur (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des évènements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Constitution.

Réunion du mardi 6 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Manuel Valls, député, ancien Premier ministre.

Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le

régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Éric Bio Farina, commandant militaire de la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Michel Besnard, préfet, ancien chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République (GSPR).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen** [n° 397 (2017-2018)] - (10 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3546 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen*) : p. 3564

- **Débat sur l'évolution des droits du Parlement face au pouvoir exécutif** - (16 mai 2018) : p. 4336

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le concert du rappeur Médine au Bataclan** - (12 juin 2018) : p. 5719

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6234 p. 6235

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les assises de l'outre-mer** - (10 juillet 2018) : p. 9432

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (11 octobre 2018) : p. 13670 p. 13671

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs** [n° 52 (2018-2019)] - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14070 p. 14071

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public** [n° 83 (2018-2019)] - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18540

CHASSEING (Daniel)
sénateur (Corrèze)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine jusqu'au 6 mai 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés le 14 mars 2018 ; puis vice-président du 21 mars 2018 au 30 septembre 2018.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 avril 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 39 (2016-2017)] relative au défibrillateur cardiaque [n° 544 (2017-2018)] (6 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : le régime social » [n° 642 tome 3 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate à son renouvellement à la direction générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la profession de physicien médical et à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de

personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes de produits phytopharmaceutiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, Mme Anne Burstin, directrice générale, et M. Simon Kieffer, directeur des établissements et services médico-sociaux, sur la situation dans les Ehpad.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Katia Julienne, candidate pressentie pour le poste de directrice de la Haute Autorité de santé, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR), et de Mme Yannick Moreau, présidente du Comité de suivi des retraites (CSR).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conclusions de M. Alain Milon, président, et de Mme Sophie Primas, présidente, à l'issue des auditions des commissions des affaires sociales et des affaires économiques sur les procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Patricia Ferrand, présidente, Jean-Michel Pottier, vice-président et M. Vincent Destival, directeur général de l'Unédic.

Situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Réunion constitutive.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Jean-Marie Delarue, conseiller d'État, ancien contrôleur général des lieux de privations et de liberté, auteur du livre « Prisons, quel avenir? ».

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde « Formation professionnelle ».

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées - Procédure de législation en commission (Articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de M. Jean Maison, négociant-herboriste, fondateur du Comptoir d'Herboristerie, M. Michel Pierre, herboriste, directeur de l'Herboristerie du Palais Royal et président du syndicat Synaplante, M. Thierry Thévenin, producteur-cueilleur de plantes médicinales, herboriste et botaniste, porte-parole du syndicat des Simples.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition de M. Jacques Fleurentin, docteur ès sciences pharmaceutiques, maître de conférences à l'université de Metz, président de la Société française d'ethnopharmacologie et de M. Cyril Coulard, pharmacien herboriste, titulaire de l'Herboristerie du Père Blaize.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Table ronde des organisations représentatives des salariés autour de M. Philippe Debryne, secrétaire confédéral chargé des questions de formation professionnelle et Mme Chantal Richard, secrétaire confédérale chargée des questions d'assurance chômage de la CFDT, MM. Eric Courpotin, Maxime Dumont, Mme Aline Mougenot et M. Michel Charbonnier de la CFTC, M. Jean-François Foucard, secrétaire national en charge de l'emploi et de la formation, et Mme Laurence Matthys, responsable du service juridique, de la CFE CGC, MM. Denis Gravouil et Lionel Lerogeron, membres de la direction confédérale de la CGT et Mme Karen Gournay, secrétaire confédérale de FO.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de responsables de formations universitaires : M. Guilhem Bichet, docteur en pharmacie et pharmacien d'officine, Mme Sabrina Boutefnouchet, maître de conférences en pharmacognosie à la faculté de pharmacie Paris-Descartes, M. Thierry Hennebel, professeur en pharmacognosie à la faculté de pharmacie de l'Université Lille 2.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Faciliter l'exercice des mandats locaux ».

(*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition conjointe de MM. Gilles Bonnefond, président de l'union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO) et David Pérard, président de la commission Communication de la fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF).

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition de M. Jacques Chevallet, président du groupe Arkopharma.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace - Audition de M. Benjamin Ferras, haut fonctionnaire au sein des ministères sociaux, maître de conférences à Sciences Po Paris.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Examen du rapport.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi n° 489 (2017-2018), adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Audition de Mme Charlotte Lecocq, députée, MM. Bruno Dupuis, consultant senior en management, Henri Forest, ancien secrétaire confédéral de la CFDT et Hervé Lanouzière, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos).

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 12 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'offre de soins - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 105

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 139 - **Article 2** (art. L. 2231-11, L. 2241-5, L. 2141-7-1 [nouveau], L. 2242-11, L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2254-2 du code du travail - *Aménagement des règles issues de l'ordonnance relative au renforcement de la négociation collective*) : p. 159 p. 161 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4 rectifié quater** (*Réalisation d'efforts de formation - Absence d'obligation pour l'employeur*) : p. 187 - **Article 4** (art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - *Adaptation du cadre juridique du comité social et économique*) : p. 198 p. 199 p. 200

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2018) : p. 222 p. 227 - **Article 6** (art. L. 1222-9, L. 1233-3, L. 1235-3, L. 1235-3-2, L. 1236-9, L. 1237-18, L. 1237-19-1, L. 1237-19-2, L. 1237-19-3, L. 1237-19-6, L. 4624-7 et L. 8241-3 du code du travail ; art. 1er de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail - *Modification des règles issues de l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail*) : p. 249 p. 254 p. 255 p. 258 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 58** (*Majoration de la rémunération des heures de travail en cas de durée hebdomadaire inférieure à 24 heures*) : p. 277 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 7 rectifié quater** (*Rapport au Parlement - Recours effectif au télétravail dans les entreprises françaises*) : p. 280 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention - *Ratification de l'ordonnance relative au compte professionnel de prévention*) : p. 286 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 300

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 235 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 772

- **Question orale sans débat sur la situation du logement social** - (13 février 2018) : p. 1445 p. 1446

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Commission mixte paritaire [n° 265 (2017-2018)]** - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1479

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de la hausse du gazole en zone rurale** - (20 février 2018) : p. 1577 p. 1578

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2020

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 92 rectifié** (*Télédéclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024*) : p. 2222

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3171

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3362 p. 3363

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - *Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération*) : p. 3794 p. 3795 p. 3800 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié, n° 33 rectifié bis, n° 6 rectifié ter, n° 28 rectifié, n° 3 rectifié, n° 19 et n° 25 rectifié bis** (*Subventions et aides - Éligibilité des communes qui conservent les compétences eau/assainissement*) : p. 3803 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3817

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - *Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »*) : p. 4303

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des taxes sur les carburants** - (29 mai 2018) : p. 4659

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 131 rectifié** (*Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau*) : p. 4968 - **Article 1er B (nouveau)** (*Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié*) : p. 4977

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - *Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires*) : p. 5076 p. 5081 p. 5085 p. 5087 p. 5088

- **Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 524 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5520

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Article 3** (art. 790 du code général des impôts - *Aménagement de la réduction pour âge du donateur prévue en cas de transmission d'entreprise*) : p. 5613

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article 5** (*Composition du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion des territoires*) : p. 5739 - **Article 11** (art. L. 5211-18, L. 5211-45-1 [nouveau], L. 1111-10, L. 2336-3, L. 5210-1-2, L. 5111-6, L. 5211-41-3, L. 5212-27 et L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 300-6-1 du code de l'urbanisme ; art. 1465 A du code général des impôts - *Liberté de la coopération*)

intercommunale) : p. 5751 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 41 et n° 52** (Présence de parlementaires dans les commissions départementales de coopération intercommunales) : p. 5758 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 1 rectifié quater** (Développement des services d'ingénierie départementaux au profit des communes et EPCI de moins de 50 000 habitants) : p. 5766

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5788 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (Déploiement des défibrillateurs - Schémas régionaux de santé) : p. 5798 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5233-1 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'une base nationale de données relatives aux défibrillateurs automatisés externes, DAE) : p. 5799 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 2 rectifié bis** (Premiers secours - Sensibilisation des élèves - Rapport au Parlement) : p. 5800 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 5** (Drones défibrillateurs - Mise en oeuvre - Rapport au Parlement) : p. 5801

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 29 rectifié bis** (Commission de dotation des équipements ruraux, DETR - Subventions - Avis) : p. 5832

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 1er** (Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER ») : p. 5989 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4 rectifié bis** (Bail à réhabilitation avec option d'achat et bail viager) : p. 5995

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7388

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 9428 - **Discussion générale** : p. 9442 - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9464 p. 9465 p. 9467 p. 9479 - **Article 4** (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences) : p. 9499 p. 9500 p. 9500

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 6** (art. L. 2312-26, L. 6312-1, L. 6315-1, L. 6321-2, L. 6321-6 à L. 6321-16 du code du travail - Plan de développement des compétences et aménagement du régime de l'entretien professionnel) : p. 9525 p. 9526 - **Article 7** (art. L. 6211-1, L. 6211-4, L. 6221-2, L. 6222-2-1, L. 6224-1, L. 6224-2 à L. 6224-8, L. 6227-11 et L. 6227-12 du code du travail - Simplification des conditions de conclusion d'un contrat d'apprentissage) : p. 9532 - **Article 8** (art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des

transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage) : p. 9544 p. 9545 p. 9546 - **Article 8 bis** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Création d'une classe de troisième dite « prépa-métiers ») : p. 9551 - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4153-6 du code du travail et L. 3336-4 du code de la santé publique - Travail des mineurs au sein de débits de boissons à consommer sur place) : p. 9553 - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveaux], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9555 - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9562 p. 9571 p. 9575 p. 9577 p. 9578 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 16 rectifié ter et n° 530 rectifié** (Possibilité d'enseignements à distance pour les établissements d'enseignements supérieurs privés) : p. 9590 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 154** (Promotion des filières d'apprentissage) : p. 9593 p. 9594 - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis) : p. 9606 - **Article 12** (art. L. 6222-38, L. 6243-1 et L. 6243-1-1 du code du travail ; art. 244 quater G du code général du impôts - Aide unique aux employeurs d'apprentis) : p. 9616 p. 9616 p. 9617 p. 9618 - **Article 13** (art. L. 5132-3, L. 6324-1, L. 6324-2, L. 6324-5 à L. 6324-9, L. 6325-4, L. 6325-11 L. 6325-14-1, L. 6325-24, L. 6325-25 [nouveau], L. 6326-2, L. 6326-3 et L. 6326-4 du code du travail - Contrats de professionnalisation, périodes de professionnalisation et préparation opérationnelle à l'emploi) : p. 9622 p. 9623 p. 9626

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 14** (art. L. 6113-1 à L. 6113-10 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 335-6 du code de l'éducation - Nouvelle organisation de la certification professionnelle) : p. 9646 p. 9647 - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9658 p. 9663 p. 9664 p. 9666 p. 9667 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 313, n° 559 rectifié bis, n° 578 rectifié et n° 712 rectifié** (Copilotage de l'apprentissage par les régions et les branches professionnelles) : p. 9673 - **Article 16** (art. L. 2271-1, L. 2272-1, L. 2272-2, L. 6123-3 à L. 6123-7 et L. 6123-8, L. 6123-8-1, L. 6123-8-2, L. 6123-9, L. 6123-10, L. 6123-11, L. 6123-12 et L. 6123-13 [nouveaux] du code du travail - Réforme de la gouvernance du système de formation professionnelle et création de France compétences) : p. 9737 p. 9744 - **Article 17** (art. L. 6131-1 à L. 6131-3 [nouveaux], L. 6241-2 à L. 6241-12 et L. 6331-1 à L. 6331-8 du code du travail, art. 44 quaterdecies, 231 bis T, 235 ter C à 235 ter KM, 237 quinquies, 1599 ter C, 1678 quinquies, 1679 bis B du code général des impôts, art. L. 361-5 du code de l'éducation, art. L. 3414-5 du code de la défense, art. L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 716-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 20 de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, art. 76 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et art. 38 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - Réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage) : p. 9756 p. 9761 - **Article 19** (art. L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3, L. 6332-2, L. 6332-2-1, L. 6332-3, L. 6332-3-1 à L. 6332-4, L. 6332-6, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16, L. 6332-16-1, L. 6332-17, L. 6332-17-1 du code du travail - Transformation des organismes paritaires

collecteurs agréés en opérateurs de compétences) : p. 9774 p. 9775

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement) : p. 10824 p. 10825 - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10829 - **Article additionnel avant l'article 6 A - Amendements n° 280 rectifié, n° 281 rectifié et n° 1000 rectifié bis** (Fin de l'artificialisation nette du territoire - Échéance) : p. 10859 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10900

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 quater - Amendement n° 276 rectifié bis** (CDPENAF - Maire - Voix délibérative) : p. 10928 p. 10929 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 399 rectifié** (Dérogation à la loi Littoral - Projets solaires sur sites dégradés dans les DOM) : p. 10956

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Extension de la dispense du recours à un architecte pour les constructions de faible surface des coopératives d'utilisation de matériel agricole) : p. 11029 - **Article additionnel après l'article 18 A (supprimé) - Amendement n° 400 rectifié quinquies** (Résidences services seniors - Suppression de l'obligation de construire des locaux vélos) : p. 11033 - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11041

- **Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement scolaire - Commission mixte paritaire [n° 681 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13060

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Nouvelle lecture [n° 692 (2017-2018)]** - (30 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13191 - **Question préalable** : p. 13197

- **Question orale sans débat sur la rénovation de la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse** - (31 juillet 2018) : p. 13232 p. 13233

- **Projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Commission mixte paritaire [n° 687 (2017-2018)]** - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13238

- **Proposition de loi relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes [n° 725 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Fin de section** : p. 13351

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14696

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14854

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15259

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 121 rectifié et n° 182** (Sapeur-pompier volontaire - Exonération de charges patronales) : p. 15312 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 485** (« Objectif 32 heures » - Expérimentation) : p. 15328 - **Article 8** (art. L. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15339 p. 15346

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15395 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 168 rectifié quater** (Médecins retraités - Cotisations retraite - Exonération partielle) : p. 15407 - **Article 11** (art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Atténuation du franchissement du seuil d'assujettissement de la CSG au taux normal sur les revenus de remplacement) : p. 15437 p. 15439 p. 15440

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 19** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0 S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'Etat et entre régimes de sécurité sociale) : p. 15508 - **Article 20 ter (nouveau)** (art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Exception à l'affiliation au régime général de la sécurité sociale pour les experts désignés par le juge judiciaire pour accomplir des expertises médicales, psychiatriques ou psychologiques) : p. 15523 p. 15524

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 27** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale - Extension du dispositif de paiement à la qualité des établissements de santé) : p. 15546 - **Article 28** (art. L. 162-22-6-2 [nouveau], L. 162-22-10, L. 162-22-12 et L. 162-22-15 du code de la sécurité sociale - Financement forfaitaire de pathologies chroniques) : p. 15553 p. 15554 - **Article 29** (art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale - Amplifier la portée du dispositif d'innovation du système de santé) : p. 15561

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15830

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales) : p. 16537 p. 16541

- **Débat sur la ruralité, une chance pour la France** - (21 novembre 2018) : p. 16550

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 163 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 17188

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006** (Relance de la trufficulture) : p. 17201 - **Article 18 quater (nouveau)** (art. 39 decies A [nouveau] du code

général des impôts - Suramortissement temporaire de 40 % pour les investissements de transformation numérique et de robotisation des PME) : p. 17205

- **Question orale sans débat relative aux taxes sur les carburants** - (4 décembre 2018) : p. 17812

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale

de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17947 p. 17964

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) : p. 18056 - **État B** : p. 18063

Santé

- (6 décembre 2018) : p. 18084

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21487

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse** - (13 décembre 2018) : p. 21524

- **Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne [n° 201 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21574

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du conseil d'administration de Business France.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Président de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays jusqu'au 6 juin 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mérule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Participations financières de l'État [n° 148 tome 8 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Bertrand Escoffier, directeur général du Slip français.

Audition de M. Louis Schweitzer, ancien Commissaire général à l'investissement, Président d'honneur de Renault et Président d'Initiative France.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur-général d'Alstom.

Audition de M. Philippe Varin, Président de France Industrie, Vice-président du Conseil national de l'industrie.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Débat d'orientation.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conclusions de M. Alain Milon, président, et de Mme Sophie Primas, présidente, à l'issue des auditions des commissions des affaires sociales et des affaires économiques sur les procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Adoption du rapport d'étape.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Adoption du rapport final de la mission, portant sur le volet « stratégie industrielle ».

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Besnier, président du conseil de surveillance du groupe Lactalis.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des banques dans le financement de l'économie réelle** - (1er février 2018) : p. 850

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 263 (2017-2018)]** - (6 février 2018) - **Discussion générale** : p. 927 p. 928

- **Débat sur la politique industrielle et l'avenir de notre industrie** - (3 octobre 2018) : p. 13394 p. 13395 p. 13406

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (11 décembre 2018) - **Demande de seconde délibération** : p. 18505

CHAUVIN (Marie-Christine)
sénateur (Jura)
Les Républicains

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de massif du massif du Jura.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la méréule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Martin Vanier, géographe, professeur à l'École d'Urbanisme de Paris.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Éric Chareyron, directeur prospective, modes de vie et mobilité dans les territoires du groupe Keolis.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Point d'étape sur le rapport « nouvelles mobilités ».

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Point d'étape sur le rapport « avenir des relations entre les générations ».

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits «Énergie » - Examen d'un amendement du rapporteur pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17538 p. 17539

CHEVROLLIER (Guillaume)
sénateur (Mayenne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Environnement [n° 152 tome 2 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Janaillac, Président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Audition de Mme Agnès Buzyn, Ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution Audition de M. Arnaud Leroy, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Gilles Leblanc, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (Acnusa).

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition M. Christophe Béchu, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures des transports de France.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail « Lutte contre la pollution de l'air » - Examen du rapport d'information.

Pollution de l'air - Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de la ville de Paris.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer).

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Mauguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique de cohésion de l'Union européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, ouverte aux membres de la commission des finances).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable).

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de M. François Brottes, président du directoire de réseau de transport d'électricité (RTE), et de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau, sur la panne électrique survenue en juillet à la gare Montparnasse (causes et conséquences) et sur la sécurité de l'alimentation électrique du réseau ferroviaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » et « Prévention des risques » - Mission

« Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Table ronde sur la compétitivité des ports maritimes.

(*commission des affaires économiques*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la valorisation des territoires ruraux** - (16 janvier 2018) : p. 31 p. 32

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 100

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 36 rectifié bis** (*Loi Littoral - Installation de centrales photovoltaïques*) : p. 689 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 24 rectifié quater** (*Autorisation de centrales solaires au sol ou sur des sites dégradés*) : p. 691

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation*) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur*) : p. 1074

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 199 (2017-2018)]** - (15 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1519

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1595

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1921

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Question préalable** : p. 3190

- **Suite de la discussion** (29 mars 2018) - **Article 4** (*art. L. 2121-2 du code des transports - Contrats de service public répondant aux besoins d'aménagement du territoire*) : p. 3231

- **Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau prévue à l'article 28 de la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 [n° 378 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3414

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4106

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la compétitivité, de l'innovation, du numérique et de l'intelligence artificielle** - (9 mai 2018) : p. 4213

- **Débat sur le thème : « Comment repenser la politique familiale en France ? »** - (17 mai 2018) : p. 4371

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5609

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat et le gazole** - (12 juin 2018) : p. 5725 p. 5725

- **Question orale sans débat sur le désenclavement du Grand Ouest** - (19 juin 2018) : p. 6210 p. 6211

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (*art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation*) : p. 7389 - **Article 5 quinquies** (*art. L. 611-2 du code de commerce et art. L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Sanction du défaut de publication des comptes*) : p. 7455

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 235 rectifié ter** (*Interdiction relative au taux de service des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine*) : p. 7564

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 1er** (*art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs*) : p. 9111

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 12 ter** (*art. L. 161-4, L. 111-4, L. 151-12 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones non urbanisées*) : p. 10917

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13362

- **Question orale sans débat sur le maintien à domicile des personnes dépendantes** - (23 octobre 2018) : p. 14041 p. 14042

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14859 p. 14860

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14931

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15091 p. 15092 - **Article 7** (*art. L. 1233-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conventions pluriannuelles conclues entre l'ANCT, l'État et les établissements publics*)

intervenant sur des périmètres connexes et complémentaires, ANRU, ANAH, ADEME, CEREMA) : p. 15146

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019).**

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15835

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) - **Article 74 bis (nouveau) (art. 199 novovicies du code général des impôts - Instauration d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans des logements**

locatifs intermédiaires réhabilités en centres-villes) : p. 17462 p. 17465

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17534

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17588

de CIDRAC (Marta)
sénatrice (Yvelines)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018 ; puis rapporteure le 11 octobre 2018.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 83 (2017-2018)] tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 322 (2017-2018)] (21 février 2018) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Mutilations sexuelles féminines : une menace toujours présente, une mobilisation à renforcer [n° 479 (2017-2018)] (16 mai 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 10 (2018-2019)] portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 96 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation de la rencontre du 8 mars 2018 avec des élues.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les mutilations sexuelles féminines.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Sandrine Dauphin, directrice de projet Virage Dom, et Stéphanie Condon, responsable

scientifique de l'enquête Virage Dom (INED), sur l'étude VIRAGE en outre-mer.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition des co-fondateurs de Women Safe - Institut en Santé Génésique, le Docteur Pierre Foldès, urologue, et Frédérique Martz, directrice générale, sur les mutilations sexuelles féminines et le fonctionnement de l'Institut.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Françoise Thébaud, historienne, professeure émérite à l'université d'Avignon.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « L'action du CSA sur les droits des femmes - bilan et perspectives » - Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le bilan et les perspectives de l'action du CSA sur les droits des femmes.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Mutilations sexuelles féminines - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Maryvonne Blondin et Marta de Cidrac, co-rapporteuses.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Manguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

Réunion du lundi 11 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond (11 ter, 11 septies B, 11 sexdecies, 12 à 12 quinquies, 15 bis et 16 B).

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mardi 2 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation pour 2018-2019.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde avec UNICEF France.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jean-Philippe Viquant, directeur général de la cohésion sociale, délégué interministériel à l'égalité femmes-hommes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français (suite) - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen des amendements de séance au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des Sports.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la polémique sur le nombre de SDF** - (15 février 2018) : p. 1537 p. 1538

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1912 - **Article 1er** (art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - *Prise en compte des lignes en fibre optique existantes ou projetées lors de l'établissement de réseaux*) : p. 1926 p. 1926 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Continuité numérique territoriale - Principe de service public dans les départements d'outre-mer*) : p. 1927 - **Article 2** (art. L. 33-13 du code des postes et des communications électroniques - *Liste fixant les responsables et le calendrier des déploiements de lignes en fibre optique*) : p. 1928 p. 1929 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 11 rectifié** (*Rectification d'une erreur rédactionnelle*) : p. 1930 - **Article 6** (art. L. 47 du code des postes et des communications électroniques - *Occupation du domaine public routier*) : p. 1931 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Financement de toute opération d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques - Dérogation pour les communes membres d'EPCI*) : p. 1932 - **Article 8** (art. L. 33-11 du code des postes et des communications électroniques - *Statut de « zone fibrée »*) : p. 1933 - **Article 9** (art. 1519 H du code général des impôts - *Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux applicable aux stations radioélectriques - Plafonnement*) : p. 1934 p. 1935 - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 49 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 - *Application de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux aux réseaux en fibre optique jusqu'à l'utilisateur final en cas d'attribution du statut de « zone fibrée »*) : p. 1935 - **Article 11** (art. 52-1, 52-2 et 52-3 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - *Couverture des « zones blanches »*) : p. 1936 - **Article 12** (*Gage financier*) : p. 1937 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 10** (*Portée des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique prévus à l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales*) : p. 1937

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9095 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - *Répression des infractions sexuelles*) : p. 9131 p. 9147

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 32 rectifié** (*Impact des violences sexuelles sur les suicides - Rapport au Parlement*) : p. 9190

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - *Rôle des acteurs de la formation professionnelle*) : p. 9658

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - *Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement*) : p. 10841 p. 10844

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - *Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre*) : p. 10983 p. 10992

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - *Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions*) : p. 11379 p. 11389

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14922

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2018) - **Article 14** (art. L. 541-4-1 du code de l'environnement - *Exclusion des sous-produits animaux et des explosifs déclassés de la réglementation relative aux déchets*) : p. 14997 - **Article 15** (art. L. 541-4-3 du code de l'environnement - *Sortie du statut de déchet*) : p. 14998 - **Article 16** (art. L. 424-2 du code de l'environnement - *Dérogations à l'interdiction de chasser certains oiseaux*) : p. 15001 p. 15004 - **Article 17** (art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Report des échéances fixées pour l'atteinte du bon état des masses d'eau du fait des conditions naturelles*) : p. 15005 - **Article 18** (art. L. 219-1 du code de l'environnement - *Suppression de l'espace aérien surjacent du champ d'application de la stratégie nationale pour la mer et le littoral*) : p. 15007 - **Article 19** (art. L. 2122-2 du code des transports - *Exclusion de certaines portions du réseau ferroviaire du champ d'application des règles de gestion des installations de service*) : p. 15007 - **Article 20** (art. L. 2122-4 du code des transports - *Exonération de l'obligation de séparation comptable pour les entreprises ferroviaires n'exploitant que des services urbains, suburbains ou régionaux sur certains réseaux*) : p. 15009 - **Article 21** (art. L. 2122-10 du code des transports - *Exonération de l'obligation de détenir une licence d'entreprise ferroviaire pour certaines entreprises*) : p. 15010 - **Article 22** (art. L. 2123-3-6 du code des transports - *Procédure applicable en cas d'inutilisation d'une installation de service ferroviaire pendant au moins deux ans*) : p. 15011 - **Article 23** (art. L. 2221-8 du code des transports - *Exonération de l'obligation de détenir une licence pour certains conducteurs de locomotives et de trains*) : p. 15012

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 8 (priorité)** (art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - *Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets*) : p. 16839 p. 16852 p. 16853 p. 16854

CIGOLOTTI (Olivier)
sénateur (Haute-Loire)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République du 11 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense (19 juin 2018).

DÉPÔTS

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité pour les associations de locataires, non affiliées à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation, de présenter des listes aux élections des représentants des locataires [n° 509 (2017-2018)] (28 mai 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à favoriser la transparence dans l'attribution des places de crèche [n° 707 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'appellation Relais assistants maternels en Relais petite enfance, et à en préciser le champ de compétence [n° 139 (2018-2019)] (20 novembre 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Corée du Nord - Audition de Mme Juliette Morillot, spécialiste de la Corée du Nord, et M. Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur « L'Arabie Saoudite dans son environnement régional ».

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : OPEX - Audition du Général Grégoire de Saint-Quentin, sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelles routes de la soie - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, ancien président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général André Lanata, chef d'état-major de l'Armée de l'air.

Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'Armée de terre.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Evaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Turquie - Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Fabrice Melleray, professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Yémen - Audition de M. Jérôme Bonnafont, ministre plénipotentiaire, directeur de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et de M. Patrick Maisonnave, ambassadeur, secrétaire général de la conférence humanitaire sur le Yémen.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias-Monde.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » (vote réservé) - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Ukraine et en particulier sur les incidents dans le détroit de Kertch - Audition de S.E. M. Oleg Shamshur, ambassadeur d'Ukraine.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 114

- **Question orale sans débat sur le démarchage téléphonique** - (13 février 2018) : p. 1449 p. 1450

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4429 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 15** (*Revue stratégique de défense - Actualisation*) : p. 4446 p. 4447

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4609 p. 4610

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5211 p. 5212 p. 5214

- **Question orale sans débat sur la situation des salariés du secteur de l'accompagnement à domicile** - (31 juillet 2018) : p. 13219 p. 13220

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des sapeurs-pompiers volontaires** - (25 septembre 2018) : p. 13278

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Défense

- (1er décembre 2018) : p. 17556 p. 17567

- **Question orale sans débat sur les plaques personnalisées payantes** - (4 décembre 2018) : p. 17798 p. 17799

CLUZEL (Sophie)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1177 du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation des compléments de l'allocation aux adultes handicapés à Mayotte et modifiant les conditions d'attribution de l'allocation pour adulte handicapé [n° 213 (2017-2018)] (12 janvier 2018) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes**

en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 235 (2017-2018)] - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 764 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (*Rapport au Parlement - Renforcement des droits sociaux des proches aidants*) : p. 774

- **Question orale sans débat sur la réalisation du quatrième plan Autisme** - (13 février 2018) : p. 1428

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autisme** - (10 avril 2018) : p. 3551

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5787 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (*Déploiement des défibrillateurs - Schémas régionaux de santé*) : p. 5798 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5233-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Création d'une base nationale de données relatives aux défibrillateurs automatisés externes, DAE*) : p. 5799 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 2 rectifié bis** (*Premiers secours - Sensibilisation des élèves - Rapport au Parlement*) : p. 5800 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 5** (*Drones défibrillateurs - Mise en oeuvre - Rapport au Parlement*) : p. 5801

- **Question orale sans débat sur l'accessibilité du métro parisien dans le cadre de l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024** - (19 juin 2018) : p. 6186

- **Question orale sans débat sur la réforme de la tarification des établissements et services médico-sociaux** - (19 juin 2018) : p. 6188
- **Question orale sans débat sur le développement des pôles universitaires délocalisés** - (19 juin 2018) : p. 6189
- **Question orale sans débat sur le cursus d'études de médecine en milieu rural** - (19 juin 2018) : p. 6189
- **Question orale sans débat sur les délais de renouvellement des cartes de stationnement pour handicapés** - (3 juillet 2018) : p. 8816
- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (13 juillet 2018) - **Article 40** (art. L. 5212-2, L. 5212-5, L. 5212-5-1, L. 5212-6, L. 5212-9, L. 5212-10, L. 5212-10-1 [nouveau], L. 5212-11, L. 5212-12, L. 5523-4 du code du travail - Redéfinition de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, OETH) : p. 9864 p. 9865 p. 9866 p. 9869 p. 9870 p. 9871 p. 9872 p. 9873 - **Article 40 bis** (art. L. 1222-9 du code du travail - Recours au télétravail des personnes handicapées) : p. 9873 p. 9874 - **Article additionnel après l'article 40 ter - Amendement n° 761** (Calcul de l'OETH (Obligation d'emploi des travailleurs handicapés) - Entreprises à établissements multiples) : p. 9875 - **Article additionnel après l'article 40 quater - Amendement n° 292** (Personnes en situation de handicap - Aménagements raisonnables) : p. 9876 - **Article 44** (art. 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Adaptation du principe de l'accessibilité numérique universelle) : p. 9891
- **Question orale sans débat sur le suivi des femmes victimes du distillène** - (31 juillet 2018) : p. 13222
- **Question orale sans débat sur l'accueil des enfants atteints d'autisme lourd** - (31 juillet 2018) : p. 13223
- **Question orale sans débat sur la pérennisation du fonds européen d'aide aux plus démunis** - (23 octobre 2018) : p. 14029

- **Question orale sans débat sur la carte mobilité inclusion** - (23 octobre 2018) : p. 14030
- **Question orale sans débat sur le reste à charge du handicap** - (23 octobre 2018) : p. 14031
- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14691
- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14849 p. 14851 p. 14852 p. 14853 p. 14854 p. 14855 p. 14856 p. 14857 p. 14858 p. 14859 p. 14860 p. 14861 p. 14862
- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) - **Article 83** (art. L. 821-1-1, L. 821-1-1-2, L. 821-4, L. 821-5, L. 821-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 241-6, L. 244-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 35-1, 35-2 de l'ordonnance n°2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Simplification des compléments à l'allocation aux adultes handicapés) : p. 18072 - **Article additionnel après l'article 83 - Amendement n° II-87 rectifié** (Groupements d'intérêt public maison départementale des personnes handicapées - Taxes sur les salaires - Exonération) : p. 18074 p. 18076 - **Article additionnel après l'article 83 quater - Amendement n° II-407 rectifié ter** (Période de mise en situation en milieu professionnel - Financements des organismes qui accompagnent le bénéficiaire - Sécurisation) : p. 18078

COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
CRCE

NOMINATIONS

- Vice-présidente de la commission des affaires sociales.
- Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
- Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (13 juillet 2018).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (15 novembre 2018).
- Membre titulaire de la Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé le 30 janvier 2018.

Membre de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins le 27 juin 2018 ; puis vice-présidente du 28 juin 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

- Proposition de loi** visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**
- Proposition de résolution** en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**
- Proposition de loi** visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° 347 (2017-2018)] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**
- Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Prévenir et combattre les violences faites aux femmes : un enjeu de société [n° 564 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 487 (2017-2018)] - Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes : contribution au débat [n° 574 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sandrine Rousseau, présidente de l'association Parler.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la profession de physicien médical et à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moiron-Braud, secrétaire générale de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains, sur la Mission de consensus.

Audition du Docteur Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol.

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. François Molins, procureur de la République.

Audition de Mme Christelle Hamel, chercheuse à l'INED, sur les statistiques de violences faites aux femmes.

Échange de vues sur les conclusions du groupe de travail de la commission des Lois du Sénat sur les infractions commises sur les mineurs.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Communications diverses.

Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les Outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Katia Julienne, candidate pressentie pour le poste de directrice de la Haute Autorité de santé, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique.

Réunion du jeudi 22 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition des co-fondateurs de Women Safe - Institut en Santé Génésique, le Docteur Pierre Foldès, urologue, et Frédérique Martz, directrice générale, sur les mutilations sexuelles féminines et le fonctionnement de l'Institut.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Françoise Thébaud, historienne, professeure émérite à l'université d'Avignon.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le parcours de sortie de la prostitution.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées - Procédure de législation en commission (Articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Mercier sur les conclusions du groupe de travail de la commission des lois sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs.

Échange de vues sur le projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond (articles 5, 14, 15 et 16) sur le texte de la commission des finances.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant (COFRADE).

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-Pierre Rixain, présidente, et de M. Erwan Balanant, co-rapporteur, de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Table ronde des organisations représentatives des salariés autour de M. Philippe Debruyne, secrétaire confédéral chargé des questions de formation professionnelle et Mme Chantal Richard, secrétaire confédérale chargée des questions d'assurance chômage de la CFDT, MM. Éric Courpotin, Maxime Dumont, Mme Aline Mougenot et M. Michel Charbonnier de la CFTC, M. Jean-François Foucard, secrétaire national en charge de l'emploi et de la formation, et Mme Laurence Matthys, responsable du service juridique, de la CFE CGC, MM. Denis Gravouil et Lionel Lerogeron, membres de la direction confédérale de la CGT et Mme Karen Gournay, secrétaire confédérale de FO.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Constitution.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du vendredi 6 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de Mmes Céline Perruchon, sous-directrice de la politique des produits de santé et de la qualité des pratiques et des soins de la direction générale des soins (DGS), Martine Bouley, chargée de dossier au sein du bureau du médicament de la DGS, Emmanuelle Cohn, cheffe du bureau de la qualité et sécurité des soins de la direction générale de l'organisation des soins (DGOS), et M. Raphaël Ruano, responsable du programme achats de la DGOS.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi n° 489 (2017-2018), adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 septembre 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Examen du rapport de M. Jean-Pierre Decool, rapporteur de la mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Déplacement de la commission en Guyane et en Guadeloupe - Communication.

Santé au travail - Audition de Mme Charlotte Lecocq, députée, MM. Bruno Dupuis, consultant senior en management, Henri Forest, ancien secrétaire confédéral de la CFDT et Hervé Lanouzière, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav).

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale, délégué interministériel à l'égalité femmes-hommes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss).

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Claire Compagnon, candidate à son renouvellement pour la fonction de présidente du conseil d'administration de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteur-es sur le football féminin dans la perspective du Mondial 2019.

Désignation d'un vice-président.

Échange de vues sur les évolutions prévues dans le PLFSS 2019 en matière de congé maternité des travailleuses indépendantes.

Réunion du lundi 12 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen de la motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Perspectives de la future loi santé et organisation de la protection sociale. Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'offre de soins - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du vendredi 21 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le manque de l'hôpital Albert-Chenevier de Créteil** - (16 janvier 2018) : p. 12 p. 14

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 60 p. 62 p. 63 p. 68 p. 72 p. 75

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 109

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Question préalable** : p. 131 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 19** (*Abrogation des articles L. 2253-4 et L. 3122-6 du code du travail permettant la négociation à l'échelle de l'entreprise de l'essentiel des dispositions relatives au temps de travail*) : p. 154 p. 155 - **Article 2** (*art. L. 2231-11, L. 2241-5, L. 2141-7-1 [nouveau], L. 2242-11, L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2254-2 du code du travail - Aménagement des règles issues de l'ordonnance relative au renforcement de la négociation collective*) : p. 159 p. 174 p. 176 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*ordonnance n° 2017-1386 du 22*

septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales - Ratification de l'ordonnance réformant la représentation du personnel dans l'entreprise) : p. 189 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 162** (*Mise en place anticipée du comité social et économique*) : p. 192 - **Article 4** (*art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - Adaptation du cadre juridique du comité social et économique*) : p. 197 p. 199

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2018) : p. 222 p. 231 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 102, n° 103, n° 104, n° 105 et n° 39** (*Abaissement des seuils - Présence de salariés au conseil d'administration*) : p. 237 p. 238 - **Article 4 bis** (*art. L. 2231-5-1 du code du travail - Anonymisation de la base de données nationale des accords collectifs*) : p. 238 - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail - Ratification de l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail*) : p. 242 - **Article 6** (*art. L. 1222-9, L. 1233-3, L. 1235-3, L. 1235-3-2, L. 1236-9, L. 1237-18, L. 1237-19-1, L. 1237-19-2, L. 1237-19-3, L. 1237-19-6, L. 4624-7 et L. 8241-3 du code du travail ; art. 1er de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail - Modification des règles issues de l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail*) : p. 253 p. 260 p. 264 p. 272 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 53** (*Licenciement économique sans cause réelle et sérieuse*) : p. 274 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 58** (*Majoration de la rémunération des heures de travail en cas de durée hebdomadaire inférieure à 24 heures*) : p. 276 p. 276 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 59** (*Encadrement des écarts de rémunération au sein d'une même entreprise*) : p. 278 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 60** (*Présomption de salariat en cas de lien de subordination juridique et de dépendance économique*) : p. 279 p. 280 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention - Ratification de l'ordonnance relative au compte professionnel de prévention*) : p. 285 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 301

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Nouvelle lecture [n° 217 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 604

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les EHPAD (I)** - (1er février 2018) : p. 840 p. 841

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les EHPAD (II)** - (1er février 2018) : p. 847

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 860 - **Article 1er** (*Champ des personnes éligibles au dispositif d'indemnisation*) : p. 866 - **Article 2** (*Création et organisation du Fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques*) : p. 868

- **Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 239 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 885

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du*

code de l'éducation) - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur) : p. 1072

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1588

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2008 p. 2009

- **Demande de vote unique** - (7 mars 2018) : p. 2010

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)] (suite)** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2012 p. 2022 p. 2023 p. 2024

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2036

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Article 1er et annexe** (*Approbation des orientations de la politique de protection des mineurs contre les violences sexuelles présentées dans le rapport annexé à la proposition de loi*) : p. 3089 p. 3090 - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - *Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs*) : p. 3105 - **Article 3** (art. 222-23 du code pénal - *Répression du viol lorsqu'il est commis à l'encontre d'un mineur*) : p. 3109 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (*Pénalisation de tout acte de pénétration sexuelle commise par un majeur sur mineur*) : p. 3111 p. 3112 p. 3114 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3118

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3363 p. 3365

- **Débat sur la constitutionnalisation de l'IVG** - (3 avril 2018) : p. 3379 p. 3381

- **Débat : « Quelles perspectives pour les études de médecine ? »** - (5 avril 2018) : p. 3500 p. 3501

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mouvement social dans les universités** - (10 avril 2018) : p. 3554

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la seconde journée de solidarité** - (19 avril 2018) : p. 4114

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Rappel au règlement** : p. 4298 p. 4299 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - *Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »*) : p. 4305 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4326

- **Débat sur le thème : « Comment repenser la politique familiale en France ? »** - (17 mai 2018) : p. 4366 p. 4367

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article 1er A** (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - *Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4942 p. 4958 p. 4961 p. 4962 p. 4964 p. 4965 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 131 rectifié** (*Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau*) : p. 4969 - **Article 1er B (nouveau)** (*Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié*) : p. 4974 p. 4975 p. 4976 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 26** (*Mise en œuvre de la politique ferroviaire - Avis de l'Autorité de*

régulation des activités ferroviaires et routières, du Conseil économique, social et environnemental et du Parlement) : p. 4993 p. 4994 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 90** (*Fermeture des gares de triage - Moratoire*) : p. 4996 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 89** (*Pérennisation des financements du système ferroviaire - Création de nouvelles ressources*) : p. 4997

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article 1er ter A (nouveau)** (art. L. 2122-4-1 du code des transports - *Modification des critères pris en compte lors de la répartition des capacités d'infrastructure*) : p. 5037 - **Article 1er ter** (art. L. 1263-2, L. 2121-12, L. 2122-9 et L. 2133-1 du code des transports - *Droit d'accès au réseau pour les services librement organisés*) : p. 5038 p. 5043 p. 5044 - **Article 2 bis** (art. L. 1241-7-1 [nouveau] du code des transports - *Ouverture à la concurrence des services ferroviaires en Île-de-France*) : p. 5054 p. 5055 p. 5057 - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - *Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires*) : p. 5089 p. 5090 - **Article 2 sexies** (*Attribution des contrats de service public par l'État entre 2019 et 2023*) : p. 5096 p. 5097 p. 5098

- **Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 524 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5518

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux** - (7 juin 2018) : p. 5597

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5792

- **Question orale sans débat sur le statut des psychologues** - (19 juin 2018) : p. 6197 p. 6198

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 62 rectifié** (*Statut de réfugié - Femmes persécutées*) : p. 6336 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 412 rectifié ter** (*Persécutations liées au genre*) : p. 6337 p. 6338

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 582** (*Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions*) : p. 6469 - **Article 10 AA (nouveau)** (art. L. 251-1 à L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-5 [abrogés] et L. 253-1 à L. 253-4 du code de l'action sociale et des familles - *Transformation de l'aide médicale d'État (AME) en aide médicale d'urgence, AMU*) : p. 6472 - **Article additionnel après l'article 10 AA - Amendement n° 29 rectifié ter** (*Bénéficiaire de l'aide médicale d'urgence - Absence de droit à réduction tarifaire dans les transports - Décorrélation*) : p. 6478 p. 6479 - **Organisation des travaux** : p. 6486 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (*Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction*) : p. 6492 p. 6493 p. 6494

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 11** (art. L. 511-1 et L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modalités d'éloignement des étrangers - renforcement des OOTF et précision de la notion de « risque de fuite »*) : p. 6547 - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 114-10-2 du code de la sécurité sociale - *Information des organismes de sécurité sociale concernant les mesures d'éloignement ou de transfert prises par les préfets*) : p. 6559 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Encadrement du placement en rétention des mineurs accompagnant leur famille*) : p. 6563 p. 6564 p. 6567 - **Article 16** (art. L. 512-1, L. 551-1, L. 551-2, L. 552-1, L. 552-3 à L. 552-7 et L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modalités et régime juridique de la rétention administrative*) : p. 6573 p. 6582 p. 6583 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-5, L. 541-3 et L. 561-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modalités*

de l'assignation à résidence de longue durée) : p. 6587 - **Article 19** (art. L. 611-1-1, L. 611-3 et L. 621-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 441-8 du code pénal - Retenue pour vérification du droit de circulation et de séjour et autres mesures de contrôle) : p. 6591 p. 6593

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux en Guyane et en métropole** - (26 juin 2018) : p. 6734 p. 6735

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 1er A (nouveau) et rapport annexé** (Approbation des orientations de la politique de lutte contre les violences sexuelles et sexistes présentées dans le rapport annexé au projet de loi) : p. 9106 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 55 rectifié bis** (Offre d'hébergement dédiée aux femmes victimes de violences - Augmentation) : p. 9109 - **Article 1er** (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs) : p. 9116 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 73 rectifié bis, n° 85 rectifié et n° 103 rectifié bis** (Infraction sexuelle - Possibilité de diligenter une enquête après le délai de prescription) : p. 9124 p. 9125 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9129 p. 9130 p. 9137 p. 9138 p. 9140 p. 9141 p. 9142 p. 9145 - **Rappel au règlement** : p. 9152

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 106 rectifié** (Prostitution - Définition) : p. 9175 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 107 rectifié** (Proxénétisme - Actualisation de la définition) : p. 9177 - **Article additionnel après l'article 2 bis C - Amendements n° 2 rectifié quater et n° 14 rectifié bis** (Protection des professionnels soumis à une obligation de signalement) : p. 9186 - **Article 2 bis E (supprimé)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur les dispositifs locaux d'aide aux victimes d'agressions sexuelles) : p. 9192 - **Article 2 bis (supprimé)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur les dispositifs locaux d'aide à la mobilité des victimes de violences sexuelles) : p. 9194 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendements n° 63 rectifié, n° 78 rectifié, n° 87 rectifié et n° 115 rectifié bis** (Agressions sexuelles autre que le viol - Circonstance aggravante) : p. 9215 - **Article 4** (art. 131-3, 131-5-1, 225-4-11, 225-19 du code pénal ; art. 41-2 du code de procédure pénale - Répression de l'outrage sexiste) : p. 9216 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié bis, n° 7 rectifié sexes, n° 81 rectifié bis, n° 93 rectifié et n° 108 rectifié bis** (Aide sociale à l'enfance - Repérage et orientation des mineurs victimes ou menacées de mutilations sexuelles) : p. 9225 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 80 rectifié bis et n° 89 rectifié** (Associations diffusant un message de haine à l'égard des femmes - Dissolution) : p. 9227 - **Article 4 bis (supprimé)** (art. 2-2 du code de procédure pénale - Exercice des droits reconnus à la partie civile pour les associations en matière de répression de l'outrage sexiste) : p. 9229 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 82 rectifié quinquies et n° 113 rectifié** (Éducation à la sexualité dans les établissements scolaires) : p. 9231 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9238

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Rappel au règlement** : p. 9421 - **Question préalable** : p. 9425 p. 9426 p. 9427 p. 9429 - **Discussion générale** : p. 9449 - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9457 p. 9460 p. 9462 - **Article 2** (art. L. 5151-2, L. 5151-4, L. 5151-9, L. 5151-10 et L. 5151-11 du code du travail - Mesures de coordination relatives au compte personnel d'activité et au compte d'engagement citoyen) : p. 9488 -

Article 4 (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences) : p. 9497

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 5** (art. L. 6316-1 et L. 6316-2 à L. 6316-5 [nouveaux] du code du travail - Qualité des actions de formation) : p. 9519 - **Article 7** (art. L. 6211-1, L. 6211-4, L. 6221-2, L. 6222-22-1, L. 6224-1, L. 6224-2 à L. 6224-8, L. 6227-11 et L. 6227-12 du code du travail - Simplification des conditions de conclusion d'un contrat d'apprentissage) : p. 9534 - **Article 8** (art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage) : p. 9547 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 459** (Apprentissage - Attribution d'une prime au maître d'apprentissage) : p. 9548 p. 9549 - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9563 p. 9564 p. 9566 p. 9568 p. 9576 p. 9583 - **Article 10 ter (supprimé)** (Remise au Parlement d'un rapport annuel sur les politiques régionales de lutte contre l'illettrisme) : p. 9595 - **Article 10 quater (supprimé)** (Remise au Parlement d'un rapport sur la situation et les perspectives des centres d'information et d'orientation) : p. 9596 - **Article 10 quinquies (nouveau)** (Formation continue des enseignants aux filières de formation, aux métiers et au monde économique et professionnel) : p. 9597 - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis) : p. 9608 - **Article 11 bis A** (Écoles de production) : p. 9612 p. 9613 p. 9614 - **Article 13** (art. L. 5132-3, L. 6324-1, L. 6324-2, L. 6324-5 à L. 6324-9, L. 6325-4, L. 6325-11 L. 6325-14-1, L. 6325-24, L. 6325-25 [nouveau], L. 6326-2, L. 6326-3 et L. 6326-4 du code du travail - Contrats de professionnalisation, périodes de professionnalisation et préparation opérationnelle à l'emploi) : p. 9623 p. 9624

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9654 - **Article 17** (art. L. 6131-1 à L. 6131-3 [nouveaux], L. 6241-2 à L. 6241-12 et L. 6331-1 à L. 6331-8 du code du travail, art. 44 quaterdecies, 231 bis T, 235 ter C à 235 ter KM, 237 quinquies, 1599 ter C, 1678 quinquies, 1679 bis B du code général des impôts, art. L. 361-5 du code de l'éducation, art. L. 3414-5 du code de la défense, art. L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 716-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 20 de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, art. 76 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et art. 38 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - Réforme du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage) : p. 9753 p. 9754 p. 9756 - **Article 19** (art. L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3, L. 6332-2, L. 6332-2-1, L. 6332-3, L. 6332-3-1 à L. 6332-4, L. 6332-6, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16, L. 6332-16-1, L. 6332-17, L. 6332-17-1 du code du travail - Transformation des organismes paritaires collecteurs agréés en opérateurs de compétences) : p. 9768 - **Article 33 (priorité)** (Mesures transitoires relatives à l'assurance chômage fixées par décret en Conseil d'Etat) : p. 9796

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article 26** (art. L. 2145-9, L. 5421-1, L. 5421-2, L. 5422-1, L. 5425-9 du code du travail - Extension de l'assurance chômage aux démissionnaires et aux travailleurs indépendants) : p. 9814 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 481** (Encadrement du recours aux contrats de travail intérimaires) : p. 9825 - **Article 29 bis** (Possibilité de conclure un CDD pour remplacer plusieurs salariés absents) : p. 9832 - **Article 32** (art. L. 5422-20, L. 5422-20-1 et L. 5422-20-2 [nouveaux], L. 5422-21 à L. 5422-23, L. 5422-25, L. 5424-22, L. 5424-23 du code du travail - Encadrement de la négociation de la convention d'assurance chômage) : p. 9841 p. 9842 - **Rappel au règlement** : p. 9854 - **Article 36 ter (supprimé)** (art. L. 5524-2 du code du travail - Rapport sur le non-recours aux droits en matière d'assurance chômage) : p. 9856 - **Article additionnel après l'article 40 A - Amendement n° 491** (Sous-traitance en cascade - Encadrement) : p. 9861 - **Article 40 ter** : p. 9874 - **Article 42 bis** : p. 9879 - **Article 43** (art. L. 3332-17-1, L. 5213-13, 5213-13-I [nouveau], L. 5213-14, L. 5213-18, L. 5213-19 du code du travail, L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles - Redéfinition du statut et du régime de l'entreprise adaptée) : p. 9887 - **Article 46 bis A** (Expérimentation des entreprises d'insertion par le travail indépendant) : p. 9894 - **Article 51** (art. L. 1262-2-1 et L. 1262-4-4 du code du travail - Assouplissement des règles du détachement pour les employeurs non liés contractuellement à une entreprise en France) : p. 9901 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 681 rectifié** (Transposition de la directive (UE) 2018/957) : p. 9903 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° 499** (CDD à temps partiel - Durée minimale) : p. 9910 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° 498** (Temps partiel - Nombre de salariés à temps partiel - Réduction des allègements de charges sociales) : p. 9911 - **Article 61** (art. L. 3221-11 à L. 3221-14 [nouveaux], L. 2232-9, L. 2242-8, L. 2312-26 du code du travail, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1 du code du commerce - Mesure des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes salariés d'une même entreprise) : p. 9912 p. 9915 p. 9918 p. 9919

- **Proposition de loi relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes [n° 725 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Fin de section** : p. 13348

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14689 - **Article 1er** (art. L. 821-1 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration du plafond de cumul de l'AAH et de la rémunération garantie en Esat lorsque le bénéficiaire est en couple) : p. 14700 p. 14701

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Article 4** (art. L. 381-1 du code de la sécurité sociale - Affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse du régime général) : p. 14751 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14756

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15249 p. 15256 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 15256 p. 15258

Deuxième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 4** (art. L. 138-16, L. 221-1 et L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale ; art. 95 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Suppression du fonds de financement de l'innovation pharmaceutique, FFIP) : p. 15291

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7** (art. L. 241-17 [nouveau] et L. 241-18 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations salariales sur le recours aux heures supplémentaires et

complémentaires) : p. 15301 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 121 rectifié et n° 182** (Sapeur-pompier volontaire - Exonération de charges patronales) : p. 15314 - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15337 p. 15340 p. 15340 p. 15341 p. 15350 p. 15351 p. 15352 p. 15367

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15387 p. 15391 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 490** (Présence des organisations professionnelles d'employeur au sein du Conseil de la caisse primaire d'assurance maladie - Suppression) : p. 15409 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 492** (Allègements généraux de cotisations sociales patronales - Limitation aux seules entreprises qui s'engagent à augmenter leurs rémunérations) : p. 15410 - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone) : p. 15424 - **Article 10 bis (nouveau)** (Rapport au Parlement sur les régimes sociaux applicables aux activités saisonnières de courte durée des travailleurs indépendants) : p. 15432 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 495** (Cotisations salariales supprimées dans le cadre du PLFSS 2018 - Rétablissement) : p. 15434 - **Article 11** (art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Atténuation du franchissement du seuil d'assujettissement de la CSG au taux normal sur les revenus de remplacement) : p. 15436 p. 15437 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 500** (Revenus financiers des sociétés - Cotisation sociale) : p. 15445 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 501** (Assurances santé à but lucratif - Taxation) : p. 15447 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 498** (Etablissements publics de santé - Exonération de la taxe sur les salaires (TS)) : p. 15448 - **Article additionnel après l'article 11 ter - Amendement n° 499 rectifié**, (Allègement de la fiscalité sur les actions gratuites - Suppression) : p. 15450 p. 15450 - **Article 12** (art. L. 242-2 et L. 862-4-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sécurité de la participation des organismes complémentaires santé au financement des nouveaux modes de rémunérations) : p. 15451 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 504** (Contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises exploitant une ou plusieurs spécialités pharmaceutiques - Augmentation) : p. 15452 - **Article 15** (art. L. 138-10 à L. 138-15 du code de la sécurité sociale - Refonte du mécanisme de sauvegarde applicable aux dépenses de médicaments) : p. 15468 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 531 rectifié** (Contribution sur les laboratoires qui fabriquent les vaccins) : p. 15474 p. 15475

- **Rappel au règlement** - (15 novembre 2018) : p. 15487

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] (suite)**

Troisième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 19** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0-S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État et entre régimes de sécurité sociale) : p. 15503 p. 15505 p. 15507

p. 15508 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 513** (*Impact des mesures d'exonération - Rapport au Parlement*) : p. 15527 - **Article 26 et annexe B** (*Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)*) : p. 15531 p. 15538 p. 15539

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 27** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale - *Extension du dispositif de paiement à la qualité des établissements de santé*) : p. 15543 p. 15546 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 516** (*Non respect du CAQES - Sanctions financières - Abrogation*) : p. 15550 p. 15551 - **Article 29 quater (nouveau)** (art. L. 162-5 et L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale - *Inclusion des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires dans le champ des accords-cadres*) : p. 15583 - **Article 29 quinquies (nouveau)** (*Création d'un forfait expérimental de réorientation pour les urgences hospitalières*) : p. 15583 - **Article additionnel après l'article 29 sexes - Amendement n° 538 rectifié** (*Fermeture des services de santé - Moratoire*) : p. 15589 p. 15593 - **Article 31** (art. L. 4041-2, L. 4041-3 et L. 4042-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale - *Étendre l'objet des Sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires (SISA) aux pratiques avancées*) : p. 15599 - **Article 33** (art. L. 133-4, L. 162-9, L. 165-1, L. 165-1-4 [nouveau], L. 165-2, L. 165-9 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale ; L. 2132-2-1 et L. 2134-1 du code de la santé publique - *Une santé sans frais en optique, aides auditives et prothèses dentaires*) : p. 15610

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article 34** (art. L. 114-17-1, L. 142-3, L. 160-1, L. 160-3, L. 160-15, L. 162-1-21, L. 162-9, L. 162-16-7, L. 162-40, L. 165-6, L. 211-1, L. 752-4 ; L. 861-1 à L. 861-8, L. 861-10, L. 861-11 [nouveau], L. 862-1, L. 862-2, L. 862-4, L. 862-6, L. 862-7, L. 863-1, L. 863-7-1, L. 864-1, L. 864-2, L. 871-1 et L. 911-7-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 723-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 251-1 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 1110-3, L. 1511-1 et L. 6122-15 du code de la santé publique ; art. L. 1113-1 du code des transports ; art. 34 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle - *Amélioration du recours aux dispositifs d'aide à la couverture complémentaire santé*) : p. 15637 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 529** (*Dépassements d'honoraires - Sanctions financières*) : p. 15640 p. 15641 - **Article 38** (art. L. 137-27 et L. 221-1-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Création d'un fonds de lutte contre les addictions liées aux substances psychoactives*) : p. 15644 - **Article 39 bis (nouveau)** (*Soutien au développement de la vaccination contre les infections liées aux papillomavirus humains*) : p. 15651 p. 15653 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendements n° 10 rectifié quater, n° 50 rectifié ter, n° 288 rectifié, n° 368 rectifié ter et n° 590 rectifié** (*Télé-orthophonie - Expérimentation*) : p. 15656 - **Article 40** (art. L. 2112-8 et L. 2135-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 174-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - *Prise en charge de l'intervention précoce pour l'autisme et les troubles du neuro-développement*) : p. 15664 - **Article 41** (art. 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement - *Accélérer la convergence tarifaire des forfaits soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Ehpad*) : p. 15670 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 424 rectifié et n° 537** (*Établissements publics relevant de l'article 1. 312-12-2 du code de l'action sociale - Suppression de l'obligation de transmission d'un budget primitif*) : p. 15674 - **Article 42** (art. L. 133-4, L. 162-4, L. 162-16-5, L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-1-1 [nouveau], L. 162-16-5-2 à L. 162-16-5-4 [nouveau], L. 162-17, L. 162-17-1-2 [nouveau], L. 162-17-2-1, L. 162-17-2-2 [nouveau], L. 162-17-

4, L. 162-18, L. 162-22-7-3, L. 165-1-4 [nouveau] et L. 165-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 5121-12 du code de la santé publique - *Adaptations diverses des modalités de prise en charge des produits de santé*) : p. 15682 p. 15683 p. 15686 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 540** (*Élargissement des critères pris en compte pour la fixation du prix des médicaments*) : p. 15691 p. 15692 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 544** (*Ruptures d'approvisionnement en médicaments - Cellule nationale de gestion des ruptures d'approvisionnement - Création*) : p. 15702 - **Article additionnel avant l'article 44 - Amendement n° 93** (*Âge minimum légal de départ à la retraite - Relèvement progressif*) : p. 15706 - **Article 47** (art. L. 623-1, L. 623-4 et L. 663-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 722-10, L. 732-10, L. 732-10-1 et L. 732-12-2 du code rural et de la pêche maritime - *Harmonisation des modalités d'indemnisation du congé maternité*) : p. 15717 - **Article 53** (*ONDAM et sous-ONDAM*) : p. 15729 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 550 rectifié** (*Clarification des conditions d'accès à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante*) : p. 15733 p. 15734

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15826

- **Nouvelle lecture [n° 163 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 17191 p. 17192 - **Question préalable** : p. 17197

- **Question orale sans débat sur la privatisation du groupe ADP** - (4 décembre 2018) : p. 17810 p. 17811

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) : p. 18057 - **État B** : p. 18062 p. 18065 - **Article additionnel après l'article 83 - Amendement n° II-87 rectifié** (*Groupements d'intérêt public maison départementale des personnes handicapées - Taxes sur les salaires - Exonération*) : p. 18075

Santé

- (6 décembre 2018) : p. 18080

Seconde partie :

- (6 décembre 2018) - **État B** : p. 18108 p. 18109

- **Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne [n° 201 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21575 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21580

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 21647 - **Discussion générale** : p. 21650 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 81 quater et 1417 du code général des impôts et art. 7 de la loi de financement de sécurité sociale pour 2019 - *Anticipation de l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires et exonération d'impôt sur le revenu*) : p. 21663 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4 rectifié bis** (*Prestations sociales - Revalorisation en fonction de l'inflation*) : p. 21665 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 131-8 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - *Taux de CSG applicable aux revenus de remplacement*) : p. 21666 p. 21667 p. 21668 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 9 rectifié bis** (*Salaire minimum de croissance - Revalorisation*) : p. 21670 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21674

COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 21 septembre 2018.

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique le 30 janvier 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à préciser les dispositions de l'article 459 du code de procédure pénale [n° 703 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Justice.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Aide publique au développement [n° 147 tome 3 annexe 4 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au recours à la vidéoprotection à des fins de lutte contre les infractions à la salubrité publique [n° 192 (2018-2019)] (12 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la société anonyme Bpifrance.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des finances*) : Actualisation du programme de contrôle budgétaire de la commission.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Investissements d'avenir » (et communication sur son contrôle budgétaire sur les avances remboursables dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » (et article 72) et CCF « Prêts à des États étrangers » - Compte rendu de déplacement dans le cadre du contrôle budgétaire sur le système multilatéral de l'aide publique au développement - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen de l'article 19, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Réunion du lundi 3 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Outre-mer » (et à l'article 77 quinquies), « Aide publique au développement » (et à l'article 72) et le compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers », « Action extérieure de l'État » (et à l'article 71 ter), et « Recherche et enseignement supérieur » (et aux articles 78 et 78 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnité compensatoire de handicaps naturels** - (6 février 2018) : p. 945 p. 946

- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4289

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6423

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7389

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8845 p. 8846 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 38 rectifié ter** (Régime fiscal dérogatoire applicable au tabac en Corse - Suppression) : p. 8903

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 1er** (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs) : p. 9113 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9128

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9444

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13943

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Explications de vote communes** : p. 14056

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15271

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16522 - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales) : p. 16536

- **Débat sur la ruralité, une chance pour la France** - (21 novembre 2018) : p. 16548 p. 16557

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les obligations de service public d'Orange** - (22 novembre 2018) : p. 16650

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16664

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-988** (Élus locaux - Plafond d'exonération d'impôt sur le revenu) : p. 16704 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux) : p. 16707 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-959** (Journalistes - Exonération fiscale - Plafond) : p. 16710 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 35 bis du code général des impôts - Abrogation de l'exonération d'impôt pour les produits de la location d'une partie de la résidence principale ou d'une chambre d'hôte) : p. 16720 p. 16723

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendements n° I-895 et n° I-1010** (Sociétés d'économie mixte non agréées - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux) : p. 17211 - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendements n° I-896 et n° I-1011 rectifié** (Compagnies d'assurances - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux) : p. 17212 - **Article additionnel après l'article 22 bis** (Taux réduit de TVA) : p. 17228 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-965** (Activités de réparation de l'ensemble des biens d'équipements - Taux réduit de TVA) : p. 17231 - **Article 29** (Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre 1er du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 17285 p. 17294 p. 17300 p. 17303 - **Article 29 quater (nouveau)** (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Baisse de taux des taxes affectées aux CTI et aux CPDE et possibilité de réviser ceux-ci par arrêté dans la limite d'une fourchette déterminée) : p. 17307

Seconde partie :

Outre-mer

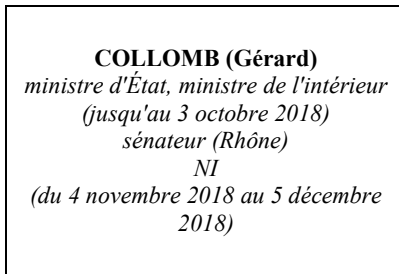
- (3 décembre 2018) : p. 17681

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2018) : p. 17703 p. 17704 - **Aide publique au développement - État B** : p. 17714 p. 17716

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France - Création d'une seconde enveloppe) : p. 17983



Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 4 novembre 2018.

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2018-74 du 8 février 2018 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Ville de Paris et n° 2018-75 du 8 février 2018 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris [n° 478 (2017-2018)] (16 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen [n° 219 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 568 p. 569 - **Article 1er** (art. L. 551-1, L. 552-3, L. 553-6, L. 554-1, L. 556-1, L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de placement en rétention et d'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin ») : p. 581 p. 582 p. 583 p. 584 p. 585 p. 586 p. 587 p. 588 p. 589 p. 590 p. 591 p. 592 - **Article 1er bis** (art. L. 741-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Information et conditions de placement en rétention des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin ») : p. 593 p. 594 - **Article 2** (art. L. 742-2, L. 742-4, L. 742-5, et L. 742-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction de transférer un demandeur d'asile dans un État « Dublin » faisant preuve de « défaillances systémiques » - Délai de saisine du juge administratif) : p. 596 p. 597 - **Article 3 (nouveau)** (art. L. 561-1, L. 561-2 et L. 111-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. 39 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, art. 41 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française et art. 41 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie - Sécurisation juridique des assignations à résidence des étrangers faisant l'objet d'une interdiction judiciaire du territoire) : p. 598

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides de l'État aux communes touchées par les inondations** - (1er février 2018) : p. 843

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intervenants extérieurs dans les prisons** - (1er février 2018) : p. 845

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Notre-Dame-des-Landes et l'autorité de l'État** - (1er février 2018) : p. 847

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport Taché sur les migrations européennes** - (20 février 2018) : p. 1573

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte** - (13 mars 2018) : p. 2198

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la montée des actes antisémites** - (27 mars 2018) : p. 3092

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les leçons à tirer de l'attentat du vendredi 23 mars** - (27 mars 2018) : p. 3094

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat antisémite de Paris** - (27 mars 2018) : p. 3095

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Mayotte** - (27 mars 2018) : p. 3096 p. 3097

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat terroriste** - (27 mars 2018) : p. 3098

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Trèbes** - (27 mars 2018) : p. 3100

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité et le pacte républicain** - (10 avril 2018) : p. 3558

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le terrorisme** - (15 mai 2018) : p. 4242

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport parlementaire sur la Seine-Saint-Denis** - (7 juin 2018) : p. 5592

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Aquarius** - (12 juin 2018) : p. 5717

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6311 p. 6312 p. 6314 p. 6317 p. 6323 p. 6326 p. 6327 p. 6328 p. 6329 p. 6330 p. 6331 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 140 rectifié ter** (Composition du conseil d'administration de l'OFPRA - Personnalités qualifiées - Magistrats) : p. 6335 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 412 rectifié ter** (Persécutés liés au genre) : p. 6337 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 87 rectifié** (Associations luttant contre les discriminations sexuelles - Rôle de conseil auprès de l'OFPRA) : p. 6340 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 124 rectifié bis** (Protection subsidiaire - Elargissement au passage par des pays tiers) : p. 6341 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 459 rectifié bis** (Demande d'asile - Dépôt auprès du réseau consulaire) : p. 6342 - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile) : p. 6343 p. 6345 p. 6346 p. 6347 p. 6348 p. 6355 p. 6356 p. 6358 p. 6359 - **Article additionnel après l'article 6** - **Amendement n° 377 rectifié bis** (Classement en ordonnance par la Cour nationale du droit d'asile - Possibilité de recours) : p. 6361 - **Article 6 bis A (nouveau)** (art. L. 743-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Décision définitive de rejet de la demande d'asile valant obligation de quitter le territoire français) : p. 6362 p. 6363 - **Article additionnel avant l'article 7** - **Amendement n° 351 rectifié** (Demande d'asile par une personne inscrite dans la base EURODAC hors de France - Abandon du délai de cinq mois) : p. 6364 p. 6365 p. 6366 - **Article 7** (art. L. 733-5, L. 741-1, L. 741-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Choix de la langue utilisée lors de la procédure et demande d'asile conjointe pour les parents et leurs enfants mineurs) : p. 6371 p. 6372 p. 6373 p. 6374 p. 6375 p. 6377 - **Article additionnel après l'article 7** - **Amendement n° 127 rectifié bis** (Demandeur d'asile - Procédure « Dublin » - Notification dans une langue qu'il comprend) : p. 6378 - **Article 7 bis (supprimé)** (art. L. 742-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

- *Accroissement de sept à quinze jours du délai de recours contre une décision de transfert vers un autre État européen au titre du règlement « Dublin III »* : p. 6380 - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6383

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 8** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6416 p. 6417 p. 6419 - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 5223-3 du code du travail - Représentation des collectivités territoriales au conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, OFII) : p. 6420 - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6424 p. 6428

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise migratoire avec l'Allemagne** - (21 juin 2018) : p. 6432

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la contractualisation entre l'État et les collectivités** - (21 juin 2018) : p. 6433

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)] (suite)** - (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6444 p. 6446 p. 6448 p. 6449 p. 6451 p. 6452 p. 6453 p. 6454 p. 6455 p. 6456 p. 6457 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 484 rectifié (Droit du sol - Suppression)** : p. 6459 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis (Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions)** : p. 6463 p. 6465 p. 6467 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 31 rectifié bis (Île de Mayotte - Acte de naissance - Mention de la situation régulière d'au moins un des parents)** : p. 6469 - **Article additionnel avant l'article 10 AA - Amendement n° 491 rectifié (Délivrance d'un titre de séjour - Paiement d'une taxe et dépôt d'une caution)** : p. 6470 - **Article 10 AA (nouveau)** (art. L. 251-1 à L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-5 [abrogés] et L. 253-1 à L. 253-4 du code de l'action sociale et des familles - Transformation de l'aide médicale d'État (AME) en aide médicale d'urgence, AMU) : p. 6474 p. 6476 - **Article additionnel après l'article 10 AA - Amendement n° 29 rectifié ter (Bénéficiaire de l'aide médicale d'urgence - Absence de droit à réduction tarifaire dans les transports - Décorrélation)** : p. 6477 p. 6478 p. 6479 - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Régime juridique applicable aux refus d'entrée sur le territoire notifiés aux frontières terrestres) : p. 6480 - **Article 10 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-3-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Périmètre de non-admission sur le territoire national) : p. 6481 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-9, L. 222-4 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Vidéo-audience et traitement des appels irrecevables dans le contentieux de la non-admission) : p. 6482 p. 6483 - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 222-5 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai d'appel et maintien à la disposition de la justice en zone d'attente) : p. 6484 - **Organisation des travaux** : p. 6486 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter (Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction)** : p. 6489 p. 6493 p. 6494

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 16** (art. L. 512-1, L. 551-1, L. 551-2, L. 552-1, L. 552-3 à L. 552-

7et L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités et régime juridique de la rétention administrative) : p. 6576 p. 6577 p. 6578 p. 6580 p. 6583 p. 6584 - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 553-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Accessibilité des lieux de rétention) : p. 6584 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° 456 rectifié bis (Protection contre l'expulsion pour raisons médicales)** : p. 6586 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-5, L. 541-3 et L. 561-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités de l'assignation à résidence de longue durée) : p. 6587 - **Article 17 ter (supprimé)** (art. L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Durée de validité de l'ordonnance autorisant une visite domiciliaire) : p. 6588 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 571-4 et L. 777-4 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Exécution des mesures d'éloignement prononcées pour des motifs de menace grave à l'ordre public à l'encontre de demandeurs d'asile) : p. 6589 p. 6590 - **Article 19** (art. L. 611-1-1, L. 611-3 et L. 621-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 441-8 du code pénal - Retenue pour vérification du droit de circulation et de séjour et autres mesures de contrôle) : p. 6591 p. 6594 p. 6595 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 154 rectifié (Rétablissement du délit de séjour illégal en France)** : p. 6596 p. 6596 - **Article 19 bis A** (art. L. 624-1-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sanctions pénales applicables aux étrangers méconnaissant une mesure d'éloignement) : p. 6597 - **Article 19 bis** (art. 131-30, 131-30-2, 222-48, 225-21, 414-16 et 435-14, et 213-2, 215-2, 221-11, 221-16, 222-64, 311-15, 312-14, 321-11, 322-16, 324-8, 431-27, 434-46, 442-12 et 443-7 [abrogés] du code pénal, art. L. 541-1 [abrogé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Élargissement du champ d'application et prononcé obligatoire de la peine d'interdiction du territoire français) : p. 6598 p. 6599 - **Article additionnel après l'article 19 bis - Amendement n° 144 rectifié bis (Lutte contre l'immigration clandestine - Autorisation des contrôles de personnes et de véhicules)** : p. 6599 - **Article 19 ter (supprimé)** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers) : p. 6603 p. 6604 p. 6606 - **Article additionnel après l'article 19 ter - Amendement n° 366 rectifié bis (Création d'un délit d'intrave à l'exercice du droit d'asile, l'entrée, ou le séjour d'un étranger en France)** : p. 6609 - **Article additionnel après l'article 19 quater - Amendement n° 108 rectifié (Interdiction du recours aux tests osseux pour la détermination de l'âge)** : p. 6611 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 367 rectifié bis (Rapport du Gouvernement au Parlement sur la réponse des services des visas)** : p. 6612 - **Article 20** (art. L. 313-20, L. 313-21, L. 313-27 et L. 313-28 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du « passeport talent ») : p. 6613 p. 6614 - **Article 21** (art. L. 313-8, art. L. 313-29 et L. 313-30 [nouveaux] et art. L. 531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Titres de séjour des étudiants - Chercheurs et étudiants souhaitant prolonger leur séjour en France) : p. 6618 p. 6620 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 342 rectifié bis (Modifications dans le CESEDA - Dispense de visa de long séjour)** : p. 6621 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 436 rectifié bis (Prolongation du dispositif autorisant les praticiens titulaires de diplômes hors Union européenne à poursuivre leurs fonctions jusqu'au 31 décembre 2020)** : p. 6623 - **Article 22** (art. L. 313-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire pour les jeunes au pair) : p. 6623 - **Article 23** (art. L. 311-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Regroupement de la demande d'asile et de l'admission au séjour à un autre titre) : p. 6625 p. 6626 - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-3, L. 321-4, L. 321-5 [nouveau] et L. 321-6 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification du régime des documents de circulation délivrés aux étrangers mineurs et dispositions spécifiques à Mayotte) : p. 6628 p. 6629 - **Article**

26 bis A (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement du contrat d'intégration républicaine) : p. 6631 - **Article 26 bis B (nouveau)** (art. L. 313-17 et L. 314-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 21-24 du code civil - Exigences linguistiques pour la délivrance des titres de séjour et les naturalisations) : p. 6631 - **Article 26 bis** (art. L. 744-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et L. 5221-5 du code du travail - Régime de l'autorisation de travail des demandeurs d'asile majeurs et des mineurs non accompagnés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) : p. 6633 p. 6634 p. 6635 - **Article 26 ter (supprimé)** (art. L. 744-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et L. 5221-5 du code du travail - Régime de l'autorisation de travail des demandeurs d'asile majeurs et des mineurs non accompagnés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) : p. 6636 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 343 rectifié ter** (Délivrance de plein droit d'un titre de séjour temporaire portant la mention « étudiant » aux jeunes étrangers confiés à l'aide sociale à l'enfance, AJE, entre 16 et 18 ans) : p. 6637 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 99 rectifié** (Facilitation de l'évaluation de minorité des jeunes migrants non accompagnés) : p. 6638 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 100 rectifié** (Attribution d'une tutelle à tout mineur non accompagné) : p. 6638

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (II)** - (19 juillet 2018) : p. 11050
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences et les dégradations commises le 15 juillet** - (19 juillet 2018) : p. 11052
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (III)** - (19 juillet 2018) : p. 11057
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'imam de Toulouse** - (19 juillet 2018) : p. 11058
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (V)** - (24 juillet 2018) : p. 11522
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Aquarius** - (25 septembre 2018) : p. 13277
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de simplification de la carte départementale** - (25 septembre 2018) : p. 13277
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (25 septembre 2018) : p. 13278
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des sapeurs-pompiers volontaires** - (25 septembre 2018) : p. 13279

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
CRCE-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance le 17 janvier 2018 ; puis vice-président du 24 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République le 11 avril 2018 ; puis rapporteur du 17 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (22 février 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (19 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptation à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence (28 juin 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° 347 (2017-2018)] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] - Préconisations pour une réforme de la haute fonction publique - Préconisations, rapport et annexes [n° 16 tome 1 (2018-2019)] (4 octobre 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] - Préconisations pour une réforme de la haute fonction publique - Position personnelle du rapporteur [n° 16 tome 2 (2018-2019)] (4 octobre 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 153 tome 1 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Louis Chauvel, sociologue, professeur à l'Université du Luxembourg, auteur de « La spirale du déclassement », dans le cadre de la préparation du rapport d'information sur le pacte des générations.

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*GT préfigurant CS Société de confiance*) : Réunion constitutive.

(*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'État pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'État islamique - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Martin Vanier, géographe, professeur à l'École d'Urbanisme de Paris.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition conjointe des organisations syndicales de la fonction publique.

Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'État.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Éric Chareyron, directeur prospective, modes de vie et mobilité dans les territoires du groupe Keolis.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

(commission des lois) : Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hakim El Karoui, consultant, auteur de *La lutte des âges, comment les retraités ont pris le pouvoir*.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Modification de l'intitulé du projet de loi.

(commission des lois) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Fausses informations « fake news » - Diffusion d'un message et audition.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Réunion constitutive.

(commission des lois) : Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Suite de l'examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Dominique Chagnollaud de Sabouret, professeur de droit constitutionnel à l'université de Paris Panthéon Assas.

Audition de M. Luc Rouban, sociologue, directeur de recherche au CNRS-Cevipof.

Audition de M. Pierre Delvolvé, professeur émérite de l'université de Paris II, membre de l'Institut.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents de travail de la commission - Communication.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition commune avec Mme Ghislaine Ottenheimer, rédactrice en chef de *Challenges*, et MM. Vincent Jauvert, journaliste à *l'Obs*, auteur de *Les Intouchables d'État, bienvenue en Macronie* (Robert Laffont, 2018) et Laurent Mauduit, journaliste à *Mediapart*.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean Gicquel, professeur des universités.

Audition de M. Stéphane Braconnier, professeur des universités.

Audition de Mme Marie-Anne Cohendet, professeur des universités.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Antoine Vauchez, directeur de recherche au CNRS, auteur de « *Sphère publique, intérêts privés. Enquête sur un grand brouillage* ».

Audition de M. Hervé Joly, directeur de recherche à l'ENS Lyon.

Audition de M. Marc-Olivier Baruch, directeur de l'EHESS.

(commission des lois) : Droit local d'Alsace-Moselle - Table ronde.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Fabrice Melleray, professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris.

Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

(commission des lois) : Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Augustin de Romanet de Beaune, Président-directeur général du groupe ADP.

Audition de M. Thomas Perroud, professeur des universités.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 11 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et la vitalité de la démocratie locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jérôme Goldenberg, chef de service adjoint à la directrice des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances.

Audition de Mme Marie-Christine Lepetit, chef du service de l'Inspection générale des finances.

Réunion du vendredi 15 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Bernard Spitz, président de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Emmanuel Roux, directeur général du groupe AESIO.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. James Galbraith, économiste.

Audition de M. Marc-André Feffer, président de Transparency international France.

Audition de M. Patrick Gérard, directeur de l'École nationale d'administration.

Audition de M. Sylvain Laurens, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales.

Audition de Mme Marylise Lebranchu, ancien ministre.

(*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil COM (2018) 218 sur la protection des personnes dénonçant les infractions au droit de l'Union (E13046) - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Point d'étape sur le rapport « nouvelles mobilités ».

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Daniel Keller, président de l'association des anciens élèves de l'École nationale d'administration.

Audition de M. Jean-Luc Videlaïne, préfet du Var.

Audition de M. Roland Peylet, président de la commission de déontologie de la fonction publique.

Audition de Mme Adeline Baldacchino, conseillère référendaire de la Cour des comptes.

(*commission des lois*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État.

Audition de M. Florent Méreau, avocat, membre du Conseil national des barreaux.

Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, conseiller d'État.

Audition de M. Thierry Le Goff, directeur général de l'administration et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Bruno Bézard, managing partner du fonds d'investissement Cathay capital private equity.

Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Audition de M. Fabien Tastet, Président de l'association des administrateurs territoriaux de France.

(*commission des lois*) : Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil COM (2018) 218 sur la protection des personnes dénonçant les infractions au droit de l'Union (E13046) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean-Christophe Thiery, président du directoire de Canal +.

Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Audition de Mme Élise Van Beneden, avocate, secrétaire générale adjointe d'ANTICOR.

Réunion du lundi 23 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Échange de vues, nomination de rapporteurs et demande d'octroi à la commission des lois, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération CFDT, organisation professionnelle de la police nationale.

Audition de la fédération de Force ouvrière (FO), organisation professionnelle de policiers.

Audition de la fédération de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), organisation professionnelle de policiers.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Audition de M. Frédéric Auréal, chef du service de la protection.

Audition de M. Michel Delpuech, préfet de police de Paris.

Audition de Mme Marie-France Monéger-Guyomarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont

pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexis Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Éric Bio Farina, commandant militaire de la Présidence de la République.

Nature, efficacité et mise en oeuvre des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote électronique - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Organisation des travaux de la commission - Communication.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport d'information sur les nouvelles mobilités.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et informations administratives » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat (DGEC) au Ministère de la Transition écologique et solidaire, directeur de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC).

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des funérailles républicaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des funérailles républicaines - Examen des amendements.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Sébastien Jean, directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 87 p. 88 p. 89 p. 90 p. 91

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rémunération des plus hauts fonctionnaires** - (23 janvier 2018) : p. 144

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Deuxième lecture [n° 248 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 833 - **Article 13** (art. 1343-3 du code civil - Paiement d'une obligation de somme d'argent en monnaie étrangère) : p. 839

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de départ volontaire dans la fonction publique** - (6 février 2018) : p. 941

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1809 p. 1810 - **Article 1er (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Subordination de la recevabilité d'une demande de fonctionnaire souhaitant cesser définitivement ses fonctions à sa démission préalable de la fonction publique avant son examen par la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1812 p. 1813 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 24 rectifié** (Rapport au Parlement - Remboursement des traitements perçus pendant la scolarité des élèves de l'ENS, l'ENA et l'X en cas de non-respect de la durée minimale au service de l'État) : p. 1813 - **Article 2 (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Saisine obligatoire de la commission de déontologie de la fonction publique pour les demandes de mobilité de fonctionnaires soumis à déclaration auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) : p. 1814 - **Article 3 (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Présidence tournante de la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1816 p. 1817 - **Article 4** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Extension du contrôle de la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1818 - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Publicité des avis rendus par la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1819 - **Premier et deuxième articles additionnels après l'article 6** (Limitation du nombre de mises en disponibilité dans la haute fonction publique) : p. 1824

p. 1824 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 25 rectifié bis** (Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités) : p. 1826 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts) : p. 1827 p. 1829 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1830

- **Rappel au règlement** - (7 mars 2018) : p. 1977

- **Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 318 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1985 p. 1988 - **Article 1er (Supprimé)** (Indicateurs de richesse - Critères étude d'impact) : p. 1991 - **Article 2** (Modalité de réalisation des évolutions) : p. 1993 p. 1994 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1996

- **Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2002

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce [n° 658 (2015-2016)]** - (8 mars 2018) - **Article 1er** (art. L. 141-1 et L. 141-2 du code de commerce - Suppression des mentions légales obligatoires devant être portées sur l'acte de cession d'un fonds de commerce et suppression de l'obligation de viser les livres de comptabilité du vendeur des trois exercices précédents le jour de la vente) : p. 2084 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 1** (Droit des sociétés - Ratification de quatre ordonnances de 2017) : p. 2087 - **Article 16** (art. L. 224-3 du code de commerce - Clarification des conditions de désignation du commissaire à la transformation en cas de transformation d'une société en société par actions) : p. 2088 - **Article 19** (art. L. 225-37, L. 225-100-3 et L. 225-102-1 du code de commerce - Limitation des obligations de publication d'informations par les sociétés cotées aux seules sociétés dont les actions sont cotées) : p. 2090 - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-40 et L. 225-88 du code de commerce - Limitation aux seules conventions réglementées effectivement conclues de l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires) : p. 2090 - **Article 21** (art. L. 225-96, L. 225-98 et L. 225-107 du code de commerce - Exclusion des abstentions du nombre des voix exprimées dans les assemblées générales d'actionnaires) : p. 2090 - **Article 22** (art. L. 225-101 du code de commerce - Correction d'une erreur de référence) : p. 2091 - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 225-102-4 [nouveau] et L. 232-23 du code de commerce - Possibilité pour les sociétés cotées de remplir leurs obligations de publication d'informations dans un document de référence unique) : p. 2091 - **Article 23** (art. L. 225-103 du code de commerce - Dématérialisation de la tenue des assemblées générales d'actionnaires dans les sociétés non cotées) : p. 2092 - **Article 26** (art. L. 225-121 du code de commerce - Transformation en nullité relative de la nullité impérative de la délibération adoptée sans avoir été inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée générale et rétablissement de la nullité de l'assemblée générale en cas d'absence de présentation du rapport des commissaires aux comptes) : p. 2093 - **Article 27** (art. L. 225-129-6 du code de commerce - Suppression de l'obligation triennale de soumettre à l'assemblée générale des actionnaires une augmentation de capital réservée aux salariés) : p. 2093 - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-149-3 du code de commerce - Allègement de la sanction prévue en cas d'omission de la présentation à l'assemblée générale des actionnaires d'une augmentation de capital réservée aux salariés simultanément à toute augmentation de capital) : p. 2094 - **Article 33** (art. L. 225-208, L. 225-209 et L. 225-209-2 du code de commerce - Clarification des règles applicables respectivement aux sociétés cotées et non cotées pour le rachat de leurs propres actions) : p. 2096 - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 225-209-2 du code de commerce - Clarification des modalités comptables de rachat par une société de ses propres actions) : p. 2097 - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-235 du code de commerce - Actualisation d'une référence) : p. 2097 - **Article 36** (art. L. 227-1 du code de commerce - Suppression de l'obligation de désigner un commissaire aux

apports en cas d'avantages particuliers ou d'apport en industrie et suppression de la déclaration de conformité pour les fusions et scissions) : p. 2098 - **Article 40** (art. L. 227-19 du code de commerce - Possibilité d'adopter ou de modifier des clauses statutaires d'agrément d'un nouvel associé ou de retrait d'un associé à la majorité plutôt qu'à l'unanimité) : p. 2098 - **Article 57** (art. L. 823-16 du code de commerce - Mise en cohérence rédactionnelle) : p. 2102 - **Article 59 bis (nouveau)** (art. 787 B du code général des impôts - Simplification des formalités auprès de l'administration fiscale pour bénéficiaire de l'exonération des droits de succession sur les parts de société) : p. 2102 - **Article 60 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 512-17 du code de l'environnement - Correction d'une incohérence rédactionnelle) : p. 2103 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2103

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2180

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 15 A** (Interdiction, pour les administrations de l'État, de recourir à un numéro surtaxé dans leurs relations avec le public) : p. 2268 - **Article 15** (Expérimentation de la mise en place d'un référent unique au sein de l'administration) : p. 2272 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 211 rectifié** (Publication d'indicateurs de résultats et de qualité de service des administrations recevant du public) : p. 2273 - **Article 16** (Limitation, à titre expérimental, de la durée des contrôles administratifs sur les petites et moyennes entreprises) : p. 2274 p. 2276 - **Article 18** (Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de préciser et harmoniser la rectification des déclarations en matière de prestations sociales) : p. 2281 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 71 et n° 72** (Communication des avis du Conseil d'Etat, des juridictions financières, des rapports de la Cour des comptes) : p. 2289 - **Article 23** (Expérimentation de la suppression des justificatifs de domicile pour la délivrance de titres) : p. 2293 p. 2294 - **Article additionnel après l'article 23 bis - Amendement n° 83 rectifié bis** (Mutualisation de la gestion des certificats d'existence par les organismes de retraite) : p. 2296 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier et art. 2] de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 2300 - **Article 26** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour autoriser les maîtres d'ouvrage à déroger à certaines règles de la construction) : p. 2304 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 156** (Absence de dépôt des comptes par les dirigeants d'une société commerciale transformant les produits agricoles ou commercialisant des produits alimentaires - Injonction sous astreinte) : p. 2318 - **Article 32** (art. L. 544-4, L. 544-5, L. 544-6 et L. 613-5-2-6 du code monétaire et financier, et art. L. 225-100-1, L. 232-1 et L. 950-1 du code de commerce - Habilitation pour la simplification des règles de mention et de sanction du taux effectif global - Simplification du régime de responsabilité des agences de notation de crédit - Suppression du rapport de gestion pour les petites entreprises) : p. 2319 p. 2320 p. 2321 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 107 rectifié ter, n° 108 rectifié ter, n° 109 rectifié ter et n° 110 rectifié ter** (Allègement des procédures relatives à l'entretien et à la sécurisation des ouvrages de défense contre la mer) : p. 2338 p. 2339 - **Article 38** (art. 19 et 21, de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 2356 p. 2359 - **Explications de vote sur les articles examinés selon la procédure de législation en commission** : p. 2363

- **Suite de la discussion** (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2430

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-**

mer [n° 380 (2017-2018)] - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3427

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mouvements sociaux** - (5 avril 2018) : p. 3463

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3473 p. 3475 p. 3476 p. 3480 - **Article unique** : p. 3488 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3492

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'écrivain et blogueur saoudien Raif Badawi** - (10 avril 2018) : p. 3555

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité et le pacte républicain** - (10 avril 2018) : p. 3558

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Commission mixte paritaire [n° 248 (2017-2018)]** - (11 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3622

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3775 p. 3776 p. 3780 p. 3788 p. 3789 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération) : p. 3794 p. 3794 p. 3795

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4657

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (5 juin 2018) : p. 5186 p. 5188

- **Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 504 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5707

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5712 p. 5713

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce de la suppression des pensions de réversion** - (12 juin 2018) : p. 5723

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)] (suite)** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5732 p. 5735 - **Article 9** (art. L. 5211-17-1 à L. 5211-17-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Exercice territorialisé des compétences intercommunales) : p. 5743 - **Article 10** (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement) : p. 5744 p. 5746 p. 5748 - **Article 11** (art. L. 5211-18, L. 5211-45-1 [nouveau], L. 1111-10, L. 2336-3, L. 5210-1-2, L. 5111-6, L. 5211-41-3, L. 5212-27 et L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales : art. L. 300-6-1 du code de l'urbanisme ; art. 1465 A du code général des impôts - Liberté de la coopération intercommunale) : p. 5751 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4 rectifié** (Intercommunalités - Mise en place d'une conférence des maires au-delà de 20 communes) : p. 5753 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 5 rectifié** (Réunion annuelle d'information de tous les conseillers municipaux d'un EPCI) : p. 5755 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 238, L. 255-2 à 255-4 [abrogés] et L. 429 du code électoral - Suppression de

l'obligation de déclaration des candidatures aux élections municipales dans les communes de moins de 1 000 habitants : p. 5759 - **Organisation des travaux** : p. 5772 - **Article 20 ter (nouveau)** (art. L. 1621-3 et L. 2123-12-1 du code général des collectivités territoriales - Droit à la formation des élus locaux) : p. 5774 - **Article additionnel après l'article 20 sexes - Amendement n° 48** (Inscription dans le code général des collectivités territoriales d'un statut de l'élu) : p. 5775 p. 5776 - **Article additionnel après l'article 20 sexes - Amendement n° 49** (Suppression de la référence au caractère « gratuit » des fonctions municipales dans le code général des collectivités territoriales) : p. 5777 p. 5778

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 20 sexes - Amendement n° 54** (Personne dépositaire de l'autorité - Circonstance aggravante - Suppression) : p. 5819 p. 5820 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 21 rectifié bis** (Communauté urbaine - Compétences de voirie - Restriction) : p. 5826 - **Article 23** (art. L. 1613-5-1 A [nouveau] et L. 1613-5-1 du code général des collectivités territoriales - Délai de notification des attributions individuelles au titre de la dotation globale de fonctionnement) : p. 5829 - **Article 24** (art. L. 422-8 et L. 423-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Droit de timbre en matière d'autorisations d'urbanisme) : p. 5830 p. 5831

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la représentation parlementaire ultramarine** - (21 juin 2018) : p. 6436

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de l'« exit tax »** - (21 juin 2018) : p. 6437

- **Question orale sans débat sur les fonds de concours et les syndicats d'énergie** - (3 juillet 2018) : p. 8813

- **Question orale sans débat sur la gestion des demandes de visas par des sociétés privées** - (3 juillet 2018) : p. 8816 p. 8817

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du partage des richesses en France** - (10 juillet 2018) : p. 9433 p. 9434

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion (I)** - (10 juillet 2018) : p. 9434

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle du Premier ministre** - (10 juillet 2018) : p. 9436

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla et ses conséquences politiques** - (24 juillet 2018) : p. 11516

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (I)** - (24 juillet 2018) : p. 11517

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (II)** - (24 juillet 2018) : p. 11519

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la révision constitutionnelle à la lumière de l'affaire Benalla** - (24 juillet 2018) : p. 11519

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14093 - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Contenu et mise en oeuvre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage) : p. 14103 p. 14104 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14109

- **Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux**

d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] - (30 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14801 p. 14802

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15077 p. 15082 p. 15083 - **Article 1er** (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15092 p. 15097 p. 15098 - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence) : p. 15115

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut de l'élu** - (22 novembre 2018) : p. 16650 p. 16651

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut des maires** - (22 novembre 2018) : p. 16652

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2018) : p. 17472 p. 17474 p. 17477 p. 17478 - **État B** : p. 17482 p. 17483

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17874 p. 17876

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17928 p. 17937 - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17947 p. 17952 p. 17954 p. 17961 p. 17970

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18552 p. 18553 p. 18554 p. 18557 - **Article 1er** (art. L. 2113-8 du code général des collectivités territoriales, art. L. 290-2 du code électoral - Relèvement de l'effectif transitoire du conseil municipal des communes nouvelles) : p. 18561 p. 18562 - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Instauration d'une commission permanente dans les plus grandes communes nouvelles) : p. 18564 p. 18565 - **Article 6 (nouveau)** (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Lissage des effets de seuil subis par les communes nouvelles) : p. 18573 p. 18574 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18578

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines**
[n° 170 (2016-2017)] - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21428 p. 21432 - **Article unique** : p. 21435 p. 21437 p. 21439

CONCONNE (Catherine)
sénatrice (Martinique)
SOCR

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports, dans le cadre de l'étude de la délégation sur la jeunesse des outre-mer et le sport.

Réunion du vendredi 2 février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Visite de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Madeleine Mathieu, directrice de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), accompagnée de Mme Catherine D'Herin, cheffe du bureau de la législation et des affaires juridiques et de Mme Aurore Daniel, adjointe à la cheffe du bureau des méthodes et de l'action éducative.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Laurent Solini, sociologue, auteur de l'ouvrage « Faire sa peine à l'établissement pour mineurs de Lavour », et de Mme Léonore LE Caisne, ethnologue, auteure de l'ouvrage « Avoir 16 ans à Fleury, une ethnographie d'un centre de jeunes détenus ».

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition conjointe de M. Clément Vives, adjoint au Conseiller judiciaire à la Direction générale de la Police nationale (DGPN) et Mme Christelle Simon, Commandant divisionnaire de la Direction centrale de la sécurité publique ; du Colonel Jude Vinot, du Chef d'escadron Erik Salvadori et de Mme Sandrine Guillon, Conseillère juridique et judiciaire de la Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN).

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Financement du programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI) - Audition des

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale aux outre-mer ; puis membre le 22 juin 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés le 14 mars 2018 ; puis vice-présidente du 21 mars 2018 au 30 septembre 2018.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer : Quels tremplins pour le sport en outre-mer ? - Rapport [n° 140 tome 1 (2018-2019)] (20 novembre 2018) - **Outre-mer - Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer : Quels tremplins pour le sport en outre-mer ? - Auditions [n° 140 tome 2 (2018-2019)] (20 novembre 2018) - **Outre-mer - Sports.**

représentants des filières agricoles des régions ultrapériphériques françaises.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Marc Lifchitz, magistrat, secrétaire général adjoint, et de Mme Sophie Levine, magistrat, syndicat de l'Unité Magistrats (FO Magistrats).

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de M. Éric Guéret, réalisateur du documentaire « Enfance abusée » et de Mme Christine Pedotti, directrice de la rédaction de Témoignage chrétien.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux statistiques sur les violences conjugales** - (23 janvier 2018) : p. 151

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Article 1er** (*Champ des personnes éligibles au dispositif d'indemnisation*) : p. 865 - **Article 2** (*Création et organisation du Fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques*) : p. 867 - **Article 3** (*Droits et devoirs du demandeur*) : p. 870 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 879

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer [n° 380 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3428 p. 3430 - **Article 1er** (*Mise en place d'un dispositif dérogatoire de sortie d'indivision au champ d'application limité*) : p. 3436 p. 3437 p. 3438 - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 750 bis C du code général des impôts - Exonération des droits portant sur les actes de partage des indivisions*) : p. 3442 p. 3443 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3446

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4324

- **Débat sur la politique de concurrence dans une économie mondialisée** - (17 mai 2018) : p. 4382

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5547

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 1er** (*Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER »*) : p. 5855 p. 5856 p. 5859

- **Suite de la discussion** (14 juin 2018) - **Article 2** (*art. L. 325-1 du code de l'urbanisme - Création de l'Agence nationale pour les centres-villes et centres-bourgs (ANCC) et extension du champ d'intervention de l'EPARECA dans les périmètres des conventions OSER*) : p. 5990 p. 5993 - **Article 3 (supprimé)** (*art. 278-0 bis A, 278 sexies A, 279-0 bis, et 199 novovicies du code général des impôts - Allègement de la fiscalité sur les logements dans les périmètres des conventions OSER*) : p. 5998 - **Article 9** (*section II du chapitre IV du titre Ier de la première partie du livre Ier du code général des impôts - Accompagnement de la modernisation des artisans et*

merçants de détail - Crédit d'impôt formation au commerce numérique) : p. 6049 - **Article 13** (*art. L. 751-2 du code de commerce - Modifier la composition des CDAC pour mieux représenter le tissu économique*) : p. 6056 - **Article 27** (*section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER »*) : p. 6072 p. 6073 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6078

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 12 septies A (nouveau)** (*art. L. 121-10-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Dérogation à l'inconstructibilité des zones non urbanisées du littoral au bénéfice des installations de traitement des déchets d'outre-mer*) : p. 10959 p. 10960 - **Article additionnel après l'article 12 septies A - Amendement n° 362 rectifié bis** (*Territoires ultramarins - Loi Littoral - Dérogation au principe d'extension de l'urbanisation au profit d'équipements d'intérêt collectif*) : p. 10962 - **Article 14 (supprimé)** (*Habilitation à modifier par ordonnance le régime juridique des schémas d'aménagement régional*) : p. 10975

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (*art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM*) : p. 11205 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 598** (*Mesures d'amélioration des aides à l'accession sociale à la propriété - Rapport*) : p. 11249 - **Article 34** (*art. 2 et articles 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité*) : p. 11266

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Article 3** (*art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services*) : p. 13491

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 37** (*art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle*) : p. 13647 - **Article 42** (*art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental*) : p. 13680

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14757

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (*art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-*

13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15358 p. 15361 p. 15365 p. 15372 p. 15373

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15386 p. 15400 - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone) : p. 15414 p. 15418 p. 15420 p. 15421 p. 15422 p. 15423 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié ter** (Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente des produits alimentaires à référence alcoolique - Taxation) : p. 15428 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 117 rectifié et 316 rectifié bis** (Professionnels libéraux pluriactifs - Cotisation proportionnelle au premier euro) : p. 15431 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 427 rectifié bis** (Cotisations sociales pour les artistes-auteurs - Compensation) : p. 15444 - **Article 13** (art. L. 133-5-6, L. 133-5-10, L. 243-16 [nouveau], L. 244-2, L. 613-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 712-2, L. 712-3, L. 724-7-2 [nouveau], L. 725-3 et L. 725-24 du code rural et de la pêche maritime ; art. 42 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 ; art. 14 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Poursuivre la simplification de la déclaration et du recouvrement des cotisations) : p. 15458 p. 15459 p. 15460

Quatrième partie :

- (16 novembre 2018) - **Article 47** (art. L.623-1, L. 623-4 et L. 663-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 722-10, L. 732-10, L. 732-10-1 et L. 732-12-2 du code rural et de la pêche maritime - Harmonisation des modalités d'indemnisation du congé maternité) : p. 15719

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16756

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 4** (art. 197 et 204 H du code général des impôts - Plafonnement de la réduction d'impôt sur le revenu dans les DOM) : p. 16928 p. 16931 p. 16932 p. 16933 p. 16934 p. 16935 - **Article 5** (art. 295 A du code général des impôts - Suppression de la TVA non perçue récupérable, TVA NPR) : p. 16938 - **Article 6** (art. 44 octies A, 44 quaterdecies, 44 quindecies, 244 quater M,

1388 quinquies, 1395 H, 1465 A, 1466 F du code général des impôts - Création de zones franches d'activité nouvelle génération, ZFANG) : p. 16945 p. 16947 p. 16948 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-619 rectifié** (Guadeloupe et Martinique - Locations de bateaux de plaisance de courte durée - Exonération de TVA) : p. 16950

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1000** (Saint-Martin - Travaux de rénovation et réhabilitation d'hôtels - Réduction d'impôt) : p. 17027

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 20** (art. 261 du code général des impôts - Mise en conformité du régime de TVA des services à la personne) : p. 17218 - **Article 33 bis (nouveau)** (art. 1010 et 1011 bis du code général des impôts - Assujettissement des véhicules équipés d'une plateforme arrière à double cabine à la taxe sur les véhicules des sociétés et au malus automobile) : p. 17310

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17369

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17454 p. 17455 p. 17456

Outre-mer

- (3 décembre 2018) : p. 17680 p. 17681 - **État B** : p. 17690 p. 17697 p. 17700

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 nonies - Amendements n° II-415 rectifié et n° II-651 rectifié** (Outre-mer - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Correction d'un manque à gagner) : p. 18002 - **Article additionnel après l'article 79 nonies - Amendement n° II-360 rectifié bis** (Outre-mer - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Manque à gagner) : p. 18005

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer - Deuxième lecture [n° 200 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21585 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21601

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]** - (19 décembre 2018) - **Question préalable** : p. 21628

CONWAY-MOURET (Hélène)
sénatrice (Français établis hors de France (Série I))
SOCR

Vice-présidente du Sénat à compter du 1er novembre 2018 ; a présidé les séances des 6, 15, 20, 22, 24, 26 novembre, 6 et 11 décembre 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 14 novembre 2018 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 13 novembre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense (19 juin 2018).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 164 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili relatif à l'emploi rémunéré des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre [n° 220 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 468 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces [n° 413 (2017-2018)] (11 avril 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu et visant à renforcer les droits et les devoirs des élus et la participation à la vie démocratique [n° 530 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique relative au statut de l'élu et visant à préciser les conditions d'éligibilité à l'élection présidentielle et aux élections législatives et sénatoriales, et à renforcer la participation des citoyens aux travaux législatifs [n° 531 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 521 (2017-2018)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie relatif à l'emploi salarié des conjoints des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à l'emploi salarié des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie relatif à l'exercice d'une activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre [n° 655 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Défense : Équipement des forces [n° 149 tome 8 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolution des politiques publiques de promotion des exportations et de l'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers - Audition de M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France.

Mission à la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Communication.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif à l'emploi rémunéré des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre entre France-Chili, France-Bolivie, France-Congo, France-Equateur - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole annexe à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Syrie - Audition de M. Jérôme Bonnafont, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les mutilations sexuelles féminines.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Constitution.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur les évolutions politiques et diplomatiques de la Turquie.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Eric Trappier, président du Conseil des Industries de Défense Françaises (CIDF).

OPEX - Audition du Général Grégoire de Saint-Quentin, sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mardi 6 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réseau culturel extérieur de la France - Audition de M. Pierre Vimont, ambassadeur de France.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : .

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Joël Barre, délégué général à la direction générale de l'armement.

Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général André Lanata, chef d'état-major de l'Armée de l'air.

Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'Armée de terre.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, Secrétaire général pour l'administration.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication.

Service national universel - Communication.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense -. Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Evaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias-Monde.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie relatif à l'emploi salarié des conjoints des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Bénin relatif à l'emploi salarié des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Serbie relatif à l'exercice d'une activité

rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Stéphane Fratacci, directeur de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Programme 146 « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Ukraine et en particulier sur les incidents dans le détroit de Kertch - Audition de S.E. M. Oleg Shamshur, ambassadeur d'Ukraine.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de l'accord de coopération en matière de défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 239 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 888

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (8 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur*) : p. 1144

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des femmes (I)** - (8 mars 2018) : p. 2067

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 62, L. 80 A et L. 80 B du livre des procédures fiscales - Réduction de 30 % des intérêts de retard en cas de rectification par le contribuable lors d'un contrôle fiscal - Rescrit en cours de contrôle - « Garantie fiscale »*) : p. 2226

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 24** (*Habilitation à prendre par ordonnance des mesures permettant une expérimentation de la dématérialisation des actes d'état civil établis par le ministère des affaires étrangères*) : p. 2297

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4425 - **Article 4** (*Provision annuelle pour les OPEX et MISSINT (2019-2023)*) : p. 4438 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Clause de sauvegarde sur le coût des carburants*) : p. 4443 - **Article 6** (*Actualisations de la LPM*) : p. 4446 - **Article 6 quinquies (nouveau)** (*Information du Parlement sur les tableaux d'équipements actualisés*) : p. 4449 - **Article additionnel après l'article 6 sexies - Amendement n° 113** (*Effort financier - Document unique*) : p. 4450 p. 4451 - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4138-16, L. 4211-1 et L. 4221-6 du code de la défense ; art. L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Ouverture de la possibilité d'engagement à servir la réserve en congé pour convenance personnelle*) : p. 4451 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 92 rectifié** (*Journées défense et citoyenneté - Français de l'étranger*) : p. 4458 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions relatives au service militaire volontaire*) : p. 4470 - **Article 19** (*art. L. 33-14 [nouveau], L. 36-7, L. 36-14 [nouveau], L. 130,*

L. 131, L. 132 du code des postes et des communications électroniques, L. 2321-2-1 [nouveau], L. 2321-2-2[nouveau] L. 2321-3, L. 2321-5 [nouveau] du code de la défense - Mise en oeuvre de dispositifs de détection des cyberattaques) : p. 4486

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 26** (*art. 6, 16, 47, 56 et 59 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Conditions d'attributions de marchés publics de défense ou de sécurité*) : p. 4523 p. 4526 - **Rapport annexé** : p. 4591 p. 4592 p. 4594 p. 4601 p. 4603 p. 4604 p. 4606 - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4607 p. 4608 p. 4612 p. 4614 p. 4615 p. 4618 p. 4619

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Article 9** (*art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile*) : p. 6444 p. 6446

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Commission mixte paritaire [n° 582 (2017-2018)]** - (28 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 7497

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 10** (*art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle*) : p. 9567 p. 9578 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 319** (*Création de filières techniques et technologiques dans les établissements français à l'étranger*) : p. 9594 p. 9595

- **Question orale sans débat sur la réforme de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger** - (24 juillet 2018) : p. 11473 p. 11474

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière [n° 692 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13049

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15760 p. 15761

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Défense

- (1er décembre 2018) : p. 17556 p. 17557

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17728 - **État B** : p. 17738 p. 17739 p. 17740 p. 17743 p. 17746 p. 17748 p. 17752

- **Question orale sans débat sur l'avenir de Business France** - (4 décembre 2018) : p. 17808 p. 17809

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21433

CORBISEZ (Jean-Pierre)
sénateur (Pas-de-Calais)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (7 juin 2018).

Membre titulaire Comité stratégique de la société du canal Seine-Nord Europe.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays jusqu'au 6 juin 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi permettant la régionalisation du statut des grands ports maritimes [n° 698 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à préciser les dispositions de l'article 459 du code de procédure pénale [n° 703 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Justice.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Transports [n° 152 tome 3 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail « Lutte contre la pollution de l'air » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer).

Réunion du lundi 11 juin 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur la sécurité des ponts - Demande d'octroi à la commission, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à

la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 45

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intervenants extérieurs dans les prisons** - (1er février 2018) : p. 845

- **Question orale sans débat sur l'avenir des contrats aidés** - (20 mars 2018) : p. 2398 p. 2399

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (29 mars 2018) - **Article 2** (sous-section 1A de la section 1 du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code des transports - Procédure d'attribution des contrats de service public) : p. 3225

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4225 p. 4226

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des personnes handicapées** - (24 mai 2018) : p. 4635

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 131 rectifié** (Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau) : p. 4968

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article 2** quinquies (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires) : p. 5084 p. 5085

- **Suite de la discussion** (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5171

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5194

- **Question orale sans débat sur le devenir des entreprises adaptées** - (3 juillet 2018) : p. 8807 p. 8808

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 11** (art. L. 642-1, L. 642-3, L. 642-4, L. 642-5, L. 642-15, L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation - Extension de la procédure de réquisition avec attributaire à l'hébergement d'urgence de personnes sans abri et

dispositions diverses relatives à la réquisition avec attributaire) : p. 10888

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11063 p. 11066

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11205

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les routes nationales non concédées** - (2 octobre 2018) : p. 13342

- **Débat sur la politique industrielle et l'avenir de notre industrie** - (3 octobre 2018) : p. 13398

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14852

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7** (art. L. 241-17 [nouveau] et L. 241-18 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations salariales sur le recours aux heures supplémentaires et complémentaires) : p. 15302 p. 15305

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006** (Relance de la trufficulture) : p. 17200 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-484 rectifié bis** (Taxe applicable aux véhicules de plus de 3,5 tonnes immatriculés dans un État étranger - Création) : p. 17217

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17585

Écologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17618

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21464

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains-A

Démissionnaire le 30 décembre 2018.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 30 décembre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (7 juin 2018).

Membre titulaire du Haut comité du système de transport ferroviaire.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 435 (2017-2018)] pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 494 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 560 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Transports [n° 152 tome 3 (2018-2019)]** (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine de Kersauson, Présidente de la 2ème Chambre de la Cour des Comptes, sur la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution Audition de M. Arnaud Leroy, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Chantal Jouanno, candidate proposée aux fonctions de Présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communications diverses.

L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition M. Christophe Béchu, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures des transports de France.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Thierry Dallard, candidat pressenti pour exercer les fonctions de Président du directoire de l'établissement public Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur le projet de loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

Questions diverses.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer).

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen d'un amendement du rapporteur.

Réunion du lundi 11 juin 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Équilibre relations commerciales dans secteur agricole et alimentaire - Examen rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable - Examen des amendements de séance sur les articles

délégués au fond (11 ter, 11 septies B, 11 sexdecies, 12 à 12 quinquies, 15 bis et 16 B).

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de M. François Brottes, président du directoire de réseau de transport d'électricité (RTE), et de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau, sur la panne électrique survenue en juillet à la gare Montparnasse (causes et conséquences) et sur la sécurité de l'alimentation électrique du réseau ferroviaire.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Désignation des membres de la mission d'information sur la sécurité des ponts.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Japon - Communication.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Désignation d'un rapporteur.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » et « Prévention des risques » - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) le 18 septembre 2018 - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 50

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 8 rectifié bis** (*Construction de nouvelles résidences en zones de montagne, à proximité des étendues d'eau artificielles*) : p. 692 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 37** (*Augmentation de 1 000 à 1 500 hectares de la superficie des plans d'eau intérieurs soustraits à la loi Littoral*) : p. 698

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les limitations de vitesse** - (1er février 2018) : p. 849

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2429

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3166

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3195 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 7** (*Rapport au Parlement sur l'opportunité et les modalités de création d'une structure d'amortissement de la dette ferroviaire*) : p. 3206 p. 3207 p. 3207 p. 3208

- **Suite de la discussion** (29 mars 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 5** (*Interdiction des contrats de partenariat pour la réalisation d'infrastructures de transport*) : p. 3219 - **Article 1er** (art. L. 2141-1 du code des transports - *Suppression du monopole de SNCF Mobilités sur l'exploitation des services de transport ferroviaire de voyageurs*) : p. 3222 - **Article 2** (*sous-section 1A de la section 1 du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code des transports - Procédure d'attribution des contrats de service public*) : p. 3224 - **Article 4** (art. L. 2121-2 du code des transports - *Contrats de service public répondant aux besoins d'aménagement du territoire*) : p. 3231 - **Article 7** (*section 7 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er de la deuxième partie [nouvelle], art. L. 2111-14-1 [nouveau] et L. 1264-7 du code des transports - Transmission, par l'opérateur historique, des informations nécessaires aux autorités organisatrices*) : p. 3239 - **Article 8** (art. L. 2163-1 et L. 2163-2 [nouveaux] du code des transports - *Transfert de personnel entre entreprises ferroviaires*) : p. 3243 p. 3246 - **Article 11** (art. L. 2111-27, L. 2111-28, L. 2111-29, L. 2111-30, L. 2111-31, L. 2111-32, L. 2111-33, L. 2111-34 et L. 2111-35 [nouveaux] du code des transports - *Transformation de Gares et Connexions en société anonyme à capitaux publics*) : p. 3251 p. 3257 p. 3259 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3266

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3387 p. 3388 p. 3389

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4671 - **Question préalable** : p. 4676 p. 4677 - **Discussion générale** : p. 4687 - **Article 1er A** (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - *Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4691 p. 4695 p. 4696 p. 4705 p. 4710 p. 4713 p. 4715

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4945 p. 4947 p. 4948 p. 4950 p. 4951 p. 4953 p. 4954 p. 4955 p. 4956 p. 4959 p. 4959 - **Article additionnel après l'article 1er A** -

Amendement n° 131 rectifié (*Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau*) : p. 4967 - **Article 1er B (nouveau)** (*Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié*) : p. 4974 p. 4975 p. 4977 p. 4979 p. 4980 p. 4981 - **Article 1er C (nouveau)** (art. L. 2161-1 et L. 2162-1 du code des transports - *Champ d'application du « décret-socle » et de la convention collective de la branche ferroviaire*) : p. 4982 p. 4983 - **Article additionnel après l'article 1er C - Amendement n° 65** (*Effets de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire - Bilan*) : p. 4984 - **Article 1er** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réformer le groupe public ferroviaire et le régime juridique des personnels*) : p. 4987 p. 4990 p. 4991 p. 4992 p. 4993 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 26** (*Mise en œuvre de la politique ferroviaire - Avis de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, du Conseil économique, social et environnemental et du Parlement*) : p. 4994 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 87** (*Fret ferroviaire - Déclaration d'intérêt général*) : p. 4995 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 90** (*Fermeture des gares de triage - Moratoire*) : p. 4996 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 230 rectifié** (*Bilan de la situation du fret ferroviaire - Rapport au Parlement*) : p. 4998 - **Article 1er bis** (art. L. 2111-25 du code des transports - *Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure*) : p. 5002 p. 5004

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) : p. 5031 p. 5033 p. 5034 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 185 rectifié** (*Rapport sur les coûts pour les autorités organisatrices*) : p. 5036 - **Article 1er ter A (nouveau)** (art. L. 2122-4-1 du code des transports - *Modification des critères pris en compte lors de la répartition des capacités d'infrastructure*) : p. 5037 p. 5038 - **Article 1er ter** (art. L. 1263-2, L. 2121-12, L. 2122-9 et L. 2133-1 du code des transports - *Droit d'accès au réseau sur les services librement organisés*) : p. 5039 p. 5041 p. 5044 p. 5045 p. 5046 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 209** (*Renforcement du rôle du Haut Comité du système de transport ferroviaire*) : p. 5047 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 226 rectifié** (*Bilan de la mise en œuvre de la loi*) : p. 5048 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 66 rectifié bis** (*Rapport du Haut Comité du système de transport ferroviaire sur la situation du système ferroviaire national*) : p. 5049 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 208** (*Extension du champ de compétence et des missions du comité des opérateurs du réseau*) : p. 5050 - **Article 2** (*Habilitation à prendre par ordonnance les mesures nécessaires à la transposition de la directive modifiée 2012/34/UE*) : p. 5052 - **Article 2 bis** (art. L. 1241-7-1 [nouveau] du code des transports - *Ouverture à la concurrence des services ferroviaires en Ile-de-France*) : p. 5054 p. 5056 - **Article 2 ter** (art. L. 2121-1, L. 2121-1-1 [nouveau] et L. 2121-3 du code des transports - *Autorités organisatrices des services d'intérêt national et des services d'intérêt régional de transport ferroviaire de voyageurs*) : p. 5058 p. 5059 p. 5060 p. 5061 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 169 rectifié** (*Comptabilité analytique ligne par ligne pour les services non conventionnés*) : p. 5062 - **Article 2 quater** (art. L. 1263-2, L. 1264-7 et L. 2121-13 à L. 2121-16 [nouveaux] du code des transports - *Attribution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs*) : p. 5064 p. 5065 p. 5068 p. 5070 - **Article 2 quinquies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2121-16-1 [nouveau] du code des transports - *Obligation de détention d'une autorisation d'exploitation pour l'exécution d'un service ferroviaire*) : p. 5071 - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - *Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires*) : p. 5074 p. 5075 p. 5076 p. 5077 p. 5078 p. 5079 p. 5080 p. 5081 p. 5082 p. 5083 p. 5084 p. 5085 p. 5086 p. 5087 p. 5088 p. 5089 p. 5090 p. 5092 p. 5093 - **Article 2 sexes A** (art. L. 2102-22 et L. 2102-23 [nouveaux] du code des transports - *Portabilité de la garantie de l'emploi et de l'affiliation au régime spécial de retraite de la SNCF en cas de changement d'employeur*) : p. 5095 - **Article 2 sexes** (*Attribution des contrats de service public par l'État entre 2019 et 2023*) : p. 5097 - **Article**

additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° 91 (Généralisation du versement transport) : p. 5099 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° 92** (TVA à 5,5 % sur les transports) : p. 5100 - **Article 2 septies** (Attribution des contrats de service public par les régions entre 2019 et 2023) : p. 5101 p. 5102 - **Article 2 octies** (art. L. 2101-1-1 [nouveau] du code des transports - Incompatibilité des fonctions de membre d'un organe de gouvernance de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités) : p. 5103 - **Article 2 nonies (nouveau)** (art. L. 2121-4-1 [abrogé] du code des transports - Transfert des matériels roulants et des ateliers de maintenance) : p. 5104 p. 5105 - **Article 3** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour définir les autres aspects de l'ouverture à la concurrence des services conventionnés) : p. 5106 p. 5108 p. 5109 p. 5110 p. 5111 - **Article 3 bis A** (art. L. 2121-9-1 [nouveau] du code des transports - Comités de suivi des dessertes) : p. 5112 p. 5113 p. 5114 - **Article additionnel après l'article 3 bis A - Amendement n° 125 rectifié** (Comité de pôles d'échanges multimodaux) : p. 5114 - **Article 3 bis B** (art. L. 2121-2 et L. 2121-12 du code des transports - Information de l'État et des collectivités territoriales concernées en cas de modification de la consistance d'un service librement organisé) : p. 5117 p. 5118 p. 5119 - **Article additionnel après l'article 3 bis B - Amendements n° 111 rectifié et n° 7 rectifié sexies** (Extension de l'avis des départements et communes concernés sur toute suppression d'un guichet ou d'un service organisé par une région) : p. 5120 - **Article 3 ter** (art. L. 2251-1-1 du code des transports - Liste des acteurs pouvant recourir aux services de la « Suge ») : p. 5121 - **Article 3 quater** (Demande de rapport sur les lignes les moins circulées) : p. 5123 p. 5124 p. 5125 p. 5126 p. 5128 p. 5129 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 138 rectifié** (Intégration aux conventions de service public de stipulations en cas de grève) : p. 5129 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 113** (Demande de rapport sur les trains de nuit) : p. 5130 - **Article 4** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour adapter le système ferroviaire dans le cadre de l'ouverture à la concurrence) : p. 5132 p. 5133 p. 5134 p. 5136 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 192 rectifié bis** (Dossier préalable à la fermeture d'une ligne) : p. 5139 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 86** (Interdiction de la modulation des tarifs en fonction de données collectées précédemment) : p. 5140 - **Article 5** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre le droit national en conformité avec les trois textes du pilier « technique » du quatrième paquet ferroviaire européen) : p. 5141 - **Article 5 bis A (nouveau)** (art. L. 2221-13 [nouveau] du code des transports - Coopération en matière de sécurité ferroviaire) : p. 5142 - **Article 5 bis** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour préciser les conditions de négociation collective au sein de la branche ferroviaire) : p. 5143 - **Article 6** (art. L. 2133-8 du code des transports - Habilitation à modifier par ordonnance les règles et la procédure applicables à la fixation des redevances d'infrastructure) : p. 5144 p. 5146 p. 5147 p. 5148 p. 5149 - **Article 7** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour prendre les mesures de coordination rendues nécessaires par les dispositions de la présente loi et des ordonnances) : p. 5150 - **Article 8** (Délai de dépôt des projets de loi de ratification des ordonnances) : p. 5150 - **Article**

additionnel après l'article 8 - Amendement n° 140 rectifié bis (Délégation aux régions de la maîtrise d'ouvrage de certaines opérations de maintenance du réseau) : p. 5150 - **Article 9 (supprimé)** (Demande de rapport sur les conséquences des partenariats public-privé dans le domaine ferroviaire) : p. 5151 - **Article 10 (supprimé)** (Demande de rapport sur la diminution des émissions de carbone du matériel roulant) : p. 5152 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 210 rectifié bis** (Demande de rapport sur les indicateurs relatifs aux nuisances sonores des infrastructures ferroviaires) : p. 5153 - **Intitulé du projet de loi** : p. 5154

- **Suite de la discussion** (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5172 p. 5173

- **Commission mixte paritaire [n° 495 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5960 p. 5961 p. 5964 p. 5965 p. 5968 p. 5969

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (7 novembre 2018) - **Article 19** (art. L. 2122-2 du code des transports - Exclusion de certaines portions du réseau ferroviaire du champ d'application des règles de gestion des installations de service) : p. 15008 - **Article 20** (art. L. 2122-4 du code des transports - Exonération de l'obligation de séparation comptable pour les entreprises ferroviaires n'exploitant que des services urbains, suburbains ou régionaux sur certains réseaux) : p. 15009 - **Article 23** (art. L. 2221-8 du code des transports - Exonération de l'obligation de détenir une licence pour certains conducteurs de locomotives et de trains) : p. 15012

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15078 p. 15089 - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence) : p. 15119 p. 15120 p. 15126

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 121 rectifié et n° 182** (Sapeur-pompier volontaire - Exonération de charges patronales) : p. 15312

COSTES (Josiane)
sénatrice (Cantal)
NI, puis RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 16 novembre 2018.

Vice-présidente de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 16 novembre 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République le 11 avril 2018 ; puis vice-présidente du 17 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (17 avril 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés le 14 mars 2018 ; puis vice-présidente du 21 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 205 (2017-2018)] visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 297 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : le régime indemnitaire » [n° 642 tome 2 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préciser les dispositions de l'article 459 du code de procédure pénale [n° 703 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Audition de MM. Loïc Cauret, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et Charles-Eric Lemaignan, premier vice-président.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*GT préfigurant CS Société de confiance*) : Réunion constitutive.

(*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant une bonne application du régime d'asile européen - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur la situation des prisons.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde réunissant des auteurs de travaux parlementaires et des chercheurs, dans le cadre des travaux de la délégation sur le statut des élus locaux.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

Audition de Mme Anne Berard, adjointe au directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Dominique Chagnollaud de Sabouret, professeur de droit constitutionnel à l'université de Paris Panthéon Assas.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Laurent Solini, sociologue, auteur de l'ouvrage « Faire sa peine à l'établissement pour mineurs de Lavour », et de Mme Léonore LE Caisne, ethnologue, auteure de l'ouvrage « Avoir 16 ans à Fleury, une ethnographie d'un centre de jeunes détenus ».

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition commune avec Mme Ghislaine Ottenheimer, rédactrice en chef de Challenges, et MM. Vincent Jauvert, journaliste à l'Obs, auteur de Les Intouchables d'État, bienvenue en Macronie (Robert Laffont, 2018) et Laurent Mauduit, journaliste à Mediapart.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Nicolas Sallée, professeur de sociologie à l'université de Montréal, spécialiste du traitement de la délinquance des mineurs.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition du docteur Damien Mauillon et du docteur Valérie Kanoui, représentants de l'Association des professionnels de santé exerçant en prison (APSEP) et du docteur David Sechter, représentant de l'Association des secteurs de psychiatrie en milieu pénitentiaire (ASPMP).

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Daniel Keller, président de l'association des anciens élèves de l'École nationale d'administration.

Audition de Mme Adeline Baldacchino, conseillère référendaire de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État.

Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, conseiller d'État.

(*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Faciliter l'exercice des mandats locaux ».

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération CFDT, organisation professionnelle de la police nationale.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Michel Delpuech, préfet de police de Paris.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le dysfonctionnement des lignes aériennes « d'aménagement du territoire »** - (16 janvier 2018) : p. 30 p. 31

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 41

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 107

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen [n° 219 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Article 1er** (art. L. 551-1, L. 552-3, L. 553-6, L. 554-1, L. 556-1, L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de placement en rétention et d'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin ») : p. 581 p. 582 p. 584 p. 585 p. 586 p. 587 p. 588 p. 589 p. 590 p. 591 p. 592 - **Article 1er bis** (art. L. 741-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Information et conditions de placement en rétention des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin ») : p. 594 - **Article 2** (art. L. 742-2, L. 742-4, L. 742-5, et L. 742-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordinations - Interdiction de transférer un demandeur d'asile dans un Etat « Dublin » faisant preuve de « défaillances systémiques » - Délai de saisine du juge administratif) : p. 596 p. 597

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1647

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1801 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 12** (*Rapport au Parlement - Caractéristiques statutaires et judiciaires de la catégorie A+ au sein de la fonction publique d'Etat*) : p. 1810 - **Article 1er (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Subordination de la recevabilité d'une demande de fonctionnaire souhaitant cesser définitivement ses fonctions à sa démission préalable de la fonction publique avant son examen par la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1812 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 24 rectifié** (*Rapport au Parlement - Remboursement des traitements perçus pendant la scolarité des élèves de l'ENS, l'ENA et l'X en cas de non-respect de la durée minimale au service de l'Etat*) : p. 1813 - **Article 2 (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Saisine obligatoire de la commission de déontologie de la fonction publique pour les demandes de mobilité de fonctionnaires soumis à déclaration auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) : p. 1815 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5** (*Obligation d'engager une procédure disciplinaire en cas*

de non-respect par des fonctionnaires des avis de la commission de déontologie) : p. 1816 - **Article 3 (supprimé)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Présidence tournante de la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1816 - **Article 4** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Extension du contrôle de la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1817 p. 1818 - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Publicité des avis rendus par la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1819 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 16 rectifié bis** (*Transfert des compétences de la commission de déontologie de la fonction publique à une commission spécialisée de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique*) : p. 1822 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1 rectifié ter** (*Transformation de la commission de déontologie de la fonction publique en autorité administrative indépendante*) : p. 1823 - **Article 6 (supprimé)** (art. 13 bis de la loi n° 83-64 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 64 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 51 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Limitation à cinq ans de la durée maximale d'un détachement) : p. 1824 - **Premier et deuxième articles additionnels après l'article 6** (*Limitation du nombre de mises en disponibilité dans la haute fonction publique*) : p. 1824 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 9 rectifié bis** (*Respect de l'avis de la commission de déontologie pendant toute la mise en disponibilité des hauts fonctionnaires*) : p. 1825 - **Article 7** (art. 131-11-1 (nouveau) du code pénal - Institution d'une peine complémentaire obligatoire d'interdiction d'exercer une fonction publique pour les fonctionnaires coupables de crimes ou de certains délits) : p. 1826 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 25 rectifié bis** (*Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités*) : p. 1826 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 13** (*Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités*) : p. 1827 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 14** (*Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités*) : p. 1827 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 15** (*Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités*) : p. 1827 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (*Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts*) : p. 1828

- **Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2001

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les centres éducatifs fermés pour les jeunes filles mineures** - (8 mars 2018) : p. 2065 p. 2066

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 92 rectifié** (*Télédéclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024*) : p. 2222

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (21 mars 2018) - **Article 12** (art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques) : p. 2765 p. 2767

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte judiciaire dans le Cantal** - (27 mars 2018) : p. 3097

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3367 p. 3368

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3544 - **Article 2** (art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision) : p. 3593 p. 3595 p. 3596 p. 3597

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 70 rectifié** (Cahier des charges des grands médias publics - Dispositions pour la promotion de l'information relative à l'actualité politique européenne) : p. 3626 p. 3627 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 66 rectifié** (Vote par correspondance - Élargissement aux étudiants) : p. 3629 p. 3630 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 71 rectifié** (Promotion du débat démocratique dans sa dimension européenne dans les programmes des grands médias publics) : p. 3639 p. 3640 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 64 rectifié** (Code de l'éducation - Éducation morale et civique - Aspects européens) : p. 3640 p. 3641 p. 3642

- **Commission mixte paritaire [n° 444 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4512

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5207

- **Question orale sans débat sur le développement des pôles universitaires délocalisés** - (19 juin 2018) : p. 6188 p. 6189

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6326 p. 6327 - **Article 7** (art. L. 733-5, L. 741-1, L. 741-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Choix de la langue utilisée lors de la procédure et demande d'asile conjointe pour les parents et leurs enfants mineurs) : p. 6374

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 8** (art. L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3 et L. 743-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Droit au maintien sur le territoire national en cas de rejet d'une demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6419 - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6443 p. 6448

- **Mises au point au sujet de votes** - (5 juillet 2018) : p. 9209

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (5 juillet 2018) - **Article 4** (art. 131-3, 131-5-1, 225-4-11, 225-19 du code pénal ; art. 41-2 du code de procédure pénale - Répression de l'outrage sexiste) : p. 9217 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 99 rectifié bis** (Lutte contre la pédophilie - Renforcement) : p. 9224 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 64 rectifié et n° 88 rectifié** (Éducation à la sexualité dans les établissements scolaires) : p. 9230 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendements n° 82 rectifié quiniques et n° 113 rectifié** (Éducation à la sexualité dans les établissements scolaires) : p. 9232

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1031 rectifié** (Contrat de promotion-renovation - Création) : p. 11102

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 31** (ordonnance n° 2016-1408 du 20 octobre 2016 relative à la réorganisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction, ordonnance n° 2017-52 du 19 janvier 2017 modifiant l'objet de l'Association pour l'accès aux garanties locatives et de l'association Foncière logement, art. L. 313-17, L. 313-17-1, L. 313-17-4, L. 313-18-1, L. 313-18-3, L. 313-33, L. 313-34, L. 313-19-1, L. 313-19-2, L. 313-19-3, L. 313-20-1, L. 313-20-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 111-12 du code des juridictions financières, art. 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Ratification des ordonnances relatives à la réforme d'Action Logement) : p. 11254

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 55 ter** (art. L. 111-10-5 du code de la construction et de l'habitation - Règles applicables au carnet numérique d'information, de suivi et d'entretien du logement) : p. 11574

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13449 - **Article 2** (art. 22-1, 22-2 et 22-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et art. 4 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Développement du recours aux modes alternatifs de règlement des différends) : p. 13483 - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 13488 p. 13489 - **Article 13** (art. 2-1 et 2-2 [nouveaux] la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, art. L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Procédure sans audience devant le tribunal de grande instance et procédure dématérialisée de règlement de petits litiges) : p. 13522 p. 13523

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 13539 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 10 rectifié, 246 rectifié et 304 rectifié bis** (Modalités d'exercice de l'autorité parentale - Jouissance du domicile en cas de séparation de parents non mariés) : p. 13548 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 302 rectifié et 303 rectifié** (Mineurs isolés étrangers - Délégation de l'autorité parentale) : p. 13549 p. 13550 - **Article 21** (art. L. 222-2-1, L. 222-2-2 et L. 222-2-3 [nouveaux], L. 222-5 et L. 222-6 [nouveaux] du code de justice administrative - Recours aux magistrats honoraires au sein des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) : p. 13557 - **Article 22** (art. L. 122-3 et L. 228-1 [nouveau] du code de justice administrative - Création de juristes assistants au sein des juridictions administratives) : p. 13561 p. 13562 - **Article 24** (art. L. 511-2 du code de justice administrative - Recours à la collégialité en matière de référés précontractuels et contractuels) : p. 13563 - **Article additionnel avant l'article 26 - Amendement n° 290 rectifié** (Matérialisation des plaintes en ligne - Commissariat ou gendarmerie) : p. 13568 - **Article 26** (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 13570 p. 13571

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 37** (art. L. 3353-3 et L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 3315-5 du code des transports ; art. 495-17, 495-17-1 [nouveau], 495-23 [abrogé] 768, 768-1, 769, 775 du code de procédure pénale ; art. L. 121-5 et L. 325-1-2 du code de la route - Extension du champ d'application de l'amende forfaitaire délictuelle) : p. 13651

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2018) - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) : p. 13960 - **Article 52 ter (nouveau)** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) : p. 13962 - **Article additionnel avant l'article 53 - Amendement n° 306 rectifié** (Greffes de tribunaux - Délocalisation) : p. 13965 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 301 rectifié** (Juristes assistants à temps partiel - Suppression) : p. 13977

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019)**.

- **Question orale sans débat sur le renouvellement des concessions hydroélectriques du Cantal** - (23 octobre 2018) : p. 14025 p. 14026

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)] (suite)** - (23 octobre 2018) - **Explications de vote communes** : p. 14055 p. 14056

- **Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)]** - (30 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14802 p. 14803

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de la sécheresse** - (30 octobre 2018) : p. 14805 p. 14806

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence) : p. 15127 - **Article 3** (Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Conseil d'administration) : p. 15130 - **Article 6** (Chapitre III du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1233-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Ressources de l'agence) : p. 15143

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins du 27 juin 2018 au 30 septembre 2018.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 juillet 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Sandrine Rousseau, présidente de l'association Parler.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Elisabeth Moiron-Braud, secrétaire générale de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains, sur la Mission de consensus.

Audition du Docteur Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol.

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), accompagnée de M. Loïc Tanguy, directeur de cabinet.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du jeudi 25 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des Droits, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marilyn Baldeck, déléguée générale de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Échange de vues et discussion sur les nouvelles notes courtes de l'Office.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Dominique Rivière, Mmes Ernestine Ronai et Mme Raphaëlle Manière.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. François Molins, procureur de la République.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Sandrine Dauphin, directrice de projet Virage Dom, et Stéphanie Condon, responsable scientifique de l'enquête Virage Dom (INED), sur l'étude VIRAGE en outre-mer.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du jeudi 22 mars 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation de la note courte sur le stockage du carbone dans les sols.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune : examen de la proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi (en commun avec la commission des affaires économiques).

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, candidat proposé à la fonction d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « L'action du CSA sur les droits des femmes - bilan et perspectives » - Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le bilan et les perspectives de l'action du CSA sur les droits des femmes.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Mutilations sexuelles féminines - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Maryvonne Blondin et Marta de Cidrac, co-rapporteuses.

(*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Proposition de résolution européenne en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Ayrault, candidate proposée aux fonctions de président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen des amendements de séance.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jean-Philippe Vinquant, directeur général de la cohésion sociale, délégué interministériel à l'égalité femmes-hommes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits «Énergie» - Examen d'un amendement du rapporteur pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les violences faites aux femmes handicapées.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 49

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 138 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales - Ratification de l'ordonnance réformant la représentation du personnel dans l'entreprise*) : p. 188 p. 190

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2018) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention - Ratification de l'ordonnance relative au compte professionnel de prévention*) : p. 284

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 783 p. 789

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation*) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur*) : p. 1093

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte scolaire** - (20 février 2018) : p. 1581

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (*Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts*) : p. 1828 p. 1829

- **Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 300 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1836

- **Question orale sans débat sur la baisse de la densité médicale dans 86 départements** - (6 mars 2018) : p. 1885 p. 1886

- **Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 318 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1985

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2008 p. 2009 p. 2010 p. 2012 p. 2013 p. 2014 p. 2015 p. 2017 p. 2018

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les concessions hydro-électriques** - (13 mars 2018) : p. 2201

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 58** (*Dérogation par voie réglementaire au principe du "silence vaut rejet" dans les relations entre l'administration et ses agents*) : p. 2252 - **Article 15 A** (*Interdiction, pour les administrations de l'État, de recourir à un numéro surtaxé dans leurs relations avec le public*) : p. 2258

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 32** (*art. L. 544-4, L. 544-5, L. 544-6 et L. 613-52-6 du code monétaire et financier, et art. L. 225-100-1, L. 232-1 et L. 950-1 du code de commerce - Habilitation pour la simplification des règles de mention et de sanction du taux effectif global - Simplification du régime de responsabilité des agences de notation de crédit - Suppression du rapport de gestion pour les petites entreprises*) : p. 2321 - **Article 34** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables*) : p. 2325 p. 2326 p. 2327 p. 2330 p. 2333 p. 2334 - **Article 34 sexies (nouveau)** (*art. L. 341-2 du code de l'énergie - Exclusion des projets d'électricité renouvelable soutenus dans le cadre d'une procédure concurrentielle du bénéfice de la refaction tarifaire*) : p. 2343 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 64 rectifié** (*Motivation des décisions de l'administration et possibilité de recours à une médiation dans le cadre de procédures d'autorisation environnementale*) : p. 2348

- **Suite de la discussion** (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2429

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Question préalable** : p. 3880

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la seconde journée de solidarité** - (19 avril 2018) : p. 4114

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Rappel au règlement** : p. 4299 p. 4299 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »*) : p. 4302 p. 4304 p. 4304 p. 4305 p. 4314 p. 4316 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4323

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4656

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Question préalable** : p. 4673

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4940

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses**

moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)] - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5530 p. 5531 p. 5533 p. 5539 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5547

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5838 p. 5846

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 495 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5967 p. 5970

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 1er (Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER »)** : p. 5989

- **Question orale sans débat sur la politique de délocalisation d'Engie vers des prestataires hors de France** - (19 juin 2018) : p. 6191 p. 6191

- **Question orale sans débat sur les travaux de réfection du commissariat de Narbonne** - (19 juin 2018) : p. 6193 p. 6194

- **Question orale sans débat sur le départ de l'ONERA du site de Meudon** - (19 juin 2018) : p. 6194

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 5 (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides)** : p. 6325 - **Article 6 (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile)** : p. 6355 p. 6356 p. 6359

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état de la contractualisation** - (21 juin 2018) : p. 6432

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)] (suite)** - (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6721

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation)** : p. 7410 - **Article 2 (art. L. 631-25 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions des manquements aux obligations contractuelles)** : p. 7424 p. 7425 - **Article 5 (art. L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Rôle des organisations interprofessionnelles agricoles)** : p. 7440 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 382 rectifié (Allongement du délai de paiement pour les ventes de produits ou les prestations de services relevant du secteur viticole)** : p. 7444

- **Suite de la discussion (28 juin 2018) - Rappel au règlement** : p. 7593 - **Article 11 ter (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique)** : p. 7642 p. 7644 - **Article 11 sexies (art. L. 654-23 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de certaines dénominations commerciales associées aux produits d'origine animale)** : p. 7650

- **Suite de la discussion (29 juin 2018) - Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendements n° 215 rectifié et n° 451 rectifié (Informations à caractère environnemental sur**

la nature des traitements appliqués) : p. 7672 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendement n° 391 rectifié quater (Étiquetage obligatoire du mode d'élevage et d'abattage pour tous les produits issus de l'élevage ou comportant de tels produits)** : p. 7675 - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission) (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation)** : p. 7689 - **Article 11 nonies A (supprimé) (art. L. 412-7 [nouveau] du code de la consommation - Renforcement de l'obligation d'affichage du pays d'origine sur l'étiquette des vins)** : p. 7692 p. 7693 - **Article 11 undecies (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Divers objectifs de la politique agricole)** : p. 7715 - **Article additionnel après l'article 11 terdecies A - Amendement n° 118 rectifié quinquies (Rapport sur la mise en cohérence des signes d'identification de la qualité et de l'origine avec le respect de l'environnement)** : p. 7728 - **Article additionnel après l'article 11 quaterdecies - Amendement n° 543 rectifié bis (Objectif fixé à l'État de n'acheter que des produits n'ayant pas contribué à la déforestation importée)** : p. 7730 - **Article 11 sexdecies (Texte non modifié par la commission) (Suspension de la mise sur le marché du dioxyde de titane)** : p. 7741

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 5 (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement)** : p. 10841 p. 10842 p. 10843

- **Suite de la discussion (18 juillet 2018) - Article 12 sexies (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles, forestières, et les cultures marines du littoral)** : p. 10945 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater (Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations)** : p. 10953 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 373 rectifié ter (Avis conforme de l'architecte des bâtiments de France)** : p. 10955

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (II)** - (19 juillet 2018) : p. 11050

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (19 juillet 2018) - **Article 19 ter (art. L. 271-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Étude géotechnique préalable à la vente d'un terrain constructible et à la construction d'un nouvel immeuble dans les zones exposées au retrait-gonflement des sols argileux)** : p. 11075 - **Article 20 (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres)** : p. 11079

- **Question orale sans débat sur les intempéries du 7 juillet 2018 dans l'Aude** - (31 juillet 2018) : p. 13215 p. 13216

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (2 octobre 2018) : p. 13343

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13353 p. 13355 p. 13357 p. 13358

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13445

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019).**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique** - (11 octobre 2018) : p. 13665

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans l'Aude** - (16 octobre 2018) : p. 13832

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 30 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 29 (2018-2019)** : p. 14884

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 29 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 30 (2018-2019).**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transition énergétique et le pouvoir d'achat** - (8 novembre 2018) : p. 15100

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15393 p. 15395

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16663 p. 16664 p. 16666

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 35 bis du code général des impôts - Abrogation de l'exonération d'impôt pour les produits de la location d'une partie de la résidence principale ou d'une chambre d'hôte) : p. 16722

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-604 rectifié quater** (Valeur de la tonne carbone) : p. 16748 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16752 p. 16753 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-407 rectifié** (TICPE flottante - Instauration) : p. 16761 p. 16762 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-849 rectifié** (Transition énergétique - Accompagnement des ménages modestes) : p. 16764 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-77 rectifié bis, n° I-263 rectifié bis, n° I-431 rectifié bis et n° I-846 rectifié** (Attribution d'une fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques aux collectivités compétentes en matière

de transition énergétique) : p. 16766 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-404 rectifié et n° I-432 rectifié** (Contrats territoriaux bas carbone) : p. 16769 p. 16770 p. 16771 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecimes du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16775 - **Article 19 ter (nouveau) (priorité)** (art. 266 quinquies C du code des douanes - Création d'un tarif réduit de taxe intérieure de consommation d'électricité au bénéfice des centres de stockage de données numériques) : p. 16823

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 2 decies (nouveau)** (art. 200 bis du code général des impôts - Crédit d'impôt sur le revenu pour les foyers hébergeant gratuitement un réfugié) : p. 16913

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 13** (art. 112, 209, 209-0 B, 212, 212 bis, 223 B, 223 B bis, 223 I, 223 Q et 223 S du code général des impôts - Réforme des dispositifs de limitation des charges financières) : p. 17049 p. 17050 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement s n° I-107 rectifié, n° I-224 rectifié bis, n° I-259 et n° 701 rectifié bis** (Biens ruraux - Fiscalité) : p. 17080 - **Article additionnel après l'article 16 septies - Amendement n° I-476 rectifié** (Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF) : p. 17099 p. 17100 - **Article 18** (art. 71, 72 D, 72 D bis, 72 D ter, 72 D quater, 73, 73 E, 75 du code général des impôts, art. L. 781-15 du code rural et de la pêche maritime - Réforme des aides fiscales en faveur de la gestion des risques et de l'investissement agricoles) : p. 17146 p. 17149 p. 17151 p. 17155 p. 17156

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17592 p. 17593

Écologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17603 p. 17611 p. 17612

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2018) : p. 17645

- **Question orale sans débat sur le harcèlement scolaire** - (4 décembre 2018) : p. 17795 p. 17796

- **Question orale sans débat sur le statut des sapeurs-pompier volontaires** - (4 décembre 2018) : p. 17800

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les assurances mutuelles** - (18 décembre 2018) : p. 21588

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21619 p. 21620

COURTIAL (Édouard)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? [n° 520 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail**.

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le barreau ferroviaire Roissy-Picardie** - (13 février 2018) : p. 1436 p. 1437

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3372

- **Débat sur le thème : « Comment repenser la politique familiale en France ? »** - (17 mai 2018) : p. 4370

- **Question orale sans débat sur le canal Seine-Nord Europe** - (24 juillet 2018) : p. 11467 p. 11468

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18541

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (3 juillet 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (27 juillet 2018).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° 347 (2017-2018)] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalités [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences économiques du retrait de la candidature française à l'Exposition universelle de 2025 - Audition de M. Jean-Christophe Fromantin, président du conseil d'administration d'EXPOFRANCE 2025.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Ayrault, candidate proposée aux fonctions de président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 43

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Spinetta relatif à l'avenir du transport ferroviaire** - (20 février 2018) : p. 1575 p. 1576

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2009 p. 2017 p. 2018 p. 2022 p. 2024 - **Rappel au règlement** : p. 2024

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Trèbes** - (27 mars 2018) : p. 3099

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3172 p. 3174 p. 3175

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3390 p. 3391 p. 3393 p. 3394

- **Proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3777 p. 3779 p. 3783 p. 3789 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - **Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération**) : p. 3792 p. 3793 p. 3799 p. 3800 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié, n° 33 rectifié bis, n° 6 rectifié ter, n° 28 rectifié, n° 3 rectifié, n° 19 et n° 25 rectifié bis** (*Subventions et aides - Éligibilité des communes qui conservent les compétences eau/assainissement*) : p. 3803 p. 3804 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 20 rectifié et n° 21 rectifié** (*Régie commune à plusieurs services publics*) : p. 3805 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22** (*Eau et assainissement - Retour à la répartition des compétences antérieure à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence*) : p. 3815 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3816 p. 3817

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4228

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Rappel au règlement** : p. 4298 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - *Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »*) : p. 4318 p. 4319 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4322 p. 4326

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article 4** (*Provision annuelle pour les OPEX et MISSINT (2019-2023)*) : p. 4441 p. 4442 - **Intitulé du chapitre III ter - Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 39** (*Vente d'armement - Interdiction*) : p. 4501

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4678 - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4692 p. 4695 p. 4702 p. 4709

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4956 p. 4958 p. 4959 p. 4962 p. 4963 - **Article 1er B (nouveau)** (*Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié*) : p. 4972 p. 4977 p. 4978

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5196

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5208 p. 5211 p. 5213 p. 5214 p. 5217

- **Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 512 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5525

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5535

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Question préalable** : p. 5715 - **Article 9** (*art. L. 5211-17-1 à L. 5211-17-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Exercice territorialisé des compétences intercommunales*) : p. 5742 - **Article 10** (*art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement*) : p. 5745 p. 5746 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4 rectifié** (*Intercommunalités - Mise en place d'une conférence des maires au-delà de 20 communes*) : p. 5754 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 5 rectifié** (*Réunion annuelle d'information de tous les conseillers municipaux d'un EPCI*) : p. 5755 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 46 rectifié** (*Composition des listes aux élections municipales - Assouplissement des règles*) : p. 5761 - **Article 17** (*art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 5311-3, L. 5311-3-1, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Compétences des régions en matière d'emploi, d'apprentissage et de formation professionnelle*) : p. 5769 p. 5770 - **Article 20 bis (nouveau)** (*art. L. 2121-19, L. 3121-20 et L. 4132-20 du code général des collectivités territoriales - Séances réservées aux questions orales posées par l'opposition*) : p. 5773 - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 48** (*Inscription dans le code général des collectivités territoriales d'un statut de l'élu*) : p. 5776 p. 5776 - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 49** (*Suppression de la référence au caractère « gratuit » des fonctions municipales dans le code général des collectivités territoriales*) : p. 5777 p. 5778

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Article 21 bis (nouveau)** (*art. L. 5211-4-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Participation des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à des groupements de commandes*) : p. 5822 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 40 rectifié bis** (*Communautés urbaines et métropoles - Compétence de voirie - Restriction*) : p. 5826 - **Article additionnel après l'article 21**

quinquies - Amendement n° 21 rectifié bis (*Communauté urbaine - Compétences de voirie - Restriction*) : p. 5827 - **Article 24** (*art. L. 422-8 et L. 423-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Droit de timbre en matière d'autorisations d'urbanisme*) : p. 5829 p. 5830 p. 5831 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 58 rectifié bis** (*Section de communes - Régime*) : p. 5834 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5835

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5844

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel sur les orientations de la politique migratoire*) : p. 6239 p. 6240 - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6285 p. 6286

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 459 rectifié bis** (*Demande d'asile - Dépôt auprès du réseau consulaire*) : p. 6341

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (*art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile*) : p. 6422 p. 6426 p. 6427

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état de la contractualisation** - (21 juin 2018) : p. 6432

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6748 p. 6749 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 41** (*Secteur agricole - Négociations commerciales internationales - Traitement différencié*) : p. 6757

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Organisation des travaux** : p. 7383 - **Article 1er** (*art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation*) : p. 7391 p. 7393 p. 7394 p. 7395 p. 7400 p. 7408 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 54** (*Extension du coefficient multiplicateur au lait et aux viandes*) : p. 7420 - **Article 2** (*art. L. 631-25 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions des manquements aux obligations contractuelles*) : p. 7423 p. 7423 p. 7424 p. 7426 - **Article 4** (*art. L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles*) : p. 7430 p. 7436 p. 7437 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 65 et 97 rectifié quinquies** (*Création d'une section d'arbitrage au sein de la Commission d'examen des pratiques commerciales*) : p. 7438 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7439 - **Article 5** (*art. L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Rôle des organisations interprofessionnelles agricoles*) : p. 7440 p. 7441 p. 7443 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 69** (*Conférence annuelle de filière autour des interprofessions*) : p. 7448 - **Article 5 quinquies** (*art. L. 611-2 du code de commerce et art. L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Sanction du défaut de publication des comptes*) : p. 7455 - **Article 8** (*titre II du livre V du code rural et de la pêche maritime - Habilitation du Gouvernement à rénover, par ordonnances, la coopération agricole*) : p. 7460 p. 7461 p. 7464

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10** (Habilitation du Gouvernement à clarifier et à adapter, par ordonnance, les dispositions du code de commerce relatives aux relations commerciales) : p. 7555 - **Article additionnel après l'article 10 octies (supprimé) - Amendements n° 21 rectifié quinquies, n° 125 rectifié quinquies et n° 327 rectifié bis** (Rapport de l'ANSES au Gouvernement sur les taux de TVA) : p. 7583 - **Article 10 nonies (nouveau)** (Rapport annuel au Parlement sur les engagements internationaux de la France sur les finalités de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) : p. 7585 - **Rappel au règlement** : p. 7592 - **Article 11** (art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L. 230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique) : p. 7599 p. 7601 p. 7611 p. 7612 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 83** (Menu végétarien quotidien dans les cantines des établissements scolaires, universitaires et d'accueil de la petite enfance - Expérimentation) : p. 7626 p. 7627 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 654 rectifié bis** (Définition des petites fermes) : p. 7628 p. 7629 p. 7630 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 301 rectifié** (Limitation puis interdiction des acides gras trans industriels dans la restauration collective publique) : p. 7632

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 7666 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendements n° 215 rectifié et n° 451 rectifié** (Informations à caractère environnemental sur la nature des traitements appliqués) : p. 7671 - **Article 11 nonies A (supprimé)** (art. L. 412-7 [nouveau] du code de la consommation - Renforcement de l'obligation d'affichage du pays d'origine sur l'étiquette des vins) : p. 7694

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 789** (Utilisation de produits phytopharmaceutiques - Encadrement) : p. 7853 p. 7854 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 649 rectifié** (Réciprocité des normes de production pour l'importation de produits biologiques - Rapport au Parlement) : p. 7861 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 346 rectifié** (Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction) : p. 7873 p. 7874 p. 7875 - **Article 15** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures relatives à la séparation des activités de vente et de conseil en matière de produits phytopharmaceutiques, d'extension des pouvoirs confiés à certains agents publics et de lutte contre le gaspillage alimentaire) : p. 7884 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° 320 rectifié bis** (Critères de l'agro-écologie - Définition) : p. 7889 - **Article 16** (Entrée en vigueur et dispositions transitoires) : p. 7902 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7904

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du partage des richesses en France** - (10 juillet 2018) : p. 9433

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion (I)** - (10 juillet 2018) : p. 9434

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9975 - **Question préalable** : p. 9979 - **Discussion générale** : p. 9983

- **Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les écoles et les collèges [n° 625 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 511-5 et L. 511-6 [nouveau] du code de l'éducation - Encadrement de l'utilisation du téléphone mobile à l'école primaire et au collège) : p. 10006

- **Rappel au règlement** - (17 juillet 2018) : p. 10808

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial

d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10812 p. 10814 p. 10817 p. 10818 p. 10819 - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10828 p. 10829 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-2 du code de l'environnement, art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition par voie électronique des études d'impact environnemental relatives aux projets de zones d'aménagement concerté et organisation de la participation du public par voie électronique) : p. 10837 - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10843 p. 10847 - **Article additionnel avant l'article 6 A - Amendements n° 280 rectifié, n° 281 rectifié et n° 1000 rectifié bis** (Fin de l'artificialisation nette du territoire - Échéance) : p. 10859 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-6 et L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Cession du domaine privé de l'État au bénéfice des opérations de PPA - Élargissement des critères d'application de la décote sur le logement social) : p. 10863 - **Article 8** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 212-1, L. 240-1, L. 321-4, L. 324-1 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses relatives aux acquisitions foncières et aux droits de préemption, de priorité et de délaissement) : p. 10868 p. 10871 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 136 rectifié** (Opérations d'aménagement - Encadrement des prix du foncier) : p. 10874 - **Article 9 bis** (Occupation temporaire de locaux vacants en vue d'en assurer la protection et la préservation) : p. 10881 p. 10882 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10897 p. 10898 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 59 rectifié bis, n° 97 rectifié quater, n° 481 rectifié et n° 521 rectifié bis** (Zones de montagne - Limitation de la progression des résidences secondaires) : p. 10903

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 ter** (art. L. 161-4, L. 111-4, L. 151-12 du code de l'urbanisme - Dégagements à l'inconstructibilité des zones non urbanisées) : p. 10914 - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 151-13 du code de l'urbanisme - Détermination du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités, STECAL) : p. 10921 - **Article 12 quater B (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Dégagements à l'inconstructibilité des zones agricoles, naturelles et forestières des communes) : p. 10922 - **Article 12 quater** (art. L. 142-4, L. 111-5, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Consultation de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) : p. 10924 p. 10925 p. 10926 p. 10927 - **Article 13** (Habilitation à simplifier par ordonnance la hiérarchie des normes des documents d'urbanisme) : p. 10969 p. 10970 - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre) : p. 10982 p. 10983 p. 10994

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Extension de la dispense du recours à un architecte pour les constructions de faible surface des coopératives d'utilisation de matériel agricole) : p. 11029 - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11034 p. 11039 p. 11043 p. 11046

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (I)** - (19 juillet 2018) : p. 11049
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (III)** - (19 juillet 2018) : p. 11057
- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11064 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11120 p. 11122 p. 11123 p. 11125 p. 11126 p. 11127 p. 11129 p. 11136 p. 11138
- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 27 bis - Amendement n° 762 rectifié** (Réduction d'impôt - Logements situés dans les communes caractérisées par des besoins particuliers en logement locatif, qui ont fait l'objet d'un agrément du représentant de l'État) : p. 11167 - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11174 p. 11175 p. 11177 p. 11178 p. 11187 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11221 p. 11234 p. 11239 - **Article 34** (art. 2 et articles 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11264 p. 11265 p. 11267 p. 11272 p. 11273 p. 11276 - **Article 35** (art. L. 441-2 et L. 442-5-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Adaptation des missions des commissions d'attribution de logements) : p. 11287 p. 11288 - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-1-5 et L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la pré-commission d'attribution dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) : p. 11298 p. 11299
- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11363
- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 53 quater D (nouveau)** (art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Gratuité des frais de première relance) : p. 11490 - **Article 54** (art. L. 303-2 [nouveau] et L. 304-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 751-1-1 et L. 751-1-12 [nouveaux] et L. 752-2 du code de commerce - Opérations de revitalisation de territoire) : p. 11494 p. 11504
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la révision constitutionnelle à la lumière de l'affaire Benalla** - (24 juillet 2018) : p. 11520
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (III)** - (24 juillet 2018) : p. 11520
- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (25 juillet 2018) - **Article 59 bis B (nouveau)** (art. 18 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Contenu de l'espace dématérialisé sécurisé des copropriétés) : p. 11628 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11654
- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Discussion générale** : p. 13291 - **Question préalable** : p. 13301
- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13357
- **Rappel au règlement** - (16 octobre 2018) : p. 13710
- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13716 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13827
- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14069 p. 14073
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'État** - (30 octobre 2018) : p. 14806 p. 14807
- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 1er** (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15094 p. 15097
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la trajectoire diesel** - (8 novembre 2018) : p. 15102
- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)] (suite)** - (8 novembre 2018) - **Article 1er** (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15111 - **Article 3** (Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Conseil d'administration) : p. 15136 p. 15137 - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 1232-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Rattachement d'autres opérateurs à l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15138 - **Article 5** (art. L. 1232-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Organisation territoriale de l'agence) : p. 15141
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les perspectives pour la ligne à grande vitesse Lyon-Turin** - (13 novembre 2018) : p. 15318
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la manifestation contre la hausse du prix du carburant** - (13 novembre 2018) : p. 15322
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15351

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15387 p. 15392

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 132 (2018-2019)]** - (20 novembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15857

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16532 - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales) : p. 16537 p. 16538 p. 16540 p. 16542 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 3 rectifié** (Fermeture d'agence bancaire - Information préalable du maire) : p. 16546

- **Débat sur la ruralité, une chance pour la France** - (21 novembre 2018) : p. 16552

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17373 p. 17376 p. 17377 p. 17379

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17401

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17427 - **État B** : p. 17444

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2018) : p. 17495 - **État B** : p. 17500 p. 17501 p. 17505

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17532 p. 17534 - **État B** : p. 17545 p. 17548

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, portant sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat** - (6 décembre 2018) : p. 18092

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18548 p. 18550 p. 18552 p. 18553

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21447

CUYPERS (Pierre)
sénateur (Seine-et-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République le 11 avril 2018 ; puis vice-président du 17 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (3 juillet 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins du 27 juin 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompier volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Élisabeth Lamure, en commun avec la délégation aux entreprises.

(*Délégation aux entreprises*) : Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Élisabeth Lamure.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Initiative « Wifi pour tous » à destination des collectivités territoriales : communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune : examen de la proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi (en commun avec la commission des affaires économiques).

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Dominique Chagnollaude de Sabouret, professeur de droit constitutionnel à l'université de Paris Panthéon Assas.

Audition de M. Pierre Delvolvé, professeur émérite de l'université de Paris II, membre de l'Institut.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean Gicquel, professeur des universités.

Audition de Mme Marie-Anne Cohendet, professeur des universités.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Hervé Joly, directeur de recherche à l'ENS Lyon.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Fabrice Melleray, professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris.

Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Augustin de Romanet de Beaune, Président-directeur général du groupe ADP.

Audition de M. Thomas Perroud, professeur des universités.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Supercalculateur européen : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ouzoulias et Cyril Pellevat.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jérôme Goldenberg, chef de service adjoint à la directrice des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances.

Audition de Mme Marie-Christine Lepetit, chef du service de l'Inspection générale des finances.

Réunion du vendredi 15 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Bernard Spitz, président de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Constitution.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État.

Audition de M. Florent Méreau, avocat, membre du Conseil national des barreaux.

Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, conseiller d'État.

Audition de M. Thierry Le Goff, directeur général de l'administration et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Audition de Mme Élise Van Beneden, avocate, secrétaire générale adjointe d'ANTICOR.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition commune de Mme Marie-Anne

Barbat Layani, directrice générale de la fédération bancaire française, et de MM. Gilles Briatta, secrétaire général de la Société générale et Nicolas Bonnault, associé-gérant de Rothschild and Co.

Réunion du jeudi 12 juillet 2018 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement en Serbie et au Monténégro : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Claude Kern et Simon Sutour.

(*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de M. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques et de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), Mmes Anne Carpentier, directrice des affaires pharmaceutiques, Fanny de Belot, responsable des affaires publiques et Annaïk Lesbats, chargée de mission affaires publiques, représentants du syndicat Les entreprises du médicament (LEEM).

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Girier, chef de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et ancien directeur de la campagne de M. Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du jeudi 18 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Espace Schengen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Reichardt, Jean-Yves Leconte et Olivier Henno.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la responsabilisation partielle des hébergeurs : rapport de M. André Gattolin et Mme Colette Métot.

Institutions européennes - Réunion du « Triangle de Weimar » à Varsovie des 21 et 22 octobre : Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Agence européenne de sécurité des aliments : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Laurence Harribey et M. Pierre Médevielle.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Règles européennes et statut des sapeurs-pompiers volontaires : avis politique de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réponse de la Commission européenne à l'avis politique relatif à la réforme de la politique agricole commune : communication et avis politique de M. Jean Bizet.

Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacerrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 75

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1598

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2009

- **Demande de vote unique** - (7 mars 2018) : p. 2010

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)] (suite)** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2012 p. 2013 p. 2023

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 34 (Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables)** : p. 2325 p. 2326 - **Article 34 sexies (nouveau) (art. L. 341-2 du code de l'énergie - Exclusion des projets d'électricité renouvelable soutenus dans le cadre d'une procédure concurrentielle du bénéfice de la réfaction tarifaire)** : p. 2343

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3940

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du fret** - (15 mai 2018) : p. 4243 p. 4244

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »)** : p. 4302 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4322 p. 4326

- **Question orale sans débat sur la situation précaire des auxiliaires de vie scolaire** - (22 mai 2018) : p. 4393

- **Question orale sans débat sur les seuils de la dotation de solidarité rurale** - (22 mai 2018) : p. 4394 p. 4395

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (31 mai 2018) - **Article 2 quinquies (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires)** : p. 5085

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5199

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 21 bis (nouveau) (art. L. 5211-4-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Participation des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à des groupements de commandes)** : p. 5823

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 27 (section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER »)** : p. 6072

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6754 p. 6755

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7417 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 230 rectifié, n° 311 rectifié bis, n° 369 rectifié bis et n° 416 rectifié ter** (Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension) : p. 7445 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 252 rectifié** (Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension) : p. 7446 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 367 rectifié bis, n° 386 rectifié ter et n° 423 rectifié** (Mentions figurant sur les bouteilles de vin ou d'eau-de-vie d'appellation d'origine - Pratiques commerciales déloyales) : p. 7479

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 357 rectifié** (Amende administrative proportionnelle au chiffre d'affaires pour des pénalités de retard supérieures à 2 % de la valeur des produits livrés) : p. 7562 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 654 rectifié bis** (Définition des petites fermes) : p. 7630

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 septies A (supprimé)** (art. L. 115-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation d'affichage environnemental des denrées alimentaires) : p. 7671 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendements n° 449 rectifié et n° 331 rectifié ter** (Étiquetage obligatoire des denrées alimentaires issues d'animaux nourris avec des OGM) : p. 7673 - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 7685 - **Article 11 undecies** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Divers objectifs de la politique agricole) : p. 7717 - **Article additionnel après l'article 11 undecies - Amendements n° 100 rectifié septies, n° 241 rectifié bis, n° 268 rectifié bis, n° 325 rectifié bis et n° 607 rectifié** (Nomination par le Gouvernement d'une commission d'experts chargée d'évaluer les effets de la ratification d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur) : p. 7721 - **Article additionnel après l'article 11 duovicies - Amendements n° 40 rectifié et n° 365 rectifié sexies** (Régime d'autorisation préalable pour les ventes au déballage de fruits et légumes frais) : p. 7760

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article 14 (supprimé)** (art. L. 253-5-1 et L. 253-5-2 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 511-12 du code de la consommation - Pratiques commerciales prohibées en matière de vente de produits phytopharmaceutiques, PPP) : p. 7816 - **Article 14 sexies** (Expérimentation sur l'usage de drones d'épandage dans certaines conditions d'exploitation) : p. 7848 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 789** (Utilisation de produits phytopharmaceutiques - Encadrement) : p. 7853 - **Article 14 septies (supprimé)** (art. L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Champ d'interdiction des néonicotinoïdes) : p. 7865

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 243-1-1 du code des assurances - Clarification de la portée de l'assurance construction) : p. 11072

- **Question orale sans débat sur la législation européenne relative au biocontrôle** - (31 juillet 2018) : p. 13212 p. 13213

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13364

- **Débat sur la scolarisation des enfants en situation de handicap** - (25 octobre 2018) : p. 14769 p. 14770

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les gilets jaunes** - (22 novembre 2018) : p. 16653

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendements n° I-198 rectifié bis, n° I-249 rectifié bis et n° I-289 rectifié bis** (Fiscalité adaptée pour le fioul domestique « F10 ») : p. 16744 - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - amendements n° I-199 rectifié bis, n° I-250 rectifié bis et n° I-301 rectifié bis** (Fiscalité adaptée pour le fioul domestique « F30 ») : p. 16745 - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - amendement n° I-287 rectifié bis** (Carburant B10 - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) : p. 16745 - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendements n° I-255 rectifié ter, n° I-290 rectifié ter, n° I-406 rectifié et n° I-436 rectifié ter** (Composante carbone des taxes intérieures de consommation) : p. 16749 - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16751 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16789 p. 16791 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendements n° I-196 rectifié, n° I-247 rectifié et n° I-299 rectifié** (Professionnels de la route - Transition énergétique - Fiscalité incitative) : p. 16810 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendements n° I-843 et n° I-926 rectifié** (Gazole et fuel lourd - Taxe intérieure de consommation - Remboursement partiel - Séchage de grains et de céréales) : p. 16814 p. 16815 - **Article 19 quater (nouveau) (priorité)** (art. 39 decies A du code général des impôts - Prolongation et élargissement du dispositif de suramortissement pour l'achat par des entreprises de véhicules fonctionnant au moyen d'énergies plus respectueuses de l'environnement) : p. 16827

Seconde partie :

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) - **Investissements d'avenir - État B** : p. 17418 p. 17419

Articles non rattachés

- (10 décembre 2018) - **Article 57** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation d'un an du crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique, CITE) : p. 18411 p. 18414 - **Article 60** (art. 266 quindecies du code des douanes - Renforcement du supplément de TGAP relatif aux biocarburants) : p. 18444 p. 18445 p. 18446 p. 18447 p. 18448 p. 18449 p. 18451 p. 18452 p. 18453 - **Article 60 quinquies (nouveau)** (art. 302 bis F du code général des impôts - Instauration d'une taxe sur les hydrofluorocarbones) : p. 18465 p. 18466 - **Article 64 ter (nouveau)** (art. 19-2 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, et art. 89 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998 - Réduction des droits dus par les entreprises artisanales au titre de leur immatriculation au répertoire des métiers) : p. 18485

DAGBERT (Michel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (7 juin 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de bassin Artois-Picardie.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

(*commission des lois*) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, Ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communications diverses.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition M. Christophe Béchu, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures des transports de France.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Responsabilité pénale des élus et déontologie ».

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde réunissant des auteurs de travaux parlementaires et des chercheurs, dans le cadre des travaux de la délégation sur le statut des élus locaux.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur le projet de loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Richard sur le rapport « Refonte de la fiscalité locale ».

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Patrick Weiten, vice-président de l'Assemblée des départements de France (ADF) et président du conseil départemental de la Moselle, dans le cadre du cycle d'auditions des associations d'élus locaux sur l'actualité des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Serge Morvan, commissaire général à l'égalité des territoires, sur la mise en oeuvre de l'Agence nationale des territoires.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 19** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture*) : p. 2285

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3170

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3402

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4944 p. 4957 - **Article 1er bis** (*art. L. 2111-25 du code des transports - Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure*) : p. 5002

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5197

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6321

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux et les EHPAD en période estivale** - (5 juillet 2018) : p. 9205 p. 9206

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17586 p. 17587

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 31 janvier, 6, 20 février, 7, 14, 20 mars, 10 avril, 9, 15 mai, 6, 13, 20, 27 juin, 2, 5, 13, 24, 26 juillet, 2, 10, 16 octobre, 13, 15, 16, 21, 28 novembre, 1er, 4, 5, 6 et 12 décembre 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure du 17 janvier 2018 au 30 juin 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant transposition de la directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2018 (19 novembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2019 (7 décembre 2018).

Membre titulaire du Comité stratégique de la Société du Grand Paris le 30 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le programme « Habiter mieux » [n° 399 (2017-2018)] (4 avril 2018) - **Énergie - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : France-Israël : Regards croisés sur l'innovation technologique [n° 149 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Aides à la pierre : du retrait de l'État à la décentralisation ? [n° 3 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Cohésion des territoires - Logement et ville [n° 147 tome 3 vol. 1 annexe 6 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Missions et moyens de la Douane - Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI).

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine de Kersauson, Présidente de la 2ème Chambre de la Cour des Comptes, sur la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des finances*) : Les nouveaux usages et la régulation des chaînes de blocs (blockchain) - Audition.

Les risques et enjeux liés à l'essor des monnaies virtuelles - Audition.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie appliquée au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), à New-York et à Shanghai.

Audition de Mme Catherine Pinson, psychologue clinicienne, chef du Service de soutien psychologique opérationnel (SSPO).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Eric Morvan, directeur général de la police nationale.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Pierre-Édouard Colliex, médiateur interne de la police nationale, et Philippe Buchin, adjoint au médiateur interne.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017, portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des finances*) : Programme « Habiter mieux » - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des finances*) : Impacts de la montée en charge de la contribution climat énergie (« taxe carbone ») - Audition conjointe de M. Alain Quinet, inspecteur général des finances et président de la commission sur la valeur tutélaire du carbone, M. Benjamin Delozier, sous-directeur des politiques sectorielles à la direction générale du Trésor et M. Kurt Van Dender, chef du service de la fiscalité environnementale à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation, par MM. les rapporteurs Remy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Utilisation et ouverture des données et des algorithmes en matière fiscale - Audition commune de MM. Antoine BOZIO, directeur de l'Institut des politiques publiques, Yannick Girault, directeur du service « Cap numérique » à la direction générale des finances publiques (DGFIP), Jean Lessi, secrétaire général de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et Henri Verdier, directeur interministériel du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Rapport relatif au budget de l'État en 2017, certification des comptes de l'État pour l'exercice 2017 et avis du Haut Conseil des finances publiques relatif au solde structurel des administrations publiques présenté dans le projet de loi de règlement de 2017 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes et président du Haut Conseil des finances publiques.

Recours aux personnels contractuels dans l'éducation nationale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan de l'action de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations (CIVS) - Communication.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maïté Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modernisation de la navigation aérienne - Communication de M. Vincent Capo-Canellas.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Travail et emploi » et du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des finances*) : Enjeux liés au financement des jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 - Audition commune de MM. Jean Castex, délégué interministériel aux jeux olympiques et paralympiques (DIJOP) Paris 2024, Tony Estanguet, président du Comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques (COJO) Paris 2024, et Nicolas Ferrand, directeur général de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solidéo).

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition commune de Mme Manon Aubry, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France, de MM. Lionel Bretonnet, administrateur d'Anticor, et Jacques FABRE, membre du bureau de Transparency international France, et de Mme Lison Rehbinder, chargée de plaidoyer financement du développement au Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre solidaire.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de Mme Solange Moracchini et M. Dominique Gaillardot, avocats généraux à la Cour de cassation.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et du compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Faciliter l'exercice des mandats locaux ».

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des finances*) : Déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission au Canada du 29 avril au 5 mai 2018 - Compte rendu.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réseau de l'enseignement français à l'étranger - Communication.

Déplacements à Washington du 15 au 18 mai 2018, et à Berlin les 13 et 14 juin 2018 - Communication.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de Mme Véronique Bédague-Hamilius, MM. Ross McInnes et Frédéric Mion, co-présidents du Comité action Publique 2022.

Réunion du lundi 24 septembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif aux projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Répartition et utilisation des aides à la pierre - Communication.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Outils financiers permettant d'optimiser la gestion des flux de transports en milieu urbain - Communication.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Engagements financiers de l'État » (et article 77) ; compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Remboursements et dégrèvements » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la typologie des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » (et article 72) et CCF « Prêts à des États étrangers » - Compte rendu de déplacement dans le cadre du

contrôle budgétaire sur le système multilatéral de l'aide publique au développement - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et CAS « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Culture » et article 74 bis (et communication sur le contrôle budgétaire sur la gestion déconcentrée des crédits du ministère) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 19 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 74 à 74 quinquies) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat », « Politique de la ville », « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 75 à 76 quinquies) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) », « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du vendredi 30 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Économie » (et articles 76 sexies et septies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et l'article 85), « Remboursements et dégrèvements », « Engagements financiers de l'État » (et articles 77 à 77 ter) et les comptes d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce », « Participations financières de l'État », et les comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers

services de l'État ou organismes gérant des services publics », les missions « Investissements d'avenir », « Cohésion des territoires » (et articles 74 à 74 sexies) et « Administration générale et territoriale de l'État » (et l'article 71 quater) - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 3 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Outre-mer » (et à l'article 77 quinquies), « Aide publique au développement » (et à l'article 72) et le compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers », « Action extérieure de l'État » (et à l'article 71 ter), et « Recherche et enseignement supérieur » (et aux articles 78 et 78 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Tome III du rapport général - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Articles non rattachés aux missions - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation de la suppression de la taxe d'habitation** - (16 janvier 2018) : p. 53 p. 54

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les Zadistes** - (23 janvier 2018) : p. 143

- **Salut en séance aux auditeurs de l'Institut du Sénat** - (14 mars 2018) : p. 2267

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2427

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (29 mars 2018) - **Article 8** (*art. L. 2163-1 et L. 2163-2 [nouveaux] du code des transports - Transfert de personnel entre entreprises ferroviaires*) : p. 3245

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Lituanie** - (10 avril 2018) : p. 3531

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dimension écologique de la future proposition de résolution de la France sur la PAC** - (19 avril 2018) : p. 4115

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique d'aménagement et d'équilibre des territoires** - (19 avril 2018) : p. 4117

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Compétences des personnalités qualifiées nommées par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat*) : p. 4125 - **Article 11** (*art. 9 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données relatives aux condamnations pénales, aux infractions ou mesures de sûreté*) : p. 4132 - **Article 14** (*art. 10 de la loi n° 78-17 du 6*

janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 612-3 du code de l'éducation - Décisions prises sur le fondement d'algorithmes) : p. 4139

- **Souhaits de bienvenue à Mme Christine Defraigne, présidente du Sénat belge** - (9 mai 2018) : p. 4198

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Oxfam** - (15 mai 2018) : p. 4240

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan pour les banlieues (II)** - (24 mai 2018) : p. 4636

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (31 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 226 rectifié** (Bilan de la mise en œuvre de la loi) : p. 5048 - **Article 2** (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures nécessaires à la transposition de la directive modifiée 2012/34/UE) : p. 5052 - **Article 2 bis** (art. L. 1241-7-1 [nouveau] du code des transports - Ouverture à la concurrence des services ferroviaires en Île-de-France) : p. 5055 - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires) : p. 5075 - **Article 3 bis A** (art. L. 2121-9-1 [nouveau] du code des transports - Comités de suivi des dessertes) : p. 5113 - **Article additionnel après l'article 3 bis B - Amendements n° 111 rectifié et n° 7 rectifié sexies** (Extension de l'avis des départements et communes concernés sur toute suppression d'un guichet ou d'un service organisé par une région) : p. 5120 - **Article 3 quater** (Demande de rapport sur les lignes les moins circulées) : p. 5126 p. 5127 - **Article 4** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour adapter le système ferroviaire dans le cadre de l'ouverture à la concurrence) : p. 5133 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 86** (Interdiction de la modulation des tarifs en fonction de données collectées précédemment) : p. 5140 - **Intitulé du projet de loi** : p. 5154 p. 5155

- **Suite de la discussion** (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5172

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport parlementaire sur la Seine-Saint-Denis** - (7 juin 2018) : p. 5591 p. 5592

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (12 juin 2018) : p. 5724

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5792 - **Article 3 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5233-1 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'une base nationale de données relatives aux défibrillateurs automatisés externes, DAE) : p. 5799 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5801

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales - Élection du maire et de ses adjoints par un conseil municipal incomplet) : p. 5823 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 21 rectifié bis** (Communauté urbaine - Compétences de voirie - Restriction) : p. 5827 - **Article 23** (art. L. 1613-5-1 A [nouveau] et L. 1613-5-1 du code général des collectivités territoriales - Délai de notification des attributions individuelles au titre de la dotation globale de fonctionnement) : p. 5829 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 29 rectifié bis** (Commission de dotation des équipements ruraux, DETR - Subventions - Avis) : p. 5832

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 2** (art. L. 325-1 du code de l'urbanisme - Création de l'Agence nationale pour les centres-villes et centres-bourgs (ANCC) et extension du champ d'intervention de l'EPARECA dans les périmètres des conventions OSER) : p. 5992 - **Article 3 (supprimé)** (art. 278-0 bis A, 278 sexies A, 279-0 bis, et 199 novovicies du code général des impôts -

Allègement de la fiscalité sur les logements dans les périmètres des conventions OSER) : p. 5998

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 4 (supprimé)** (art. 25-2 [nouveau] de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Obligation pour tout ministre du culte de justifier d'une formation qualifiante, délivrée par une instance culturelle représentative, et définition de la notion de ministre du culte) : p. 6022

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 14 rectifié** (Librairie indépendante de référence - Subventions) : p. 6046 - **Article 9** (section II du chapitre IV du titre Ier de la première partie du livre Ier du code général des impôts - Accompagnement de la modernisation des artisans et commerçants de détail - Crédit d'impôt formation au commerce numérique) : p. 6048 p. 6049 - **Article 27** (section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER ») : p. 6071 p. 6073 p. 6075 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6079

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Question préalable** : p. 6224

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6330 p. 6331

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier du Grand Paris Express et le logement en Ile-de-France** - (21 juin 2018) : p. 6435

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la représentation parlementaire ultramarine** - (21 juin 2018) : p. 6436

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique** - (21 juin 2018) : p. 6439

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)] (suite)** - (25 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 49 rectifié ter** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur le nombre de mariages présumés frauduleux) : p. 6676

- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6722 p. 6726

- **Ouverture de la session extraordinaire 2017-2018** - (2 juillet 2018) : p. 7810

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article 13 (nouveau)** (art. L. 141 B [nouveau], L. 228, L. 228 A et L. 232 du livre des procédures fiscales, article 1er de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 - Conditions du dépôt des plaintes pour fraude fiscale par l'administration) : p. 8924

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de la référence à la sécurité sociale dans la Constitution** - (5 juillet 2018) : p. 9201

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9688 p. 9689 p. 9690 p. 9693 p. 9695 p. 9696 p. 9697 p. 9701 p. 9702 - **Article 1er** (Résultats du budget de l'année 2017) :

p. 9705 - **Article 3** (Résultat de l'exercice 2017 - Affectation au bilan et approbation du bilan et de l'annexe) : p. 9710

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Article 16** (art. L. 2271-1, L. 2272-1, L. 2272-2, L. 6123-3 à L. 6123-7 et L. 6123-8, L. 6123-8-1, L. 6123-8-2, L. 6123-9, L. 6123-10, L. 6123-11, L. 6123-12 et L. 6123-13 [nouveaux] du code du travail - Réforme de la gouvernance du système de formation professionnelle et création de France compétences) : p. 9747

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2018) - **Article 61** (art. L. 3221-11 à L. 3221-14 [nouveaux], L. 2232-9, L. 2242-8, L. 2312-26 du code du travail, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1 du code du commerce - Mesure des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes salariés d'une même entreprise) : p. 9938

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9968 p. 9970 - **Question préalable** : p. 9979 - **Discussion générale** : p. 9986 p. 9987

- **Rappel au règlement** - (17 juillet 2018) : p. 10808

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (17 juillet 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 610 rectifié** (Architecture de qualité) : p. 10811 - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10817 p. 10821 p. 10822 - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10827 - **Article 3** (art. L. 132-7, L. 300-6-1, L. 321-18 à L. 321-20 [abrogés], L. 321-23, L. 321-29, L. 123-23, L. 321-36-3, L. 324-10 [nouveau], L. 422-2, L. 422-3-1 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée - Mesures diverses concernant le régime applicable aux grandes opérations d'urbanisme et aux opérations d'intérêt national) : p. 10833 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-2 du code de l'environnement, art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition par voie électronique des études d'impact environnemental relatives aux projets de zones d'aménagement concerté et organisation de la participation du public par voie électronique) : p. 10837 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-6 et L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Cession du domaine privé de l'État au bénéfice des opérations de PPA - Elargissement des critères d'application de la décote sur le logement social) : p. 10864 - **Article 8** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 212-1, L. 240-1, L. 321-4, L. 324-1 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses relatives aux acquisitions foncières et aux droits de préemption, de priorité et de délaissement) : p. 10870 p. 10871 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 136 rectifié** (Opérations d'aménagement - Encadrement des prix du foncier) : p. 10873 p. 10874 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 138** (Taxe sur les logements vacants - Augmentation) : p. 10879 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 679 rectifié ter** (Servitudes de mixité sociale (SMS) - Assouplissement) : p. 10880 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 675 rectifié bis et n° 882 rectifié** (Effet d'une disposition réglementaire postérieure à la construction) : p. 10887 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10898

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 sexies** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles,

forestières, et les cultures marines du littoral) : p. 10944 - **Article 14 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 113 de la loi n° 2017-36 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté - Transfert différé de la compétence de politique de l'habitat à la métropole du Grand Paris) : p. 10976 p. 10978

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renforcement des transports en vue des JO et de la Coupe du monde de rugby** - (19 juillet 2018) : p. 11051

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du Comité Action publique (CAP) 22** - (19 juillet 2018) : p. 11055

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11062 - **Article 19 ter** (art. L. 271-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Étude géotechnique préalable à la vente d'un terrain constructible et à la construction d'un nouvel immeuble dans les zones exposées au retrait-gonflement des sols argileux) : p. 11075 - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres) : p. 11080 p. 11081 p. 11083 - **Article additionnel après l'article 21 bis C (supprimé) - Amendement n° 717 rectifié ter** (Diagnostic technique "assainissement" - Immeubles raccordés au réseau public de collecte) : p. 11095 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 676 rectifié** (Vente en l'état Futur d'achèvement (VEFA) - Protection des consommateurs) : p. 11100 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11123 p. 11124 p. 11125 p. 11130 p. 11132 p. 11141

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 504 rectifié** (Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Exonération de cotisation sur le supplément de loyer pour les DOM) : p. 11156 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 502 rectifié** (Conséquences de la suppression du dispositif d'accession sociale à la propriété dans les collectivités - Rapport) : p. 11158 - **Article 27** (art. L. 423-15, L. 423-16 et L. 481-8 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Mesures pour faciliter la circulation des capitaux entre les organismes) : p. 11163 p. 11164 - **Article additionnel après l'article 27 bis - Amendement n° 762 rectifié** (Réduction d'impôt - Logements situés dans les communes caractérisées par des besoins particuliers en logement locatif, qui ont fait l'objet d'un agrément du représentant de l'État) : p. 11167 p. 11168 - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11177 p. 11178 p. 11179 p. 11180 p. 11181 p. 11182 p. 11185 p. 11187 p. 11196 p. 11197 p. 11199 p. 11201 p. 11203 p. 11204 p. 11205 p. 11206 p. 11207 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 1135 rectifié** (ANRU - Composition du conseil

d'administration) : p. 11211 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié** (Prestations de notaires relatives à des transactions entre professionnels - Négociation) : p. 11212 p. 11213 - **Article 28 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-3-2 du code de la construction et de l'habitation - Révision coopératives des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif HLM) : p. 11215 p. 11216 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11229 p. 11230 p. 11231 p. 11232 p. 11233 p. 11236 p. 11242 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 375 rectifié bis** (SEM locales - Détention de parts par le département) : p. 11251 - **Article 31** (ordonnance n° 2016-1408 du 20 octobre 2016 relative à la réorganisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction, ordonnance n° 2017-52 du 19 janvier 2017 modifiant l'objet de l'Association pour l'accès aux garanties locatives et de l'association Foncière logement, art. L. 313-17, L. 313-17-1, L. 313-17-4, L. 313-18-1, L. 313-18-3, L. 313-33, L. 313-34, L. 313-19-1, L. 313-19-2, L. 313-19-3, L. 313-20-1, L. 313-20-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 111-12 du code des juridictions financières, art. 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Ratification des ordonnances relatives à la réforme d'Action Logement) : p. 11254 p. 11255 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 684 rectifié** (Fiscalité des flux financiers d'Action Logement avec ses filiales) : p. 11255 p. 11256 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 683 rectifié** (Action Logement Groupe (ALG) - Perception de produits ou dividendes) : p. 11257

- **Rappel au règlement** - (20 juillet 2018) : p. 11268 p. 11269

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (20 juillet 2018) - **Article 34** (art. 2 et art. 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11270 - **Article 34 bis (supprimé)** (art. L. 302-1, L. 631-12-1 à L. 631-12-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, articles L. 151-34 et L. 151-35 du code de l'urbanisme, art. 10 loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 - du 23 décembre 1986 - Création des résidences junior) : p. 11280 - **Article additionnel après l'article 34 ter - Amendement n° 938 rectifié** (Logement social - L'absence de lien avec la commune d'implantation du logement ne peut constituer un motif de non attribution) : p. 11283 - **Article 35** (art. L. 441-2 et L. 442-5-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Adaptation des missions des commissions d'attribution de logements) : p. 11285 p. 11286 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 663 rectifié** (Secteur du logement intermédiaire - Conditions de vente au locataire occupant) : p. 11295 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 664 rectifié** (Accords collectifs de location relatifs aux congés pour vendre - Exclusion du champ d'application les ventes à l'unité) : p. 11299 p. 11300 - **Article 38** (art. L. 313-35 et L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Gestion en flux des contingents de logements sociaux - Obligations de mixité sociale dans les attributions de logements sociaux - Délégation du contingent préfectoral) : p. 11304 p. 11305

- **Rappel au règlement** - (23 juillet 2018) : p. 11323

- **Rappel au règlement** - (23 juillet 2018) : p. 11324

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]**

(suite) - (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 70 rectifié quater** (Convention d'occupation précaire - Régime fiscal) : p. 11328 - **Article 40** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 714-1 [nouveau], L. 722-5 et L. 722-16 du code de la consommation - Conciliation des procédures de surendettement et de résiliation du bail) : p. 11331 p. 11332 - **Article 40 bis** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application de la clause résolutoire du bail pour trouble de voisinage) : p. 11336 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 581** (Centres d'hébergement d'urgence et centres d'accueil de demandeurs d'asile - Spatialisation - Rapport) : p. 11337 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 17 rectifié septies** (OACAS (Organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires)) : p. 11341 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 582** (Hébergement d'urgence - Minimum légal de l'offre disponible) : p. 11342 - **Article additionnel après l'article 43 bis - Amendement n° 662 rectifié** (Résidences hôtelières à vocation sociale, RHVS) : p. 11344 - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation - Calcul du supplément de loyer de solidarité) : p. 11350 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendement n° 460 rectifié bis** (Abrogation de l'art. L. 2252-2 du code général des collectivités territoriales) : p. 11351 - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Suppression du caractère manuscrit de l'acte de cautionnement en matière de bail) : p. 11352 - **Article 47 bis** (art. L. 623-1 du code de la consommation - Action de groupe en matière de logement) : p. 11355 - **Article 48** (art. 3, 16, 17, 17-2 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et article L. 631-5 du code de la construction et de l'habitation - Conditions de délivrance de l'agrément aux observatoires locaux des loyers - Suppression du dispositif d'encadrement des loyers dans le code de la construction et de l'habitation) : p. 11357 p. 11358

- **Attribution à une commission des prérogatives d'une commission d'enquête** - (23 juillet 2018) : p. 11361

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11363 p. 11365 p. 11368 p. 11369 p. 11371 p. 11372 p. 11377 p. 11382 p. 11383 p. 11384 p. 11385 p. 11386 p. 11387 p. 11393 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 659 rectifié** (Loi SRU - Taux de logements sociaux - Communes bénéficiant de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) : p. 11395 p. 11396 p. 11397 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 665 rectifié** (Objectifs de la loi SRU - Logements sociaux - Abaissement du seuil des résidences principales) : p. 11399 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 441 rectifié bis** (Objectifs de la loi SRU - Logements sociaux - Abaissement du seuil des résidences principales) : p. 11400 - **Article 46 bis B (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation - Calendrier d'application de la loi SRU) : p. 11405 p. 11406 - **Article 46 bis C (nouveau) (précédemment réservé)** (Expérimentation en matière de loi SRU) : p. 11409 - **Article 9 bis A (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1-2 du code de la construction et de l'habitation, article L. 111-24 du code de l'urbanisme - Dégation aux servitudes de mixité sociale applicables aux programmes pour la réalisation de logements collectifs) :

p. 11413 p. 11415 - **Article 49** (*Mise en place d'un encadrement des loyers à titre expérimental*) : p. 11423 - **Article 51** (*art. L. 324-1-1 et L. 324-2-1 du code de tourisme - Encadrement des locations meublées touristiques*) : p. 11431 p. 11433 - **Article 52** (*art. L. 302-1, L. 313-26 et L. 353-9-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 151-34 du code de l'urbanisme - Obligation pour certaines communes définies par décret de programmer une offre de logements intermédiaires - Location meublée des logements intermédiaires - Place de stationnement pour les logements intermédiaires*) : p. 11441 - **Article 53** : p. 11445 - **Article 53 quater A (nouveau)** (*art. 3, 22-1 et 24-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 23 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour un accès au logement et un urbanisme rénové - Suppression de la GUL*) : p. 11448 p. 11449 p. 11450

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 53 quater D (nouveau)** (*art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Gratuité des frais de première relance*) : p. 11490

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (III)** - (24 juillet 2018) : p. 11521

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (24 juillet 2018) - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 581-19 du code de l'environnement - Rétablissement des préenseignes relatives à la vente des produits du terroir dans les restaurants*) : p. 11526 - **Article additionnel après l'article 54 bis B - Amendement n° 595** (*Impôt sur la fortune immobilière - Exonération des biens immobiliers mis en location dans le cadre des dispositifs solidaires*) : p. 11533 - **Article 54 bis G (nouveau)** (*art. L. 752-17 et L. 752-19 du code de commerce - Portée des décisions des commissions départementales d'aménagement commercial*) : p. 11538 - **Article 55 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Inscription d'un principe de performance énergétique dans le PLH*) : p. 11576 - **Article 55 sexes (supprimé)** (*Expérimentation pour mener des stratégies territoriales de résorption de la précarité énergétique*) : p. 11578 p. 11579 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 1065 rectifié** (*Protection les espèces nuisibles - Adaptation des règles de construction et d'aménagement*) : p. 11603 - **Article 58 ter (nouveau)** (*art. 226-4 du code pénal et art. 38 de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Lutte contre l'occupation illicite de domiciles et de locaux à usage d'habitation*) : p. 11608 p. 11609

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 606 rectifié** (*Refus du syndic de remettre les documents demandés par le conseil syndical - Pénalités*) : p. 11623 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 651 rectifié** (*Association syndicale libre (ASL) - Assouplissement des règles de constitution*) : p. 11627 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11652 p. 11656

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Nouvelle lecture [n° 672 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 11661

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 674 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13083

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget 2019** - (25 septembre 2018) : p. 13285

- **Ouverture de la session ordinaire de 2018-2019** - (2 octobre 2018) : p. 13320

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13416 p. 13418 p. 13421

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13710

- **Question d'actualité au Gouvernement sur un adolescent tué dans une rixe (I)** - (16 octobre 2018) : p. 13836

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13944

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15079 p. 15081 p. 15082

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les péages urbains** - (8 novembre 2018) : p. 15110

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)] (suite)** - (8 novembre 2018) - **Article 2** (*art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence*) : p. 15118 p. 15125 p. 15126 - **Article 3** (*Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales*) **Conseil d'administration** : p. 15134 p. 15138 - **Article 3 bis (nouveau)** (*art. L. 1232-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Rattachement d'autres opérateurs à l'Agence nationale de la cohésion des territoires*) : p. 15139 - **Article 7** (*art. L. 1233-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conventions pluriannuelles conclues entre l'ANCT, l'État et les établissements publics intervenant sur des périmètres connexes et complémentaires, ANRU, ANAH, ADEME, CEREMA*) : p. 15147

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15246 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 15258

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation** - (13 novembre 2018) : p. 15324

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Cambodge** - (13 novembre 2018) : p. 15324

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] (suite)**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 490** (*Présence des organisations professionnelles d'employeur au sein du Conseil de la caisse primaire d'assurance maladie - Suppression*) : p. 15409

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 26 et annexe B** (*Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)*) : p. 15538 p. 15540

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 29 ter (nouveau)** (art. L. 6145-16-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les établissements publics de santé de déroger au plafond du taux d'usure) : p. 15575

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15749 p. 15751 p. 15758 p. 15760

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15824 p. 15825 p. 15826

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16529

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16628 p. 16640 p. 16644 p. 16657 p. 16663 p. 16666 p. 16667 p. 16671

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article 2** (art. 196 B, 197 et 204 H du code général des impôts - Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source, PAS) : p. 16697 p. 16698 p. 16699 p. 16700 p. 16701 p. 16702 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-988** (Élus locaux - Plafond d'exonération d'impôt sur le revenu) : p. 16704 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux) : p. 16708 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-812** (Covoiturage - Aides patronales - Exonération fiscale) : p. 16711 p. 16713 - **Rappel au règlement** : p. 16717

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16755 p. 16758 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-849 rectifié** (Transition énergétique - Accompagnement des ménages modestes) : p. 16763 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Territoires ruraux et enclavés - TICPE - Minoration** : p. 16764 p. 16765 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-404 rectifié et n° I-432 rectifié** (Contrats territoriaux bas carbone) : p. 16769 p. 16771 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecimes du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16777 p. 16778 p. 16779 p. 16780 p. 16781 p. 16804 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendement n° I-474** (Vols intérieurs - Exonération de taxe intérieure de consommation - Suppression) : p. 16808 - **Article 18 quinquies (nouveau) (priorité)** (Art. 39 decies C [nouveau] du code général des impôts - Création d'un dispositif d'amortissement fiscal pour les investissements réalisés par les armateurs dans des navires ou des équipements répondant à des enjeux de transition écologique) : p. 16819

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 159 (2018-2019)]** - (27 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16880 p. 16881 p. 16884 - **Question préalable** : p. 16888

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Sénat et la représentation des collectivités territoriales** - (27 novembre 2018) : p. 16892

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tweet du ministre de l'action et des comptes publics** - (27 novembre 2018) : p. 16896

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat (II)** - (27 novembre 2018) : p. 16897

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° I-331 rectifié** (Don à un organisme d'intérêt général ou reconnu d'utilité publique - Réduction d'impôt) : p. 16906 - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendement n° I-217 rectifié** (Rémunération perçue au titre de la permanence des soins - Exonération fiscale - Extension) : p. 16910 - **Article 2 nonies (nouveau)** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Extension de l'application du dispositif d'investissement locatif « Pinel » dans les communes couvertes par un contrat de redynamisation de site de défense) : p. 16913 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-619 rectifié** (Guadeloupe et Martinique - Locations de bateaux de plaisance de courte durée - Exonération de TVA) : p. 16950 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-242 rectifié** (Critères de zone de revitalisation rurale, ZRR) : p. 16951 - **Article 7** (art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM) : p. 16957 p. 16958 p. 16961 - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre Ier du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16975

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) : p. 17006 - **Article 11** (art. 39 A, 30 quinquies A, 30 quinquies H, 40 sexies, 81, 83, 163 bis G, 199 undecies C, 209, 217 undecies, 217 duodecies, 223 L, 244 quater X, 296 ter, 1051 et 1594 I quater du code général des impôts, L. 80 B du livre des procédures fiscales, L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale, art. 4 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Suppression de dépenses fiscales inefficaces) : p. 17022 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1000** (Saint-Martin - Travaux de rénovation et réhabilitation d'hôtels - Réduction d'impôt) : p. 17028 - **Article 16 nonies (nouveau)** (Aménagement du dispositif « Dutreil-ISF ») : p. 17119 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-732 rectifié** (Investissement de départ des investisseurs personnes physiques dans les jeunes pousses) : p. 17142 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-76 rectifié** (Multiplication des investisseurs dans les SCT et sécurisation des business angels) : p. 17143 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-396** (Taxe sur le chiffre d'affaires des GAFA) : p. 17166 p. 17167

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 163 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 17184 p. 17190 p. 17191 p. 17194 - **Question préalable** : p. 17196 p. 17197

- Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006 (Relance de la trufficulture)** : p. 17200 p. 17201 - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendement n° I-894 (Caisses de retraite et prévoyance - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux)** : p. 17210 - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendements n° I-895 et n° I-1010 (Sociétés d'économie mixte non agréées - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux)** : p. 17211 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-484 rectifié bis (Taxe applicable aux véhicules de plus de 3,5 tonnes immatriculés dans un Etat étranger - Création)** : p. 17216 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-213 rectifié bis, n° I-417, n° I-547, n° I-564 rectifié bis, n° I-907 rectifié et n° I-972 (Adaptation des logements à la perte d'autonomie des occupants - Travaux d'aménagement - Taux réduit de TVA)** : p. 17234 - **Article 23 (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 41 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, et 1648 A du code général des impôts - Fixation pour 2019 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement)** : p. 17245 p. 17246 p. 17247 p. 17249 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-567 rectifié (Constructions neuves et acquisition - Exonération)** : p. 17251 p. 17252 - **Article 29 (Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre 1er du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public)** : p. 17285 p. 17286 - **Article 38 et état A (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** : p. 17333 p. 17334 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 17340 p. 17341

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17366 p. 17369

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17377 p. 17378

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17420 p. 17421 p. 17426 - **État B** : p. 17437 p. 17439 p. 17440 p. 17443 p. 17444 p. 17445 p. 17447 p. 17448 p. 17453 p. 17456 p. 17457 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° II-163 rectifié (Sortie de l'Association foncière logement (AFL) du régime spécifique de la vente HLM)** : p. 17458 - **Article 74 bis (nouveau) (art. 199 novovicies du code général des impôts - Instauration d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans des logements locatifs intermédiaires réhabilités en centres-villes)** : p. 17460 p. 17461 p. 17463 p. 17464 p. 17465 p. 17466 - **Article additionnel après l'article 74 bis - Amendements n° II-218 rectifié, n° II-244 rectifié ter et n° II-278 rectifié bis (Rénovation des logements des zones d'opération de revitalisation du territoire - Incitation fiscale)** : p. 17467 -

Article additionnel après l'article 74 bis - Amendement n° II-164 rectifié bis (Dispositif d'investissement locatif « Pinel » - Délai d'achèvement du logement - Prolongation) : p. 17468 - **Article additionnel après l'article 74 bis - Amendement n° II-174 rectifié bis (X bis de l'article 199 novovicies du code général des impôts - Abrogation)** : p. 17468 - **Article 74 quinquies (nouveau) (Demande d'un rapport évaluant l'impact de la réduction de loyer de solidarité)** : p. 17469 - **Article 74 sexies (nouveau) (Demande d'un rapport sur le financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale)** : p. 17470

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2018) : p. 17471 - **État B** : p. 17481 p. 17482 - **Article 71 quater (nouveau) (Demande de rapport dressant le bilan du plan préfecture nouvelle génération, PPNG)** : p. 17484

Justice

- (1er décembre 2018) : p. 17515

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 décembre 2018) : p. 17890

- Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17932 p. 17934 p. 17935 - **Article 79 quinquies (nouveau) (art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Suppression, en 2019, de la dotation de soutien à l'investissement territorial versée par la métropole du Grand Paris)** : p. 17995 p. 17996

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, portant sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat** - (6 décembre 2018) : p. 18103

- Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81 bis (nouveau) (art. L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des conditions d'éligibilité des établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, à la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR)** : p. 18189 - **Article 81 ter (nouveau) (Fonds de stabilisation des départements pour les années 2019 à 2021)** : p. 18193 p. 18194 p. 18195 p. 18197 p. 18198

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 51 (art. 167 bis du code général des impôts - Imposition des plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux en cas de transfert du domicile fiscal hors de France)** : p. 18229 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-593 (Régime des plus-values de cessions)** : p. 18233 p. 18234

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 51 bis - Amendement n° II-796 rectifié (Taxe sur les salaires - 3e taux majoré - Rétablissement)** : p. 18241 - **Article 52 (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 995 et 1001 du code général des impôts - Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurances (TSCA) sur la garantie décès des contrats d'assurance emprunteur)** : p. 18256 p. 18257 p. 18258 - **Article 52 bis (nouveau) (art. 421-4-2 du code des assurances - Relèvement à 25 % du plafond légal de la contribution des assureurs au fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages)** : p. 18260 -

Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° II-686 rectifié (*Viticulture durable - Crédit d'impôt pour la certification environnementale*) : p. 18263 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° II-23 rectifié bis** (*Exploitations certifiées HVE 3 - Crédit d'impôt*) : p. 18264 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-362 rectifié** (*Logements locatifs sociaux situés Outre-mer - Cotisation CGLLS - Modulation*) : p. 18288 p. 18289 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-234 rectifié** (*Vente de locaux commerciaux par les organismes HLM - Plus-values immobilières - Taux réduit d'impôt sur les sociétés - Conditions*) : p. 18291 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-182 rectifié bis** (*Vente de locaux commerciaux par les organismes HLM - Plus-values immobilières - Taux réduit d'impôt sur les sociétés - Conditions*) : p. 18292 - **Article 55 quater (nouveau)** (art. 44 *sexies A*, 44 *octies A*, 44 *duodecimes*, 44 *terdecimes*, 44 *quindecimes*, 44 *sexdecimes*, 154 *bis*, 154 *bis 0-A*, 163 *quaterdecimes*, 204 *G*, 220 *terdecimes*, 220 *quinquies*, 244 *quater B*, 244 *quater C*, 244 *quater E*, 244 *quater M*, 244 *quater O*, 244 *quater Q*, 244 *quater W*, 302 *nonies*, 1417, 1463 *A*, 1463 *B*, 1466 *A*, 1466 *B bis*, 1586 *ter*, 1639 *A ter*, 1640, 1647 *C septies* du code général des impôts ; art. L. 80 *B* du livre des procédures fiscales ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 - Création d'un dispositif d'exonération fiscale pour les entreprises qui se créent dans les zones de développement prioritaires) : p. 18300 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-191 rectifié et n° II-347 rectifié bis** (*Acquisition de logements par les organismes d'HLM - Exonération fiscale*) : p. 18338 p. 18339 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-184 rectifié et n° II-344 rectifié** (*Logements - Contrat de location-accession PSLA - Exonération de taxe foncière*) : p. 18340 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-183 rectifié et n° II-343 rectifié bis** (*Convention ANRU - Démolition-reconstruction de logements locatifs sociaux - Exonération de taxe foncière*) : p. 18341 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-388 rectifié** (*Professionnels de santé exerçant en libéral - Abattement sur la taxe foncière*) : p. 18342 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-406** (*EHPAD privés non lucratifs - Taxe d'habitation*) : p. 18345 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-371 rectifié** (*Cotisation foncière des entreprises - Allègement*) : p. 18348 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-16 rectifié** (*Contribution environnementale sur le mégot - Création*) : p. 18349 - **Article 56 ter (nouveau)** (art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la

Société du Grand Paris) : p. 18369 p. 18370 p. 18371 - **Article 56 quater (nouveau)** (art. 231 *ter* et 1599 *quater C* du code général des impôts - Taxe annuelle sur les bureaux, commerces, locaux de stockages et de stationnement et taxe additionnelle sur les surfaces de stationnement en Île-de-France) : p. 18380

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article 56 sexes (nouveau)** (art. 113 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 et art. 106 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Remise d'un rapport annuel au Parlement sur les dépenses et les ressources de la Société du Grand Paris) : p. 18395 p. 18396 - **Article 57** (art. 200 *quater* du code général des impôts - Prorogation d'un an du crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique, CITE) : p. 18416 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendements n° II-327 rectifié bis et n° II-607 rectifié bis** (*Installations hydroélectriques - Exonération de taxe foncière*) : p. 18419 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-165 rectifié** (*Différé de paiement - Obligation de constituer une garantie - Suppression*) : p. 18425 p. 18426 - **Article 58 bis (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Maintien du prêt à taux zéro pour les signataires d'un contrat de location-accession) : p. 18429 p. 18430 p. 18431 - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. 68 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Prolongation transitoire du dispositif de la réduction d'impôt en faveur de l'investissement locatif intermédiaire dit « Pinel » en zones non tendues) : p. 18436 - **Article 64 ter (nouveau)** (art. 19-2 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, et art. 89 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998 - Réduction des droits dus par les entreprises artisanales au titre de leur immatriculation au répertoire des métiers) : p. 18485 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendement n° II-384 rectifié** (*Bailleurs sociaux - Administration fiscale - Echange d'information*) : p. 18490 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendements n° II-185 rectifié bis et n° II-341 rectifié** (*Réduction de loyer de solidarité - Recentrage sur les bénéficiaires ce l'APL*) : p. 18491

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18524 p. 18525 p. 18528 p. 18529

- **Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]** - (19 décembre 2018) - **Question préalable** : p. 21627

DANESI (René)
sénateur (Haut-Rhin)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 24 juin 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018 ; puis président le 11 octobre 2018.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays jusqu'au 6 juin 2018.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 avril 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 62 (2017-2018)] autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9 octobre 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs [n° 281 (2017-2018)] (7 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, pour une cybersécurité robuste en Europe [n° 455 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, pour une cybersécurité robuste en Europe [n° 455 (2017-2018)] - La cybersécurité : un pilier robuste pour l'Europe numérique [n° 458 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la Délégation aux entreprises : La surtransposition du droit européen en droit français : un frein pour la compétitivité des entreprises [n° 614 (2017-2018)] (28 juin 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 507 (2017-2018)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière [n° 653 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La Géorgie, bon élève du partenariat oriental [n° 208 (2018-2019)] (13 décembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution des politiques publiques de promotion des exportations et de l'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers - Audition de M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Mandats de négociation en vue d'un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Initiative citoyenne européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2018 : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9

octobre 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation aux entreprises*) : État d'avancement des travaux du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : .

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des questions de l'Union européenne du Bundesrat de la République fédérale d'Allemagne.

Institutions européennes - Travaux de la Task force « subsidiarité et proportionnalité » : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère et Simon Sutour.

Justice et affaires intérieures - Cybersécurité : proposition de résolution européenne, avis politique et rapport d'information de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

Questions sociales et santé - Convergence sociale dans l'Union européenne : proposition de résolution européenne, avis politique et rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne de Mme Gisèle Jourda sur les indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) : rapport de Mme Gisèle Jourda et M. Michel Raison.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Détachement des travailleurs : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique de cohésion de l'Union européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, ouverte aux membres de la commission des finances).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable).

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Transposition en droit interne d'actes législatifs européens applicables aux entreprises : rapport d'information de M. René Danesi (en commun avec la délégation aux entreprises).

(*Délégation aux entreprises*) : Économie, finances et fiscalité - Transposition en droit interne d'actes législatifs européens applicables aux entreprises : rapport d'information de M. René Danesi (en commun avec la commission des affaires européennes).

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi

autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition conjointe de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) à l'issue de sa première lecture par l'Assemblée nationale.

(*CS Suppression surtranspositions directives*) : Nomination d'un rapporteur et modification du bureau.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du jeudi 18 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Espace Schengen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Reichardt, Jean-Yves Leconte et Olivier Henno.

Politique commerciale - Union européenne et réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français (suite) - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen des amendements de séance au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (Pacte) : observations de M. Jean-François Rabin.

Politique de voisinage - Le partenariat oriental et le Caucase du Sud : rapport d'information de M. René Danesi et Mme Gisèle Jourda.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 786

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part [n° 301 (2017-2018)]** - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1701

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4684

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018** - (26 juin 2018) : p. 6781

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (20 juillet 2018) - **Article 28** (*art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM*) : p. 11207

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière [n° 692 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13048 p. 13049

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14837

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (7 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14992 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15015

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
RDSE-R

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail**.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une politique régionale européenne ambitieuse au service de la cohésion territoriale [n° 580 (2017-2018)] (19 juin 2018) - **Aménagement du territoire - Union européenne**.

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport et du texte de la commission, en première lecture.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution Audition de M. Arnaud Leroy, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Chantal Jouanno, candidate proposée aux fonctions de Présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Gilles Leblanc, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (Acnusa).

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition M. Christophe Béchu, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures des transports de France.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Pollution de l'air - Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de la ville de Paris.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur le projet de loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

Table ronde sur la gestion et le stockage des déchets radioactifs, autour de M. Pierre-Franck Chevet, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire, M. Jean-Christophe Niel, Directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, M. Pierre-Marie Abadie, Directeur général de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, M. Jean-Claude Delalonde, Président de l'Association nationale des comités et commissions locales d'information, Mme Manon Besnard, chargée d'études à l'agence d'information WISE-Paris.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer).

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Mauguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Équilibre relations commerciales dans secteur agricole et alimentaire - Examen rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur le suivi des négociations internationales

sur le climat et l'environnement et de la mise en oeuvre des objectifs de développement durable, relative à l'intégration des objectifs de développement durable dans les processus budgétaires - Communication de M. Jérôme Bignon.

Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » et « Prévention des risques » - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 659 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 44 rectifié bis** (Détermination du niveau prévisible de montée des eaux par le Plan national d'adaptation au changement climatique) : p. 666 p. 667 - **Article 4** (art. L. 562-1 et L. 562-2 du code de l'environnement, art. L. 421-9 et L. 480-13 du code de l'urbanisme - Création de zones d'activité résiliente et temporaire en raison du risque de recul du trait de côte) : p. 667 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 35** (Information des acquéreurs du risque de recul du trait de côte - Obligation) : p. 672 -

Article 9 (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes) : p. 674 p. 675 p. 677 p. 679 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 24 rectifié quater** (Autorisation de centrales solaires au sol ou sur des sites dégradés) : p. 691 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 8 rectifié bis** (Construction de nouvelles résidences en zones de montagne, à proximité des étendues d'eau artificielles) : p. 693 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 37** (Augmentation de 1 000 à 1 500 hectares de la superficie des plans d'eau intérieurs soustraits à la loi Littoral) : p. 696 - **Article 16** (Sections 3 et 4 du chapitre VII du titre VI du livre V et art. L. 567-4 à L. 567-28 [nouveaux] du code de l'environnement - Création d'un bail réel immobilier littoral) : p. 701

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 785

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 199 (2017-2018)]** - (15 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1518

- **Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 288 (2017-2018)]** - (20 février 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1568

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Mercosur et le veto climatique** - (8 mars 2018) : p. 2070

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 34** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables) : p. 2324 p. 2331 p. 2334 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 107 rectifié ter, n° 108 rectifié ter, n° 109 rectifié ter et n° 110 rectifié ter** (Allègement des procédures relatives à l'entretien et à la sécurisation des ouvrages de défense contre la mer) : p. 2338 - **Article additionnel après l'article 34 ter - Amendement n° 54 rectifié** (Ratification de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale) : p. 2341 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 102 rectifié, n° 190 rectifié et n° 192 rectifié** (Substitution de l'autorité administrative à l'autorité environnementale pour rendre un avis sur les projets de l'ICPE et pour décider de l'évaluation environnementale au cas par cas) : p. 2347 - **Article 35 bis (nouveau)** (art. L. 181-17 et L. 514-6 du code de l'environnement - Réduction des délais de recours contre les décisions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement) : p. 2349 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendements n° 103 rectifié ter, n° 191 rectifié ter et n° 193 rectifié quater** (Limitation des recours abusifs contre les décisions relatives aux ICPE et IOTA) : p. 2351

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3397

- **Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau prévue à l'article 28 de la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 [n° 378 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3418 p. 3419

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4272 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4277

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Article 1er A** (art. L. 2101-1,

L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire) : p. 4693 p. 4703

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4944 p. 4946 p. 4949 p. 4954 p. 4955 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 131 rectifié** (Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau) : p. 4968 - **Article 1er B (nouveau)** (Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié) : p. 4973 - **Article 1er** (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réformer le groupe public ferroviaire et le régime juridique des personnels) : p. 4991 - **Article 1er bis** (art. L. 2111-25 du code des transports - Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure) : p. 5002

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) : p. 5031 p. 5032 p. 5034 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 185 rectifié** (Rapport sur les coûts pour les autorités organisatrices) : p. 5036

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des centrales thermiques à charbon** - (12 juin 2018) : p. 5724

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5790

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveau], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10821 p. 10822 - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10828 p. 10829 - **Article 3** (art. L. 132-7, L. 300-6-1, L. 321-18 à L. 321-20 [abrogés], L. 321-23, L. 321-29, L. 123-23, L. 321-36-3, L. 324-10 [nouveau], L. 422-2, L. 422-3-1 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée - Mesures diverses concernant le régime applicable aux grandes opérations d'urbanisme et aux opérations d'intérêt national) : p. 10834 - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveau], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10844 - **Article 6 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-2 du code de l'urbanisme - Promotion du principe de conception universelle et de l'élimination des obstacles à l'accessibilité) : p. 10861

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 ter** (art. L. 161-4, L. 111-4, L. 151-12 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones non urbanisées) : p. 10916 p. 10917 - **Article 12 quater B (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones agricoles, naturelles et forestières des communes) : p. 10922 p. 10923 - **Article 12 quater** (art. L. 142-4, L. 111-5, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Consultation de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) : p. 10925 p. 10926 - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral) : p. 10932 p. 10938 - **Article 12 sexies** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles, forestières, et les cultures marines du littoral) : p. 10942 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 990 rectifié ter** (Installation d'éoliennes sur des territoires de taille réduite) : p. 10951 - **Article additionnel après l'article 12 sexies** -

Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater (Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations) : p. 10954

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres) : p. 11084 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1064 rectifié bis** (Travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique - Aides subordonnées à examen - Modalités d'attribution) : p. 11088 - **Article 21 bis B** (art. L. 142-1 et L. 142-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Compétences du centre scientifique et technique du bâtiment) : p. 11092 - **Article additionnel après l'article 21 bis C (supprimé) - Amendement n° 717 rectifié ter** (Diagnostic technique "assainissement" - Immeubles raccordés au réseau public de collecte) : p. 11095 - **Article 21 bis D** (art. L. 221-7 et L. 221-9 du code de l'environnement - Consécration législative de l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur) : p. 11097 - **Article 24** (art. L. 421-9, L. 442-14, L. 480-13, L. 600-1-1, L. 600-1-2, L. 600-3, L. 600-5, L. 600-5-1, L. 600-5-2 [nouveau], L. 600-6, L. 600-7, L. 600-8, L. 600-12, L. 600-12-1 [nouveau], L. 600-13 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses visant à réformer le contentieux de l'urbanisme) : p. 11110 p. 11111

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11184 p. 11187 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11240

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11384

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendement n° 1005 rectifié bis** (Règles applicables en matière d'implantation commerciale - Rôle des intercommunalités) : p. 11549 p. 11550 - **Article 55** (art. L. 111-10-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition et modalités d'application de l'obligation de rénovation énergétique pour les bâtiments tertiaires) : p. 11553 p. 11557 p. 11559 - **Article 55 bis C (supprimé)** (art. L. 134-3-1 et L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation, art. 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Opposabilité du diagnostic de performance énergétique) : p. 11568 p. 11569 - **Article 55 ter** (art. L. 111-10-5 du code de la construction et de l'habitation - Règles applicables au carnet numérique d'information, de suivi et d'entretien du logement) : p. 11574 p. 11575 - **Article 55 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Inscription d'un principe de performance énergétique dans le PLH) : p. 11575 p. 11576 - **Article 55 sexies (supprimé)** (Expérimentation pour

mener des stratégies territoriales de résorption de la précarité énergétique) : p. 11578

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Délais de dépôt du dossier d'information du maire préalablement à l'installation ou à la modification d'une installation radioélectrique) : p. 11637 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11653

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13358

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des migrants en Loire-Atlantique** - (11 octobre 2018) : p. 13669

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (7 novembre 2018) - **Article 17** (art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Report des échéances fixées pour l'atteinte du bon état des masses d'eau du fait des conditions naturelles) : p. 15006

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 1er** (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15096 - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence) : p. 15118 p. 15124 p. 15126

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15839

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16755 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecimes du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif

réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16803 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendement n° I-841 rectifié bis** (Exonération de taxation du kérosène - Suppression) : p. 16805 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendement n° I-474** (Vols intérieurs - Exonération de taxe intérieure de consommation - Suppression) : p. 16806 p. 16807 p. 16808

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 29** (Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre 1er du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 17298

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17454

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne** - (18 décembre 2018) : p. 21588

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 131-8 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Taux de CSG applicable aux revenus de remplacement) : p. 21666

DARCOS (Laure)
sénatrice (Essonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 9 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (7 février 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges (16 juillet 2018).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompier volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 487 (2017-2018)] - *Projet de loi* renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes : contribution au débat [n° 574 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : sur la mission de la commission effectuée en Israël et dans les Territoires palestiniens du 10 au 16 octobre 2018 [n° 145 (2018-2019)] (21 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 151 tome 5 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Antoine Petit, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Centre national de recherche scientifique (CNRS).

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sandrine Rousseau, présidente de l'association Parler.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des Droits, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences économiques du retrait de la candidature française à l'Exposition universelle de 2025 -

Audition de M. Jean-Christophe Fromantin, président du conseil d'administration d'EXPOFRANCE 2025.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Un nouveau baccalauréat pour construire le lycée des possibles » - Audition de M. Pierre Mathiot, professeur des universités en science politique à Sciences Po Lille.

Audition de Mme Michèle Benbunan, présidente-directrice générale de Presstalis.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation de la rencontre du 8 mars 2018 avec des élues.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réseau culturel extérieur de la France - Audition de M. Pierre Vimont, ambassadeur de France.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Pour un nouveau modèle de financement de l'audiovisuel public : trois étapes pour aboutir à la création de « France Médias » en 2020 » - Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Pierre Leleux et André Gattolin.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Erik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport « Voyage au pays des bibliothèques, Lire aujourd'hui, Lire demain... ».

Réunion du jeudi 22 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition des co-fondateurs de Women Safe - Institut en Santé Génésique, le Docteur Pierre Foldès, urologue, et Frédérique Martz, directrice générale, sur les mutilations sexuelles féminines et le fonctionnement de l'Institut.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Françoise Thébaud, historienne, professeure émérite à l'université d'Avignon.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Damerval, président-directeur général de l'Agence nationale de la recherche.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « L'action du CSA sur les droits des femmes - bilan et perspectives » - Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le bilan et les perspectives de l'action du CSA sur les droits des femmes.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Fottorino, directeur de la publication de l'hebdomadaire « Le 1

», dans le cadre du suivi par la commission de la situation de la distribution de la presse.

Audition de M. Nicolas Sauzay, président de la coopérative des magazines, actionnaire à 75 % de Presstalis.

Situation de la distribution de la presse - Audition de M. Marc Schwartz.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Mercier sur les conclusions du groupe de travail de la commission des lois sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs.

Échange de vues sur le projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du lundi 11 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations - Table ronde avec les représentants du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN), du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) et de Reporters sans frontières (RSF).

Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations - Table ronde avec les responsables de l'information de France Télévisions, M6, CNews, France 24, Europe 1 et Franceinfo.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Présentation par Mmes Annick Billon, Laure Darcos et Laurence Rossignol, co-rapporteuses, de l'avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur la formation à l'heure du numérique - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 juillet 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Bilan de la session 2017-2018 et programme de travail de la session 2018-2019.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Bühler, président de l'Institut français.

Communication de Mme Catherine Morin-Desailly, présidente, sur le colloque du 12 juillet 2018 relatif à l'avenir de l'audiovisuel public.

Réunion du mardi 2 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation pour 2018-2019.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Audition conjointe.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Suite de l'examen du rapport sur l'évaluation de l'application de la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique de Mme Annie Delmont-Koropoulis, sénatrice et de M. Jean-François Eliaou, député.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les évolutions prévues dans le PLFSS 2019 en matière de congé maternité des travailleuses indépendantes.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (crédits « Enseignement technique agricole » de la mission « Enseignement scolaire » et crédits « Enseignement supérieur et recherche agricoles » de la mission « Recherche et enseignement supérieur »).

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 78 et 78 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Gilles Bloch, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président de

l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Audition publique, ouverte à la presse, sur le bilan du fonctionnement des algorithmes de la plateforme Parcoursup, dans le prolongement de l'audition publique du 16 novembre 2017 sur les algorithmes au service de l'action publique (le cas du portail Admission Post-Bac).

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la loi visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur le futur programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon Europe » - Communication.

(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Échange de vues sur le programme de travail 2019.

Examen de la note scientifique sur les lanceurs spatiaux réutilisables (Jean-Luc Fugit, député, rapporteur).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 111

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendements n° 103 rectifié ter, n° 191 rectifié ter et n° 193 rectifié quater** (*Limitation des recours abusifs contre les décisions relatives aux ICPE et IOTA*) : p. 2350 p. 2351

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Non-assistance à personne en danger - Cas d'un mineur de moins de quinze ans - Circonstances aggravantes*) : p. 3116

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3375

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (31 mai 2018) - **Article 3 quater** (*Demande de rapport sur les lignes les moins circulées*) : p. 5124

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 14 rectifié** (*Librairie indépendante de référence - Subventions*) : p. 6046 p. 6047

- **Question orale sans débat sur la réforme de la tarification des établissements et services médico-sociaux** - (19 juin 2018) : p. 6187 p. 6188

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 412 rectifié ter** (*Persécutés liés au genre*) : p. 6337

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 AA - Amendement n° 29 rectifié ter** (*Bénéficiaire de l'aide médicale d'urgence - Absence de droit à réduction tarifaire dans les transports - Décorrélation*) : p. 6477 p. 6478 - **Organisation des travaux** : p. 6486

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 19 bis** (*art. 131-30, 131-30-2, 222-48, 225-21, 414-16 et 435-14, et 213-2, 215-2, 221-11, 221-16, 222-64, 311-15, 312-14, 321-11,*

322-16, 324-8, 431-27, 434-46, 442-12 et 443-7 [abrogés] du code pénal, art. L. 541-1 [abrogé] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Élargissement du champ d'application et prononcé obligatoire de la peine d'interdiction du territoire français) : p. 6598 - **Article 22** (*art. L. 313-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Carte de séjour temporaire pour les jeunes au pair*) : p. 6623

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (28 juin 2018) - **Article 11** (*art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L.230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique*) : p. 7601 p. 7613 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 83** (*Menu végétarien quotidien dans les cantines des établissements scolaires, universitaires et d'accueil de la petite enfance - Expérimentation*) : p. 7625

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 14 sexes - Amendement n° 494 rectifié** (*Traitements dangereux - Information des riverains*) : p. 7859

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 2** (*art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles*) : p. 9127

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 5 rectifié bis** (*Aggression sexuelle à l'encontre de personnes en situation de détresse économique - aggravation des peines*) : p. 9187 - **Article additionnel - Amendements n° 64 rectifié bis et n° 88 rectifié bis** (*Information et éducation à la sexualité dans les établissements scolaires*) : p. 9232

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 5** (*art. L. 6316-1 et L. 6316-2 à L. 6316-5 [nouveaux] du code du travail - Qualité des actions de formation*) : p. 9520 - **Article 10** (*art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle*) : p. 9582 p. 9583 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 108 rectifié bis** (*Périodes d'observation en milieu professionnel - Étudiants*) : p. 9589

- **Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les écoles et les collèges [n° 625 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 10004

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 5 quater** (*art. L. 321-39 du code de l'urbanisme - Composition et missions du comité consultatif de l'établissement public d'aménagement de Paris-Saclay*) : p. 10852

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 15** (*art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encounter*) : p. 10985

- **Débat sur la réforme du baccalauréat** - (3 octobre 2018) : p. 13392

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14758

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 427 rectifié bis** (Cotisations sociales pour les artistes-auteurs - Compensation) : p. 15443

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 51 rectifié bis, n° 110 rectifié ter et n° 584 rectifié** (Transports inter-établissements - Publication annuelle des tarifs) : p. 15566

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article 40** (art. L. 2112-8 et L. 2135-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 174-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Prise en charge de l'intervention précoce pour l'autisme et les troubles du neuro-développement) : p. 15666 - **Article 47** (art. L.623-1, L. 623-4 et L. 663-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 722-10, L. 732-10, L. 732-10-1 et L. 732-12-2 du code rural et de la pêche maritime - Harmonisation des modalités d'indemnisation du congé maternité) : p. 15718

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 132 (2018-2019)]** - (20 novembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15854

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 8 (priorité)** (art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets) : p. 16835 p. 16836 p. 16840 p. 16844 - **Articles additionnels après l'article 8 (priorité) - Amendements n° I-47 rectifié, n° I-110 rectifié bis et n° I-989** (Produits non recyclables - TGAP) : p. 16859 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-48 rectifié et n° I-111 rectifié bis** (Produits non alimentaires et non couverts par la REP - éco-contribution) : p. 16860

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat (II)** - (27 novembre 2018) : p. 16897

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° i-102 rectifié ter** (Dons faits par les particuliers à un organisme d'intérêt général ou reconnu d'utilité publique - Réduction d'impôt) : p. 16904 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° I-331 rectifié** (Don à un organisme d'intérêt général ou reconnu d'utilité publique - Réduction d'impôt) : p. 16905 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-906** (Chercheurs étrangers - Régime fiscal) : p. 16923

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des

procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière) : p. 17114 p. 17118

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2018) : p. 17759 - **État B** : p. 17774 - **Article additionnel après l'article 78 - Amendement n° II-539** (Annexe budgétaire - Lutte contre le cancer pédiatrique - Financement de la recherche fondamentale) : p. 17783

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (6 décembre 2018) - **Action et transformation publiques - État B** : p. 18133

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 53** (art. 73 B du code général des impôts - Plafonnement de l'abattement sur les bénéficiaires en faveur des jeunes agriculteurs) : p. 18262 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-183 rectifié et n° II-343 rectifié bis** (Convention ANRU - Démolition-reconstruction de logements locatifs sociaux - Exonération de taxe foncière) : p. 18342 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-388 rectifié** (Professionnels de santé exerçant en libéral - Abattement sur la taxe foncière) : p. 18342 p. 18343 - **Article 56 bis (nouveau)** (art L. 2333-34, L. 2333-34-1 [nouveau], L. 2333-35 et L. 2333-38 du code général des collectivités territoriales - Aménagements à la taxe de séjour) : p. 18358 p. 18363

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article 56 quater** (art. 231 ter et 1599 quater C du code général des impôts - Taxe annuelle sur les bureaux, commerces, locaux de stockages et de stationnement et taxe additionnelle sur les surfaces de stationnement en Île-de-France) : p. 18392 - **Article 57** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation d'un an du crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique, CITE) : p. 18413 p. 18414 - **Article 58 bis (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Maintien du prêt à taux zéro pour les signataires d'un contrat de location-accession) : p. 18429 - **Article additionnel après 58 ter - Amendement n° II-389 rectifié bis** (Services à la personne - Crédit d'impôt contemporain - Instauration) : p. 18433 - **Article additionnel après l'article 58 quinquies - Amendement n° II-629** (Plan « Action Cœur de Ville » - Zone B2 et C - Dispositif Pinel - Éligibilité) : p. 18438 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-84 rectifié quinquies** (Centres d'hébergement de personnes en difficulté - Livraison de locaux - Taux réduits de TVA) : p. 18483 - **Article 64 ter (nouveau)** (art. 19-2 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, et art. 89 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998 - Réduction des droits dus par les entreprises artisanales au titre de leur immatriculation au répertoire des métiers) : p. 18485

DARMANIN (Gérald)
ministre de l'action et des comptes
publics

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 385 (2017-2018)] (28 mars 2018) - Budget - Économie et finances, fiscalité - Justice - Société.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3926 p. 3927 p. 3928 p. 3934 p. 3935 p. 3937 p. 3938 p. 3940 p. 3941 p. 3942

- **Rappel au règlement** - (18 avril 2018) : p. 3942

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8832 p. 8835 - **Demande de réserve** : p. 8838 - **Discussion générale** : p. 8839 p. 8840 p. 8842 p. 8843 p. 8844 p. 8847 p. 8848 - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 10 B du livre des procédures fiscales - *Concours des agents de la direction générale des finances publiques aux enquêtes du procureur de la République en cas de blanchiment*) : p. 8849 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 6 et n° 19** (Obligation pour le juge de l'impôt de statuer sur l'ensemble des moyens soulevés par les parties) : p. 8850 p. 8851 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 11 et n° 20** (Articulation des procédures pénales avec les procédures de contentieux fiscal) : p. 8852 p. 8853 p. 8854 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 14** (Information des représentants syndicaux sur la situation fiscale de l'entreprise) : p. 8855 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 2** (Instances représentatives du personnel - Information sur les mouvements fiscaux et sociaux de l'entreprise) : p. 8855 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 13** (Possibilité pour les associations de lutte contre la délinquance financière d'intervenir dans les dossiers de fraude fiscale) : p. 8856 - **Article 1er (supprimé)** (art. 28-2 du code de procédure pénale - Renforcement de la police fiscale) : p. 8856 p. 8859 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n°18 rectifié et n° 106 rectifié** (Sécurisation de la procédure de rescrit fiscal - Amélioration du dialogue entre l'administration et les contribuables) : p. 8861 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 4 et n° 21 rectifié** (Régime du délit douanier de blanchiment) : p. 8863 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n°16 rectifié** (Information de l'Agence des participations de l'État) : p. 8863 - **Article 3** (art. L. 135 ZJ [nouveau] et art. L. 135 ZK [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 59 octies du code des douanes, et art. L. 114-12-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Échange d'informations entre administrations à des fins de lutte contre la fraude) : p. 8864 p. 8865 p. 8866 p. 8867 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1** (Obligation déclarative afférente aux comptes à l'étranger - Portée) : p. 8867 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 24 rectifié bis et 25 rectifié bis** (Lutte contre la fraude documentaire) : p. 8868 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 77 rectifié, n° 75 rectifié et n° 76 rectifié** (Lutte contre la fraude sociale, le travail dissimulé et le prêt illicite de main d'oeuvre) : p. 8869 p. 8870 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 28 rectifié** (Fraude documentaire - Rapport au Parlement) : p. 8871 - **Article 4** (art. 242 bis, art. 1649 quater A bis, art. 1731 ter, art. 1736 et art. 1754 du

code général des impôts, art. L. 114-19-1 du code de la sécurité sociale, et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Précision des obligations déclaratives fiscales des plateformes d'économie collaborative) : p. 8873 p. 8874 p. 8875 - **Article 9** (art. 495-16 et 804 du code de procédure pénale - Extension de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité à la fraude fiscale) : p. 8894 - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 41-1-2 du code de procédure pénale - Convention judiciaire d'intérêt public en matière de fraude fiscale) : p. 8895 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 116** (Limitation des quantités de tabac manufacturé transportées par un particulier) : p. 8896 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 117** (Fabrication, détention, vente ou transport illicites de tabac - Amendes) : p. 8897 p. 8898 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 35 rectifié ter et n° 36 rectifié ter** (Contrebande de tabac en bande organisée - Usage de la procédure applicable à la criminalité et à la délinquance) : p. 8901 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 40 rectifié bis** (Lutte contre le trafic de tabac opéré par des étrangers en France) : p. 8902 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 37 rectifié ter** (Illégalité de l'achat de tabac sur internet) : p. 8903 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 38 rectifié ter** (Régime fiscal dérogatoire applicable au tabac en Corse - Suppression) : p. 8904 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 17** (Lutte contre les montages fiscaux fondés sur les transferts anormaux de bénéfices) : p. 8904 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 15** (Schémas d'optimisation fiscale - Communication à l'administration fiscale) : p. 8905 - **Article 11** (art. 238-0 A, 39 terdecies, 125-0 A, 182 A bis, 182 A ter, 182 B, 244 bis, 244 bis B, 39 duodecies, 119 bis, 125 A, 145, 150 ter, 187, 163 quinquies C, 163 quinquies C bis, 219, 792-0 bis du code général des impôts, et art. L. 62 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la liste des États et territoires non coopératifs) : p. 8908 p. 8909 p. 8910 p. 8911 p. 8912 p. 8913 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 53 rectifié** (Droit de reprise de l'administration) : p. 8914 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 61** (Interdiction faite aux banques françaises d'exercer dans certains États) : p. 8915 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 66** (Transmission des notes d'information de Tracfin au Parquet national financier) : p. 8915 p. 8916 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 66 rectifié** (Transmission des notes d'information de Tracfin au Parquet national financier) : p. 8916 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 67** (Publicité du registre des bénéficiaires des sociétés) : p. 8916 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 62** (Code de conduite du groupe AFD - Application à l'ensemble des États et territoires non coopératifs) : p. 8916 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 88** (Code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises - Portée normative) : p. 8917 - **Article 12 (nouveau)** (art. L. 247 et art. L. 251 A du livre des procédures fiscales - Rétablissement de la faculté transactionnelle de l'administration fiscale en cas de poursuites pénales) : p. 8918 p. 8919 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 7 rectifié et n° 60 rectifié** (Sécurisation des règlements transactionnels fiscaux) : p. 8920 - **Article 13 (nouveau)** (art. L. 141 B [nouveau], L. 228, L. 228 A et L. 232 du livre des procédures fiscales, article 1er de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 - Conditions du dépôt des plaintes pour fraude fiscale par l'administration) : p. 8923 p. 8924 p. 8925 p. 8926 p. 8927 - **Article 9 ter (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Possibilité pour le parquet d'engager la poursuite du délit de blanchiment de fraude fiscale) : p. 8928 p. 8929 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 59 rectifié bis** (Abus de droit - Définition) : p. 8929 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8931

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9681 p. 9682 p. 9683 p. 9685 p. 9686 p. 9688 p. 9689 p. 9692 p. 9693 p. 9694 p. 9695 p. 9697 p. 9700 p. 9701 p. 9702 p. 9703 - **Article 6** (Comptes spéciaux - Dispositions relatives aux

autorisations d'engagement, aux crédits de paiement et aux découverts autorisés. Affectation des soldes) : p. 9731 - Explications de vote sur l'ensemble : p. 9732

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Deuxième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 5** (Rectification des tableaux d'équilibre 2018) : p. 15294

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7** (art. L. 241-17 [nouveau] et L. 241-18 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations salariales sur le recours aux heures supplémentaires et complémentaires) : p. 15300 p. 15301 p. 15303 p. 15304 p. 15305 p. 15307 p. 15308 p. 15309 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 482** (Assujettissement des revenus financiers des sociétés financières et des sociétés non financières à une contribution d'assurance vieillesse) : p. 15310 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 121 rectifié et n° 182** (Sapeur-pompier volontaire - Exonération de charges patronales) : p. 15311 p. 15312 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 280 rectifié quater et n° 331** (Contrat responsable - Respect des garanties de branche - Subordination) : p. 15326 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 330 rectifié** (Covoiturage - Contribution de l'employeur) : p. 15327 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 485** (« Objectif 32 heures » - Expérimentation) : p. 15328 - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 131-6-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 411-9 et L. 411-10 du code du tourisme - Régime social des avantages relevant des activités sociales et culturelles) : p. 15330 - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15340 p. 15341 p. 15342 p. 15344 p. 15345 p. 15346 p. 15349 p. 15350 p. 15351 p. 15368 p. 15369 p. 15371 p. 15372

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15391 p. 15402 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 490** (Présence des organisations professionnelles d'employeur au sein du Conseil de la caisse primaire d'assurance maladie - Suppression) : p. 15409 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 291 rectifié** (Particulier employeur - Déduction de charges par heure déclarée) : p. 15410 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 492** (Allègements généraux de cotisations sociales patronales - Limitation aux seules entreprises qui s'engagent à augmenter leurs rémunérations) : p. 15410 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 177 rectifié quater** (Zone de revitalisation rurale - Exonération des cotisations employeurs en faveur des organismes d'intérêt général et associations - Rétablissement) : p. 15411 - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Alignement du régime social de la rupture conventionnelle collective sur celui des plans de sauvegarde de l'emploi en matière d'assujettissement au forfait social) : p. 15412 p. 15412 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié bis** (Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente des produits alimentaires à référence alcoolique - Taxation) : p. 15426

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 17** (art. L. 133-4-2 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale - Modulation des sanctions) : p. 15492 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 201** (Salariés des opérateurs de transport urbain - Carte de service - Absence d'avantage en nature) : p. 15493 p. 15494 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 509** (Fraude patronale aux cotisations sociales - Rapport au Parlement) : p. 15495 - **Article 19** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0-S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État et entre régimes de sécurité sociale) : p. 15504 p. 15505 p. 15506 p. 15507 p. 15508 p. 15509 p. 15511 p. 15512 p. 15516 p. 15517 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 253 rectifié ter** (Pensionnés non résidents fiscaux - Exonération de cotisation assurance maladie) : p. 15519

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15748 p. 15749 p. 15755 p. 15757 p. 15758 p. 15759 p. 15760 p. 15761 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** (Fonds d'investissement de Proximité (FIP) - Corse) : p. 15763 - **Article 2** (art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Ajustement des recettes du compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique ») : p. 15765 p. 15766 - **Article 4 et état A annexé** : p. 15777

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16630 p. 16631 p. 16632 - **Question préalable** : p. 16639

Discussion générale :

: p. 16642 p. 16645

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat (I)** - (27 novembre 2018) : p. 16894

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tweet du ministre de l'action et des comptes publics** - (27 novembre 2018) : p. 16895 p. 16896

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat (II)** - (27 novembre 2018) : p. 16897 p. 16898

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]** (suite)

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (11 décembre 2018) - **Rappel au règlement** : p. 18503 p. 18504 - **Demande de seconde délibération** : p. 18504 p. 18506 - **Article 39 et état B** (Crédits du budget général) : p. 18516 p. 18517 - **Article 38 (pour coordination)** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 18521 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18531

DARNAUD (Mathieu)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Premier vice-président, chargé de la simplification des normes de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 466 (2017-2018)] relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 546 (2017-2018)] (6 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : enjeux et perspectives » [n° 642 tome 1 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer : Risques naturels majeurs : urgence déclarée outre-mer - Rapport [n° 688 tome 1 (2017-2018)] (24 juillet 2018) - **Environnement - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer : Risques naturels majeurs : urgence déclarée outre-mer - Auditions [n° 688 tome 2 (2017-2018)] (24 juillet 2018) - **Environnement - Outre-mer.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Fortifier la démocratie de proximité - Trente propositions pour nos communes [n° 110 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Audition de MM. Loïc Cauret, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et Charles-Eric Lemaignan, premier vice-président.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne.

Réunion du lundi 19 février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Visite du siège de Météo France à Saint-Mandé.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Audition des représentants des forces armées.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs - Visioconférence avec la Polynésie française.

Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Audition des opérateurs de réseaux.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Visioconférence avec la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Visioconférence avec la Guyane.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et la vitalité de la démocratie locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Richard sur le rapport « Refonte de la fiscalité locale ».

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Maxence Creusat, commissaire de police à la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements -

Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde inaugurale : rapport d'information sur le rôle des communes dans les intercommunalités.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Serge Morvan, commissaire général à l'égalité des territoires, sur la mise en oeuvre de l'Agence nationale des territoires.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le contournement du Teil et la RN 102** - (6 mars 2018) : p. 1904

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2023

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2452 p. 2453

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3479

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la neutralité des services de l'éducation nationale** - (10 avril 2018) : p. 3556

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3779 p. 3783 p. 3784 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communauté de communes et des communautés d'agglomération) : p. 3795

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5710 - **Question préalable** :

p. 5715 p. 5716 - **Discussion générale** : p. 5731 p. 5733 - **Article 3** (Possibilité pour l'Agence nationale pour la cohésion des territoires de créer des filiales et de détenir des participations dans des organismes intervenant dans son domaine de compétence) : p. 5739 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 7 rectifié** (Communes déléguées d'une commune nouvelle) : p. 5741 - **Article 9** (art. L. 5211-17-1 à L. 5211-17-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Exercice territorialisé des compétences intercommunales) : p. 5742 - **Article 10** (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement) : p. 5744 p. 5745 p. 5749 p. 5750 - **Article 11** (art. L. 5211-18, L. 5211-45-1 [nouveau], L. 1111-10, L. 2336-3, L. 5210-1-2, L. 5111-6, L. 5211-41-3, L. 5212-27 et L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 300-6-1 du code de l'urbanisme ; art. 1465 A du code général des impôts - Liberté de la coopération intercommunale) : p. 5751 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4 rectifié** (Intercommunalités - Mise en place d'une conférence des maires au-delà de 20 communes) : p. 5753 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 5 rectifié** (Réunion annuelle d'information de tous les conseillers municipaux d'un EPCI) : p. 5754 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 238, L. 255-2 à 255-4 [abrogés] et L. 429 du code électoral - Suppression de l'obligation de déclaration des candidatures aux élections municipales dans les communes de moins de 1 000 habitants) : p. 5759 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 46 rectifié** (Composition des listes aux élections municipales - Assouplissement des règles) : p. 5761 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 11** (Mode d'élection des conseillers communautaires dans les communes de plus de 1 000 habitants) : p. 5762 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 12** (Mode d'élection des conseillers communautaires dans les communes de moins de 1 000 habitants) : p. 5762 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 17** (Transparence de l'action communautaire - Amélioration du rapport d'activité annuel des EPCI de plus de 50 000 habitants) : p. 5764 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 1 rectifié quater** (Développement des services d'ingénierie départementaux au profit des communes et EPCI de moins de 50 000 habitants) : p. 5765 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 23 rectifié bis** (Conventions entre les départements et l'État pour la gestion de l'entretien des routes nationales) : p. 5768 - **Article 17** (art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 5311-3, L. 5311-3-1, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - Compétences des régions en matière d'emploi, d'apprentissage et de formation professionnelle) : p. 5770 - **Article 18** (art. L. 123-1, L. 211-7, L. 214-2, L. 232-1, L. 614-3 [abrogé], L. 671-1, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1, L. 684-2, L. 711-1, L. 711-4, L. 711-6, L. 718-5 et L. 752-1 du code de l'éducation, art. L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des compétences des régions en matière d'enseignement supérieur) : p. 5771 - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 2121-19, L. 3121-20 et L. 4132-20 du code général des collectivités territoriales - Séances réservées aux questions orales posées par l'opposition) : p. 5773 - **Article 20 ter (nouveau)** (art. L. 1621-3 et L. 2123-12-1 du code général des collectivités territoriales - Droit à la formation des élus locaux) : p. 5773 p. 5774 - **Article 20 quater (nouveau)** (art. L. 3313-1 et L. 4313-1 du code général des collectivités territoriales - Publicité de l'état récapitulatif des subventions attribuées par les départements et les régions) : p. 5775 - **Article additionnel après l'article 20 quater - Amendement n° 18** (EPCI de plus de 10 000 habitants - Obligation d'annexer à leur compte administratif un état récapitulatif des subventions) : p. 5775 - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 48** (Inscription dans le code général des collectivités territoriales d'un statut de l'élu) : p. 5775 p. 5776 - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 49** (Suppression de la référence au caractère « gratuit » des fonctions municipales dans le code général des collectivités territoriales) : p. 5777

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 10** (Conseiller communautaire - Fin de l'incompatibilité résultant d'un emploi salarié - Effets) : p. 5819 - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 54** (Personne dépositaire de l'autorité - Circonstance aggravante - Suppression) : p. 5819 - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 50** (Favoritisme - Erreur non intentionnelle de procédure dans l'attribution d'un marché - Absence de délit) : p. 5820 - **Article 21** (art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des conditions de mise en oeuvre des délégations de compétences) : p. 5820 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 20 rectifié** (Compétence PLU - Commune intégrant un EPCI à fiscalité propre) : p. 5821 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 19 rectifié** (Répartition des compétences entre communes et intercommunalités) : p. 5821 - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 5211-4-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Participation des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à des groupements de commandes) : p. 5822 - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales - Élection du maire et de ses adjoints par un conseil municipal incomplet) : p. 5823 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 21 rectifié bis** (Communauté urbaine - Compétences de voirie - Restriction) : p. 5826 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 57 rectifié** (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères) : p. 5828 - **Article 22** (art. L. 3111-7 du code des transports - Subdélégation par les départements de la compétence en matière de transports scolaires) : p. 5828 - **Article 23** (art. L. 1613-5-1 A [nouveau] et L. 1613-5-1 du code général des collectivités territoriales - Délai de notification des attributions individuelles au titre de la dotation globale de fonctionnement) : p. 5829 - **Article 24** (art. L. 422-8 et L. 423-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Droit de timbre en matière d'autorisations d'urbanisme) : p. 5830 p. 5831 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 29 rectifié bis** (Commission de dotation des équipements ruraux, DETR - Subventions - Avis) : p. 5832 p. 5833 - **Article 25 (nouveau)** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Modification du seuil minimal de participation d'une petite commune maître d'ouvrage à une opération d'investissement) : p. 5833 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 58 rectifié bis** (Section de communes - Régime) : p. 5834 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 53 rectifié ter** (Participation des établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, aux Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, CAUE) : p. 5835

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 2** (art. L. 325-1 du code de l'urbanisme - Création de l'Agence nationale pour les centres-villes et centres-bourgs (ANCC) et extension du champ d'intervention de l'EPARECA dans les périmètres des conventions OSER) : p. 5993

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6218

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 1er** (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15096 p. 15112 p. 15113 - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence) : p. 15116 - **Article 3** (Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales)

(Conseil d'administration) : p. 15134 p. 15135 - **Article 5** (art. L. 1232-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Organisation territoriale de l'agence) : p. 15140 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1 rectifié**, (Agence nationale de la cohésion des territoires - Commission départementale saisie pour avis - Création) : p. 15142 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 4 rectifié** (Agence nationale de la cohésion des territoires - Délégué territorial de l'agence - Compétences) : p. 15143 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15152

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. L. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15393 p. 15398

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales) : p. 16543

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les obligations de service public d'Orange** - (22 novembre 2018) : p. 16650

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut de l'élu** - (22 novembre 2018) : p. 16651

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dialogue entre les élus locaux et le gouvernement** - (22 novembre 2018) : p. 16655 p. 16656

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17947 p. 17969

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18557

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outremer - Deuxième lecture [n° 200 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21584

DARRIEUSSECQ (Geneviève)
secrétaire d'État auprès de la ministre
des armées

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les services publics de santé dans la Nièvre et les territoires ruraux** - (16 janvier 2018) : p. 33

- **Question orale sans débat sur le service national universel** - (16 janvier 2018) : p. 34

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la crise migratoire dans le Calvados** - (16 janvier 2018) : p. 35

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 24 rectifié ter** (*Journée défense et citoyenneté - Exemptions*) : p. 4460 - **Article 11 bis A (nouveau)** (*Rehaussement de l'âge d'accessibilité à la période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale*) : p. 4460 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 20 rectifié bis** (*Étudiant réserviste - Aménagement des études*) : p. 4461 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 8** (*Écoles de fonctionnaires - Période d'engagement militaire ou civique - Rapport au Parlement*) : p. 4462 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 6 rectifié ter** (*Suivi médical des militaires et de leur famille*) : p. 4465 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions relatives au service militaire volontaire*) : p. 4470 p. 4471

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 113-6, L. 164-1, L. 612-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - Mises en conformité constitutionnelle et organique de certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre*) : p. 4533 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 115** (*Supplétifs de statut civil de droit commun - Rapport au Parlement*) : p. 4535 p. 4536 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 21 rectifié bis** (*Médaille d'honneur du monde combattant - Rapport au Parlement*) : p. 4537 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 30** (*Militaires ne participant pas directement aux combats - Décorations - Rapport au Parlement*) : p. 4539

p. 4540 - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (*Application du SOFA OTAN pour les activités internationales se déroulant en France*) : p. 4540 - **Article 32** (*art. L. 151-4, L. 154-4 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - Réforme du contentieux des pensions militaires d'invalidité*) : p. 4542 p. 4543 p. 4544 p. 4545 - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 121-2 du code des pensions militaires et des victimes de guerre - Présomption d'imputabilité au service en cas de blessures ou maladies survenues pendant le service*) : p. 4546 p. 4547 - **Article 36** (*ordonnances n° 2051-1534 du 26 novembre 2015 prise en application de l'art. 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 et portant diverses dispositions concernant la défense, les anciens combattants et l'action de l'État en mer, n° 2015-1781 du 28 décembre 2015 relative à la partie législative du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et n° 2016-982 du 20 juillet 2016 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense - Ratification d'ordonnances*) : p. 4547 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 89** (*Conseil national de l'ordre des pharmaciens - Représentation du ministère des armées*) : p. 4548 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendement n° 90** (*Coordination entre les différents codes*) : p. 4550 - **Article 42** (*Applicabilité outre-mer*) : p. 4554 - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4612 p. 4613 p. 4614 p. 4615

- **Question orale sans débat sur les travaux de réfection du commissariat de Narbonne** - (19 juin 2018) : p. 6193 p. 6194

- **Question orale sans débat sur le départ de l'ONERA du site de Meudon** - (19 juin 2018) : p. 6194

- **Question orale sans débat sur l'encouragement des langues minoritaires** - (19 juin 2018) : p. 6195

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la surveillance de la zone économique maritime** - (5 juillet 2018) : p. 9204

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le service national universel** - (5 juillet 2018) : p. 9206

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2018) : p. 17498 p. 17499 - **État B** : p. 17501 p. 17503 p. 17504 p. 17506 p. 17507

DAUBRESSE (Marc-Philippe)
sénateur (Nord)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (27 juillet 2018).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompier volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle parlementaire du renseignement [n° 470 (2017-2018)] (11 mai 2018) - **Défense - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure de divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 567 (2017-2018)] portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 604 (2017-2018)] (27 juin 2018) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la méréule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme : un an après [n° 220 (2018-2019)] (19 décembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en oeuvre de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris.

Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice - Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation de la suppression de la taxe d'habitation** - (16 janvier 2018) : p. 54

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la plateforme « Parcoursup » (II)** - (16 janvier 2018) : p. 59

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût et le financement des EHPAD** - (1er février 2018) : p. 844

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les EHPAD (II)** - (1er février 2018) : p. 846

- **Question orale sans débat sur le retour en France des djihadistes de nationalité française** - (13 février 2018) : p. 1431 p. 1432

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la PAC et la diminution des dotations** - (20 février 2018) : p. 1580

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le climat social** - (5 avril 2018) : p. 3458

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5169

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le concert du rappeur Médine au Bataclan** - (12 juin 2018) : p. 5720

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (12 juin 2018) : p. 5723 p. 5724

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat et le gazole** - (12 juin 2018) : p. 5725

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'huile de palme** - (12 juin 2018) : p. 5726

- **Question orale sans débat sur les ajustements au projet de loi portant évolution du logement** - (3 juillet 2018) : p. 8820 p. 8821

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du partage des richesses en France** - (10 juillet 2018) : p. 9433

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion (I)** - (10 juillet 2018) : p. 9434

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle du Premier ministre** - (10 juillet 2018) : p. 9436 p. 9437

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9971 p. 9972 p. 9977 p. 9990 p. 9991

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10815 p. 10816 p. 10818 - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10828 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1115** (Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Réquisition temporaire) : p. 10849 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 136 rectifié** (Opérations d'aménagement - Encadrement des prix du foncier) : p. 10874 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 139 et n° 613** (Bâtiments publics vacants - Mobilisation) : p. 10885 - **Article 12 bis A** (art. L. 141-3 du code de l'urbanisme - Période couverte par le bilan de consommation d'espace du schéma de cohérence territoriale) : p. 10895 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10897 p. 10898 p. 10899 p. 10900

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 quater B (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones agricoles, naturelles et forestières des communes) : p. 10922 - **Article 12 quater** (art. L. 142-4, L. 111-5, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Consultation de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) : p. 10924 - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral) : p. 10934

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du Comité Action publique (CAP) 22** - (19 juillet 2018) : p. 11055

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]**

(suite) - (19 juillet 2018) - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres) : p. 11081 p. 11083 - **Article 21 bis B** (art. L. 142-1 et L. 142-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Compétences du centre scientifique et technique du bâtiment) : p. 11091 - **Article additionnel après l'article 21 bis C (supprimé) - Amendement n° 717 rectifié ter** (Diagnostic technique "assainissement" - Immeubles raccordés au réseau public de collecte) : p. 11094 p. 11095 - **Article 24** (art. L. 421-9, L. 442-14, L. 480-13, L. 600-1-1, L. 600-1-2, L. 600-3, L. 600-5, L. 600-5-1, L. 600-5-2 [nouveau], L. 600-6, L. 600-7, L. 600-8, L. 600-12, L. 600-12-1 [nouveau], L. 600-13 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses visant à réformer le contentieux de l'urbanisme) : p. 11111 p. 11113 p. 11114 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11123 p. 11124 p. 11125 p. 11128

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 502 rectifié** (Conséquences de la suppression du dispositif d'accession sociale à la propriété dans les collectivités - Rapport) : p. 11158 - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 É, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11175 p. 11176 p. 11177 p. 11183 p. 11188 p. 11204 p. 11205 p. 11206 p. 11207 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 1135 rectifié** (ANRU - Composition du conseil d'administration) : p. 11211 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié** (Prestations de notaires relatives à des transactions entre professionnels - Négociation) : p. 11212 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1,

L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11222 p. 11231 p. 11232

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11364 p. 11367 p. 11369 p. 11375 p. 11381 p. 11384 p. 11385 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 659 rectifié** (Loi SRU - Taux de logements sociaux - Communes bénéficiant de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale) : p. 11396

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de simplification de la carte départementale** - (25 septembre 2018) : p. 13277 p. 13278

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en charge financière des mineurs non accompagnés** - (11 octobre 2018) : p. 13664

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13711 p. 13720

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique étrangère du Gouvernement** - (30 octobre 2018) : p. 14810

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le logement** - (22 novembre 2018) : p. 16647

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18536

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude fiscale** - (18 décembre 2018) : p. 21592

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le loto du patrimoine** - (18 décembre 2018) : p. 21595

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
SOCR

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (13 juillet 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (15 novembre 2018).

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins le 27 juin 2018 ; puis président du 28 juin 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 553 (2016-2017)] relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 238 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Médicaments innovants : consolider le modèle français d'accès précoce [n° 569 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins : Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament [n° 737 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la profession de physicien médical et à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rapport de la Cour des comptes relatif à la prise en charge de l'autisme - Audition de M. Patrick Lefas, président de chambre maintenu.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bourdillon, directeur général de Santé publique France, et du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la santé.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Katia Julienne, candidate pressentie pour le poste de directrice de la Haute Autorité de santé, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR), et de Mme Yannick Moreau, présidente du Comité de suivi des retraites (CSR).

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Patricia Ferrand, présidente, Jean-Michel Pottier, vice-président et M. Vincent Destival, directeur général de l'Unédic.

Situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Olivier Dussot, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Politiques de lutte contre la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy de l'INSEE et de Mme Hélène Périvier de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur et M. Alain Gubian, directeur financier de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss).

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde « Formation professionnelle ».

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Réformes du marché du travail en Italie - Communication de M. Yves Daudigny.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Accès précoce à l'innovation en matière de produits de santé - Examen du rapport d'information.

Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - table ronde des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Table ronde des organisations représentatives des salariés autour de M. Philippe Debruyne, secrétaire confédéral chargé des questions de formation professionnelle et Mme Chantal Richard, secrétaire confédérale chargée des questions d'assurance chômage de la CFDT, MM. Eric Courpottin, Maxime Dumont, Mme Aline Mougenot et M. Michel Charbonnier de la CFTC, M. Jean-François Foucard, secrétaire national en charge de l'emploi et de la formation, et Mme Laurence Matthys, responsable du service juridique, de la CFE CGC, MM. Denis Gravouil et Lionel Lerogeron, membres de la direction confédérale de la CGT et Mme Karen Gournay, secrétaire confédérale de FO.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Constitution.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de la professeure Dominique Le Guludec, présidente de la Haute autorité de santé (HAS), de Mme Catherine Rumeau-Pichon, adjointe à la directrice de l'évaluation médicale, économique et de santé publique de la HAS, du professeur Norbert Ifrah, président de l'Institut national du cancer (INCa) et de M. Thierry Breton, directeur général de l'INCa.

Audition du docteur Patrick Maison, directeur de la surveillance, et de Mme Dominique Debourges, ancienne cheffe du pôle défaut qualité et rupture de stock de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Réunion du vendredi 6 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de M. Emmanuel Déchin, délégué général de la Chambre syndicale de la répartition pharmaceutique (CSRP), et de M. Hubert Olivier, vice-président de la CSRP et président-directeur général d'OCP Répartition.

Audition de représentants de la pharmacie.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 12 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de M. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques et de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), Mmes Anne Carpentier, directrice des affaires pharmaceutiques, Fanny de Belot, responsable des affaires publiques et Annaïk Lesbats, chargée de mission affaires publiques, représentants du syndicat Les entreprises du médicament (LEEM).

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace - Audition de M. Benjamin Ferras, haut fonctionnaire au sein des ministères sociaux, maître de conférences à Sciences Po Paris.

Projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace - Audition de M. Christian Charpy, secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 19 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition conjointe de représentants de centrales d'achats de produits de santé en milieu hospitalier.

Audition de représentants de France Assos Santé.

Auditions du docteur Michèle Surroca, responsable du département des produits de santé à la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam) et de Mme Paule Kujas, adjointe à la responsable.

Réunion du vendredi 20 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de M. Maurice-Pierre Planel, président du Comité économique des produits de santé (CEPS).

Audition de Mmes Catherine Bourrienne-Bautista, déléguée générale, Susana Chamorro, directrice des affaires scientifiques et pharmaceutiques, Marie-Claude Laubignat, responsable de la commission des affaires pharmaceutiques et M. Pierre Banzet, représentant des industriels (Synerlab) de l'association Générique Même Médicament (Gemme).

Audition de représentants de la pharmacie centrale des armées.

Audition de représentants de LOGSanté.

Audition de représentants de Sanofi.

Audition de représentants des syndicats des personnels de Sanofi.

Audition Mme Alexandra Leche, pharmacienne (Eure-et-Loir), M. Patrice Vigier, pharmacien (Nord), et M. Albin Dumas, président de l'Association de pharmacie rurale.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 septembre 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Examen du rapport de M. Jean-Pierre Decool, rapporteur de la mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss).

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du lundi 12 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Perspectives de la future loi santé et organisation de la protection sociale. Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail et nomination de rapporteurs.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du vendredi 21 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Nouvelle lecture [n° 217 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 606

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Article 3 (Droits et devoirs du demandeur)** : p. 872

- **Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 239 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 881

- **Question orale sans débat sur la fiscalité des maisons de santé implantées dans une zone de revitalisation rurale** - (6 mars 2018) : p. 1897 p. 1898

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation professionnelle** - (8 mars 2018) : p. 2071

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3192 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3 (Déclaration d'intérêt général du trafic par wagon isolé)** : p. 3203

- **Suite de la discussion** (29 mars 2018) - **Article 8** (art. L. 2163-1 et L. 2163-2 [nouveaux] du code des transports - *Transfert de personnel entre entreprises ferroviaires*) : p. 3245 - **Article 11** (art. L. 2111-27, L. 2111-28, L. 2111-29, L. 2111-30, L. 2111-31, L. 2111-32, L. 2111-33, L. 2111-34 et L. 2111-35 [nouveaux] du code des transports - *Transformation de Gares et Connexions en société anonyme à capitaux publics*) : p. 3251

- **Débat** : « **Quelles perspectives pour les études de médecine ?** » - (5 avril 2018) : p. 3501 p. 3505

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Article 1er A** (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - *Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4694

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4963

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article 2 quater** (art. L. 1263-2, L. 1264-7 et L. 2121-13 à L. 2121-16 [nouveaux] du code des transports - *Attribution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs*) : p. 5067 p. 5069 - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - *Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires*) : p. 5076 p. 5092 p. 5094 - **Article 3 bis B** (art. L. 2121-2 et L. 2121-12 du code des transports - *Information de l'État et des collectivités territoriales concernées en cas de modification de la consistance d'un service librement organisé*) : p. 5116 p. 5117 p. 5118 - **Article 3 quater** (*Demande de rapport sur les lignes les moins circulées*) : p. 5128 - **Article 10 (supprimé)** (*Demande de rapport sur la diminution des émissions de carbone du matériel roulant*) : p. 5152 - **Intitulé du projet de loi** : p. 5154

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 117** (*Fabrication, détention, vente ou transport illicites de tabac - Amendes*) : p. 8899 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 41 rectifié** (*Trafic de cigarettes en bande organisée - Aggravation des peines*) : p. 8899 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 35 rectifié ter et n° 36 rectifié ter** (*Contrebande de tabac en bande organisée - Usage de la procédure applicable à la criminalité et à la délinquance*) : p. 8902 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 40 rectifié bis** (*Lutte contre le trafic de tabac opéré par des étrangers en France*) : p. 8902

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 9428 p. 9429 - **Discussion générale** : p. 9430 p. 9444 - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - *Réforme du compte personnel de formation*) : p. 9459 p. 9462 p. 9467 p. 9472 p. 9473 p. 9481 p. 9482 - **Article 3** (art. L. 6111-6 et L. 6111-6-1 [nouveau] du code du travail - *Réforme du conseil en évolution professionnelle*) : p. 9490 - **Article 4** (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - *Définition des actions de développement des compétences*) : p. 9499 p. 9500

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Rappel au règlement** : p. 9515 - **Article 6** (art. L. 2312-26, L. 6312-1, L. 6315-1, L. 6321-2, L. 6321-6 à L. 6321-16 du code du travail - *Plan de développement des compétences et aménagement du régime de l'entretien professionnel*) : p. 9526

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 14** (art. L. 6113-1 à L. 6113-10 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 335-6 du code de l'éducation - *Nouvelle organisation de la certification professionnelle*) : p. 9644 p. 9645

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9690

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Article 16** (art. L. 2271-1, L. 2272-1, L. 2272-2, L. 6123-3 à L. 6123-7 et L. 6123-8, L. 6123-8-1, L. 6123-8-2, L. 6123-9, L. 6123-10, L. 6123-11, L. 6123-12 et L. 6123-13 [nouveaux] du code du travail - *Réforme de la gouvernance du système de formation professionnelle et création de France compétences*) : p. 9737 p. 9748 p. 9749 - **Article 17** (art. L. 6131-1 à L. 6131-3 [nouveaux], L. 6241-2 à L. 6241-12 et L. 6331-1 à L. 6331-8 du

code du travail, art. 44 quaterdecies, 231 bis T, 235 ter C à 235 ter KM, 237 quinquies, 1599 ter C, 1678 quinquies, 1679 bis B du code général des impôts, art. L. 361-5 du code de l'éducation, art. L. 3414-5 du code de la défense, art. L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 716-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 20 de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, art. 76 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et art. 38 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - Réforme du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage) : p. 9762 - **Article 19** (art. L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3, L. 6332-2, L. 6332-2-1, L. 6332-3, L. 6332-3-1 à L. 6332-4, L. 6332-6, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16, L. 6332-16-1, L. 6332-17, L. 6332-17-1 du code du travail - Transformation des organismes paritaires collecteurs agréés en opérateurs de compétences) : p. 9769 p. 9771 p. 9774 p. 9775

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article 40 bis** (art. L. 1222-9 du code du travail - Recours au télétravail des personnes handicapées) : p. 9873 - **Article 43** (art. L. 3332-17-1, L. 5213-13, 5213-13-1 [nouveau], L. 5213-14, L. 5213-18, L. 5213-19 du code du travail, L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles - Redéfinition du statut et du régime de l'entreprise adaptée) : p. 9883 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 681 rectifié** (Transposition de la directive (UE) 2018/957) : p. 9904

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 67 - Amendement n° 598 rectifié** (Comité de suivi de l'application de la loi - Création) : p. 9963 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9964

- **Nouvelle lecture [n° 692 (2017-2018)]** - (30 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13185 p. 13190

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15251 p. 15263

Première partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre 2017) : p. 15287

Deuxième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 5** (Rectification des tableaux d'équilibre 2018) : p. 15292 p. 15293

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 121 rectifié et n° 182** (Sapeur-pompier volontaire - Exonération de charges patronales) : p. 15313 - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 131-6-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 411-9 et L. 411-10 du code du tourisme - Régime social des avantages relevant des activités sociales et culturelles) : p. 15332 - **Article 8** (art. L. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15342

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15398 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 168 rectifié quater** (Médicaments retraités - Cotisations retraite - Exonération partielle) : p. 15406 - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Alignement du régime social de la rupture conventionnelle collective sur celui des plans de sauvegarde de l'emploi en matière d'assujettissement au forfait social) : p. 15413 - **Article**

additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié ter (Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente des produits alimentaires à référence alcoolique - Taxation) : p. 15428 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 59** (Participation exceptionnelle des organismes complémentaires d'assurance maladie à l'équilibre des comptes de la sécurité sociale) : p. 15454 p. 15455 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 19 rectifié bis, 150 rectifié quater, 216 rectifié et 443 rectifié** (Médicaments génériques - Exclusion de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros) : p. 15471 p. 15472 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 442 rectifié** (Taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros de médicaments - Suppression) : p. 15473 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 151 rectifié quater et n° 445 rectifié** (Taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros de médicaments - Réduction) : p. 15473

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 19** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0 S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État et entre régimes de sécurité sociale) : p. 15502 p. 15506 - **Article 26 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 15531

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 28** (art. L. 162-22-6-2 [nouveau], L. 162-22-10, L. 162-22-12 et L. 162-22-15 du code de la sécurité sociale - Financement forfaitaire de pathologies chroniques) : p. 15555 p. 15556 - **Article 29 octies (nouveau)** : p. 15594 - **Article 33** (art. L. 133-4, L. 162-9, L. 165-1, L. 165-1-4 [nouveau], L. 165-2, L. 165-9 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale ; L. 2132-2-1 et L. 2134-1 du code de la santé publique - Une santé sans frais en optique, aides auditives et prothèses dentaires) : p. 15611

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 39 rectifié bis, n° 238 rectifié bis et n° 401 rectifié** (Étudiants en orthoptie - Possibilité de stages pratiques en cabinet d'orthoptie de ville) : p. 15627 - **Article 34** (art. L. 114-17-1, L. 142-3, L. 160-1, L. 160-3, L. 160-15, L. 162-1-21, L. 162-9, L. 162-16-7, L. 162-40, L. 165-6, L. 211-1, L. 752-4 ; L. 861-1 à L. 861-8, L. 861-10, L. 861-11 [nouveau], L. 862-1, L. 862-2, L. 862-4, L. 862-6, L. 862-7, L. 863-1, L. 863-7-1, L. 864-1, L. 864-2, L. 871-1 et L. 911-7-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 723-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 251-1 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 1110-3, L. 1511-1 et L. 6122-15 du code de la santé publique ; art. L. 1113-1 du code des transports ; art. 34 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle - Amélioration du recours aux dispositifs d'aide à la couverture complémentaire santé) : p. 15635 p. 15636 - **Article 39 bis (nouveau)** (Soutien au développement de la vaccination contre les infections liées aux papillomavirus humains) : p. 15653 - **Article additionnel avant l'article 42 - Amendement n° 234 rectifié quater** (Sécurité sanitaire - Abattements sur l'assiette des contributions au bénéfice des entreprises pharmaceutiques s'engageant sur des investissements consacrés au développement de nouvelles capacités de production situées en France) : p. 15677 p. 15678 - **Article 42** (art. L. 133-4, L. 162-4, L. 162-16-5, L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-1-1 [nouveau], L. 162-16-5-2 à L. 162-16-5-4 [nouveau], L. 162-17, L. 162-17-1-2 [nouveau], L. 162-17-2-1, L. 162-17-2-2 [nouveau], L. 162-17-4, L. 162-18, L. 162-22-7-3, L. 165-1-4 [nouveau] et L. 165-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Adaptations diverses des modalités de prise en charge des produits de

santé) : p. 15685 p. 15687 - **Article additionnel avant l'article 44 - Amendement n° 93** (*Âge minimum légal de départ à la retraite - Relèvement progressif*) : p. 15706 - **Article 44** (*Ajustement exceptionnel de la revalorisation des prestations sociales*) : p. 15708 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 473 rectifié** (*Non-recours aux minimas sociaux - Rapport*) : p. 15738 p. 15739

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15827

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (*art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16792 p. 16793

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 163 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 17187

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-408** (*Structures non lucratives à vocation sociale et soignante - Opérations de travaux - TVA réduite*) : p. 17219

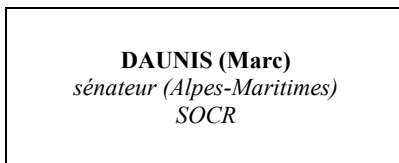
Seconde partie :

Santé

- (6 décembre 2018) - **État B** : p. 18107 p. 18109

- **Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne [n° 201 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21576

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21651 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat*) : p. 21661 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 9 rectifié bis** (*Salaire minimum de croissance - Revalorisation*) : p. 21670



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques de 2024 (7 février 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (27 juillet 2018).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire jusqu'au 7 octobre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : le régime social » [n° 642 tome 3 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse [n° 705 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), accompagnée de M. Loïc Tanguy, directeur de cabinet.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'Alimentation du ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation, du ministère de l'agriculture et de l'alimentation (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne ».

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire - Suite des conclusions à l'issue des auditions.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, candidat proposé à la fonction d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Richard sur le rapport « Refonte de la fiscalité locale ».

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Faciliter l'exercice des mandats locaux ».

Réunion du lundi 16 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Désignation des candidats à la commission mixte paritaire.

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde inaugurale : rapport d'information sur le rôle des communes dans les intercommunalités.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Internet très haut débit par satellite - Table ronde autour de MM. Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques d'Orange, Riadh Cammoun, vice-président en charge des relations institutionnelles de Thales Alenia Space et Jean-François Bureau, directeur des affaires institutionnelles et internationales d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Logement » Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu,

ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

(commission des affaires économiques) : Projet de loi de finances pour 2019 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits «Énergie » - Examen d'un amendement du rapporteur pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (délégation aux collectivités territoriales) : Audition de M. Serge Morvan, commissaire général à l'égalité des territoires, sur la mise en oeuvre de l'Agence nationale des territoires.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (commission des affaires économiques) : Audition de M. Alain Weill, président-directeur général d'Altice France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Rappel au règlement** - (7 mars 2018) : p. 1977

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article unique** : p. 4276 p. 4277 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4277

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9968 p. 9974 p. 9985 p. 9986 p. 9991

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - *Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme*) : p. 10816 p. 10817 p. 10819 p. 10821 - **Article 3** (art. L. 132-7, L. 300-6-1, L. 321-18 à L. 321-20 [abrogés], L. 321-23, L. 321-29, L. 123-23, L. 321-36-3, L. 324-10 [nouveau], L. 422-2, L. 422-3-1 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée - *Mesures diverses concernant le régime applicable aux grandes opérations d'urbanisme et aux opérations d'intérêt national*) : p. 10833 p. 10834 p. 10835 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1115** (*Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Réquisition temporaire*) : p. 10849 - **Article additionnel après l'article 5 septies - Amendement n° 1032 rectifié** (*Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Mise en compatibilité accélérée et simplifiée des documents d'urbanisme - Extension*) : p. 10854 - **Article 8** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 212-1, L. 240-1, L. 321-4, L. 324-1 du code de l'urbanisme - *Dispositions diverses relatives aux acquisitions foncières et aux droits de préemption, de priorité et de délaissement*) : p. 10869

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 376 rectifié bis** (*Certificats d'urbanisme opérationnels - Avis conforme du préfet*) : p. 10913 - **Article 12 quater B (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-11 du code de l'urbanisme - *Dérogations à l'inconstructibilité des zones agricoles, naturelles et forestières des communes*) : p. 10922 - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - *Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral*) : p. 10937 - **Article 12 sexes** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles,*

forestières, et les cultures marines du littoral) : p. 10943 p. 10944 p. 10946 - **Article 13** (*Habilitation à simplifier par ordonnance la hiérarchie des normes des documents d'urbanisme*) : p. 10970 - **Article 16 bis AAA (nouveau)** (art. L. 424-5 du code de l'urbanisme - *Conditions de dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme visant un terrain pour lequel une autorisation a déjà été accordée*) : p. 11005 - **Article 17** (art. L. 423-2 [nouveau], L. 423-3 [nouveau], et L. 426-1 du code de l'urbanisme - *Mise à disposition de l'administration des données relatives aux autorisations d'urbanisme et dématérialisation des démarches d'autorisation d'urbanisme*) : p. 11009

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - *Extension de la dispense du recours à un architecte pour les constructions de faible surface des coopératives d'utilisation de matériel agricole*) : p. 11030 - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - *Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres*) : p. 11079 p. 11080 p. 11082 p. 11084 - **Article 21 bis B** (art. L. 142-1 et L. 142-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Compétences du centre scientifique et technique du bâtiment*) : p. 11090 - **Article 24** (art. L. 421-9, L. 442-14, L. 480-13, L. 600-1-1, L. 600-1-2, L. 600-3, L. 600-5, L. 600-5-1, L. 600-5-2 [nouveau], L. 600-6, L. 600-7, L. 600-8, L. 600-12, L. 600-12-1 [nouveau], L. 600-13 du code de l'urbanisme - *Dispositions diverses visant à réformer le contentieux de l'urbanisme*) : p. 11113 - **Article 24 ter (nouveau)** (art. L. 106-1 à L. 106-3 [nouveaux], L. 132-14 [abrogé] et L. 143-21 du code de l'urbanisme - *Création d'une conférence de conciliation et d'accompagnement des projets locaux et mise en place d'un référent départemental unique*) : p. 11116 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Réorganisation du secteur HLM*) : p. 11123

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexes, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - *Mesures de simplification pour les organismes HLM*) : p. 11175 p. 11178 p. 11193 p. 11195 p. 11197 p. 11199 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - *Modalités de vente des logements sociaux*) : p. 11231 - **Article 34 bis (supprimé)** (art. L. 302-1, L. 631-12-1 à L. 631-12-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, articles L. 151-34 et L. 151-35 du code de l'urbanisme, art. 10 loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 - du 23 décembre 1986 - *Création des résidences junior*) : p. 11280 - **Article 34 ter** (art. 13 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Congé délivré par une SCI familiale*) : p. 11282 - **Article additionnel après l'article 34 ter - Amendement n° 938 rectifié** (*Logement social - L'absence de lien avec la commune d'implantation du logement ne peut*

constituer un motif de non attribution) : p. 11283 - **Article 38** (art. L. 313-35 et L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Gestion en flux des contingents de logements sociaux - Obligations de mixité sociale dans les attributions de logements sociaux -Délégation du contingent préfectoral) : p. 11302 p. 11304 p. 11305

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 40** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 714-1 [nouveau], L. 722-5 et L. 722-16 du code de la consommation - Conciliation des procédures de surendettement et de résiliation du bail) : p. 11331 - **Article 40 bis A (nouveau)** (art. L. 412-1 du code des procédures civiles d'exécution et art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Raccourcissement des délais de la procédure d'expulsion) : p. 11334 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 622 rectifié** (Secteur associatif et caritatif - Statut fiscal des opérations de construction et de rénovation) : p. 11343 - **Article 45 bis** (titre IV du livre Ier, titre VIII [nouveau] du livre II, et chapitre III du titre III du livre II du code de l'action sociale et des familles - Habitat inclusif pour les personnes handicapées et âgées) : p. 11347 p. 11348 - **Article 47 bis** (art. L. 623-1 du code de la consommation - Action de groupe en matière de logement) : p. 11355 - **Article 48** (art. 3, 16, 17, 17-2 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et article L. 631-5 du code de la construction et de l'habitation - Conditions de délivrance de l'agrément aux observatoires locaux des loyers - Suppression du dispositif d'encadrement des loyers dans le code de la construction et de l'habitation) : p. 11359 - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11385 p. 11386 p. 11393 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 624 rectifié** (Loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) - Création de communes nouvelles - Délai pour atteindre leurs obligations SRU) : p. 11398 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 213** (Loi SRU- Objectif de rattrapage - Répartition qualitative de l'offre locative sociale) : p. 11401 - **Article 53 quater C (nouveau)** (art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rétablissement de la clause pénale pour non-paiement des loyers ou charges) : p. 11450

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54 bis G (nouveau)** (art. L. 752-17 et L. 752-19 du code de commerce - Portée des décisions des commissions départementales d'aménagement commercial) : p. 11538 - **Article 54 ter A (nouveau)** (art. L. 752-1 et L. 752-4 du code de commerce - Abaissement général des seuils d'autorisation d'exploitation commerciale - Soumission des entrepôts principalement destinés à l'e-commerce au régime d'autorisation d'exploitation commerciale) : p. 11544 - **Article 55** (art. L. 111-10-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition et modalités d'application de l'obligation de rénovation énergétique pour les bâtiments tertiaires) : p. 11557 p. 11559 p. 11560 - **Article 55 ter** (art. L. 111-10-5 du code de la construction et de l'habitation - Règles applicables au carnet numérique d'information, de suivi et d'entretien du logement) : p. 11574 - **Article additionnel après l'article 56** -

Amendement n° 631 rectifié bis (Marchand de sommeil - Confiscation générale de leur patrimoine) : p. 11582 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendement n° 93 rectifié bis** (Mérulle - Dispositif de lutte) : p. 11605

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-1, L. 615-6, L. 741-1 et L. 741-2 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 522-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique - Mesures pour faciliter et accélérer le traitement des copropriétés dégradées) : p. 11618 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 604** (Syndicat des copropriétaires - Résiliation du contrat de syndic) : p. 11619 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 605** (Assignment syndic - Rôle du conseil syndical) : p. 11621 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 606 rectifié** (Refus du syndic de remettre les documents demandés par le conseil syndical - Pénalités) : p. 11622 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 651 rectifié** (Association syndicale libre (ASL) - Assouplissement des règles de constitution) : p. 11627 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° 607** (Bail réel solidaire - Copropriété - Régime des droits sur le sol) : p. 11634 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies (précédemment réservé) - Amendement n° 1069 rectifié** (Agence nationale de la cohésion des territoires - Création) : p. 11651 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11653

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13326

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 230** (Victimes d'acte de terrorisme - Simplification du parcours procédural) : p. 13582

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 30 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 14887

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 29 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 14889

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article 11** (art. 39 A, 30 quinquies A, 30 quinquies H, 40 sexies, 81, 83, 163 bis G, 199 undecies C, 209, 217 undecies, 217 duodecies, 223 L, 244 quater X, 296 ter, 1051 et 1594 I quater du code général des impôts, L. 80 B du livre des procédures fiscales, L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale, art. 4 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Suppression de dépenses fiscales inefficaces) : p. 17024 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 1 - 758 rectifié** (Travaux de rénovation - Déduction fiscale) : p. 17025 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1000** (Saint-Martin - Travaux de rénovation et réhabilitation d'hôtels - Réduction d'impôt) : p. 17027

DECOOL (Jean-Pierre)
sénateur (Nord)
Les Indépendants-A

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins le 27 juin 2018 ; puis rapporteur du 28 juin 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail**.

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins : Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament [n° 737 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, candidat proposé à la fonction d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Constitution.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de la professeure Dominique Le Guludec, présidente de la Haute autorité de santé (HAS), de Mme Catherine Rumeau-Pichon, adjointe à la directrice de l'évaluation médicale, économique et de santé publique de la HAS, du professeur Norbert Ifrah, président de l'Institut national du cancer (INCa) et de M. Thierry Breton, directeur général de l'INCa.

Audition du docteur Patrick Maison, directeur de la surveillance, et de Mme Dominique Debourges, ancienne cheffe du pôle défaut qualité et rupture de stock de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Réunion du vendredi 6 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de M. Emmanuel Déchin, délégué général de la Chambre syndicale de la répartition pharmaceutique (CSRP), et de M. Hubert Olivier, vice-président de la CSRP et président-directeur général d'OCP Répartition.

Audition de Mmes Céline Perruchon, sous-directrice de la politique des produits de santé et de la qualité des pratiques et des soins de la direction générale des soins (DGS), Martine Bouley, chargée de dossier au sein du bureau du médicament de la DGS, Emmanuelle Cohn, cheffe du bureau de la qualité et sécurité des soins de la direction générale de l'organisation des soins (DGOS), et M. Raphaël Ruano, responsable du programme achats de la DGOS.

Audition de représentants de la pharmacie.

Réunion du jeudi 12 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de M. Thomas Borel, directeur des affaires scientifiques et de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), Mmes Anne Carpentier, directrice des affaires pharmaceutiques, Fanny de Belot, responsable des affaires publiques et Annaïk Lesbats, chargée de mission affaires publiques, représentants du syndicat Les entreprises du médicament (LEEM).

Réunion du jeudi 19 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition conjointe de

représentants de centrales d'achats de produits de santé en milieu hospitalier.

Audition de représentants de France Assos Santé.

Auditions du docteur Michèle Surroca, responsable du département des produits de santé à la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam) et de Mme Paule Kujas, adjointe à la responsable.

Réunion du vendredi 20 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de M. Maurice-Pierre Planel, président du Comité économique des produits de santé (CEPS).

Audition de Mmes Catherine Bourrienne-Bautista, déléguée générale, Susana Chamorro, directrice des affaires scientifiques et pharmaceutiques, Marie-Claude Laubignat, responsable de la commission des affaires pharmaceutiques et M. Pierre Banzet, représentant des industriels (Synerlab) de l'association Générique Même Médicament (Gemme).

Audition de représentants de la pharmacie centrale des armées.

Audition de représentants de LOGSanté.

Audition de représentants de Sanofi.

Audition de représentants des syndicats des personnels de Sanofi.

Audition Mme Alexandra Leche, pharmacienne (Eure-et-Loir), M. Patrice Vigier, pharmacien (Nord), et M. Albin Dumas, président de l'Association de pharmacie rurale.

Réunion du jeudi 27 septembre 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Examen du rapport de M. Jean-Pierre Decool, rapporteur de la mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Weill, président-directeur général d'Altice France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 235 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 768 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 775

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1590

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2015

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la responsabilité des acteurs privés dans la lutte contre la précarité énergétique** - (20 mars 2018) : p. 2437

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (21 mars 2018) - **Article 13** (art. 53 à 63 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 1122-1, L. 1123-7, L. 1124-1 et L. 1461-7 du code de la santé publique - Données de santé) : p. 2775 - **Article additionnel après l'article 14 AA - Amendements n° 54 rectifié bis, n° 75 rectifié bis et n° 76 rectifié bis** (Traitement des données à caractère personnel - Consentement d'un mineur) : p. 2782 - **Article additionnel après l'article 14 AA - Amendement n° 26 rectifié ter** (Traitement des données à caractère personnel - Consentement - Droits moraux sur les données personnelles) : p. 2783 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 24 rectifié bis** (Listes des traitements automatisés de données à caractère personnel effectués par les établissements d'enseignement scolaire - Communication) : p. 2794 - **Article 16** (art. 43 quater [nouveau] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Recours par mandataire) : p. 2799 p. 2800

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur [n° 349 (2017-2018)]** - (22 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3047

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5536 p. 5545

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5795

- **Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 536 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5802

- **Question orale sans débat sur l'encouragement des langues minoritaires** - (19 juin 2018) : p. 6195 p. 6196

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 6270 p. 6271 p. 6274

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6745 p. 6746 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 96 rectifié sexies et n° 465 rectifié bis** (Négociations commerciales internationales - Exception agricole) : p. 6758

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018** - (26 juin 2018) : p. 6778

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)] (suite)** - (27 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 271 rectifié bis et n° 489 rectifié bis** (Prolongation pour une durée de trois mois du contrat laitier en cas de résiliation si le producteur ne trouve pas d'autre acheteur) : p. 7421 - **Article 4** (art. L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) : p. 7429 p. 7432 p. 7433 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 65 et 97 rectifié quinquies** (Création d'une section d'arbitrage au sein de la Commission d'examen des pratiques commerciales) : p. 7438 - **Article 9** (Habilitation du

Gouvernement à légiférer par ordonnance afin de procéder, pendant deux ans, au relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions) : p. 7472 p. 7473

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10** (Habilitation du Gouvernement à clarifier et à adapter, par ordonnance, les dispositions du code de commerce relatives aux relations commerciales) : p. 7559 - **Article additionnel avant l'article 11 - Amendements n° 306 rectifié, 637 rectifié et 105 rectifié sexies** (Objectifs environnementaux au sein du programme national pour l'alimentation) : p. 7590 - **Article 11** (art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L. 230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique) : p. 7611 - **Article 11 bis A (supprimé)** (Affichage de la composition des menus dans les services de restauration collective gérés par les collectivités territoriales) : p. 7633 p. 7634

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 septies A (supprimé)** (art. L. 115-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation d'affichage environnemental des denrées alimentaires) : p. 7668 p. 7669

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9585

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 397 rectifié** (Dérogation à la loi Littoral concernant les projets solaires sur sites dégradés) : p. 10956 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 845 rectifié** (Dérogation à la loi Littoral aux projets solaires sur sites dégradés dans les DOM) : p. 10957

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 55** (art. L. 111-10-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition et modalités d'application de l'obligation de rénovation énergétique pour les bâtiments tertiaires) : p. 11555 p. 11557 - **Article 55 bis** (art. L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation - Exigences en matière de constructions neuves) : p. 11572 - **Article 55 sexies (supprimé)** (Expérimentation pour mener des stratégies territoriales de résorption de la précarité énergétique) : p. 11578 p. 11579

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de simplification de la carte départementale** - (25 septembre 2018) : p. 13277

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Discussion générale** : p. 13293

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13724

- **Débat sur le thème « Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »** - (24 octobre 2018) : p. 14706

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14738 p. 14739

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'antisémitisme** - (30 octobre 2018) : p. 14808

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14842

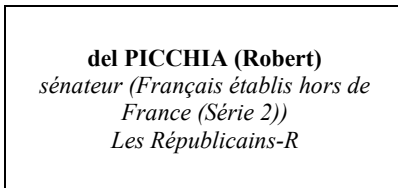
- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14924

- **Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail le 18 septembre 2018 [n° 126 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16586

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21426

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21450

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21479



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à la composition du conseil d'administration de Business France [n° 389 (2017-2018)] (29 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : Actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018 [n° 657 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 57 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres des instances représentatives des Français établis hors de France [n° 120 (2018-2019)] (13 novembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Action extérieure de l'État : Diplomatie culturelle et d'influence [n° 149 tome 2 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution des politiques publiques de promotion des exportations et de l'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers - Audition de M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de MM. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman et Guntram Wolff, directeur de l'Institut Bruegel (en commun avec la commission des affaires étrangères).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La relation franco-allemande face aux défis de l'Union européenne » - Audition de MM. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman et Guntram Wolff, directeur de l'Institut Bruegel.

Corée du Nord - Audition de Mme Juliette Morillot, spécialiste de la Corée du Nord, et M. Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur « L'Arabie Saoudite dans son environnement régional ».

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Syrie - Audition de M. Jérôme Bonnafont, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur les évolutions politiques et diplomatiques de la Turquie.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réseau culturel extérieur de la France - Audition de M. Pierre Vimont, ambassadeur de France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réseau culturel extérieur de la France - Audition de M. Pierre Vimont, ambassadeur de France.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie - Communication.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, Secrétaire général pour l'administration.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense -. Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Evaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Libye - Audition de M. Frédéric Desagneaux, envoyé spécial pour la Libye au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation sur l'Europe face aux crises : commerce international, migrants, dissémination nucléaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Situation humanitaire en Afrique de l'Ouest - Audition de M. Patrick Youssef, directeur régional adjoint du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Afrique.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère des Etats Unis - Audition de Mme Maya Kandel, responsable des Etats-Unis et des relations transatlantiques au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente-directrice générale de France Médias-Monde.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet

de loi de finances pour 2019 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Autorité européenne des marchés financiers relatif au siège de l'Autorité et à ses privilèges et immunités sur le territoire français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur l'extraterritorialité des sanctions américaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Audition du Général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur*) : p. 1074

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3766

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article 3** (*Programmation des ressources financières pour 2019-2023*) : p. 4435 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Clause de sauvegarde sur le coût des carburants*) : p. 4443 - **Article 6 sexies (nouveau)** (*Information du Parlement sur la version actualisée du référentiel, VAR*) : p. 4449 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 28 rectifié** (*Réserve citoyenne - Français de l'étranger*) : p. 4454 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 92 rectifié** (*Journées défense et citoyenneté - Français de l'étranger*) : p. 4458 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 87** (*Congés de longue maladie - Service militaire effectif*) : p. 4463 - **Intitulé du chapitre III ter - Article 23** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 2381-1 du code de la défense - *Prélèvements biologiques en opération*) : p. 4496 p. 4497

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4612 p. 4620 p. 4621

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018** - (26 juin 2018) : p. 6771

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Commission mixte paritaire [n° 582 (2017-2018)]** - (28 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 7492 p. 7499

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière [n° 692 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13055

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 30 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 29 (2018-2019)** : p. 14885

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 29 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 30 (2018-2019)**.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 93 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Article 1er** (*Conséquences d'un Brexit sans accord sur les Britanniques soumis au droit français*) : p. 14907

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17722 p. 17730 - **État B** : p. 17750

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 24 janvier, 6, 8, 20 février, 6, 7, 29 mars, 3, 18 avril, 16, 23, 30 mai, 5, 13, 21, 28, 29 juin, 2, 5, 11, 12, 16, 18, 19, 23, 26 juillet, 25 octobre, 6, 16, 22, 27, 30 novembre, 2, 3, 7, 10 et 21 décembre 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République le 11 avril 2018 ; puis président du 17 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant transposition de la directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2019 (7 décembre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire Comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi le 18 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité pour les associations de locataires, non affiliées à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation, de présenter des listes aux élections des représentants des locataires [n° 509 (2017-2018)] (28 mai 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le réseau de l'enseignement français à l'étranger a-t-il les moyens de ses ambitions ? [n° 689 (2017-2018)] (25 juillet 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à favoriser la transparence dans l'attribution des places de crèche [n° 707 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] - Préconisations pour une réforme de la haute fonction publique - Préconisations, rapport et annexes [n° 16 tome 1 (2018-2019)] (4 octobre 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] - Préconisations pour une réforme de la haute fonction publique - Position personnelle du rapporteur [n° 16 tome 2 (2018-2019)] (4 octobre 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à modifier l'appellation Relais assistants maternels en Relais petite enfance, et à en préciser le champ de compétence [n° 139 (2018-2019)] (20 novembre 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Action extérieure de l'État [n° 147 tome 3 annexe 1 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 84 (2018-2019)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 190 (2018-2019)] (12 décembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des finances*) : Rapport du Conseil des prélèvements obligatoires relatif aux prélèvements obligatoires sur le capital des ménages - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) - Communication.

Projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022 - Communication.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen des amendements de séance.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Dominique Chagnollaude de Sabouret, professeur de droit constitutionnel à l'université de Paris Panthéon Assas.

Audition de M. Luc Rouban, sociologue, directeur de recherche au CNRS-Cevipof.

Audition de M. Pierre Delvolvé, professeur émérite de l'université de Paris II, membre de l'Institut.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition commune avec Mme Ghislaine Ottenheimer, rédactrice en chef de Challenges, et MM. Vincent Jauvert, journaliste à l'Obs, auteur de Les Intouchables d'État, bienvenue en Macronie (Robert Laffont, 2018) et Laurent Mauduit, journaliste à Mediapart.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean Gicquel, professeur des universités.

Audition de M. Stéphane Braconnier, professeur des universités.

Audition de Mme Marie-Anne Cohendet, professeur des universités.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Antoine Vauchez, directeur de recherche au CNRS, auteur de «

Sphère publique, intérêts privés. Enquête sur un grand brouillage ».

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Rapport relatif au budget de l'État en 2017, certification des comptes de l'État pour l'exercice 2017 et avis du Haut Conseil des finances publiques relatif au solde structurel des administrations publiques présenté dans le projet de loi de règlement de 2017 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes et président du Haut Conseil des finances publiques.

Recours aux personnels contractuels dans l'éducation nationale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Fabrice Melleray, professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris.

Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du lundi 11 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jérôme Goldenberg, chef de service adjoint à la directrice des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances.

Audition de Mme Marie-Christine Lepetit, chef du service de l'Inspection générale des finances.

Réunion du vendredi 15 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Bernard Spitz, président de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Travail et emploi » et du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Marc-André Feffer, président de Transparency international France.

Audition de M. Patrick Gérard, directeur de l'École nationale d'administration.

Audition de M. Sylvain Laurens, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales.

Audition de Mme Marylise Lebranchu, ancien ministre.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Daniel Keller, président de l'association des anciens élèves de l'École nationale d'administration.

Audition de M. Jean-Luc Videlaire, préfet du Var.

Audition de Mme Adeline Baldacchino, conseillère référendaire de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) ; Audition de M. Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État.

Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, conseiller d'État.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Examen du rapport.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Audition de Mme Élise Van Beneden, avocate, secrétaire générale adjointe d'ANTICOR.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Examen du rapport d'information préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP).

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réseau de l'enseignement français à l'étranger - Communication.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de Mme Véronique Bédague-Hamilius, MM. Ross McInnes et Frédéric Mion, co-présidents du Comité action Publique 2022.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Remboursements et dégrèvements » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la typologie des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique, la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) - Compte rendu.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 23 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du lundi 3 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Outre-mer » (et à l'article 77 quinquies), « Aide publique au développement » (et à l'article 72) et le compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers », « Action extérieure de l'État » (et à l'article 71 ter), et « Recherche et enseignement supérieur » (et aux articles 78 et 78 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude

fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (8 février 2018) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur) : p. 1139

- **Question orale sans débat sur la situation des greffiers des tribunaux de commerce** - (13 février 2018) : p. 1447 p. 1448

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3178

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires [n° 411 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4096

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (12 juin 2018) : p. 5723

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Koweït** - (21 juin 2018) : p. 6440

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (22 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 436 rectifié bis** (*Prolongation du dispositif autorisant les praticiens titulaires de diplômes hors Union européenne à poursuivre leurs fonctions jusqu'au 31 décembre 2020*) : p. 6622

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (29 juin 2018) - **Article 11 septdécies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 230-3 du code rural et de la pêche maritime - Recentrage des missions de l'Observatoire de l'alimentation sur le suivi de la qualité nutritionnelle des produits) : p. 7744

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9691 p. 9692 p. 9695 p. 9696 - **Article liminaire** (*Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2017*) : p. 9704 - **Article 1er** (*Résultats du budget de l'année 2017*) : p. 9705 - **Article 2** (*Tableau de financement de l'année 2017*) : p. 9706 - **Article 3** (*Résultat de l'exercice 2017 - Affectation au bilan et approbation du bilan et de l'annexe*) : p. 9710 - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) : p. 9721

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences et les dégradations commises le 15 juillet** - (19 juillet 2018) : p. 11052

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 674 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13088 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Comportements compromettant délibérément la sécurité ou la tranquillité des usagers de la route*) : p. 13091 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13095

- **Débat sur le thème « Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »** - (24 octobre 2018) : p. 14704 p. 14705

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16645

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article 14** (art. 39, 39 terdecies, 44 sexies 0-A, 73 E, 93, 93 quater, 199 ter D, 201, 209, 219, 221 bis, 223 C, 223 H, 238, 238 bis G, 1668, 1740-0 C [nouveau] du code général des impôts, et art. L. 13 BA du livre des procédures fiscales - Réforme du régime d'imposition des produits de cession ou concession de brevets) : p. 17062 p. 17063 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-709 rectifié bis** (Fiscalité sur les plus-values prévue à l'article 210 F du CGI - Extension à la zone B1) : p. 17066 - **Article 16** (art. 787 B du code général des impôts - Adaptation de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit « Dutreil » en cas de transmission d'entreprises) : p. 17072 p. 17073 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-25** (Droits de succession - Résidence principale - Abattement) : p. 17122 p. 17123 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-33** (Donation - Délai du rappel fiscal) : p. 17123

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 18 septies (nouveau)** (art. 72 bis du code général des impôts - Rétablissement du dispositif optionnel de blocage de la valeur des stocks à rotation lente) : p. 17207

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17717 p. 17718 p. 17723 - **État B** : p. 17734 p. 17736 p. 17742 p. 17743 p. 17745 p. 17749 p. 17750 p. 17752 - **Article additionnel après l'article 71 ter - Amendement n° II-513** (Enfants scolarisés dans les établissements français d'enseignement à l'étranger - Réduction d'impôts) : p. 17754

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17938 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France - Création d'une seconde enveloppe) : p. 17983 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-456 rectifié** (Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) en 2019 - Progression des ressources) : p. 17985 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-656**

rectifié bis (Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) - Ville de Paris - Ajustements) : p. 17986 - **Article additionnel après l'article 79 nonies - Amendement n° II-631 rectifié** (Prise en compte des effets des péréquations dans le potentiel fiscal) : p. 18001 - **Article additionnel après l'article 79 nonies - Amendement n° II-360 rectifié bis** (Outre-mer - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Manque à gagner) : p. 18003

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-593** (Régime des plus-values de cessions) : p. 18233 p. 18234

Seconde partie :

- (11 décembre 2018) - **Rappel au règlement** : p. 18503 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18522

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 191 (2018-2019)]** - (17 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21554 p. 21555 p. 21556 p. 21561

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21618 - **Question préalable** : p. 21627 p. 21628

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat) : p. 21659

DELAHAYE (Vincent)
sénatrice (Gironde)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance le 17 janvier 2018 ; puis vice-présidente du 24 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure le 17 janvier 2018 ; puis vice-présidente du 30 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (14 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (19 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection du 17 janvier 2018 au 12 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 385 (2017-2018)] relatif à la lutte contre la fraude [n° 600 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi permettant la régionalisation du statut des grands ports maritimes [n° 698 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi permettant le transfert de portions d'autoroutes ou de routes nationales ayant pour objet le contournement de certaines agglomérations [n° 41 (2018-2019)] (12 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi relative au recours à la vidéoprotection à des fins de lutte contre les infractions à la salubrité publique [n° 192 (2018-2019)] (12 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Jean-Marie Godard, journaliste, auteur de l'ouvrage : « Paroles de flics ».

Réunion du mardi 13 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie appliquée au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), à New-York et à Shanghai.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition d'associations nationales professionnelles de militaires.

Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Pascal Lalle, directeur central de la sécurité publique.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des

compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maïté Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition commune de Mme Manon Aubry, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France, de MM. Lionel Bretonnet, administrateur d'Anticor, et Jacques FABRE, membre du bureau de Transparency international France, et de Mme Lison Rehlinger, chargée de plaidoyer financement du développement au Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre solidaire.

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen des amendements sur les articles délégués au fond (art. 1er, 8 et 9) du texte de la commission des finances.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance (Nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des lois*) : Audition de la fédération CFDT, organisation professionnelle de la police nationale.

Audition de la fédération de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), organisation professionnelle de policiers.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Michel Delpuech, préfet de police de Paris.

Audition de Mme Marie-France Monéger-Guyomarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements -

Audition de M. Michel Besnard, préfet, ancien chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République (GSPR).

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la lutte contre la fraude.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Sophie Hatt, ancienne cheffe du groupe de sécurité de la présidence de la République, directrice des services actifs de la police nationale, directrice de la coopération internationale au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article 5** (*art. L. 562-4-1 du code de l'environnement - Révision ou modification d'un plan de prévention des risques naturels en cas d'élaboration d'une stratégie locale de gestion du trait de côte*) : p. 670

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dénormalisation du vin** - (15 février 2018) : p. 1531

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2180 - **Article 2 bis A (nouveau)** (*art. L. 1113-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Extension du droit à régularisation en cas d'erreur au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs groupements dans leurs relations avec l'État et les organismes de sécurité sociale*) : p. 2218 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 186 rectifié bis** (*Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Principe du droit à l'erreur par les entreprises de*

moins de 250 salariés) : p. 2231 p. 2233 - **Article 4 ter** (art. L. 107 B, L. 112 A [nouveau] et L. 135 B du livre des procédures fiscales - Accessibilité des données de l'administration fiscale relatives aux valeurs foncières déclarées à l'occasion des mutations) : p. 2235 p. 2236 - **Article 7** (Habilitation pour expérimenter une « relation de confiance ») : p. 2241 p. 2242 p. 2243 - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 133-1, L. 133-4-2 et L. 133-4-5 du code de la sécurité sociale - Modulation de l'annulation des exonérations de cotisations et contributions sociales en cas de redressement faisant suite à un constat de travail dissimulé) : p. 2244 - **Article 15 A** (Interdiction, pour les administrations de l'État, de recourir à un numéro surtaxé dans leurs relations avec le public) : p. 2258

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 16** (Limitation, à titre expérimental, de la durée des contrôles administratifs sur les petites et moyennes entreprises) : p. 2275 p. 2276 - **Article 19** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture) : p. 2282 p. 2283 p. 2284 - **Article 23** (Expérimentation de la suppression des justificatifs de domicile pour la délivrance de titres) : p. 2292 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier et art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 2297 p. 2298 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 102 rectifié, n° 190 rectifié et n° 192 rectifié** (Substitution de l'autorité administrative à l'autorité environnementale pour rendre un avis sur les projets de l'ICPE et pour décider de l'évaluation environnementale au cas par cas) : p. 2347 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 174 rectifié** (Rapport sur les zonages environnementaux) : p. 2348 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendements n° 103 rectifié ter, n° 191 rectifié ter et n° 193 rectifié quater** (Limitation des recours abusifs contre les décisions relatives aux ICPE et IOTA) : p. 2350 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 173 rectifié bis** (Consignation par les associations environnementales en cas de recours contre une décision relative aux ICPE) : p. 2351 - **Article 38** (art. 19 et 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 2353 p. 2355 p. 2356 p. 2358 - **Intitulé du projet de loi** : p. 2363

- **Question orale sans débat sur le rôle de la région dans la gestion des grands ports maritimes français** - (20 mars 2018) : p. 2413 p. 2414

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)] (suite)** - (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2427 p. 2428

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3477 p. 3478

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération) : p. 3793 p. 3797 p. 3801

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte des zones défavorisées simples** - (19 avril 2018) : p. 4114

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) -

Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés) : p. 4614

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (2 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 789** (Utilisation de produits phytopharmaceutiques - Encadrement) : p. 7853

- **Question orale sans débat sur la reconduction de l'approbation de l'utilisation du cuivre agricole** - (3 juillet 2018) : p. 8814 p. 8815

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (3 juillet 2018) : p. 8832

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8837 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 13** (Possibilité pour les associations de lutte contre la délinquance financière d'intervenir dans les dossiers de fraude fiscale) : p. 8856 - **Article 1er (supprimé)** (art. 28-2 du code de procédure pénale - Renforcement de la police fiscale) : p. 8857 p. 8859 - **Article 8** (art. 1741 du code général des impôts - Aggravation des peines d'amende encourues en cas de fraude fiscale) : p. 8893 - **Article 9** (art. 495-16 et 804 du code de procédure pénale - Extension de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité à la fraude fiscale) : p. 8894 - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 41-1-2 du code de procédure pénale - Convention judiciaire d'intérêt public en matière de fraude fiscale) : p. 8895 - **Article 9 ter (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Possibilité pour le parquet d'engager la poursuite du délit de blanchiment de fraude fiscale) : p. 8928 p. 8929

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9480

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveaux], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9556

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 152-6 du code de l'urbanisme, art. L. 145-4 du code de commerce - Extension des dérogations d'urbanisme pour la transformation de bâtiments existants en logements en zone tendue) : p. 10878

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 17 quater - Amendements n° 68 rectifié ter, 261 rectifié bis et 685 rectifié ter** (Architecte chargé d'établir le projet architectural - Suivi de la réalisation des travaux) : p. 11027

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du port maritime de Bordeaux** - (19 juillet 2018) : p. 11053

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Nouvelle lecture [n° 659 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale - Article 2** (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration) : p. 11691 p. 11692 - **Article 19** (art. L. 512-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture) : p. 11707 - **Article 25 (Texte non modifié par**

la commission (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier ; art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 11709 p. 11710 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11722

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Question préalable** : p. 13302

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13418

- **Question orale sans débat sur l'exonération pour l'emploi de travailleurs saisonniers** - (23 octobre 2018) : p. 14032 p. 14033

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14095

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 131-6-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 411-9 et L. 411-10 du code du tourisme - Régime social des avantages relevant des activités sociales et culturelles) : p. 15332 - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15337

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15386 p. 15396 p. 15401 p. 15402

- **Question orale sans débat sur la revalorisation du métier d'infirmier et le plan « Santé 2022 »** - (20 novembre 2018) : p. 15805 p. 15806

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-198 rectifié bis, n° I-249 rectifié bis et n° I-289 rectifié bis** (Fiscalité adaptée pour le fioul domestique « F10 ») : p. 16744 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-195 rectifié bis et n° I-246 rectifié bis t** (Carburant B10 - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) : p. 16746 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16752 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendements n° I-196 rectifié, n° I-247 rectifié et n° I-299 rectifié** (Professionnels de la route - Transition énergétique - Fiscalité incitative) : p. 16810 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendements n° I-257 rectifié et n° I-434 rectifié** (Carburant B100 - Fiscalité) : p. 16811 - **Article 19 quater (nouveau) (priorité)** (art. 39 decies A du code général des impôts - Prolongation et élargissement du dispositif de suramortissement pour l'achat par des entreprises de véhicules fonctionnant au moyen d'énergies plus respectueuses de l'environnement) : p. 16826

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 decies - Amendement n° I-218 rectifié** (Défense des forêts contre l'incendie (DFCI) - Associations syndicales autorisées - Réduction d'impôt) : p. 16916 p. 16917

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière) : p. 17106 p. 17109

- **Question orale sans débat sur le soutien à l'approvisionnement local en restauration collective** - (4 décembre 2018) : p. 17813

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17896 p. 17897 - **Travail et emploi - État B** : p. 17911 p. 17913

- **Mise au point au sujet de votes** - (12 décembre 2018) : p. 21457

DELCROS (Bernard)
sénateur (Cantal)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2018 (19 novembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2019 (7 décembre 2018).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 21 septembre 2018.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 12 septembre 2018.

Membre suppléant du Comité de massif du Massif central.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 avril 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une politique régionale européenne ambitieuse au service de la cohésion territoriale [n° 580 (2017-2018)] (19 juin 2018) - **Aménagement du territoire - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : le régime indemnitaire » [n° 642 tome 2 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Cohésion des territoires - Aménagement des territoires [n° 147 tome 3 vol. 2 annexe 6 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Loïc Cauret, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et Charles-Eric Lemaigen, premier vice-président.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des finances*) : « Adapter les règles de l'impôt sur les sociétés au nouveau contexte international et européen » : audition conjointe de M. Grégory Abate, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la Direction de la législation fiscale, M. Bernard Bacci, directeur fiscal du groupe Vivendi, Mme Béatrice Deshayes, directrice fiscale du groupe LVMH, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS Francis Lefebvre Avocats et de Mme Stéphanie Robert, directeur de l'Association française des entreprises privées (Afép).

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des finances*) : Impacts de la montée en charge de la contribution climat énergie (« taxe carbone ») - Audition conjointe de M. Alain Quinet, inspecteur général des finances et président de la commission sur la valeur tutélaire du carbone, M. Benjamin Delozier, sous-directeur des politiques sectorielles à la direction générale du Trésor et M. Kurt Van Dender, chef du service de la fiscalité environnementale à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) - Communication.

Projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022 - Communication.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, sur l'incidence sur les collectivités territoriales du programme Action publique 2022, et sur plusieurs aspects de la réforme de la fonction publique territoriale.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de Mme Ida Bost, auteure d'une thèse sur l'histoire des herboristes en France, Pr Pierre Champy, professeur de pharmacognosie à l'université Paris-Sud, Mme Agnès Le Men, directrice du Conservatoire national des plantes à parfum, médicinales, aromatiques et industrielles (CNPMAI).

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

(*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de Mme Carole Brousse, docteur en anthropologie sociale, M. Jean-Baptiste Gallé, pharmacien et docteur en chimie des substances naturelles et Mme Isabelle Robard, docteur en droit et avocat en droit de la santé.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Richard sur le rapport « Refonte de la fiscalité locale ».

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique de cohésion de l'Union européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Ambitions de l'Union européenne et de la France pour le prochain cadre financier pluriannuel - Communication.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des finances*) : Déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission au Canada du 29 avril au 5 mai 2018 - Compte rendu.

Réunion du lundi 24 septembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde inaugurale : rapport d'information sur le rôle des communes dans les intercommunalités.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Remboursements et dégrèvements » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la typologie des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 37) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Enjeux budgétaires et fiscaux de la transition énergétique et écologique - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 74 à 74 quinquies) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat », « Politique de la ville », « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen de l'article 19, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Réunion du vendredi 30 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Économie » (et articles 76 sexies et septies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et l'article 85), « Remboursements et dégrèvements », « Engagements financiers de l'État » (et articles 77 à 77 ter) et les comptes d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce », « Participations financières de l'État », et les comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », les missions « Investissements d'avenir », « Cohésion des territoires » (et articles 74 à 74 sexies) et « Administration générale et territoriale de l'État » (et l'article 71 quater) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Serge Morvan, commissaire général à l'égalité des territoires, sur la mise en oeuvre de l'Agence nationale des territoires.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Articles non rattachés aux missions - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et aux articles 82 à 83 quater), « Santé » (et aux articles 81 quater et 81 quinquies), « Gestion des finances publiques et ressources humaines » (et aux articles

77 bis et 77 ter), « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (et aux articles 84 ter et 84 quater), « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions », « Immigration, asile et intégration » (et à l'article 77 quater) et « Sécurités » et le compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen d'amendements du Gouvernement sur les articles appelés en seconde délibération.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'installation d'officines de pharmacie et le seuil minimal de population dans les communes rurales** - (13 février 2018) : p. 1429 p. 1430

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Article 1er** (art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Missions et outils de la Commission nationale de l'informatique et des libertés) : p. 2464

- **Suite de la discussion** (21 mars 2018) - **Article 12** (art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques) : p. 2766

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3393 p. 3394 p. 3400

- **Débat : « Quelles perspectives pour les études de médecine ? »** - (5 avril 2018) : p. 3497

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (11 avril 2018) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 3648

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3786 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération) : p. 3798 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendements n° 23 rectifié, n° 33 rectifié bis, n° 6 rectifié ter, n° 28 rectifié, n° 3 rectifié, n° 19 et n° 25 rectifié bis** (Subventions et aides - Éligibilité des communes qui conservent les compétences eau/assainissement) : p. 3804

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 avril 2018) : p. 3924

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3936

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5546

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5605

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article 10** (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement) : p. 5745 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 238, L. 255-2 à 255-4 [abrogés] et L. 429 du code électoral - Suppression de l'obligation de déclaration des candidatures aux élections municipales dans les communes de moins de 1 000 habitants) : p. 5760

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5835

- **Mise au point au sujet de votes** - (20 juin 2018) : p. 6354

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7390 p. 7395 p. 7401 p. 7407 - **Article 4** (art. L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) : p. 7432

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 7686 p. 7689 - **Article 11 decies** (art. L. 412-4 du code de la consommation - Origine du miel) : p. 7698 - **Article additionnel après l'article 11 decies** - **Amendement n° 334 rectifié sexies** (Indication du lieu de production des matières premières principales pour les produits transformés) : p. 7699

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 juin 2018) : p. 7700

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** (suite) - (29 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 11 decies** - **Amendements n° 566 rectifié ter, n° 160 rectifié bis, n° 206 rectifié, n° 248 rectifié ter, n° 466 rectifié ter, n° 648 rectifié ter et n° 161 rectifié bis** (Interdictions selon diverses modalités de la mise à la vente de produits traités ou issus de modes de production non autorisés) : p. 7703 p. 7708 - **Article 11 undecies** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Divers objectifs de la politique agricole) : p. 7711 p. 7712 p. 7713 p. 7716 p. 7717 - **Article additionnel après l'article 11 undecies** - **Amendements n° 100 rectifié septies, n° 241 rectifié bis, n° 268 rectifié bis, n° 325 rectifié bis et n° 607 rectifié** (Nomination par le Gouvernement d'une commission d'experts chargée d'évaluer les effets de la ratification d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur) : p. 7721 - **Article 11 quindecies** (art. L. 201-7 et L. 237-2 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des contrôles sanitaires relatifs aux denrées alimentaires) : p. 7735 - **Article 11 septdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 230-3 du code rural et de la pêche maritime - Recentrage des missions de l'Observatoire de l'alimentation sur le suivi de la qualité nutritionnelle des produits) : p. 7743 p. 7744 - **Article 13 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Possibilité de mettre en place, à titre expérimental, des abattoirs mobiles) : p. 7794

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article 14 sexies** (Expérimentation sur l'usage de drones d'épandage dans certaines conditions d'exploitation) : p. 7848 - **Article 14 septies (supprimé)** (art. L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Champ d'interdiction des néonicotinoïdes) : p. 7864 - **Article additionnel après l'article 14 septies** - **Amendements n° 247 rectifié bis et n° 479 rectifié bis** (Produits contenant des substances actives non approuvées par

l'Union européenne - Interdiction) : p. 7867 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendements n° 194 rectifié et n° 373 rectifié bis** (*Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction*) : p. 7870 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° 320 rectifié bis** (*Critères de l'agro-écologie - Définition*) : p. 7889 - **Article 16** (*Entrée en vigueur et dispositions transitoires*) : p. 7901 p. 7902 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7905

- **Question orale sans débat sur le droit à l'expérimentation d'une limitation de vitesse différenciée sur les routes secondaires** - (3 juillet 2018) : p. 8810

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article 18** (*art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité*) : p. 11046

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Nouvelle lecture [n° 672 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 11663

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Nouvelle lecture [n° 676 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13126 p. 13126 - **Article 1er** (*art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien du caractère optionnel du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération*) : p. 13131 - **Article 1er quater** (*Extension transitoire de la faculté, pour une communauté de communes ou d'agglomération, de financer les services d'eau et d'assainissement par leur budget général*) : p. 13135 - **Article 1er quinquiés** (*art. L. 5211-5, L. 5211-17, L. 5211-18 et L. 5721-6-1 du code général des collectivités territoriales - Reversement du produit des redevances d'occupation du domaine public*) : p. 13135 - **Article 1er sexies** (*art. L. 5211-5, L. 5211-17 et L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales - Transfert facultatif du solde budgétaire d'un service public*) : p. 13136 - **Article 2** (*art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales ; art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Gestion des eaux pluviales urbaines*) : p. 13136 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 13137 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13138

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 1er** (*Chapitre Ier du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires*) : p. 15094 - **Article 2** (*art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence*) : p. 15121 p. 15129 - **Article 3** (*Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales*) Conseil d'administration) : p. 15131

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (*art. L. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-*

31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15345

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15756

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16532 p. 16533

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16665 p. 16666

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 8 (priorité)** (*art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets*) : p. 16839 p. 16840

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-603 quinquiés et I-986** (*Concessions hydroélectriques - Redevance*) : p. 17008

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 17339

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 novembre 2018) : p. 17343

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17374 p. 17380

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17406 - **Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - État D** : p. 17416

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17421 - **État B** : p. 17441 p. 17443 p. 17450 p. 17452 p. 17454

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (*art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement*) : p. 17952 p. 17954 p. 17975 - **Article 79**

septies (nouveau) (*Création d'une dotation au profit des communes accueillant un site « Natura 2000 »*) : p. 17998

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81 bis (nouveau)** (*art. L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des conditions d'éligibilité des établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, à la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) : p. 18190

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (10 décembre 2018) - **Article 58** (*art. 244 quater U du code général des impôts et art. 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation pour trois ans et ajustement du crédit d'impôt « éco-prêt à taux zéro », éco-PTZ*) : p. 18424 - **Article 58 bis (nouveau)** (*art. 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Maintien du prêt à taux zéro pour les signataires d'un contrat de*

location-accession) : p. 18430 p. 18431 - **Article 58 quinques (nouveau)** (*art. 68 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Prolongation transitoire du dispositif de la réduction d'impôt en faveur de l'investissement locatif intermédiaire dit « Pinel » en zones non tendues*) : p. 18436 - **Article additionnel après l'article 58 quinques - Amendement n° II-783 rectifié** (*Politique du logement - Territorialisation*) : p. 18439 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-604 rectifié bis** (*Méthaniseurs non agricoles - Taxe foncière - Exonérations*) : p. 18455 - **Article 60 quinques (nouveau)** (*art. 302 bis F du code général des impôts - Instauration d'une taxe sur les hydrofluorocarbones*) : p. 18466 - **Article 64 ter (nouveau)** (*art. 19-2 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, et art. 89 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998 - Réduction des droits dus par les entreprises artisanales au titre de leur immatriculation au répertoire des métiers*) : p. 18485

DELMONT-KOROPOULIS (Annie)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.
Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 57 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'évaluation de l'application de la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique [n° 80 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres des instances représentatives des Français établis hors de France [n° 120 (2018-2019)] (13 novembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Olivier Le Gall, président de l'Office français de l'intégrité scientifique (OFIS), et de M. Michel Cosnard, président du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, Mme Anne Burstin, directrice générale, et M. Simon Kieffer, directeur des établissements et services médico-sociaux, sur la situation dans les Ehpad.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Désignation des rapporteurs sur l'évaluation de la loi du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique et de membres d'un organisme extraparlémentaire.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président d'honneur du comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen d'une note courte sur les chaînes de blocs (blockchains) - Rapporteurs : Mme Valéria Faure-Muntian et M. Claude de Ganay, députés, et M. Ronan Le Gleut, sénateur.

Présentation, du rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France.

Réunion du jeudi 18 octobre 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur l'évaluation de l'application de la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique de Mme Annie Delmont-Koropoulis, sénatrice et de M. Jean-François Eliaou, député.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Suite de l'examen du rapport sur l'évaluation de l'application de la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique de Mme Annie Delmont-Koropoulis, sénatrice et de M. Jean-François Eliaou, député.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Perspectives de la future loi santé et organisation de la protection sociale. Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Conclusions de l'audition publique sur les perspectives technologiques ouvertes par la 5G.

Examen d'une note scientifique sur l'exploration de la planète Mars.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (21 mars 2018) - **Article 13** (art. 53 à 63 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 1122-1, L. 1123-7, L. 1124-1 et L. 1461-7 du code de la santé publique - Données de santé) : p. 2774 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1 rectifié ter** (Dispositifs de comptage - Consentement explicite des personnes concernées) : p. 2797 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 2 rectifié ter** (Dispositifs de comptage - Refus d'installation) : p. 2798

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Article 19** (art. L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3, L. 6332-2, L. 6332-2-1, L. 6332-3, L. 6332-3-1 à L. 6332-4, L. 6332-6, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16, L. 6332-16-1, L. 6332-17, L. 6332-17-1 du code du travail - Transformation des organismes paritaires collecteurs agréés en opérateurs de compétences) : p. 9770 p. 9780

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article 40** (art. L. 5212-2, L. 5212-5, L. 5212-5-1, L. 5212-6, L. 5212-9, L. 5212-10, L. 5212-10-1 [nouveau], L. 5212-11, L. 5212-12, L. 5523-4 du code du travail - Redéfinition de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, OETH) : p. 9870 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 101 rectifié ter** (Insertion par l'activité économique - Missions de formation) : p. 9892 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 695 rectifié bis** (IAE - Mission de formation) : p. 9893

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 126 rectifié ter** (Actes de télémédecine et de téléconsultation - Intégration dans le droit commun tarifaire) : p. 15565 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 127 rectifié bis** (Commissions de contrôle de la tarification à l'activité - Composition paritaire) : p. 15565 - **Article 33** (art. L. 133-4, L. 162-9, L. 165-1, L. 165-1-4 [nouveau], L. 165-2, L. 165-9 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale ; L. 2132-2-1 et L. 2134-1 du code de la santé publique - Une santé sans frais en optique, aides auditives et prothèses dentaires) : p. 15614

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article 42** (art. L. 133-4, L. 162-4, L. 162-16-5, L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-1-1 [nouveau], L. 162-16-5-2 à L. 162-16-5-4 [nouveau], L. 162-17, L. 162-17-1-2 [nouveau], L. 162-17-2-1, L. 162-17-2-2 [nouveau], L. 162-17-4, L. 162-18, L. 162-22-7-3, L. 165-1-4 [nouveau] et L. 165-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Adaptations diverses des modalités de prise en charge des produits de santé) : p. 15684 p. 15687 p. 15689 - **Article 43** (art. L. 5121-1, L. 5121-10, L. 5125-23, L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 du code de la santé publique ; art. L. 162-16, L. 162-16-7 et L. 162-22-7-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Favoriser le recours aux médicaments génériques, hybrides et biosimilaires) : p. 15699

DENNEMONT (Michel)
sénateur (La Réunion)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

DENORMANDIE (Julien)
ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement (à partir du 16 octobre 2018)
secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires (jusqu'au 16 octobre 2018)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la couverture numérique** - (16 janvier 2018) : p. 52

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024** [n° 263 (2017-2018)] - (6 février 2018) - **Discussion générale** : p. 939 - **Article 6** (*Consultation du public sur les impacts environnementaux des projets, plans ou programmes nécessaires à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques*) : p. 974 p. 975 p. 976 - **Article 7** (*Simplification des procédures d'urbanisme pour la réalisation de constructions, d'installations et d'aménagements temporaires*) : p. 977 p. 978 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 35** (*Plan Baignade pour la Seine - Constat de défaillance - Compétence du préfet*) : p. 978 - **Article 8** (*Procédure intégrée de mise en conformité de documents d'urbanisme et de documents prescriptifs de niveau supérieur pour les opérations d'aménagement et de construction nécessaires à la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques*) : p. 980 - **Article 10 ter** (art. 53 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - *Charte d'insertion et de responsabilité sociale de*

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte** [n° 440 (2017-2018)] - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4270

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'allocation logement accession en outre-mer** - (30 octobre 2018) : p. 14810

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences à la Réunion** - (22 novembre 2018) : p. 16649

la société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO) et élargissement de ses missions au réaménagement des ouvrages à l'issue des Jeux Olympiques et Paralympiques) : p. 981 - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 24** (*Compétence de la cour d'appel de Paris pour les litiges sur les constructions et aménagements*) : p. 982 - **Article 13 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2111-3 du code des transports - *Dérogation à l'ordonnance « concessions » pour la fixation des tarifs à la charge des usagers du « Charles de Gaulle Express » (CDG Express) - Dérogation au code des transports concernant les compétences de l'ARAFER sur le CDG Express*) : p. 984

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des propriétaires et locataires contre les occupations illégales** - (15 février 2018) : p. 1527

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit** [n° 323 (2017-2018)] - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1914 p. 1925 - **Article 1er** (art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - *Prise en compte des lignes en fibre optique existantes ou projetées lors de l'établissement de réseaux*) : p. 1926 p. 1927 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Continuité numérique territoriale - Principe de service public dans les départements d'outre-mer*) : p. 1927 - **Article 2** (art. L. 33-13 du code des postes et des communications électroniques - *Liste fixant les responsables et le calendrier des déploiements de lignes en fibre optique*) : p. 1929 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 11 rectifié** (*Rectification d'une erreur rédactionnelle*) : p. 1930 - **Article 6** (art. L. 47 du code des postes et des communications électroniques - *Occupation du domaine public routier*) : p. 1931 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Financement de toute opération d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques - Dérogation pour les communes membres d'EPCI*) : p. 1932 - **Article 8** (art. L. 33-11 du code des postes et des communications électroniques - *Statut de « zone fibrée »*) : p. 1933 - **Article 9** (art. 1519 H du code général des impôts -

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux applicable aux stations radioélectriques - Plafonnement) : p. 1934 p. 1935 - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 49 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 - Application de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux aux réseaux en fibre optique jusqu'à l'utilisateur final en cas d'attribution du statut de « zone fibrée ») : p. 1935 - **Article 11** (art. 52-1, 52-2 et 52-3 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Couverture des « zones blanches ») : p. 1936 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 10** (Portée des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique prévus à l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales) : p. 1937

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan Borloo** - (24 mai 2018) : p. 4633 p. 4634

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 8** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 212-1, L. 240-1, L. 321-4, L. 324-1 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses relatives aux acquisitions foncières et aux droits de préemption, de priorité et de délaissement) : p. 10869 p. 10872 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 136 rectifié** (Opérations d'aménagement - Encadrement des prix du foncier) : p. 10873 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 817 rectifié bis** (Application de l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme aux zones d'activité) : p. 10875 - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 322-3-2, L. 322-6-1 du code de l'urbanisme - Autorité compétente pour approuver la constitution ou le plan de remembrement d'une association foncière urbaine) : p. 10875 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 493 rectifié et n° 494 rectifié** (Droits de mutation - Exonérations en Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et en Martinique) : p. 10876 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 495 rectifié** (Droits de succession - Exonérations en Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et en Martinique) : p. 10877 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 152-6 du code de l'urbanisme, art. L. 145-4 du code de commerce - Extension des dérogations d'urbanisme pour la transformation de bâtiments existants en logements en zone tendue) : p. 10878 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 138** (Taxe sur les logements vacants - Augmentation) : p. 10879 - **Article 9 bis** (Occupation temporaire de locaux vacants en vue d'en assurer la protection et la préservation) : p. 10882 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 139 et n° 613** (Bâtiments publics vacants - Mobilisation) : p. 10884 - **Article 10 bis** (Validation législative des constructions réalisées selon des normes réglementaires relatives aux immeubles de grande hauteur postérieurement annulées par le juge administratif) : p. 10886 - **Article 11** (art. L. 642-1, L. 642-3, L. 642-4, L. 642-5, L. 642-15, L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation - Extension de la procédure de réquisition avec attributaire à l'hébergement d'urgence de personnes sans abri et dispositions diverses relatives à la réquisition avec attributaire) : p. 10890 p. 10892

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral) : p. 10939 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 374 rectifié ter** (Distance minimale entre les éoliennes et les habitations) : p. 10952 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater** (Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations) : p. 10953 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 989 rectifié** (Adaptation du régime des espaces proches du rivage aux contraintes des activités agricoles de proximité) : p. 10959 - **Article 12 septies A (nouveau)** (art. L. 121-10-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Dérogation à l'inconstructibilité des zones non urbanisées du littoral au bénéfice des installations de traitement des déchets d'outre-mer) : p. 10959 - **Article 13** (Habilitation à simplifier par ordonnance la hiérarchie des

normes des documents d'urbanisme) : p. 10968 p. 10969 p. 10971 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 971 rectifié bis** (Extinction des servitudes de droit privé créées dans l'intérêt général pour cause de disparition totale et irréversible des éléments essentiels à l'origine de la création de la servitude) : p. 10971 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 305 rectifié** (Modification du périmètre du lotissement - Autorisation, précision et encadrement) : p. 10972 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1046 rectifié bis** (art. L. 442-9 du code de l'urbanisme - Suppression des trois derniers alinéas) : p. 10972 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 637 rectifié** (Restrictions - Affectation des parties communes en propriété indivise - Espaces communs rétrocédés à la collectivité et incorporés au domaine public) : p. 10973 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 306 rectifié** (Domaine du lotissement - Délivrance de l'autorisation - Délai de cristallisation) : p. 10974 - **Article 14 (supprimé)** (Habilitation à modifier par ordonnance le régime juridique des schémas d'aménagement régional) : p. 10974 - **Article 14 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 113 de la loi n° 2017-36 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté - Transfert différé de la compétence de politique de l'habitat à la métropole du Grand Paris) : p. 10976 p. 10977 p. 10978 - **Article 14 bis** (art. L. 581-14-1 du code de l'environnement - Applicabilité aux règlements locaux de publicité des dispositions de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté apportant des aménagements à l'élaboration, la révision et la caducité des plans locaux d'urbanisme) : p. 10978

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 18 A (supprimé) - Amendement n° 704 rectifié** (Extension des parties privatives sur les parties communes inutilisées ou désaffectées - Décision de l'assemblée générale des copropriétaires) : p. 11032 - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11037 p. 11038 p. 11041 p. 11047 p. 11060 p. 11062 p. 11066 p. 11068 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 927 rectifié bis** (Végétalisation ou pose d'équipements de production d'énergies renouvelables en toiture de bâtiments commerciaux neufs de plus de 1000 m² - Surface minimale) : p. 11069 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 158** (Promotion de la construction des filières locales - Mesures relevant de la loi - Rapport) : p. 11071 - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 243-1-1 du code des assurances - Clarification de la portée de l'assurance construction) : p. 11072 - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Définition de la préfabrication) : p. 11073 - **Article 19 ter** (art. L. 271-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Étude géotechnique préalable à la vente d'un terrain constructible et à la construction d'un nouvel immeuble dans les zones exposées au retrait-gonflement des sols argileux) : p. 11074 p. 11075 p. 11076 - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres) : p. 11080 - **Article 21** (art. L. 241-9 du code de l'énergie - Simplifier les règles en matière d'individualisation des frais de chauffage) : p. 11087 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 883** (Opération d'autoconsommation collective - Périmètre fixé par arrêté) : p. 11088 - **Article 21 bis A** (art. L. 134-4, L. 134-4-2 [abrogé] et L. 134-8 à L. 134-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1334-14 [abrogé] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Création d'un observatoire des diagnostics immobiliers) : p. 11089 - **Article 21 bis B** (art. L. 142-1 et L. 142-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Compétences du centre

scientifique et technique du bâtiment) : p. 11090 p. 11091 p. 11092 - **Article additionnel après l'article 21 bis C (supprimé) - Amendement n° 717 rectifié ter** (Diagnostic technique "assainissement" - Immeubles raccordés au réseau public de collecte) : p. 11094 p. 11095 - **Article additionnel après l'article 21 bis C (supprimé) - Amendement n° 812 rectifié** (Attestation contenant la date de la vente et les informations nécessaires à l'identification de l'immeuble vendu - Transmission à l'autorité compétente en matière d'assainissement émettrice du document mentionné par le notaire) : p. 11096 - **Article 21 bis D** (art. L. 221-7 et L. 221-9 du code de l'environnement - Consécration législative de l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur) : p. 11096 p. 11097 p. 11098 - **Article 21 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-6 du code de l'environnement - Interdiction de l'utilisation d'appareils de chauffage dans le cadre des plans de protection de l'atmosphère) : p. 11098 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 676 rectifié** (Vente en l'état Futur d'achèvement (VEFA) - Protection des consommateurs) : p. 11100 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1031 rectifié** (Contrat de promotion-rénovation - Création) : p. 11102 - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-3-2 du code de la construction et de l'habitation - Hausse du seuil de recours à la cotraitance) : p. 11103 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 459 rectifié** (Surcoûts d'assurance en matière de construction dans les territoires ultramarins - Rapport) : p. 11104 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 33 rectifié bis** (Mécanisme de mise en conformité ordonnée par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de construire) : p. 11107 - **Articles additionnels après l'article 23 bis - Amendement n° 396** (Acquisition immobilière - Délai de rétractation commun de 10 jours) : p. 11109 - **Article 24** (art. L. 421-9, L. 442-14, L. 480-13, L. 600-1-1, L. 600-1-2, L. 600-3, L. 600-5, L. 600-5-1, L. 600-5-2 [nouveau], L. 600-6, L. 600-7, L. 600-8, L. 600-12, L. 600-12-1 [nouveau], L. 600-13 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses visant à réformer le contentieux de l'urbanisme) : p. 11111 p. 11112 p. 11113 p. 11114 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 25 rectifié ter** (Suspension du paiement de la taxe d'aménagement par tout titulaire d'une autorisation d'urbanisme contestée devant la juridiction administrative) : p. 11115 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11122 p. 11123 p. 11127 p. 11128 p. 11129 p. 11130 p. 11131 p. 11132 p. 11133 p. 11134 p. 11135

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 504 rectifié** (Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Exonération de cotisation sur le supplément de loyer pour les DOM) : p. 11156 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 502 rectifié** (Conséquences de la suppression du dispositif d'accession sociale à la propriété dans les collectivités - Rapport) : p. 11157 - **Article 27** (art. L. 423-15, L. 423-16 et L. 481-8 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Mesures pour faciliter la circulation des capitaux entre les organismes) : p. 11163 p. 11164 - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 881 L du code général des impôts - Réduction de la contribution de sécurité immobilière proportionnelle perçue pour les formalités hypothécaires) : p. 11165 - **Article additionnel après l'article 27 bis - Amendement n° 670 rectifié bis** (Fusion des sociétés HLM - Transfert de déficit fiscal) : p. 11168 - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexes, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985

relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11179 p. 11182 p. 11183 p. 11208 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié** (Prestations de notaires relatives à des transactions entre professionnels - Négociation) : p. 11212 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11225 p. 11229 p. 11230 p. 11231 p. 11232 p. 11234 p. 11236 p. 11242 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 316 rectifié** (Comité régional de l'habitat et de l'hébergement - Création d'un comité des financeurs) : p. 11245 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 947 rectifié bis** (Elaboration d'un volet territorial du plan de vente des CUS) : p. 11246 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 701 rectifié ter** (Convention territoriale de coopération - Régime) : p. 11248 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 598** (Mesures d'amélioration des aides à l'accession sociale à la propriété - Rapport) : p. 11249 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 700 rectifié bis** (Fonds national des aides à la pierre - Exonération des bailleurs sociaux ultra-marins) : p. 11250 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 375 rectifié bis** (SEM locales - Détention de parts par le département) : p. 11251 - **Article 31** (ordonnance n° 2016-1408 du 20 octobre 2016 relative à la réorganisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction, ordonnance n° 2017-52 du 19 janvier 2017 modifiant l'objet de l'Association pour l'accès aux garanties locatives et de l'association Foncière logement, art. L. 313-17, L. 313-17-1, L. 313-17-4, L. 313-18-1, L. 313-18-3, L. 313-33, L. 313-34, L. 313-19-1, L. 313-19-2, L. 313-19-3, L. 313-20-1, L. 313-20-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 111-12 du code des juridictions financières, art. 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Ratification des ordonnances relatives à la réforme d'Action Logement) : p. 11252 p. 11253 p. 11254 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 684 rectifié** (Fiscalité des flux financiers d'Action Logement avec ses filiales) : p. 11255 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 683 rectifié** (Action Logement Groupe (ALG) - Perception de produits ou dividendes) : p. 11256 p. 11257 - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Emplois de la PEEC) : p. 11257 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. 81 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté - Report de la date de conclusion de la seconde génération de CUS) : p. 11257 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. 117 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté - Prolongation du délai d'habilitation pour la codification des dispositions relatives aux aides sociales en matière de logement) : p. 11258 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 531 rectifié** (Logements sociaux - Accès à un logement bâti et adapté pour les personnes dont l'habitat permanent est constitué d'une résidence mobile) : p. 11258 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 532 rectifié** (Logements sociaux - Accès à un logement bâti et adapté pour les personnes dont l'habitat permanent est constitué d'une résidence mobile) : p. 11259 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 1079** (Extension de l'ALF et de l'ALS à Saint-Pierre-et-Miquelon) : p. 11260 - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 421-9, L. 422-2-1 et L. 481-6 du code de la construction et de l'habitation - Élection des représentants des locataires) : p. 11261 - **Article 33 ter (nouveau)** (art. L. 442-6-4 du code de la construction et de l'habitation - Encadrement du loyer des places de stationnement dans le parc social) : p. 11262 - **Article 34** (art. 2 et articles 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à

améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11264 p. 11266

- **Rappel au règlement** - (20 juillet 2018) : p. 11268 p. 11269

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (20 juillet 2018) - **Article 34** (art. 2 et art. 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11271 p. 11273 p. 11274 p. 11275 p. 11276 p. 11277 p. 11278 - **Article 34 bis (supprimé)** (art. L. 302-1, L. 631-12-1 à L. 631-12-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, articles L. 151-34 et L. 151-35 du code de l'urbanisme, art. 10 loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 - du 23 décembre 1986 - Création des résidences junior) : p. 11279 - **Article additionnel après l'article 34 bis (supprimé) - Amendement n° 725 rectifié quater** (Statut de résidence universitaire) : p. 11281 - **Article additionnel après l'article 34 bis (supprimé) - Amendement n° 523** (Statistiques en matière de logement) : p. 11282 - **Article additionnel après l'article 34 ter - Amendement n° 938 rectifié** (Logement social - L'absence de lien avec la commune d'implantation du logement ne peut constituer un motif de non attribution) : p. 11283 - **Article 35** (art. L. 441-2 et L. 442-5-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Adaptation des missions des commissions d'attribution de logements) : p. 11285 p. 11287 p. 11288 p. 11289 p. 11290 p. 11291 p. 11292 p. 11293 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 576** (Supplément de loyer de solidarité - Durée de non application) : p. 11294 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 194** (HLM - Proposition de nouveau logement situé sur la même commune que le logement d'origine) : p. 11294 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 195** (Relogement - Conditions) : p. 11295 - **Article 35 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-12 du code de la construction et de l'habitation - Liste des personnes prises en compte pour l'instruction de la demande de logement social) : p. 11296 - **Article 36** (art. L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation - Généralisation du système de cotation de la demande) : p. 11297 p. 11298 - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-1-5 et L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la pré-commission d'attribution dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) : p. 11299 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 664 rectifié** (Accords collectifs de location relatifs aux congés pour vendre - Exclusion du champ d'application les ventes à l'unité) : p. 11300 - **Article 38** (art. L. 313-35 et L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Gestion en flux des contingents de logements sociaux - Obligations de mixité sociale dans les attributions de logements sociaux - Délégation du contingent préfectoral) : p. 11301 p. 11302 p. 11304 p. 11305 p. 11306 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 444 rectifié bis** (Droit au logement opposable - Condition de résidence pendant au moins 3 ans aux étrangers) : p. 11307 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 116 rectifié** (Loi 1948 - Fin de l'encadrement - Priorité d'examen du dossier de demande de logement social) : p. 11308 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendement n° 434** (Demande de logement social - Authenticité des pièces justificatives) : p. 11309

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 51** (art. L. 324-1-1 et L. 324-2-1 du code de tourisme - Encadrement des locations meublées touristiques) : p. 11430 p. 11431 p. 11432 p. 11433 p. 11435 p. 11436 - **Article 51 bis A (nouveau)** (art. L. 631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation - Clarification du régime d'autorisation temporaire de changement d'usage) : p. 11437 p. 11438 - **Article additionnel après l'article 51 bis A - Amendement n° 230 rectifié bis** (Plateformes de locations de

logements entre particuliers - Création d'une taxe sur le chiffre d'affaires) : p. 11439 - **Article additionnel après l'article 51 bis A - Amendement n° 727 rectifié quinquies** (Résidence universitaire - Locations saisonnières) : p. 11440 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 951 rectifié** (Usufruit locatif - Logement intermédiaire - Durée) : p. 11442

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 454 rectifié** (Définition d'un logement décent - Critère de performance énergétique) : p. 11561 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 1053 rectifié bis** (Prestations d'économie d'énergie - Certificats d'économie d'énergie - Information des consommateurs) : p. 11562 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 778** (Colonnes montantes électriques - Intégration au réseau public) : p. 11563 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 526 rectifié** (Colonnes montantes d'électricité dans les immeubles d'habitation - Préconisations - Rapport sur la mise en oeuvre) : p. 11565 - **Article 55 bis B** (art. L. 111-8-5 [nouveau] et L. 111-9-1 du code de la construction et de l'habitation - Caractéristiques relatives aux produits de construction) : p. 11567 - **Article 55 bis C (supprimé)** (art. L. 134-3-1 et L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation, art. 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Opposabilité du diagnostic de performance énergétique) : p. 11569 - **Article additionnel après l'article 55 bis C - Amendement n° 319 rectifié bis** (Transition énergétique - Crédit d'impôt - Préfinancement bancaire) : p. 11570 - **Article 55 bis** (art. L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation - Exigences en matière de constructions neuves) : p. 11573 - **Article 55 ter** (art. L. 111-10-5 du code de la construction et de l'habitation - Règles applicables au carnet numérique d'information, de suivi et d'entretien du logement) : p. 11574 p. 11575 - **Article 55 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Inscription d'un principe de performance énergétique dans le PLH) : p. 11576 - **Article 55 sexies (supprimé)** (Expérimentation pour mener des stratégies territoriales de résorption de la précarité énergétique) : p. 11579 - **Article 58** (Habilitation du Gouvernement à clarifier et à harmoniser les polices administratives spéciales rattachables à la lutte contre l'habitat indigne) : p. 11602 p. 11603 - **Article 58 ter (nouveau)** (art. 226-4 du code pénal et art. 38 de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Lutte contre l'occupation illicite de domiciles et de locaux à usage d'habitation) : p. 11606

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° 607** (Bail réel solidaire - Copropriété - Régime des droits sur le sol) : p. 11634 - **Article 61 bis** (art. 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Dématérialisation du diagnostic technique obligatoirement annexé au bail d'habitation) : p. 11635 - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Délais de dépôt du dossier d'information du maire préalablement à l'installation ou à la modification d'une installation radioélectrique) : p. 11636 p. 11637 p. 11638 - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° 383 rectifié** (Contrôle de champs électromagnétiques - Mesure a posteriori) : p. 11639 - **Article 62 ter** (Drogation, à titre expérimental, à la procédure de retrait d'une décision d'autorisation ou de non-opposition en matière de déploiement d'antennes de radiotéléphonie) : p. 11640 - **Article additionnel après l'article 62 quater - Amendement n° 862** (Réseaux de communications électroniques - Régime d'autorisation dans les espaces destinés aux activités agricoles, pastorales et forestières) : p. 11641 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 636 rectifié** (Itinérance - Mise en place au niveau national) : p. 11642 p. 11644 - **Article additionnel après l'article 63 quinquies - Amendement n° 480 rectifié** (Communications électroniques mobiles, carte des déploiements fibre - Carte de la

couverture mobile) : p. 11645 p. 11646 - **Article 64** (art. L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - Sanctions du non-respect d'engagements de déploiement de réseaux de communications électroniques) : p. 11647 - **Article additionnel après l'article 64 bis - Amendement n° 303 rectifié** (Déploiement des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique) : p. 11648 - **Article 64 ter (nouveau)** (code des postes et des communications électroniques - Obligation de fourniture d'offres de gros activées par des opérateurs d'infrastructures aux opérateurs de services en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals) : p. 11648 - **Article 64 quinquies (nouveau)** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Financement, par les communes, de toute opération d'investissement pour l'établissement et l'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques) : p. 11649 - **Article additionnel après l'article 64 quinquies - Amendement n° 476 rectifié bis** (Déploiement de réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique) : p. 11650

- *Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]* - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13712 p. 13724 - **Article 1er** (Partenariat d'aménagement et grandes opérations d'urbanisme) : p. 13822 - **Article 3** (Grandes opérations d'urbanisme et opérations d'intérêt national) : p. 13822 - **Article 5** (Orientations d'aménagement) : p. 13823 - **Article 8** (Aménagements urbains) : p. 13823 - **Article 12 ter** (Inconstructibilité des zones non-urbanisées - Dérogation) : p. 13823 - **Article 12 quinquies** (Constructibilité en zone littorale) : p. 13823 - **Article 28** (Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 13824 - **Article 29** (Association foncière logement) : p. 13824 - **Article 34 ter** (Congé délivré par une SCI familiale) : p. 13824 - **Article 38** (Mixité sociale des logements sociaux) : p. 13825 - **Article 38 bis** (Mission du GPI JNE) : p. 13825 - **Article 54** (Opérations de revitalisation du territoire) : p. 13825 - **Article 54 bis B** (Dispositif "Lower abundant") : p. 13825 - **Article 54 bis F** (Evolution des projets d'implantation commerciale) : p. 13825 - **Article 56 quater** (Déclaration préalable de mise en location) : p. 13825 - **Article 64 ter** (Opérateur de communication électronique) : p. 13826

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'allocation logement accession en outre-mer** - (30 octobre 2018) : p. 14811

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17433 - **État B** : p. 17438 p. 17439 p. 17441 p. 17442 p. 17443 p. 17445 p. 17447 p. 17449 p. 17452 p. 17453 p. 17455 p. 17456 p. 17457 - **Article 74** (art. L. 452-1 du code de la construction et de l'habitation - Augmentation de la contribution de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU) : p. 17458 - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° II-163 rectifié** (Sortie de l'Association foncière logement (AFL) du régime spécifique de la vente HLM) : p. 17458 - **Article 74 bis (nouveau)** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Instauration d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans des logements locatifs intermédiaires réhabilités en centres-villes) : p. 17459 p. 17460 p. 17461 p. 17463 p. 17464 p. 17465 p. 17467 - **Article additionnel après l'article 74 bis - Amendements n° II-218 rectifié, n° II-244 rectifié ter et n° II-278 rectifié bis** (Rénovation des logements des zones d'opération de revitalisation du territoire - Incitation fiscale) : p. 17467 - **Article additionnel après l'article 74 bis - Amendement n° II-164 rectifié bis** (Dispositif d'investissement locatif « Pinel » - Délai d'achèvement du logement - Prolongation) : p. 17468 - **Article additionnel après l'article 74 bis - Amendement n° II-174 rectifié bis** (X bis de l'article 199 novovicies du code général des impôts - Abrogation) : p. 17468 - **Article 74 quinquies (nouveau)** (Demande d'un rapport évaluant l'impact de la réduction de loyer de solidarité) : p. 17469 - **Article 74 sexies (nouveau)** (Demande d'un rapport sur le financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale) : p. 17470 - **Article additionnel après l'article 74 sexies - Amendement n° II-260** (Prêt d'accession sociale - Rapport au Parlement) : p. 17471

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant ordonnances renforcement dialogue social (24 janvier 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (15 novembre 2018).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 avril 2018 au 30 septembre 2018.

Membre de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins du 27 juin 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Exposé général [n° 111 tome 1 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Examen des articles [n° 111 tome 2 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Tableau comparatif [n° 111 tome 3 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Heyer, préalable à sa nomination au Haut Conseil des finances publiques par le Président de la commission des finances du Sénat.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Éric Heyer, préalable à sa nomination au Haut Conseil des finances publiques par le Président de la commission des finances du Sénat (voir à la rubrique de la commission des finances).

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Accès précoce à l'innovation en matière de produits de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de responsables de formations universitaires : M. Guilhem Bichet, docteur en pharmacie et pharmacien d'officine, Mme Sabrina Boutefnouchet, maître de conférences en pharmacognosie à la faculté de pharmacie Paris-Descartes, M. Thierry Hennebel, professeur en pharmacognosie à la faculté de pharmacie de l'Université Lille 2.

Réunion du jeudi 19 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Auditions du docteur Michèle Surroca, responsable du département des produits de santé à la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam) et de Mme Paule Kujas, adjointe à la responsable.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 27 septembre 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Examen du rapport de M. Jean-Pierre Decool, rapporteur de la mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Audition de Mme Charlotte Lecocq, députée, MM. Bruno Dupuis, consultant senior en management, Henri Forest, ancien secrétaire confédéral de la CFDT et Hervé Lanouzière, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Claire Compagnon, candidate à son renouvellement pour la fonction de présidente du conseil d'administration de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM).

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 21 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (24 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 107** (*Modulation de la durée du préavis du salarié concerné par un licenciement économique*) : p. 246

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (5 juin 2018) : p. 5180

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (2 juillet 2018) - **Article 16** (*Entrée en vigueur et dispositions transitoires*) : p. 7901

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Nouvelle lecture [n° 692 (2017-2018)]** - (30 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13190

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15252 p. 15268

Troisième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 19** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau]*)

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant ordonnances renforcement dialogue social (24 janvier 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (24 juillet 2018).

et art. 1600-0 F bis et 1600-0-S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale, pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État et entre régimes de sécurité sociale) : p. 15503

Quatrième partie :

- (16 novembre 2018) - **Article 39 bis (nouveau)** (*Soutien au développement de la vaccination contre les infections liées aux papillomavirus humains*) : p. 15652 p. 15655 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendements n° 387 rectifié et n° 558** (*Élargissement du champ de compétences de la commission d'évaluation de la sous-reconnaissance des maladies professionnelles aux pathologies psychiques*) : p. 15731 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 181 rectifié ter** (*Restriction du pouvoir d'injonction et de sanction des CARSAT auprès des entreprises dans la prévention des risques professionnels*) : p. 15731 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 465 rectifié bis** (*Amélioration du dispositif de reconnaissance des maladies professionnelles*) : p. 15732 p. 15733 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 550 rectifié** (*Clarification des conditions d'accès à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante*) : p. 15733 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 440 rectifié** (*Reconnaissance de l'exposition au chlordécone comme maladie professionnelle*) : p. 15734 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 474 rectifié** (*Indemnisation des préjudices liés à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques*) : p. 15736 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 559** (*Institution d'un malus sanctionnant les employeurs en matière de prévention des accidents du travail*) : p. 15737 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 473 rectifié** (*Non-recours aux minimas sociaux - Rapport*) : p. 15738

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (15 novembre 2018).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale le 30 janvier 2018.

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine jusqu'au 30 juin 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 avril 2018 au 30 septembre 2018.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018 ; puis présidente le 15 novembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 273 (2017-2018)] relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 523 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Médicaments innovants : consolider le modèle français d'accès précoce [n° 569 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Exposé général [n° 111 tome 1 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Examen des articles [n° 111 tome 2 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Tableau comparatif [n° 111 tome 3 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate à son renouvellement à la direction générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Katia Julienne, candidate pressentie pour le poste de directrice de la Haute Autorité de santé, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des comptes sociaux - Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées - Procédure de législation en commission (Articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Accès précoce à l'innovation en matière de produits de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Conditions de réussite d'une réforme systémique des retraites - Compte rendu des déplacements en Italie, en Suède, au Danemark et en Allemagne - Communication au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Situation des finances sociales - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Audition de Mme Charlotte Lecocq, députée, MM. Bruno Dupuis, consultant senior en management, Henri Forest, ancien secrétaire confédéral de la CFDT et Hervé Lanouzière, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Jean-Marie Delarue, conseiller d'État, ancien contrôleur général des lieux de privation de liberté, président de la commission d'audition sur les auteurs de violences sexuelles (prévention, évaluation, prise en charge) et du docteur Sabine Mouchet-Mages, présidente du comité d'organisation de celle-ci.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de M. Éric Guéret, réalisateur du documentaire « Enfance abusée » et de Mme Christine Pedotti, directrice de la rédaction de Témoignage chrétien.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition du Dr Georges Picherot, pédiatre, ancien chef de service de pédiatrie au CHU de Nantes, membre du Conseil national de la protection de l'enfance (CNPE) et du comité d'experts du jeune public au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Édouard Durand, juge des enfants au tribunal de grande instance de Bobigny, membre du Conseil national de la protection de l'enfance (CNPE) et membre du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh).

Audition de Mme Geneviève Avenard, défenseure des enfants.

(*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'offre de soins - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du vendredi 21 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 89

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 140

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Nouvelle lecture [n° 217 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 607

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 235 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 775

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Notre-Dame-des-Landes et l'autorité de l'État** - (1er février 2018) : p. 847 p. 848

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des banques dans le financement de l'économie réelle** - (1er février 2018) : p. 850

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 858

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Commission mixte paritaire [n° 265 (2017-2018)]** - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1481

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 34 sexies (nouveau)** (art. L. 341-2 du code de l'énergie - Exclusion des projets d'électricité renouvelable soutenus dans le cadre d'une procédure concurrentielle du bénéfice de la réfaction tarifaire) : p. 2344 - **Article 38** (art. 19 et 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 2355

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la médecine** - (20 mars 2018) : p. 2440 p. 2441

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3083 p. 3084 - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs) : p. 3106 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3118

- **Débat** : « Quelles perspectives pour les études de médecine ? » - (5 avril 2018) : p. 3505

- **Question orale sans débat sur la place des infirmières dans l'organisation de la vaccination** - (22 mai 2018) : p. 4404 p. 4405

- **Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 524 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5515 p. 5521

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5734

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6281

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 230 rectifié, n° 311 rectifié bis, n° 369 rectifié bis et n° 416 rectifié ter** (Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension) : p. 7445

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9145 - **Rappel au règlement** : p. 9153

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 48 rectifié** (*Évaluation de l'éducation sexuelle - Rapport au Parlement*) : p. 9192

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9482 p. 9483 - **Article 3** (art. L. 6111-6 et L. 6111-6-1 [nouveau] du code du travail - Réforme du conseil en évolution professionnelle) : p. 9495

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 8 bis** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Création d'une classe de troisième dite « prépa-métiers ») : p. 9551

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9657 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 313, n° 559 rectifié bis, n° 578 rectifié et n° 712 rectifié** (*Copilotage de l'apprentissage par les régions et les branches professionnelles*) : p. 9673 - **Article 16** (art. L. 2271-1, L. 2272-1, L. 2272-2, L. 6123-3 à L. 6123-7 et L. 6123-8, L. 6123-8-1, L. 6123-8-2, L. 6123-9, L. 6123-10, L. 6123-11, L. 6123-12 et L. 6123-13 [nouveaux] du code du travail - Réforme de la gouvernance du système de formation professionnelle et création de France compétences) : p. 9739 p. 9742 p. 9743 p. 9744 p. 9745 p. 9746 p. 9748 p. 9749 - **Article 17** (art. L. 6131-1 à L. 6131-3 [nouveaux], L. 6241-2 à L. 6241-12 et L. 6331-1 à L. 6331-8 du code du travail, art. 44 quaterdecies, 231 bis T, 235 ter C à 235 ter KM, 237 quinquies, 1599 ter C, 1678 quinquies, 1679 bis B du code général des impôts, art. L. 361-5 du code de l'éducation, art. L. 3414-5 du code de la défense, art. L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 716-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 20 de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, art. 76 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et art. 38 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - Réforme du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage) : p. 9754 p. 9760 - **Article 20** (*Habilitation à confier par ordonnances le recouvrement des contributions des employeurs au financement de la formation professionnelle aux URSSAF*) : p. 9783

- **Proposition de loi relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes [n° 725 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13351

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15250 p. 15251

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone) : p. 15425 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié ter** (*Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente des produits alimentaires à référence alcoolique - Taxation*) : p. 15427 p. 15428

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 20** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Reprise par la Cades des déficits portés en trésorerie par l'Acoss) : p. 15522

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 27** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale - Extension du dispositif de paiement à la qualité des établissements de santé) : p. 15544 p. 15547 p. 15548 p. 15549 p. 15550 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 516** (*Non respect du CAQES - Sanctions financières - Abrogation*) : p. 15551 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 260 rectifié bis** (*Dispositif de sanction du CAQES - Suppression*) : p. 15552 - **Article 28** (art. L. 162-22-6-2 [nouveau], L. 162-22-10, L. 162-22-12 et L. 162-22-15 du code de la sécurité sociale - Financement forfaitaire de pathologies chroniques) : p. 15553 p. 15554 p. 15555 p. 15556 - **Article 29** (art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale - Amplifier la portée du dispositif d'innovation du système de santé) : p. 15558 p. 15559 p. 15560 p. 15561 p. 15563 p. 15564 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 126 rectifié ter** (*Actes de télémédecine et de téléconsultation - Intégration dans le droit commun tarifaire*) : p. 15565 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 127 rectifié bis** (*Commissions de contrôle de la tarification à l'activité - Composition paritaire*) : p. 15565 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 51 rectifié bis, n° 110 rectifié ter et n° 584 rectifié** (*Transports inter-établissements - Publication annuelle des tarifs*) : p. 15567 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 412 rectifié** (*Comité technique de l'innovation en santé - Composition*) : p. 15568 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 397 rectifié bis et n° 571 rectifié bis** (*Fédérations hospitalières - Possibilité d'expérimentation*) : p. 15569 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 572 rectifié bis** (*Tarifs des actes médicaux - Avis préalable des fédérations hospitalières*) : p. 15570 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 124 rectifié ter et n° 178 rectifié ter** (*Absence de publication des tarifs des établissements de santé au 1er mars - Avance automatique de trésorerie*) : p. 15571 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 564 rectifié bis** (*Fonds d'intervention régional - Utilisation des dotations - Bilan annuel*) : p. 15571 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 109 rectifié bis** (*Établissements d'hospitalisation à domicile - Continuité des soins - Rapport au Parlement*) : p. 15572 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 395 rectifié** (*Évolution des dépenses de personnels des établissements de santé - Rapport*) : p. 15573 - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 6122-5 du code de la santé publique et art. L. 162-30-3 du code de la sécurité sociale - Obligation d'élaborer un programme d'amélioration de la pertinence des soins en cas d'écarts significatifs de pratiques constatés dans un établissement de santé) : p. 15573 - **Article 29 ter (nouveau)** (art. L. 6145-16-1 du code de la santé publique - Possibilité pour les établissements publics de santé de déroger au plafond du taux d'usure) : p. 15574 - **Article 29 quater (nouveau)** (art. L. 162-5 et L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale - Inclusion des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires dans le champ des accords-cadres) : p. 15577 p. 15579 p. 15580 p. 15582 - **Article 29 quinquies (nouveau)** (*Création d'un forfait expérimental de réorientation pour les urgences hospitalières*) : p. 15585 - **Article 29 sexies (nouveau)** (art. L. 162-22-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Remboursement à l'assurance maladie des actes et séjours réalisés par des établissements non autorisés) : p. 15588 p. 15589 - **Article additionnel après l'article 29 sexies - Amendement n° 538 rectifié** (*Fermeture des services de santé - Moratoire*) : p. 15590 p. 15592 p. 15593 - **Article 29 septies (nouveau)** (art. L. 162-31-1 du code de la santé publique - Inscription de l'éducation thérapeutique dans le champ des expérimentations) : p. 15593 - **Article 29 octies (nouveau)** : p. 15594 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 165 rectifié bis** (*Installation des médecins libéraux - Régulation*) : p. 15597 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 166 rectifié ter et n° 365 rectifié** (*Refus d'installation - Déremboursement*) : p. 15598 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 366 rectifié bis** (*Besoins médicaux - Rapport au Parlement*) : p. 15598 - **Article 31** (art. L. 4041-2, L. 4041-3 et L. 4042-1 du code de la santé publique ; art. L. 162-1-7 du

code de la sécurité sociale - Étendre l'objet des Sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires (SISA) aux pratiques avancées) : p. 15600 p. 15601 - **Article 32** (art. L. 161-38, L. 162-2-3 [nouveau], L. 162-5, L. 162-5-15, L. 162-5-16, L. 162-5-18 [nouveau] et L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale - Renforcer l'usage du numérique et le partage d'information pour améliorer la qualité de la prise en charge) : p. 15603 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 132 rectifié quater** (Téléradiologie - Définition des actes) : p. 15605 - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 161-35 et L. 323-3 du code de la sécurité sociale - Prescription dématérialisée des arrêts de travail et simplification des conditions d'accès au temps partiel thérapeutique) : p. 15606 p. 15607 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 46 rectifié quater, n° 287 rectifié ter, n° 475 rectifié bis et n° 523 rectifié** (Indemnité journalière - Absence d'activité professionnelle donnant lieu à des rémunérations) : p. 15608 - **Article 33** (art. L. 133-4, L. 162-9, L. 165-1, L. 165-1-4 [nouveau], L. 165-2, L. 165-9 et L. 871-1 du code de la sécurité sociale ; L. 2132-2-1 et L. 2134-1 du code de la santé publique - Une santé sans frais en optique, aides auditives et prothèses dentaires) : p. 15612 p. 15613 p. 15614 p. 15615 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 439 rectifié** (Outre-mer - Coefficients géographiques - Tarifs de sécurité sociale) : p. 15615

- Suite de la discussion (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 39 rectifié bis, n° 238 rectifié bis et n° 401 rectifié** (Étudiants en orthoptie - Possibilité de stages pratiques en cabinet d'orthoptie de ville) : p. 15627 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 576 rectifié bis** (Modalités de prise en charge intégrale de tous les moyens de contraception existants par l'assurance maladie - Rapport) : p. 15628 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 581 rectifié** (Travail temporaire des praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé - Bilan) : p. 15630 - **Article 34** (art. L. 114-17-1, L. 142-3, L. 160-1, L. 160-3, L. 160-15, L. 162-1-21, L. 162-9, L. 162-16-7, L. 162-40, L. 165-6, L. 211-1, L. 752-4 ; L. 861-1 à L. 861-8, L. 861-10, L. 861-11 [nouveau], L. 862-1, L. 862-2, L. 862-4, L. 862-6, L. 862-7, L. 863-1, L. 863-7-1, L. 864-1, L. 864-2, L. 871-1 et L. 911-7-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 723-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 251-1 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 1110-3, L. 1511-1 et L. 6122-15 du code de la santé publique ; art. L. 1113-1 du code des transports ; art. 34 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle - Amélioration du recours aux dispositifs d'aide à la couverture complémentaire santé) : p. 15632 p. 15636 p. 15638 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 566 rectifié** (Taux de non-recours aux droits pour les personnes sortant du dispositif de l'aide sociale à l'enfance - Rapport) : p. 15638 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 528** (Dépassements d'honoraires médicaux - Plafond) : p. 15640 - **Article 36** (art. L. 169-14 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales ; art. 20-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte - Gestion et financement des dispositifs de prise en charge exceptionnelle par l'assurance maladie) : p. 15642 - **Article 37** (art. L. 2132-2 et L. 2421-1 du code de la santé publique ; art. L. 160-9, L. 160-14 et L. 162-1-22 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Modification du calendrier des examens de santé obligatoires des jeunes de moins de dix-huit ans) : p. 15643 - **Article 38** (art. L. 137-27 et L. 221-1-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Création d'un fonds de lutte contre les addictions liées aux substances psychoactives) : p. 15645 p. 15646 p. 15647 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 306 rectifié** (« Taxe soda » - Amélioration) : p. 15647 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 135 rectifié** (Cancers pédiatriques - Suivi des assurés après leur majorité et cinq ans après le dernier traitement - Rapport) : p. 15648 - **Article**

38 bis (nouveau) (Rapport au Parlement sur les dépenses de prévention des addictions) : p. 15649 - **Article 39** (art. L. 4161-1 et L. 5125-1-1 A du code de la santé publique ; art. L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale - Généralisation de l'expérimentation portant sur la vaccination antigrippale par les pharmaciens) : p. 15650 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 341** (Prévention pour les assurés âgés de 11 à 14 ans - Financement par le fonds d'intervention régional d'une consultation unique - Expérimentation) : p. 15651 - **Article 39 bis (nouveau)** (Soutien au développement de la vaccination contre les infections liées aux papillomavirus humains) : p. 15652 p. 15653 p. 15654 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendements n° 10 rectifié quater, n° 50 rectifié ter, n° 288 rectifié, n° 368 rectifié ter et n° 590 rectifié** (Télé-orthophonie - Expérimentation) : p. 15656 - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendement n° 344** (Vaccination antigrippale des enfants - Expérimentations) : p. 15658 p. 15658 - **Article additionnel avant l'article 42 - Amendement n° 234 rectifié quater** (Sécurité sanitaire - Abattements sur l'assiette des contributions au bénéfice des entreprises pharmaceutiques s'engageant sur des investissements consacrés au développement de nouvelles capacités de production situées en France) : p. 15677 - **Article 42** (art. L. 133-4, L. 162-4, L. 162-16-5, L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-1-1 [nouveau], L. 162-16-5-2 à L. 162-16-5-4 [nouveau], L. 162-17, L. 162-17-1-2 [nouveau], L. 162-17-2-1, L. 162-17-2-2 [nouveau], L. 162-17-4, L. 162-18, L. 162-22-7-3, L. 165-1-4 [nouveau] et L. 165-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Adaptations diverses des modalités de prise en charge des produits de santé) : p. 15682 p. 15683 p. 15684 p. 15685 p. 15686 p. 15687 p. 15689 p. 15690 p. 15691 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 540** (Élargissement des critères pris en compte pour la fixation du prix des médicaments) : p. 15691 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 542** (Révision périodique du prix des médicaments) : p. 15692 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 167 rectifié ter** (Conditionnement de la régulation des dépenses de produits de santé à un critère de non justification de ces dépenses au regard de la pertinence des soins) : p. 15693 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 628** (Utilisation testimoniale éclairée et surveillée des médicaments) : p. 15695 - **Article 42 bis (nouveau)** (Rapport au Parlement sur la mise en oeuvre de l'ouverture des autorisations temporaires d'utilisation à de nouvelles indications) : p. 15696 - **Article 43** (art. L. 5121-1, L. 5121-10, L. 5125-23, L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 du code de la santé publique ; art. L. 162-16, L. 162-16-7 et L. 162-22-7-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Favoriser le recours aux médicaments génériques, hybrides et biosimilaires) : p. 15698 p. 15699 p. 15700 p. 15701 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 544** (Ruptures d'approvisionnement en médicaments - Cellule nationale de gestion des ruptures d'approvisionnement - Création) : p. 15702 - **Article 43 bis (nouveau)** (art. L. 1151-1 du code de la santé publique - Encadrement de l'utilisation de certains médicaments innovants) : p. 15702 p. 15703 - **Article 44** (Ajustement exceptionnel de la revalorisation des prestations sociales) : p. 15711 - **Article 47** (art. L. 623-1, L. 623-4 et L. 663-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 722-10, L. 732-10, L. 732-10-1 et L. 732-12-2 du code rural et de la pêche maritime - Harmonisation des modalités d'indemnisation du congé maternité) : p. 15717 p. 15718 p. 15719 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 408 rectifié** (Consultation de spécialistes dans le parcours de soins sur prescription d'une sage-femme) : p. 15719 - **Article 47 quater (nouveau)** : p. 15721 - **Article 47 quinquies (nouveau)** (Expérimentation d'une possibilité de reprise progressive de l'activité des travailleuses indépendantes pendant leur congé de maternité) : p. 15721 - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 133-4-1, L. 161-17-1-1, L. 355-3, L. 553-2, L. 815-11, L. 821-5-1, L. 835-3, L. 845-3, L. 861-3 et L. 863-7-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation ; art. 20-5-6 et 20-8-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité

sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ; art. 13 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et à la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte ; art. 20, 35-3 et 42-1 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte ; art. 104-1 de l'ordonnance n° 2006-1588 du 13 décembre 2006 relative au régime de prévention, de réparation et de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles à Mayotte ; art. 1er de l'ordonnance n° 2016-160 du 18 février 2016 portant adaptation de la prime d'activité au département de Mayotte ; art. 8-4 [nouveau], 9-6 et 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales ; art. 5 et 7 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Amélioration du recouvrement de diverses sommes par les organismes de sécurité sociale) : p. 15726 - **Article 53 (ONDAM et sous-ONDAM)** : p. 15729 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 473 rectifié (Non-recours aux minimas sociaux - Rapport)** : p. 15739

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

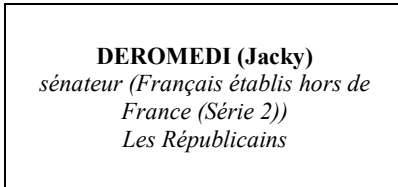
Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 78 - Amendement n° II-539 (Annexe budgétaire - Lutte contre le cancer pédiatrique - Financement de la recherche fondamentale)** : p. 17784

- **Question orale sans débat sur les répercussions des lâchers de ballons sur l'environnement** - (4 décembre 2018) : p. 17817 p. 17818

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18556

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat)** : p. 21661



Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (17 avril 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (19 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (10 juillet 2018).

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative à la composition du conseil d'administration de Business France [n° 389 (2017-2018)] (29 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : L'ASEAN : un grand marché tourné vers l'innovation [n° 151 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des évènements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 57 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Réconcilier le vote et les nouvelles technologies [n° 73 (2018-2019)] (24 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la méréule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres des instances représentatives des Français établis hors de France [n° 120 (2018-2019)] (13 novembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Bilan de la Journée des entreprises au Sénat le 29 mars 2018.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Pierre Joxe ancien ministre, avocat spécialisé dans la défense des mineurs, médiateur au conseil départemental de Seine-Saint-Denis, auteur de « Pas de quartier ? Délinquance juvénile et justice des mineurs ».

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Girier, chef de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et ancien directeur de la campagne de M. Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.

Audition de M. Olivier de Mazières, préfet de police des Bouches-du-Rhône.

Audition du Colonel Lionel Lavergne, chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Sophie Hatt, ancienne cheffe du groupe de sécurité de la présidence de la République, directrice des services actifs de la police nationale, directrice de la coopération internationale au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques** [n° 237 (2017-2018)] - (1er février 2018) - **Article 4** (*Présentation des offres et paiement par le fonds*) : p. 873 - **Article 5** (*Droit d'action en justice des demandeurs contre le fonds*) : p. 874 - **Article 6** (*Recours du fonds contre des tiers, actions subrogatoires*) : p. 874 - **Article 7** (*art. L. 253-8-2 du code rural et de la pêche maritime - Modalités de financement du fonds*) : p. 875 p. 876

- **Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger** [n° 239 (2017-2018)] - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 883

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants** [n° 242 (2017-2018)] - (8 février 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 68 rectifié ter** (*Publications de statistiques des établissements scolaires*) : p. 1154 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 69 rectifié ter** (*Obligation de diffusion de ses statistiques sur le site internet de l'établissement scolaire*) : p. 1155 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 75 et n° 179 rectifié** (*Droits d'inscription pour les étudiants étrangers*) : p. 1157 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 39 rectifié** (*Rapport au Parlement - Exercice de la compétence orientation*) : p. 1166 p. 1166 - **Article 4** (*art. L. 831-3 et L. 841-5 [nouveau] du code de l'éducation - Instauration d'une contribution destinée à favoriser l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants*) : p. 1178 p. 1179 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 72 rectifié** (*Associations culturelles universitaires*) : p. 1183 p. 1184

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance** [n° 330 (2017-2018)] - (14 mars 2018) - **Article 23 bis** (*Expérimentation de l'attestation de résidence comme justificatif de domicile pour les Français établis hors de France*) : p. 2294 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 34 rectifié** (*Ratification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations et rétablissement de la législation antérieure sur l'appel à la générosité publique*) : p. 2302

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen** [n° 397 (2017-2018)] - (10 avril 2018) - **Article 2** (*art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision*) : p. 3590

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites** [n° 420 (2017-2018)] - (18 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3884

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)** [n° 64 (2017-2018)] - (15 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4246

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de l'Alliance française** - (24 mai 2018) : p. 4638 p. 4639

- **Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires - Commission mixte paritaire** [n° 506 (2017-2018)] - (21 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6408

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (25 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 395 rectifié** (*Mineurs non accompagnés - Prise d'empreintes et de photographies*) :

p. 6662 - **Article additionnel après l'article 33 ter A - Amendement n° 388 rectifié bis** (*Suppression du principe de pluriannualité des titres de séjour délivrés par admission exceptionnelle au séjour*) : p. 6690

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 7** (art. L. 6211-1, L. 6211-4, L. 6221-2, L. 6222-22-1, L. 6224-1, L. 6224-2 à L. 6224-8, L. 6227-11 et L. 6227-12 du code du travail - *Simplification des conditions de conclusion d'un contrat d'apprentissage*) : p. 9531 p. 9532

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 16** (art. L. 2271-1, L. 2272-1, L. 2272-2, L. 6123-3 à L. 6123-7 et L. 6123-8, L. 6123-8-1, L. 6123-8-2, L. 6123-9, L. 6123-10, L. 6123-11, L. 6123-12 et L. 6123-13 [nouveaux] du code du travail - *Réforme de la gouvernance du système de formation professionnelle et création de France compétences*) : p. 9739 p. 9742 p. 9747 - **Article 17** (art. L. 6131-1 à L. 6131-3 [nouveaux], L. 6241-2 à L. 6241-12 et L. 6331-1 à L. 6331-8 du code du travail, art. 44 quaterdecies, 231 bis T, 235 ter C à 235 ter KM, 237 quinquies, 1599 ter C, 1678 quinquies, 1679 bis B du code général des impôts, art. L. 361-5 du code de l'éducation, art. L. 3414-5 du code de la défense, art. L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 716-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 20 de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, art. 76 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et art. 38 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - *Réforme du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage*) : p. 9754 p. 9755

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article 40** (art. L. 5212-2, L. 5212-5, L. 5212-5-1, L. 5212-6, L. 5212-9, L. 5212-10, L. 5212-10-1 [nouveau], L. 5212-11, L. 5212-12, L. 5523-4 du code du travail - *Redéfinition de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, OETH*) : p. 9871

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Assouplissement des normes d'accessibilité*) : p. 11069 - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - *Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres*) : p. 11077 p. 11078 p. 11083 - **Article 21 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-6 du code de l'environnement - *Interdiction de l'utilisation d'appareils de chauffage dans le cadre des plans de protection de l'atmosphère*) : p. 11098 - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-3-2 du code de la construction et de l'habitation - *Hausse du seuil de recours à la cotraitance*) : p. 11102 p. 11103

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2-1 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation - *Mesures pour faciliter les possibilités de fusions et d'absorption des organismes d'habitation à loyer modéré et sociétés d'économie mixte entre eux*) : p. 11159 p. 11160 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 531 rectifié** (*Logements sociaux - Accès à un logement bâti et adapté pour les personnes dont l'habitat permanent est constitué d'une résidence mobile*) : p. 11258 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 532 rectifié** (*Logements sociaux - Accès à un logement bâti et adapté pour les personnes dont l'habitat permanent est constitué d'une résidence mobile*) : p. 11259

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 869 rectifié** (*Résidences services à caractère social*) : p. 11348 p. 11349 - **Article 46 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation - *Calcul du supplément de loyer de solidarité*) : p. 11350 - **Article 47 bis A** (art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Communication des coordonnées du locataire au syndic*) : p. 11352

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (11 octobre 2018) - **Article 39** (art. 388-5, 393, 393-1, 394, 397-1-1 [nouveau] et 397-2 du code de procédure pénale - *Dispositions relatives au tribunal correctionnel*) : p. 13656 p. 13657

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16670

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendement n° I-252 rectifié bis** (*BioGPL - Taux de TICPE*) : p. 16747 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quinquies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - *Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16776 p. 16786 p. 16791

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (10 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 60 bis - Amendement n° II-463 rectifié** (*Entreprises ne relevant pas de la convention collective nationale des services de l'automobile - Taxe ANFA - Exonération*) : p. 18462 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-328 rectifié bis** (*APL - Référence de calcul*) : p. 18488 p. 18489

DE RUGY (François)
ministre d'État, ministre de la transition
écologique et solidaire
(à partir du 4 septembre 2018)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13354 p. 13355 p. 13356 p. 13357 p. 13358 p. 13359 p. 13360 p. 13361 p. 13362 p. 13363 p. 13364 p. 13365 p. 13366

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transition énergétique et les moyens de l'État** - (11 octobre 2018) : p. 13662

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du GIEC (I)** - (11 octobre 2018) : p. 13663

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du GIEC (II)** - (11 octobre 2018) : p. 13670

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la surveillance des déplacements maritimes** - (25 octobre 2018) : p. 14724

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux taxes sur le gazole non routier** - (25 octobre 2018) : p. 14729

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat** - (30 octobre 2018) : p. 14807 p. 14808

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité verte** - (30 octobre 2018) : p. 14812

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transition énergétique et le pouvoir d'achat** - (8 novembre 2018) : p. 15100

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la trajectoire diesel** - (8 novembre 2018) : p. 15102

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité des carburants** - (8 novembre 2018) : p. 15104 p. 15105

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'environnement et l'agriculture** - (8 novembre 2018) : p. 15108

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la manifestation contre la hausse du prix du carburant** - (13 novembre 2018) : p. 15322

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sociale** - (27 novembre 2018) : p. 16890

DESEYNE (Chantal)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant ordonnances renforcement dialogue social (24 janvier 2018).

Membre titulaire du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles le 30 janvier 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) [n° 150 tome 3 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mmes Sandrine Dauphin, directrice de projet Virage Dom, et Stéphanie Condon, responsable scientifique de l'enquête Virage Dom (INED), sur l'étude VIRAGÉ en outre-mer.

Réunion du jeudi 29 mars 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur la révision constitutionnelle.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Anne Berard, adjointe au directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Geneviève Avenard, Défenseuse des enfants.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mmes Catherine Pautrat, inspectrice générale de la justice, Isabelle Poinso, inspectrice des services judiciaires et Sophie du Mesnil-Adelee, inspectrice de la protection judiciaire de la jeunesse, co-auteurs en 2015 d'un rapport d'inspection sur le dispositif des centres éducatifs fermés (CEF).

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de MM. Jean-Patrick Gille, président et Serge Kroichvili, délégué général de l'Union nationale des missions locales (UNML).

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation de rapporteur-es sur le football féminin dans la perspective du Mondial 2019.

Désignation d'un vice-président.

Échange de vues sur les évolutions prévues dans le PLFSS 2019 en matière de congé maternité des travailleuses indépendantes.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les violences faites aux femmes handicapées.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (8 février 2018) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur) : p. 1148 p. 1149

- **Question orale sans débat sur la réinstallation d'un tribunal de commerce à Dreux** - (6 mars 2018) : p. 1901

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3080

- **Débat** : « **Quelles perspectives pour les études de médecine ?** » - (5 avril 2018) : p. 3499

- **Question orale sans débat sur les fonds de concours et les syndicats d'énergie** - (3 juillet 2018) : p. 8812 p. 8813

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9581 - **Article 13** (art. L. 5132-3, L. 6324-1, L. 6324-2, L. 6324-5 à L. 6324-9,

L. 6325-4, L. 6325-11 L. 6325-14-1, L. 6325-24, L. 6325-25 [nouveau], L. 6326-2, L. 6326-3 et L. 6326-4 du code du travail - *Contrats de professionnalisation, périodes de professionnalisation et préparation opérationnelle à l'emploi*) : p. 9621

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article 54** (art. L. 1262-4-1, L. 1263-3, L. 1263-4-2 [nouveau], L. 1263-5, L. 1263-6 du code du travail - *Devoir de vigilance du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage sur le paiement des sanctions administratives dues par le prestataire étranger*) : p. 9905 p. 9906 - **Article 60** (art. L. 8113-5-1 et L. 8113-5-2 [nouveaux] du code du travail - *Droit de communication élargi des agents de l'inspection du travail*) : p. 9909

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 2 rectifié bis** (*Transformation d'un immeuble en logement - Copropriété des immeubles bâtis - Avis non requis*) : p. 11619

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14855

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 103 rectifié ter** (*Taxe existante sur les « Premix » - Extension*) : p. 15429

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 124 rectifié ter et n° 178 rectifié ter** (*Absence de publication des tarifs des établissements de santé au 1er mars - Avance automatique de trésorerie*) : p. 15570 p. 15571

- **Question orale sans débat sur la fermeture de la base aérienne de Châteaudun** - (20 novembre 2018) : p. 15816 p. 15817

- **Question orale sans débat sur la dépollution des ballastières de Braqueville à Toulouse** - (20 novembre 2018) : p. 15822

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2018) : p. 17492 - **État B** : p. 17506

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17872

DÉTRAIGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (14 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (26 novembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (26 novembre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité pour les associations de locataires, non affiliées à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation, de présenter des listes aux élections des représentants des locataires [n° 509 (2017-2018)] (28 mai 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 462 (2017-2018)] - Rapport [n° 11 tome 1 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 462 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 11 tome 2 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Réconcilier le vote et les nouvelles technologies [n° 73 (2018-2019)] (24 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 153 tome 8 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 202 (2018-2019)] (13 décembre 2018) - **Justice.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*GT préfigurant CS Société de confiance*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition conjointe de représentants des collectivités territoriales.

Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'État.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de

confiance - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la Défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des lois*) : Droit local d'Alsace-Moselle - Table ronde.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des lois*) : Mission de réflexion sur les enjeux de l'évolution de la fonction publique territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurité » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation*) - **Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur** : p. 1081

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce [n° 658 (2015-2016)]** - (8 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2080

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2184

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier et art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels*) : p. 2300 - **Article 26 (Habilitation à légiférer par ordonnance pour autoriser les maîtres d'ouvrage à déroger à certaines règles de la construction)** : p. 2305 p. 2308 p. 2309 - **Article 38** (*art. 19 et 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes*) : p. 2356

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3887

- **Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 504 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5707 p. 5708

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Question préalable** : p. 5728 - **Discussion générale** : p. 5733 - **Article 9** (*art. L. 5211-17-1 à L. 5211-17-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Exercice territorialisé des compétences intercommunales*) : p. 5742 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4 rectifié (Intercommunalités - Mise en place d'une conférence des maires au-delà de 20 communes)** : p. 5752 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 5 rectifié (Réunion annuelle d'information de tous les conseillers municipaux d'un EPCI)** : p. 5754 p. 5755 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 17 (Transparence de l'action communautaire - Amélioration du rapport d'activité annuel des EPCI de plus de 50 000 habitants)** : p. 5764 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 23 rectifié bis (Conventions entre les départements et l'État pour la gestion de l'entretien des routes nationales)** : p. 5768 - **Article additionnel après l'article 20 sexes - Amendement n° 49 (Suppression de la référence au**

caractère « gratuit » des fonctions municipales dans le code général des collectivités territoriales) : p. 5778

- **Question orale sans débat sur la situation des chômeurs seniors** - (19 juin 2018) : p. 6205 p. 6206

- **Mises au point au sujet de votes** - (25 juin 2018) : p. 6654

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (25 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 102 rectifié ter (Conditions d'admission au séjour - Attribution d'un contrat jeune majeur)** : p. 6659

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 2** (*art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles*) : p. 9128

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13456 - **Article 1er (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022)** : p. 13459 p. 13460 - **Rapport annexé** : p. 13477 p. 13478 p. 13479 p. 13480 p. 13481 - **Article 1er bis (nouveau) (Programmation de la progression du nombre des conciliateurs de justice sur la période 2018-2022)** : p. 13482 - **Article 2** (*art. 22-1, 22-2 et 22-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et art. 4 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Développement du recours aux modes alternatifs de règlement des différends*) : p. 13483 p. 13484 p. 13486 - **Article 3** (*art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services*) : p. 13487 p. 13488 p. 13489 p. 13490 p. 13492 - **Article 4** (*art. 83 de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation agricole à son environnement économique, art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. L. 1453-1 A [nouveau] du code du travail, art. L. 722-5-1 [nouveau] du code de commerce, paragraphe 4 de la section 2, paragraphe 1 de la section 5 du chapitre III du titre XII et art. 364 [nouveau] du code des douanes, art. L. 121-4 du code des procédures civiles d'exécution, art. L. 142-9 du code de la sécurité sociale, art. 12 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle, et art. L. 134-4 du code de l'action sociale et des familles - Extension de la représentation obligatoire*) : p. 13494 p. 13496 - **Article 5** (*art. 46, 311-20 et 317 du code civil, art. L. 2141-10 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, loi du 20 juin 1920 ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil dont les originaux ont été détruits ou sont disparus par suite de faits de guerre et art. 1er et 2 de l'ordonnance n° 62-800 du 16 juillet 1962 facilitant la preuve des actes de l'état civil dressés en Algérie - Compétence des notaires pour délivrer certains actes de notoriété et recueillir le consentement dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur*) : p. 13498 p. 13499 p. 13500 - **Article 6 (Expérimentation de la révision des pensions alimentaires par les organismes débiteurs des prestations familiales)** : p. 13501 p. 13502 p. 13503 - **Article 7** (*art. 1397 du code civil - Modification des conditions de changement de régime matrimonial*) : p. 13504 - **Article 9 (supprimé) (Habilitation à légiférer par ordonnance pour transférer à la Caisse des dépôts et consignations la gestion de certaines saisies des rémunérations et des sommes consignées pour frais d'expertise)** : p. 13510 - **Article additionnel après**

l'article 9 - Amendement n° 214 (Procédure de saisie immobilière - Amélioration) : p. 13510 - **Article 11** (art. L. 444-2, L. 444-7 et L. 950-1 du code de commerce - Révision des critères de détermination des tarifs des professions réglementées du droit et du dispositif des remises) : p. 13512 - **Article 13** (art. 2-1 et 2-2 [nouveaux] la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation et de simplification de la justice du XXI^e siècle, art. L. 212-5-1 et L. 212-5-2 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Procédure sans audience devant le tribunal de grande instance et procédure dématérialisée de règlement de petits litiges) : p. 13522 p. 13523 p. 13523 p. 13524

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 13537 p. 13539 p. 13540 - **Article 15** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour unifier et harmoniser les procédures au fond à bref délai devant les juridictions judiciaires) : p. 13541 - **Article 17** (art. 486, 503, 511, 512, 513, 513-1 [nouveau], 514 du code civil - Réforme des modalités d'inventaire et de contrôle des comptes de gestion des personnes protégées) : p. 13543 - **Article 19** (art. L. 10, L. 751-1 et L. 751-2 [nouveaux] du code de justice administrative, art. L. 111-13 et L. 111-14 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire et art. 11-1, 11-2 et 11-3 de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile - Renforcement de la protection de la vie privée dans le cadre de la mise à disposition du public des décisions de justice, de la délivrance de copie des décisions de justice et de la publicité des débats) : p. 13551 - **Article 22** (art. L. 122-3 et L. 228-1 [nouveau] du code de justice administrative - Création de juristes assistants au sein des juridictions administratives) : p. 13560 p. 13561 p. 13562 - **Article 25** (art. L. 911-1 et L. 911-2 à L. 911-5 du code de justice administrative, art. L. 2333-87-8-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement de l'effectivité des décisions de justice administratives) : p. 13564

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 365** (Lutte contre le terrorisme - Organisation judiciaire - Amélioration) : p. 13690

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2018) - **Chapitre II** (Améliorer la cohérence du service public de la justice au niveau des cours d'appel) : p. 13980 - **Article 57** (art. 11-4 [nouveau] de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge

de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile, art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale, art. L. 243-1, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-2, L. 245-1 et L. 245-2 du code de la route, art. L. 3826-3 du code de la santé publique, art. 69 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 44 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Application dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises de certaines dispositions du projet de loi) : p. 13986 - **Intitulé du projet de loi** : p. 13987

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019)**. - (17 octobre 2018) - **Article 8** (art. 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et art. 1er de la loi organique n° 2016-1047 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Coordinations concernant la fusion des tribunaux d'instance de Paris et la création du tribunal de première instance) : p. 14007 - **Article 10** (Conditions d'entrée en vigueur différée de certaines dispositions du projet de loi organique) : p. 14008

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15842

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière) : p. 17115

Seconde partie :

Justice

- (1er décembre 2018) : p. 17509 - **État B** : p. 17522

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21430 p. 21431 - **Article unique** : p. 21441

DEVINAZ (Gilbert-Luc)

sénateur (Rhône)

SOCR

(jusqu'au 3 novembre 2018)

sénateur (Rhône)

SOCR

(à partir du 6 décembre 2018)

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 3 novembre 2018.

Devenu sénateur le 6 décembre 2018 (en remplacement de M. Gérard Collomb, en application de l'article LO 151 du code électoral).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 11 décembre 2018.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 3 novembre 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018 ; nouvelle nomination le 6 décembre 2018.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure du 17 janvier 2018 au 30 juin 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 3 novembre 2018.

Membre du Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2 ; nouvelle nomination le 6 décembre 2018.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays jusqu'au 6 juin 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur « L'Arabie Saoudite dans son environnement régional ».

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Syrie - Audition de M. Jérôme Bonnafont, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Laurent-Franck Liénard, avocat.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur les évolutions politiques et diplomatiques de la Turquie.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de syndicats de policiers municipaux.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Joël Barre, délégué général à la direction générale de l'armement.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication.

Service national universel - Communication.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Eric Voulleminot, directeur central adjoint de la police judiciaire.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Evaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Turquie - Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Adoption du rapport final de la mission, portant sur le volet « stratégie industrielle ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Libye - Audition de M. Frédéric Desagneaux, envoyé spécial pour la Libye au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Communication de MM. Jean Bizet et Christian Cambon sur le suivi des propositions du Sénat sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Yémen - Audition de M. Jérôme Bonnafont, ministre plénipotentiaire, directeur de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et de M. Patrick Maissonave, ambassadeur, secrétaire général de la conférence humanitaire sur le Yémen.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation humanitaire en Afrique de l'Ouest - Audition de M. Patrick Youssef, directeur régional adjoint du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Afrique.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Ukraine et en particulier sur les incidents dans le détroit de Kertch - Audition de S.E. M. Oleg Shamshur, ambassadeur d'Ukraine.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jânis Sârts, directeur du Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation au Togo** - (13 février 2018) : p. 1426

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article 4** (*Provision annuelle pour les OPEX et MISSINT (2019-2023)*) : p. 4437 - **Article 5** (*Effectifs*) : p. 4444 - **Intitulé du chapitre III ter - Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2381-1 du code de la défense - Prélèvements biologiques en opération*) : p. 4496

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4606 p. 4621

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les privatisations** - (21 juin 2018) : p. 6437 p. 6438

- **Question orale sans débat sur le financement des services municipaux de santé scolaire** - (3 juillet 2018) : p. 8828 p. 8829

DI FOLCO (Catherine)
sénateur (Rhône)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018 ; puis vice-présidente le 11 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques de 2024 (7 février 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (22 février 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (17 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptation à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence (28 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (10 juillet 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (26 novembre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (26 novembre 2018).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) du 30 janvier 2018 au 3 avril 2018.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement le 29 mars 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Dialogue et responsabilité : quatorze propositions d'avenir pour la fonction publique territoriale [n° 572 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Fonction publique.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 596 (2017-2018)] relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites [n° 32 (2018-2019)] (10 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Fonction publique [n° 153 tome 6 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant une bonne application du régime d'asile européen - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Geneviève Avenard, Défenseuse des enfants.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des lois*) : Mission de réflexion sur les enjeux de l'évolution de la fonction publique territoriale - Examen du rapport d'information.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil COM (2018) 218 sur la protection des personnes dénonçant les infractions au droit de l'Union (E13046) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de

communes - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Audition de Mme Marie-France Monéger-Guyomarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Raphaël Alventosa dont la nomination aux fonctions de médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques est envisagée par le Président de la République.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean-Raphaël Alventosa aux fonctions de médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques.

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Girier, chef de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et ancien directeur de la campagne de M. Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Maxence Creusat, commissaire de police à la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Yann Drouet, ancien chef de cabinet du préfet de police de Paris.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Paul Celet, préfet, ancien directeur du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS).

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Michel Besnard, préfet, ancien chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République (GSPR).

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Sophie Hatt, ancienne cheffe du groupe de sécurité de la présidence de la République, directrice des services actifs de la police nationale, directrice de la coopération internationale au ministère de l'intérieur.

Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 504 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5705

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 20 sexes - Amendement n° 49** (*Suppression de la référence au caractère « gratuit » des fonctions municipales dans le code général des collectivités territoriales*) : p. 5778

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 40 rectifié bis** (*Communautés urbaines et métropoles - Compétence de voirie - Restriction*) : p. 5826

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6026

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel sur les orientations de la politique migratoire*) : p. 6243 p. 6244 p. 6244

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 24 rectifié bis** (*Mineur non accompagné - Maintien en zone d'attente - Impossibilité*) : p. 6488

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 6534

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 2** (*art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles*) : p. 9129

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 65 rectifié ter** (*Isolement électronique des détenus*) : p. 13896 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° 64 rectifié ter** (*Palpations systématiques des visiteurs*) : p. 13896

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14092 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Contenu et mise en oeuvre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage*) : p. 14103 p. 14104 - **Article 5** : p. 14106 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 322-4-1 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation d'un terrain en réunion et sans titre*) : p. 14107 p. 14108 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14109

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 19** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0-S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale, pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État et entre régimes de sécurité sociale*) : p. 15516

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Article unique** : p. 21437 p. 21438 p. 21439 p. 21442

DINDAR (Nassimah)
sénatrice (La Réunion)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à favoriser la transparence dans l'attribution des places de crèche [n° 707 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Outre-mer [n° 150 tome 4 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports, dans le cadre de l'étude de la délégation sur la jeunesse des outre-mer et le sport.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - audition de M. Jacques Witkowski, préfet, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).

Risques naturels majeurs dans les outre-mer - audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Rapport de la Cour des comptes relatif à la prise en charge de l'autisme - Audition de M. Patrick Lefas, président de chambre maintenu.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Visioconférence avec les élus locaux de La Réunion en charge du sport.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Politiques de lutte contre la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy de l'INSEE et de Mme Hélène Périvier de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pêche électrique** - (16 janvier 2018) : 56 p. 57

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 112 p. 113

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 235 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 770

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Rappel au règlement** : p. 2190

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3575 p. 3576

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6325

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Offre d'hébergement dédiée aux femmes victimes de violences - Augmentation*) : p. 9109

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel - Amendements n° 64 rectifié bis et n° 88 rectifié bis**

(*Information et éducation à la sexualité dans les établissements scolaires*) : p. 9233

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées - Utilisation d'une partie des ressources qu'elle reçoit de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) pour financer des actions en faveur des proches aidants*) : p. 14752 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14757

- **Débat sur la scolarisation des enfants en situation de handicap** - (25 octobre 2018) : p. 14767 p. 14768

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15273 p. 15274

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (art. L. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15356 p. 15362 p. 15365 p. 15370

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - *Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone*) : p. 15416 p. 15425

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 4 rectifié decies** (*Agents des organismes de sécurité sociale - Jour de carence*) : p. 15520

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 46 rectifié quater, n° 287 rectifié ter, n° 475 rectifié bis et n° 523 rectifié** (*Indemnité journalière - Absence d'activité professionnelle donnant lieu à des rémunérations*) : p. 15608

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 169 rectifié ter** (*CESU (Chèque emploi service universel) - Fiche de paie - Simplification*) : p. 15675 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 444 rectifié bis** (*Expérimentation dans les outre-mer de l'exclusion de la résidence principale de l'assiette de récupération de l'Allocation de solidarité aux personnes âgées, ASPA*) : p. 15713 - **Article 47** (art. L.623-1, L. 623-4 et L. 663-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 722-10, L. 732-10, L. 732-10-1 et L. 732-12-2 du code rural et de la pêche maritime - *Harmonisation des modalités d'indemnisation du congé maternité*) : p. 15719

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la Réunion (II)** - (22 novembre 2018) : p. 16648

DOINEAU (Élisabeth)
sénatrice (Mayenne)
UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 5 février 2018.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (15 novembre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Exposé général [n° 111 tome 1 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Examen des articles [n° 111 tome 2 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)] - Tableau comparatif [n° 111 tome 3 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à modifier l'appellation Relais assistants maternels en Relais petite enfance, et à en préciser le champ de compétence [n° 139 (2018-2019)] (20 novembre 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (commission des affaires sociales) : Rôle des centres hospitaliers universitaires

dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les Outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président d'honneur du comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Katia Julienne, candidate pressentie pour le poste de directrice de la Haute Autorité de santé, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR), et de Mme Yannick Moreau, présidente du Comité de suivi des retraites (CSR).

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace - Audition de M. Christian Charpy, secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Audition de Mme Charlotte Lecocq, députée, MM. Bruno Dupuis, consultant senior en management, Henri Forest, ancien secrétaire confédéral de la CFDT et Hervé Lanouzière, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la

reconnaissance des proches aidants - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Perspectives de la future loi santé et organisation de la protection sociale. Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 109

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2013 p. 2014

- **Question orale sans débat sur les accompagnants des élèves en situation de handicap dans l'enseignement agricole public** - (20 mars 2018) : p. 2419 p. 2420

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 3 rectifié bis (Non-assistance à personne en danger - Cas d'un mineur de moins de quinze ans - Circonstances aggravantes)** : p. 3117

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »)** : p. 4316 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4324

- **Débat sur le thème : « Comment repenser la politique familiale en France ? »** - (17 mai 2018) : p. 4367

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (22 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 436 rectifié bis (Prolongation du dispositif autorisant les praticiens titulaires de diplômes hors Union européenne à poursuivre leurs fonctions jusqu'au 31 décembre 2020)** : p. 6622 - **Article 26 ter (supprimé) (art. L. 744-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et L. 5221-5 du code du travail - Régime de l'autorisation de travail des demandeurs d'asile majeurs et des mineurs non accompagnés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation)** : p. 6636 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 101 rectifié (Attribution de la carte de séjour temporaire mention « étudiant » aux mineurs non accompagnés - Facilitation)** : p. 6636 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 343 rectifié ter (Délivrance de plein droit d'un titre de séjour temporaire**

portant la mention « étudiant » aux jeunes étrangers confiés à l'aide sociale à l'enfance, AJE, entre 16 et 18 ans) : p. 6637 - **Article additionnel après l'article 26 ter - Amendement n° 100 rectifié** (Attribution d'une tutelle à tout mineur non accompagné) : p. 6638

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 38 rectifié** (Dénonciation d'infraction à caractère sexuel - Prise de plainte obligatoire) : p. 9195

- **Question orale sans débat sur les difficultés relatives au guichet unique du spectacle occasionnel** - (24 juillet 2018) : p. 11486

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (24 juillet 2018) - **Article 58 ter (nouveau)** (art. 226-4 du code pénal et art. 38 de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Lutte contre l'occupation illicite de domiciles et de locaux à usage d'habitation) : p. 11606 p. 11608

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14743

- **Débat sur la scolarisation des enfants en situation de handicap** - (25 octobre 2018) : p. 14761

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 39 bis - Amendements n° 10 rectifié quater, n° 50 rectifié ter, n° 288 rectifié, n° 368 rectifié ter et n° 590 rectifié** (Télé-

orthophonie - Expérimentation) : p. 15656 p. 15657 - **Article 46** (art. L. 531-5, L. 531-6 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale ; art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales ; art. 8 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - Effets de l'abaissement de l'instruction obligatoire à trois ans sur le CMG et l'allocation de rentrée scolaire et recours au tiers payant pour le CMG « structure ») : p. 15715

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15829 p. 15830

- **Question orale sans débat sur la continuité écologique** - (4 décembre 2018) : p. 17817

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) - **État B** : p. 18038 p. 18039

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) : p. 18055 p. 18056

Santé

- (6 décembre 2018) : p. 18083

DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure du 17 janvier 2018 au 30 juin 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les équipements de la police et de la gendarmerie (acquisition et utilisation) [n° 717 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Sécurités (police nationale ; gendarmerie nationale) [n° 147 tome 3 vol. 1 annexe 28 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 février 2018 (CE état des forces de sécurité intérieure) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie appliquée au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), à New-York et à Shanghai.

Audition de M. Laurent-Franck Liénard, avocat.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Eric Morvan, directeur général de la police nationale.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Pierre-Édouard Colliex, médiateur interne de la police nationale, et Philippe Buchin, adjoint au médiateur interne.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition du Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN), et du Colonel Laurent Bernard, adjoint à la sous-direction administrative et financière.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition du général de corps d'armée Hervé Renaud, directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale, et du colonel Charles Bourillon, adjoint au sous-directeur de la politique des ressources humaines.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Pascal Lalle, directeur central de la sécurité publique.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Pollution de l'air - Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de la ville de Paris.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Application des lois - Communication de M. Philippe Dominati.

Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de Me Thibault de Montbrial, avocat au barreau de Paris, président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure.

Audition de Mme Marie-France Moneger-Guhomarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maïté Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modernisation de la navigation aérienne - Communication de M. Vincent Capo-Canellas.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de

séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes, Eric Morvan, directeur général de la police nationale et Christian Rodriguez, major général de la gendarmerie nationale, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les équipements de la police et de la gendarmerie (acquisition et utilisation).

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Remboursements et dégrèvements » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la typologie des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » ; communication sur le contrôle budgétaire sur le coût des programmes de France Télévisions - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

(*CS transformation entreprises*) : Audition de MM. Pierre Cahuc, professeur d'économie à Sciences Po, Christian Saint-Étienne, titulaire de la chaire d'économie industrielle au CNAM et Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes.

Table ronde consacrée aux privatisations réunissant MM. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, Emmanuel de Rohan Chabot, président de l'association française des jeux en ligne (FJEL), François Ecalle, président de FIPECO et Yves Crozet, économiste des transports.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 75 à 76 quinquies) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) », « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et aux articles 82 à 83 quater), « Santé » (et aux articles 81 quater et 81 quinquies), « Gestion des finances publiques et ressources humaines » (et aux articles 77 bis et 77 ter), « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (et aux articles 84 ter et 84 quater), « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions », « Immigration, asile et intégration » (et à l'article 77 quater) et « Sécurités » et le compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 74 p. 74 p. 75

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1763 du code général des impôts - Non-application en cas de première infraction de l'amende prévue pour défaut de souscription ou inexactitudes dans les documents propres aux bénéficiaires industriels et commerciaux et à l'impôt sur les sociétés) : p. 2225

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Article unique** : p. 3485

- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4291

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14

juin 2018) - **Article 27** (section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER ») : p. 6069 p. 6070 p. 6072 p. 6073 p. 6074 p. 6074 p. 6075

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article 4** (art. 242 bis, art. 1649 quater A bis, art. 1731 ter, art. 1736 et art. 1754 du code général des impôts, art. L. 114-19-1 du code de la sécurité sociale, et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Précision des obligations déclaratives fiscales des plateformes d'économie collaborative) : p. 8874 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 117** (Fabrication, détention, vente ou transport illicites de tabac - Amendes) : p. 8897

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Article 14** (art. L. 6113-1 à L. 6113-10 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 335-6 du code de l'éducation - Nouvelle organisation de la certification professionnelle) : p. 9644 p. 9645

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2018) - **État B** : p. 17849

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France - Création d'une seconde enveloppe) : p. 17984

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (6 décembre 2018) : p. 18148 p. 18149

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 56 bis (nouveau)** (art L. 2333-34, L. 2333-34-1 [nouveau], L. 2333-35 et L. 2333-38 du code général des collectivités territoriales - Aménagements à la taxe de séjour) : p. 18359 p. 18360 p. 18360 - **Article 56 ter (nouveau)** (art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris) : p. 18368 p. 18370 p. 18372 p. 18374 - **Article 56 quater (nouveau)** (art. 231 ter et 1599 quater C du code général des impôts - Taxe annuelle sur les bureaux, commerces, locaux de stockages et de stationnement et taxe additionnelle sur les surfaces de stationnement en Île-de-France) : p. 18379 p. 18380 p. 18381

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire le 30 janvier 2018.

Membre titulaire du Conseil d'administration du fonds national des aides à la pierre.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 148 tome 5 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations

commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen des amendements de séance au texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Logement » Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits «Énergie » - Examen d'un amendement du rapporteur pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14928 p. 14929

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2018) - **Article 16** (*art. L. 424-2 du code de l'environnement - Dérogations à l'interdiction de chasser certains oiseaux*) : p. 15003

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2018) : p. 17758

DUBOS (Christelle)
secrétaire d'État auprès de la ministre
des solidarités et de la santé
(à partir du 16 octobre 2018)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la désignation des délégués à la protection des données imposée à toutes les collectivités locales** - (23 octobre 2018) : p. 14040
- **Question orale sans débat sur le projet de rénovation du centre vétuste de formation des apprentis de La Palme à Agen** - (23 octobre 2018) : p. 14041
- **Question orale sans débat sur le maintien à domicile des personnes dépendantes** - (23 octobre 2018) : p. 14042
- **Question orale sans débat sur le stationnement des personnes handicapées dans les hôpitaux** - (23 octobre 2018) : p. 14042
- **Question orale sans débat sur la fermeture de l'agence de la CNAV de Boulogne-Billancourt** - (23 octobre 2018) : p. 14043
- **Question orale sans débat sur le numerus clausus et les déserts médicaux** - (23 octobre 2018) : p. 14044
- **Question orale sans débat sur la prescription de la dépakine et l'information des professionnels et du public** - (23 octobre 2018) : p. 14045
- **Question orale sans débat sur la fermeture de la maternité de Guingamp** - (23 octobre 2018) : p. 14046
- **Question orale sans débat sur la charge injustifiée de taxes sur les installations nucléaires supportée par l'université de strasbourg** - (23 octobre 2018) : p. 14047
- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14734 p. 14735 p. 14738 - **Article 1er** (art. L. 2241-1 et L. 2242-1 du code du travail - Intégration du thème des proches aidants à la négociation collective) : p. 14746 - **Article 2** (art. L. 3142-16, L. 3142-19, L. 3142-20-1 [nouveau], L. 3142-25-2 [nouveau] et L. 3142-26 du code du travail - Indemnisation du congé de proche aidant) : p. 14747 p. 14748 p. 14749 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7** (Personnes en situation de handicap et proches aidants - Conseil en évolution professionnelle (CEP)) : p. 14749 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9** (Aidants et personnes en situation de handicap - Accompagnement professionnel spécifique) : p. 14749 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** (Réorientation anticipée pour éviter la désinsertion professionnelle) : p. 14750 - **Article 4** (art. L. 381-1 du code de la sécurité sociale - Affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse du régime général) : p. 14751 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 3 rectifié bis** (Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées - Utilisation d'une partie des ressources qu'elle reçoit de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) pour financer des actions en faveur des proches aidants) : p. 14752 - **Article 6** (art. L. 113-1-4 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à l'information du proche aidant) : p. 14754 p. 14755 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 10** (Jeunes aidants - Rapport sur la mise en place d'une politique publique spécifique de soutien et d'accompagnement) : p. 14755 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 14756 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14759
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de médicaments** - (30 octobre 2018) : p. 14812
- **Question orale sans débat sur les personnes en situation de handicap en Seine-Saint-Denis** - (20 novembre 2018) : p. 15801
- **Question orale sans débat sur le financement du plan pauvreté par les départements** - (20 novembre 2018) : p. 15802
- **Question orale sans débat sur la fin du numerus clausus et les années intermédiaires** - (20 novembre 2018) : p. 15802
- **Question orale sans débat sur l'avenir de la profession infirmière et la santé des Français** - (20 novembre 2018) : p. 15803
- **Question orale sans débat sur la situation des kinésithérapeutes** - (20 novembre 2018) : p. 15804
- **Question orale sans débat sur la revalorisation du métier d'infirmier et le plan « Santé 2022 »** - (20 novembre 2018) : p. 15805
- **Question orale sans débat sur l'appellation camembert de Normandie** - (20 novembre 2018) : p. 15806
- **Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 132 (2018-2019)]** - (20 novembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15850 p. 15851
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des infirmiers** - (22 novembre 2018) : p. 16653
- **Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne [n° 201 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21570 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21580
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les assurances mutuelles** - (18 décembre 2018) : p. 21588

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Réduction des contrats aidés : offrir une alternative crédible au secteur associatif [n° 321 (2017-2018)] (21 février 2018) - **Culture - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure de divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la baisse des contrats aidés dans le secteur associatif - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024** [n° 263 (2017-2018)] - (6 février 2018) - **Discussion générale** : p. 936

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4232 p. 4233

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude** [n° 603 (2017-2018)] - (3 juillet 2018) - **Article 4** (*art. 242 bis, art. 1649 quater A bis, art. 1731 ter, art. 1736 et art. 1754 du code général des impôts, art. L. 114-19-1 du code de la sécurité sociale, et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Précision des obligations déclaratives fiscales des plateformes d'économie collaborative*) : p. 8874

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs** [n° 52 (2018-2019)] - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14065

DUMAS (Catherine)
sénatrice (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 57 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres des instances représentatives des Français établis hors de France [n° 120 (2018-2019)] (13 novembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Céline Calvez, députée, et M. Régis Marcon, cuisinier restaurateur, sur leur rapport sur la voie professionnelle scolaire : « Viser l'excellence », remis au ministre de l'éducation nationale le 22 février 2018.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Bühler, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Fabrice Fries, président-directeur général de l'Agence France-Presse.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Exposition universelle 2025** - (23 janvier 2018) : p. 150 p. 151

- **Question orale sans débat sur le chantier de la ligne 14** - (20 mars 2018) : p. 2412 p. 2413

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous** [n° 571 (2017-2018)] - (28 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 22** (*Programme national pour l'alimentation - Rythme alimentaire*) : p. 7620 p. 7621 - **Article 11 ter** (*art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique*) : p. 7639

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article 16 quater (nouveau)** (*art. 150 duodecimes, 158 et 200 A du code général des impôts - Précision du champ des gains soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU) ou, sur option du contribuable, au barème de l'impôt sur le revenu*) : p. 17088 p. 17089 p. 17090 - **Article 16 octies (nouveau)** (*art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière*) : p. 17110 p. 17111 p. 17118 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-90 rectifié** (*Donations - Montant de l'abattement - Possibilité de réitération*) : p. 17124 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-91 rectifié** (*Taxes sur les successions et les donations - Abattement*) : p. 17125 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-92 rectifié** (*Mécénat culturel - TPE et PME - Plafond*) : p. 17135 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-330 rectifié, n° 568 rectifié et n° 770 rectifié** (*Mécénat d'entreprise - Déduction d'impôt - Plafond*) : p. 17137

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 29** (*Intitulé de la section XI du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 17288 p. 17289 - **Article 29 quater (nouveau)** (*art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Baisse de taux des taxes affectées aux CTI et aux CPDE et possibilité de réviser ceux-ci par arrêté dans la limite d'une fourchette déterminée*) : p. 17306 p. 17307

- **Question orale sans débat sur la zone touristique internationale à Paris** - (4 décembre 2018) : p. 17809 p. 17810

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)] (*suite*)

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2018) : p. 17838 p. 17839 - **État B** : p. 17846 p. 17848

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 55 duodecies - Amendement n° II-938 rectifié ter, devenu l'amendement n° II-398 rectifié quater (Crédit d'impôt en faveur de la production phonographique - Critère de francophonie - Clarification)** : p. 18307 - **Article 55 sexdecies (nouveau) (art. 220 quindecies du code général des impôts - Ajustement du crédit d'impôt pour dépenses de production de spectacles vivants musicaux ou de variétés)** : p. 18313 p. 18314

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article 56 quater (art. 231 ter et 1599 quater C du code général des impôts - Taxe annuelle sur les bureaux, commerces, locaux de stockages et de stationnement et taxe additionnelle sur les surfaces de stationnement en Île-de-France)** : p. 18391 p. 18392 p. 18393 - **Article additionnel après l'article 56 quater - Amendement n° II-179 rectifié ter (CFA - Taxe sur les bureaux en Ile-de-France - Exonération)** : p. 18393

DUPLOMB (Laurent)
sénateur (Haute-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (3 juillet 2018).

Membre titulaire du Comité de massif du Massif central.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 148 tome 1 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), accompagnée de M. Loïc Tanguy, directeur de cabinet.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bourdillon, directeur général de Santé publique France, et du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la santé.

Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, directeur général de Santé publique France, et du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la santé.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'Alimentation du ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation, du ministère de l'agriculture et de l'alimentation (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conclusions de M. Alain Milon, président, et de Mme Sophie Primas, présidente, à l'issue des auditions des commissions des affaires sociales et des affaires économiques sur les procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire - Suite des conclusions à l'issue des auditions.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée aux fonctions de président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

(*commission des finances*) : Chaîne de paiement des aides agricoles versées par l'Agence de services et de paiement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

(*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume Uni de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Internet très haut débit par satellite - Table ronde autour de MM. Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques d'Orange, Riadh Cammoun, vice-président en charge des relations institutionnelles de Thales Alenia Space et Jean-François Bureau, directeur des affaires institutionnelles et internationales d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Weill, président-directeur général d'Altice France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article 9** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 675

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Mercosur** - (6 février 2018) : p. 946 p. 947

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article 2** (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - *Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration*) : p. 2215

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 203 rectifié** (*Application des exonérations en cas de retard de moins d'un mois dans la transmission à la DIRECCTE d'un accord d'intéressement*) : p. 2280 - **Article 19** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture*) : p. 2283 p. 2284 p. 2285 - **Article 23** (*Expérimentation de la suppression des justificatifs de domicile pour la délivrance de titres*) : p. 2293 p. 2294

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3785

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Notre-Dame-des-Landes** - (19 avril 2018) : p. 4111 p. 4112

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - *Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »*) : p. 4301 p. 4319 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4324

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5205 p. 5209

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguant au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5534 p. 5538 p. 5539 p. 5539 p. 5541 p. 5547

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5736 p. 5737 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 23 rectifié bis** (*Conventions entre les départements et l'État pour la gestion de l'entretien des routes nationales*) : p. 5767 p. 5768

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5801

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6752 p. 6753

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code

de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7391 p. 7393 p. 7414 p. 7415 p. 7416 p. 7419 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 53** (*Signature de conventions tripartites pluriannuelles - Information des consommateurs sur la valeur du produit qu'ils achètent*) : p. 7422 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 252 rectifié** (*Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension*) : p. 7446 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 420 rectifié** (*Dérogation à l'interdiction de cession à titre onéreux de contrat laitier*) : p. 7450 - **Article 8** (*titre II du livre V du code rural et de la pêche maritime - Habilitation du Gouvernement à révoquer, par ordonnances, la coopération agricole*) : p. 7462 p. 7463

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10** (*Habilitation du Gouvernement à clarifier et à adapter, par ordonnance, les dispositions du code de commerce relatives aux relations commerciales*) : p. 7557 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 357 rectifié** (*Amende administrative proportionnelle au chiffre d'affaires pour des pénalités de retard supérieures à 2 % de la valeur des produits livrés*) : p. 7562 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 235 rectifié ter** (*Interdiction relative au taux de service des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine*) : p. 7564 p. 7565 - **Article 10 quinquiés (supprimé)** (*Promotion de l'agriculture de groupe*) : p. 7575 - **Article 11** (art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L. 230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - *Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique*) : p. 7598 p. 7612 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 83** (*Menu végétarien quotidien dans les cantines des établissements scolaires, universitaires et d'accueil de la petite enfance - Expérimentation*) : p. 7627 - **Article 11 ter** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - *Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique*) : p. 7636 - **Article additionnel après l'article 11 sexies - Amendement n° 450 rectifié** (*Étiquetage obligatoire des huîtres vendues au détail*) : p. 7653

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 septies A (supprimé)** (art. L. 115-1 [nouveau] du code de la consommation - *Obligation d'affichage environnemental des denrées alimentaires*) : p. 7671 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendements n° 215 rectifié et n° 451 rectifié** (*Informations à caractère environnemental sur la nature des traitements appliqués*) : p. 7672 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendements n° 449 rectifié et n° 331 rectifié ter** (*Étiquetage obligatoire des denrées alimentaires issues d'animaux nourris avec des OGM*) : p. 7673 - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - *Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation*) : p. 7687 p. 7688 - **Article 11 decies** (art. L. 412-4 du code de la consommation - *Origine du miel*) : p. 7697 - **Article additionnel après l'article 11 decies - Amendements n° 566 rectifié ter, n° 160 rectifié bis, n° 206 rectifié, n° 248 rectifié ter, n° 466 rectifié ter, n° 648 rectifié ter et n° 161 rectifié bis** (*Interdictions selon diverses modalités de la mise à la vente de produits traités ou issus de modes de production non autorisés*) : p. 7705 - **Article 11 undecies** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - *Divers objectifs de la politique agricole*) : p. 7710 p. 7711 p. 7714 p. 7717 p. 7719

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article 14 (supprimé)** (art. L. 253-5-1 et L. 253-5-2 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 511-12 du code de la consommation - *Pratiques commerciales prohibées en matière de vente de produits phytopharmaceutiques, PPP*) : p. 7813 p. 7814 p. 7815 p. 7816 p. 7818 - **Article 14 quater AA (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - *Dérogation aux interdictions de ventes et d'utilisation pour les personnes publiques de produits*

phytopharmaceutiques en cas d'absence d'efficacité des substituts à lutter contre les dangers sanitaires) : p. 7829 p. 7830 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 789** (Utilisation de produits phytopharmaceutiques - Encadrement) : p. 7852 p. 7854 p. 7855 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 649 rectifié** (Réciprocité des normes de production pour l'importation de produits biologiques - Rapport au Parlement) : p. 7860 - **Article 14 septies (supprimé)** (art. L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Champ d'interdiction des néonicotinoïdes) : p. 7863 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 346 rectifié** (Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction) : p. 7873 p. 7874 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° 3 rectifié bis** (Création de réserves d'eau à usage agricole - Dérégulation aux dispositions du schéma régional des carrières) : p. 7890 p. 7891 - **Article 16 E (nouveau)** (art. L. 4 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Définition législative des missions du comité de rénovation des normes en agriculture) : p. 7900

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-2 du code de l'environnement, art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition par voie électronique des études d'impact environnemental relatives aux projets de zones d'aménagement concerté et organisation de la participation du public par voie électronique) : p. 10837 - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10846 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1115** (Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Réquisition temporaire) : p. 10849 p. 10850

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 376 rectifié bis** (Certificats d'urbanisme opérationnels - Avis conforme du préfet) : p. 10913 - **Article 12 ter** (art. L. 161-4, L. 111-4, L. 151-12 du code de l'urbanisme - Dérégulations à l'inconstructibilité des zones non urbanisées) : p. 10916 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 364 rectifié bis, n° 414 rectifié bis, n° 878 rectifié bis et n° 1068 rectifié ter** (Travaux d'extension - Seul dérogatoire) : p. 10920 - **Article 12 quater B (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Dérégulations à l'inconstructibilité des zones agricoles, naturelles et forestières des communes) : p. 10923 - **Article 12 quater** (art. L. 142-4, L. 111-5, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Consultation de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) : p. 10926 p. 10927 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater** (Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations) : p. 10953 - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre) : p. 10980 p. 10983 p. 10983 p. 10984 p. 10992 p. 10997 p. 11001

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Extension de la dispense du recours à un architecte pour les constructions de faible surface des coopératives d'utilisation de matériel agricole) : p. 11028 p. 11029

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-19 du code de l'environnement - Rétablissement des prêcheuses relatives

à la vente des produits du terroir dans les restaurants) : p. 11528 p. 11528 p. 11530 - **Article 58 ter (nouveau)** (art. 226-4 du code pénal et art. 38 de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Lutte contre l'occupation illicite de domiciles et de locaux à usage d'habitation) : p. 11607 p. 11608 p. 11609

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Discussion générale** : p. 13287 - **Question préalable** : p. 13303 p. 13304

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13324

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 106 rectifié bis** (Légitime défense - Cas de présomption de légitime défense) : p. 13620 p. 13621

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14846

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 93 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Article 1er** (Conséquences d'un Brexit sans accord sur les Britanniques soumis au droit français) : p. 14906 p. 14910 p. 14912

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Article 2** (art. L. 313-3 et L. 341-21 du code de la consommation - Suppression de mentions légales dans les publicités relatives au crédit immobilier) : p. 14938

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2018) - **Article 17** (art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Report des échéances fixées pour l'atteinte du bon état des masses d'eau du fait des conditions naturelles) : p. 15006 - **Article 27** : p. 15014

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 1er** (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15093 p. 15095 p. 15096 p. 15097 p. 15098

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'environnement et l'agriculture** - (8 novembre 2018) : p. 15108 p. 15109

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mineurs non accompagnés** - (8 novembre 2018) : p. 15109

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la manifestation contre la hausse du prix du carburant** - (13 novembre 2018) : p. 15322

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (art. L. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre

de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15339 p. 15346 p. 15347

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15387 p. 15390 p. 15396

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15840 p. 15841

- **Débat sur les Conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA)** - (20 novembre 2018) : p. 15874

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16661 p. 16662

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17455

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2018) : p. 17478 - **État B** : p. 17482 p. 17483 - **Article 71 quater (nouveau)** (*Demande de rapport dressant le bilan du plan préfecture nouvelle génération, PPNG*) : p. 17484

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2018) - **État B** : p. 17506

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17528 - **État B** : p. 17546 p. 17547 p. 17548 p. 17552

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17933 p. 17934

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21424 p. 21432 - **Article unique** : p. 21441

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21445 p. 21446

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21470

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21620 p. 21623

DURAIN (Jérôme)
sénateur (Saône-et-Loire)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance le 17 janvier 2018 ; puis vice-président du 24 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018 ; puis membre le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (22 février 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 30 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*GT préfigurant CS Société de confiance*) : Réunion constitutive.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

(*commission des lois*) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation aux entreprises*) : État d'avancement des travaux du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil COM (2018) 218 sur la protection des personnes dénonçant les infractions au droit de l'Union (E13046) - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Yann Drouet, ancien chef de cabinet du préfet de police de Paris.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Sophie Hatt, ancienne cheffe du groupe de sécurité de la présidence de la République, directrice des services actifs de la police nationale, directrice de la coopération internationale au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 246 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 803 p. 805

- **Question orale sans débat sur la fin de la réserve parlementaire et les projets des communes** - (6 mars 2018) : p. 1906 p. 1907

- **Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2004

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2178 p. 2179 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 92 rectifié (Télédéclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024)** : p. 2222

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 15 A** (*Interdiction, pour les administrations de l'État, de recourir à un numéro surtaxé dans leurs relations avec le public*) : p. 2269 p. 2270 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 211 rectifié** (*Publication d'indicateurs de résultats et de qualité de service des administrations recevant du public*) : p. 2273 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 71 et n° 72** (*Communication des avis du Conseil d'État, des juridictions financières, des rapports de la Cour des comptes*) : p. 2288 p. 2288 p. 2289 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier et art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 2301 - **Article 34** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables*) : p. 2328 - **Article 38** (art. 19 et 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 2356 p. 2357 - **Intitulé du projet de loi** : p. 2362 p. 2363 - **Explications de vote sur les articles examinés selon la procédure de législation en commission** : p. 2363

- **Suite de la discussion** (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2429 p. 2432

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2457 - **Article 1er** (art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Missions et outils de la Commission nationale de l'informatique et des libertés) : p. 2463 p. 2465 p. 2468 p. 2469 - **Article 1er bis (supprimé)** (art. 4 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Procédure de saisine de la CNIL sur certaines propositions de loi) : p. 2471 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 124** (*Saisie de la CNIL par les commissions permanentes et les présidents des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat sur les PPL relatives à la protection ou au traitement des données personnelles*) : p. 2472 - **Article 4** (art. 44 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Modalités d'exercice des pouvoirs de contrôle de la CNIL) : p. 2474 p. 2475 p. 2477 - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. 49 et art. 49-1 à 49-5 [nouveaux] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Procédure de coopération entre la CNIL et d'autres autorités de contrôle de l'Union européenne) : p. 2487 - **Article 9** (art. 22, 23, 24, 25 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. 226-16-1-A du code pénal - Suppression des régimes de formalités administratives préalables, sauf exceptions) : p. 2497 p. 2498

- **Suite de la discussion** (21 mars 2018) - **Article 12** (art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques) : p. 2769 - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. L. 311-3-1 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 612-3 du code de l'éducation - Décisions prises sur le fondement d'algorithmes) : p. 2787 p. 2788 p. 2789 p. 2790 - **Article 16 A** (art. 43 ter de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Action de groupe en réparation) : p. 2799 - **Article 17 bis (nouveau)** (Nullité de certaines clauses contractuelles) : p. 2802 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 78 rectifié** (*Position dominante sur le marché des services de communication au public en ligne - Exploitation abusive*) : p. 2802 - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. 32, 41 et 42 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux

fichiers et aux libertés - Droit à l'information en matière pénale - Suppression de certains régimes d'exercice indirect du droit d'accès) : p. 2804 - **Article 19** (art. 70-1 à 70-27 [nouveaux] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données à caractère personnel en matière pénale) : p. 2811 - **Article 19 bis (nouveau)** (art. L. 2335-17 [nouveau], L. 3662-4, L. 5211-35-3 [nouveau], L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation communale et intercommunale pour la protection des données à caractère personnel) : p. 2820

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3885 - **Article 1er** (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) : p. 3898 p. 3899

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3942

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)] (suite)** - (18 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3966

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Nouvelle lecture [n° 442 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4102 p. 4107 - **Article 1er** (art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Missions et outils de la Commission nationale de l'informatique et des libertés) : p. 4124 - **Article 2 bis** (art. 15 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Délégation de certaines missions et publicité de l'ordre du jour des réunions plénières de la CNIL) : p. 4126 - **Article 16 A** (art. 43 ter de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Action de groupe en réparation) : p. 4141 p. 4142 - **Article 24** (*Entrée en vigueur*) : p. 4150

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 335 rectifié quater** (*Composition du conseil d'administration de l'OFPPA - Réforme*) : p. 6333 - **Article 6** (art. L. 731-2 et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile) : p. 6357 p. 6359 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 351 rectifié** (*Demande d'asile par une personne inscrite dans la base EURODAC hors de France - Abandon du délai de cinq mois*) : p. 6368

- **Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires - Commission mixte paritaire [n° 506 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6404

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 222-5 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai d'appel et maintien à la disposition de la justice en zone d'attente) : p. 6484

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du procureur de Paris** - (2 octobre 2018) : p. 13340

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18

novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 13492 - **Article 5** (art. 46, 311-20 et 317 du code civil, art. L. 2141-10 du code de la santé publique, art. 4 de la loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, loi du 20 juin 1920 ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil dont les originaux ont été détruits ou sont disparus par suite de faits de guerre et art. 1er et 2 de l'ordonnance n° 62-800 du 16 juillet 1962 facilitant la preuve des actes de l'état civil dressés en Algérie - Compétence des notaires pour délivrer certains actes de notoriété et recueillir le consentement dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) : p. 13498 p. 13499

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 50 bis - Amendement n° 203 rectifié** (Exercice du droit de vote pour les détenus - Nouvelle modalité) : p. 13888

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14065 p. 14066 p. 14067 - **Article 1er** (art. L. 211-3-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Instauration de périmètres de contrôle lors des manifestations) : p. 14076 - **Article 2** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 14078 - **Article 3** (art. L. 211-4-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier répertoriant les mesures d'interdiction administrative et

judiciaire de manifester) : p. 14079 - **Article 4** (art. 431-9-1 [nouveau] du code pénal - Délit de dissimulation du visage dans une manifestation) : p. 14083 - **Article 5** (art. 431-10 et 431-12 du code pénal - Sanction du port d'arme et du jet de projectile lors d'une manifestation) : p. 14084 - **Article 6** (art. 131-32-1 [nouveau], 222-47, 322-15, 431-11, 434-38-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 211-13 [abrogé] du code de la sécurité intérieure - Peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique et élargissement des peines complémentaires applicables aux délits de participation délictueuse à une manifestation) : p. 14087 - **Article 8 (nouveau)** (art. 711-1 du code pénal, art. 804 du code de procédure pénale et art. L. 285-1, 286-1 et L. 287-1 du code de sécurité intérieure - Application en outre-mer) : p. 14088 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14089 p. 14090

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17879

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 81** (Soutien à l'investissement local) : p. 18012

DURAN (Alain)
sénateur (Ariège)
SOCR

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'éducation nationale le 19 février 2018 ; fin de mission le 18 août 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire du Comité de massif du massif des Pyrénées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu et visant à renforcer les droits et les devoirs des élus et la participation à la vie démocratique [n° 530 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique relative au statut de l'élu et visant à préciser les conditions d'éligibilité à l'élection présidentielle et aux élections législatives et sénatoriales, et à renforcer la participation des citoyens aux travaux législatifs [n° 531 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), accompagnée de M. Loïc Tanguy, directeur de cabinet.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Besnier, président du conseil de surveillance du groupe Lactalis.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'accès à la formation professionnelle des pâtres** - (16 janvier 2018) : p. 25

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Article 1er** (*art. L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Prise en compte des lignes en fibre optique existantes ou projetées lors de l'établissement de réseaux*) : p. 1926

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la présidence de la République et la laïcité** - (26 juin 2018) : p. 6735

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 5 quinquies** (*art. L. 611-2 du code de commerce et art. L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - Sanction du défaut de publication des comptes*) : p. 7455

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 59 rectifié bis, n° 97 rectifié quater, n° 481 rectifié et n° 521 rectifié bis** (*Zones de montagne - Limitation de la progression des résidences secondaires*) : p. 10902

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 ter** (*art. L. 161-4, L. 111-4, L. 151-12 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones non urbanisées*) : p. 10915 - **Article 12 quater B (nouveau)** (*art. L. 111-4, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones agricoles, naturelles et forestières des communes*) : p. 10922 - **Article 12 quater** (*art. L. 142-4, L. 111-5, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Consultation de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers*) : p. 10924 - **Article 12 quinquies A (nouveau)** (*art. L. 153-31, L. 153-41 du code de l'urbanisme - Modification du plan local d'urbanisme pour la construction d'équipements collectifs à consommation d'espace limitée*) : p. 10929

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13326

DURANTON (Nicole)
sénateur (Eure)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre suppléant du Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Première partie de la session ordinaire 2018 [n° 328 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Prévenir et combattre les violences faites aux femmes : un enjeu de société [n° 564 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Troisième partie de la session ordinaire 2018 [n° 696 (2017-2018)] (27 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transnationale à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Tony Estanguet, co-président du comité de candidature Paris 2024.

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2018.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Régime européen de TVA et filière équine : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Anne-Catherine Loisier.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 76

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 99

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public** [n° 246 (2017-2018)] - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 808

- **Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être** [n° 611 (2016-2017)] - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2006

- **Débat sur la constitutionnalisation de l'IVG** - (3 avril 2018) : p. 3378

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer** [n° 380 (2017-2018)] - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3432

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte** [n° 538 (2017-2018)] - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6010

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13951

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés** [n° 434 (2017-2018)] - (24 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14697

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14861

- **Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail le 18 septembre 2018** [n° 126 (2018-2019)] - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16587 p. 16588

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Première partie :

- (22 novembre 2018) - **article 37** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) : p. 16681

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2018) : p. 17839

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2018) : p. 17859

seconde partie :

Santé

- (6 décembre 2018) : p. 18086

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires** [n° 180 (2018-2019)] - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18547

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines** [n° 170 (2016-2017)] - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21432 p. 21433

DUSSOPT (Olivier)
secrétaire d'État auprès du ministre de
l'action et des comptes publics

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur le déplacement du centre de recherche et de développement de Galderma - (16 janvier 2018) : p. 7
- Question orale sans débat sur les prêts de la Caisse des dépôts et consignations aux collectivités territoriales - (16 janvier 2018) : p. 8
- Question orale sans débat sur la situation de certaines collectivités ayant signé un emprunt à taux fixe - (16 janvier 2018) : p. 9
- Question orale sans débat sur les risques liés à la dématérialisation au sein de l'Institut national de la propriété industrielle - (16 janvier 2018) : p. 10
- Question orale sans débat sur les communes sans dotation globale de fonctionnement frappées de prélèvements supplémentaires - (16 janvier 2018) : p. 11
- Question orale sans débat sur le manque de l'hôpital Albert-Chenevier de Créteil - (16 janvier 2018) : p. 13
- Question orale sans débat sur la situation sanitaire dans le Pas-de-Calais - (16 janvier 2018) : p. 14
- Question orale sans débat sur la nécessaire traçabilité du glyphosate présent dans les produits importés - (16 janvier 2018) : p. 15-16
- Question d'actualité au Gouvernement sur la rémunération des plus hauts fonctionnaires - (23 janvier 2018) : p. 144
- Question d'actualité au Gouvernement sur la CSG et le pouvoir d'achat - (1er février 2018) : p. 842
- Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des banques dans le financement de l'économie réelle - (1er février 2018) : p. 850
- Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de départ volontaire dans la fonction publique - (6 février 2018) : p. 941
- Question d'actualité au Gouvernement relative au plan gouvernemental sur la fonction publique - (6 février 2018) : p. 946
- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la fonction publique - (6 février 2018) : p. 948
- Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat des retraités - (6 février 2018) : p. 948 p. 949
- Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse de la CSG - (15 février 2018) : p. 1537
- Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)] - (22 février 2018) - Discussion générale : p. 1803 - Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 12 (Rapport au Parlement - Caractéristiques statutaires et indiciaires de la catégorie A+ au sein de la fonction publique d'État) : p. 1812 - Article 1er (supprimé) (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Subordination de la recevabilité d'une demande de fonctionnaire souhaitant cesser

- définitivement ses fonctions à sa démission préalable de la fonction publique avant son examen par la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1812 - Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 24 rectifié (Rapport au Parlement - Remboursement des traitements perçus pendant la scolarité des élèves de l'ENS, l'ENA et l'X en cas de non-respect de la durée minimale au service de l'État) : p. 1813 - Article 2 (supprimé) (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Saisine obligatoire de la commission de déontologie de la fonction publique pour les demandes de mobilité de fonctionnaires soumis à déclaration auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) : p. 1815 - Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5 (Obligation d'engager une procédure disciplinaire en cas de non-respect par des fonctionnaires des avis de la commission de déontologie) : p. 1816 - Article 3 (supprimé) (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Présidence tournante de la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1817 - Article 4 (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Extension par la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1817 p. 1818 - Article 4 bis (nouveau) (art. 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Publicité des avis rendus par la commission de déontologie de la fonction publique) : p. 1819 - Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 16 rectifié bis (Transfert des compétences de la commission de déontologie de la fonction publique à une commission spécialisée de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) : p. 1822 - Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1 rectifié ter (Transformation de la commission de déontologie de la fonction publique en autorité administrative indépendante) : p. 1823 - Article 6 (supprimé) (art. 13 bis de la loi n° 83-64 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ; art. 64 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 51 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Limitation à cinq ans de la durée maximale d'un détachement) : p. 1824 - Premier et deuxième articles additionnels après l'article 6 (Limitation du nombre de mises en disponibilité dans la haute fonction publique) : p. 1824 - Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 9 rectifié bis (Respect de l'avis de la commission de déontologie pendant toute la mise en disponibilité des hauts fonctionnaires) : p. 1825 - Article 7 (art. 131-11-1 (nouveau) du code pénal - Institution d'une peine complémentaire obligatoire d'interdiction d'exercer une fonction publique pour les fonctionnaires coupables de crimes ou de certains délits) : p. 1826 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 25 rectifié bis (Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités) : p. 1826 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 13 (Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités) : p. 1827 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 14 (Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités) : p. 1827 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 15 (Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités) : p. 1827 - Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié (Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts) : p. 1828 p. 1829
- Question orale sans débat sur l'accès au contrat à durée indéterminée au sein de la fonction publique territoriale - (6 mars 2018) : p. 1897
- Question orale sans débat sur la fiscalité des maisons de santé implantées dans une zone de revitalisation rurale - (6 mars 2018) : p. 1898
- Question orale sans débat sur la situation des services départementaux d'incendie et de secours - (6 mars 2018) : p. 1899
- Rappel au règlement - (7 mars 2018) : p. 1977

- **Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 318 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1981 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 9 (Étude d'impact - Critères d'évaluation)** : p. 1990 - **Article 1er (Supprimé) (Indicateurs de richesse - Critères étude d'impact)** : p. 1991 - **Article 1er ter (nouveau) (Simplification - Création / abrogation de normes)** : p. 1992 - **Article 2 (Modalité de réalisation des évolutions)** : p. 1994 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 4 et n° 5 (Note de synthèse - Avis du Conseil d'État - Étude d'impact)** : p. 1995

- **Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1999 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 2007

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2174 p. 2188 - **Annexe** : p. 2192

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la privatisation d'Aéroports de Paris** - (13 mars 2018) : p. 2200

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)] (suite)** - (13 mars 2018) - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission) (Approbation de la stratégie nationale d'orientation de l'action publique)** : p. 2209 p. 2210 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 95 rectifié ter (Textes sectoriels - Simplification et réduction des délais administratifs)** : p. 2210 - **Article 2 (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration)** : p. 2213 p. 2215 p. 2216 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 36 rectifié (Publication des enquêtes de satisfaction des usagers de l'administration)** : p. 2217 - **Article 2 bis A (nouveau) (art. L. 1113-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Extension du droit à régularisation en cas d'erreur au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs groupements dans leurs relations avec l'État et les organismes de sécurité sociale)** : p. 2218 - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendement n° 98 rectifié (Introduction de la règle du droit à l'erreur dans le code de la sécurité sociale)** : p. 2219 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 92 rectifié (Télédéclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024)** : p. 2221 p. 2222 - **Article 3 bis AA (nouveau) (art. 279-0 bis du code général des impôts - Assouplissement des obligations déclaratives en matière de TVA sur les travaux d'amélioration des locaux d'habitation)** : p. 2223 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission) (art. 1763 du code général des impôts - Non-application en cas de première infraction de l'amende prévue pour défaut de souscription ou inexactitudes dans les documents propres aux bénéficiaires industriels et commerciaux et à l'impôt sur les sociétés)** : p. 2224 p. 2225 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 62, L. 80 A et L. 80 B du livre des procédures fiscales - Réduction de 30 % des intérêts de retard en cas de rectification par le contribuable lors d'un contrôle fiscal - Rescrit en cours de contrôle - « Garantie fiscale »)** : p. 2226 p. 2227 p. 2228 p. 2229 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 28 rectifié bis (Entreprises de moins de vingt et un salariés - Dispense de constitution de garantie en cas de sursis de paiement)** : p. 2230 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 186 rectifié bis (Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Principe du droit à l'erreur par les entreprises de moins de 250 salariés)** : p. 2232 - **Article 4 bis A (nouveau) (art. L. 49 du livre des procédures fiscales - Mention expresse des points considérés comme validés par l'administration à l'issue d'un contrôle fiscal)** : p. 2233 p. 2234 - **Article additionnel après l'article 4 bis A - Amendement n° 212 (Publication des réponses de portée générale de l'administration fiscale aux demandes de rescrit)** : p. 2234 - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 54 C [nouveau] du livre des procédures**

fiscales - Élargissement des voies de recours pour les contribuables) : p. 2235 - **Article 4 ter (art. L. 107 B, L. 112 A [nouveau] et L. 135 B du livre des procédures fiscales - Accessibilité des données de l'administration fiscale relatives aux valeurs foncières déclarées à l'occasion des mutations)** : p. 2236 - **Article 4 quater (art. 440 bis du code des douanes - Réduction des intérêts de retard en cas de régularisation pour les droits et taxes prévus par le code des douanes)** : p. 2237 - **Article 4 quinquies (nouveau) (art. 787 B et art. 1840 G ter du code général des impôts - Assouplissement des obligations déclaratives du pacte « Dutreil »)** : p. 2237 p. 2238 - **Article 5 (art. L. 62 B [nouveau] et L. 62 C [nouveau] du livre des procédures fiscales - Droit à l'erreur en matière de contributions indirectes perçues sur le fondement du code général des impôts)** : p. 2239 - **Article 6 (art. L. 440-1 [nouveau] du code des douanes - Droit à l'erreur en matière de contributions indirectes perçues sur le fondement du code des douanes et de droits douaniers)** : p. 2239 - **Article 6 bis (nouveau) (art. 265 B du code des douanes - Présomption de bonne foi pour les distributeurs de carburant sous conditions d'emploi)** : p. 2240 - **Article 7 (Habilitation pour expérimenter une « relation de confiance »)** : p. 2241 p. 2242 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 166 (Évaluation de l'administration en tant que conseil des entreprises)** : p. 2243 - **Article 7 bis (nouveau) (art. L. 133-1, L. 133-4-2 et L. 133-4-5 du code de la sécurité sociale - Modulation de l'annulation des exonérations de cotisations et contributions sociales en cas de redressement faisant suite à un constat de travail dissimulé)** : p. 2244 - **Article 8 (art. L. 1242-2, L. 8115-1, L. 8115-3, L. 8115-4 et L. 8115-6 du code du travail - Possibilité pour l'autorité administrative d'adresser un avertissement en cas de manquement à certaines dispositions du code du travail)** : p. 2246 p. 2247 - **Article 10 (Supprimé) (art. L. 141-1 [nouveau], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Généralisation de la pratique des prises de position formelles, ou « rescrit » de l'administration)** : p. 2249 p. 2250 - **Article 11 (Supprimé) (Expérimentation de l'approbation implicite de projets de rescrit)** : p. 2251 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 58 (Dérogation par voie réglementaire au principe du "silence vaut rejet" dans les relations entre l'administration et ses agents)** : p. 2251 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2 rectifié (Codification de la jurisprudence Danthony du Conseil d'État)** : p. 2252 - **Article 12 (art. L. 114-11 [nouveau], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Certificat d'information sur les normes applicables)** : p. 2253 - **Article 12 bis (Expérimentation de la cristallisation des règles après délivrance d'un certificat d'information)** : p. 2254 - **Article 13 (art. L. 423-2 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Encadrement du recours à la transaction par l'administration)** : p. 2255 - **Article 13 bis (nouveau) (art. L. 59 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la compétence des commissions des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires)** : p. 2256 - **Article 14 (art. 345 bis du code des douanes, art. 2 de l'ordonnance n° 2008-860 du 28 août 2008, art. 11 de l'ordonnance n° 2009-799 du 24 juin 2009 et art. 6 de l'ordonnance n° 2011-1920 du 22 décembre 2011 - Renforcement du rescrit douanier)** : p. 2257 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 208 (Conclusions de l'administration - Mention exacte des points contrôlés par l'administration des douanes)** : p. 2257

- **Suite de la discussion (14 mars 2018) - Article 15 A (Interdiction, pour les administrations de l'État, de recourir à un numéro surtaxé dans leurs relations avec le public)** : p. 2268 p. 2269 p. 2270 - **Article 15 (Expérimentation de la mise en place d'un référent unique au sein de l'administration)** : p. 2270 p. 2271 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 211 rectifié (Publication d'indicateurs de résultats et de qualité de service des administrations recevant du public)** : p. 2272 - **Article 16 (Limitation, à titre expérimental, de la durée des contrôles administratifs sur les petites et moyennes entreprises)** : p. 2274 p. 2275 p. 2276 p. 2277 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 26 rectifié bis et n° 210 (Limitation à trois mois de la durée des contrôles opérés par les URSSAF)** : p. 2277 p. 2278 - **Article**

additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 27 rectifié (Transmission des fichiers des écritures comptables (FEC) dans le cadre d'un examen de comptabilité - Délai étendu à 30 jours) : p. 2279 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 203 rectifié** (Application des exonérations en cas de retard de moins d'un mois dans la transmission à la DIRECCTE d'un accord d'intéressement) : p. 2280 - **Article 18** (Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de préciser et harmoniser la rectification des déclarations en matière de prestations sociales) : p. 2281 - **Article 19** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture) : p. 2282 p. 2285 - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 172-16, L. 521-16 et L. 571-20 du code de l'environnement et art. L. 161-12 du code forestier - Transmission au contrevenant du procès-verbal de constatation d'une infraction au code de l'environnement et au code forestier) : p. 2287 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 71 et n° 72** (Communication des avis du Conseil d'État, des juridictions financières, des rapports de la Cour des comptes) : p. 2289 - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-12, L. 114-10, L. 552-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Suppression de l'obligation d'informer l'administration du lieu et de la période de la première production d'un document et limitation des cas dans lesquels l'administration peut redemander une information à l'utilisateur) : p. 2290 - **Article 23** (Expérimentation de la suppression des justificatifs de domicile pour la délivrance de titres) : p. 2291 p. 2292 p. 2293 - **Article 23 bis** (Expérimentation de l'attestation de résidence comme justificatif de domicile pour les Français établis hors de France) : p. 2295 - **Article additionnel après l'article 23 bis - Amendement n° 83 rectifié bis** (Mutualisation de la gestion des certificats d'existence par les organismes de retraite) : p. 2296 - **Article 24** (Habilitation à prendre par ordonnance des mesures permettant une expérimentation de la dématérialisation des actes d'état civil établis par le ministère des affaires étrangères) : p. 2297 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier et art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 2298 p. 2300 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 34 rectifié quinquies** (Ratification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations et rétablissement de la législation antérieure sur l'appel à la générosité publique) : p. 2302 - **Article 26** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour autoriser les maîtres d'ouvrage à déroger à certaines règles de la construction) : p. 2304 p. 2305 p. 2306 p. 2307 p. 2308 p. 2309 - **Article 26 ter** (Expérimentation du référent unique pour les projets d'activité, d'installation, d'ouvrage ou de travaux) : p. 2309 - **Article 28** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter de nouvelles formes de rapprochement d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche) : p. 2310 p. 2311 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 129 rectifié** (Création d'un nouveau statut dérogatoire d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel) : p. 2312 - **Article 29** (Expérimentation du relayage) : p. 2314 p. 2315 p. 2317 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 156** (Absence de dépôt des comptes par les dirigeants d'une société commerciale transformant les produits agricoles ou commercialisant des produits alimentaires - Injonction sous astreinte) : p. 2318 - **Article 32** (art. L. 544-4, L. 544-5, L. 544-6 et L. 613-52-6 du code monétaire et financier, et art. L. 225-100-1, L. 232-1 et L. 950-1 du code de commerce - Habilitation pour la simplification des règles de mention et de sanction du taux effectif global - Simplification du régime de responsabilité des agences de notation de crédit - Suppression du rapport de gestion pour les petites entreprises) : p. 2319 p. 2320 - **Article 33** (Simplification, à titre expérimental, des modalités de consultation du public concernant des projets soumis aux réglementations ICPE ou IOTA nécessaires à l'exercice d'une activité agricole) : p. 2322 p. 2323 - **Article 33 bis** (art. L. 121-16 et L. 123-19 du code de l'environnement - Information du public de l'ouverture d'une concertation préalable ou d'une

consultation par voie électronique par publication locale) : p. 2323 - **Article 34** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables) : p. 2324 p. 2325 p. 2327 p. 2328 p. 2333 p. 2334 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 107 rectifié ter, n° 108 rectifié ter, n° 109 rectifié ter et n° 110 rectifié ter** (Allègement des procédures relatives à l'entretien et à la sécurisation des ouvrages de défense contre la mer) : p. 2336 p. 2338 p. 2339 - **Article 34 bis** (art. L. 323-11 et L. 342-2 du code de l'énergie - Suppression de l'approbation préalable de certains ouvrages électriques et droit à réaliser des travaux de raccordement en maîtrise d'ouvrage déléguée) : p. 2340 p. 2341 - **Article additionnel après l'article 34 ter - Amendement n° 54 rectifié** (Ratification de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale) : p. 2341 - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale - Unification du régime des permis de construire d'éoliennes) : p. 2342 - **Article 34 quinquies** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier l'élaboration et la révision des schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables et étendre aux ouvrages des réseaux publics d'électricité la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation) : p. 2342 - **Article 34 sexies (nouveau)** (art. L. 341-2 du code de l'énergie - Exclusion des projets d'électricité renouvelable soutenus dans le cadre d'une procédure concurrentielle du bénéfice de la réfaction tarifaire) : p. 2343 - **Article 35** (art. L. 122-1, L. 123-14, L. 181-5 et L. 515-29 du code de l'environnement - Simplification des modalités de la participation du public relatives à certaines installations polluantes à l'occasion d'un réexamen périodique - Simplification des modalités d'examen au cas par cas lors de modifications ou d'extensions d'installations, d'ouvrages, de travaux ou d'activités existants) : p. 2345 - **Articles additionnels après l'article 35 - Amendement n° 197 rectifié, n° 195 rectifié et n° 196 rectifié** (Régularisation des installations non conformes aux prescriptions environnementales à l'initiative des exploitants) : p. 2346 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 102 rectifié, n° 190 rectifié et n° 192 rectifié** (Substitution de l'autorité administrative à l'autorité environnementale pour rendre un avis sur les projets de l'ICPE et pour décider de l'évaluation environnementale au cas par cas) : p. 2347 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 174 rectifié** (Rapport sur les zonages environnementaux) : p. 2348 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 64 rectifié** (Motivation des décisions de l'administration et possibilité de recours à une médiation dans le cadre de procédures d'autorisation environnementale) : p. 2348 - **Article 35 bis (nouveau)** (art. L. 181-17 et L. 514-6 du code de l'environnement - Réduction des délais de recours contre les décisions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement) : p. 2349 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendements n° 103 rectifié ter, n° 191 rectifié ter et n° 193 rectifié quater** (Limitation des recours abusifs contre les décisions relatives aux ICPE et IOTA) : p. 2350 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 198 rectifié bis** (Possibilité pour le juge administratif d'annulation partielle ou d'une phase des demandes d'enregistrement ou des déclarations d'ICPE) : p. 2352 - **Article 36** (Habilitation à réformer par ordonnances le régime de l'activité d'entrepreneur de spectacles vivants) : p. 2352 - **Article 38** (art. 19 et 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 2354 p. 2355 p. 2357 p. 2358 p. 2359 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 56** (Extension de la mise en demeure par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique en cas de non transmission des déclarations de situation patrimoniale et d'intérêts, à la nomination des principaux dirigeants d'entreprises publiques et d'établissements publics industriels et commerciaux) : p. 2359 - **Article 39** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour réformer le régime juridique d'exploration et

d'exploitation des ressources géothermales) : p. 2360 p. 2361 p. 2362 - **Titre III (Un dispositif d'évaluation renouvelé)** : p. 2362 - **Intitulé du projet de loi** : p. 2363

- **Suite de la discussion** (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2433

- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4282 p. 4284 p. 4292 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement 1 (Autorité judiciaire - Engagement de poursuite sans autorisation préalable de l'administration)** : p. 4295 p. 4296

- **Question orale sans débat sur les seuils de la dotation de solidarité rurale** - (22 mai 2018) : p. 4394

- **Question orale sans débat sur la situation économique des opérateurs privés de l'archéologie préventive** - (22 mai 2018) : p. 4395

- **Question orale sans débat sur les difficultés des entrepreneurs de spectacles historiques** - (22 mai 2018) : p. 4396

- **Question orale sans débat sur l'organisation des concours « Meilleurs ouvriers de France »** - (22 mai 2018) : p. 4397

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des taxes sur les carburants** - (29 mai 2018) : p. 4660

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (12 juin 2018) : p. 5723 p. 5724

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité des bâtiments à usage industriel** - (12 juin 2018) : p. 5727

- **Question orale sans débat sur la politique de délocalisation d'Engie vers des prestataires hors de France** - (19 juin 2018) : p. 6191

- **Question orale sans débat relative aux taxes sur le carburant et aux services départementaux d'incendie et de secours** - (19 juin 2018) : p. 6192

- **Question orale sans débat sur les fonds de concours et les syndicats d'énergie** - (3 juillet 2018) : p. 8812 p. 8813

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 69 (Notion de vente d'occasion)** : p. 8876 - **Article 4 bis (nouveau) (art. 283 bis [nouveau] et 293 A ter [nouveau] du code général des impôts - Abattement forfaitaire de 3 000 euros applicable aux revenus déclarés automatiquement par les plateformes en ligne)** : p. 8877 - **Article 4 sexies (nouveau)** : p. 8879 p. 8880 - **Article additionnel après l'article 4 sexies - Amendement n° 55 rectifié (Traitement automatisé de lutte contre la fraude - Rapport au Parlement)** : p. 8881 - **Article 6 (art. 1653 G et 1729 A bis [nouveaux] du code général des impôts - Publication des sanctions administratives appliquées aux personnes morales à raison de manquements fiscaux d'une particulière gravité)** : p. 8882 p. 8883 p. 8884 p. 8885 - **Article 7 (art. 1740 A bis [nouveau] et 1753 du code général des impôts, L. 80 E du livre des procédures fiscales, L. 114-18-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sanction à l'égard des tiers complices de fraude fiscale et sociale)** : p. 8887 p. 8888 p. 8889 p. 8890 p. 8891 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 58 rectifié bis (Délit d'incitation à la fraude fiscale - Création)** : p. 8892 - **Article 8 (art. 1741 du code général des impôts - Aggravation des peines d'amende encourues en cas de fraude fiscale)** : p. 8893

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (13 juillet 2018) - **Article 42 (art. L. 323-2, 323-8, 323-8-6-1 du code du travail - Redéfinition de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés pour les employeurs publics)** : p. 9877 p. 9878 p. 9879 - **Article 42 ter (art. L. 323-8-6-1 du code du travail - Modification de**

l'exercice de référence pour le calcul de la contribution annuelle dans la fonction publique) : p. 9880 - **Article 42 quater (art. 98 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Modification du calcul de la contribution annuelle des écoles et des universités)** : p. 9881

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2018) - **Article 63 (supprimé) (art. 51 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Réforme de la disponibilité des fonctionnaires d'État)** : p. 9951 p. 9953 p. 9954 - **Article 65 bis (supprimé) (art. 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Dérogation au principe de recrutement des emplois civils de l'État)** : p. 9956 - **Article 65 quater (supprimé) (art. 3 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - Dérogation au principe de recrutement des emplois de la fonction publique hospitalière)** : p. 9958 - **Article additionnel après l'article 65 quater - Amendement n° 65 quater (Concours internes - Ouverture aux agents contractuels de droit local)** : p. 9958

- **Question orale sans débat sur l'état des négociations dans le cadre du traité avec le MERCOSUR** - (24 juillet 2018) : p. 11480

- **Question orale sans débat sur les obligations de General Electric vis-à-vis de l'État** - (24 juillet 2018) : p. 11481

- **Question orale sans débat sur la situation d'Air France** - (24 juillet 2018) : p. 11482

- **Question orale sans débat sur l'atout forestier de la France et les objectifs de neutralité carbone** - (24 juillet 2018) : p. 11483

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Nouvelle lecture [n° 659 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 11677 p. 11681 p. 11686 - **Annexe** : p. 11689 - **Article 2 (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration)** : p. 11691 p. 11692 - **Article 2 bis A (art. L. 1113-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Extension du droit à régularisation en cas d'erreur au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs groupements dans leurs relations avec l'État et les organismes de sécurité sociale)** : p. 11694 - **Article 4 bis AA (art. 1753 bis C du code général des impôts, et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Non-application des sanctions administratives aux collecteurs du prélèvement à la source qui emploient moins de 21 salariés)** : p. 11696 - **Article 4 bis A (Texte non modifié par la commission) (art. L. 49 du livre des procédures fiscales - Mention expresse des points considérés comme validés par l'administration à l'issue d'un contrôle fiscal)** : p. 11697 - **Article 7 (Habilitation pour expérimenter une « relation de confiance »)** : p. 11698 - **Article 12 (art. L. 114-11 [nouveau], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Certificat d'information sur les normes applicables à certaines activités)** : p. 11701 - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 59 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la compétence des commissions des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires)** : p. 11702 - **Article 15 bis (Expérimentation d'un référent unique doté d'un pouvoir de décision dans les maisons de services au public)** : p. 11703 - **Article 16 (Limitation, à titre expérimental, de la durée des contrôles administratifs sur les petites et moyennes entreprises)** : p. 11704 - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 243-13 du code de la sécurité sociale - Limitation à trois mois de la durée des contrôles URSSAF dans les entreprises de moins de vingt salariés)** : p. 11705 - **Article 19 (art. L. 512-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture)** : p. 11707 - **Article 22 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 212-2, L. 552-6, L. 562-6 et L. 573-2 du**

code des relations entre le public et l'administration, art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom - Dispense de signature des décisions relatives à la gestion des agents publics produites sous forme électronique) : p. 11708 - **Article 23 ter (supprimé)** (art. 83 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 - Mutualisation obligatoire de la gestion des certificats d'existence des pensionnés de retraite établis hors de France) : p. 11709 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier ; art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 11709 - **Article 26 (Habilitation à légiférer par ordonnance pour autoriser les maîtres d'ouvrage à déroger à certaines règles de la construction)** : p. 11711 - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter de nouvelles formes de rapprochement d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche) : p. 11711 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 33 rectifié (Statu de Grand établissement - Regroupements d'établissements (universités et écoles) dont la nature et la qualité le justifient)** : p. 11712 - **Article 29 (Expérimentation du relayage du proche aidant)** : p. 11713 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Décision administrative - Demande en appréciation de régularité adressée au tribunal administratif) : p. 11714 - **Article 35 bis (supprimé)** (art. L. 181-17 et L. 514-6 du code de l'environnement - Réduction des délais de recours contre les décisions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement) : p. 11717 - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 et 19 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État ; art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 11719 - **Article 40 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur la surtransposition de directives) : p. 11722

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité** - (2 octobre 2018) : p. 13344

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13417 - **Article 6 (Coordination)** : p. 13440

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'économie** - (25 octobre 2018) : p. 14725

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'État** - (30 octobre 2018) : p. 14807

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget des armées** - (8 novembre 2018) : p. 15101

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15246 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 15258 - **Discussion générale** : p. 15276

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation** - (13 novembre 2018) : p. 15324

- **Question orale sans débat sur l'assujettissement des hippodromes à la taxe foncière sur les propriétés non bâties** - (20 novembre 2018) : p. 15812 p. 15813

- **Question orale sans débat sur le projet d'intérêt général Metaleurop Nord et la taxe foncière** - (20 novembre 2018) : p. 15813 p. 15814

- **Question orale sans débat sur la fin des téléphones fixes** - (20 novembre 2018) : p. 15814

- **Question orale sans débat sur les suppressions d'emplois dans le groupe Carrefour** - (20 novembre 2018) : p. 15815

- **Question orale sans débat sur la sécurisation des bouteilles de gaz** - (20 novembre 2018) : p. 15816

- **Question orale sans débat sur la fermeture de la base aérienne de Châteaudun** - (20 novembre 2018) : p. 15817

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16671 - **Demande de réserve** : p. 16673 - **Article liminaire (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2019, prévisions d'exécution 2018 et exécution 2017)** : p. 16674

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Demande de réserve** : p. 16692 - **Article 2 (art. 196 B, 197 et 204 H du code général des impôts - Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source, PAS)** : p. 16697 p. 16701 p. 16702 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1002 (Fiscalité applicable aux sportifs retenus en sélection nationale)** : p. 16703 p. 16704 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux)** : p. 16706 p. 16709 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-959 (Journalistes - Exonération fiscale - Plafond)** : p. 16710 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-812 (Covoiturage - Aides patronales - Exonération fiscale)** : p. 16710 p. 16712 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-228 rectifié et n° I-229 rectifié bis (Cohabitation intergénérationnelle - Exonération fiscale)** : p. 16714 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1027 (Régime fiscal de l'impatriation)** : p. 16715 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-886 (Dons ouvrant droit à la réduction d'impôt)** : p. 16715 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-504 rectifié (Nouvelle-Calédonie - Prélèvement à la source - Crédit d'impôt)** : p. 16716 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1036 (Actes de notoriété en matière d'état civil - Exonération des droits d'enregistrement)** : p. 16717 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-836 (Opérations de logements - Régime d'imposition des plus-values immobilières)** : p. 16718 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-546 rectifié bis (Conseillers municipaux non défrayés - Frais de déplacement - Déduction fiscale)** : p. 16719 - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 35 bis du code général des impôts - Abrogation de l'exonération d'impôt pour les produits de la location d'une partie de la résidence principale ou d'une chambre d'hôte) : p. 16720 p. 16724

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Demande de priorité** : p. 16736 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-1024 rectifié (Carburants relevant des dispositifs de remboursement ou de modulations locales)** : p. 16746 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption)** : p. 16750 p. 16751 p. 16760 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-407 rectifié (TICPE flottante - Instauration)** : p. 16761 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-849 rectifié (Transition énergétique - Accompagnement des ménages modestes)** : p. 16763 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Territoires ruraux et enclavés - TICPE - Minoration** : p. 16765 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-404 rectifié et n° I-432 rectifié (Contrats territoriaux bas carbone)** : p. 16769 p. 16770 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quinquies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe

intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16778 p. 16779 p. 16780 p. 16789 p. 16791 p. 16793 p. 16794 p. 16795 p. 16796 p. 16798 p. 16799 p. 16800 p. 16801 p. 16802

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 159 (2018-2019)]** - (27 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16879 p. 16880 p. 16883 p. 16886 - **Question préalable** : p. 16888

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° I-448** (Retraités ayant eu ou élevé au moins trois enfants - Majorations de retraites - Exonération d'impôt sur le revenu) : p. 16900 - **Article 2 quinquies (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts - Exonération des primes versées par l'Etat aux athlètes médaillés olympiques) : p. 16901 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° I-450** (Déduction pour frais professionnels - Relèvement) : p. 16902 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° I-454** (Situations familiales différentes - Traitement fiscal équitable) : p. 16903 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° I-331 rectifié** (Don à un organisme d'intérêt général ou reconnu d'utilité publique - Réduction d'impôt) : p. 16904 p. 16906 - **Article 2 sexes (nouveau)** (art. 83 du code général des impôts - Prise en compte du type de motorisation du véhicule dans la détermination des frais réels déductibles au titre de l'impôt sur le revenu) : p. 16906 p. 16907 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendement n° I-449** (Abattement proportionnel sur le montant des dividendes perçus) : p. 16908 - **Article 2 septies (nouveau)** (Déduction de l'impôt sur le revenu du montant de taxe foncière sur les propriétés bâties pour des biens mis à disposition gracieusement d'une association d'accueil et de logement des personnes défavorisées) : p. 16908 - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendement n° I-217 rectifié** (Rémunération perçue au titre de la permanence des soins - Exonération fiscale - Extension) : p. 16909 - **Article 2 octies (nouveau)** (art. 200 du code général des impôts - Réduction d'impôt sur le revenu au titre des biens immobiliers mis à disposition des associations d'accueil et de logement des personnes défavorisées ou de ressources modestes reconnues d'utilité publique) : p. 16911 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° I-455** (Crédit d'impôt pour l'acquisition de chaudières à très haute performance énergétique) : p. 16912 - **Article 2 nonies (nouveau)** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Extension de l'application du dispositif d'investissement locatif « Pinel » dans les communes couvertes par un contrat de redynamisation de site de défense) : p. 16912 - **Article 2 decies (nouveau)** (art. 200 bis du code général des impôts - Crédit d'impôt sur le revenu pour les foyers hébergeant gratuitement un réfugié) : p. 16913 - **Article additionnel après l'article 2 decies - Amendement n° I-204 rectifié** (Caisse des Français de l'étranger (CFE) - Cotisations - Réduction d'impôt) : p. 16915 - **Article additionnel après l'article 2 decies - Amendement n° I-863** (Contribuables résidant dans une zone déconseillée aux voyageurs - Prélèvements fiscaux - Résidence principale) : p. 16916 - **Article additionnel après l'article 2 decies - Amendement n° I-218 rectifié** (Défense des forêts contre l'incendie (DFCI) - Associations syndicales autorisées - Réduction d'impôt) : p. 16917 - **Article 3** (Art. 1663 C et 1665 bis du code général des impôts - Mesures d'accompagnement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu) : p. 16918 p. 16920 p. 16921 p. 16922 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-840** (Agents des collectivités territoriales travaillant à l'étranger - Domiciliation fiscale) : p. 16922 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-906** (Chercheurs étrangers - Régime fiscal) : p. 16923 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-870** (Travaux subventionnés) : p. 16924 - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 182 A, 182 A bis, 197 A, 197 B et 1417 du code général des impôts - Imposition sur le revenu des salaires, pensions et rentes viagères à titre gratuit de source française perçus par les non-résidents fiscaux) : p. 16927 - **Article 3 quater (nouveau)** (art. 7 de la loi n° 2017-

1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Maintien de l'exonération de certains ménages à la taxe d'habitation et à la contribution audiovisuelle publique) : p. 16928 - **Article 4** (art. 197 et 204 H du code général des impôts - Plafonnement de la réduction d'impôt sur le revenu dans les DOM) : p. 16930 p. 16931 p. 16932 p. 16935 p. 16936 p. 16937 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-793 rectifié quater** (Saint-Barthélemy - Imposition des pensions de retraites) : p. 16937 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-725 rectifié** (Guadeloupe et Martinique - Majoration de crédit d'impôt et prise en compte du plafonnement du quotient familial) : p. 16938 - **Article 5** (art. 295 A du code général des impôts - Suppression de la TVA non perçue récupérable, TVA NPR) : p. 16940 p. 16941 p. 16942 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-590 rectifié** (Fiscalité applicable aux biens culturels dans les départements et collectivités d'Outre-mer) : p. 16943 - **Article 5 bis (nouveau)** (art. 278-0 bis du code général des impôts - Comptabilisation de l'énergie solaire thermique dans l'énergie renouvelable ouvrant droit à TVA à 5,5 %) : p. 16943 - **Article 6** (art. 44 octies A, 44 quaterdecies, 44 quaterdecies, 244 quater M, 1388 quinquies, 1395 H, 1465 A, 1466 F du code général des impôts - Création de zones franches d'activité nouvelle génération, ZFANG) : p. 16946 p. 16948 p. 16949 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-936** (Redynamisation de bassins urbains en déclin industriel) : p. 16950 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-619 rectifié** (Guadeloupe et Martinique - Locations de bateaux de plaisance de courte durée - Exonération de TVA) : p. 16950 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-242 rectifié** (Critères de zone de revitalisation rurale, ZRR) : p. 16951 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-318 rectifié ter** (Zones de montagne - Classement en zones de revitalisation rurale - Exception) : p. 16952 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-969** (Inclusion des centralités des 7 départements les plus ruraux dans les zones de revitalisation rurale, ZRR) : p. 16953 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° I-715 rectifié** (Corse - Investissement dans les établissements de santé - Politique fiscale incitative) : p. 16954 - **Article 6 ter (nouveau)** (art. 244 quater E du code général des impôts - Exclusion des meubles de tourisme du crédit d'impôt pour certains investissements en Corse, CIIC) : p. 16955 - **Article 7** (art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM) : p. 16957 p. 16958 p. 16961 p. 16963 p. 16964 p. 16966 p. 16967 p. 16968 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-859 rectifié** (Drives - Taxe sur les surfaces commerciales - Assujettissement) : p. 16969 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-910 rectifié** (Modulation progressive du taux de la TASCOM) : p. 16970 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-369 et n° I-911** (Taxe sur les surfaces commerciales - Majoration) : p. 16971 - **Article additionnels après l'article 8 - Amendement n° I-912** (Établissements de stockage et de logistique servant à la vente de biens à distance - TASCOM - Assujettissement) : p. 16972 - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quinquies, section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 1609 vicies, 1609 quinquies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexes, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre 1er du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative

pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16975 p. 16976 p. 16978 p. 16979 p. 16980 p. 16981

- Suite de la discussion (28 novembre 2018) : p. 17002 p. 17003 p. 17004 p. 17005 p. 17006 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-373** (Taux du « droit de partage ») : p. 17007 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-603** quinquies et **I-986** (Concessions hydroélectriques - Redevance) : p. 17009 p. 17010 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-374** (Droit de visa dit « de régularisation » - Suppression) : p. 17012 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-219** rectifié (Agence de financement des infrastructures de transport de France - Suppression) : p. 17014 p. 17015 - **Article 10** (art. 302 bis KA, 302 bis KD, 302 bis KG et 1693 quinquies du code général des impôts - Fusion des taxes sur la publicité audiovisuelle) : p. 17016 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-245** (Contribution de solidarité numérique - Création) : p. 17017 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1017** (Taxe sur les téléphones mobiles multifonctions haut et très haut de gamme - Création) : p. 17019 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-880** (Mayotte - Taxe sur les conventions d'assurances - Tarif réduit) : p. 17019 - **Article 10 bis (nouveau)** (art. L. 2125-11 du code de la propriété des personnes publiques [nouveau] - Indemnité d'occupation due en cas de stationnement sans autorisation sur le domaine public portuaire) : p. 17019 - **Article 11** (art. 39 A, 30 quinquies A, 30 quinquies H, 40 sexes, 81, 83, 163 bis G, 199 undecies C, 209, 217 undecies, 217 duodecies, 223 L, 244 quater X, 296 ter, 1051 et 1594 I quater du code général des impôts, L. 80 B du livre des procédures fiscales, L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale, art. 4 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Suppression de dépenses fiscales inefficaces) : p. 17023 p. 17025 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-758** rectifié (Travaux de rénovation - Déduction fiscale) : p. 17025 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1000** (Saint-Martin - Travaux de rénovation et réhabilitation d'hôtels - Réduction d'impôt) : p. 17026 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-384** (Construction d'immeubles - Avantage fiscal - Prorogation) : p. 17029 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-386 et n° I-385** (Acquisitions et travaux de réhabilitation de logements en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte ou à La Réunion - Réduction d'impôt) : p. 17030 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-505** rectifié (Collectivités ultramarines - Aide aux projets d'investissement) : p. 17031 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-759** (Crédits d'impôts en faveur des investissements immobiliers dans les DOM) : p. 17031 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-381** (Construction et réhabilitation des logements locatifs sociaux outre-mer - Crédit d'impôt) : p. 17032 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° I-784** (Outre-mer - Construction de logement intermédiaire - Taux réduit de TVA) : p. 17032 - **Article 12** (art. 216, 219, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 Q et 223 R du code général des impôts - Réforme du régime de l'intégration fiscale) : p. 17034 p. 17035 p. 17036 p. 17037 p. 17038 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-819** (Groupes composés de PME - Régime fiscal de groupe - Mise en oeuvre) : p. 17039 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° I-857** (Numérique - Commerçants et artisans - Crédit d'impôt) : p. 17040 - **Article 13** (art. 112, 209, 209-0 B, 212, 212 bis, 223 B, 223 B bis, 223 I, 223 Q et 223 S du code général des impôts - Réforme des dispositifs de limitation des charges financières) : p. 17044 p. 17045 p. 17047 p. 17050 p. 17051 p. 17053 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-805** rectifié (Régime spécial des fusions) : p. 17054 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-517** rectifié bis (Résultats réintégrés au capital des PME - Taux réduit d'impôt sur les sociétés) : p. 17054 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-70** rectifié (Impôt sur les

sociétés - Baisse du taux normal) : p. 17055 - **Article 14** (art. 39, 39 terdecies, 44 sexes 0-A, 73 E, 93, 93 quater, 199 ter D, 201, 209, 219, 221 bis, 223 C, 223 H, 238, 238 bis G, 1668, 1740-0 C [nouveau] du code général des impôts, et art. L. 13 BA du livre des procédures fiscales - Réforme du régime d'imposition des produits de cession ou concession de brevets) : p. 17059 p. 17060 p. 17061 p. 17063 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-325 et n° I-606** (Plus-values immobilières réalisées par les organismes HLM - Taux réduit d'impôt sur les sociétés - Condition) : p. 17065 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-709** rectifié bis (Fiscalité sur les plus-values prévue à l'article 210 F du CGI - Extension à la zone B1) : p. 17066 - **Article 16** (art. 787 B du code général des impôts - Adaptation de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit « Dutreil » en cas de transmission d'entreprises) : p. 17068 p. 17069 p. 17070 p. 17071 p. 17072 p. 17073 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement I-944** (Transmission des entreprises de taille intermédiaire (ETI) - Fiscalité) : p. 17074 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-148** (Holding animatrice - Définition) : p. 17075 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-810** (Détenteurs de comptes d'actifs numériques ouverts dans des établissements situés à l'étranger - Obligation déclarative) : p. 17077 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-555** rectifié (Dispositif « Madelin » - Pérennisation) : p. 17078 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-942** (Reprise d'entreprise par les salariés - Abattements fiscaux) : p. 17078 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-946** (Cessions des parts sociales - Taux unique pour les droits d'enregistrement) : p. 17079 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-107** rectifié, **n° I-224** rectifié bis, **n° I-259** et **n° 701** rectifié bis (Biens ruraux - Fiscalité) : p. 17080 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-486** rectifié (Droits de succession dans l'hôtellerie) : p. 17080 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-976** (Transmission d'entreprise en cas de décès prématuré du dirigeant - Rapport au Parlement) : p. 17081 - **Article 16 bis (nouveau)** (art. 80 quinquies, et 150-0-A du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Aménagement des règles d'imposition applicables aux revenus issus de parts ou actions donnant lieu à des gains et distributions différés pour les personnes qui établissent leur résidence fiscale en France) : p. 17082 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° I-270 et n° I-654** rectifié (Élargissement de l'assiette de la TTF aux transactions infrajournalières) : p. 17084 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° I-721** rectifié bis (Taxe sur les transactions financières - Champ d'application) : p. 17084 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° I-271 et n° I-375** (Aide publique au développement) : p. 17085 - **Article 16 ter (nouveau)** (art. 150 U et 244 bis A du code général des impôts - Exonération d'imposition des plus-values pour la cession de la résidence principale des non-résidents français lors de leur départ) : p. 17085 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendement n° I-326** (Cession à un organisme de foncier solidaire - Exonération des particuliers de l'impôt sur les plus-values) : p. 17086 - **Article 16 quater (nouveau)** (art. 150 duodecies, 158 et 200 A du code général des impôts - Précision du champ des gains soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU) ou, sur option du contribuable, au barème de l'impôt sur le revenu) : p. 17087 p. 17088 p. 17090 - **Article 16 quinquies (nouveau)** (art. 208 C du code général des impôts - Augmentation du taux minimum de distribution par les SIIC des bénéficiaires issus des cessions d'immeubles) : p. 17091 - **Article 16 sexes (nouveau)** (art. 793 bis du code général des impôts - Relèvement du seuil au-delà duquel l'exonération de droits de mutation sur certaines transmissions d'entreprises agricoles est réduite à 50 %) : p. 17091 - **Article additionnel après l'article 16 sexes - Amendement n° I-461** (Transmission en exonération de droits au travers de l'assurance-vie - Limitation à 100 000 euros par bénéficiaire) : p. 17091 - **Article 16 septies (nouveau)** (art. 795 du code général des impôts - Mise en cohérence des catégories d'organismes d'intérêt général ouvrant droit à certains avantages fiscaux) : p. 17092 - **Article additionnel après l'article 16 septies - Amendement n° I-476** rectifié

(Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, ISF) : p. 17099 - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière) : p. 17109 p. 17117 p. 17118 - **Article 16 nonies (nouveau)** (Aménagement du dispositif « Dutreuil-ISF ») : p. 17120 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-631 rectifié bis** (Épargne de partage) : p. 17121 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-730 rectifié** (Déductibilité de la coTAM) : p. 17121 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-68** (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Plus-values sur titres - Exclusion) : p. 17122 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-25** (Droits de succession - Résidence principale - Abattement) : p. 17123 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-90 rectifié** (Donations - Montant de l'abattement - Possibilité de réitération) : p. 17124 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-91 rectifié** (Taxe sur les successions et les donations - Abattement) : p. 17125 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-314 rectifié** (Donation grands parents/petits-enfants - Exonération de droits de mutation) : p. 17126 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-71 rectifié** (Business angels - Dispositif IR-PME) : p. 17126 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-69 rectifié** (Imposition des plus-values sur titres) : p. 17126 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-699 rectifié bis** (Coût des hypothèques conservatoires) : p. 17127 p. 17128 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-399 rectifié** (Développement de l'épargne salariale solidaire) : p. 17128 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-1065** (Loto du patrimoine - Contributions et prélèvements sur les jeux - Exonération) : p. 17129 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendements n° I-473 et n° I-477** (Contribution supplémentaire et contribution additionnelle des entreprises) : p. 17132 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-746 rectifié** (Structures spécialisées dans l'accueil des victimes de violences sexuelles ou sexistes - Financement privé - Incitation fiscale) : p. 17133 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-330 rectifié, n° 568 rectifié et n° 770 rectifié** (Mécénat d'entreprise - Déduction d'impôt - Plafond) : p. 17136 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-4 rectifié bis, n° I-19 rectifié, n° I-397 rectifié et n° I-521 rectifié bis** (Sociétés de capitaux détenues exclusivement par les collectivités territoriales - Bénéfice du régime fiscal en faveur du mécénat) : p. 17138 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-773 rectifié** (Inclusion du spectacle sportif dans le champ du mécénat destiné aux festivals) : p. 17139 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-772 rectifié** (Sportifs de haut niveau - Conventions de mécénat) : p. 17139 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-771 rectifié** (Soutien au handisport - Avantage fiscal) : p. 17141 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-411 rectifié** (Plafonnement des dons défiscalisables des entreprises aux associations) : p. 17141 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-510 rectifié bis** (Défense du patrimoine national - Régime du mécénat d'entreprise) : p. 17142 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-76 rectifié** (Multiplication des investisseurs dans les SCT et sécurisation des business angels) : p. 17143 - **Article 18** (art. 71, 72 D, 72 D bis, 72 D ter, 72 D quater, 73, 73 E, 75 du code général des impôts, art. L. 781-15 du code rural et de la pêche maritime - Réforme des aides fiscales en faveur de la gestion des risques et de l'investissement agricoles) : p. 17146 p. 17148 p. 17151 p. 17152 p. 17153 p. 17154 p. 17155 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-402** (Dispositif de suramortissement exceptionnel - Renouvellement pour 2 ans) : p. 17158 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-580 rectifié** (Sociétés à objet agricole - Régime particulier d'imposition des plus-values) : p. 17159 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-627 rectifié et n° I-855** (Définitions juridiques et fiscales de l'activité agricole) : p. 17160 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-983** (Contrats d'intégration -

Régime fiscal) : p. 17160 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-968** (Subventions et primes d'équipement reçues au titre du « plan Loup » - Régime d'imposition) : p. 17161 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-489 rectifié** (Exclusion des recettes de travaux agricoles des recettes commerciales de l'article 75 du code général des impôts) : p. 17162 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-583 rectifié** (Ensemble des recettes accessoires perçues par les exploitants agricoles - Régime unique) : p. 17162 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-398** (Dirigeants de sociétés - Taxation des augmentations de salaires - Indemnités de départ) : p. 17163 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-396** (Taxe sur le chiffre d'affaires des GAFA) : p. 17166 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-286** (Dépenses éligibles au CIR) : p. 17170 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-267 rectifié** (Crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale - Rétablissement) : p. 17172 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-274** (Taxe dite « Youtube » - Renforcement) : p. 17172

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 163 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 17184 - **Question préalable** : p. 17197

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article 18 ter (nouveau)** (art. L 341-6 du code forestier - Modification du régime de l'autorisation de défrichement en cas de création, de reprise ou d'extension d'une exploitation agricole par l'exemption des obligations de reboisement et l'exonération du paiement alternatif de l'indemnité compensatoire de défrichement) : p. 17199 - **Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006** (Relance de la trufficulture) : p. 17200 p. 17201 - **Article 18 quater (nouveau)** (art. 39 decies A [nouveau] du code général des impôts - Suramortissement temporaire de 40 % pour les investissements de transformation numérique et de robotisation des PME) : p. 17204 p. 17206 - **Article 18 septies (nouveau)** (art. 72 bis du code général des impôts - Rétablissement du dispositif optionnel de blocage de la valeur des stocks à rotation lente) : p. 17207 - **Article additionnel après l'article 18 octies - Amendement n° I-713** (Transmission de patrimoine - Limitation de l'exonération) : p. 17208 - **Article 18 undecies (nouveau)** (art. 209 du code général des impôts - Possibilité pour les bailleurs sociaux de transférer leurs déficits fiscaux à la société absorbante lors d'une fusion) : p. 17209 - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendement n° I-894** (Caisses de retraite et prévoyance - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux) : p. 17209 p. 17210 - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendements n° I-895 et n° I-1010** (Sociétés d'économie mixte non agréées - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux) : p. 17211 - **Article additionnel après l'article 18 undecies - Amendements n° I-896 et n° I-1011 rectifié** (Compagnies d'assurances - Construction de logements intermédiaires - Dispositifs fiscaux) : p. 17212 - **Articles additionnel après l'article 18 duodecies - Amendement I-463** (Quotité de la taxe sur les logements vacants - Relèvement) : p. 17214 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-755 rectifié** (Assiette de la TVA applicable aux services de transport aérien) : p. 17215 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-484 rectifié bis** (Taxe applicable aux véhicules de plus de 3,5 tonnes immatriculés dans un Etat étranger - Création) : p. 17217 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-752 rectifié et n° 751 rectifié** (Passagers en correspondance - Taxe d'aéroport - Exonération totale ou abattement) : p. 17218 - **Article 20** (art. 261 du code général des impôts - Mise en conformité du régime de TVA des services à la personne) : p. 17219 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-408** (Structures non lucratives à vocation sociale et soignante - Opérations de travaux - TVA réduite) : p. 17219 - **Article 21** (art. 259 D, 289-0 et 298 sexdecies F du

code général des impôts - Transposition partielle de la directive sur le régime de TVA du commerce électronique) : p. 17220 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-674 rectifié** (Instauration d'une TVA compétitivité) : p. 17222 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-410** (Autonomisation du dispositif d'IR-PME-ESUS) : p. 17226 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-321 rectifié bis, n° I-220 rectifié bis et n° I-803** (Archéologie préventive - Fiscalité) : p. 17227 - **Article additionnel après l'article 22 bis** (Taux réduit de TVA) : p. 17228 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-961** (Produits pour incontinence urinaire - Taux réduit de TVA) : p. 17229 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-953 rectifié** (Produits de biocontrôle - Taux réduit de TVA) : p. 17236 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-708 rectifié** (Intégration des locaux sanitaires dans le cadre de l'art. 279-0 bis A du code général des impôts) : p. 17237 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-332 rectifié** (Taux de TVA applicable aux agences de presse - Rétablissement) : p. 17237 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-328 rectifié, n° I-609 rectifié et n° I-955** (Favorisation des opérations d'accession très sociale) : p. 17238 - **Article 23** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 41 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, et 1648 A du code général des impôts - Fixation pour 2019 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 17242 p. 17244 p. 17245 p. 17246 p. 17247 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-629 rectifié bis** (Carrières - Taxe foncière) : p. 17249 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-768 rectifié** (Collectivités territoriales - Application des règles relatives à la protection des données à caractère personnel) : p. 17250 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-567 rectifié** (Constructions neuves et acquisition - Exonération) : p. 17251 - **Article 24** (art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Compensation des transferts de compétences aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) : p. 17255 - **Article 25** (art. 3 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Modernisation du mécanisme de compensation de perte de ressources de contribution économique territoriale (CET) et création d'un fonds de compensation horizontale pour l'accompagnement à la fermeture des centrales de production d'électricité d'origine nucléaire et thermique) : p. 17257 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-433 rectifié et n° I-745** (Prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - Rectification) : p. 17259 p. 17261 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-539 rectifié et n° I-1003** (Collectivités territoriales - Parc automobile - Recours à la location longue durée - Bénéfice du FCTVA) : p. 17262 - **Article 27** (art. L. 522.19 [nouveau] et L. 542-6 du code de l'action sociale et des familles, 4 et 52 de la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité, 7 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, art. L. 3334-16-2, L. 3335-3, L. 4425-23 du code général des collectivités territoriales, section 3 ter [nouvelle] du chapitre IV du titre III du livre III de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, 46 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, 59 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) en Guyane et à Mayotte) : p. 17277 - **Article 28** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) : p. 17280 - **Article 29** (Intitulé de la section XI du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code

général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 17285 p. 17286 p. 17290 p. 17293 p. 17294 p. 17295 p. 17297 p. 17298 p. 17299 p. 17303 p. 17303 - **Article 29 ter (nouveau)** (art. 224 du code des douanes - Mise en extinction du dispositif d'abattement pour vétusté applicable aux navires de plaisance et de sport au titre du DAFN) : p. 17304 - **Article additionnel après l'article 29 ter - Amendement n° I-319 rectifié** (Quote-part du DAFN en 2020 - Augmentation) : p. 17305 - **Article 29 quater (nouveau)** (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Baisse de taux des taxes affectées aux CTI et aux CPDE et possibilité de réviser ceux-ci par arrêté dans la limite d'une fourchette déterminée) : p. 17306 p. 17307 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1046** (Produit des amendes forfaitaires - Prélèvement à hauteur de 45 millions au bénéfice des départements pour l'entretien du réseau routier) : p. 17308 - **Article 32** (rt. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et art. 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Modification des recettes des comptes d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique ») : p. 17309 - **Article 33 bis (nouveau)** (art. 1010 et 1011 bis du code général des impôts - Assujettissement des véhicules équipés d'une plateforme arrière à double cabine à la taxe sur les véhicules des sociétés et au malus automobile) : p. 17310 p. 17310 - **Article additionnel après l'article 33 bis - Amendement n° I-1071** (Produit des redevances et loyers d'occupation du domaine militaire - Compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Inclusion) : p. 17311 - **Article 34** (art. 5 de la loi n° 63-1293 du 21 décembre 1963 de finances rectificative pour 1963 et 20 de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 de finances rectificative pour 1964 - Actualisation du compte de commerce « Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés ») : p. 17311 - **Article 35** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Stabilisation du tarif de la contribution à l'audiovisuel public (CAP), actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public, compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») : p. 17312 - **Article 36** (art. L. 131-8, L. 225-1-1, L. 241-2 et L. 241-11 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6243-2, L. 6325-16 et L. 6325-17 du code du travail ; art. L. 741-16 et L. 741-5 du code rural et de la pêche maritime ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 ; art. 116 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) : p. 17313 p. 17314 - **Article 38 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 17332 p. 17333 p. 17334 p. 17335 - **Article 2 bis B (nouveau)** (Imposition sur le revenu des élus locaux) : p. 17337

- **Question orale sans débat sur l'avenir de Business France** - (4 décembre 2018) : p. 17808

- **Question orale sans débat sur la zone touristique internationale à Paris** - (4 décembre 2018) : p. 17809

- **Question orale sans débat sur la privatisation du groupe ADP** - (4 décembre 2018) : p. 17810

- **Question orale sans débat sur le respect de la législation en vigueur sur les contrats obsèques** - (4 décembre 2018) : p. 17811

- **Question orale sans débat relative aux taxes sur les carburants** - (4 décembre 2018) : p. 17812

- **Question orale sans débat sur la situation de l'entreprise Sandvik à Fondettes** - (4 décembre 2018) : p. 17813

- **Question orale sans débat sur le soutien à l'approvisionnement local en restauration collective** - (4 décembre 2018) : p. 17814

- **Question orale sans débat sur la situation à Gaza** - (4 décembre 2018) : p. 17815

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (6 décembre 2018) : p. 18122 p. 18123 p. 18124 - **Gestion des finances publiques et des ressources humaines - État B** : p. 18126 p. 18127 p. 18129 - **Article additionnel avant l'article 77 bis - Amendement n° II-50 (Congés de maladie dans la fonction publique - Trois jours de carence)** : p. 18130 - **Article additionnel après l'article 77 ter - Amendement n° II-973 (Régimes d'auto-assurance de la fonction publique)** : p. 18131 - **Action et transformation publiques - État B** : p. 18133 - **Article 84 quater (nouveau) (Hôtel du commandement de la Marine (Papeete)- Transfert de propriété à la Polynésie française)** : p. 18134

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-33 rectifié (Établissements d'enseignement privés à but non lucratif - Impôts locaux - Limitation)** : p. 18334 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-370 rectifié (Bases fiscales des locaux professionnels - Revalorisation)** : p. 18335 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-972 (Aides à la presse - Fiscalité)** : p. 18335 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-760 rectifié (Centres d'accueil médicalisés des femmes victimes de violences - Don - Incitation fiscale)** : p. 18337 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-191 rectifié et n° II-347 rectifié bis (Acquisition de logements par les organismes d'HLM - Exonération fiscale)** : p. 18338 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-184 rectifié et n° II-344 rectifié (Logements - Contrat de location-accession PSLA - Exonération de taxe foncière)** : p. 18340 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-186 rectifié et n° II-345 rectifié bis (Organismes d'HLM - Ventes de logements - Exonération de droits d'enregistrement)** : p. 18341 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-183 rectifié et n° II-343 rectifié bis (Convention ANRU - Démolition-reconstruction de logements locatifs sociaux - Exonération de taxe foncière)** : p. 18341 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-388 rectifié (Professionnels de santé exerçant en libéral - Abattement sur la taxe foncière)** : p. 18342 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-369 rectifié bis (Taxe pour la mobilisation des logements sous-occupés)** : p. 18344 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-406 (EHPAD privés non lucratifs - Taxe d'habitation)** : p. 18345 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-555 rectifié bis, n° II-556 rectifié bis, n° II-559 rectifié bis et n° II-560 rectifié bis (Redevance communale des mines - Seuil de répartition de la troisième fraction - Modification)** : p. 18347 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-371 rectifié (Cotisation foncière des entreprises - Allègement)** : p. 18348 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-970 (Déchéance d'un avantage fiscal - Ministre compétent)** : p. 18349 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-16 rectifié (Contribution environnementale sur le mégot - Création)** : p. 18350 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-808 rectifié bis (Taxe d'aménagement -**

Modulation - Rapport au Parlement) : p. 18350 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-205 rectifié bis (Locaux à vocation d'origine agricole - Changement de destination - Taxe d'aménagement - Réduction)** : p. 18351 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-799 (Octroi de mer - Guyane et Mayotte - Clarification)** : p. 18352 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-897 rectifié (Fonds national de garantie individuelle des ressources - Taux de contribution des communes - Modulation)** : p. 18352 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-296 rectifié ter et n° 908 rectifié (Taxes funéraires - Paiement dématérialisé - Généralisation)** : p. 18353 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-988 rectifié devenu l'amendement n° II-988 rectifié bis (Recettes non fiscales - Paiement en ligne)** : p. 18354 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-13 rectifié (Transfert de compétences d'un département à une métropole - Dotation de compensation)** : p. 18355 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-968 (Crédit d'impôt cinéma et audiovisuel - Rapport d'audit - Transmission à l'administration fiscale)** : p. 18355 - **Article 56 bis (nouveau) (art L. 2333-34, L. 2333-34-1 [nouveau], L. 2333-35 et L. 2333-38 du code général des collectivités territoriales - Aménagements à la taxe de séjour)** : p. 18357 p. 18358 p. 18359 p. 18360 p. 18361 p. 18366 - **Article additionnel après l'article 56 bis - Amendement n° II-842 rectifié (Taxe d'habitation temporaire - Répartition des hébergements assujettis)** : p. 18367 - **Article 56 ter (nouveau) (art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris)** : p. 18369 p. 18372 p. 18374 - **Article additionnel après l'article 56 ter - Amendement n° II-113 rectifié bis (Date limite de vote de la taxe GEMAPI)** : p. 18376 - **Article additionnel après l'article 56 ter - Amendement n° II-157 rectifié bis (Taxe additionnelle dite d'accompagnement - Attribution d'une part aux EPCI)** : p. 18377 - **Article 56 quater (nouveau) (art. 231 ter et 1599 quater C du code général des impôts - Taxe annuelle sur les bureaux, commerces, locaux de stockages et de stationnement et taxe additionnelle sur les surfaces de stationnement en Île-de-France)** : p. 18380 p. 18381 p. 18382

- **Suite de la discussion (10 décembre 2018) - Article additionnel après l'article 56 quater - Amendement n° II-179 rectifié ter (CFA - Taxe sur les bureaux en Ile-de-France - Exonération)** : p. 18393 - **Article additionnel après l'article 56 quater - Amendement n° II-229 rectifié (Terminaux ferroviaires urbains - TCB-IDF et TABIF - Exonération)** : p. 18394 - **Article 56 quinquies (nouveau) (art. 1599 quater C du code général des impôts - Affectation de la dynamique du produit de la taxe annuelle sur les surfaces de stationnement en Île-de-France à la Société du Grand Paris, SGP)** : p. 18394 - **Article 56 sexies (nouveau) (art. 113 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 et art. 106 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 - Remise d'un rapport annuel au Parlement sur les dépenses et les ressources de la Société du Grand Paris)** : p. 18395 p. 18396 - **Article 56 septies (nouveau) (art. 302 bis ZG du code général des impôts - Répartition du prélèvement sur le produit des paris hippiques mutualistes)** : p. 18397 p. 18398 - **Article additionnel après l'article 56 septies - Amendement n° II-914 rectifié (Hippodromes et centres d'entraînements - Golfs - Régime fiscal - Assimilation)** : p. 18399 - **Article 56 octies (nouveau) (art. 1382 du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des groupements de coopération sanitaire publics)** : p. 18400 - **Article 56 nonies (nouveau) (art. 1382 et 1449 du code général des impôts - Exonération d'impôts locaux des biens appartenant aux grands ports maritimes)** : p. 18401 - **Article 56 terdecies (nouveau) (art 1464 I du code général des impôts - Exonération de cotisation foncière des entreprises en faveur des librairies non labellisées)** : p. 18402 - **Article additionnel après l'article 56 terdecies - Amendement n° II-308 rectifié bis (Finances locales - Contribution des entreprises - Ajustement)** : p. 18403 - **Article 56 quindecies (nouveau) (art. 1599 quater B du code général des impôts - Tarif de l'IFER télécom)** : p. 18405 -

Article 56 sexdecies (nouveau) (art. 1609 nonies C et 1609 quinquies C du code général des impôts - Modification de la répartition entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique ou à fiscalité éolienne unique du produit de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) sur les éoliennes) : p. 18406 - **Article additionnel après l'article 56 sexdecies - Amendement n° II-24 rectifié** (Production d'électricité d'origine photovoltaïque - Fiscalité) : p. 18409 - **Article additionnel après l'article 56 sexdecies - Amendement n° II-900** (IFER éolien - Part communale - Répartition) : p. 18409 - **Article additionnel après l'article 56 septdecies - Amendement n° II-868 rectifié** (Passagers en correspondance - Taxe d'aéroport - Taux d'abattement) : p. 18410 - **Article 57** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation d'un an du crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique, CITE) : p. 18414 p. 18416 p. 18417 p. 18418 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendements n° II-327 rectifié bis et n° II-607 rectifié bis** (Installations hydroélectriques - Exonération de taxe foncière) : p. 18419 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° II-318 rectifié ter** (STEP - IFER - Exonération) : p. 18420 - **Article additionnel après l'article 57 - amendement n° II-243 rectifié** (Cartes grises - Fiscalité - Base taxable) : p. 18420 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° II-615 rectifié ter** (Autoconsommation d'électricité - Mesure en faveur de) : p. 18421 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° II-789 rectifié bis** (Équipement gazier - Chèque conversion) : p. 18422 p. 18423 - **Article 58** (art. 244 quater U du code général des impôts et art. 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation pour trois ans et ajustement du crédit d'impôt « éco-prêt à taux zéro », éco-PTZ) : p. 18424 p. 18425 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-165 rectifié** (Différé de paiement - Obligation de constituer une garantie - Suppression) : p. 18425 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-683 rectifié** (Prêts étudiants - Intérêts - Suppression) : p. 18427 - **Article 58 bis (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Maintien du prêt à taux zéro pour les signataires d'un contrat de location-accession) : p. 18430 - **Article 58 ter (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts, art. L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale et article L. 3261-1 du code du travail - Affranchissement de l'impôt sur le revenu de la prise en charge de frais de transport par une collectivité territoriale ou Pôle emploi) : p. 18432 - **Article additionnel après 58 ter - Amendement n° II-389 rectifié bis** (Services à la personne - Crédit d'impôt contemporain - Instauration) : p. 18433 - **Article additionnel après 58 ter - Amendement n° II-580 rectifié bis** (Prélèvement à la source - Frais de gestion - Remboursement) : p. 18434 - **Article additionnel après 58 ter - Amendement n° II-815 rectifié** (Complémentaire santé - Fonction publique - Crédit d'impôt - Création) : p. 18435 - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. 68 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Prolongation transitoire du dispositif de la réduction d'impôt en faveur de l'investissement locatif intermédiaire dit « Pinel » en zones non tendues) : p. 18436 - **Article additionnel après l'article 58 quinquies - Amendement n° II-693 rectifié bis** (Contribuable hors de France - Dispositif « Pinel » - Avantage fiscal) : p. 18437 - **Article additionnel après l'article 58 quinquies - Amendement n° II-629** (Plan « Action Cœur de Ville » - Zone B2 et C - Dispositif Pinel - Éligibilité) : p. 18438 - **Article additionnel après l'article 58 quinquies - Amendement n° II-986** (« Dispositif Pinel » - Frais d'intermédiation - Limitation) : p. 18439 - **Article additionnel après l'article 58 quinquies - Amendement n° II-783 rectifié** (Politique du logement - Territorialisation) : p. 18439 - **Article 59** (art. 278 bis-0 et 279 du code général des impôts - Réduction à 5,5 % du taux de TVA sur certaines prestations de gestion des déchets) : p. 18439 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-949 rectifié bis** (Centres équestres - Taux de TVA) : p. 18440 - **Article 59 bis (nouveau)** (art. 1635 sexies, 1640, 1379, 1379-0 bis, 1528, 1641 du code général des impôts, art. L. 2331-3, L. 2333-97 [nouveau] et L. 5215-34 du code général des collectivités territoriales - Transfert aux collectivités territoriales de la gestion de la taxe de balayage) : p. 18441 -

Article 60 (art. 266 quindecies du code des douanes - Renforcement du supplément de TGAP relatif aux biocarburants) : p. 18445 p. 18448 p. 18451 p. 18453 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-385 rectifié bis** (Réseaux de chaleur biomasse - Exonérations de taxe foncière) : p. 18456 - **Article 60 bis (nouveau)** (art. 108, 110, 111, 266 sexies, 266 septies, 266 nonies A [nouveau], 266 decies, 266 undecies, 266 duodecies, 285, 285 decies [nouveau], 285 undecies [nouveau], 321 et 440 bis du code des douanes, art. 271, 277 A, 287, 292, 298, 302 decies, 1651, 1651 H, 1695, 1729 B et 1790 du code général des impôts, art. L. 45 C et L. 234 du livre des procédures fiscales, et art. 45 de la loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 de finances pour 1999 - Transfert à la DGFiP du recouvrement de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et assouplissement des conditions d'autoliquidation de la TVA à l'importation) : p. 18461 - **Article additionnel après l'article 60 bis - Amendement n° II-463 rectifié** (Entreprises ne relevant pas de la convention collective nationale des services de l'automobile - Taxe ANFA - Exonération) : p. 18462 - **Article 60 quater (nouveau)** (art. L. 213-10-11 et L. 213-14-2 du code de l'environnement - Suppression de la redevance pour obstacle sur les cours d'eau) : p. 18463 - **Article additionnel après l'article 60 quater - Amendement n° II-339 rectifié bis** (Accès universel à l'eau) : p. 18464 - **Article 60 quinquies (nouveau)** (art. 302 bis F du code général des impôts - Instauration d'une taxe sur les hydrofluorocarbones) : p. 18466 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-987** (Cartes prépayées - Echange automatique d'informations fiscales) : p. 18467 p. 18468 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-577 rectifié bis** (Système de caisse sécurisé et certifié - Non-respect de cette obligation - Sanction) : p. 18468 - **Article 62 bis (nouveau)** : p. 18472 - **Article 62 ter (nouveau)** (art. 117 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Stabilisation à 5 % du taux de la taxe sur les entrées en salle de cinéma appliquée en outre-mer) : p. 18473 - **Article 63** (art. 1680 du code général des impôts, art. L. 2343-1, L. 3342-1 et L. 4342-1 du code général des collectivités territoriales - Encaissement des recettes fiscales par un organisme autre que le comptable public) : p. 18475 - **Article additionnel après l'article 63 ter - Amendement n° II-830** (Construction neuve - Exonération de taxe foncière - Délai de déclaration) : p. 18476 - **Article additionnel après l'article 63 ter - Amendement n° II-741** (Opérateurs de plateformes en ligne - Filiales françaises - Amendes fiscales) : p. 18477 - **Article 63 sexies (nouveau)** (art. 131 de la loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 de finances pour 1990, art. 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 et art. 174 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Annexe au projet de loi de finances initiale d'un rapport « Financement de la transition écologique : les instruments économiques, fiscaux et budgétaires au service de l'environnement et du climat ») : p. 18478 p. 18479 - **Article additionnel après l'article 63 sexies - Amendement n° II-829** (Dispositions fiscales - Code source informatique - Publication) : p. 18480 - **Article 64** (art. 568, 575 A, 575 C et 575 E bis du code général des impôts et art. 17 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Rationalisation et simplification de la fiscalité du tabac) : p. 18482 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-84 rectifié quinquies** (Centres d'hébergement de personnes en difficulté - Livraison de locaux - Taux réduits de TVA) : p. 18483 - **Article 64 bis (nouveau)** (art. 1601-0 A du code général des impôts - Affectation à l'ACPMA d'une fraction de la taxe pour frais de chambres due par les micro-entreprises) : p. 18484 - **Article 64 ter (nouveau)** (art. 19-2 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, et art. 89 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998 - Réduction des droits dus par les entreprises artisanales au titre de leur immatriculation au répertoire des métiers) : p. 18486 - **Article 65** (Augmentation maîtrisée des prestations sociales) : p. 18488 p. 18488 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-328 rectifié bis** (APL - Référence de calcul) : p. 18488 - **Article additionnel après l'article 63 ter - Amendement n° II-869** (Compagnies régionales des

commissaires aux comptes - Dissolution - Exonération de taxes) : p. 18489 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendement n° II-384 rectifié (Bailleurs sociaux - Administration fiscale - Echange d'information)** : p. 18490 - **Article additionnel après l'article 71 - Amendements n° II-185 rectifié bis et n° II-341 rectifié (Réduction de loyer de solidarité - Recentrage sur les bénéficiaires de l'APL)** : p. 18491 - **Demande de coordination** : p. 18491 - **Article 38 (pour coordination) (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** : p. 18496

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Président de la République** - (13 décembre 2018) : p. 21521

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fraude fiscale** - (18 décembre 2018) : p. 21592

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'usine Ford de Blanquefort** - (18 décembre 2018) : p. 21594

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21613 p. 21614 p. 21625 - **Question préalable** : p. 21628

ÉBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOCR

NOMINATIONS

Président de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant transposition de la directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur (18 avril 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2018 (19 novembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2019 (7 décembre 2018).

Membre ès qualités du Comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 390 (2017-2018)] (30 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Culture [n° 147 tome 3 annexe 8 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des finances*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Audition de M. François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la société anonyme Bpifrance.

Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 23 janvier 2018 - Programme de contrôle des rapporteurs spéciaux pour 2018 - Communication.

Missions et moyens de la Douane - Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des finances*) : Les nouveaux usages et la régulation des chaînes de blocs (blockchain) - Audition.

Les risques et enjeux liés à l'essor des monnaies virtuelles - Audition.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Heyer, préalable à sa nomination au Haut Conseil des finances publiques par le Président de la commission des finances du Sénat.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Éric Heyer, préalable à sa nomination au Haut Conseil des finances publiques par le Président de la commission des finances du Sénat (voir à la rubrique de la commission des finances).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Audition.

Rapport du Conseil des prélèvements obligatoires relatif aux prélèvements obligatoires sur le capital des ménages - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Compte rendu de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen - Communication.

Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Questions diverses - Modification du programme de contrôle de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017, portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des finances*) : « Adapter les règles de l'impôt sur les sociétés au nouveau contexte international et européen » : audition conjointe de M. Grégory Abate, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la Direction de la législation fiscale, M. Bernard Bacci, directeur fiscal du groupe Vivendi, Mme Béatrice Deshayes, directrice fiscale du groupe LVMH, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS Francis Lefebvre Avocats et de Mme Stéphanie Robert, directeur de l'Association française des entreprises privées (Afép).

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017, portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Guillaume Boudy, secrétaire général pour l'investissement.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des finances*) : Programme « Habiter mieux » - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des finances*) : Impacts de la montée en charge de la contribution climat énergie (« taxe carbone ») - Audition conjointe de M. Alain Quinet, inspecteur général des finances et président de la commission sur la valeur tutélaire du carbone, M. Benjamin Delozier, sous-directeur des politiques sectorielles à la direction générale du Trésor et M. Kurt Van Dender, chef du service de la fiscalité environnementale à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) - Communication.

Projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022 - Communication.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2018) 147 établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative, et COM (2018) 148 concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numériques - Communication et présentation d'une proposition de résolution.

Soutien aux énergies renouvelables - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen des amendements de séance.

Propositions de directives du Conseil de l'Union européenne COM (2018) 147 établissant les règles d'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative, et COM (2018) 148 concernant le système commun de taxe sur les services numériques applicable aux produits tirés de la fourniture de certains services numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Utilisation et ouverture des données et des algorithmes en matière fiscale - Audition commune de MM. Antoine BOZIO, directeur de l'Institut des politiques publiques, Yannick Girault, directeur du service « Cap numérique » à la direction générale des finances publiques (DGFIP), Jean Lessi, secrétaire général de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et Henri Verdier, directeur interministériel du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

(*commission des finances*) : Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport relatif au budget de l'État en 2017, certification des comptes de l'État pour l'exercice 2017 et avis du Haut Conseil des finances publiques relatif au solde structurel des administrations publiques présenté dans le projet de loi de règlement de 2017 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes et président du Haut Conseil des finances publiques.

Recours aux personnels contractuels dans l'éducation nationale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan de l'action de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations (CIVS) - Communication.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maité Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance.

Rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Marc El Nouchi, président de la commission des infractions fiscales.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Travail et emploi » et du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des finances*) : Enjeux liés au financement des jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 - Audition commune de MM. Jean Castex, délégué interministériel aux jeux olympiques et paralympiques (DIJOP) Paris 2024, Tony Estanguet, président du Comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques (COJO) Paris 2024, et Nicolas Ferrand, directeur général de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solidéo).

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition commune de Mme Manon Aubry, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France, de MM. Lionel Bretonnet, administrateur d'Anticor, et Jacques FABRE, membre du bureau de Transparency international France, et de Mme Lison Rehbinder, chargée de plaidoyer financement du développement au Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre solidaire.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de Mme Solange Moracchini et M. Dominique Gaillardot, avocats généraux à la Cour de cassation.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et du compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP), sur le rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques.

Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des finances*) : Déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission au Canada du 29 avril au 5 mai 2018 - Compte rendu.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les

services de paiement dans le marché intérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (nouvelle lecture) - Examen de l'amendement.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réseau de l'enseignement français à l'étranger - Communication.

Déplacements à Washington du 15 au 18 mai 2018, et à Berlin les 13 et 14 juin 2018 - Communication.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes, Eric Morvan, directeur général de la police nationale et Christian Rodriguez, major général de la gendarmerie nationale, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur les équipements de la police et de la gendarmerie (acquisition et utilisation).

Audition de Mme Véronique Bédague-Hamilius, MM. Ross McInnes et Frédéric Mion, co-présidents du Comité action Publique 2022.

Réunion du lundi 24 septembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif aux projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mardi 2 octobre 2018 (*commission des finances*) : Rapport relatif aux taxes affectées, transmis en application de l'article L.331-3 du code des juridictions financières - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des finances*) : « État et perspectives de la générosité en France » - Audition commune de MM. Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, Edouard Marcus, chef du service juridique de la fiscalité à la direction générale des finances publiques, Jean-Benoît Dujol, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, et Daniel Bruneau, auteur de l'étude « Panorama national des générosités » d'avril 2018, Mme Sylvaine Parriaux, déléguée générale de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admicol) et M. Olivier Cueille, directeur général de l'entreprise MicroDON.

Contrôle budgétaire - Répartition et utilisation des aides à la pierre - Communication.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la lutte contre la fraude.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des finances*) : Actualisation du programme de contrôle budgétaire de la commission.

Chaîne de paiement des aides agricoles versées par l'Agence de services et de paiement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Outils financiers permettant d'optimiser la gestion des flux de transports en milieu urbain - Communication.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Remboursements et dégrèvements » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la typologie des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » ; communication sur le contrôle budgétaire sur le coût des programmes de France Télévisions - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Enjeux budgétaires et fiscaux de la transition énergétique et écologique - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » (et article 72) et CCF « Prêts à des États étrangers » - Compte rendu de déplacement dans le cadre du contrôle budgétaire sur le système multilatéral de l'aide publique au développement - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 82 et 83) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique, la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) - Compte rendu.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Culture » et article 74 bis (et communication sur le contrôle budgétaire sur la gestion déconcentrée des crédits du ministère) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Outre-mer » (et article 77 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 19 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 74 à 74 quinquies) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat », « Politique de la ville », « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 2018.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen de l'article 19, précédemment réservé, et position de la commission sur la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 75 à 76 quinquies) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) », « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 78 et 78 bis) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen définitif de l'équilibre, des missions (dont la mission « Défense » précédemment examinée et réservée), des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des amendements de séance à l'article liminaire et à l'article 37.

Réunion du vendredi 23 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance sur la première partie.

Projet de loi de finances rectificative pour 2018 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen d'un amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre et d'un amendement de la commission sur l'article 2 bis B.

Réunion du lundi 3 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Outre-mer » (et à l'article 77 quinquies), « Aide publique au développement » (et à l'article 72) et le compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers », « Action extérieure de l'État » (et à l'article 71 ter), et « Recherche et enseignement supérieur » (et aux articles 78 et 78 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Culture » (et à l'article 74 septies), « Médias, livre et industries culturelles » et le compte d'affectation spéciale « Avances à l'audiovisuel public » (et à l'article 84 quinquies), « Pouvoirs publics », « Conseil et contrôle de l'État », « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative », et « Travail et emploi » (et aux articles 84 et 84 bis) et le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2019 - Tome III du rapport général - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 10 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen d'un amendement du Gouvernement.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen d'amendements du Gouvernement sur les articles appelés en seconde délibération.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances pour 2019.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des amendements de séance, en nouvelle lecture.

Projet de loi de finances pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 68 p. 70 p. 72 p. 73-74 p. 75

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (8 février 2018) : p. 1132

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Trèbes** - (27 mars 2018) : p. 3099

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la laïcité et le pacte républicain** - (10 avril 2018) : p. 3558

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3930 p. 3937

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (5 juin 2018) : p. 5182

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Demande de réserve** : p. 8838 - **Article 1er (supprimé) (art. 28-2 du code de procédure pénale - Renforcement de la police fiscale)** : p. 8858 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 117 (Fabrication, détention, vente ou transport illicites de tabac - Amendes)** : p. 8897 p. 8899

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9698 p. 9703 - **Article 4 (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement)** : p. 9721

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (II)** - (19 juillet 2018) : p. 11050

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du Comité Action publique (CAP) 22** - (19 juillet 2018) : p. 11055 p. 11056

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget 2019** - (25 septembre 2018) : p. 13285

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élus locaux et "Balance ton maire"** - (16 octobre 2018) : p. 13834

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13939

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les territoires du Nord** - (13 novembre 2018) : p. 15318

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15752

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article 1er (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales)** : p. 16542

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16628 p. 16630 p. 16631 p. 16632 p. 16636 - **Question préalable** : p. 16639

Discussion générale :

: p. 16645 - **Demande de réserve** : p. 16673

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Demande de réserve** : p. 16692 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux)** : p. 16708 - **Rappel au règlement** : p. 16717 - **Article 2 bis (nouveau) (art. 35 bis du code général des impôts - Abrogation de l'exonération d'impôt pour les produits de la location d'une partie de la résidence principale ou d'une chambre d'hôte)** : p. 16722

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Demande de priorité** : p. 16736 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16779 p. 16781 p. 16794 p. 16802 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité)** - **Amendements n° I-536 rectifié, n° I-600, n° I-635, n° I-816, n° I-875 et n° I-1001** (Opérations d'« arbitrage de dividendes ») : p. 16867

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tweet du ministre de l'action et des comptes publics** - (27 novembre 2018) : p. 16896

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-870** (Travaux subventionnés) : p. 16923 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-619 rectifié** (Guadeloupe et Martinique - Locations de bateaux de plaisance de courte durée - Exonération de TVA) : p. 16950 - **Article 7** (art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM) : p. 16961 - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre Ier du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16975

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1000** (Saint-Martin - Travaux de rénovation et réhabilitation d'hôtels - Réduction d'impôt) : p. 17028 - **Article 12** (art. 216, 219, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 Q et 223 R du code général des impôts - Réforme du régime de l'intégration fiscale) : p. 17034 - **Article 16 quater (nouveau)** (art. 150 duodecies, 158 et 200 A du code général des impôts - Précision du champ des gains soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU) ou, sur option du contribuable, au barème de l'impôt sur le revenu) : p. 17089 - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière) : p. 17111 p. 17112 p. 17118 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-1065** (Loto du patrimoine - Contributions et prélèvements sur les jeux - Exonération) : p. 17130 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-411 rectifié** (Plafonnement des dons défiscalisables des entreprises aux associations) : p. 17141 p. 17141 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-398** (Dirigeants de sociétés - Taxation des augmentations de salaires - Indemnités de départ) : p. 17163 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-274** (Taxe dite « Youtube » - Renforcement) : p. 17172

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006** (Relance de la trufficulture) : p. 17200 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-410** (Automatisation du dispositif d'IR-AMEDE-ESUS) : p. 17225 p. 17226 - **Article additionnel après l'article 22 bis** (Taux réduit de TVA) : p. 17228 - **Article 29** (Intitulé de la section XI du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 17296 p. 17302 p. 17303 - **Article additionnel après l'article 29 ter - Amendement n° I-319 rectifié** (Quote-part du DAFN en 2020 - Augmentation) : p. 17305 - **Article 37 (précédemment examiné)** : p. 17314 - **Demande de seconde délibération** : p. 17336

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17613 p. 17618 p. 17627

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 83 quater - Amendement n° II-154 rectifié ter** (Moyens alloués par le FDVA - Bilan par département - Rapport au Parlement) : p. 17665

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17720 p. 17722 p. 17729

Culture

- (4 décembre 2018) : p. 17827 p. 17837 - **État B** : p. 17844 p. 17848 - **Article 74 septies (nouveau)** (Abords du Grand Palais - Cession) : p. 17849

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17925 p. 17938 - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17960 p. 17961 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendements n° II-614 rectifié et n° II-645** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France (FSDRIF) - Augmentation) : p. 17979 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France - Création d'une seconde enveloppe) : p. 17982 p. 17983 - **Article 81** (Soutien à l'investissement local) : p. 18015

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) - **État B** : p. 18031

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81 ter (nouveau)** (*Fonds de stabilisation des départements pour les années 2019 à 2021*) : p. 18193 p. 18194

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 51** (*art. 167 bis du code général des impôts - Imposition des plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux en cas de transfert du domicile fiscal hors de France*) : p. 18228

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article 52** (*art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 995 et 1001 du code général des impôts - Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurances (TSCA) sur la garantie décès des contrats d'assurance emprunteur*) : p. 18258 - **Article 56 ter (nouveau)** (*art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris*) : p. 18368 p. 18369 p. 18372 p. 18372 p. 18373

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 63 ter - Amendement n° II-830** (*Construction neuve - Exonération de taxe foncière - Délai de déclaration*) : p. 18476 - **Article additionnel après l'article 63 sexies - Amendement n° II-829** (*Dispositions fiscales - Code*

source informatique - Publication) : p. 18479 p. 18480 - **Article 64** (*art. 568, 575 A, 575 C et 575 E bis du code général des impôts et art. 17 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Rationalisation et simplification de la fiscalité du tabac*) : p. 18482 - **Demande de coordination** : p. 18492 - **Article 38 (pour coordination)** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 18495

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2018) - **Rappel au règlement** : p. 18503 - **Demande de seconde délibération** : p. 18506 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18530

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Article unique** : p. 21435 p. 21436

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21620 - **Question préalable** : p. 21627

ÉMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 18 (2018-2019)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'extraterritorialité des sanctions américaines [n° 103 (2018-2019)] (31 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolution des politiques publiques de promotion des exportations et de l'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers - Audition de M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les

directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelles routes de la soie - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, ancien président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution de la situation en Libye - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution européenne sur l'extraterritorialité des sanctions américaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 93

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Article 9** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 682 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 8 rectifié bis** (*Construction de nouvelles résidences en zones de montagne, à proximité des étendues d'eau artificielles*) : p. 692

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1922

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (29 mars 2018) - **Article 4** (*art. L. 2121-2 du code des transports - Contrats de service public répondant aux besoins d'aménagement du territoire*) : p. 3231

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3400

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (11 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3647

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4272

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Article 32** (*art. L. 151-4, L. 154-4 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - Réforme du contentieux des pensions militaires d'invalidité*) : p. 4544

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4695 p. 4697

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4950

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5202

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le concert du rappeur Médine au Bataclan** - (12 juin 2018) : p. 5720

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'huile de palme** - (12 juin 2018) : p. 5726

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6311

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6744

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 1er** (*art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation*) : p. 7390 p. 7393 p. 7399 p. 7401

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10 quinquies (supprimé)** (*Promotion de l'agriculture de groupe*) : p. 7575 - **Article additionnel après l'article 10 nonies - Amendement n° 422 rectifié bis** (*Objectif de non-surtransposition*) : p. 7587 - **Article 11** (*art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L.230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique*) : p. 7594 p. 7596

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation*) : p. 7687 - **Article additionnel après l'article 11 decies - Amendements n° 566 rectifié ter, n° 160 rectifié bis, n° 206 rectifié, n° 248 rectifié ter, n° 466 rectifié ter, n° 648 rectifié ter et n° 161 rectifié bis** (*Interdictions selon diverses modalités de la mise à la vente de produits traités ou issus de modes de production non autorisés*) : p. 7705 p. 7706

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 2** (*art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national*) : p. 10829

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article 25** (*art. L. 911-1 et L. 911-2 à L. 911-5 du code de justice administrative, art. L. 2333-87-8-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Renforcement de l'effectivité des décisions de justice administratives*) : p. 13564 - **Articles additionnel après l'article 25 - Amendement n° 226** (*Code de la sécurité intérieure - Sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme (SILT) - Procédure de renouvellement des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance*) : p. 13567

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans l'Aude : le rôle des élus, l'efficacité du système d'alerte** - (16 octobre 2018) : p. 13829

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14931

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2018) - **Article 11** (art. 14, 96, 97,98 et 99 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et art. 13, 65, 66, 67 et 68 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession - Exclusion du champ de la commande publique de certaines prestations en matière de représentation légale d'un client par un avocat dans le cadre d'un contentieux et de conseil juridique par un avocat en amont d'une probable procédure contentieuse) : p. 14995

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15397

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales) : p. 16537 p. 16541 p. 16543

- **Débat sur la ruralité, une chance pour la France** - (21 novembre 2018) : p. 16549

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16630

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-318 rectifié ter** (Zones de montagne - Classement en zones de revitalisation rurale - Exception) : p. 16952

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17539 p. 17540 - **État B** : p. 17545

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 74 septies - Amendements n° II-501 et n° II-507** (Indemnisation de victimes des essais nucléaire (CIVEN)) : p. 17889

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17967 p. 17975

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018 ; puis vice-présidente le 11 octobre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire Comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi le 18 janvier 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Économie [n° 147 tome 3 annexe 12 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » et CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et article 85) - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les compteurs Linky et la maîtrise de la consommation d'énergie** - (19 juin 2018) : p. 6204 p. 6205

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 11** (*art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Atténuation du franchissement du seuil d'assujettissement de la CSG au taux normal sur les revenus de remplacement*) : p. 15441

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (*Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux*) : p. 16708

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (*art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16786 p. 16791 - **Article 8 (priorité)** (*art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets*) : p. 16841 p. 16845 p. 16847 p. 16852 p. 16854 p. 16856

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 7** (*art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts*)

- **Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM** : p. 16960 p. 16962 p. 16965 p. 16966

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-631 rectifié bis** (*Épargne de partage*) : p. 17121 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-399 rectifié** (*Développement de l'épargne salariale solidaire*) : p. 17128

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 29** (*Intitulé de la section XI du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre Ier du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 17301 - **Article 29 quater (nouveau)** (*art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Baisse de taux des taxes affectées aux CTI et aux CPDE et possibilité de réviser ceux-ci par arrêté dans la limite d'une fourchette déterminée*) : p. 17306

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17359 p. 17360 p. 17370

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17373 p. 17378 p. 17379 p. 17380 p. 17383 p. 17389 p. 17390

- **Question orale sans débat sur la gestion de l'accroissement du taux migratoire à la frontière franco-espagnole** - (4 décembre 2018) : p. 17799

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendements n° II-595 rectifié et n° 616 rectifié** (*Gestion des déchets à l'international*) : p. 17987

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81 bis (nouveau)** (*art. L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des conditions d'éligibilité des établissements publics de coopération intercommunale, EPCL, à la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) : p. 18189

ESTROSI SASSONE (Dominique)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018 ; puis membre le 10 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (27 juillet 2018).

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire du Conseil national des villes jusqu'au 15 avril 2018.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique jusqu'au 21 octobre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de massif du massif des Alpes.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompier volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 567 (2017-2018)] - *Rapport* [n° 630 tome 1 (2017-2018)] (4 juillet 2018) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 567 (2017-2018)] - *Tableau comparatif* [n° 630 tome 2 (2017-2018)] (4 juillet 2018) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Report, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 720 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du droit de grève au sein du Service de Navigation Aérienne [n° 740 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Cohésion des territoires : Logement [n° 148 tome 6 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*GT préfigurant CS Société de confiance*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

(*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution.

(*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition conjointe des organisations syndicales de la fonction publique.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation aux entreprises*) : État d'avancement des travaux du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

(*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des finances*) : Programme « Habiter mieux » - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Stéphane Bouillon, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, coordonnateur du plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation de la proposition de loi.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Michel Forissier et Mme Catherine Fournier sur les dispositions intéressant les entreprises du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 17 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mardi 16 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen des amendements sur le texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Martial Bourquin sur les apports du Sénat à la loi ELAN relatifs aux centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de MM. Pierre Cahuc, professeur d'économie à Sciences Po, Christian Saint-Étienne, titulaire de la chaire d'économie industrielle au CNAM et Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 -

Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 74 à 74 quinquies) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat », « Politique de la ville », « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Logement » Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le déplacement du centre de recherche et de développement de Galderma** - (16 janvier 2018) : p. 6 p. 7

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation*) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur* : p. 1084

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3179

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5214-21 et L. 5216-7 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des règles de représentation-substitution des communes par les communautés de communes et d'agglomération au sein de syndicats compétents en matière d'eau » et d'« assainissement »*) : p. 3815

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Article 1er** (*art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile*) : p. 3951

- **Question orale sans débat sur l'aménagement de l'autoroute A8 près de la commune de Biot** - (22 mai 2018) : p. 4400 p. 4401

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan Borloo** - (24 mai 2018) : p. 4633 p. 4634

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 29 rectifié bis** (*Commission de dotation des équipements ruraux, DETR - Subventions - Avis*) : p. 5832

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 6272 - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2,*

L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6286

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9146 - **Rappel au règlement** : p. 9149

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle du Premier ministre** - (10 juillet 2018) : p. 9436

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9579 - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis) : p. 9607 p. 9608

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9972 p. 9973 p. 9974 p. 9975 - **Question préalable** : p. 9979 p. 9980

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 610 rectifié** (Architecture de qualité) : p. 10811 - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10814 p. 10815 p. 10816 p. 10819 p. 10820 p. 10821 p. 10822 - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement) : p. 10824 - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10827 p. 10828 p. 10829 p. 10830 - **Article 3** (art. L. 132-7, L. 300-6-1, L. 321-18 à L. 321-20 [abrogés], L. 321-23, L. 321-29, L. 123-23, L. 321-36-3, L. 324-10 [nouveau], L. 422-2, L. 422-3-1 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée - Mesures diverses concernant le régime applicable aux grandes opérations d'urbanisme et aux opérations d'intérêt national) : p. 10832 p. 10833 p. 10835 - **Article 3 bis** (art. 88 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Prolongation et modification du dispositif expérimental de « permis d'innover ») : p. 10836 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-2 du code de l'environnement, art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition par voie électronique des études d'impact environnemental relatives aux projets de zones d'aménagement concerté et organisation de la participation du public par voie électronique) : p. 10837 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 1040 rectifié bis** (SCOT - PLU - Élaboration et révision des cartes communales) : p. 10838 - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités

territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10841 p. 10842 p. 10845 p. 10847 p. 10848 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1115** (Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Réquisition temporaire) : p. 10849 - **Article 5 sexes** (art. 53 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Substitution de SOLIDEO au maître d'ouvrage des opérations nécessaires aux Jeux Olympiques en cas de défaillance) : p. 10853 - **Article additionnel après l'article 5 septies - Amendement n° 1032 rectifié** (Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Mise en compatibilité accélérée et simplifiée des documents d'urbanisme - Extension) : p. 10854 - **Article additionnel après l'article 5 octies - Amendement n° 74 rectifié ter** (Possible financement d'équipements publics d'intérêt général par la DETR) : p. 10855 - **Article additionnel après l'article 5 octies - Amendement n° 75 rectifié ter** (Harmonisation de la définition de l'« aménagement » et des « opérations d'aménagement ») : p. 10855 p. 10856 - **Article additionnel avant l'article 6 A - Amendement n° 307 rectifié bis** (Construction en milieu rural) : p. 10856 - **Article additionnel avant l'article 6 A - Amendements n° 280 rectifié, n° 281 rectifié et n° 1000 rectifié bis** (Fin de l'artificialisation nette du territoire - Échéance) : p. 10857 - **Article additionnel avant l'article 6 A - Amendement n° 994 rectifié ter** (Promotion de la santé - Prise en compte dans les documents d'urbanisme) : p. 10860 - **Article 6 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 101-2 du code de l'urbanisme - Promotion du principe de conception universelle et de l'élimination des obstacles à l'accessibilité) : p. 10861 p. 10862 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-6 et L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Cession du domaine privé de l'État au bénéfice des opérations de PPA - Élargissement des critères d'application de la décote sur le logement social) : p. 10863 - **Article 7** (art. L. 3211-7-1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 342-2 du code de la construction et de l'habitation, art. 141 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Activités de la Foncière Publique solidaire) : p. 10866 - **Article 8** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 212-1, L. 240-1, L. 321-4, L. 324-1 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses relatives aux acquisitions foncières et aux droits de préemption, de priorité et de délaissement) : p. 10869 p. 10872 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 136 rectifié** (Opérations d'aménagement - Encadrement des prix du foncier) : p. 10873 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 817 rectifié bis** (Application de l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme aux zones d'activité) : p. 10875 - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 322-3-2, L. 322-6-1 du code de l'urbanisme - Autorité compétente pour approuver la constitution ou le plan de remembrement d'une association foncière urbaine) : p. 10875 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 493 rectifié et n° 494 rectifié** (Droits de mutation - Exonérations en Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et en Martinique) : p. 10876 - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendement n° 495 rectifié** (Droits de succession - Exonérations en Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et en Martinique) : p. 10877 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 152-6 du code de l'urbanisme, art. L. 145-4 du code de commerce - Extension des dérogations d'urbanisme pour la transformation de bâtiments existants en logements en zone tendue) : p. 10878 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 138** (Taxe sur les logements vacants - Augmentation) : p. 10879 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 679 rectifié ter** (Servitudes de mixité sociale (SMS) - Assouplissement) : p. 10880 - **Article 9 bis** (Occupation temporaire de locaux vacants en vue d'en assurer la protection et la préservation) : p. 10882 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 139 et n° 613** (Bâtiments publics vacants - Mobilisation) : p. 10884 - **Article 10 bis** (Validation législative des constructions réalisées selon des normes réglementaires relatives aux immeubles de grande hauteur postérieurement annulées par le juge administratif) : p. 10886 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 675 rectifié bis et n° 882 rectifié** (Effet d'une disposition réglementaire postérieure à la construction) :

p. 10887 - **Article 11** (art. L. 642-1, L. 642-3, L. 642-4, L. 642-5, L. 642-15, L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation - Extension de la procédure de réquisition avec attributaire à l'hébergement d'urgence de personnes sans abri et dispositions diverses relatives à la réquisition avec attributaire) : p. 10889 p. 10890 p. 10891 p. 10892 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 641-1 du code de la construction et de l'habitation - Réquisition des logements en déshérence) : p. 10893 - **Article 12 bis AA (nouveau)** (Délai d'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites) : p. 10894 - **Article 12 bis AB (nouveau)** (art. L. 153-12 du code de l'urbanisme - Délai limite pour la tenue du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement de développement durables (PADD) des plans locaux d'urbanisme intercommunaux, PLUi) : p. 10894 - **Article 12 bis A** (art. L. 141-3 du code de l'urbanisme - Période couverte par le bilan de consommation d'espace du schéma de cohérence territoriale) : p. 10895 - **Article 12 bis B** (art. L. 151-4 du code de l'urbanisme - Période couverte par le bilan de consommation d'espace du plan local d'urbanisme) : p. 10896 - **Article additionnel après l'article 12 bis B - Amendement n° 96 rectifié quater** (Documents d'urbanisme - Révision simplifiée) : p. 10896 p. 10896 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10897 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 648 rectifié ter** (Entrées de ville - Qualité urbanistique) : p. 10901 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 59 rectifié bis, n° 97 rectifié quater, n° 481 rectifié et n° 521 rectifié bis** (Zones de montagne - Limitation de la progression des résidences secondaires) : p. 10903

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 376 rectifié bis** (Certificats d'urbanisme opérationnels - Avis conforme du préfet) : p. 10912 p. 10913 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 617 rectifié bis** (Entrées de ville - Rapport au Parlement) : p. 10914 - **Article 12 ter** (art. L. 161-4, L. 111-4, L. 151-12 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones non urbanisées) : p. 10915 p. 10916 p. 10917 p. 10918 - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 364 rectifié bis, n° 414 rectifié bis, n° 878 rectifié bis et n° 1068 rectifié ter** (Travaux d'extension - Seuil dérogatoire) : p. 10919 - **Article 12 quater A (nouveau)** (art. L. 151-13 du code de l'urbanisme - Détermination du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités, STECAL) : p. 10921 - **Article 12 quater B (nouveau)** (art. L. 111-4, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones agricoles, naturelles et forestières des communes) : p. 10923 p. 10924 - **Article 12 quater** (art. L. 142-4, L. 111-5, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Consultation de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) : p. 10925 - **Article additionnel après l'article 12 quater - Amendement n° 276 rectifié bis** (CDPENAF - Maire - Voix délibérative) : p. 10928 - **Article 12 quinquies A (nouveau)** (art. L. 153-31, L. 153-41 du code de l'urbanisme - Modification du plan local d'urbanisme pour la construction d'équipements collectifs à consommation d'espace limitée) : p. 10929 p. 10930 - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral) : p. 10934 p. 10936 p. 10937 p. 10938 p. 10939 - **Article 12 sexies** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles, forestières, et les cultures marines du littoral) : p. 10941 p. 10943 p. 10947 p. 10948 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 421 rectifié** (Implantation d'équipements d'intérêt public dans les communes littorales - Liste des équipements nécessitant une proximité avec l'eau et le rivage) : p. 10949 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 990 rectifié ter** (Installation d'éoliennes sur des territoires de taille réduite) : p. 10950 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 374 rectifié ter** (Distance minimale entre les éoliennes et les habitations) : p. 10952 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater**

(Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations) : p. 10953 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 373 rectifié ter** (Avis conforme de l'architecte des bâtiments de France) : p. 10955 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 845 rectifié** (Dérogation à la loi Littoral aux projets solaires sur sites dégradés dans les DOM) : p. 10957 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 422 rectifié bis** (Extension des zones d'activités existantes dans les communes littorales en dehors des espaces proches du rivage - Entreprises déjà implantées) : p. 10958 - **Article 12 septies A (nouveau)** (art. L. 121-10-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Dérogation à l'inconstructibilité des zones non urbanisées du littoral au bénéfice des installations de traitement des déchets d'outre-mer) : p. 10959 p. 10960 - **Article additionnel après l'article 12 septies A - Amendement n° 362 rectifié bis** (Territoires ultramarins - Loi Littoral - Dérogation au principe d'extension de l'urbanisation au profit d'équipements d'intérêt collectif) : p. 10961 - **Article 12 nonies** (art. L. 121-24 du code de l'urbanisme) - Modification du régime d'autorisation de l'implantation d'aménagements légers dans les espaces remarquables du littoral) : p. 10962 p. 10963 p. 10964 - **Article additionnel après l'article 12 nonies - Amendement n° 308 rectifié** (Plan local d'urbanisme ou carte communale - Prise en compte de la desserte des secteurs par les équipements publics) : p. 10965 - **Article additionnel après l'article 12 nonies - Amendement n° 309** (Réintroduction de la participation pour voirie et réseau (PVR) dans les communes rurales) : p. 10967 - **Article 13** (Habilitation à simplifier par ordonnance la hiérarchie des normes des documents d'urbanisme) : p. 10968 p. 10969 p. 10971 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 971 rectifié bis** (Extinction des servitudes de droit privé créées dans l'intérêt général pour cause de disparition totale et irréversible des éléments essentiels à l'origine de la création de la servitude) : p. 10971 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 305 rectifié** (Modification du périmètre du lotissement - Autorisation, précision et encadrement) : p. 10972 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1046 rectifié bis** (art. L. 442-9 du code de l'urbanisme - Suppression des trois derniers alinéas) : p. 10972 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 637 rectifié** (Restrictions - Affectation des parties communes en propriété indivise - Espaces communs rétrocédés à la collectivité et incorporés au domaine public) : p. 10973 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 306 rectifié** (Domaine de lotissement - Délivrance de l'autorisation - Délai de cristallisation) : p. 10974 - **Article 14 (supprimé)** (Habilitation à modifier par ordonnance le régime juridique des schémas d'aménagement régional) : p. 10975 - **Article 14 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, art. 113 de la loi n° 2017-36 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté - Transfert différé de la compétence de politique de l'habitat à la métropole du Grand Paris) : p. 10976 p. 10977 - **Article 14 bis** (art. L. 581-14-1 du code de l'environnement - Applicabilité aux règlements locaux de publicité des dispositions de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté apportant des aménagements à l'élaboration, la révision et la caducité des plans locaux d'urbanisme) : p. 10978 - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre) : p. 10983 p. 10987 p. 10989 p. 10993 p. 10999 p. 11000 p. 11001 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 371 rectifié bis** (Liste de travaux définie par décret en Conseil d'État dont la réalisation n'affecte pas de manière substantielle l'aspect du bâtiment - Avis consultatif de l'architecte des Bâtiments de France) : p. 11002 - **Article 16** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Encadrement des pièces exigibles dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme) : p. 11003 p. 11004 p. 11005 - **Article 16 bis AAA (nouveau)** (art. L. 424-5 du code de l'urbanisme - Conditions de dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme visant un terrain pour lequel une autorisation a déjà été accordée) : p. 11006 - **Article 16 bis AA (nouveau)** (art. L. 410-1 du code de l'urbanisme - Obligation de motivation

de l'opposabilité du sursis à statuer sur une demande d'autorisation d'urbanisme dans le certificat d'urbanisme) : p. 11007 - **Article 17** (art. L. 423-2 [nouveau], L. 423-3 [nouveau], et L. 426-1 du code de l'urbanisme - Mise à disposition de l'administration des données relatives aux autorisations d'urbanisme et dématérialisation des démarches d'autorisation d'urbanisme) : p. 11008 p. 11009 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 1016 rectifié** (Redevance pour service rendu à la charge de la commune - Répercussion au demandeur de l'autorisation d'urbanisme) : p. 11010

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 17 bis (supprimé)** (art. L. 321-5 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Mise à disposition des données de la base MAJIC relatives aux parcelles et à leur bâti en tant que données de référence) : p. 11024 - **Article 17 quater (nouveau)** (art. L. 151-5 du code de l'urbanisme - Prise en compte de la taille des parcelles dans la fixation des objectifs du projet d'aménagement et de développement durables) : p. 11025 - **Article additionnel après l'article 17 quater - Amendement n° 615 rectifié bis** (Conditions d'application de l'art. 3 de la loi de 1977 - Contenu du contrat qui lie le maître d'ouvrage au maître d'oeuvre) : p. 11026 - **Article additionnel après l'article 17 quater - Amendement n° 153 rectifié** (Architecte chargé d'établir le projet architectural - Suivi de la réalisation des travaux) : p. 11027 - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Extension de la dispense du recours à un architecte pour les constructions de faible surface des coopératives d'utilisation de matériel agricole) : p. 11028 p. 11029 p. 11030 - **Article additionnel après l'article 18 A (supprimé) - Amendement n° 867 rectifié bis** (Résidences-services - Réalisation d'aires de stationnement - Dérogation) : p. 11031 - **Article additionnel après l'article 18 A (supprimé) - Amendement n° 704 rectifié** (Extension des parties privatives sur les parties communes inutilisées ou désaffectées - Décision de l'assemblée générale des copropriétaires) : p. 11032 - **Article additionnel après l'article 18 A (supprimé) - Amendement n° 400 rectifié quinquies** (Résidences services seniors - Suppression de l'obligation de construire des locaux vélos) : p. 11033 - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11040 p. 11041 p. 11060 p. 11061 p. 11065 p. 11066 p. 11067 p. 11068 p. 11069 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 927 rectifié bis** (Végétalisation ou pose d'équipements de production d'énergies renouvelables en toiture de bâtiments commerciaux neufs de plus de 1000 m² - Surface minimale) : p. 11069 - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Adaptation, par ordonnance, du régime applicable au contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture de plan au cas des constructions préfabriquées) : p. 11070 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 158** (Promotion de la construction des filières locales - Mesures relevant de la loi - Rapport) : p. 11071 - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 243-1-1 du code des assurances - Clarification de la portée de l'assurance construction) : p. 11072 - **Article 19 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Définition de la préfabrication) : p. 11073 - **Article 19 ter** (art. L. 271-7 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Étude géotechnique préalable à la vente d'un terrain constructible et à la construction d'un nouvel immeuble dans les zones exposées au retrait-gonflement des sols argileux) : p. 11074 p. 11076 - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres) : p. 11078 p. 11080 p. 11081 p. 11082 p. 11083 p. 11084 p. 11085 - **Article 20 bis** (art. L. 301-1 du code de la construction et de l'habitation - Rôle de la politique d'aide au logement en matière énergétique) : p. 11086 - **Article 21**

(art. L. 241-9 du code de l'énergie - Simplifier les règles en matière d'individualisation des frais de chauffage) : p. 11087 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 883** (Opération d'autoconsommation collective - Périmètre fixé par arrêté) : p. 11087 p. 11088 - **Article 21 bis A** (art. L. 134-4, L. 134-4-2 [abrogé] et L. 134-8 à L. 134-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 1334-14 [abrogé] et L. 1334-17 du code de la santé publique - Création d'un observatoire des diagnostics immobiliers) : p. 11089 - **Article 21 bis B** (art. L. 142-1 et L. 142-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Compétences du centre scientifique et technique du bâtiment) : p. 11090 p. 11092 p. 11093 - **Article additionnel après l'article 21 bis C (supprimé) - Amendement n° 717 rectifié ter** (Diagnostic technique "assainissement" - Immeubles raccordés au réseau public de collecte) : p. 11094 - **Article additionnel après l'article 21 bis C (supprimé) - Amendement n° 812 rectifié** (Attestation contenant la date de la vente et les informations nécessaires à l'identification de l'immeuble vendu - Transmission à l'autorité compétente en matière d'assainissement émettrice du document mentionné par le notaire) : p. 11096 - **Article 21 bis D** (art. L. 221-7 et L. 221-9 du code de l'environnement - Consécration législative de l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur) : p. 11096 p. 11098 - **Article 21 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-6 du code de l'environnement - Interdiction de l'utilisation d'appareils de chauffage dans le cadre des plans de protection de l'atmosphère) : p. 11098 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 676 rectifié** (Vente en l'état Futur d'achèvement (VEFA) - Protection des consommateurs) : p. 11100 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1031 rectifié** (Contrat de promotion-rénovation - Création) : p. 11102 - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-3-2 du code de la construction et de l'habitation - Hausse du seuil de recours à la cotraitance) : p. 11103 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° 459 rectifié** (Surcoûts d'assurance en matière de construction dans les territoires ultramarins - Rapport) : p. 11104 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 33 rectifié bis** (Mécanisme de mise en conformité ordonnée par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de construire) : p. 11107 - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-7 du code de la consommation ; art. L. 241-8 et L. 271-1 du code de la construction et de l'habitation - Extension des pouvoirs des enquêteurs de la DGCCRF et renforcement des sanctions pour non-respect des règles applicables aux contrats de construction de maison individuelle) : p. 11108 - **Articles additionnels après l'article 23 bis - Amendement n° 396** (Acquisition immobilière - Délai de rétractation commun de 10 jours) : p. 11108 - **Article 24** (art. L. 421-9, L. 442-14, L. 480-13, L. 600-1-1, L. 600-1-2, L. 600-3, L. 600-5, L. 600-5-1, L. 600-5-2 [nouveau], L. 600-6, L. 600-7, L. 600-8, L. 600-12, L. 600-12-1 [nouveau], L. 600-13 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses visant à réformer le contentieux de l'urbanisme) : p. 11111 p. 11112 p. 11113 p. 11114 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 25 rectifié ter** (Suspension du paiement de la taxe d'aménagement par tout titulaire d'une autorisation d'urbanisme contestée devant la juridiction administrative) : p. 11115 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11123 p. 11129 p. 11131 p. 11132 p. 11133 p. 11134 p. 11135 p. 11137 p. 11139 p. 11140 p. 11141 p. 11142 p. 11144 p. 11145

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 80 rectifié bis** (Application des dispositions relatives aux sociétés d'économie mixte - Sociétés publiques locales) : p. 11155 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 85 rectifié bis** (Société d'économie mixte à opération unique - Extension de l'ensemble des dispositions du code de la construction et de l'habitation) : p. 11155 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 504 rectifié** (Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Exonération de cotisation sur le supplément de loyer pour les DOM) : p. 11156 - **Article**

additionnel après l'article 25 - Amendement n° 505 rectifié (Cotisation CGLLS - Fixation à un maximum de 1 % le seul taux de la cotisation pour les organismes HLM outre-mer) : p. 11157 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 502 rectifié** (Conséquences de la suppression du dispositif d'accession sociale à la propriété dans les collectivités - Rapport) : p. 11157 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 503 rectifié** (Opportunité d'un alignement des plafonds de ressources annuelles dans les départements d'outre-mer sur ceux appliqués en France hexagonale - Rapport) : p. 11158 - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2-1 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation - Mesures pour faciliter les possibilités de fusions et d'absorption des organismes d'habitation à loyer modéré et sociétés d'économie mixte entre eux) : p. 11159 p. 11160 p. 11161 p. 11162 - **Article 27** (art. L. 423-15, L. 423-16 et L. 481-8 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 511-6 et L. 511-7 du code monétaire et financier - Mesures pour faciliter la circulation des capitaux entre les organismes) : p. 11163 p. 11164 - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 881 L du code général des impôts - Réduction de la contribution de sécurité immobilière proportionnelle perçue pour les formalités hypothécaires) : p. 11165 - **Article additionnel après l'article 27 bis - Amendement n° 762 rectifié** (Réduction d'impôt - Logements situés dans les communes caractérisées par des besoins particuliers en logement locatif, qui ont fait l'objet d'un agrément du représentant de l'État) : p. 11166 - **Article additionnel après l'article 27 bis - Amendement n° 670 rectifié bis** (Fusion des sociétés HLM - Transfert de déficit fiscal) : p. 11168 - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11177 p. 11180 p. 11183 p. 11185 p. 11186 p. 11187 p. 11188 p. 11189 p. 11190 p. 11191 p. 11192 - **Demande de réserve** : p. 11193 - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11194 p. 11195 p. 11200 p. 11201 p. 11202 p. 11203 p. 11204 p. 11208 p. 11208 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 184** (Représentation des locataires dans l'ensemble des organismes HLM) : p. 11209 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 1135 rectifié** (ANRU - Composition du conseil d'administration) : p. 11210 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 1126** (ANRU - Gestion financière et comptable - Règles applicables aux entreprises industrielles et commerciales) : p. 11212 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié** (Prestations de notaires relatives à des transactions entre professionnels - Négociation) : p. 11212

- **Rappel au règlement** - (20 juillet 2018) : p. 11213

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]**

(suite) - (20 juillet 2018) - **Article 28 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-3-2 du code de la construction et de l'habitation - Révision coopératives des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif HLM) : p. 11215 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11222 p. 11223 p. 11225 p. 11229 p. 11231 p. 11234 p. 11235 p. 11236 p. 11241 p. 11243 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 316 rectifié** (Comité régional de l'habitat et de l'hébergement - Création d'un comité des financeurs) : p. 11245 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 947 rectifié bis** (Elaboration d'un volet territorial du plan de vente des CUS) : p. 11246 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 701 rectifié ter** (Convention territoriale de coopération - Régime) : p. 11248 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 598** (Mesures d'amélioration des aides à l'accession sociale à la propriété - Rapport) : p. 11249 - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 700 rectifié bis** (Fonds national des aides à la pierre - Exonération des bailleurs sociaux ultra-marins) : p. 11250 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 375 rectifié bis** (SEM locales - Détention de parts par le département) : p. 11251 - **Article 31** (ordonnance n° 2016-1408 du 20 octobre 2016 relative à la réorganisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction, ordonnance n° 2017-52 du 19 janvier 2017 modifiant l'objet de l'Association pour l'accès aux garanties locatives et de l'association Foncière logement, art. L. 313-17, L. 313-17-1, L. 313-17-4, L. 313-18-1, L. 313-18-3, L. 313-33, L. 313-34, L. 313-19-1, L. 313-19-2, L. 313-19-3, L. 313-20-1, L. 313-20-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 111-12 du code des juridictions financières, art. 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Ratification des ordonnances relatives à la réforme d'Action Logement) : p. 11253 p. 11254 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 684 rectifié** (Fiscalité des flux financiers d'Action Logement avec ses filiales) : p. 11255 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 683 rectifié** (Action Logement Groupe (ALG) - Perception de produits ou dividendes) : p. 11256 - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Emplois de la PEEC) : p. 11257 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. 81 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté - Report de la date de conclusion de la seconde génération de CUS) : p. 11257 - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. 117 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté - Prolongation du délai d'habilitation pour la codification des dispositions relatives aux aides sociales en matière de logement) : p. 11258 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 531 rectifié** (Logements sociaux - Accès à un logement bâti et adapté pour les personnes dont l'habitat permanent est constitué d'une résidence mobile) : p. 11258 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 532 rectifié** (Logements sociaux - Accès à un logement bâti et adapté pour les personnes dont l'habitat permanent est constitué d'une résidence mobile) : p. 11259 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 1079** (Extension de l'ALF et de l'ALS à Saint-Pierre-et-Miquelon) : p. 11260 - **Article 33 bis (nouveau)** (art. L. 421-9, L. 422-2-1 et L. 481-6 du code de la construction et de l'habitation - Élection des représentants des locataires) : p. 11261 - **Article 33 ter (nouveau)** (art. L. 442-6-4 du code de la construction et de l'habitation - Encadrement du loyer des places de stationnement dans le parc social) : p. 11262 - **Article 34** (art. 2 et articles 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation -

Création du bail mobilité) : p. 11265 p. 11270 p. 11272 p. 11274 p. 11275 p. 11276 p. 11277 - **Article 34 bis (supprimé)** (art. L. 302-1, L. 631-12-1 à L. 631-12-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation, articles L. 151-34 et L. 151-35 du code de l'urbanisme, art. 10 loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 - du 23 décembre 1986 - Création des résidences junior) : p. 11279 - **Article additionnel après l'article 34 bis (supprimé) - Amendement n° 725 rectifié quater** (Statut de résidence universitaire) : p. 11281 - **Article additionnel après l'article 34 bis (supprimé) - Amendement n° 523** (Statistiques en matière de logement) : p. 11282 - **Article additionnel après l'article 34 ter - Amendement n° 938 rectifié** (Logement social - L'absence de lien avec la commune d'implantation du logement ne peut constituer un motif de non attribution) : p. 11282 - **Article 35** (art. L. 441-2 et L. 442-5-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Adaptation des missions des commissions d'attribution de logements) : p. 11285 p. 11287 p. 11289 p. 11290 p. 11291 p. 11292 p. 11292 p. 11293 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 576** (Supplément de loyer de solidarité - Durée de non application) : p. 11294 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 194** (HLM - Proposition de nouveau logement situé sur la même commune que le logement d'origine) : p. 11294 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 195** (Relogement - Conditions) : p. 11295 - **Article 35 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 442-12 du code de la construction et de l'habitation - Liste des personnes prises en compte pour l'instruction de la demande de logement social) : p. 11296 - **Article 36** (art. L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation - Généralisation du système de cotation de la demande) : p. 11298 - **Article 37** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 441-1-5 et L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la pré-commission d'attribution dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) : p. 11299 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 664 rectifié** (Accords collectifs de location relatifs aux congés pour vendre - Exclusion du champ d'application les ventes à l'unité) : p. 11300 - **Article 38** (art. L. 313-35 et L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Gestion en flux des contingents de logements sociaux - Obligations de mixité sociale dans les attributions de logements sociaux - Délégation du contingent préfectoral) : p. 11301 p. 11302 p. 11303 p. 11304 p. 11305 p. 11306 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 444 rectifié bis** (Droit au logement opposable - Condition de résidence pendant au moins 3 ans aux étrangers) : p. 11306 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 940 rectifié** (Demande de relogement - Présence d'un enfant mineur dans le logement ou d'une personne handicapée) : p. 11307 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 116 rectifié** (Loi 1948 - Fin de l'encadrement - Priorité d'examen du dossier de demande de logement social) : p. 11308 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendement n° 434** (Demande de logement social - Authenticité des pièces justificatives) : p. 11308

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 39** (art. L. 831-2 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale, art. L. 351-15 du code de la construction et de l'habitation - Modalités de versement des aides personnelles au logement en cas de sous-location dans le parc social) : p. 11326 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 750 rectifié bis** (Cohabitation intergénérationnelle solidaire) : p. 11327 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 70 rectifié quater** (Convention d'occupation précaire - Régime fiscal) : p. 11328 - **Article 40** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 714-1 [nouveau], L. 722-5 et L. 722-16 du code de la consommation - Conciliation des procédures de surendettement et de résiliation du bail) : p. 11331 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 201 rectifié** (Expulsions locatives - Interdiction pour les personnes rencontrant des difficultés économiques et sociales) : p. 11333 - **Article 40 bis A (nouveau)** (art. L. 412-1 du code des procédures

civiles d'exécution et art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Raccourcissement des délais de la procédure d'expulsion) : p. 11334 - **Article 40 bis C (nouveau)** (art. 40 loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Conditions de transfert du bail dans le parc social) : p. 11335 - **Article 40 bis** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation et art. 6-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Occupation des halls d'immeuble - Résiliation du bail en cas de condamnation pour trafic de drogue - Application de la clause résolutoire du bail pour trouble de voisinage) : p. 11336 - **Article 42** (art. L. 353-15-2 et L. 442-6-5 du code de la construction et de l'habitation - Conclusion d'un protocole de cohésion sociale en l'absence de dette locative) : p. 11337 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 581** (Centres d'hébergement d'urgence et centres d'accueil de demandeurs d'asile - Spatialisation - Rapport) : p. 11338 - **Article 43** (art. L. 313-4, L. 313-9, L. 313-11, L. 313-11-2 [nouveau], L. 313-14-1, L. 314-7, L. 315-12, L. 315-15, L. 345-2-4 et L. 301-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Modification du pilotage du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement destiné aux personnes sans-domicile ou éprouvant des difficultés à se loger) : p. 11339 p. 11340 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 621 rectifié bis** (OACAS (Organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires)) : p. 11341 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 582** (Hébergement d'urgence - Minimum légal de l'offre disponible) : p. 11342 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement n° 622 rectifié** (Secteur associatif et caritatif - Statut fiscal des opérations de construction et de rénovation) : p. 11343 - **Article additionnel après l'article 43 bis - Amendement n° 662 rectifié** (Résidences hôtelières à vocation sociale, RHVS) : p. 11344 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 516 rectifié** (Crédit d'impôt pour financer les opérations de construction et de réhabilitation des logements locatifs sociaux outre-mer) : p. 11345 - **Article 45 bis** (titre IV du livre Ier, titre VIII [nouveau] du livre II, et chapitre III du titre III du livre II du code de l'action sociale et des familles - Habitat inclusif pour les personnes handicapées et âgées) : p. 11347 p. 11348 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 869 rectifié** (Résidences services à caractère social) : p. 11348 - **Article 46 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation - Calcul du supplément de loyer de solidarité) : p. 11350 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendement n° 460 rectifié bis** (Abrogation de l'art. L. 2252-2 du code général des collectivités territoriales) : p. 11351 - **Article 47** (Texte non modifié par la commission) (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Suppression du caractère manuscrit de l'acte de cautionnement en matière de bail) : p. 11352 - **Article 47 bis A** (art. 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Communication des coordonnées du locataire au syndic) : p. 11352 - **Article 47 bis B** (art. 8-2 [nouveau] et 40 loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Absence de solidarité du conjoint détenteur d'une ordonnance de protection) : p. 11354 - **Article 47 bis** (art. L. 623-1 du code de la consommation - Action de groupe en matière de logement) : p. 11355 - **Article 48** (art. 3, 16, 17, 17-2 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et article L. 631-5 du code de la construction et de l'habitation - Conditions de délivrance de l'agrément aux observatoires locaux des loyers - Suppression du dispositif d'encadrement des loyers dans le code de la construction et de l'habitation) : p. 11357 - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) :

p. 11367 p. 11370 p. 11371 p. 11372 p. 11374 p. 11381 p. 11383 p. 11387 p. 11388 p. 11389 p. 11390 p. 11391 p. 11392 p. 11394 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 659 rectifié (Loi SRU - Taux de logements sociaux - Communes bénéficiant de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale)** : p. 11396 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 624 rectifié (Loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) - Création de communes nouvelles - Délai pour atteindre leurs obligations SRU)** : p. 11398 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 297 rectifié ter (Logements dits PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) - Seuil de 30 % des résidences principales d'une commune - Limitation des financements de l'État)** : p. 11399 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 441 rectifié bis (Objectifs de la loi SRU - Logements sociaux - Abaissement du seuil des résidences principales)** : p. 11400 - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 213 (Loi SRU- Objectif de rattrapage - Répartition qualitative de l'offre locative sociale)** : p. 11401 - **Article 46 bis A (nouveau) (précédemment réservé) (art. L. 302-5 et L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation - Uniformisation des seuils permettant de déterminer les communes éligibles à la loi SRU)** : p. 11402 p. 11403 - **Article additionnel après l'article 46 bis A (précédemment réservé) - Amendement n° 842 rectifié (Logements sociaux - Plafond de 50 % de logements locatifs sociaux)** : p. 11404 - **Article 46 bis B (nouveau) (précédemment réservé) (art. L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation - Calendrier d'application de la loi SRU)** : p. 11406 p. 11407 - **Article additionnel après l'article 46 bis B (précédemment réservé) - Amendement n° 72 rectifié (Loi SRU - Objectifs de proportion de logements sociaux - Fraude au prélèvement)** : p. 11408 - **Article 46 bis C (nouveau) (précédemment réservé) (Expérimentation en matière de loi SRU)** : p. 11409 p. 11410 - **Article 9 bis A (nouveau) (précédemment réservé) (art. L. 302-9-1-2 du code de la construction et de l'habitation, article L. 111-24 du code de l'urbanisme - Dérogation aux servitudes de mixité sociale applicables aux programmes pour la réalisation de logements collectifs)** : p. 11411 p. 11414 p. 11415 p. 11416 - **Article additionnel après l'article 9 bis A (précédemment réservé) - Amendement n° 142 (Grand Paris - Mixité sociale - Minima de logements locatifs sociaux autour des gares)** : p. 11417 - **Article 48 (art. 3, 16, 17, 17-2 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et article L. 631-5 du code de la construction et de l'habitation - Conditions de délivrance de l'agrément aux observatoires locaux des loyers - Suppression du dispositif d'encadrement des loyers dans le code de la construction et de l'habitation)** : p. 11418 p. 11419 - **Article 49 (Mise en place d'un encadrement des loyers à titre expérimental)** : p. 11421 p. 11422 p. 11423 p. 11424 p. 11425 - **Article 50 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation et article 8-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Modification des règles relatives à la décence dans les hôtels meublés et en cas de colocation à baux multiples)** : p. 11426 - **Article additionnel après l'article 50 ter - Amendement n° 592 rectifié ter (Accès aux immeubles - Agents assermentés du service municipal du logement)** : p. 11427 - **Article additionnel après l'article 50 ter - Amendement n° 225 rectifié (Copropriété - Règlement - Insertion d'une clause d'habitation exclusivement bourgeoise)** : p. 11428 - **Article 51 (art. L. 324-1-1 et L. 324-2-1 du code de tourisme - Encadrement des locations meublées touristiques)** : p. 11431 p. 11433 p. 11434 p. 11436 - **Article 51 bis A (nouveau) (art. L. 631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation - Clarification du régime d'autorisation temporaire de changement d'usage)** : p. 11437 p. 11438 - **Article additionnel après l'article 51 bis A - Amendement n° 230 rectifié bis (Plateformes de locations de logements entre particuliers - Création d'une taxe sur le chiffre d'affaires)** : p. 11439 - **Article additionnel après l'article 51 bis A - Amendement n° 727 rectifié quinquies (Résidence universitaire - Locations saisonnières)** : p. 11440 - **Article 52**

(art. L. 302-1, L. 313-26 et L. 353-9-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 151-34 du code de l'urbanisme - Obligation pour certaines communes définies par décret de programmer une offre de logements intermédiaires - Location meublée des logements intermédiaires - Place de stationnement pour les logements intermédiaires) : p. 11441 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 951 rectifié (Usufruit locatif - Logement intermédiaire - Durée)** : p. 11442 - **Article 52 ter (art. L. 301-4-2 du code de la construction et de l'habitation - Convention pour le logement des travailleurs saisonniers)** : p. 11443 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° 82 rectifié bis (Logement intermédiaire - Régime fiscal des sociétés d'économie mixte)** : p. 11445 - **Article 53 ter (art. 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 353-15 et art. L. 353-19-1, L. 442-6-3 et L. 472-1-4 [abrogés] du code de la construction et de l'habitation - Harmonisation des délais de préavis de locataire - Suppression des délais spécifiques applicables au congé en cas d'acquisition d'un logement occupé)** : p. 11446 p. 11447 - **Article additionnel après l'article 53 ter - Amendement n° 1022 rectifié bis (Rapports locatifs - Interdiction de remise sur un compte bloqué en sus du dépôt de garantie)** : p. 11448 - **Article 53 quater A (nouveau) (art. 3, 22-1 et 24-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 23 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour un accès au logement et un urbanisme rénové - Suppression de la GUL)** : p. 11449 - **Article 53 quater C (nouveau) (art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rétablissement de la clause pénale pour non-paiement des loyers ou charges)** : p. 11451

- **Question orale sans débat sur la rénovation du tunnel routier du Col de Tende** - (24 juillet 2018) : p. 11465

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (24 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 53 quater C - Amendement n° 323 rectifié ter (Rapports locatifs - Loyer - Prélèvement bancaire obligatoire)** : p. 11489 - **Article 53 quater D (nouveau) (art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Gratuité des frais de première relance)** : p. 11489 - **Article 54 (art. L. 303-2 [nouveau] et L. 304-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 751-1-1 et L. 751-1-12 [nouveaux] et L. 752-2 du code de commerce - Opérations de revitalisation de territoire)** : p. 11497 p. 11498 p. 11499 p. 11500 p. 11501 p. 11502 p. 11504 p. 11508 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 1148 (Secteurs urbanisés des zones tendues - non applicabilité de l'obligation de réaliser des aires de stationnement - Surface de plancher inchangée)** : p. 11509 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 690 (Instruction de demande de permis de construire - Commission départementale d'aménagement commercial ou, le cas échéant, de la Commission nationale d'aménagement commercial - Pièces nécessaires pour examiner la conformité de la demande)** : p. 11510 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 32 rectifié bis (Librairie indépendante de référence - Subventions)** : p. 11511 - **Article additionnel après l'article 54 bis AC - Amendement n° 257 rectifié bis (Locaux inhabités en étages de commerce - Mesures diverses visant à permettre le retour sur le marché du logement)** : p. 11515 - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission) (art. L. 581-19 du code de l'environnement - Rétablissement des préenseignes relatives à la vente des produits du terroir dans les restaurants)** : p. 11527 p. 11530 - **Article 54 bis B (o du 1° du I de l'article 31 et 3° du I de l'article 156 du code général des impôts - Extension du dispositif « Louer abordable »)** : p. 11532 - **Article additionnel après l'article 54 bis B - Amendement n° 595 (Impôt sur la fortune immobilière - Exonération des biens immobiliers mis en location dans le cadre des dispositifs solidaires)** : p. 11533 - **Article 54 bis C (nouveau) (art. 751-2 et L. 751-6 du code de**

commerce - Modification de la composition des commissions départementales d'aménagement commercial et de la commission nationale d'aménagement commercial) : p. 11535 p. 11536 - **Article 54 bis F (nouveau)** (art. L. 752-6 du code de commerce - Evaluation des projets d'implantation commerciale) : p. 11537 - **Article 54 bis G (nouveau)** (art. L. 752-17 et L. 752-19 du code de commerce - Portée des décisions des commissions départementales d'aménagement commercial) : p. 11538 - **Article 54 bis H (nouveau)** (art. L. 752-23 du code de commerce - Contrôle de la conformité de l'implantation réalisée à l'autorisation d'exploitation commerciale) : p. 11539 - **Article additionnel après l'article 54 bis K - Amendement n° 91 rectifié ter** (Projets de plus de 20 000 m² de surface de vente - Examen direct par la commission nationale d'aménagement commercial) : p. 11541 - **Article additionnel après l'article 54 bis - Amendement n° 111 rectifié bis** (Commerce de détail - Autorisation de création par transfert d'activités existantes) : p. 11542 - **Article 54 ter A (nouveau)** (art. L. 752-1 et L. 752-4 du code de commerce - Abaissement général des seuils d'autorisation d'exploitation commerciale - Soumission des entrepôts principalement destinés à l'e-commerce au régime d'autorisation d'exploitation commerciale) : p. 11543 p. 11544 - **Article 54 ter B (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Expérimentation tendant à déroger à l'application de certaines normes dans les périmètres ORT) : p. 11544 - **Article 54 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-2-1 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. 19 de la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Pérennisation des contrats de revitalisation artisanale et commerciale) : p. 11545 p. 11546 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendement n° 529** (Lutte contre l'artificialisation des terres) : p. 11547 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendement n° 1005 rectifié bis** (Règles applicables en matière d'implantation commerciale - Rôle des intercommunalités) : p. 11550 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendement n° 857** (Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) - Relèvement du seuil) : p. 11551 - **Article 55** (art. L. 111-10-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition et modalités d'application de l'obligation de rénovation énergétique pour les bâtiments tertiaires) : p. 11553 p. 11554 p. 11555 p. 11556 p. 11557 p. 11558 p. 11559 p. 11560 p. 11561 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 454 rectifié** (Définition d'un logement décent - Critère de performance énergétique) : p. 11561 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 1053 rectifié bis** (Prestations d'économie d'énergie - Certificats d'économie d'énergie - Information des consommateurs) : p. 11562 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° 526 rectifié** (Colonnes montantes d'électricité dans les immeubles d'habitation - Préconisations - Rapport sur la mise en oeuvre) : p. 11565 - **Article 55 bis B** (art. L. 111-8-5 [nouveau] et L. 111-9-1 du code de la construction et de l'habitation - Caractéristiques relatives aux produits de construction) : p. 11567 - **Article 55 bis C (supprimé)** (art. L. 134-3-1 et L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation, art. 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Opposabilité du diagnostic de performance énergétique) : p. 11569 - **Article additionnel après l'article 55 bis C - Amendement n° 319 rectifié bis** (Transition énergétique - Crédit d'impôt - Préfinancement bancaire) : p. 11570 - **Article 55 bis** (art. L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation - Exigences en matière de constructions neuves) : p. 11572 - **Article 55 ter** (art. L. 111-10-5 du code de la construction et de l'habitation - Règles applicables au carnet numérique d'information, de suivi et d'entretien du logement) : p. 11574 p. 11575 - **Article 55 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Inscription d'un principe de performance énergétique dans le PLH) : p. 11576 - **Article 55 sexies (supprimé)** (Expérimentation pour mener des stratégies territoriales de résorption de la précarité énergétique) : p. 11578 p. 11579 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° 632 rectifié** (Délit de divulgation de l'identité

d'un témoin - Montant de l'amende) : p. 11580 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° 602** (Procédures pénales diligentées contre les marchands de sommeil - Confiscation de l'usufruit ou confiscation des biens) : p. 11581 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° 603 rectifié** (Arrêté municipal d'interdiction d'accès ou d'occupation de logement ou d'un bâtiment en raison d'un danger grave et immédiat affectant la santé ou la sécurité des occupants - Suspension des baux et des loyers) : p. 11582 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° 631 rectifié bis** (Marchand de sommeil - Confiscation générale de leur patrimoine) : p. 11582 - **Article 56 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-20 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Adoption des plans locaux de lutte contre l'habitat indigne dans certaines collectivités d'outre-mer : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte et Saint-Martin) : p. 11583 - **Article additionnel après l'article 56 quater - Amendement n° 350** (Création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant - Suppression de l'autorisation préalable) : p. 11584 - **Article additionnel après l'article 56 quinquies A - Amendement n° 1143** (Interdiction d'acheter pesant sur l'acquéreur - Information du maire de la commune) : p. 11584 - **Article 56 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 225-19 du code pénal ; art. L. 1337-4 du code de la santé publique ; art. L. 123-3 et L. 511-6 du code de la construction et de l'habitation - Allongement de la durée d'interdiction d'acheter un bien immobilier en cas de condamnation pour des délits relevant de l'habitat indigne) : p. 11585 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendement n° 238** (Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne, PDLHI) : p. 11591 - **Article 57** (art. L. 123-3, L. 129-2, L. 301-5-1-1, L. 301-5-1-2, L. 511-2, L. 541-1, L. 543-1 de code de la construction et de l'habitation ; art. L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-28, L. 1331-29, L. 1331-29-1 [nouveau] et L. 1334-2 du code de la santé publique ; art. 2374 du code civil ; loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Généralisation des astreintes en cas de non-respect de mesures de police rattachables à la lutte contre l'habitat indigne) : p. 11596 p. 11597 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 643** (Indemnité représentative des frais engagés - Durée) : p. 11597 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 644**, (Signalement en raison du danger qui pèse sur la santé ou la sécurité des occupants - Délai de transmission du rapport) : p. 11598 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 734 rectifié quater** (Salubrité des habitations - Délai publication du décret en Conseil d'Etat) : p. 11598 - **Article 57 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 11-1 [nouveau] de la loi n° 2011-725 du 23 juin 2011 portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer - Lutte contre l'expansion des bidonvilles à Mayotte et en Guyane) : p. 11600 - **Article 58** (Habilitation du Gouvernement à clarifier et à harmoniser les polices administratives spéciales rattachables à la lutte contre l'habitat indigne) : p. 11602 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 1065 rectifié** (Protection les espèces nuisibles - Adaptation des règles de construction et d'aménagement) : p. 11603 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendement n° 93 rectifié bis** (Mérule - Dispositif de lutte) : p. 11604 - **Article 58 ter (nouveau)** (art. 226-4 du code pénal et art. 38 de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Lutte contre l'occupation illicite de domiciles et de locaux à usage d'habitation) : p. 11606 p. 11607 p. 11609

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-1, L. 615-6, L. 741-1 et L. 741-2 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 522-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique - Mesures pour faciliter et accélérer le traitement des copropriétés dégradées) : p. 11618 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 2 rectifié bis** (Transformation d'un immeuble en logement - Copropriété des immeubles bâtis - Avis non requis) : p. 11619 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 6 rectifié** (Syndicat des copropriétaires - Résiliation du contrat de syndic) : p. 11620 -

Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 605 (*Assignation syndic - Rôle du conseil syndical*) : p. 11621 p. 11622 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 606 rectifié** (*Refus du syndic de remettre les documents demandés par le conseil syndical - Pénalités*) : p. 11622 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 10 rectifié bis** (*Président du conseil syndical - Droit d'interroger l'établissement bancaire où sont déposés les fonds de la copropriété*) : p. 11623 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 241** (*Représentants des locataires - Convocation par le syndic*) : p. 11625 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 651 rectifié** (*Association syndicale libre (ASL) - Assouplissement des règles de constitution*) : p. 11626 p. 11627 - **Article 59 bis A (nouveau)** (art. 14-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Fonds de travaux*) : p. 11628 - **Article 59 bis B (nouveau)** (art. 18 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Contenu de l'espace dématérialisé sécurisé des copropriétés*) : p. 11629 - **Article additionnel après l'article 59 bis C - Amendement n° 322** (*Copropriétés - Difficultés de gestion*) : p. 11630 - **Article 59 bis I (nouveau)** (art. 17-3 [nouveau] et 21 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Mise en concurrence du contrat de syndic*) : p. 11631 - **Article 60** (*Habilitation à légiférer par ordonnances pour réformer le droit de la copropriété*) : p. 11633 p. 11634 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° 607** (*Bail réel solidaire - Copropriété - Régime des droits sur le sol*) : p. 11634 - **Article 61 bis** (art. 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Dématérialisation du diagnostic technique obligatoirement annexé au bail d'habitation*) : p. 11635 - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - *Délais de dépôt du dossier d'information du maire préalablement à l'installation ou à la modification d'une installation radioélectrique*) : p. 11637 p. 11638 - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° 383 rectifié** (*Contrôle de champs électromagnétiques - Mesure a posteriori*) : p. 11639 - **Article 62 ter** (*Dérogation, à titre expérimental, à la procédure de retrait d'une décision d'autorisation ou de non-opposition en matière de déploiement d'antennes de radiotéléphonie*) : p. 11640 - **Article additionnel après l'article 62 quater - Amendement n° 862** (*Réseaux de communications électroniques - Régime d'autorisation dans les espaces destinés aux activités agricoles, pastorales et forestières*) : p. 11641 - **Article additionnel après l'article 63 - Amendement n° 636 rectifié** (*Itinérance - Mise en place au niveau national*) : p. 11642 - **Article additionnel après l'article 63 quinques - Amendement n° 480 rectifié** (*Communications électroniques mobiles, carte des déploiements fibre - Carte de la couverture mobile*) : p. 11645 - **Article 64** (art. L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - *Sanctions du non-respect d'engagements de déploiement de réseaux de communications électroniques*) : p. 11647 - **Article additionnel après l'article 64 bis - Amendement n° 303 rectifié** (*Déploiement des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique*) : p. 11648 - **Article 64 ter (nouveau)** (*code des postes et des communications électroniques - Obligation de fourniture d'offres de gros activées par les opérateurs d'infrastructures aux opérateurs de services en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals*) : p. 11648 - **Article 64 quinques (nouveau)** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - *Financement, par les communes, de toute opération d'investissement pour l'établissement et l'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques*) : p. 11649 - **Article additionnel après l'article 64 quinques - Amendement n° 476 rectifié bis** (*Déploiement de réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique*) : p. 11650 - **Article additionnel après l'article 54 quinques (précédemment réservé) - Amendement n° 1069 rectifié** (*Agence nationale de la cohésion des territoires - Création*) : p. 11651

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Question préalable** : p. 13301

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13328

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13710 p. 13711 p. 13720 - **Article 1er** (*Partenariat d'aménagement et grandes opérations d'urbanisme*) : p. 13822 - **Article 3** (*Grandes opérations d'urbanisme et opérations d'intérêt national*) : p. 13822 - **Article 5** (*Orientations d'aménagement*) : p. 13823 - **Article 8** (*Aménagements urbains*) : p. 13823 - **Article 12 ter** (*Inconstructibilité des zones non-urbanisées - Dérogation*) : p. 13823 - **Article 12 quinques** (*Constructibilité en zone littorale*) : p. 13823 - **Article 28** (*Mesures de simplification pour les organismes HLM*) : p. 13824 - **Article 29** (*Association foncière logement*) : p. 13824 - **Article 34 ter** (*Congé délivré par une SCI familiale*) : p. 13824 - **Article 38** (*Mixité sociale des logements sociaux*) : p. 13825 - **Article 38 bis** (*Mission du GPI JNE*) : p. 13825 - **Article 54** (*Opérations de revitalisation du territoire*) : p. 13825 - **Article 54 bis B** (*Dispositif "Lower abundant"*) : p. 13825 - **Article 54 bis F** (*Evolution des projets d'implantation commerciale*) : p. 13825 - **Article 56 quater** (*Déclaration préalable de mise en location*) : p. 13825 - **Article 64 ter** (*Opérateur de communication électronique*) : p. 13826 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13827

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la menace terroriste** - (13 novembre 2018) : p. 15316 p. 15317

- **Question orale sans débat sur la fusion des rectorats de Nice et d'Aix-Marseille** - (20 novembre 2018) : p. 15808 p. 15809

- **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16568

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - *Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16781

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre Ier bis du titre III de la deuxième partie du livre Ier, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre Ier du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la

mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16974

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) : p. 17001

Seconde partie :

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à

divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) - **Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - État D** : p. 17415 p. 17416

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17422 - **État B** : p. 17440

EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline)
sénatrice (Val-d'Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (31 janvier 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (19 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptation à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence (28 juin 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 641 (2017-2018)] renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 673 (2017-2018)] (18 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moiron-Braud, secrétaire générale de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains, sur la Mission de consensus.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Constitution.

Réunion du mardi 6 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Mohamed Sifaoui, journaliste-écrivain-réalisateur, dirigeant de la société Terromag.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Manuel Valls, député, ancien Premier ministre.

Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de Mme Hélène Sallon, Journaliste au Monde.

Audition du Dr Serge Hefez, psychiatre.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Mutilations sexuelles féminines - Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations de Mmes Maryvonne Blondin et Marta de Cidrac, co-rapporteuses.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération de Force ouvrière (FO), organisation professionnelle de policiers.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Raphaël Alventosa dont la nomination aux fonctions de médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques est envisagée par le Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexis Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Jean-Marie Delarue, conseiller d'État, ancien contrôleur général des lieux de privation de liberté, président de la commission d'audition sur les auteurs de violences sexuelles (prévention, évaluation, prise en charge) et du docteur Sabine Mouchet-Mages, présidente du comité d'organisation de celle-ci.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des lois*) : Amélioration de l'efficacité des fiches S - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'occupation des places d'hébergement d'urgence** - (5 avril 2018) : p. 3466 p. 3467

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (11 avril 2018) - **Article 4** (*art. 1 [abrogé], 2, 3, 3-1, 9, 16, 20, 24, 24-1 et 25 et tableau annexé de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen ; art. 15 et annexe 2 de la loi n° 2003-327 du 11 avril 2003 relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques - Règle de constitution des listes aux élections européennes et modalités de remplacement des députés européens - Règle d'âge en cas d'égalité des suffrages - Délai d'examen des comptes de campagne - Diverses coordinations*) : p. 3631 p. 3632 p. 3634

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le terrorisme** - (15 mai 2018) : p. 4242

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 3 bis (nouveau)** (*Création d'un conseil consultatif des cultes auprès du Gouvernement*) : p. 6016

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Question préalable** : p. 6224 - **Article 3** (*art. L. 723-5, L. 752-1 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Rénification familiale des personnes protégées - Protection des mineurs contre les risques de mutilation sexuelle*) : p. 6257

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (*art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile*) : p. 6452 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 407 rectifié ter** (*Personnes nées en France de parents étrangers - Conditions d'acquisition*

de la nationalité française - Manifestation de la volonté) : p. 6461 - **Article 10 AA (nouveau)** (*art. L. 251-1 à L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-5 [abrogés] et L. 253-1 à L. 253-4 du code de l'action sociale et des familles - Transformation de l'aide médicale d'État (AME) en aide médicale d'urgence, AMU*) : p. 6473

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 396 rectifié** (*Déjudiciarisation de la décision d'organiser le retour des mineurs non accompagnés*) : p. 6664 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 393 rectifié ter** (*Obligation de signaler tout mariage d'un étranger en situation irrégulière*) : p. 6675 p. 6676

- **Question orale sans débat sur la ligne 17 du métro automatique du Grand Paris** - (3 juillet 2018) : p. 8823 p. 8824

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9097

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 817 rectifié bis** (*Application de l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme aux zones d'activité*) : p. 10874

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 15** (*art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encounter*) : p. 10995 p. 10997

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 20** (*art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres*) : p. 11079 p. 11083

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (*art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM*) : p. 11178 p. 11203

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 674 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13082 p. 13083 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** (*Confiscation des véhicules non soumis à réception*) : p. 13092 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 rectifié** (*Confiscation des véhicules soumis à réception mais non réceptionnés ou qui ne sont plus conformes ou équipés de dispositifs non homologués*) : p. 13093

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (2 octobre 2018) : p. 13342 p. 13343

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire du Comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 366 (2017-2018)] (19 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité pour les associations de locataires, non affiliées à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation, de présenter des listes aux élections des représentants des locataires [n° 509 (2017-2018)] (28 mai 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter la prise de garanties immobilières [n° 534 (2017-2018)] (1er juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 148 tome 1 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Jacq, candidat proposé à la fonction d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le raccordement ferroviaire de l'aéroport de Vatry** - (6 mars 2018) : p. 1901 p. 1902

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article 2** (*art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration*) : p. 2216 - **Article 8** (*art. L. 1242-2, L. 8115-1, L. 8115-3, L. 8115-4 et L. 8115-6 du code du travail - Possibilité pour l'autorité administrative d'adresser un avertissement en cas de manquement à certaines dispositions du code du travail*) : p. 2245

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 15 A** (*Interdiction, pour les administrations de l'État, de recourir à un numéro surtaxé dans leurs relations avec le public*) : p. 2269 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 211 rectifié** (*Publication d'indicateurs de résultats et de qualité de service des administrations recevant du public*) : p. 2273

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5848 p. 5849 p. 5852 - **Article 1er** (*Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER »*) : p. 5859

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 495 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5964

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 2** (*art. L. 325-1 du code de l'urbanisme - Création de l'Agence nationale pour les centres-villes et centres-bourgs (ANCC) et extension du champ d'intervention de l'EPARECA dans les périmètres des conventions OSER*) : p. 5991 p. 5992

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6751

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 2** (*art. L. 631-25 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions des manquements aux obligations contractuelles*) : p. 7425 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 252 rectifié** (*Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension*) : p. 7446 - **Article 5 ter (supprimé)** (*art. L. 632-1 du code rural et de la pêche maritime - Représentation des organisations de producteurs au sein des organisations interprofessionnelles agricoles*) : p. 7452

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 2** (*art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national*) : p. 10828 - **Article 5** (*art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée,*

art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10844 p. 10845

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 quater** (art. L. 142-4, L. 111-5, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Consultation de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) : p. 10926 - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre) : p. 10983 p. 10984 p. 10988 p. 10991 p. 10993 p. 10998 p. 11000

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11203 p. 11204 p. 11205

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54** (art. L. 303-2 [nouveau] et L. 304-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 751-1-1 et L. 751-1-12 [nouveaux] et L. 752-2 du code de commerce - Opérations de revitalisation de territoire) : p. 11502

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Discussion générale** : p. 13296

- **Débat sur la réforme du baccalauréat** - (3 octobre 2018) : p. 13384

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution

amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 13491 - **Article 4** (art. 83 de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation agricole à son environnement économique, art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. L. 1453-1 A [nouveau] du code du travail, art. L. 722-5-1 [nouveau] du code de commerce, paragraphe 4 de la section 2, paragraphe 1 de la section 5 du chapitre III du titre XII et art. 364 [nouveau] du code des douanes, art. L. 121-4 du code des procédures civiles d'exécution, art. L. 142-9 du code de la sécurité sociale, art. 12 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, et art. L. 134-4 du code de l'action sociale et des familles - Extension de la représentation obligatoire) : p. 13494 p. 13495

- **Question orale sans débat sur les substances indésirables dans les fournitures scolaires** - (23 octobre 2018) : p. 14036 p. 14037

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15394 p. 15400

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17529 p. 17532 p. 17537 - **État B** : p. 17547 p. 17548 p. 17549 p. 17551 p. 17552

FÉRAUD (Rémi)
sénateur (Paris)
SOCR

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le réseau de l'enseignement français à l'étranger a-t-il les moyens de ses ambitions ? [n° 689 (2017-2018)] (25 juillet 2018) - **Éducation**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2018 (19 novembre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Action extérieure de l'État [n° 147 tome 3 annexe 1 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (nouvelle lecture) - Examen de l'amendement.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réseau de l'enseignement français à l'étranger - Communication.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Outils financiers permettant d'optimiser la gestion des flux de transports en milieu urbain - Communication.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » ; communication sur le contrôle budgétaire sur le coût des programmes de France Télévisions - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 75 à 76 quinquièmes) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) », « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du lundi 3 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Outre-mer » (et à l'article 77 quinquièmes), « Aide publique au développement » (et à l'article 72) et le compte d'affectation spéciale « Prêts à des États étrangers », « Action extérieure de l'État » (et à l'article 71 ter), et « Recherche et enseignement supérieur » (et aux articles 78 et 78 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 72

- **Question orale sans débat sur la toxicomanie dans le nord-est parisien** - (6 mars 2018) : p. 1887 p. 1888

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie** - (13 mars 2018) : p. 2196

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6453

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 19** (art. L. 611-1-1, L. 611-3 et L. 621-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 441-8 du code pénal - Retenue pour vérification du droit de circulation et de séjour et autres mesures de contrôle) : p. 6592 p. 6593 - **Article 19 ter (supprimé)** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers) : p. 6606 - **Article additionnel après l'article 19 ter - Amendement n° 366 rectifié bis** (Création d'un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile, l'entrée, ou le séjour d'un étranger en France) : p. 6609

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le cabinet de la présidence de la République (II)** - (19 juillet 2018) : p. 11049 p. 11050

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Nouvelle lecture [n° 672 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 11664

- **Question orale sans débat sur la situation des mineurs étrangers isolés** - (31 juillet 2018) : p. 13224 p. 13225

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16663 p. 16664

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16775 p. 16790 p. 16794 p. 16804

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 2 decies (nouveau)** (art. 200 bis du code général des impôts - Crédit d'impôt sur le revenu pour les foyers hébergeant gratuitement un réfugié) : p. 16914 - **Article 7** (art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM) : p. 16956 p. 16959 p. 16963 p. 16967

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 18 undecies (nouveau)** (art. 209 du code général des impôts - Possibilité pour les bailleurs sociaux de transférer leurs déficits fiscaux à la société absorbante lors d'une fusion) : p. 17209 - **Article 29** (Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre 1er du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 17297 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 17337

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17719 - **État B** : p. 17742 p. 17743 p. 17748 p. 17749 p. 17750 - **Article additionnel après l'article 71 ter - Amendement n° II-517** (Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Calcul du montant des équivalents temps plein) : p. 17753 - **Article additionnel après l'article 71 ter - Amendement n° II-516** (AEFE - Cession d'activité - Information du Parlement) : p. 17754 - **Article additionnel après l'article 71 ter - Amendement n° II-515** (Établissements scolaires établis à l'étranger et homologués - Personnel détaché - Redevance AEFE) : p. 17755 - **Article additionnel après l'article 71 ter - Amendement n° II-519** (Écoles françaises à l'étranger - Projets immobiliers - Garantie de l'État - Rapport au Parlement) : p. 17756

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-625** (Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France - Création d'une seconde enveloppe) : p. 17981 p. 17982 - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-456 rectifié** (Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRFIF) en 2019 - Progression des ressources) : p. 17985

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-370 rectifié** (Bases fiscales des locaux professionnels - Revalorisation) : p. 18335 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-369 rectifié bis** (Taxe pour la mobilisation des logements sous-occupés) : p. 18344 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-371 rectifié** (Cotisation foncière des entreprises - Allègement) : p. 18348 - **Article 56 bis (nouveau)** (art. L. 2333-34, L. 2333-34-1 [nouveau], L. 2333-35 et L. 2333-38 du code général des collectivités territoriales - Aménagements à la taxe de séjour) : p. 18360 p. 18361 p. 18362 - **Article 56 ter (nouveau)** (art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris) : p. 18373

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 71 - Amendement n° II-384 rectifié** (Bailleurs sociaux - Administration fiscale - Échange d'information) : p. 18490

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 12 rectifié** (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat - Congé maternité) : p. 21662

FÉRET (Corinne)
sénatrice (Calvados)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde « Formation professionnelle ».

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, sur l'incidence sur les collectivités territoriales du programme Action publique 2022, et sur plusieurs aspects de la réforme de la fonction publique territoriale.

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond (articles 5, 14, 15 et 16) sur le texte de la commission des finances.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - table ronde des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Table ronde des organisations représentatives des salariés autour de M. Philippe Debruyne, secrétaire fédéral chargé des questions de formation professionnelle et Mme Chantal Richard, secrétaire fédérale chargée des questions d'assurance chômage de la CFDT, MM. Éric Courpotin, Maxime Dumont, Mme Aline Mougenot et M. Michel Charbonnier de la CFTC, M. Jean-François Foucard, secrétaire national en charge de l'emploi et de la formation, et

Mme Laurence Matthys, responsable du service juridique, de la CFE CGC, MM. Denis Gravouil et Lionel Lerogeron, membres de la direction confédérale de la CGT et Mme Karen Gournay, secrétaire confédérale de FO.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'offre de soins - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Muriel Pénicaud, ministre du travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la CSG et le pouvoir d'achat** - (1er février 2018) : p. 841 p. 842

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 34** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables*) : p. 2332

- **Question orale sans débat sur la dotation à l'électrification rurale dans le Calvados en 2018** - (22 mai 2018) : p. 4399 p. 4400

- **Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 512 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5526

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Article 1er** (*art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et*

L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9463 p. 9469 - **Article 3** (art. L. 6111-6 et L. 6111-6-1 [nouveau] du code du travail - Réforme du conseil en évolution professionnelle) : p. 9492 p. 9493

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 7** (art. L. 6211-1, L. 6211-4, L. 6221-2, L. 6222-22-1, L. 6224-1, L. 6224-2 à L. 6224-8, L. 6227-11 et L. 6227-12 du code du travail - Simplification des conditions de conclusion d'un contrat d'apprentissage) : p. 9529 - **Article 8** (art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage) : p. 9537 p. 9542 p. 9543 p. 9546 p. 9548 - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveaux], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9556 - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis) : p. 9602 p. 9609 p. 9611

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9653 p. 9658 p. 9664 p. 9666 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 313, n° 559 rectifié bis, n° 578 rectifié et n° 712 rectifié** (Copilotage de l'apprentissage par les régions et les branches professionnelles) : p. 9672 - **Article 19** (art. L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3, L. 6332-2, L. 6332-2-1, L. 6332-3, L. 6332-3-1 à L. 6332-4, L. 6332-6, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16, L. 6332-16-1, L. 6332-17, L. 6332-17-1 du code du travail - Transformation des organismes paritaires collecteurs agréés en opérateurs de compétences) : p. 9769 p. 9778

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article 30** (art. L. 5422-9, L. 5422-10, L. 5422-14, L. 5422-24, L. 5424-20, L. 5427-1, L. 5429-2, L. 6332-17 du code du travail et L. 213-1 du code de la sécurité sociale - Suppression des contributions salariales d'assurance chômage) : p. 9839

- **Nouvelle lecture [n° 692 (2017-2018)]** - (30 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 13196

- **Débat sur la scolarisation des enfants en situation de handicap** - (25 octobre 2018) : p. 14765

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Deuxième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 6** (Rectification de l'ONDAM et des sous-objectifs de l'ONDAM 2018) : p. 15295

Troisième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 19** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0-S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche

maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale, pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État et entre régimes de sécurité sociale) : p. 15515

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 29** (art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale - Amplifier la portée du dispositif d'innovation du système de santé) : p. 15562 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 46 rectifié quater, n° 287 rectifié ter, n° 475 rectifié bis et n° 523 rectifié** (Indemnité journalière - Absence d'activité professionnelle donnant lieu à des rémunérations) : p. 15608

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article 34** (art. L. 114-17-1, L. 142-3, L. 160-1, L. 160-3, L. 160-15, L. 162-1-21, L. 162-9, L. 162-16-7, L. 162-40, L. 165-6, L. 211-1, L. 752-4 ; L. 861-1 à L. 861-8, L. 861-10, L. 861-11 [nouveau], L. 862-1, L. 862-2, L. 862-4, L. 862-6, L. 862-7, L. 863-1, L. 863-7-1, L. 864-1, L. 864-2, L. 871-1 et L. 911-7-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 723-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 251-1 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 1110-3, L. 1511-1 et L. 6122-15 du code de la santé publique ; art. L. 1113-1 du code des transports ; art. 34 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle - Amélioration du recours aux dispositifs d'aide à la couverture complémentaire santé) : p. 15635 - **Article 40** (art. L. 2112-8 et L. 2135-1 [nouveau] du code de la santé publique ; art. L. 174-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. 9 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales - Prise en charge de l'intervention précoce pour l'autisme et les troubles du neuro-développement) : p. 15660 - **Article 44** (Ajustement exceptionnel de la revalorisation des prestations sociales) : p. 15708 - **Article 46** (art. L. 531-5, L. 531-6 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale ; art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales ; art. 8 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - Effets de l'abaissement de l'instruction obligatoire à trois ans sur le CMG et l'allocation de rentrée scolaire et recours au tiers payant pour le CMG « structure ») : p. 15715 - **Article additionnel après l'article 47 - Amendement n° 408 rectifié** (Consultation de spécialistes dans le parcours de soins sur prescription d'une sage-femme) : p. 15719 p. 15720 - **Article 54** (Dotation au FIVA, au FCAATA et transfert en compensation de la sous-déclaration AT-MP) : p. 15730 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendements n° 387 rectifié et n° 558** (Élargissement du champ de compétences de la commission d'évaluation de la sous-reconnaissance des maladies professionnelles aux pathologies psychiques) : p. 15731 - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 474 rectifié** (Indemnisation des préjudices liés à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques) : p. 15736

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2018) : p. 17495 - **État B** : p. 17500

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17898 - **Travail et emploi - État B** : p. 17905 p. 17906 p. 17908 p. 17912 p. 17914

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-282** (*Dotation de solidarité urbaine - Rééquilibrage*) : p. 17976

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21477

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Prime*

exceptionnelle de pouvoir d'achat) : p. 21660 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 131-8 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Taux de CSG applicable aux revenus de remplacement*) : p. 21667

FESNEAU (Marc)
*ministre auprès du Premier ministre,
chargé des relations avec le Parlement
(à partir du 16 octobre 2018)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations avec l'Arabie saoudite (affaire Khashoggi)** - (25 octobre 2018) : p. 14724

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (25 octobre 2018) : p. 14729

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage et les chômeurs longue durée** - (30 octobre 2018) : p. 14813 p. 14814

- **Débat sur la ruralité, une chance pour la France** - (21 novembre 2018) : p. 16559 p. 16560

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le logement** - (22 novembre 2018) : p. 16648

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut de l'élu** - (22 novembre 2018) : p. 16651

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut des maires** - (22 novembre 2018) : p. 16652

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les gilets jaunes** - (22 novembre 2018) : p. 16652 p. 16653

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation de la taxe d'habitation pour les communes** - (22 novembre 2018) : p. 16654

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dialogue entre les élus locaux et le gouvernement** - (22 novembre 2018) : p. 16656

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés des élus locaux** - (22 novembre 2018) : p. 16657

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17880 p. 17881 - **Direction de l'action du Gouvernement - État B** : p. 17883 p. 17886 p. 17888 - **Article additionnel après l'article 74 septies - Amendements n° II-501 et n° II-507** (*Indemnisation de victimes des essais nucléaire (CIVEN)*) : p. 17889

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les propositions du Sénat en matière budgétaire** - (13 décembre 2018) : p. 21528 p. 21529

FICHET (Jean-Luc)
*sénateur (Finistère)
SOCR*

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (19 juin 2018).

Membre suppléant du Conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 17 janvier 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 avril 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des lois : Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité [n° 436 (2017-2018)] (18 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Martin Vanier, géographe, professeur à l'École d'Urbanisme de Paris.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Véronique Blanchard, historienne, spécialiste de la justice des mineurs, ancienne éducatrice, enseignante à l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

(*MI Développement de l'herboristerie*) : Réunion constitutive.

(*commission des lois*) : Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de M. Jean Maison, négociant-herboriste, fondateur du Comptoir d'Herboristerie, M. Michel Pierre, herboriste, directeur de l'Herboristerie du Palais Royal et président du syndicat Synaplante, M. Thierry Thévenin, producteur-cueilleur de plantes médicinales, herboriste et botaniste, porte-parole du syndicat des Simples.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition de M. Jacques Fleurentin, docteur ès sciences pharmaceutiques, maître de conférences à l'université de Metz, président de la Société française d'ethnopharmacologie et de M. Cyril Coulard, pharmacien herboriste, titulaire de l'Herboristerie du Père Blaize.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de M. Thomas Echantillac pour l'Association française des cueilleurs (AFC), Mme Catherine Segretain pour le Mouvement d'agriculture biodynamique (MABD), M. Vincent Segretain pour la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB), Mme Nadine Leduc pour le Comité des plantes aromatiques et médicinales (CPPARM), un représentant de PPAM de France.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : L'avenir des relations entre les générations : démocratie, patrimoine, emploi.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition conjointe de MM. Gilles Bonnefond, président de l'union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO) et David Pérard, président de la commission Communication de la fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF).

Audition de M. Jean-Louis Beaudeau, doyen de la Faculté de pharmacie de Paris.

Audition de Mme Christelle Chapeuil, directrice générale des laboratoires Juva Santé et présidente du syndicat Synadiet (syndicat national des compléments alimentaires).

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération CFDT, organisation professionnelle de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Sophie Hatt, ancienne cheffe du groupe de sécurité de la présidence de la République, directrice des services actifs de la police nationale, directrice de la coopération internationale au ministère de l'intérieur.

Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat (DGEC) au Ministère de la Transition écologique et solidaire, directeur de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC).

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des funérailles républicaines - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la sécurisation du financement du monde associatif** - (16 janvier 2018) : p. 26 p. 27

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 653 - **Article 9** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 680 p. 681

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux** - (15 février 2018) : p. 1532 p. 1533

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5203 p. 5208 p. 5209

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 12 quinquies** (*art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral*) : p. 10932 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 990 rectifié ter** (*Installation d'éoliennes sur des territoires de taille réduite*) : p. 10950

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13448

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 17** (*art. 486, 503, 511, 512, 513, 513-1 [nouveau], 514 du code civil - Réforme des modalités d'inventaire et de contrôle des comptes de gestion des personnes protégées*) : p. 13543 - **Article 34** (*art. 85, 86, 392-1, 706-104 [nouveau] et 706-24-2 [abrogé] du code de procédure pénale - Continuité des actes d'enquête lors de la saisine du juge d'instruction et recevabilité des plaintes avec constitution de partie civile*) : p. 13624

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 38** (*art. 41-1, 41-1-1 [abrogé], 41-2, 41-3-1 [nouveau], 495-8 et 495-11 [nouveaux] du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites, à la composition pénale et à la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité*) : p. 13652 p. 13653

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019)**.

- **Question orale sans débat sur les relations entre les entreprises et les services de l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales** - (23 octobre 2018) : p. 14049 p. 14050

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14094 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14109

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (6 décembre 2018) : p. 18159 p. 18160

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21429 - **Article unique** : p. 21437 p. 21441

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rétablissement de l'ISF** - (18 décembre 2018) : p. 21590

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la préparation du débat national** - (18 décembre 2018) : p. 21597

FILLEUL (Martine)
sénatrice (Nord)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 21 septembre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprises dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Françoise Thébaud, historienne, professeure émérite à l'université d'Avignon.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, ouverte aux membres de la commission des finances).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable).

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Eric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde avec UNICEF France.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Marie-France Bellin, candidate pressentie pour exercer les fonctions de Président du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des Sports.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Table ronde sur la compétitivité des ports maritimes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5199

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 22 rectifié** (Lutte contre l'impunité des agresseurs sexuels) : p. 9123

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 25 rectifié** (Enregistrement audiovisuel des auditions de victimes d'infractions sexuelles) : p. 9177 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 37 rectifié** (Droit à l'intimité des victimes témoignant d'une infraction sexuelle) : p. 9194

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 8** (art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage) : p. 9540

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-

3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexes, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11195 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11236 p. 11237

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54** (art. L. 303-2 [nouveau] et L. 304-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 751-1-1 et L. 751-1-12 [nouveaux] et L. 752-2 du code de commerce - Opérations de revitalisation de territoire) : p. 11506 - **Article 55 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 de la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes - Tarification sociale de l'eau) : p. 11576 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 644**, (Signalement en raison du danger qui pèse sur la santé ou la sécurité des occupants - Délai de transmission du rapport) : p. 11598

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Délais de dépôt du dossier d'information du maire préalablement à l'installation ou à la modification d'une installation radioélectrique) : p. 11637

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13361

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Ascoval et la politique industrielle** - (25 octobre 2018) : p. 14727

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17606 p. 17631

FLESSEL (Laura)
ministre des sports
(jusqu'au 4 septembre 2018)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 263 (2017-2018)]** - (6 février 2018) - **Discussion générale** : p. 924 p. 940 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Reconnaissance de la qualité d'organisateur des Jeux Olympiques et Paralympiques

au comité d'organisation, au Comité international olympique et au Comité international paralympique - Conséquences en matière de droits d'exploitation et de commercialisation) : p. 959 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement 19 rectifié bis** (Parité au sein du Comité national olympique et sportif français) : p. 960 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 20 rectifié bis** (Parité au sein des différentes instances consultatives) : p. 961 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4**, (Rapport au Parlement - Facteurs d'inégalités d'accès à l'activité sportive) : p. 962 - **Article 2** (art. L. 141-5 et L. 141-7 du code du sport - Extension et sécurisation du domaine de protection de la propriété intellectuelle olympique et paralympique) : p. 963 p. 964 - **Article 3** (Dérogation générale aux interdictions et restrictions en matière d'affichage et de pavoisement au profit des couleurs olympiques et paralympiques) : p. 966 p. 967 p. 968 - **Article 4 (Texte non**

modifié par la commission (*Dérogations aux interdictions et restrictions en matière d'affichage publicitaire dans le périmètre et aux abords des sites olympiques et paralympiques*) : p. 969 p. 970 p. 971 p. 972 - **Article additionnel après l'article 5 ter - Amendement n° 13** (*Respect de la Charte sociale Paris 2024 du 23 mars 2017*) : p. 973 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances sur l'organisation de l'Agence française de lutte contre le dopage et l'adaptation de la loi au code mondial antidopage*) : p. 987 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 25** (*Lutte contre les manipulations des compétitions sportives*) : p. 987 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 37 rectifié bis** (*Plateforme de lutte contre les manipulations des compétitions sportives*) : p. 988 - **Article 17** (*art. 11 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Lutte contre les conflits d'intérêts dans l'organisation, en France, d'événements sportifs internationaux*) : p. 989 - **Article 17 bis** (*Rapport au Parlement - Rémunérations et comité d'éthique du comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques*) : p. 990 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 29 rectifié bis** (*Rapport au Parlement - Avancement de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024*) : p. 991 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 18 rectifié bis** (*Rapport au Parlement - Impact environnemental des jeux Olympiques et Paralympiques*) : p. 992

- **Question orale sans débat sur l'exploitation commerciale de l'image d'un sportif** - (6 mars 2018) : p. 1888

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Commission mixte paritaire [n° 313 (2017-2018)]** - (15 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2374 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2388

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3164

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du Centre national pour le développement du sport** - (5 avril 2018) : p. 3460

- **Question orale sans débat sur le financement du sport** - (19 juin 2018) : p. 6197

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation dans les clubs sportifs** - (19 juillet 2018) : p. 11054 p. 11055

FORISSIER (Michel)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance le 17 janvier 2018 ; puis vice-président du 24 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (14 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (13 juillet 2018).

Membre titulaire du Comité de bassin Rhône-Méditerranée.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés le 14 mars 2018 ; puis vice-président du 21 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 583 (2017-2018)] - **Rapport [n° 609 tome 1 (2017-2018)]** (27 juin 2018) - **Société - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 583 (2017-2018)] - **Tableau comparatif [n° 609 tome 2 (2017-2018)]** (27 juin 2018) - **Société - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 692 (2017-2018)] pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 693 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Travail et emploi [n° 150 tome 8 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Travail**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate à son renouvellement à la direction générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*GT préfigurant CS Société de confiance*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rapport de la Cour des comptes relatif à la prise en charge de l'autisme - Audition de M. Patrick Lefas, président de chambre maintenu.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution.

(*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition conjointe des organisations syndicales de la fonction publique.

Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'État.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement de la délégation en Savoie le 12 février 2018.

État d'avancement des travaux du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de

confiance - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les Outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président d'honneur du comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR), et de Mme Yannick Moreau, présidente du Comité de suivi des retraites (CSR).

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire - Suite des conclusions à l'issue des auditions.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Véronique Blanchard, historienne, spécialiste de la justice des mineurs, ancienne éducatrice, enseignante à l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse.

(*commission des affaires sociales*) : Politiques de lutte contre la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy de l'INSEE et de Mme Hélène Périvier de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

Audition de Mme Anne Berard, adjointe au directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice.

(*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de MM. Bruno Coquet et Stéphane Carcillo.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde « Formation professionnelle ».

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de M. Bertrand Martinot, directeur général adjoint des services de la région Ile-de-France chargé du développement économique, de l'emploi et de la formation et de Mme Anne-Valérie Aujames et M. Alain Bao, représentants de la Fédération nationale des associations régionales de directeurs de centres de formation d'apprentis (Fnadir).

Réformes du marché du travail en Italie - Communication de M. Yves Daudigny.

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées - Procédure de législation en commission (Articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - table ronde des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Michel Forissier et Mme Catherine Fournier sur les dispositions intéressant les entreprises du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Perspectives financières de l'assurance chômage 2018-2021 - Audition de Mme Patricia Ferrand, présidente, M. Jean-Michel Pottier, vice-président, et M. Vincent Destival, directeur général de l'Unédic.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Table ronde des organisations représentatives des salariés autour de M. Philippe Debruyne, secrétaire confédéral chargé des questions de formation professionnelle et Mme Chantal Richard, secrétaire confédérale chargée des questions d'assurance chômage de la CFDT, MM. Eric Courpotin, Maxime Dumont, Mme Aline Mougnot et M. Michel Charbonnier de la CFTC, M. Jean-François Foucard, secrétaire national en charge de l'emploi et de la formation, et Mme Laurence Matthys, responsable du service juridique, de la CFE CGC, MM. Denis Gravouil et Lionel Lerogeron, membres de la direction confédérale de la CGT et Mme Karen Gournay, secrétaire confédérale de FO.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Transposition en droit interne d'actes législatifs européens applicables aux entreprises : rapport d'information de M. René Danesi (en commun avec la délégation aux entreprises).

(*Délégation aux entreprises*) : Économie, finances et fiscalité - Transposition en droit interne d'actes législatifs européens applicables aux entreprises : rapport d'information de M. René Danesi (en commun avec la commission des affaires européennes).

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 16 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, des déplacements de la délégation à Bruxelles, le 26 octobre 2018, et Berlin, le 19 novembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Article 4** (art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - *Adaptation du cadre juridique du comité social et économique*) : p. 204

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3482 - **Article unique** : p. 3483

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9422

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 7** (art. L. 6211-1, L. 6211-4, L. 6221-2, L. 6222-22-1, L. 6224-1, L. 6224-2 à L. 6224-8, L. 6227-11 et L. 6227-12 du code du travail - *Simplification des conditions de conclusion d'un contrat d'apprentissage*) : p. 9530 p. 9531 p. 9533 p. 9534 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 434** (*Formation par apprentissage au sein d'ateliers en établissement pénitentiaire - Expérimentation*) : p. 9535 - **Article 8** (art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la

sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage) : p. 9539 p. 9540 p. 9541 p. 9542 p. 9543 p. 9544 p. 9545 p. 9546 p. 9547 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 459** (Apprentissage - Attribution d'une prime au maître d'apprentissage) : p. 9548 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 460** (Apprentissage - Prise en charge de la moitié des frais de transport collectif) : p. 9549 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 621** (Apprentissage - Module de formation sur le « savoir-être ») : p. 9550 - **Article 8 bis** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Création d'une classe de troisième dite « prépa-métiers ») : p. 9551 p. 9552 - **Article 8 ter** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 4153-6 du code du travail et L. 3336-4 du code de la santé publique - Travail des mineurs au sein de débits de boissons à consommer sur place) : p. 9553 - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveaux], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9555 p. 9556 p. 9558 - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9563 p. 9567 p. 9569 p. 9570 p. 9571 p. 9572 p. 9573 p. 9574 p. 9575 p. 9576 p. 9577 p. 9578 p. 9579 p. 9580 p. 9581 p. 9582 p. 9584 p. 9585 p. 9586 p. 9587 p. 9588 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 17 rectifié quater** (Stages d'observation en milieu professionnel - Jeunes de moins de quatorze ans) : p. 9589 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 108 rectifié bis** (Périodes d'observation en milieu professionnel - Étudiants) : p. 9589 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 140 rectifié bis** (Centres de formation d'apprentis et établissements de l'enseignement supérieur - Conventions pour l'aménagement de doubles cursus) : p. 9590 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 16 rectifié ter et n° 530 rectifié** (Possibilité d'enseignements à distance pour les établissements d'enseignement supérieur privés) : p. 9591 - **Article 10 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 335-6-1 [nouveau] du code de l'éducation - Campus des métiers et des qualifications) : p. 9592 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 154** (Promotion des filières d'apprentissage) : p. 9593 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 319** (Création de filières techniques et technologiques dans les établissements français à l'étranger) : p. 9594 p. 9595 - **Article 10 ter** (supprimé) (Remise au Parlement d'un rapport annuel sur les politiques régionales de lutte contre l'illettrisme) : p. 9595 - **Article 10 quater** (supprimé) (Remise au Parlement d'un rapport sur la situation et les perspectives des centres d'information et d'orientation) : p. 9596 - **Article 10 quinquies** (nouveau) (Formation continue des enseignants aux filières de formation, aux métiers et au monde économique et professionnel) : p. 9597 - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis) : p. 9602 p. 9603 p. 9604 p. 9606 p. 9607 p. 9609 p. 9610 p. 9611 - **Article 11 bis A** (Écoles de production) : p. 9613 - **Article 11 bis** (art. L. 711-1 du code de l'éducation - Valorisation de l'offre de formation continue et d'apprentissage dans les établissements publics d'enseignement supérieur) : p. 9614 - **Article 12** (art. L. 6222-38, L. 6243-1 et L. 6243-1-1 du code du travail ; art. 244 quater G du code général de impôts - Aide unique aux employeurs d'apprentis) : p. 9615 p. 9616 p. 9617 p. 9618 p. 9619 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 266 rectifié bis** (Cotisation et contribution sociales - Exonérations pour l'embauche du premier apprenti) : p. 9619 - **Article 13**

(art. L. 5132-3, L. 6324-1, L. 6324-2, L. 6324-5 à L. 6324-9, L. 6325-4, L. 6325-11 L. 6325-14-1, L. 6325-24, L. 6325-25 [nouveau], L. 6326-2, L. 6326-3 et L. 6326-4 du code du travail - Contrats de professionnalisation, périodes de professionnalisation et préparation opérationnelle à l'emploi) : p. 9621 p. 9623 p. 9624 p. 9625 p. 9626

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 14** (art. L. 6113-1 à L. 6113-10 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 335-6 du code de l'éducation - Nouvelle organisation de la certification professionnelle) : p. 9645 p. 9646 p. 9647 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 69** (Réglementation de la dénomination d'architecte d'intérieur) : p. 9648 - **Article additionnel avant l'article 15 - Amendement n° 31 rectifié** (Négociations relatives aux salariés proches aidants) : p. 9650 - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9654 p. 9655 p. 9662 p. 9663 p. 9664 p. 9665 p. 9666 p. 9667 p. 9668 p. 9669 p. 9670 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 313, n° 559 rectifié bis, n° 578 rectifié et n° 712 rectifié** (Copilotage de l'apprentissage par les régions et les branches professionnelles) : p. 9672 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 602** (Caisse des dépôts et consignations - Gestion des appels à projets dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences) : p. 9674 - **Article 16** (art. L. 2271-1, L. 2272-1, L. 2272-2, L. 6123-3 à L. 6123-7 et L. 6123-8, L. 6123-8-1, L. 6123-8-2, L. 6123-9, L. 6123-10, L. 6123-11, L. 6123-12 et L. 6123-13 [nouveaux] du code du travail - Réforme de la gouvernance du système de formation professionnelle et création de France compétences) : p. 9737 p. 9739 p. 9742 p. 9743 p. 9744 p. 9745 p. 9747 p. 9748 p. 9749 - **Article 21** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 6361-1 à L. 6361-4, L. 6362-1 à L. 6362-6, L. 6362-6-1 [nouveau], L. 6362-6-2 [nouveau], L. 6362-7, L. 6362-7-2, L. 6362-8, L. 6362-10 et L. 6362-11 du code du travail - Contrôle administratif et financier de l'État sur les actions de formation professionnelle) : p. 9785 - **Article 22** (art. L. 6521-3, L. 6523-1, L. 6523-2, L. 6523-5-3, L. 6523-6-1 à L. 6523-6-3, L. 6523-7 et L. 6524-1 du code du travail - Mesures de coordination pour l'application outre-mer des dispositions relatives à la formation professionnelle) : p. 9787 - **Article 24** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1243-9, L. 1442-2, L. 1453-7, L. 3142-44, L. 3341-3, L. 4141-4, L. 4153-6, L. 6112-4, L. 6121-2, L. 6313-11 et L. 6325-6-2 du code du travail ; art. L. 212-1 du code du sport ; art. L. 3336-4 du code de la santé publique - Mesures de coordination juridique) : p. 9788 p. 9789 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 626** (Surcoûts de formations pour les personnes issues des territoires ultramarins - Rapport d'information) : p. 9789 - **Article 25** (Texte non modifié par la commission) (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la formation professionnelle et à l'apprentissage) : p. 9790 - **Article 25 bis A** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 211-5 du code du sport - Allongement de la durée du premier contrat professionnel d'un jeune sportif passé par un centre de formation) : p. 9791 - **Article additionnel après l'article 25 bis A - Amendements n° 127 rectifié ter et n° 625** (Extension du statut de CFA aux centres de formation de sportifs) : p. 9792 - **Article additionnel après l'article 25 bis A - Amendement n° 425 rectifié bis** (Rapport sur l'opportunité de rendre éligible au statut de CFA les centres de formation des sportifs) : p. 9793 - **Article additionnel après l'article 25 bis A - Amendements n° 427 rectifié ter et n° 426 rectifié ter** (Convention cadre avec l'État - Contrats professionnels ou d'apprentissage) : p. 9794

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9966

- **Nouvelle lecture [n° 692 (2017-2018)]** - (30 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13185

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15367

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17892

FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRCE

Démissionnaire le 31 mai 2018.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 31 mai 2018.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre du Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° 347 (2017-2018)] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'élégage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective : Mettre les nouvelles mobilités au service de tous les territoires [n° 117 (2018-2019)] (8 novembre 2018) - **Société - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 621 (2017-2018)] relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 161 (2018-2019)] (28 novembre 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Sécurité routière - Création d'un groupe de travail.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

(*commission des lois*) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement

durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine de Kersauson, Présidente de la 2ème Chambre de la Cour des Comptes, sur la Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Chantal Jouanno, candidate proposée aux fonctions de Présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Questions diverses.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition M. Christophe Béchu, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures des transports de France.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Pollution de l'air - Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de la ville de Paris.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition du Dr Serge Hefez, psychiatre.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur la gestion et le stockage des déchets radioactifs, autour de M. Pierre-Franck Chevet, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire, M. Jean-Christophe Niel, Directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, M. Pierre-Marie Abadie, Directeur général de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, M. Jean-Claude Delalonde, Président de l'Association nationale des comités et commissions locales d'information, Mme Manon Besnard, chargée d'études à l'agence d'information WISE-Paris.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Point d'étape sur le rapport « avenir des relations entre les générations ».

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

(*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Débat sur les mobilités urbaines à l'heure du vélo et des nouveaux engins de déplacement personnel.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport d'information sur les nouvelles mobilités.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : 41

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 90 p. 91

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 781

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 199 (2017-2018)]** - (15 février 2018) - **Article 2** (*Modifications des dispositions introduites dans le code de l'environnement par les ordonnances n° 2016-1058 et 2016-1060*) : p. 1526

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits des propriétaires et locataires contre les occupations illégales** - (15 février 2018) : p. 1527 p. 1528

- **Débat sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (20 février 2018) : p. 1612

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1922

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3388 p. 3390 p. 3395

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique d'aménagement et d'équilibre des territoires** - (19 avril 2018) : p. 4117

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4230

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4681 - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4695 p. 4696 p. 4698 p. 4703

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4944 p. 4945 p. 4946 p. 4950 p. 4964 - **Article 1er B (nouveau)** (*Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié*) : p. 4972 - **Article 1er** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réformer le groupe public ferroviaire et le régime juridique des personnels*) : p. 4989 p. 4992 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 21 rectifié quinquies** (*Prérogatives de gestion domaniale de SNCF Mobilités - Suppression*) : p. 4994

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 17 rectifié quinquies** (*Rapport du Haut Comité du système de transport ferroviaire sur la situation du système ferroviaire national*) : p. 5049

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5193

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5204 p. 5206 p. 5208 p. 5209 p. 5212 p. 5214 p. 5216 p. 5217 p. 5218 p. 5220

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5801

- **Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 536 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5815

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 495 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5968 p. 5969

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14

juin 2018) - **Article 1er** (Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER ») : p. 5989 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 10 rectifié bis, n° 8 rectifié bis, n° 7 rectifié bis, n° 9 rectifié bis, n° 6 rectifié bis et n° 11 rectifié bis** (Locations saisonnières - Micro-entrepreneurs - Abattement d'impôt; Rénovation de logement ancien - Crédit d'impôt; intérêts des prêts contractés pour l'acquisition d'un logement - Crédit d'impôt; Bailleurs sociaux - Rénovation d'immeubles anciens - Crédit d'impôt; Acquisition d'immeubles anciens - Exonération de droits de mutations à titre onéreux (DMTO); Location de résidence principale - Limitation à six mois) : p. 6034 - **Article 5** (art. L. 1111-11 et L. 1511-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 1435-5-6 [nouveau] du code de la santé publique et article 27-3 [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Maintien des services publics dans les centres-villes) : p. 6036 - **Article 6** (Expérimentation tendant à déroger à l'application de certaines normes dans les périmètres des opérations OSER) : p. 6038 - **Article 9** (section II du chapitre IV du titre Ier de la première partie du livre Ier du code général des impôts - Accompagnement de la modernisation des artisans et commerçants de détail - Crédit d'impôt formation au commerce numérique) : p. 6049 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 41** (Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Exonération de cotisations sociales aux entreprises) : p. 6053 - **Article 13** (art. L. 751-2 du code de commerce - Modifier la composition des CDAC pour mieux représenter le tissu économique) : p. 6055 - **Article 16** (art. L. 752-23 du code de commerce - Garantir le respect des décisions des CDAC et sanctionner les cas d'exploitation illicite en permettant à des personnels municipaux habilités de les constater) : p. 6058 - **Article 21 (supprimé)** (Instituer des moratoires locaux d'implantation de nouvelles activités commerciales dans des zones en difficulté) : p. 6062 - **Article 26** (section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Institution d'une contribution pour la lutte contre l'artificialisation des terres) : p. 6067 p. 6068 - **Article 27** (section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER ») : p. 6069 p. 6070 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 45** (Réforme de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)- Rapport au Parlement) : p. 6075 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6078

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'effondrement du marché des moteurs diesel** - (5 juillet 2018) : p. 9202

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Article 63 (supprimé)** (art. 51 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Réforme de la disponibilité des fonctionnaires d'État) : p. 9953 p. 9955 - **Article additionnel après l'article 65 quater - Amendement n° 65 quater** (Concours internes - Ouverture aux agents contractuels de droit local) : p. 9959 - **Article 66 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour adapter la présente loi aux outre-mer) : p. 9960 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9965

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement) : p. 10824 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-2 du code de l'environnement, art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition par voie électronique des études d'impact environnemental relatives aux projets de zones d'aménagement concerté et organisation de la participation du public par voie électronique) : p. 10837 -

Article 5 (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10844 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 139 et n° 613** (Bâtiments publics vacants - Mobilisation) : p. 10884 p. 10885 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10901

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 quater - Amendement n° 276 rectifié bis** (CDPENAF - Maire - Voix délibérative) : p. 10928 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 374 rectifié ter** (Distance minimale entre les éoliennes et les habitations) : p. 10951 p. 10952 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater** (Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations) : p. 10952 p. 10953 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 373 rectifié ter** (Avis conforme de l'architecte des bâtiments de France) : p. 10955 p. 10956 - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre) : p. 10985 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 371 rectifié bis** (Liste de travaux définie par décret en Conseil d'État dont la réalisation n'affecte pas de manière substantielle l'aspect du bâtiment - Avis consultatif de l'architecte des Bâtiments de France) : p. 11001 p. 11002

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres) : p. 11083 p. 11084 - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-3-2 du code de la construction et de l'habitation - Hausse du seuil de recours à la cotraitance) : p. 11103 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11135

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11207 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 375 rectifié bis** (SEM locales - Détention de parts par le département) : p. 11250

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 40** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 714-1 [nouveau], L. 722-5 et L. 722-16 du code de la consommation - Conciliation des procédures de surendettement et de résiliation du bail) : p. 11332 - **Article 40 bis A (nouveau)** (art. L. 412-1 du code des procédures civiles d'exécution et art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification

de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Raccourcissement des délais de la procédure d'expulsion*) : p. 11334 - **Article 43** (art. L. 313-4, L. 313-9, L. 313-11, L. 313-11-2 [nouveau], L. 313-14-1, L. 314-7, L. 315-12, L. 315-15, L. 345-2-4 et L. 301-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Modification du pilotage du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement destiné aux personnes sans-domicile ou éprouvant des difficultés à se loger*) : p. 11340 - **Article 48** (art. 3, 16, 17, 17-2 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et article L. 631-5 du code de la construction et de l'habitation - *Conditions de délivrance de l'agrément aux observatoires locaux des loyers - Suppression du dispositif d'encadrement des loyers dans le code de la construction et de l'habitation*) : p. 11359 - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - *Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions*) : p. 11375 p. 11383 p. 11389

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 230** (*Victimes d'acte de terrorisme - Simplification du parcours procédural*) : p. 13582 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - *Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation*) : p. 13587

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité verte** - (30 octobre 2018) : p. 14812

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'information sur les modes d'abattage des animaux** - (30 octobre 2018) : p. 14815

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15084

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité des carburants** - (8 novembre 2018) : p. 15105

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - *Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs*) : p. 15388 p. 15398

- **Question orale sans débat sur le malaise des élus locaux** - (20 novembre 2018) : p. 15819 p. 15820

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17726 - **État B** : p. 17740 p. 17752

Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2018) : p. 17763 - **Article 78** (*Renforcement de la mobilité étudiante*) : p. 17783 - **Article additionnel après l'article 78 - Amendement n° II-539** (*Annexe budgétaire - Lutte contre le cancer pédiatrique - Financement de la recherche fondamentale*) : p. 17784

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17896 p. 17897 - **Travail et emploi - État B** : p. 17906 p. 17913 p. 17915

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21459 p. 21463 p. 21464 p. 21468

- Rapporteur : p. 21469 - **Article unique** : p. 21471 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 1 rectifié bis** (*Service minimum - Astreinte de 50 % de l'effectif opérationnel*) : p. 21472 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 3 rectifié** (*Programmes de modernisation des outils de contrôle de la navigation aérienne - État d'avancement - Rapport au Parlement*) : p. 21473 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 21473

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21653 p. 21654 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21675

FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompier volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 360 (2017-2018)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif aux services aériens [n° 585 (2017-2018)] (20 juin 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le fonds de soutien au développement des activités périscolaires** - (16 janvier 2018) : p. 20 p. 21

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel** [n° 610 (2017-2018)] - (10 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9462 p. 9463

- **Débat sur la politique industrielle et l'avenir de notre industrie** - (3 octobre 2018) : p. 13406

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17934

FOURNIER (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises ; puis membre le 10 octobre 2018 ; puis présidente le 11 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant ordonnances renforcement dialogue social (24 janvier 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (13 juillet 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 583 (2017-2018)] - Rapport [n° 609 tome 1 (2017-2018)] (27 juin 2018) - **Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 583 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 609 tome 2 (2017-2018)] (27 juin 2018) - **Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 665 (2017-2018)] (16 juillet 2018) - **Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 692 (2017-2018)] pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 693 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu de Madame Anne-Catherine Loisier, sénatrice de la Côte-d'Or, sur le déplacement de la délégation en Côte-d'Or le 15 décembre 2017.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre-Louis Bras, président du Conseil d'orientation des retraites (COR), et de Mme Yannick Moreau, présidente du Comité de suivi des retraites (CSR).

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Accompagnement du cycle de vie des entreprises - Rapport d'information de M. Olivier Cadic.

Bilan de la Journée des entreprises au Sénat le 29 mars 2018.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Application de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur et M. Alain Gubian, directeur financier de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss).

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de MM. Bruno Coquet et Stéphane Carcillo.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde « Formation professionnelle ».

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de M. Bertrand Martinot, directeur général adjoint des services de la région Ile-de-France chargé du développement économique, de l'emploi et de la formation et de

Mme Anne-Valérie Aujames et M. Alain Bao, représentants de la Fédération nationale des associations régionales de directeurs de centres de formation d'apprentis (Fnadir).

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - table ronde des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Michel Forissier et Mme Catherine Fournier sur les dispositions intéressant les entreprises du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Table ronde des organisations représentatives des salariés autour de M. Philippe Debruyne, secrétaire confédéral chargé des questions de formation professionnelle et Mme Chantal Richard, secrétaire confédérale chargée des questions d'assurance chômage de la CFDT, MM. Éric Courpotin, Maxime Dumont, Mme Aline Mougenot et M. Michel Charbonnier de la CFTC, M. Jean-François Foucard, secrétaire national en charge de l'emploi et de la formation, et Mme Laurence Matthys, responsable du service juridique, de la CFE CGC, MM. Denis Gravouil et Lionel Lerogeron, membres de la direction confédérale de la CGT et Mme Karen Gournay, secrétaire confédérale de FO.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 16 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Constitution du bureau.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du groupe Michelin.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de MM. Pierre Cahuc, professeur d'économie à Sciences Po, Christian Saint-Étienne, titulaire de la chaire d'économie industrielle au CNAM et Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes.

Table ronde consacrée aux privatisations réunissant MM. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, Emmanuel de Rohan Chabot, président de l'association française des jeux en ligne (FJEL), François Ecalte, président de FIPECO et Yves Crozet, économiste des transports.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, des déplacements de la délégation à Bruxelles, le 26 octobre 2018, et

Berlin, le 19 novembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du vendredi 21 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 135

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2018) - **Article 4** (*art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - Adaptation du cadre juridique du comité social et économique*) : p. 227 - **Article 6** (*art. L. 1222-9, L. 1233-3, L. 1235-3, L. 1235-3-2, L. 1236-9, L. 1237-18, L. 1237-19-1, L. 1237-19-2, L. 1237-19-3, L. 1237-19-6, L. 4624-7 et L. 8241-3 du code du travail ; art. 1er de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail - Modification des règles issues de l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail*) : p. 270 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 299

- **Commission mixte paritaire [n° 265 (2017-2018)]** - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1477

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 400** (*Procédure de demande d'asile - Possibilité d'utiliser la langue officielle du pays d'origine*) : p. 6378

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Article 1er** (*art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation*) : p. 9460 p. 9462 p. 9462 p. 9463 p. 9464 p. 9465 p. 9466 p. 9467 p. 9468 p. 9469 p. 9470 p. 9471 p. 9472 p. 9473 p. 9474 p. 9475 p. 9476 p. 9477 p. 9478 p. 9478 p. 9479 p. 9480 p. 9481 p. 9482 p. 9483 p. 9484 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 446 et n° 375** (*Instauration d'un crédit d'impôt formation pour les actifs*) : p. 9485 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 376 rectifié** (*Crédit d'impôt formation collectivités visées à l'art. 73 de la Constitution*) : p. 9486 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 620 rectifié** (*Frais de formation des salariés - Élément amortissable en dépense déduite des résultats*) : p. 9487 - **Article 2** (*art. L. 5151-2, L. 5151-4, L. 5151-9, L. 5151-10 et L. 5151-11 du code du travail - Mesures de coordination relatives au compte personnel d'activité et au compte d'engagement citoyen*) : p. 9488 p. 9489 - **Article**

additionnel après l'article 2 - Amendement n° 655 (Suppression de l'obligation de mise à disposition des bulletins de paie sur la plateforme du CPA) : p. 9490 - **Article 3** (art. L. 6111-6 et L. 6111-6-1 [nouveau] du code du travail - Réforme du conseil en évolution professionnelle) : p. 9491 p. 9492 p. 9493 p. 9494 p. 9495 - **Article 4** (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences) : p. 9498 p. 9499 p. 9500 p. 9501 p. 9502

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) : p. 9517 - **Article 4 bis (supprimé)** (art. L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles - Éligibilité à la VAE des activités effectuées au sein d'un organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires) : p. 9518 - **Article 5** (art. L. 6316-1 et L. 6316-2 à L. 6316-5 [nouveaux] du code du travail - Qualité des actions de formation) : p. 9520 p. 9521 p. 9522 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 433** (Agrément des organismes délivrant des formations professionnelles maritimes) : p. 9523 - **Article 6** (art. L. 2312-26, L. 6312-1, L. 6315-1, L. 6321-2, L. 6321-6 à L. 6321-16 du code du travail - Plan de développement des compétences et aménagement du régime de l'entretien professionnel) : p. 9524 p. 9525 p. 9526 p. 9527 p. 9528

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 17** (art. L. 6131-1 à L. 6131-3 [nouveaux], L. 6241-2 à L. 6241-12 et L. 6331-1 à L. 6331-8 du code du travail, art. 44 quaterdecies, 231 bis T, 235 ter C à 235 ter KM, 237 quinquies, 1599 ter C, 1678 quinquies, 1679 bis B du code général des impôts, art. L. 361-5 du code de l'éducation, art. L. 3414-5 du code de la défense, art. L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 716-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 20 de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, art. 76 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et art. 38 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - Réforme du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage) : p. 9754 p. 9755 p. 9756 p. 9757 p. 9758 p. 9759 p. 9760 p. 9761 p. 9762 - **Article 18** (art. L. 6331-38, L. 6331-41, L. 6331-46, L. 6331-55, L. 6331-56, L. 6331-60, L. 6331-63, L. 6331-64, L. 6331-69, L. 6331-70 (nouveau) du code du travail, art. 41 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Régimes particuliers de contribution au développement de la formation professionnelle) : p. 9764 -

Article 19 (art. L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3, L. 6332-2, L. 6332-2-1, L. 6332-3, L. 6332-3-1 à L. 6332-4, L. 6332-6, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16, L. 6332-16-1, L. 6332-17, L. 6332-17-1 du code du travail - Transformation des organismes paritaires collecteurs agréés en opérateurs de compétences) : p. 9769 p. 9770 p. 9771 p. 9772 p. 9773 p. 9774 p. 9776 p. 9777 p. 9778 p. 9779 p. 9780 p. 9781 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 624** (Transports - Convention entre opérateur de compétences et organisme de formation professionnelle) : p. 9781 - **Article 20** (Habilitation à confier par ordonnances le recouvrement des contributions des employeurs au financement de la formation professionnelle aux URSSAF) : p. 9782 p. 9783

- **Nouvelle lecture [n° 692 (2017-2018)]** - (30 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13189 p. 13190

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le corridor mer du Nord-Méditerranée** - (2 octobre 2018) : p. 13337

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 4 rectifié quater** (Poursuite des opérations policières et judiciaires - Droit à l'information - Langue) : p. 13604

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14853

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15271

- **Nouvelle lecture [n° 163 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 17193 p. 17194

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006** (Relance de la trufficulture) : p. 17200

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de
France (Série 2))
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (31 janvier 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (19 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la composition du conseil d'administration de Business France [n° 389 (2017-2018)] (29 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 388 (2017-2018)] relative à la protection du secret des affaires [n° 419 (2017-2018)] (11 avril 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires [n° 505 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne.**

Proposition de loi visant à faciliter la prise de garanties immobilières [n° 534 (2017-2018)] (1er juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 623 (2017-2018)] relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 667 (2017-2018)] (17 juillet 2018) - **Culture - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 629 (2017-2018)] relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 668 (2017-2018)] (17 juillet 2018) - **Culture - Société.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 30 (2018-2019)] relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 53 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Culture - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 29 (2018-2019)] relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 54 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 57 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres des instances représentatives des Français établis hors de France [n° 120 (2018-2019)] (13 novembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Angel Tcholakov, ambassadeur de Bulgarie en France.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Suite de l'examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen de l'amendement de seconde délibération.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission mixte paritaire*) :
Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 17 juillet 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) :
Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Raphaël Alventosa dont la nomination aux fonctions de médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques est envisagée par le Président de la République.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) :
Proposition de loi organique relative à la lutte contre la

manipulation de l'information (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des lois*) :
Nomination d'un rapporteur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3878 - **Question préalable** : p. 3882 - **Discussion générale** : p. 3885 - **Demande de renvoi à la commission** : p. 3891 - **Article 1er** (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) : p. 3895 p. 3896 p. 3899 p. 3902 p. 3903 p. 3905 p. 3907 p. 3908 p. 3909 p. 3910 p. 3911 p. 3912 p. 3913 p. 3914 p. 3915 p. 3917 p. 3918 p. 3919 p. 3922 p. 3922 p. 3944 p. 3946 p. 3947 p. 3950 p. 3951 p. 3953 - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 483-2 et L. 483-3 du code de commerce - Suppression du régime spécifique de protection du secret des affaires devant les juridictions civiles et commerciales en cas d'instance en réparation d'un dommage causé par une pratique anticoncurrentielle) : p. 3954 - **Article 1er ter** (art. L. 611-1 [nouveau], L. 741-4 [nouveau], L. 775-1, L. 775-2 et L. 77-13-1 à L. 77-13-2 [nouveaux] du code de justice administrative - Protection du secret des affaires devant les juridictions administratives) : p. 3955 - **Article 1er quater (nouveau)** (art. 314-4-1 [nouveau], 314-10 et 314-12 du code pénal - Instauration d'un délit de détournement d'une information économique protégée) : p. 3957 - **Article 2** (art. L. 930-1 et L. 950-1 du code de commerce - Application outre-mer du régime de protection du secret des affaires) : p. 3959 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2 du code du cinéma et de l'image animée, art. 349 sexes du code des douanes, art. L. 233-1 du code de l'énergie, art. L. 120-1, L. 412-7, L. 412-8, L. 412-17, L. 521-7, L. 523-1 et L. 592-46-1 du code de l'environnement, art. L. 283 D du livre des procédures fiscales, art. L. 213-2 du code du patrimoine, art. L. 615-5-1 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 311-6 et L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 201-3, L. 253-2 et L. 612-5 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 1313-2, L. 1313-3, L. 1333-29, L. 1413-9, L. 1413-12-3, L. 5311-2 et L. 5324-1 du code de la santé publique, art. L. 162-18 et L. 455-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 1511-4 du code des transports et art. 44 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Coordinations dans les textes législatifs en vigueur traitant de la protection du secret industriel ou commercial - Intitulé de la proposition de loi - Simplification et clarification de l'intitulé) : p. 3961 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 90 rectifié** (Applications outre-mer) : p. 3961 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 3962 - **Article 1er** (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) : p. 3965

- **Commission mixte paritaire [n° 506 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6400 - **Article 1er** (Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) : p. 6414 - **Article 4** (Application outre-mer) : p. 6414

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11038 p. 11039 p. 11046

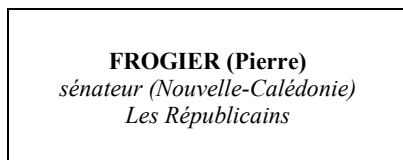
- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 623 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 629 (2017-2018)** : p. 13100 p. 13101

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 629 (2017-2018)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 623 (2017-2018)**. - (26 juillet 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 13105 - **Question préalable** : p. 13118

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 30 (2018-2019)]** - (6

novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 29 (2018-2019)** : p. 14873 p. 14874 p. 14880

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture [n° 29 (2018-2019)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 30 (2018-2019)**. - (6 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 14889



FROGIER (Pierre)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

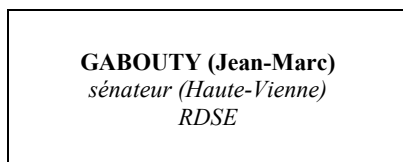
Vice-président de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 17 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission relative aux mesures d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français le 17 janvier 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.



GABOUTY (Jean-Marc)
sénateur (Haute-Vienne)
RDSE

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 23 janvier, 8, 14, 15, 21 février, 14, 20, 29 mars, 10 avril, 16, 22, 31 mai, 5, 12, 21, 26 juin, 3, 10, 17, 19, 26 juillet, 10, 16, 30 octobre, 8, 14, 28, 29, 30 novembre, 5 et 11 décembre 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises ; puis membre le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des lois*) : *Projet de loi organique* relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 288 (2017-2018)]** - (13 février 2018) - **Discussion générale** : p.1460

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie** - (16 octobre 2018) : p. 13835

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant transposition de la directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur (18 avril 2018).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi permettant la régionalisation du statut des grands ports maritimes [n° 698 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à préciser les dispositions de l'article 459 du code de procédure pénale [n° 703 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Justice.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Sécurités (sécurité et éducation routières) [n° 147 tome 3 vol. 2 annexe 28 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - Budget - Économie et finances, fiscalité - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au recours à la vidéoprotection à des fins de lutte contre les infractions à la salubrité publique [n° 192 (2018-2019)] (12 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu de Madame Anne-Catherine Loisier, sénatrice de la Côte-d'Or, sur le déplacement de la délégation en Côte-d'Or le 15 décembre 2017.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la société anonyme Bpifrance.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des finances*) : Rapport du Conseil des prélèvements obligatoires relatif aux prélèvements obligatoires sur le capital des ménages - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des finances*) : « Adapter les règles de l'impôt sur les sociétés au nouveau contexte international et européen » : audition conjointe de M. Grégory Abate, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la Direction de la législation fiscale, M. Bernard Bacci, directeur fiscal du groupe Vivendi, Mme Béatrice Deshayes, directrice fiscale du groupe LVMH, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS Francis Lefebvre Avocats et de Mme Stéphanie Robert, directeur de l'Association française des entreprises privées (AfeP).

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des finances*) : Programme « Habiter mieux » - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation, par MM. les rapporteurs Rémy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022 - Communication.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maité Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modernisation de la navigation aérienne - Communication de M. Vincent Capo-Canellas.

Réunion du mardi 19 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Travail et emploi » et du compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif aux projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des finances*) : « État et perspectives de la générosité en France » - Audition commune de MM. Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, Edouard Marcus, chef du service juridique de la fiscalité à la direction générale des finances publiques, Jean-Benoît Dujol, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, et Daniel Bruneau, auteur de l'étude « Panorama national des générosités » d'avril 2018, Mme Sylvaine Parriaux, déléguée générale de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical) et M. Olivier Cueille, directeur général de l'entreprise MicroDON.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) à l'issue de sa première lecture par l'Assemblée nationale.

(*CS transformation entreprises*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Engagements financiers de l'État » (et article 77) ; compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du groupe Michelin.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » ; communication sur le contrôle budgétaire sur le coût des programmes de France Télévisions - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen du rapport.

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen définitif de l'équilibre, des missions (dont la mission « Défense » précédemment examinée et réservée), des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Articles non rattachés aux missions - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et aux articles 82 à 83 quater), « Santé » (et aux articles 81 quater et 81 quinquies), « Gestion des finances publiques et ressources humaines » (et aux articles 77 bis et 77 ter), « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (et aux articles 84 ter et 84 quater), « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions », « Immigration, asile et intégration » (et à l'article 77 quater) et « Sécurités » et le compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 95

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 133

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 174 rectifié (Télétravail et flexibilité des horaires)** : p. 283 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 301

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Article 1er (Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif)** : p. 1661

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires**

[n° 298 (2017-2018)] - (22 février 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (*Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts*) : p. 1829

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2031

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 19** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture*) : p. 2285

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3181

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 7** (*Rapport au Parlement sur l'opportunité et les modalités de création d'une structure d'amortissement de la dette ferroviaire*) : p. 3208

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article 1er** (*art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération*) : p. 3793 p. 3794 p. 3796 p. 3799 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié ter** (*Eau et assainissement - Régie unique*) : p. 3805 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié bis** (*Rétrocession des redevances d'occupation du domaine public des biens et équipements mis à la disposition de l'EPCI à la commune antérieurement compétente*) : p. 3809 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 32 rectifié bis** (*Attribution des redevances d'occupation du domaine public à la commune antérieurement compétente*) : p. 3810

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3886 - **Article 1er quater (nouveau)** (*art. 314-4-1 [nouveau], 314-10 et 314-12 du code pénal - Instauration d'un délit de détournement d'une information économique protégée*) : p. 3956 p. 3959

- **Débat sur la politique de concurrence dans une économie mondialisée** - (17 mai 2018) : p. 4377

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (5 juin 2018) : p. 5185

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5608 - **Article 3** (*art. 790 du code général des impôts - Aménagement de la réduction pour âge du donateur prévue en cas de transmission d'entreprise*) : p. 5612 p. 5614 - **Article 8** (*art. 787 B du code général des impôts - Modernisation du Pacte Dutreil*) : p. 5623 - **Article 12** (*art. 150-0 B ter du code général des impôts - Assouplissement du régime de l'apport-cession*) : p. 5626 - **Article 14** (*Abrogation de dispositions du code de commerce relatives à l'information préalable des salariés en cas de cession d'entreprise*) : p. 5631 p. 5632 - **Article 16** (*Modification de l'article L. 1233-57-14 du code du travail relatif aux obligations de l'employeur lors de la fermeture d'un établissement*) : p. 5635 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5637

- **Souhaits de bienvenue à une nouvelle sénatrice** - (3 juillet 2018) : p. 8893

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9691 p. 9692

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 12 bis (supprimé)** (*art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain*) : p. 10900

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1046 rectifié bis** (*art. L. 442-9 du code de l'urbanisme - Suppression des trois derniers alinéas*) : p. 10972 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 1047 rectifié bis** (*Modification des documents du lotissement - Affectation des parties communes du lotissement - Quorum*) : p. 10973 - **Article 15** (*art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre*) : p. 10997 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 1016 rectifié** (*Redevance pour service rendu à la charge de la commune - Répercussion au demandeur de l'autorisation d'urbanisme*) : p. 11010

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18** (*art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité*) : p. 11059 p. 11064

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Nouvelle lecture [n° 659 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 18 et 19 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État ; art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes*) : p. 11719

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Nouvelle lecture [n° 676 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13124 - **Article 1er** (*art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien du caractère optionnel du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération*) : p. 13130 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13138

- **Débat sur le thème « Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »** - (24 octobre 2018) : p. 14712

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité des carburants** - (8 novembre 2018) : p. 15104

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 3** (*Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales*) **Conseil d'administration** : p. 15132 p. 15136 - **Article 10** (*art. L. 411-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, art. L. 144-5 du code de commerce, art. L. 321-14 du code de l'urbanisme, art. 26-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, art. 17 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 22 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Conditions du transfert des*

établissements ou services intégrés à l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15151

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15754 p. 15755

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16643

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article 2** (art. 196 B, 197 et 204 H du code général des impôts - Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source, PAS) : p. 16699 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1002** (Fiscalité applicable aux sportifs retenus en sélection nationale) : p. 16703 p. 16704 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux) : p. 16706 p. 16707 p. 16708

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 7** (art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM) : p. 16956 p. 16957 p. 16962 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-910 rectifié** (Modulation progressive du taux de la TASCOM) : p. 16970 - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre 1er du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16980

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-976** (Transmission d'entreprise en cas de décès prématuré du dirigeant - Rapport au Parlement) : p. 17081

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17364

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17375 p. 17379 p. 17380

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17961 p. 17962 - **Article 81** (Soutien à l'investissement local) : p. 18013 p. 18014

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) : p. 18055

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (6 décembre 2018) : p. 18149 - **Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers - État D** : p. 18164 p. 18166 - **Article additionnel après l'article 84 bis - Amendement n° II-611 rectifié ter** (Recettes des « amendes radars » - Contribution à l'amélioration du réseau routier et de ses zones les plus accidentogènes) : p. 18167

- **Hommage aux victimes d'une attaque à Strasbourg** - (11 décembre 2018) : p. 18554

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
sénateur (Français établis hors de France (Série I))
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018.

Membre du Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 208 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompier volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'effectivité du principe de laïcité et à lutter contre le prosélytisme dans le cadre de l'enseignement public [n° 386 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi relative à la composition du conseil d'administration de Business France [n° 389 (2017-2018)] (29 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société**.

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail**.

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi relative à l'interdiction des signes prosélytes ou contraires à l'égalité de dignité entre les hommes et les femmes à l'Université [n° 622 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 57 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur la coopération internationale entre services de renseignement et en matière d'enquêtes judiciaires dans la lutte contre le terrorisme [n° 61 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres des instances représentatives des Français établis hors de France [n° 120 (2018-2019)] (13 novembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde (P844) et TV5 Monde (P847) [n° 149 tome 10 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Évolution des politiques publiques de promotion des exportations et de l'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers - Audition de M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France.

Situation en Birmanie - Audition de M. Thierry Mathou, directeur d'Asie et Océanie au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition du Docteur Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Corée du Nord - Audition de Mme Juliette Morillot, spécialiste de la Corée du Nord, et M. Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération renforcée entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Syrie - Audition de M. Jérôme Bonnafont, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Stéphane Cruzat, ambassadeur de France en Irlande.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Rencontre avec des parlementaires de la Chambre des Communes.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de M. Jean-Claude Requier en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur : rapport de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Politique étrangère et de défense - Mission d'observation électorale de l'AP-OSCE en Russie : communication de M. Pascal Allizard.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelles routes de la soie - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, ancien président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol : communication de M. Jacques Bigot.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de S.E. Mme Patricia O'Brien, ambassadeur d'Irlande en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication.

Service national universel - Communication.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « L'action du CSA sur les droits des femmes - bilan et perspectives » - Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Sylvie Pierre-Brossolette, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le bilan et les perspectives de l'action du CSA sur les droits des femmes.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense -. Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Double standard en matière alimentaire : communication de MM. Yannick Botrel et Michel Raison.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Evaluation du rôle de la présence française à Djibouti » - Communication.

Projet de loi autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition du groupe « The 3 million », association de citoyens européens vivant au Royaume-Uni.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Communication de MM. Jean Bizet et Christian Cambon sur le suivi des propositions du Sénat sur la refondation de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition de M. Ed Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre déléguée aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume Uni de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du

travail gouvernemental (cyber ; SGDSN) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jānis Sārts, directeur du Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de l'accord de coopération en matière de défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (20 février 2018) : p. 1611 p. 1614

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part [n° 301 (2017-2018)]** - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1690

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la francophonie** - (20 mars 2018) : p. 2444

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2762

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3559 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3570 p. 3578 p. 3580 p. 3582 p. 3583 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 35** (Possibilité d'inscrire un "spitzenkandidat" et le nom d'un parti européen sur les déclarations de candidature et le bulletin de vote) : p. 3586

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Article 4** (art. 1 [abrogé], 2, 3, 3-1, 9, 16, 20, 24, 24-1 et 25 et tableau annexé de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen ; art. 15 et annexe 2 de la loi n° 2003-327 du 11 avril 2003 relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques - Règle de constitution des listes aux élections européennes et modalités de remplacement des députés européens - Règle d'âge en cas d'égalité des suffrages - Délai d'examen des comptes de campagne - Diverses coordinations) : p. 3632 p. 3634

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en**

compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] - (15 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4253

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4416 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 27 rectifié** (*Parcours citoyen - Français de l'étranger*) : p. 4454 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 28 rectifié** (*Réserve citoyenne - Français de l'étranger*) : p. 4454 - **Article 10 bis** (art. L. 3142-89 du code du travail - Rehaussement de l'autorisation d'absence annuelle d'un salarié au titre de ses activités dans la réserve opérationnelle) : p. 4457 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 92 rectifié** (*Journées défense et citoyenneté - Français de l'étranger*) : p. 4457 p. 4458 - **Article additionnel avant l'article 16 - Amendement n° 11 rectifié quinquies** (*Carte des zones de défense - Adaptation aux nouvelles régions*) : p. 4468 - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions relatives au service militaire volontaire*) : p. 4470 p. 4471

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 115** (*Supplétifs de statut civil de droit commun - Rapport au Parlement*) : p. 4535

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (31 mai 2018) - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires) : p. 5081

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-5 et L. 123-6 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Obligation d'installation d'un défibrillateur automatisé externe, DAE, dans certains établissements recevant du public, ERP) : p. 5797 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5233-1 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'une base nationale de données relatives aux défibrillateurs automatisés externes, DAE) : p. 5798 p. 5799

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Article 10 AA (nouveau)** (art. L. 251-1 à L. 251-3, L. 252-1 à L. 252-5 [abrogés] et L. 253-1 à L. 253-4 du code de l'action sociale et des familles - Transformation de l'aide médicale d'État (AME) en aide médicale d'urgence, AMU) : p. 6475

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11137

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 35** (art. L. 441-2 et L. 442-5-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Adaptation des missions des commissions d'attribution de logements) : p. 11289 - **Article 36** (art. L. 441-2-8 du code de la construction et de l'habitation - Généralisation du système de cotation de la demande) : p. 11297 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 115 rectifié** (Loi 1948 - Fin de l'encadrement - Priorité d'examen du dossier de demande de logement social) : p. 11307

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2018) - **État B** : p. 17504 p. 17506

Défense

- (1er décembre 2018) : p. 17563 - **État B** : p. 17573 p. 17574

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2018) : p. 17709 p. 17710 - **Aide publique au développement - État B** : p. 17714 p. 17715 p. 17716 p. 17717

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17721 p. 17726 p. 17731

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2018) : p. 17851

GATEL (Françoise)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UC

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre des sports le 23 avril 2018 ; fin de mission le 22 octobre 2018.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes le 17 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés le 14 mars 2018 ; puis vice-présidente du 21 mars 2018 au 30 septembre 2018.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité pour les associations de locataires, non affiliées à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation, de présenter des listes aux élections des représentants des locataires [n° 509 (2017-2018)] (28 mai 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 30 (2017-2018)] tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 537 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Actes du colloque du 15 mars 2018 [n° 579 (2017-2018)] (19 juin 2018) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : analyse des résultats de la consultation » [n° 642 tome 6 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à favoriser la transparence dans l'attribution des places de crèche [n° 707 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Audition de MM. Loïc Cauret, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et Charles-Eric Lemaignan, premier vice-président.

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne ».

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de Mme Véronique Blanchard, historienne, spécialiste de la justice des mineurs, ancienne éducatrice, enseignante à l'école nationale de la protection judiciaire de la jeunesse.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, sur l'incidence sur les collectivités territoriales du programme Action publique 2022, et sur plusieurs aspects de la réforme de la fonction publique territoriale.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et la vitalité de la démocratie locale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des lois*) : Mission de réflexion sur les enjeux de l'évolution de la fonction publique territoriale - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Richard sur le rapport « Refonte de la fiscalité locale ».

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Présentation par Mmes Annick Billon, Laure Darcos et Laurence Rossignol, co-rapporteuses, de l'avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Faciliter l'exercice des mandats locaux ».

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au

sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des funérailles républicaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Édouard Durand, juge des enfants au tribunal de grande instance de Bobigny, membre du Conseil national de la protection de l'enfance (CNPE) et membre du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh).

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des lois*) : Amélioration de l'efficacité des fiches S - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales - Ratification de*

l'ordonnance réformant la représentation du personnel dans l'entreprise) : p. 189 p. 191

- **Suite de la discussion (24 janvier 2018) - Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 195 (Mobilité internationale des apprentis)** : p. 296 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 302

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1058

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1637 p. 1648 p. 1649 - **Article 1er (Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif)** : p. 1655 p. 1659 p. 1662 - **Article 2 (Contrôle des établissements hors contrat - Clarification des procédures)** : p. 1669 p. 1671 - **Article 3 (Conditions d'accès aux postes de directeur d'un établissement d'enseignement scolaire privé)** : p. 1673 - **Premier article additionnel après l'article 3 (Coordinations diverses dans le code pénal - Contrôles des établissements scolaires d'enseignement général - Renforcement)** : p. 1675 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1678

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 34 (Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables)** : p. 2329 p. 2331 p. 2334

- **Question orale sans débat sur la situation des élus placés en arrêt maladie** - (20 mars 2018) : p. 2409 p. 2410

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)] (suite)** - (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2429

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3070 p. 3076 - **Article 1er et annexe (Approbation des orientations de la politique de protection des mineurs contre les violences sexuelles présentées dans le rapport annexé à la proposition de loi)** : p. 3089 - **Article 2 (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs)** : p. 3104 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6 (Pénalisation de tout acte de pénétration sexuelle commise par un majeur sur mineur)** : p. 3112 p. 3114 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 3 rectifié bis (Non-assistance à personne en danger - Cas d'un mineur de moins de quinze ans - Circonstances aggravantes)** : p. 3117

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3374

- **Débat sur la constitutionnalisation de l'IVG** - (3 avril 2018) : p. 3381

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence [n° 334 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3538 p. 3539

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article 1er (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération)** : p. 3790 p. 3791

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3940

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières** - (9 mai 2018) : p. 4201

- **Débat sur l'évolution des droits du Parlement face au pouvoir exécutif** - (16 mai 2018) : p. 4328 p. 4329 p. 4336

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 230 rectifié (Bilan de la situation du fret ferroviaire - Rapport au Parlement)** : p. 4998 p. 4999

- **Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 524 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5519

- **Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 512 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5522

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article 10 (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement)** : p. 5745 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4 rectifié (Intercommunalités - Mise en place d'une conférence des maires au-delà de 20 communes)** : p. 5754

- **Suite de la discussion (13 juin 2018) - Article 24 (art. L. 422-8 et L. 423-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Droit de timbre en matière d'autorisations d'urbanisme)** : p. 5830 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5835

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5838 p. 5839 p. 5849 - **Article 1er (Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER »)** : p. 5858

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6001 p. 6002 p. 6005 - **Article 1er (supprimé) (art. 3 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Obligation pour les associations ayant une activité culturelle de se constituer sous le régime de la loi du 9 décembre 1905)** : p. 6011 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 (Associations culturelles - Obligations financières)** : p. 6013 - **Article 2 (art. 25 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Extension aux locaux loués par une association culturelle de la législation applicable aux locaux lui appartenant ou mis à sa disposition concernant la célébration publique du culte)** : p. 6014 - **Article 3 bis (nouveau) (Création d'un conseil consultatif des cultes auprès du Gouvernement)** : p. 6015 p. 6016 p. 6017 p. 6018 - **Article 4 (supprimé) (art. 25-2 [nouveau] de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Obligation pour tout ministre du culte de justifier d'une formation qualifiante, délivrée par une instance culturelle représentative, et définition de la notion de ministre du culte)** : p. 6020 - **Article 4 bis (nouveau) (Institution d'une formation obligatoire pour les aumôniers intervenant dans les armées, les établissements pénitentiaires et les centres hospitaliers)** : p. 6023 p. 6024

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6213 - **Article 5 (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et**

L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6287

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6747 p. 6752 p. 6753

- **Suite de la discussion (27 juin 2018) - Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 230 rectifié, n° 311 rectifié bis, n° 369 rectifié bis et n° 416 rectifié ter (Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension)** : p. 7445 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 420 rectifié (Dérogation à l'interdiction de cession à titre onéreux de contrat laitier)** : p. 7449 p. 7450

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9091 p. 9092 - **Article 1er (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs)** : p. 9116 - **Article 2 (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles)** : p. 9130 p. 9131 p. 9132 - **Rappel au règlement** : p. 9153

- **Suite de la discussion (5 juillet 2018) - Article additionnel après l'article 2 bis C - Amendements n° 2 rectifié quater et n° 14 rectifié bis (Protection des professionnels soumis à une obligation de signalement)** : p. 9187 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 40 rectifié (Interdiction des punitions et châtiments corporels)** : p. 9197 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9238

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 11 (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis)** : p. 9605 p. 9608

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 sexes - Amendement n° 990 rectifié ter (Installation d'éoliennes sur des territoires de taille réduite)** : p. 10951 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 766 rectifié et n° 1047 rectifié bis (Parties communes des lotissements - Assujettissement aux mêmes règles que les documents du lotissement)** : p. 10973 - **Article 15 (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre)** : p. 10985 p. 10989

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13416

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13826

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14067 p. 14071 p. 14072 - **Article 3 (art. L. 211-4-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier**

répertoriant les mesures d'interdiction administrative et judiciaire de manifester) : p. 14080 p. 14081 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14089

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Article 3** (art. L. 351-4-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Majoration de durée d'assurance) : p. 14751

- **Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)]** - (30 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14803

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15399

- **Question orale sans débat sur le financement des accompagnants d'enfants handicapés sur les temps périscolaires** - (20 novembre 2018) : p. 15809 p. 15810

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16532 - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales) : p. 16540

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article 7** (art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TÈOM) : p. 16958 p. 16962 p. 16963

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-1065** (Loto du patrimoine - Contributions et prélèvements sur les jeux - Exonération) : p. 17129 p. 17130 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-4 rectifié bis, n° I-19 rectifié, n° I-397 rectifié et n° I-521 rectifié bis** (Sociétés de capitaux détenues exclusivement par les collectivités territoriales - Bénéfice du régime fiscal en faveur du mécénat) : p. 17138

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-674 rectifié** (Instauration d'une TVA compétitivité) : p. 17222

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17927 p. 17930 p. 17931 - **Relations avec les collectivités territoriales - État B** : p. 17941 - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17946 p. 17947 p. 17948 p. 17972 p. 17974

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) - **État B** : p. 18029 p. 18030 p. 18039

Articles non rattachés

- (10 décembre 2018) - **Article 63** (art. 1680 du code général des impôts, art. L. 2343-1, L. 3342-1 et L. 4342-1 du code général des collectivités territoriales - Encaissement des recettes fiscales par un organisme autre que le comptable public) : p. 18475

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18544 p. 18545 p. 18546 p. 18548 p. 18549 p. 18550 p. 18554 p. 18554 p. 18555 p. 18557 - **Article 1er** (art. L. 2113-8 du code général des collectivités territoriales - Instauration d'une commission permanente dans les plus grandes communes nouvelles) : p. 18563 p. 18564 p. 18565 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 5** (Commune nouvelle - Création - Accord des conseils municipaux nécessaire) : p. 18568 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1** (Commune nouvelle - Création - Consultation citoyenne) : p. 18571 - **Article 6 (nouveau)** (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Lissage des effets de seuil subis par les communes nouvelles) : p. 18573 p. 18574 - **Article 7 (nouveau)** (art. L. 2113-11-1 [nouveau] et L. 2113-15 du code général des collectivités territoriales - Suppression d'une partie des annexes de la mairie) : p. 18574 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 18 rectifié** (Saint-Palais-du-Né - Charente-Maritime - Rattachement) : p. 18577 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18578

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21425 p. 21428 - **Article unique** : p. 21437 p. 21439 p. 21440 p. 21441

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (25 septembre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance mesures préparation retrait Royaume-Uni de l'UE (12 décembre 2018).

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018 ; puis vice-président le 15 novembre 2018.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : 2018, une nouvelle année de défis pour l'Union européenne [n° 253 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive concernant certains aspects des contrats de vente de biens, Texte E 12508 - COM (2017) 637 final [n° 327 (2017-2018)] - Quelle protection pour les consommateurs européens à l'ère du numérique ? [n° 326 (2017-2018)] (21 février 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive concernant certains aspects des contrats de vente de biens, Texte E 12508 - COM (2017) 637 final [n° 327 (2017-2018)] (21 février 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 361 (2017-2018)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe [n° 429 (2017-2018)] (16 avril 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le calcul à haute performance [n° 576 (2017-2018)] (15 juin 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices des services d'intermédiation en ligne - COM (2018) 238 final [n° 37 (2018-2019)] (11 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 739 (2017-2018)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 79 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le futur programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon Europe" [n° 155 (2018-2019)] - Horizon Europe : la recherche et l'innovation pour un sursaut en Europe [n° 154 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le futur programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon Europe" [n° 155 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Agences de surveillance européennes : avis politique de MM. Jean-François Rapin et Claude Raynal.

Institutions européennes - Initiative citoyenne européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2018 : proposition de résolution

européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Angel Tcholakov, ambassadeur de Bulgarie en France.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Pierre Roger, président, et Guy Delivet, directeur général, du Conseil supérieur des messageries de presse (CSMP).

Audition de Mme Élisabeth Flûry-Hérard, présidente de l'Autorité de régulation et de la distribution de la presse (ARDP).

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrats de vente de biens en ligne : projet de rapport d'information, de proposition de résolution européenne et d'avis politique de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des instances de régulation et de contrôle.

Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

(*commission des lois*) : Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des instances de régulation et de contrôle.

Attractivité et compétitivité juridiques du marché de l'art français - Table ronde avec des représentants des professionnels.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Élisabeth Lamure, en commun avec la délégation aux entreprises.

Justice et affaires intérieures - Observations sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la protection des données personnelles (n° 296, 2017-2018) : communication de M. Simon Sutour.

(*Délégation aux entreprises*) : Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Élisabeth Lamure.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Initiative « Wifi pour tous » à destination des collectivités territoriales : communication de Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Déplacement aux Pays-Bas : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Benoît Huré, Mme Sylvie Robert et M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Pour un nouveau modèle de financement de l'audiovisuel public : trois étapes pour aboutir à la création de « France Médias » en 2020 » - Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Pierre Leleux et André Gattolin.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Érik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport « Voyage au pays des bibliothèques, Lire aujourd'hui, Lire demain... ».

(*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de M. Jean-Claude Requier en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur : rapport de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du jeudi 29 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de loi portant transposition de la directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulguées contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites (procédure accélérée) : Observations de M. Philippe Bonhecarrère.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Damerval, président-directeur général de l'Agence nationale de la recherche.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe : rapport de M. André Gattolin.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Double standard en matière alimentaire : communication de MM. Yannick Botrel et Michel Raison.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Économie, finances et fiscalité - Union bancaire : communication de Mme Fabienne Keller et M. Claude Raynal.

(*commission des finances*) : Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Détachement des travailleurs : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibylle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Règlement « cosmétiques » : proposition de résolution européenne et avis politique de M. Jean-Pierre Leleux.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Supercalculateur européen : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ouzoulias et Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S. E. M. Walter Grahammer, ambassadeur d'Autriche en France.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires européennes*) : Politiques commerciales - Audition commune sur l'Union européenne et l'extraterritorialité des sanctions américaines de Mmes Claire Cheremetinski (direction générale du Trésor), Christine Lepage (MEDEF), Karine Demonet (Banque publique d'investissement) et de M. Thomas Lenk (ambassade d'Allemagne).

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur le mécénat - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de Mme Catherine Morin-Desailly, présidente, sur le colloque du 12 juillet 2018 relatif à l'avenir de l'audiovisuel public.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Extraterritorialité des sanctions américaines : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnacarrère.

Subsidiarité - Proposition de la task force « subsidiarité » : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du jeudi 18 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Espace Schengen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Reichardt, Jean-Yves Leconte et Olivier Henno.

Politique commerciale - Union européenne et réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2018.

(*CS Suppression surtranspositions directives*) : Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la responsabilisation partielle des hébergeurs : rapport de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Agence européenne de sécurité des aliments : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Laurence Harribey et M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Réunion constitutive.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Nouveau programme d'investissement pour l'Europe (InvestEU) : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Didier Marie et Cyril Pellevat.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

Recherche et propriété intellectuelle - Programme de recherche et d'innovation Horizon Europe : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin et Jean-François Rapin.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Communication sur la réunion conjointe avec la commission pour l'Union européenne du Sénat italien : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère, Mme Gisèle Jourda, MM. Jean-François Rapin et Simon Sutour.

Transports - Adaptation des corridors de transports dans l'Union européenne : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard, Didier Marie et Jean-François Rapin.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réponse de la Commission européenne à l'avis politique relatif à la réforme de la politique agricole commune : communication et avis politique de M. Jean Bizet.

Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur le futur programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon Europe » - Communication.

Réunion du mardi 18 décembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants** [n° 242 (2017-2018)] - (8 février 2018) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 1194

- **Débat sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (20 février 2018) : p. 1605 p. 1610

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part** [n° 301 (2017-2018)] - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1698 - **Texte de la commission** : p. 1712

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2745

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur** [n° 349 (2017-2018)] - (22 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3043 p. 3049

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la préparation du sommet de la francophonie en Arménie** - (5 avril 2018) : p. 3461

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen** [n° 397 (2017-2018)] - (10 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3548 p. 3549 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3566 p. 3572 p. 3577 p. 3578 p. 3579 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 36 et n° 54 (Pouvoir de recommandation du CSA - Consultations citoyennes)** : p. 3587 p. 3588 - **Article 2** (art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision) : p. 3600

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Article 4** (art. 1 [abrogé], 2, 3, 3-1, 9, 16, 20, 24, 24-1 et 25 et tableau annexé de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen ; art. 15 et annexe 2 de la loi n° 2003-327 du 11 avril 2003 relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques - Règle de constitution des listes aux élections européennes et modalités de remplacement des députés européens - Règle d'âge en cas d'égalité des suffrages - Délai d'examen des comptes de campagne - Diverses coordinations) : p. 3634 p. 3635 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 18 rectifié (Remplacement des députés européens - Application du principe de parité)** : p. 3638 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3645 p. 3647

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières** - (9 mai 2018) : p. 4200 p. 4201

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la compétitivité, de l'innovation, du numérique et de l'intelligence artificielle** - (9 mai 2018) : p. 4206 p. 4207

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Commission mixte paritaire** [n° 444 (2017-2018)] - (23 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4514 p. 4518 p. 4519

- **Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires - Commission mixte paritaire** [n° 506 (2017-2018)] - (21 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6406

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Agence européenne des réfugiés** - (26 juin 2018) : p. 6737

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018** - (26 juin 2018) : p. 6765

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous** [n° 571 (2017-2018)] - (2 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 346 rectifié (Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction)** : p. 7871

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel** [n° 610 (2017-2018)] - (10 juillet 2018) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 9450

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'audiovisuel public** - (19 juillet 2018) : p. 11052

- **Séance du jeudi 26 juillet 2018** - (26 juillet 2018) : p. 13106

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière** [n° 692 (2017-2018)] - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13050

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information** [n° 623 (2017-2018)] - (26 juillet 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 629 (2017-2018)** : p. 13107 p. 13108 p. 13113

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information** [n° 629 (2017-2018)] - (26 juillet 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 623 (2017-2018)**.

- **Rappel au règlement** - (17 octobre 2018) : p. 13935

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13942

- **Proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture** [n° 30 (2018-2019)] - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 29 (2018-2019)** : p. 14880

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Nouvelle lecture** [n° 29 (2018-2019)] - (6 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 30 (2018-2019)**.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne** [n° 93 (2018-2019)] - (6 novembre 2018) - **Article 1er (Conséquences d'un Brexit sans accord sur les Britanniques soumis au droit français)** : p. 14911

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans** [n° 132 (2018-2019)] - (20 novembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15855

- **Débat sur les Conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA)** - (20 novembre 2018) : p. 15867 p. 15871

- **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs** [n° 744 (2017-2018)] - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16561 p. 16562 p. 16563 p. 16565 p. 16568 p. 16572 p. 16573 - **Article 1er (Age d'éligibilité des sénateurs)** : p. 16574

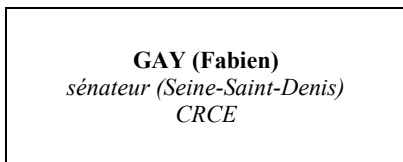
- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Première partie :

- (22 novembre 2018) - **article 37** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) : p. 16679

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 29** (*Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre 1er du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 17292

Seconde partie :



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises ; puis membre le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Vice-président de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays jusqu'au 6 juin 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° **250 (2017-2018)**] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° **271 (2017-2018)**] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° **347 (2017-2018)**] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° **371 (2017-2018)**] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2018) - **État B** : p. 17773 p. 17781 p. 17782

Culture

- (4 décembre 2018) : p. 17836 p. 17837 - **État B** : p. 17845

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2018) : p. 17850 p. 17853 p. 17855 p. 17856 p. 17857 - **Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public - État D** : p. 17866 - **Article 84 quinquies (nouveau)** (*Remise au Parlement d'un rapport sur la réforme de la contribution à l'audiovisuel public*) : p. 17868

- **Rappel au règlement** - (17 décembre 2018) : p. 21537

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 13 et 14 décembre 2018** - (17 décembre 2018) : p. 21545 p. 21546

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° **434 (2017-2018)**] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° **460 (2017-2018)**] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° **20 (2018-2019)**] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° **68 (2018-2019)**] (19 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° **107 (2018-2019)**] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° **134 (2018-2019)**] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° **135 (2018-2019)**] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), accompagnée de M. Loïc Tanguy, directeur de cabinet.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conséquences économiques du retrait de la candidature française à l'Exposition universelle de 2025 - Audition de M. Jean-Christophe Fromantin, président du conseil d'administration d'EXPOFRANCE 2025.

Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Bertrand Escoffier, directeur général du Slip français.

Audition de M. Louis Schweitzer, ancien Commissaire général à l'investissement, Président d'honneur de Renault et Président d'Initiative France.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur-général d'Alstom.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conclusions de M. Alain Milon, président, et de Mme Sophie Primas, présidente, à l'issue des auditions des commissions des affaires sociales et des affaires économiques sur les procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire - Suite des conclusions à l'issue des auditions.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Adoption du rapport d'étape.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Besnier, président du conseil de surveillance du groupe Lactalis.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du groupe Michelin.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Internet très haut débit par satellite - Table ronde autour de MM. Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques d'Orange, Riadh Cammoun, vice-président en charge des relations institutionnelles de Thales Alenia Space et Jean-François Bureau, directeur des affaires institutionnelles et internationales d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Weill, président-directeur général d'Altice France.

(*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'intervention de la France auprès des autorités israéliennes pour obtenir la libération d'une jeune avocat franco-palestinien** - (16 janvier 2018) : p. 23 p. 24

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la plateforme « Parcoursup » (I)** - (16 janvier 2018) : p. 52 p. 53 p. 53

- **Débat sur l'état du service public dans les transports en région Île-de-France** - (16 janvier 2018) : p. 64

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Article 4** (art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - *Adaptation du cadre juridique du comité social et économique*) : p. 196 p. 202

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2018) : p. 222 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 38** (*Représentation des salariés dans les conseils d'administration - Renforcement*) : p. 234 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 102, n° 103, n° 104, n° 105 et n° 39** (*Abaissement des seuils - Présence de salariés au conseil d'administration*) : p. 236 - **Article additionnel après l'article**

6 - Amendement n° 53 (*Licenciement économique sans cause réelle et sérieuse*) : p. 273 p. 274 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 59** (*Encadrement des écarts de rémunération au sein d'une même entreprise*) : p. 278 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 301

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 263 (2017-2018)]** - (6 février 2018) - **Discussion générale** : p. 940

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1055 p. 1057 - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L. 621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation*) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur*) : p. 1088 p. 1090 p. 1091 p. 1093 p. 1105 p. 1106 p. 1107

- **Suite de la discussion** (8 février 2018) - **Article 4** (*art. L. 831-3 et L. 841-5 [nouveau] du code de l'éducation - Instauration d'une contribution destinée à favoriser l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants*) : p. 1181

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73** **quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part [n° 301 (2017-2018)]** - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1693 - **Texte de la commission** : p. 1705 p. 1706 p. 1707 p. 1708 p. 1710 p. 1713 p. 1714

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2013

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 19** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture*) : p. 2282

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2752

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3200 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 2** (*Demande d'un bilan sur la libéralisation du transport ferroviaire aux instances européennes*) : p. 3200 p. 3201 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3** (*Déclaration d'intérêt général du trafic par wagon isolé*) : p. 3202 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 6** (*Propriété du réseau ferroviaire*) : p. 3205 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 7** (*Rapport au Parlement sur l'opportunité et les modalités de création d'une structure d'amortissement de la dette ferroviaire*) : p. 3206

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence [n° 334 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3537 p. 3538

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 2** (*art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision*) : p. 3590 p. 3591 p. 3593 - **Article 2 bis** (*art. L. 167-1 du code électoral - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections législatives à la radio et à la télévision*) : p. 3602 p. 3603

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 64 rectifié** (*Code de*

l'éducation - Éducation morale et civique - Aspects européens) : p. 3641

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Article 1er** (*art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile*) : p. 3896 p. 3897 p. 3898 p. 3901 p. 3902 p. 3918 p. 3920

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018 à 2022** - (18 avril 2018) : p. 3941

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)] (suite)** - (18 avril 2018) - **Article 1er** (*art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile*) : p. 3945 p. 3946 p. 3949 p. 3953 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 3961 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3965

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic »*) : p. 4314 p. 4315 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4326

- **Débat sur la politique de concurrence dans une économie mondialisée** - (17 mai 2018) : p. 4379

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Intitulé du chapitre III ter - Article 23** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 2381-1 du code de la défense - Prélèvements biologiques en opération*) : p. 4495 p. 4497 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 41** (*Contrôle des entreprises productrices et commerçants d'armes - Renforcement du rôle des commissaires du Gouvernement*) : p. 4500 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 39** (*Vente d'armement - Interdiction*) : p. 4501 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 42** (*Non-respect d'un embargo déterminé par l'Union Européenne, l'ONU ou l'OSCE - Délit*) : p. 4503 p. 4504

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 26** (*art. 6, 16, 47, 56 et 59 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics - Conditions d'attributions de marchés publics de défense ou de sécurité*) : p. 4525

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan pour les banlieues (I)** - (24 mai 2018) : p. 4630 p. 4631

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4686 - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4691 p. 4692 p. 4694 p. 4695 p. 4697 p. 4702 p. 4704 p. 4711 p. 4712 p. 4717

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4940 p. 4941 p. 4942 p. 4947 p. 4953 p. 4958 p. 4961 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 131 rectifié** (*Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau*) : p. 4971 - **Article 1er B (nouveau)** (*Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié*) : p. 4973 p. 4975 p. 4976 - **Article additionnel après l'article 1er C - Amendement n° 65** (*Effets de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire - Bilan*) : p. 4983 p. 4984 - **Article 1er** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour*

réformer le groupe public ferroviaire et le régime juridique des personnels) : p. 4989 p. 4990 p. 4992

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article 1er ter** (art. L. 1263-2, L. 2121-12, L. 2122-9 et L. 2133-1 du code des transports - *Droit d'accès au réseau pour les services librement organisés*) : p. 5039 p. 5040 p. 5041 p. 5042 p. 5043 - **Article 2 bis** (art. L. 1241-7-1 [nouveau] du code des transports - *Ouverture à la concurrence des services ferroviaires en Île-de-France*) : p. 5056 p. 5057 - **Article 2 quater** (art. L. 1263-2, L. 1264-7 et L. 2121-13 à L. 2121-16 [nouveaux] du code des transports - *Attribution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs*) : p. 5064 p. 5067 - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - *Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires*) : p. 5073 p. 5075 p. 5077 p. 5082 p. 5088 p. 5090 p. 5095 - **Article 2 sexies** (*Attribution des contrats de service public par l'État entre 2019 et 2023*) : p. 5097 - **Article 2 septies** (*Attribution des contrats de service public par les régions entre 2019 et 2023*) : p. 5101 p. 5101 p. 5102 - **Article 3** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour définir les autres aspects de l'ouverture à la concurrence des services conventionnés*) : p. 5106 p. 5107 p. 5109 - **Article 3 bis A** (art. L. 2121-9-1 [nouveau] du code des transports - *Comités de suivi des dessertes*) : p. 5113 - **Article 3 quater** (*Demande de rapport sur les lignes les moins circulées*) : p. 5122 p. 5124 p. 5124 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendement n° 113** (*Demande de rapport sur les trains de nuit*) : p. 5130 p. 5131 - **Article 5 bis A (nouveau)** (art. L. 2221-13 [nouveau] du code des transports - *Coopération en matière de sécurité ferroviaire*) : p. 5142 - **Article 5 bis** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour préciser les conditions de négociation collective au sein de la branche ferroviaire*) : p. 5142 p. 5143 - **Article 9 (supprimé)** (*Demande de rapport sur les conséquences des partenariats public-privé dans le domaine ferroviaire*) : p. 5151 p. 5152 - **Intitulé du projet de loi** : p. 5154

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Article 3** (art. 790 du code général des impôts - *Aménagement de la réduction pour âge du donateur prévue en cas de transmission d'entreprise*) : p. 5612 - **Article 7** (art. 199 terdecies-0 B du code général des impôts - *Réactivation d'une réduction d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt pour acquérir le capital d'une PME*) : p. 5616 - **Article 12** (art. 150-0 B ter du code général des impôts - *Assouplissement du régime de l'apport-cession*) : p. 5626 - **Article 13** (*Expérimentation pour les jeunes agriculteurs et artisans d'une déduction fiscale pour la transmission et l'installation*) : p. 5628

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 6** (*Expérimentation tendant à déloger à l'application de certaines normes dans les périmètres des opérations OSER*) : p. 6037 - **Article 13** (art. L. 751-2 du code de commerce - *Modifier la composition des CDAC pour mieux représenter le tissu économique*) : p. 6056 - **Article 27** (section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - *Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER »*) : p. 6073 p. 6074 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6079

- **Question orale sans débat sur la politique de délocalisation d'Engie vers des prestataires hors de France** - (19 juin 2018) : p. 6190 p. 6191

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6325 p. 6331 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 459 rectifié bis** (*Demande d'asile - Dépôt auprès du réseau consulaire*) : p. 6341 - **Article 6** (art. L. 731-2

et L. 733-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et L. 233-5 et L. 234-3 du code de justice administrative - *Procédure devant la Cour nationale du droit d'asile*) : p. 6346 p. 6357

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - *Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile*) : p. 6444 p. 6452 p. 6455 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 30 rectifié bis** (*Île de Mayotte - Droit du sol - Restrictions*) : p. 6465 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 24 rectifié bis** (*Mineur non accompagné - Maintien en zone d'attente - Impossibilité*) : p. 6487 p. 6488 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (*Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction*) : p. 6491 p. 6492

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article 26 quater (nouveau)** (art. L. 611-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'un fichier national biométrique des étrangers déclarés majeurs à l'issue de leur évaluation par un département*) : p. 6658 - **Article 27** (*Habilitation à légiférer par ordonnances pour procéder à une nouvelle codification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, fusionner les cartes de séjour « salarié » et « travailleur temporaire » et simplifier le régime des autorisations de travail*) : p. 6664 - **Article 28** (art. L. 313-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Renforcement des conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire « visiteur »*) : p. 6669

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Organisation des travaux** : p. 7383 - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - *Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation*) : p. 7386 p. 7387 p. 7391 p. 7396 p. 7406 - **Article 2** (art. L. 631-25 du code rural et de la pêche maritime - *Sanctions des manquements aux obligations contractuelles*) : p. 7423 - **Article 4** (art. L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 du code rural et de la pêche maritime - *Renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles*) : p. 7431 p. 7433 - **Article 5 quinquies** (art. L. 611-2 du code de commerce et art. L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - *Sanction du défaut de publication des comptes*) : p. 7453 p. 7454 p. 7455 p. 7456 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 75** (*Sanction de l'achat d'un produit agricole à un prix inférieur à son prix de revient*) : p. 7475 - **Article 9 bis (supprimé)** (*Interdiction des termes « gratuité » et assimilés dans les promotions marketing des produits alimentaires*) : p. 7476 p. 7478

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 462-10 du code de commerce - *Bilan concurrentiel des accords d'achat ou de référencement entre distributeurs*) : p. 7567 p. 7568 - **Article 11** (art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L. 230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - *Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique*) : p. 7595 p. 7610 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 83** (*Menu végétarien quotidien dans les cantines des établissements scolaires, universitaires et d'accueil de la petite enfance - Expérimentation*) : p. 7623 p. 7625 - **Article 11 ter** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - *Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique*) : p. 7637 p. 7643

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 decies** (art. L. 412-4 du code de la consommation - *Origine du miel*) : p. 7696 - **Article additionnel après l'article 11 decies** -

Amendements n° 566 rectifié ter, n° 160 rectifié bis, n° 206 rectifié, n° 248 rectifié ter, n° 466 rectifié ter, n° 648 rectifié ter et n° 161 rectifié bis (*Interdictions selon diverses modalités de la mise à la vente de produits traités ou issus de modes de production non autorisés*) : p. 7703 p. 7705 p. 7706 p. 7707 - **Article 11 undecies** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Divers objectifs de la politique agricole) : p. 7710 p. 7711 p. 7719 - **Article 11 duodecies (supprimé)** (art. L. 611-6 du code rural et de la pêche maritime - Valorisation des démarches agroécologiques par la certification environnementale) : p. 7725 - **Article additionnel après l'article 11 quaterdecies - Amendement n°187** (*Responsabilité de l'État pour faire respecter la réglementation sur l'ensemble de la chaîne agroalimentaire*) : p. 7731 - **Rappel au règlement** : p. 7732 - **Article additionnel après l'article 11 quindecies - Amendement n° 210** (*Extension des sanctions aux absences de mise en œuvre « immédiate » des procédures de retrait et de rappel*) : p. 7737 p. 7738 - **Article 11 sexdecies A (Texte non modifié par la commission)** (*Accréditation ou participation à un processus d'essais de comparaison inter-laboratoires des laboratoires réalisant des analyses d'autocontrôles dans le secteur alimentaire*) : p. 7740 - **Article additionnel après l'article 11 septdecies - Amendements n° 193 rectifié, n° 355 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 572 rectifié et n° 680 rectifié bis** (*Interdiction de la publicité auprès des jeunes pour des produits alimentaires manufacturés*) : p. 7754 p. 7755 - **Article 11 unvicies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 201-3 du code rural et de la pêche maritime - Externalisation de la collecte et du traitement des données épidémiologiques concernant les dangers sanitaires) : p. 7757 - **Article additionnel après l'article 11 duovicies - Amendements n° 190 rectifié et n° 488 rectifié bis** (*Attribution prioritaire de places de marchés aux producteurs agricoles*) : p. 7762

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article 14 (supprimé)** (art. L. 253-5-1 et L. 253-5-2 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 511-12 du code de la consommation - Pratiques commerciales prohibées en matière de vente de produits phytopharmaceutiques, PPP) : p. 7815 - **Article 14 quater AA (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Dérogation aux interdictions de ventes et d'utilisation pour les personnes publiques de produits phytopharmaceutiques en cas d'absence d'efficacité des substituts à lutter contre les dangers sanitaires) : p. 7829 - **Article additionnel après l'article 14 quater AA - Amendement n° 199 rectifié** (*Mélanges de semences - Autorisation de la commercialisation*) : p. 7831 - **Article 14 sexies** (*Expérimentation sur l'usage de drones d'épandage dans certaines conditions d'exploitation*) : p. 7845 p. 7847 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 494 rectifié** (*Traitements dangereux - Information des riverains*) : p. 7859 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 649 rectifié** (*Réciprocité des normes de production pour l'importation de produits biologiques - Rapport au Parlement*) : p. 7860 - **Article 14 septies (supprimé)** (art. L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Champ d'interdiction des néonicotinoïdes) : p. 7863 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 346 rectifié** (*Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction*) : p. 7876 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 232 rectifié** (*Mesure de l'impact des produits phytopharmaceutiques sur les abeilles - Application de lignes directrices de l'EFSA*) : p. 7877 - **Article 15** (*Habilitation à prendre par ordonnance des mesures relatives à la séparation des activités de vente et de conseil en matière de produits phytopharmaceutiques, d'extension des pouvoirs confiés à certains agents publics et de lutte contre le gaspillage alimentaire*) : p. 7881

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du partage des richesses en France** - (10 juillet 2018) : p. 9433

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 8** (art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1,

L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage) : p. 9538 - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveaux], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9555

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 29 bis - Amendement n° 462 rectifié** (*Rôle de CSE en matière de recours aux formes précaires de contrat de travail - Renforcement*) : p. 9837 - **Article 34** (*Expérimentation du journal de bord des demandeurs d'emploi*) : p. 9844 p. 9846 - **Article 36** (art. L. 5312-1, L. 5412-1, L. 5421-3, L. 5426-2, L. 5426-5, L. 5426-7, L. 5426-6, L. 5426-9 du code du travail - Compétence de Pôle emploi pour sanctionner les manquements des demandeurs d'emploi à leurs obligations) : p. 9853 - **Article 40 A (supprimé)** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation électronique) : p. 9858 p. 9860 - **Article 52** (art. L. 1262-4-6 du code du travail - Suppression de la contribution financière relative à la déclaration préalable de détachement) : p. 9902 - **Article 61** (art. L. 3221-11 à L. 3221-14 [nouveaux], L. 2232-9, L. 2242-8, L. 2312-26 du code du travail, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1 du code du commerce - Mesure des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes salariés d'une même entreprise) : p. 9916

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° 485 rectifié** (*Rémunération - Égalité professionnelle - Sanction du non respect*) : p. 9941 - **Article 63 (supprimé)** (art. 51 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Réforme de la disponibilité des fonctionnaires d'État) : p. 9952

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 9978 p. 9979

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10814 - **Article 3** (art. L. 132-7, L. 300-6-1, L. 321-18 à L. 321-20 [abrogés], L. 321-23, L. 321-29, L. 123-23, L. 321-36-3, L. 324-10 [nouveau], L. 422-2, L. 422-3-1 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée - Mesures diverses concernant le régime applicable aux grandes opérations d'urbanisme et aux opérations d'intérêt national) : p. 10834 - **Article 7** (art. L. 3211-7-1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 342-2 du code de la construction et de l'habitation, art. 141 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Activités de la Foncière Publique solidaire) : p. 10865 - **Article 8** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 212-1, L. 240-1, L. 321-4, L. 324-1 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses relatives aux acquisitions foncières et aux droits de préemption, de priorité et de délaissement) : p. 10869 p. 10871 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 138** (*Taxe sur les logements vacants - Augmentation*) : p. 10879 - **Article 11** (art. L. 642-1, L. 642-3, L. 642-4, L. 642-5, L. 642-15, L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation - Extension de la procédure de réquisition avec attributaire à l'hébergement d'urgence de personnes sans abri et dispositions diverses relatives à la réquisition avec attributaire) : p. 10891

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 13** (*Habilitation à simplifier par ordonnance la hiérarchie des normes des documents d'urbanisme*) : p. 10968

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 17 quater - Amendement n° 153 rectifié**

(Architecte chargé d'établir le projet architectural - Suivi de la réalisation des travaux) : p. 11027 - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11034 p. 11038 p. 11043 p. 11059 p. 11061 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11120 p. 11122 p. 11124 p. 11125 p. 11126 p. 11127 p. 11128 p. 11137

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 27 bis - Amendement n° 232 rectifié** (Suppression des dispositifs fiscaux favorisant l'investissement locatif) : p. 11165 - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexies, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-1 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11174 p. 11177 p. 11179 p. 11180 p. 11181 p. 11182 p. 11191 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 184** (Représentation des locataires dans l'ensemble des organismes HLM) : p. 11209 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11221 p. 11231 p. 11237 p. 11242 - **Article 31** (ordonnance n° 2016-1408 du 20 octobre 2016 relative à la réorganisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction, ordonnance n° 2017-52 du 19 janvier 2017 modifiant l'objet de l'Association pour l'accès aux garanties locatives et de l'association Foncière logement, art. L. 313-17, L. 313-17-1, L. 313-17-4, L. 313-18-1, L. 313-18-3, L. 313-33, L. 313-34, L. 313-19-1, L. 313-19-2, L. 313-19-3, L. 313-20-1, L. 313-20-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 111-12 du code des juridictions financières, art. 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Ratification des ordonnances relatives à la réforme d'Action Logement) : p. 11252 - **Article 34** (art. 2 et articles 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11264 p. 11266

- **Rappel au règlement** - (20 juillet 2018) : p. 11268

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (20 juillet 2018) - **Article 34** (art. 2 et art. 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11271 p. 11273 p. 11274 p. 11275 - **Article 35** (art. L. 441-2 et L. 442-5-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Adaptation des missions des commissions d'attribution de logements) : p. 11285 p. 11287 - **Article 35 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-12 du code

de la construction et de l'habitation - Liste des personnes prises en compte pour l'instruction de la demande de logement social) : p. 11296

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 40 - Amendement n° 201 rectifié** (Expulsions locatives - Interdiction pour les personnes rencontrant des difficultés économiques et sociales) : p. 11333 - **Article 40 bis A (nouveau)** (art. L. 412-1 du code des procédures civiles d'exécution et art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Raccourcissement des délais de la procédure d'expulsion) : p. 11334 - **Article 47 bis B** (art. 8-2 [nouveau] et 40 loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Absence de solidarité du conjoint détenteur d'une ordonnance de protection) : p. 11353 - **Article 48** (art. 3, 16, 17, 17-2 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et article L. 631-5 du code de la construction et de l'habitation - Conditions de délivrance de l'agrément aux observatoires locaux des loyers - Suppression du dispositif d'encadrement des loyers dans le code de la construction et de l'habitation) : p. 11356 p. 11357 p. 11359 - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11364 p. 11367 p. 11378 p. 11386 - **Article 46 bis B (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation - Calendrier d'application de la loi SRU) : p. 11405

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 53 quater D (nouveau)** (art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Gratuité des frais de première relance) : p. 11489 p. 11490 - **Article 54 bis C (nouveau)** (art. 751-2 et L. 751-6 du code de commerce - Modification de la composition des commissions départementales d'aménagement commercial et de la commission nationale d'aménagement commercial) : p. 11535 - **Article 55** (art. L. 111-10-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition et modalités d'application de l'obligation de rénovation énergétique pour les bâtiments tertiaires) : p. 11552 - **Article additionnel après l'article 55 bis C - Amendement n° 319 rectifié bis** (Transition énergétique - Crédit d'impôt - Préfinancement bancaire) : p. 11570 - **Article 55 sexies (supprimé)** (Expérimentation pour mener des stratégies territoriales de résorption de la précarité énergétique) : p. 11579 - **Article 57 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 11-1 [nouveau] de la loi n° 2011-725 du 23 juin 2011 portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer - Lutte contre l'expansion des bidonvilles à Mayotte et en Guyane) : p. 11599 p. 11601 - **Article 58 ter (nouveau)** (art. 226-4 du code pénal et art. 38 de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Lutte contre l'occupation illicite de domiciles et de locaux à usage d'habitation) : p. 11605

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Article 59 bis A (nouveau)** (art. 14-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Fonds de travaux) : p. 11628 - **Article 62 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques - Délais de dépôt du dossier d'information du maire préalablement à l'installation ou à la modification d'une installation radioélectrique) : p. 11636

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière [n° 692 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13051 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13058

- **Question orale sans débat sur l'activité « Relation clients » d'Engie** - (31 juillet 2018) : p. 13228

- **Question orale sans débat sur les risques environnementaux de montagne d'or** - (31 juillet 2018) : p. 13231 p. 13232

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13356 p. 13357 p. 13361

- **Débat sur la politique industrielle et l'avenir de notre industrie** - (3 octobre 2018) : p. 13402

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 13605

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14839

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les carburants et le pouvoir d'achat** - (8 novembre 2018) : p. 15099 p. 15100

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 491** (Taxation des retraites chapeau les plus importantes - Augmentation) : p. 15403

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 19** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0 S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'État et entre régimes de sécurité sociale) : p. 15511 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 513** (Impact des mesures d'exonération - Rapport au Parlement) : p. 15526 p. 15527

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article 29** (art. L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale - Amplifier la portée du dispositif d'innovation du système de santé) : p. 15558 - **Article 29 quinquies (nouveau)** (Création d'un forfait expérimental de réorientation pour les urgences hospitalières) : p. 15586 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 164 rectifié ter, n° 362 rectifié ter et n° 519** (Installation des professionnels de santé - Régulation) : p. 15596 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 165 rectifié bis** (Installation des médecins libéraux - Régulation) : p. 15597

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 542** (Révision périodique du prix des médicaments) : p. 15692 - **Article 43** (art. L. 5121-1, L. 5121-10, L. 5125-23, L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 du code de la santé publique ; art. L. 162-16, L. 162-16-7 et L. 162-22-7-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Favoriser le recours aux médicaments génériques, hybrides et biosimilaires) : p. 15698 - **Article additionnel avant l'article 44 - Amendement n° 93** (Âge minimum légal de départ à la retraite - Relèvement progressif) : p. 15706 p. 15707 - **Article 44** (Ajustement exceptionnel de la revalorisation des prestations sociales) : p. 15708 p. 15711

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15838

- **Débat sur les Conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA)** - (20 novembre 2018) : p. 15865 p. 15866 p. 15867 p. 15868 p. 15876 p. 15877 p. 15878

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16755 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16774 p. 16777

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'habitat indigne** - (27 novembre 2018) : p. 16899

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendements n° I-270 et n° I-654 rectifié** (Élargissement de l'assiette de la TTF aux transactions infrajournalières) : p. 17083 - **Article additionnel après l'article 16 sexies - Amendement n° I-461** (Transmission en exonération de droits au travers de l'assurance-vie - Limitation à 100 000 euros par bénéficiaire) : p. 17091

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 163 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Question préalable** : p. 17197

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17363

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17384 p. 17385 - **Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - État D** : p. 17397

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17408 - **Remboursements et dégrèvements - État B** : p. 17410 - **Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - État D** : p. 17412 p. 17414 p. 17416

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17427

- **Question orale sans débat sur la ligne Caen-Alençon-Le Mans** - (4 décembre 2018) : p. 17822

- **Question orale sans débat relative au nouveau retard sur le prolongement de la ligne 12 du métro à Aubervilliers** - (4 décembre 2018) : p. 17825 p. 17826

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2018) : p. 17857

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 51** (art. 167 bis du code général des impôts - Imposition des plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux en cas de transfert du domicile fiscal hors de France) : p. 18228

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 51 bis - Amendements n° II-380 rectifié bis et n° II-381 rectifié bis** (Écart maximal de rémunération - Encadrement) : p. 18240 - **Article additionnel après l'article 51 bis - Amendement n° II-796 rectifié** (Taxe sur les salaires - 3e taux majoré - Rétablissement) : p. 18242

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21649 p. 21651 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1er janvier 2019) : p. 21671 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 10 rectifié bis** (SMIC - Revalorisation exceptionnelle - Rapport au Parlement) : p. 21672 p. 21672

GENEST (Jacques)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompier volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société**.

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail**.

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 147 tome 3 annexe 2 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Examen du rapport d'information préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP).

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Remboursements et dégrèvements » (et communication sur le contrôle budgétaire sur la typologie des bénéficiaires du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion de programmation pour la session 2018-2019.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen du rapport.

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen définitif de l'équilibre, des missions (dont la mission « Défense » précédemment examinée et réservée), des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Tome III du rapport général - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dénormalisation du vin** - (15 février 2018) : p. 1531

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3779 p. 3787 p. 3788 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié, n° 33 rectifié bis, n° 6 rectifié ter, n° 28 rectifié, n° 3 rectifié, n° 19 et n° 25 rectifié bis** (*Subventions et aides - Éligibilité des communes qui conservent les compétences eau/assainissement*) : p. 3803 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié ter** (*Exceptions au principe d'équilibre des EPCI - Suppression du seuil à 500 habitants*) : p. 3807

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article 1er (supprimé)** (*art. 28-2 du code de procédure pénale - Renforcement de la police fiscale*) : p. 8858 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 77 rectifié, n° 75 rectifié et n° 76 rectifié** (*Lutte contre la fraude sociale, le travail dissimulé et le prêt illicite de main d'oeuvre*) : p. 8870

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er** (*art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme*) : p. 10822 - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement*) : p. 10825 - **Article additionnel avant l'article 6 A - Amendement n° 307 rectifié bis** (*Construction en milieu rural*) : p. 10856

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 364 rectifié bis, n° 414 rectifié bis, n° 878 rectifié bis et n° 1068 rectifié ter** (*Travaux d'extension - Seuil dérogatoire*) : p. 10919 p. 10920 - **Article 12 quater B (nouveau)** (*art. L. 111-4, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Dérogations à l'inconstructibilité des zones agricoles, naturelles et forestières des communes*) : p. 10922 p. 10923 - **Article 12 quater** (*art. L. 142-4, L. 111-5, L. 151-11 du code de l'urbanisme - Consultation de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers*) : p. 10924 p. 10925 p. 10926 - **Article 12 quinquies** (*art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral*) : p. 10936 - **Article additionnel après l'article 12 sexes - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater** (*Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations*) : p. 10954 - **Article additionnel après l'article 12 nonies - Amendement n° 308 rectifié** (*Plan local d'urbanisme ou carte communale - Prise en compte de la desserte des secteurs par les équipements publics*) : p. 10965 - **Article additionnel après l'article 12 nonies - Amendement**

n° 310 (*Taux majoré de la taxe d'aménagement - Part communale ou intercommunale*) : p. 10966 - **Article additionnel après l'article 12 nonies - Amendement n° 309** (*Réintroduction de la participation pour voirie et réseau (PVR) dans les communes rurales*) : p. 10967 - **Article 13** (*Habilitation à simplifier par ordonnance la hiérarchie des normes des documents d'urbanisme*) : p. 10970 p. 10971 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 305 rectifié** (*Modification du périmètre du lotissement - Autorisation, précision et encadrement*) : p. 10972 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 306 rectifié** (*Domaine du lotissement - Délivrance de l'autorisation - Délai de cristallisation*) : p. 10974

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité** - (2 octobre 2018) : p. 13341

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13365

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité verte** - (30 octobre 2018) : p. 14812 p. 14813

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article 1er** (*art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales*) : p. 16542

- **Débat sur la ruralité, une chance pour la France** - (21 novembre 2018) : p. 16551

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (*art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16795 p. 16797 p. 16802 p. 16803

- **Mise au point au sujet de votes** - (26 novembre 2018) : p. 16804

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Sénat et la représentation des collectivités territoriales** - (27 novembre 2018) : p. 16892

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article 2 sexes (nouveau)** (*art. 83 du code général des impôts - Prise en compte du type de motorisation du véhicule dans la détermination des frais réels déductibles au titre de l'impôt sur le revenu*) : p. 16906 p. 16907

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (*art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement*) : p. 17958 p. 17959

GÉNY-STEPHANN (Delphine)
secrétaire d'État auprès du ministre de
l'économie et des finances
(jusqu'au 16 octobre 2018)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information de la délégation sénatoriale à la prospective « Une crise en quête de fin – Quand l'histoire bégaie »** - (17 janvier 2018) : p. 88 p. 89 p. 90 p. 91 p. 92 p. 93 p. 94 p. 95 p. 96 p. 97 p. 98 p. 99 p. 99 p. 100 p. 101
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Vallourec** - (23 janvier 2018) : p. 148
- **Question orale sans débat sur les conséquences de la perte de la compétence eau-assainissement dans l'Aude** - (13 février 2018) : p. 1444
- **Question orale sans débat sur l'engorgement des services de l'état civil des communes sièges d'un tribunal d'instance** - (13 février 2018) : p. 1445
- **Question orale sans débat sur la situation du logement social** - (13 février 2018) : p. 1446
- **Question orale sans débat sur les finances des territoires touristiques de montagne** - (13 février 2018) : p. 1447
- **Question orale sans débat sur la situation des greffiers des tribunaux de commerce** - (13 février 2018) : p. 1448
- **Question orale sans débat sur l'utilisation de l'eusko par la ville de bayonne** - (13 février 2018) : p. 1449
- **Question orale sans débat sur le démarchage téléphonique** - (13 février 2018) : p. 1450
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité agricole** - (20 février 2018) : p. 1578
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la friche industrielle de Vallourec à Tarbes** - (20 février 2018) : p. 1579
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2035 p. 2036
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'usine Ford de Blanquefort** - (20 mars 2018) : p. 2438
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur [n° 349 (2017-2018)]** - (22 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3040 - **Article 1er ter A (nouveau)** (art. L. 522-7-2 [nouveau] du code monétaire et financier - *Obligation d'assurance et d'immatriculation pour les prestataires et établissements qui initient des ordres ou permettent d'accéder aux données concernant des comptes et produits autres que les comptes de paiement*) : p. 3052 - **Article 3** (art. L. 351-1 du code monétaire et financier - *Correction d'une erreur de référence*) : p. 3055
- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices [n° 411 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4088 p. 4097 p. 4098
- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la compétitivité, de l'innovation, du numérique et de l'intelligence artificielle** - (9 mai 2018) : p. 4204 p. 4205 p. 4206 p. 4207 p. 4208 p. 4208 p. 4209 p. 4210 p. 4211 p. 4212 p. 4213 p. 4214
- **Débat sur la politique de concurrence dans une économie mondialisée** - (17 mai 2018) : p. 4374 p. 4376 p. 4377 p. 4378 p. 4379 p. 4380 p. 4381 p. 4381 p. 4382 p. 4383 p. 4384
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les sanctions américaines envers l'Iran** - (7 juin 2018) : p. 5592 p. 5593
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les biocarburants** - (7 juin 2018) : p. 5596
- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5603 - **Article 3** (art. 790 du code général des impôts - *Aménagement de la réduction pour âge du donateur prévue en cas de transmission d'entreprise*) : p. 5613 p. 5615 - **Article 6** (art. 1681 F du code général des impôts - *Élargissement du champ de l'échelonnement de l'impôt sur les plus-values de cession en cas de crédit-vendeur*) : p. 5615 - **Article 7** (art. 199 terdecies-0 B du code général des impôts - *Réactivation d'une réduction d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt pour acquérir le capital d'une PME*) : p. 5616 p. 5617 - **Article 8** (art. 787 B du code général des impôts - *Modernisation du Pacte Dutreil*) : p. 5619 p. 5620 p. 5623 - **Article 11** (art. 726 du code général des impôts - *Création d'un taux unique pour les droits d'enregistrement des cessions de parts sociales et d'actions*) : p. 5624 - **Article 12** (art. 150-0 B ter du code général des impôts - *Assouplissement du régime de l'apport-cession*) : p. 5625 p. 5627 - **Article 13** (*Expérimentation pour les jeunes agriculteurs et artisans d'une déduction fiscale pour la transmission et l'installation*) : p. 5629 - **Article 14** (*Abrogation de dispositions du code de commerce relatives à l'information préalable des salariés en cas de cession d'entreprise*) : p. 5630 p. 5632 - **Article 15 (supprimé)** (*Obligation d'information des représentants du personnel, à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, des possibilités de reprise qui leur sont ouvertes*) : p. 5634 - **Article 16** (*Modification de l'article L. 1233-57-14 du code du travail relatif aux obligations de l'employeur lors de la fermeture d'un établissement*) : p. 5635 - **Article 18** (art. 220 nonies du code général des impôts et art. L. 3332-16 du code du travail - *Assouplissement des conditions d'éligibilité au crédit d'impôt sur les sociétés pour reprise interne et de constitution d'un fonds de reprise*) : p. 5637
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat et le gazole** - (12 juin 2018) : p. 5725
- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 1er** (*Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER »*) : p. 5988 p. 5988 - **Article 2** (art. L. 325-1 du code de l'urbanisme - *Création de l'Agence nationale pour les centres-villes et centres-bourgs (ANCC) et extension du champ d'intervention de l'EPARECA dans les périmètres des conventions OSER*) : p. 5991 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 4 rectifié bis** (*Bail à réhabilitation avec option d'achat et bail viager*) : p. 5995 - **Article 3 (supprimé)** (art. 278-0 bis A, 278 sexies A, 279-0 bis, et 199 novovicies du code général des impôts - *Allègement de la fiscalité sur les logements dans les périmètres des conventions OSER*) : p. 5998 - **Article additionnel après**

l'article 4 - Amendements n° 10 rectifié bis, n° 8 rectifié bis, n° 7 rectifié bis, n° 9 rectifié bis, n° 6 rectifié bis et n° 11 rectifié bis (*Locations saisonnières - Micro-entrepreneurs - Abattement d'impôt; Rénovation de logement ancien - Crédit d'impôt; intérêts des prêts contractés pour l'acquisition d'un logement - Crédit d'impôt; Bailleurs sociaux - Rénovation d'immeubles anciens - Crédit d'impôt; Acquisition d'immeubles anciens - Exonération de droits de mutations à titre onéreux (DMTO); Location de résidence principale - Limitation à six mois*): p. 6032 p. 6033 - **Article 5** (art. L. 1111-11 et L. 1511-8 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales, art. L. 1435-5-6 [nouveau] du code de la santé publique et article 27-3 [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Maintien des services publics dans les centres-villes): p. 6036 - **Article 6** (*Expérimentation tendant à déroger à l'application de certaines normes dans les périmètres des opérations OSER*): p. 6038 - **Article 7** (art. L. 621-31 et L. 632-2 du code du patrimoine - Institution d'une procédure visant à simplifier la prise en compte des protections patrimoniales dans le périmètre des opérations OSER): p. 6042 p. 6044 p. 6045 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 14 rectifié** (*Librairie indépendante de référence - Subventions*): p. 6046 - **Article 9** (section II du chapitre IV du titre Ier de la première partie du livre Ier du code général des impôts - Accompagnement de la modernisation des artisans et commerçants de détail - Crédit d'impôt formation au commerce numérique): p. 6048 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 12 rectifié bis** (*Micro-entrepreneurs - Exonérations de cotisation foncière des entreprises, CFE*): p. 6050 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 41** (*Zones de revitalisation rurale (ZRR) - Exonération de cotisations sociales aux entreprises*): p. 6053 - **Article 13** (art. L. 751-2 du code de commerce - Modifier la composition des CDAC pour mieux représenter le tissu économique): p. 6055 - **Article 20** (art. L. 752-2 du code de commerce - Exonération d'autorisation d'exploitation commerciale en centre-ville pour certains types de commerces): p. 6061 - **Article 21 (supprimé)** (*Instituer des moratoires locaux d'implantation de nouvelles activités commerciales dans des zones en difficulté*): p. 6062 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 26 rectifié** (*Plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) - Étude d'impact sur l'attractivité économique*): p. 6064 - **Article 26** (section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Institution d'une contribution pour la lutte contre l'artificialisation des terres): p. 6066 p. 6067 p. 6068 - **Article 27** (section VII du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts - Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER »): p. 6070 p. 6071 - **Article 28** (art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Exonération et modulation de la taxe sur les surfaces commerciales dans les territoires signataires d'une convention « OSER »): p. 6076 - **Article 29 (supprimé)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce - Renforcer les SIIC face aux risques spéculatifs et les encourager à investir dans les centres-villes): p. 6077

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la zone euro** - (26 juin 2018) : p. 6736

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dépense publique** - (26 juin 2018) : p. 6736 p. 6737

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transformation de l'ISF** - (26 juin 2018) : p. 6739

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9684

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et le lien avec le territoire** - (19 juillet 2018) : p. 11051

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de suppression de niches fiscales** - (19 juillet 2018) : p. 11056

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Nouvelle lecture [n° 672 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale**: p. 11658 p. 11659 - **Article 1er ter A (Suppression maintenue)** (art. L. 522-7-2 [nouveau] du code monétaire et financier - Obligation d'assurance et d'immatriculation pour les prestataires et établissements qui initient des ordres ou permettent d'accéder aux données concernant des comptes et produits autres que les comptes de paiement) : p. 11667

- **Question orale sans débat sur la situation des mineurs étrangers isolés** - (31 juillet 2018) : p. 13225

- **Question orale sans débat sur le projet d'implantation d'une prison à Limeil-Brévannes** - (31 juillet 2018) : p. 13226

- **Question orale sans débat sur le devenir du recrutement en école d'orthophonie** - (31 juillet 2018) : p. 13226

- **Question orale sans débat sur le calendrier de notification et de versement des dotations aux collectivités locales** - (31 juillet 2018) : p. 13227

- **Question orale sans débat sur l'activité « Relation clients » d'Engie** - (31 juillet 2018) : p. 13228

- **Question orale sans débat sur la situation du centre hospitalier de Saint-Nazaire** - (31 juillet 2018) : p. 13229

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exonération de charges pour les saisonniers agricoles** - (25 septembre 2018) : p. 13280

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget 2019** - (25 septembre 2018) : p. 13285

- **Proposition de loi relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes [n° 725 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Fin de section** : p. 13345

- **Débat sur la politique industrielle et l'avenir de notre industrie** - (3 octobre 2018) : p. 13396 p. 13397 p. 13398 p. 13399 p. 13400 p. 13401 p. 13402 p. 13403 p. 13404 p. 13405 p. 13406

GERBAUD (Frédérique)
sénatrice (Indre)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (7 février 2018).

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 193 (2017-2018)] relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 233 (2017-2018)] (23 janvier 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi

relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1054

- **Suite de la discussion** (8 février 2018) - **Article 3** (art. L. 160-2, L. 160-17, L. 160-18, L. 221-3, L. 262-2, L. 351-14-1, L. 634-2-2, L. 643-2, L. 722-1, L. 723-10-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 111-1 du code de la mutualité, art. L. 732-27-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 832-1 du code de l'éducation, art. L. 9 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Suppression du régime de sécurité sociale applicable aux étudiants*) : p. 1171 p. 1172 p. 1174

GHALI (Samia)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure le 17 janvier 2018 ; puis vice-présidente du 30 janvier 2018 au 30 juin 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative au statut de l'élu et visant à renforcer les droits et les devoirs des élus et la participation à la vie démocratique [n° 530 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique relative au statut de l'élu et visant à préciser les conditions d'éligibilité à l'élection présidentielle et aux élections législatives et sénatoriales, et à renforcer la participation des citoyens aux travaux législatifs [n° 531 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Jean-Marie Godard, journaliste, auteur de l'ouvrage : « Paroles de flics ».

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de la fédération syndicale de la police nationale - CFDT.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - FO.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - UNSA-FASMI.

Audition de M. Guillaume Lebeau et de Mme Maggy Biskupski.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie appliquée au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), à New-York et à Shanghai.

Audition de M. Laurent-Franck Liénard, avocat.

Audition de Mme Catherine Pinson, psychologue clinicienne, chef du Service de soutien psychologique opérationnel (SSPO).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Christian Mouhanna, chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).

Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Audition du Colonel Bruno Arviset, secrétaire général, et de représentants du Conseil de la fonction militaire de la gendarmerie (CFMG).

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de syndicats de policiers municipaux.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de représentants de l'Union des policiers nationaux indépendants (UPNI).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de représentants de la fédération syndicale CFE-CGC police nationale - Alliance.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Pour un nouveau modèle de financement de l'audiovisuel public : trois étapes pour aboutir à la création de « France Médias » en 2020 » - Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Pierre Leleux et André Gattolin.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Gérard Clérissi, directeur des ressources et compétences de la police nationale, Thomas Fourgeot, chef du bureau des gradés et gardiens de la paix et de Mme Noémie Angel, sous-directrice de la prévention, de l'accompagnement et du soutien.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition du Dr Gaëlle Encrenaz, docteure

en épidémiologie, et du Dr Alain Miras, médecin légiste, maître de conférences des universités, expert agréé par la cour de cassation.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Philippe Klayman, directeur central des compagnies républicaines de sécurité (DCCRS).

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Éric Vouilleminot, directeur central adjoint de la police judiciaire.

Audition de M. Fernand Gontier, directeur central de la police aux frontières, et de Mme Brigitte Lafourcade, directrice centrale adjointe.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violence dans les établissements scolaires - Audition de M. Benjamin Moignard, universitaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation*) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur* : p. 1090

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)]** - (21 février 2018) - **Article 1er** (*Conditions d'ouverture des établissements d'enseignement privés - Maintien du système déclaratif*) : p. 1660 p. 1662 - **Article 2** (*Contrôle des établissements hors contrat - Clarification des procédures*) : p. 1670 p. 1671 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 1677

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3473 - **Article unique** : p. 3484 p. 3486

- **Débat** : « **Quelles perspectives pour les études de médecine ?** » - (5 avril 2018) : p. 3498

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rodéos urbains** - (29 mai 2018) : p. 4659

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'habitat insalubre à Marseille** - (13 novembre 2018) : p. 15315 p. 15316

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'habitat insalubre** - (13 novembre 2018) : p. 15322

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'habitat indigne** - (27 novembre 2018) : p. 16899

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 150 tome 1 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Relations entre les collectivités territoriales membres de la métropole de Lyon près de quatre ans après sa mise en place ».

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité en France et à Marseille** - (11 octobre 2018) : p. 13671 p. 13672

GINESTA (Jordi)
sénateur (Var)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure du 17 janvier 2018 au 30 juin 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Jean-Marie Godard, journaliste, auteur de l'ouvrage : « Paroles de flics ».

Réunion du mardi 13 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie appliquée au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), à New-York et à Shanghai.

Audition de M. Laurent-Franck Liénard, avocat.

Audition de Mme Catherine Pinson, psychologue clinicienne, chef du Service de soutien psychologique opérationnel (SSPO).

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Gérard Clérissi, directeur des ressources et compétences de la police nationale, Thomas Fourgeot, chef du bureau des gradés et gardiens de la paix et de Mme Noémie Angel, sous-directrice de la prévention, de l'accompagnement et du soutien.

Audition du général de corps d'armée Hervé Renaud, directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale, et du colonel Charles Bourillon, adjoint au sous-directeur de la politique des ressources humaines.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique de cohésion de l'Union européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, ouverte aux membres de la commission des finances).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable).

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

GIRARDIN (Annick)
ministre des outre-mer

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie [n° 334 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Outre-mer - PME, commerce et artisanat.**

Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 198 (2018-2019)] (12 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française [n° 199 (2018-2019)] (12 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 288 (2017-2018)]** - (13 février 2018) - **Discussion générale** : p.1451 p.1462 - **Article 2** (art. 218-3 [nouveau] de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Inscription d'office sur la liste électorale spéciale à la consultation) : p. 1463 - **Article 3** (Bureaux de vote « délocalisés ») : p.1464 - **Article 5** (art. 219 et 221 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Adaptation du droit électoral à la nature du scrutin - Informations transmises aux commissions administratives) : p.1465 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 3** (Modalités de remboursement des dépenses de campagne) : p.1466 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 4** (Répartition des temps d'antenne - octroi d'une marge de manœuvre plus importante aux acteurs locaux) : p.1466 - **Article 6** : p.1467

- **Suite de la discussion** (20 février 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1572

- **Question orale sans débat sur le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu** - (20 mars 2018) : p. 2422

- **Question orale sans débat sur le renforcement de la lutte contre la pêche illégale en Guyane** - (20 mars 2018) : p. 2423

- **Question orale sans débat sur la lenteur administrative du tribunal de commerce de La Réunion** - (20 mars 2018) : p. 2424

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence [n° 334 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3533

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les algues sargasses en Guadeloupe** - (10 avril 2018) : p. 3557

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la représentation parlementaire ultramarine** - (21 juin 2018) : p. 6436

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les assises de l'outre-mer** - (10 juillet 2018) : p. 9431 p. 9432

- **Projet de loi relatif aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie - Commission mixte paritaire [n° 643 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9675 p. 9676

- **Question orale sans débat sur les nouvelles modalités d'indemnisation des dommages causés par le loup** - (24 juillet 2018) : p. 11475

- **Question orale sans débat sur les sargasses** - (24 juillet 2018) : p. 11476

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la différenciation fiscale pour l'outre-mer** - (2 octobre 2018) : p. 13336

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la plainte à l'ONU sur les essais nucléaires en Polynésie française** - (11 octobre 2018) : p. 13668

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15337 p. 15360 p. 15363 p. 15364 p. 15367 p. 15369 p. 15370 p. 15372

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la Réunion (I)** - (22 novembre 2018) : p. 16647

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la Réunion (II)** - (22 novembre 2018) : p. 16648

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences à la Réunion** - (22 novembre 2018) : p. 16649

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2018) : p. 17686 - **État B** : p. 17689 p. 17690 p. 17693 p. 17694 p. 17695 p. 17696 p. 17697 p. 17701

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer - Deuxième lecture [n° 200 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21580 p. 21581 p. 21589

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

GOLD (Éric)
sénateur (Puy-de-Dôme)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à préciser les dispositions de l'article 459 du code de procédure pénale [n° 703 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Justice.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au recours à la vidéoprotection à des fins de lutte contre les infractions à la salubrité publique [n° 192 (2018-2019)] (12 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

(*commission des lois*) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition M. Christophe Béchu, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures des transports de France.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Pollution de l'air - Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de la ville de Paris.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur la sécurité routière - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer).

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Mauguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition conjointe de M. François Brottes, président du directoire de réseau de transport d'électricité (RTE), et de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau, sur la panne électrique survenue en juillet à la gare Montparnasse

(causes et conséquences) et sur la sécurité de l'alimentation électrique du réseau ferroviaire.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

(*commission des finances*) : Proposition de loi contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 110

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Article 2** (art. L. 2231-11, L. 2241-5, L. 2141-7-1 [nouveau], L. 2242-11, L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2254-2 du code du travail - Aménagement des règles issues de l'ordonnance relative au renforcement de la négociation collective) : p. 180 p. 181

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 246 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 806

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 857

- **Débat sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (20 février 2018) : p. 1612

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1917 - **Article 9** (art. 1519 H du code général des impôts - Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux applicable aux stations radioélectriques - Plafonnement) : p. 1934

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2016 p. 2017

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3172

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3194

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3391 p. 3395

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan Autisme** - (5 avril 2018) : p. 3461

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Article 1er** (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) : p. 3908 p. 3910 p. 3911 p. 3912

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4682

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article 1er bis** (art. L. 2111-25 du code des transports - Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure) : p. 5030 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 169 rectifié** (Comptabilité analytique ligne par ligne pour les services non conventionnés) : p. 5062 - **Article 2 quater** (art. L. 1263-2, L. 1264-7 et L. 2121-13 à L. 2121-16 [nouveaux] du code des transports - Attribution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 5070 - **Article 2 quinquies** (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires) : p. 5084

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les EHPAD** - (7 juin 2018) : p. 5594

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 495 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5969

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités territoriales et la fiscalité carbone** - (10 juillet 2018) : p. 9437

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Article 4** (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences) : p. 9501

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9663

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 13** (Habilitation à simplifier par

ordonnance la hiérarchie des normes des documents d'urbanisme) : p. 10969

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-19 du code de l'environnement - Rétablissement des préenseignes relatives à la vente des produits du terroir dans les restaurants) : p. 11530 p. 11531 - **Article 55 bis B** (art. L. 111-8-5 [nouveau] et L. 111-9-1 du code de la construction et de l'habitation - Caractéristiques relatives aux produits de construction) : p. 11566

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 674 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13085

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de médicaments** - (30 octobre 2018) : p. 14811

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15088

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16521 p. 16522 - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales) : p. 16536 p. 16539 - **Article 2** (art. 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France télécom - Extension de la mission d'aménagement du territoire de La Poste) : p. 16545

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17929 - **Relations avec les collectivités territoriales - État B** : p. 17940 - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17956 p. 17958 p. 17959 p. 17974 p. 17976

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) - **Article 83** (art. L. 821-1-1, L. 821-1-2, L. 821-4, L. 821-5, L. 821-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 241-6, L. 244-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 35-1, 35-2 de l'ordonnance n°2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Simplification des compléments à l'allocation aux adultes handicapés) : p. 18072

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les frais d'inscription à l'université** - (13 décembre 2018) : p. 21526 p. 21527

GONTARD (Guillaume)
sénateur (Isère)
CRCE-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Membre suppléant de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 avril 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° 347 (2017-2018)] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux - Examen du rapport et du texte de la commission, en première lecture.

(*commission des lois*) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution Audition de M. Arnaud Leroy, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail « Lutte contre la pollution de l'air » - Examen du rapport d'information.

Pollution de l'air - Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de la ville de Paris.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : « Plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage » - Examen du rapport d'information.

Audition de M. Stéphane Bouillon, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, coordonnateur du plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur le projet de loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

Table ronde sur la gestion et le stockage des déchets radioactifs, autour de M. Pierre-Franck Chevet, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire, M. Jean-Christophe Niel, Directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, M. Pierre-Marie Abadie, Directeur général de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, M. Jean-Claude Delalonde, Président de l'Association nationale des comités et commissions locales d'information, Mme Manon Besnard, chargée d'études à l'agence d'information WISE-Paris.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer).

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de Mme Ida Bost, auteure d'une thèse sur l'histoire des herboristes en France, Pr Pierre Champy, professeur de pharmacognosie à l'université Paris-Sud, Mme Agnès Le Men, directrice du Conservatoire national des plantes à parfum, médicinales, aromatiques et industrielles (CNPMAI).

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition de M. Jacques Fleurentin, docteur ès sciences pharmaceutiques, maître de conférences à l'université de Metz, président de la Société française d'ethnopharmacologie et de M. Cyril Coulard, pharmacien herboriste, titulaire de l'Herboristerie du Père Blaize.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de

l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Manguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de M. Thomas Echantillac pour l'Association française des cueilleurs (AFC), Mme Catherine Segretain pour le Mouvement d'agriculture biodynamique (MABD), M. Vincent Segretain pour la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB), Mme Nadine Leduc pour le Comité des plantes aromatiques et médicinales (CPPARM), un représentant de PPAM de France.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde avec la direction générale de la santé (DGS), la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) et la direction de l'eau et de la biodiversité.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond (11 ter, 11 septies B, 11 sexdecies, 12 à 12 quinquies, 15 bis et 16 B).

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition de Mmes Dominique Crémer, herboriste diplômée en Belgique, Noémie Zapata, chargée d'études en anthropologie de la santé et auteure d'une enquête sur les herboristeries à Madrid et Caroline Gagnon, présidente de la guilde des herboristes du Québec (à distance).

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

(*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition conjointe du docteur Carine Wolf-Thal, présidente du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens et du docteur Jean-Marcel Mourgues, président de la section Santé publique et démographie médicale du Conseil national de l'Ordre des médecins.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Audition conjointe de M. Matthieu Schuler, directeur de l'évaluation des risques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), accompagné de Mmes Françoise Weber, directrice adjointe déléguée responsable des produits réglementés et Sarah Aubertie, chargée des relations institutionnelles et de Mme Carole Le Saulnier, directrice des affaires juridiques et réglementaires à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), accompagnée de Mme An Lé, chef de pôle au sein de la

direction des médicaments génériques, homéopathiques, à base de plantes et des préparations.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

(*CS Suppression surtranspositions directives*) : Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institute for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », «

Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » et « Prévention des risques » - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 39

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective - Ratification de l'ordonnance relative au renforcement de la négociation collective*) : p. 156 - **Article 2** (*art. L. 2231-11, L. 2241-5, L. 2141-7-1 [nouveau], L. 2242-11, L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2254-2 du code du travail - Aménagement des règles issues de l'ordonnance relative au renforcement de la négociation collective*) : p. 162 p. 178 - **Article 4** (*art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - Adaptation du cadre juridique du comité social et économique*) : p. 203

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 655 - **Article 4** (*art. L. 562-1 et L. 562-2 du code de l'environnement, art. L. 421-9 et L. 480-13 du code de l'urbanisme - Création de zones d'activité résiliente et temporaire en raison du risque de recul du trait de côte*) : p. 669 p. 670 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 35** (*Information des acquéreurs du risque de recul du trait de côte - Obligation*) : p. 671 - **Article 9** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 679

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 784

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 246 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 807

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques [n° 237 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 878

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er**

(art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation) - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur) : p. 1083 p. 1111

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1592

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1919

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 54 C [nouveau] du livre des procédures fiscales - Élargissement des voies de recours pour les contribuables)** : p. 2235 - **Article 7 (Habilitation pour expérimenter une « relation de confiance »)** : p. 2240 - **Article 12 bis (Expérimentation de la cristallisation des règles après délivrance d'un certificat d'information)** : p. 2254

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 34 (Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables)** : p. 2324 p. 2333 - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission) (art. 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale - Unification du régime des permis de construire d'éoliennes)** : p. 2342 - **Article 39 (Habilitation à légiférer par ordonnance pour réformer le régime juridique d'exploration et d'exploitation des ressources géothermales)** : p. 2360

- **Débat sur l'avenir des lignes LGV et l'aménagement du territoire** - (28 mars 2018) : p. 3177

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3196 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 (Moratoire sur la fermeture des gares de triages, les points de desserte fret et la suppression des effectifs à Fret SNCF)** : p. 3205

- **Suite de la discussion** (29 mars 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 8 (Rapport au Parlement - Création de nouvelles sources de financement du système ferroviaire)** : p. 3217 p. 3218 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 10 (Généralisation du versement transport)** : p. 3219 p. 3220 - **Article 1er (art. L. 2141-1 du code des transports - Suppression du monopole de SNCF Mobilités sur l'exploitation des services de transport ferroviaire de voyageurs)** : p. 3220 - **Article 2 (sous-section 1A de la section 1 du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code des transports - Procédure d'attribution des contrats de service public)** : p. 3223 - **Article 4 (art. L. 2121-2 du code des transports - Contrats de service public répondant aux besoins d'aménagement du territoire)** : p. 3230 p. 3231 - **Article 9 (section 8 du chapitre 1er du titre IV du livre 1er de la deuxième partie [nouvelle] et art. L. 2121-4-1 du code des transports - Transfert de la propriété des matériels roulants de SNCF Mobilités aux autorités organisatrices de transport)** : p. 3247 - **Article 10 (art. L. 2141-15-2 [nouveau] du code des transports - Transfert de la propriété des ateliers de maintenance de SNCF Mobilités aux autorités organisatrices de transport)** : p. 3248 - **Article 11 (art. L. 2111-27, L. 2111-28, L. 2111-29, L. 2111-30, L. 2111-31, L. 2111-32, L. 2111-33, L. 2111-34 et L. 2111-35 [nouveaux] du code des transports - Transformation de Gares et Connexions en société anonyme à capitaux publics)** : p. 3252 p. 3254 p. 3258 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3265

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3397

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8**

juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)] - (18 avril 2018) - **Article 1er (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile)** : p. 3948 - **Article 1er ter (art. L. 611-1 [nouveau], L. 741-4 [nouveau], L. 775-1, L. 775-2 et L. 77-13-1 à L. 77-13-2 [nouveaux] du code de justice administrative - Protection du secret des affaires devant les juridictions administratives)** : p. 3955

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dimension écologique de la future proposition de résolution de la France sur la PAC** - (19 avril 2018) : p. 4115

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4270

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4677 p. 4678 - **Article 1er A (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire)** : p. 4691 p. 4695 p. 4700 p. 4709

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4941 p. 4945 p. 4947 p. 4950 p. 4952 p. 4961 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 131 rectifié (Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau)** : p. 4969 - **Article 1er B (nouveau) (Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié)** : p. 4971 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 87 (Fret ferroviaire - Déclaration d'intérêt général)** : p. 4995 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 93 (Création d'un livret d'épargne sécurisé concourant au financement des infrastructures de transport - Opportunité - Rapport au Parlement)** : p. 4997 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 230 rectifié (Bilan de la situation du fret ferroviaire - Rapport au Parlement)** : p. 4999

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article 1er ter (art. L. 1263-2, L. 2121-12, L. 2122-9 et L. 2133-1 du code des transports - Droit d'accès au réseau pour les services librement organisés)** : p. 5040 p. 5042 p. 5045 - **Article 2 (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures nécessaires à la transposition de la directive modifiée 2012/34/UE)** : p. 5051 - **Article 2 ter (art. L. 2121-1, L. 2121-1-1 [nouveau] et L. 2121-3 du code des transports - Autorités organisatrices des services d'intérêt national et des services d'intérêt régional de transport ferroviaire de voyageurs)** : p. 5058 p. 5059 - **Article 2 quinquies (art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires)** : p. 5074 p. 5090 p. 5091 p. 5092 - **Article 2 sexies (Attribution des contrats de service public par l'État entre 2019 et 2023)** : p. 5096 - **Article 2 nonies (nouveau) (art. L. 2121-4-1 [abrogé] du code des transports - Transfert des matériels roulants et des ateliers de maintenance)** : p. 5104 - **Article 3 bis B (art. L. 2121-2 et L. 2121-12 du code des transports - Information de l'État et des collectivités territoriales concernées en cas de modification de la consistance d'un service librement organisé)** : p. 5115 - **Article additionnel après l'article 3 bis B - Amendements n° 111 rectifié et n° 7 rectifié sexies (Extension de l'avis des départements et communes concernés sur toute suppression d'un guichet ou d'un service organisé par une région)** : p. 5119 - **Article 4 (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour adapter le système ferroviaire dans le cadre de l'ouverture à la concurrence)** : p. 5131 p. 5135 - **Article 5 (Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour mettre le droit national en conformité avec les trois textes du pilier « technique » du quatrième paquet ferroviaire européen)** : p. 5141 - **Article 6 (art. L. 2133-8 du code des transports - Habilitation à modifier par ordonnance les règles et la procédure applicables à la fixation des redevances d'infrastructure)** : p. 5145

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5209

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Question préalable** : p. 5728

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (20 juin 2018) - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6315 p. 6320 - **Article 7** (art. L. 733-5, L. 741-1, L. 741-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Choix de la langue utilisée lors de la procédure et demande d'asile conjointe pour les parents et leurs enfants mineurs) : p. 6376

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile) : p. 6423 p. 6426 - **Organisation des travaux** : p. 6486 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction) : p. 6493

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 15 ter (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction du placement en rétention des mineurs isolés) : p. 6559

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7387 p. 7402 p. 7405 p. 7409 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 53** (Signature de conventions tripartites pluriannuelles - Information des consommateurs sur la valeur du produit qu'ils achètent) : p. 7421 - **Article 2** (art. L. 631-25 du code rural et de la pêche maritime - Sanctions des manquements aux obligations contractuelles) : p. 7426 - **Article 4** (art. L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) : p. 7432 p. 7435

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 420-5 du code de commerce - Régime dérogatoire au dispositif de prix abusivement bas en outre-mer) : p. 7566 p. 7566 - **Article additionnel après l'article 10 quater A - Amendement n° 81** (Accords de coopération à l'achat dans la distribution de produits agricoles et alimentaires - Contrôle des concentrations) : p. 7571 - **Article 10 quinquiés (supprimé)** (Promotion de l'agriculture de groupe) : p. 7577 - **Article additionnel avant l'article 11 - Amendements n° 306 rectifié, 637 rectifié et 105 rectifié sexies** (Objectifs environnementaux au sein du programme national pour l'alimentation) : p. 7590 - **Article additionnel avant l'article 11 - Amendements n° 106 rectifié sexies et n° 307 rectifié** (Objectifs environnementaux - Programme national relatif à la nutrition et à la santé) : p. 7592 - **Article 11** (art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L. 230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique) : p. 7596 p. 7603 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 84** (Menu végétalien quotidien dans les cantines des établissements scolaires, universitaires et d'accueil de la petite enfance - Expérimentation) : p. 7623 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 83** (Menu végétarien quotidien dans les cantines des établissements scolaires, universitaires et

d'accueil de la petite enfance - Expérimentation) : p. 7625 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 192 et n° 467 rectifié bis** (Définition des petites fermes) : p. 7628 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 654 rectifié bis** (Définition des petites fermes) : p. 7630 - **Article 11 bis A (supprimé)** (Affichage de la composition des menus dans les services de restauration collective gérées par les collectivités territoriales) : p. 7635 - **Article 11 quater (supprimé)** (art. L. 230-5 du code rural et de la pêche maritime - Information et consultation des usagers de la restauration scolaire sur la qualité des repas servis) : p. 7648 p. 7649

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 septies A (supprimé)** (art. L. 115-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation d'affichage environnemental des denrées alimentaires) : p. 7669 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendements n° 449 rectifié et n° 331 rectifié ter** (Étiquetage obligatoire des denrées alimentaires issues d'animaux nourris avec des OGM) : p. 7673 - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 7688 p. 7689 - **Article additionnel après l'article 11 decies - Amendements n° 566 rectifié ter, n° 160 rectifié bis, n° 206 rectifié, n° 248 rectifié ter, n° 466 rectifié ter, n° 648 rectifié ter et n° 161 rectifié bis** (Interdictions selon diverses modalités de la mise à la vente de produits traités ou issus de modes de production non autorisés) : p. 7702 p. 7703 - **Article 11 undecies** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Divers objectifs de la politique agricole) : p. 7719 - **Article 11 duodecies (supprimé)** (art. L. 611-6 du code rural et de la pêche maritime - Valorisation des démarches agroécologiques par la certification environnementale) : p. 7725 - **Article 11 quindecies** (art. L. 201-7 et L. 237-2 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des contrôles sanitaires relatifs aux denrées alimentaires) : p. 7734

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article 14 (supprimé)** (art. L. 253-5-1 et L. 253-5-2 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 511-12 du code de la consommation - Pratiques commerciales prohibées en matière de vente de produits phytopharmaceutiques, PPP) : p. 7811 p. 7815 - **Article 14 quater AA (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Dérogation aux interdictions de ventes et d'utilisation pour les personnes publiques de produits phytopharmaceutiques en cas d'absence d'efficacité des substituts à lutter contre les dangers sanitaires) : p. 7829 - **Article 14 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 661-8 du code rural et de la pêche maritime - Facilitation de la cession à titre onéreux de variétés de semences relevant du domaine public destinées aux utilisateurs non professionnels ne visant pas une exploitation commerciale) : p. 7831 - **Article 14 sexies** (Expérimentation sur l'usage de drones d'épandage dans certaines conditions d'exploitation) : p. 7847 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 211 rectifié bis** (Zones de non traitement autour de parcelles de l'agriculture biologique - Création) : p. 7856 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 494 rectifié** (Traitements dangereux - Information des riverains) : p. 7858 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendements n° 194 rectifié et n° 373 rectifié bis** (Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction) : p. 7869 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 346 rectifié** (Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction) : p. 7875 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° 119 rectifié septies, 216 rectifié et 616 rectifié** (Critères de l'agro-écologie - Définition) : p. 7888

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10827 - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage

publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10840 - **Article additionnel avant l'article 6 A - Amendements n° 280 rectifié, n° 281 rectifié et n° 1000 rectifié bis** (Fin de l'artificialisation nette du territoire - Échéance) : p. 10856 p. 10857 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 152-6 du code de l'urbanisme, art. L. 145-4 du code de commerce - Extension des dérogations d'urbanisme pour la transformation de bâtiments existants en logements en zone tendue) : p. 10878 - **Article 11** (art. L. 642-1, L. 642-3, L. 642-4, L. 642-5, L. 642-15, L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation - Extension de la procédure de réquisition avec attributaire à l'hébergement d'urgence de personnes sans abri et dispositions diverses relatives à la réquisition avec attributaire) : p. 10890 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 59 rectifié bis, n° 97 rectifié quater, n° 481 rectifié et n° 521 rectifié bis** (Zones de montagne - Limitation de la progression des résidences secondaires) : p. 10903

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 sexies** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles, forestières, et les cultures marines du littoral) : p. 10940 p. 10944 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater** (Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations) : p. 10955 - **Article 13** (Habilitation à simplifier par ordonnance la hiérarchie des normes des documents d'urbanisme) : p. 10969 p. 10970 - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre) : p. 10992

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11037 p. 11044 p. 11060 - **Article 20** (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres) : p. 11076

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 46 (précédemment réservé) - Amendement n° 213** (Loi SRU- Objectif de rattrapage - Répartition qualitative de l'offre locative sociale) : p. 11400 - **Article 9 bis A (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1-2 du code de la construction et de l'habitation, article L. 111-24 du code de l'urbanisme - Dérogation aux servitudes de mixité sociale applicables aux programmes pour la réalisation de logements collectifs) : p. 11413 - **Article 48** (art. 3, 16, 17, 17-2 et 25-9 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et article L. 631-5 du code de la construction et de l'habitation - Conditions de délivrance de l'agrément aux observatoires locaux des loyers - Suppression du dispositif d'encadrement des loyers dans le code de la construction et de l'habitation) : p. 11418 p. 11419 - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation et article 8-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Modification des règles relatives à la décence dans les hôtels meublés et en cas de colocation à baux multiples) : p. 11426 - **Article 53 quater A (nouveau)** (art. 3, 22-1 et 24-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 23 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour

un accès au logement et un urbanisme rénové - Suppression de la GUL) : p. 11449

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-19 du code de l'environnement - Rétablissement des préenseignes relatives à la vente des produits du terroir dans les restaurants) : p. 11526 - **Article 55** (art. L. 111-10-3 du code de la construction et de l'habitation - Définition et modalités d'application de l'obligation de rénovation énergétique pour les bâtiments tertiaires) : p. 11558 - **Article 55 ter** (art. L. 111-10-5 du code de la construction et de l'habitation - Règles applicables au carnet numérique d'information, de suivi et d'entretien du logement) : p. 11575 - **Article 55 sexies (supprimé)** (Expérimentation pour mener des stratégies territoriales de résorption de la précarité énergétique) : p. 11578 p. 11579

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Nouvelle lecture [n° 676 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13126 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (Compétences de distribution d'eau potable et d'assainissement - Régie commune) : p. 13134 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13138

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Question préalable** : p. 13303

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13325

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Article 2** (art. L. 211-4-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'une interdiction administrative individuelle de manifester) : p. 14077

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'utilisation des fonds du livret de développement durable et solidaire** - (25 octobre 2018) : p. 14722 p. 14723

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14925

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2018) - **Article 15** (art. L. 541-4-3 du code de l'environnement - Sortie du statut de déchet) : p. 14998 - **Article 16** (art. L. 424-2 du code de l'environnement - Dérogations à l'interdiction de chasser certains oiseaux pendant leur migration) : p. 14999 p. 15003 - **Article 17** (art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Report des échéances fixées pour l'atteinte du bon état des masses d'eau du fait des conditions naturelles) : p. 15005 - **Article 23** (art. L. 2221-8 du code des transports - Exonération de l'obligation de détenir une licence pour certains conducteurs de locomotives et de trains) : p. 15012

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15085 - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence) : p. 15116 p. 15120 p. 15124 - **Article 3** (Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conseil d'administration) : p. 15130 - **Article 5** (art. L. 1232-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Organisation territoriale de l'agence) : p. 15140 - **Article 6** (Chapitre III du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1233-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Ressources de l'agence) : p. 15143 - **Article 6 bis (nouveau)** (art. L. 1233-2

[nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de filiales et participation au capital d'organismes publics ou privés) : p. 15144 - **Article 7** (art. L. 1233-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conventions pluriannuelles conclues entre l'ANCT, l'État et les établissements publics intervenant sur des périmètres connexes et complémentaires, ANRU, ANAH, ADEME, CEREMA) : p. 15148 - **Article 8** (art. L. 1233-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Personnels de l'agence Titre II Dispositions transitoires et finales) : p. 15149 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15152

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15837

- **Débat sur les Conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA)** - (20 novembre 2018) : p. 15872

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16779 p. 16785 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendement n° I-474** (Vols intérieurs - Exonération de taxe intérieure de consommation -

Suppression) : p. 16808 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-548** (Exonérations de la TGAP) : p. 16862

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 7** (art. 1520, 1636 B undecies et 1641 du code général des impôts - Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM) : p. 16957 p. 16959 p. 16960

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17591

Écologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17612 p. 17616 p. 17619 p. 17621 p. 17622 p. 17628 p. 17629 - **Article 75** (art. L. 213-10-8 et article L. 423-21-I du code de l'environnement - Pérennisation du financement du plan « Ecophyto » et fixation des modalités de contribution des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité, AFB, et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, ONCFS) : p. 17634 - **Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - État D** : p. 17642 p. 17643

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 9 rectifié bis** (Salaire minimum de croissance - Revalorisation) : p. 21668 p. 21670

de la GONTRIE (Marie-Pierre)
sénatrice (Paris)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques de 2024 (7 février 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (22 février 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (22 mai 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (10 juillet 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions (26 novembre 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (26 novembre 2018).

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018 ; puis vice-présidente le 15 novembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative au statut de l'élu et visant à renforcer les droits et les devoirs des élus et la participation à la vie démocratique [n° 530 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique relative au statut de l'élu et visant à préciser les conditions d'éligibilité à l'élection présidentielle et aux élections législatives et sénatoriales, et à renforcer la participation des citoyens aux travaux législatifs [n° 531 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France [n° 24 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des lois*) : Nominations de rapporteurs.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur la situation des prisons.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une

meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en oeuvre de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. François Molins, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Manuel Valls, député, ancien Premier ministre.

Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016-943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites - Suite de l'examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2017.

Création d'un groupe de travail sur l'amélioration de l'efficacité des fiches S - Communication.

Dématérialisation des documents de travail de la commission - Communication.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la protection du secret des affaires.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 11 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Audition de Mmes Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, et Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Présentation par Mmes Annick Billon, Laure Darcos et Laurence Rossignol, co-rapporteuses, de l'avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mardi 17 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 23 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Échange de vues, nomination de rapporteurs et demande d'octroi à la commission des lois, pour une durée de six mois, des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), organisation professionnelle de policiers.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Audition de M. Michel Delpuech, préfet de police de Paris.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du lundi 30 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Girier, chef de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et ancien directeur de la campagne de M. Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.

Audition du Colonel Lionel Lavergne, chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont

pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Stéphane Fratacci, directeur de cabinet de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 31 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Christophe Castaner, délégué général du Mouvement La République en Marche.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Éric Bio Farina, commandant militaire de la Présidence de la République.

Nature, efficacité et mise en oeuvre des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Yann Drouet, ancien chef de cabinet du préfet de police de Paris.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Jean-Paul Celet, préfet, ancien directeur du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS).

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Michel Besnard, préfet, ancien chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République (GSPR).

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Suite de l'examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la

justice - Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Organisation des travaux de la commission - Communication.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Jean-Marie Delarue, conseiller d'État, ancien contrôleur général des lieux de privation de liberté, président de la commission d'audition sur les auteurs de violences sexuelles (prévention, évaluation, prise en charge) et du docteur Sabine Mouchet-Mages, présidente du comité d'organisation de celle-ci.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition conjointe de M. Éric Guéret, réalisateur du documentaire « Enfance abusée » et de Mme Christine Pedotti, directrice de la rédaction de Témoignage chrétien.

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*MCI Répression infractions sexuelles sur mineurs*) : Audition de M. Mathias Lamarque, sous-directeur de l'éducation populaire, et de Mme Sandrine Ottavj, adjointe du chef du bureau de la protection des mineurs en accueils collectifs et des politiques locales, de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

Audition de représentants de la Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) du ministère de la justice.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024** [n° 263 (2017-2018)] - (6 février 2018) - **Discussion générale** : p. 933 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement 19 rectifié bis** (*Parité au sein du Comité national olympique et sportif français*) : p. 960 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 20 rectifié bis** (*Parité au sein des différentes instances consultatives*) : p. 961 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Dérogations aux interdictions et restrictions en matière d'affichage publicitaire dans le périmètre et aux abords des sites olympiques et paralympiques*) : p. 971 - **Article**

13 bis A (Texte non modifié par la commission) (*art. L. 2111-3 du code des transports - Dérogation à l'ordonnance « concessions » pour la fixation des tarifs à la charge des usagers du « Charles de Gaulle Express » (CDG Express) - Dérogation au code des transports concernant les compétences de l'ARAFER sur le CDG Express*) : p. 984

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires** [n° 298 (2017-2018)] - (22 février 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (*Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts*) : p. 1829

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 - Commission mixte paritaire** [n° 313 (2017-2018)] - (15 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2375

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles** [n° 373 (2017-2018)] - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3077 p. 3078 - **Article 1er et annexe** (*Approbation des orientations de la politique de protection des mineurs contre les violences sexuelles présentées dans le rapport annexé à la proposition de loi*) : p. 3089 - **Article 2** (*art. 7 et 8 du code de procédure pénale - Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs*) : p. 3103 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10 rectifié quinquies** (*Amnésie traumatique - Obstacle insurmontable à la mise en mouvement ou l'exercice de l'action publique*) : p. 3108 - **Article 3** (*art. 222-23 du code pénal - Répression du viol lorsqu'il est commis à l'encontre d'un mineur*) : p. 3109 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6** (*Pénalisation de tout acte de pénétration sexuelle commise par un majeur sur mineur*) : p. 3111 p. 3112 p. 3113 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3117

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites** [n° 420 (2017-2018)] - (18 avril 2018) - **Article 1er** (*art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile*) : p. 3907

- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy »** [n° 376 (2017-2018)] - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4279 p. 4280 p. 4284 p. 4288 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement 1** (*Autorité judiciaire - Engagement de poursuite sans autorisation préalable de l'administration*) : p. 4294 p. 4296 - **Article 2** : p. 4297

- **Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs** [n° 518 (2017-2018)] - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5552 - **Article 1er** (*art. 23 bis du Règlement - Ajustement du mécanisme de retenue financière en cas d'absences répétées à la suite de la suppression de l'indemnité représentative de frais de mandat*) : p. 5559

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (19 juin 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6222 - **Article 1er (supprimé)** (*art. L. 313-11, L. 313-13 [abrogé], L. 313-18, L. 313-25 et L. 313-26 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de délivrance de la carte de séjour pluriannuelle aux bénéficiaires de la protection subsidiaire et aux apatrides ainsi qu'aux membres de leur famille*) : p. 6253 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 185 rectifié ter** (*Carte de séjour - Délai de délivrance - Apatrides*) : p. 6254 - **Rappel au règlement** : p. 6271 p. 6272 p. 6273 - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de*

l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6280

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) : p. 6322 p. 6331 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 337 rectifié bis** (*Parlementaires membres du conseil d'administration de l'OFPRA - Désignation par les commissions parlementaires permanentes compétentes en matière d'asile*) : p. 6334 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 336 rectifié quater** (*Composition du conseil d'administration de l'OFPRA - Personnalités qualifiées désignées par le Parlement*) : p. 6335 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 339 rectifié bis** (*Cour nationale du droit d'asile - Possibilités de statuer par ordonnance*) : p. 6360 - **Article 6 bis A (nouveau)** (art. L. 743-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Décision définitive de rejet de la demande d'asile valant obligation de quitter le territoire français*) : p. 6363 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendement n° 351 rectifié** (*Demande d'asile par une personne inscrite dans la base EURODAC hors de France - Abandon du délai de cinq mois*) : p. 6366 p. 6369 - **Article 7** (art. L. 733-5, L. 741-1, L. 741-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Choix de la langue utilisée lors de la procédure et demande d'asile conjointe pour les parents et leurs enfants mineurs*) : p. 6372

- **Suite de la discussion** (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - *Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile*) : p. 6427 p. 6428 p. 6448 p. 6449 p. 6450 p. 6454 p. 6455 - **Article additionnel après l'article 10 AA - Amendement n° 29 rectifié ter** (*Bénéficiaire de l'aide médicale d'urgence - Absence de droit à réduction tarifaire dans les transports - Décorrélation*) : p. 6477 p. 6478 p. 6479 - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-9, L. 222-4 et L. 222-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Vidéo-audience et traitement des appels irrecevables dans le contentieux de la non-admission*) : p. 6483 - **Article additionnel après l'article 10 bis - Amendement n° 254 rectifié ter** (*Mineur non accompagné - Placement en zone d'attente - Interdiction*) : p. 6488 p. 6493 p. 6494

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 6534 p. 6535 - **Article 11** (art. L. 511-1 et L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modalités d'éloignement des étrangers : renforcement des OQTF et précision de la notion de « risque de fuite »*) : p. 6546 p. 6547 p. 6548 p. 6549 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Encadrement du placement en rétention des mineurs accompagnant leur famille*) : p. 6566 p. 6567 - **Article 16** (art. L. 512-1, L. 551-1, L. 551-2, L. 552-1, L. 552-3 à L. 552-7 et L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modalités et régime juridique de la rétention administrative*) : p. 6571 p. 6572 p. 6575 p. 6577 p. 6578 - **Article 19 ter (supprimé)** (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers*) : p. 6604 p. 6607 - **Article 21** (art. L. 313-8, art. L. 313-29 et L. 313-30 [nouveaux] et art. L. 531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Titres de séjour des étudiants - Chercheurs et étudiants souhaitant prolonger leur séjour en France*) : p. 6619 - **Article 23** (art. L. 311-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Regroupement de la demande d'asile et de l'admission au séjour à un autre titre*) : p. 6625 p. 6626

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article 26 quater (nouveau)** (art. L. 611-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'un fichier national biométrique des étrangers déclarés majeurs à l'issue de leur évaluation par un département*) : p. 6656 p. 6657 p. 6658 p. 6659 - **Article additionnel après l'article 33 bis (supprimé) - Amendement n° 376 rectifié bis**

(*Accès aux concours de la fonction publique pour les étrangers non communautaires*) : p. 6686 - **Intitulé du projet de loi** : p. 6711

- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6725

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8835 p. 8846 p. 8848 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 11 et n° 20** (*Articulation des procédures pénales avec les procédures de contentieux fiscal*) : p. 8853 p. 8854 - **Article 6** (art. 1653 G et 1729 A bis [nouveaux] du code général des impôts - *Publication des sanctions administratives appliquées aux personnes morales à raison de manquements fiscaux d'une particulière gravité*) : p. 8884 - **Article 9** (art. 495-16 et 804 du code de procédure pénale - *Extension de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité à la fraude fiscale*) : p. 8894 - **Article 9 bis (nouveau)** (art. 41-1-2 du code de procédure pénale - *Convention judiciaire d'intérêt public en matière de fraude fiscale*) : p. 8895 - **Article 13 (nouveau)** (art. L. 141 B [nouveau], L. 228, L. 228 A et L. 232 du livre des procédures fiscales, article 1er de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 - *Conditions du dépôt des plaintes pour fraude fiscale par l'administration*) : p. 8923 p. 8924

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9092 p. 9100 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 18 rectifié** (*Caractère transversal et obligatoire de la politique de lutte contre les violences sexistes et sexuelles*) : p. 9102 p. 9103 - **Article 1er A (nouveau) et rapport annexé** (*Approbation des orientations de la politique de lutte contre les violences sexuelles et sexistes présentées dans le rapport annexé au projet de loi*) : p. 9107 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Offre d'hébergement dédiée aux femmes victimes de violences - Augmentation*) : p. 9109 - **Article 1er** (art. 7 et 9-1 du code de procédure pénale ; art. 434-3 du code pénal - *Allongement du délai de prescription de l'action publique de certains crimes commis à l'encontre des mineurs*) : p. 9115 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié bis** (*Régime dérogatoire de prescription pour les victimes mineures*) : p. 9121 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 73 rectifié bis, n° 85 rectifié et n° 103 rectifié bis** (*Infraction sexuelle - Possibilité de diligenter une enquête après le délai de prescription*) : p. 9124 p. 9125 - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - *Répression des infractions sexuelles*) : p. 9127 p. 9128 p. 9129 p. 9130 p. 9132 p. 9133 p. 9134 p. 9137 p. 9139 p. 9142 p. 9143 p. 9148 - **Rappel au règlement** : p. 9150 p. 9151 p. 9153

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 131** (*Délit d'obstacle - Aggravation des peines*) : p. 9174 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 106 rectifié** (*Prostitution - Définition*) : p. 9176 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 17 rectifié** (*Mise en place d'une chambre spécialisée dans le jugement des infractions sexuelles - Rapport au Parlement*) : p. 9179 - **Article additionnel après l'article 2 bis C - Amendements n° 2 rectifié quater et n° 14 rectifié bis** (*Protection des professionnels soumis à une obligation de signalement*) : p. 9186 - **Article additionnel après l'article 2 bis D - Amendement n° 32 rectifié** (*Impact des violences sexuelles sur les suicides - Rapport au Parlement*) : p. 9190 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 37 rectifié** (*Droit à l'intimité des victimes témoignant d'une infraction sexuelle*) : p. 9194 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 40 rectifié** (*Interdiction des punitions et châtiments corporels*) : p. 9197 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 61 rectifié bis** (*Sensibilisation aux problématiques de cyber-harcèlement*) : p. 9213 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 62 rectifié** (*Associations diffusant un message de haine à l'égard des femmes - Dissolution*) : p. 9227 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 53 rectifié**

(Information dans le cadre scolaire sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Rapport au Parlement) : p. 9228 - **Article 4 bis (supprimé)** (art. 2-2 du code de procédure pénale - Exercice des droits reconnus à la partie civile pour les associations en matière de répression de l'outrage sexiste) : p. 9229 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9237

- **Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information [n° 629 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 13104

- **Projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Commission mixte paritaire [n° 687 (2017-2018)]** - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13241

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Article 1er** (Programmation financière et rapport annexé prévoyant les orientations et les moyens de la justice pour la période 2018 à 2022) : p. 13458 p. 13459 - **Rapport annexé** : p. 13480 - **Article 3** (art. 4-1 à 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les services de résolution amiable des litiges en ligne et certification de ces services) : p. 13491 - **Article 12 (supprimé)** (art. 233, 238, 246, 247-2, 247-3 [nouveau], section 3 du chapitre II du titre VI du livre Ier, art. 251, 252, 253, 254, 257, 262-1, 311-20, 313, 375-3 et 515-12 du code civil - Simplification de la procédure de divorce par la suppression de la tentative de conciliation préalable à l'assignation) : p. 13516

- **Suite de la discussion** (10 octobre 2018) - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 13537 - **Article 26** (art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale) : p. 13569 p. 13572 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 230** (Victimes d'acte de terrorisme - Simplification du parcours procédural) : p. 13582 - **Article 27** (art. 60-4 [nouveau], 77-1-4 [nouveau], 100, 100-1, 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-45, 706-1-1, 706-1-2, 706-72 et 709-1-3 du code de procédure pénale ; 706-95, 706-95-5 à 706-95-10 [abrogés] du code de procédure pénale ; art. 67 bis 2 du code des douanes - Extension des possibilités de recours aux interceptions de communications électroniques et aux techniques de géolocalisation) : p. 13587 - **Article 32** (art. 53, 56, 76, 78-2-2, 802-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Extension des pouvoirs des enquêteurs) : p. 13610 p. 13611 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 105 rectifié bis** (Légitime défense - Prise en compte de l'état de la victime au moment de la riposte) : p. 13619

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 35** (art. 81, 97, 142-6, 142-7 et 706-71 du code de procédure pénale et art. 51-1 [nouveau] de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Mesures diverses de simplification du déroulement de l'instruction) : p. 13635 p. 13636 p. 13638 - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 13681 p. 13682 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 365** (Lutte contre le terrorisme - Organisation judiciaire - Amélioration) : p. 13691 p. 13693 - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 567, 567-2, 574-1 et 574-2, 584 et 585 [abrogés], 585-1, 586, 588, 590-1 et art. 858 [abrogé] du code de procédure pénale, art. 58 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 49 [abrogé] de la loi n° 83-520 du 27 juin 1983 rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) : p. 13695

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2018) - **Article 45** (art. 132-1, 132-17, 132-19, 132-25, 132-26, 132-27 du code pénal ; art. 464-2 [nouveau], 465-1, 474, 723-7, 723-7-1, 723-13, 723-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1, 747-2 du code de procédure pénale - Prononcé des peines d'emprisonnement) : p. 13855 - **Article 49** (art. 720 du code de procédure pénale - Libération sous contrainte) : p. 13878

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article 2 decies (nouveau)** (art. 200 bis du code général des impôts - Crédit d'impôt sur le revenu pour les foyers hébergeant gratuitement un réfugié) : p. 16913 p. 16915

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-374** (Droit de visa dit « de régularisation » - Suppression) : p. 17012

Seconde partie :

Justice

- (1er décembre 2018) : p. 17515 p. 17516 - **État B** : p. 17522 p. 17523 p. 17524

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Article unique** : p. 21440 p. 21441

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21643

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) jusqu'au 20 septembre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à créer un outil de médiation dans les conflits entre intercommunalités ou entre les communes déléguées des communes nouvelles [n° 310 (2017-2018)] (19 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter la prise de garanties immobilières [n° 534 (2017-2018)] (1er juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre l'arbitrage de dividendes [n° 69 (2018-2019)] (22 octobre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Engagements financiers de l'État [n° 147 tome 3 annexe 13 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat proposé par le Président de la

République aux fonctions de directeur général de la société anonyme Bpifrance.

Missions et moyens de la Douane - Audition de M. Rodolphe Gintz, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Audition.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des finances*) : « Adapter les règles de l'impôt sur les sociétés au nouveau contexte international et européen » : audition conjointe de M. Grégory Abate, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises à la Direction de la législation fiscale, M. Bernard Bacci, directeur fiscal du groupe Vivendi, Mme Béatrice Deshayes, directrice fiscale du groupe LVMH, M. Daniel Gutmann, avocat associé du cabinet CMS Francis Lefebvre Avocats et de Mme Stéphanie Robert, directeur de l'Association française des entreprises privées (AfeP).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maité Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Marc El Nouchi, président de la commission des infractions fiscales.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition commune de Mme Manon Aubry, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France, de MM. Lionel Bretonnet, administrateur d'Anticor, et Jacques FABRE, membre du bureau de Transparency international France, et de Mme Lison Rehbinder, chargée de plaidoyer financement du développement au Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre solidaire.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Engagements financiers de l'État » (et article 77) ; compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Investissements d'avenir » (et communication sur son contrôle budgétaire sur les avances remboursables dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Culture » et article 74 bis (et communication sur le contrôle budgétaire sur la gestion déconcentrée des crédits du ministère) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 30 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Économie » (et articles 76 sexies et septies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et l'article 85), « Remboursements et dégrèvements », « Engagements financiers de l'État » (et articles 77 à 77 ter) et les comptes d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce », « Participations financières de l'État », et les comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », les missions « Investissements d'avenir », « Cohésion des territoires » (et articles 74 à 74 sexies) et « Administration générale et territoriale de l'État » (et l'article 71 quater) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Articles non rattachés aux missions - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et aux articles 82 à 83 quater), « Santé » (et aux articles 81 quater et 81 quinquies), « Gestion des finances publiques et ressources humaines » (et aux articles 77 bis et 77 ter), « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (et aux articles 84 ter et 84 quater), « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions », « Immigration, asile et intégration » (et à l'article 77 quater) et « Sécurités » et le compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du transport ferroviaire** - (16 janvier 2018) : p. 57

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les prisons** - (23 janvier 2018) : p. 150

- **Rappel au règlement** - (25 janvier 2018) : p. 566

- **Proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen [n° 219 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 569 - **Article 1er** (*art. L. 551-1, L. 552-3, L. 553-6, L. 554-1, L. 556-1, L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de placement en rétention et d'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une procédure « Dublin »*) : p. 583 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 599

- **Rappel au règlement** - (7 mars 2018) : p. 1977

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2025 p. 2028 p. 2032 p. 2033

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article 2** (*art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration*) : p. 2214 p. 2216 - **Article 2 bis A (nouveau)** (*art. L. 1113-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Extension du droit à régularisation en cas d'erreur au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs groupements dans leurs relations avec l'État et les organismes de sécurité sociale*) : p. 2218 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 92 rectifié** (*Télédéclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024*) : p. 2220 p. 2221

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrôle des imams étrangers à l'occasion du prochain ramadan** - (20 mars 2018) : p. 2441

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2750 p. 2752 p. 2759

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (21 mars 2018) - **Article 12** (*art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques*) : p. 2769 p. 2770 - **Article 13** (*art. 53 à 63 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux*

libertés ; art. L. 1122-1, L. 1123-7, L. 1124-1 et L. 1461-7 du code de la santé publique - Données de santé) : p. 2777 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 94** (Système d'autorisation des fichiers mentionnant la qualité de militaire - Refonte) : p. 2779 - **Article 14** (art. 10 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. L. 311-3-1 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 612-3 du code de l'éducation - Décisions prises sur le fondement d'algorithmes) : p. 2789

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur [n° 349 (2017-2018)]** - (22 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3045 p. 3046

- **Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4285 p. 4292 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement 1** (Autorité judiciaire - Engagement de poursuite sans autorisation préalable de l'administration) : p. 4294 p. 4296

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les sanctions américaines envers l'Iran** - (7 juin 2018) : p. 5592 p. 5593

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 1er** (Définition des opérations de sauvegarde économique et de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs dites « OSER ») : p. 5988 p. 5989 - **Article 2** (art. L. 325-1 du code de l'urbanisme - Création de l'Agence nationale pour les centres-villes et centres-bourgs (ANCC) et extension du champ d'intervention de l'EPARECA dans les périmètres des conventions OSER) : p. 5991

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5999 p. 6000 - **Article 1er (supprimé)** (art. 3 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Obligation pour les associations ayant une activité culturelle de se constituer sous le régime de la loi du 9 décembre 1905) : p. 6012 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (Associations culturelles - Obligations financières) : p. 6013 - **Article 2** (art. 25 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Extension aux locaux loués par une association culturelle de la législation applicable aux locaux lui appartenant ou mis à sa disposition concernant la célébration publique du culte) : p. 6014 - **Article 3 bis (nouveau)** (Création d'un conseil consultatif des cultes auprès du Gouvernement) : p. 6016 p. 6017 p. 6018 - **Article 4 (supprimé)** (art. 25-2 [nouveau] de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Obligation pour tout ministre du culte de justifier d'une formation qualifiante, délivrée par une instance culturelle représentative, et définition de la notion de ministre du culte) : p. 6019 p. 6022 - **Article 4 bis (nouveau)** (Institution d'une formation obligatoire pour les aumôniers intervenant dans les armées, les établissements pénitentiaires et les centres hospitaliers) : p. 6023 p. 6024 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6025

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 10 rectifié bis, n° 8 rectifié bis, n° 7 rectifié bis, n° 9 rectifié bis, n° 6 rectifié bis et n° 11 rectifié bis** (Locations saisonnières - Micro-entrepreneurs - Abattement d'impôt ; Rénovation de logement ancien - Crédit d'impôt ; intérêts des prêts contractés pour l'acquisition d'un logement - Crédit d'impôt ; Bailleurs sociaux - Rénovation d'immeubles anciens - Crédit d'impôt ; Acquisition d'immeubles anciens - Exonération de droits de mutations à titre onéreux (DMTO) ; Location de résidence principale - Limitation à six mois) : p. 6033

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (14 juin 2018) : p. 6051

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)] (suite)** - (14 juin 2018) - **Article 11** (art. L. 147-1 [nouveau] du code de commerce - Institution d'un nouveau contrat liant un propriétaire à un exploitant commercial) : p. 6052 - **Article 13** (art. L. 751-2 du code de commerce - Modifier la composition des CDAC pour mieux représenter le tissu économique) : p. 6056 - **Article 17** (art. L. 752-1 du code de commerce - Renforcer l'obligation de démantèlement et de remise en état des sites sur lesquels une exploitation commerciale a cessé) : p. 6059 - **Article 27** (section VII du chapitre 1er du titre 1er de la deuxième partie du livre 1er du code général des impôts - Création d'une taxe sur les livraisons liées au commerce électronique au profit des territoires signataires d'une convention « OSER ») : p. 6069 p. 6074

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018** - (26 juin 2018) : p. 6762 p. 6766 p. 6767 p. 6768 p. 6777

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (2 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 14 quinquiés - Amendements n° 559 rectifié bis et n° 560 rectifié bis** (Fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Création) : p. 7842 p. 7843

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8839 p. 8841 p. 8842 p. 8843 p. 8844 p. 8846 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 6 et n° 19** (Obligation pour le juge de l'impôt de statuer sur l'ensemble des moyens soulevés par les parties) : p. 8850 p. 8851 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 11 et n° 20** (Articulation des procédures pénales avec les procédures de contentieux fiscal) : p. 8852 p. 8853 - **Article 1er (supprimé)** (art. 28-2 du code de procédure pénale - Renforcement de la police fiscale) : p. 8859 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 18 rectifié et n° 106 rectifié** (Sécurisation de la procédure de rescrit fiscal - Amélioration du dialogue entre l'administration et les contribuables) : p. 8860 p. 8861 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 4 et n° 21 rectifié** (Régime du délit douanier de blanchiment) : p. 8862 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 24 rectifié bis et 25 rectifié bis** (Lutte contre la fraude documentaire) : p. 8867 p. 8868 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 77 rectifié, n° 75 rectifié et n° 76 rectifié** (Lutte contre la fraude sociale, le travail dissimulé et le prêt illicite de main d'oeuvre) : p. 8870 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 28 rectifié** (Fraude documentaire - Rapport au Parlement) : p. 8870 p. 8871 - **Article 6** (art. 1653 G et 1729 A bis [nouveaux] du code général des impôts - Publication des sanctions administratives appliquées aux personnes morales à raison de manquements fiscaux d'une particulière gravité) : p. 8883 p. 8885 - **Article 7** (art. 1740 A bis [nouveau] et 1753 du code général des impôts, L. 80 E du livre des procédures fiscales, L. 114-18-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sanction à l'égard des tiers complices de fraude fiscale et sociale) : p. 8888 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 58 rectifié bis** (Délit d'incitation à la fraude fiscale - Création) : p. 8892 - **Article 11** (art. 238-0 A, 39 terdecies, 125-0 A, 182 A bis, 182 A ter, 182 B, 244 bis, 244 bis B, 39 duodecies, 119 bis, 125 A, 145, 150 ter, 187, 163 quinquiés C, 163 quinquiés C bis, 219, 792-0 bis du code général des impôts, et art. L. 62 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la liste des États et territoires non coopératifs) : p. 8908 p. 8910 p. 8911 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 53 rectifié** (Droit de reprise de l'administration) : p. 8914 p. 8915 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 7 rectifié et n° 60 rectifié** (Sécurisation des règlements transactionnels fiscaux) : p. 8919 p. 8920 - **Article 13 (nouveau)** (art. L. 141 B [nouveau], L. 228, L. 228 A et L. 232 du livre des procédures fiscales, article 1er de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 -

Conditions du dépôt des plaintes pour fraude fiscale par l'administration) : p. 8921 p. 8922 p. 8925 p. 8926 p. 8927

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (16 juillet 2018) - **Article 61** (art. L. 3221-11 à L. 3221-14 [nouveaux], L. 2232-9, L. 2242-8, L. 2312-26 du code du travail, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1 du code du commerce - Mesure des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes salariés d'une même entreprise) : p. 9937 - **Article 63 (supprimé)** (art. 51 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Réforme de la disponibilité des fonctionnaires d'État) : p. 9954

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13424

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article 14** (art. L. 211-17 et L. 211-18 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Traitement dématérialisé des requêtes en injonction de payer par un tribunal de grande instance à compétence nationale spécialement désigné) : p. 13538 - **Article 18** (art. 373-2, 373-2-6 et 373-2-10 du code civil - Renforcement de l'efficacité des décisions prises en matière d'exercice de l'autorité parentale) : p. 13547

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2018) - **Article 39** (art. 388-5, 393, 393-1, 394, 397-1-1 [nouveau] et 397-2 du code de procédure pénale - Dispositions relatives au tribunal correctionnel) : p. 13656 - **Article 41** (art. 502 et 509 du code de procédure pénale - Effet dévolutif de l'appel en matière correctionnelle et formation à juge unique de la chambre des appels correctionnels) : p. 13677 p. 13678 - **Article 42** (art. 281, 316-1 [nouveau], 332, 365-1, 371-1 [nouveau], 380-2-1 A [nouveau] et 698-6 du code de procédure pénale - Mesures de simplification du procès d'assises - Expérimentation du tribunal criminel départemental) : p. 13684 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 181 rectifié** (Surveillance et livraisons surveillées - Cadre procédural - Clarification) : p. 13687 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 365** (Lutte contre le terrorisme - Organisation judiciaire - Amélioration) : p. 13691 - **Article 42 bis (nouveau)** (art. 567, 567-2, 574-1 et 574-2, 584 et 585 [abrogés], 585-1, 586, 588, 590-1 et art. 858 [abrogé] du code de procédure pénale, art. 58 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et art. 49 [abrogé] de la loi n° 83-520 du 27 juin 1983 rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer - Représentation obligatoire devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) : p. 13695

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 168 rectifié quater** (Médecins retraités - Cotisations retraite - Exonération partielle) : p. 15407 - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone) : p. 15424 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié bis** (Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente des produits alimentaires à référence alcoolique - Taxation) : p. 15427 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié ter** (Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente des produits alimentaires à référence alcoolique - Taxation) : p. 15427

- **Rappel au règlement** - (19 novembre 2018) : p. 15747

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2018 [n° 121 (2018-2019)]** - (19 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15759

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodécies (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16751 - **Article additionnel après l'article 18 duodécies (priorité) - Amendement n° I-849 rectifié** (Transition énergétique - Accompagnement des ménages modestes) : p. 16763 - **Article additionnel après l'article 18 duodécies (priorité) - Amendements n° I-404 rectifié et n° I-432 rectifié** (Contrats territoriaux bas carbone) : p. 16770 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16776 p. 16779 p. 16792 p. 16802 - **Article 8 (priorité)** (art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets) : p. 16837 p. 16838 p. 16851 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-48 rectifié et n° I-111 rectifié bis** (Produits non alimentaires et non couverts par la REP - éco-contribution) : p. 16861 - **Article additionnel après l'article 13 (priorité) - Amendements n° I-536 rectifié, n° I-600, n° I-635, n° I-816, n° I-875 et n° I-1001** (Opérations d'« arbitrage de dividendes ») : p. 16867

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° I-331 rectifié** (Don à un organisme d'intérêt général ou reconnu d'utilité publique - Réduction d'impôt) : p. 16906 - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendement n° I-217 rectifié** (Rémunération perçue au titre de la permanence des soins - Exonération fiscale - Extension) : p. 16910

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-373** (Taux du « droit de partage ») : p. 17007 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-245** (Contribution de solidarité numérique - Création) : p. 17018 - **Article 12** (art. 216, 219, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 Q et 223 R du code général des impôts - Réforme du régime de l'intégration fiscale) : p. 17036 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-699 rectifié bis** (Coût des hypothèques conservatoires) : p. 17127 p. 17128 - **Article additionnel après l'article 16 nonies - Amendement n° I-1065** (Loto du patrimoine - Contributions et prélèvements sur les jeux - Exonération) : p. 17130

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 ter - Amendements n° I-502 rectifié, n° I-876 et n° I-1006** (Relance de la trufficulture) : p. 17200 p. 17201 - **Article 18 quater (nouveau)** (art. 39 decies A [nouveau] du code général des impôts - Suramortissement temporaire de 40 % pour les investissements de transformation numérique et de robotisation des PME) : p. 17203 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-674 rectifié** (Instauration d'une TVA compétitivité) : p. 17222 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-332 rectifié** (Taux de TVA applicable aux agences de presse - Rétablissement) : p. 17237 p. 17238 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-433 rectifié et n° I-745** (Prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - Rectification) : p. 17260 - **Article 29** (Intitulé de la section XI du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 235 ter ZD, 1600, 1609 novovicies, 1609 tricies, 1647 et 1609 sextricies du code général des impôts, art. L. 3512-19 et L. 3513-12 du code de la santé publique, intitulé de la section unique du chapitre unique du titre 1er du livre IV, art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport, art. L. 1261-19 du code des transports, art. 59 de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 de finances pour 2000, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 et art. 48 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Mesures relatives à l'ajustement

des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 17300 p. 17303

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés »

- (30 novembre 2018) : p. 17370

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17375 p. 17376 - **Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - État D** : p. 17395 p. 17396 p. 17398

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) : p. 17399 p. 17400 - **Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - État D** : p. 17414 p. 17416

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) - **Article 74 bis (nouveau)** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Instauration d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans des logements locatifs intermédiaires réhabilités en centres-villes) : p. 17460 p. 17463

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2018) : p. 17472 p. 17478 - **État B** : p. 17483

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2018) : p. 17494 p. 17495 p. 17497 - **État B** : p. 17507

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17529 p. 17535 p. 17536

- **Rappel au règlement** - (2 décembre 2018) : p. 17581

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2018) : p. 17650 p. 17654 - **État B** : p. 17658 p. 17659 p. 17661 - **Article additionnel après l'article 83 quater - Amendement n° II-154 rectifié ter** (Moyens alloués par le FDVA - Bilan par département - Rapport au Parlement) : p. 17666

seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2018) : p. 18056 - **État B** : p. 18067

Seconde partie :

Santé

- (6 décembre 2018) - **État B** : p. 18108

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine

immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (6 décembre 2018) : p. 18118 p. 18121 p. 18122 p. 18123 p. 18124

Immigration, asile et intégration

- (6 décembre 2018) : p. 18138

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81 ter (nouveau)** (Fonds de stabilisation des départements pour les années 2019 à 2021) : p. 18195 p. 18196

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-593** (Régime des plus-values de cessions) : p. 18234 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-888** (Lutte contre la fraude - Document de politique transversale - Élargissement du périmètre) : p. 18236 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-748 rectifié bis** (Conventions fiscales - État des lieux pays par pays - Rapport de la Cour des comptes) : p. 18237

Seconde partie :

- (7 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 51 decies - Amendement n° II-589** (Frais afférents aux sûretés immobilières - Abrogation) : p. 18253 p. 18254 - **Article 52** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 995 et 1001 du code général des impôts - Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurances (TSCA) sur la garantie décès des contrats d'assurance emprunteur) : p. 18258 - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 421-4-2 du code des assurances - Relèvement à 25 % du plafond légal de la contribution des assureurs au fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages) : p. 18260 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendements n° II-377 rectifié et n° II-602 rectifié** (Exploitations agricoles obtenant une certification environnementale de niveau 2 et 3 - Crédit d'impôt) : p. 18263 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° II-32** (Agriculture durable - Certification environnementale de niveau 3 - Crédit d'impôt) : p. 18263 - **Article additionnel après l'article 53 - Amendement n° II-23 rectifié bis** (Exploitations certifiées HVE 3 - Crédit d'impôt) : p. 18264 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-386 rectifié bis** (Impôt sur les sociétés - Modification de l'assiette) : p. 18291 - **Article additionnel après l'article 55 novodecies - Amendements n° II-620 rectifié, n° II-619 rectifié, n° II-618 rectifié et n° 617 rectifié** (Fraude documentaire - Suspension des prestations sociales) : p. 18317 p. 18317 p. 18318 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-388 rectifié** (Professionnels de santé exerçant en libéral - Abattement sur la taxe foncière) : p. 18343

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article 56 septies (nouveau)** (art. 302 bis ZG du code général des impôts - Répartition du prélèvement sur le produit des paris hippiques mutualistes) : p. 18398 - **Article 57** (art. 200 quater du code général des impôts - Prorogation d'un an du crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique, CITE) : p. 18414 - **Article 58** (art. 244 quater U du code général des impôts et art. 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation pour trois ans et ajustement du crédit d'impôt « éco-prêt à taux zéro », éco-PTZ) : p. 18425 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-683 rectifié bis** (Prêt étudiants - Intérêts - Suppression) : p. 18428 - **Article 58 bis (nouveau)** (art. 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Maintien du prêt à taux zéro pour les signataires d'un contrat de location-accession) : p. 18431 - **Article 58 quinquies (nouveau)** (art. 68 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Prolongation transitoire du dispositif de la réduction d'impôt en faveur de l'investissement locatif intermédiaire dit « Pinel » en zones non tendues) : p. 18436 - **Article additionnel après**

l'article 61 - Amendement n° II-987 (*Cartes prépayées - Echange automatique d'informations fiscales*) : p. 18468 - **Article 63 sexies (nouveau)** (*art. 131 de la loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 de finances pour 1990, art. 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 et art. 174 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Annexe au projet de loi de finances initiale d'un rapport « Financement de la transition écologique : les instruments économiques, fiscaux et budgétaires au service de l'environnement et du climat »*) : p. 18479 - **Article 64 ter (nouveau)** (*art. 19-2 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, et art. 89 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998 - Réduction des droits dus par les entreprises artisanales au titre de leur immatriculation au répertoire des métiers*) : p. 18486

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace**

public [n° 83 (2018-2019)] - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18534

- **Rappel au règlement** - (17 décembre 2018) : p. 21537

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 13 et 14 décembre 2018** - (17 décembre 2018) : p. 21544 p. 21545 p. 21549

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 191 (2018-2019)]** - (17 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21555 p. 21557 p. 21561 p. 21562

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21651 p. 21655

GOURAULT (Jacqueline)
*ministre auprès du ministre d'État,
 ministre de l'intérieur
 (jusqu'au 16 octobre 2018)
 ministre de la cohésion des territoires et
 des relations avec les collectivités
 territoriales
 (à partir du 16 octobre 2018)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration et le droit d'asile** - (16 janvier 2018) : p. 58

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux statistiques sur les violences conjugales** - (23 janvier 2018) : p. 152

- **Question orale sans débat sur la fin de la réserve parlementaire et les projets des communes** - (6 mars 2018) : p. 1907

- **Question orale sans débat sur le financement des petits projets des communes** - (6 mars 2018) : p. 1908

- **Question orale sans débat sur l'intégration des frais de restauration scolaire dans le calcul du forfait communal** - (6 mars 2018) : p. 1909

- **Question orale sans débat sur la parité dans les exécutifs intercommunaux** - (6 mars 2018) : p. 1910

- **Question orale sans débat sur la présentation à l'examen du permis de conduire dans le Val-de-Marne** - (20 mars 2018) : p. 2408

- **Question orale sans débat sur la situation des élus placés en arrêt maladie** - (20 mars 2018) : p. 2409

- **Question orale sans débat sur le refus de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle en Charente** - (20 mars 2018) : p. 2410

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mineurs isolés étrangers** - (20 mars 2018) : p. 2440

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrôle des imams étrangers à l'occasion du prochain ramadan** - (20 mars 2018) : p. 2441

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agressions de médecins généralistes** - (5 avril 2018) : p. 3460

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'occupation des places d'hébergement d'urgence** - (5 avril 2018) : p. 3466 p. 3467

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3471 p. 3472 p. 3473 p. 3482 - **Article unique** : p. 3486 p. 3487 - **Article additionnel après l'article unique - Amendements n° 1 et n° 2** (*Régime des incompatibilités entre un emploi salarié au sein d'une commune membre et un mandat de conseiller communautaire*) : p. 3490 - **Article additionnel après l'article unique - Amendements n° 3, n° 6, n° 4 et n° 5** (*Modalités de désignation des conseillers communautaires par le conseil municipal*) : p. 3492

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3539 p. 3540

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse des dotations communales** - (10 avril 2018) : p. 3557 p. 3558

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)] (suite)** - (10 avril 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 1 et n° 47** (*Abaissement du seuil d'éligibilité à 3 % des suffrages exprimés*) : p. 3562 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen*) : p. 3566 p. 3567 p. 3573 p. 3581 p. 3583 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 35** (*Possibilité d'inscrire un "spitzenkandidat" et le nom d'un parti européen sur les déclarations de candidature et le bulletin de vote*) : p. 3585 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 36 et n° 54** (*Pouvoir de recommandation du CSA - Consultations citoyennes*) : p. 3587 - **Article 2** (*art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision*) : p. 3591 p. 3592 p. 3596 p. 3597 p. 3599 - **Article 2 bis** (*art. L. 167-1 du code électoral - Règles d'organisation de la campagne officielle des élections législatives à la radio et à la télévision*) : p. 3601 p. 3602 p. 3603

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 70 rectifié** (*Cahier des charges des grands médias publics - Dispositions pour la promotion de l'information relative à l'actualité politique européenne*) : p. 3626 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Règles du plafonnement des dépenses électorales et de leur remboursement forfaitaire pour les élections européennes) : p. 3628 - **Article 3 bis** (art. 19-2 [nouveau] de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Transparence des dépenses électorales engagées par les partis et groupements politiques en soutien d'une liste de candidats aux élections européennes) : p. 3629 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 66 rectifié** (*Vote par correspondance - Élargissement aux étudiants*) : p. 3630 - **Article 4** (art. 1 [abrogé], 2, 3, 3-1, 9, 16, 20, 24, 24-1 et 25 et tableau annexé de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen ; art. 15 et annexe 2 de la loi n° 2003-327 du 11 avril 2003 relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques - Règle de constitution des listes aux élections européennes et modalités de remplacement des députés européens - Règle d'âge en cas d'égalité des suffrages - Délai d'examen des comptes de campagne - Diverses coordinations) : p. 3633 p. 3635 p. 3636 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 14 rectifié** (*Liste de candidats - Conditions de retrait*) : p. 3637 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 18 rectifié** (*Remplacement des députés européens - Application du principe de parité*) : p. 3638 - **Article 5** (art. 26 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen ; art. 12 de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Coordinations outre-mer) : p. 3638 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 71 rectifié** (*Promotion du débat démocratique dans sa dimension européenne dans les programmes des grands médias publics*) : p. 3639 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 et 35 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Contenu des déclarations d'intérêts des représentants français au Parlement européen) : p. 3640 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 64 rectifié** (*Code de l'éducation - Éducation morale et civique - Aspects européens*) : p. 3641 p. 3642 - **Article 7** (*Modalités d'entrée en vigueur - Listes transnationales au sein d'une circonscription paneuropéenne*) : p. 3642 p. 3644 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3648

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3774 p. 3775 p. 3776 p. 3777 p. 3784 p. 3788 p. 3789 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération) : p. 3793 p. 3794 p. 3795 p. 3798 p. 3799 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié, n° 33 rectifié bis, n° 6 rectifié ter, n° 28 rectifié, n° 3 rectifié, n° 19 et n° 25 rectifié bis** (*Subventions et aides - Éligibilité des communes qui conservent les compétences eau/assainissement*) : p. 3803 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié ter** (*Eau et assainissement - Régie unique*) : p. 3804 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 20 rectifié et n° 21 rectifié** (*Régie commune à plusieurs services publics*) : p. 3806 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié ter** (*Exceptions au principe d'équilibre des EPCI - Suppression du seuil à 500 habitants*) : p. 3806 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 24 rectifié ter, n° 9 rectifié et n° 17 rectifié ter** (*Exceptions au principe d'équilibre des EPCI - Seuil*) : p. 3808 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29 rectifié bis** (*Rétrocession des redevances d'occupation du domaine public des biens et équipements mis à la disposition de l'EPCI à la commune antérieurement compétente*) : p. 3809 p. 3810 -

Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 11 et n° 12 (*Transfert automatique des soldes positifs de budgets annexés eau et assainissement aux EPCI au moment du transfert de compétence*) : p. 3811 - **Article 2** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Sécabilité de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » et suppression de l'inclusion des « eaux de ruissellement urbaines » au sein de la compétence « assainissement » pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération) : p. 3814 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22** (*Eau et assainissement - Retour à la répartition des compétences antérieure à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence*) : p. 3815 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-21 et L. 5216-7 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des règles de représentation-substitution des communes par les communautés de communes et d'agglomération au sein de syndicats compétents en matière d'« eau » et d'« assainissement ») : p. 3815 p. 3816

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités territoriales** - (15 mai 2018) : p. 4245

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le classement en zone de catastrophe naturelle** - (15 mai 2018) : p. 4245

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Commission mixte paritaire [n° 444 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4512

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones de revitalisation rurale et la péréquation** - (24 mai 2018) : p. 4638

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le communautarisme et le respect de la laïcité** - (24 mai 2018) : p. 4639

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rodéos urbains** - (29 mai 2018) : p. 4659

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les séismes à Mayotte** - (29 mai 2018) : p. 4664

- **Débat sur les conclusions du rapport "Sécurité routière : mieux cibler pour plus d'efficacité"** - (5 juin 2018) : p. 5212 p. 5213 p. 5214 p. 5216 p. 5217 p. 5219

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les gens du voyage** - (7 juin 2018) : p. 5599

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5712 p. 5713 p. 5714 - **Question préalable** : p. 5716 - **Discussion générale** : p. 5730 p. 5732 - **Article 1er** (*Agence nationale pour la cohésion des territoires - Missions et statut*) : p. 5738 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 44** (*Agence nationale pour la cohésion des territoires - Consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement*) : p. 5738 - **Article 3** (*Possibilité pour l'Agence nationale pour la cohésion des territoires de créer des filiales et de détenir des participations dans des organismes intervenant dans son domaine de compétence*) : p. 5739 - **Article 5** (*Composition du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion des territoires*) : p. 5739 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 7 rectifié** (*Communes déléguées d'une commune nouvelle*) : p. 5741 - **Article 9** (art. L. 5211-17-1 à L. 5211-17-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Exercice territorialisé des compétences intercommunales) : p. 5742 - **Article 10** (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement) : p. 5744 p. 5745 p. 5748 p. 5749 - **Article 11** (art. L. 5211-18, L. 5211-45-1 [nouveau], L. 1111-10, L. 2336-3, L. 5210-1-2, L. 5111-6, L. 5211-41-3, L. 5212-27 et L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 300-6-1 du code de l'urbanisme ; art. 1465 A du code général des impôts - Liberté de la coopération

intercommunale) : p. 5751 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4 rectifié** (*Intercommunalités - Mise en place d'une conférence des maires au-delà de 20 communes*) : p. 5753 p. 5754 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 5 rectifié** (*Réunion annuelle d'information de tous les conseillers municipaux d'un EPCI*) : p. 5755 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 41 et n° 52** (*Présence de parlementaires dans les commissions départementales de coopération intercommunales*) : p. 5757 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 238, L. 255-2 à 255-4 [abrogés] et L. 429 du code électoral - *Suppression de l'obligation de déclaration des candidatures aux élections municipales dans les communes de moins de 1 000 habitants*) : p. 5759 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 46 rectifié** (*Composition des listes aux élections municipales - Assouplissement des règles*) : p. 5761 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 11** (*Mode d'élection des conseillers communautaires dans les communes de plus de 1 000 habitants*) : p. 5762 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 12** (*Mode d'élection des conseillers communautaires dans les communes de moins de 1 000 habitants*) : p. 5762 p. 5763 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 17** (*Transparence de l'action communautaire - Amélioration du rapport d'activité annuel des EPCI de plus de 50 000 habitants*) : p. 5764 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 1 rectifié quater** (*Développement des services d'ingénierie départementaux au profit des communes et EPCI de moins de 50 000 habitants*) : p. 5765 p. 5766 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 23 rectifié bis** (*Conventions entre les départements et l'État pour la gestion de l'entretien des routes nationales*) : p. 5768 - **Article 17** (art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 5311-3, L. 5311-3-1, L. 5312-3, L. 5312-4, L. 5312-10, L. 6123-3 et L. 6123-4 du code du travail - *Compétences des régions en matière d'emploi, d'apprentissage et de formation professionnelle*) : p. 5770 - **Article 18** (art. L. 123-1, L. 211-7, L. 214-2, L. 232-1, L. 614-3 [abrogé], L. 671-1, L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1, L. 684-2, L. 711-1, L. 711-4, L. 711-6, L. 718-5 et L. 752-1 du code de l'éducation, art. L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime - *Renforcement des compétences des régions en matière d'enseignement supérieur*) : p. 5771 - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 2121-19, L. 3121-20 et L. 4132-20 du code général des collectivités territoriales - *Séances réservées aux questions orales posées par l'opposition*) : p. 5773 - **Article 20 ter (nouveau)** (art. L. 1621-3 et L. 2123-12-1 du code général des collectivités territoriales - *Droit à la formation des élus locaux*) : p. 5773 p. 5774 p. 5774 - **Article 20 quater (nouveau)** (art. L. 3313-1 et L. 4313-1 du code général des collectivités territoriales - *Publicité de l'état récapitulatif des subventions attribuées par les départements et les régions*) : p. 5775 - **Article additionnel après l'article 20 sexes - Amendement n° 48** (*Inscription dans le code général des collectivités territoriales d'un statut de l'élu*) : p. 5776 - **Article additionnel après l'article 20 sexes - Amendement n° 49** (*Suppression de la référence au caractère « gratuit » des fonctions municipales dans le code général des collectivités territoriales*) : p. 5777 p. 5778

- **Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 536 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5805 p. 5806 p. 5807 p. 5816 - **Article 3** : p. 5818

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 20 sexes - Amendement n° 10** (*Conseiller communautaire - Fin de l'incompatibilité résultant d'un emploi salarié - Effets*) : p. 5819 - **Article additionnel après l'article 20 sexes - Amendement n° 50** (*Favoritisme - Erreur non intentionnelle de procédure dans l'attribution d'un marché - Absence de délit*) : p. 5820 - **Article 21** (art. L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement des conditions de mise en oeuvre des délégations de compétences*) : p. 5820 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 20 rectifié** (*Compétence PLU - Commune intégrant un EPCI à*

fiscalité propre) : p. 5821 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 19 rectifié** (*Répartition des compétences entre communes et intercommunalités*) : p. 5822 - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 5211-4-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Participation des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à des groupements de commandes*) : p. 5822 p. 5823 - **Article 21 ter (nouveau)** (art. L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection du maire et de ses adjoints par un conseil municipal incomplet*) : p. 5824 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 21 rectifié bis** (*Communauté urbaine - Compétences de voirie - Restriction*) : p. 5826 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 57 rectifié** (*Taxe d'enlèvement des ordures ménagères*) : p. 5828 - **Article 22** (art. L. 3111-7 du code des transports - *Subdélégation par les départements de la compétence en matière de transports scolaires*) : p. 5828 - **Article 23** (art. L. 1613-5-1 A [nouveau] et L. 1613-5-1 du code général des collectivités territoriales - *Délai de notification des attributions individuelles au titre de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 5829 - **Article 24** (art. L. 422-8 et L. 423-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Droit de timbre en matière d'autorisations d'urbanisme*) : p. 5830 p. 5831 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 29 rectifié bis** (*Commission de dotation des équipements ruraux, DETR - Subventions - Avis*) : p. 5832 - **Article 25 (nouveau)** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - *Modification du seuil minimal de participation d'une petite commune maître d'ouvrage à une opération d'investissement*) : p. 5833 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 58 rectifié bis** (*Section de communes - Régime*) : p. 5834 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 53 rectifié ter** (*Participation des établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, aux Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, CAUE*) : p. 5835

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5999 p. 6002 p. 6010 p. 6011 - **Article 1er (supprimé)** (art. 3 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - *Obligation pour les associations ayant une activité culturelle de se constituer sous le régime de la loi du 9 décembre 1905*) : p. 6011 p. 6012 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (*Associations culturelles - Obligations financières*) : p. 6013 - **Article 2** (art. 25 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - *Extension aux locaux loués par une association culturelle de la législation applicable aux locaux lui appartenant ou mis à sa disposition concernant la célébration publique du culte*) : p. 6014 - **Article 3 bis (nouveau)** (*Création d'un conseil consultatif des cultes auprès du Gouvernement*) : p. 6016 p. 6017 p. 6018 - **Article 4 (supprimé)** (art. 25-2 [nouveau] de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - *Obligation pour tout ministre du culte de justifier d'une formation qualifiante, délivrée par une instance culturelle représentative, et définition de la notion de ministre du culte*) : p. 6020 p. 6021 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Institution d'une formation obligatoire pour les aumôniers intervenant dans les armées, les établissements pénitentiaires et les centres hospitaliers*) : p. 6023 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6026

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6213 p. 6214 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6221 - **Question préalable** : p. 6225 - **Discussion générale** : p. 6229 p. 6235 - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Débat annuel sur les orientations de la politique migratoire*) : p. 6240 p. 6244 p. 6244 p. 6245 p. 6246 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 404 rectifié** (*Droits inconditionnels des personnes - Rappel*) : p. 6247 - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 313-11, L. 313-13 [abrogé], L. 313-18, L. 313-25 et L. 313-26 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conditions de délivrance de la*

carte de séjour pluriannuelle aux bénéficiaires de la protection subsidiaire et aux apatrides ainsi qu'aux membres de leur famille) : p. 6252 p. 6253 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 185 rectifié ter** (Carte de séjour - Délai de délivrance - Apatrides) : p. 6254 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 187 rectifié bis** (Carte de séjour temporaire - Délai de délivrance - Bénéficiaires de la protection subsidiaire) : p. 6254 - **Article 2** (art. L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de résident aux bénéficiaires d'une protection internationale et aux membres de leur famille) : p. 6255 p. 6256 - **Article 3** (art. L. 723-5, L. 752-1 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réunification familiale des personnes protégées - Protection des mineurs contre les risques de mutilation sexuelle) : p. 6257 p. 6259 p. 6261 p. 6262 p. 6263 p. 6264 - **Article additionnel avant l'article 4 - Amendement n° 119 rectifié** (Persécutés liés à la transidentité) : p. 6266 - **Article 4** (art. L. 611-13 [nouveau], L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, et L. 713-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clauses d'exclusion et de cessation de la protection internationale et mesures administratives permettant leur mise en oeuvre) : p. 6268 - **Rappel au règlement** : p. 6269 p. 6270 p. 6271 p. 6272 p. 6273 p. 6274 p. 6275 p. 6276 - **Article 5** (art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) : p. 6279 p. 6280 p. 6281 p. 6283

- **Suite de la discussion** (22 juin 2018) - **Article 10 ter (nouveau)** (art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contrôles effectués dans le cadre des procédures de « refus d'entrée ») : p. 6536 - **Article 10 quater (nouveau)** (art. L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Allongement de la condition de séjour sur le territoire français pour bénéficiaire d'un regroupement familial) : p. 6537 p. 6538 p. 6539 - **Article 11 A (nouveau)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditionnalité de la délivrance des visas de long séjour) : p. 6541 - **Article 11** (art. L. 511-1 et L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités d'éloignement des étrangers : renforcement des OQTF et précision de la notion de « risque de fuite ») : p. 6547 p. 6549 - **Article 11 bis (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réduction de 30 à 7 jours du délai de départ volontaire pouvant assortir une OQTF) : p. 6550 - **Article 12** (art. L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure administrative et contentieuse de l'éloignement) : p. 6551 p. 6552 p. 6554 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 272 rectifié bis** (Information du demandeur sur ses droits et obligations dans une langue compréhensible) : p. 6554 - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 513-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Surveillance de l'étranger sous OQTF avec délai de départ volontaire) : p. 6555 - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 531-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension de l'interdiction de circulation sur le territoire français à certains étrangers non européens) : p. 6556 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 53 rectifié bis** (Obligation d'expulsion d'un étranger condamné à une peine de prison supérieure ou égale à cinq ans) : p. 6557 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 54 rectifié bis** (Obligation d'expulsion des personnes répertoriées sur le fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste, FSPRT) : p. 6557 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 141 rectifié ter** (Recours à la vidéo, audience devant la commission d'expulsion) : p. 6558 - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 114-10-2 du code de la sécurité sociale - Information des organismes de sécurité sociale concernant les mesures d'éloignement ou de transfert prises par les préfets) : p. 6559 - **Article 15 ter (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction du placement en rétention des mineurs isolés) :

p. 6562 p. 6563 - **Article 15 quater (nouveau)** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Encadrement du placement en rétention des mineurs accompagnant leur famille) : p. 6565 - **Article 16** (art. L. 512-1, L. 551-1, L. 551-2, L. 552-1, L. 552-3 à L. 552-7 et L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités et régime juridique de la rétention administrative) : p. 6571 p. 6572 p. 6574 p. 6575

- **Suite de la discussion** (25 juin 2018) - **Article 26 quater (nouveau)** (art. L. 611-6-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un fichier national biométrique des étrangers déclarés majeurs à l'issue de leur évaluation par un département) : p. 6656 p. 6659 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 102 rectifié ter** (Conditions d'admission au séjour - Attribution d'un contrat jeune majeur) : p. 6660 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendements n° 301 rectifié bis, 362 rectifié ter et 303 rectifié bis** (Conditions d'admission au séjour pour les étrangers bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance, ASE) : p. 6661 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 82 rectifié bis** (Accès pour les fonctionnaires au traitement automatisé de données à caractère personnel, VISABIO) : p. 6662 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 395 rectifié** (Mineurs non accompagnés - Prise d'empreintes et de photographies) : p. 6663 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 345 rectifié bis** (Accès à la déclaration de nationalité par mariage lorsque le conjoint français du déclarant a acquis la nationalité française par possession d'état) : p. 6663 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 346 rectifié bis** (Personnes ayant obtenu qualité de pupille de la Nation avant 21 ans - Octroi de la nationalité par déclaration) : p. 6663 - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 396 rectifié** (Déjudiciarisation de la décision d'organiser le retour des mineurs non accompagnés) : p. 6664 - **Article 27** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour procéder à une nouvelle codification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, fusionner les cartes de séjour « salarié » et « travailleur temporaire » et simplifier le régime des autorisations de travail) : p. 6665 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 309 rectifié ter** (Contrats de travail des étrangers - Rétablissement du droit antérieur à la réforme de 2016) : p. 6666 - **Article additionnel avant l'article 28 - Amendement n° 55 rectifié ter** (Obligation de retrait de la carte de séjour aux individus menaçant gravement l'ordre public) : p. 6667 - **Article additionnel avant l'article 28 - Amendement n° 83** (Interdiction de délivrance de carte de séjour à tout étranger inscrit au Fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste) : p. 6667 - **Article additionnel avant l'article 28 - Amendement n° 163 rectifié** (Expulsion automatique du territoire de tout étranger inscrit au Fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste) : p. 6668 - **Article additionnel avant l'article 28 - Amendement n° 304 rectifié bis** (Retrait de la carte de séjour aux étrangers qui ne défèrent pas aux convocations sans motif légitime) : p. 6668 - **Article 28** (art. L. 313-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement des conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire « visiteur ») : p. 6669 - **Article 29** (art. L. 313-7-2 et L. 313-24 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement des conditions de délivrance des titres de séjour « ICT ») : p. 6671 - **Article 30** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 316, 316-1 à 316-5 [nouveaux] et 2499-1 à 2499-5 [abrogés] du code civil - Lutte contre les reconnaissances frauduleuses du lien de filiation) : p. 6673 p. 6674 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 393 rectifié ter** (Obligation de signaler tout mariage d'un étranger en situation irrégulière) : p. 6675 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 49 rectifié ter** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur le nombre de mariages présumés frauduleux) : p. 6676 - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modalités de l'échange d'informations médicales pour la procédure «

étrangers malades » - Motivation spéciale de la décision du préfet) : p. 6677 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° 312 rectifié bis** (Délivrance de plein droit de la carte de résident permanent au bout de 15 ans de présence sur le territoire) : p. 6678 - **Article 32** (art. L. 314-8, L. 316-3 et L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Sécurisation du droit au séjour des victimes de violences conjugales, des victimes de mariages forcés bénéficiant d'un ordonnance de protection et des victimes de traite des êtres humains ou de proxénétisme) : p. 6679 p. 6680 p. 6681 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 316 rectifié bis** (Délivrance de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » à l'étranger qui dépose plainte contre une personne des faits de certains délits) : p. 6681 - **Article 33 (supprimé)** (art. L. 314-5-1 et L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Extension du bénéfice du renouvellement de plein droit de la carte de séjour temporaire en cas de violences familiales) : p. 6682 p. 6683 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 319 rectifié bis** (Suppression du titre pluriannuel d'une durée de deux ans) : p. 6683 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 320 rectifié ter** (Suppression de dispositions relatives au renouvellement de la carte de séjour pluriannuelle) : p. 6684 - **Article 33 bis (supprimé)** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu et date de dépôt du rapport annuel sur la situation des étrangers en France) : p. 6684 - **Article additionnel après l'article 33 bis (supprimé) - Amendement n° 77 rectifié** (Abrogation du retrait de la carte de séjour au motif de la rupture de la vie commune) : p. 6685 - **Article additionnel après l'article 33 bis (supprimé) - Amendement n° 376 rectifié bis** (Accès aux concours de la fonction publique pour les étrangers non communautaires) : p. 6686 - **Article additionnel après l'article 33 bis (supprimé) - Amendement n° 50 rectifié** (Rapport au Parlement sur le financement de la prise en charge par l'État ou par les départements du problème des mineurs non accompagnés) : p. 6686 - **Article 33 ter A (nouveau)** (art. L. 313-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions de l'admission exceptionnelle au séjour) : p. 6687 p. 6688 - **Article additionnel après l'article 33 ter A - Amendement n° 115 rectifié** (Octroi d'un titre de séjour aux travailleurs sans papiers sur présentation d'un contrat de travail) : p. 6689 - **Article additionnel après l'article 33 ter A - Amendement n° 388 rectifié bis** (Suppression du principe de pluriannualité des titres de séjour délivrés par admission exceptionnelle au séjour) : p. 6690 - **Article additionnel après l'article 33 ter A - Amendement n° 447 rectifié bis** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la circulaire du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2012) : p. 6690 - **Article 33 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles - Admission exceptionnelle au séjour des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires) : p. 6690 p. 6691 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 370 rectifié ter** (Suppression du versement par les employeurs de la taxe OFII) : p. 6692 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 166 rectifié** (Suppression de la naturalisation pour les personnes ayant séjourné de manière irrégulière sur le territoire) : p. 6692 - **Article 33 quater (supprimé)** (art. L. 131-5 du code de l'éducation - Refus de scolarisation d'un mineur étranger) : p. 6693 - **Article additionnel après l'article 33 quater (supprimé) - Amendement n° 344 rectifié bis** (Procédure de délivrance du visa de long séjour - Assouplissement) : p. 6695 - **Article additionnel après l'article 33 quater (supprimé) - Amendement n° 171 rectifié bis** (Validation des attestations d'accueil - Suppression de la taxe de 30 euros) : p. 6696 - **Article 34** (art. L. 213-9, L. 313-10, L. 313-11-1, L. 314-8, L. 556-1, L. 731-1 et L. 742-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Diverses coordinations) : p. 6697 - **Article 34 bis (supprimé)** (art. L. 311-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Présomption de continuité du droit au séjour) : p. 6698 - **Article additionnel après l'article 34 bis (supprimé) - Amendements n° 97 rectifié quater et n° 151 rectifié** (Octroi de la carte de résident aux militaires non citoyens européens, appartenant à la Légion étrangère) : p. 6698 - **Article 35**

(art. L. 111-7, L. 213-3, L. 311-1, L. 311-11 [abrogé], L. 311-13, L. 313-2, L. 313-4-1, L. 313-11-1, L. 313-17, L. 514-1, L. 552-7, L. 561-2 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Coordinations relatives aux titres de séjour et aux mesures d'éloignement) : p. 6699 - **Article additionnel avant l'article 38 - Amendement n° 116 rectifié** (Identité de régime entre la métropole et les outre-mer en matière de flux migratoires) : p. 6701 - **Article 38** (art. L. 111-2, L. 221-2-1, L. 611-11, L. 762-1, L. 763-1, L. 764-1, L. 766-1, L. 766-2, L. 767-1 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 711-1 du code pénal ; art. 78-2 du code de procédure pénal ; art. L. 552-6, L. 562-6 et L. 573-2 du code des relations entre le public et l'administration - Diverses coordinations outre-mer) : p. 6702 p. 6703 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 90** (Utilisation de l'aide au développement française pour lutter contre les causes des migrations) : p. 6705 - **Article 39** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour procéder à des coordinations outre-mer) : p. 6706 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 441 rectifié** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur les conditions d'accueil des demandeurs d'asile en Guyane) : p. 6706 - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités d'entrée en vigueur) : p. 6707 - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (Prise en compte des migrations climatiques) : p. 6708 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 150** (Répartition du contentieux entre la CNDA et le juge administratif de droit commun - Amélioration) : p. 6708 p. 6709 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 551 rectifié, n° 549 rectifié et n° 550 rectifié** (Statut des réfugiés climatiques) : p. 6710 - **Intitulé du projet de loi** : p. 6711

- Suite de la discussion (26 juin 2018) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 6729

- Question d'actualité au Gouvernement sur la présidence de la République et la laïcité - (26 juin 2018) : p. 6735

- Question orale sans débat sur la formation des officiers de sapeurs-pompiers - (3 juillet 2018) : p. 8809

- Question orale sans débat sur le droit à l'expérimentation d'une limitation de vitesse différenciée sur les routes secondaires - (3 juillet 2018) : p. 8810

- Question orale sans débat sur la protection sociale des agents territoriaux sapeurs-pompiers volontaires - (3 juillet 2018) : p. 8811

- Question orale sans débat sur les vols de câbles en cuivre dans le département de Tarn-et-Garonne - (3 juillet 2018) : p. 8812

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration - (5 juillet 2018) : p. 9199

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des forces de sécurité - (5 juillet 2018) : p. 9203 p. 9204

- Question orale sans débat sur les nuisances liées aux épiceries de nuit - (24 juillet 2018) : p. 11469 p. 11470

- Question orale sans débat sur le démantèlement d'un camp de Roms à Périgny-sur-Yerres - (24 juillet 2018) : p. 11470

- Question orale sans débat sur le non-respect des obligations de conseillers municipaux par ailleurs conseillers communautaires - (24 juillet 2018) : p. 11472

- Question orale sans débat sur la réorganisation des commissariats dans le Val-de-Marne - (24 juillet 2018) : p. 11473

- Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 674 (2017-2018)] - (26 juillet 2018) - Discussion générale : p. 13080 p. 13081 p. 13084 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** (Confiscation des véhicules non soumis à réception) : p. 13093 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 rectifié**

(Confiscation des véhicules soumis à réception mais non réceptionnés ou qui ne sont plus conformes ou équipés de dispositifs non homologués) : p. 13094 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13096

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Nouvelle lecture [n° 676 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13120 p. 13129 p. 13130 - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien du caractère optionnel du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération) : p. 13132 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 15** (Exploitation des services publics de l'eau et de l'assainissement - Constitution d'une régie unique) : p. 13133 p. 13134 - **Article 1er quater** (Extension transitoire de la faculté, pour une communauté de communes ou d'agglomération, de financer les services d'eau et d'assainissement par leur budget général) : p. 13135 - **Article 1er quinquiés** (art. L. 5211-5, L. 5211-17, L. 5211-18 et L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Reversement du produit des redevances d'occupation du domaine public) : p. 13135 - **Article 1er sexies** (art. L. 5211-5, L. 5211-17 et L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales - Transfert facultatif du solde budgétaire d'un service public) : p. 13136 - **Article 2** (art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales ; art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Gestion des eaux pluviales urbaines) : p. 13136 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 13137 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13138

- **Question orale sans débat sur l'application de la législation en matière de non-désignation des conducteurs par une entreprise** - (31 juillet 2018) : p. 13211

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Nouvelle lecture [n° 697 (2017-2018)]** - (31 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13250 - **Question préalable** : p. 13262

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations des élus locaux avec le Gouvernement** - (25 septembre 2018) : p. 13284

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14091 p. 14092 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Contenu et mise en oeuvre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage) : p. 14104 - **Article 5** : p. 14106 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 322-4-1 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation d'un terrain en réunion et sans titre) : p. 14107 p. 14108 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14110

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15080 p. 15081 p. 15082 p. 15083

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8

novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mineurs non accompagnés** - (8 novembre 2018) : p. 15109 p. 15110

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)] (suite)** - (8 novembre 2018) - **Article 1er** (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15111 p. 15112 p. 15113 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 10** (Agence nationale de la cohésion des territoires - Objectifs) : p. 15114 - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence) : p. 15116 p. 15121 p. 15123 p. 15125 p. 15127 p. 15128 p. 15129 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 51 rectifié** (Agence nationale de la cohésion des territoires - Plateforme en ligne dédiée - Création) : p. 15130 - **Article 3** (Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) - Conseil d'administration) : p. 15132 p. 15134 p. 15136 p. 15137 p. 15138 - **Article 3 bis (nouveau)** (art. L. 1232-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Rattachement d'autres opérateurs à l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15138 - **Article 5** (art. L. 1232-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Organisation territoriale de l'agence) : p. 15140 p. 15141 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1 rectifié**, (Agence nationale de la cohésion des territoires - Commission départementale saisie pour avis - Création) : p. 15142 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 4 rectifié** (Agence nationale de la cohésion des territoires - Délégué territorial de l'agence - Compétences) : p. 15143 - **Article 6** (Chapitre III du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1233-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Ressources de l'agence) : p. 15144 - **Article 6 bis (nouveau)** (art. L. 1233-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de filiales et participation au capital d'organismes publics ou privés) : p. 15145 - **Article 7** (art. L. 1233-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conventions pluriannuelles conclues entre l'ANCT, l'État et les établissements publics intervenant sur des périmètres connexes et complémentaires, ANRU, ANAH, ADEME, CEREMA) : p. 15145 p. 15146 p. 15147 p. 15148 p. 15149 - **Article 8** (art. L. 1233-4 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Personnels de l'agence Titre II Dispositions transitoires et finales) : p. 15149 - **Article 10** (art. L. 411-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, art. L. 144-5 du code de commerce, art. L. 321-14 du code de l'urbanisme, art. 26-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, art. 17 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 22 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Conditions du transfert des établissements ou services intégrés à l'Agence nationale de la cohésion des territoires) : p. 15151

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'habitat indigne** - (27 novembre 2018) : p. 16899

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne** - (18 décembre 2018) : p. 21589

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 10 octobre 2018.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) le 21 septembre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat Islamique [n° 210 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un outil de médiation dans les conflits entre intercommunalités ou entre les communes déléguées des communes nouvelles [n° 310 (2017-2018)] (19 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 366 (2017-2018)] (19 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Economie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Economie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat Islamique [n° 210 (2017-2018)] - Menace terroriste : pour une République juste mais plus ferme [n° 639 (2017-2018)] (4 juillet 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : Actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018 [n° 657 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à favoriser la transparence dans l'attribution des places de crèche [n° 707 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Constitution.

Réunion du mardi 6 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Audition de M. Nicolas Hémin, président d'Action résilience.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de Mme Myriam Benraad, professeure en science politique et chercheuse.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Romain Sèze, chargé

de recherches à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'Armée de terre.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Mohamed Sifaoui, journaliste-écrivain-réalisateur, dirigeant de la société Terromag.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Manuel Valls, député, ancien Premier ministre.

Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de Mme Hélène Sallon, Journaliste au Monde.

Audition du Dr Serge Hefez, psychiatre.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Communication.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense -. Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation au Yémen - Audition de M. Jérôme Bonnafont, ministre plénipotentiaire, directeur de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et de M. Patrick Maisonnave, ambassadeur, secrétaire général de la conférence humanitaire sur le Yémen.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation humanitaire en Afrique de l'Ouest - Audition de M. Patrick Youssef, directeur régional adjoint du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Afrique.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux** [n° 244 (2017-2018)] - (30 janvier 2018) - **Article 9** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes*) : p. 677

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance** [n° 330 (2017-2018)] - (13 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 92 rectifié** (*Téléclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024*) : p. 2221

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 34** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables*) : p. 2333

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3480 p. 3482 - **Article unique** : p. 3484

- **Débat** : « **Quelles perspectives pour les études de médecine ?** » - (5 avril 2018) : p. 3498 p. 3499 p. 3502 p. 3502

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3765

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3781 - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-21 et L. 5216-7 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des règles de représentation-substitution des communes par les communautés de communes et d'agglomération au sein de syndicats compétents en matière d'« eau » et d'« assainissement ») : p. 3815

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Commission mixte paritaire [n° 444 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4519

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (23 mai 2018) - **Article 28 bis (nouveau)** : p. 4531 - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-6, L. 164-1, L. 612-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - Mises en conformité constitutionnelle et organique de certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) : p. 4533 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 115 (Supplétifs de statut civil de droit commun - Rapport au Parlement)** : p. 4536 - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4622 p. 4623

- **Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 504 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5702 p. 5708

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5790 p. 5792 p. 5793 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5801 p. 5802

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6752 p. 6754

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code

de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7389

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14100

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14840

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15090 p. 15091 p. 15092 - **Article 1er (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires)** : p. 15093 p. 15094

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 121 rectifié et n° 182 (Sapeur-pompier volontaire - Exonération de charges patronales)** : p. 15312

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15391

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16522 p. 16523

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la Réunion (II)** - (22 novembre 2018) : p. 16648

GRAND (Jean-Pierre)
sénateur (Hérault)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux [n° 684 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au logement et à l'urbanisme [n° 136 (2018-2019)] (16 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 149 tome 3 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à attribuer l'allocation de reconnaissance à certains supplétifs de statut civil de droit commun [n° 209 (2018-2019)] (13 décembre 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Activités de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée : communication de M. Jean-Pierre Grand.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Maurice Gourdault-Montagne, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 9 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (24 janvier 2018) - **Article 4** (art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - Adaptation du cadre juridique du comité social et économique) : p. 220 p. 221

- **Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 244 (2017-2018)]** - (30 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 653 - **Article 9** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations au principe d'urbanisation en continuité des zones urbanisées existantes) : p. 677 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 18 rectifié quater** (Hébergement des travailleurs saisonniers - Dérogation à la loi Littoral) : p. 688

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur* : p. 1085 p. 1089 p. 1102

- **Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 318 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Article 1er ter (nouveau)** (*Simplification - Création / abrogation de normes*) : p. 1993 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 4 et n° 5** (*Note de synthèse - Avis du Conseil d'État - Étude d'impact*) : p. 1995 p. 1996

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - *Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs*) : p. 3106

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3361

- **Débat sur la constitutionnalisation de l'IVG** - (3 avril 2018) : p. 3384

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3470 p. 3478 - **Article unique** : p. 3482 p. 3483 p. 3488 - **Article additionnel après l'article unique - Amendements n° 1 et n° 2** (*Régime des incompatibilités entre un emploi salarié au sein d'une commune membre et un mandat de conseiller communautaire*) : p. 3489 p. 3490 - **Article additionnel après l'article unique - Amendements n° 3, n° 6, n° 4 et n° 5** (*Modalités de désignation des conseillers communautaires par le conseil municipal*) : p. 3491 p. 3492

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 36 et n° 54** (*Pouvoir de recommandation du CSA - Consultations citoyennes*) : p. 3588 - **Article 2** (art. 19 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Règles d'organisation de la campagne officielle des élections européennes à la radio et à la télévision*) : p. 3591 p. 3592 - **Article 2 bis** (art. L. 167-1 du code électoral - *Règles d'organisation de la campagne officielle des élections législatives à la radio et à la télévision*) : p. 3601

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19-1 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Règles du plafonnement des dépenses électorales et de leur remboursement forfaitaire pour les élections européennes*) : p. 3628 - **Article 4** (art. 1 [abrogé], 2, 3, 3-1, 9, 16, 20, 24, 24-1 et 25 et tableau annexé de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen ; art. 15 et annexe 2 de la loi n° 2003-327 du 11 avril 2003 relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques - *Règle de constitution des listes aux élections européennes et modalités de remplacement des députés européens - Règle d'âge en cas d'égalité des suffrages - Délai d'examen des comptes de campagne - Diverses coordinations*) : p. 3631 p. 3632 p. 3633 p. 3634 p. 3635 p. 3636 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 14 rectifié** (*Liste de candidats - Conditions de retrait*) : p. 3636 p. 3637 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 18 rectifié** (*Remplacement des députés européens - Application du principe de parité*) : p. 3638 - **Article 7** (*Modalités d'entrée en vigueur - Listes transnationales au sein d'une circonscription paneuropéenne*) : p. 3643 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3645

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article**

additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22 (*Eau et assainissement - Retour à la répartition des compétences antérieure à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence*) : p. 3815

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Fonds d'urgence pour les abeilles** - (15 mai 2018) : p. 4243

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article 4 bis (nouveau)** (*Clause de sauvegarde sur le coût des carburants*) : p. 4443 - **Article 6** (*Actualisations de la LPM*) : p. 4446 - **Article 10 bis** (art. L. 3142-89 du code du travail - *Rehaussement de l'autorisation d'absence annuelle d'un salarié au titre de ses activités dans la réserve opérationnelle*) : p. 4456 - **Article 18** (art. L. 46, L. 231 et L. 237 du code électoral ; art. L. 2122-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4121-3 [nouveau] du code de la défense - *Éligibilité des militaires en position d'activité au mandat de conseiller municipal*) : p. 4474 p. 4475 p. 4478 p. 4480 p. 4481

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5713 - **Article 11** (art. L. 5211-18, L. 5211-45-1 [nouveau], L. 1111-10, L. 2336-3, L. 5210-1-2, L. 5111-6, L. 5211-41-3, L. 5212-27 et L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 300-6-1 du code de l'urbanisme ; art. 1465 A du code général des impôts - *Liberté de la coopération intercommunale*) : p. 5750 p. 5751 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 13 rectifié** (*Intercommunalités - Mise en place d'une conférence des maires*) : p. 5752 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4 rectifié** (*Intercommunalités - Mise en place d'une conférence des maires au-delà de 20 communes*) : p. 5752 p. 5753 p. 5754 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 11** (*Mode d'élection des conseillers communautaires dans les communes de plus de 1 000 habitants*) : p. 5761 p. 5762 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 12** (*Mode d'élection des conseillers communautaires dans les communes de moins de 1 000 habitants*) : p. 5762 p. 5763 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 16** (*Transparence de l'action communautaire - Amélioration du rapport d'activité annuel des EPCI de plus de 10 000 habitants*) : p. 5764 - **Article 19** (art. L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - *Extension de garanties statutaires aux conseillers communautaires des communautés de communes*) : p. 5771 - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 2121-19, L. 3121-20 et L. 4132-20 du code général des collectivités territoriales - *Séances réservées aux questions orales posées par l'opposition*) : p. 5773 - **Article additionnel après l'article 20 quater - Amendement n° 18** (*EPCI de plus de 10 000 habitants - Obligation d'annexer à leur compte administratif un état récapitulatif des subventions*) : p. 5775

- **Suite de la discussion** (13 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 9** (*Conseiller communautaire - Incompatibilité*) : p. 5818 - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 10** (*Conseiller communautaire - Fin de l'incompatibilité résultant d'un emploi salarié - Effets*) : p. 5819 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 40 rectifié bis** (*Communautés urbaines et métropoles - Compétence de voirie - Restriction*) : p. 5826 p. 5826 - **Article additionnel après l'article 21 quinquies - Amendement n° 21 rectifié bis** (*Communauté urbaine - Compétences de voirie - Restriction*) : p. 5827

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 34 rectifié bis** (*Trafic de cigarettes en bande organisée - Aggravation des peines*) : p. 8900 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 35 rectifié ter et n° 36 rectifié ter** (*Contrebande de tabac en bande organisée - Usage de la procédure applicable à la criminalité et à la délinquance*) : p. 8902 - **Article additionnel après l'article 10 -**

Amendement n° 37 rectifié ter (*Illégalité de l'achat de tabac sur internet*) : p. 8903 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 38 rectifié ter** (*Régime fiscal dérogatoire applicable au tabac en Corse - Suppression*) : p. 8903 p. 8904

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement*) : p. 10825

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 53 quater A (nouveau)** (*art. 3, 22-1 et 24-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 23 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour un accès au logement et un urbanisme rénové - Suppression de la GUL*) : p. 11449

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup** - (2 octobre 2018) : p. 13338

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (17 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 75 rectifié bis** (*Aide juridictionnelle - Auteurs d'actes terroristes - Suppression*) : p. 13958

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article 1er** (*art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales*) : p. 16540 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 3 rectifié** (*Fermeture d'agence bancaire - Information préalable du maire*) : p. 16546

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-374** (*Droit de visa dit « de régularisation » - Suppression*) : p. 17012

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

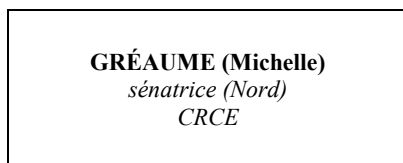
- (3 décembre 2018) : p. 17721

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (*art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement*) : p. 17969

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 5** (*Commune nouvelle - Création - Accord des conseils municipaux nécessaire*) : p. 18567 p. 18568 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 4 et n° 3 devenus les amendements n° 4 rectifié et n° 3 rectifié** (*Données financières relatives à la commune - Information du conseil municipal*) : p. 18568 p. 18569 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1** (*Commune nouvelle - Création - Consultation citoyenne*) : p. 18570 p. 18571 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2** (*Redécoupage des circonscriptions électorales - Codification*) : p. 18571 p. 18572 - **Article 5 (nouveau)** (*art. L. 2113-8-2 et L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales - Place des maires délégués dans l'ordre du tableau du conseil municipal*) : p. 18572

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Article unique** : p. 21435 p. 21439 p. 21441



GRÉAUME (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire le 30 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger le délit de solidarité [n° 250 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)] (2 février 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer l'activité des plateformes de locations pour de courtes durées [n° 347 (2017-2018)] (13 mars 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République [n° 371 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : la formation et la reconversion » [n° 642 tome 4 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale des aidants [n° 20 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalités [n° 68 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer l'engagement de la France contre l'embargo états-unien appliqué à Cuba [n° 107 (2018-2019)] (5 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [n° 134 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative à la présentation du rapport annuel consacré aux droits de l'enfant du Défenseur des droits devant le Parlement [n° 135 (2018-2019)] (15 novembre 2018) - **Éducation - Famille - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bourdillon, directeur général de Santé publique France, et du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la santé.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Responsabilité pénale des élus et déontologie ».

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation, par MM. les rapporteurs Rémy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

Table ronde réunissant des auteurs de travaux parlementaires et des chercheurs, dans le cadre des travaux de la délégation sur le statut des élus locaux.

(*Délégation aux entreprises*) : Présentation, par MM. les rapporteurs Rémy Pointereau et Martial Bourquin, des conclusions du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation de la proposition de loi.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, sur l'incidence sur les collectivités territoriales du programme Action publique 2022, et sur plusieurs aspects de la réforme de la fonction publique territoriale.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Patrick Weiten, vice-président de l'Assemblée des départements de France (ADF) et président du conseil départemental de la Moselle, dans le cadre du cycle d'auditions des associations d'élus locaux sur l'actualité des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Faciliter l'exercice des mandats locaux ».

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde inaugurale : rapport d'information sur le rôle des communes dans les intercommunalités.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Internet très haut débit par satellite - Table ronde autour de MM. Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques d'Orange, Riadh Cammoun, vice-président en charge des relations institutionnelles de Thales Alenia Space et Jean-François Bureau, directeur des affaires institutionnelles et internationales d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Economie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 779

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences faites aux femmes dans le milieu professionnel** - (8 mars 2018) : p. 2066

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3** (*Déclaration d'intérêt général du trafic par wagon isolé*) : p. 3201 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 7** (*Rapport au Parlement sur l'opportunité et les modalités de création d'une structure d'amortissement de la dette ferroviaire*) : p. 3206

- **Suite de la discussion** (29 mars 2018) - **Article 5** (*art. L. 2121-12, L. 2133-1 et L. 2163-2 du code des transports - Exercice du droit d'accès au réseau, open access*) : p. 3235 - **Article 8** (*art. L. 2163-1 et L. 2163-2 [nouveaux] du code des transports - Transfert de personnel entre entreprises ferroviaires*) : p. 3243

- **Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau prévue à l'article 28 de la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 [n° 378 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3416 p. 3417

- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Question préalable** : p. 3881 - **Article 1er** (*art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile*) : p. 3898 p. 3912 p. 3917

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4323

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Intitulé du chapitre III ter - Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 41** (*Contrôle des entreprises productrices et commerçants d'armes - Renforcement du rôle des commissaires du Gouvernement*) : p. 4500

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 73 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Prorogation du régime de cession des*

immeubles du ministère des armées) : p. 4527 - **Rapport annexé** : p. 4591 p. 4597 p. 4598 p. 4600 p. 4602

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4955 - **Article 1er C (nouveau)** (*art. L. 2161-1 et L. 2162-1 du code des transports - Champ d'application du « décret-socle » et de la convention collective de la branche ferroviaire*) : p. 4982 p. 4983 - **Article 1er** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réformer le groupe public ferroviaire et le régime juridique des personnels*) : p. 4988 p. 4990 - **Article 1er bis** (*art. L. 2111-25 du code des transports - Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure*) : p. 5003

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5845

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel sur les orientations de la politique migratoire*) : p. 6241 - **Article 3** (*art. L. 723-5, L. 752-1 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réunification familiale des personnes protégées - Protection des mineurs contre les risques de mutilation sexuelle*) : p. 6258

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6310 p. 6319

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article 9** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance afin de procéder, pendant deux ans, au relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions*) : p. 7471

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 77 rectifié** (*Définition de la notion de prix abusivement bas - Élargissement du champ de la saisine du juge pour le sanctionner*) : p. 7565 - **Article additionnel après l'article 10 quater A - Amendement n° 79** (*Définition de l'abus de dépendance économique à l'art. L. 420-2 du code de commerce*) : p. 7571 - **Article 11** (*art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L.230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique*) : p. 7601 - **Article 11 ter** (*art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique*) : p. 7639 p. 7642

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 451** (*Salariés ayant arrêté leur formation initiale avant le supérieur - Accès prioritaire à la formation*) : p. 9487 - **Article 4** (*art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences*) : p. 9499

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 8** (*art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage*) : p. 9539 - **Article additionnel**

après l'article 8 - Amendement n° 460 (Apprentissage - Prise en charge de la moitié des frais de transport collectif) : p. 9549

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 312-1 à L. 312-9 [nouveaux], L. 332-6, L. 332-6-1, L. 332-9 [nouveau], L. 332-12 du code de l'urbanisme - Création du contrat de projet partenarial d'aménagement et de la qualification de grande opération d'urbanisme) : p. 10813 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-2 du code de l'environnement, art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Mise à disposition par voie électronique des études d'impact environnemental relatives aux projets de zones d'aménagement concerté et organisation de la participation du public par voie électronique) : p. 10836 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 136 rectifié** (Opérations d'aménagement - Encadrement des prix du foncier) : p. 10873 - **Article 9 bis** (Occupation temporaire de locaux vacants en vue d'en assurer la protection et la préservation) : p. 10882 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 139 et n° 613** (Bâtiments publics vacants - Mobilisation) : p. 10883 p. 10884 p. 10885

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral) : p. 10933

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11034 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 158** (Promotion de la construction des filières locales - Mesures relevant de la loi - Rapport) : p. 11071 - **Article 24** (art. L. 421-9, L. 442-14, L. 480-13, L. 600-1-1, L. 600-1-2, L. 600-3, L. 600-5, L. 600-5-1, L. 600-5-2 [nouveau], L. 600-6, L. 600-7, L. 600-8, L. 600-12, L. 600-12-1 [nouveau], L. 600-13 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses visant à réformer le contentieux de l'urbanisme) : p. 11110 - **Article 25** (art. L. 423-1, L. 423-1-1 à L. 423-1-2, L. 423-2, L. 423-3 [abrogé], art. L. 312-3-1, L. 481-1, art. L. 481-1-1 et L. 481-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Réorganisation du secteur HLM) : p. 11131 p. 11143

- **Suite de la discussion** (20 juillet 2018) - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-2-1 et L. 421-9 du code de la construction et de l'habitation - Mesures pour faciliter les possibilités de fusions et d'absorption des organismes d'habitation à loyer modéré et sociétés d'économie mixte entre eux) : p. 11162 - **Article 28** (art. L. 313-17-1, L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 421-6, L. 421-8, L. 421-10, L. 421-12, L. 421-12-1, L. 421-17, L. 421-19 [abrogé], L. 421-20 [abrogé], L. 421-21, L. 421-22, L. 421-26, L. 422-2, L. 422-3, L. 424-2, L. 433-1, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3, L. 445-3-1, L. 445-8 [abrogé] du code de la construction et de l'habitation, art. L. 137-31 du code de la sécurité sociale, art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques, art. 207, 210 E, 278 sexes, 1594 H-O bis du code général des impôts, art. L. 329-1 du code de l'urbanisme, art. 10 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. 5-I de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Mesures de simplification pour les organismes HLM) : p. 11176 p. 11185 p. 11190 p. 11201 - **Article 29** (art. L. 31-10-3, L. 411-3, L. 411-4, L. 422-4 [nouveau], L. 443-7, L. 443-7-1 [abrogé], L. 443-8, L. 443-9, L. 443-10, L. 443-11, L. 443-12, L. 443-12-1, L. 443-13, L. 443-14, L. 443-14-1, L. 443-14-2 [nouveau], L. 443-15, L. 443-15-1-1 [nouveau], L. 443-15-2, L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2, L. 443-15-2-3, L. 443-15-3, L. 443-15-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - Modalités de vente des logements sociaux) : p. 11227 p. 11231 p. 11233 p. 11238 p. 11239 - **Article 34** (art. 2 et art. 25-12 à 25-18 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6

juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Création du bail mobilité) : p. 11273 p. 11274 - **Article 35** (art. L. 441-2 et L. 442-5-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Adaptation des missions des commissions d'attribution de logements) : p. 11285 p. 11291 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 195** (Relogement - Conditions) : p. 11295

- **Suite de la discussion** (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions) : p. 11363 p. 11364 p. 11391 - **Article 9 bis A (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 302-9-1-2 du code de la construction et de l'habitation, article L. 111-24 du code de l'urbanisme - Dérogation aux servitudes de mixité sociale applicables aux programmes pour la réalisation de logements collectifs) : p. 11411 - **Article 49** (Mise en place d'un encadrement des loyers à titre expérimental) : p. 11421 - **Article additionnel après l'article 50 ter - Amendement n° 225 rectifié** (Copropriété - Règlement - Insertion d'une clause d'habitation exclusivement bourgeoise) : p. 11428 - **Article 52** (art. L. 302-1, L. 313-26 et L. 353-9-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 151-34 du code de l'urbanisme - Obligation pour certaines communes définies par décret de programmer une offre de logements intermédiaires - Location meublée des logements intermédiaires - Place de stationnement pour les logements intermédiaires) : p. 11441 - **Article 53 quater C (nouveau)** (art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rétablissement de la clause pénale pour non-paiement des loyers ou charges) : p. 11450

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54** (art. L. 303-2 [nouveau] et L. 304-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 751-1-1 et L. 751-1-12 [nouveaux] et L. 752-2 du code de commerce - Opérations de revitalisation de territoire) : p. 11494 - **Article 54 ter B (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine - Expérimentation tendant à déroger à l'application de certaines normes dans les périmètres ORT) : p. 11544 - **Article 55 bis C (supprimé)** (art. L. 134-3-1 et L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation, art. 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Opposabilité du diagnostic de performance énergétique) : p. 11568 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendement n° 93 rectifié bis** (Mérule - Dispositif de lutte) : p. 11605

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° 241** (Représentants des locataires - Convocation par le syndic) : p. 11624 p. 11625

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article 21** (art. L. 222-2-1, L. 222-2-2 et L. 222-2-3 [nouveaux], L. 222-5 et L. 222-6 [nouveaux] du code de justice administrative - Recours aux magistrats honoraires au sein des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) : p. 13557 - **Article 22** (art. L. 122-3 et L. 228-1 [nouveau] du code de justice administrative - Création de juristes assistants au sein des juridictions administratives) : p. 13560

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des retraites** - (11 octobre 2018) : p. 13664

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13715

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (17 octobre 2018) - **Article 52 quater (nouveau)** (art. 21 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire

des organismes sociaux par les bureaux d'aide juridictionnelle pour apprécier les ressources du demandeur) : p. 13963 - **Article 55** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour tirer les conséquences de la suppression du tribunal d'instance et de sa fusion au sein du tribunal de grande instance) : p. 13982

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Article 5** (art. 431-10 et 431-12 du code pénal - Sanction du port d'arme et du jet de projectile lors d'une manifestation) : p. 14084

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7** (art. L. 241-17 [nouveau] et L. 241-18 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations salariales sur le recours aux heures supplémentaires et complémentaires) : p. 15299

- **Question orale sans débat sur les personnes en situation de handicap en Seine-Saint-Denis** - (20 novembre 2018) : p. 15801

- **Question orale sans débat sur les suppressions d'emplois dans le groupe Carrefour** - (20 novembre 2018) : p. 15815

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article 3** (Art. 1663 C et 1665 bis du code général des impôts - Mesures d'accompagnement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu) : p. 16918

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-396** (Taxe sur le chiffre d'affaires des GAFA) : p. 17166 p. 17167 p. 17168

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-680** (Flux financiers entre les collectivités) : p. 17987 - **Article 79 bis (nouveau)** (art. L. 1613-5-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement de l'information des collectivités territoriales sur les motifs d'évolutions des attributions individuelles des composantes de la dotation globale de fonctionnement) : p. 17990

GRELET-CERTENAIS (Nadine)
sénatrice (Sarthe)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant ordonnances renforcement dialogue social (24 janvier 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (7 février 2018).

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins du 27 juin 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Economie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Economie et finances, fiscalité - Justice**.

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rapport de la Cour des comptes relatif à la prise en charge de l'autisme - Audition de M. Patrick Lefas, président de chambre maintenu.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les Outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Situation dans les Ehpad - Communication.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président d'honneur du comité consultatif national d'éthique (CCNE).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Katia Julienne, candidate pressentie pour le poste de directrice de la Haute Autorité de santé, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Politiques de lutte contre la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy de l'INSEE et de Mme Hélène Périvier de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - table ronde des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Table ronde des organisations représentatives des salariés autour de M. Philippe Debruyne, secrétaire confédéral chargé des questions de formation professionnelle et Mme Chantal Richard, secrétaire confédérale chargée des questions d'assurance chômage de la CFDT, MM. Eric Courpotin, Maxime Dumont, Mme Aline Mougenot et M. Michel Charbonnier de la CFTC, M. Jean-François Foucard, secrétaire national en charge de l'emploi et de la formation, et Mme Laurence Matthys, responsable du service juridique, de la CFE CGC, MM. Denis Gravouil et Lionel Lerogeron, membres de la direction confédérale de la CGT et Mme Karen Gournay, secrétaire confédérale de FO.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Constitution.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de la professeure Dominique Le Guludec, présidente de la Haute autorité de santé (HAS), de Mme Catherine Rumeau-Pichon, adjointe à la directrice de l'évaluation médicale, économique et de santé publique de la HAS, du professeur Norbert Ifrah, président de l'Institut national du cancer (INCa) et de M. Thierry Breton, directeur général de l'INCa.

Audition du docteur Patrick Maison, directeur de la surveillance, et de Mme Dominique Debourges, ancienne cheffe du pôle défaut qualité et rupture de stock de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Réunion du jeudi 19 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de représentants de France Assos Santé.

Auditions du docteur Michèle Surroca, responsable du département des produits de santé à la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam) et de Mme Paule Kujas, adjointe à la responsable.

Réunion du vendredi 20 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de représentants des syndicats des personnels de Sanofi.

Audition Mme Alexandra Leche, pharmacienne (Eure-et-Loir), M. Patrice Vigier, pharmacien (Nord), et M. Albin Dumas, président de l'Association de pharmacie rurale.

Réunion du jeudi 27 septembre 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Examen du rapport de M. Jean-Pierre Decool, rapporteur de la mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos).

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Perspectives de la future loi santé et organisation de la protection sociale. Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 105

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 141

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2018) - **Article 6** (art. L. 1222-9, L. 1233-3, L. 1235-3, L. 1235-3-2, L. 1236-9, L. 1237-18, L. 1237-19-1, L. 1237-19-2, L. 1237-19-3, L. 1237-19-6, L. 4624-7 et L. 8241-3 du code du travail ; art. 1er de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail - Modification des règles issues de l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail) : p. 262

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 235 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 771

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (8 février 2018) - **Article 3** (art. L. 160-2, L. 160-17, L. 160-18, L. 221-3, L. 262-2, L. 351-14-1, L. 634-2-2, L. 643-2, L. 722-1, L. 723-10-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 111-1 du code de la mutualité, art. L. 732-27-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 832-1 du code de l'éducation, art. L. 9 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite - Suppression du régime de sécurité sociale applicable aux étudiants) : p. 1171

- **Question orale sans débat sur les nuisances provoquées par la ligne à grande vitesse Bretagne-Pays-de-la-Loire** - (13 février 2018) : p. 1438 p. 1439

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2014 p. 2015

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3366

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)] (suite)** - (16 mai 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic ») : p. 4303 p. 4304

- **Débat sur le thème : « Comment repenser la politique familiale en France ? »** - (17 mai 2018) : p. 4362 p. 4370

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'expérimentation du revenu de base et la pauvreté** - (21 juin 2018) : p. 6433 p. 6434

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et

L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9473

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 11** (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis) : p. 9610

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 386** (Plateformes numériques - Création d'une allocation spécifique contre la perte de revenus des travailleurs) : p. 9831 - **Article 40 A (supprimé)** (art. L. 7342-1, L. 7342-3 et L. 7342-4 du code du travail - Renforcement de la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation électronique) : p. 9860 - **Article 40** (art. L. 5212-2, L. 5212-5, L. 5212-5-1, L. 5212-6, L. 5212-9, L. 5212-10, L. 5212-10-1 [nouveau], L. 5212-11, L. 5212-12, L. 5213-4 du code du travail - Redéfinition de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, OETH) : p. 9863 p. 9864 p. 9866 p. 9867 - **Article 40 bis** (art. L. 1222-9 du code du travail - Recours au télétravail des personnes handicapées) : p. 9873 - **Article 42 quater** (art. 98 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Modification du calcul de la contribution annuelle des écoles et des universités) : p. 9880 p. 9882 - **Article 43** (art. L. 3332-17-1, L. 5213-13, 5213-13-1 [nouveau], L. 5213-14, L. 5213-18, L. 5213-19 du code du travail, L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles - Redéfinition du statut et du régime de l'entreprise adaptée) : p. 9886 - **Article 44** (art. 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Adaptation du principe de l'accessibilité numérique universelle) : p. 9891 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 397** (Insertion par l'activité économique - Mission de formation) : p. 9892 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 695 rectifié bis** (IAE - Mission de formation) : p. 9893

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2018) - **Article 66 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour adapter la présente loi aux outre-mer) : p. 9959

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article 24** (art. L. 421-9, L. 442-14, L. 480-13, L. 600-1-1, L. 600-1-2, L. 600-3, L. 600-5, L. 600-5-1, L. 600-5-2 [nouveau], L. 600-6, L. 600-7, L. 600-8, L. 600-12, L. 600-12-1 [nouveau], L. 600-13 du code de l'urbanisme - Dispositions diverses visant à réformer le contentieux de l'urbanisme) : p. 11113

- **Question orale sans débat sur la remise en cause du droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Sarthe** - (31 juillet 2018) : p. 13220 p. 13221

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article 18** (art. 373-2, 373-2-6 et 373-2-10 du code civil - Renforcement de l'efficacité des décisions prises en matière d'exercice de l'autorité parentale) : p. 13547

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14741 - **Article 2** (art. L. 3142-16, L. 3142-19, L. 3142-20-1 [nouveau], L. 3142-25-2 [nouveau] et L. 3142-26 du code du travail - Indemnisation du congé de proche aidant) : p. 14747 p. 14748 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7** (Personnes en situation de handicap et

proches aidants - Conseil en évolution professionnelle (CEP) : p. 14749 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9** (*Aidants et personnes en situation de handicap - Accompagnement professionnel spécifique*) : p. 14749 p. 14750 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées - Utilisation d'une partie des ressources qu'elle reçoit de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) pour financer des actions en faveur des proches aidants*) : p. 14753 - **Article 6** (art. L. 113-1-4 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à l'information du proche aidant) : p. 14754 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 10** (*Jeunes aidants - Rapport sur la mise en place d'une politique publique spécifique de soutien et d'accompagnement*) : p. 14755 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14758

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14858

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15348

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15385 p. 15400 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié ter** (*Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente des produits alimentaires à référence alcoolique - Taxation*) : p. 15427

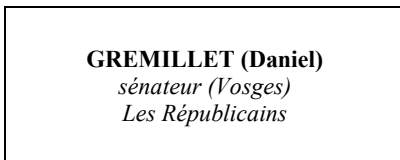
Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 164 rectifié ter, n° 362 rectifié ter et n° 519** (*Installation des professionnels de santé - Régulation*) : p. 15596 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 165 rectifié bis** (*Installation des médecins libéraux - Régulation*) : p. 15597 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 166 rectifié ter et n° 365 rectifié** (*Refus d'installation - Déremboursement*) : p. 15598 - **Article additionnel après l'article 32 bis - Amendements n° 46 rectifié quater, n° 287 rectifié ter, n° 475 rectifié bis et n° 523 rectifié** (*Indemnité journalière - Absence d'activité professionnelle donnant lieu à des rémunérations*) : p. 15609

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 566 rectifié** (*Taux de non-recours aux droits pour les personnes sortant du dispositif de l'aide sociale à l'enfance - Rapport*) : p. 15638 p. 15639 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendements n° 424 rectifié et n° 537** (*Établissements publics relevant de l'article L. 312-12-2 du code de l'action sociale - Suppression de l'obligation de transmission d'un budget primitif*) : p. 15674 - **Article additionnel après l'article 41 - Amendement n° 420 rectifié** (*EHPAD - Délai de convergence tarifaire - Maintien du délai initial*) : p. 15676 - **Article 42** (art. L. 133-4, L. 162-4, L. 162-16-5, L. 162-16-5-1, L. 162-16-5-1-1 [nouveau], L. 162-16-5-2 à L. 162-16-5-4 [nouveau], L. 162-17, L. 162-17-1-2 [nouveau], L. 162-17-2-1, L. 162-17-2-2 [nouveau], L. 162-17-4, L. 162-18, L. 162-22-7-3, L. 165-1-4 [nouveau] et L. 165-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Adaptations diverses des modalités de prise en charge des produits de santé) : p. 15688 p. 15690 - **Article 49** (art. L. 133-4, L. 133-4-1, L. 161-17-1-1, L. 355-3, L. 553-2, L. 815-11, L. 821-5-1, L. 835-3, L. 845-3, L. 861-3 et L. 863-7-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation ; art. 20-5-6 et 20-8-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ; art. 13 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et à la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte ; art. 20, 35-3 et 42-1 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte ; art. 104-1 de l'ordonnance n° 2006-1588 du 13 décembre 2006 relative au régime de prévention, de réparation et de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles à Mayotte ; art. 1er de l'ordonnance n° 2016-160 du 18 février 2016 portant adaptation de la prime d'activité au département de Mayotte ; art. 8-4 [nouveau], 9-6 et 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales ; art. 5 et 7 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon - Amélioration du recouvrement de diverses sommes par les organismes de sécurité sociale) : p. 15726

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21483

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (*Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat*) : p. 21660 p. 21661



GRÉMILLET (Daniel)
sénateur (Vosges)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (3 juillet 2018).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de massif du massif des Vosges.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 430 (2017-2018)] (16 avril 2018) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 430 (2017-2018)] - Prochaine réforme de la Politique agricole commune : pour un maintien des moyens budgétaires, au service d'une PAC forte et renouvelée [n° 437 (2017-2018)] (18 avril 2018) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 430 (2017-2018)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)] (16 mai 2018) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 647 (2017-2018)] (10 juillet 2018) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Écologie, développement et mobilité durables : Énergie [n° 148 tome 2 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Énergie - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bourdillon, directeur général de Santé publique France, et du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la santé.

Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, directeur général de Santé publique France, et du Pr Jérôme Salomon, directeur général de la santé.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Angel Tcholakov, ambassadeur de Bulgarie en France.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'Alimentation du ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation, du ministère de l'agriculture et de l'alimentation (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Élisabeth Lamure, en commun avec la délégation aux entreprises.

(*Délégation aux entreprises*) : Consultation des entreprises sur les sur-transpositions des normes européennes : communication de M. Jean Bizet et Mme Élisabeth Lamure.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle de Silva, présidente de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conclusions de M. Alain Milon, président, et de Mme Sophie Primas, présidente, à l'issue des auditions des commissions des affaires sociales et des affaires économiques sur les procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Edouard Sauvage, directeur général de Gaz Réseau Distribution France (GRDF).

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Cadre financier pluriannuel : réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

(*commission des affaires économiques*) : Procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire - Suite des conclusions à l'issue des auditions.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune : examen de la proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi (en commun avec la commission des affaires économiques).

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne de Mme Gisèle Jourda sur les indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) : rapport de Mme Gisèle Jourda et M. Michel Raison.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

(*commission des finances*) : Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Isabelle Kocher, directeur général d'Engie.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Proposition de résolution européenne en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Supercalculateur européen : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ouzoulias et Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Besnier, président du conseil de surveillance du groupe Lactalis.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Ayrault, candidate proposée aux fonctions de président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mardi 26 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen des amendements de séance.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et

une alimentation saine, durable et accessible à tous (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Bernard Doroszczuk, candidat proposé à la fonction de président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Réunion du mardi 16 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen des amendements sur le texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la responsabilisation partielle des hébergeurs : rapport de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen des amendements de séance au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Logement » Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Politique de la ville » Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen d'un amendement du rapporteur pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Russie - Communication.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'engorgement des services de l'état civil des communes sièges d'un tribunal d'instance** - (13 février 2018) : p. 1444 p. 1445

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les directives de négociation en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Australie, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part [n° 301 (2017-2018)]** - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1701 - **Texte de la commission** : p. 1709 p. 1714

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Article 11** (art. 52-1, 52-2 et 52-3 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Couverture des « zones blanches ») : p. 1937

- **Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 318 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1983

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article 2** (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration) : p. 2214 p. 2215 p. 2216 p. 2217 - **Article additionnel après l'article 3** - **Amendement n° 92 rectifié** (Télédéclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024) : p. 2222

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 15** (Expérimentation de la mise en place d'un référent unique au sein de l'administration) : p. 2271 p. 2272 - **Article additionnel après l'article 17 bis** - **Amendement n° 203 rectifié** (Application des exonérations en cas de retard de moins d'un mois dans la transmission à la DIRECCTE d'un accord d'intéressement) : p. 2280 - **Article 19** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture) : p. 2283 p. 2285 - **Article 20** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 172-16, L. 521-16 et L. 571-20 du code de l'environnement et art. L. 161-12 du code forestier - Transmission au contrevenant du procès-verbal de constatation d'une infraction au code de l'environnement et au code forestier) : p. 2287 - **Article 26** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour autoriser les maîtres d'ouvrage à déroger à certaines règles de la construction) : p. 2307 - **Article 34** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables) : p. 2332 p. 2333 - **Articles additionnels après l'article 35** - **Amendement n° 197 rectifié, n° 195 rectifié et n° 196 rectifié** (Régularisation des installations non conformes aux prescriptions environnementales à l'initiative des exploitants) : p. 2345 p. 2346 p. 2346 - **Article additionnel après l'article 35** - **Amendements n° 102 rectifié, n° 190 rectifié et n° 192 rectifié** (Substitution de l'autorité administrative à l'autorité environnementale pour rendre un avis sur les projets de l'ICPE et pour décider de l'évaluation environnementale au cas par cas) : p. 2347 - **Article additionnel après l'article 35 bis** - **Amendements n° 103 rectifié ter, n° 191 rectifié ter et n° 193 rectifié quater** (Limitation des recours abusifs contre les décisions relatives aux ICPE et IOTA) : p. 2350 - **Article additionnel après l'article 35 bis** - **Amendement n° 198 rectifié bis** (Possibilité pour le juge administratif d'annulation partielle ou d'une phase des demandes d'enregistrement ou des déclarations d'ICPE) : p. 2352

- **Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 370 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er** - **Amendement n° 3** (Déclaration d'intérêt général du trafic par wagon isolé) : p. 3203

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3401 p. 3403

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3574

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3646

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 732-63 du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'une garantie « 85 % du Smic ») : p. 4315

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article 1er bis** (art. L. 2111-25 du code des transports - Modification des critères pris en compte dans le calcul des redevances d'infrastructure) : p. 5004 p. 5005

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) : p. 5032 - **Article 2 ter** (art. L. 2121-1, L. 2121-1-1 [nouveau] et L. 2121-3 du code des transports - Autorités organisatrices des services d'intérêt national et des services d'intérêt régional de transport ferroviaire de voyageurs) : p. 5060 p. 5061

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5200

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5530 p. 5546 p. 5547

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5796

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6750 p. 6751

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation) : p. 7401 p. 7404 p. 7405 p. 7415 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 252 rectifié** (Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension) : p. 7447 - **Article additionnel après l'article 5 bis** - **Amendement n° 420 rectifié** (Dérogation à l'interdiction de cession à titre onéreux de contrat laitier) : p. 7449 - **Article 8** (titre II du livre V du code rural et de la pêche maritime - Habilitation du Gouvernement à révoquer, par ordonnances, la coopération agricole) : p. 7463

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10** (Habilitation du Gouvernement à clarifier et à adapter, par ordonnance, les dispositions du code de commerce relatives aux relations commerciales) : p. 7558 p. 7560 - **Article additionnel après l'article 10** - **Amendement n° 357 rectifié** (Amende administrative proportionnelle au chiffre d'affaires pour des pénalités de retard supérieures à 2 % de la valeur des produits livrés) : p. 7562 - **Article additionnel après l'article 10** - **Amendement n° 235 rectifié ter** (Interdiction relative au taux de service des produits sous signe d'identification de la qualité

et de l'origine) : p. 7563 - **Article 10 quinquies (supprimé)** (Promotion de l'agriculture de groupe) : p. 7576 - **Article additionnel après l'article 10 nonies - Amendement n° 615 rectifié** (Rapport sur les communes sortant de la carte des zones défavorisées simples) : p. 7588 - **Article 11** (art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L.230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique) : p. 7598 p. 7610 p. 7612 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 83** (Menu végétarien quotidien dans les cantines des établissements scolaires, universitaires et d'accueil de la petite enfance - Expérimentation) : p. 7627 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 654 rectifié bis** (Définition des petites fermes) : p. 7629 p. 7630 - **Article 11 sexies** (art. L. 654-23 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de certaines dénominations commerciales associées aux produits d'origine animale) : p. 7650

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Article 11 septies A (supprimé)** (art. L. 115-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation d'affichage environnemental des denrées alimentaires) : p. 7670 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendements n° 215 rectifié et n° 451 rectifié** (Informations à caractère environnemental sur la nature des traitements appliqués) : p. 7672 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendement n° 394 rectifié ter** (Étiquetage environnemental obligatoire des denrées alimentaires) : p. 7678 - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 7686 - **Article 11 decies** (art. L. 412-4 du code de la consommation - Origine du miel) : p. 7698 - **Article additionnel après l'article 11 decies - Amendements n° 566 rectifié ter, n° 160 rectifié bis, n° 206 rectifié, n° 248 rectifié ter, n° 466 rectifié ter, n° 648 rectifié ter et n° 161 rectifié bis** (Interdictions selon diverses modalités de la mise à la vente de produits traités ou issus de modes de production non autorisés) : p. 7703 p. 7706 p. 7708 - **Article 11 undecies** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Divers objectifs de la politique agricole) : p. 7717 - **Article 11 terdecies A** (Obligation de certification environnementale des produits sous signes officiels de la qualité et de l'origine) : p. 7726 - **Article additionnel après l'article 11 duovicies - Amendement n° 595 rectifié bis** (Rapport sur l'évolution depuis 2015 des aides à la conversion et au maintien en agriculture biologique versées aux agriculteurs) : p. 7763 - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-13 du code de procédure pénale et L. 215-11 du code rural et de la pêche maritime - Bien-être animal) : p. 7770 p. 7773 - **Article 13 bis A** (art. L. 214-11 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de construction ou de réaménagement de tout bâtiment d'élevage de poules pondeuses en cage) : p. 7783 - **Article 13 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Possibilité de mettre en place, à titre expérimental, des abattoirs mobiles) : p. 7793 - **Article additionnel après l'article 13 quinquies - Amendement n° 501 rectifié** (Obligation d'information et de consultation régulière sur les services d'abattage d'urgence existants) : p. 7796

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article 14 (supprimé)** (art. L. 253-5-1 et L. 253-5-2 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime, art. L. 511-12 du code de la consommation - Pratiques commerciales prohibées en matière de vente de produits phytopharmaceutiques, PPP) : p. 7816 - **Article 14 bis** (art. L.522-5-2, L. 522-5-3, L. 522-18 et L. 533-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Extension aux produits biocides d'une partie de la réglementation applicable aux produits phytopharmaceutiques) : p. 7820 p. 7821 - **Article 14 quater AA (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Dérogation aux interdictions de ventes et d'utilisation pour les personnes publiques de produits phytopharmaceutiques en cas d'absence d'efficacité des substituts à lutter contre les dangers sanitaires) : p. 7829 - **Article 14 sexies** (Expérimentation sur l'usage de drones d'épandage dans certaines conditions d'exploitation) : p. 7847 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 789** (Utilisation de produits phytopharmaceutiques -

Encadrement) : p. 7855 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 649 rectifié** (Réciprocité des normes de production pour l'importation de produits biologiques - Rapport au Parlement) : p. 7860 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 478 rectifié bis** (Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction) : p. 7871 - **Article additionnel après l'article 14 septies - Amendement n° 346 rectifié** (Utilisation de produits contenant du glyphosate - Interdiction) : p. 7876 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7904

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Article 1er** (art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation) : p. 9474 p. 9480 p. 9481 - **Article 4** (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences) : p. 9499 p. 9500

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 10** (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle) : p. 9571 p. 9576 p. 9577 p. 9578 p. 9587 p. 9588 - **Article 12** (art. L. 6222-38, L. 6243-1 et L. 6243-1-1 du code du travail ; art. 244 quater G du code général du impôts - Aide unique aux employeurs d'apprentis) : p. 9617 p. 9618 p. 9619 - **Article 13** (art. L. 5132-3, L. 6324-1, L. 6324-2, L. 6324-5 à L. 6324-9, L. 6325-4, L. 6325-11 L. 6325-14-1, L. 6325-24, L. 6325-25 [nouveau], L. 6326-2, L. 6326-3 et L. 6326-4 du code du travail - Contrats de professionnalisation, périodes de professionnalisation et préparation opérationnelle à l'emploi) : p. 9623 p. 9624 p. 9625

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle) : p. 9661 p. 9662 p. 9668 p. 9670 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 313, n° 559 rectifié bis, n° 578 rectifié et n° 712 rectifié** (Copilotage de l'apprentissage par les régions et les branches professionnelles) : p. 9672 p. 9673

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10844 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain) : p. 10900

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater** (Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations) : p. 10955

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Extension de la dispense du recours à un architecte pour les constructions de faible surface des coopératives d'utilisation de matériel agricole) : p. 11028 - **Article additionnel après l'article 18 A (supprimé) - Amendement n° 867 rectifié bis** (Résidences-services - Réalisation d'aires de stationnement - Dérogation) : p. 11031 - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441,

L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11065 p. 11068 p. 11069

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54 ter A (nouveau)** (art. L. 752-1 et L. 752-4 du code de commerce - Abaissement général des seuils d'autorisation d'exploitation commerciale - Soumission des entrepôts principalement destinés à l'e-commerce au régime d'autorisation d'exploitation commerciale) : p. 11543 p. 11544 - **Article additionnel après l'article 55 - Sous-amendement n° 1134 rectifié bis** (Colonnes montantes électriques - Intégration au réseau public) : p. 11564 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 1065 rectifié** (Protection les espèces nuisibles - Adaptation des règles de construction et d'aménagement) : p. 11603 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendement n° 93 rectifié bis** (Mérule - Dispositif de lutte) : p. 11604 p. 11605 - **Article additionnel après l'article 58 bis - Amendement n° 95 rectifié bis** (Mérule - Dispositif de lutte) : p. 11605

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Discussion générale** : p. 13288 p. 13294

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13352 p. 13353 p. 13354

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13827

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14844 p. 14845 p. 14846

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 93 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Article 1er** (Conséquences d'un Brexit sans accord sur les Britanniques soumis au droit français) : p. 14912

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Article 2** (art. L. 313-3 et L. 341-21 du code de la consommation - Suppression de mentions légales dans les publicités relatives au crédit immobilier) : p. 14938

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence) : p. 15118

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15347

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) : p. 15393

- **Question orale sans débat sur la fin des téléphones fixes** - (20 novembre 2018) : p. 15814

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16662

Première partie :

- (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendement n° I-302 rectifié ter** (Taxes intérieures de consommations prélevées sur les produits énergétiques - Gel à titre conservatoire) : p. 16741 - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« Contribution climat énergie » - Gaz issus de la biomasse - Exemption) : p. 16751 p. 16760 - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendement n° I-849 rectifié** (Transition énergétique - Accompagnement des ménages modestes) : p. 16763 p. 16764 - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendement n° I-925 rectifié ter**, (Fiscalité énergétique - Collectivités territoriales) : p. 16767 - **Article additionnel après l'article 18 duodecies (priorité) - Amendements n° I-404 rectifié et n° I-432 rectifié** (Contrats territoriaux bas carbone) : p. 16770 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16780 p. 16794 p. 16799 p. 16801 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - amendements n° I-127 rectifié, n° I-303, I-657 rectifié bis, n° I-829 et n° I-891** (Taux de TICGN) : p. 16812 p. 16813 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendements n° I-843 et n° I-926 rectifié** (Gazole et fuel lourd - Taxe intérieure de consommation - Remboursement partiel - Séchage de grains et de céréales) : p. 16815 - **Article 19 ter (nouveau) (priorité)** (art. 266 quinquies C du code des douanes - Création d'un tarif réduit de taxe intérieure de consommation d'électricité au bénéfice des centres de stockage de données numériques) : p. 16823 - **Article 8 (priorité)** (art. 266 sexies et 266 nonies du code des douanes - Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets) : p. 16836 p. 16837 p. 16856 p. 16857 p. 16858 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-927 rectifié** (Suramortissement de la taxation des hydrofluorocarbures (HFC)) : p. 16863

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article 3** (Art. 1663 C et 1665 bis du code général des impôts - Mesures d'accompagnement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu) : p. 16919

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article 13** (art. 112, 209, 209-0 B, 212, 212 bis, 223 B, 223 B bis, 223 I, 223 Q et 223 S du code général des impôts - Réforme des dispositifs de limitation des charges financières) : p. 17047 p. 17048 p. 17050 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement s n° I-107 rectifié, n° I-224 rectifié bis, n° I-259 et n° 701 rectifié bis** (Biens ruraux - Fiscalité) : p. 17080 - **Article 16 octies (nouveau)** (art. 973, 974, 978, 981 et 1649 AB du code général des impôts, art. L. 14 A et L. 247 du livre des procédures fiscales - Aménagement de l'impôt sur la fortune immobilière) : p. 17108 p. 17109 p. 17113 p. 17115 - **Article 18** (art. 71, 72 D, 72 D bis, 72 D ter, 72 D quater, 73, 73 E, 75 du code général des impôts, art. L. 781-15 du code rural et de la pêche maritime - Réforme des aides fiscales en faveur de la gestion des risques et de l'investissement agricoles) : p. 17147 p. 17148 p. 17149 p. 17150 p. 17151 p. 17153 p. 17154 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-580 rectifié** (Sociétés à objet agricole - Régime particulier d'imposition des plus-values) : p. 17159 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-583 rectifié** (Ensemble des recettes accessoires perçues par les exploitants agricoles - Régime unique) : p. 17162

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 18 quater (nouveau)** (art. 39 decies A [nouveau] du code général des impôts - Suramortissement temporaire de 40 % pour les investissements de transformation numérique et de

robotisation des PME) : p. 17203 p. 17204 p. 17205 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-909 (Produits électriques et électroniques reconditionnés - Taux réduit de TVA)** : p. 17230 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-178, n° I-254 rectifié, n° I-304 rectifié ter, n° I-435 rectifié bis et n° I-483 (Bois énergie présentant un taux d'humidité inférieur à 20 % - Taux réduit de TVA)** : p. 17232 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-213 rectifié bis, n° I-417, n° I-547, n° I-564 rectifié bis, n° I-907 rectifié et n° I-972 (Adaptation des logements à la perte d'autonomie des occupants - Travaux d'aménagement - Taux réduit de TVA)** : p. 17234 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-736 (Travaux de mise en accessibilité des logements - Taux réduit de TVA)** : p. 17235 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-737 rectifié (Travaux de mise en accessibilité des logements sociaux - Taux réduit de TVA)** : p. 17235 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-953 rectifié (Produits de biocontrôle - Taux réduit de TVA)** : p. 17236

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17537 - **État B** : p. 17545 p. 17549 p. 17552

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17585

Ecologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17604 p. 17607 p. 17611 p. 17618 p. 17620 p. 17623 p. 17624 - **Article 76 (art. L. 213-10-8 du code de l'environnement - Évolution du régime de la redevance pour pollution diffuse)** : p. 17636 p. 17637 p. 17638 p. 17639

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18559

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat)** : p. 21660

GRIVEAUX (Benjamin)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les prisons** - (23 janvier 2018) : p. 150

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan Autisme** - (5 avril 2018) : p. 3462

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le CHU de Guadeloupe** - (5 avril 2018) : p. 3464

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les projets de relance de la construction européenne** - (19 avril 2018) : p. 4112 p. 4113

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires** - (24 mai 2018) : p. 4632

- **Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 512 (2017-2018)]** -

(6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5523 p. 5524

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi « PACTE » et les privatisations** - (21 juin 2018) : p. 6430

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les privatisations** - (21 juin 2018) : p. 6437 p. 6438

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état du partage des richesses en France** - (10 juillet 2018) : p. 9433 p. 9434

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries en Charente et les aides exceptionnelles** - (10 juillet 2018) : p. 9440

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (VI)** - (24 juillet 2018) : p. 11524

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des migrants en Loire-Atlantique** - (11 octobre 2018) : p. 13669

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité en France et à Marseille** - (11 octobre 2018) : p. 13671 p. 13672

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la préparation du débat national** - (18 décembre 2018) : p. 21596 p. 21597

GROSDIDIER (François)
sénateur (Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure le 17 janvier 2018 ; puis rapporteur du 30 janvier 2018 au 30 juin 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (31 janvier 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire le 30 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recensement des logements saisonniers [n° 577 (2017-2018)] (18 juin 2018) - **Logement et urbanisme - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure [n° 125 (2017-2018)] - Vaincre le malaise des forces de sécurité intérieure : une exigence républicaine [n° 612 tome 1 (2017-2018)] (27 juin 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure [n° 125 (2017-2018)] - Vaincre le malaise des forces de sécurité intérieure : une exigence républicaine [n° 612 tome 2 (2017-2018)] (27 juin 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : la responsabilité pénale et les obligations déontologiques » [n° 642 tome 5 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission des lois*) : Organismes extraparlimentaires - Désignation de candidats.

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Audition de MM. Loïc Cauret, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et Charles-Eric Lemaignan, premier vice-président.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 janvier 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Jean-Marie Godard, journaliste, auteur de l'ouvrage : « Paroles de flics ».

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de la fédération syndicale de la police nationale - CFDT.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - FO.

Audition de la fédération syndicale de la police nationale - UNSA-FASMI.

Audition de M. Guillaume Lebeau et de Mme Maggy Biskupski.

(*commission des lois*) : Groupe de travail sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie appliquée au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), à New-York et à Shanghai.

Audition de M. Laurent-Franck Liénard, avocat.

Audition de Mme Catherine Pinson, psychologue clinicienne, chef du Service de soutien psychologique opérationnel (SSPO).

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Christian Mouhanna, chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).

Audition de M. Éric Morvan, directeur général de la police nationale.

Audition du Colonel Bruno Arviset, secrétaire général, et de représentants du Conseil de la fonction militaire de la gendarmerie (CFMG).

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne.

(*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de syndicats de policiers municipaux.

Réunion du mardi 20 février 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition d'associations nationales professionnelles de militaires.

Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Jacques Beaume, procureur général honoraire, et Franck Natali, avocat au Barreau de l'Essonne et ancien bâtonnier, coauteurs du rapport « Amélioration et simplification de la procédure pénale » (livre 2 des chantiers de la justice).

Audition de MM. Pierre-Édouard Colliex, médiateur interne de la police nationale, et Philippe Buchin, adjoint au médiateur interne.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de représentants de l'Union des policiers nationaux indépendants (UPNI).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de représentants de la fédération syndicale CFE-CGC police nationale - Alliance.

Audition du Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN), et du Colonel Laurent Bernard, adjoint à la sous-direction administrative et financière.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Ivan Gombert, secrétaire national du syndicat national pénitentiaire Force ouvrière-Direction.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Table ronde d'associations de l'« Entente gendarmerie ».

Table ronde de représentants de syndicats de la police municipale : Association nationale des cadres de la police municipale (ANCPM) ; CFTC-Police municipale ; Syndicat de défense des policiers municipaux (SDPM) ; Syndicat national des policiers municipaux (SNPM) ; Syndicat national de la sécurité publique (SNSP) ; Union syndicale professionnelle des policiers municipaux.

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Gérard Clérissi, directeur des ressources et compétences de la police nationale, Thomas Fourgeot, chef du bureau des gradés et gardiens de la paix et de Mme Noémie Angel, sous-directrice de la prévention, de l'accompagnement et du soutien.

Audition du général de corps d'armée Hervé Renaud, directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale, et du colonel Charles Bourillon, adjoint au sous-directeur de la politique des ressources humaines.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice, de Mme Béatrice Bossard, sous-directrice de la justice pénale générale et de Mme Marie-Céline Lawrysz, chef du bureau de la police judiciaire.

(*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Responsabilité pénale des élus et déontologie ».

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Pascal Lalle, directeur central de la sécurité publique.

Audition du Dr Gaëlle Encrenaz, docteure en épidémiologie, et du Dr Alain Miras, médecin légiste, maître de conférences des universités, expert agréé par la cour de cassation.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail « Lutte contre la pollution de l'air » - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, contrôleur générale des lieux de privation de liberté.

Réunion du mardi 17 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Philippe Klayman, directeur central des compagnies républicaines de sécurité (DCCRS).

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de M. Éric Voulleminot, directeur central adjoint de la police judiciaire.

Audition de M. Fernand Gontier, directeur central de la police aux frontières, et de Mme Brigitte Lafourcade, directrice centrale adjointe.

Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de MM. Michel Delpuech, préfet de police de Paris, Thibaut Sartre, préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police de Paris, Frédéric Dupuch, directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, Christian Sainte, directeur régional de la police judiciaire, Éric Belleut, directeur adjoint de l'ordre public et de la circulation, Philippe Dalvavie, conseiller technique chargé des

affaires juridiques, Lucas Demurger, conseiller technique chargé de la prospective au cabinet du préfet, Denis Safran, conseiller technique, professeur agrégé de médecine chargé des questions de santé en matière de sécurité intérieure.

Table ronde d'organisations syndicales des surveillants pénitentiaires.

(*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2017.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*commission des lois*) : Différenciation territoriale - Table ronde.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des lois*) : Droit local d'Alsace-Moselle - Table ronde.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 mai 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Audition de Me Thibault de Montbrial, avocat au barreau de Paris, président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure.

Audition de Mme Marie-France Moneger-Guhamarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*CE état des forces de sécurité intérieure*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Patrick Weiten, vice-président de l'Assemblée des départements de France (ADF) et président du conseil départemental de la Moselle, dans le cadre du cycle d'auditions des associations d'élus locaux sur l'actualité des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 17 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération CFDT, organisation professionnelle de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de la fédération CFE-CGC, organisation professionnelle de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements -

Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Eric Morvan, directeur général de la police nationale.

Audition de M. Frédéric Auréal, chef du service de la protection.

Audition de Mme Marie-France Monéger-Guyomarc'h, directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexis Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 12 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. François-Xavier Lauch, chef de cabinet du Président de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Maxence Creusat, commissaire de police à la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition du Général Eric Bio Farina, commandant militaire de la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Vincent Crase, chef d'escadron dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Yann Drouet, ancien chef de cabinet du préfet de police de Paris.

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Michel Besnard, préfet, ancien chef du groupe de sécurité de la Présidence de la République (GSPR).

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice et projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le traitement des abus sexuels sur mineurs et des faits de pédocriminalité commis dans une relation d'autorité, au sein de l'Église catholique, en France - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi des lois de réforme territoriale sur la revitalisation de l'échelon communal - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France -

Audition de MM. Christophe Caстанer, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les limitations de vitesse** - (1er février 2018) : p. 848 p. 849
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de moyens des parquets** - (6 février 2018) : p. 943
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la police de proximité** - (6 février 2018) : p. 944
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Mercosur** - (6 février 2018) : p. 947
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la polémique sur le nombre de SDF** - (15 février 2018) : p. 1537
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la représentation proportionnelle** - (8 mars 2018) : p. 2073
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger** - (8 mars 2018) : p. 2074
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte** - (13 mars 2018) : p. 2198
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agressions de médecins généralistes** - (5 avril 2018) : p. 3461
- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3476 - **Article unique** : p. 3484 p. 3485
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mouvement social dans les universités** - (10 avril 2018) : p. 3554
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'écrivain et blogueur saoudien Raif Badawi** - (10 avril 2018) : p. 3555
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse des dotations communales** - (10 avril 2018) : p. 3557 p. 3558
- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3565 p. 3566 p. 3567
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie** - (16 avril 2018) : p. 3764 p. 3768
- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3817
- **Proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites [n° 420 (2017-2018)]** - (18 avril 2018) - **Article 1er** (art. L. 151-1 à L. 154-1 [nouveaux] du code de commerce - Mise en place d'un régime général de protection du secret des affaires en matière civile) : p. 3945 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3965
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de la semaine scolaire** - (15 mai 2018) : p. 4244
- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup** - (24 mai 2018) : p. 4629
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan pour les banlieues (I)** - (24 mai 2018) : p. 4631
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan pour les banlieues (II)** - (24 mai 2018) : p. 4636
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grêle et la fiscalité agricole** - (29 mai 2018) : p. 4661
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aléas climatiques pour les viticulteurs** - (29 mai 2018) : p. 4661 p. 4662
- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5200 p. 5201
- **Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 536 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5815 p. 5816
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des forces de sécurité** - (5 juillet 2018) : p. 9203 p. 9204
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les heures supplémentaires non récupérées dans la police** - (10 juillet 2018) : p. 9435
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle du Premier ministre** - (10 juillet 2018) : p. 9437
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (VI)** - (24 juillet 2018) : p. 11524
- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 674 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Comportements compromettant délibérément la sécurité ou la tranquillité des usagers de la route*) : p. 13091
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (25 septembre 2018) : p. 13278
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations des élus locaux avec le Gouvernement** - (25 septembre 2018) : p. 13284
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité** - (2 octobre 2018) : p. 13341
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (2 octobre 2018) : p. 13343
- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13724 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13826
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élus locaux et "Balance ton maire"** - (16 octobre 2018) : p. 13834
- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14064 p. 14066 p. 14067 - **Article 3** (art. L. 211-4-2 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'un fichier répertoriant les mesures d'interdiction administrative et judiciaire de manifester) : p. 14079 p. 14081 - **Article 5** (art. 431-10 et 431-12 du code pénal - Sanction du port d'arme et du jet de projectile lors d'une manifestation) : p. 14084 - **Article 6** (art. 131-32-1 [nouveau], 222-47, 322-15, 431-11, 434-38-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 211-13 [abrogé] du code de la sécurité intérieure - Peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie

publique et élargissement des peines complémentaires applicables aux délits de participation délictueuse à une manifestation) : p. 14086 - **Article 7** (art. 431-12-1 [nouveau] du code pénal ; art. L. 211-10 du code de la sécurité intérieure - Responsabilité civile pour les dommages causés lors d'une manifestation) : p. 14088 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14090

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Contenu et mise en oeuvre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage) : p. 14102 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Police spéciale du stationnement des résidences mobiles) : p. 14106 - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 322-4-1 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation d'un terrain en réunion et sans titre) : p. 14107

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat** - (30 octobre 2018) : p. 14807 p. 14808

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les péages urbains** - (8 novembre 2018) : p. 15110

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suicides dans la police** - (13 novembre 2018) : p. 15320

- **Question orale sans débat sur l'axe Rhône-Saône-Moselle et la place des transports en Lorraine** - (20 novembre 2018) : p. 15796

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15825

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut de l'élu** - (22 novembre 2018) : p. 16650 p. 16651

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dialogue entre les élus locaux et le gouvernement** - (22 novembre 2018) : p. 16655

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés des élus locaux** - (22 novembre 2018) : p. 16657

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les gilets jaunes** - (27 novembre 2018) : p. 16889

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise sociale** - (27 novembre 2018) : p. 16890

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pouvoir d'achat (I)** - (27 novembre 2018) : p. 16894

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (6 décembre 2018) : p. 18157 p. 18158 p. 18163

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18526 p. 18526 p. 18528

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les propositions du Sénat en matière budgétaire** - (13 décembre 2018) : p. 21529

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise dans la police** - (18 décembre 2018) : p. 21595

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le loto du patrimoine** - (18 décembre 2018) : p. 21596

GROSPERRIN (Jacques)
sénateur (Doubs)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (7 février 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges (16 juillet 2018).

Membre titulaire du Haut conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 193 (2017-2018)] relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 241 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Éducation - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 294 (2017-2018)] (13 février 2018) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 464 (2017-2018)] pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 527 (2017-2018)] (31 mai 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : sur la mission de la commission effectuée en Israël et dans les Territoires palestiniens du 10 au 16 octobre 2018 [n° 145 (2018-2019)] (21 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Enseignement scolaire [n° 151 tome 3 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée [n° 231 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Agriculture et pêche - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Antoine Petit, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Centre national de recherche scientifique (CNRS).

Audition de M. Tony Estanguet, co-président du comité de candidature Paris 2024.

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Un nouveau baccalauréat pour construire le lycée des possibles » - Audition de M. Pierre Mathiot, professeur des universités en science politique à Sciences Po Lille.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen d'amendements du Gouvernement.

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 13 février 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réseau culturel extérieur de la France - Audition de M. Pierre Vimont, ambassadeur de France.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Érik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport « Voyage au pays des bibliothèques, Lire aujourd'hui, Lire demain... ».

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Damerval, président-directeur général de l'Agence nationale de la recherche.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Céline Calvez, députée, et M. Régis Marcon, cuisinier restaurateur, sur leur rapport sur la voie professionnelle scolaire : « Viser l'excellence », remis au ministre de l'éducation nationale le 22 février 2018.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

(*commission des lois*) : Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de la mission d'information sur l'état du système éducatif en Guyane.

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie.

Réunion du lundi 16 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges - Désignation des candidats à la commission mixte paritaire.

Proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'encadrement de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information sur le métier d'enseignant - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Pierre Bühler, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Mons, présidente du Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO).

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme

Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relative à la lutte contre la manipulation de l'information - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Audition conjointe.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (crédits « Enseignement technique agricole » de la mission « Enseignement scolaire » et crédits « Enseignement supérieur et recherche agricoles » de la mission « Recherche et enseignement supérieur »).

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission de la commission en Israël et dans les Territoires palestiniens - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Audition du Général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violence dans les établissements scolaires - Audition conjointe de professeurs de l'enseignement secondaire.

Violence dans les établissements scolaires - Audition de M. Benjamin Moignard, universitaire.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean Castex, délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024, Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la Société de livraison des ouvrages olympiques

(Solideo) et Claude Onesta, en charge de la performance des athlètes français au sein du ministère des sports.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1052 p. 1053 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1057 - **Discussion générale** : p. 1067 - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation) - **Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur** : p. 1075 p. 1076 p. 1079 p. 1080 p. 1081 p. 1082 p. 1083 p. 1084 p. 1085 p. 1086 p. 1098 p. 1099 p. 1102 p. 1104 p. 1105 p. 1106 p. 1107 p. 1108 p. 1109 p. 1110 p. 1111 p. 1113 p. 1114 p. 1115 p. 1116

- **Suite de la discussion** (8 février 2018) : p. 1138 p. 1140 p. 1141 p. 1143 p. 1145 p. 1146 p. 1148 p. 1149 p. 1150 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 117 rectifié** (*Prise en compte de l'émergence de nouvelles filières et de nouveaux métiers*) : p. 1150 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 55 rectifié bis** (*Création d'un dispositif d'accompagnement entre la terminale et le début du cycle universitaire*) : p. 1151 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 172 rectifié bis** (*Cursus différenciés*) : p. 1152 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 78** (*Formation à l'entrepreneuriat dans le premier cycle de l'enseignement supérieur*) : p. 1153 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 77 rectifié ter et n° 176 rectifié** (*Obligation de publications statistiques pour les établissements d'enseignement supérieur*) : p. 1153 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 76 rectifié** (*Charte d'engagement réciproque entre l'étudiant et l'université*) : p. 1154 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 68 rectifié ter** (*Publications de statistiques des établissements scolaires*) : p. 1154 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 69 rectifié ter** (*Obligation de diffusion de ses statistiques sur le site internet de l'établissement scolaire*) : p. 1155 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 75 et n° 179 rectifié** (*Droits d'inscription pour les étudiants étrangers*) : p. 1156 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 198 et n° 140 rectifié bis** (*Maîtrise de la langue française par les étudiants étrangers - Renforcement*) : p. 1157 p. 1158 - **Article 2 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - *Rapports annuel et quinquennal des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants*) : p. 1159 - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendement n° 189 rectifié** (*Définition de l'offre et des besoins régionaux des formations supérieures - Conférence régionale de l'orientation post-bac*) : p. 1161 - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendement n° 99 rectifié bis** (*Projet professionnel - Premier cycle à l'université*) : p. 1161 - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendement n° 95 rectifié quinquies** (*Mission d'aide à l'insertion professionnelle*) : p. 1162 - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendement n° 96 rectifié quinquies** (*Caractère professionnalisant des formations du premier cycle - Renforcement*) : p. 1162 - **Article 2 ter** (art. L. 613-5 du code de l'éducation - *Enseignement modulaire capitalisable*) : p. 1163 p. 1164 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 121 rectifié** (*Prise en compte de la distance et des modes de transport entre le domicile de l'étudiant et l'établissement d'enseignement supérieur*) : p. 1164 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 129 rectifié quater** (*Droit au maintien aux bourses - Contrôle de l'assiduité des étudiants*) : p. 1165 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 39 rectifié** (*Rapport au Parlement - Opportunité de revenir à un baccalauréat professionnel en quatre ans*) : p. 1166 p. 1166 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 73 rectifié** (*Rapport au Parlement - formation des conseillers d'orientation*) : p. 1167 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 74 rectifié** (*Rapport au Parlement - Effets de la réforme du baccalauréat*) : p. 1167 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 118 rectifié bis** (*Rapport au Parlement -*

Accueil, orientation et réussite des étudiants dans l'enseignement supérieur) : p. 1168 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 119 rectifié bis** (Rapport au Parlement - *Adaptation de l'organisation de l'enseignement supérieur aux professions émergentes et d'avenir*) : p. 1168 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 120 rectifié bis** (Rapport au Parlement - *Mise en œuvre d'une formation commune lors de la première année du premier cycle de l'enseignement universitaire*) : p. 1169 - **Article 3** (art. L. 160-2, L. 160-17, L. 160-18, L. 221-3, L. 262-2, L. 351-14-1, L. 634-2-2, L. 643-2, L. 722-1, L. 723-10-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 111-1 du code de la mutualité, art. L. 732-27-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 832-1 du code de l'éducation, art. L. 9 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Suppression du régime de sécurité sociale applicable aux étudiants*) : p. 1175 - **Article 4** (art. L. 831-3 et L. 841-5 [nouveau] du code de l'éducation - *Instauration d'une contribution destinée à favoriser l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants*) : p. 1177 p. 1178 p. 1179 p. 1180 p. 1181 p. 1182 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 72 rectifié** (Associations culturelles universitaires) : p. 1183 - **Article 5** (art. L. 611-12 [nouveau] du code de l'éducation - *Droit de césure*) : p. 1184 p. 1185 p. 1185 p. 1186 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 46** (Stage dans le cadre de l'e-formation) : p. 1187 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 50 rectifié** (Rapport au Parlement sur les dispositions relatives à l'orientation et à la réussite des étudiants) : p. 1187 - **Article 6** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 681-1, L. 683-1, L. 683-2, L. 684-1 et L. 684-2 du code de l'éducation - *Application outre-mer*) : p. 1188 p. 1189 p. 1190 p. 1191 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 87 rectifié quater** (Orientation des lycéens de La Réunion) : p. 1192 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 169 rectifié** (Nouvelle organisation de la PACES) : p. 1193 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 90 rectifié ter** (Rapport au Parlement sur les seuls d'obtention de bourses pour les étudiants ultramarins) : p. 1193 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 127 rectifié** (Instauration d'un comité de suivi de l'application de la loi) : p. 1193 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1196

- *Commission mixte paritaire* [n° 295 (2017-2018)] - (15 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1538 p. 1539

- **Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat** [n° 589 (2016-2017)] - (21 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1644 p. 1645

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit** [n° 323 (2017-2018)] - (6 mars 2018) - **Article 9** (art. 1519 H du code général des impôts - *Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux applicable aux stations radioélectriques - Plafonnement*) : p. 1934

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance** [n° 330 (2017-2018)] - (14 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 129 rectifié** (Création d'un nouveau statut dérogatoire d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel) : p. 2311 p. 2312

- **Suite de la discussion** (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2427 p. 2429

- **Débat** : « *Quelles perspectives pour les études de médecine ?* » - (5 avril 2018) : p. 3504

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mouvement social dans les universités** - (10 avril 2018) : p. 3554

- **Proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes** [n° 422 (2017-2018)] - (17 avril 2018) - **Article 3** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5214-21 et L. 5216-7 du code général des collectivités territoriales -

Assouplissement des règles de représentation-substitution des communes par les communautés de communes et d'agglomération au sein de syndicats compétents en matière d'« eau » et d'« assainissement ») : p. 3816

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire** [n° 495 (2017-2018)] - (31 mai 2018) - **Article 1er ter** (art. L. 1263-2, L. 2121-12, L. 2122-9 et L. 2133-1 du code des transports - *Droit d'accès au réseau pour les services librement organisés*) : p. 5044

- **Suite de la discussion** (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5166

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le concert du rappeur Médine au Bataclan** - (12 juin 2018) : p. 5719 p. 5720

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (19 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6217

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état de la contractualisation** - (21 juin 2018) : p. 6432

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] (suite) - (22 juin 2018) - **Article 19 ter** (supprimé) (art. L. 622-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Adaptation du délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers*) : p. 6605 p. 6606 - **Article 20** (art. L. 313-20, L. 313-21, L. 313-27 et L. 313-28 [nouveaux] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Extension du « passeport talent »*) : p. 6614 - **Article 21** (art. L. 313-8, art. L. 313-29 et L. 313-30 [nouveaux] et art. L. 531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Titres de séjour des étudiants - Chercheurs et étudiants souhaitant prolonger leur séjour en France*) : p. 6618 p. 6620 - **Article 21 bis** (nouveau) (art. L. 313-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Visite médicale des étudiants étrangers*) : p. 6622 - **Article 22** (art. L. 313-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Carte de séjour temporaire pour les jeunes au pair*) : p. 6624

- **Suite de la discussion** (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6725 p. 6728

- **Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les écoles et les collèges** [n° 625 (2017-2018)] - (16 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 9995 - **Discussion générale** : p. 10000 p. 10002 p. 10003 p. 10005 - **Article 1er** (art. L. 511-5 et L. 511-6 [nouveau] du code de l'éducation - *Encadrement de l'utilisation du téléphone mobile à l'école primaire et au collège*) : p. 10008

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique** [n° 631 (2017-2018)] - (18 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - *Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encounter*) : p. 10994

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation dans les clubs sportifs** - (19 juillet 2018) : p. 11055

- **Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement scolaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 681 (2017-2018)] - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13063

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous** - *Nouvelle lecture* [n° 714 (2017-2018)] - (25 septembre 2018) - **Discussion générale** : p. 13290

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les boucheries** - (2 octobre 2018) : p. 13336 p. 13337

- **Débat sur la réforme du baccalauréat** - (3 octobre 2018) : p. 13389

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la manifestation contre la hausse du prix du carburant** - (13 novembre 2018) : p. 15322

- **Projet de loi de finances pour 2019** [n° 146 (2018-2019)]

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) : p. 18016 - **État B** : p. 18033 p. 18036 p. 18039

GRUNY (Pascale)
sénateur (Aisne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Rapporteuse de la commission spéciale sur le projet de loi pour un État au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant ordonnances renforcement dialogue social (24 janvier 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (14 mars 2018).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 259 (2017-2018)] pour un État au service d'une société de confiance [n° 329 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'évaluation des technologies de la santé et modifiant la directive 2011/24/UE, Texte E12773 - COM (2018) 51 final [n° 363 (2017-2018)] (15 mars 2018) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 401 (2017-2018)] (5 avril 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 430 (2017-2018)] (16 avril 2018) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 430 (2017-2018)] - Prochaine réforme de la Politique agricole commune : pour un maintien des moyens budgétaires, au service d'une PAC forte et rénovée [n° 437 (2017-2018)] (18 avril 2018) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à obliger toute personne ayant connaissance d'un crime ou de mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable à en informer les autorités judiciaires ou administratives [n° 453 (2017-2018)] (19 avril 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la convergence sociale dans l'Union européenne [n° 454 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la convergence sociale dans l'Union européenne [n° 454 (2017-2018)] - Le socle européen des droits sociaux : première ébauche d'un Code de convergence sociale ? [n° 457 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles [n° 508 (2017-2018)] (25 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 343 (2017-2018)] visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 514 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure de divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 613 (2017-2018)] pour un État au service d'une société de confiance [n° 658 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres [n° 57 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger [n° 58 (2018-2019)] (17 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi permettant à tout médaillé militaire de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil [n° 74 (2018-2019)] (24 octobre 2018) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mûrle [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer une contribution de solidarité numérique pour financer le Fonds d'aménagement numérique territorial [n° 113 (2018-2019)] (7 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat des membres des instances représentatives des Français établis hors de France [n° 120 (2018-2019)] (13 novembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate à son renouvellement à la direction générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Dominique Giorgi, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*GT préfigurant CS Société de confiance*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

(*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition conjointe de représentants des collectivités territoriales.

Audition conjointe des organisations syndicales de la fonction publique.

Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'État.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu du déplacement de la délégation en Savoie le 12 février 2018.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen d'un amendement du Gouvernement.

Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Modification de l'intitulé du projet de loi.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Déplacement aux

Pays-Bas : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Benoît Huré, Mme Sylvie Robert et M. Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Évaluation des technologies de santé : proposition de résolution portant avis motivé de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Patricia Ferrand, présidente, Jean-Michel Pottier, vice-président et M. Vincent Destival, directeur général de l'Unédic.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant l'efficacité de l'administration pour une relation de confiance avec le public.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune : examen de la proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi (en commun avec la commission des affaires économiques).

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Travaux de la Task force « subsidiarité et proportionnalité » : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère et Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Convergence sociale dans l'Union européenne : proposition de résolution européenne, avis politique et rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde « Formation professionnelle ».

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond (articles 5, 14, 15 et 16) sur le texte de la commission des finances.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance (Nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Santé au travail - Audition de Mme Charlotte Lecocq, députée, MM. Bruno Dupuis, consultant senior en management, Henri Forest, ancien secrétaire confédéral de la CFDT et Hervé Lanouzière, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la

reconnaissance des proches aidants - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Communication de M. Martial Bourquin sur le déplacement dans le Doubs de la délégation aux entreprises.

Communication de M. Martial Bourquin sur les apports du Sénat à la loi ELAN relatifs aux centres-villes et centres-bourgs.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*Délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Pascale Gruny, des déplacements de la délégation à Bruxelles, le 26 octobre 2018, et Berlin, le 19 novembre 2018, dans le cadre de l'élaboration du rapport sur l'accompagnement de la transition numérique des PME.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Audition de Mmes Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, et Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du vendredi 21 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (23 janvier 2018) - **Article 2** (art. L. 2231-11, L. 2241-5, L. 2141-7-1 [nouveau], L. 2242-11, L. 2253-1, L. 2253-2 et L. 2254-2 du code du travail - Aménagement des règles issues de l'ordonnance relative au renforcement de la négociation collective) : p. 160

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2018) - **Article 6** (art. L. 1222-9, L. 1233-3, L. 1235-3, L. 1235-3-2, L. 1236-9, L. 1237-18, L. 1237-19-1, L. 1237-19-2, L. 1237-19-3, L. 1237-19-6, L. 4624-7 et L. 8241-3 du code du travail ; art. 1er de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail - Modification des règles issues de l'ordonnance relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail) : p. 252 p. 256 p. 258 p. 267 p. 268

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 782

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la PAC et la diminution des dotations** - (20 février 2018) : p. 1580

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2176 p. 2177 - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission)** (*Approbation de la stratégie nationale d'orientation de l'action publique*) : p. 2208 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 95 rectifié ter** (*Textes sectoriels - Simplification et réduction des délais administratifs*) : p. 2210 - **Article 2** (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration) : p. 2213 p. 2214 p. 2216 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 36 rectifié** (*Publication des enquêtes de satisfaction des usagers de l'administration*) : p. 2217 - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. L. 1113-8 [nouveau] du code général des collectivités

territoriales - Extension du droit à régularisation en cas d'erreur au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs groupements dans leurs relations avec l'État et les organismes de sécurité sociale) : p. 2218 - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendement n° 98 rectifié** (Introduction de la règle du droit à l'erreur dans le code de la sécurité sociale) : p. 2219 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 92 rectifié** (Télédéclaration des revenus et télépaiement des impôts - Dispense par les contribuables des "zones blanches" jusqu'au 31 décembre 2024) : p. 2220 - **Article 3 bis AA (nouveau)** (art. 279-0 bis du code général des impôts - Assouplissement des obligations déclaratives en matière de TVA sur les travaux d'amélioration des locaux d'habitation) : p. 2223 - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1763 du code général des impôts - Non-application en cas de première infraction de l'amende prévue pour défaut de souscription ou inexactitudes dans les documents propres aux bénéficiaires industriels et commerciaux et à l'impôt sur les sociétés) : p. 2224 p. 2225 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 62, L. 80 A et L. 80 B du livre des procédures fiscales - Réduction de 30 % des intérêts de retard en cas de rectification par le contribuable lors d'un contrôle fiscal - Rescrit en cours de contrôle - « Garantie fiscale ») : p. 2226 p. 2227 p. 2228 p. 2229 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 28 rectifié bis** (Entreprises de moins de vingt et un salariés - Dispense de constitution de garantie en cas de sursis de paiement) : p. 2230 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 186 rectifié bis** (Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Principe du droit à l'erreur par les entreprises de moins de 250 salariés) : p. 2232 p. 2233 - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. L. 49 du livre des procédures fiscales - Mention expresse des points considérés comme validés par l'administration à l'issue d'un contrôle fiscal) : p. 2233 - **Article additionnel après l'article 4 bis A - Amendement n° 212** (Publication des réponses de portée générale de l'administration fiscale aux demandes de rescrit) : p. 2234 - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 54 C [nouveau] du livre des procédures fiscales - Élargissement des voies de recours pour les contribuables) : p. 2235 - **Article 4 ter** (art. L. 107 B, L. 112 A [nouveau] et L. 135 B du livre des procédures fiscales - Accessibilité des données de l'administration fiscale relatives aux valeurs foncières déclarées à l'occasion des mutations) : p. 2236 - **Article 4 quater** (art. 440 bis du code des douanes - Réduction des intérêts de retard en cas de régularisation pour les droits et taxes prévus par le code des douanes) : p. 2237 - **Article 4 quinquies (nouveau)** (art. 787 B et art. 1840 G ter du code général des impôts - Assouplissement des obligations déclaratives du pacte « Dutreil ») : p. 2238 - **Article 5** (art. L. 62 B [nouveau] et L. 62 C [nouveau] du livre des procédures fiscales - Droit à l'erreur en matière de contributions indirectes perçues sur le fondement du code général des impôts) : p. 2239 - **Article 6** (art. L. 440-1 [nouveau] du code des douanes - Droit à l'erreur en matière de contributions indirectes perçues sur le fondement du code des douanes et de droits douaniers) : p. 2239 - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 265 B du code des douanes - Présomption de bonne foi pour les distributeurs de carburant sous conditions d'emploi) : p. 2240 - **Article 7** (Habilitation pour expérimenter une « relation de confiance ») : p. 2241 p. 2242 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 166** (Évaluation de l'administration en tant que conseil des entreprises) : p. 2243 - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 133-1, L. 133-4-2 et L. 133-4-5 du code de la sécurité sociale - Modulation de l'annulation des exonérations de cotisations et contributions sociales en cas de redressement faisant suite à un constat de travail dissimulé) : p. 2244 - **Article 8** (art. L. 1242-2, L. 8115-1, L. 8115-3, L. 8115-4 et L. 8115-6 du code du travail - Possibilité pour l'autorité administrative d'adresser un avertissement en cas de manquement à certaines dispositions du code du travail) : p. 2246 p. 2247 - **Article 13** (art. L. 423-2 [nouveau] du code des relations entre le public et l'administration - Encadrement du recours à la transaction par l'administration) : p. 2255 - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 59 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la compétence des commissions des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : p. 2256 - **Article 14** (art. 345 bis du code des douanes, art. 2 de l'ordonnance n° 2008-860 du 28

août 2008, art. 11 de l'ordonnance n° 2009-799 du 24 juin 2009 et art. 6 de l'ordonnance n° 2011-1920 du 22 décembre 2011 - Renforcement du rescrit douanier) : p. 2257 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 208** (Conclusions de l'administration - Mention exacte des points contrôlés par l'administration des douanes) : p. 2257

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 15 A** (Interdiction, pour les administrations de l'État, de recourir à un numéro surtaxé dans leurs relations avec le public) : p. 2268 p. 2269 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 211 rectifié** (Publication d'indicateurs de résultats et de qualité de service des administrations recevant du public) : p. 2273 - **Article 16** (Limitation, à titre expérimental, de la durée des contrôles administratifs sur les petites et moyennes entreprises) : p. 2276 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 26 rectifié bis et n° 210** (Limitation à trois mois de la durée des contrôles opérés par les URSSAF) : p. 2277 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 27 rectifié** (Transmission des fichiers des écritures comptables (FEC) dans le cadre d'un examen de comptabilité - Délai étendu à 30 jours) : p. 2279 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 203 rectifié** (Application des exonérations en cas de retard de moins d'un mois dans la transmission à la DIRECCTE d'un accord d'intéressement) : p. 2280 - **Article 18** (Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de préciser et harmoniser la rectification des déclarations en matière de prestations sociales) : p. 2281 - **Article 23** (Expérimentation de la suppression des justificatifs de domicile pour la délivrance de titres) : p. 2292 p. 2293 p. 2294 - **Article 23 bis** (Expérimentation de l'attestation de résidence comme justificatif de domicile pour les Français établis hors de France) : p. 2295 - **Article additionnel après l'article 23 bis - Amendement n° 83 rectifié bis** (Mutualisation de la gestion des certificats d'existence par les organismes de retraite) : p. 2295 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier et art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 2298 p. 2299 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 34 rectifié quinquies** (Ratification de l'ordonnance du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations et rétablissement de la législation antérieure sur l'appel à la générosité publique) : p. 2302 - **Article 29** (Expérimentation du relayage) : p. 2314 p. 2315 p. 2316 - **Article 32** (art. L. 544-4, L. 544-5, L. 544-6 et L. 613-52-6 du code monétaire et financier, et art. L. 225-100-1, L. 232-1 et L. 950-1 du code de commerce - Habilitation pour la simplification des règles de mention et de sanction du taux effectif global - Simplification du régime de responsabilité des agences de notation de crédit - Suppression du rapport de gestion pour les petites entreprises) : p. 2319 p. 2320 - **Article 38** (art. 19 et 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 2354 p. 2355 p. 2356 p. 2358 p. 2358 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 56** (Extension de la mise en demeure par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique en cas de non transmission des déclarations de situation patrimoniale et d'intérêts, à la nomination des principaux dirigeants d'entreprises publiques et d'établissements publics industriels et commerciaux) : p. 2359 - **Intitulé du projet de loi** : p. 2363

- **Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen [n° 397 (2017-2018)]** - (10 avril 2018) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen) : p. 3579

- **Suite de la discussion** (11 avril 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3647

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5528 p. 5531 p. 5532

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5602 p. 5607 - **Article 12** (art. 150-0 B ter du code général des impôts - Assouplissement du régime de l'apport-cession) : p. 5627 - **Article 14** (Abrogation de dispositions du code de commerce relatives à l'information préalable des salariés en cas de cession d'entreprise) : p. 5630 p. 5631 p. 5632 p. 5633 - **Article 15 (supprimé)** (Obligation d'information des représentants du personnel, à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, des possibilités de reprise qui leur sont ouvertes) : p. 5634 - **Article 16** (Modification de l'article L. 1233-57-14 du code du travail relatif aux obligations de l'employeur lors de la fermeture d'un établissement) : p. 5635

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (12 juin 2018) : p. 5723 p. 5724

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018** - (26 juin 2018) : p. 6778

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 9446 - **Article 4** (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences) : p. 9499

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 9** (art. L. 6222-18, L. 6222-18-1 et L. 6222-18-2 [nouveaux], L. 6222-21, L. 6225-3-1 [nouveau] du code du travail - Simplification des conditions de rupture d'un contrat d'apprentissage) : p. 9556 p. 9557 p. 9559

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Nouvelle lecture [n° 659 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 11678 - **Annexe** : p. 11689 - **Article 2** (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration) : p. 11690 p. 11691 p. 11692 - **Article 2 bis A** (art. L. 1113-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Extension du droit à régularisation en cas d'erreur au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs groupements dans leurs relations avec l'État et les organismes de sécurité sociale) : p. 11694 - **Article 4 bis AA** (art. 1753 bis C du code général des impôts, et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Non-application des sanctions administratives aux collecteurs du prélèvement à la source qui emploient moins de 21 salariés) : p. 11696 - **Article 4 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 49 du livre des procédures fiscales - Mention expresse des points considérés comme validés par l'administration à l'issue d'un contrôle fiscal) : p. 11697 - **Article 7** (Habilitation pour expérimenter une « relation de confiance ») : p. 11698 - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 59 A du livre des procédures fiscales - Élargissement de la compétence des commissions des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires) : p. 11701 p. 11702 - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 243-13 du code de la sécurité sociale - Limitation à trois mois de la durée des contrôles URSSAF dans les entreprises de moins de vingt salariés) : p. 11705 - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-2, L. 552-6, L. 562-6 et L. 573-2 du code des relations entre le public et l'administration, art. 29-4 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom - Dispense de signature des décisions relatives à la gestion des agents publics produites sous forme électronique) : p. 11708 - **Article 23 ter**

(supprimé) (art. 83 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 - Mutualisation obligatoire de la gestion des certificats d'existence des pensionnés de retraite établis hors de France) : p. 11709 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier ; art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 11709 - **Article 29** (Expérimentation du relaying du proche aidant) : p. 11713 - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Décision administrative - Demande en appréciation de régularité adressée au tribunal administratif) : p. 11714 - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 et 19 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État ; art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 11718 p. 11719

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (16 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 49 - Amendement n° 61 rectifié bis** (Libération conditionnelle - Nécessité d'avoir effectué deux tiers de sa peine) : p. 13880 p. 13881

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 280 rectifié quater et n° 331** (Contrat responsable - Respect des garanties de branche - Subordination) : p. 15325 p. 15326

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) - **Article 13** (art. L. 133-5-6, L. 133-5-10, L. 243-16 [nouveau], L. 244-2, L. 613-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 712-2, L. 712-3, L. 724-7-2 [nouveau], L. 725-3 et L. 725-24 du code rural et de la pêche maritime ; art. 42 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 ; art. 14 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Poursuivre la simplification de la déclaration et du recouvrement des cotisations) : p. 15459 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 274 rectifié bis** (Comité des abus de droit - Information des professionnels) : p. 15461 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 273 rectifié bis** (Travail dissimulé - Signature du procès-verbal par le directeur de l'organisme effectuant le recouvrement) : p. 15461 p. 15462 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 279 rectifié bis** (Procédure d'annulation de la commission de recours amiable par l'autorité de tutelle - Amélioration) : p. 15462 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 267 rectifié bis** (Cas de difficultés rencontrées au cours de la vérification URSSAF - Vérification - Interlocuteur saisi par le cotisant) : p. 15463 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 264 rectifié bis** (URSSAF - Prolongation de la procédure contradictoire) : p. 15463 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 272 rectifié bis** (URSSAF - Recouvrement des cotisations - Contentieux du recouvrement - Saisine préalable de la commission de recours amiable par le débiteur) : p. 15464 p. 15465 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 266 rectifié bis** (URSSAF - Possibilité d'un débat oral et contradictoire avec l'inspecteur du recouvrement) : p. 15465 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 263 rectifié bis** (URSSAF - Contrôle - Lettre mentionnant les observations - Caractère suspensif - Délai) : p. 15465 p. 15466 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 278 rectifié bis** (Travail dissimulé - Constatation de l'infraction - Transmission obligatoire du PV au contrevenant) : p. 15466

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16527

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17897 p. 17898

Articles non rattachés

- (11 décembre 2018) - **Article 39 et état B (Crédits du budget général)** : p. 18517

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 81 quater et 1417 du code général des impôts et art. 7 de la loi de financement de sécurité sociale pour 2019 - Anticipation de l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires et exonération d'impôt sur le revenu) : p. 21663 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 9 rectifié bis (Salaire minimum de croissance - Revalorisation)** : p. 21670

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018 ; puis vice-président le 11 octobre 2018.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)] (29 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : « Faciliter l'exercice des mandats locaux : le régime indemnitaire » [n° 642 tome 2 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 147 tome 3 annexe 25 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (délégation aux collectivités territoriales) : Audition de MM. Loïc Cauret, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et Charles-Eric Lemaignan, premier vice-président.

Réunion du jeudi 15 février 2018 (délégation aux collectivités territoriales) : Table ronde « Être élu en 2018, la nouvelle donne ».

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Pistes de réflexion du groupe de travail relatif à l'évolution de la fiscalité locale - Communication.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Responsabilité pénale des élus et déontologie ».

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde réunissant des auteurs de travaux parlementaires et des chercheurs, dans le cadre des travaux de la délégation sur le statut des élus locaux.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, sur l'incidence sur les collectivités territoriales du programme Action publique 2022, et sur plusieurs aspects de la réforme de la fonction publique territoriale.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur les conditions d'exercice des mandats locaux par les élus.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques, et de Mme Maïté Gabet, cheffe du service du contrôle fiscal.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Richard sur le rapport « Refonte de la fiscalité locale ».

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Faciliter l'exercice des mandats locaux ».

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Disponibilité des hélicoptères du ministère des armées - Communication.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des finances*) : Audition de Mme Véronique Bédague-Hamilius, MM. Ross McInnes et Frédéric Mion, co-présidents du Comité action Publique 2022.

Réunion du lundi 24 septembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 27 septembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des finances*) : « État et perspectives de la générosité en France » - Audition commune de MM. Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, Edouard Marcus, chef du service juridique de la fiscalité à la direction générale des finances publiques, Jean-Benoît Dujol, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, et Daniel Bruneau, auteur de l'étude « Panorama national des générosités » d'avril 2018, Mme Sylvaine Parriaux, déléguée générale de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical) et M. Olivier Cueille, directeur général de l'entreprise MicroDON.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde inaugurale : rapport d'information sur le rôle des communes dans les intercommunalités.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen d'un amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre et d'un amendement de la commission sur l'article 2 bis B.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Tome III du rapport général - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et le compte d'affectation spéciale « Avances aux collectivités territoriales », et « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 6 décembre 2018 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Serge Morvan, commissaire général à l'égalité des territoires, sur la mise en oeuvre de l'Agence nationale des territoires.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Article 1er** (art. 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communauté de communes et des communautés d'agglomération) : p. 3799

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices [n° 411 (2017-2018)]** - (19 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 4096

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 24** (art. L. 422-8 et L. 423-2 [nouveau] du code de l'urbanisme - Droit de timbre en matière d'autorisations d'urbanisme) : p. 5831 - **Article additionnel après l'article 24**

- **Amendement n° 29 rectifié bis** (Commission de dotation des équipements ruraux, DETR - Subventions - Avis) : p. 5832

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Article 2** (art. L. 325-1 du code de l'urbanisme - Création de l'Agence nationale pour les centres-villes et centres-bourgs (ANCC) et extension du champ d'intervention de l'EPARECA dans les périmètres des conventions OSER) : p. 5992

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 11** (art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Atténuation du franchissement du seuil d'assujettissement de la CSG au taux normal sur les revenus de remplacement) : p. 15438 p. 15439 - **Article 13** (art. L. 133-5-6, L. 133-5-10, L. 243-16 [nouveau], L. 244-2, L. 613-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 712-2, L. 712-3, L. 724-7-2 [nouveau], L. 725-3 et L. 725-24 du code rural et de la pêche maritime ; art. 42 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 ; art. 14 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Poursuivre la simplification de la déclaration et du recouvrement des cotisations) : p. 15457 p. 15458

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 12 rectifié** (Territoire à très faible densité de population - Obligation de maintien des distributeurs automatiques) : p. 16547

- **Débat sur la ruralité, une chance pour la France** - (21 novembre 2018) : p. 16555

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16645

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les gilets jaunes** - (22 novembre 2018) : p. 16652 p. 16653

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-238 rectifié** (Élus locaux - Communes de moins de 1000 habitants - Exonération fiscale) : p. 16705 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux) : p. 16708

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quindecies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier) : p. 16785

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-242 rectifié** (Critères de zone de revitalisation rurale, ZRR) : p. 16951

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article 23** (art. L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales, 41 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour

2018, 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, et 1648 A du code général des impôts - Fixation pour 2019 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 17245 p. 17246 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-433 rectifié et n° I-745** (Prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - Rectification) : p. 17260

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17924 - **Relations avec les collectivités territoriales - État B** : p. 17939 p. 17941 - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17952 p. 17954 p. 17955 p. 17956 p. 17957 p. 17959 p. 17960 p. 17964 p. 17967 p. 17969 p. 17973 p. 17975 - **Article 79 bis (nouveau)** (art. L. 1613-5-1 du code général des collectivités territoriales - Renforcement de l'information des collectivités territoriales sur les motifs d'évolutions des attributions individuelles des composantes de la dotation globale de fonctionnement) : p. 17990 - **Article 79 ter (nouveau)** (art. L. 2334-22-1 du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un mécanisme de « sortie en sifflet » pour la troisième fraction de la dotation de solidarité rurale) : p. 17991 p. 17992 - **Article 79 quinquies (nouveau)** (art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Suppression, en 2019, de la dotation de soutien à l'investissement territorial versée par la métropole du Grand Paris) : p. 17993 - **Article additionnel après l'article 79 quinquies - Amendement n° II-575** (Taux de reversement de la Dotation de soutien à l'investissement territorial (DSIT) - Modifications) : p. 17996 - **Article 79 septies (nouveau)** (Création d'une dotation au profit des communes accueillant un site « Natura 2000 ») : p. 17997 p. 17998 - **Article 79 octies (nouveau)** (Rapport au Parlement sur le lien entre la population d'un ensemble intercommunal et le poids de ses charges) : p. 17999 - **Article 81** (Soutien à l'investissement local) : p. 18010 p. 18013

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81** (Soutien à l'investissement local) : p. 18184 p. 18186 p. 18187 - **Article 81 bis (nouveau)** (art. L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des conditions d'éligibilité des établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, à la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) : p. 18190 - **Article 81 ter (nouveau)** (Fonds de stabilisation des départements pour les années 2019 à 2021) : p. 18193 p. 18196 p. 18197

- **Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21623

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'Etat pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'Etat islamique du 7 février 2018 au 7 juillet 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance mesures préparation retrait Royaume-Uni de l'UE (12 décembre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre du Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 276 (2017-2018)] (6 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? [n° 520 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : Actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018 [n° 657 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 615 (2017-2018)] autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine portant sur l'application de l'accord du 18 septembre 2007 entre la Communauté européenne et la Bosnie-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier [n° 4 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative au recours à la vidéoprotection à des fins de lutte contre les infractions à la salubrité publique [n° 192 (2018-2019)] (12 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur « L'Arabie Saoudite dans son environnement régional ».

Réunion du mardi 27 mars 2018 (*CE menace terroriste après chute de l'Etat islamique*) : Audition de M. Romain Sèze, chargé de recherches à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine portant sur l'application de l'accord du 18 septembre 2007 entre la Communauté européenne et la Bosnie-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission de la commission à l'Assemblée générale des Nations unies - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Commission mixte paritaire [n° 265 (2017-2018)]** - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1481

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Commission mixte paritaire [n° 275 (2017-2018)]** - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1494

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3479 p. 3480

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières** - (9 mai 2018) : p. 4192

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la compétitivité, de l'innovation, du numérique et de l'intelligence artificielle** - (9 mai 2018) : p. 4205

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4271

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions**

intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)] - (29 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4655 p. 4656

- **Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 512 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5524

- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Article 3 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5233-1 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'une base nationale de données relatives aux défibrillateurs automatisés externes, DAE)** : p. 5799

- **Débat sur le thème « La crise migratoire : quelle gestion européenne ? »** - (30 octobre 2018) : p. 14821

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2018) : p. 17711

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17725 p. 17726

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 52** (*art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 995 et 1001 du code général des impôts - Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurances (TSCA) sur la garantie décès des contrats d'assurance emprunteur*) : p. 18258 - **Article additionnel après l'article 53 quater - Amendement n° II-807 rectifié bis et n° II-921** (*Unités de compostage agricole - Taxes foncières - Exonérations*) : p. 18266 p. 18267 - **Article 56** (*art. 1406, 1499-00 A, 1500, 1517, 1518, 1518 A sexies [nouveau] du code général des impôts - Aménagement des règles d'évaluation de la valeur locative des locaux industriels*) : p. 18329 p. 18330 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-808 rectifié bis** (*Taxe d'aménagement - Modulation - Rapport au Parlement*) : p. 18350

GUERRIAU (Joël)
sénateur (Loire-Atlantique)
Les Indépendants

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre le contrat écrit obligatoire pour toute vente d'un véhicule d'occasion [n° 211 (2017-2018)] (11 janvier 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voiries dans une commune [n° 336 (2017-2018)] (1er mars 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 597 (2016-2017)] autorisant la ratification de la convention n° 184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture [n° 415 (2017-2018)] (11 avril 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter la prise de garanties immobilières [n° 534 (2017-2018)] (1er juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : Actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018 [n° 657 (2017-2018)] (11 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Défense : Soutien de la politique de la défense [n° 149 tome 7 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Corée du Nord - Audition de Mme Juliette Morillot, spécialiste de la Corée du Nord, et M. Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur « L'Arabie Saoudite dans son environnement régional ».

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation du protocole annexe à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Syrie - Audition de M. Jérôme Bonnafont, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition du Général André Lanata, chef d'état-major de l'Armée de l'air.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine.

Loi de programmation militaire 2019-2025 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, Secrétaire général pour l'administration.

Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Turquie - Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Libye - Audition de M. Frédéric Desagneaux, envoyé spécial pour la Libye au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation humanitaire en Afrique de l'Ouest - Audition de M. Patrick Youssef, directeur régional adjoint du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Afrique.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère des Etats Unis - Audition de Mme Maya Kandel, responsable des Etats-Unis et des relations transatlantiques au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition conjointe de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur de l'Agence française de développement (AFD).

Proposition de résolution européenne sur l'extraterritorialité des sanctions américaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Service national universel - Audition du général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Service national universel - Audition du Général Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Ukraine et en particulier sur les incidents dans le détroit de Kertch - Audition de S.E. M. Oleg Shamshur, ambassadeur d'Ukraine.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jānis Sārts, directeur du Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Nouvelle lecture [n° 217 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 607

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dématérialisation du service d'immatriculation des véhicules** - (6 février 2018) : p. 941 p. 942

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1917

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une Conférence des Parties (COP) de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscales [n° 271 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2031

- **Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce [n° 658 (2015-2016)]** - (8 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2082 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2103

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2456

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la SNCF** - (5 avril 2018) : p. 3458 p. 3459

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3480 p. 3481

- **Débat** : « Quelles perspectives pour les études de médecine ? » - (5 avril 2018) : p. 3502

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Commission mixte paritaire [n° 248 (2017-2018)]** - (11 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3624

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3782 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 11 et n° 12 (Transfert automatique des soldes positifs de budgets annexés eau et assainissement aux EPCI au moment du transfert de compétence)** : p. 3812

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)]** - (15 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4252

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 8 (Écoles de fonctionnaires - Période d'engagement militaire ou civique - Rapport au Parlement)** : p. 4462 - **Article 18 (art. L. 46, L. 231 et L. 237 du code électoral ; art. L. 2122-5-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4121-3 [nouveau] du code de la défense - Éligibilité des militaires en position d'activité au mandat de conseiller municipal)** : p. 4473 p. 4476 - **Intitulé du chapitre III ter - Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 7 rectifié (Partenariats stratégiques - Rapport au Parlement)** : p. 4498

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Article 28 bis (nouveau)** : p. 4529 - **Article 32** (art. L. 151-4, L. 154-4 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - Réforme du contentieux des pensions militaires d'invalidité) : p. 4544 - **Rapport annexé** : p. 4598 - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** : p. 4613 p. 4614

- **Suite de la discussion** (29 mai 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4654

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (31 mai 2018) - **Article 3 quater** (*Demande de rapport sur les lignes les moins circulées*) : p. 5125 p. 5126 - **Article 4** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour adapter le système ferroviaire dans le cadre de l'ouverture à la concurrence*) : p. 5134 - **Article 6** (art. L. 2133-8 du code des transports - *Habilitation à modifier par ordonnance les règles et la procédure applicables à la fixation des redevances d'infrastructure*) : p. 5148 p. 5149 - **Article 9 (supprimé)** (*Demande de rapport sur les conséquences des partenariats public-privé dans le domaine ferroviaire*) : p. 5151

- **Débat sur le Transport fluvial** - (5 juin 2018) : p. 5190

- **Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 512 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5527

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 11** - **Amendements n° 41 et n° 52** (*Présence de parlementaires dans les commissions départementales de coopération intercommunales*) : p. 5756

- **Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires - Commission mixte paritaire [n° 506 (2017-2018)]** - (21 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6405

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'achat du foncier agricole par des entreprises étrangères** - (21 juin 2018) : p. 6428 p. 6429

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense - Commission mixte paritaire [n° 582 (2017-2018)]** - (28 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 7498 p. 7499

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (2 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 15 quater** - **Amendements n° 39 rectifié et 144 rectifié septies** (*Politique agricole pour les territoires outre-mer - Adaptation des normes aux spécificités des productions locales*) : p. 7887 - **Article additionnel après l'article 15 quater** - **Amendements n° 119 rectifié septies, 216 rectifié et 616 rectifié** (*Critères de l'agro-écologie - Définition*) : p. 7888 - **Article additionnel après l'article 15 quater** - **Amendement n° 120 rectifié octies** (*Critères de l'agro-écologie - Définition*) : p. 7889 - **Article additionnel après l'article 15 quater** - **Amendements n° 127 rectifié octies et n° 168 rectifié quater** (*Déclinaison concrète de l'objectif de gestion équilibrée de la ressource en eau - Ajout d'une mention spécifique de l'agriculture*) : p. 7893 - **Article additionnel après l'article 15 quater** - **Amendement n° 151 rectifié octies** (*Schémas directeurs et d'aménagement et de gestion des eaux - Poursuite de l'objectif précis de stockage de l'eau*) : p. 7893 - **Article additionnel après l'article 15 quater** - **Amendement n° 179 rectifié ter** (*Performance des processus d'irrigation dans l'agriculture - Rapport au Parlement*) : p. 7894

- **Question orale sans débat sur les délais de renouvellement des cartes de stationnement pour handicapés** - (3 juillet 2018) : p. 8815 p. 8816

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15090 - **Article 2** (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence*) : p. 15120 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15152

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 12** - **Amendements n° 185 rectifié ter, 207 rectifié bis, 221 rectifié ter et 251 rectifié ter** (*Pratiques de différenciation des remboursements opérés par certains organismes complémentaires - Limitation*) : p. 15456 - **Article additionnel après l'article 15** - **Amendements n° 19 rectifié bis, 150 rectifié quater, 216 rectifié et 443 rectifié** (*Médicaments génériques - Exclusion de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) : p. 15471 p. 15472 - **Article additionnel après l'article 15** - **Amendement n° 215 rectifié** (*Taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros de médicaments - Diminution*) : p. 15474 - **Article additionnel après l'article 15** - **Amendement n° 233 rectifié quinquies** (*Entreprises pharmaceutiques s'engageant sur des investissements en France - Abattement de contributions*) : p. 15475 p. 15476

- **Débat sur les Conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA)** - (20 novembre 2018) : p. 15870

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16526 p. 16527

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17530

Défense

- (1er décembre 2018) : p. 17558 p. 17562 - **État B** : p. 17572

Articles non rattachés

- (11 décembre 2018) - **Rappel au règlement** : p. 18501 p. 18502

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21457 p. 21458 p. 21463 p. 21464

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21475

GUIDEZ (Jocelyne)
sénatrice (Essonne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement le 30 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 146 (2017-2018)] créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap [n° 234 (2017-2018)] (24 janvier 2018) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à pérenniser l'emploi de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions [n° 519 (2017-2018)] (30 mai 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap - Examen de l'amendement au texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Risques naturels majeurs en outre-mer - Visioconférence avec La Réunion.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Politiques de lutte contre la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy de l'INSEE et de Mme Hélène Périvier de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de M. Bertrand Martinot, directeur général adjoint des services de la région Ile-de-France chargé du développement économique, de l'emploi et de la formation et de Mme Anne-Valérie Aujames et M. Alain Bao, représentants de la Fédération nationale des associations régionales de directeurs de centres de formation d'apprentis (Fnadir).

Réunion du mardi 29 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond (articles 5, 14, 15 et 16) sur le texte de la commission des finances.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition conjointe de M. Clément Vives, adjoint au Conseiller judiciaire à la Direction générale de la Police nationale (DGPN) et Mme Christelle Simon, Commandant divisionnaire de la Direction centrale de la sécurité publique ; du Colonel Jude Vinot, du Chef d'escadron Erik Salvadori et de Mme Sandrine Guillon, Conseillère juridique et

judiciaire de la Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN).

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Audition de M. Etienne Lesage, président, et de Mme Sylvie Garde-Lebreton, membre du groupe de travail "Mineurs" au Conseil national des barreaux.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Avenir de la chaîne France Ô - Audition de Mme Isabelle Giordano et de M. Frédéric Lenica, membres de la commission de concertation sur la réforme de l'audiovisuel public.

Avenir de la chaîne France Ô - Audition des représentants du collectif « Sauvons France Ô ».

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Déplacement de la commission en Guyane et en Guadeloupe - Communication.

Santé au travail - Audition de Mme Charlotte Lecocq, députée, MM. Bruno Dupuis, consultant senior en management, Henri Forest, ancien secrétaire confédéral de la CFDT et Hervé Lanouzière, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Réunion de programmation pour la session 2018-2019.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le service national universel** - (16 janvier 2018) : p. 34 p. 35

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Nouvelle lecture** [n° 217 (2017-2018)] - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 605

- **Proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap** [n° 235 (2017-2018)] - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 765 p. 773 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** (*Rapport au Parlement - Renforcement des droits sociaux des proches aidants*) : p. 774

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (7 février 2018) - **Article 1er** (art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation) - *Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur* : p. 1091

- **Débat sur les conclusions d'un rapport d'information « Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires »** - (20 février 2018) : p. 1589

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de détention des femmes** - (8 mars 2018) : p. 2069

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2 rectifié** (Codification de la jurisprudence Danthony du Conseil d'État) : p. 2252

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3371

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer [n° 380 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3427

- **Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 512 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5526

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Article 14** (Abrogation de dispositions du code de commerce relatives à l'information préalable des salariés en cas de cession d'entreprise) : p. 5629 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 3 rectifié bis** (Rachat d'entreprise - Droit de préemption des salariés) : p. 5636

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole et l'huile de palme** - (12 juin 2018) : p. 5720

- **Question orale sans débat sur la situation scolaire des enfants dyslexiques** - (3 juillet 2018) : p. 8830 p. 8831

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 8 bis** (art. L. 337-3-1 du code de l'éducation - Création d'une classe de troisième dite « prépa-métiers ») : p. 9552

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article additionnel avant l'article 15 - Amendement n° 31 rectifié** (Négociations relatives aux salariés proches aidants) : p. 9650

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (17 octobre 2018) - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 14 rectifié** (Jeunes délinquants - Encadrement militaire volontaire) : p. 13955 p. 13956

- **Question orale sans débat sur la carte mobilité inclusion** - (23 octobre 2018) : p. 14030 p. 14031

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de**

l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)] - (24 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14695

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14731 - **Article 1er** (art. L. 2241-1 et L. 2242-1 du code du travail - Intégration du thème des proches aidants à la négociation collective) : p. 14746 - **Article 2** (art. L. 3142-16, L. 3142-19, L. 3142-20-1 [nouveau], L. 3142-25-2 [nouveau] et L. 3142-26 du code du travail - Indemnisation du congé de proche aidant) : p. 14747 - **Article 3** (art. L. 351-4-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Majoration de durée d'assurance) : p. 14750 - **Article 6** (art. L. 113-1-4 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à l'information du proche aidant) : p. 14753 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14756 p. 14760

- **Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées** - (31 octobre 2018) : p. 14857

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15268

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 291 rectifié** (Particulier employeur - Déduction de charges par heure déclarée) : p. 15410 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 292 rectifié ter** (Taxe « Premix » - Boissons aromatisées à base de vin (vinipops) - Extension) : p. 15429

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-517 rectifié bis** (Résultats réintégrés au capital des PME - Taux réduit d'impôt sur les sociétés) : p. 17054

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-484 rectifié bis** (Taxe applicable aux véhicules de plus de 3,5 tonnes immatriculés dans un État étranger - Création) : p. 17216 p. 17217

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2018) : p. 17493 p. 17494

Outre-mer

- (3 décembre 2018) : p. 17678 - **État B** : p. 17691

- **Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne [n° 201 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21573

GUILLAUME (Didier)
*ministre de l'agriculture et de
 l'alimentation
 (à partir du 16 octobre 2018)
 sénateur (Drôme)
 SOCR, puis RDSE
 (jusqu'au 16 novembre 2018)*

Devenu membre du Gouvernement le 16 novembre 2018.

Président du Groupe socialiste et républicain jusqu'au 22 janvier 2018.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 16 novembre 2018.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : *Projet de loi* portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024** [n° 263 (2017-2018)] - (6 février 2018) - **Discussion générale** : p. 931 p. 933

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire** [n° 495 (2017-2018)] - (29 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4688

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale** [n° 547 (2017-2018)] - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5708 - **Article 10** (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - **Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement**) : p. 5745 p. 5746 p. 5748

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs** [n° 549 (2017-2018)] - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5842 p. 5843

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie** [n° 553 (2017-2018)] - (21 juin 2018) - **Article 9** (art. L. 744-1, L. 744-2 et L. 744-5 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles - **Conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile**) : p. 6424 p. 6425

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous** [n° 571 (2017-2018)] - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6741 p. 6746 p. 6755 p. 6756 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 96 rectifié sexies et n° 465 rectifié bis** (*Négociations commerciales internationales - Exception agricole*) : p. 6758 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 533 rectifié bis** (*Code rural - Principe d'exception agricole*) : p. 6759

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 1er** (art. L. 631-24, L. 631-24-1, L. 631-24-2, L. 631-24-3 [nouveau], L. 631-24-4 [nouveau], L. 631-24-5 [nouveau], L. 665-2, L. 932-5, L. 952-5, L. 953-3 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-10 du code de commerce - **Modification du cadre applicable aux contrats de vente de produits agricoles à un premier acheteur et destinés à la revente ou à la transformation**) : p. 7386 p. 7389 p. 7394 p. 7397 p. 7400 p. 7401 p. 7404 p. 7407 p. 7408 p. 7414 p. 7419 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 252 rectifié** (*Éléments pris en compte pour caractériser le caractère manifestement abusif des délais de paiement dérogatoires proposés dans un accord interprofessionnel avant extension*) : p. 7447 - **Article 5 ter (supprimé)** (art. L. 632-1 du code rural et de la pêche maritime - **Représentation des organisations de producteurs au sein des organisations interprofessionnelles agricoles**) : p. 7451 p. 7452 - **Article 5 quinquies** (art. L. 611-2 du code de commerce et art. L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime - **Sanction du défaut de publication des comptes**) : p. 7457 - **Article 8 bis A (supprimé)** (*Convention interprofessionnelle alimentaire territoriale*) : p. 7466 p. 7467

- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 357 rectifié** (*Amende administrative proportionnelle au chiffre d'affaires pour des pénalités de retard supérieures à 2 % de la valeur des produits livrés*) : p. 7561 p. 7562 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 235 rectifié ter** (*Interdiction relative au taux de service des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine*) : p. 7563 p. 7564 p. 7565 - **Article 10 bis A (nouveau)** (art. L. 441-7 et L. 442-6 du code de commerce - **Application des dispositions relatives à la convention unique et aux pratiques restrictives de concurrence prohibée aux négociations internationales**) : p. 7566 - **Article 10 quinquies (supprimé)** (*Promotion de l'agriculture de groupe*) : p. 7574 p. 7576 p. 7577 - **Article 10 sexies (supprimé)** (*Rapport du Gouvernement sur l'agriculture de montagne*) : p. 7578 p. 7579 - **Article 10 septies (supprimé)** (*Rapport du Gouvernement sur les contournements de la présente loi*) : p. 7580 - **Article 10 nonies (nouveau)** (*Rapport annuel au Parlement sur les engagements internationaux de la France sur les finalités de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation*) : p. 7585 - **Article additionnel après l'article 10 nonies - Amendement n° 422 rectifié bis** (*Objectif de non-surtransposition*) : p. 7586 p. 7587 - **Rappel au règlement** : p. 7593 - **Article 11** (art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L.230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - **Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique**) : p. 7594 p. 7599 p. 7601 p. 7602 p. 7603 p. 7611 p. 7612 p. 7613 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 83** (*Menu végétarien quotidien dans les cantines des établissements scolaires, universitaires et d'accueil de la petite enfance - Expérimentation*) : p. 7626 p. 7627 - **Article 11 bis A (supprimé)** (*Affichage de la composition des menus dans les*

services de restauration collective gérées par les collectivités territoriales) : p. 7633 p. 7634 - **Article 11 ter** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique) : p. 7642 - **Article 11 quater A (nouveau)** (art. L. 1313-3 du code de la santé publique - Saisine de l'ANSES par l'Assemblée nationale et le Sénat) : p. 7646 - **Article 11 quater (supprimé)** (art. L. 230-5 du code rural et de la pêche maritime - Information et consultation des usagers de la restauration scolaire sur la qualité des repas servis) : p. 7648 p. 7649

- **Suite de la discussion** (29 juin 2018) - **Rappel au règlement** : p. 7667 - **Article 11 septies A (supprimé)** (art. L. 115-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation d'affichage environnemental des denrées alimentaires) : p. 7671 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendements n° 215 rectifié et n° 451 rectifié** (Informations à caractère environnemental sur la nature des traitements appliqués) : p. 7672 - **Article additionnel après l'article 11 septies A - Amendements n° 449 rectifié et n° 331 rectifié ter** (Étiquetage obligatoire des denrées alimentaires issues d'animaux nourris avec des OGM) : p. 7674 - **Article 11 octies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 641-19 du code rural et de la pêche maritime - Étiquetage des fromages fermiers affinés en dehors de l'exploitation) : p. 7684 p. 7687 - **Article 11 nonies A (supprimé)** (art. L. 412-7 [nouveau] du code de la consommation - Renforcement de l'obligation d'affichage du pays d'origine sur l'étiquette des vins) : p. 7693 - **Article 11 nonies D (Texte non modifié par la commission)** (loi n° 57-1286 du 20 décembre 1957 [abrogée] - Abrogation de la loi de 1957 protégeant l'appellation « Clairette de Die ») : p. 7695 - **Article 11 decies** (art. L. 412-4 du code de la consommation - Origine du miel) : p. 7698 - **Article additionnel après l'article 11 decies - Amendements n° 566 rectifié ter, n° 160 rectifié bis, n° 206 rectifié, n° 248 rectifié ter, n° 466 rectifié ter, n° 648 rectifié ter et n° 161 rectifié bis** (Interdictions selon diverses modalités de la mise à la vente de produits traités ou issus de modes de production non autorisés) : p. 7707 p. 7708 - **Article 11 undecies** (art. L. 1 du code rural et de la pêche maritime - Divers objectifs de la politique agricole) : p. 7711 - **Article 11 duodecies (supprimé)** (art. L. 611-6 du code rural et de la pêche maritime - Valorisation des démarches agroécologiques par la certification environnementale) : p. 7723 p. 7724 p. 7725 - **Article 11 quaterdecies (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la déforestation importée) : p. 7729 - **Article 11 septdecies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 230-3 du code rural et de la pêche maritime - Recentrage des missions de l'Observatoire de l'alimentation sur le suivi de la qualité nutritionnelle des produits) : p. 7745 - **Article additionnel après l'article 11 septdecies - Amendement n° 593 rectifié** (Rapport sur la généralisation du Nutri-score au niveau européen) : p. 7750 - **Article additionnel après l'article 11 septdecies - Amendements n° 193 rectifié, n° 355 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 572 rectifié et n° 680 rectifié bis** (Interdiction de la publicité auprès des jeunes pour des produits alimentaires manufacturés) : p. 7755 - **Article additionnel après l'article 11 duovicies - Amendements n° 190 rectifié et n° 488 rectifié bis** (Attribution prioritaire de places de marchés aux producteurs agricoles) : p. 7762 - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-13 du code de procédure pénale et L. 215-11 du code rural et de la pêche maritime - Bien-être animal) : p. 7772 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 208 rectifié bis, n° 513 rectifié et n° 113 rectifié sexies** (Limitation du temps de transport des animaux vivants pour les transports se déroulant exclusivement sur le territoire français) : p. 7774 p. 7776 - **Article 13 bis A** (art. L. 214-11 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de construction ou de réaménagement de tout bâtiment d'élevage de poules pondeuses en cage) : p. 7782 p. 7783

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2018) - **Article 14 quater AA (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Dérogation aux interdictions de ventes et d'utilisation pour les personnes publiques de produits phytopharmaceutiques en cas d'absence d'efficacité des

substitués à lutter contre les dangers sanitaires) : p. 7829 - **Article additionnel après l'article 14 quinquies - Amendements n° 559 rectifié bis et n° 560 rectifié bis** (Fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Création) : p. 7844 - **Article 14 sexies** (Expérimentation sur l'usage de drones d'épandage dans certaines conditions d'exploitation) : p. 7845 p. 7846 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 789** (Utilisation de produits phytopharmaceutiques - Encadrement) : p. 7852 - **Article additionnel après l'article 14 sexies - Amendement n° 649 rectifié** (Réciprocité des normes de production pour l'importation de produits biologiques - Rapport au Parlement) : p. 7860 p. 7861 - **Article 15** (Habilitation à prendre par ordonnances des mesures relatives à la séparation des activités de vente et de conseil en matière de produits phytopharmaceutiques, d'extension des pouvoirs confiés à certains agents publics et de lutte contre le gaspillage alimentaire) : p. 7882 p. 7883 p. 7884 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° 320 rectifié bis** (Critères de l'agro-écologie - Définition) : p. 7889 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° 3 rectifié bis** (Création de réserves d'eau à usage agricole - Dérogation aux dispositions du schéma régional des carrières) : p. 7891 - **Article 16 D (nouveau)** (art. L. 255-12 du code rural et de la pêche maritime - Sortie du statut de déchets des matières fertilisantes et supports de culture de qualité, dont les digestats) : p. 7899

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 2** (art. L. 102-12, L. 102-13, L. 102-14 [nouveau] et L. 102-15 [nouveau] du code de l'urbanisme - Clarification du régime juridique des opérations d'intérêt national) : p. 10827 p. 10829 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 1040 rectifié bis** (SCOT - PLU - Élaboration et révision des cartes communales) : p. 10838 - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10842 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1115** (Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 - Réquisition temporaire) : p. 10850

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 sexies** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogation à l'exigence de continuité de l'urbanisation visant les activités agricoles, forestières, et les cultures marines du littoral) : p. 10948 - **Article additionnel après l'article 12 sexies - Amendement n° 372 rectifié ter et n° 639 rectifié quater** (Distance minimale de 1000 mètres entre les éoliennes et les habitations) : p. 10954 p. 10955 - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre) : p. 10981 p. 10984 p. 10992 p. 10998 p. 10999

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - Extension de la dispense du recours à un architecte pour les constructions de faible surface des coopératives d'utilisation de matériel agricole) : p. 11029 - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11035 p. 11040 p. 11043 p. 11044 p. 11046

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la victoire en Coupe du monde et l'unité nationale** - (19 juillet 2018) : p. 11048

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (19 juillet 2018) - **Article 18** (art. L. 111-7-1, L. 111-8-3-2 et L. 441, L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 7 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Assouplissement des normes d'accessibilité) : p. 11061 p. 11062 p. 11063

- **Rappel au règlement** - (23 juillet 2018) : p. 11324

- **Attribution à une commission des prérogatives d'une commission d'enquête** - (23 juillet 2018) : p. 11361 p. 11362

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de simplification de la carte départementale** - (25 septembre 2018) : p. 13277

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exonération de charges pour les saisonniers agricoles** - (25 septembre 2018) : p. 13280 p. 13281

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13322 p. 13323 p. 13333

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la clause de conscience IVG** - (2 octobre 2018) : p. 1334

- **Question orale sans débat sur l'exonération pour l'emploi de travailleurs saisonniers** - (23 octobre 2018) : p. 14032

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécheresse persistante** - (25 octobre 2018) : p. 14726

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de la sécheresse** - (30 octobre 2018) : p. 14806

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'information sur les modes d'abattage des animaux** - (30 octobre 2018) : p. 14815

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article 8** (art. 133-1, L. 241-2-1, L. 241-5, L. 241-6-1, L. 241-6-4, L. 241-10, L. 241-11, L. 241-13, L. 243-6-1, L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-5, 741-16 et L. 741-16-1 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 5553-11 du code des transports ; art. L. 5134-31, L. 5134-59, L. 6227-8, L. 6227-8-1 [nouveau], L. 6243-2, L. 6243-3, L. 6261-1, L. 6325-16 à L. 6325-22 du code du travail ; art. 20 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Mise en oeuvre de la transformation en 2019 du CICE et du CITS en baisse

pérenne de cotisations sociales pour les employeurs) : p. 15390 p. 15391 p. 15394 p. 15398 p. 15400 p. 15401

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17535 p. 17537 p. 17538 p. 17540 p. 17541 - **État B** : p. 17543 p. 17544 p. 17545 p. 17546 p. 17547 p. 17548 p. 17549 p. 17550 p. 17551 p. 17552 p. 17553 p. 17554

- **Question orale sans débat sur la carte hospitalière et médico-sociale dans l'Oise** - (4 décembre 2018) : p. 17802

- **Question orale sans débat sur le coût réel de la prédation en France** - (4 décembre 2018) : p. 17803

- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par les professionnels équins** - (4 décembre 2018) : p. 17804

- **Question orale sans débat sur la conséquence de la sécheresse sur l'agriculture** - (4 décembre 2018) : p. 17805

- **Question orale sans débat sur l'habitat en péril** - (4 décembre 2018) : p. 17806

- **Question orale sans débat sur la nécessaire réévaluation de la participation de l'État aux aides individuelles sociales** - (4 décembre 2018) : p. 17806

- **Question orale sans débat sur la mise en place des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les petites et moyennes villes** - (4 décembre 2018) : p. 17807

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21445 p. 21449 p. 21454

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi « ÉGALIM »** - (13 décembre 2018) : p. 21521

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse** - (13 décembre 2018) : p. 21524

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés de la filière bois** - (13 décembre 2018) : p. 21528

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le revenu agricole et le suivi de la loi « ÉGALIM »** - (13 décembre 2018) : p. 21529

GUILLEMOT (Annie)
sénatrice (Rhône)
SOCR

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Cohésion des territoires : Politique de la ville [n° 148 tome 7 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Virginie Beaumeunier, directrice générale de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), accompagnée de M. Loïc Tanguy, directeur de cabinet.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel Nalet, directeur de la communication de Lactalis.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des représentants de consommateurs.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Christian Dubreuil, directeur général de l'Office national des forêts (ONF).

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres villes et centres-bourgs - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une

alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée aux fonctions de président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Logement » Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2019 - mission « Cohésion des territoires » crédits « Politique de la ville » Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 2** (*art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles*) : p. 9129 p. 9132 - **Rappel au règlement** : p. 9153

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13722

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Article 2** (*art. L. 313-3 et L. 341-21 du code de la consommation - Suppression de mentions légales dans les publicités relatives au crédit immobilier*) : p. 14939

- **Question orale sans débat sur la situation des kinésithérapeutes** - (20 novembre 2018) : p. 15804 p. 15805

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17375 p. 17376 p. 17378

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17423 p. 17430 - **État B** : p. 17439 p. 17440 p. 17441 p. 17442 p. 17444 p. 17446 - **Article 74 bis (nouveau)** (*art. 199 novovicis du code général des impôts - Instauration d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans des logements locatifs intermédiaires réhabilités en centres-villes*) : p. 17462 p. 17463 p. 17464 - **Article additionnel après**

l'article 74 bis - Amendement n° II-164 rectifié bis (*Dispositif d'investissement locatif « Pinel » - Délai d'achèvement du logement - Prolongation*) : p. 17468 - **Article 74 quinquies (nouveau)** (*Demande d'un rapport évaluant l'impact de la réduction de loyer de solidarité*) : p. 17470 - **Article additionnel après l'article 74 sexies - Amendement n° II-260** (*Prêt d'accession sociale - Rapport au Parlement*) : p. 17470

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 52** (*art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 995 et 1001 du code général des impôts - Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurances (TSCA) sur la garantie décès des contrats d'assurance emprunteur*) : p. 18257 p. 18258 - **Article additionnel après l'article 53 quater - Amendements n° II-127 rectifié quater, n° II-331 rectifié et n° II-395 rectifié bis** (*Veuves d'anciens combattants - Demi-part fiscale supplémentaire - Limite d'âge - Abaissement*) : p. 18268

GUILLOTIN (Véronique)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (13 juillet 2018).

Membre titulaire Conseil d'administration de l'agence nationale de santé publique le 21 février 2018.

Membre de la Mission d'information sur la réinsertion des mineurs enfermés du 14 mars 2018 au 29 mai 2018.

Membre de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins le 27 juin 2018 ; puis vice-présidente du 28 juin 2018 au 30 septembre 2018.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 205 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à favoriser le télétravail en cas d'épisode de pollution [n° 206 (2017-2018)] (3 janvier 2018) - **Entreprises - Environnement - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et le Mercosur, d'autre part [n° 333 (2017-2018)] (27 février 2018) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à alléger l'obligation de lecture des articles du code civil lors des célébrations de mariage [n° 391 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un jour de congé en cas de décès d'un grand-parent [n° 432 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Médicaments innovants : consolider le modèle français d'accès précoce [n° 569 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi permettant la régionalisation du statut des grands ports maritimes [n° 698 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 730 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 2 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à faciliter le désenclavement des territoires [n° 234 (2018-2019)] (21 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, Ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*MI réinsertion des mineurs enfermés*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Accès précoce à l'innovation en matière de produits de santé - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 19 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition conjointe de représentants de centrales d'achats de produits de santé en milieu hospitalier.

Audition de représentants de France Assos Santé.

Réunion du vendredi 20 juillet 2018 (*MI sur la pénurie de médicaments et de vaccins*) : Audition de M. Maurice-Pierre Planel, président du Comité économique des produits de santé (CEPS).

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rôle des centres hospitaliers universitaires dans l'offre de soins - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé - Nouvelle lecture [n° 217 (2017-2018)]** - (25 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 603

- **Question orale sans débat sur la parité dans les exécutifs intercommunaux** - (6 mars 2018) : p. 1910 p. 1911

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sommet franco-luxembourgeois** - (13 mars 2018) : p. 2194

- **Débat** : « **Quelles perspectives pour les études de médecine ?** » - (5 avril 2018) : p. 3493

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le SAMU de Strasbourg** - (15 mai 2018) : p. 4238

- **Débat sur le thème** : « **Comment repenser la politique familiale en France ?** » - (17 mai 2018) : p. 4364

- **Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 524 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5517

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la désertification médicale** - (26 juin 2018) : p. 6733

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (28 juin 2018) - **Article 11 ter** (*art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Possibilité d'interdiction de contenants alimentaires en plastique et interdiction de l'utilisation des bouteilles d'eau plate en plastique*) : p. 7641

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Question préalable** : p. 9428 - **Discussion générale** : p. 9443 p. 9444 - **Article 1er** (*art. L. 2254-2, L. 4162-5, L. 4163-8, L. 6111-7, L. 6121-5, L. 6322-1 à L. 6322-64, L. 6323-2 à L. 6323-6, L. 6323-7 à L. 6323-17, L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 [nouveaux], L. 6323-20 à L. 6323-23, L. 6323-24-1 [nouveau], L. 6323-25 à L. 6323-38, L. 6323-41, L. 6323-42 [nouveau], L. 6333-1 à L. 6333-8 et L. 6353-10 du code du travail et art. L. 114-12-1 et L. 432-12 du code de la sécurité sociale - Réforme du compte personnel de formation*) : p. 9467 p. 9480

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 8** (*art. 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ; art. L. 3162-1, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6222-7-1, L. 6222-8 à L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 6222-25, L. 6222-27, L. 6222-42, L. 6222-44 et L. 6223-8-1 [nouveau] du code du travail ; art. L. 5547-1 du code des transports - Simplification des conditions d'exécution du contrat d'apprentissage*) : p. 9538 p. 9544 p. 9545 p. 9546 - **Article 10** (*art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle*) : p. 9586

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 17** (*art. L. 6131-1 à L. 6131-3 [nouveaux], L. 6241-2 à L. 6241-12 et L. 6331-1 à L. 6331-8 du code du travail, art. 44 quaterdecies, 231 bis T, 235 ter C à 235 ter KM, 237 quinquies, 1599 ter C, 1678 quinquies, 1679 bis B du code général des impôts, art. L. 361-5 du code de l'éducation, art. L. 3414-5 du code de la défense, art. L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 716-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 20 de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, art. 76 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et art. 38 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - Réforme du financement*

de la formation professionnelle et de l'apprentissage) : p. 9760 p. 9761 - **Article 25 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-5 du code du sport - Allongement de la durée du premier contrat professionnel d'un jeune sportif passé par un centre de formation) : p. 9790

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (13 juillet 2018) : p. 9865

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)] (suite)** - (13 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 695 rectifié bis (IAE - Mission de formation)** : p. 9893 - **Article 50 (art. L. 1262-6 à L. 1262-8 [nouveaux] du code du travail - Adaptation des règles relatives au détachement de travailleurs)** : p. 9899

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article 20 (art. 33 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015; art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales; art. L. 433-1 du code de la construction et de l'habitation - Recours à la conception-réalisation pour les organismes de logement social - Compétence des commissions d'appel d'offres)** : p. 11080 p. 11083

- **Question orale sans débat sur le financement du sport sur ordonnance** - (24 juillet 2018) : p. 11484 p. 11485

- **Proposition de loi relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes [n° 725 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Fin de section** : p. 13350

- **Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [n° 434 (2017-2018)]** - (24 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14694

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15265 p. 15266

Troisième partie :

- (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 168 rectifié quater (Médecins retraités - Cotisations retraite - Exonération partielle)** : p. 15407 - **Article 9 bis (nouveau) (art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif de la fiscalité applicable aux alcools produits et consommés dans les outre-mer sur celle applicable dans l'hexagone)** : p. 15417 - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 460 rectifié ter (Producteurs utilisant l'alcool comme argument de vente de produits alimentaires à référence alcoolique - Taxation)** : p. 15428 - **Article 12 (art. L. 242-2 et L. 862-4-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Sécurisation de la participation des organismes complémentaires santé au financement des nouveaux modes de rémunérations)** : p. 15451 p. 15452 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 19 rectifié bis, 150 rectifié quater, 216 rectifié et 443 rectifié (Médicaments génériques - Exclusion de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros)** : p. 15470 p. 15472

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 51 rectifié bis, n° 110 rectifié ter et n° 584 rectifié (Transports inter-établissements - Publication annuelle des tarifs)** : p. 15566 p. 15567 - **Article 29 quater (nouveau) (art. L. 162-5 et L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale - Inclusion des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires dans le champ des accords-cadres)** : p. 15579 - **Article 29 quinquies (nouveau) (Création d'un forfait expérimental de réorientation pour les urgences hospitalières)** : p. 15586 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 165 rectifié bis (Installation des**

médecins libéraux - Régulation) : p. 15597 - **Article 31 (art. L. 4041-2, L. 4041-3 et L. 4042-1 du code de la santé publique; art. L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale - Étendre l'objet des Sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires (SISA) aux pratiques avancées)** : p. 15600 p. 15601

- **Suite de la discussion (16 novembre 2018) - Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 581 rectifié (Travail temporaire des praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé - Bilan)** : p. 15629 p. 15630 - **Article 39 bis (nouveau) (Soutien au développement de la vaccination contre les infections liées aux papillomavirus humains)** : p. 15655 - **Article 41 (suite)** : p. 15671

- **Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail le 18 septembre 2018 [n° 126 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16584 p. 16585

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (28 novembre 2018) - **Article 18 (art. 71, 72 D, 72 D bis, 72 D ter, 72 D quater, 73, 73 E, 75 du code général des impôts, art. L. 781-15 du code rural et de la pêche maritime - Réforme des aides fiscales en faveur de la gestion des risques et de l'investissement agricoles)** : p. 17147

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 163 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 17187

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Santé

- (6 décembre 2018) - **État B** : p. 18109

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 56 bis (nouveau) (art. L. 2333-34, L. 2333-34-1 [nouveau], L. 2333-35 et L. 2333-38 du code général des collectivités territoriales - Aménagements à la taxe de séjour)** : p. 18363 - **Article additionnel après l'article 56 bis - Amendement n° II-827 rectifié bis (Gîtes d'étapes et de séjour, refuges de montagne et auberges de jeunesse - Taxe de séjour - Tarif libre)** : p. 18367

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 décembre 2018) : p. 21536

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 191 (2018-2019)]** - (17 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21556

- **Proposition de loi visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne [n° 201 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21578

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21651 p. 21652

HARRIBEY (Laurence)
sénatrice (Gironde)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi portant suppression des surtranspositions des directives en droit français le 10 octobre 2018 ; puis vice-présidente le 11 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (31 janvier 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération (18 avril 2018).

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux le 17 janvier 2018.

Membre titulaire du Comité de bassin Adour-Garonne.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 307 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'évaluation des technologies de la santé et modifiant la directive 2011/24/UE, Texte E12773 - COM (2018) 51 final [n° 363 (2017-2018)] (15 mars 2018) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la convergence sociale dans l'Union européenne [n° 454 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, pour une cybersécurité robuste en Europe [n° 455 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la convergence sociale dans l'Union européenne [n° 454 (2017-2018)] - Le socle européen des droits sociaux : première ébauche d'un Code de convergence sociale ? [n° 457 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Questions sociales et santé - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, pour une cybersécurité robuste en Europe [n° 455 (2017-2018)] - La cybersécurité : un pilier robuste pour l'Europe numérique [n° 458 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une politique régionale européenne ambitieuse au service de la cohésion territoriale [n° 580 (2017-2018)] (19 juin 2018) - **Aménagement du territoire - Union européenne**.

Proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse [n° 743 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la représentativité des conseils communautaires et à mieux associer les conseillers municipaux au fonctionnement de l'intercommunalité [n° 85 (2018-2019)] (26 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de « TICPE flottante » afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages [n° 89 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Énergie - Société**.

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompiers [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de l'Autorité européenne de sécurité des aliments proposée par la Commission européenne [n° 118 (2018-2019)] - Quelle réforme pour l'Autorité européenne de sécurité des aliments ? [n° 114 (2018-2019)] (8 novembre 2018) - **Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de l'Autorité européenne de sécurité des aliments proposée par la Commission européenne [n° 118 (2018-2019)] (8 novembre 2018) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un délit d'entrave à l'exercice du droit d'asile [n° 166 (2018-2019)] (29 novembre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : France-Allemagne : quelle coopération à l'heure du 56ème anniversaire du Traité de l'Élysée ? [n° 181 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition, en commun avec la commission des lois et la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Julian King, commissaire européen pour l'Union de la sécurité.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Julian King, commissaire européen pour l'Union de la sécurité.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Angel Tcholakov, ambassadeur de Bulgarie en France.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Observations sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la protection des données personnelles (n° 296, 2017-2018) : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du jeudi 15 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Initiative « Wifi pour tous » à destination des collectivités territoriales : communication de Mme Colette Mélot.

Questions sociales et santé - Évaluation des technologies de santé : proposition de résolution portant avis motivé de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe : rapport de M. André Gattolin.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Cybersécurité : proposition de résolution européenne, avis politique et rapport d'information de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

Questions sociales et santé - Convergence sociale dans l'Union européenne : proposition de résolution européenne, avis politique et rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M.

Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

(*commission des finances*) : Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Réunion du jeudi 14 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Supercalculateur européen : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Gattolin, Claude Kern, Pierre Ouzoulias et Cyril Pellevat.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique de cohésion de l'Union européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, ouverte aux membres de la commission des finances).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable).

Réunion du jeudi 28 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion plénière de la LIXe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (Cosac) : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération de Force ouvrière (FO), organisation professionnelle de policiers.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de la fédération CFE-CGC, organisation professionnelle de la police nationale.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de M. Michel Delpuech, préfet de police de Paris.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du jeudi 26 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont

pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexis Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Audition de Mme Sophie Hatt, ancienne cheffe du groupe de sécurité de la présidence de la République, directrice des services actifs de la police nationale, directrice de la coopération internationale au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français (suite) - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 6 novembre 2018 (*CS Suppression surtranspositions directives*) : Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français - Examen des amendements de séance au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Agence européenne de sécurité des aliments : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Laurence Harribey et M. Pierre Médevielle.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Nouveau programme d'investissement pour l'Europe (InvestEU) : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Didier Marie et Cyril Pellevat.

Justice et affaires intérieures - Règles européennes et statut des sapeurs-pompiers volontaires : avis politique de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et informations administratives » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Relation franco-allemande : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Jacques Bigot, Philippe Bonnacarrère, Mme Laurence Harribey et M. André Reichardt.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Commission mixte paritaire [n° 275 (2017-2018)]** - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1495

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3781 - **Article 1er** (*art. 64 et 66 de la loi n° 2015-*

991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération) : p. 3797 p. 3800 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié, n° 33 rectifié bis, n° 6 rectifié ter, n° 28 rectifié, n° 3 rectifié, n° 19 et n° 25 rectifié bis** (*Subventions et aides - Éligibilité des communes qui conservent les compétences eau/assainissement*) : p. 3804 - **Article 2** (*art. L. 5214-16, L. 5215-20, L. 5216-5 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales - Sécabilité de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » et suppression de l'inclusion des « eaux de ruissellement urbaines » au sein de la compétence « assainissement » pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération*) : p. 3814

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Discussion générale** : p. 4273 p. 4274

- **Question orale sans débat sur les difficultés des entrepreneurs de spectacles historiques** - (22 mai 2018) : p. 4396

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (7 juin 2018) : p. 5590

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Article 15** (*art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle*) : p. 9666 p. 9667

- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Nouvelle lecture [n° 676 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13127

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (10 octobre 2018) - **Article 26** (*art. 10-2, 15-3-1 [nouveau], 40-4-1, 89, 391, 393-1, 420-1 et 706-57 du code de procédure pénale - Diverses mesures de simplification de la procédure pénale*) : p. 13572 p. 13572 p. 13573 p. 13574 - **Article 28** (*art. 706-2-2, 706-2-3, 706-47-3, 706-35-1, section II bis du chapitre II du titre XXV du livre IV [abrogés], et art. 230-46 et 706-72 du code de procédure pénale - Généralisation de l'enquête sous pseudonyme*) : p. 13591

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre 2018** - (17 octobre 2018) : p. 13949

- **Question orale sans débat sur la désignation des délégués à la protection des données imposée à toutes les collectivités locales** - (23 octobre 2018) : p. 14040

- **Projet de loi portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français [n° 97 (2018-2019)]** - (6 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 14926 - **Article 1er** (*art. L. 312-8, L. 312-9, L. 312-10 et L. 351-3 du code de la consommation - Allègement du formalisme et suppression de l'interdiction de certaines mentions dans les publicités relatives au crédit à la consommation*) : p. 14933 - **Article 1er bis (nouveau)** (*art. L. 312-75 et L. 351-3 du code de la consommation - Suppression de l'obligation de vérification tri-annuelle de la solvabilité de l'emprunteur en matière de crédit renouvelable à la consommation*) : p. 14935 - **Article 2** (*art. L. 313-3 et L. 341-21 du code de la consommation - Suppression de mentions légales dans les publicités relatives au crédit immobilier*) : p. 14937

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2018) - **Article 8** (*art. L. 511-73, L. 533-30, L. 745-1-1, L. 755-1-1, L. 765-1-1, L. 745-11, L. 755-11 et L. 765-11 du code monétaire et financier - Suppression de l'obligation de consultation de l'assemblée*

générale des actionnaires sur l'enveloppe globale des rémunérations versées aux preneurs de risque du secteur bancaire et financier) : p. 14994 - **Article 17** (art. L. 212-1 et L. 652-3-1 [nouveau] du code de l'environnement - Report des échéances fixées pour l'atteinte du bon état des masses d'eau du fait des conditions naturelles) : p. 15006 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15014

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

HASSANI (Abdallah)
sénateur (Mayotte)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale aux outre-mer.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 29 janvier 2018 (Délégation sénatoriale aux outre-mer) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer - Déplacement au Bureau de recherches géologiques et minières à Orléans.

Réunion du vendredi 9 mars 2018 (Délégation sénatoriale aux outre-mer) : Risques naturels majeurs en outre-mer - Visite de Météo France.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (Délégation sénatoriale aux outre-mer) : Jeunesse des outre-mer et le sport - Audition de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Réunion du mardi 29 mai 2018 (Délégation sénatoriale aux outre-mer) : Risques naturels majeurs en outre-mer - Visioconférence avec Mayotte.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Communication de la mission d'information sur l'état du système éducatif en Guyane.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (Délégation sénatoriale aux outre-mer) : Réunion de programmation pour la session 2018-2019.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (Délégation sénatoriale aux outre-mer) : Risques naturels majeurs dans les outre-mer (volet 2) - Visioconférence de M. Philippe Gustin, préfet de la région Guadeloupe, représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, et délégué interministériel à la reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (8 février 2018) - **Article 1er**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17878

(art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur) : p. 1139 p. 1140 - **Article 4** (art. L. 831-3 et L. 841-5 [nouveau] du code de l'éducation - Instauration d'une contribution destinée à favoriser l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants) : p. 1177

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3161

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3364

- **Proposition de loi relative à l'élection des conseillers métropolitains [n° 382 (2017-2018)]** - (5 avril 2018) - **Article unique** : p. 3487 p. 3489

- **Débat** : « Quelles perspectives pour les études de médecine ? » - (5 avril 2018) : p. 3500

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (22 juin 2018) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-3, L. 321-4, L. 321-5 [nouveau] et L. 321-6 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Unification du régime des documents de circulation délivrés aux étrangers mineurs et dispositions spécifiques à Mayotte) : p. 6627

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évaluation des élèves en CP et CE1** - (16 octobre 2018) : p. 13834

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2018) - **Article 35** (art. 20-11 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique à Mayotte - Exonération du ticket modérateur sur les soins de ville pour les personnes modestes à Mayotte) : p. 15639

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2018) : p. 17684 p. 17685

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) : p. 18023

- **Proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer - Deuxième lecture [n° 200 (2018-2019)]** - (18 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21587

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la Mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir du 11 avril 2018 au 30 septembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 430 (2017-2018)] (16 avril 2018) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 430 (2017-2018)] - Prochaine réforme de la Politique agricole commune : pour un maintien des moyens budgétaires, au service d'une PAC forte et rénovée [n° 437 (2017-2018)] (18 avril 2018) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)] (28 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2018 : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conclusions de M. Alain Milon, président, et de Mme Sophie Primas, présidente, à l'issue des auditions des commissions des affaires sociales et des affaires économiques sur les procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Convergence sociale dans l'Union européenne : proposition de résolution

européenne, avis politique et rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de programmation militaire 2019-2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense -. Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne de Mme Gisèle Jourda sur les indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) : rapport de Mme Gisèle Jourda et M. Michel Raison.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Table ronde autour de Mme Ida Bost, auteure d'une thèse sur l'histoire des herboristes en France, Pr Pierre Champy, professeur de pharmacognosie à l'université Paris-Sud, Mme Agnès Le Men, directrice du Conservatoire national des plantes à parfum, médicinales, aromatiques et industrielles (CNPMAI).

Réunion du mardi 25 septembre 2018 (*MI Développement de l'herboristerie*) : Examen et adoption du rapport de la mission.

Réunion du jeudi 15 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Règles européennes et statut des sapeurs-pompiers volontaires : avis politique de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réponse de la Commission européenne à l'avis politique relatif à la réforme de la politique agricole commune : communication et avis politique de M. Jean Bizet.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense [n° 477 (2017-2018)]** - (22 mai 2018) - **Article 10 bis** (*art. L. 3142-89 du code du travail - Rehaussement de l'autorisation d'absence annuelle d'un salarié au titre de ses activités dans la réserve opérationnelle*) : p. 4455

- **Suite de la discussion** (23 mai 2018) - **Rapport annexé** : p. 4605

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, en faveur de la préservation d'une Politique agricole commune forte, conjuguée au maintien de ses moyens budgétaires [n° 475 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5529 p. 5534

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement*) : p. 10824

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (3 décembre 2018) : p. 17727 p. 17728

**Gestion des finances publiques et des ressources humaines -
Crédits non répartis - Action et transformation publiques -
Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine
immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite -
Compte d'affectation spéciale : pensions**

- (6 décembre 2018) : p. 18119

HENNO (Olivier)
sénateur (Nord)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes le 4 avril 2018.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant ordonnances renforcement dialogue social (24 janvier 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance mesures préparation retrait Royaume-Uni de l'UE (12 décembre 2018).

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de le 31 octobre 2018 ; puis secrétaire le 15 novembre 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer un outil de médiation dans les conflits entre intercommunalités ou entre les communes déléguées des communes nouvelles [n° 310 (2017-2018)] (19 février 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la création d'entreprises par des jeunes de seize ans au moins [n° 340 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la vente de boissons alcoolisées [n° 469 (2017-2018)] (9 mai 2018) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité pour les associations de locataires, non affiliées à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation, de présenter des listes aux élections des représentants des locataires [n° 509 (2017-2018)] (28 mai 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une politique régionale européenne ambitieuse au service de la cohésion territoriale [n° 580 (2017-2018)] (19 juin 2018) - **Aménagement du territoire - Union européenne.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : Estonie, Lettonie, Lituanie : 1918-2018 [n° 152 (2017-2018)] (20 juillet 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre aux agents publics de déposer plainte de façon anonyme lorsqu'ils sont victimes d'agressions [n° 695 (2017-2018)] (26 juillet 2018) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à favoriser la transparence dans l'attribution des places de crèche [n° 707 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 565 (2017-2018)] visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 26 (2018-2019)] (10 octobre 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le suivi des conclusions de la commission d'enquête sur Schengen [n° 78 (2018-2019)] - Où en est Schengen ? Suivi des conclusions de la commission d'enquête sénatoriale [n° 62 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le suivi des conclusions de la commission d'enquête sur Schengen [n° 78 (2018-2019)] (24 octobre 2018) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à revenir sur les surtranspositions réglementaires pesant sur la compétitivité des entreprises françaises [n° 88 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de loi visant à modifier l'appellation Relais assistants maternels en Relais petite enfance, et à en préciser le champ de compétence [n° 139 (2018-2019)] (20 novembre 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] (6 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des affaires sociales*) : Rapport de la Cour des comptes relatif à la prise en charge de l'autisme - Audition de M. Patrick Lefas, président de chambre maintenu.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde rassemblant des acteurs de la distribution (voir à la rubrique de la commission des affaires économiques).

Réunion du mercredi 7 mars 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation dans les Ehpad - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hakim El Karoui, consultant, auteur de La lutte des âges, comment les retraités ont pris le pouvoir.

Réunion du mercredi 28 mars 2018 (*commission des affaires économiques*) : Conclusions de M. Alain Milon, président, et de Mme Sophie Primas, présidente, à l'issue des auditions des commissions des affaires sociales et des affaires économiques sur les procédures de retrait et de rappel des produits alimentaires présentant un risque sanitaire.

Réunion du mercredi 4 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de Mme Patricia Ferrand, présidente, Jean-Michel Pottier, vice-président et M. Vincent Destival, directeur général de l'Unédic.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Politiques de lutte contre la pauvreté - Audition de Mme Valérie Albouy de l'INSEE et de Mme Hélène Périer de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Réunion du jeudi 12 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la politique agricole commune : examen de la proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi (en commun avec la commission des affaires économiques).

Économie, finances et fiscalité - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la régulation des objets connectés et le développement de l'internet des objets en Europe : rapport de M. André Gattolin.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de l'assurance chômage - Audition de MM. Bruno Coquet et Stéphane Carcillo.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde « Formation professionnelle ».

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Réformes du marché du travail en Italie - Communication de M. Yves Daudigny.

Réunion du jeudi 24 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

(*commission des finances*) : Audition de M. Günther Oettinger, commissaire européen au budget et aux ressources humaines.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - table ronde des organisations représentatives des employeurs.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Table ronde des organisations représentatives des salariés autour de M. Philippe Debruyne, secrétaire confédéral chargé des questions de formation professionnelle et Mme Chantal Richard, secrétaire confédérale chargée des questions d'assurance chômage de la CFDT, MM. Eric Courpotin, Maxime Dumont, Mme Aline Mougénot et M. Michel Charbonnier de la CFTC, M. Jean-François Foucard, secrétaire national en charge de l'emploi et de la formation, et Mme Laurence Matthys, responsable du service juridique, de la CFE CGC, MM. Denis Gravouil et Lionel Lerogeron, membres de la direction confédérale de la CGT et Mme Karen Gournay, secrétaire confédérale de FO.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique de cohésion de l'Union

européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Extraterritorialité des sanctions américaines : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Débat sur les mobilités urbaines à l'heure du vélo et des nouveaux engins de déplacement personnel.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant suppression de la prise en compte des revenus du conjoint dans la base de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Espace Schengen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. André Reichardt, Jean-Yves Leconte et Olivier Henno.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites.

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 30 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume Uni de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 novembre 2018 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 239 (2017-2018)]** - (1er février 2018) - **Discussion générale** : p. 886

- **Débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (3 avril 2018) : p. 3370

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières** - (9 mai 2018) : p. 4196 p. 4197

- **Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 524 (2017-2018)]** - (6 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5519

- **Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 538 (2017-2018)]** - (14 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6009

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 juillet 2018) : p. 9414

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (10 juillet 2018) - **Rappel au règlement** : p. 9421 - **Question préalable** : p. 9428 - **Discussion générale** : p. 9445 p. 9446 - **Article 4 (art. L. 6313-1 à L. 6313-15 et L. 6322-44 du code du travail - Définition des actions de développement des compétences)** : p. 9500

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2018) - **Article 10 (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle)** : p. 9566 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 16 rectifié ter et n° 530 rectifié (Possibilité d'enseignements à distance pour les établissements d'enseignement supérieur privés)** : p. 9590 - **Article 13 (art. L. 5132-3, L. 6324-1, L. 6324-2, L. 6324-5 à L. 6324-9, L. 6325-4, L. 6325-11 L. 6325-14-1, L. 6325-24, L. 6325-25 [nouveau], L. 6326-2, L. 6326-3 et L. 6326-4 du code du travail - Contrats de professionnalisation, périodes de professionnalisation et préparation opérationnelle à l'emploi)** : p. 9624

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2018) - **Article 14 (art. L. 6113-1 à L. 6113-10 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 335-6 du code de l'éducation - Nouvelle organisation de la certification professionnelle)** : p. 9645 - **Article 15 (art. L. 6121-1 à L. 6121-6, L. 6122-1 à L. 6211-3 du code du travail ; art. L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13, L. 214-13-1, L. 214-15, L. 234-2, L. 313-7, L. 337-4, L. 352-1, L. 431-1, L. 443-5, L. 936-1 du code de l'éducation ; art. L. 4332-1, L. 4424-34 du code général des collectivités territoriales - Rôle des acteurs de la formation professionnelle)** : p. 9657 - **Article 17 (art. L. 6131-1 à L. 6131-3 [nouveaux], L. 6241-2 à L. 6241-12 et L. 6331-1 à L. 6331-8 du code du travail, art. 44 quaterdecies, 231 bis T, 235 ter C à 235 ter KM, 237 quinquies, 1599 ter C, 1678 quinquies, 1679 bis B du code général des impôts, art. L. 361-5 du code de l'éducation, art. L. 3414-5 du code de la défense, art. L. 313-4 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 716-3 du code rural et de la pêche maritime, art. 20 de la loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 de finances pour 1989, art. 76 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et art. 38 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - Réforme du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage)** : p. 9758 - **Article 18 (art. L. 6331-38, L. 6331-41, L. 6331-46, L. 6331-55, L. 6331-56, L. 6331-60, L. 6331-63, L. 6331-64, L. 6331-69, L. 6331-70 (nouveau) du code du travail, art. 41 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels - Régimes particuliers de contribution au développement de la formation professionnelle)** : p. 9764 - **Article 24 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1243-9, L. 1442-2, L. 1453-7, L. 3142-44, L. 3341-3, L. 4141-4, L. 4153-6, L. 6112-4, L. 6121-2, L. 6313-11 et L. 6325-6-2 du code du travail ; art. L. 212-1 du code du sport ; art. L. 3336-4 du code de la santé publique - Mesures de coordination juridique)** : p. 9788 - **Article 25 bis A (Texte non modifié par la commission) (art. L. 211-5 du code du sport - Allongement de la durée du premier contrat professionnel d'un jeune sportif passé par un centre de formation)** : p. 9791 p. 9792 - **Article 33 (priorité) (Mesures transitoires relatives à l'assurance chômage fixées par décret en Conseil d'Etat)** : p. 9796

- **Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants : un enjeu social et sociétal majeur [n° 27 (2018-2019)]** - (25 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14733 - **Article 1er (art. L. 2241-1 et L. 2242-1 du code du travail - Intégration du thème des proches aidants à la**

négociation collective) : p. 14746 - **Article 2 (art. L. 3142-16, L. 3142-19, L. 3142-20-1 [nouveau], L. 3142-25-2 [nouveau] et L. 3142-26 du code du travail - Indemnisation du congé de proche aidant)** : p. 14747 p. 14748 p. 14749 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7 (Personnes en situation de handicap et proches aidants - Conseil en évolution professionnelle (CEP))** : p. 14749 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9 (Aidants et personnes en situation de handicap - Accompagnement professionnel spécifique)** : p. 14749 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8 (Réorientation anticipée pour éviter la désinsertion professionnelle)** : p. 14750 - **Article 4 (art. L. 381-1 du code de la sécurité sociale - Affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse du régime général)** : p. 14751 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 3 rectifié bis (Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées - Utilisation d'une partie des ressources qu'elle reçoit de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) pour financer des actions en faveur des proches aidants)** : p. 14752 - **Article 6 (art. L. 113-1-4 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à l'information du proche aidant)** : p. 14753 p. 14754 p. 14755 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 10 (Jeunes aidants - Rapport sur la mise en place d'une politique publique spécifique de soutien et d'accompagnement)** : p. 14755 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 14756

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14843 p. 14844

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7 (art. L. 241-17 [nouveau] et L. 241-18 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Exonération de cotisations salariales sur le recours aux heures supplémentaires et complémentaires)** : p. 15303 p. 15306

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) - **Article 11 (art. L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Atténuation du franchissement du seuil d'assujettissement de la CSG au taux normal sur les revenus de remplacement)** : p. 15436 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 59 (Participation exceptionnelle des organismes complémentaires d'assurance maladie à l'équilibre des comptes de la sécurité sociale)** : p. 15454

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2018) - **Article 17 (art. L. 133-4-2 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale - Modulation des sanctions)** : p. 15493 - **Article 19 (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 135-3, L. 136-6-1, L. 136-8, L. 138-21, L. 245-14 à L. 245-16 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 et L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ; art. 235 ter [nouveau] et art. 1600-0 F bis et 1600-0-S du code général des impôts ; art. L. 731-2 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime ; art. 28 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ; art. 9 de la loi n° 2017-1836 de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Transfert de recettes entre la sécurité sociale et l'Etat et entre régimes de sécurité sociale)** : p. 15503

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 564 rectifié bis (Fonds d'intervention régional - Utilisation des dotations - Bilan annuel)** : p. 15571 p. 15572

- **Débat sur les Conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA)** - (20 novembre 2018) : p. 15873

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Première partie :

- (27 novembre 2018) - **Article 9** (art. L. 443-14-1 du code de la construction et de l'habitation, 254, 284 bis B et 284 ter du code des douanes, 235 ter ZD ter, 302 decies, 422, 527, 553, 811 à 817 B, 1012, 1013, 1468, 1530, 1590, 1591, 1606, 1609 decies, 1609 undecies à 1609 quindecies, section III du chapitre 1er bis du titre III de la deuxième partie du livre 1er, art. 1609 vicies, 1609 quintricies, 1618 septies, 1619, 1649 quater B quater, 1649 quater BA, 1681 sexies, 1698 D, 1698 quater, 1727-0 A, 1731-0 A et 1804 du code général des impôts, L. 24 A et L. 253 du livre des procédures fiscales, L. 661-5, L. 661-6 et L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime, L. 137-19 du code de la sécurité sociale, L. 141-3 du code de tourisme, divisions et intitulés de la section 1, de la section 2 et des sous-sections 1 et 2 de la section 2 du chapitre VI du titre 1er du livre III de la quatrième partie, art. L. 4316-3, L. 4316-4, L. 4316-5 à L. 4316-9, L. 4316-10, L. 4316-11, L. 4316-12 à L. 4316-14, L. 4431-1, L. 4431-2, L. 4431-3, chapitre II du titre III du livre IV de la quatrième partie, art. L. 4462-3 et L. 4521-1 du code des transports, art. 51 de la loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 de finances pour 1994, art. 71 et 75 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003, art. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, art. 158 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Suppression de taxes à faible rendement) : p. 16977

- **Question orale sans débat sur la nécessaire réévaluation de la participation de l'État aux aides individuelles sociales** - (4 décembre 2018) : p. 17806 p. 17807

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2018) : p. 17893 - **Travail et emploi - État B** : p. 17912

Santé

- (6 décembre 2018) - **État B** : p. 18107

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (6 décembre 2018) : p. 18121

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

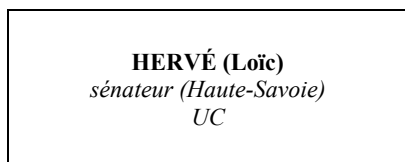
- (7 décembre 2018) - **Article 81 ter (nouveau)** (Fonds de stabilisation des départements pour les années 2019 à 2021) : p. 18193 p. 18197

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 53** (art. 73 B du code général des impôts - Plafonnement de l'abattement sur les bénéfices en faveur des jeunes agriculteurs) : p. 18261 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendements n° II-183 rectifié et n° II-343 rectifié bis** (Convention ANRU - Démolition-reconstruction de logements locatifs sociaux - Exonération de taxe foncière) : p. 18342 - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-13 rectifié** (Transfert de compétences d'un département à une métropole - Dotation de compensation) : p. 18354 - **Article 56 ter (nouveau)** (art. L. 2531-17 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Institution d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour affectée à la Société du Grand Paris) : p. 18371

- **Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales [n° 233 (2018-2019)]** - (21 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21654



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République du 11 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (29 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (19 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (28 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptation à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence (28 juin 2018).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (10 juillet 2018).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives le 17 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre suppléant du Comité de massif du massif des Alpes.

DÉPÔTS

Proposition de loi permettant d'améliorer le fonctionnement des communes nouvelles [n° 230 (2017-2018)] (18 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 293 (2017-2018)] (12 février 2018) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la suppression du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées [n° 308 (2017-2018)] (16 février 2018) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 504 (2017-2018)] - **Rapport [n° 554 tome 1 (2017-2018)] (7 juin 2018) - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 504 (2017-2018)] - **Tableau comparatif [n° 554 tome 2 (2017-2018)] (7 juin 2018) - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Prévenir et combattre les violences faites aux femmes : un enjeu de société [n° 564 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 621 (2017-2018)] (3 juillet 2018) - **Transports - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 632 (2017-2018)] (4 juillet 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans [n° 706 (2017-2018)] (5 septembre 2018) - **Culture - Éducation - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs [n° 739 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les déchets en plastique [n° 21 (2018-2019)] (8 octobre 2018) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 601 (2017-2018)] relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 71 (2018-2019)] (24 octobre 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - **Relations avec les collectivités territoriales [n° 153 tome 12 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 170 (2016-2017)] instituant des funérailles républicaines [n° 177 (2018-2019)] (5 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la protection des données personnelles (procédure accélérée) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des lois*) : Proposition de résolution relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information et des propositions de recommandations sur les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*commission des lois*) : Audition de la fédération de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), organisation professionnelle de policiers.

Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 juillet 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements - Audition de M. Alexandre Benalla, ancien chargé de mission à la présidence de la République.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales.

Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 79 à 81 ter) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 décembre 2018 (*commission des lois*) : Manifestations à Paris et dans plusieurs villes de France - Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des funérailles républicaines - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 décembre 2018 (*commission des lois*) : Proposition de loi instituant des funérailles républicaines - Examen des amendements.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 246 (2017-2018)]** - (31 janvier 2018) - **Discussion générale** : p. 802 p. 803 p. 804

- **Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 [n° 263 (2017-2018)]** - (6 février 2018) - **Article 6** (*Consultation du public sur les impacts environnementaux des projets, plans ou programmes nécessaires à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques*) : p. 976

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Commission mixte paritaire [n° 275 (2017-2018)]** - (14 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1498

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention des conflits d'intérêts liés à la mobilité des hauts fonctionnaires [n° 298 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1804 p. 1809 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 25 rectifié bis** (*Anciens fonctionnaires - Interdiction d'exercer certaines activités*) : p. 1826 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 26 rectifié** (*Élus locaux - Définition de la prise illégale d'intérêts*) : p. 1828 p. 1829 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1830 p. 1831

- **Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 300 (2017-2018)]** - (22 février 2018) - **Discussion générale** : p. 1840

- **Question orale sans débat sur le projet de réforme de la carte judiciaire dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie** - (6 mars 2018) : p. 1900

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1916

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 25** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier et art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels*) : p. 2299 p. 2300 p. 2301

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le système de santé des travailleurs transfrontaliers** - (20 mars 2018) : p. 2439 p. 2440

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2453 p. 2455 p. 2456 p. 2458 p. 2459 p. 2460 - **Article 1er** (*art. 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Missions et outils de la Commission nationale de l'informatique et des libertés*) : p. 2464 p. 2465 p. 2468 - **Article 6** (*art. 45, 46, 47 et 48 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; article 226-16 du code pénal - Mesures correctrices et sanctions*) : p. 2481 p. 2483 - **Article 5** (**précédemment réservé**) (*art. 49 et art. 49-1 à 49-5 [nouveaux] de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Procédure de coopération entre la CNIL et d'autres autorités de contrôle de l'Union européenne*) : p. 2488 - **Article 7** (*art. 8 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitement des données personnelles dites « sensibles »*) : p. 2490 p. 2491 - **Article 11** (*art. 9 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données relatives aux condamnations pénales, aux infractions ou mesures de sûreté*) : p. 2503 p. 2504 p. 2505

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2746

- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)] (suite)** - (21 mars 2018) - **Article 12** (*art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements à des fins archivistiques, scientifiques, historiques et statistiques*) : p. 2765 p. 2768 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 80 rectifié** (*Conservation d'archives numériques - Extension du champ d'application étendu à des établissements*) : p. 2771 - **Article 13** (*art. 53 à 63 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; art. L. 1122-1, L. 1123-7, L. 1124-1 et L. 1461-7 du code de la santé publique - Données de santé*) : p. 2777 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 78 rectifié** (*Position dominante sur le marché des services de communication au public en ligne - Exploitation abusive*) : p. 2803 - **Article 19 bis (nouveau)** (*art. L. 2335-17 [nouveau], L. 3662-4, L. 5211-35-3 [nouveau], L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales - Dotation communale et intercommunale pour la protection des données à caractère personnel*) : p. 2819 p. 2820 p. 2821 - **Article additionnel après l'article 19 ter - Amendement n° 81** (*Stratégie du numérique dans les territoires - Incitation des collectivités locales*) : p. 2824 p. 2825 - **Article 20 (supprimé)** (*Habilitation à réviser par ordonnance la législation relative à la protection des données personnelles*) : p. 2828 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 44 rectifié sexies** (*Accès au répertoire national - Contrôle de l'authenticité des pièces communiquées dans le cadre d'une demande de logement locatif social*) : p. 2833

- **Débat sur la politique de fret ferroviaire** - (3 avril 2018) : p. 3388

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la compétitivité, de l'innovation, du numérique et de l'intelligence artificielle** - (9 mai 2018) : p. 4203 p. 4205

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4223 p. 4225

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences pour les entreprises françaises en Iran du retrait américain de l'accord de Vienne** - (15 mai 2018) : p. 4241

- **Question orale sans débat sur l'impossibilité pour un policier municipal de consulter les fichiers adéquats** - (22 mai 2018) : p. 4412

- **Question orale sans débat sur la demande d'effectifs supplémentaires dans les commissariats de police de Vendée** - (22 mai 2018) : p. 4413

- **Question orale sans débat sur le remboursement des frais de transport des membres de l'exécutif des intercommunalités** - (22 mai 2018) : p. 4414

- **Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination [n° 504 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5701 p. 5702 p. 5704 p. 5707

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Parcoursup en Ile-de-France** - (12 juin 2018) : p. 5722

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5732 - **Article 10** (*art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement*) : p. 5747 p. 5748 p. 5749 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 4 rectifié** (*Intercommunalités - Mise en place*)

d'une conférence des maires au-delà de 20 communes) : p. 5753 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 41 et n° 52 (Présence de parlementaires dans les commissions départementales de coopération intercommunales)** : p. 5756 p. 5757 - **Article 11 bis (nouveau) (art. L. 238, L. 255-2 à 255-4 [abrogés] et L. 429 du code électoral - Suppression de l'obligation de déclaration des candidatures aux élections municipales dans les communes de moins de 1 000 habitants)** : p. 5759 p. 5760 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 46 rectifié (Composition des listes aux élections municipales - Assouplissement des règles)** : p. 5761 - **Article additionnel après l'article 11 bis - Amendement n° 17 (Transparence de l'action communautaire - Amélioration du rapport d'activité annuel des EPCI de plus de 50 000 habitants)** : p. 5764 - **Article 19 (art. L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Extension de garanties statutaires aux conseillers communautaires des communes)** : p. 5772 - **Article additionnel après l'article 20 sexies - Amendement n° 49 (Suppression de la référence au caractère « gratuit » des fonctions municipales dans le code général des collectivités territoriales)** : p. 5778

- **Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 536 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5811

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5839

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6729

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 6747

- **Question orale sans débat sur la gestion des demandes de visas par des sociétés privées** - (3 juillet 2018) : p. 8816 p. 8817

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la taxe sur les festivals** - (10 juillet 2018) : p. 9440

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 10 bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 335-6-1 [nouveau] du code de l'éducation - Campus des métiers et des qualifications)** : p. 9592 - **Article 10 quinquies (nouveau) (Formation continue des enseignants aux filières de formation, aux métiers et au monde économique et professionnel)** : p. 9597 - **Article 11 (art. L. 6111-8, L. 6211-2, L. 6231-1 à L. 6231-4, L. 6231-4-1, L. 6231-4-2, L. 6231-5, L. 6231-6 [nouveau], L. 6232-1 à L. 6232-11, L. 6233-1 à L. 6234-2, L. 6251-1 à L. 6252-13, L. 6351-1, L. 6351-3, L. 6351-4, L. 6351-7, L. 6352-2 à L. 6352-4, L. 6352-7, L. 6352-10, L. 6352-11, L. 6352-13, L. 6353-1, L. 6353-2, L. 6353-8, L. 6353-9, L. 6353-10, L. 6354-3, L. 6355-1, L. 6355-5, L. 6355-7, L. 6355-8, L. 6355-11, L. 6355-14, L. 6355-17 et L. 6355-24 du code du travail ; art. L. 241-9 du code de l'éducation - Organisation et fonctionnement des centres de formation d'apprentis)** : p. 9605 p. 9606 p. 9608

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (18 juillet 2018) - **Article 12 quinquies (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral)** : p. 10931

- **Question orale sans débat sur l'atout forestier de la France et les objectifs de neutralité carbone** - (24 juillet 2018) : p. 11483 p. 11484

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la révision constitutionnelle à la lumière de l'affaire Benalla** - (24 juillet 2018) : p. 11520

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Benalla (VI)** - (24 juillet 2018) : p. 11524

- **Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination - Commission mixte paritaire [n° 699 (2017-2018)]** - (26 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 13066 p. 13068 p. 13069 p. 13071 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13080

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)]** - (2 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13330

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transition énergétique et les moyens de l'État** - (11 octobre 2018) : p. 13662 p. 13662

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Commission mixte paritaire [n° 721 (2017-2018)]** - (16 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13826

- **Question orale sans débat sur l'accueil des mineurs non accompagnés en Haute-Savoie** - (23 octobre 2018) : p. 14017 p. 14018

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14072 p. 14074

- **Proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites - Deuxième lecture [n° 33 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 14092 p. 14096 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Contenu et mise en oeuvre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage)** : p. 14103 p. 14104 p. 14105 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14109

- **Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)]** - (30 octobre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 14799 p. 14801

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les perspectives pour la ligne à grande vitesse Lyon-Turin** - (13 novembre 2018) : p. 15317 p. 15318

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2018) - **Article 7 bis (nouveau) (art. L. 131-6-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 411-9 et L. 411-10 du code du tourisme - Régime social des avantages relevant des activités sociales et culturelles)** : p. 15332

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 117 rectifié et 316 rectifié bis (Professionnels libéraux pluriactifs - Cotisation proportionnelle au premier euro)** : p. 15431 p. 15432

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15830

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Sénat et la représentation des collectivités territoriales** - (27 novembre 2018) : p. 16892

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]** - (29 novembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 17339 p. 17340

Seconde partie :

Économie

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17381 p. 17385 p. 17387 p. 17389 p. 17391

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) - **Direction de l'action du Gouvernement - État B** : p. 17885 p. 17886 p. 17887

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) : p. 17926 p. 17928 p. 17931 p. 17934 p. 17937 p. 17938 - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement) : p. 17945 p. 17949 p. 17950 p. 17951 p. 17952 p. 17953 p. 17954 p. 17965 p. 17966 p. 17967 p. 17971 - **Article 81** (Soutien à l'investissement local) : p. 18008 p. 18010 p. 18011 p. 18012

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2018) : p. 18027 - **État B** : p. 18030

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, portant sur la fiscalité écologique et ses conséquences sur le pouvoir d'achat** - (6 décembre 2018) : p. 18088 p. 18093 p. 18094 p. 18096

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] (suite)**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (6 décembre 2018) : p. 18138

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (6 décembre 2018) : p. 18153 p. 18157

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (7 décembre 2018) - **Article 81** (Soutien à l'investissement local) : p. 18183 p. 18185 p. 18186 p. 18187 - **Article 81 bis (nouveau)** (art. L. 2334-33 du code général des collectivités territoriales - Élargissement des conditions d'éligibilité des établissements publics de coopération intercommunale, EPIC, à la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) : p. 18189 p. 18190 - **Article additionnel après l'article 81 ter - Amendement n° II-25 rectifié ter** (Collectivité territoriale - Maître d'ouvrage d'une opération d'investissement - Participation minimale au financement) : p. 18198 p. 18199

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18528

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 18545 p. 18545 p. 18546 p. 18548 p. 18549 p. 18550 p. 18552 p. 18553 p. 18554 - **Article 2 (supprimé)** (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Instauration d'une commission permanente dans les plus grandes communes nouvelles) : p. 18563 p. 18564 - **Article 6 (nouveau)** (art. L. 2113-8-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Lissage des effets de seuil subis par les communes nouvelles) : p. 18573 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 16 rectifié** (Commune nouvelle - EPCI à fiscalité propre) : p. 18575 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 8 rectifié** (Commune nouvelle - Communes déléguées - Maintien partiel) : p. 18576 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 9 rectifié sexies** (Commune nouvelle - Conseil municipal - Lieux de délibération) : p. 18576

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21425 p. 21428 p. 21430 p. 21431

- **Souhaits de bienvenue à de jeunes citoyens en tribune** - (12 décembre 2018) : p. 21432

- **Proposition de loi instituant des funérailles républicaines [n° 170 (2016-2017)] (suite)** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21432 - **Article unique** : p. 21434 p. 21436 p. 21437 p. 21438 p. 21439 p. 21440

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21487

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21620

HERZOG (Christine)
sénatrice (Moselle)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 24 janvier 2018.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 29 janvier 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à clarifier les modalités de prise en charge des frais de réparation et d'entretien des édifices du culte protestant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 204 (2017-2018)] (2 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour préciser que chaque sénateur ne peut exercer qu'une délégation de vote lors des scrutins publics [n° 272 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompier volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à rendre publics les avis donnés au Gouvernement sur les projets de loi, d'ordonnance et de décret [n° 338 (2017-2018)] (5 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement d'exempter les personnes nées avant 1950 de l'obligation d'effectuer certaines démarches administratives et fiscales par internet [n° 393 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

HULLEGATTE (Jean-Michel)
sénateur (Manche)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) le 21 février 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission relative aux mesures d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français le 17 janvier 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » [n° 376 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à développer une démocratie directe et citoyenne, à moraliser la vie politique et à rénover les institutions de la Vème République [n° 640 (2017-2018)] (5 juillet 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les participations de l'État des décisions de cession préjudiciables à la bonne gestion des actifs publics [n° 22 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer une contribution obligatoire aux frais d'incarcération des détenus [n° 67 (2018-2019)] (19 octobre 2018) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les élus locaux et les travailleurs frontaliers** - (13 février 2018) : p. 1425 p. 1426

- **Question orale sans débat sur les conditions d'accueil dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (19 juin 2018) : p. 6203 p. 6204

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pensions de réversion (II)** - (10 juillet 2018) : p. 9441

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de la création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs [n° 86 (2018-2019)] (29 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi relative au renforcement de la sécurité des sapeurs-pompier [n° 91 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à l'affectation des avoirs issus de la corruption transnationale [n° 109 (2018-2019)] (6 novembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak [n° 156 (2018-2019)] (23 novembre 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Anne-Marie Idrac, Haute responsable chargée de piloter la stratégie nationale sur le véhicule autonome.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

(commission des lois) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Table ronde sur les assises de la mobilité.

Réunion du mercredi 7 février 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Philippe Duron, Président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Réunion du mercredi 14 février 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires.

Audition de Mme Agnès Buzyn, Ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 21 février 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 7 mars 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Article 13 de la Constitution Audition de M. Arnaud Leroy, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Chantal Jouanno, candidate proposée aux fonctions de Présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Réunion du mercredi 14 mars 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : L'avenir du transport ferroviaire - Audition de M. Jean-Cyril Spinetta.

Réunion du mardi 20 mars 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Gilles Leblanc, candidat proposé aux fonctions de président de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (Acnusa).

Réunion du mercredi 21 mars 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Pollution de l'air - Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de la ville de Paris.

Réunion du mercredi 16 mai 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur le projet de loi « Nouveau pacte ferroviaire ».

Table ronde sur la gestion et le stockage des déchets radioactifs, autour de M. Pierre-Franck Chevet, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire, M. Jean-Christophe Niel, Directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, M. Pierre-Marie Abadie, Directeur général de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, M. Jean-Claude Delalonde, Président de l'Association nationale des comités et commissions locales d'information, Mme Manon Besnard, chargée d'études à l'agence d'information WISE-Paris.

Réunion du mardi 22 mai 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer).

Réunion du mercredi 13 juin 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 *(commission des affaires européennes)* : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Politique de cohésion de l'Union européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 *(commission des affaires européennes)* : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, ouverte aux membres de la commission des finances).

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable).

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond (11 ter, 11 septies B, 11 sexdecies, 12 à 12 quinquies, 15 bis et 16 B).

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Eric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition conjointe de M. François Brottes, président du directoire de réseau de transport d'électricité (RTE), et de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau, sur la panne électrique survenue en juillet à la gare Montparnasse (causes et conséquences) et sur la sécurité de l'alimentation électrique du réseau ferroviaire.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Jean-Marc Lacave, Président-directeur général de Météo France.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du mardi 16 octobre 2018 *(CS retrait Royaume Uni de l'UE)* : Audition sur les conséquences du Brexit en France en matière de transport de biens et de personnes de MM. Jacques Gounon, président-directeur général de GetLink SE (Eurotunnel), Antoine Berbain, directeur général délégué d'HAROPA (Ports de Paris Seine Normandie), Olivier Thouard,

président de la Commission Brexit et de Mme Anne Sandretto, déléguée générale TLF Overseas de l'Union des entreprises de Transport et de Logistique de France (TLF).

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Japon - Communication.

Réunion du mardi 23 octobre 2018 (*CS retrait Royaume Uni de l'UE*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre déléguée aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Financement de la transition énergétique - Table ronde autour de MM. Benoît Leguet, Directeur général de l'Institut for Climate Economics (I4CE), Dominique Bureau, Délégué général du Conseil économique pour le développement durable (CEDD) et Nicolas Garnier, Délégué général de l'association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des réseaux de chaleur, de l'énergie, et des déchets (AMORCE).

Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales à caractère environnemental et énergétique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Marie-France Bellin, candidate pressentie pour exercer les fonctions de Président du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transports routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 5 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien

Denormandie, ministre auprès du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Proposition de résolution européenne n° 172 présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1316-2013 en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, COM (2018) 568 final - Communication de M. Michel Vaspard.

Table ronde sur la compétitivité des ports maritimes.

(*commission des affaires économiques*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie - Audition de M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation et l'avenir de la SNCF** - (16 janvier 2018) : p. 40

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (14 mars 2018) - **Article 34** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables*) : p. 2331

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4232

- **Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte [n° 440 (2017-2018)]** - (16 mai 2018) - **Article unique** : p. 4275

- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (29 mai 2018) - **Article 1er A** (*art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire*) : p. 4700

- **Suite de la discussion** (30 mai 2018) : p. 4949 - **Article 1er B (nouveau)** (*Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié*) : p. 4981 - **Article 1er** (*Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour réformer le groupe public ferroviaire et le régime juridique des personnels*) : p. 4986 p. 4993 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 230 rectifié** (*Bilan de la situation du fret ferroviaire - Rapport au Parlement*) : p. 5000

- **Suite de la discussion** (31 mai 2018) - **Article 2 quinquies** (*art. L. 2121-17 à L. 2121-26 [nouveaux] du code des transports - Transfert des salariés entre entreprises ferroviaires*) : p. 5086

- **Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie [n° 553 (2017-2018)]** - (19 juin 2018) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Débat annuel sur les orientations de la politique migratoire*) : p. 6242

- **Suite de la discussion** (20 juin 2018) - **Article 5** (*art. L. 721-4, L. 722-1, L. 722-6 [nouveau], L. 723-2, L. 723-6, L. 723-8, L. 723-11, L. 723-12, L. 723-13, L. 724-3 et L. 812-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Procédure devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides*) : p. 6321 p. 6326 - **Article 7** (*art. L. 733-5, L. 741-1, L. 741-2-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Choix de la langue utilisée lors de la procédure et*

demande d'asile conjointe pour les parents et leurs enfants mineurs) : p. 6370 p. 6371

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transformation de l'ISF** - (26 juin 2018) : p. 6738 p. 6739

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (26 juin 2018) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 533 rectifié bis (Code rural - Principe d'exception agricole)** : p. 6759

- **Suite de la discussion** (27 juin 2018) - **Article 9 bis (supprimé) (Interdiction des termes « gratuité » et assimilés dans les promotions marketing des produits alimentaires)** : p. 7477

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (11 juillet 2018) - **Article 10 (art. L. 6111-3 du code du travail ; art. L. 313-6 et L. 331-7 du code de l'éducation - Extension des compétences des régions en matière d'orientation professionnelle)** : p. 9569

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 100 (2018-2019)** : p. 15086 - **Article 1er (Chapitre 1er du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1231-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du statut juridique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires)** : p. 15112 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 10 (Agence nationale de la cohésion des territoires - Objectifs)** : p. 15114 - **Article 2 (art. L. 1231-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Définition du cadre d'intervention et des missions de l'agence)** : p. 15126 - **Article 3 bis (nouveau) (art. L. 1232-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Rattachement d'autres opérateurs à l'Agence nationale de la cohésion des territoires)** : p. 15138 - **Article 5 (art. L. 1232-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Organisation territoriale de l'agence)** : p. 15141 - **Article 6 bis (nouveau) (art. L. 1233-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création de filiales et participation au capital**

d'organismes publics ou privés) : p. 15144 - **Article 7 (art. L. 1233-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conventions pluriannuelles conclues entre l'ANCT, l'Etat et les établissements publics intervenant sur des périmètres connexes et complémentaires, ANRU, ANAH, ADEME, CEREMA)** : p. 15145 - **Article 10 (art. L. 411-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, art. L. 144-5 du code de commerce, art. L. 321-14 du code de l'urbanisme, art. 26-3 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 28 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, art. 17 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 22 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Conditions du transfert des établissements ou services intégrés à l'Agence nationale de la cohésion des territoires)** : p. 15150 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 15152

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 100 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 99 (2018-2019)**.

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Ecologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17608 p. 17612

- **Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 180 (2018-2019)]** - (11 décembre 2018) - **Article 1er (art. L. 2113-8 du code général des collectivités territoriales, art. L. 290-2 du code électoral - Relèvement de l'effectif transitoire du conseil municipal des communes nouvelles)** : p. 18561

HOUPERT (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 367 (2017-2018)] (20 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'aide juridictionnelle aux auteurs d'actes terroristes [n° 423 (2017-2018)] (12 avril 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la liberté des étudiants de passer leurs examens [n° 485 (2017-2018)] (17 mai 2018) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à alléger la fiscalité applicable aux successions et aux donations [n° 541 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Famille - Société.**

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 559 (2017-2018)] (8 juin 2018) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser le statut juridique des préparations magistrales dont la réalisation est sous-traitée à un établissement pharmaceutique [n° 702 (2017-2018)] (31 juillet 2018) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique relative aux conseils consulaires [n° 708 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux conseils consulaires [n° 709 (2017-2018)] (6 septembre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la pérennisation de la transmission et de l'exploitation du patrimoine agricole dans le cadre familial [n° 1 (2018-2019)] (2 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Réparer la chaîne de paiement des aides agricoles, un devoir pour nos finances publiques et notre agriculture [n° 31 (2018-2019)] (10 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Budget.**

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société.**

Proposition de loi visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante [n° 95 (2018-2019)] (30 octobre 2018) - **Entreprises - Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 147 tome 3 annexe 3 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes [n° 215 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour que l'État s'applique à lui-même les efforts qu'il demande aux collectivités territoriales [n° 228 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2019 - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 20 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 78 et 78 bis) - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017, portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi renforçant l'efficacité des poursuites contre les auteurs d'infractions financières et supprimant le « verrou de Bercy » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 mai 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan de l'action de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations (CIVS) - Communication.

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 - Exécution des crédits de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et du compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 3 octobre 2018 (*commission des finances*) : « État et perspectives de la générosité en France » - Audition commune de MM. Christophe Pourreau, directeur de la législation fiscale, Edouard Marcus, chef du service juridique de la fiscalité à la direction générale des finances publiques, Jean-Benoît Dujol, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, et Daniel Bruneau, auteur de l'étude « Panorama national des générosités » d'avril 2018, Mme Sylvaine Parriaux, déléguée générale de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical) et M. Olivier Cueille, directeur général de l'entreprise MicroDON.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des finances*) : Chaîne de paiement des aides agricoles versées par l'Agence de services et de paiement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Article 2** (art. 7 et 8 du code de procédure pénale - Allongement du délai de prescription de l'action publique des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs) : p. 3101 p. 3104 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10 rectifié quinquies** (Amnésie traumatique - Obstacle insurmontable à la mise en mouvement ou l'exercice de l'action publique) : p. 3108

- **Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 516 (2017-2018)]** - (7 juin 2018) - **Article 3** (art. 790 du code général des impôts - Aménagement de la réduction pour âge du donateur prévue en cas de transmission d'entreprise) : p. 5614

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (2 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 14 quinquies - Amendements n° 559 rectifié bis et n° 560 rectifié bis** (Fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques - Création) : p. 7844

- **Projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 590 (2017-2018)]** - (4 juillet 2018) - **Article 2** (art. 222-22-1, 222-23, 222-31-1 et 227-25 du code pénal ; art. 351 du code de procédure pénale - Répression des infractions sexuelles) : p. 9145

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 441-4 du code de l'urbanisme - Association renforcée des paysagistes-concepteurs à l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental des demandes de permis d'aménager concernant un lotissement) : p. 10825 - **Article 5** (art. L. 151-7-1 et L. 151-7-2 [nouveaux], L. 153-31, L. 153-34, L. 311-1, L. 311-2, L. 424-1, L. 311-4 à L. 311-6 du code de l'urbanisme, art. 1er de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, art. L. 122-1 et L. 122-4 du code de l'environnement, art. L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Réforme du régime des ZAC et des concessions d'aménagement) : p. 10842 p. 10843 p. 10846

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encontre) : p. 10985 p. 10986 p. 10988 p. 10990 p. 10991 p. 10996 p. 10999

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évolution de la révision constitutionnelle à la lumière de l'affaire Benalla** - (24 juillet 2018) : p. 11520

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (24 juillet 2018) - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-19 du code de l'environnement - Rétablissement des préenseignes relatives à la vente des produits du terroir dans les restaurants) : p. 11529 p. 11530 - **Article additionnel après l'article 54 bis K - Amendement n° 91 rectifié ter** (Projets de plus de 20 000 m² de surface de vente - Examen direct par la commission nationale d'aménagement commercial) : p. 11541 - **Article additionnel après l'article 54 bis - Amendement n° 111 rectifié bis** (Commerce de détail - Autorisation de création par transfert d'activités existantes) : p. 11541 p. 11542

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 132 rectifié quater** (Téléradiologie - Définition des actes) : p. 15604

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

HUGONET (Jean-Raymond)
sénateur (Essonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance du 17 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels le 3 août 2018.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réserver les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 266 (2017-2018)] (31 janvier 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 332 (2017-2018)] (23 février 2018) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) - **Article 74 bis (nouveau)** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Instauration d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans des logements locatifs intermédiaires réhabilités en centres-villes) : p. 17459 p. 17466

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17526 - **État B** : p. 17543 p. 17544 p. 17547 p. 17548 p. 17549 p. 17550 p. 17551 p. 17553 p. 17554 - **État D** : p. 17554 p. 17555

- **Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens [n° 162 (2018-2019)]** - (12 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21470

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôleurs des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés [n° 492 (2017-2018)] (22 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants [n° 565 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à instituer un médiateur territorial dans certaines collectivités territoriales [n° 699 (2017-2018)] (30 juillet 2018) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour une juste indemnisation des élus municipaux des petites communes [n° 718 (2017-2018)] (19 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à rapprocher du droit commun la composition du collège électoral sénatorial à Paris [n° 722 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à reconnaître la ruralité comme grande cause nationale 2019 [n° 19 (2018-2019)] (5 octobre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la lutte contre la mэрule [n° 82 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Environnement - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encourager et développer les stages dans le milieu associatif [n° 216 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Éducation - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux [n° 229 (2018-2019)] (20 décembre 2018) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 1er février 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Martin Vanier, géographe, professeur à l'École d'Urbanisme de Paris.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la baisse des contrats aidés dans le secteur associatif - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du jeudi 8 mars 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hakim El Karoui, consultant, auteur de La lutte des âges, comment les retraités ont pris le pouvoir.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mars 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : « Pour un nouveau modèle de financement de l'audiovisuel public : trois étapes pour aboutir à la création de « France Médias » en 2020 » - Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Pierre Leleux et André Gattolin.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Denis Rapone, président de la Haute autorité pour la diffusion des oeuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi).

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal Plus.

Mission d'information sur la formation à l'heure du numérique - Présentation du rapport d'information.

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 septembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de Mme Catherine Morin-Desailly, présidente, sur le colloque du 12 juillet 2018 relatif à l'avenir de l'audiovisuel public.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Présentation du rapport sur l'avenir des relations entre les générations.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Pass culture - Communication.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 22 novembre 2018 (*Délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat (DGEC) au Ministère de la Transition écologique et solidaire, directeur de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC).

Réunion du jeudi 29 novembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Régulation audiovisuelle et numérique - Audition conjointe de M. Charles Coppolani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL) ; Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) ; M. Denis Rapone, président de la Haute autorité pour la diffusion des oeuvres et la protection des droits sur Internet (HADOPI) ; M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ; M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des Sports.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean Castex, délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024, Nicolas Ferrand, directeur général exécutif de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) et Claude Onesta, en charge de la performance des athlètes français au sein du ministère des sports.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Véhicules autonomes : enjeux économiques et cadres légaux »** - (31 janvier 2018) : p. 790

- **Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants [n° 242 (2017-2018)]** - (8 février 2018) - **Article 1er** (*art. L. 612-3, L. 612-3-2 [nouveau], L.621-3 et L. 650-1 du code de l'éducation - Accès au premier cycle de l'enseignement supérieur*) : p. 1139

- **Question orale sans débat sur la situation de l'autoroute A10 en Ile-de-France** - (13 février 2018) : p. 1439 p. 1440

- **Débat sur l'avenir de l'audiovisuel public** - (20 février 2018) : p. 1609

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour une meilleure protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles [n° 373 (2017-2018)]** - (27 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3078

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à mieux maîtriser le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales et à simplifier certaines normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs [n° 255 (2017-2018)]** - (28 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 3162

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux voies sur berges à Paris** - (5 avril 2018) : p. 3467

- **Débat relatif à l'Union européenne face aux défis de la compétitivité, de l'innovation, du numérique et de l'intelligence artificielle** - (9 mai 2018) : p. 4210 p. 4211

- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 41 et n° 52** (*Présence de parlementaires dans les commissions départementales de coopération intercommunales*) : p. 5756 p. 5758

- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5852

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (28

juin 2018) - **Article 11** (*art. L. 230-5-1, L. 230-5-2, L. 230-5-3 et L.230-5-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de la qualité des produits servis en restauration collective publique*) : p. 7600 p. 7601

- **Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel [n° 610 (2017-2018)]** - (13 juillet 2018) - **Article 61** (*art. L. 3221-11 à L. 3221-14 [nouveaux], L. 2232-9, L. 2242-8, L. 2312-26 du code du travail, L. 225-37-1, L. 225-82-1, L. 226-9-1 du code de commerce - Mesure des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes salariés d'une même entreprise*) : p. 9914

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (19 juillet 2018) - **Article additionnel après l'article 21 bis C (supprimé) - Amendement n° 717 rectifié ter** (*Diagnostic technique "assainissement" - Immeubles raccordés au réseau public de collecte*) : p. 11095

- **Débat sur le thème « Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »** - (24 octobre 2018) : p. 14711

- **Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires [n° 99 (2018-2019)]** - (8 novembre 2018) - **Article 3** (*Chapitre II du titre III du livre II de la première partie [nouveau] et art. L. 1232-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales*) **Conseil d'administration** : p. 15136 p. 15137

- **Question orale sans débat relative à la circulation sur l'autoroute A10** - (20 novembre 2018) : p. 15798 p. 15799

- **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs [n° 744 (2017-2018)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16568 p. 16572

- **Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail le 18 septembre 2018 [n° 126 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16586

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) : p. 17433

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2018) : p. 17654 - **État B** : p. 17659

Culture

- (4 décembre 2018) : p. 17836

- **Débat sur les emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?** - (12 décembre 2018) : p. 21487

HULOT (Nicolas)
*ministre d'État, ministre de la transition
écologique et solidaire
(jusqu'au 4 septembre 2018)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pêche électrique** - (16 janvier 2018) : p. 56
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en place des péages inversés** - (23 janvier 2018) : p. 146
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réhabilitation d'une ligne ferrée existante permettant le désenclavement du centre Var** - (23 janvier 2018) : p. 152
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Mercosur et le veto climatique** - (8 mars 2018) : p. 2071
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les concessions hydro-électriques** - (13 mars 2018) : p. 2202

HURÉ (Benoît)
*sénateur (Ardennes)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 10 octobre 2018.

Membre de la Commission d'enquête sur les mutations de la Haute fonction publique et leurs conséquences sur le fonctionnement des institutions de la République du 11 avril 2018 au 7 octobre 2018.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance mesures préparation retrait Royaume-Uni de l'UE (12 décembre 2018).

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre du Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des collectivités territoriales dans la préservation de l'environnement** - (27 mars 2018) : p. 3093

- **Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau prévue à l'article 28 de la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 [n° 378 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3413 p. 3422

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux voies sur berges à Paris** - (5 avril 2018) : p. 3467 p. 3468

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dimension écologique de la future proposition de résolution de la France sur la PAC** - (19 avril 2018) : p. 4115

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'usine Total de La Mède** - (24 mai 2018) : p. 4630

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agropastoralisme et les loups** - (24 mai 2018) : p. 4633

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution de l'air** - (24 mai 2018) : p. 4636

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan biodiversité** - (5 juillet 2018) : p. 9200

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à soutenir le tourisme en France et l'investissement des communes touristiques [n° 232 (2017-2018)] (19 janvier 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi relative à l'autorisation d'analyses génétiques sur personnes décédées [n° 273 (2017-2018)] (5 février 2018) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer que les personnes passibles du délit pénal de violation du domicile principal ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale [n° 291 (2017-2018)] (8 février 2018) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection [n° 331 (2017-2018)] (22 février 2018) - **Anciens combattants - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement pour les contrôles des congés maladie [n° 335 (2017-2018)] (28 février 2018) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique [n° 337 (2017-2018)] (2 mars 2018) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les Pays-Bas et la relance de l'Union européenne : quel rôle après le Brexit ? [n° 362 (2017-2018)] (15 mars 2018) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'autorisation pour les mineurs de moins de 14 ans d'effectuer un stage d'observation dans tout établissement régi par le droit privé [n° 375 (2017-2018)] (27 mars 2018) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer le soutien des collectivités territoriales aux librairies indépendantes labellisées [n° 384 (2017-2018)] (28 mars 2018) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points dans la perspective de l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire [n° 392 (2017-2018)] (3 avril 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian, du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 431 (2017-2018)] (17 avril 2018) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi interdisant la dissimulation du visage lors d'une manifestation sur la voie publique [n° 467 (2017-2018)] (3 mai 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un service garanti dans les transports aux heures de pointe en cas de grève [n° 468 (2017-2018)] (7 mai 2018) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires [n° 503 (2017-2018)] (24 mai 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées en garde à vue ou mises en examen [n° 562 (2017-2018)] (11 juin 2018) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et étendre la procédure du divorce par consentement mutuel par acte sous seing privé contresigné par avocats [n° 566 (2017-2018)] (12 juin 2018) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations [n° 575 (2017-2018)] (14 juin 2018) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, pour une politique régionale européenne ambitieuse au service de la cohésion territoriale [n° 580 (2017-2018)] (19 juin 2018) - **Aménagement du territoire - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours [n° 601 (2017-2018)] (26 juin 2018) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à libérer les entreprises de la collecte de l'impôt sur le revenu et à rendre du pouvoir d'achat aux contribuables [n° 620 (2017-2018)] (2 juillet 2018) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à inclure le coût lié à l'accueil périscolaire dans le calcul de la contribution des communes de résidences pour leurs élèves scolarisés dans une autre commune [n° 741 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à améliorer la procédure d'attribution des subventions au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 742 (2017-2018)] (27 septembre 2018) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes [n° 8 (2018-2019)] (3 octobre 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réprimer les entraves à l'exercice des libertés ainsi qu'à la tenue des événements et à l'exercice d'activités autorisés par la loi [n° 23 (2018-2019)] (9 octobre 2018) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la cyberfraude [n° 60 (2018-2019)] (18 octobre 2018) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public [n° 83 (2018-2019)] (25 octobre 2018) - **Société**.

Proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie [n° 214 (2018-2019)] (18 décembre 2018) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 18 janvier 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Mandats de négociation en vue d'un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition en commun avec la commission des lois, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

(*commission des lois*) : Audition en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement

durable, de M. Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Réunion du jeudi 8 février 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Anguel Tcholakov, ambassadeur de Bulgarie en France.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Benoît Albertini, commissaire général à l'égalité des territoires.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mars 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de M. Jean-Claude Requier en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur : rapport de MM. Pascal Allizard et Didier Marie.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Cadre financier pluriannuel : réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

Réunion du mardi 10 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Thierry Dallard, candidat pressenti pour exercer les fonctions de Président du directoire de l'établissement public Société du Grand Paris.

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Audition conjointe sur l'agriculture et la pêche.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à instaurer un régime transitoire d'indemnisation pour les interdictions d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 avril 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion conjointe avec la commission des questions de l'Union européenne du Bundesrat de la République fédérale d'Allemagne.

Institutions européennes - Travaux de la Task force « subsidiarité et proportionnalité » : rapport d'information de MM. Jean Bizet, Philippe Bonnacarrère et Simon Sutour.

Réunion du mardi 15 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Pierre Delvolvé, professeur émérite de l'université de Paris II, membre de l'Institut.

Réunion du jeudi 17 mai 2018 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne de Mme Gisèle Jourda sur les indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) : rapport de Mme Gisèle Jourda et M. Michel Raison.

Réunion du mardi 22 mai 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de Mme Marie-Anne Cohendet, professeur des universités.

Réunion du mercredi 23 mai 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Marc-Olivier Baruch, directeur de l'EHESS.

Réunion du mercredi 6 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les produits phytosanitaires, autour de M. Roger Genet, directeur général, et Mme Françoise Weber, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, en charge des produits réglementés, M. Philippe Mauguin, Président-directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique, Mme Karine Brulé, sous-directrice de la protection et de la gestion de l'eau, des ressources minérales et des écosystèmes aquatiques au ministère de la transition écologique et solidaire, M. Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, M. Didier Marteau, membre du Bureau de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, président de la Chambre d'agriculture de l'Aube.

Réunion du jeudi 7 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Mécanisme de protection civile de l'Union européenne : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Questions diverses.

Réunion du lundi 11 juin 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre.

Réunion du mardi 12 juin 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Équilibre relations commerciales dans secteur agricole et alimentaire - Examen rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'UE*) : Communication de MM. Jean Bizet et Christian Cambon sur le suivi des propositions du Sénat sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Économie circulaire - Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ancien ministre.

Réunion du jeudi 21 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Politique de cohésion de l'Union européenne : proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique de cohésion de l'Union européenne - Proposition de résolution européenne du groupe de suivi.

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, ouverte aux membres de la commission des finances).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Politique régionale - Audition de Mme Corina Cretu, commissaire européenne à la politique régionale (en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable).

Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond (11 ter, 11 septies B, 11 sexdecies, 12 à 12 quinquies, 15 bis et 16 B).

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Daniel Keller, président de l'association des anciens élèves de l'École nationale d'administration.

Audition de M. Roland Peylet, président de la commission de déontologie de la fonction publique.

Réunion du mardi 3 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État.

Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, conseiller d'État.

Réunion du mercredi 4 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace - Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

(*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 5 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. Jean-Louis Nadal, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Réunion du mardi 10 juillet 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'inscription des enjeux climatiques et environnementaux dans la Constitution.

Réunion du mercredi 18 juillet 2018 (*commission des affaires européennes*) : Politiques commerciales - Audition commune sur l'Union européenne et l'extraterritorialité des sanctions américaines de Mmes Claire Cheremetinski (direction générale du Trésor), Christine Lepage (MEDEF), Karine Demonet (Banque publique d'investissement) et de M. Thomas Lenk (ambassade d'Allemagne).

Réunion du mercredi 19 septembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 octobre 2018 (*CE mutations Haute fonction publique*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) relatif aux conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C - Audition de Mme Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, membre du GIEC.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Japon - Communication.

Réunion du mercredi 24 octobre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2018.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie - Table ronde.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires - Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires - Projet de loi de finances pour 2019 -

Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 8 novembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Création d'un groupe de travail.

Économie, finances et fiscalité - Régime européen de TVA et filière équine : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Anne-Catherine Loiseau.

Questions sociales et santé - Agence européenne de sécurité des aliments : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Laurence Harribey et M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 14 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux », « Transport routiers », « Transports maritimes » et « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 novembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mesures fiscales non rattachées relatives à l'environnement et à l'énergie - Examen des amendements du rapporteur pour avis.

Réunion du jeudi 13 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Politique de voisinage - Le partenariat oriental et le Caucase du Sud : rapport d'information de M. René Danesi et Mme Gisèle Jourda.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mardi 18 décembre 2018 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de M. Bruno Retailleau relative à un appui européen à un mécanisme de justice transitionnelle en Irak : rapport de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 19 décembre 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de résolution européenne n° 172 présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1316-2013 en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, COM (2018) 568 final - Communication de M. Michel Vaspard.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la prise en charge des mineurs isolés** - (17 janvier 2018) : p. 114

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 22 et 23 mars 2018** - (21 mars 2018) : p. 2761

- **Débat sur les infrastructures routières à la suite de la présentation du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures du 1er février 2018** - (15 mai 2018) : p. 4222 p. 4223 p. 4224

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la négligence de l'État envers les collectivités** - (26 juin 2018) : p. 6730 p. 6731

- **Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen en droit interne** - (31 octobre 2018) : p. 14843

- **Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP24** - (20 novembre 2018) : p. 15844

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du groupe de travail préfigurant la commission spéciale sur le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance le 17 janvier 2018 ; puis président du 24 janvier 2018 au 30 janvier 2018.

Président de la commission spéciale sur le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance le 31 janvier 2018.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises le 10 octobre 2018 ; puis rapporteur le 11 octobre 2018.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (14 mars 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (2 octobre 2018).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2019 (7 décembre 2018).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique le 29 novembre 2018.

Membre titulaire de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Comité de bassin Rhin-Meuse.

DÉPÔTS

Proposition de loi supprimant l'obligation de déclaration de candidature en vue des élections municipales dans les communes de moins de mille habitants [n° 209 (2017-2018)] (10 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rééquilibrer la représentation des communes associées pour les élections sénatoriales [n° 226 (2017-2018)] (17 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à préserver le tissu social des centres-villes [n° 251 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi portant incitation à la préservation du tissu social des centres-villes [n° 252 (2017-2018)] (25 janvier 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 302 (2017-2018)] (14 février 2018) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à moderniser la transmission d'entreprise [n° 343 (2017-2018)] (7 mars 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 346 (2017-2018)] (12 mars 2018) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à réévaluer les pensions de retraite agricoles [n° 368 (2017-2018)] (21 mars 2018) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le soutien aux énergies renouvelables [n° 445 (2017-2018)] (18 avril 2018) - **Énergie - Environnement.**

Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 460 (2017-2018)] (20 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 466 (2017-2018)] (30 avril 2018) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à établir l'« Entrepreneur individuel à responsabilité limitée » comme la forme par défaut de l'entreprise individuelle [n° 501 (2017-2018)] (23 mai 2018) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'organisation des commissions départementales chargées de la dotation d'équipement des territoires ruraux et des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 513 (2017-2018)] (29 mai 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à sécuriser les passages à niveau [n° 540 (2017-2018)] (5 juin 2018) - **Transports.**

Proposition de loi visant à améliorer la scolarisation des enfants en situation de handicap par une formation spécifique des futurs enseignants [n° 573 (2017-2018)] (13 juin 2018) - **Éducation - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi assurant la continuité du service postal universel [n° 599 (2017-2018)] (22 juin 2018) - **Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'encadrement des rave-parties et les sanctions à l'encontre de leurs organisateurs [n° 711 (2017-2018)] (10 septembre 2018) - **Environnement - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux sous-officiers et officiers de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale [n° 712 (2017-2018)] (12 septembre 2018) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur le pastoralisme [n° 723 (2017-2018)] (20 septembre 2018) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection des biens et des personnes par les personnels des forces de sécurité habilités à porter une arme [n° 729 (2017-2018)] (26 septembre 2018) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à renforcer l'évaluation préalable du retrait ou de l'adhésion des communes à des établissements intercommunaux ou à des syndicats mixtes ou de communes [n° 70 (2018-2019)] (23 octobre 2018) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 147 tome 3 vol.1 annexe 11 (2018-2019)] (22 novembre 2018) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 175 (2018-2019)] (4 décembre 2018) - **Justice - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à permettre l'octroi d'une prime d'encouragement et de performance libre de cotisation sociale et d'imposition fiscale [n° 186 (2018-2019)] (7 décembre 2018) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 janvier 2018 (*GT préfigurant CS Société de confiance*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 31 janvier 2018 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la société anonyme Bpifrance.

Réunion du mercredi 7 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition de M. Bruno Parent, directeur général des finances publiques.

Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 14 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Audition conjointe de représentants des collectivités territoriales.

Audition conjointe des organisations syndicales de la fonction publique.

Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'État.

Réunion du mercredi 21 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*) : La politique d'émission de dette par l'État et le développement du marché des obligations vertes - Audition conjointe de Mmes Myriam Durand, directrice générale de Moody's France, et Catherine Lubochinsky, professeur en sciences économiques à l'université Paris II Panthéon-Assas, et de M. Anthony Requin, directeur de l'Agence France Trésor.

Réunion du jeudi 22 février 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen d'articles selon la procédure de législation partielle en commission.

Réunion du mardi 13 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de

confiance - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Examen d'un amendement du Gouvernement.

Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Suite de l'examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mars 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Modification de l'intitulé du projet de loi.

(*commission des finances*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017, portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 avril 2018 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant l'efficacité de l'administration pour une relation de confiance avec le public.

Réunion du mercredi 11 avril 2018 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Pollution de l'air - Audition de Mme Anne Hidalgo, maire de la ville de Paris.

(*commission des finances*) : Impacts de la montée en charge de la contribution climat énergie (« taxe carbone ») - Audition conjointe de M. Alain Quinet, inspecteur général des finances et président de la commission sur la valeur tutélaire du carbone, M. Benjamin Delozier, sous-directeur des politiques sectorielles à la direction générale du Trésor et M. Kurt Van Dender, chef du service de la fiscalité environnementale à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du mercredi 18 avril 2018 (*commission des finances*) : Soutien aux énergies renouvelables - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 5 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 juin 2018 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 20 juin 2018 (*commission des finances*) : Enjeux liés au financement des jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 - Audition commune de MM. Jean Castex, délégué interministériel aux jeux olympiques et paralympiques (DIJOP) Paris 2024, Tony Estanguet, président du Comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques (COJO) Paris 2024, et Nicolas Ferrand, directeur général de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solidéo).

Réunion du mercredi 27 juin 2018 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP), sur le rapport relatif à la situation et aux perspectives des finances publiques.

Réunion du mercredi 11 juillet 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Maisons de l'emploi - Communication.

Réunion du mardi 24 juillet 2018 (*CS Etat pour une société de confiance*) : Projet de loi pour un État au service d'une société de

confiance (Nouvelle lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 24 septembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 10 octobre 2018 (*commission des finances*) : Chaîne de paiement des aides agricoles versées par l'Agence de services et de paiement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 octobre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 17 octobre 2018 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Outils financiers permettant d'optimiser la gestion des flux de transports en milieu urbain - Communication.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Investissements d'avenir » (et communication sur son contrôle budgétaire sur les avances remboursables dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 25 octobre 2018 (*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Jean-Dominique Senard, président du groupe Michelin.

Réunion du mercredi 31 octobre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Enjeux budgétaires et fiscaux de la transition énergétique et écologique - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 7 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2019 - Tome I du rapport général.

(*CS transformation entreprises*) : Audition de MM. Pierre Cahuc, professeur d'économie à Sciences Po, Christian Saint-Etienne, titulaire de la chaire d'économie industrielle au CNAM et Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes.

Table ronde consacrée aux privatisations réunissant MM. Martin Vial, commissaire aux participations de l'État, Emmanuel de Rohan Chabot, président de l'association française des jeux en ligne (FJEL), François Ecalle, président de FIPECO et Yves Crozet, économiste des transports.

Réunion du mercredi 21 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 75 à 76 quinquies) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) », « Transition énergétique » et « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 23 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du vendredi 30 novembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et à l'article 73), « Justice », « Agriculture, alimentation, forêts et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » ; missions « Défense », « Écologie, développement et mobilité durables » (et aux articles 75 à 76 quinquies), budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » ; les comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Financement des aides

aux collectivités pour l'électrification rurale », « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et « Transition énergétique », et la mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2019 - Missions « Économie » (et articles 76 sexies et septies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (et l'article 85), « Remboursements et dégrèvements », « Engagements financiers de l'État » (et articles 77 à 77 ter) et les comptes d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce », « Participations financières de l'État », et les comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », les missions « Investissements d'avenir », « Cohésion des territoires » (et articles 74 à 74 sexies) et « Administration générale et territoriale de l'État » (et l'article 71 quater) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 décembre 2018 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*CS transformation entreprises*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 195 (2017-2018)]** - (24 janvier 2018) - **Article 4** (art. L. 2143-3, L. 2312-5, L. 2312-37, L. 2312-56, L. 2312-81, L. 2312-83, L. 2314-3, L. 2314-6, L. 2314-31, L. 2314-33, L. 2315-18, L. 2315-27, L. 2315-44-1 à L. 2315-44-4 [nouveaux], L. 2315-61, L. 2315-80, L. 2315-85, L. 2316-22 et L. 2321-1 du code du travail - *Adaptation du cadre juridique du comité social et économique*) : p. 227

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la police de proximité** - (6 février 2018) : p. 944

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport Spinetta** - (20 février 2018) : p. 1576 p. 1577

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la PAC et la diminution des dotations** - (20 février 2018) : p. 1580

- **Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 323 (2017-2018)]** - (6 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 1925

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 316 (2017-2018)]** - (7 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2010 p. 2012 p. 2013 p. 2023

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance [n° 330 (2017-2018)]** - (13 mars 2018) - **Discussion générale** : p. 2178 p. 2185 p. 2186 - **Rappel au règlement** : p. 2189 - **Article 2** (art. L. 123-1, L. 123-2, L. 124-1 et L. 124-2 [nouveaux], L. 552-3, L. 562-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - *Droit à l'erreur et droit au contrôle des usagers dans leurs relations avec l'administration*) : p. 2216 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 62, L. 80 A et L. 80 B du livre des procédures fiscales - *Réduction de 30 % des intérêts de retard en cas de rectification par le contribuable lors d'un contrôle fiscal - Rescrit en cours de contrôle - « Garantie fiscale* ») : p. 2229 - **Article 7 (Habilitation pour expérimenter une « relation de confiance ») : p. 2242**

- **Suite de la discussion** (14 mars 2018) - **Article 15 A** (*Interdiction, pour les administrations de l'État, de recourir à un numéro surtaxé dans leurs relations avec le public*) : p. 2269 - **Article 15** (*Expérimentation de la mise en place d'un référent unique au sein de l'administration*) : p. 2270 p. 2272 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° 211 rectifié** (*Publication d'indicateurs de résultats et de qualité de service des administrations recevant du public*) : p. 2273 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 27 rectifié** (*Transmission des fichiers des écritures comptables (FEC) dans le cadre d'un examen de comptabilité - Délai étendu à 30 jours*) : p. 2279 - **Article 19** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture*) : p. 2284 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 71 et n° 72** (*Communication des avis du Conseil d'Etat, des juridictions financières, des rapports de la Cour des comptes*) : p. 2288 - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-12, L. 114-10, L. 552-3 et L. 572-1 du code des relations entre le public et l'administration - Suppression de l'obligation d'informer l'administration du lieu et de la période de la première production d'un document et limitation des cas dans lesquels l'administration peut redemander une information à l'utilisateur) : p. 2290 - **Article 23** (*Expérimentation de la suppression des justificatifs de domicile pour la délivrance de titres*) : p. 2291 p. 2294 - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 521-3-1, L. 525-6-1 du code monétaire et financier et art. 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Dons par SMS aux associations culturelles et obligation pour les associations culturelles d'établir des comptes annuels) : p. 2298 p. 2299 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 129 rectifié** (*Création d'un nouveau statut dérogatoire d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel*) : p. 2312 - **Article 34** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour simplifier les règles applicables à l'attribution des projets d'énergies marines renouvelables*) : p. 2334 - **Article 37** (art. L. 541-13 du code de l'environnement, art. 19 et 34 de l'ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République - Mutualisation de l'évaluation des anciens plans départementaux et régionaux des déchets au niveau régional) : p. 2353 - **Article 38** (art. 19 et 21 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 2356 - **Explications de vote sur les articles examinés selon la procédure de législation en commission** : p. 2364
- **Suite de la discussion** (20 mars 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2428 p. 2429 p. 2430
- **Projet de loi relatif à la protection des données personnelles [n° 351 (2017-2018)]** - (20 mars 2018) - **Article 6** (art. 45, 46, 47 et 48 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; article 226-16 du code pénal - Mesures correctrices et sanctions) : p. 2483 - **Article 7** (art. 8 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitement des données personnelles dites « sensibles ») : p. 2490
- **Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau prévue à l'article 28 de la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 [n° 378 (2017-2018)]** - (4 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3420
- **Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes [n° 422 (2017-2018)]** - (17 avril 2018) - **Discussion générale** : p. 3775 p. 3776 p. 3777
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution de l'air** - (24 mai 2018) : p. 4636 p. 4637
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse des taxes sur les carburants** - (29 mai 2018) : p. 4660
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grêle et la fiscalité agricole** - (29 mai 2018) : p. 4661
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aléas climatiques pour les viticulteurs** - (29 mai 2018) : p. 4662
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (29 mai 2018) : p. 4665 p. 4666
- **Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire [n° 495 (2017-2018)]** - (30 mai 2018) - **Article 1er A** (art. L. 2101-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports - Transformation du groupe public ferroviaire) : p. 4962 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 131 rectifié** (*Conditions de financement des investissements d'infrastructure de SNCF Réseau*) : p. 4970 - **Article 1er B (nouveau)** (*Fin du recrutement au statut des salariés du groupe public unifié*) : p. 4972 p. 4974 p. 4975
- **Suite de la discussion** (5 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5169
- **Proposition de loi relative à l'équilibre territorial et à la vitalité de la démocratie locale [n° 547 (2017-2018)]** - (12 juin 2018) - **Article 10** (art. L. 5211-19-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Droit de retrait d'un groupe de communes contiguës, membres d'un établissement public de coopération à fiscalité propre, pour constituer un nouvel établissement) : p. 5745
- **Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque [n° 545 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5802
- **Proposition de loi portant Pacte national de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs [n° 549 (2017-2018)]** - (13 juin 2018) - **Discussion générale** : p. 5841 p. 5845 p. 5849 p. 5850 p. 5852
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier du Grand Paris Express et le logement en Ile-de-France** - (21 juin 2018) : p. 6435
- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous [n° 571 (2017-2018)]** - (27 juin 2018) - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 420 rectifié** (*Dérogation à l'interdiction de cession à titre onéreux de contrat laitier*) : p. 7450
- **Suite de la discussion** (28 juin 2018) - **Article 10 quinquièmes (supprimé)** (*Promotion de l'agriculture de groupe*) : p. 7577
- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude [n° 603 (2017-2018)]** - (3 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 8842 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8930
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique industrielle et le projet Novawood** - (5 juillet 2018) : p. 9208 p. 9209
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités territoriales et la fiscalité carbone** - (10 juillet 2018) : p. 9438
- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 [n° 652 (2017-2018)]** - (12 juillet 2018) - **Discussion générale et débat commun** : p. 9685 p. 9695 p. 9696 p. 9697 - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) : p. 9721 - **Article 6** (*Comptes spéciaux - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement, aux crédits de paiement et aux découverts autorisés. Affectation des soldes*) : p. 9731 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9732

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)]** - (17 juillet 2018) - **Article 7** (art. L. 3211-7-1 du code général de la propriété des personnes publiques ; art. L. 342-2 du code de la construction et de l'habitation, art. 141 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - *Activités de la Foncière Publique solidaire*) : p. 10866 - **Article 12 bis A** (art. L. 141-3 du code de l'urbanisme - *Période couverte par le bilan de consommation d'espace du schéma de cohérence territoriale*) : p. 10895 - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 101-2 et L. 151-7 du code de l'urbanisme - *Objectifs de densification et de lutte contre l'étalement urbain*) : p. 10901

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2018) - **Article 12 quinquies** (art. L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme - *Constructibilité en zone littorale et rôle du SCoT dans la détermination des modalités d'application de la loi Littoral*) : p. 10939 - **Article 15** (art. L. 621-31, L. 621-32, L. 632-2, L. 632-2-1 [nouveau], L. 632-3 du code du patrimoine - *Modification des dispositions relatives à l'avis des architectes des Bâtiments de France et aux modalités de recours à son encounter*) : p. 10982

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2018) - **Article 18 A (supprimé)** (art. L. 431-3 du code de l'urbanisme ; art. 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture - *Extension de la dispense du recours à un architecte pour les constructions de faible surface des coopératives d'utilisation de matériel agricole*) : p. 11029 p. 11030

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renforcement des transports en vue des JO et de la Coupe du monde de rugby** - (19 juillet 2018) : p. 11051

- **Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique [n° 631 (2017-2018)] (suite)** - (23 juillet 2018) - **Article 46 (précédemment réservé)** (art. L. 302-5 et L. 443-15-7 du code de la construction et de l'habitation - *Liste des logements décomptés dans le cadre de la loi SRU - Rôle des communes dans la demande d'exemptions*) : p. 11368

- **Suite de la discussion** (24 juillet 2018) - **Article 54** (art. L. 303-2 [nouveau] et L. 304-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 751-1-1 et L. 751-1-12 [nouveaux] et L. 752-2 du code de commerce - *Opérations de revitalisation de territoire*) : p. 11495 p. 11508 p. 11509 - **Article 54 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-19 du code de l'environnement - *Rétablissement des préenseignes relatives à la vente des produits du terroir dans les restaurants*) : p. 11531 - **Article 55** (art. L. 111-10-3 du code de la construction et de l'habitation - *Définition et modalités d'application de l'obligation de rénovation énergétique pour les bâtiments tertiaires*) : p. 11552 p. 11553 p. 11557 p. 11558 - **Article 55 bis C (supprimé)** (art. L. 134-3-1 et L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation, art. 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Opposabilité du diagnostic de performance énergétique*) : p. 11568 p. 11569 - **Article 55 bis** (art. L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation - *Exigences en matière de constructions neuves*) : p. 11572

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11654

- **Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance - Nouvelle lecture [n° 659 (2017-2018)]** - (25 juillet 2018) - **Discussion générale** : p. 11687 - **Article 2 bis A** (art. L. 1113-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Extension du droit à régularisation en cas d'erreur au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs groupements dans leurs relations avec l'État et les organismes de sécurité sociale*) : p. 11695 - **Article 19** (art. L. 512-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Habilitation à légiférer par ordonnance pour expérimenter des ajustements du régime des chambres d'agriculture*) : p. 11706 - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 et 19 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de

l'État ; art. 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et art. 25 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique - Diverses mesures relatives aux cultes) : p. 11719 p. 11720

- **Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - Nouvelle lecture [n° 714 (2017-2018)]** - (25 septembre 2018) - **Question préalable** : p. 13301

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du procureur de Paris** - (2 octobre 2018) : p. 13340

- **Débat sur la politique énergétique** - (2 octobre 2018) : p. 13353 p. 13354 p. 13355 p. 13359 p. 13360 p. 13361

- **Débat sur la politique industrielle et l'avenir de notre industrie** - (3 octobre 2018) : p. 13404 p. 13405 p. 13406

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude - Commission mixte paritaire [n° 15 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale** : p. 13419

- **Projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 13 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 12 (2018-2019)** : p. 13441 p. 13442 p. 13443

- **Projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions [n° 12 (2018-2019)]** - (9 octobre 2018) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 13 (2018-2019)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la transition énergétique et les moyens de l'État** - (11 octobre 2018) : p. 13662

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du GIEC (II)** - (11 octobre 2018) : p. 13670

- **Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs [n° 52 (2018-2019)]** - (23 octobre 2018) - **Article 1er** (art. L. 211-3-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - *Instauration de périmètres de contrôle lors des manifestations*) : p. 14077

- **Débat sur le thème « Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »** - (24 octobre 2018) : p. 14705 p. 14706

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la trajectoire diesel** - (8 novembre 2018) : p. 15102

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 [n° 106 (2018-2019)]** - (12 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 15266

- **Proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux [n° 124 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16525 p. 16526 p. 16534 - **Article 1er** (art. L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales - *Fonds de maintien et de création des distributeurs automatiques de billets dans les communes rurales*) : p. 16536 p. 16538 p. 16542 p. 16543

- **Proposition de loi visant à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur la mise en oeuvre des préconisations relatives aux éventuels risques liés à l'emploi de matériaux issus de la valorisation de pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétiques, et usages similaires, établies par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail le 18 septembre 2018 [n° 126 (2018-2019)]** - (21 novembre 2018) - **Discussion générale** : p. 16583 p. 16585 - **Article unique** : p. 16589

- **Projet de loi de finances pour 2019 [n° 146 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (22 novembre 2018) : p. 16634 p. 16641

Première partie :

- (23 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-437 rectifié bis** (*Plafond d'exonération des frais d'emplois des élus locaux*) : p. 16709 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-812** (*Covoiturage - Aides patronales - Exonération fiscale*) : p. 16711 p. 16712 p. 16713

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendement n° I-703 rectifié bis** (« *Contribution climat énergie* » - *Gaz issus de la biomasse - Exemption*) : p. 16752 p. 16753 p. 16754 p. 16758 - **Article additionnel après l'article 18 duodecimes (priorité) - Amendements n° I-404 rectifié et n° I-432 rectifié** (*Contrats territoriaux bas carbone*) : p. 16769 p. 16770 - **Article 19 (priorité)** (art. 265, 265 B, 265 ter, 265 octies A [nouveau], 266 quater, 266 quinquies du code des douanes et art. 32 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - *Suppression du tarif réduit de taxe intérieure de consommation (TICPE) sur le gazole non routier*) : p. 16804 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendement n° I-474** (*Vois intérieurs - Exonération de taxe intérieure de consommation - Suppression*) : p. 16807 p. 16808 - **Article additionnel après l'article 19 (priorité) - Amendements n° I-257 rectifié et n° I-434 rectifié** (*Carburant B100 - Fiscalité*) : p. 16811

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2018) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-603 quinquies et I-986** (*Concessions hydroélectriques - Redevance*) : p. 17009

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 17341

Seconde partie :

Économie

- (30 novembre 2018) - **Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - État D** : p. 17397

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - Compte de concours financiers : accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (30 novembre 2018) - **Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - État D** : p. 17415 p. 17416

Cohésion des territoires

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17444 p. 17457

Administration générale et territoriale de l'État

- (30 novembre 2018) - **État B** : p. 17483

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2018) : p. 17537

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport

conventionnés de voyageurs - Compte d'affectation spéciale : Transition énergétique

- (2 décembre 2018) : p. 17582 p. 17587 p. 17589 p. 17594 p. 17595 p. 17596 p. 17598 p. 17601

Écologie, développement et mobilité durables

- (2 décembre 2018) - **État B** : p. 17602 p. 17609 p. 17610 p. 17613 p. 17615 p. 17620 p. 17622 p. 17623 p. 17626 p. 17627 p. 17629 p. 17630 p. 17631 - **Article 75** (art. L. 213-10-8 et article L. 423-21-1 du code de l'environnement - *Pérennisation du financement du plan « Ecophyto » et fixation des modalités de contribution des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité, AFB, et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, ONCFS*) : p. 17633 p. 17635 - **Article 76** (art. L. 213-10-8 du code de l'environnement - *Évolution du régime de la redevance pour pollution diffuse*) : p. 17636 p. 17637 p. 17638 - **Article 76 quinquies (nouveau)** (art. 128 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004, art. 136 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 et art. L. 561-3 du code de l'environnement - *Prorogation et extension des mesures financées par le Fonds de prévention des risques naturels majeurs*) : p. 17640 p. 17641 - **Compte d'affectation spéciale : aides à l'acquisition de véhicules propres - État D** : p. 17643 - **Compte d'affectation spéciale : transition énergétique - État D** : p. 17644 p. 17645 - **Article additionnel après l'article 84 quater - Amendement n° II-62** (*Compte d'affectation spéciale « transition énergétique » - Titre - Modification*) : p. 17645

Culture

- (4 décembre 2018) : p. 17837

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : publications officielles et information administrative

- (4 décembre 2018) : p. 17878 p. 17881

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2018) - **Article 79** (art. L. 2113-20, L. 2336-3, L. 2336-5, L. 2336-9, L. 2334-7, L. 2334-13, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 3662-4, L. 5211-4-2, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-32-1, L. 5211-33, L. 5214-23-1, L. 5217-12, L. 5218-1 et L. 5842-8, du code général des collectivités territoriales, art. 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et art. 159 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 - *Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et d'autres dotations de fonctionnement*) : p. 17959 - **Article 81** (*Soutien à l'investissement local*) : p. 18012

Articles non rattachés

- (7 décembre 2018) - **Article 51 quinquies (nouveau)** (art. 150-0 D ter, 163 quinquies C bis, 208 D, 238 bis HI, 238 bis HQ et 238 bis HX, 239 bis AB du code général des impôts, art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 239-1 du code de commerce - *Suppression des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque*) : p. 18250 - **Article 52** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 995 et 1001 du code général des impôts - *Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurances (TSCA) sur la garantie décès des contrats d'assurance emprunteur*) : p. 18257 - **Article 52 bis (nouveau)** (art. 421-4-2 du code des assurances - *Relèvement à 25 % du plafond légal de la contribution des assureurs au fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages*) : p. 18259 p. 18260 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-362 rectifié** (*Logements sociaux situés Outre-mer - Cotisation CGLLS - Modulation*) : p. 18289 - **Article 55 sexies (nouveau)** (art. 81 du code général des impôts - *Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu des primes et indemnités attribuées par l'État aux agents publics et aux salariés, à l'occasion du transfert hors de la région Île-de-France du service, de*

l'établissement ou de l'entreprise où ils exercent leur activité) : p. 18302

- **Suite de la discussion** (10 décembre 2018) - **Article 60** (art. 266 quinquies du code des douanes - Renforcement du supplément de TGAP relatif aux biocarburants) : p. 18448 p. 18449 p. 18451 p. 18452 - **Article 63** (art. 1680 du code général des impôts, art. L. 2343-1, L. 3342-1 et L. 4342-1 du code général des collectivités territoriales - Encaissement des recettes fiscales par un organisme autre que le comptable public) : p. 18474 - **Article 63 sexies (nouveau)** (art. 131 de la loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 de finances pour 1990, art. 128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 et art. 174 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - Annexe au projet de loi de finances initiale d'un rapport « Financement de la transition écologique : les instruments économiques, fiscaux et budgétaires au service de l'environnement et du climat ») : p. 18478 - **Article 64 ter (nouveau)** (art. 19-2 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, et art. 89 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998 - Réduction des droits dus par les entreprises artisanales au titre de leur immatriculation au répertoire des métiers) : p. 18485

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2018) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 18528

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi « ÉGALIM »** - (13 décembre 2018) : p. 21521

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les propositions du Sénat en matière budgétaire** - (13 décembre 2018) : p. 21528

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 13 et 14 décembre 2018** - (17 décembre 2018) : p. 21541 p. 21542

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 191 (2018-2019)]** - (17 décembre 2018) - **Discussion générale** : p. 21556 p. 21558 p. 21562 p. 21563 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 21563

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP24** - (18 décembre 2018) : p. 21591

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le loto du patrimoine** - (18 décembre 2018) : p. 21596

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la préparation du débat national** - (18 décembre 2018) : p. 21597

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vente de bois par l'Office national des forêts** - (18 décembre 2018) : p. 21598

- **Projet de loi de finances pour 2019 - Nouvelle lecture [n° 218 (2018-2019)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2018) : p. 21614 p. 21616 p. 21624 p. 21625

- ADNOT (Philippe), p. 1
 ALLIZARD (Pascal), p. 3
 AMIEL (Michel), p. 6
 ANTISTE (Maurice), p. 9
 APOURCEAU-POLY (Cathy), p. 13
 ARNELL (Guillaume), p. 15
 ARTANO (Stéphane), p. 19
 ARTIGALAS (Viviane), p. 21
 ASSASSI (Éliane), p. 23
 ASSOULINE (David), p. 31
 ATTAL (Gabriel), p. 35
 BABARY (Serge), p. 35
 BANSARD (Jean-Pierre), p. 38
 BARGETON (Julien), p. 39
 BAS (Philippe), p. 43
 BASCHER (Jérôme), p. 54
 BAZIN (Arnaud), p. 60
 de BELENET (Arnaud), p. 65
 BELLOUBET (Nicole), p. 68
 BENBASSA (Esther), p. 75
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 81
 BERTHET (Martine), p. 84
 BERTRAND (Alain), p. 88
 BERTRAND (Anne-Marie), p. 88
 BIGNON (Jérôme), p. 91
 BIGOT (Jacques), p. 93
 BIGOT (Joël), p. 99
 BILLON (Annick), p. 101
 BIZET (Jean), p. 107
 BLANQUER (Jean-Michel), p. 114
 BLONDIN (Maryvonne), p. 115
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 119
 BOCQUET (Éric), p. 122
 BONFANTI-DOSSAT (Christine), p. 127
 BONHOMME (François), p. 130
 BONNE (Bernard), p. 138
 BONNECARRÈRE (Philippe), p. 142
 BONNEFOY (Nicole), p. 146
 BORIES (Pascale), p. 149
 BORNE (Élisabeth), p. 152
 BOTREL (Yannick), p. 155
 BOUCHET (Gilbert), p. 156
 BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline), p. 158
 BOULOUX (Yves), p. 160
 BOURQUIN (Martial), p. 161
 BOUTANT (Michel), p. 165
 BOYER (Jean-Marc), p. 168
 BRISSON (Max), p. 171
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 176
 BRULIN (Céline), p. 178
 BUFFET (François-Noël), p. 180
 BUIS (Bernard), p. 190
 BUZYN (Agnès), p. 190
 CABANEL (Henri), p. 195
 CADIC (Olivier), p. 199
 CALVET (François), p. 203
 CAMBON (Christian), p. 204
 CANAYER (Agnès), p. 210
 CANEVET (Michel), p. 213
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 219
 CAPUS (Emmanuel), p. 221
 CARCENAC (Thierry), p. 225
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 228
 CARLE (Jean-Claude), p. 230
 CARRÈRE (Maryse), p. 232
 CARTRON (Françoise), p. 235
 CASTANER (Christophe), p. 237
 CASTELLI (Joseph), p. 238
 CAZABONNE (Alain), p. 239
 CAZEAU (Bernard), p. 241
 CHAIN-LARCHÉ (Anne), p. 242
 CHAIZE (Patrick), p. 244
 CHARON (Pierre), p. 248
 CHASSEING (Daniel), p. 251
 CHATILLON (Alain), p. 257
 CHAUVIN (Marie-Christine), p. 259
 CHEVROLLIER (Guillaume), p. 261
 de CIDRAC (Marta), p. 264
 CIGOLOTTI (Olivier), p. 267
 CLUZEL (Sophie), p. 269
 COHEN (Laurence), p. 270
 COLLIN (Yvon), p. 278
 COLLOMB (Gérard), p. 280
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 282
 CONCONNE (Catherine), p. 290
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 292
 CORBISEZ (Jean-Pierre), p. 296
 CORNU (Gérard), p. 298
 COSTES (Josiane), p. 301
 COURTEAU (Roland), p. 306
 COURTIAL (Édouard), p. 311
 CUKIERMAN (Cécile), p. 312
 CUYPERS (Pierre), p. 317
 DAGBERT (Michel), p. 322
 DALLIER (Philippe), p. 323
 DANESI (René), p. 334
 DANTEC (Ronan), p. 337
 DARCOS (Laure), p. 341
 DARMANIN (Gérald), p. 347
 DARNAUD (Mathieu), p. 349
 DARRIEUSSECQ (Geneviève), p. 353
 DAUBRESSE (Marc-Philippe), p. 353
 DAUDIGNY (Yves), p. 357
 DAUNIS (Marc), p. 362
 DECOOL (Jean-Pierre), p. 366
 del PICCHIA (Robert), p. 369
 DELAHAYE (Vincent), p. 372
 DELATTRE (Nathalie), p. 375
 DELCROS (Bernard), p. 379
 DELMONT-KOROPOULIS (Annie), p. 384
 DENNEMONT (Michel), p. 387
 DENORMANDIE (Julien), p. 387
 DÉRIOT (Gérard), p. 391
 DEROCHE (Catherine), p. 393
 DEROMEDI (Jacky), p. 400
 DE RUGY (François), p. 404
 DESEYNE (Chantal), p. 405
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 408
 DEVINAZ (Gilbert-Luc), p. 411
 DI FOLCO (Catherine), p. 413
 DINDAR (Nassimah), p. 417
 DOINEAU (Élisabeth), p. 419
 DOMINATI (Philippe), p. 421
 DUBOIS (Daniel), p. 423
 DUBOS (Christelle), p. 425
 DUFAUT (Alain), p. 426
 DUMAS (Catherine), p. 428
 DUPLOMB (Laurent), p. 430
 DURAIN (Jérôme), p. 435
 DURAN (Alain), p. 438
 DURANTON (Nicole), p. 440
 DUSSOPT (Olivier), p. 443
 ÉBLÉ (Vincent), p. 454
 ÉMORINE (Jean-Paul), p. 460
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 462
 ESTROSI SASSONE (Dominique), p. 464

EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline), p. 475
 FÉRAT (Françoise), p. 478
 FÉRAUD (Rémi), p. 480
 FÉRET (Corinne), p. 482
 FESNEAU (Marc), p. 485
 FICHET (Jean-Luc), p. 485
 FILLEUL (Martine), p. 488
 FLESSEL (Laura), p. 489
 FORISSIER (Michel), p. 490
 FOUCAUD (Thierry), p. 494
 FOUCHÉ (Alain), p. 494
 FOURNIER (Bernard), p. 498
 FOURNIER (Catherine), p. 501
 FRASSA (Christophe-André), p. 503
 FROGIER (Pierre), p. 506
 GABOUTY (Jean-Marc), p. 506
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 510
 GATEL (Françoise), p. 515
 GATTOLIN (André), p. 520
 GAY (Fabien), p. 524
 GENEST (Jacques), p. 531
 GÉNY-STEPHANN (Delphine), p. 534
 GERBAUD (Frédérique), p. 536
 GHALI (Samia), p. 537
 GILLES (Bruno), p. 539
 GINESTA (Jordi), p. 540
 GIRARDIN (Annick), p. 542
 GIUDICELLI (Colette), p. 543
 GOLD (Éric), p. 543
 GONTARD (Guillaume), p. 546
 de la GONTRIE (Marie-Pierre), p. 552
 GOULET (Nathalie), p. 557
 GOURAULT (Jacqueline), p. 563
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 569
 GRAND (Jean-Pierre), p. 571
 GRÉAUME (Michelle), p. 574
 GRELET-CERTENAIS (Nadine), p. 578
 GREMILLET (Daniel), p. 581
 GRIVEAUX (Benjamin), p. 588
 GROSDIDIER (François), p. 589
 GROSPERRIN (Jacques), p. 594
 GRUNY (Pascale), p. 598
 GUENÉ (Charles), p. 604
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 607
 GUERRIAU (Joël), p. 608
 GUIDEZ (Jocelyne), p. 612
 GUILLAUME (Didier), p. 615
 GUILLEMOT (Annie), p. 617
 GUILLOTIN (Véronique), p. 619
 HARRIBEY (Laurence), p. 622
 HASSANI (Abdallah), p. 625
 HAUT (Claude), p. 626
 HENNO (Olivier), p. 627
 HERVÉ (Loïc), p. 631
 HERZOG (Christine), p. 636
 HOULLEGATTE (Jean-Michel), p. 637
 HOUPERT (Alain), p. 640
 HUGONET (Jean-Raymond), p. 643
 HULOT (Nicolas), p. 646
 HURÉ (Benoît), p. 646
 HUSSON (Jean-François), p. 650

